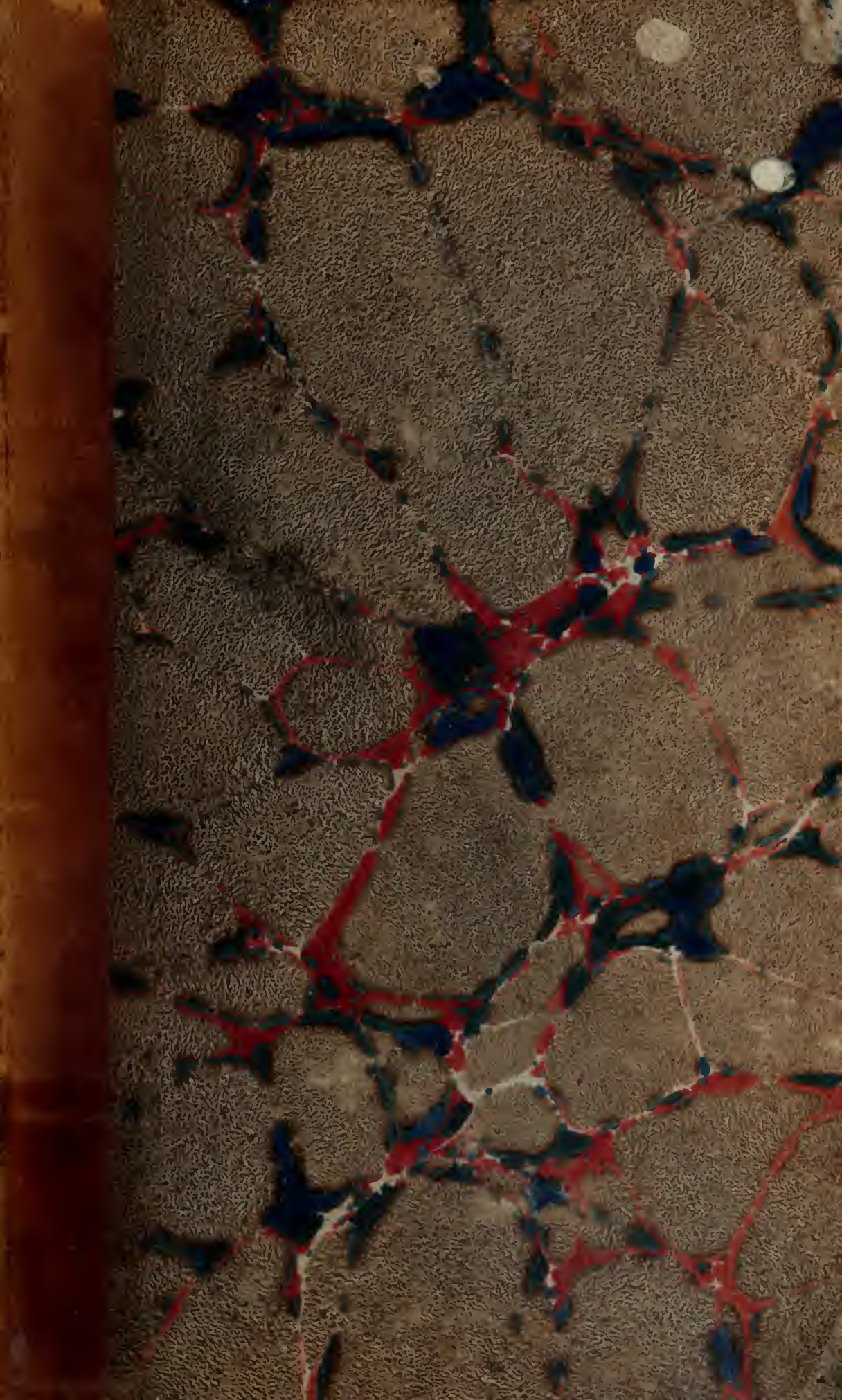




BIBLIOTHEQUE DE DROIT

U.d'O.

011.

BRARY







ANNUAIRE

DES LOIS.

BULLETIN

ANNOTÉ

DES LOIS.

PARIS.

ABRÉVIATIONS.

Arr. du cons.	Arrêt du conseil d'état.
Art.	Article.
Avis du cons.	Avis du conseil d'état.
B., V, 79.	Collection Baudoin, tome 5, page 79.
Bull civ., III, 27.	Bulletin civil de la cour de cassation, tome 3, page 27.
Bull. crim., X, 509.	Bulletin criminel de la cour de cassation, tome 10, page 509.
Cass.	Arrêt de la cour de cassation.
Circul. minist.	Circulaire ministérielle.
Cod. civ.	Code civil.
Cod. comm.	Code de commerce.
Cod. inst. crim.	Code d'instruction criminelle.
Cod. pén.	Code pénal.
Cod. proc. civ.	Code de procédure civile.
Collect. alphab.	Collection alphabétique.
DALL.	Dalloz.
Décis. minist.	Décision ministérielle.
DUP., X, 50.	Collection de Dupont, tome 10, page 50.
I, Bull. xxvii, n° 127.	Bulletin des Lois, 1 ^{re} série, Bulletin n° 27, Loi n° 127.
Inst. minist.	Instruction ministérielle.
Journ. du pal. 2 ^e sem.	Journal du palais, 2 ^e semestre.
Jur. du cons.	Jurisprudence du conseil d'état.
L., III, 85.	Collection du Louvre, tome 3, page 85.
MAG.	Macarel.
Sect.	Section.
Sén.-cons	Sénatus-consulte.
SIR., IV, I, 27.	Sirey, tome 4, 1 ^{re} partie, page 27.
SIR. et DEVILL.	Sirey et Devilleneuve.
S. M.	Sa Majesté.
Suiv.	Suivans.
Tit.	Titre.
vis.	Verbis.
vo.	Verbo.

21V

BULLETIN

ANNOTÉ

DES LOIS,

DÉCRETS ET ORDONNANCES,

DEPUIS LE MOIS DE JUIN 1789 JUSQU'AU MOIS D'AOUT 1830,

16 VOLUMES IN-8^o,

AVEC DES NOTICES, PAR MM. ODILON-BARROT, VATIMESNIL, UMBERT;

mis en ordre et annoté

PAR M. LEPEC, AVOCAT A LA COUR ROYALE DE PARIS;

PUBLIÉ AVEC L'APPROBATION ET SOUS LE PATRONAGE

De MM. *Pairs de France* : Boyer, Cousin, Portalis, de Ségur, Siméon, de Tascher, Tripiér, Villemain, Zengiacomi, etc., etc., etc.; — *Députés* : président de la Chambre, Dupin; *membres*, Bavoux, Bellaigue, Bérard, Bernard (de Rennes), Bessière, Bignon, Bodin (Félix), Boissy-d'Anglas, Bugeaud, Chastellux, Cormenin, Coulmann, Cunin-Gridaine, Debelleyne, Didot (Firmin), Dubois (de Nantes), Dubois (Abraham), Etienne, Eschassériaux, Foy (Alphonse), Gillon, Gouin, Gravier, Havin, Jouffroy, Madier de Montjau, Martineau, Manguin, Mercier, Odilon Barrot, Passy, Perrin, Portalis, Prévôt-Leygonie, Réalier-Dumas, Rihouet, Rivière de l'Arque, Salverte, Sapey, de Schonen, Simmer, Taillandier, Vatimesnil, Verrollot, Viennet, etc., etc., etc.

TOME HUITIÈME.

PARIS,

CHEZ PAUL DUPONT, ÉDITEUR,

DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE NORMALE D'ÉDUCATION,

Rue de Grenelle-St-Honoré, N° 55, Hôtel des Fermes.

1836.

BIBLIOTHEQUE DE DROIT

BIBLIOTHECA

U.d'O.

O.U.

REVUE

DES LOIS

DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

ANNUAIRE DES LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS
PUBLIÉS EN VERTU DE LA LOI DU 25 MARS 1822
PAR LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
DANS LE DÉPARTEMENT DE L'IMPRIMERIE ROYALE
PARIS, CHEZ LA SOCIÉTÉ ANONYME D'IMPRIMERIE
RUE DE LA HARPE, N° 225, EN FACE DE LA BIBLIOTHÈQUE
NATIONALE, LE 15 JANVIER 1836

~~REVUE~~
~~DES~~
~~LOIS~~
~~DÉCRETS~~
~~ET~~
~~RÈGLEMENTS~~
1836

KJV

65

1834

V.8

REVUE

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉTAT



NOTICE

SUR LE CONSULAT.

La France, après s'être indignée des excès de la convention, subissait en rougissant le régime avilissant du directoire. On vivait au jour le jour, sans projets et sans espoir. Des hommes avides se gorgeaient de richesses, fruit éphémère de quelque coup de bourse ou de quelque ignoble intrigue; et la chance du lendemain leur enlevait ce que leur avait apporté la chance de la veille. On se hâtait de jouir; et il n'y avait dans les jouissances ni mesure, ni décence, ni goût: c'est ce qui arrive dans ces temps de calamité où, personne n'ayant d'avenir, la brutale pensée du moment présent subjugue tous les esprits.

Les lois étaient dignes de cet état de la société. Dans les premières années de la révolution, on n'avait songé qu'à détruire les institutions surannées de l'ancienne monarchie. En elle-même, cette destruction était un bien; mais il aurait fallu remplacer ce que l'on venait d'abattre. Personne ne s'en occupa; on était absorbé par d'autres idées. Les révolutions sont un combat général; le champ de bataille est partout; il est dans l'enceinte législative comme ailleurs, et même là plus qu'ailleurs. Les lois sont des mesures contre le parti vaincu; elles n'ont d'autre objet que de compléter sa défaite et d'anéantir ses dernières ressources. Ne cherchez, dans la législation de ces terribles époques, ni raison, ni justice, ni miséricorde; il y aurait de l'ingénuité à prétendre en trouver: son cachet unique, c'est un implacable sentiment d'hostilité envers ceux qui ont succombé. Ce sentiment même dépasse ordinairement son but; c'est le propre des passions. Les lois du temps dont nous parlons en offrent de nombreux exemples: la révolution n'avait été dirigée que contre les classes privilégiées, et bientôt ses mesures atteignirent tout ce qu'il y avait d'honnête et de notable; elle ne tendait d'abord qu'à effacer les derniers vestiges de la féodalité, et plus tard elle attaqua la propriété et la foi due aux conventions; elle ne devait détruire que les corporations, et, dans son mouvement désordonné, elle dissolvait tout jusqu'à la famille. Tels étaient les caractères de la législation révolutionnaire. On les voit subsister pendant tout le règne de la convention et pendant les premiers temps du gouvernement directorial; puis ils disparaissent tout à coup, pour faire place à un ordre d'idées différent: la guerre étrangère et civile avait dévoré toutes les ressources du pays; il fallait s'en procurer; l'ère des lois fiscales arriva. On commença par

la banqueroute ; c'est toujours le moyen le plus simple : mais comme la banqueroute ne donne pas de nouveaux revenus ; que, loin de là, elle tarit la source de ceux qui existent, on eut recours à d'autres expédients. Parcourez le Bulletin des lois des deux dernières années du directoire : c'est un véritable code de l'impôt. Lois sur l'enregistrement, sur le timbre, sur les hypothèques, sur les contributions directes, sur les octrois, sur les droits de greffe, sur la marque d'or et d'argent : voilà ce que vous y trouverez ; et ces lois sont faites avec art, avec tant d'art que, depuis, le génie fiscal n'a pu rien inventer de mieux pour atteindre infailliblement la matière imposable : en sorte que la plupart subsistent encore. Tel était le baume que le directoire, aidé des deux conseils, versait sur les plaies de la France.

Le 18 brumaire survint, et tout le monde regarda cet événement comme une délivrance. L'homme extraordinaire qui venait de se saisir du pouvoir porta dans la politique ce coup d'œil sûr et rapide qu'il avait dans les batailles ; il comprit avec une admirable justesse la situation de la France et la sienne. Il pouvait réunir tous les partis ; il le sentit, et cette réunion s'opéra comme par une puissance magique : c'est un exemple unique dans l'histoire.

Les partisans de la monarchie voyaient dans l'avenir le triomphe de leurs doctrines ; les républicains de bonne foi, fatigués de l'anarchie, se ralliaient à un régime dont le nom et la forme extérieure étaient pour leur amour-propre un refuge suffisant. Tout ce qui était jeune, actif, énergique, ambitieux, voyait apparaître une immense et éblouissante perspective de gloire, d'honneur, de pouvoir et de fortune. Le général Bonaparte était trop grand pour qu'aucun orgueil, quelque indomptable qu'il fût, pût être froissé par la prééminence du consul.

Ce nouveau souverain (car il l'était en réalité) n'eut donc qu'à faire un appel, et tout ce qu'il y avait en France d'hommes capables, probes et estimés se hâta d'y répondre. De là notamment l'étonnante composition du conseil d'état, où des jurisconsultes célèbres, des administrateurs habiles et d'illustres guerriers venaient apporter le tribut de leurs lumières. Ces hommes, qui avaient été dans des rangs opposés et qui s'étaient mutuellement proscrits, se trouvèrent tout à coup réunis par les liens d'une confraternité sincère et d'un égal amour du bien public. N'en doutons pas, cette pensée de concorde et d'oubli est une de celles qui ont le plus contribué à la grandeur du consulat et de l'empire.

La couleur de la législation devait nécessairement changer, et elle changea en effet.

Aucun obstacle ne s'opposait à la confection de bonnes lois.

Le conseil d'état était un instrument excellent pour les préparer.

L'initiative appartenait au gouvernement.

Le projet de loi était porté au tribunal, qui en votait l'adoption ou le rejet, et ensuite envoyait trois orateurs pris dans son sein par lesquels les motifs du vœu qu'il avait exprimé étaient exposés et défendus devant le corps législatif.

Ce corps faisait la loi, en statuant, par scrutin secret, et sans aucune discussion de la part de ses membres, sur les projets de loi débattus devant lui par les orateurs du tribunal et du gouvernement.

Le sénat n'intervenait pas dans la confection des lois, sauf le cas où un décret du corps législatif lui était déféré, comme inconstitutionnel, soit par le tribunal, soit par le gouvernement.

Tout décret du corps législatif, le dixième jour après son émission, était promulgué par le premier consul, à moins que, dans ce délai, il n'y eût eu recours au sénat pour cause d'inconstitutionnalité.

Telles étaient, à la lettre, les dispositions de la constitution de l'an 8, peu favorables aux libertés politiques et aux garanties des citoyens, elles étaient très propres à la création de lois clairement rédigées, complètes et concordantes dans leur ensemble. Point d'amendemens, pas de mutilation possible de la loi; il fallait qu'elle fût acceptée ou rejetée tout entière.

Cette organisation des pouvoirs rendait presque inutile l'intervention du tribunal. Si son vœu était d'accord avec le projet du gouvernement, ses orateurs étaient réduits, devant le corps législatif, à se traîner sur les traces de ceux du conseil d'état. Le tribunal n'aurait donc pu se donner d'importance qu'en prenant une attitude d'opposition; mais l'opposition n'était pas en vogue dans ce temps: chacun sentait que, si elle venait à se manifester avec quelque énergie, la main puissante du chef de l'état la briserait en un instant. D'ailleurs, une opposition qui aurait consisté à conclure au rejet en masse de projets de loi généralement sages et utiles, aurait mis les torts du côté du tribunal.

On imagina un expédient qui rendit quelque importance à ce corps, et qui, en même temps, perfectionna le jeu de la machine législative: ce fut d'établir *des communications officieuses entre le conseil d'état et le tribunal, avant la présentation officielle des projets de loi* (arrêté des consuls du 18 germinal an 10, et arrêté du tribunal du 24 germinal même année). Par ce moyen, on arriva à un système d'amendemens mûrement délibérés, discutés à huis clos et librement consentis par le gouvernement; on eut tous les avantages du contrôle et de l'examen contradictoire, sans en avoir les inconvéniens (1).

Les gouvernemens précédens n'avaient cessé de promettre à la nation un code civil. Cambacérès en avait présenté deux fois le projet: la première à la convention, au mois de fructidor an 2; la seconde au conseil des cinq-cents, au mois de messidor an 4. Dans plusieurs des lois rendues à ces époques, il avait été même question du code civil comme d'une œuvre législative très prochaine (voir entre autres l'article 10 de la loi du 12 brumaire an 2).

Il n'était pas au pouvoir de ces gouvernemens de tenir leur parole: nous en avons déjà indiqué les raisons; on va les trouver avec des développemens plus étendus dans un passage du discours préliminaire sur le premier projet de code civil, que nous croyons devoir citer. Voici à quelle occasion ce discours fut composé: le premier consul, presque immédiatement après son avènement au pouvoir, ordonna la préparation d'un projet de code civil; il confia cette préparation à une commission de jurisconsultes éclairés. MM. Portalis, Tronchet,

(1) Nous n'avons pas besoin d'avertir qu'en nous exprimant ainsi, nous n'envisageons les choses que sous le point de vue de la bonne confection des lois, et non sous celui d'un bon système politique.

Bigot-Préameneu et Malleville, noms qui n'ont pas besoin d'éloges, furent chargés d'ouvrir les travaux de cette commission par un discours contenant l'exposé général des vues et des principes du gouvernement sur les lois civiles. Ils indiquèrent d'abord les obstacles qui, avant le 18 brumaire, s'étaient opposés à la confection d'un code civil, et expliquèrent comment le nouveau régime politique les avait fait disparaître.

« Mais un bon code civil (dirent-ils) pouvait-il naître au milieu des crises politiques qui agitaient la France ? »

« Toute révolution est une conquête. Fait-on des lois dans le passage de l'ancien gouvernement au nouveau, par la seule force des choses, ces lois sont nécessairement hostiles, partiales, éversives ; on est emporté par le besoin de rompre toutes les habitudes, d'affaiblir tous les liens, d'écarter tous les mécontents ; on ne s'occupe plus des relations des hommes privés entre eux ; on ne voit que l'objet politique et général ; on cherche des confédérés plutôt que des concitoyens : tout devient droit public.

« Si l'on fixe son attention sur les lois civiles, c'est moins pour les rendre plus sages ou plus justes que pour les rendre plus favorables à ceux auxquels il importe de faire goûter le régime qu'il s'agit d'établir : on renverse le pouvoir des pères, parce que les enfans se prêtent davantage aux nouveautés : l'autorité maritale n'est pas respectée, parce que c'est par une plus grande liberté donnée aux femmes que l'on parvient à introduire de nouvelles formes et un nouveau ton dans le commerce de la vie : on a besoin de bouleverser tout le système des successions, parce qu'il est expédient de préparer un nouvel ordre de citoyens par un nouvel ordre de propriétaires ; à chaque instant les changemens naissent des changemens, et les circonstances des circonstances ; les institutions se succèdent avec rapidité, sans qu'on puisse se fixer à aucune, et l'esprit révolutionnaire se glisse dans toutes. Nous appelons esprit révolutionnaire le désir exalté de sacrifier violemment tous les droits à un but politique, et de ne plus admettre d'autre considération que celle d'un mystérieux et variable intérêt d'état.

« Ce n'est pas dans un tel moment que l'on peut se promettre de régler les choses et les hommes avec cette sagesse qui préside aux établissemens durables, et d'après les principes de cette équité naturelle dont les législateurs humains ne doivent être que les respectueux interprètes.

« Aujourd'hui la France respire ; et la constitution qui garantit son repos lui permet de songer à sa prospérité.

« De bonnes lois civiles sont le plus grand bien que les hommes puissent donner et recevoir ; elles sont la source des mœurs, le palladium de la propriété, et la garantie de toute paix publique et particulière : si elles ne fondent pas le gouvernement, elles le maintiennent ; elles modèrent la puissance, et contribuent à la faire respecter, comme si elle était la justice même. Elles atteignent chaque individu, elles se mêlent aux principales actions de sa vie, elles le suivent partout ; elles sont souvent l'unique morale du peuple, et toujours elles font partie de sa liberté. Enfin, elles consolent chaque

« citoyen du sacrifice que la loi politique lui commande pour la cité.
 « en le protégeant, quand il le faut, dans sa personne et dans ses biens.
 « comme s'il était lui seul la cité tout entière : aussi la rédaction du
 « code civil a d'abord fixé la sollicitude du héros que la nation a établi
 « son premier magistrat, qui anime tout par son génie, et qui croira
 « toujours avoir à travailler pour sa gloire, tant qu'il lui restera
 « quelque chose à faire pour notre bonheur. »

A part quelques traits de flatterie, qui étaient alors d'obligation, on trouve là une juste appréciation de la situation du gouvernement consulaire et de cette faculté presque illimitée de faire le bien dont il avait l'heureuse possession.

Ce discours se terminait par ces paroles remarquables, qui caractérisaient parfaitement les pensées d'ordre et de haute morale dont le projet de code civil était le produit, pensées dont l'empreinte se retrouve dans la plupart des lois du consulat.

« Notre objet a été de lier les mœurs aux lois et de propager l'esprit de
 « famille, qui est si favorable, quoi qu'on en dise, à l'esprit de cité. Les
 « sentimens s'affaiblissent en se généralisant : il faut une prise naturelle
 « pour pouvoir former des liens de convention. Les vertus privées peu-
 « vent seules garantir les vertus publiques ; et c'est par la petite patrie,
 « qui est la famille, que l'on s'attache à la grande ; ce sont les bons
 « pères, les bons maris, les bons fils qui font les bons citoyens. Or, il
 « appartient essentiellement aux institutions civiles de sanctionner
 « et de protéger toutes les affections honnêtes de la nature. »

Le projet de code rédigé par la commission dont on vient de parler fut communiqué à la cour de cassation et aux cours d'appel. C'est ainsi que le chancelier d'Aguesseau avait procédé pour la rédaction de ses belles ordonnances (1) : aucun autre mode ne peut conduire à la confection de bonnes lois civiles. Les hommes qui appliquent journellement les lois sont, plus que tous autres, en état d'apprécier les inconvéniens qu'elles présentent et les améliorations dont elles sont susceptibles.

Les observations des cours sur le projet de code civil honorent la magistrature ; elles sont des monumens de zèle, de capacité et de rectitude ; elles ont puissamment contribué au perfectionnement du projet.

La discussion s'ouvrit au conseil d'état. Là, le premier consul excita une juste admiration par la profondeur et la sagesse de ses observations sur des matières tout-à-fait neuves pour lui. Sa puissance n'était pas intéressée dans ces débats : aussi, non seulement laissa-t-il la plus grande latitude aux opinions, mais encore adopta-t-il presque toujours celle qui était la plus conforme à la morale et à l'humanité. On en trouve un exemple remarquable relativement à une question qui, dans ces derniers temps, a occupé les chambres, et fixé l'attention publique. Il s'agissait des effets de la mort civile : la mort civile doit-elle dissoudre le mariage ou le laisser subsister ? M. Tronchet s'était prononcé pour la dissolution.

(1) On eut même soin de le dire dans le préambule de l'ordonnance de 1747 sur les substitutions : « Après avoir pris l'avis des principaux magistrats de nos parlemens et des conseils « supérieurs de notre royaume, etc., etc. »

« D'après ce système (répondit le premier consul) il serait donc
 « défendu à une femme profondément convaincue de l'innocence de
 « son mari de suivre dans sa déportation l'homme auquel elle est
 « le plus étroitement unie; ou, si elle cédait à sa conviction et à son
 « devoir, elle ne serait plus qu'une concubine. Pourquoi ôter à ces
 « infortunés le droit de vivre l'un auprès de l'autre, sans le titre hono-
 « rable d'époux légitimes? »

Et, dans la suite de la même discussion, le premier consul ajouta ces paroles vraiment éloquentes :

« La société est assez vengée par la condamnation, lorsque le cou-
 « pable est privé de ses biens, lorsqu'il se trouve séparé de ses amis,
 « de ses habitudes. Faut-il étendre la peine jusqu'à la femme et l'arra-
 « cher avec violence à une union qui identifie son existence avec celle de
 « son époux? Elle vous dirait : *Mieux valait lui ôter la vie; du moins*
 « *me serait-il permis de chérir sa mémoire; mais vous ordonnez qu'il*
 « *vivra et vous ne voulez pas que je le console.* Eh! combien d'hommes
 « ne sont coupables qu'à cause de leur faiblesse pour leurs femmes!
 « Qu'il soit donc permis à celles qui ont causé leurs malheurs de les
 « adoucir en les partageant. Si une femme satisfait à ce devoir, vous
 « estimerez sa vertu; et cependant vous ne mettez aucune différence
 « entre elle et l'infame qui se prostitue. »

Nous n'avons cité ce passage que pour faire voir quelle était la direction des idées de Napoléon comme législateur. Le caractère des lois rendues pendant qu'il a exercé le pouvoir en a été le résultat. Toutes les fois que son autorité comme souverain, et ses desseins comme conquérant sont hors de cause, ses mesures législatives sont sages, modérées et éminemment sociales.

Le Code civil est le plus beau monument législatif du consulat, mais il n'est pas le seul qui soit digne d'éloges.

Le régime judiciaire et le régime administratif de la France ont été fondés par Napoléon.

Les lois sur l'élection des juges étaient une calamité pour les justiciables. Quoi que l'on fasse, l'élu sera toujours dans la dépendance de l'électeur; et le juge ne doit dépendre de personne.

C'était aussi une bizarre et funeste invention que celle qui rendait les tribunaux civils juges d'appel les uns des autres.

La constitution de l'an 8 et la loi du 27 ventose de la même année firent disparaître ces vices. Cette dernière loi établit une organisation simple et raisonnable, qui est devenue la base de celle de 1811.

L'immovibilité seule manqua à la magistrature du consulat et de l'empire: c'est qu'il s'agissait là d'une question de pouvoir, et que, dans les questions de cette nature, le sens droit et les bonnes résolutions de Napoléon l'abandonnaient presque toujours. Il voulait qu'en France tout relevât de lui; plus tard il voulut qu'il en fût de même de toute l'Europe: on sait ce qui lui en est arrivé.

La conception du système administratif était admirable: des préfets, des sous-préfets et des maires investis de l'action administrative tout entière; des conseils de département, d'arrondissement et de commune, délibérant sur les intérêts locaux et sur l'emploi des ressources locales; le contentieux confié à des conseils de préfecture, et, sur

l'appel, au conseil d'état; une ligne de démarcation parfaitement tracée entre l'autorité judiciaire et l'autorité administrative : c'étaient des rouages bien combinés qui devaient fonctionner et qui ont toujours fonctionné d'une manière sûre et facile.

Cette organisation ne présentait qu'un seul vice : la plupart des affaires auraient dû se décider dans les départements, sauf recours devant l'autorité centrale. On imagina au contraire d'attirer tout à Paris : l'instruction commençait en province ; l'administrateur local donnait un avis ; les pièces étaient envoyées dans les bureaux de la capitale ; elles en sortaient quand il plaisait aux commis ; et l'affaire se terminait sous la forme d'un arrêté des consuls ou d'une décision ministérielle. Ce mécanisme, désigné sous le nom de centralisation, a été et est encore le plus vivace de tous les abus. Il a résisté, depuis 1814, à une lutte parlementaire opiniâtre et non interrompue ; il a traversé tous les systèmes politiques ; les bureaux l'ont soutenu au milieu des orages qui, après avoir emporté tant de ministères, ont fini par renverser un trône ; et, à la faveur de quelques concessions de détail, ils sont parvenus à sauver l'ensemble.

L'une des premières pensées de Napoléon fut de relever les autels. Les lois organiques du concordat sont dignes de servir de modèle à tous les siècles et à tous les pays. Jamais la séparation entre l'autorité spirituelle et le pouvoir temporel ne fut plus nettement et plus justement tracée ; jamais la liberté des cultes ne fut établie ni avec plus de sincérité, car cette liberté était complète, ni avec plus de prévoyance, car la loi avait réglé tous les moyens d'en réprimer les abus. Le prêtre, dans son ministère sacré, était environné d'honneur et de respect ; mais toute irruption de sa part dans l'ordre civil était impossible. Sous le consulat et sous l'empire, le clergé n'en eut jamais l'idée ; cette idée, également funeste à la religion et à l'état, ne prit naissance qu'après la chute de Napoléon. Pendant son règne, les ministres des autels n'employèrent leur influence que pour inspirer l'amour de l'ordre et l'obéissance aux lois. Le gouvernement, dans un exposé de la situation de la république, qui a pour date le 25 nivose an 12, disait en parlant d'une *tentative* faite dans la Vendée : « Citoyens, *prêtres*, « soldats, tout s'est ébranlé pour la défense commune. »

Certaines professions doivent offrir au public des garanties spéciales. Il faut que ceux qui les exercent soient assujétis à des études ou à des épreuves qui donnent la mesure de leur capacité ; il faut aussi qu'ils soient soumis à une discipline particulière ; quelquefois même la limitation de leur nombre est utile. L'assemblée constituante avait méconnu ces vérités. Des principes trop absolus l'avaient conduite à ouvrir indistinctement et sans condition toutes les carrières à tous les citoyens. De graves désordres avaient signalé les inconvénients de ce système. Le premier consul se hâta de réparer l'erreur : il institua des agens de change, des courtiers, des avoués, des huissiers et des commissaires-priseurs ; il rétablit l'étude de la médecine et celle du droit ; il organisa le notariat ; il régla la police de la pharmacie. Avant lui l'anarchie était partout ; et partout il fit succéder l'ordre à l'anarchie.

Ce bien immense, nous en convenons, était empoisonné par le despotisme. Toutefois, il faudra aussi que l'on avoue que ce despotisme

était éclairé; qu'il n'était ni avilissant ni tracassier; que la double gloire des armes et des lettres l'ennoblissait et l'allégeait; que, loin d'arrêter dans leur essor le talent et l'industrie, Napoléon les couvrait de sa puissante égide et les encourageait par ses bienfaits; que les sciences, les arts et l'industrie étaient l'objet constant de sa sollicitude: et (pour revenir au sujet qui nous occupe) que jamais la législation ne se montra plus empressée à favoriser les développemens de l'intelligence humaine. C'est de la fondation des lycées, depuis appelés collèges, que date le rétablissement des études. Quoiqu'on en ait dit, l'instruction donnée dans les écoles centrales était très imparfaite; Lucien Bonaparte le déclarait avec raison dans un rapport qu'il fit en qualité de ministre de l'intérieur, le 1^{er} germinal an 8..... « Depuis la suppression des corps enseignans (porte ce rapport), l'instruction est à peu près nulle en France: ce n'est pas qu'il n'existe, soit à Paris, soit dans les départemens, plusieurs professeurs habiles et zélés pour les progrès de leur art; mais ces hommes précieux, épars et disséminés, ne se prêtent aucun secours entre eux, et sont comme autant d'étincelles qui, faute d'être réunies dans un foyer commun, ne donnent qu'une faible et mourante clarté. »

La loi du 4 floréal an 10 pourvut à la restauration de l'éducation publique, en créant *des lycées pour l'enseignement des lettres et des sciences* (art. 9 de cette loi). Sans doute, le chef du gouvernement voyait aussi dans cette institution un moyen d'affermir sa puissance: pour régner plus complètement sur les esprits, il voulait avoir l'enseignement entre ses mains; mais lorsque le pouvoir absolu appelle les lumières à son aide, on doit lui en savoir gré; il a tant de propension à les redouter et à les éteindre!

Mais, pour faire une juste distribution du blâme comme de l'éloge, il faut dire que le premier consul mutila l'Institut sous prétexte de le réorganiser, et que la classe des sciences morales et politiques disparut dans l'arrêté du 3 pluviôse an 11. On sait à quel point Napoléon redoutait tout ce qu'il désignait sous le nom d'*idéologie*; c'était l'une des faiblesses d'un esprit, du reste, si ferme et si puissant. La classe des sciences morales et politiques fut immolée à cette frayeur de la métaphysique qui troublait au milieu de ses triomphes le vainqueur de Marengo.

L'attention que Bonaparte donna à la législation commerciale et industrielle n'est pas moins digne de remarque. La loi du 28 ventôse an 9 et l'arrêté du 27 prairial an 10, sur les bourses de commerce; la loi du 22 germinal an 11, sur les manufactures, fabriques et ateliers; la loi du 24 germinal de la même année, sur la banque de France, et plusieurs autres actes législatifs ou réglementaires qu'il serait trop long de citer dans cette notice, sont des monumens du régime consulaire.

Malheureusement, à la même époque, Napoléon s'engageait dans une guerre qui, après avoir été désastreuse pour le commerce et l'industrie, devait lui être si fatale à lui-même; et, sans recourir encore aux mesures violentes qui apparurent plus tard dans les fameux décrets de Berlin et de Milan, il employait déjà des moyens réprouvés par les saines maximes du droit des gens et peu dignes de la haute

civilisation dont , sous d'autres rapports , son gouvernement portait l'empreinte. Ainsi, des Anglais vivant paisiblement en France étaient constitués prisonniers de guerre (arrêté du 2 prairial an 11, art. 3). Toute action pour engagemens de commerce de la part des sujets britanniques contre des Français était prohibée ou suspendue (arrêté du 19 messidor an 11); comme si la foi des conventions privées devait dépendre des querelles des gouvernemens!

A l'époque de l'avènement du premier consul , le désordre des finances était extrême; il disparut promptement , pour faire place à une régularité exemplaire, et qui ne reçut d'altération que long-temps après , par suite des désastres des deux dernières années de l'empire. La comparaison entre les finances directoriales et les finances consulaires est établie d'une manière lumineuse dans un *Exposé de la situation de la république, en date du 1^{er} frimaire an 9*, dont nous extrairons quelques passages , parce qu'il a vraiment un caractère historique.

« Les finances (porte cet exposé) ont été un des objets constans
« de sa surveillance et de son inquiétude. Base première et appui
« nécessaire de tous les projets qui peuvent être formés pour le bon-
« heur et pour la gloire des états , le gouvernement a dû s'appliquer
« à en connaître tous les élémens et à sonder toutes les causes qui
« peuvent en opérer la restauration ou la ruine.

« Ce n'étaient pas seulement les fonds qui manquaient à la répu-
« blique, au 4 nivose de l'an 8 , c'était l'activité dans la répartition
« et dans l'assiette des contributions directes, la régularité dans les
« perceptions, la surveillance dans les versements, une comptabilité
« lumineuse dans le trésor public, une distribution bien entendue
« dans les différens canaux de la dépense.

« Au 4 nivose, les rôles de l'an 8 n'étaient point encore formés, et
« ils ne pouvaient être en recouvrement qu'au mois de germinal.

« Des porteurs de délégations, autorisés à puiser directement dans
« les caisses des receveurs et de leurs préposés, achetaient, par la
« corruption , des fonds qui n'y étaient pas encore, ou qui devaient
« être réservés à la république. Des bons de réquisition , des bons
« d'arrérages des rentes étaient admis dans le paiement des contri-
« butions directes; et c'étaient des receveurs, des préposés, des per-
« cepteurs qui trafiquaient de ces valeurs dépréciées, et les échan-
« geaient , dans leurs caisses, contre les valeurs réelles qu'ils avaient
« reçues. Des payeurs dissimulaient les versements qui leur avaient
« été faits, pour arracher aux parties prenantes l'escompte des
« avances qu'ils ne faisaient pas.

« Ainsi, le trésor public ne connaissait ni les fonds qui avaient été
« reçus, ni les fonds qui avaient été versés dans les départemens.

« De là, des distributions incertaines et des assignations illusoires :
« cependant les ministres ordonnaient tout et le directoire autori-
« sait tout : de là le discrédit public, et, sur la place, les négociations
« scandaleuses des ordonnances avilies.

« Depuis le 4 nivose, l'époque de la répartition et de l'assiette des
« contributions a été fixée avec précision; et cette année, pour la
« première fois, les rôles de presque tous les départemens ont été en
« recouvrement dans le courant de vendémiaire.

« Les caisses publiques ont été fermées aux délégataires ; mais
 « 52,000,000 de délégations ont été rapidement retirées par des opéra-
 « tions qui n'ont coûté au trésor public ni emprunts, ni intérêts, et lui
 « ont procuré quelques avances de fonds effectifs. Ces délégations, le
 « gouvernement aurait pu, avec quelque couleur de justice, en dis-
 « cuter la légitimité. Elles avaient été remises à des fournisseurs avant
 « même qu'ils eussent commencé leur service ; et il était bien vrai-
 « semblable que ce service n'avait été ni complètement fait par tous,
 « ni fait par aucun avec une parfaite loyauté.

« Mais ces délégations avaient été négociées sous les yeux et de
 « l'aveu de l'ancien gouvernement ; elles n'étaient plus dans la main
 « de ceux qui avaient contracté : c'étaient des lettres de change dont
 « les porteurs actuels avaient fourni la valeur ; et l'on ne pouvait,
 « sans blesser la foi publique, sans mettre un honteux obstacle au
 « retour du crédit, en différer ou en atténuer le paiement.

« Les bons de réquisition ont été soustraits à l'agiotage et doivent
 « presque tous être déjà rentrés par le paiement des contributions ; et,
 « dans l'an 9, il n'y aura plus de bons d'arrérages dans la circula-
 « tion. Le créancier de l'état recevra en numéraire tout ce qui lui
 « est dû, et le trésor public ne recevra plus que des valeurs réelles.

« Une partie des contributions directes de l'an 8, celle qu'on a
 « pu présumer qui ne serait pas absorbée par les bons de réquisition
 « et par les bons d'arrérages, a été versée à l'avance dans le trésor
 « public en obligations des receveurs ; et ces obligations qui ont,
 « dans une caisse de garantie, un gage certain de leur acquittement,
 « sont aujourd'hui la valeur la plus solide que l'état et le commerce
 « puissent offrir.

« Les contributions directes de l'an 9 sont déjà dans le portefeuille
 « de la trésorerie en obligations d'une égale solidité. Les recettes suc-
 « cessives des contributions indirectes ou casuelles y sont représentées
 « en bons de receveurs, payables à vue.

« Une somme fixe de ces obligations et de ces bons est assignée à la
 « dépense de chaque mois, et il n'est jamais délivré d'ordonnance
 « qu'à la mesure des sommes qui sont réellement présentes dans les
 « caisses. Ainsi les ordonnances ne sont plus le jouet de la place ; il
 « n'y a plus de mécomptes dans les distributions, plus d'illusion dans
 « les promesses de paiement, et l'attente des parties prenantes n'est
 « plus trompée, etc., etc. »

L'exposé continue à présenter le développement des divers moyens
 employés par le gouvernement pour le rétablissement des finances.
 Ces moyens sont simples ; jamais Napoléon n'en employa de compli-
 qués : aussi les lois financières de cette époque sont-elles d'une briè-
 veté et d'une clarté remarquables. Le trésor public était régi comme
 l'est une grande fortune privée, administrée avec sagesse. La pré-
 voyance, l'ordre et l'économie étaient les seuls ressorts du mécanisme
 financier. Napoléon comptait peu sur le crédit ; le crédit est une puis-
 sance qui n'appartient qu'aux gouvernemens constitutionnels, et
 dont (il faut en convenir) les gouvernemens constitutionnels abusent
 trop souvent.

Il y a, dans la législation du consulat, une époque remarquable :

c'est celle où Napoléon devint consul à vie. A dater de ce moment, les institutions, les lois et les mesures du gouvernement prennent un caractère monarchique plus prononcé. Le premier consul est investi du droit de désigner son successeur et de celui de faire grace ; le tribunat est réduit à cinquante membres ; le grand juge est autorisé à présider le tribunal de cassation et les tribunaux d'appel quand le gouvernement le juge convenable ; les collèges électoraux sont organisés dans des vues aristocratiques : voilà ce qui résulte du sénatus-consulte du 16 thermidor an 10.

Peu de temps auparavant, et lorsque l'on s'occupait déjà du consulat à vie, les émigrés avaient été rappelés et étaient rentrés dans une grande partie de leurs biens. C'était assurément un acte d'équité ; mais dans l'esprit de Napoléon c'était surtout un acte politique : au moment où il aspirait à la puissance suprême, il sentait la nécessité de lier à ses destinées les hommes dont les principes et les intérêts se rattachaient le plus à la monarchie. Il comptait pour beaucoup l'opinion *des châteaux* ; c'est ce que nous apprennent les mémoires d'un personnage qui avait vécu dans son intimité. Que ne fit-il pas depuis pour se concilier cette opinion ! Napoléon n'avait peut-être pas une idée suffisante de l'influence de la classe moyenne ; il a toujours semblé la compter pour rien, et pourtant c'était de cette classe qu'étaient sortis les généraux et les hommes d'état qui ont concouru à la gloire de son règne. Il y a toujours quelque chose qui échappe aux esprits les plus vastes et les plus pénétrants.

La création de la légion d'honneur date du même temps (1). Il y avait dans cette institution une grande et belle pensée ; la décoration de la légion était destinée à récompenser tous les services, les services civils aussi bien que les services militaires. Rien de plus noble et de plus sage, surtout de la part d'un conquérant qui, pour fonder une puissance durable, devait s'attacher à conserver à l'armée son caractère de nationalité et à l'empêcher de se considérer comme une classe à part.

Comme on le voit, tout était préparé pour l'empire, il ne manquait plus que le mot, et ce mot ne se fit pas attendre long-temps.

Dans cette notice, nous nous sommes moins attaché à suivre un ordre chronologique ou analytique qu'à indiquer d'une manière rapide comment l'esprit de la législation avait suivi la marche des événements et secondé les projets du chef de l'état. C'est un point de vue sous lequel il est bon d'envisager les lois, non seulement dans un intérêt historique, mais encore pour arriver à leur saine interprétation ; car les pensées politiques qui ont présidé à leur confection sont un des principaux élémens qui servent à en déterminer le sens.

VATIMESNIL.

(1) Le sénatus-consulte sur les émigrés est du 6 floréal an 10 ; l'arrêté par lequel le peuple français était consulté sur le consulat à vie, du 20, et la loi sur la légion d'honneur, du 29 du même mois.

DIRECTOIRE.

N° 1. = 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne de dresser des états nominatifs des individus condamnés à la déportation par les lois des 19 et 22 fructidor an 5* (1). (II, Bull. CCXLII, n° 2193.)

N° 2. = 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798). = *LOI relative à la répartition, à l'assiette et au recouvrement de la contribution foncière* (2). (II, Bull. CCXLIII, n° 2197; B., LXXIV, 250.)

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. Le corps législatif établit chaque année une imposition foncière. (*Article 303 de la constitution.*) — Il en détermine annuellement le montant

(1) Voyez l'arrêté du 19 brumaire an 7 (9 novembre 1798), et la note.

(2) Avant l'an 7, époque de la réorganisation de tous les services publics, les diverses assemblées législatives avaient pris d'importantes mesures, concernant la fixation, la répartition et le recouvrement de la contribution foncière.

Un décret du 23 novembre (20, 22, et) 1^{er} décembre 1790 contenait règlement général sur l'assiette, la répartition et le recouvrement de la contribution foncière; celui du 13 (11 et) — 17 juin 1791 concernait le mode de perception; celui du 28—29 juin suivant était relatif au mode de paiement; celui du 13 (12 et) — 20 juillet même année contenait des règles pour l'évaluation et la cotisation à la contribution foncière des bois, forêts et tourbières; celui du 3—21 septembre 1792 concernait la fixation de la contribution foncière des maisons rurales; et la loi du 3 vendémiaire an 6 (24 septembre 1797) avait maintenu le décret précédent.

La loi du 3 frimaire an 7 forme la base de la législation actuelle sur la contribution foncière; elle a été suivie d'un grand nombre d'autres lois qui n'en ont abrogé ou modifié qu'un petit nombre de dispositions, et qui, concurremment avec elle, régissent la matière. Telles sont : la loi du 19 ventose an 9 (10 mars 1801), qui affranchit les bois nationaux de la contribution foncière; l'arrêté du 3 ventose an 10 (22 février 1802), concernant l'assiette des contributions dans les communes dont le territoire s'étend sur deux départements; celui du 11 messidor an 10 (30 juin 1802), portant établissement d'une commission de répartition; la loi du 26 germinal—6 floréal an 11 (16—26 avril 1803), concernant la contribution foncière des bois communaux; celle du 5—15 floréal suivant (25 avril—5 mai 1803), relative à la contribution foncière des canaux de navigation; et celle du 23—23 juillet 1820, art. 26, sur le même objet; le décret du 11 août 1808, portant désignation des bâtimens exempts de la contribution foncière, comme affectés à un service public; l'avis du conseil d'état du 2 février 1809, concernant la contribution foncière des héritages possédés à titre d'emphytéose; celui du 15 octobre 1810, relatif à la contribution foncière des marais salans et des salines; les lois de finances des 23—25 septembre 1814, § 2; 28 avril—4 mai 1816, tit. VI; 25—26 mars 1817, tit. V; 15—16 mai 1818, tit. V; 7—17 juillet 1819, tit. II; 23—23 juillet 1820, tit. II; 31—31 juillet 1821, § 2; 1^{er}—2 mai 1822, § 2 du tit. II; et toutes les lois de finances postérieures.

Voyez encore l'ordonnance du 3 octobre 1821—23 décembre 1830, qui prescrit la formation de commissions départementales chargées de proposer les bases d'une nouvelle répartition de la

en principal et en centimes additionnels. — Elle est perçue en argent (1).

2. La répartition de l'imposition (ou contribution) foncière est faite par égalité proportionnelle sur toutes les propriétés foncières, à raison de leur revenu net imposable, sans autres exceptions que celles déterminées ci-après pour l'encouragement de l'agriculture, ou pour l'intérêt général de la société.

3. Le revenu net des terres est ce qui reste au propriétaire, déduction faite sur le produit brut, des frais de culture, semence, récolte et entretien.

4. Le revenu imposable est le revenu net moyen, calculé sur un nombre d'années déterminé.

5. Le revenu net imposable des maisons, et celui des fabriques, forges, moulins et autres usines, sont tout ce qui reste au propriétaire, déduction faite sur leur valeur locative, calculée sur un nombre d'années déterminé, de la somme nécessaire pour l'indemniser du dépérissement et des frais d'entretien et de réparations.

6. Le revenu net imposable des canaux de navigation est ce qui reste au propriétaire, déduction faite sur le produit brut ou total, calculé sur un nombre d'années déterminé, de la somme nécessaire pour l'indemniser du dépérissement des diverses constructions et ouvrages d'art, et des frais d'entretien et de réparations.

7. Pour rassurer les contribuables contre les abus dans la répartition, il sera déterminé chaque année, par le corps législatif, une proportion générale de la contribution foncière avec les revenus territoriaux, au-delà de laquelle la cote de chaque individu ne pourra être élevée (2).

TITRE II. — Des agens de la répartition.

8. La répartition de la contribution foncière est faite par le corps législatif entre les départemens; par les administrations centrales de département, entre les cantons et les communes qui ont pour elles seules une administration municipale; par les administrations municipales de canton, entre les communes de leur arrondissement; et par des répartiteurs, entre les contribuables (3).

9. Les répartiteurs sont au nombre de sept, savoir : l'agent municipal et

contribution foncière; et celle du 19 mars 1823—23 décembre 1830, portant organisation de ces commissions.

Voyez en outre, sur la contribution des portes et fenêtres, la loi du 4 frimaire an 7 (24 novembre 1798), et les notes;

Sur la contribution personnelle et mobilière, la loi du 3 nivose an 7 (23 décembre 1798), et les notes;

Et, sur le mode de réclamation contre les cotes de contribution, la loi du 2 messidor an 7 (20 juin 1799), et les notes.

Voyez enfin les diverses lois citées dans le cours des annotations qui vont suivre.

(1) Voyez l'art. 40 de la charte de 1830, portant qu'aucun impôt ne peut être établi ni perçu, s'il n'a été consenti par les deux chambres, et sanctionné par le roi; et l'art. 41 qui ajoute que l'impôt foncier n'est consenti que pour un an.

(2) Depuis l'an 8, aucune loi n'a déterminé la proportion qui doit exister entre la contribution foncière et les revenus territoriaux : dans l'état actuel de la législation, un propriétaire n'a droit de réclamer une réduction qu'autant qu'il est imposé dans une proportion plus forte que les autres propriétaires de la même commune. La même règle s'applique aux communes d'un même arrondissement et aux arrondissemens d'un même département, suivant l'art. 4 de la loi du 2 messidor an 7 (20 juin 1799).

(3) Modifié en partie par la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), art. 6, qui charge les conseils généraux de département de la répartition entre les arrondissemens, et les conseils d'arrondissement de la répartition entre les communes.

son adjoint (1), dans les communes de moins de cinq mille habitans ; deux officiers municipaux désignés à cet effet, dans les autres communes ; et cinq citoyens capables, choisis par l'administration municipale parmi les contribuables fonciers de la commune, dont deux au moins non domiciliés dans ladite commune, s'il s'en trouve de tels.

10. La nomination des cinq citoyens répartiteurs est faite chaque année, dans la première décade après celle de l'entrée en fonctions des administrateurs municipaux nouvellement élus, et consignée au registre de l'administration (2).—Les deux officiers municipaux, dans les communes ayant pour elles seules une administration municipale, sont désignés dans le même délai, et mention en est pareillement faite au registre.

11. La nomination de répartiteurs et la désignation d'officiers municipaux, prescrites par l'article précédent, auront lieu, pour la répartition de la contribution foncière de l'an 7, et opérations y relatives, dans la décade de la publication de la présente loi.

12. Le commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale, fait notifier aux cinq citoyens répartiteurs leur nomination, dans les cinq jours de sa date.—Cette notification se fait par un simple avertissement sur papier non timbré ; elle est signée tant par celui qui en est le porteur, que par le commissaire, et datée : elle n'est point sujette à l'enregistrement ; mais il en reste un double, qui est déposé au secrétariat de l'administration municipale.

13. Les fonctions de répartiteur ne peuvent être refusées que pour l'une des causes ci-après.

14. Les causes légitimes de refus sont : 1^o les infirmités graves et reconnues, ou vérifiées en la forme ordinaire en cas de contestation ; 2^o l'âge de soixante ans commencés, ou plus ; 3^o l'entreprise d'un voyage ou d'affaires qui obligerait à une longue absence du domicile ordinaire ; 4^o l'exercice de fonctions administratives ou judiciaires au choix du peuple, autres que celles d'assesseur de juge de paix ; 5^o l'exercice des fonctions de commissaire du directoire exécutif près les administrations centrales, municipales et autres, et près les tribunaux ; 6^o le service militaire de terre ou de mer, ou un autre service public actuel.

15. Tout citoyen domicilié à plus de deux myriamètres d'une commune pour laquelle il aurait été nommé répartiteur, pourra également ne point accepter.

16. Celui qui se trouverait nommé répartiteur par plusieurs administrations municipales pour la même année, déclarera son option au secrétariat de l'une d'elles, dans les dix jours de l'avertissement qui lui aura été donné de sa nomination ; il en justifiera aux autres administrations municipales dans les cinq jours suivans, et celles-ci le remplaceront sans délai.

17. Celui qui n'acceptera point les fonctions de répartiteur devra proposer par écrit, à l'administration municipale, son refus motivé.—Il le proposera dans les dix jours de l'avertissement qui lui aura été donné de sa nomination.

18. L'administration municipale prononcera dans les dix jours suivans ; et

(1) Aujourd'hui le maire et son adjoint remplacent l'agent municipal et son adjoint.

(2) Les commissaires répartiteurs sont nommés par les sous-préfets, conformément à l'arrêté des consuls du 19 floréal an 8 (9 mai 1800), art. 4 ; et d'après les instructions annuelles du ministre des finances, la nomination a toujours lieu dans l'année qui précède celle pour laquelle les répartiteurs doivent opérer.

si le refus se trouve fondé, elle le déclarera tel, et remplacera sur-le-champ le refusant.—Dans le cas contraire, elle déclarera que le refus n'est point admis, et que celui qui l'a proposé reste répartiteur.

19. Celui qui, dans le cas des articles 13, 14 et 15 ci-dessus, n'aura point proposé de refus dans le délai prescrit, ou dont le refus n'aura point été admis, et qui, étant ensuite convoqué, ne se réunirait point aux autres répartiteurs pour les opérations dont ils auront été chargés, sera cité par le commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale, à comparaître devant cette administration à jour et heure fixes, en séance publique; et, s'il s'y présente, le président, après l'avoir entendu, et au nom de l'administration municipale, lui adressera ces paroles:—« Citoyen, vous avez « refusé de vous rendre utile à votre pays; l'administration municipale « va en faire mention sur ses registres, et en donner connaissance à vos « concitoyens. »—Le refusant sera remplacé dans la même séance; et extrait du procès-verbal de l'administration municipale sera affiché, sur papier libre, et sans frais, dans la salle de ses séances et au secrétariat: il ne sera point sujet au droit d'enregistrement.

20. Si celui qui aura été cité comme il est dit en l'article précédent, ne se présente point, il sera fait lecture de l'acte de citation. L'administration municipale constatera ensuite son absence en le faisant appeler à haute voix par le secrétaire; et après cet appel le président prononcera ces paroles:—« L'administration municipale déclare que..... nommé réparti-
« teur, a refusé de servir son pays; elle va en faire mention sur ses re-
« gistres, et en donner connaissance au public. »—Le refusant sera remplacé dans la même séance; et extrait du procès-verbal de l'administration municipale sera affiché, sur papier timbré, dans la salle de ses séances, au secrétariat et à la principale porte extérieure de la maison commune: il ne sera point soumis à l'enregistrement.

21. Celui qui ne se sera point présenté devant l'administration municipale, sera en outre cité par le commissaire du directoire exécutif près cette administration, devant le juge de paix de l'arrondissement dans lequel elle se trouve, qui, pour ce fait de désobéissance à la loi, le condamnera à une amende de la valeur locale de trois journées de travail agricole, et aux frais de l'affiche de l'extrait du procès-verbal de l'administration municipale, qui sont réglés à trois francs, non compris le papier timbré, et seront payés au secrétaire de ladite administration, sans préjudice des frais légitimement faits devant le juge de paix, et de ceux de signification et de mise à exécution du jugement, dont il sera pareillement tenu.

22. En cas d'empêchement temporaire survenu à un ou à plusieurs des répartiteurs, par maladie grave, voyage nécessaire et inopiné, ou par un service public actuel, ils en donneront ou feront donner avis à l'administration municipale, qui pourra les remplacer momentanément par d'autres contribuables fonciers de la commune.—Ce remplacement n'aura lieu qu'autant que le nombre des répartiteurs se trouverait réduit à moins de cinq, ou que ceux d'entre eux non domiciliés dans la commune seraient à remplacer. Ceux-ci ne pourront, dans aucun cas, lorsqu'ils n'excèderont point le nombre de deux, être remplacés que par d'autres contribuables fonciers non domiciliés dans la commune, s'il y en a de tels.

23. Les sept répartiteurs délibèrent en commun, à la majorité des suffrages. Ils ne peuvent prendre aucune détermination, s'ils ne sont au nombre de cinq au moins, présents. Ils sont convoqués et présidés par l'agent municipal ou par son adjoint, ou par l'un des officiers municipaux dési-

gnés, dans les communes ayant pour elles seules une administration municipale; et à leur défaut, par le plus âgé des autres répartiteurs.

24. Les commissaires du directoire exécutif près les administrations centrales et municipales, et les inspecteurs de l'agence des contributions directes, remplissent auprès des répartiteurs les fonctions qui leur sont déléguées par la loi (1).

TITRE III. — De la répartition de la contribution foncière (2).

25. Les administrations centrales feront, chaque année, dans la décade qui suivra la publication de la loi portant fixation de la contribution foncière, la répartition du contingent qui aura été assigné à leur département, entre les cantons et les communes ayant pour elles seules une administration municipale; et elles en enverront de suite le tableau au ministre des finances.

26. Elles enverront, dans la même décade, à chaque administration municipale, le mandement qui devra lui faire connaître le contingent de son canton ou de sa commune, 1° en principal; 2° en centimes additionnels, destinés tant aux fonds de non-valeurs qu'aux dépenses départementales.

27. Dans les dix jours qui suivront la réception de ce mandement, les administrations municipales de canton feront la répartition de la totalité du contingent qui s'y trouvera porté, ainsi que des autres sommes qu'elles seraient autorisées à répartir pour leurs dépenses, entre toutes les communes de leur arrondissement, après avoir appelé à ce travail les adjoints des agens desdites communes, qui y auront voix consultative. — Le tableau de cette répartition sera adressé sur-le-champ à l'administration centrale du département; il en restera minute à l'administration municipale. — Il y sera fait mention que les adjoints des agens municipaux des communes ont été appelés, et que ceux qui se sont présentés ont été entendus (3).

28. L'administration centrale visera les états de répartition qui lui auront été adressés par les administrations municipales, et en ordonnera l'exécution; elle n'y pourra faire aucun changement, sauf aux communes qui se prétendraient lésées à se pourvoir en dégrèvement dans la forme légale.

29. L'administration centrale, après avoir visé chaque état ou tableau de répartition, à mesure qu'ils lui auront été adressés par les administrations municipales de canton, en fera faire trois expéditions, dont l'une sera renvoyée, sans délai, à l'administration municipale, l'autre au receveur général du département, et la troisième au ministre des finances.

30. Aussitôt que l'administration municipale aura reçu l'état de répartition, visé par l'administration centrale du département, elle enverra à chaque agent municipal le mandement contenant la fixation du contingent

(1) Ces anciens agens ont été remplacés par les contrôleurs et les inspecteurs des contributions directes.

(2) La loi précitée du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), art. 6, a chargé de cette répartition les conseils généraux de département. L'époque et la durée de la session de ces conseils sont déterminées annuellement par une ordonnance royale, suivant l'art. 12 de la loi du 22—25 juin 1833.

Les préfets sont maintenant chargés de l'envoi du tableau de répartition, ainsi que de l'expédition des mandemens.

(3) Cette répartition est faite maintenant par les conseils d'arrondissement, conformément aux dispositions de l'art. 10, § 3, de la loi précitée du 28 pluviôse an 8.

de sa commune, 1° en principal ; 2° en centimes additionnels, tant pour les fonds de non-valeur que pour les dépenses départementales ; 3° en centimes additionnels pour les dépenses municipales ; 4° en centimes additionnels pour les dépenses communales (1).

TITRE IV. — Des changemens annuels à faire aux matrices des rôles.

31. Les matrices des rôles existantes continueront à servir de base à la répartition de la contribution foncière entre les contribuables de chaque commune, sauf les changemens ou renouvellemens, comme il est dit en l'article 32 ci-après, et sans préjudice, pour les contribuables qui se prétendraient surtaxés, de se pourvoir en décharge ou réduction dans les formes légales.

32. Dans la première décade de thermidor de chaque année, l'agent municipal de chaque commune, ou son adjoint, et l'un des deux officiers municipaux désignés dans les communes ayant pour elles seules une administration municipale, convoqueront les répartiteurs pour examiner la matrice du rôle, y faire les changemens convenables d'après les mutations survenues parmi les propriétaires, la renouveler même s'il y a lieu (2).—Les commissaires du directoire exécutif (3) près les administrations municipales seront appelés à cette assemblée de répartiteurs ; ils en requerront même la convocation, en cas de négligence de la part des agens et adjoints ou officiers municipaux.

33. Les changemens annuels dont il s'agit aux deux articles précédens, consisteront en la formation d'un simple état ou relevé des mutations de propriétés survenues parmi les contribuables, et dont il aura été tenu note par le secrétaire de l'administration municipale, sur un registre particulier ouvert à cet effet, sous le nom de *livre des mutations*.

34. L'état ou relevé des mutations sera arrêté et signé par les répartiteurs, visé tant par l'administration municipale que par le commissaire du directoire exécutif près cette administration, et restera joint à la matrice du rôle. — Le commissaire du directoire exécutif en prendra copie, qu'il certifiera conforme, et qu'il enverra sur-le-champ au commissaire près l'administration centrale, après l'avoir fait viser par l'administration municipale.

35. Le livre des mutations sera coté et paraphé à chaque feuillet par le président de l'administration municipale ; il portera en tête l'énonciation du nombre de feuillets dont il se trouvera composé, et de la date de son ouverture : cette énonciation sera signée par le président de l'administration municipale.

36. La note de chaque mutation de propriété sera inscrite au livre des mutations, à la diligence des parties intéressées ; elle contiendra la désignation précise de la propriété ou des propriétés qui en seront l'objet, et il y sera dit à quel titre la mutation s'en est opérée. — Tant que cette note n'aura point été inscrite, l'ancien propriétaire continuera d'être imposé au rôle, et lui, ou ses héritiers naturels, pourront être contraints au paiement de l'imposition foncière, sauf leur recours contre le nouveau propriétaire (4).

(1) Ce sont les sous-préfets qui expédient maintenant les mandemens aux maires.

(2) Les répartiteurs n'excèdent pas leurs pouvoirs en portant sur l'état des mutations celles des propriétés d'un contribuable qui ont été omises lors de la formation des états de sections et de la matrice. Arr. du cons., 14 octobre 1827, MAG., IX, 520.

(3) Aujourd'hui, les contrôleurs.

(4) C'est contre les individus inscrits au rôle que le percepteur doit diriger ses poursuites, sauf

TITRE V. — Du renouvellement et de la formation des matrices des rôles.

37. Aucune matrice de rôle ne pourra être renouvelée que sur la demande de l'administration municipale et l'autorisation de l'administration centrale du département (1).

38. Lorsqu'il s'agira de renouveler une matrice de rôle, ou d'en former une dans des communes où il n'en existerait point, les répartiteurs feront un tableau indicatif du nom et des limites des différentes divisions du territoire de la commune, s'il y en a de connues qu'ils estiment devoir conserver, ou de celles qu'ils croiront devoir déterminer eux-mêmes. — Ces divisions s'appelleront *sections* : chacune d'elles sera désignée par une lettre alphabétique; et le tableau destiné à les faire connaître sera proclamé et affiché dans la commune.

39. Les répartiteurs formeront ensuite un tableau indicatif des différentes propriétés renfermées dans chaque section, et ils y procéderont en la forme ci-après. — Ce dernier tableau s'appellera *état de sections*.

40. Les répartiteurs feront, dans leur première assemblée, une liste des propriétaires et des fermiers ou métayers domiciliés dans la commune, qu'ils jugeront connaître le mieux les différentes parties de chaque section, et être le plus en état de donner à cet égard des renseignemens précis. — Les noms de ces indicateurs seront portés à la suite du tableau destiné à faire connaître les différentes sections de la commune, proclamés et affichés avec lui.

41. Les répartiteurs se distribueront ensuite les sections : un ou plusieurs d'entre eux se transporteront sur chacune de celles qu'ils auront à parcourir. Le jour de leur transport sera annoncé à l'avance; ils appelleront au moins deux des indicateurs désignés, et ils composeront avec eux les états de sections. — Les contribuables de la section, ou leurs fermiers et métayers, pourront être présens, si bon leur semble, et faire des observations à ce relatives, donner même des renseignemens aux répartiteurs.

42. Les indicateurs qui, étant appelés par les répartiteurs, ne se rendraient point auprès d'eux pour leur donner les renseignemens requis, seront remplacés par d'autres indicateurs, ou même par d'autres propriétaires, fermiers ou métayers que les répartiteurs pourront appeler sur-le-champ et sans aucune formalité.

43. Chaque article de propriété sera distingué dans l'état de sections, et numéroté; il sera intitulé du nom du propriétaire, avec mention des prénoms, profession et demeure de celui-ci, s'ils sont connus : il sera désigné, 1° par la nature de maison à simple rez-de-chaussée, ou à un, deux ou plusieurs étages; de moulin, forge ou autre usine; de jardin, terre labourable, vigne, pré, futaie ou taillis, etc.; 2° par l'étendue de sa super-

ensuite au contribuable, contraint au paiement, à s'adresser aux tribunaux pour faire décider qui est réellement détenteur des fonds imposés, et pour quelle quotité chacun des détenteurs est contribuable. Arr. du cons., 23 janvier 1820, Str., XXI, 2, 53. — L'héritier d'un contribuable dont la qualité a été reconnue peut être poursuivi en paiement des contributions dues par la succession; et en admettant que l'héritier ne fût plus propriétaire des biens imposés, le percepteur n'aurait pas moins le droit de le poursuivre, sauf son recours contre le nouveau propriétaire. Arr. du cons., 1^{er} novembre 1826, Mac., VIII, 659.

(1) Cette disposition ne s'applique qu'au cas du renouvellement *integral* de la matrice des rôles, et non aux changemens partiels qui pourraient y être faits. Arr. précité du cons., 14 octobre 1827, Mac., IX, 520.

Aujourd'hui, l'autorisation du ministre des finances est nécessaire pour le renouvellement des matrices des rôles.

ficie, calculée d'après les nouvelles mesures. — Les répartiteurs pourront s'aider, dans cette opération, des cadastres et parcellaires, plans, arpentemens ou péréguemens qu'ils se seront procurés.

44. Les états de sections seront signés tant par les indicateurs que par les répartiteurs qui les auront formés; et si quelque indicateur ne sait ou ne peut signer, mention en sera faite.

45. Les propriétés nationales de toute nature seront portées dans les états de sections au compte de la république, et désignées de la même manière que celles des particuliers. Le commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale surveillera spécialement l'exécution du présent article.

46. Les propriétés appartenant à des communes, portions de commune, à des hospices ou autres établissemens publics, seront aussi désignées de la même manière, et portées dans les états de sections au compte desdites communes, portion de commune, hospices ou autres établissemens.

47. Il sera laissé dans chaque état de section une colonne en blanc, suffisante pour recevoir l'évaluation du revenu imposable des différentes propriétés.

48. Aussitôt que ces tableaux indicatifs des propriétés renfermées dans chaque section seront achevés, les répartiteurs s'assembleront, appelleront le commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale, et les examineront avec lui; ils rectifieront, ou feront rectifier par ceux qui les auront formés, ceux desdits tableaux qui seront reconnus inexacts; ils arrêteront et signeront sur-le-champ les autres, et ceux-là ensuite, après qu'ils auront été rectifiés.

49. Dans les dix jours suivans au plus tard, les répartiteurs se transporteront ensemble sur les différentes sections; ils y feront l'évaluation du revenu imposable de chaque propriété, dans l'ordre qu'elle se trouvera portée au tableau indicatif, arrêteront cette évaluation à la majorité des suffrages, et l'écriront ou feront écrire en leur présence, et en toutes lettres, sur la colonne réservée à cet effet, à côté de l'article descriptif de la propriété. — Ils signeront au bas de la colonne; et si quelqu'un d'eux ne peut ou ne veut signer, il en sera fait mention.

50. Les états de sections, ainsi complétés et arrêtés, seront remis au commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale, pour servir à la rédaction de la matrice du rôle de la commune; il en donnera un reçu à l'agent ou officier municipal qui aura présidé à l'évaluation.

51. La matrice du rôle se composera du simple dépouillement des états de sections. Elle sera divisée en autant d'articles qu'il y aura de contribuables fonciers; et toutes les propriétés qu'un même contribuable aura dans la commune, seront reportées sous un seul et même article, l'une à la suite de l'autre, avec indication de la section dans laquelle chacune d'elles se trouvera située, de son numéro dans l'état de cette section, et de l'évaluation de son revenu imposable. — Elle sera à colonnes, dont la première présentera les noms, prénoms, professions et demeures des contribuables; la seconde, la lettre alphabétique de l'état de section; la troisième, le numéro des différentes propriétés à l'état de section; la quatrième, l'évaluation détaillée de leur revenu imposable; la cinquième, le total d'évaluation du revenu imposable de toutes les propriétés portées sous un même article; et la sixième restera réservée pour servir ainsi qu'il sera dit ci-après.

52. Aussitôt que le commissaire près l'administration municipale aura rédigé la matrice du rôle, il la présentera aux répartiteurs, qui, après l'avoir

comparée aux états de sections, et s'être assurés de son exactitude, l'arrêteront et la signeront avec lui, ou déclareront la cause pour laquelle quelqu'un d'entre eux ne l'aurait point signée. — Le commissaire près l'administration municipale en prendra copie, qu'il certifiera et enverra sur-le-champ au commissaire près l'administration centrale; et il remettra l'original à l'agent ou officier municipal qui aura présidé aux évaluations, ou autre qui le remplacera: il lui remettra en même temps les états de sections, et retirera de ses mains le reçu qu'il lui en avait donné. — L'agent ou officier municipal déposera le tout, dans la décade, au secrétariat de l'administration municipale, et fera faire, en sa présence, mention du dépôt sur le registre d'ordre: cette mention sera signée tant par lui que par le secrétaire. — Les états de sections et les matrices des rôles seront soigneusement conservés: les secrétaires et gardes des archives des administrations en répondront personnellement (1).

53. Lorsqu'un inspecteur de l'agence des contributions directes sera chargé des opérations relatives à la formation de quelque matrice de rôle dans le cas prévu par la loi du 22 brumaire de l'an 6, portant création de ladite agence, il agira en tous points de la même manière et d'après les mêmes règles que les commissaires du directoire exécutif près les administrations municipales.

54. Chaque année, aussitôt après la répartition de la contribution foncière entre les communes, le président de l'administration municipale notera sur la sixième colonne de chaque matrice de rôle, le montant, en principal, du contingent de la commune, et sa proportion, à tant par franc, avec le total du revenu imposable (2). — Chaque contribuable pourra prendre communication de cette note au secrétariat.

55. L'expédition des rôles de la contribution foncière et leur mise en recouvrement continueront d'avoir lieu dans les formes et les délais prescrits par la loi et l'instruction du 22 brumaire an 6, portant création d'une agence des contributions directes (3).

TITRE VI. — Du mode d'évaluation du revenu imposable des propriétés foncières.

56. Lorsqu'il s'agira d'évaluer le revenu imposable de terres labourables, soit actuellement cultivées, soit incultes, mais susceptibles de ce genre de culture, les répartiteurs s'assureront d'abord de la nature des produits qu'elles peuvent donner, en s'en tenant aux cultures généralement usitées dans la commune, telles que froment, seigle, orge et autres grains de toute espèce, lin, chanvre, tabac, plantes oléagineuses, à teinture, etc. Ils supputeront ensuite quelle est la valeur du produit brut ou total qu'elles peuvent rendre année commune, en les supposant cultivées sans travaux ni dépenses extraordinaires, mais selon la coutume du pays, avec les alternats et assolemens d'usage, et en formant l'année commune sur quinze années antérieures, moins les deux plus fortes et les deux plus faibles. — Les années de la circulation du papier-monnaie, à partir du 1^{er} janvier 1791, ne compteront point.

57. L'année commune du produit brut de chaque article de terre labourable étant déterminée, les répartiteurs feront déduction, sur ce produit, des frais de culture, semence, récolte et entretien; ce qui en restera for-

(1) Voyez la loi du 4 messidor an 7 (22 juin 1799), art. 3, qui modifie le présent article.

(2) Aujourd'hui, le centime par franc est porté non seulement sur la matrice du rôle, mais encore sur le rôle même, ainsi que sur l'avertissement délivré à chaque contribuable.

(3) Modifié par la loi du 3 frimaire an 8 (24 novembre 1799), qui supprime les agences des contributions directes.

mera le revenu net imposable, et sera porté comme tel sur les états de sections.

58. Les jardins potagers seront évalués d'après le produit de leur location possible, année commune, en prenant cette année commune sur quinze, comme pour l'évaluation du revenu des terres labourables. — Ils ne pourront, dans aucun cas, être évalués au dessous du taux des meilleures terres labourables de la commune.

59. L'évaluation du revenu imposable des terrains enlevés à la culture pour le pur agrément, tels que parterres, pièces d'eau, avenues, etc., sera portée au taux de celui des meilleures terres labourables de la commune.

60. Lorsqu'il s'agira d'évaluer le revenu net imposable des vignes, les répartiteurs supputeront d'abord quelle est la valeur du produit brut ou total qu'elles peuvent rendre année commune, en les supposant cultivées sans travaux ni dépenses extraordinaires, mais selon la coutume du pays, en formant l'année commune sur quinze, comme pour les terres labourables.

61. L'année commune du produit brut des vignes étant déterminée, les répartiteurs feront déduction sur ce produit brut, des frais de culture, de récolte, d'entretien, d'engrais et de pressoir. — Ils déduiront, en outre, un quinzième de ce produit, en considération des frais de dépérissement annuel, de replantation partielle, et des travaux à faire pendant les années où chaque nouvelle plantation est sans rapport. — Ce qui restera du produit brut après ces déductions, formera le revenu net imposable, et sera porté comme tel aux états de sections.

62. Le revenu imposable des prairies naturelles, soit qu'on les tienne en coupes régulières ou qu'on en fasse consommer les herbes sur pied, sera calculé d'après la valeur de leur produit année commune, prise sur quinze, comme pour les terres labourables, déduction faite, sur ce produit, des frais d'entretien et de récolte.

63. Les prairies artificielles ne seront évaluées que comme les terres labourables d'égale qualité.

64. L'évaluation du revenu imposable des terrains connus sous les noms de *pâtis*, *palus*, *marais*, *bas prés*, et autres dénominations quelconques, qui, par la qualité inférieure de leur sol ou par d'autres circonstances naturelles, ne peuvent servir que de simples pâturages, sera faite d'après le produit que le propriétaire serait présumé pouvoir en obtenir année commune, selon les localités, soit en faisant consommer la pâture, soit en les louant sans fraude à un fermier auquel il ne fournirait ni bestiaux ni bâtimens, et déduction faite des frais d'entretien.

65. Les terres vaines et vagues, les landes et bruyères, et les terrains habituellement inondés ou dévastés par les eaux, seront assujétis à la contribution foncière d'après leur produit net moyen, quelque modique qu'il puisse être ; mais, dans aucun cas, leur cotisation ne pourra être moindre d'un décime par hectare.

66. Les particuliers ne pourront s'affranchir de la contribution à laquelle les fonds désignés en l'article précédent devraient être soumis, qu'en renonçant à ces propriétés au profit de la commune dans laquelle elles sont situées. — La déclaration détaillée de cet abandon perpétuel sera faite par écrit au secrétariat de l'administration municipale, par le propriétaire ou par un fondé de pouvoir spécial. — Les cotisations des objets ainsi abandonnés, dans les rôles faits antérieurement à l'abandon, resteront à la charge de l'ancien propriétaire.

67. L'évaluation des bois en coupes réglées sera faite d'après le prix moyen de leurs coupes annuelles, déduction faite des frais d'entretien, de garde et de repeuplement (1).

68. L'évaluation des bois taillis qui ne sont pas en coupes réglées, sera faite d'après leur comparaison avec les autres bois de la commune ou du canton.

69. Tous les bois au dessous de l'âge de trente ans seront réputés taillis, et seront évalués conformément aux dispositions des deux articles précédens.

70. Les bois âgés de trente ans ou plus, et non aménagés en coupes réglées, seront estimés à leur valeur au temps de l'estimation, et cotisés jusqu'à leur exploitation comme s'ils produisaient un revenu égal à deux et demi pour cent de cette valeur.

71. L'évaluation du revenu des forêts en futaie, aménagées ou non en coupes réglées, lorsqu'elles s'étendront sur le territoire de plusieurs communes d'un canton, sera faite par l'administration municipale du canton, et le montant de l'évaluation sera porté aux états de sections et matrices des rôles de chaque commune, en proportion de l'étendue qui sera sur son territoire (2).

72. L'évaluation du revenu des forêts en futaie, aménagées ou non en coupes réglées, lorsqu'elles s'étendront sur le territoire de plusieurs cantons d'un même département, sera faite par l'administration centrale du département, et le montant de cette évaluation porté aux états de sections et matrices des rôles de chaque commune, en proportion de l'étendue qui sera sur son territoire.

73. Le revenu des forêts qui s'étendront sur plusieurs départemens, sera évalué séparément dans chaque département (3).

74. Les répartiteurs n'auront égard, dans l'évaluation du revenu imposable des terrains sur lesquels se trouvent des arbres forestiers épars ou en simple bordure, ni à l'avantage que le propriétaire peut tirer de ces arbres, ni à la diminution qu'ils apportent dans la fertilité du sol qu'ils ombragent.

75. Lorsqu'un terrain sera exploité en tourbière, on évaluera, pendant les dix années qui suivront le commencement du tourbage, son revenu au double de la somme à laquelle il était évalué l'année précédente.

76. Il sera fait note, sur chaque rôle et matrice de rôle, de l'année où doit finir ce doublement d'évaluation. Après ces dix années, ces terrains seront cotisés comme les autres propriétés.

77. Les terrains enclos seront évalués d'après les mêmes règles et dans les mêmes proportions que les terrains non enclos d'égale qualité et donnant le même genre de productions. On n'aura égard, dans la fixation de leur revenu imposable, ni à l'augmentation de produit qui ne serait évidemment

(1) L'évaluation à faire par des experts pour la cotisation des bois qui cessent de faire partie du domaine public, doit être faite conformément à l'art. 18 de la loi du 28 septembre 1814, et non conformément à l'art. 67 de la loi du 3 frimaire an 7, qui se trouve abrogé: ainsi, les bois qui cessent de faire partie du domaine public, doivent être cotisés comme les autres bois de la commune; ou, s'il n'en existe pas d'autres dans la commune, comme ceux qui se trouveront dans les communes les plus voisines. Arr. du cons., 28 décembre 1818, S. R., XX, 2, 176.

(2) Aujourd'hui, chaque commune évalue la portion de forêt qui est située sur son territoire.

(3) Voyez l'arrêté du 3 ventose an 10 (22 février 1802), qui détermine le mode d'assiette de la contribution foncière dans les communes dont le territoire s'étend sur deux départemens.

que l'effet des clôtures, ni aux dépenses d'établissement et d'entretien de ces clôtures, quelles qu'elles puissent être.

78. Si un enclos contient différentes natures de biens, telles que bois, prés, terres labourables, jardins, vignes, étangs, etc., chaque nature de bien sera évaluée séparément, de la même manière que si le terrain n'était point enclos.

79. Le revenu imposable des étangs permanens sera évalué d'après le produit de la pêche, année commune, formée sur quinze, moins les deux plus fortes et les deux plus faibles, sous la déduction des frais d'entretien, de pêche et de repeuplement.

80. L'évaluation du revenu imposable des terrains alternativement en étangs et en culture, sera combinée d'après ce double rapport.

81. Les mines ne seront évaluées qu'à raison de la superficie du terrain occupé pour leur exploitation, et sur le pied des terrains environnans.— Il en sera de même pour les carrières (1).

82. Le revenu net imposable des maisons d'habitation, en quelque lieu qu'elles soient situées, soit que le propriétaire les occupe ou qu'il les fasse occuper par d'autres, à titre gratuit ou onéreux, sera déterminé d'après leur valeur locative, calculée sur dix années, sous la déduction d'un quart de cette valeur locative, en considération du dépérissement et des frais d'entretien et de réparations (2).

83. Aucune maison d'habitation occupée comme il est dit en l'article précédent, ne pourra être cotisée, quelle que soit l'évaluation de son revenu, au dessous de ce qu'elle le serait à raison du terrain qu'elle enlève à la culture, évalué sur le pied du double des meilleures terres labourables de la commune si la maison n'a qu'un rez-de-chaussée, du triple si elle a un étage au dessus du rez-de-chaussée, et du quadruple si elle en a plusieurs.—Le comble ou toiture, de quelque manière qu'il soit disposé, ne sera point compté pour un étage.

84. Les maisons qui auront été inhabitées pendant toute l'année, à partir du 1^{er} vendémiaire, seront cotisées seulement à raison du terrain qu'elles enlèvent à la culture, évalué sur le pied des meilleures terres labourables de la commune (3).

85. Les bâtimens servant aux exploitations rurales, tels que granges, écuries, greniers, caves, celliers, pressoirs, et autres, destinés soit à loger les bestiaux des fermes et métairies, ou à serrer les récoltes, ainsi que les cours desdites fermes ou métairies, ne seront soumis à la contribution foncière qu'à raison du terrain qu'ils enlèvent à la culture, évalué sur le pied des meilleures terres labourables de la commune.

86. Lorsqu'il n'y aura point de terres labourables dans une commune,

(1) La loi du 21 avril 1810, art. 33 et suiv., a en outre assujéti les mines à une redevance fixe et proportionnelle.

(2 et 3) Lorsqu'un propriétaire n'est pas dans l'usage de louer sa maison, on doit présumer qu'il s'en est réservé la jouissance ; dès lors il n'y a pas lieu de lui accorder dégrèvement, pour défaut de location ; mais lorsque le propriétaire demeure dans la commune même où est située sa maison, et que cette maison n'a pas été habitée pendant l'année, on ne doit pas supposer qu'il s'en réserve la jouissance. Arr. du cons., 10 juillet 1832, MAC., 2^e série, II, 345.— Les propriétaires d'un château en démolition ne peuvent être contraints à payer la contribution des portes et fenêtres pendant les travaux de démolition. Arr. du cons., 31 mai 1833, MAC., 2^e série, III, 295.— Une demande en réduction de cote, pour cause de changement de destination des bâtimens imposables, ne peut être accueillie si les bâtimens, après avoir perdu leur destination primitive, n'en ont pas reçu une autre : leur inhabitation et abandon sont insuffisans. Arr. du cons., 16 novembre 1825, MAC., VII, 649.

l'évaluation dont il s'agit aux trois articles précédens, sera faite sur le pied des meilleures terres labourables de la commune voisine.

87. Le revenu net imposable des fabriques, manufactures, forges, moulins et autres usines, sera déterminé d'après leur valeur locative calculée sur dix années, sous la déduction d'un tiers de cette valeur, en considération du dépérissement et des frais d'entretien et de réparations (1).

88. Les maisons, les fabriques et manufactures, forges, moulins et autres usines nouvellement construits, ne seront soumis à la contribution foncière que la troisième année après leur construction. Le terrain qu'ils enlèvent à la culture continuera d'être cotisé jusqu'alors comme il l'était avant.—Il en sera de même pour tous autres édifices nouvellement construits ou reconstruits : le terrain seul sera cotisé pendant les deux premières années (2).

89. Lorsqu'il s'agira d'évaluer le revenu imposable d'un canal de navigation, le propriétaire fera, au secrétariat de l'administration municipale ou centrale qui devra faire l'évaluation, une déclaration détaillée des revenus et charges dudit canal (3).

90. L'administration s'assurera, tant d'après cette déclaration que d'après les autres renseignemens qu'elle aura pu se procurer, du produit brut ou total dudit canal : elle s'assurera pareillement de la réalité des charges, et fera déduction du montant de celles-ci sur le produit brut ; ce qui restera de ce produit formera le revenu imposable.

91. Le revenu imposable des canaux qui traversent une ou plusieurs communes d'un même canton, sera évalué par l'administration municipale du canton. Il sera divisé, pour chaque commune, si le canal en traverse plusieurs, en proportion de la longueur du canal sur le territoire de chacune.—L'administration municipale en fixera la contribution au taux moyen de celle qui sera supportée par les autres propriétés du canton.— Cette fixation sera faite en même temps que le répartition de la contribution foncière entre les diverses communes (4).

92. Les administrations municipales des communes de cinq mille habitans et au-delà, feront pareillement l'évaluation du revenu imposable des canaux de navigation qui ne traverseront que le territoire de la commune.

(1) La valeur locative des établissemens industriels doit être établie, non sur les produits qui résultent de l'exploitation, mais d'après l'état matériel de ces établissemens, considérés comme usines, tels qu'ils se comportent au moment où il s'agit de les imposer. Arr. du cons., 31 décembre 1828, MAC., X, 850. — Lorsqu'il s'agit d'apprécier la valeur d'une usine, pour établir la base de la contribution, le conseil de préfecture ne peut prendre en considération le plus ou le moins d'augmentation actuelle dans les produits de l'industrie. Arr. du cons., 6 septembre 1825, MAC., VII, 556.

(2) Les bâtimens inhabités pour cause de reconstruction ne sont soumis à la contribution foncière qu'à la troisième année après la reconstruction. Arr. du cons., 15 janvier 1816, SIR., XVIII, 2, 98. — Jugé encore que les édifices nouvellement construits ou reconstruits ne doivent être soumis à la contribution foncière qu'après la troisième année, à partir de la reconstruction, et que cette règle s'applique même dans le cas où il y a eu un premier rappel à l'égalité proportionnelle, suivant l'art. 133 de la loi du 2 messidor an 7. Arr. du cons., 24 décembre 1818, SIR., XX, 2, 176. — Le propriétaire d'un moulin détruit par incendie et nouvellement reconstruit, est fondé à demander le dégrèvement pendant deux ans. Arr. du cons., 15 octobre 1826, MAC., VIII, 600.

(3) Modifié par la loi du 5—15 floréal an 11 (25 avril—5 mai 1803), qui dispose que tous les canaux de navigation faits ou à faire ne seront taxés à la contribution foncière qu'en raison du terrain qu'ils occupent comme terre de première qualité. La loi du 23—23 juillet 1820, art. 26, a étendu cette disposition aux canaux appartenant à des particuliers.

(4) Cet article et les suivans, jusqu'à l'art. 95, ont été modifiés par la loi précitée du 5—15 floréal an 11 : d'après cette loi, chaque commune évalue et impose les parties de canaux situées sur son territoire, ainsi que les objets qui en dépendent.

—Elles en fixeront la contribution au taux moyen de celle qui sera supportée par les autres propriétés de la commune.

93. Le revenu imposable des canaux qui traversent plusieurs cantons d'un même département, sera évalué par l'administration centrale du département. Il sera divisé, pour chaque canton et pour chaque commune ayant pour elle seule une administration municipale, en proportion de la longueur du canal sur le territoire de chacun, et subdivisé ensuite par chaque administration municipale de canton, pour la portion la concernant, entre les diverses communes de son arrondissement.

94. Quant aux canaux qui traversent plusieurs départements, chaque administration centrale de département évaluera les revenus et les charges du canal sur son territoire : elles se communiqueront le résultat de leurs évaluations ; et le total du revenu imposable sera réparti en proportion de la longueur du canal sur le territoire de chaque département, et subdivisé ensuite par chaque administration centrale entre les cantons et les communes ayant pour elles seules une administration municipale, et par les administrations de canton entre les diverses communes de leur arrondissement.

95. Seront compris dans l'évaluation des charges des canaux de navigation, l'indemnité pour le dépérissement des diverses constructions et ouvrages d'art, et les frais d'entretien et de réparations, tant du canal que des réserves d'eau, chemins de halage, berges et francs-bords qui ne produisent aucun revenu.

96. Les moulins, fabriques et autres usines construits sur les canaux, les plantations et autres natures de biens qui avoisinent les canaux et appartiennent aux mêmes propriétaires, ne seront point compris dans l'évaluation générale du revenu du canal, mais resteront soumis à toutes les règles fixées pour les autres biens fonds (1).

97. L'évaluation du revenu imposable et la cotisation des propriétés foncières de toute nature, seront faites sans avoir égard aux rentes constituées ou foncières, et autres prestations dont elles se trouveraient grevées, sauf aux propriétaires à s'indemniser par des retenues comme il est dit ci-après et dans les cas y déterminés (2).

98. Les propriétaires, débiteurs d'intérêts et de rentes ou autres prestations perpétuelles constituées à prix d'argent ou foncières, créées avant la publication du décret des 20, 22 et 23 novembre 1790, concernant la contribution foncière, et, qui étaient autorisés à faire la retenue des impositions alors existantes, feront la retenue à leurs créanciers, dans la proportion de la contribution foncière (3).

(1) Des bains sur bateaux ne sont pas des usines, dans le sens de cet article. Arr. du cons., 28 juillet 1819, *SIR.*, XX, 2, 124.

(2) L'évaluation du revenu imposable d'une propriété foncière doit être faite sans égard aux prestations que le propriétaire est obligé de payer pour servitude sur le fonds d'autrui : ainsi, pour calculer le revenu imposable d'un salin, il n'y a pas lieu à déduire du produit réel une prestation en nature que le propriétaire du salin serait obligé de payer pour avoir des voisins l'eau douce qui lui serait nécessaire ; mais si la prestation promise aux voisins avait été établie avant la publication du décret des 20, 22 et 23 novembre 1790, le propriétaire du salin pourrait retenir sur cette prestation, ou se faire payer par les voisins, une part des contributions assises sur le salin, proportionnée à la valeur de la prestation par rapport au produit du salin, à moins toutefois que le contrat constitutif de la prestation ne contint une disposition contraire. *Cass.*, 24 août 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 340 ; *Bull. civ.*, XXXI, 214.

(3) Déjà la retenue des contributions avait été autorisée par les art. 6, 7, 8 et 9 du décret du 23 novembre (20, 22 et) — 1^{er} décembre 1790.

La clause de non retenue des impositions publiques, insérée dans un contrat de constitution

99. Ils feront aussi la retenue, dans la même proportion, sur les rentes et autres prestations foncières non supprimées, dont leurs fonds, édifices et usines se trouvent encore grevés, et dont la création est antérieure à la publication du décret précité des 20, 22 et 23 novembre 1790, quoique non autorisés à la faire par les anciennes lois ou usages; sans préjudice néanmoins de l'exécution des baux à rentes, faits sous la condition expresse de la non retenue des impositions publiques, ou avec toute autre clause de laquelle résulte la volonté conventionnelle des parties, que les contributions publiques soient à la charge du preneur, en sus de la rente ou prestation.

100. Les débiteurs de rentes viagères constituées avant la même époque,

de rente antérieur à l'édit de 1749, et contrairement aux lois alors existantes, n'a pas été validée par l'effet des lois nouvelles qui ont permis une telle stipulation. Cass., 9 brumaire an 13, Sir., VII, 2, 1188; Bull. civ., VII, 21. — Les art. 98 et 99 de la loi de frimaire, qui autorisent la retenue des contributions, ne peuvent pas être appliqués aux contrats antérieurs de constitution de rente, pas même aux arrérages courus sous l'empire de la loi nouvelle. Cass., 26 mai 1812, Sir., XII, 1, 352; Bull. civ., XIV, 171. — Les rentes qui, dans les pays nouvellement réunis à la France, ont été constituées avant la promulgation des lois des 23 novembre — 1^{er} décembre 1790 et 3 frimaire an 7, ne sont pas sujettes de plein droit à la retenue de la contribution foncière. Cass., 26 germinal an 13, Sir., VII, 2, 1188; et arrêt précité du 26 mai 1812, Sir., XII, 1, 352; Bull. civ., XIV, 171.

Les rentes constituées, perpétuelles ou viagères, créées depuis la loi du 3 septembre 1807, sont, comme les prêts temporaires, exemptes de droit de la retenue des contributions. Rouen, 22 avril 1825, Sir., XXVI, 2, 8. — Mais la loi de 1807, qui fixe le taux de l'intérêt conventionnel à cinq pour cent sans retenue, n'a pas d'effet rétroactif, c'est-à-dire qu'elle ne s'applique ni aux rentes créées avec stipulation de retenue, ni aux rentes créées sous l'empire d'une loi autorisant la retenue, ni même aux rentes créées sans convention expresse ou tacite de retenue, mais qui, postérieurement à leur création, auraient été soumises à la retenue par des lois rétroactives: la loi du 3 septembre 1807 ne rétroagit pas même pour détruire l'effet d'une loi rétroactive. Cass., 25 février 1818, Sir., XVIII, 1, 171; Bull. civ., XX, 54. — Les intérêts d'un capital légué avant la loi du 3 septembre 1807, mais qui sont échus seulement depuis cette loi, ne sont pas sujets à la retenue du vingtième. Cass., 22 mars 1820, Sir., XX, 1, 351. — Il n'est pas nécessaire de stipuler dans les contrats de constitution la clause de retenue. Cass., 19 janvier 1825, Sir., XXVI, 1, 204. — Lorsqu'une veuve s'est obligée par transaction, antérieurement à la loi du 1^{er} décembre 1790, de payer à ses enfans mineurs, après leur majorité ou leur établissement, une somme d'argent déterminée, pour leur tenir lieu de leur part dans la communauté, et de leur en faire valoir l'intérêt à six pour cent, jusqu'à l'expiration des termes convenus, elle peut exercer sur ces intérêts la retenue de la contribution foncière: peu importe qu'il s'agisse d'intérêts stipulés dans un pacte de famille, plus avantageux à la veuve du second mariage qu'aux enfans du premier; peu importe aussi que la stipulation ait eu lieu par une transaction qui, de sa nature, est un titre irrévocable auquel il ne peut être rien ajouté, et qui doit être exécuté tel qu'il est conçu. Cass., 29 germinal an 10, Sir., VII, 2, 1188; Bull. civ., IV, 294.

L'obligation contractée par le preneur, dans un bail à rente, d'acquitter les vingtièmes qui pourraient être imposés à l'avenir sur les biens arrentés, a été un obstacle à ce qu'il puisse ensuite faire la retenue pour la contribution foncière. Cass., 29 vendémiaire an 14, Sir., VI, 2, 713; Bull. civ., VII, 462. — Le preneur à bail emphytéotique, pour quatre-vingt-dix-neuf ans, est réputé avoir la propriété utile; en conséquence, il peut faire sur sa redevance la retenue des impositions. Paris, 1^{er} pluviôse an 10, Sir., II, 2, 302. — La clause insérée dans un contrat d'emphytéose, que le preneur ne pourra dans aucun cas, hors celui où il éprouverait les ravages de la guerre, demander la diminution du canon emphytéotique, n'équivaut pas à la clause expresse de non retenue pour impositions publiques. Colmar, 27 mars 1806, Sir., VI, 2, 985. — Les dispositions de la loi de frimaire, sur la retenue des impositions, ne sont pas applicables aux intérêts provenant de dettes commerciales. Cass., 17 mars 1824, Sir., XXV, 1, 147; Bull. civ., XXVI, 106.

Les contributions foncières ont remplacé les impositions territoriales; en conséquence, l'ancienne clause de non retenue pour impositions territoriales doit avoir effet comme clause de non retenue pour contributions directes. Cass., 17 pluviôse an 8, Sir., I, 1, 282; Bull. civ., II, 137.

et qui étaient autorisés à faire la retenue des impositions publiques, ne feront la retenue que dans la proportion de l'intérêt que le capital eût porté en rentes perpétuelles, lorsque ce capital sera connu; et quand le capital ne sera pas connu, la retenue sera de la moitié de la proportion de la contribution foncière.

101. A l'avenir, les stipulations entre les contractans sur la retenue de la contribution foncière, seront entièrement libres; mais elle aura toujours lieu, à moins que le contrat ne porte la condition expresse de non retenue.—Il n'est rien innové relativement aux contrats passés depuis la publication du décret des 20, 22 et 23 novembre 1790. Les différens qui pourraient survenir à leur égard seront réglés d'après ce décret.

102. L'évaluation du revenu imposable des maisons et usines sera révisée et renouvelée tous les dix ans.

TITRE VII. — Des exceptions.

103. Les rues, les places publiques servant aux foires et marchés, les grandes routes, les chemins publics vicinaux et les rivières ne sont point cotisables.

104. Les canaux destinés à conduire les eaux à des moulins, forges ou autres usines, ou à les détourner pour l'irrigation, seront cotisés, mais à raison de l'espace seulement qu'ils occupent, et sur le pied des terres qui les bordent (1).

105. Les domaines nationaux non productifs exceptés de l'aliénation ordonnée par les lois, et réservés pour un service national, tels que les deux palais du corps législatif, celui du directoire exécutif, le Panthéon, les bâtimens destinés au logement des ministres et de leurs bureaux, les arsenaux, magasins, casernes, fortifications et autres établissemens dont la destination a pour objet l'utilité générale, ne seront portés aux états de sections et matrices de rôles que pour *mémoire*; ils ne seront point cotisés (2).

106. Les domaines nationaux non productifs, déclarés aliénables par les lois, tels que ci-devant églises non louées, tours, châteaux abandonnés ou en ruine, et autres semblables, seront compris, désignés et évalués aux états de sections et matrices de rôles, en la même forme et sur le même pied que les propriétés particulières de même nature; mais ils ne seront point cotisés tant qu'ils n'auront point été vendus ou loués (3).

107. La cote de contribution des domaines nationaux productifs exceptés de l'aliénation, tels que les forêts, les salines (4), canaux, etc., ne pourra surpasser, en principal, le cinquième de leur produit net effectif résultant des adjudications ou locations légalement faites, ou autre quotité de ce même produit, selon la proportion générale de la contribution foncière avec les revenus territoriaux.—En cas de plus forte cotisation, la régie en poursuivra le remboursement contre les communes de la situation des biens.

108. Les domaines nationaux productifs déclarés aliénables, seront éva-

(1) Les canaux d'irrigation doivent être imposés, d'après le terrain qu'ils occupent, au même taux que les propriétés riveraines. Arr. du cons., 5 mai 1831, *MAÇ.*, 1, 2^e série, 172.

(2) Voyez le décret du 11 août 1808, qui développe cette disposition; et la loi du 2—7 mars 1832, sur la liste civile, art. 13, qui assujétit les propriétés de la couronne à toutes les charges communales et départementales.

(3) Modifié par la loi du 19 ventose an 9 (10 mars 1801), portant que les bois et forêts nationaux ne paieront pas de contributions.

(4) Voyez, sur la contribution foncière des salins, marais salans et salines, le décret du 15 octobre 1810.

lués et cotisés comme les propriétés particulières de même nature et d'égal revenu. — En cas de surtaxe, la régie poursuivra le dégrèvement, soit d'office, soit sur la dénonciation du fermier, en la forme ordinaire.

109. La contribution foncière due par les propriétés appartenant aux communes, et par les marais et terres vaines et vagues situés dans l'étendue de leur territoire, qui n'ont aucun propriétaire particulier, ou qui auront été légalement abandonnés, sera supportée par les communes et acquittée par elles. — Il en sera de même des terrains connus sous le nom de *biens communaux*, tant qu'ils n'auront point été partagés (1). — La contribution due par des terrains qui ne seraient communs qu'à certaine portion des habitans d'une commune, sera acquittée par ces habitans.

110. Les hospices et autres établissemens publics acquitteront la contribution assise sur leurs propriétés foncières de toute nature, en principal et centimes additionnels (2).

111. La cotisation des marais qui seront desséchés, ne pourra être augmentée pendant les vingt-cinq premières années après le dessèchement (3).

112. La cotisation des terres vaines et vagues depuis quinze ans, qui seront mises en culture autre que celle désignée en l'article 114 ci-après, ne pourra être augmentée pendant les dix premières années après le défrichement.

113. La cotisation des terres en friche depuis dix ans, qui seront plantées ou semées en bois, ne pourra être augmentée pendant les trente premières années du semis ou de la plantation (4).

114. La cotisation des terres vaines et vagues ou en friche depuis quinze ans, qui seront plantées en vignes, mûriers ou autres arbres fruitiers, ne pourra être augmentée pendant les vingt premières années de la plantation.

115. Le revenu imposable des terrains déjà en valeur, qui seront plantés en vignes, mûriers ou autres arbres fruitiers, ne pourra être évalué, pendant les quinze premières années de la plantation, qu'au taux de celui des terres d'égale valeur non plantées.

116. Le revenu imposable des terrains maintenant en valeur, qui seront plantés ou semés en bois, ne sera évalué, pendant les trente premières années de la plantation ou du semis, qu'au quart de celui des terres d'égale valeur non plantées.

117. Pour jouir de ces divers avantages, et à peine d'en être privé, le pro-

(1) Voyez la loi du 26 germinal—6 floréal an 11 (16—26 avril 1803), qui règle le mode de répartition de la contribution foncière des biens communaux.

(2) Modifié par le décret du 11 août 1808, aux termes duquel la contribution n'est pas due pour les bâtimens des hospices et les jardins y attachés.

(3) Cet article et les suivans jusqu'à l'art. 114 ont été modifiés par la loi de finances du 15—25 septembre 1807, tit. X, à l'égard des communes cadastrées : dans ces communes, le revenu reconnu à chaque propriété, au moment de la confection du cadastre, est toujours le revenu imposable de cette propriété, en quelques mains qu'elle passe, et quelque amélioration qu'elle éprouve par les soins et les dépenses de celui qui la possède.

(4) Voyez l'art. 225 du Code forestier de 1827, qui prononce l'exemption de tout impôt pendant vingt ans pour les semis et plantations de bois sur le sommet et sur le penchant des montagnes et sur les dunes.

Les remises de contributions, accordées aux propriétaires qui plantent en bois des terrains en culture, doivent être considérées comme des modérations relatives à une perte de revenus, et d'après l'art. 4 de la loi du 7 brumaire an 7, imputées sur le fonds de non-valeurs. Arr. du cons., 1^{er} septembre 1832, MAC., 2^e série, II, 540.

priétaire sera tenu de faire au secrétariat de l'administration municipale dans le territoire de laquelle les biens sont situés, avant de commencer les desséchemens, défrichemens et autres améliorations, une déclaration détaillée des terrains qu'il voudra ainsi améliorer (1).

118. Cette déclaration sera reçue par le secrétaire de l'administration municipale, sur un registre ouvert à cet effet, coté, paraphé, daté et signé comme celui des mutations : elle sera signée tant par le secrétaire que par le déclarant, ou son fondé de pouvoir.—Copie de cette déclaration sera délivrée au déclarant, moyennant la somme de vingt-cinq centimes, non compris le papier timbré et autres droits légalement établis.

119. Dans la décade qui suivra la déclaration, l'administration municipale chargera l'agent municipal de la commune ou son adjoint, ou un officier municipal dans les communes de cinq mille habitans et au-delà, d'appeler deux des répartiteurs, de faire avec eux la visite des terrains déclarés, de dresser procès-verbal de leur état présent, et de le communiquer, ainsi que la déclaration, aux autres répartiteurs. Ce procès-verbal sera affiché pendant deux décades, tant dans la commune de la situation des biens qu'au chef-lieu du canton : il sera rédigé sans frais et sur papier non timbré.

120. Il sera libre aux répartiteurs et à tous autres contribuables de la commune de contester la déclaration, et même de faire à l'administration municipale des observations sur le procès-verbal de l'état présent des terrains ; et si la déclaration ne se trouve pas sincère, l'administration prononcera que le déclarant n'a pas droit aux avantages précités. Si, au contraire, la sincérité de la déclaration est reconnue, l'administration municipale arrêtera que le propriétaire a droit de jouir de ces avantages. — On pourra, dans tous les cas, recourir à l'administration centrale du département, qui reformera, s'il y a lieu, l'arrêté de l'administration municipale.

121. Les terrains précédemment desséchés ou défrichés, ou plantés en vignes ou en bois, ou autrement améliorés, qui jouissent de quelque exemption ou modération de contribution, en vertu des lois antérieures à la présente, continueront d'en jouir jusqu'au temps où cette exemption ou modération devait cesser (2).

122. Les canaux de navigation ne seront cotisés, pendant les trente années qui suivront celle où la navigation aura commencé, qu'à raison du sol occupé par le canal, par les réserves d'eau, chemins de halage et francs-bords, et sur le pied des terres qui les bordent (3). Les canaux existans qui jouissent de quelque exemption ou modération de contribution, en vertu des lois antérieures à la présente, continueront d'en jouir jusqu'au temps où cette exemption ou modération devait cesser.

123. Sur chaque matrice de rôle de la contribution foncière, à l'article de chacune des propriétés qui jouissent ou jouiront de quelques exemptions ou modérations temporaires données pour l'encouragement de l'a-

(1) On ne peut prétendre à une réduction d'impositions sur un terrain desséché, lorsque la déclaration exigée par cet article n'a pas été faite, et lorsqu'il n'est pas prouvé que le terrain était un marais qui a été mis en culture par le réclamant. Arr. du cons., 8 septembre 1819, *SIR.*, Jur. du cons., VI, 226.

(2) Le privilège accordé aux entrepreneurs de défrichement ne s'étend pas à l'exemption de droits d'enregistrement. Cass., 2 avril 1806, *SIR.*, VII, 2, 880 ; Bull. civ., VIII, 126.

(3) Modifié par les lois précitées des 5—15 floréal an 11 (25 avril—5 mai 1803), et 23—23 juillet 1820, art. 26.

griculture, il sera fait mention de l'année où ces propriétés doivent cesser d'en jouir.

TITRE VIII. — De la perception et du recouvrement (1).

124. La perception de la contribution foncière, et celle de la contribution personnelle, mobilière et somptuaire, seront faites dans chaque commune par le même percepteur.

125. Chaque année, aussitôt que les administrations municipales des communes de cinq mille habitans et au dessus auront reçu le mandement qui fixera leur contingent dans la contribution foncière, elles procéderont, sans délai, à l'adjudication de la perception ou à la nomination d'un percepteur (2).

126. Les administrations municipales de canton délibéreront chaque année, aussitôt qu'elles auront réparti leur contingent de contribution foncière entre les communes de leur arrondissement, s'il est ou non avantageux au canton d'adjuger la perception à un seul ou à plusieurs percepteurs, pour toutes les communes.

127. A la suite de cette délibération, et dans la même séance, les administrations municipales de canton fixeront un jour pour procéder à l'adjudication de la perception à un ou à plusieurs citoyens pour tout le canton, s'il a été ainsi arrêté; et dans le cas d'arrêté contraire, à l'adjudication de la perception ou à la nomination d'un percepteur pour chaque commune.

128. Le jour de l'adjudication de la perception sera indiqué, au moins dix jours à l'avance, par des affiches posées à cet effet dans les communes du canton, aux endroits accoutumés.

129. Les citoyens qui désireront se rendre adjudicataires, se présenteront à l'administration municipale, pour y faire connaître leur solvabilité et les cautions qu'ils pourront donner.

130. Il ne sera fait d'adjudications qu'à la charge de donner caution solvable; mais il ne pourra être exigé de cautionnement plus fort que le quart du montant des rôles de la contribution foncière. Ce cautionnement sera en immeubles situés dans le département.

131. Au jour indiqué, l'administration municipale proposera la perception au rabais. Tous les citoyens dont la solvabilité sera reconnue et les cautions jugées valables, seront admis à sous-enchérir, et l'adjudication sera faite à celui dont les offres seront les plus avantageuses.

132. Dans le cas où il ne se présenterait qu'un seul citoyen aux sous-enchères, l'adjudication lui sera faite, s'il consent à rester adjudicataire à trois centimes par franc des contributions foncière, mobilière, personnelle et somptuaire. S'il n'y consent point, l'adjudication sera remise à cinq ou à dix jours, au choix de l'administration municipale. Il sera posé de nouvelles affiches.

133. Dans le cas où il ne se présenterait aucun citoyen pour de-

(1) Voyez, sur le mode de perception et de recouvrement de la contribution foncière, la loi du 17 fructidor an 6 (3 septembre 1798); l'arrêté du 16 thermidor an 8 (4 août 1800); les lois des 27 pluviôse an 9 (16 février 1801) et 5—15 ventôse an 12 (25 février—6 mars 1804); le décret du 30 frimaire an 13 (21 décembre 1804), art. 1^{er}; et la loi du 12—22 novembre 1808, relative au privilège du trésor public pour sûreté du recouvrement.

(2) Cet article et les suivans jusqu'à l'art. 139, ont été abrogés par la loi du 5—15 ventôse an 12 précitée, portant création des percepteurs à vie.

mander l'adjudication, l'administration municipale en dressera procès-verbal, et ajournera comme il est dit en l'article précédent. Il sera posé de nouvelles affiches.

134. Au jour indiqué par les nouvelles affiches, l'adjudication de la perception sera faite au citoyen qui offrira de s'en charger pour une moindre remise.

135. Elle aura également lieu quand il ne se présenterait qu'un seul citoyen; mais, dans aucun cas, elle ne pourra être faite à un taux supérieur à cinq centimes par franc des contributions foncière, mobilière, personnelle et somptuaire.

136. Si aucun citoyen ne se rend adjudicataire, même au taux porté par l'article précédent, il en sera dressé procès-verbal; et l'administration municipale nommera d'office, parmi les habitans de la commune, un percepteur dont elle sera responsable, et qui ne pourra être pris parmi ses membres.—Ce percepteur fera la perception des contributions foncière, personnelle, mobilière et somptuaire, moyennant la remise portée par l'article 135 ci-dessus.

137. Aucun citoyen ne pourra être nommé d'office percepteur des contributions de plus d'une commune.

138. Aucun citoyen ne pourra être nommé percepteur des contributions de sa commune plus d'une fois dans l'espace de vingt ans, s'il n'y consent.

139. Aucun citoyen ne sera pareillement chargé de la perception, s'il est âgé de plus de soixante ans accomplis, à moins qu'il n'y consente; auquel cas, la perception une fois commencée, il ne pourra se dispenser de l'achever.

140. Les percepteurs donneront quittance aux contribuables, des sommes qu'ils en recevront; elle sera sur papier non timbré.

141. Les percepteurs émargeront en outre, et en toutes lettres, sur leurs rôles, à côté des articles respectifs, les différens paiemens qui leur seront faits, à l'instant même qu'ils les recevront.

142. Toute contravention à l'article précédent pourra être dénoncée par le contribuable intéressé, par l'agent municipal de la commune ou son adjoint, et par le commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale: elle sera punie correctionnellement d'une amende de dix francs au moins et de vingt-cinq francs au plus.

143. Les percepteurs des communes tiendront, indépendamment des rôles des contributions, un relevé ou bordereau sur lequel ils rapporteront, jour par jour, les noms des contribuables qui auront effectué des paiemens, et le montant des sommes remises: ils le feront clore et arrêter par l'agent de la commune ou son adjoint, ou par le commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale, tous les dix jours au moins.—La quittance du receveur ou préposé sera rapportée à la suite de l'arrêté du bordereau.

144. L'agent municipal ou son adjoint pourront se faire représenter, par le percepteur, à son bureau, quand ils le jugeront convenable, les rôles des contributions publiques, prendre des relevés de l'état du recouvrement, constater les infractions à la loi, et en faire rapport à l'administration municipale.

145. Les percepteurs des communes et des cantons verseront, chaque décade, au préposé ou receveur de leur arrondissement, les sommes qu'ils auront reçues dans la décade précédente.—Ceux qui se trouveraient en retard de verser, ou qui n'auraient pas prévenu le préposé ou receveur de leur arrondissement qu'ils n'ont rien reçu dans la décade précédente, pourront être contraints.

146. La cotisation de chaque contribuable est divisée en douze portions égales, et payables de mois en mois, tant qu'il n'en est point ordonné autrement par une loi particulière. Nul ne peut être contraint que pour les portions échues.

147. Tous fermiers ou locataires seront tenus de payer, à l'acquit des propriétaires ou usufruitiers, la contribution foncière pour les biens qu'ils auront pris à ferme ou à loyer; et les propriétaires ou usufruitiers, de recevoir le montant des quittances de cette contribution pour comptant sur le prix des fermages ou loyers, à moins que le fermier ou locataire n'en soit chargé par son bail.

148. Les percepteurs de commune ou de canton sont responsables de la non rentrée des sommes qu'ils ont été chargés de percevoir; ils pourront être contraints, par la vente de leurs biens, à remplacer les sommes pour la perception desquelles ils ne justifieront point avoir fait les diligences de droit dans les vingt jours de l'échéance, sauf leur recours contre les redevables.

149. Les percepteurs de commune ou de canton qui n'auraient fait aucune poursuite contre un ou plusieurs contribuables en retard, pendant trois années consécutives, à compter du jour où le rôle leur aura été remis, perdront leur recours, et seront déchus de tous droits et de toute action contre eux.

150. Ils perdront aussi leur recours et seront pareillement déchus de tous droits et de toute action pour sommes restant dues, et non payées par les contribuables, après trois ans de cessation de poursuites contre lesdits contribuables.

151. Dans le cas de décès d'un percepteur de commune ou de canton, il sera pourvu à son remplacement par l'administration municipale, dans les formes prescrites par la présente loi; à moins que les héritiers, ou la veuve à leur défaut, ne déclarent, dans les dix jours du décès du percepteur, qu'ils entendent continuer la perception. Cette déclaration sera reçue par le secrétaire sur le registre de l'administration municipale, en présence du président ou d'un administrateur; elle sera signée tant par le président ou administrateur et par le secrétaire, que par les déclarans; et en cas que ceux-ci ne sachent ou ne puissent signer, il en sera fait mention. — La veuve et les héritiers qui déclareront vouloir continuer la perception, seront tenus de donner caution solvable, et de la présenter le jour même de leur déclaration.

152. Les dispositions de la loi du 22 brumaire an 6, portant création d'une agence des contributions directes, et de l'instruction y annexée, en tout ce qui concerne le recouvrement des contributions foncière et mobilière, les versements à faire par les percepteurs et par les receveurs et leurs préposés, chacun à leur égard, la surveillance et les attributions respectives des commissaires du directoire exécutif, des préposés ou receveurs et des inspecteurs de ladite agence, continueront d'être exécutées en tout ce qui n'est point contraire à la présente résolution.

153. Les contraintes et poursuites contre les contribuables en retard d'acquitter leurs cotes, et contre les percepteurs, préposés et receveurs en retard de faire les versements de fonds dont ils sont respectivement tenus, continueront d'avoir lieu selon les lois actuelles non contraires à la présente, tant qu'il n'en aura point été autrement ordonné.

154. Le décret des 20, 22 et 23 novembre 1790 concernant la contribution foncière, et l'instruction y annexée; le décret des 12 et 13 juillet 1791 relativement à l'évaluation des bois et forêts et des tourbières, et celui du

21 février même année, qui assujétit à la contribution foncière les droits de péage et autres non supprimés, les revenus des canaux, etc., sont abrogés. — Sont pareillement abrogées toutes autres dispositions de lois contraires à la présente.

N° 3. = 4 frimaire an 7 (24 novembre 1798). = *Loi portant établissement d'une contribution sur les portes et fenêtres* (1). (II, Bull. CCXLII, n° 2195; B., LXXIV, 274.)

Art. 1^{er}. Il y aura pour l'an 7 une contribution réglée de la manière suivante.

2. Cette contribution est établie sur les portes et fenêtres donnant sur les rues, cours ou jardins des bâtimens et usines, sur tout le territoire de la république, et dans les proportions ci-après (2).

3. Les portes et fenêtres, dans les communes au dessous de cinq mille âmes, paieront vingt centimes; de cinq à dix mille, vingt-cinq centimes; de dix à vingt-cinq mille, trente centimes; de vingt-cinq à cinquante mille, quarante centimes; de cinquante à cent mille, cinquante centimes; de cent mille âmes et au dessus, soixante centimes. — Les portes-cochères et celles de magasins, de marchands en gros, commissionnaires et courtiers, paieront double contribution (3).

4. Dans les communes au dessus de dix mille âmes, les fenêtres des troisième, quatrième, cinquième étages et au dessus, ne paieront que vingt-cinq centimes.

5. Ne sont pas soumises à la contribution établie par la présente, les portes et fenêtres servant à éclairer ou aérer les granges, bergeries, étables, greniers, caves et autres locaux non destinés à l'habitation des hommes, ainsi que toutes les ouvertures du comble ou toiture des maisons habitées. — Ne sont pas également soumises à ladite contribution les portes et fenêtres des bâtimens employés à un service public civil, militaire ou d'instruction, ou aux hospices. — Néanmoins, si lesdits bâtimens sont occupés en partie par des citoyens auxquels la république ne doit point de logement d'après les lois existantes, lesdits citoyens seront soumis à ladite contribution, à concurrence des parties desdits bâtimens qu'ils occuperont (4).

(1) Voyez la loi du 18 ventose an 7 (8 mars 1799), qui augmente la taxe des portes et fenêtres; celle du 6 prairial suivant (25 mai 1799), portant établissement d'une subvention de guerre sur les portes et fenêtres, et celle du 17 fructidor même année (3 septembre 1799), art. 4, qui la supprime; celles des 13 floréal an 10 (3 mai 1802), 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), et toutes les lois de finances ultérieures qui maintiennent la perception de la contribution des portes et fenêtres.

(2) Les portes établies aux étages supérieurs d'une maison, et qui n'ont pas d'issue extérieure, ne sont pas soumises à l'impôt des portes et fenêtres. Arr. du cons., 18 octobre 1832, MAC., 2^e série, II, 571. — Y sont soumis les établissemens de bains, pour les ouvertures des cabinets où sont les baignoires. Arr. du cons., 16 août 1833, MAC., 2^e série, III, 462.

(3) On doit considérer comme porte charretière une barrière qui sert de fermeture à une habitation. Arr. du cons., 11 octobre 1833, MAC., 2^e série, III, 547.

(4) Les ouvertures des pavillons dépendant d'une manufacture ne doivent pas être imposés, lorsqu'ils ne sont pas destinés à l'habitation; mais les logemens des ouvriers doivent être assimilés au logement des commis, et comme tels imposés. Arr. du cons., 25 octobre 1833, MAC., 2^e série, III, 580. — Une boulangerie ne peut être assimilée à une manufacture, et déchargée, comme telle, de la contribution des portes et fenêtres. Arr. du cons., 18 octobre 1833, MAC., 2^e série, III, 561. — Une école secondaire ecclésiastique, désignée sous le nom de petit séminaire, qui n'est point entretenue par les deniers publics, ne peut être placée dans la catégorie des établissemens d'instruction publique, exempts à ce titre de la contribution des portes et fenêtres. Arr. du cons., 26 février 1832, MAC., 2^e série, II, 58.

6. Les municipalités seront tenues, dans les dix jours de la réception de la présente loi, de faire, ou faire faire par des commissaires, l'état des portes et fenêtres sujettes à l'imposition.

7. La réunion des états ci-dessus, visés par le commissaire du directoire exécutif, formera le rôle de chaque arrondissement de commune, et il sera rendu exécutoire par l'administration centrale.

8. Il sera fait remise à chaque commune, de cinq centimes par chaque franc du montant du rôle, pour subvenir aux frais du rôle; et le surplus, s'il y en a, sera employé aux dépenses locales.

9. La remise de chaque percepteur sera, par franc, le quart de ce qui lui est alloué aussi par franc pour la levée des autres impositions.

10. L'assiette et le recouvrement de la contribution ci-dessus établie, sont placés sous la surveillance et l'inspection de l'agence des contributions directes.

11. Immédiatement après la clôture du rôle, l'agent particulier des contributions directes transmettra à l'agent général le résultat des sommes portées dans chaque rôle. Celui-ci les réunira pour en faire connaître le montant total au ministre des finances, pour qu'il en rende compte au directoire exécutif, qui en informera le corps législatif.

12. La contribution des portes et fenêtres sera exigible contre les propriétaires et usufruitiers, fermiers et locataires principaux des maisons, bâtimens et usines, sauf leur recours contre les locataires particuliers pour le remboursement de la somme due à raison des locaux par eux occupés (1).

13. La présente contribution sera payable par tiers, dans les trois mois après la mise en recouvrement du rôle. — Les percepteurs, les préposés des receveurs, et les receveurs eux-mêmes, en sont déclarés personnellement responsables : ils seront, en cas de retard, poursuivis sur leurs biens et ceux de leurs cautions, sauf le recours des receveurs sur leurs préposés, de ceux-ci sur les percepteurs, et de ces derniers sur les contribuables.

14. Les redevables seront contraints au paiement de la contribution, par saisie et vente de leur mobilier, vingt-quatre heures après le commandement qui leur sera fait, par écrit, par le percepteur. — L'exécution pourra porter sur les meubles et effets des locataires, jusqu'à concurrence des sommes par eux dues.

15. Lorsque le même bâtiment sera occupé par le propriétaire, et un ou plusieurs locataires, ou par plusieurs locataires seulement, la contribution des portes et fenêtres d'un usage commun, sera acquittée par les propriétaires ou usufruitiers.

16. Les différens qui pourront s'élever sur le paiement de la contribution ci-dessus établie, seront décidés, sur simples mémoires et sans frais, par les administrations municipales; en cas de recours, par les administrations centrales, sur le rapport et les conclusions du commissaire du directoire exécutif.

N^o 4. = 5 frimaire an 7 (25 novembre 1798). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif**
contenant des mesures pour assurer l'exécution de la loi du 28 vendé-

(1) Le silence du bail ne dispense pas le locataire du paiement de la contribution des portes et fenêtres, et le propriétaire peut lui en demander le remboursement, même après plusieurs années, nonobstant le défaut de réserve dans ses quittances de loyers. Cass., 26 octobre 1814, *SIR.*, XV, 1, 244; *Bull. civ.*, XVI, 247.

mière an 7, relative au paiement des rentes et pensions (1). (II, Bull. CCXLII, n° 2196.)

Art. 1^{er}. Les créanciers de la république ne seront tenus de présenter, pour recevoir leurs paiemens du second semestre de l'an 6, que leur certificat de résidence en la forme accoutumée, l'extrait du rôle des patentes s'ils sont soumis à cette taxe, et les quittances, ou, à leur défaut, les avertissemens des contributions directes de l'an 6. — Les créanciers de la dette viagère et les pensionnaires rapporteront de plus leur certificat de vie ; et s'ils sont morts postérieurement au 1^{er} germinal de l'an 6, leurs héritiers rapporteront l'acte de décès pour retirer la somme qui leur revient.

2. Les commissaires de la trésorerie feront retenir sur la somme à payer aux créanciers pour le dernier semestre de l'an 6, 1° le montant de ce qui est dû par eux pour les patentes de l'an 7, moins le décime par franc affecté aux dépenses locales de chaque commune par l'article 41 de la loi du 1^{er} brumaire ; — 2° Le montant des trois décimes par franc exigibles pour les mois de vendémiaire, brumaire et frimaire, sur les contributions directes de l'an 6, et payables à titre d'à-compte sur celles de l'an 7, conformément à la loi du 28 vendémiaire dernier.

3. Les trois décimes par franc à retenir en exécution de l'article précédent, d'après le montant des quittances ou des contributions directes de l'an 6, seront retenus comme représentant le principal revenant au trésor public ; les créanciers seront tenus de payer nonobstant cette déduction, et sauf précomptement sur leurs contributions, même sur l'à-compte du mois de nivose, un quatrième décime par franc en numéraire aux percepteurs de leur commune, pour les dépenses départementales et locales. Ce décime sera payé lors de la remise de la rescription de la trésorerie, mentionnée dans l'article suivant, ou du bon du receveur qui l'aura gardée.

4. Les commissaires de la trésorerie feront remettre à chaque créancier, en représentation de la somme retenue pour les patentes et les contributions, deux rescriptions, l'une pour les patentes, et l'autre pour les contributions directes, ou une seule, si le créancier n'est point assujéti aux droits de patente : les rescriptions seront adressées aux receveurs des départemens, qui les recevront pour comptant.

5. Les créanciers qui voudront laisser sur leurs contributions de l'an 7 une somme plus forte que celle résultant de leur retenue, obtiendront une rescription équivalente.

6. L'excédant qui reviendra aux créanciers sera acquitté avec des bons au porteur ou délégations applicables tant aux contributions directes qu'aux patentes de l'an 7 seulement, quel qu'en soit le porteur ; ils seront en la forme réglée par l'article suivant.

7. Les commissaires de la trésorerie nationale feront imprimer sur des feuilles à talon, des bons au porteur en deux séries, l'une de vingt et l'autre de vingt-cinq francs. — Il leur sera donné un numéro d'ordre pour chaque série : ils seront signés par un des caissiers de la trésorerie nationale, et par un des contrôleurs par eux désigné suivant les besoins. — Il sera réservé, au dessus de la signature du caissier, un blanc dans lequel on inscrira le nom du créancier auquel le bon sera délivré ; il sera réservé un autre blanc correspondant, pour que le percepteur auquel le bon sera remis

(1) Voyez, sur le mode de paiement de la dette publique perpétuelle et viagère, les lois citées dans les §§ 4 et 5 des notes qui accompagnent le décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, concernant la constitution de la dette publique.

en paiement, désigne le contribuable qui l'aura remis, et signe avec ce même contribuable, s'il y consent.

8. Lorsque les bons au porteur mentionnés en l'article précédent seront remis en paiement des contributions, les receveurs ou percepteurs en feront mention dans leurs quittances et sur leurs rôles : ils les désigneront par leur numéro ; ils feront connaître de plus le contribuable qui les aura fournis, et ils le certifieront par leurs signatures dans le blanc laissé à cet effet ; ils les annuleront par deux barres croisées.

9. Les bons au porteur remis en paiement de contributions seront versés tous les dix jours, par les percepteurs, dans les caisses des receveurs ou de leurs préposés, et envoyés dans un égal délai par ceux-ci à la trésorerie nationale.

10. Les contribuables qui acquitteront leurs contributions avec les bons au porteur de vingt et vingt-cinq francs, seront tenus, indépendamment du paiement à faire en numéraire des sous additionnels applicables aux dépenses administratives, de faire de la même manière l'appoint. Ils ne pourront pas exiger que les percepteurs leur rendent du numéraire sur les billets par eux remis en excédant de leur cote.

11. Si la somme revenant en bons au porteur aux créanciers de la république en excédant de leurs contributions, ne peut être faite par appoint en bons de vingt et vingt-cinq francs, les commissaires de la trésorerie pourront réduire jusqu'à la somme la plus rapprochée celle à retenir pour les contributions, et dont l'équivalent doit être fourni en réscriptions.

12. Les créanciers dont la contribution ne pourrait point faciliter le règlement de l'appoint mentionné dans l'article précédent, pourront se réunir avec un autre créancier pour faire additionner ce qui leur revient, de manière à trouver l'appoint, à moins qu'ils ne préfèrent rendre en numéraire à la trésorerie nationale l'excédant des bons.

13. Le premier semestre de l'an 7 ne sera payé à son échéance que sur la présentation de l'extrait du rôle des contributions directes de la même année, de la quittance ou de l'avertissement, et sur la retenue de tout ce qui restera dû, sauf le règlement de l'appoint en la forme déterminée par l'article 10.

14. Les étrangers qui ne sont pas obligés de rapporter des certificats de résidence, ne seront pas tenus non plus de rapporter ni extrait de rôle ni quittance de contributions.

N° 5. = 5 frimaire an 7 (25 novembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, sur la perception des droits d'enregistrement établis par la loi du 9 vendémiaire an 6, et l'exécution de celle du 11 brumaire an 7, concernant le régime hypothécaire* (1). (II, Bull. CCXLV, n° 2209.)

Le directoire exécutif, sur le rapport du ministre des finances ; — Vu l'article 62 de la loi du 9 vendémiaire an 6, titre IV, portant : « Il sera établi
« au profit du trésor public, et perçu par les receveurs de l'enregistrement,
« 1° un droit proportionnel calculé à raison d'un pour deux mille du mon-
« tant des créances hypothécaires antérieures à l'entière mise en activité du
« régime hypothécaire, et dont l'inscription sera requise pour en obtenir

(1) Voyez, sur l'enregistrement, la loi générale du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798), et les notes étendues qui l'accompagnent.

Voyez aussi la loi du 11 brumaire an 7 (1^{er} novembre 1798), sur le régime hypothécaire, et les notes.

« la conservation, et à raison d'un pour mille du montant de celles postérieures ; 2° un autre droit proportionnel d'un et demi pour cent sur le prix intégral des mutations que les nouveaux possesseurs voudront purger d'hypothèque ; » — La loi du 26 fructidor an 6 portant que « les droits . . . d'hypothèque . . . demeurent provisoirement maintenus pour l'an 7, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, sur le taux auquel ils ont été fixés par les lois existantes ; » — L'article 55 de la loi du 11 brumaire dernier, portant : « Il sera incessamment statué sur l'organisation du bureau général et des bureaux particuliers des hypothèques ; et jusqu'à cette époque, *le service sera provisoirement continué*, d'après la disposition de la présente, par ceux actuellement établis en exécution de la loi du 9 messidor an 3, et conformément à ce qu'elle prescrit à cet égard ; » — L'article 56 de ladite loi du 11 brumaire, conçu en ces termes : « Les deux lois du 9 messidor an 3, sur le régime hypothécaire et sur les déclarations foncières, ensemble toutes les lois, coutumes et usages contraires sur les constitutions d'hypothèque, et sur les moyens de consommer et de consolider les aliénations d'immeubles et d'en purger les hypothèques, demeurent abrogées ; » — Considérant que l'abrogation portée par ce dernier article fait cesser la perception des droits que les lois abrogées avaient établis ; — Qu'il est important de concilier promptement l'exécution des dispositions de ladite loi du 11 brumaire, avec l'exercice des fonctions attribuées provisoirement par cette loi aux conservateurs actuellement établis, et avec la perception des nouveaux droits ordonnés par l'article 62 de la loi du 9 vendémiaire an 6, titre IV, — Arrête :

Art. 1^{er}. La perception des droits établis par l'article 62, titre IV de la loi du 9 vendémiaire an 6, se fera par les receveurs de la régie de l'enregistrement, dans toute l'étendue de la république, à compter du jour de la promulgation de la loi du 11 brumaire dernier.

2. La formalité de l'inscription des créances hypothécaires, ordonnée par l'article 18 de la loi du 11 brumaire, ne pourra être remplie par le conservateur que sur la représentation de la quittance du receveur de l'enregistrement, du droit qu'il aura perçu ; et cette quittance sera mentionnée dans l'acte d'inscription du conservateur.

3. La transcription des actes translatifs de propriété, prescrite par l'article 26 de la même loi, ne pourra également être faite que sur la représentation de la quittance du receveur de l'enregistrement, du droit d'un et demi pour cent sur le prix intégral de la mutation.

4. Les conservateurs qui n'auront pas exigé la représentation des quittances du droit d'enregistrement, demeureront responsables des droits, et seront tenus d'en compter personnellement dans les vingt-quatre heures, sauf leur recours.

N° 6. = 5 frimaire an 7 (25 novembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui désigne les lieux par lesquels les ouvrages d'or et d'argent destinés pour l'étranger sortiront de la république.* (II, Bull. CCXLV, n° 2211.)

N° 7. = 6 frimaire an 7 (26 novembre 1798). = *LOI relative au régime, à la police et à l'administration des bacs et bateaux sur les fleuves, rivières et canaux navigables* (1). (II, Bull. CCXLVI, n° 2218 ; B., LXXIV, 294.)

Le conseil . . . , considérant que la sûreté personnelle des citoyens, que

(1) Voyez la loi du 14 floréal an 10 (4 mai 1802), sur les finances, art. 9 et suiv., concernant

le maintien du bon ordre et de la police, que l'intérêt même du trésor public, exigent que l'administration et la fixation des droits à percevoir sur les bacs, bateaux, passe-cheval, établis ou à établir aux traverses des fleuves, rivières et canaux navigables, soient promptement réglées, afin de détruire l'arbitraire et les vexations auxquelles le défaut de surveillance active et permanente donne lieu....., approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante :

§ 1^{er}. — Des bacs existans.

Art. 1^{er}. Les dispositions des lois du 25 août 1792, sur les bacs et bateaux établis pour la traverse des fleuves, rivières ou canaux navigables, et du 25 thermidor an 3, sur les droits à percevoir auxdits passages, ainsi que toutes autres lois, tous usages, concordats, engagemens, droits communs, franchises, qui pourraient y être relatifs ou en dépendre, sont abrogés.

2. Aussitôt la publication de la présente loi, les propriétaires, détenteurs, conducteurs de bacs, bateaux, passe-cheval, et autres passeurs sur les fleuves, rivières et canaux navigables, seront tenus de faire connaître leurs titres à l'administration de leur canton, qui recevra leur déclaration en présence du préposé de la régie de l'enregistrement : ils justifieront à quel titre ils jouissent desdits bacs, bateaux et agrès, ainsi que des logemens, magasins, bureaux, et autres objets y relatifs ; s'ils en ont acquitté la valeur, soit au trésor public, soit à des particuliers : et, dans ce dernier cas, ceux qui auront reçu justifieront de leurs pouvoirs et du compte qu'ils auront rendu. A défaut de preuves écrites, il y sera suppléé par une enquête (1).

3. Dans le cas où lesdits propriétaires, détenteurs et conducteurs ne feraient pas lesdites déclarations et justifications dans le mois qui suivra la publication de la loi, et ledit mois passé, ils seront considérés comme rétentionnaires d'objets appartenant à la république, et dépossédés sans indemnité.

4. Aussitôt que les administrations se seront assurées du nombre des passages existans et du lieu de leur établissement, elles feront constater l'état des bacs, bateaux, agrès, logemens, bureaux, magasins et autres objets relatifs à leur service.

5. Il sera procédé de suite à leur estimation, par deux experts, dont l'un sera choisi par le détenteur ou propriétaire, l'autre par le préposé de la

la perception des droits sur les bacs ; l'arrêté du 11 fructidor an 11 (29 août 1803), qui contient le tarif des droits à percevoir sur les bacs établis dans le département de la Seine ; celui du 8 floréal an 12 (28 avril 1804), concernant les baux des bacs et passages d'eau ; l'ordonnance du 21—26 décembre 1814 ; la loi du 28 avril—4 mai 1816, art. 231, et toutes les lois de finances postérieures, qui maintiennent les droits perçus sur les bacs.

(1) Les passages publics sur les rivières, même non navigables, ne peuvent appartenir à des particuliers. Arr. du cons., 29 septembre 1810. Sir., Jur. du cons., 1, 410. — Jugé, au contraire, que la loi du 6 frimaire an 7 ne considère pas comme un bac ou passage public réservé au domaine, le fait d'établissement d'un bateau et le passage d'une rive à l'autre, même moyennant une rétribution, dans les circonstances qui suivent : lorsque la rivière n'est ni navigable ni flottable ; lorsqu'aucun chemin n'aboutit sur ce point ; que l'une des rives dépend du propriétaire du bateau et que l'autre lui est asservie ; que le bateau n'a été établi que pour le service habituel du propriétaire ; et qu'enfin la rétribution est libre et non exigée. Arr. du cons., 15 novembre 1826, Sir., XXVII, 2, 271. — Un particulier ne peut prétendre à la propriété d'un bac établi sur une rivière navigable, s'il n'est pas propriétaire des deux rives, si le passage d'eau est la continuation d'un chemin public, et si, d'ailleurs, ce bac est du nombre de ceux qui ont été supprimés par l'art. 9 de la loi du 28 août 1792. Arr. du cons., 28 décembre 1825, Sir., XXVI, 2, 349.

régie, et, en cas de partage, par un tiers qui sera nommé par l'administration du département.

6. Cette estimation fixera la valeur des objets dont le remboursement sera dû au détenteur ou propriétaire; elle sera acquittée dans le mois de l'adjudication définitive.

7. Immédiatement après la clôture du procès-verbal d'estimation, les préposés de la régie prendront possession, au nom de la nation, des objets y désignés.

8. Ne sont point compris dans les dispositions des articles précédens, les bacs et bateaux non employés à un passage commun, mais établis pour le seul usage d'un particulier, ou pour l'exploitation d'une propriété circonscrite par les eaux (1).—Ils ne pourront toutefois être maintenus, il ne pourra même en être établi de nouveaux, qu'après avoir fait vérifier leur destination, et fait constater qu'ils ne peuvent nuire à la navigation; et, à cet effet, les propriétaires ou détenteurs desdits bacs et bateaux établis ou à établir, s'adresseront aux administrations centrales, qui, sur l'avis de l'administration municipale, pourront en autoriser provisoirement la conservation ou l'établissement, qui toutefois devra être confirmé par le directoire exécutif, sur la demande qui lui en sera faite par l'administration centrale.

9. Ne sont point non plus compris dans les précédens articles, les barques, batelets et bachots servant à l'usage de la pêche, et de la marine marchande montante et descendante; mais les propriétaires et conducteurs desdites barques, batelets et bachots, ne pourront point établir de passage à heure ni lieu fixes.

§ II. — De la régie provisoire.

10. Les bacs, bateaux, agrès, logemens, bureaux, magasins, et autres objets, dont les préposés de la régie auront pris possession au nom de la nation, seront provisoirement, et jusqu'aux nouvelles adjudications, confiés, sous bonne et solvable caution, et à titre de séquestre, à des abonnés qui seront acceptés par les administrations municipales. — Ils pourront toutefois être laissés au même titre, et sous les mêmes conditions, aux détenteurs actuels.

11. Le prix de l'abonnement sera fixé par les administrations centrales, sur l'avis des administrations municipales, et acquitté au bureau du receveur de l'enregistrement dans l'arrondissement duquel le passage est situé.

12. L'abonné sera chargé, autant qu'il sera possible, des entretiens usufruitiers, et des réparations locatives, ainsi que du balayage des ports et cales dans les crues d'eau ou marées périodiques. — Dans le cas où il ne serait pas possible d'en charger l'abonné, ces frais d'entretien, de réparations et de balayage, seront prélevés sur le prix de l'abonnement, jusqu'aux adjudications définitives.

13. Immédiatement après l'arrivée de la loi en chaque chef-lieu de département, et avant la fixation de l'abonnement, l'administration centrale se fera représenter les tarifs perçus avant la loi du 15—28 mars 1790, et ceux en usage au moment de la présente loi : celui des deux dont les taxes seront les moins fortes, sera le seul maintenu jusqu'à la publication du tarif à fixer par le corps législatif; à cet effet, il sera affiché de l'un et de l'autre côté de la rivière, sur un poteau placé en lieu apparent.

14. Dans le cas d'infidélité, de perception arbitraire, de vexation ou d'in-

(1) Cette disposition s'applique aux fermiers comme aux propriétaires. Cass., 26 décembre 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 343; *Bull. civ.*, XXVIII, 375.

sulte, quel que soit le séquestre, il pourra être destitué et remplacé par les administrations, sans préjudice des autres peines qu'il aurait encourues en raison du délit pour lequel il aurait été destitué.

15. Si les détenteurs actuels sont séquestres, les augmentations qui pourraient avoir lieu pendant leur abonnement, et dont ils auront fait les avances, accroîtront d'autant la somme qui leur sera due par suite de l'estimation ordonnée par l'article 6 ; de même elle décroîtra en raison des dégradations qui seraient survenues pendant ledit temps.

16. Si les détenteurs actuels ne sont pas séquestres, le prix total de l'estimation ordonnée par l'article 6 leur sera également remboursé par le nouvel adjudicataire, dans le mois de l'adjudication : sauf à faire tenir compte par le séquestre intermédiaire, à ce nouvel adjudicataire, des dégradations ; et au séquestre, par l'adjudicataire, des augmentations qui pourraient avoir eu lieu pendant le temps de l'abonnement.

17. Pour l'exécution des deux articles précédens, il sera fait un recatement des objets mentionnés au procès-verbal : s'il y a des différences, il sera procédé à une nouvelle estimation par experts, dont l'un sera choisi par le préposé de la régie ; les autres par chacune des parties intéressées, et, en cas de partage, par un tiers choisi par l'administration centrale du département.

§ III. — Opérations préliminaires à la mise en ferme.

18. Sans préjudice des opérations précédemment et simultanément prescrites, les administrations centrales, sur l'avis des administrations municipales, formeront le tableau des tarifs qu'elles croiront pouvoir être perçus sur les bacs, bateaux, passe-cheval, établis pour la traverse des fleuves, rivières et canaux navigables de leurs arrondissemens.

19. Ils joindront à ces projets les tarifs antérieurs à 1790 ; ceux faits, si aucuns l'ont été, en exécution de la loi du 25 août 1792 ; ceux enfin qui se trouveraient en usage au moment de la publication de la loi.

20. Ils joindront encore à ces projets les motifs qui les auront déterminés : en conséquence, — 1° Ils indiqueront la largeur des fleuves et rivières, leur niveau lors des hautes, moyennes et basses eaux ; — 2° Ils proposeront, s'il est nécessaire, un supplément de taxe proportionnel aux travaux lors des débordemens ; à l'effet de quoi ils désigneront le niveau où le supplément pourrait être exigible ; — 3° Ils comprendront dans la somme à percevoir les frais d'entrée et de sortie des voitures et marchandises.

21. Ils ajouteront aussi à ces renseignemens un aperçu divisé par natures de dépenses relatives aux bacs, bateaux, agrès, bureaux, magasins, etc., — 1° De premier établissement, — 2° D'entretien, — 3° De dépenses imprévues.

22. Il sera aussi fait un aperçu séparé, et divisé dans le même ordre que le précédent, des dépenses relatives aux ports, abordages, chemins pour y arriver, quais, francs-bords et halages, ainsi que de celles qui seront nécessitées par le curage et le balisage des rivières, balayage des cales, l'extraction des roches, et les avaries occasionées par les inondations, glaces et gros temps.

23. Dans le cas où les terrains et bâtimens servant à l'exploitation des passages et au logement des passeurs, auraient été aliénés en vertu et conformément aux lois sur la vente des domaines nationaux, il sera pourvu à leur remplacement, soit par des marchés faits de gré à gré, soit par des constructions nouvelles ; et si ces deux moyens ne peuvent être employés, il y sera pourvu conformément à l'article 358 de la constitution, après que la néces-

sité en aura été constatée : le remboursement s'en opérera comme celui des objets compris en l'article 6. A cet effet, les administrations centrales auront soin de joindre les devis, marchés, procès-verbaux relatifs à cette circonstance particulière.

24. Tous les projets, états et aperçus prescrits par les articles précédens, seront en conséquence, dans le plus bref délai, adressés au directoire exécutif, qui les transmettra au corps législatif.

§ IV. — Des adjudications et fermes.

25. Aussitôt que les tarifs déterminés par le corps législatif seront parvenus aux administrations centrales, il sera procédé, suivant les formes prescrites pour la location des domaines nationaux, à l'adjudication des droits de passage, bacs, bateaux, passe-cheval, établis sur les fleuves, rivières et canaux navigables, pour trois, six ou neuf années.

26. Le procès-verbal d'adjudication contiendra les clauses, charges et conditions qui, conformément à la présente loi, auront par le directoire été jugées les plus convenables à l'intérêt public, les plus utiles à la nation et aux localités; il fixera également le nombre des mariniers nécessaires à chaque bateau, celui des bateaux utiles au service de chaque passage, leur forme, leur dimension, leur construction, ainsi que la quantité et la nature des agrès dont ils devront être pourvus (1).

27. Les dispositions des articles précédens n'auront cependant lieu, pour les baux existans et faits par les administrations dans les formes prescrites pour la location des domaines nationaux, que dans le cas où les fermiers actuellement en jouissance refuseraient de se soumettre, pour le temps qui restera à expirer de leur bail, aux nouveaux tarifs et aux conditions exprimées dans la loi, sans diminution de prix; mais s'ils souscrivent auxdites conditions, ils seront maintenus : dans le cas contraire, les baux demeurent résiliés, sauf l'indemnité qui pourra être due à dire d'experts.

28. Les remboursemens et indemnités résultant des dispositions des articles 6, 15, 16, 17, 23 et 27, seront acquittés par l'adjudicataire dans le mois de son adjudication, soit entre les mains des détenteurs qui auraient justifié de leurs droits, soit au trésor public dans le cas de non justification.

29. Au moyen de cet acquit, les nouveaux adjudicataires seront propriétaires desdits objets, tenus de les entretenir et transmettre en bon état, à l'expiration de leur bail, au nouveau fermier, qui leur en paiera le prix suivant l'estimation qui en sera faite lors de ladite expiration.

30. Aussitôt l'entrée en jouissance des adjudicataires, les tarifs provisoires établis conformément à l'article 13 cesseront, et le fermier sera tenu de faire placer les nouveaux sur un poteau, en lieu apparent, de l'un et de l'autre côté

(1) Il n'est pas dû d'indemnité au fermier d'un droit de péage, qui prétend que la construction d'un pont à côté de son bac a fait baisser ses recettes, à moins que le gouvernement ne se soit interdit, par l'acte de concession, le droit de faire construire le pont. Arr. du cons., 22 janvier 1813, *SIR.*, Jur. du cons., II, 244. — Le fermier d'un bac auquel, depuis son entrée en jouissance, il est survenu des dommages, par suite d'actes administratifs qu'il n'avait ni connus ni dû prévoir, a droit à une diminution dans le prix de son bail; si, par exemple, il y a eu changement de la ligne des postes et diminution dans les produits du bac. Arr. du cons., 17 juillet 1816, *SIR.*, Jur. du cons., III, 346.

C'est aux tribunaux qu'il appartient d'interpréter le bail à ferme d'un bac, encore bien que ce bail ait été passé par l'autorité administrative. Arr. du cons., 25 février 1818, *SIR.*, Jur. du cons., IV, 264. — Si le procès-verbal d'adjudication porte que les contestations sur la quotité du droit seront portées devant le maire, la clause n'est obligatoire que pour le fermier, et ne peut être opposée aux tiers qui restent dans le droit commun. Même arrêt.

de la rivière, fleuve ou canal, sur lequel sera aussi tracé le niveau d'eau au-delà duquel le supplément de taxe sera exigible.

§ V. — De la police.

31. Les opérations relatives à l'administration, la police et la perception des droits de passage sur les fleuves, rivières et canaux navigables, appartiendront aux administrations centrales de département dans l'étendue desquelles se trouvera situé le passage, sans préjudice de la surveillance de l'administration municipale de chaque lieu : la poursuite des délits criminels et de police continuera, conformément au Code des délits et des peines, à être de la compétence des tribunaux (1).

32. Lorsque les passages seront communs à deux départemens limitrophes, l'administration et la police desdits passages appartiendront à l'administration centrale dans l'arrondissement de laquelle se trouvera située la commune la plus prochaine du passage ; en cas d'égalité de distance, la population la plus forte déterminera : en conséquence, la gare, le logement et le domicile de droit du passager seront toujours établis de ce côté.

33. L'attribution donnée par l'article précédent aux administrations centrales dans l'arrondissement desquelles se trouve située la commune la plus prochaine du passage, déterminera également celle des tribunaux civils, criminels, de police et de justice de paix, chacun suivant leur compétence (2).

34. Dans le cours de vendémiaire et de germinal de chaque année, sans préjudice des autres visites qui pourraient être jugées nécessaires, les administrations centrales prescriront aux ingénieurs des ponts-et-chaussées de faire, en présence des administrations municipales ou d'un commissaire nommé par elles, la visite des bacs, bateaux et autres objets dépendant de leur service, afin de juger s'ils sont régulièrement entretenus.

35. S'il se trouve des réparations ou des reconstructions à faire auxquelles les adjudicataires soient assujétis, ils y seront contraints par les administrations centrales, ainsi et par les mêmes voies que pour les autres entreprises nationales. — Dans le cas contraire, il y sera pourvu, et le paiement s'en fera ainsi qu'il sera ci-après expliqué.

36. Les ingénieurs constateront également la situation des travaux construits dans le lit des rivières, sur les cales, ports, abordages et chemins nécessaires pour y arriver. Ils observeront les changemens qui pourraient être survenus dans leur cours, soit à raison des débordemens, éboulis, glaces, ensablement, soit à raison de toute autre cause. — Ils indiqueront ensuite les

(1) C'est à l'administration et non aux tribunaux qu'il appartient de statuer sur la question de savoir si un particulier a eu le droit d'établir des bateaux de passage, au préjudice d'un bac affermé par l'état. Arr. du cons., 13 novembre 1807, Str., XVI, 1, 300. — *Idem*, de la question de savoir dans quelles limites est renfermée la perception d'un droit de péage autorisé par un ancien arrêt du conseil. Arr. du cons., 18 mars 1816, Str., Jur. du cons., III, 258.

(2) Les fermiers des bacs doivent être considérés comme des commis ou préposés du gouvernement et non comme des entrepreneurs de transports justiciables du tribunal de commerce. Nîmes, 13 août 1812, Str., XIV, 2, 103. — C'est aux tribunaux ordinaires qu'il appartient de connaître des contestations survenues entre l'ancien propriétaire d'un bac, pour ses agrès, et le fermier ou abonnataire de ce bac, lorsqu'il y a eu convention sur le fond du droit et que le propriétaire en réclame l'exécution. Arr. du cons., 18 juillet 1819, Str., XX, 2, 151. — La contestation entre un particulier qui réclame, aux termes de jugemens et d'arrêts, une maison occupée par le fermier d'un bac en vertu de son bail, et l'administration des domaines, qui soutient que cette maison fait partie du domaine public, présente une question de propriété dont la connaissance est dévolue aux tribunaux ordinaires. Arr. du cons., 1^{er} novembre 1820, Str., Jur. du cons., V, 484.

travaux à faire ; et si , pour leur confection , il était utile de changer le cours de l'eau , le concours de l'agence des eaux et forêts sera nécessaire , et son avis annexé au procès-verbal.

37. Si aucun des événemens prévus par l'article précédent , ou tous autres, survenaient dans l'intervalle d'une visite à l'autre , et qu'il fût indispensable d'y pourvoir sans délai , l'administration municipale , sur l'avis que lui en donnera l'adjudicataire , fera faire provisoirement tout ce qui sera utile au service.

38. L'administration municipale en informera de suite l'administration centrale , qui ordonnera une visite extraordinaire , à laquelle il sera procédé ainsi qu'il est dit article 36.

39. Si , par l'effet des événemens prévus par les articles 36, 37, outre les changemens à faire aux cales , ports , abordages et chemins , il fallait en ouvrir de nouveaux sur des propriétés particulières , la nécessité en sera constatée par procès-verbal dressé en présence des parties intéressées qui pourront y faire insérer leurs dires et réquisitions : l'indemnité sera fixée conformément à l'article 358 de l'acte constitutionnel.

40. Si cependant le changement de chemin , port et abordage , n'était qu'accidentel et momentané à cause du gonflement des rivières , fleuves et canaux , les administrations centrales , sur l'avis des administrations municipales , et à dire d'experts , pourvoiront aux indemnités , qui seront acquittées sur les droits de bac , après l'approbation du directoire exécutif.

41. Le directoire exécutif se fera rendre compte de la situation des passages , et prononcera sur la nécessité d'établir des bacs et bateaux alternant sur les deux rives , lorsque la communication exigera cette mesure.

42. Il désignera aussi les passages dont la communication devra être suspendue depuis le coucher du soleil jusqu'à son lever ; et pendant cette suspension , les bacs , bateaux et agrès devront être fermés avec chaînes et cadenas solides.

43. Aux passages où le service public , les intérêts du commerce , et les usages particuliers résultant de la nature du climat et de la hauteur des marées , exigeront une communication non interrompue , le directoire fera régler par les administrateurs (eu égard aux temps et aux lieux) le service des veilleurs ou quarts qui devront être établis pour ces passages.

44. Le directoire déterminera également les mesures de police et de sûreté relatives à chaque passage : en conséquence , il désignera les lieux et les circonstances dans lesquels le bac ou bateau devra avoir attaché à sa suite un batelet ou canot , et ceux dans lesquels les batelets ou canots devront être disposés à la rive , à l'effet de porter secours à ceux des passagers auxquels un accident imprévu ferait courir quelques risques. — Il prescrira le mode le plus convenable d'amarrer les bacs et bateaux lors de l'embarquement et du débarquement , afin d'éviter les dangers que le recul du bateau pourrait occasioner. — Il fixera aussi le nombre des passagers et la quantité de chargement que chaque bac ou bateau devra contenir en raison de sa grandeur.

45. Les adjudicataires et nautonniers maintiendront le bon ordre dans leurs bacs et bateaux pendant le passage , et seront tenus de désigner aux officiers de police ceux qui s'y comporteraient mal , ou qui , par leur imprudence , compromettraient la sûreté des passagers.

46. Dans les lieux où les passages de nuit sont autorisés , les veilleurs ou quarts exigeront des voyageurs , autres que les domiciliés , la représentation de leurs passeports , qui devront être visés par l'administration municipale

ou l'officier de police des lieux. — Les conducteurs de voitures publiques, courriers des malles et porteurs d'ordres du gouvernement, seront dispensés de cette dernière formalité.

47. Les adjudicataires ne pourront se servir que de gens de rivière ou mariniers reconnus capables de conduire sur les fleuves, rivières et canaux ; à cet effet, les employés devront, avant que d'entrer en exercice, être munis de certificats des commissaires civils de la marine, dans les lieux où ces sortes d'emplois sont établis, ou de l'attestation de quatre anciens mariniers conducteurs, donnée devant l'administration municipale de leur résidence, dans les autres lieux.

§ VI. — De l'acquit des droits de bacs, et des exceptions y relatives.

48. Tous individus voyageurs, conducteurs de voitures, chevaux, bœufs ou autres animaux et marchandises passant dans les bacs, bateaux, passe-cheval, seront tenus d'acquitter les sommes portées aux tarifs.

49. Ne sont point dispensés du paiement desdits droits, les entrepreneurs d'ouvrages et fournitures faits pour le compte de la république, ni ceux des charrois à la suite des troupes.

50. Ne seront point toutefois assujétis au paiement des droits compris auxdits tarifs, les juges, les juges de paix, administrateurs, commissaires du directoire, ingénieurs des ponts-et-chaussées, lorsqu'ils se transporteront pour raison de leurs fonctions respectives ; les cavaliers et officiers de gendarmerie, les militaires en marche, les officiers lors de la durée et dans l'étendue de leur commandement.

§ VII. — Dispositions pénales.

51. Il est enjoint aux adjudicataires, mariniers et autres personnes employées au service des bacs, de se conformer aux dispositions de police administrative et de sûreté contenues dans la présente loi, ou qui pourraient leur être imposées par le directoire et les administrations pour son exécution, à peine d'être responsables, en leur propre et privé nom, des suites de leur négligence, et, en outre, être condamnés pour chaque contravention en une amende de la valeur de trois journées de travail, le tout à la diligence des commissaires du directoire exécutif près les administrations centrales et municipales.

52. Il est expressément défendu aux adjudicataires, mariniers et autres personnes employées au service des bacs et bateaux, d'exiger, dans aucun temps, autres et plus fortes sommes que celles portées aux tarifs, à peine d'être condamnés par le juge de paix du canton, soit sur la réquisition des parties plaignantes, soit sur celle des commissaires du directoire, à la restitution des sommes indûment perçues, et en outre, par forme de simple police, à une amende qui ne pourra être moindre de la valeur d'une journée de travail et d'un jour d'emprisonnement, ni excéder la valeur de trois journées de travail et trois jours d'emprisonnement : le jugement de condamnation sera imprimé et affiché aux frais du contrevenant. — En cas de récidive, la condamnation sera prononcée par le tribunal de police correctionnelle, conformément à l'article 607 du Code des délits et des peines.

53. Si l'exaction est accompagnée d'injures, menaces, violences ou voies de fait, les prévenus seront traduits devant le tribunal de police correctionnelle, et, en cas de conviction, condamnés, outre les réparations civiles et dommages et intérêts, à une amende qui pourra être de cent francs, et un emprisonnement qui ne pourra excéder trois mois.

54. Les adjudicataires seront , dans tous les cas , civilement responsables des restitutions, dommages et intérêts, amendes et condamnations pécuniaires, prononcés contre leurs préposés et mariniers.

55. Il pourront même, dans le cas de récidive légalement prononcée par un jugement, être destitués par les administrations centrales, sur l'avis des administrations municipales; et alors leurs baux demeureront résiliés sans indemnité.

56. Toute personne qui se soustrairait au paiement des sommes portées auxdits tarifs, sera condamnée par le juge de paix du canton, outre la restitution des droits, à une amende qui ne pourra être moindre de la valeur d'une journée de travail, ni excéder trois jours. — En cas de récidive, le juge de paix prononcera, outre l'amende, un emprisonnement qui ne pourra être moindre d'un jour, ni être de plus de trois; et l'affiche du jugement sera aux frais du contrevenant.

57. Si le refus de payer était accompagné d'injures, menaces, violences ou voies de fait, les coupables seront traduits devant le tribunal de police correctionnelle, et condamnés, outre les réparations civiles et dommages et intérêts, en une amende qui pourra être de cent francs, et un emprisonnement qui ne pourra excéder trois mois.

58. Toute personne qui aura aidé ou favorisé la fraude, ou concouru à des contraventions aux lois sur la police des bacs, sera condamnée aux mêmes peines que les auteurs des fraudes ou contraventions.

59. Toute personne qui aurait encouru quelques unes des condamnations prononcées par les articles précédens, sera tenue d'en consigner le montant au greffe du juge de paix du canton, ou de donner caution solvable, laquelle sera reçue par le juge de paix ou l'un de ses assesseurs. — Sinon, seront ses voitures et chevaux mis en fourrière, et les marchandises déposées à ses frais jusqu'au paiement, jusqu'à la consignation, ou jusqu'à la réception de la caution.

60. Toute consignation ou dépôt sera restitué immédiatement après l'exécution du jugement qui aura prononcé sur le délit pour raison duquel les consignations ou dépôts auront été faits.

61. Les délits plus graves et non prévus par la présente, ou qui se compliqueraient avec ceux qui y sont énoncés, continueront d'être jugés suivant les dispositions des lois pénales existantes, auxquelles il n'est point dérogé.

§ VIII. — Comptabilité et destination des produits.

62. Le produit des droits de bacs est spécialement affecté à la confection et à l'entretien des bacs, bateaux, passe-cheval, agrès, bureaux, magasins, ports, cales, abordages, chemins pour y arriver, quais, francs-bords, halages et autres objets et travaux utiles à leur exploitation.

63. Seront aussi acquittés, sur ces produits, les frais d'expertise et de visite, et ceux relatifs à l'administration, régie, surveillance et police des droits de bacs, autres que ceux résultant des opérations, actes ou visites faits par les ingénieurs des ponts-et-chaussées, et autres agens salariés de la république.

64. Ces produits seront encore affectés subsidiairement aux travaux nécessités par le curage et balisage des rivières, extraction de roches, réparations et confection des ponts et ponceaux établis sur les rivières affluentes et qui coupent les abordages, les chemins de navigation, et autres travaux d'arts relatifs au libre cours des fleuves, rivières et canaux navigables.

65. Ces dépenses seront acquittées sur les mandats des administrations,

vérifiées et autorisées par le ministre de l'intérieur, dans l'attribution duquel demeurent fixées la régie et l'administration des droits de bac.

66. Les ordonnances du ministre de l'intérieur sur le produit des droits de bac seront directement délivrées sur les receveurs généraux des départemens, et par eux acquittées sans retard sur les fonds provenant de ladite ferme.

67. Les ordonnances ne pourront toutefois être acquittées par les receveurs généraux, sous peine de responsabilité et de forfaiture, que le paiement n'en ait été préalablement ordonné par les commissaires de la trésorerie nationale, lesquels seront tenus de donner leur *visa* ou ordre de paiement, sans retard, sur toutes les ordonnances ayant pour objet les dépenses énoncées en la présente loi; mais ils le refuseront, sous les mêmes peines, à toutes les ordonnances qui n'auraient pas pour objet lesdites dépenses.

68. Chaque année, dans le courant du mois de brumaire au plus tard, les receveurs généraux remettront respectivement à la trésorerie nationale leur compte, appuyé de pièces justificatives, des recettes et des dépenses relatives à la perception du droit de bac.—Ces comptes seront vérifiés et arrêtés par les commissaires de la trésorerie nationale, en vertu de l'article 320 de la constitution.

69. Ces comptes ainsi arrêtés, et comparés avec les baux, constateront l'excédant du produit, qui sera versé au trésor public.

§ IX. — Dispositions générales.

70. Le directoire exécutif fera passer aux administrations centrales toutes les instructions convenables pour le maintien du bon ordre et de la police à exercer envers les adjudicataires des bacs et bateaux, ainsi que pour tout ce qui sera relatif à l'exécution de la présente loi.

71. Les dispositions de la présente loi ne sont point applicables au département de la Seine, dans lequel la loi du 16 brumaire an 5, sur les bacs, bateaux et batelets, continuera d'être exécutée. — Cependant sont abrogées les dispositions pénales prononcées par ladite loi: celles énoncées en la présente seront appliquées aux contrevenans dans l'étendue du département de la Seine, comme dans toute l'étendue de la république.

N° 8. = 7 frimaire an 7 (27 novembre 1798). = *LOI qui ordonne l'impression de celle du 3 floréal an 4, sur l'organisation de la trésorerie nationale et la surveillance de cette administration.* (II, Bull. CCXLV, n° 2213.)

N° 9. = 9 frimaire an 7 (29 novembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant le port des lettres adressées aux juges de paix, aux accusateurs publics, aux commissaires près les tribunaux et aux directeurs du jury d'accusation.* (II, Bull. CCXLV, n° 2215.)

Art. 1^{er}. Les juges de paix, les accusateurs publics, les commissaires du directoire exécutif auprès des tribunaux criminels et de police correctionnelle, les présidens des mêmes tribunaux et les directeurs du jury d'accusation, sont autorisés à tenir avec le bureau de la poste aux lettres de leur résidence, un compte ouvert, sur lequel ils rapporteront, jour par jour, la mention et le montant des lettres taxées qui leur parviendront: le compte sera arrêté le 30 de chaque mois

2. Les fonctionnaires publics mentionnés dans l'article 1^{er} feront ordon-

nancer par le président du tribunal criminel le montant des ports de lettres relatives au service public : l'ordonnance sera acquittée par le receveur de l'enregistrement et des domaines, de la même manière qu'il paie les frais des exécutoires de justice.

3. Le compte des ports de lettres reçues par les fonctionnaires mentionnés dans l'article 1^{er}, sera par eux acquitté, au plus tard, le 15 de chaque mois, pour le mois précédent, entre les mains du directeur du bureau de la poste aux lettres avec lequel le compte sera tenu. Ils ne pourront porter en dépense que celles concernant le service public : ils paieront le port de celles qui leur seront particulières.

N^o 10. = 9 frimaire an 7 (29 novembre 1798). = *Loi qui fixe le délai dans lequel devront être produits les titres de créances pour la liquidation de la dette publique* (1). (II, Bull. CCXLV, n^o 2216 ; B., LXXIV, 311.)

Art. 1^{er}. Les créanciers de la république qui doivent être liquidés en exécution des lois des 9 vendémiaire et 24 frimaire an 6, ainsi qu'en vertu de la loi du 5 prairial dernier, relatives à la liquidation de la dette des neuf départemens réunis, seront tenus de produire leurs titres aux fonctionnaires publics chargés de les vérifier, d'ici au 1^{er} germinal prochain exclusivement, à peine de déchéance.

2. Les créanciers liquidés seront tenus de retirer leurs certificats, et de les échanger contre les bons de remboursement émis par la trésorerie nationale, dans les six mois de la date de l'avis qui leur en sera donné, à peine de déchéance.

N^o 11. = 9 frimaire an 7 (29 novembre 1798). = *Loi relative au partage des biens indivis avec la république* (2). (II, Bull. CCXLV, n^o 2217 ; B., LXXIV, 312.)

Art. 1^{er}. L'article 14 de la loi du 13 ventose an 3, qui accorde aux copropriétaires avec la république la jouissance provisoire des biens indivis, est rapporté.

2. Aussitôt la réception de la présente, le séquestre sera apposé sur tous les biens indivis avec la république comme représentant les émigrés : la régie des domaines se mettra sur-le-champ en possession desdits biens, pour les régir et administrer comme les autres biens nationaux, et fera rendre compte aux copropriétaires ou à leurs fondés de pouvoirs, de la gestion qu'ils ont exercée, par état de recette et de dépense.

3. Les comptes seront présentés aux administrations municipales, qui pourront les débattre et contredire, et qui prendront toutes les informations nécessaires pour en fixer le véritable reliquat : le tout sera adressé aux administrations centrales, qui arrêteront l'apurement définitif.

4. Ces administrations pourront faire procéder par experts à l'estimation des biens qui auraient été mis en ferme ou location par les jouissans provisoires : l'un des experts sera nommé par la régie, et l'autre par le locataire ou fermier, et, à son défaut, par l'administration centrale, si, dans les dix jours, à compter de celui où leur sera notifié l'arrêté qui ordonnera l'ex-

(1) Voyez, dans le § 1^{er} des notes qui accompagnent le titre du décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, le résumé des lois sur cet objet ; il y a eu plusieurs prorogations successives du délai.

(2) Voyez, sur le même objet, la loi du 30 thermidor an 4 (17 août 1796), et les notes.

pertise, ils n'ont pas nommé leur expert. — Les administrations pourront porter le prix des baux à la valeur que leur donnera le rapport d'estimation; sans que néanmoins elle puisse être inférieure à celle stipulée par les jouissans provisoires.

5. Il sera procédé de la même manière, par expert, à la visite et état des biens, et à la fixation de la valeur des dégradations qui auraient pu être commises par les jouissans provisoires ou leurs fondés de pouvoirs.

6. Les administrations fixeront le reliquat que doivent verser dans les caisses nationales les jouissans provisoires, pour la portion revenant à la république dans les fruits par eux perçus; elles fixeront également la somme qu'ils peuvent devoir pour les dégradations commises.

7. Si lesdits copropriétaires ne présentaient pas leurs comptes dans le délai d'un mois, les administrations, d'après leurs connaissances locales, en fixeront le reliquat présumé.

8. Les copropriétaires qui refuseraient de payer les sommes dont ils seraient redevables à la république d'après les fixations faites par les administrations en exécution des deux articles précédens, seront poursuivis à la requête du commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale, pour y être contraints par-devant les tribunaux compétens, qui seront tenus de prononcer dans le mois, à compter du jour de la demande, pour tout délai.

9. Il sera procédé de la même manière à la reddition des comptes des jouissans provisoires des biens indivis vendus en exécution de la loi du 28 ventose an 4, pour les fruits perçus par les jouissans jusqu'au jour de la vente, ainsi qu'à la fixation du reliquat de leur compte et des sommes qu'ils doivent, si cette liquidation n'avait pas encore eu lieu à la réception de la présente.

10. Les copropriétaires par indivis avec la république, qui ne se seraient point pourvus en partage dans un mois à compter du jour de la publication de la présente, sont déclarés déchus de leurs droits au partage; les biens seront vendus, et ils n'auront que la faculté de se pourvoir pour obtenir la partie du prix qui doit leur revenir en conformité de la loi du 1^{er} floréal an 3.

11. Ceux des copropriétaires qui ont déposé leurs titres et demandé le partage, mais qui n'ont pas nommé d'expert à l'effet de procéder à l'estimation des biens et à la composition des lots, seront tenus, dans le délai d'une décade de la publication de la présente, de déclarer à l'administration centrale le nom de l'expert dont ils auront fait choix; faute de faire cette déclaration dans ledit délai, l'administration centrale nommera d'office un expert qui opérera conjointement avec celui nommé pour la république.

12. Ceux qui n'ont pas encore demandé le partage, et qui en effectueront la demande dans le délai fixé par l'article 10 de la présente, seront tenus d'indiquer dans leurs pétitions le nom de l'expert dont ils font choix; sinon l'administration centrale en nommera aussi pour eux un d'office.

13. Tout ce qui est prescrit dans la loi du 1^{er} floréal an 3, aux ci-devant administrations de district, sera opéré à la diligence des administrations centrales, qui seront tenues d'effectuer les partages et liquidations dans le plus bref délai.

14. La présente sera, à la diligence des administrations centrales, réimprimée et affichée dans toutes les communes de la république.

N° 12. = 9 frimaire an 7 (29 novembre 1798). = ARRÊTÉ du directoire exécutif sur le paiement des pensions représentatives de la maison nationale des Invalides (1). (II, Bull. CCXLIX, n° 2250.)

Art. 1^{er}. Tous les anciens militaires pensionnés en vertu des lois des 14—25 décembre 1790, 18 septembre—9 octobre 1791, 30 avril—16 mai 1792 et 4 fructidor an 2, savoir, les invalides admis à la pension représentative de l'hôtel, ou retirés dans les départemens avant la loi du 28 mars—17 avril 1791; ceux jouissant de soldes, demi-soldes et récompenses militaires; les anciens gendarmes réformés en 1788; les grenadiers à cheval et les officiers à la suite des places; les veuves et enfans des mortes-paies; les sous-officiers et soldats retirés du service, et les militaires de la garde nationale parisienne soldée, sont tenus de faire parvenir, sans délai, au ministre de la guerre, par l'intermédiaire des administrations centrales, les brevets anciens et nouveaux, lettres ou certificats des ministres de la guerre, reconnaissances de dépôt de pièces, délivrées par les ci-devant districts, et autres titres en vertu desquels ils ont été payés jusqu'à ce jour.

2. Le ministre de la guerre, à mesure de la remise des titres dont il vient d'être parlé, fera expédier à ces pensionnaires de nouveaux brevets timbrés uniformément *pensions d'invalides*, sauf la distinction à y établir, d'après les lois, entre chaque classe de pensionnaires.

3. Avant de délivrer ces nouveaux brevets, le ministre de la guerre les adressera à la trésorerie nationale, pour y être immatriculés, et les accompagnera d'un état indicatif du montant des pensions, et du département et du lieu de la résidence de chacun des pensionnaires.

4. Les formalités énoncées en l'article précédent seront observées à l'égard des invalides qui se retireront à l'avenir de l'hôtel avec la pension représentative; et ils seront tenus de remettre leur déclaration énonciative du lieu où ils entendent fixer leur résidence, pour être transmise à la trésorerie nationale avec leur brevet, en conformité de la loi du 11 fructidor an 3.

5. A l'avenir et à compter du premier semestre de l'an 7, ces pensions seront payées mois par mois et d'avance, en conformité des lois des 30 avril—16 mai 1792 et 27 vendémiaire an 5. Mais les paiemens ne pourront être effectués à partir de cette époque, que sur les états adressés par la trésorerie nationale aux payeurs généraux dans les départemens: jusque-là ils seront acquittés sur les mandats des administrations centrales, comme par le passé.

6. Les arrérages de ces pensions ne pourront toutefois être payés, à compter du premier semestre de l'an 7, qu'au préalable les pensionnaires n'aient justifié à la trésorerie, par certificat du payeur, des sommes qu'ils auront reçues depuis et y compris le second semestre de l'an 4, jusqu'au second semestre de l'an 6 inclusivement; et ils joindront à ce certificat leur déclaration, portant qu'ils n'ont rien reçu au-delà des sommes déclarées par les payeurs.

7. Les pensionnaires ci-dessus désignés qui transféreront leur domicile d'un lieu dans un autre, seront tenus d'en faire parvenir leur déclaration à la trésorerie nationale au moins un mois et demi avant la fin du semestre alors courant, ainsi qu'il est prescrit par la loi du 11 fructidor an 3; et d'a-

(1) Voyez le décret du 30 avril—16 mai 1792, concernant l'organisation de l'hôtel des invalides, et les notes qui résument toute la législation; les lois sur le paiement de la pension représentative de l'hôtel y sont analysées.

près cette déclaration, la trésorerie les fera payer des arrérages de ce semestre et des suivans, à leur nouveau domicile.

8. En conformité de l'arrêté du comité des finances du troisième jour complémentaire an 3, la trésorerie nationale demeure seule chargée du paiement des décomptes des pensions éteintes ou qui s'éteindront par la suite, soit par décès ou autrement.

9. Il n'est rien innové à l'égard des anciennes pensions militaires rétablies, en vertu de la loi du 3—22 août 1790, par le liquidateur général de la dette publique, ni de celles accordées aux défenseurs de la patrie par la loi du 6 juin 1793, et de toutes autres non comprises en l'article 1^{er} du présent arrêté. Ces pensions ne faisant point partie de celles dites des invalides, continueront à être payées d'après l'autorisation spéciale des commissaires de la trésorerie nationale, comme elles l'ont été ou ont dû l'être jusqu'à présent; et ceux qui y ont droit continueront d'être assujétis à faire immatriculer leurs brevets à la trésorerie, et à y fournir leur déclaration conforme à la loi du 11 fructidor an 3, pour être payés dans leur département.

N^o 13. = 11 frimaire an 7 (1^{er} décembre 1798). = *Loi qui détermine le mode administratif des recettes et dépenses départementales, municipales et communales* (1). (II, Bull. CCXLVII, n^o 2219; B., LXXIV, 315.)

TITRE 1^{er}. — *Division en cinq classes de toutes les dépenses de la république.*

Art. 1^{er}. Toutes les dépenses de la république sont divisées en cinq classes : — 1^o Dépenses générales, qui sont supportées par tous les Français ; — 2^o Dépenses communales, quant aux communes faisant partie d'un canton, qui sont supportées par les seuls contribuables de la commune ; — 3^o Dépenses municipales, quant aux cantons composés de plusieurs communes, qui sont supportées par les différentes communes formant l'arrondissement du canton ; — 4^o Dépenses municipales et communales réunies, quant aux communes formant à elles seules un canton, qui sont supportées par les seuls contribuables de chaque commune de cette espèce ; — 5^o Enfin, dépenses départementales, qui sont supportées par tous les contribuables de chaque département.

§ 1^{er}. — *Recettes et dépenses générales.*

2. Les dépenses générales sont celles de la dette publique, de l'indemnité des électeurs, du corps législatif, du directoire exécutif, de ses commissaires près les administrations et les tribunaux, des ministres, de la haute-cour de justice, du tribunal de cassation, de la trésorerie nationale, de la comptabilité nationale, de l'institut national, des écoles spéciales et de service public, de la gendarmerie nationale, des invalides, de l'impression et de l'envoi des lois, de la guerre, de la marine et des colonies, des relations extérieures, de la police générale, des frais de justice, de la confection, entretien et réparation des grandes routes, de la navigation intérieure, et de l'entretien et réparation des ports, des primes et encouragemens à l'agriculture, au commerce et aux arts, de la bibliothèque nationale, du Muséum, du jardin des plantes, des hôtels des monnaies, de la régie des poudres et salpêtres, des manufactures nationales, des sourds-muets, des aveugles travailleurs, des enfans abandonnés ou enfans de la patrie, des constructions, grosses réparations et frais de premier établissement des édifices consacrés à un service pu-

(1) La classification des dépenses générales de l'état a été faite annuellement par les lois de finances qu'on peut consulter.

blic, et des prisons, et des autres dépenses qui intéressent l'universalité des citoyens de la république. — Il sera statué ultérieurement sur la classification des dépenses relatives aux hospices civils.

3. Les recettes générales se composent du produit des propriétés nationales de toute nature, et des diverses espèces de contributions publiques établies par le corps législatif.

§ II. — Recettes et dépenses communales, quant aux communes faisant partie d'un canton.

4. Les dépenses communales, quant aux communes faisant partie d'un canton, sont celles : — 1° De l'entretien du pavé, pour les parties qui ne sont pas grande route ; — 2° De la voirie et des chemins vicinaux dans l'étendue de la commune ; — 3° De l'entretien de l'horloge, des fontaines, halles et autres édifices publics, si la commune en possède ; — 4° Des registres destinés à l'état civil ; — 5° De l'entretien des fossés, aqueducs et ponts à un usage et d'une utilité particuliers à la commune, et qui, de leur nature, ne font pas partie des objets compris dans les dépenses générales des travaux publics ; — 6° Des frais de la garde des bois communaux ; — 7° Des remises à accorder aux percepteurs des contributions foncière et personnelle ; — 8° De la contribution foncière des biens communaux, à l'acquit de laquelle il sera toujours pourvu par un article spécial dans l'état des dépenses ; — 9° Des frais de réverbères, lanternes, de ceux relatifs aux incendies, de ceux de l'enlèvement des boues et autres objets de sûreté, propreté et salubrité ; — 10° Enfin, des faux frais de l'agence municipale, en encre, papier, plumes, etc.

5. Quant à la contribution foncière des bois communaux et aux frais de leur garde, il y sera pourvu par la vente annuelle d'une portion suffisante des bois d'usage. — Cette portion sera distraite de la coupe ordinaire, avant toute distribution entre les habitants : la vente en sera faite aux enchères et par-devant l'administration municipale.

6. Ne pourront être comprises dans les dépenses communales, celles relatives au pâtre et au troupeau commun. — Ces dernières dépenses seront supportées proportionnellement par ceux qui en profiteront, et conformément au règlement que les administrations municipales devront faire sur cet objet.

7. Les recettes communales, quant aux communes faisant partie d'un canton, se composent, — 1° Du produit des biens communaux susceptibles de location ; — 2° De celui des bois communaux qui, ne faisant pas partie de l'affouage distribué en nature, sera susceptible d'être vendu ; — 3° De celui de la location des places dans les halles, les marchés et chantiers, sur les rivières, les ports et les promenades publiques, lorsque les administrations auront reconnu que cette location peut avoir lieu sans gêner la voie publique, la navigation, la circulation et la liberté du commerce ; — 4° Enfin, de la quantité de centimes additionnels aux contributions foncière et personnelle, qu'il sera jugé nécessaire d'établir pour compléter le fonds des dépenses communales ; lesquelles ne pourront, dans aucun cas, excéder le *maximum* qui sera déterminé chaque année après la fixation du principal de l'une et l'autre contribution.

§ III. — Recettes et dépenses municipales, quant aux cantons composés de plusieurs communes.

8. Les dépenses municipales pour les cantons composés de plusieurs communes, sont celles, — 1° Du traitement du juge de paix et de son greffier ; — 2° De celui du secrétaire de l'administration municipale ; — 3° De celui du

commis ou des commis employés par ladite administration, dans les cas où la population ou l'importance du canton en exigerait l'emploi ; — 4° De la contribution foncière et des réparations de la maison commune, ou de la location du lieu des séances de l'administration, si elle ne possède pas de maison commune ; — 5° Des frais de bureau en papier, encre, plumes, chauffage, lumières, impressions et affiches ; — 6° Du port des lettres et paquets par la poste, ou des frais du messenger employé à la communication entre l'administration, les agens municipaux des communes, et le bureau de poste le plus voisin ; — 7° Des frais des fêtes nationales et publiques ; — 8° De ceux concernant la garde nationale sédentaire ; — 9° Du salaire des gardes champêtres, auxquels il sera, autant que possible, désigné des arrondissemens tels, que chacun d'eux puisse suffire au service de plusieurs communes ; — 10° Des écoles primaires, à raison du nombre déterminé ou à déterminer par les lois.

9. Les recettes municipales, pour les cantons composés de plusieurs communes, se composent, — 1° Du dixième du produit des patentes perçues dans l'arrondissement du canton ; — 2° De la moitié des amendes de police recouvrées dans le même arrondissement ; — 3° De la quantité de centimes additionnels aux contributions foncière et personnelle qu'il sera jugé nécessaire d'établir pour compléter le fonds des dépenses municipales ; lesquels ne pourront, dans aucun cas, excéder le *maximum* qui sera déterminé chaque année après la fixation de l'une et l'autre contribution. — Si ce *maximum* ne suffit pas, il sera pourvu au déficit sur le fonds de supplément dont il sera parlé ci-après.

§ IV. — Recettes et dépenses municipales et communales réunies, quant aux communes formant à elles seules un canton.

10. Les dépenses municipales et communales réunies, quant aux communes formant à elles seules un canton, se composent, — 1° Des dépenses énoncées dans l'article 4 ; — 2° De celles énoncées dans l'article 8 ; — 3° Du traitement des commissaires de police, des inspecteurs, appariteurs, agens et serviteurs, si la commune en emploie ; — 4° Des frais d'administration du bureau central, dans les communes où il en existe.

11. Les recettes municipales et communales réunies, quant aux communes formant à elles seules un canton, se composent, — 1° Des produits énoncés dans l'article 7, sous les nombres un, deux et trois ; — 2° De ceux énoncés dans l'article 9, sous les nombres un et deux ; — 3° De celui des maisons, salles de spectacle, et autres bâtimens appartenant à la commune ; — 4° Enfin, de la quantité de centimes additionnels aux contributions foncière et personnelle qu'il sera jugé nécessaire d'établir pour compléter le fonds des dépenses municipales et communales réunies, ainsi qu'il vient d'être dit. — Ces centimes additionnels ne pourront, dans aucun cas, excéder le *maximum* qui sera déterminé chaque année après la fixation du principal de l'une et l'autre contribution. — Si ce *maximum* ne suffisait pas pour couvrir la totalité des dépenses municipales et communales réunies, il y sera pourvu par l'établissement de taxes indirectes et locales, dans la forme et d'après les principes qui seront établis ci-après.

12. Ce qui vient d'être dit des communes formant à elles seules un canton, s'applique à toutes celles qui, ayant cinq mille habitans ou plus de population, ont à elles seules une administration municipale.

§ V. — Recettes et dépenses départementales (1).

13. Les dépenses départementales sont celles, — 1° Des tribunaux civils, criminels, correctionnels et de commerce ; — 2° Des administrations centrales ; — 3° Des écoles centrales et des bibliothèques, muséum, cabinets de physique et d'histoire naturelle, et jardins de botanique en dépendant ; — 4° De l'entretien et réparation des édifices publics servant à ces établissemens, et des prisons ; — 5° Des taxations et remises du receveur et de ses préposés ; — 6° Enfin, des autres dépenses autorisées par les lois et nécessaires à l'administration du département.

14. Chaque administration départementale pourra ajouter à l'état de ses dépenses une somme destinée à pourvoir aux dépenses imprévues. — Cette somme ne pourra excéder le dixième du montant des dépenses ordinaires, telles qu'elles sont désignées en l'article précédent. — L'emploi n'en pourra être fait qu'avec l'autorisation spéciale du ministre de l'intérieur, pour chaque dépense non portée en l'état, ou, en cas d'urgence, qu'en en référant immédiatement au même ministre.

15. Les recettes départementales se composent des centimes additionnels aux contributions foncière et personnelle, qu'il sera jugé nécessaire d'établir pour pourvoir à l'acquit des dépenses départementales. — Ces centimes additionnels ne pourront, dans aucun cas, excéder le *maximum* qui sera déterminé chaque année après la fixation du principal de l'une et l'autre contribution. — Si ce *maximum* ne suffisait pas pour couvrir la totalité des dépenses départementales, il y sera pourvu, d'abord sur le fonds de supplément, et ensuite sur le fonds commun des départemens, dont il va être parlé.

16. Chaque département imposera, en sus des centimes additionnels destinés à couvrir ses dépenses ordinaires, et par deux articles séparés, — D'abord, un nombre déterminé de centimes pour franc de l'une et de l'autre contribution foncière et personnelle, destinés à pourvoir dans chaque département en particulier, sous le nom de *fonds de supplément*, au déficit des recettes municipales et départementales ; — Et ensuite un nombre pareillement déterminé de centimes additionnels destinés, sous le nom de *fonds commun des départemens*, — 1° A accorder un supplément de fonds aux départemens auxquels le *maximum* fixé en vertu de l'article 15 ci-dessus, et le fonds de supplément dont il vient d'être parlé, ne suffiraient pas pour couvrir la totalité de leurs dépenses ; — 2° Au paiement des frais de l'agence des contributions directes ; — 3° A faire face aux cotes irrecevables pour cause d'insolvabilité ou de non jouissance, et aux remises ou modérations accordées pour pertes de revenus ; — 4° Aux secours effectifs à accorder pour cause de grêle, gelée, incendies, inondations, et autres événemens imprévus.

17. Le produit des centimes additionnels formant le fonds de supplément et le fonds commun des départemens, mentionnés dans le précédent article, sera employé dans l'ordre et de la manière qui seront réglés ci-après.

TITRE II. — De la fixation et du mode d'imposition des dépenses départementales, municipales et communales.

18. Dans chaque municipalité composée de plusieurs communes, l'admi-

(1) Les recettes et dépenses départementales ont été fixées par les lois de finances des 13 floréal an 10 (3 mai 1802), art. 8 et 9 ; 2 ventose an 13 (21 février 1805), art. 33 et 34, et par tous les budgets successifs qui ont déterminé la quotité des centimes additionnels, à prélever sur les contributions, et applicables à ces dépenses. Aujourd'hui, ce sont les conseils généraux de département qui, sauf l'approbation du gouvernement, règlent leur budget dans leurs sessions annuelles.

nistration municipale arrêtera et fera parvenir à l'administration centrale, avant le 30 thermidor de chaque année, — 1^o L'état détaillé des dépenses de chacune des communes de son ressort, et celui, par aperçu, de leurs revenus autres que ceux provenant des contributions publiques; — 2^o L'état également détaillé des dépenses municipales, et celui, par aperçu, des recettes municipales autres que celles provenant des centimes additionnels.

19. Dans les communes formant à elles seules un canton, ou considérées comme telles, l'état mentionné en l'article précédent sera fait et arrêté, dans le même délai, par l'administration municipale. — Il comprendra, — 1^o L'état détaillé des dépenses municipales et communales réunies, telles qu'elles sont désignées en l'article 10 ci-dessus; — 2^o L'état par aperçu des recettes municipales et communales réunies, telles qu'elles sont désignées en l'article 11, et autres néanmoins que celles provenant des centimes additionnels.

20. Dans les communes divisées en plusieurs municipalités d'arrondissement, les états dont il vient d'être parlé seront respectivement faits et arrêtés dans le même délai, tant par le bureau central, pour les dépenses qui concernent la commune entière, que par chaque municipalité d'arrondissement, pour celles qui lui sont propres. — Celui du bureau central comprendra la totalité des recettes municipales et communales réunies, autres que celles provenant des centimes additionnels.

21. L'administration départementale adressera, avant le 30 thermidor de chaque année, aux ministres de l'intérieur et de la justice, savoir : — Au ministre de la justice, l'état des dépenses fixes et variables des tribunaux civil, criminel, correctionnel et de commerce; — Et au ministre de l'intérieur, celui des dépenses fixes et variables d'administration, telles qu'elles sont désignées dans l'article 13 ci-dessus.

22. Les états mentionnés en l'article précédent seront respectivement vérifiés et arrêtés par les ministres de l'intérieur et de la justice, et renvoyés par eux aux administrations de département, au plus tard en même temps que la loi portant fixation des contributions foncière et personnelle de l'année.

23. Aussitôt ces états reçus, l'administration centrale y ajoutera le montant des remises et taxations du receveur du département, et répartira le tout au marc le franc des contributions foncière et personnelle de tous les cantons de son ressort, sans que, dans aucun cas, les centimes additionnels destinés à y pourvoir puissent excéder le *maximum* fixé en vertu de l'article 15.

24. Le contingent de chaque canton dans les dépenses départementales, ainsi que le montant des centimes additionnels destinés à former le fonds de supplément et le fonds commun des départemens, établis par l'article 16 seront ajoutés, par autant d'articles séparés, à son contingent dans le principal des contributions foncière et personnelle, et compris dans un seul et même mandement.

25. L'administration centrale vérifiera et arrêtera, dans le même délai, les états des dépenses municipales, communales, et municipales & communales réunies, des cantons et communes de son ressort, et les fera parvenir à chaque administration municipale, en même temps que le mandement dont il vient d'être parlé.

26. Les dépenses municipales seront immédiatement réparties par chaque administration municipale entre toutes les communes du canton, au marc le franc de leurs contributions foncière et personnelle, et sans que, dans aucun cas, les centimes additionnels destinés à y pourvoir puissent excéder le *maximum* fixé en vertu de l'article 9 ci-dessus.

27. Le contingent de chaque commune dans les dépenses municipales du canton, ainsi que le montant des centimes additionnels destinés à former le fonds de supplément et le fonds commun des départemens, établis par l'article 16, seront ajoutés, par autant d'articles séparés, à son contingent dans le principal des contributions foncière et personnelle, et compris dans un seul et même mandement.

28. Immédiatement après l'adjudication de la perception des contributions foncière et personnelle, ou la nomination du receveur dans les cas où la loi l'autorise, l'administration municipale ajoutera à l'état particulier des dépenses communales de chaque commune de son ressort, le montant de ses frais de perception, et déterminera, d'après le tout, la quantité de centimes additionnels à payer, pour cet objet, par chacun des contribuables compris au rôle, sans que, dans aucun cas, ces centimes additionnels puissent excéder le *maximum* fixé en vertu de l'article 7.

29. La somme reconnue nécessaire pour compléter le fonds des dépenses municipales et communales réunies, quant aux communes formant à elles seules un canton ou considérées comme telles, sera répartie uniformément sur tous les contribuables de la commune, et au marc le franc de leur cote principale, soit qu'il ne soit fait qu'un seul et même rôle pour la commune, soit qu'il en soit fait un pour chaque municipalité d'arrondissement, et sans que, dans aucun cas, ces centimes additionnels puissent excéder le *maximum* fixé en vertu de l'article 11.

TITRE III. — *Du mode de paiement des dépenses départementales, municipales et communales.*

§ 1^{er}. — *Du paiement des dépenses communales (1).*

30. Les recettes communales dans les communes faisant partie d'un canton seront faites par le percepteur des contributions foncière et personnelle de la commune, qui retiendra à cet effet, sur chaque cote par lui recouvrée, et à fur et à mesure du recouvrement, les centimes additionnels destinés à pourvoir aux dépenses communales.

31. Ces dépenses seront acquittées par lui sur les mandemens de l'agent municipal; et ce, jusqu'à concurrence de l'état dûment arrêté, et dans la proportion des rentrées successives des centimes additionnels destinés à y pourvoir, et des autres revenus de la commune.

32. Le surplus des recettes faites par lui sera versé, conformément aux règles établies, dans la caisse du receveur général du département, dans celle de son déposé, ou entre les mains du secrétaire de l'administration municipale, dans le cas ci-après désigné.

(1) Voyez, sur le mode de comptabilité des communes, l'arrêté du 4 thermidor an 10 (24 juillet 1802), tit. II; celui du 29 germinal an 12 (19 avril 1804), art. 3 et 4; le décret du 6 frimaire an 13 (27 novembre 1804), art. 2; ceux des 12 août 1806, et 28 mars 1807—27 février 1811; l'avis du conseil d'état du 26 mai 1813; l'ordonnance du 16—28 juin 1814; celle du 8—28 juillet suivant; celle du 28 janvier—25 février 1815, art. 7 et suiv.; celle du 6—13 septembre suivant; l'ordonnance du 26—28 mars 1816; la loi de finances du 28 avril—4 mai suivant, art. 35; celle du 7—28 mars même année; la loi du 25—26 mars 1817, art. 44 et suiv.; celle du 15—16 mai 1818, art. 31 et suiv.; celle du 17—17 juillet 1819, art. 34; l'ordonnance du 8—21 août 1821; celle du 14—17 septembre 1822, art. 23; et surtout l'ordonnance du 23 avril—10 mai 1823, qui règle dans tous ses détails la comptabilité des communes.

Voyez aussi les lois de finances annuelles, qui portent des dispositions sur le mode d'acquittement des dépenses ordinaires et extraordinaires des communes.

§ II. — Du paiement des dépenses municipales.

33. Les recettes municipales dans les cantons composés de plusieurs communes seront faites par le secrétaire de la municipalité, entre les mains duquel les divers percepteurs en verseront successivement, et chaque décade au moins, les produits respectifs, à fur et à mesure de leur rentrée.

34. Les dépenses municipales seront acquittées par lui, sur les mandemens de l'administration municipale, signés par les membres présens; et ce, jusqu'à concurrence de l'état dûment arrêté, et à fur et à mesure des rentrées effectives.

§ III. — Du paiement des dépenses municipales et communales réunies.

35. Dans les communes formant à elles seules un canton, ou considérées comme telles, l'administration municipale, s'il n'y en a qu'une, ou le bureau central, s'il en existe un, établira, pour les recettes municipales et communales réunies, un préposé spécial, entre les mains duquel les divers percepteurs en verseront successivement, et toutes les décades au moins, les produits respectifs, à fur et à mesure de leur rentrée.

36. Ce préposé acquittera, sur les mandemens de l'administration municipale du bureau central, s'il y en a un, et des administrations municipales d'arrondissement dans les quatre grandes communes, les dépenses propres à chacune de ces administrations, à fur et à mesure des recouvrements, et dans la proportion du montant de leurs états respectifs de dépenses.

§ IV. — Du paiement des dépenses départementales.

37. Le produit des centimes additionnels destinés à l'acquit des dépenses départementales restera entre les mains du receveur général du département. — Il en disposera sur les mandemens de l'administration départementale, en conformité et à concurrence de ses états de dépenses dûment arrêtés, et à fur et à mesure de leur rentrée effective.

38. Il ne pourra, en rien, toucher pour cet objet aux autres fonds provenant de sa recette, lesquels seront par lui versés à la trésorerie nationale, aux époques et de la manière réglées par les lois.

§ V. — Des taxations des préposés aux recettes départementales, municipales et communales.

39. Le percepteur de chaque commune jouira, sur le produit des centimes additionnels destinés aux dépenses municipales et communales, d'une remise égale à celle dont il jouira sur ses autres recettes. — Cette remise fera partie des frais de perception à la charge de la commune. — Il ne lui sera alloué aucune remise pour les autres revenus communaux, dont la recette fera partie des conditions et charges de son adjudication.

40. Il ne sera alloué au secrétaire de l'administration municipale aucune remise sur les recettes dont il est chargé par l'article 33; mais son traitement fixe sera augmenté, s'il est jugé nécessaire.

41. Le préposé spécial aux recettes municipales et communales réunies, nommé en vertu de l'article 35, jouira d'un traitement fixe qui sera réglé par l'administration municipale ou par le bureau central, et approuvé par l'administration de département, et fera partie des dépenses de la commune.

42. Le receveur général du département et ses préposés jouiront, sur le

produit des centimes additionnels destinés aux dépenses départementales, d'une remise égale à celle qui leur est attribuée par la loi sur leurs autres recettes.—Le montant de cette remise, ainsi que leur traitement fixe, et le montant de la remise qui leur est attribuée sur le principal des contributions foncière et personnelle, seront acquittés sur le produit des centimes additionnels, et feront partie des dépenses départementales.

TITRE IV. — *De l'emploi du fonds de supplément et du fonds commun des départemens.*

43. Le produit des centimes additionnels formant le fonds de supplément mentionné en l'article 16, restera entre les mains du receveur du département, et sera employé, sur les ordonnances de l'administration départementale,—1° Aux supplémens de fonds à fournir aux cantons composés de plusieurs communes, aux dépenses municipales desquels le *maximum* fixé en vertu de l'article 9 ne suffirait pas ;—2° Mais seulement après l'objet dont il vient d'être parlé, à pourvoir, s'il y a lieu, à l'insuffisance de ses propres recettes départementales.

44. Les ordonnances délivrées par l'administration départementale dans le cas de l'article précédent, seront imputées sur le fonds de supplément, canton par canton ; de telle sorte qu'il ne soit pris sur le fonds de supplément des autres cantons du département, qu'après l'entier épuisement de celui du canton qui réclame.

45. Ce qui restera disponible, à la fin de l'année, sur le fonds de supplément dont il vient d'être parlé, sera, pour l'année suivante, employé en moins imposé sur le même fonds, et au profit des cantons dont le contingent n'aura pas été épuisé.

46. Le produit des centimes additionnels destinés à former le fonds commun des départemens établi par l'article 16, sera employé, savoir :—Pour faire face aux cotes irrecevables pour cause d'insolvabilité ou de non-jouissance, et aux remises et modérations accordées pour pertes de revenu, jusqu'à concurrence du cinquième :—Et les quatre autres cinquièmes, aux autres objets mentionnés audit article, et dans l'ordre qui sera fixé ci-après.

47. Le cinquième destiné par l'article précédent à faire face aux non-valeurs et remises ou modérations, restera entre les mains du receveur du département, à la disposition de l'administration centrale, sur les ordonnances de laquelle le montant en sera employé jusqu'à due concurrence, et conformément aux règles qui seront incessamment établies.

48. Les quatre autres cinquièmes seront versés au trésor public, et employés,—1° Au paiement des dépenses relatives à l'agence des contributions directes, conformément aux lois des 22 brumaire et 21 pluviôse an 6, et jusqu'à concurrence des fonds accordés par lesdites lois ;—2° Pour supplément de fonds à accorder aux départemens dans le cas prévu par l'article 16 ci-dessus ;—3° Et le surplus, pour secours effectifs à accorder à raison de grêle, gelée, incendie, inondations et autres événemens imprévus, jusqu'à concurrence des crédits qui seront ouverts par le corps législatif, et conformément aux règles qui seront établies.

49. Les supplémens de fonds à accorder aux départemens dont les recettes et le fonds particulier de supplément seraient reconnus inférieurs à leurs dépenses propres ou à celles de leurs cantons, seront ordonnancés par le ministre de l'intérieur, après qu'il en aura constaté la nécessité et le taux, à la vue des états particuliers de dépenses.—Il en arrêtera, au

commencement de l'année, le tableau général, et en adressera un double au ministre des finances.

50. Ce qui restera disponible à la fin de l'année sur le fonds commun des départemens dont il vient d'être parlé, sera, pour l'année suivante, et selon les cas, ou employé en moins imposé sur le même fonds, ou ajouté à son produit pour être employé aux mêmes usages.

TITRE V. — De l'établissement des taxes municipales dans les communes formant à elles seules un canton.

51. Lorsque, dans une commune formant à elle seule un canton ou considérée comme telle, l'état des dépenses municipales et communales réunies, ainsi qu'il est dit en l'article 10 ci-dessus, aura été arrêté, et qu'il aura été reconnu que les recettes ordinaires, telles qu'elles sont désignées en l'article 11, sont insuffisantes pour fournir en entier auxdites dépenses, il y sera pourvu par l'établissement de *taxes indirectes et locales*, lesquelles ne pourront avoir lieu qu'après l'autorisation expresse et spéciale du corps législatif.

52. En conséquence, et avant le 30 thermidor de chaque année, l'administration municipale desdites communes dressera le tableau comparatif des dépenses municipales et communales réunies, telles que l'état en aura été arrêté par l'administration de département, et du montant présumé des recettes municipales et communales également réunies, y compris le produit des centimes additionnels, calculés sur le pied de ceux perçus en l'année précédente.—Elle y joindra l'indication des taxes indirectes et locales qu'elle jugera les plus convenables pour suppléer à l'insuffisance des centimes additionnels.

53. Ce tableau comparatif sera fait, dans les communes au dessus de cent mille âmes, par l'administration de département, à laquelle le bureau central et les municipalités d'arrondissement fourniront, à cet effet, leurs états de recettes et dépenses particulières, et autres documens nécessaires.

54. L'indication des taxes indirectes et locales dont il est parlé en l'article précédent comprendra,—1° La désignation des objets sur lesquels ces taxes devront porter;—2° Le tarif de la taxe à établir sur chacun des objets désignés;—3° L'indication des moyens d'exécution pour la perception desdites taxes;—4° L'évaluation du produit présumé des diverses taxes projetées;—5° Enfin, l'évaluation des frais que pourra occasioner leur perception.

55. Ne pourront être assujétis auxdites taxes, ni les grains et farines, ni les fruits, beurre, lait, fromages, légumes et autres menues denrées servant habituellement à la nourriture des hommes.

56. Les administrations municipales et bureaux centraux auront égard, dans leurs projets de taxes municipales, —1° A ce que le tarif et le produit en soient le plus qu'il se pourra, proportionnés au montant des sommes reconnues rigoureusement nécessaires;—2° A ce que le mode de perception entraîne le moins de frais possible et le moins de gêne qu'il se pourra pour la liberté des citoyens, des communications et du commerce;—3° Aux exceptions et franchises qui pourront être jugées nécessaires au commerce de la commune et à raison de sa position.

57. Le projet de taxes municipales mentionné aux articles précédens sera soumis à l'administration départementale qui pourra le modifier; elle l'arrêtera et l'adressera, dans le mois de fructidor, avec son avis

motivé, au directoire exécutif, qui le transmettra dans le mois de vendémiaire suivant au corps législatif, pour être approuvé, s'il y a lieu.

TITRE VI. — *De la comptabilité des communes, des municipalités, des départemens, et des préposés à leurs recettes.*

58. L'agent municipal et le percepteur de chaque commune faisant partie d'un canton, rendront respectivement à l'administration municipale, et dans le courant de vendémiaire de chaque année, le compte des recettes et dépenses communales faites pendant l'année précédente.—L'administration municipale arrêtera ses comptes dans le courant de brumaire suivant.

59. Dans les cantons composés de plusieurs communes, le secrétaire de la municipalité, en sa qualité de préposé aux recettes municipales, rendra chaque année, dans le courant de vendémiaire, son compte à l'administration municipale, qui rendra le sien à l'administration départementale dans le courant de brumaire suivant.—Elle y joindra en outre copie des délibérations par lesquelles elle aura arrêté les comptes des percepteurs et agens municipaux des communes de son ressort.

60. Les comptes des dépenses municipales seront examinés, discutés et définitivement arrêtés par l'administration départementale, dans le courant de frimaire suivant.—Les pièces à l'appui resteront déposées dans ses archives.—En cas de difficulté, il en sera référé au ministre de l'intérieur, qui prononcera.

61. Dans les communes formant à elles seules un canton, ou considérées comme telles, le préposé spécial aux recettes municipales et communales, rendra, dans le cours de vendémiaire de chaque année, à l'administration municipale, s'il n'y en a qu'une, ou au bureau central et aux municipalités d'arrondissement dans les quatre grandes communes, le compte des recettes et dépenses faites, pendant l'année précédente, pour chacune de ces administrations.—Chacune d'elles rendra à son tour, et dans le mois de brumaire suivant, son compte respectif à l'administration départementale, qui l'arrêtera définitivement dans la forme et dans le délai prescrits en l'article précédent.

62. Dans le courant de frimaire de chaque année, le receveur général de chaque département remettra à l'administration centrale, et celle-ci au ministre de l'intérieur, le compte des recettes départementales faites pendant l'année précédente. — Elle y joindra un état, certifié par elle, des arrêtés de compte des dépenses municipales, communales, et municipales-communales réunies, des cantons et communes de son ressort.

63. Le compte du receveur du département sera arrêté par l'administration centrale, sauf l'approbation du ministre de l'intérieur; celui de l'administration départementale sera examiné et approuvé par le directoire exécutif.

64. Tous agens municipaux, percepteurs de communes, administrateurs municipaux, membres de bureau central, préposés aux recettes municipales et communales, et secrétaires de municipalités, en leur qualité de receveurs, qui ne rendraient pas compte dans les délais respectivement fixés par les articles 58, 59 et 61, seront dénoncés par l'administration centrale au commissaire du directoire exécutif près le tribunal civil du département, et sauf néanmoins l'autorisation du directoire exécutif à l'égard des agens, administrateurs municipaux et membres du bureau central, lesquels seront préalablement suspendus de tout exercice.

65. Ils seront condamnés à payer entre les mains du receveur du départe-

tement, par forme de consignation, et suivant les cas, le cinquième du montant présumé des recettes de la commune, des recettes municipales, ou des recettes municipales et communales réunies, telles que les états en auront été respectivement arrêtés en vertu des articles précédens.

66. Tous administrateurs et receveurs de département qui ne rendront pas compte dans le délai fixé par l'article 62 ci-dessus, seront, avec l'autorisation du directoire exécutif, dénoncés par le ministre de l'intérieur au même commissaire, et condamnés à consigner le dixième du montant présumé des recettes départementales, telles que l'état en aura été arrêté par les ministres de la justice et de l'intérieur.

67. Dans les poursuites dirigées contre les administrations centrales ou municipales, les condamnés ne seront pas solidaires, et chacun d'eux ne sera tenu à fournir que sa quote-part à la consignation. — La consignation aura lieu sans préjudice des autres poursuites qui seraient nécessaires pour contraindre les administrateurs ou receveurs en retard. — Le montant n'en sera remboursé qu'après la remise et l'apurement du compte.

TITRE VII. — *Dispositions générales.*

68. Il sera statué chaque année, immédiatement après la fixation et répartition du principal des contributions foncière et personnelle, sur le *maximum* des centimes additionnels à établir pour les dépenses communales, municipales, municipales et communales réunies, et départementales, et sur la quotité de ceux destinés au fonds de supplément et au fonds commun des départemens.

69. La loi du 15 frimaire an 6 est abrogée, sauf l'exécution du titre IV, relatif aux recettes et dépenses générales, départementales, municipales et communales de l'an 5 et de l'an 6.

70. Toutes autres lois ou dispositions de lois contraires à la présente, sont également abrogées.

N° 14. = 11 frimaire an 7 (1^{er} décembre 1798). = *Loi relative à l'acquit des dépenses mises à la charge des communes, cantons et départemens, pour l'an 7 et années antérieures.* (II, Bull. CCXLVII, n° 2220; B., LXXIV, 330.)

TITRE 1^{er}. — *Des dépenses départementales, municipales et communales, pour l'an 7.*

§ 1^{er}. — De la fixation des centimes additionnels.

Art. 1^{er}. Les centimes additionnels aux contributions foncière et personnelle, somptuaire et mobilière de l'an 7, à établir pour compléter, en ladite année, le fonds des dépenses communales dans les communes faisant partie d'un canton, ne pourront excéder sept centimes et demi pour franc de l'une et l'autre contribution.

2. Ceux à établir pour compléter le fonds des dépenses municipales, dans les cantons formés de plusieurs communes, ne pourront excéder sept centimes et demi.

3. Ceux à établir pour compléter le fonds des dépenses municipales et communales réunies, dans les communes formant à elles seules un canton, ou considérées comme telles, ne pourront excéder quinze centimes.

4. Ceux à établir pour couvrir les dépenses départementales ne pourront excéder dix centimes.

5. Les centimes additionnels destinés à former dans chaque département le fonds de supplément, sont fixés, pour l'an 7, à deux centimes et demi pour franc de l'une et l'autre contribution.

6. Ceux destinés à former le fonds commun des départemens sont fixés à cinq centimes.

§ II. — De l'envoi et de la vérification des états de dépenses.

7. Les états de dépenses à fournir par les administrations municipales, bureaux centraux et administrations départementales, devront être dressés et envoyés pour l'an 7, savoir : — Ceux des administrations municipales, bureaux centraux et municipalités d'arrondissement, à l'administration départementale, dans les quinze jours qui suivront la publication de la présente; — Et ceux des administrations de département, dans le même délai, aux ministres de l'intérieur et de la justice.

8. Ils devront être vérifiés, arrêtés et renvoyés, savoir : — Ceux des administrations départementales, par les ministres de l'intérieur et de la justice, aussitôt l'envoi des lois portant répartition des contributions de l'an 7; — Et ceux des administrations municipales, bureaux centraux et municipalités d'arrondissement, par les administrations départementales, à sur et à mesure de l'envoi de leurs mandemens respectifs.

§ III. — Des dépenses relatives aux hospices civils et secours à domicile.

9. Pour l'an 7, et jusqu'à ce qu'il y ait été définitivement pourvu par la suite, les sommes nécessaires pour compléter le fonds d'entretien des hospices civils et des distributions de secours à domicile, seront à la charge des cantons où ces établissemens ont lieu, et feront en conséquence partie des dépenses municipales dans les cantons composés de plusieurs communes; et des dépenses municipales et communales réunies, dans les communes formant ou considérées comme formant à elles seules un canton.

10. En conséquence, les administrations municipales et bureaux centraux se feront rendre compte des besoins annuels et des revenus présumés desdits hospices civils et autres établissemens de bienfaisance, et comprendront, dans leurs états respectifs de dépenses, la somme reconnue nécessaire pour en compléter le service et l'entretien, sans qu'à raison de ce il puisse être imposé pour le tout au-delà du *maximum* fixé par les articles 2 et 3 de la présente, et sauf le recours, soit au fonds de supplément pour les cantons formés de plusieurs communes, soit aux taxes municipales pour les communes formant à elles seules un canton, ou considérées comme telles, auxquelles ce *maximum* ne suffirait pas.

11. Les sommes imposées pour compléter le fonds nécessaire aux besoins des hospices civils et autres établissemens de bienfaisance, seront perçues, ordonnancées et payées dans la même forme et de la même manière que celles destinées à l'acquit des autres dépenses locales. — Elles continueront néanmoins, ainsi que les retenues autorisées sur les représentations théâtrales, les entreprises de fêtes et établissemens de prêts sur nantissement, et les autres revenus appartenant ou spécialement affectés aux hospices civils et autres établissemens de bienfaisance, à être administrées dans chaque canton par la commission des hospices civils, créée en vertu de la loi du 16 vendémiaire an 5, et par les bureaux de bienfaisance créés par la loi du 7 frimaire suivant, lesquels rendront, tous les mois, compte de l'emploi des fonds au bureau central ou à l'administration municipale.

12. Le compte général et détaillé des recettes et dépenses desdits hospices

et autres établissemens, sera rendu à la fin de l'année à l'administration départementale, qui l'arrêtera définitivement, après avoir pris l'avis du bureau central ou de l'administration municipale, et en adressera un double au ministre de l'intérieur.

13. En attendant que les administrations municipales, dans le ressort desquelles un ou plusieurs hospices civils se trouvent placés, aient un fonds suffisant pour pourvoir à leurs dépenses, les sommes nécessaires seront fournies par le trésor public, sur les fonds mis à la disposition du ministre de l'intérieur pour subvenir aux besoins des hospices civils pendant l'an 7.

§ IV. — De l'établissement des taxes municipales dans les communes formant à elles seules un canton.

14. Le tableau comparatif des recettes et dépenses municipales et communales réunies, et le projet de taxes municipales à fournir par l'administration municipale ou le bureau central des communes formant à elles seules un canton ou considérées comme telles, aux dépenses desquelles le *maximum* fixé par l'article 3 ci-dessus ne suffirait pas, devront être, pour l'an 7, adressés au plus tard, savoir : — Par l'administration municipale ou bureau central, à l'administration de département, dans le mois qui suivra la publication de la présente ; — Par l'administration départementale, au ministre de l'intérieur, dans les deux mois de la même publication ; — Et par le directoire exécutif, au corps législatif, dans le mois suivant.

TITRE II. — *De la liquidation et du paiement des dépenses départementales, municipales et communales arriérées de l'an 6 et années antérieures.*

15. Il sera pourvu à la liquidation et au paiement des dépenses de communes, cantons et départemens arriérées de l'an 6 et années antérieures, de la manière ci-après indiquée.

16. Chaque agent municipal de commune dressera, dans les quinze jours qui suivront la publication de la présente, l'état des dépenses de sa commune arriérées de l'an 6 et années antérieures. — Il y joindra l'aperçu des recettes communales restant à faire pour les mêmes années, soit en recouvrement de centimes additionnels, soit en autres revenus. — Cet état sera remis à l'administration municipale du canton, qui l'examinera et l'arrêtera provisoirement.

17. Chaque administration municipale de canton dressera, dans le même délai, l'état de ses dépenses municipales arriérées de l'an 6 et années antérieures, et celui, par aperçu, des recettes municipales restant à faire pour les mêmes années, soit en centimes additionnels, soit en autres revenus. — Cet état, ainsi que ceux mentionnés en l'article précédent, seront adressés, avec ceux relatifs aux dépenses de l'an 7, à l'administration départementale, qui les arrêtera définitivement.

18. Dans les communes formant à elles seules un canton, ou considérées comme telles, l'état mentionné aux articles précédens sera dressé par l'administration municipale, et comprendra les recettes et dépenses municipales et communales réunies ; — Il sera fait, dans les communes au dessus de cent mille ames, par l'administration de département, à laquelle le bureau central et les municipalités d'arrondissement fourniront à cet effet tous les documens nécessaires.

19. Chaque administration départementale dressera, dans le mois qui suivra la publication de la présente, l'état détaillé des dépenses du département arriérées de l'an 6 et années antérieures, et celui, par aperçu, des

recettes restant à faire pour les mêmes années sur les centimes additionnels destinés à y pourvoir. — Cet état sera examiné par le ministre de l'intérieur, qui l'arrêtera définitivement, et auquel l'administration départementale enverra pareillement un état, certifié par elle, du résultat des dépenses arriérées des municipalités et communes de son ressort.

20. Le déficit de chaque administration centrale, pour l'arriéré dont il vient d'être parlé, sera ordonné par le ministre de l'intérieur, et payé, tant sur le fonds commun établi pour l'an 5 et l'an 6 par l'article 21 de la loi du 15 frimaire dernier, que subsidiairement sur celui établi depuis pour l'an 7 et années suivantes.

21. Le déficit de chaque commune, pour son arriéré de l'an 6 et années antérieures, sera ajouté, comme dépense extraordinaire, à l'état des dépenses communales de l'an 7; — Celui de chaque administration municipale de canton le sera à l'état des dépenses municipales de la même année. — Il en sera usé de même dans les communes formant ou considérées comme formant à elles seules un canton, pour l'arriéré des dépenses municipales et communales réunies.

22. Il sera respectivement pourvu au paiement de cet arriéré sur les recettes municipales, communales, ou municipales et communales réunies, de toute nature, et sans toutefois qu'à raison de ce il puisse être imposé pour le tout au-delà du *maximum* fixé par les articles 1, 2 et 3 de la présente.

23. Lorsqu'une administration municipale ou bureau central se trouvera dans l'impossibilité d'acquitter en entier dans l'an 7 l'arriéré dont il vient d'être parlé, il sera pourvu par préférence au paiement des sommes dues pour traitemens, salaires et autres objets urgens; l'acquit des moindres salaires aura d'abord lieu. — Celles dues aux entrepreneurs, fournisseurs et autres créanciers, seront payées par répartition égale entre eux, et au marc le franc.

24. Ce qui restera dû sera payé de la même manière en l'an 8, et successivement, suivant les circonstances locales, dans le courant des années 9 et 10. — Il sera fait, dans ce cas, aux divers créanciers, état des intérêts de leurs créances sur le pied de cinq pour cent, et sans retenue, à compter du premier jour de l'an 8, jusqu'à leur parfait paiement.

25. Les administrations municipales ou bureaux centraux qui auront reconnu que leurs recettes ordinaires ne peuvent suffire au paiement entier de leur arriéré dans les délais déterminés dans le précédent article, pourront s'adresser au corps législatif, pour en obtenir, soit un supplément de centimes additionnels aux contributions directes, s'il s'agit d'une commune faisant partie d'un canton, ou d'un canton composé de plusieurs communes, soit une addition extraordinaire aux taxes municipales dont il aura déjà autorisé la perception, s'il s'agit d'une commune formant à elle seule un canton, ou considérée comme telle.

N^o 15. = 11 frimaire an 7 (1^{er} décembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la liquidation des créanciers d'individus portés sur la liste des émigrés et non rayés définitivement* (1). (II, Bull. CCXLIX, n^o 2251.)

Art. 1^{er}. Les administrations centrales, et à Paris le liquidateur de la

(1) Voyez, sur la liquidation des dettes des émigrés, les nombreuses lois citées dans le § 4 des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792.

dette des émigrés, sont autorisés à liquider les dettes des individus portés sur les listes des émigrés, et qui ne sont rayés que provisoirement; et ce, suivant le même mode que celui qui est prescrit pour les créanciers des émigrés maintenus définitivement.

2. Cette liquidation n'aura lieu que sur la demande des créanciers des émigrés, et de leur consentement.

3. En cas de liquidation, il sera tenu état particulier par les corps administratifs et par le liquidateur de Paris, des liquidations opérées sur chaque émigré rayé provisoirement, afin de pouvoir en compter en cas de radiation définitive.

N° 16. = 19 frimaire an 7 (9 décembre 1798). = *Loi sur la poste aux chevaux* (1). (II, Bull. CCXLIX, n° 2252; B., LXXIV, 365.)

Art. 1^{er}. L'établissement général des postes aux chevaux est maintenu dans toute l'étendue de la république.

2. Nul autre que les maîtres de poste munis d'une commission spéciale ne pourra établir de relais particuliers, relayer ou conduire, à titre de louage, des voyageurs d'un relais à un autre, à peine d'être contraint de payer, par forme d'indemnité, le prix de la course, au profit des maîtres de poste et des postillons qui auront été frustrés (2).

3. La prohibition portée au précédent article ne s'étend point aux conduc-

(1) Voyez le décret du 25 avril—5 mai 1790, qui alloue des indemnités aux maîtres de poste à raison de la suppression des privilèges dont ils jouissaient, qui maintient en leur faveur le service de la poste, et fixe le prix des chevaux; celui du 4—14 septembre 1792, qui supprime certains privilèges des maîtres de poste, tels que les postes doubles à certains endroits, les demi-guides, etc., et ordonne la création d'établissements de poste nouveaux; celui du 19—21 février 1793, qui détermine le prix des chevaux à employer au service des malles-postes, et des indemnités à accorder aux maîtres de poste; celui du 29—31 mars suivant, portant nouvelle fixation du prix des chevaux de poste; celui du 9—13 avril même année, qui réunit le service de la poste aux chevaux à celui de la poste aux lettres, et en confie la direction et l'administration à une régie; celui du 1^{er}—3 mai suivant, qui règle provisoirement le service de la poste aux chevaux; celui du 24 (23 et)—30 juillet 1793, tit. IV, portant organisation définitive de ce service; celui du 17—18 vendémiaire an 2 (8—9 octobre 1793), portant fixation du prix des chevaux par chaque poste; ceux des 9 nivose an 3 (29 décembre 1794), et 17 nivose suivant (6 janvier 1795), qui élèvent successivement ce prix; celui du 9 ventose an 3 (27 février 1795), relatif aux avances et indemnités à accorder aux maîtres de poste; celui du 3 germinal même année (23 mars 1795), qui détermine le mode de paiement de ces avances et indemnités, et rétablit la double poste de Paris, supprimée par le décret du 4—14 septembre 1792; celui du 3 thermidor suivant (21 juillet 1795), art. 1^{er}, portant une nouvelle fixation du prix des chevaux de poste; celui du 16 du même mois (3 août 1795), portant établissement d'une administration générale en remplacement de l'agence de la poste aux chevaux; et ceux des 3 fructidor suivant (20 août 1795), et 6 nivose an 4 (27 décembre 1795), qui contiennent de nouveaux tarifs du prix des chevaux de poste.

Voyez encore l'arrêté du 1^{er} prairial an 7 (20 mai 1799), contenant règlement général sur le service de la poste aux chevaux; la loi du quatrième jour complémentaire de la même année (20 septembre 1799), portant des peines contre les maîtres de poste qui auraient fait de fausses déclarations sur le nombre de leurs chevaux; celle du 23 frimaire an 8 (14 décembre 1799), qui élève le tarif; celle du 15—25 ventose an 13 (6—16 mars 1805), qui détermine le montant des indemnités à payer par les entrepreneurs de voitures publiques et de messageries, aux maîtres de poste dont ils n'emploient pas les chevaux; le décret du 30 ventose même mois (21 mars 1805), qui charge les maîtres de poste du service des malles-postes sur différentes routes; celui du 20 floréal an 13 (10 mai 1805), et les ordonnances des 20—27 mai 1814, 5—11 août même année, 13—20 novembre 1822, et 1^{er}—13 mars 1829, qui modifient successivement le tarif de la poste aux chevaux.

(2) C'est devant le juge de paix, et non devant le tribunal correctionnel, que les maîtres de poste doivent se pourvoir pour obtenir l'indemnité que cet article leur accorde. Cass., 29 juin 1819, Sir., XIX, 1, 404; Bull. civ., XXI, 181.

teurs de petites voitures non suspendues, connues sous le nom de pataches ou carioles, et allant à petites ou grandes journées dans l'intérieur de la république, non plus qu'à ceux de toute autre voiture de louage allant constamment à petites journées et sans relayer.

4. Il est défendu à tout maître de poste de relayer quiconque aurait contrevenu aux dispositions des articles précédens, sous peine de payer lui-même la course aux maîtres de poste et postillons à qui elle serait due à titre d'indemnité.

5. Sont exceptés les relais qui seraient établis pour le service des voitures publiques partant à jour et heure fixes, et annoncées par affiches, et le transport des dépêches partout où les maîtres de poste n'en seraient pas chargés, lorsque ces relais seront bornés au service qui leur est attribué. — Est également excepté le cas où un relais de poste se trouverait dégarni.

6. Les maîtres de poste ne sont point sujets au droit de patente pour l'exercice public dont ils sont chargés; ils sont seulement astreints à faire enregistrer leur commission au greffe de leurs municipalités respectives (1).

7. Le service des malles sera fait par les maîtres de poste sur les routes ci-après désignées; savoir : — De Paris à Caen, par Rouen; de Paris à Lille, par Amiens et Arras; de Paris à Bruxelles, par Saint-Quentin et Valenciennes; de Paris à Mézières; de Paris à Strasbourg, par Châlons et Metz; de Paris à Strasbourg, par Châlons et Nanci; de Paris à Besançon, par Troyes et Dijon; de Paris à Belfort, par Troyes et Langres; de Paris à Bayonne, par Orléans, Limoges et Toulouse; de Paris à Bayonne, par Orléans, Poitiers et Bordeaux; de Paris à Lyon, par Auxerre et Châlons-sur-Saône; de Paris à Lyon, par Moulins; de Paris à Nantes, par le Mans; de Paris à Brest, par Alençon et Rennes; de Lyon à Marseille, et de Marseille à Bordeaux.

8. Il sera payé comptant, pour le transport des malles, trois francs vingt-cinq centimes, guides compris, par poste, sur les routes et parties de route où il y a chaque jour malle montante et malle descendante, et trois francs soixante-quinze centimes, guides compris, par poste, sur les routes où il n'y a chaque jour qu'une seule malle, soit montante, soit descendante.

9. Il sera payé, en outre, aux maîtres de poste soixante-quinze centimes par poste, par chaque voyageur accompagnant le courrier de la malle.

10. Le directoire exécutif déterminera les routes autres que celles ci-dessus désignées, sur lesquelles il sera utile de confier le service des malles aux maîtres de poste, et réglera le prix des courses dans les proportions indiquées par les circonstances et les localités.

11. Le directoire exécutif est autorisé à régler la position, le nombre de relais et leurs distances respectives, en réduisant les relais les plus forts à deux postes et demie, et en portant les plus faibles à une poste et demie, lorsque les localités ne s'y opposeront pas impérieusement. Il est également autorisé à supprimer les relais dont l'inutilité sera reconnue.

12. Il est alloué des gages aux maîtres de poste. — La répartition en sera faite par le directoire exécutif, en raison du nombre de chevaux reconnu nécessaire dans chaque relais, sans qu'en aucun cas cette indemnité proportionnelle puisse s'étendre à un nombre excédant celui de quinze chevaux par relais. — Il sera accordé quarante francs par chacun des cinq premiers chevaux, trente francs par chacun des cinq suivans, et vingt francs par chacun des cinq derniers.

(1) L'entrepreneur de diligences, qui est en même temps maître de poste, ne peut profiter de l'exemption de la patente. Arr. du cons., 15 avril 1828, MAC., X, 339.

13. Les maîtres de poste auront droit à une indemnité pour les localités difficiles et pour les pertes majeures et imprévues qu'ils supporteront relativement à leur état.

14. Les postillons auront droit à une pension de retraite, après vingt ans de service comme postillons en rang, ou dans le cas d'un accident ou d'une infirmité qui les mettrait dans l'impuissance de se procurer, par un travail quelconque, les moyens d'exister. — Cette retraite ne pourra être moindre de cent cinquante francs, ni plus forte de deux cents francs. — Jusqu'à l'an 10 exclusivement, il n'en sera pas accordé aux postillons valides. — Elle pourra être reversible, en tout ou en partie, aux veuves et aux enfants.

15. L'administration actuelle des relais est supprimée; elle sera remplacée par un conseil d'administration composé du commissaire du directoire exécutif, qui le sera également près la poste aux lettres, et de trois inspecteurs principaux, ayant tous voix délibérative. — Ces inspecteurs seront tenus de faire alternativement des tournées de surveillance sur les principales routes de la république, et se distribueront le travail de manière qu'ils soient toujours deux près le commissaire du directoire exécutif. — Le commissaire du directoire exécutif entretiendra seul la correspondance relative à l'exécution des délibérations prises.

16. Il y aura six inspecteurs chargés de faire entre eux, au moins une fois par an, des tournées sur toutes les routes de poste de la république.

17. Le traitement de chaque inspecteur principal est fixé à huit mille francs; et celui de chacun des autres inspecteurs est fixé à quatre mille francs. Il est sursis à la fixation du traitement du commissaire du directoire exécutif, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le message du directoire relatif à la poste aux lettres.

18. Il est mis annuellement à la disposition du directoire exécutif une somme qui, pour l'an 7, est fixée à sept cent cinquante mille francs pour les frais d'administration et d'inspection des relais, les gages annuels à allouer aux maîtres de poste, les secours extraordinaires, et pour les pensions des postillons.

19. Cette somme sera prise sur le prix du bail de la poste aux lettres: il sera prélevé, pour les pensions des postillons, celle de trente mille francs, qui ne pourra avoir une autre destination, et fera accroissement, en cas d'excédant, à la masse des fonds destinés à acquitter lesdites pensions.

20. Les gages et secours extraordinaires ne pourront être délivrés que sur un arrêté du directoire exécutif; et l'état en sera remis annuellement au corps législatif, ainsi que celui de l'organisation des bureaux.

21. Les pensions des postillons seront réglées par le corps législatif, sur les états qui seront présentés par le directoire exécutif.

22. A compter du 1^{er} nivose prochain, le prix de la course de chaque cheval sera réduit à un franc deux décimes cinq centimes par poste; et les guides de chaque postillon seront portés à sept décimes cinq centimes également par poste. — Les maîtres de poste fourniront gratuitement les chevaux aux inspecteurs des relais pour leurs tournées. Ces derniers ne seront tenus qu'à payer les guides des postillons.

23. Il est défendu à tout postillon d'exiger ou de recevoir une somme offerte au-delà des guides fixés par la loi, d'insulter les voyageurs, ou de leur donner aucun sujet de plainte, sous peine, en cas de récidive, de

destitution, sans préjudice des peines qui pourront leur être infligées par les tribunaux.

24. Pour constater la contravention aux dispositions de l'article précédent, il sera tenu, par chaque maître de poste, un registre coté et paraphé par le commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du canton, et par l'agent municipal de la commune de la situation des relais. Les voyageurs pourront consigner leurs plaintes dans ce registre.—Les inspecteurs arrêteront et relèveront ce registre à chaque tournée, et en feront rapport à l'administration.

25. Le directoire exécutif est autorisé à fixer l'indemnité que les maîtres de poste des grandes communes seraient dans le cas de réclamer pour l'espace que leurs chevaux ont à parcourir dans l'intérieur desdites communes.—Cette indemnité ne pourra excéder une demi-poste.

26. Le directoire exécutif fera tous les réglemens nécessaires d'ordre et de police sur les postes aux chevaux.

N° 17. = 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798). = *Loi sur l'enregistrement* (1). (II, Bull. CCXLVIII, n° 2224 ; B., LXXIV, 369.)

Le conseil. . . , après avoir entendu la commission des finances, considérant qu'il est nécessaire de simplifier les droits d'enregistrement, d'en régler les taux et quotités dans de justes proportions, d'étendre cette contribution à toutes les mutations qui en sont susceptibles, pour améliorer les revenus publics, et de prendre, sans délai, des mesures propres à en assurer la

(1) Déjà, dans les notes qui accompagnent le décret du 5—19 décembre 1790, portant établissement de l'enregistrement, nous avons mentionné toutes les lois rendues sur la matière, jusqu'à celle du 22 frimaire an 7, qui les abroge expressément par son art. 73 : il ne nous reste donc plus qu'à résumer la législation intervenue depuis cette loi jusqu'à l'époque actuelle.

Voyez la loi du 22 pluviôse an 7 (10 février 1799), concernant l'enregistrement des actes de ventes mobilières ; celle du 6 prairial suivant (25 mai 1799), qui ordonne la perception d'un décime par franc, en sus des droits d'enregistrement, à titre de subvention extraordinaire de guerre ; celle du 27 ventôse an 9 (18 mars 1801), additionnelle à celle du 22 frimaire ; le décret du 4 messidor an 13 (23 juin 1805), qui ordonne la communication des registres des communes et des établissemens publics aux préposés de l'enregistrement ; le décret du 17 juillet 1808, qui détermine le mode de paiement des droits d'enregistrement à la charge des communes et des établissemens publics ; l'avis du conseil d'état du 22 octobre suivant, sur l'enregistrement des adjudications d'immeubles faites en justice, et sur les cas où ce droit est restituable ; celui du 5 août 1809, sur plusieurs questions relatives à la perception du droit d'enregistrement des actes judiciaires ; et celui du 22 août 1810, relatif à la prescription des amendes prononcées par la présente loi ; la loi du 28 avril—4 mai 1816, sur les finances, tit. VII, contenant des dispositions étendues sur le mode de perception et la fixation des droits d'enregistrement, les amendes, etc. ; l'ordonnance du 22—30 mai suivant, concernant les difficultés qui pourraient s'élever sur l'exécution de plusieurs dispositions de cette loi ; la loi du 25—26 mars 1817, sur les finances, art. 74 et suiv., contenant des dispositions relatives à l'enregistrement de divers actes ; celle du 15—16 mai 1818, sur les finances, art. 73 et suiv., qui déterminent le mode d'évaluation et la fixation des droits d'enregistrement ; celle du 16—17 juin 1824, qui contient une fixation nouvelle des droits d'enregistrement et des amendes ; la loi sur les finances, du 21—28 avril 1832, art. 33 et suiv., portant fixation de divers droits d'enregistrement ; et celle du 24 mai—1^{er} juin 1834, art. 11 et suiv., sur le même objet.

Voyez encore l'ordonnance du 31 décembre 1828—28 août 1829, portant établissement de l'enregistrement à la Martinique, à la Guadeloupe et ses dépendances, et à la Guiane française ; et celle du 19 juillet—9 octobre 1829, qui l'établit à l'île Bourbon et ses dépendances.

Voyez aussi les lois, décrets, ordonnances et avis du conseil d'état cités dans les annotations qui vont suivre.

Voyez enfin, concernant les droits d'enregistrement relatifs à des matières spéciales, les lois citées dans les notes sur ces différentes matières.

perception,—Déclare qu'il y a urgence,—Et, après avoir déclaré l'urgence, prend la résolution suivante :

TITRE 1^{er}.—*De l'enregistrement, des droits et de leur application.*

Art. 1^{er}. Les droits d'enregistrement seront perçus d'après les bases et suivant les règles déterminées par la présente.

2. Les droits d'enregistrement sont *fixes* ou *proportionnels*, suivant la nature des actes et mutations qui y sont assujétis.

3. Le droit fixe s'applique aux actes, soit civils, soit judiciaires ou extrajudiciaires qui ne contiennent ni obligation, ni libération, ni condamnation, collocation ou liquidation de sommes et valeurs, ni transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles (1); —Il est perçu aux taux réglés par l'article 68 de la présente.

4. Le droit proportionnel est établi pour les obligations, libérations, condamnations, collocations ou liquidations de sommes et valeurs, et pour toute transmission de propriété, d'usufruit, ou de jouissance de biens meubles et immeubles, soit entre-vifs, soit par décès (2).—Ses quotités sont fixées par l'article 69 ci-après.—Il est assis sur les valeurs (3).

(1) Ce principe a été modifié par plusieurs lois citées dans les notes sur l'article suivant.

(2) Il a été dérogé à cette disposition générale, notamment, 1^o par l'art. 78 de la loi du 25—26 mars 1817, sur les finances, qui fait remise aux héritiers et représentans des propriétaires émigrés frappés de confiscation, des droits de mutation par décès, dus à raison des biens appartenant à leurs auteurs, et dans la propriété desquels ces héritiers et représentans ont été réintégrés; 2^o par l'art. 64 de la loi des douanes du 21—23 avril 1818, qui réduit au droit fixe d'un franc les actes et procès-verbaux de vente des navires; 3^o par l'art. 73 de la loi de finances du 15—16 mai 1818, qui réduit au droit fixe d'un franc les adjudications au rabais et marchés pour constructions, réparations, entretien, approvisionnement et fournitures dont le prix doit être payé directement ou indirectement par le trésor; 4^o par les art. 2 et 4 de la loi du 16—17 juin 1824, qui ont réduit à des droits fixes d'un franc et de dix francs, les échanges d'immeubles ruraux et les actes translatifs de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles situés, soit en pays étranger, soit dans les colonies françaises où le droit d'enregistrement n'a pas lieu; 5^o par la loi du 8—12 septembre 1830, qui a réduit au droit fixe de deux francs l'enregistrement des actes de prêts sur dépôts ou consignations de marchandises, fonds publics français, et actions de compagnies d'industrie et de finances, dans le cas prévu par l'art. 95 du Cod. comm.; 6^o et enfin, par une foule de lois, décrets et ordonnances qui avaient exempté du droit proportionnel les actes d'acquisition et les donations et legs faits au profit des départemens, arrondissemens, communes, hospices, séminaires, fabriques et autres établissemens publics: mais ces dernières exceptions ont été abrogées par l'art. 17 de la loi du 18—25 avril 1831.

La liquidation des droits d'enregistrement doit être faite conformément à la loi existante à l'époque où le droit s'est ouvert et a été acquis au fisc, et non selon les lois en vigueur lors de la perception. Cass., 4 février 1834, S^{IR.}, XXXIV, 1, 97 et 98; Bull. civ., XXXVI, 28. —C'est par la loi de la situation des biens et non par celle du lieu où le contrat est passé, que se décide la question de savoir si les actes translatifs de propriétés immobilières sont passibles ou non du droit proportionnel d'enregistrement. Décis. minist., 4 février et 4 mars 1806, S^{IR.}, VI, 2, 244. — Le droit de mutation est dû par cela seul qu'il y a *titre* conférant la propriété d'un immeuble; peu importe que l'acquéreur ait ou n'ait pas été mis en possession. Cass., 7 février 1814, S^{IR.}, XIV, 1, 264; Bull. civ., XVI, 56. — Jugé encore que la nature et la quotité des droits d'enregistrement se déterminent d'après la substance et la forme extrinsèque des actes; que les intentions secrètes des parties et la non-exécution des actes ne peuvent dispenser du droit. Cass., 23 février 1824, S^{IR.}, XXIV, 1, 260; Bull. civ., XXVI, 63.

Les actes susceptibles d'être annulés sont soumis à l'enregistrement comme s'ils étaient valables. Cass., 3 ventose an 8, S^{IR.}, II, 2, 529; Bull. civ., II, 147. — Jugé, dans le même sens, que les juges ne peuvent dispenser un acte du droit de mutation, sur le fondement qu'il est nul, si déjà la nullité n'a été prononcée entre les parties. Cass., 13 février 1815, S^{IR.}, XV, 1, 283; Bull. civ., XVII, 41. — Jugé encore qu'il n'y a nullité radicale d'un contrat et dispense

(3) Lorsque, pour asseoir la perception d'un droit de mutation d'immeubles, la régie se prévaut d'un bail enregistré, on ne peut être admis à prouver par témoins que ce bail a été lacéré et qu'il a cessé d'être exécuté. Cass., 21 janvier 1812, S^{IR.}, XII, 1, 184; Bull. civ., XIV, 14.

5. Il n'y a point de fraction de centime dans la liquidation du droit proportionnel. Lorsqu'une fraction de somme ne produit pas un centime de droit, le centime est perçu au profit de la république (1).

6. Cependant le moindre droit à percevoir sur un acte donnant lieu au droit proportionnel, et sur une mutation de biens par décès, sera du montant de la quotité sous laquelle chaque acte ou mutation se trouve classé dans les articles 68 et 69, sauf les exceptions y mentionnées (2).

7. Les actes civils et extrajudiciaires sont enregistrés sur les minutes, brevets ou originaux.—Les actes judiciaires reçoivent cette formalité, soit sur les minutes, soit sur les expéditions, suivant les distinctions ci-après (3).—Ceux qui doivent être enregistrés sur les minutes sont les procès-verbaux d'apposition, de reconnaissance et de levée de scellés, et ceux de nomination de tuteurs et curateurs; les avis de parens, les émancipations, les actes de notoriété, les déclarations en matière civile, les adoptions; tous actes contenant autorisation, acceptation, abstention, renonciation ou répudiation; les nominations d'experts et arbitres, les oppositions à la levée de scellés par comparution personnelle, les cautionnemens de personnes à représenter à justice, ceux de sommes déterminées ou non déterminées, les ordonnances et mandemens d'assigner les opposans à scellés; tous procès-verbaux généralement quelconques des bureaux de paix, portant conciliation ou non-conciliation, défaut ou congé, remise ou ajournement; tous actes d'acquiescement, de dépôt et consignation, d'exclusion de tribunaux, d'affirmation de voyage, d'enchère et surenchère, de reprise d'instance, de communication de pièces avec ou sans déplacement, d'affirmation ou vérification de créances, d'opposition à délivrance de titres

du droit, que lorsque manquent les élémens substantiels et constitutifs du contrat, tellement que le contrat soit imparfait et, pour ainsi dire, non existant. Cass., 5 décembre 1810, *SIR.*, XI, 1, 85; Bull. civ., XII, 263. — Jugé aussi qu'un acte translatif de propriété est soumis au droit proportionnel d'enregistrement quoiqu'il soit dans une forme qui en emporterait la nullité, s'il était attaqué par une des parties: tel un acte synallagmatique qui se trouve entre les mains de la partie au profit de laquelle il a été passé, et qui n'est signé que de l'autre partie. Cass., 7 août 1807, *SIR.*, VII, 2, 750; Bull. civ., IX, 254. — Mais un acte sous seing privé, non signé de l'une des parties, et certifié à sa place par deux témoins, ne peut donner ouverture au droit de mutation. Cass., 30 octobre 1809, *SIR.*, X, 1, 6. — Jugé enfin qu'un acte nul de plein droit, n'opérant aucune translation de propriété, n'est pas soumis au droit d'enregistrement. Cass., 27 novembre 1815, *SIR.*, XVIII, 1, 144.

Il y a mutation de propriété, donnant ouverture au droit proportionnel, dans la transaction par laquelle une partie abandonne à l'autre un objet non litigieux, pour l'indemniser du sacrifice de ses prétentions sur un objet litigieux. Cass., 11 avril 1808, *SIR.*, VII, 2, 1234; Bull. civ., X, 73. — Les stipulations qui ne renferment que des obligations subordonnées à un événement incertain, et par conséquent à une condition suspensive, sont, jusqu'à l'événement, exemptes du droit proportionnel d'enregistrement. Cass., 19 juin 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 447; et 12 juillet 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 616. — Les dons manuels ne donnent lieu à aucun droit proportionnel de mutation, non plus que les jugemens qui en reconnaissent l'existence. Solution de la régie, 6 février 1832, *SIR.*, XXXII, 2, 492. — Jugé aussi que la simple déclaration ou reconnaissance par un époux, dans le contrat de mariage, qu'un don manuel lui a été fait par un tiers désigné, ne donne ouverture à aucun droit proportionnel. Cass., 21 décembre 1831, *SIR.*, XXXII, 1, 209; et 18 avril 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 269.

Voyez encore, pour l'application de ce principe à des cas spéciaux, l'art. 69, § 7.

(1) Voyez l'art. 2 de la loi du 27 ventose an 9 (18 mars 1801), portant que la perception du droit proportionnel suivra les sommes et valeurs de vingt francs en vingt francs, inclusivement et sans fraction.

(2) Voyez l'art. 3 de la loi du 27 ventose an 9 (18 mars 1801), portant qu'il ne peut être perçu moins de vingt-cinq centimes, pour l'enregistrement des actes et mutations dont les sommes et valeurs ne produiraient pas vingt-cinq centimes de droit proportionnel.

(3) Voyez l'art. 38 de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, qui soumet tous les actes judiciaires, sans exception, à l'enregistrement sur la minute.

ou jugemens, de procès-verbaux et rapports, de dépôt de bilan et de décharges; les certificats de toute nature et ordonnances sur requêtes; les jugemens portant transmission d'immeubles, et ceux par lesquels il est prononcé des condamnations sur des conventions sujettes à l'enregistrement, sans énonciation de titres enregistrés.—Tous autres actes et jugemens, soit préparatoires ou d'instruction, soit définitifs, ne sont soumis à l'enregistrement que sur les expéditions.—Ceux des actes de l'état civil qui sont assujétis à l'enregistrement par la présente, ne seront également enregistrés que sur les expéditions.—Les jugemens de la police ordinaire, des tribunaux de police correctionnelle et des tribunaux criminels, ne sont de même soumis à l'enregistrement que sur les expéditions, lorsqu'il y a partie civile, et seulement pour les expéditions requises par elle ou autres intéressés.

8. Il n'est dû aucun droit d'enregistrement pour les extraits, copies ou expéditions des actes qui doivent être enregistrés sur les minutes ou originaux (1).—Quant à ceux des actes judiciaires qui ne sont assujétis à l'enregistrement que sur les expéditions, chaque expédition doit être enregistrée, savoir, la première pour le droit proportionnel, s'il y a lieu, ou pour le droit fixe, si le jugement n'est pas passible du droit proportionnel; et chacune des autres, pour le droit fixe (2).

9. Lorsqu'un acte translatif de propriété ou d'usufruit comprend des meubles et immeubles, le droit d'enregistrement est perçu sur la totalité du prix, au taux réglé pour les immeubles, à moins qu'il ne soit stipulé un prix particulier pour les objets mobiliers, et qu'ils ne soient désignés et estimés, article par article, dans le contrat.

10. Dans le cas de transmission de biens, la quittance donnée, ou l'obligation consentie par le même acte, pour tout ou partie du prix entre les contractans, ne peut être sujette à un droit particulier d'enregistrement.

11. Mais lorsque, dans un acte quelconque, soit civil, soit judiciaire ou extrajudiciaire, il y a plusieurs dispositions indépendantes ou ne dérivant pas nécessairement les unes des autres, il est dû pour chacune d'elles, et selon son espèce, un droit particulier. La quotité en est déterminée par l'article de la présente dans lequel la disposition se trouve classée, ou auquel elle se rapporte (3).

12. La mutation d'un immeuble en propriété ou usufruit sera suffisamment établie pour la demande du droit d'enregistrement et la poursuite du paie-

(1) Les extraits de la demande en séparation de biens, dont l'affiche et l'insertion sont prescrits par le Cod. proc., ne sont point soumis à la formalité de l'enregistrement. Cass., 5 décembre 1832, *SIR.*, XXXIII, 1, 198.

(2) Cette disposition est devenue sans objet au moyen de l'art. 38 précité de la loi du 28 avril —4 mai 1816.

(3) Par application de cette règle, on a jugé : que, dans un acte de partage de famille, on doit, pour la perception du droit d'enregistrement, distinguer autant de dispositions qu'il y a de conventions indépendantes. Cass., 4 juillet 1808, *SIR.*, IX, 1, 282; Bull. civ., X, 184. — Que le cautionnement, renfermé dans une obligation, constitue une disposition particulière, susceptible du droit d'enregistrement. Cass., 12 pluviôse an 2, *SIR.*, XX, 1, 491. — Que, lorsqu'un acte porte vente moyennant un prix déterminé, et donation à l'acquéreur d'une partie de ce même prix, il est dû un droit d'enregistrement particulier sur la donation comme sur la vente. Cass., 14 mai 1817, *SIR.*, XVII, 1, 278; Bull. civ., XIX, 151. — Que, lorsqu'un même procès-verbal contient plusieurs ventes d'effets mobiliers, faites les unes à terme et les autres comptant, le droit d'enregistrement doit être perçu et cumulé sur tous les articles réunis. Cass., 5 février 1810, *SIR.*, X, 1, 137. — Et que, dans un jugement d'ordre, la disposition qui ordonne la radiation des inscriptions, même de celles des créanciers forclos, faute de produire, étant une conséquence nécessaire de la disposition qui ordonne la distribution, il ne peut être perçu un droit particulier sur chacune d'elles. Cass., 21 juillet 1818, *SIR.*, XIX, 1, 185.

ment contre le nouveau possesseur, soit par l'inscription de son nom au rôle de la contribution foncière, et des paiemens par lui faits d'après ce rôle, soit par des baux par lui passés, ou enfin par des transactions ou autres actes constatant sa propriété ou son usufruit (1).

(1) Voyez l'art. 4 de la loi du 27 ventose an 9 (18 mars 1801), qui oblige les nouveaux possesseurs à passer déclaration des biens, dans les trois mois de leur entrée en jouissance, à peine du double droit.

La présomption de mutation établie par l'art. 12 de la loi du 22 frimaire an 7, n'a pas été abrogée par les art. 544, 711, 894, 951, et 952 du Cod. civ., qui énoncent les divers cas où il y a transmission de propriété. Cass., 25 novembre 1807, *SIR.*, VIII, 1, 35; *Bull. civ.*, IX, 330. — L'art. 12 de la loi de frimaire n'est pas limitatif: les juges peuvent admettre, comme constituant la présomption légale de mutation, d'autres faits que ceux qu'il indique, par exemple, des aveux judiciaires de l'acquéreur. Cass., 5 août 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 423. — Ils peuvent admettre aussi des faits ou actes postérieurs à la contrainte décernée par la régie, à fin de paiement du droit de mutation. Cass., 7 août 1807, *SIR.*, VII, 2, 750; *Bull. civ.*, IX, 255. — Mais ils ne peuvent admettre, contre la présomption légale de mutation, de simples présomptions ou les dires des parties. Cass., 4 mars 1807, *SIR.*, VII, 2, 738; *Bull. civ.*, IX, 73. — Par exemple, lorsque l'acte de vente d'un immeuble ne présente qu'un seul acquéreur, si des circonstances postérieures établissent que moitié du bien appartient à un tiers, la présomption est qu'il s'est opéré mutation de l'acquéreur à ce tiers; et cette présomption ne peut être détruite sous ce prétexte qu'il y aurait erreur dans l'acte de vente primitif; qu'en réalité, ce tiers avait acquis avec l'acquéreur dénommé, et que c'est par omission que son nom n'est pas énoncé dans l'acte. Cass., 7 mars 1808, *SIR.*, VIII, 1, 488; *Bull. civ.*, X, 27. — Mais la présomption est détruite lorsque, par suite de procès entre le vendeur et l'acquéreur prétendu, il intervient un jugement établissant que malgré les actes de possession faits par ce dernier, il n'y a jamais eu de consentement réciproque sur les conditions de la vente. Cass., 6 mai 1822, *SIR.*, XXII, 1, 389.

Il y a présomption légale de mutation, par cela seul que le nouveau possesseur est inscrit personnellement au rôle des contributions foncières et paie ces contributions. Cass., arrêt précité du 25 novembre 1807, *SIR.*, VIII, 1, 35; *Bull. civ.*, IX, 330. — Il n'est pas besoin d'établir que l'inscription a été faite sur la représentation de titres translatifs de propriété. Cass., 2 août 1809, *SIR.*, X, 1, 251; *Bull. civ.*, XI, 181. — Peu importe que l'inscription ait été ou non effectuée selon les formes prescrites par la loi du 3 frimaire an 7, pour opérer les substitutions ou échanges de noms sur les rôles: il suffit qu'elle existe de fait. Cass., 7 novembre 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 809. — Jugé encore que le possesseur de l'immeuble, inscrit personnellement au rôle de la contribution foncière, alléguerait vainement, pour se dispenser du paiement du droit proportionnel, qu'il a agi comme gérant et à titre d'ami. Cass., 4 pluviôse an 12, *SIR.*, IV, 2, 76; *Bull. civ.*, VI, 147. — Toutefois, la présomption légale de mutation, résultant de l'inscription au rôle des contributions, si elle résiste à toutes présomptions contraires, ne résiste pas à une preuve écrite. Cass., 20 mars 1816, *SIR.*, XVI, 1, 314. — Jugé encore que la présomption légale de mutation, résultant de l'inscription au rôle et du paiement d'une partie des contributions foncières, cède à la preuve contraire; par exemple, lorsque ce sont des enfans et surtout des enfans mineurs qui sont portés au rôle des contributions à la place de leur père. Cass., 2 août 1814, *SIR.*, XXIII, 1, 105. — Mais elle ne serait pas détruite par la simple allégation que les enfans inscrits au rôle des contributions à la place de leur père, ne l'ont été que par suite d'un bail verbal, révocable à la volonté du père, et dont le prix se compose d'une partie des fruits, conformément à l'usage local. Cass., 24 juin 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 104; *Bull. civ.*, XXIV, 174. — Elle ne peut non plus être détruite par des actes qui n'auraient rien d'incompatible avec la présomption de mutation, tels que des baux ou procurations passés par l'ancien propriétaire avant ou après la mutation présumée. Cass., 5 janvier 1825, *SIR.*, XXV, 1, 256; *Bull. civ.*, XXVII, 18. — Ni par la représentation d'actes sous seing privé, et, à plus forte raison, par la simple allégation des parties qu'il n'y a pas eu vente, mais seulement bail ou antichrèse. Cass., 17 août 1824, *SIR.*, XXV, 1, 255. — Ni par cette circonstance que le nouvel inscrit n'a pas signé au rôle, ou qu'il était dans l'usage de payer les contributions du prétendu vendeur avec les siennes. Cass., 11 mai 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 220; *Bull. civ.*, XXVII, 173. — Ni par la représentation d'un testament authentique d'une date antérieure à l'inscription, et d'après lequel il paraîtrait que la propriété n'a pas changé de main. Cass., 14 janvier 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 153; *Bull. civ.*, XXVI, 8. — Ni par la circonstance que l'immeuble a été porté dans un inventaire comme appartenant à l'acquéreur prétendu; ou par la déclaration de cet acquéreur qui l'a acheté, s'il ajoute que la vente était faite sous une condition qui ne s'est pas réalisée; ou par le paiement qu'il a pu faire sur le prix, dans la prévision que la condition se réaliserait; ou enfin par la résiliation d'un bail que l'acquéreur conditionnel se serait fait consentir par un fermier de l'immeuble. Cass., 15 décembre 1832, *SIR.*, XXXIII, 1, 472.

Lorsque le propriétaire d'un immeuble exproprié reste cependant inscrit au rôle des contri-

13. La jouissance, à titre de ferme, ou de location, ou d'engagement, d'un immeuble, sera aussi suffisamment établie pour la demande et la poursuite

butions foncières et continue à payer l'impôt, il y a présomption légale d'une rétrocession secrète de l'immeuble faite à son profit, qui rend exigible le droit de mutation. Cass., 29 mars 1820, *SIR.*, XX, 1, 363; *Bull. civ.*, XXII, 120. — Surtout lorsque le débiteur exproprié a consenti une hypothèque sur l'immeuble. Même arrêt. — La présomption légale de mutation n'existe plus, lorsqu'il est prouvé que le paiement des contributions a eu lieu par erreur, laquelle erreur provenait notamment de ce que la cote du rôle était seulement causée pour propriétés bâties, sans énoncer que ces propriétés consistaient en deux maisons dont l'une seulement appartenait à la personne nouvellement imposée. Cass., 13 avril 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 221. — Jugé encore que les paiements des contributions, établissant la présomption légale de mutation, s'entendent de ceux faits *sciemment*, et non de ceux faits par erreur, tels que ceux qui auraient été faits sur un avertissement qui ne contenait aucun détail, et comprenait, *in globo*, l'immeuble à raison duquel la régie prétend qu'il y a eu mutation et d'autres immeubles de même nature appartenant au nouvel imposé, sans qu'il lui ait été possible de reconnaître cette circonstance. Cass., 26 juillet 1830, *SIR.*, XXX, 1, 372. — Jugé aussi que, pour faire résulter une preuve de mutation de la double circonstance d'imposition et de paiement de l'impôt, il faut qu'il soit constant que la contribution a été imposée et acquittée précisément à cause de l'objet prétendu aliéné. Cass., 5 février 1810, *SIR.*, X, 1, 300. — Pour autoriser les poursuites de la régie contre le nouveau possesseur, il n'est pas nécessaire que celui-ci ait payé la contribution; il suffit qu'il ait payé le prix de l'immeuble en son nom personnel et qu'il soit imposé au rôle. Cass., 13 floréal an 10, *SIR.*, II, 1, 243. — Le fermier qui s'est engagé de payer les contributions pour le propriétaire, et qui paie une cote inscrite sous son nom au lieu de celui du propriétaire, est réputé payer par suite de son engagement comme fermier, et non comme se reconnaissant propriétaire. Cass., arrêt précité du 2 août 1814, *SIR.*, XXIII, 1, 105. — Jugé enfin que les paiements de la contribution foncière, effectués par des fermiers, lorsque ces paiements ont eu lieu au nom de la personne inscrite au rôle, sont réputés faits par cette personne elle-même, et constituent la présomption de mutation. Arrêt précité du 7 novembre 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 809. — Jugé de plus que les paiements faits par les fermiers ne constituent la présomption légale de mutation, qu'autant qu'il est prouvé que ces paiements ont eu lieu pour la personne inscrite au rôle et à sa connaissance. Cass., 31 janvier 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 660.

Le bail passé par le nouveau possesseur d'un domaine prouve suffisamment (quant à la perception du droit de mutation) le transport de la propriété, encore même que, dans l'acte de bail, le possesseur ait déclaré n'être acquéreur que par un acte de vente non encore en forme. Cass., 23 février 1807, *SIR.*, VII, 2, 938; *Bull. civ.*, IX, 56. — Jugé néanmoins que la présomption de mutation de propriété qui, aux termes de l'art. 12 de la loi de frimaire an 7, résulte de la représentation d'un bail, n'est pas de nature à établir, d'une manière irrévocable, la réalité de la mutation, et qu'elle doit disparaître devant la preuve de non mutation. Cass., 29 juillet 1816, *SIR.*, XVII, 1, 30; *Bull. civ.*, XVIII, 169. — Le dépôt par le vendeur, d'un acte de vente, au bureau de l'enregistrement, établit la mutation et autorise la perception du droit sur le nouveau possesseur. Cass., 5 mars 1817, *SIR.*, XVII, 1, 209; *Bull. civ.*, XIX, 72. — Cette présomption résulte encore de la reconnaissance ou aveu fait dans un exploit signifié à un tiers par l'acquéreur. Cass., 9 juillet 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 514. — Il n'est même besoin ni d'écrit, ni de possession, pour donner ouverture au droit de mutation pour vente d'immeubles; il suffit qu'il y ait preuve d'une vente verbale consommée. Cass., 6 septembre 1813, *SIR.*, XV, 1, 95; *Bull. civ.*, XV, 310.

La caution qui, pour sûreté de ses engagements, consent une hypothèque sur un domaine qu'elle avait précédemment vendu ou cautionné, fait un acte suffisant pour établir une nouvelle mutation, et autoriser la régie à percevoir le droit, bien qu'il n'apparaisse d'aucun acte translatif de propriété. Cass., 2 juillet 1816, *SIR.*, XVII, 1, 43; *Bull. civ.*, XVIII, 141. — Mais il n'y a pas présomption de mutation contre celui qui donne ou promet une hypothèque sur l'immeuble d'autrui, lorsqu'il est prouvé judiciairement que le tiers n'a pas cessé d'être propriétaire de cet immeuble, et qu'il est impossible que celui qui a promis l'hypothèque eût réellement acquis la propriété. Cass., 21 août 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 469. — La preuve d'une mutation résultant contre une partie de son aveu judiciaire, ne peut, en ce qui touche la perception des droits, être détruite par aucune preuve ou présomption contraire. Cass., 1^{er} avril 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 73; *Bull. civ.*, XXIV, 96.

Se mettre en possession des biens d'un absent, sans obtenir de la justice l'envoi en possession provisoire, c'est encourir la présomption légale de mutation, quoique l'acte constatant le fait d'entrée en possession constate aussi qu'on a reconnu le fait d'absence et l'obligation de rendre à l'absent, s'il reparait. Cass., 26 juillet 1814, *SIR.*, XV, 1, 250; *Bull. civ.*, XVI, 209; et 12 mai 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 487; *Bull. civ.*, XXXV, 97. — Et, dans ce cas, l'héritier qui prend ainsi possession doit payer les droits de mutation non seulement pour l'usufruit, mais en-

du paiement des droits des baux ou engagements non enregistrés, par les actes qui la feront connaître, ou par des paiemens de contributions imposées aux fermiers, locataires et détenteurs temporaires (1).

TITRE II. — *Des valeurs sur lesquelles le droit proportionnel est assis, et de l'expertise.*

14. La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance des biens meubles, est déterminée, pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel, ainsi qu'il suit, savoir : — 1° Pour les baux et locations, *par le*

core pour la nue-propriété. Cass., 22 juin 1808, *SIR.*, IX, 1, 276; Bull. civ., X, 172. — Lorsqu'un cohéritier possède un immeuble de la succession dont la valeur excède sa part héréditaire, calculée d'après l'estimation qui a servi de base à la régie de l'enregistrement, pour percevoir les droits de succession, la régie peut réclamer le droit de mutation sur ce qui, de l'immeuble, excède la portion héréditaire du possesseur; il est présumé ne posséder ce surplus qu'en vertu d'une cession de ses cohéritiers. Cass., 4 août 1818, *SIR.*, XIX, 1, 124; Bull. civ., XX, 208. — Jugé cependant que, lorsque l'héritier pour un quart d'une succession vend les trois quarts des biens qui la composent, il n'y a pas nécessité de croire que les deux quarts par lui vendus, en sus de sa portion virile, lui aient été préalablement conférés par quelque acte translatif de propriété, donnant ouverture au droit proportionnel; la présomption est qu'il a acquis les biens excédant sa portion héréditaire par un acte de partage, lequel n'étant que déclaratif de propriété, est dispensé du droit d'enregistrement. Cass., 20 vendémiaire an 11, *SIR.*, III, 1, 97. — Un jugement qui maintient en possession un détenteur d'immeubles ne suffit pas pour établir une présomption de propriété donnant lieu au droit de mutation: il faut encore que la régie prouve quel était le précédent propriétaire. Cass., 10 février 1813, *SIR.*, XV, 1, 424. — Le mineur qui vend un immeuble précédemment acquis par son tuteur est censé l'avoir acheté lui-même de ce dernier, par quelque acte occulte, tenu caché à la régie; cette présomption d'achat ne peut être détruite, ni par l'allégation d'une société secrète qui aurait existé entre les deux possesseurs successifs, ni par la production d'un partage sous seing privé tendant à établir que l'immeuble provient d'une succession qui leur est échue en commun. Cass., 9 octobre 1810, *SIR.*, XI, 1, 71; Bull. civ., XII, 217. — Celui qui est poursuivi en paiement des droits de mutation, pour vente faite à son mandataire, n'est pas recevable à soutenir qu'il n'est pas propriétaire (parce que le mandataire n'aurait pas été autorisé à acquérir), si déjà il n'y a eu désaveu judiciaire de ce mandataire. Cass., 9 février 1814, *SIR.*, XIV, 1, 265; Bull. civ., XVI, 62; et 16 février 1814, *SIR.*, XIV, 1, 266; Bull. civ., XVI, 72. — La demande judiciaire en résiliation d'un contrat de vente, pour autant que la vente existe ou puisse exister, forme une preuve suffisante de l'existence de ce contrat, et légitime la demande en paiement des droits d'enregistrement. Cass., 26 août 1806, *SIR.*, VII, 2, 939.

Pour les droits d'enregistrement, une rétrocession se prouve, comme une vente, par tous les genres de preuve indiqués par l'art. 12 de la loi de frimaire an 7. Cass., 3 avril 1811, *SIR.*, XI, 1, 253; Bull. civ., XIII, 55. — Lorsque le possesseur d'un immeuble a échangé en son nom cet immeuble qu'il avait auparavant vendu à un tiers, il y a présomption légale que l'immeuble a été rétrocédé à ce possesseur. Cass., 21 décembre 1808, *SIR.*, X, 1, 172; Bull. civ., X, 352. — La qualité de communiste ou de coacquéreur solidaire ne donne pas au communiste ou acquéreur la faculté de vendre la totalité de l'immeuble commun: si donc il vend pour le tout, la présomption est qu'il lui a été consenti par les autres communistes ou acquéreurs une revente passible du droit proportionnel. Cass., 26 octobre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 150; Bull. civ., XIV, 289.

En matière d'enregistrement, il appartient à la cour de cassation d'apprécier les élémens de la preuve contraire à la présomption légale. Cass., arrêt précité du 2 août 1814, *SIR.*, XXIII, 1, 105.

Les mutations d'immeubles dont il n'apparaît pas de titres, donnent lieu à la demande des droits d'enregistrement, dans les cas prévus par l'art. 12 de la loi du 22 frimaire an 7, encore que leur existence soit antérieure à la loi du 5 décembre 1790. Cass., 24 floréal an 13, *SIR.*, VII, 2, 939; Bull. civ., VII, 308. — Ainsi, un transport de propriété, fait en 1785, qui n'a pas payé les droits dus à cette époque, doit les acquitter d'après la loi du 22 frimaire an 7, lorsque ceux au profit desquels l'acte a été consenti sont réputés propriétaires, d'après la présomption légale. Cass., 8 juin 1814, *SIR.*, XIV, 1, 288; Bull. civ., XVI, 171.

(1) Quelle que soit la décision des tribunaux de première instance sur la question de savoir si tels ou tels faits constituent la jouissance, à titre de ferme ou de location, dont parle cet article, cette décision échappe à la censure de la cour de cassation. Cass., 15 vendémiaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 755.

prix annuel exprimé, en y ajoutant les charges imposées au preneur ; — 2° Pour les créances à termes, leurs cessions et transports, et autres actes obligatoires, par le capital exprimé dans l'acte, et qui en fait l'objet (1); — 3° Pour les quittances et tous autres actes de libération, par le total des sommes ou capitaux dont le débiteur se trouve libéré ; — 4° Pour les marchés et traités, par le prix exprimé ou l'évaluation qui sera faite des objets qui en seront susceptibles ; — 5° Pour les ventes et autres transmissions à titre onéreux, par le prix exprimé et le capital des charges qui peuvent ajouter au prix ; — 6° Pour les créations de rentes, soit perpétuelles, soit viagères, ou de pensions, aussi à titre onéreux, par le capital constitué et aliéné ; — 7° Pour les cessions ou transports desdites rentes ou pensions, et pour leur amortissement ou rachat, par le capital constitué, quel que soit le prix stipulé pour le transport ou l'amortissement (2); — 8° Pour les transmissions entre-vifs, à titre gratuit, et celles qui s'opèrent par décès, par la déclaration estimative des parties, sans distraction des charges (3); — 9° Pour les rentes et pensions créées sans expression de capital, leurs transports et amortissemens, à raison d'un capital formé de vingt fois la rente perpétuelle, et de dix fois la rente viagère ou la pension, et quel que soit le prix stipulé pour le transport ou l'amortissement (4). — Il ne sera fait aucune distinction entre les rentes viagères et pensions créées sur une tête, et celles créées sur plusieurs têtes, quant à l'évaluation. — Les rentes et pensions stipulées payables en nature, seront évaluées aux mêmes capitaux, estimation préalablement faite des objets d'après les dernières mercuriales du canton de la situation des biens, à la date de l'acte, s'il s'agit d'une rente créée pour aliénation d'immeubles, ou, dans tout autre cas, d'après les dernières mercuriales du canton où l'acte aura été passé. — Il sera rapporté à l'appui de l'acte un extrait certifié des mercuriales. — S'il est question d'objets dont les prix ne puissent être réglés par les mercuriales, les parties en feront une

(1) Pour le paiement du droit proportionnel sur une créance quelconque, il faut s'arrêter à la valeur nominale et non à la valeur réelle du capital exprimé dans l'acte : ainsi, lorsque le prix d'un immeuble est porté par contre-lettre à une somme nominale plus considérable que celle exprimée en l'acte de vente, les tribunaux ne peuvent se dispenser de prononcer une augmentation du droit proportionnel, sous le prétexte que le prix énoncé dans la contre-lettre est réellement le même que celui contenu en l'acte de vente, en égard à ce que, dans le contrat, le prix était fixé en numéraire métallique, tandis que, dans la contre-lettre, il est fixé à la valeur nominale d'un papier-monnaie. Cass., 3 novembre 1807, Sra., VII, 2, 753; Bull. civ., IX, 325.

(2) Lorsque le vendeur d'une rente perpétuelle s'en réserve l'usufruit, le droit proportionnel se détermine par la totalité du capital de la rente, sans aucune distraction pour la valeur de l'usufruit réservé. Cass., 1^{er} septembre 1806, Sra., VII, 2, 938; Bull. civ., VIII, 335. — Lorsqu'une rente est vendue en justice, par suite de saisie, le droit proportionnel se détermine par le prix porté en l'adjudication, et non par le capital de la rente. Cass., 1^{er} avril 1816, Sra., XVI, 1, 313.

(3) Voyez ci-après l'art. 15, n° 8, et les notes.

(4) Une pension annuelle constituée par un père à son enfant dans son contrat de mariage, avec faculté au constituant d'éteindre la pension, en payant un capital déterminé, ne doit être considérée, pour la perception du droit d'enregistrement, que comme une rente ou pension viagère, sans expression de capital : en conséquence, le droit à percevoir dans ce cas doit être calculé, sans égard à la somme fixée pour l'extinction ou amortissement de la pension, sur un capital formé de dix fois le revenu annuel, et non de vingt fois ce revenu, comme s'il s'agissait d'une rente perpétuelle : peu importe même que le constituant se soit réservé un droit de retour. Cass., 22 février 1832, Sra., XXXII, 1, 186.

Le droit d'enregistrement sur les rentes créées sans expression de capital doit être perçu à raison d'un capital formé de vingt fois le revenu, quel que soit le prix stipulé pour son amortissement, aussi bien lorsque ce prix est supérieur que lorsqu'il est inférieur au denier vingt. Cass., 19 mai 1834, Sra., XXXIV, 1, 488.

déclaration estimative ; — 10° Pour les actes et jugemens portant condamnation, collocation, liquidation ou transmission, *par le capital des sommes, et les intérêts et dépens liquidés.* — 11° L'usufruit transmis à titre gratuit s'évalue à la moitié de la valeur entière de l'objet.

15. La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance des immeubles, est déterminée, pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel, ainsi qu'il suit, savoir : — 1° Pour les baux à ferme ou à loyer, les sous-baux, cessions et subrogations de baux, *par le prix annuel exprimé, en y ajoutant les charges imposées au preneur.* — Si le bail est stipulé payable en nature, il en sera fait une évaluation d'après les dernières mercuriales du canton de la situation des biens, à la date de l'acte, à l'appui duquel il sera rapporté un extrait certifié des mercuriales (1). — Il en sera de même des baux à portion de fruits, pour la part revenant au bailleur, dont la quotité sera préalablement déclarée, et sur la valeur de laquelle le droit d'enregistrement sera perçu. — S'il s'agit d'objets dont la valeur ne puisse être constatée par les mercuriales, les parties en feront une déclaration estimative. — 2° Pour les baux à rentes perpétuelles et ceux dont la durée est illimitée, *par un capital formé de vingt fois la rente ou le prix annuel, et les charges aussi annuelles, en y ajoutant également les autres charges en capital, et les deniers d'entrée, s'il en est stipulé.* — Les objets en nature s'évaluent comme ci-dessus. — 3° Pour les baux à vie, sans distinction de ceux faits sur une ou plusieurs têtes, *par un capital formé de dix fois le prix et les charges annuels, en y ajoutant de même le montant des deniers d'entrée, et des autres charges, s'il s'en trouve d'exprimées. Les objets en nature s'évaluent pareillement comme il est prescrit ci-dessus.* — 4° Pour les échanges, *par une évaluation qui doit être faite en capital, d'après le revenu annuel multiplié par vingt, sans distraction des charges* (2); — 5° Pour les engagements, *par les prix et sommes pour lesquels ils sont faits;* — 6° Pour les ventes, adjudications, cessions, rétrocessions, licitations, et tous autres actes civils ou judiciaires, portant translation de propriété ou d'usufruit, à titre onéreux, *par le prix exprimé, en y ajoutant toutes les charges en capital, ou par une estimation d'experts, dans les cas autorisés par la présente* (3); — Si

(1) Voyez l'art. 75 de la loi du 15—16 mai 1818, sur les finances, qui prescrit ainsi la formation des mercuriales: « On formera l'année commune, d'après les quatorze dernières années « antérieures à celle de l'ouverture du droit; on retranchera les deux plus fortes et les deux « plus faibles; et l'année commune sera établie sur les dix années restantes.

(2) En matière d'échange, le revenu d'un immeuble, d'après lequel doit être calculé le droit proportionnel d'enregistrement, peut être déterminé par la voie de l'expertise, nonobstant l'existence d'un bail. Cass., 27 décembre 1820, SIR., XXI, 1, 145.

(3) Depuis la loi du 11 brumaire an 7, qui déclare les rentes foncières rachetables, ces rentes (pour la perception du droit d'enregistrement) sont réputées des charges, et non plus une portion de la propriété. Instruction générale de la régie, 16 brumaire an 12, SIR., III, 2, 157. — Jugé encore que les rentes foncières sont considérées comme une charge du fonds, et non comme une copropriété réservée dans le fonds par le vendeur primitif. Cass., 9 fructidor an 12, SIR., IV, 1, 382; Bull. civ., VI, 404. — Antérieurement, la cour de cassation avait jugé en sens contraire. Cass., 4 ventose an 10, SIR., II, 1, 236. — Lorsqu'une vente d'immeubles est faite à la charge par l'acquéreur de servir une rente viagère antérieurement due par le vendeur, le droit d'enregistrement ne doit pas être calculé sur le capital originaire de la constitution de rente, mais bien sur l'évaluation en capital que les parties donnent à cette rente dans le contrat de vente, sauf à la régie à faire vérifier l'évaluation par experts, si elle le juge convenable. Cass., 21 décembre 1829, SIR., XXX, 1, 117. — Pour la liquidation du droit d'enregistrement, sur un transport de droits successifs, il faut ajouter au prix du transport le montant des dettes de la succession, encore que l'acquéreur n'en soit pas expressément chargé. Cass., 20 nivose an 12, SIR., VII, 2, 938. — Lorsque le propriétaire d'une forêt aménagée, vend le fonds, tréfond

l'usufruit est réservé par le vendeur, il sera évalué à la moitié de tout ce qui forme le prix du contrat, et le droit sera perçu sur le total; mais il ne sera dû aucun autre droit pour la réunion de l'usufruit à la propriété: cependant si elle s'opère par un acte de cession, et que le prix soit supérieur à l'évaluation qui en aura été faite pour régler le droit de la translation de propriété, il est dû un droit, par supplément, sur ce qui se trouve excéder cette évaluation. Dans le cas contraire, l'acte de cession est enregistré pour le droit fixe (1). — 7^e Pour les transmissions de propriété entre-vifs, à titre

et superficie, mais se réserve dix coupes ou la coupe des dix années prochaines, comme n'étant pas comprises dans la vente, il n'est pas dû un droit d'enregistrement à raison de ces coupes: ce cas n'est pas le même qu'une réserve de l'usufruit, ni d'une charge imposée à l'acquéreur; c'est une restriction de la vente. Cass., 1^{er} février 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 163. — *Idem*, la réserve que le vendeur d'un immeuble fait à son profit d'une somme stipulée à titre de pot-de-vin dans un bail antérieur de l'immeuble, dont il cède le bénéfice à l'acquéreur, ne peut être considérée, ni comme une charge de la vente, ni comme un supplément du prix de vente, passible du droit proportionnel. Cass., 8 février 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 706. — La vente de la nue propriété d'un immeuble grevé, au profit d'un tiers, d'une jouissance emphytéotique, avec condition que l'acquéreur n'entrera en jouissance qu'après l'expiration de ce bail, n'est passible du droit proportionnel que sur la valeur de la nue-propriété et non sur la valeur intégrale de l'immeuble. Cass., 23 novembre 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 867; Bull. civ., XXXV, 190; et 30 avril 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 342; Bull. civ., XXXV, 84. — La charge imposée à l'acquéreur de payer une partie de la contribution foncière échue antérieurement à son contrat, constitue une augmentation réelle du prix de la vente, et donne lieu à une augmentation proportionnelle du droit d'enregistrement. Cass., 19 mai 1819, *SIR.*, XIX, 1, 402. — Lorsque, par contrat de vente, il est stipulé que l'acquéreur paiera le droit d'enregistrement en déduction du prix convenu, il faut, pour la liquidation de ce droit, déduire du prix de la vente la somme à laquelle il s'élève. Cass., 25 germinal an 13, *SIR.*, VII, 2, 1247. — Lorsque, dans une adjudication devant notaire, le cahier des charges impose aux adjudicataires l'obligation de payer, outre leurs prix principaux, une somme au notaire pour frais et honoraires, et que cette somme excède ce qui est dû légalement au notaire, la régie a le droit de demander la réduction de cette somme, et que le surplus soit considéré comme faisant partie du prix principal, et en conséquence assujéti au droit d'enregistrement. Cass., 10 décembre 1816, *SIR.*, XVIII, 1, 4.

(1) La vente faite avec réserve d'usufruit au profit du vendeur est assujétie, sans aucune exception ni distinction, non seulement à un droit proportionnel sur le prix de la nue-propriété, mais encore sur la valeur de l'usufruit réservé, évalué à la moitié du prix de la nue-propriété. Cass., 25 nivose an 12, *SIR.*, IV, 2, 675; Bull. civ., VI, 124. — La vente de biens immeubles, avec réserve de la jouissance de la superficie, ne peut être considérée que comme une vente de la nue-propriété, avec réserve de l'usufruit: en conséquence, une telle vente est passible, non seulement du droit proportionnel à percevoir sur le prix porté au contrat, mais encore d'un demi-droit en sus, pour la valeur de l'usufruit réservé par le vendeur. Cass., 24 juin 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 260; Bull. civ., XXXI, 150. — Le droit d'enregistrement à raison de l'usufruit réservé est, dans tous les cas, de la moitié seulement de la nue-propriété, quelle que puisse être la valeur réelle de cet usufruit. Cass., 10 juillet 1810, *SIR.*, XI, 1, 171; Bull. civ., XII, 139. — La cession de l'usufruit moyennant un prix donne lieu au droit proportionnel d'enregistrement, si la nue-propriété a été transmise en ligne directe au propriétaire, par décès, dans un temps où les mutations qui arrivaient dans cette ligne n'étaient pas passibles du centième denier. Décis. minist., 11 avril 1809, *SIR.*, IX, 2, 223. — Lorsque la régie de l'enregistrement a perçu un droit distinct sur la transmission d'une nue-propriété et sur la transmission de l'usufruit à deux différentes personnes, s'il arrive que l'usufruitier transporte son droit au nu-propriétaire, il n'y a pas ouverture à un droit proportionnel de mutation, pas même pour la valeur réelle de l'usufruit qui excéderait la valeur qu'on lui avait supposée lors de la première déclaration: si le premier droit perçu a été insuffisant, c'est à la régie à se pourvoir en supplément, mais dans le cas seulement où la prescription ne serait pas acquise. Cass., 19 avril 1809, *SIR.*, XIV, 1, 184. — La vente de la nue-propriété d'un immeuble dont l'usufruit appartient à un tiers, ne donne ouverture qu'à un seul droit proportionnel sur le prix de la nue-propriété; il n'y a pas lieu à percevoir en sus un autre droit proportionnel pour raison de la réunion future de l'usufruit à la propriété: cette seconde perception n'est autorisée par l'art. 15, n° 6, de la loi du 22 frimaire an 7, qu'en cas de vente de la nue-propriété, avec réserve de l'usufruit au profit du vendeur lui-même. Cass., 3 janvier 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 73. — Lorsque la nue-propriété et l'usufruit sont vendus par le même acte à des acquéreurs différents, la régie qui perçoit un droit proportionnel sur la vente de la nue-propriété, et un autre droit sur la vente de l'usufruit, ne peut cumuler un troisième droit à raison de la réunion future de l'usufruit à

gratuit, et celles qui s'effectuent par décès, *par l'évaluation qui sera faite et portée à vingt fois le produit des biens, ou le prix des baux courans, sans distraction des charges.* — Il ne sera rien dû pour la réunion de l'usufruit à la propriété, lorsque le droit d'enregistrement aura été acquitté sur la valeur entière de la propriété (1). — 8° Pour les transmissions d'usufruit seulement, soit entre-vifs, à titre gratuit, soit par décès, *par l'éva-*

la propriété. Cass., 8 janvier 1822, SIR., XXIV, 1, 91; 26 décembre 1826, SIR., XXVII, 1, 72; et plusieurs autres arrêts. — Jugé aussi que la dispense d'un nouveau droit pour la réunion de l'usufruit à la propriété est applicable, soit que la réunion s'opère au profit de l'acquéreur ou donataire lui-même, soit qu'elle s'opère en faveur de son cessionnaire. Cass., 29 mai 1832, SIR., XXXII, 1, 392; et 27 mai 1834, SIR., XXXIV, 1, 425.

Voyez encore, ci-après, Part. 69, § 7.

(1) Lorsqu'il s'agit de déterminer la valeur des biens transmis par décès, pour la liquidation et le paiement des droits de mutation, les tribunaux ne peuvent se dispenser de porter l'évaluation à vingt fois la valeur du revenu des biens, ou de la calculer par le prix des baux courans; Part. 15 de la loi de frimaire est prohibitif de tout autre calcul. Cass., 23 mars 1812, SIR., XII, 1, 262; Bull. civ., XIV, 102. — La valeur foncière des biens déclarés s'établit par le prix des baux existans à l'époque où la succession est ouverte, et non par le prix des baux existans lorsque les héritiers font leur déclaration. Décis. minist., 12 germinal an 13, SIR., V, 2, 147. — La valeur foncière des biens affermés en nature doit être déterminée par les mercuriales; la loi ne permet pas de recourir à l'expertise contre la régie. Cass., 14 juin 1809, SIR., X, 1, 283; Bull. civ., XI, 129. — Jugé encore que, lorsqu'un décès d'un individu, il existe des baux de ses biens, le prix de ces baux doit être pris pour base du revenu des biens, afin de liquider les droits de succession, quelles que soient les circonstances qui pourraient porter à penser que le prix est supérieur à la valeur réelle du revenu des biens: en ce cas, la régie ne peut être soumise à l'obligation de faire estimer le revenu; il lui suffit de représenter les baux. Cass., 18 août 1829, SIR., XXIX, 1, 381; Bull. civ., XXXI, 210. — Jugé aussi que les tribunaux ne peuvent se dispenser d'avoir égard aux baux non contestés par la régie, pour l'évaluation des immeubles transmis par décès; ce n'est qu'en l'absence de tout bail qu'on peut rechercher le produit matériel de l'immeuble, ou se fixer sur les renseignemens fournis par le rôle des contributions, pour payer le droit en conséquence. Cass., 5 avril 1808, SIR., VII, 2, 1063; Bull. civ., X, 68. — Jugé enfin que, lorsqu'au moment d'une donation il existe un bail authentique des biens donnés et que la régie prend ce bail pour base des droits de mutation qu'elle réclame, si le donataire demande une expertise, en alléguant la résiliation du bail, la preuve de la résiliation est à sa charge. Cass., 7 février 1821, SIR., XXI, 1, 409; Bull. civ., XXIII, 41. — Les juges peuvent prendre pour base de l'évaluation les mercuriales des trois dernières années, si les baux sont faits à colonage, c'est-à-dire moyennant une portion fixe de fruits; il n'en est pas de ce cas comme de celui où les baux sont payables en nature, hypothèse pour laquelle la loi exige que l'évaluation soit faite sur les quatorze dernières années. Cass., 9 mai 1826, SIR., XXVI, 1, 446; Bull. civ., XXVIII, 193.

Les droits de mutation par décès sont d'une cote proportionnelle de l'hérédité, et non d'une cote proportionnelle des biens, déduction faite des dettes ou charges. Cass., 3 ventose an 11, SIR., III, 2, 294; Bull. civ., V, 166. — Dans une succession qui se compose de rentes, le droit de mutation est dû sur le capital réel des rentes et non sur leur prix vénal ou d'estimation. Cass., 4 mai 1807, SIR., VII, 2, 744; Bull. civ., IX, 154. — La loi qui prohibe la distraction des charges pour la fixation du droit d'enregistrement sur les immeubles transmis par décès, s'applique non seulement à la contribution foncière et aux dettes mobilières de la succession, mais encore aux rentes spécialement affectées sur l'immeuble. Cass., 19 prairial an 11, SIR., III, 2, 335; Bull. civ., V, 291. — Mais n'est pas considérée comme charge de la donation, la réserve, faite par le donateur d'une somme à prendre sur l'immeuble donné, pour en disposer au profit d'un tiers, lorsqu'il en a réellement disposé; en conséquence, cette somme doit être distraite de la valeur de l'immeuble pour la perception des droits. Cass., 17 août 1831, SIR., XXXI, 1, 401; Bull. civ., XXXIII, 140. — Le droit, attribué à la femme commune, d'exercer des reprises sur les biens du mari, constitue une *charge des biens* dans le sens de l'art. 15, n° 7, de la loi de frimaire, et non un droit de copropriété; par conséquent, le droit de mutation doit être perçu, au décès du mari, sur tous les biens, sans distraction de la valeur des reprises de la femme. Cass., 18 mai 1824, SIR., XXIV, 1, 287; Bull. civ., XXVI, 186. — Jugé encore que le droit de mutation par décès, au cas où la femme renonce à la communauté, doit être perçu sur la totalité des biens de cette communauté, sans déduction des reprises de la femme. Cass., 10 août 1830, SIR., XXX, 1, 315; Bull. civ., XXXII, 180. — Lorsqu'un droit de mutation a été payé à raison d'une donation entre-vifs de sommes d'argent exigibles seulement au décès du donateur, le droit de mutation sur les valeurs mobilières de la succession de ce dernier ne doit être perçu qu'après

luation qui en sera portée à dix fois le produit des biens, ou le prix des baux courans, aussi sans distraction des charges. — Lorsque l'usufruitier qui aura acquitté le droit d'enregistrement pour son usufruit, acquerra la nue-propriété, il paiera le droit d'enregistrement sur sa valeur, sans qu'il y ait lieu de joindre celle de l'usufruit.

16. Si les sommes et valeurs ne sont pas déterminées dans un acte ou un jugement donnant lieu au droit proportionnel, les parties seront tenues d'y suppléer, avant l'enregistrement, par une déclaration estimative, certifiée et signée au pied de l'acte (1).

17. Si le prix énoncé dans un acte translatif de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, à titre onéreux, paraît inférieur à leur valeur vénale à l'époque de l'aliénation, par comparaison avec les fonds voisins de même nature, la régie pourra requérir une expertise, pourvu qu'elle en fasse la demande dans l'année, à compter du jour de l'enregistrement du contrat (2).

distraction, sur ces valeurs, des sommes données; en un tel cas, les sommes données ne doivent pas être considérées comme une charge de la succession. Cass., 18 février 1829, Str., XXIX, 1, 97; et 1^{er} avril 1829, Str., XXIX, 1, 283; Bull. civ., XXXI, 73.

Lorsque l'héritier a acquitté les droits de mutation sur l'universalité de la succession, tant en meubles qu'immeubles, les légataires particuliers ne sont pas tenus d'acquitter un nouveau droit de mutation à raison de la chose qui leur a été léguée, si, par leurs rapports avec le défunt, ils ne sont pas soumis à un droit plus fort que l'héritier légitime. Cass., 2 avril 1808, Str., VIII, 1, 265. — Réciproquement, si le droit de mutation a été perçu sur les legs particuliers, lors de l'enregistrement du testament, l'héritier peut demander que le prix en soit déduit lors de la perception du droit sur l'universalité de la succession. Cass., 8 septembre 1808, Str., IX, 1, 142. — Le droit proportionnel d'enregistrement qui est dû par un légataire universel, grevé de legs particuliers, ne doit être pris sur la valeur entière des biens compris dans la succession disponible, que distraction faite des droits qui sont dus pour chacun des legs particuliers au paiement desquels il est tenu, encore qu'il s'agisse de legs de sommes d'argent qui ne se trouvent pas dans la succession et que le légataire universel doit payer de ses propres deniers. Cass., 27 mai 1806, Str., VI, 2, 670. — La déclaration à faire à la régie par l'héritier ou légataire universel n'embrasse pas les legs particuliers, lorsque la chose léguée se trouve en nature dans la succession; elle les embrasse, lorsque les legs particuliers consistent en sommes à payer ou en rentes à servir, sans désignation. Décis. minist., 17 février 1807, Str., IX, 2, 227. — Les questions qui précèdent ne peuvent plus s'élever depuis l'avis du cons. d'état du 2—10 septembre 1808 (Str., X, 2, 503), portant que, lorsque des héritiers ou légataires universels sont grevés de legs particuliers de sommes non existantes dans la succession, et qu'ils ont acquitté le droit proportionnel sur l'intégralité des biens de cette même succession, le même droit n'est pas dû pour les legs: il a été en même temps décidé que cet avis s'applique même aux legs de rentes viagères. Cass., 23 septembre 1811, Str., XII, 1, 422; et 17 mars 1812, Str., XII, 1, 423. — Mais il ne s'applique pas aux legs d'usufruit. Cass., arrêt précité du 23 septembre 1811.

(1) La perception faite sur l'évaluation des parties, à défaut de prix exprimé dans l'acte, n'est pas définitive: spécialement, si le prix d'adjudication des biens dont un failli a fait cession à ses créanciers est inférieur à l'estimation que les créanciers ou leurs syndics avaient donnée à ces biens, les créanciers sont fondés à demander la restitution de ce qui a été perçu au-delà du prix de l'adjudication. Solution de la régie, 28 décembre 1831, Str., XXXII, 2, 555.

(2) La faculté de demander l'expertise n'est relative qu'aux transmissions de biens immeubles; elle ne s'applique pas au cas où la régie prétendrait que la valeur d'une obligation mobilière, dont le capital n'est pas déterminé dans l'acte, a été fixée par les parties à une somme trop minime, dans la vue de frauder les droits du fisc. Cass., arrêt précité du 1^{er} février 1832, Str., XXXII, 1, 557. — L'expertise ne peut jamais être demandée que par la régie et dans son intérêt. Cass., 27 avril 1807, Str., VII, 2, 742; Bull. civ., IX, 136. — On ne peut pas l'obliger à y recourir, lorsqu'il y a titre authentique constatant le revenu des biens sujets aux droits de mutation. Cass., 13 février 1809, Str., X, 1, 145. — La régie peut demander l'estimation de l'immeuble vendu, lorsqu'elle présume que le prix énoncé dans l'acte de vente est inférieur à la valeur réelle de l'immeuble, encore que la vente n'ait été faite qu'avec clause de rachat, et que le temps fixé pour le rachat ne soit pas expiré. Cass., 5 novembre 1811, Str., XII, 1, 111; Bull. civ., XII, 264. — Il en est de même, dans le cas d'une cession de droits successifs, moyennant une rente viagère et autres charges non évaluées, si le prix paraît à la régie inférieur à la valeur vénale; l'art. 1576 du Cod. civ., portant qu'on ne peut quereller les baux à rente viagère pour vilité de prix, ne s'oppose pas, dans ce cas, à l'expertise. Cass., 1^{er} janv.

18. La demande en expertise sera faite, au tribunal civil du département dans l'étendue duquel les biens sont situés, par une pétition portant nomination de l'expert de la nation (1).—L'expertise sera ordonnée dans la décade de la demande (2).—En cas de refus par la partie de nommer son expert, sur la sommation qui lui aura été faite d'y satisfaire dans les trois jours, il lui en sera nommé un d'office par le tribunal (3).—Les experts, en cas de par-

1808, *SIR.*, VIII, 1, 374. — L'expertise peut être demandée par la régie, même au cas où les immeubles soumis aux droits de mutation sont évalués par quinze fois la valeur du revenu déclaré par la matrice du rôle de la contribution foncière, conformément à l'art. 2165 du Cod. civ. Cass., 4 août 1807, *SIR.*, XII, 2, 117; *Bull. civ.*, IX, 252. — Une démission de biens qui renferme des charges imposées au donataire, est réputée à titre onéreux plus qu'à titre gratuit, en matière d'enregistrement; si donc la régie critique l'estimation donnée aux immeubles, elle doit établir l'insuffisance de cette estimation par voie d'expertise. Cass., 2 septembre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 421. — En matière d'échange, le revenu d'un immeuble d'après lequel le droit proportionnel d'enregistrement doit être calculé, peut être déterminé par voie d'expertise, nonobstant l'existence d'un bail. Cass., 27 décembre 1820, *SIR.*, XXI, 1, 149. — Jugé encore qu'il ne suffit pas que les parties aient énoncé vaguement, dans un contrat d'échange, que le revenu des objets échangés est de valeur égale, pour que le receveur de l'enregistrement soit obligé de s'en rapporter à cette déclaration ou de demander une expertise; s'il résulte de l'acte d'échange lui-même qu'il y a eu soule ou retour, le receveur peut percevoir le droit sur cette soule. Cass., 28 avril 1830, *SIR.*, XXX, 1, 181; *Bull. civ.*, XXXII, 110. — Jugé aussi que, s'il y a retour dans un contrat d'échange, et si l'estimation du retour portée au contrat est inférieure à sa valeur réelle, la régie peut demander un supplément de droit, après le délai d'un an, et avant l'expiration du délai de deux ans: dans ce cas la régie n'est pas obligée à provoquer une expertise; elle peut exiger le supplément du droit d'après l'évaluation portée en un bail courant. Cass., 13 décembre 1809, *SIR.*, X, 1, 143; *Bull. civ.*, XI, 279. — Le cas de surenchère n'autorise pas les tribunaux à différer jusqu'à l'adjudication l'expertise demandée par la régie de l'enregistrement pour constater la véritable valeur de l'immeuble vendu, afin d'arriver à la perception du droit de mutation. Cass., 3 mai 1809, *SIR.*, IX, 1, 247; *Bull. civ.*, XI, 90. — Les tribunaux ne peuvent pas non plus surseoir à ordonner l'expertise des biens d'une succession, sous prétexte qu'un des héritiers étant mineur, il y aura lieu à une estimation des biens sur laquelle la régie pourra établir la perception des droits de mutation. Cass., 4 février 1807, *SIR.*, VIII, 1, 38; *Bull. civ.*, IX, 21.

Si l'expertise n'est pas demandée dans l'année, à dater du jour de l'enregistrement de l'acte, le droit est péri: il ne suffit pas que, dans l'année, la demande ait été formée par requête présentée aux juges; il faut encore que cette requête ait été, dans le même espace de temps, notifiée aux parties intéressées. Cass., 7 germinal an 11, *SIR.*, III, 1, 354. — Jugé encore que la prescription est acquise contre la demande d'expertise, faute par la régie d'avoir fait notifier sa requête dans l'année. Cass., 18 germinal an 13, *SIR.*, V, 2, 232; *Bull. civ.*, VII, 285. — L'action annale de la régie à fin d'expertise est conservée par la seule notification de sa requête: il n'est pas nécessaire que cette requête ait été suivie, dans l'année, d'une demande judiciaire. Cass., 5 décembre 1820, *SIR.*, XXI, 1, 240; *Bull. civ.*, XXII, 324. — Mais la requête à fin d'expertise n'interrompt la prescription annale, qu'autant que la signification renferme sommation à la partie de nommer son expert, ou citation devant le tribunal. Cass., 29 novembre 1833, *SIR.*, XXXIV, 1, 93. — Le délai d'un an ne court pas à l'égard d'une donation entre-vifs: la régie peut demander l'expertise pendant deux ans, à partir du jour du contrat. Cass., 26 février 1812, *SIR.*, XII, 1, 201; *Bull. civ.*, XIV, 71. — Mais une donation entre-vifs faite par un père à ses enfants, à la charge par eux de le nourrir et entretenir, doit être réputée à titre onéreux; si donc la régie trouve l'estimation insuffisante, elle doit, à peine de déchéance, provoquer l'expertise dans l'année. Cass., 22 novembre 1808, *SIR.*, IX, 1, 106.

La requête présentée par la régie de l'enregistrement à fin d'expertise est valablement signée par un inspecteur, en l'absence du receveur. Cass., 29 février 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 224; *Bull. civ.*, XXXIV, 36.

(1) Voyez la loi du 15—25 novembre 1808, qui désigne le tribunal devant lequel doit être portée la demande à fin d'expertise de biens immeubles situés dans le ressort de plusieurs tribunaux, quels experts doivent être nommés, et détermine le mode de prestation de serment.

(2) Voyez les arrêts de cassation précités, des 4 février 1807 (*SIR.*, VIII, 1, 38; *Bull. civ.*, IX, 21), et 3 mai 1809 (*SIR.*, IX, 1, 247; *Bull. civ.*, XI, 90), qui décident que les tribunaux ne peuvent différer d'ordonner l'expertise.

(3) Lorsqu'un tribunal a agréé l'expert nommé par la régie, il ne peut, sans violer la chose

tage, appelleront un tiers-expert (1) : s'ils ne peuvent en convenir, le juge de paix du canton de la situation des biens y pourvoira. — Le procès-verbal d'expertise sera rapporté, au plus tard, dans le mois qui suivra la remise qui aura été faite aux experts de l'ordonnance du tribunal, ou dans le mois après l'appel d'un tiers-expert (2). — Les frais de l'expertise seront à la charge de l'acquéreur, mais seulement lorsque l'estimation excédera d'un huitième au moins le prix énoncé au contrat (3). — L'acquéreur sera tenu, dans tous les cas, d'acquitter le droit sur le supplément d'estimation, s'il y a une plus-value constatée par le rapport des experts (4).

jugée, revenir sur sa décision et nommer d'office un autre expert. Cass., arrêt précité du 27 avril 1807, *SIR.*, VII, 2, 742; *Bull. civ.*, IX, 136.

L'art. 1041 du Cod. proc. civ. n'a pas abrogé les dispositions particulières de la loi du 22 frimaire an 7, concernant les formes de procéder, en matière d'expertise, sur les demandes du droit de mutation. Cass., 25 octobre 1808, *SIR.*, X, 1, 168; *Bull. civ.*, X, 301. — Jugé encore que l'art. 303 du Cod. proc. civ., qui règle la forme de l'expertise, n'est pas applicable en matière d'enregistrement, et que les tribunaux ne peuvent se dispenser de suivre la marche tracée par la loi de frimaire. Cass., 2 mai 1810, *SIR.*, XI, 1, 117; *Bull. civ.*, XII, 73. — Les experts doivent nécessairement faire leur estimation par comparaison avec les fonds voisins de même nature que celui vendu; ils ne peuvent fixer la valeur de l'immeuble au denier vingt du revenu; l'art. 15 de la loi de frimaire, qui le permet, est restreint au cas d'échange et de baux à rente perpétuelle. Cass., 23 mars 1812, *SIR.*, XII, 1, 264; *Bull. civ.*, XIV, 100. — Jugé, au contraire, que les experts ne doivent pas nécessairement, à peine de nullité, constater qu'ils opèrent par comparaison avec les fonds voisins de même nature, et que la loi laisse le mode d'expertise à la conscience des experts. Cass., 6 avril 1815, *SIR.*, XV, 1, 334. — Les experts, chargés de faire l'estimation d'un domaine considérable, peuvent et doivent, s'il y a lieu, faire autant d'estimations séparées qu'il y a de parties de nature différente dans l'immeuble qu'il s'agit d'apprécier, et comparer ensuite chacune de ces parties détachées avec les fonds voisins de même nature. Cass., 9 brumaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 904. — Ils doivent nécessairement, dans leur estimation, faire déduction des frais d'acte et d'enregistrement payés par l'acquéreur; la valeur vénale, selon la loi de frimaire, n'est que celle dont le vendeur profite. Cass., 7 mars 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 181.

(1) Le tiers-expert n'est pas tenu d'adopter l'un des avis des premiers experts; il peut émettre un avis différent. Cass., 18 août 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 40; *Bull. civ.*, XXV, 385. — Lorsque l'expertise est annulée pour vice de forme, les juges ne peuvent suppléer à cette expertise en estimant eux-mêmes les immeubles; il y a nécessité pour eux d'ordonner une nouvelle expertise. Cass., 28 mars 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 161; *Bull. civ.*, XXXIII, 45.

(2) L'art. 323 du Cod. proc. civ., portant que les juges ne sont point astreints à suivre l'avis des experts, si leur conviction s'y oppose, n'est pas applicable aux expertises en matière d'enregistrement. Cass., 7 mars 1808, *SIR.*, VIII, 1, 212; *Bull. civ.*, X, 32. — Ils doivent ordonner une nouvelle expertise, si la première leur paraît inexacte. Cass., 17 avril 1816, *SIR.*, XX, 1, 491; *Bull. civ.*, XVIII, 73. — Les expertises régulières en la forme, mais insuffisantes, peuvent être écartées par les juges, pour en ordonner une nouvelle. Cass., 24 juillet 1815, *SIR.*, XV, 1, 402. — Lorsqu'une première expertise est annulée, les experts chargés de procéder à la seconde, doivent être, comme ceux de la première, nommés par les parties, et non d'office par les juges. Cass., 16 juin 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 230; *Bull. civ.*, XXV, 266. — La récusation proposée contre des experts est non recevable, lorsqu'elle n'a lieu que postérieurement à la date du procès-verbal d'expertise, bien qu'avant son enregistrement : les rapports d'experts nommés en conformité de la loi du 22 frimaire an 7, ne peuvent être considérés comme de simples actes sous signature privée; ils font foi de leur date, tant à l'égard de la régie qu'à l'égard des redevables des droits d'enregistrement. Cass., 6 frimaire an 14, *SIR.*, VI, 1, 108; *Bull. civ.*, VII, 489.

(3) L'héritier qui a fait une déclaration insuffisante de la valeur des biens d'une succession, doit supporter les frais de l'expertise, lors même que la différence entre la déclaration et l'estimation n'est pas d'un huitième : on ne doit pas appliquer à ce cas la disposition de l'art. 18 de la loi du 22 frimaire an 7, qui ne concerne que les transmissions à titre onéreux. Cass., 11 mai 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 196; *Bull. civ.*, XXVI, 166; et 9 mai 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 446; *Bull. civ.*, XXVIII, 193.

(4) Voyez l'art. 5 de la loi du 27 ventose an 9 (18 mars 1801), portant que, dans tous les cas où les frais d'expertise tombent à la charge du redevable, il y a lieu au double droit d'enregistrement sur le supplément de l'estimation.

Jugé, par application de cette règle, que le double droit, au cas de supplément de droit,

19. Il y aura également lieu à requérir l'expertise des revenus des immeubles transmis en propriété ou usufruit à tout autre titre qu'à titre onéreux, lorsque l'insuffisance dans l'évaluation ne pourra être établie par actes qui puissent faire connaître le véritable revenu des biens.

TITRE III. — *Des délais pour l'enregistrement des actes et déclarations.*

20. Les délais pour faire enregistrer les actes publics, sont, savoir : — De quatre jours, pour ceux des huissiers et autres ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux (1); — De dix jours, pour les actes des notaires qui résident dans la commune où le bureau d'enregistrement est établi (2); — De quinze jours, pour ceux des notaires qui n'y résident pas; — De vingt jours, pour les actes judiciaires soumis à l'enregistrement sur les minutes, et pour ceux dont il ne reste pas de minute au greffe, ou qui se délivrent en brevet (3); — De vingt jours aussi, pour les actes des administrations centrales et municipales assujétis à la formalité de l'enregistrement (4).

21. Les testamens déposés chez les notaires, ou par eux reçus, seront enregistrés dans les trois mois du décès des testateurs, à la diligence

s'étend au supplément aussi bien qu'au droit lui-même. Cass., 23 décembre 1817, Sir., XVIII, 1, 167; Bull. civ., XIX, 324.

(1) Cet article s'entend en ce sens, qu'on ne doit pas comprendre dans le délai de quatre jours le jour formant le point de départ, mais qu'il faut y comprendre celui de l'échéance : telle est au moins l'interprétation donnée à l'art. 8 de la loi du 19 décembre 1790, reproduit textuellement par le présent. Cass., 23 floréal an 6, DALL., coll. alphab., 1, 356. — Un exploit daté du 9, et enregistré le 14, est nul, à défaut d'enregistrement dans le délai. Cass., 23 floréal an 9, Sir., I, 1, 441; Bull. civ., III, 193.

Voyez encore l'art. 34 ci-après.

(2) Les actes de dépôt des testamens olographes doivent être enregistrés dans les dix jours, suivant cette règle générale : l'art. 21 qui exempte les testamens de l'enregistrement jusqu'après le décès des testateurs, ne peut être étendu aux actes de dépôt. Cass., 14 juillet 1823, Sir., XXIII, 1, 306.

(3) Si les parties signent un acte de notaire à des jours différens, et qu'à cause de cette circonstance, il soit donné à l'acte deux dates correspondantes aux diverses signatures, le délai pour l'enregistrement court du jour où l'acte a été signé par le notaire. Décis. minist., 27 avril et 9 mai 1809, Sir., X, 2, 340. — Chaque vacation aux inventaires, à commencer par la première, est soumise à l'enregistrement dans le délai de dix à quinze jours, à compter de sa date, si l'inventaire est fait par un notaire; et dans celui de vingt jours, s'il est fait judiciairement. Circul., 14 nivose an 8, Sir., I, 2, 131. — Jugé, dans le même sens, que lorsqu'une vente mobilière a été faite en plusieurs séances ou vacations, chaque séance forme un procès-verbal séparé qui doit être enregistré dans les vingt jours de la date de cette séance. Cass., 13 messidor an 13, Sir., V, 2, 244; Bull. civ., VII, 356. — Des jugemens, d'adjudication de récoltes sur pied ne sont pas du nombre de ceux sujets à l'enregistrement sur minute, dans les vingt jours de leur date. Cass., 28 février 1813, Sir., XVI, 1, 120; Bull. civ., XV, 36. — Les sentences arbitrales doivent, dans tous les cas, être enregistrées sur minute avant d'être revêtues de l'ordonnance d'exécution; il n'y a pas à examiner si les condamnations qu'elles prononcent sont ou ne sont pas fondées sur des conventions non enregistrées. Cass., 3 août 1813, Sir., XV, 1, 178; Bull. civ., XV, 253.

Voyez encore l'avis du cons. d'état, du 5 août 1809, concernant le mode de perception du droit sur les actes judiciaires présentés à l'enregistrement, soit avant, soit après l'expiration du délai.

(4) Voyez l'art. 6 de la loi du 27 ventose an 9 (18 mars 1801), portant que la présente disposition est applicable aux fonctionnaires civils, et aux tribunaux qui remplacent les administrations civiles et les tribunaux existans à l'époque de la loi du 22 frimaire an 7; l'art. 7 de la même loi, qui soumet les actes et procès-verbaux de vente de prises et de navires ou bris de navires, faits par les officiers de la marine, à l'enregistrement dans les vingt jours de leur date; l'art. 16 de la même loi, qui soumet au même délai les présentations et les défauts et congés, faute de comparaitre, défendre ou conclure; et l'art. 78 de la loi du 15—16 mai 1818, qui assujétit à l'enregistrement sur minute, dans le délai de vingt jours, les actes des autorités administratives et des établissemens publics, portant transmission de propriété, d'usufruit et de jouissance, les adjudications ou marchés de toute nature aux enchères, au rabais ou sur soumission, et les cautionnemens relatifs à ces actes.

des héritiers, donataires, légataires, ou exécuteurs testamentaires (1).

22. Les actes qui, à l'avenir, seront faits sous signature privée, et qui porteront transmission de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, et les baux à ferme ou à loyer, sous-baux, cessions et subrogations de baux, et les engagements, aussi sous signature privée, de biens de même nature, seront enregistrés dans les trois mois de leur date. — Pour ceux des actes de ces espèces qui seront passés en pays étranger, ou dans les îles ou colonies françaises où l'enregistrement n'aurait pas encore été établi, le délai sera de six mois, s'ils sont faits en Europe; d'une année, si c'est en Amérique; et de deux années, si c'est en Asie ou en Afrique (2).

23. Il n'y a point de délai de rigueur pour l'enregistrement de tous autres actes que ceux mentionnés dans l'article précédent, qui seront faits sous signature privée, ou passés en pays étranger, et dans les îles et colonies françaises où l'enregistrement n'aurait pas encore été établi; mais il ne pourra en être fait aucun usage, soit par acte public, soit en justice, ou devant toute autre autorité constituée, qu'ils n'aient été préalablement enregistrés (3).

(1) Les actes de suscription de testamens mystiques doivent être enregistrés, non dans le délai de vingt jours, mais dans le délai de trois mois, à dater de la mort. Inst. minist., 3 fructidor an 13, *Str.*, V, 2, 167.

(2) Voyez l'art. 4 de la loi du 27 ventose an 9 (18 mars 1801), qui soumet aux dispositions des art. 22 et 38 de la loi du 22 frimaire an 7 les mutations contre-vifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, lors même que les nouveaux possesseurs prétendraient qu'il n'existe pas de conventions écrites entre eux et les précédens propriétaires ou usufruitiers, et qui veut qu'à défaut d'actes il soit suppléé par des déclarations détaillées et estimatives, dans les trois mois de l'entrée en possession, à peine d'un droit en sus.

Tout acte sous signature privée translatif de propriété doit être enregistré dans les trois mois de sa date, à peine du triple droit, encore qu'il ne soit pas produit en justice. Cass., 11 nivose an 10, *Str.*, II, 2, 337; Bull. civ., IV, 111. — Il en est de même des actes sous seing privé contenant mutation d'immeubles, antérieurs à la loi du 22 frimaire. Inst. minist., 22 février 1808, *Str.*, IX, 2, 226; Cass., 13 thermidor an 12, *DALL.*, coll. alphab., VII, 228; Bull. civ., VI, 385; et plusieurs autres arrêts. — Jugé encore que les actes sous seing privé, antérieurs même à la loi du 5—19 décembre 1790, qui a substitué l'enregistrement aux droits de contrôle et de centième denier, doivent être enregistrés dans les trois mois depuis la loi de l'an 7, à peine du double droit. Cass., 24 floréal an 13, *Str.*, VII, 2, 939; Bull. civ., VII, 308; et 26 août 1807, *Str.*, VIII, 1, 394; Bull. civ., IX, 290. — Pour que les juges puissent soumettre aux droits d'enregistrement le signataire apparent d'un acte de mutation sous seing privé, il suffit que la signature ne soit pas formellement déniée. Cass., 28 mars 1810, *Str.*, X, 1, 235. — Les locations purement verbales ne sont pas soumises au droit d'enregistrement, alors même qu'elles sont reconnues et constatées. Cass., 17 juin 1811, *Str.*, XI, 1, 238; Bull. civ., XIII, 127. — Le double droit résultant du défaut d'enregistrement des baux sous seing privé, dans le délai de trois mois, est exigible, même après l'expiration des baux. Cass., 6 mars 1822, *Str.*, XXII, 1, 405; Bull. civ., XXIV, 66. — Les traités sous seing privé, relatifs aux démissions ou cessions consenties par les officiers ministériels, qui ont la faculté de présenter leurs successeurs à l'agrément du roi, ne sont pas soumis à la formalité de l'enregistrement avant la demande à fin de nomination. Avis du cons., 10 mai 1828, *Str.*, XXVIII, 2, 348.

(3) Voyez l'avis du cons. d'état du 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805), portant que les actes de transmission de propriété ou d'usufruit d'immeubles situés en pays étranger ou dans les colonies françaises, passés dans les pays étrangers ou dans les colonies, ne sont pas assujétis en France, à un droit proportionnel d'enregistrement, lorsqu'ils sont produits; et celui du 15 novembre—12 décembre 1806 (*Str.*, VI, 2, 227), qui contient une solution semblable; la décision ministérielle du 25 prairial an 12 (14 juin 1804) (*Str.*, IV, 2, 623), qui soumet à l'enregistrement, avant d'en faire usage public en France, les actes même antérieurs au 1^{er} février 1791, passés dans les colonies où l'enregistrement n'a pas été établi; celle du 4 février—4 mars 1806 (*Str.*, VI, 2, 244), portant que les actes de toute nature passés dans les colonies ou dans les pays étrangers, pour les biens situés dans ces pays, sont admis en France à la formalité de l'enregistrement, en payant le droit fixe; l'art. 58 de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, portant qu'il ne peut être fait usage en justice d'aucun acte passé en pays étranger ou dans les colonies, qu'il n'ait acquitté les mêmes droits que s'il avait été souscrit en France, et pour des biens situés dans le

24. Les délais pour l'enregistrement des déclarations que les héritiers, donataires ou légataires auront à passer des biens à eux échus ou transmis par décès, sont, savoir : — De six mois, à compter du jour du décès, lorsque celui dont on recueille la succession est décédé en France; — De huit mois, s'il est décédé dans toute autre partie de l'Europe; — D'une année, s'il est mort en Amérique; — Et de deux années, si c'est en Afrique ou en Asie. — Le délai de six mois ne courra que du jour de la mise en possession, pour la succession d'un absent, celle d'un condamné si ses biens sont séquestrés, celle qui aurait été séquestrée pour toute autre cause, celle d'un défenseur de la patrie s'il est mort en activité de service hors de son département, ou enfin celle qui serait recueillie par indivis avec la nation (1). — Si, avant

royaume; la loi du 16—17 juin 1824, art. 4, portant que ces mêmes actes ne sont soumis en France qu'au droit fixe de dix francs, sans que, dans aucun cas, le droit fixe puisse excéder le droit proportionnel qui serait dû, s'il s'agissait de biens situés en France; l'ordonnance du 31 décembre 1828—28 août 1829, portant établissement de l'enregistrement à la Martinique, à la Guadeloupe et ses dépendances, et à la Guiane française; et celle du 19 juillet—9 octobre 1829, qui établit l'enregistrement à l'île Bourbon et ses dépendances.

Les actes passés aux colonies, quelle que soit leur date, sont soumis sur le continent aux droits d'enregistrement, quand ils sont produits en justice ou relatés dans des actes publics. Cass., 17 mai 1809 et 14 août 1813, *SIR.*, XV, 1, 150; Bull. civ., XI, 107, et XV, 262. — Un acte authentique, passé dans les colonies françaises, avant l'enregistrement, n'est pas soumis au droit proportionnel, encore qu'il soit mis à exécution sur le territoire continental de la France. Cass., 29 juin 1810, *SIR.*, XI, 1, 29. — Si un acte notarié passé aux colonies a été soumis à un droit proportionnel d'enregistrement après la loi du 22 frimaire an 7, mais avant les avis du cons. d'état des 10 brumaire an 14 et 15 novembre—12 décembre 1806, il y a lieu à restitution. Cass., 19 octobre 1808, *SIR.*, IX, 1, 46. — Les actes portant transmission de propriétés situées aux colonies, passés en France et enregistrés au droit fixe d'un franc, conformément à l'avis du cons. d'état du 15 novembre—12 décembre 1806, ne sont pas assujétis de nouveau, lorsqu'il en est fait usage aux colonies, à la formalité de la perception du droit proportionnel qui serait dû, si l'acte n'avait pas été enregistré en France. Cass., 24 janvier 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 182; Bull. civ., XXIX, 26.

Lorsque les actes sous seing privé, passés en pays étranger, contiennent mutation d'objets mobiliers, ils sont soumis au droit d'enregistrement. Décis. minist., 26 février 1811, *SIR.*, XII, 2, 141. — Les transmissions par actes authentiques de biens meubles ou immeubles situés en pays étranger ne sont assujéties au droit proportionnel d'enregistrement qu'autant qu'il est fait usage de ces actes en France, soit en justice, soit dans d'autres actes publics. Cass., 21 avril 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 230. — Le droit de mutation proportionnel n'est pas dû sur les actes passés en France, contenant transmission de biens situés en pays étranger. Cass., 11 décembre 1820, *SIR.*, XXI, 1, 168, et XXII, 1, 358; Bull. civ., XXII, 331. — Le legs fait dans l'étranger, par un étranger et à un étranger, de sommes dues en France, est passible des droits de mutation fixés par la loi française. Cass., 16 juin 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 342; Bull. civ., XXV, 271.

Voyez encore, ci-après, à l'égard de l'enregistrement des actes passés dans les pays réunis, l'art. 70, § 3, n° 16.

(1) C'est du moment où les héritiers sont saisis de droit, sans aucun égard à l'époque de leur appréhension de fait, qu'ils sont tenus de faire, dans les six mois, la déclaration des biens qui leur échoient. Cass., 11 février 1807, *SIR.*, VII, 2, 732; Bull. civ., IX, 29. — Le délai, pour faire la déclaration d'une succession à laquelle est appelé un enfant à naître, court du jour de l'ouverture de cette succession et non du jour seulement de la naissance de l'enfant. Décis. minist., 9 octobre 1810, *SIR.*, XII, 2, 138. — A l'égard d'une succession vacante, le délai court du jour du décès, et non pas seulement du jour de la nomination du curateur. Décis. minist., 1^{er} jour complémentaire an 12, *SIR.*, V, 2, 22. — A l'égard d'une succession séquestrée, il faut distinguer le séquestre judiciaire du séquestre conventionnel : dans le premier cas, le délai ne court que du jour de la levée du séquestre; dans le second cas, il court du jour de l'ouverture de la succession. Cass., 6 août 1810, *SIR.*, X, 1, 357; Bull. civ., XII, 151. — S'il s'agit de la succession d'un prête décédé pendant le séquestre de ses biens, le délai de la déclaration de mutation ne court que du jour de la mise en possession des héritiers, savoir, après la loi du 22 fructidor an 3, si le prête était déporté, ou après le certificat d'ammistie, si le prête était émigré. Décis. minist., 28 juillet 1808, *SIR.*, X, 2, 490.

Les militaires absents pour le service de la patrie ne sont pas soumis au délai de six mois pour les déclarations de mutation par décès; ils sont relevés de toute déchéance par l'art. 2 de la loi

les derniers six mois des délais fixés pour les déclarations des successions de personnes décédées hors de France, les héritiers prennent possession des biens, il ne restera d'autre délai à courir, pour passer déclaration, que celui de six mois, à compter du jour de la prise de possession.

25. Dans les délais fixés par les articles précédens pour l'enregistrement des actes et des déclarations, le jour de la date de l'acte, ou celui de l'ouverture de la succession, ne sera point compté.— Si le dernier jour du délai se trouve être un décadi ou un jour de fête nationale, ou s'il tombe dans les jours complémentaires, ces jours-là ne seront point comptés non plus (1).

TITRE IV. — Des bureaux où les actes et mutations doivent être enregistrés.

26. Les notaires ne pourront faire enregistrer leurs actes qu'aux bureaux dans l'arrondissement desquels ils résident (2). — Les huissiers et tous autres

du 6 brumaire an 5. Cass., 1^{er} frimaire an 9, STR., I, 2, 642. — Le délai pour l'enregistrement des testaments des militaires décédés en activité de service, court du jour de l'inscription de l'acte de décès. Décis. minist., 29 janvier 1811, STR., XII, 2, 147.

Les héritiers présomptifs d'un absent sont tenus, dans les six mois du jugement qui ordonne l'envoi en possession provisoire de la succession de l'absent, de payer les droits de mutation par décès. Décis. minist., 24 fructidor an 13, STR., V, 2, 144. — Le délai de six mois dans lequel les envoyés en possession des biens d'un absent doivent payer les droits de mutation, se compte à partir du jugement qui prononce l'envoi en possession et non pas seulement du jour où est fournie la caution exigée par l'art. 120 du Cod. civ. Cass., 9 novembre 1819, STR., XX, 1, 89; Bull. civ., XI, 229; et 2 avril 1823, STR., XXIII, 1, 300; Bull. civ., XXV, 124. — Il suffit que les héritiers d'un absent se soient mis en possession de ses biens pour qu'ils doivent le droit de mutation, et pour qu'ils soient tenus, en conséquence, de faire leur déclaration dans les six mois, encore que la régie ne puisse rapporter aucune preuve légale du décès de l'absent. Cass., 27 avril 1807, STR., VII, 2, 742; Bull. civ., IX, 135; et 30 avril 1821, STR., XXII, 1, 2; Bull. civ., XXIII, 117.

Voyez encore, sur les obligations des héritiers d'un absent, en ce qui concerne la déclaration de mutation, l'art. 40 de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816.

Lorsque le retour conventionnel, stipulé dans une donation, s'opère au profit des héritiers du donateur, ceux-ci sont tenus de faire, dans le délai de la loi, la déclaration de mutation. Circul. minist., 23 brumaire an 8, STR., I, 2, 117. — Les héritiers de la nue-propriété doivent payer le droit de mutation par décès dans les délais ordinaires, sans attendre que, par la cessation de l'usufruit, ils aient la jouissance effective. Cass., 16 floréal an 9, STR., II, 2, 442; Bull. civ. III, 185. — Le légataire d'un usufruit doit faire, dans les six mois, ou sa renonciation au legs ou sa déclaration de la mutation; il ne suffit pas qu'il n'ait accepté ni expressément ni tacitement. Cass., 4 février 1812, STR., XII, 1, 177; Bull. civ., XIV, 43. — Les déclarations de mutation ne peuvent être différées jusqu'à l'époque où, les dettes de la succession étant liquidées, on connaît précisément le montant des biens. Cass., 3 ventose an 11, STR., III, 2, 294; Bull. civ., V, 166. — Lorsque les biens d'un décédé consistent dans une créance sur un failli, cette circonstance ne proroge pas le délai accordé aux héritiers pour payer le droit de mutation. Cass., 4 février 1807, STR., VIII, 1, 39; Bull. civ., IX, 20.

Il y a lieu d'appliquer aux successions ouvertes en Amérique la règle établie par l'art. 24 de la loi du 22 frimaire an 7, pour les successions des absents, et de ne faire courir le délai de la déclaration que du jour de la mise en possession des biens. Décis. minist., 30 mai 1809, STR., IX, 2, 271.

Les héritiers qui doivent faire, au bureau de l'enregistrement, déclaration de la valeur et de la consistance de la succession, dans les six mois de son ouverture, ne satisfont pas à cette obligation, en faisant enregistrer l'acte de partage des biens de cette succession. Cass., 23 prairial an 9, STR., I, 2, 503; Bull. civ., III, 228.

(1) Depuis le rétablissement du calendrier grégorien, le dimanche est le jour férié; le premier jour de l'an est également jour férié, aux termes de l'avis du cons. d'état du 20 mars 1810; enfin, d'après le concordat du 29 germinal an 10 (19 avril 1802), l'Ascension, l'Assomption, la Toussaint et Noël sont d'autres jours légalement fériés.

(2) Lorsque des actes ont été passés en double minute, ils doivent être enregistrés sur les deux minutes au bureau de chacun des notaires qui ont instrumenté: le droit est acquitté par le plus ancien des notaires, s'ils sont l'un et l'autre domiciliés dans l'arrondissement du même bureau, ou si la résidence de chacun d'eux est étrangère au bureau dans le ressort duquel l'acte

ayant pouvoir de faire des exploits, procès-verbaux ou rapports, feront enregistrer leurs actes, soit au bureau de leur résidence, soit au bureau du lieu où ils les auront faits. — Les greffiers et les secrétaires des administrations centrales et municipales feront enregistrer les actes qu'ils sont tenus de soumettre à cette formalité, aux bureaux dans l'arrondissement desquels ils exercent leurs fonctions (1). — Les actes sous signature privée, et ceux passés en pays étranger, pourront être enregistrés dans tous les bureaux indistinctement (2).

27. Les mutations de propriété ou d'usufruit par décès seront enregistrées au bureau de la situation des biens (3). — Les héritiers, donataires ou légataires, leurs tuteurs ou curateurs, seront tenus d'en passer déclaration détaillée et de la signer sur le registre (4). — S'il s'agit d'une mutation, au même titre, de biens meubles, la déclaration en sera faite au bureau dans l'arrondissement duquel ils se seront trouvés au décès de l'auteur de la succession. — Les rentes et les autres biens meubles, sans assiette déterminée lors du décès, seront déclarés au bureau du domicile du décédé (5). — Les héritiers, légataires ou donataires rapporteront, à l'appui de leurs déclarations de biens meubles, un inventaire ou état estimatif, article par article, par eux certifié, s'il n'a pas été fait par un officier public : cet inventaire sera déposé et annexé à la déclaration, qui sera reçue et signée sur le registre du receveur de l'enregistrement.

TITRE V. — Du paiement des droits, et de ceux qui doivent les acquitter.

28. Les droits des actes et ceux des mutations par décès seront payés avant l'enregistrement, aux taux et quotités réglés par la présente. — Nul ne pourra en atténuer ni différer le paiement, sous le prétexte de contestation

a été passé; et par celui des notaires qui réside dans l'étendue du bureau dans le ressort duquel l'acte a été passé, si tous deux n'y sont pas domiciliés. Décis. minist., 16 août 1808, *SIR.*, VIII, 2, 258.

(1) Voyez l'art. 6 de la loi du 27 ventose an 9 (18 mars 1801), portant que les dispositions de la loi du 22 frimaire, relatives aux administrations civiles et aux tribunaux alors existans, sont applicables aux fonctionnaires civils et aux tribunaux qui les remplacent.

(2) Voyez l'art. 1000 du Cod. civ., concernant l'enregistrement des testamens faits en pays étranger.

(3) Le droit de mutation dû par une succession n'est pas un et indivisible : ce droit se divise comme les biens de la succession et forme un droit particulier relatif à chaque receveur des arrondissemens où sont situés les biens de la succession. *Cass.*, 7 avril 1807, *SIR.*, VIII, 1, 15.

(4) Le paiement fait par l'héritier du montant d'une contrainte provisoire, décernée contre lui, ne le dispense pas de passer une déclaration détaillée des forces de la succession. *Cass.*, 27 mars 1811, *SIR.*, XI, 1, 249; *Bull. civ.*, XIII, 51. — Jugé encore que, lorsqu'une contrainte provisoire est décernée contre le débiteur des droits de mutation, un tribunal ne peut laisser au débiteur l'option de payer le montant de la contrainte, ou de passer déclaration de la consistance des biens; il doit être condamné à faire une déclaration. *Cass.*, 30 octobre 1809, *SIR.*, X, 1, 82; *Bull. civ.*, XI, 252. — La régie peut réputer non existante une déclaration de succession, ainsi que le paiement des droits de mutation, lorsque la déclaration n'a été ni écrite ni signée sur les registres du receveur. *Cass.*, 24 avril 1808, *SIR.*, IX, 1, 41; *Bull. civ.*, X, 101. — Jugé encore qu'une déclaration de succession doit être faite et souscrite sur les registres du receveur; celle contenue dans un acte extrajudiciaire signifié au receveur est insuffisante; d'ailleurs, la loi n'ayant pas prescrit comment serait détaillée la déclaration des immeubles, il suffit qu'elle offre tous les élémens nécessaires pour qu'on puisse la vérifier. *Cass.*, 14 mars 1814, *SIR.*, XIV, 1, 272; *Bull. civ.*, XI, 105.

(5) Lorsqu'un individu a légué en France une somme d'argent, et l'a affectée ou hypothéquée sur des biens qu'il possède hors du territoire français, les droits de mutation n'en sont pas moins dus en France, s'il y est domicilié, et doivent être acquittés au bureau de son domicile. *Cass.*, 21 décembre 1813, *SIR.*, XIV, 1, 83; *Bull. civ.*, XV, 416. — Les créances hypothéquées sont purement meubles et suivent la personne du débiteur; elles n'ont donc pas d'assiette déterminée. Même arrêt.

sur la quotité, ni pour quelque autre motif que ce soit, sauf à se pourvoir en restitution, s'il y a lieu (1).

29. Les droits des actes à enregistrer seront acquittés, savoir : — Par les notaires, *pour les actes passés devant eux* (2) ; — Par les huissiers et autres ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux, *pour ceux de leur ministère* ; — Par les greffiers, *pour les actes et jugemens (sauf le cas prévu par l'article 37 ci-après) qui doivent être enregistrés sur les minutes, aux termes de l'article 7 de la présente, et ceux passés et reçus aux greffes, et pour les extraits, copies et expéditions qu'ils délivrent des jugemens qui ne sont pas soumis à l'enregistrement sur les minutes* ; — Par les secrétaires des administrations centrales et municipales, *pour les actes de ces administrations qui sont soumis à la formalité de l'enregistrement, sauf aussi le cas prévu par l'article 37* ; — Par les parties, *pour les actes sous signature privée, et ceux passés en pays étranger, qu'elles auront à faire enregistrer ; pour les ordonnances sur requêtes ou mémoires, et les certificats qui leur sont immédiatement délivrés par les juges ; et pour les actes et décisions qu'elles obtiennent des arbitres, si ceux-ci ne les ont pas fait enregistrer* (3) ; — Et par les héritiers, légataires et donataires, leurs

(1) Le simple dépôt d'un acte sous seing privé entre les mains du receveur de l'enregistrement ne couvre pas le défaut d'enregistrement dans le délai. Cass., 21 floréal an 8, *SIR.*, I, 2, 45.

(2) Si le receveur néglige ou refuse d'enregistrer les actes que lui présente un notaire dans le délai prescrit par la loi, le notaire doit, dans ce délai, faire constater le refus ou la négligence. Cass., 26 mai 1807, *SIR.*, VII, 2, 93 ; Bull. civ., IX, 179.

Voyez encore la décision ministérielle précitée, du 16 août 1808 (*SIR.*, VIII, 2, 258), qui désigne le notaire qui doit faire enregistrer un acte passé en double minute.

(3) Encore que les droits d'enregistrement doivent être supportés en définitive par les débiteurs et nouveaux possesseurs, l'obligation d'acquitter ces droits entre les mains du receveur ne regarde que celui qui présente à la formalité de l'enregistrement les actes qui donnent lieu à la perception du droit : en conséquence, le receveur doit réclamer le paiement des droits contre la partie qui présente l'acte à l'enregistrement ; il ne peut diriger ses poursuites contre un autre que celui qui a fait cette présentation. Cass., 15 nivôse an 11, *SIR.*, III, 1, 154. — Jugé, au contraire, que la régie de l'enregistrement n'est pas tenue de s'adresser, pour le paiement d'un droit de mutation, à celui qui présente l'acte à l'enregistrement, si ce n'est pas à lui que l'acte profite, et qu'elle peut s'adresser directement à la partie à qui l'acte profite. Cass., 26 octobre 1813, *SIR.*, XV, 1, 73. — *Idem*, la circonstance que la partie au profit de qui l'acte paraît être, méconnaît et désavoue sa signature, est sans effet sur la recevabilité de l'action de la régie. Cass., 30 juin 1806, *SIR.*, XV, 1, 74 ; Bull. civ., VIII, 238. — La partie qui fait usage en justice d'actes sous seing privé non enregistrés, mais dans un intérêt qui ne lui est pas personnel, n'est pas tenue des droits et amendes auxquels l'enregistrement de ces actes pourrait donner lieu. Cass., 6 novembre 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 88.

An cas de vente sous seing privé, la régie de l'enregistrement n'est pas tenue de s'adresser, pour le paiement du droit de mutation, à celui qui présente l'acte à l'enregistrement : elle peut s'adresser directement au nouveau possesseur. Cass., 10 avril 1816, *SIR.*, XVII, 1, 18 ; Bull. civ., XVIII, 71. — Jugé encore que les droits de mutation résultant d'une vente d'immeubles peuvent être poursuivis contre l'acquéreur, bien que l'acte de vente ait été présenté à l'enregistrement par le vendeur. Cass., 12 janvier 1822, *SIR.*, XXII, 1, 208 ; Bull. civ., XXIV, 20. — Jugé aussi qu'un acquéreur par acte sous seing privé ne peut se dégager de la contrainte décernée contre lui en paiement des droits de mutation, sous le prétexte que c'est le vendeur qui a présenté l'acte à l'enregistrement, et prétendre que, dans ce cas, la contrainte doit être décernée contre le vendeur, sans le recours de celui-ci contre l'acquéreur, s'il y a lieu. Cass., 10 pluviôse an 13, *SIR.*, VII, 2, 936 ; Bull. civ., VII, 186. — Le possesseur d'un immeuble peut être poursuivi en paiement de la totalité du droit de mutation, encore qu'il ne fût propriétaire de l'immeuble que pour partie, sauf son recours contre ses copropriétaires. Cass., 9 fructidor an 12, *SIR.*, IV, 2, 736 ; Bull. civ., VI, 407. — Pour que les juges puissent déclarer passible des droits d'enregistrement le signataire apparent d'un acte de mutation sous seing privé, il suffit que la signature ne soit pas formellement déniée ; l'art. 1322 du Cod. civ., qui ne donne à un acte sous seing privé effet contre son auteur qu'autant que la signature est reconnue par lui ou vérifiée en justice, ne s'étend pas aux matières de l'enregistrement. Cass., 28 mars 1810,

tuteurs et curateurs, et les exécuteurs testamentaires, *pour les testaments et autres actes de libéralité à cause de mort.*

30. Les officiers publics qui, aux termes des dispositions précédentes, auraient fait, pour les parties, l'avance des droits d'enregistrement, pourront prendre exécutoire du juge de paix de leur canton, pour leur remboursement (1).—L'opposition qui serait formée contre cet exécutoire, ainsi

Str., X, 1, 235. — Toutefois, l'art. 31 de la loi du 22 frimaire an 7 ne s'applique pas au cas où la mutation est constatée par un jugement rendu sur procès relatif à l'existence de la mutation; dans ce cas, c'est la partie qui a obtenu le jugement qui doit acquitter le droit. Cass., 6 septembre 1813, Str., XV, 1, 95; Bull. civ., XV, 310. — De ce qu'une vente a été déclarée valable à l'égard de l'acquéreur, pour la perception des droits de mutation, il ne s'ensuit pas que la régie de l'enregistrement puisse faire saisir les fruits du fonds vendu, si le prétendu vendeur oppose la nullité de la vente; dans ce cas, le jugement rendu entre la régie et le prétendu acquéreur n'a pas l'autorité de la chose jugée à l'égard du vendeur. Cass., 22 mai 1811, Str., XII, 1, 26; Bull. civ., XIII, 91.

Lorsque, sur une demande formée par un cédant contre son cessionnaire, pour l'exécution de la cession, il intervient un jugement qui, moyennant la renonciation que fait le cessionnaire à sa garantie contre le cédant, renvoie le cessionnaire de la demande, et condamne le cédant aux dépens, le jugement profite au cessionnaire, dans le sens de l'art. 31 de la loi du 22 frimaire an 7; par conséquent, le cessionnaire est assujéti envers la régie au paiement des droits d'enregistrement: vainement on dirait que le jugement ne profite pas au cessionnaire, que seulement il le garantit d'une perte. Cass., 23 février 1824, Str., XXIV, 1, 257; Bull. civ., XXVI, 67. — Celui qui s'est rendu caution d'une obligation ne peut, par cela seul, et sans une stipulation particulière, être poursuivi pour le paiement des droits d'enregistrement dont cette obligation est passible. Cass., 6 octobre 1806, Str., VI, 1, 428; Bull. civ., VIII, 351. — La transaction par laquelle une femme, en recevant le paiement d'une partie de ses reprises matrimoniales, fait remise du surplus à son mari, profite au mari seul, dans le sens de l'art. 31 de la loi du 22 frimaire an 7: c'est donc au mari à payer les droits d'enregistrement. Cass., 12 août 1823, Str., XXIV, 1, 34.

Ce n'est pas à la partie condamnée que la régie doit s'adresser pour être payée des droits d'enregistrement dus par un jugement; c'est bien plutôt à la partie qui a obtenu le jugement. Cass., 24 août 1808, Str., VIII, 1, 541; Bull. civ., X, 236; et 10 mars 1812, Str., XII, 1, 242. — La partie qui profite d'un jugement susceptible d'être enregistré sur la minute, doit acquitter le montant du droit, encore que le jugement, rendu par défaut, ait été depuis annulé sur opposition. Décis. minist., 13 frimaire an 13, Str., V, 2, 124.

Le contribuable, poursuivi en paiement d'un droit par la régie de l'enregistrement, ne peut opposer une fin de non-recevoir prise du défaut d'intérêt de la régie, en ce qu'elle a forcé le receveur particulier en recette et a été indemnisée par lui de l'omission de perception; les poursuites sont valables dans l'intérêt du receveur. Cass., 16 mai 1821, Str., XXII, 1, 6; Bull. civ., XXIII, 148. — Les receveurs de la régie forcés en recette par suite d'une perception insuffisante ont, de droit et sans besoin de titres, leurs recours contre les redevables, pour obliger ceux-ci au paiement de la totalité des amendes et des droits dont ils n'ont payé qu'une partie. Cass., 17 messidor an 11, Str., III, 2, 340; Bull. civ., V, 326.

(1) Le notaire qui, pour des actes par lui reçus, a fait l'avance des droits d'enregistrement, peut poursuivre le remboursement de ces avances contre les parties, sur la seule représentation de ses minutes; à cet égard, la foi due aux minutes ne peut être détruite par de simples présomptions. Cass., 14 octobre 1811, Str., XII, 1, 354; Bull. civ., XIII, 246. — Jugé encore que la représentation des minutes des actes passés par un notaire prouve légalement les avances par lui faites, et que, si ces avances excèdent cent cinquante francs, la libération des parties envers le notaire ne peut s'induire de simples présomptions. Cass., 4 avril 1826, Str., XXVI, 1, 385; Bull. civ., XXVIII, 144. — Jugé cependant que les minutes dont les notaires ont le dépôt, ne sont pas entre leurs mains des titres qui les dispensent de tout autre adminicule, à l'appui de la demande des avances qui peuvent leur être dues; et qu'en pareil cas, les juges peuvent admettre ou rejeter la demande selon les présomptions qui naissent des circonstances. Cass., 18 novembre 1813, Str., XIV, 1, 232. — Le notaire qui a fait pour les parties l'avance des droits d'enregistrement, a contre chacune d'elles une action solidaire en remboursement: l'art. 31 de la loi du 22 frimaire an 7 ne s'oppose pas à cette solidarité. Cass., 26 juin 1820, Str., XX, 1, 409; Bull. civ., XXII, 218. — Les notaires n'ont pas droit aux intérêts des sommes qu'ils ont avancées pour leurs parties, pour l'acquit des droits d'enregistrement. Cass., 30 mars 1830, Str., XXX, 1, 131. — Ils ne peuvent prendre inscription en vertu des exécutoires qu'ils obtiennent pour le remboursement des droits qu'ils ont avancés. Dissertation, Str., XXIV, 2, 88.

que toutes les contestations qui s'élèveraient à cet égard, seront jugées conformément aux dispositions portées par l'article 65 de la présente, relatif aux instances poursuivies au nom de la nation.

31. Les droits des actes civils et judiciaires emportant obligation, libération, ou translation de propriété, ou d'usufruit de meubles ou immeubles, seront supportés par les débiteurs et nouveaux possesseurs; et ceux de tous les autres actes le seront par les parties auxquelles les actes profiteront, lorsque, dans ces divers cas, il n'aura pas été stipulé de dispositions contraires dans les actes (1).

32. Les droits des déclarations des mutations par décès seront payés par les héritiers, donataires ou légataires (2).—Les cohéritiers seront solidai-

(1) C'est à la partie qui obtient un jugement, et non à la partie condamnée, qu'incombe l'obligation de présenter le jugement à l'enregistrement et d'acquitter les droits dus: si cette partie laisse encourir l'amende et le double droit, elle doit les supporter personnellement et n'a de recours que pour les droits seulement contre la partie qui doit les supporter en définitive. Cass., 30 avril 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 370; *Bull. civ.*, XXXV, 102.

(2) Les droits de succession sont dus sur tous les immeubles situés en France, ainsi que sur les meubles, rentes et créances payables en France, quel que soit le domicile de la personne décédée et de ses héritiers, et même sur le montant des effets et traites acceptés et payables en France, pour des créances originairement exigibles aux colonies et dans les pays étrangers: il n'y a lien ni à déclaration, ni au paiement des droits à raison des créances ou rentes sur l'étranger ou sur des colons, quoique dépendantes de successions ouvertes en France et échues à des régnicoles: dans le premier cas, lorsque les rentes et créances dépendant de successions ouvertes, soit en pays étranger, soit dans les colonies, sont sans assiette déterminée, la déclaration doit en être fournie et le droit acquitté au bureau du domicile des débiteurs. Décis. minist., 14 pluviôse, 21 messidor, 12 thermidor an 12, 10 floréal et 26 thermidor an 13, *SIR.*, V, 2, 162.—Le legs fait dans l'étranger, par un étranger à un étranger, de sommes dues en France, est passible du droit de mutation par décès. Cass., 16 juin 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 342; *Bull. civ.*, XXV, 271.—Il en est de même de la succession mobilière de la femme d'un ministre étranger, accrédité en France, au moins pour les créances civiles et commerciales de la succession. Cass., 26 février 1815, *SIR.*, XX, 1, 507.—Le droit de mutation est exigible sur une rente dépendant d'une succession ouverte aux colonies, si la rente est payable en France par des Français, et hypothéquée sur des immeubles situés en France. Cass., 10 novembre 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 80; *Bull. civ.*, XXV, 237.

Il y a succession ouverte et le droit de mutation est dû par le seul fait du décès, encore que la succession demeure vacante. Cass., 18 nivôse an 12, *SIR.*, IV, 2, 143; *Bull. civ.*, VI, 117; et 15 juillet 1806, *SIR.*, VI, 2, 703; *Bull. civ.*, VIII, 261.—Jugé encore que les curateurs aux successions vacantes sont tenus, comme les héritiers, à la déclaration et au droit d'enregistrement. Cass., 3 nivôse an 13, *SIR.*, V, 2, 225; *Bull. civ.*, VII, 114.—Jugé aussi que le curateur à une succession vacante peut être condamné au paiement du droit de mutation, encore qu'il déclare n'avoir entre les mains aucuns deniers provenant de la succession, sauf à lui à compter ensuite, et à prouver qu'il ne doit pas. Cass., 4 août 1807, *SIR.*, VIII, 1, 290; *Bull. civ.*, IX, 254.

Le tuteur doit faire la déclaration des successions dévolues à ses mineurs: s'il ne la fait pas, il est personnellement passible du demi-droit qu'entraîne le défaut de déclaration. Cass., 26 octobre 1808, *SIR.*, X, 1, 169; *Bull. civ.*, X, 302.

L'héritier bénéficiaire est tenu, jusqu'à concurrence des forces de la succession, des mêmes droits de mutation par décès qui sont dus par l'héritier pur et simple. Cass., 5 nivôse an 12, *SIR.*, IV, 2, 52; *Bull. civ.*, VI, 104; et 21 avril 1806, *SIR.*, VI, 2, 589; *Bull. civ.*, VIII, 136.—Jugé encore que l'héritier bénéficiaire est tenu d'acquitter les droits, comme l'héritier pur et simple, et ce, à peine d'amende, et qu'il ne peut être exempté de cette amende, même au cas où il s'est présenté au bureau dans les délais pour y faire la déclaration de la succession, s'il n'a pas en même temps offert de payer les droits: vainement dirait-il qu'il n'y avait pas dans la succession de fonds libres pour faire ce paiement. Cass., 1^{er} février 1830, *SIR.*, XXX, 1, 137; *Bull. civ.*, XXXII, 21.

Les droits de mutation sont essentiellement divisibles entre celui à qui échoit la nue-propriété d'un fonds et celui à qui échoit l'usufruit de ce même fonds. Paris, 4 avril 1811, *SIR.*, XI, 2, 482.—L'héritier de la nue-propriété ne peut disputer le paiement du droit entier de mutation jusqu'au moment de la réunion de l'usufruit à la propriété. Cass., 11 septembre 1811, *SIR.*, XX, 1, 499; *Bull. civ.*, XIII, 231.—Jugé encore que l'héritier qui n'a que la nue-propriété

res (1). — La nation aura action sur les revenus des biens à déclarer, en

des biens déclarés, est tenu de payer les droits de mutation, encore que la régie puisse exercer une action récursoire contre l'usufruitier. Cass., 21 mars 1806, *SIR.*, VI, 2, 652; et 29 germinal an 11, *SIR.*, III, 2, 311; Bull. civ., V, 226. — Jugé, dans le même sens, que le droit de mutation par décès n'est aucunement dû par l'usufruitier; les héritiers seuls en sont passibles: ils ne peuvent même pas obliger l'usufruitier à souffrir qu'il soit vendu du bien de la succession pour le paiement de ce droit. Cass., 9 juin 1813, *SIR.*, XV, 1, 122; Bull. civ., XV, 182. — Il n'est pas dû de droit d'enregistrement pour les legs d'usufruit, lorsque le légataire est décédé sans avoir été envoyé en jouissance. Décis. minist., 7 mars 1815, *SIR.*, XV, 2, 274.

Lorsqu'en mariant son fils, un père lui a donné tous ses biens présents et à venir, à la charge de payer les légitimes des autres enfans, le fils doit, à la mort de son père, indépendamment des droits qu'il a payés pour les biens présents, à l'époque du contrat de mariage, fournir une déclaration des biens qui ont pu échoir à son père, dans l'intervalle de cette époque au décès; et les légitimaires sont, dans ce cas, tenus de déclarer eux-mêmes ce qu'ils recueillent à titre de légitime. Cass., 20 frimaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 764; Bull. civ., VII, 505.

Les héritiers d'un mari sont tenus de déclarer la moitié de tous les biens de la communauté, et sans avoir égard aux distractions qui s'opèrent par les reprises de la veuve. Décis. minist., 24 septembre 1808, *SIR.*, X, 2, 500. — La règle générale, d'après laquelle tout copartageant d'une succession est réputé seul propriétaire, *ab initio*, de ce qui lui est dévolu par le partage, a effet dans un partage de communauté; ainsi, l'époux survivant qui a dans son lot la totalité d'un immeuble, en ce que les héritiers du défunt ont un équivalent en argent, est dispensé de tout droit de mutation pour la moitié que le partage lui a attribuée, en sus de ce qui lui était dû comme commun. Cass., 16 juillet 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 214.

La régie peut réclamer les droits de mutation pour douaire et gains de survie, tant que, de la part de la veuve, il n'y a pas eu renonciation formelle à ces avantages. Cass., 3 août 1808, *SIR.*, X, 1, 147; Bull. civ., X, 220. — Mais l'ouverture du douaire qui, selon l'art. 377 de la coutume, a lieu en Normandie lors de la séparation des époux, n'est pas réputée transmission d'usufruit et soumise au droit de mutation. Cass., 27 nivose an 11, *SIR.*, III, 1, 199. — Lorsque les héritiers ont payé les droits de mutation pour la totalité des biens de la succession, en y comprenant le fonds du douaire de la femme du défunt, on ne peut exiger de la femme le droit de mutation à raison de ce douaire, qu'en lui tenant compte du droit de mutation déjà payé par les héritiers sur le fonds du même douaire. Cass., 2 juillet 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 398; Bull. civ., XXV, 302. — Les gains de survie déferés par le statut local au survivant des époux, sont des avantages purement éventuels qui ne s'ouvrent au profit du survivant qu'au décès de l'autre époux: c'est donc à cette époque que la transmission s'opère et que le droit d'enregistrement est dû. Cass., 20 frimaire an 14, *SIR.*, VII, 2, 988; Bull. civ., VII, 509. — Il en est de même pour les avantages stipulés entre époux. Cass., 26 mai 1807, *SIR.*, VII, 1, 276; Bull. civ., IX, 183. — Le douaire et le préciput, stipulés en faveur de la femme, sont des droits éventuels et subordonnés qui n'ont effet que du jour du décès du mari; c'est pourquoi ils sont soumis à la loi du décès et non à la loi du contrat, en ce qui touche le règlement du droit de mutation. Cass., arr. précité du 2 juillet 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 398; Bull. civ., XXV, 302. — Lorsque, dans un contrat de mariage qui place les époux sous le régime de la communauté, il est dit *qu'au cas de prédécès de la femme sans enfans, le mari n'aura à rendre à ses héritiers que ce qu'il aura reçu d'elle ou à cause d'elle*, cette clause, le cas échéant du prédécès de la femme, n'opère point au profit du mari une mutation passible du droit: ce n'est là qu'une modification de la communauté au moyen de laquelle la femme est censée n'avoir eu aucun droit aux bénéfices de cette communauté. Cass., 6 mars 1822, *SIR.*, XXII, 1, 406. — Lorsque, dans un contrat de mariage qui place les époux sous le régime de la communauté, il est dit que le survivant des époux, après le prélèvement des reprises respectives sur les biens de la communauté, jouira, sur ces mêmes biens, d'un préciput, et d'un augment de préciput, cette clause n'opère pas, au profit du survivant, une mutation susceptible du droit. Cass., 30 juillet 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 427.

Le retour légal est un droit successif susceptible du droit de mutation par décès: il n'en est pas de même du retour conventionnel qui s'opère au profit du donateur; ce dernier retour est considéré comme simple condition de la donation, et dispensé de tout droit de mutation. Circul. de l'enregistrement, 23 brumaire an 8, *SIR.*, I, 2, 117. — Décidé encore que l'exercice du droit de retour conventionnel ne donne pas ouverture au droit de mutation par décès. Inst. de l'enregistrement, 22 février 1808, *SIR.*, IX, 2, 229. — Jugé de plus que le retour au donateur, par décès du donataire, n'est pas une mutation donnant ouverture au droit de succession, encore que ce soit un *retour légal*, si la loi qui régissait la donation à l'époque où elle fut faite, considérait le

(1) Voyez un arrêt de la cour de cassation, du 21 mai 1806 (*SIR.*, VI, 2, 656; Bull. civ., VIII, 188), qui a consacré cette règle.

quelques mains qu'ils se trouvent, pour le paiement des droits dont il faudrait poursuivre le recouvrement (1).

droit de retour comme l'effet d'une condition inhérente tacitement à la donation. Cass., 8 février 1814, Sir., XIV, 1, 169. — Le retour qui s'opère de l'adopté aux héritiers de l'adoptant, pour les biens que l'adopté a recueillis dans la succession de l'adoptant, n'est pas un retour d'une nature spéciale ou exceptionnelle : c'est un *retour légal* dans le sens de l'art. 747 du Cod. civ., puisque ce ne peut être un retour *conventionnel*, dans le sens de l'art. 951; par conséquent, il est dû, au décès de l'adopté, un droit de mutation pour raison de ces biens. Cass., 28 décembre 1829, Sir., XXX, 1, 59; Bull. civ., XXXI, 274.

En cas de décès de leurs père et mère, les enfans naturels légalement reconnus doivent, quoique non héritiers, fournir déclaration de la portion des biens que la loi leur accorde, et en payer le droit, comme pour mutation par décès en ligne directe. Décis. minist., 7 et 29 messidor an 12, Sir., IV, 2, 619.

Les enfans qui ont payé un premier droit de mutation, à raison d'une donation qui leur avait été faite par leur père, ne doivent pas un nouveau droit s'il arrive que, la donation étant annulée, ils deviennent, à titre successif, propriétaires des biens donnés. Cass., 5 juillet 1820, Sir., XXI, 1, 140. — En cas d'institution contractuelle, le droit de mutation ne s'ouvre que par le décès de l'institué. Cass., 19 pluviôse an 11, Sir., III, 1, 193; Bull. civ., V, 119; et 24 nivôse an 13, Sir., V, 2, 228; Bull. civ., VII, 145. — Il en est de même de la donation

(1) La régie de l'enregistrement n'a pas de privilège sur les immeubles de la succession pour la perception du droit de mutation par décès; elle vient avec les créanciers hypothécaires, à la date de son inscription. Paris, 13 fructidor an 13, Sir., V, 2, 159. — Décidé, au contraire, que le droit de mutation par décès n'est pas une simple créance hypothécaire sur les immeubles de la succession, et que la régie a un privilège indépendant de l'inscription. Décis. minist., 23 nivôse an 12, Sir., IV, 2, 593. — Jugé dans le même sens, c'est-à-dire que la régie a un privilège en vertu duquel elle prime, pour les droits de mutation, même les créanciers hypothécaires du défunt. Cass., 9 vendémiaire an 14, Sir., VI, 2, 112; et Limoges, 18 juin 1808, Sir., IX, 2, 157. — Jugé cependant que le privilège de la régie ne peut être exercé au préjudice des créanciers inscrits avant l'ouverture de la succession. Cass., 6 mai 1816, Sir., XVI, 1, 423.

Les revenus des biens d'une succession restent affectés entre les mains des tiers-acquéreurs volontaires ou des adjudicataires en justice, au paiement des droits de mutation dus à la régie, tant qu'ils n'ont pas purgé. Cass., 29 avril 1807, Sir., VII, 1, 252; Bull. civ., IX, 146. — Jugé encore que les revenus des biens dépendant d'une succession demeurent affectés, entre les mains du tiers-acquéreur qui n'a pas purgé, au paiement des droits de mutation. Cass., 9 mars 1808, Sir., VIII, 1, 252. — Toutefois, l'action accordée à la régie par l'art. 32 de la loi du 22 frimaire an 7, n'est pas applicable à l'adjudicataire par voie d'expropriation forcée; dans ce cas, la régie est forcée de se faire colloquer. Même arrêt. — Lorsqu'un immeuble, provenant d'une succession non déclarée dans le délai, a été vendu, l'acquéreur doit payer non seulement les droits de mutation, mais encore les doubles droits qui sont dus par le vendeur. Décis. minist., 21 octobre 1806, Sir., IX, 2, 228. — Décidé enfin que les héritiers de la partie saisie doivent déclarer l'immeuble saisi que leur auteur a aliéné, à moins que l'aliénation n'ait été suivie de la consignation prescrite par l'art. 693 du Cod. proc. Décis. minist., 7 juin 1808, Sir., VIII, 2, 233. — En tout cas, les acquéreurs et les adjudicataires sont déchargés de toute obligation, relativement au droit de mutation, s'ils ont payé leur prix conformément aux bordereaux de collocation délivrés après l'homologation d'un procès-verbal d'ordre, sans qu'il y eût ni appel de la part de la régie (eu ce qu'elle n'était pas colloquée), ni opposition à ce que les adjudicataires payassent au préjudice de sa non collocation. Cass., 15 avril 1807, Sir., VII, 1, 246.

La jurisprudence était ainsi fixée, lorsqu'un avis du conseil d'état, du 4—21 septembre 1810 (Sir., XI, 2, 13), a décidé que les droits de mutation par décès, et le demi-droit en sus, ne peuvent être exigés des tiers acquéreurs.

Postérieurement à cet avis, on a jugé que le donataire ou le légataire de l'usufruit d'un bien déterminé ne peut être considéré comme un tiers-acquéreur, et qu'en conséquence la régie peut saisir entre ses mains, pour sûreté du paiement des droits de mutation, les revenus des biens légués. Cass., 24 octobre 1814, Sir., XV, 1, 244; Bull. civ., XVI, 242. — Les fruits d'un fonds pour lequel le droit de mutation est dû peuvent être saisis pour le paiement de ce droit, au préjudice du fermier qui a payé le prix de son bail. Cass., 3 janvier 1809, Sir., IX, 1, 140; Bull. civ., XI, 5. — Les contraintes pour le paiement des droits peuvent être exercées sur les revenus des biens à déclarer, encore que ces biens soient entre les mains des créanciers de la succession. Cass., arr. précité du 3 ventôse an 11, Sir., III, 2, 294; Bull. civ., V, 166.

TITRE VI. — *Des peines pour défaut d'enregistrement des actes et déclarations dans les délais ; et de celles portées relativement aux omissions, aux fausses estimations et aux contre-lettres.*

33. Les notaires qui n'auront pas fait enregistrer leurs actes dans les délais prescrits paieront personnellement, à titre d'amende et pour chaque contravention, une somme de cinquante francs, s'il s'agit d'un acte sujet

de biens présents et à venir. Cass., 24 décembre 1821, *SIR.*, XXII, 1, 334; Bull. civ., XXIII, 350; et 13 avril 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 191; Bull. civ., XXVII, 142.

Le legs d'une rente viagère n'est passible d'aucun droit de mutation par décès, lorsque l'héritier a acquitté le droit proportionnel sur tous les biens de la succession. Cass., 23 novembre 1811, *SIR.*, XIII, 1, 422; Bull. civ., XIII, 300. — Il n'est dû aucun droit de mutation, à raison de l'emploi qui serait fait du capital de rentes sur l'état, dépendant de la succession, pour payer des legs particuliers de sommes d'argent qui n'existaient pas en nature dans cette succession. Cass., 28 janvier 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 100. — Jugé encore que le legs de sommes à payer par l'héritier avec le produit de rentes sur l'état qui se trouvent dans la succession, n'est point passible du droit de mutation par décès. Cass., 14 janvier 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 73; Bull. civ., XXXI, 1. — Jugé enfin que le legs d'une somme d'argent entièrement représentée par la valeur de rentes sur l'état, dépendant de la succession, n'est passible d'aucun droit de mutation par décès. Cass., 6 février 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 418.

Le cessionnaire de droits successifs est tenu, comme l'héritier lui-même, de payer le droit de mutation par décès. Cass., 20 nivose an 12, *SIR.*, IV, 2, 143; Bull. civ., VI, 119. — Mais la transaction par laquelle un héritier collatéral, revendiquant la succession de son parent, cède ses droits à cette succession, pour une somme déterminée, à l'enfant naturel qui l'avait appréhendée et qui avait acquitté les droits de mutation en ligne directe, ne donne pas lieu à une nouvelle mutation en ligne collatérale. Cass., 24 floréal an 13, *SIR.*, V, 2, 339.

Le droit de mutation par décès n'est pas dû pour un immeuble qui se trouvait dans la succession au moment du décès, par suite de l'adjudication faite au défunt, mais qui, depuis, a été revendu sur folle-enchère. Cass., 2 février 1819, *SIR.*, XIX, 1, 346. — Jugé en sens contraire, dans une espèce où il était établi que le défunt s'était mis de suite en possession de l'immeuble; qu'il avait payé la presque totalité du prix; qu'il avait fait toutes sortes d'actes de propriété; et que les héritiers s'étaient considérés comme propriétaires de ce même immeuble. Cass., 14 février 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 37. — Lorsqu'un acquéreur à pacte de rachat meurt avant l'expiration du terme fixé pour le réméré, les héritiers de cet acquéreur doivent le droit de mutation par décès, à raison de l'immeuble sujet à rachat, encore que le retrait soit exercé par le vendeur, avant la déclaration qui a dû être fournie des biens de la succession de l'acquéreur. Décis. minist., 13 frimaire an 13, *SIR.*, V, 2, 155. — Lorsqu'il a été stipulé dans un contrat d'acquisition fait en commun par deux personnes, que le survivant serait seul propriétaire de l'objet acquis, cette stipulation n'opère pas, au décès de l'un des acquéreurs, une mutation de propriété passible du droit. Cass., 11 germinal an 9, *SIR.*, 1, 2, 660. — La cession de biens volontaire, faite par un failli à ses créanciers, n'est pas, de sa nature, translatrice de propriété: ainsi, les biens abandonnés et restés invendus jusqu'à l'époque du décès du failli, sont alors passibles des droits de mutation. Cass., 28 juin 1810, *SIR.*, X, 1, 369.

Les héritiers présomptifs d'un absent sont tenus, dans les six mois du jugement qui ordonne leur envoi en possession, de payer le droit de mutation. Décis. minist. précitée, 24 fructidor an 13, *SIR.*, V, 2, 144. — Il suffit que les héritiers de l'absent se soient mis en possession de ses biens pour qu'ils doivent le droit de mutation, encore que la régie ne puisse rapporter aucune preuve légale du décès de l'absent. Cass., 27 avril 1807, *SIR.*, VII, 2, 742; Bull. civ., IX, 135; et plusieurs autres arrêts. — Jugé encore que l'héritier qui se met en possession des biens d'un absent, sans avoir fait déclarer l'absence, est réputé propriétaire, pour le paiement des droits de mutation, même avant tout envoi en possession définitive. Cass., 22 juin 1808, *SIR.*, IX, 1, 276; Bull. civ., X, 172. — Jugé, pourtant, que l'héritier qui se met en possession des biens d'un absent, après un jugement de déclaration d'absence, n'est pas tenu de payer le droit de mutation, tant que l'envoi en possession n'est que provisoire. Cass., 14 février 1811, *SIR.*, XIII, 1, 417. — Lorsque, pour la perception des droits de mutation, la régie prétend que les biens sont échus à un absent, elle est tenue, selon le droit commun, de prouver l'existence de l'absent, au moment où ces biens ont pu lui échoir. Cass., 18 avril 1809, *SIR.*, IX, 1, 246. — Jugé encore que, malgré la présomption d'existence admise par la loi du 11 ventose an 2, en faveur des militaires absents, relativement à la conservation de leurs intérêts dans les successions ouvertes durant leur absence, la régie de l'enregistrement ne peut exiger de droits de mutation, à raison de ces mêmes successions, tant qu'il n'est pas prouvé que le militaire absent, appelé à les recueillir, existait lors de leur ouverture. Cass., 17 février 1829, *SIR.*, XXX, 1, 238.

Les héritiers de l'émigré décédé postérieurement aux arrêts de la commission et du préfet

au droit fixe (1), ou une somme égale au montant du droit, s'il s'agit d'un acte sujet au droit proportionnel, sans que, dans ce dernier cas, la peine puisse être au dessous de cinquante francs.—Ils seront tenus, en outre, du paiement des droits, sauf leur recours contre les parties pour ces droits seulement (2).

34. La peine contre un huissier ou autre ayant pouvoir de faire des exploits ou procès-verbaux, est, pour un exploit ou procès-verbal non présenté à l'enregistrement dans le délai, d'une somme de vingt-cinq francs (3), et de plus une somme équivalente au montant du droit de l'acte non enregistré. L'exploit ou procès-verbal non enregistré dans le délai est déclaré nul, et le contrevenant responsable de cette nullité envers la partie (4). — Ces dispositions, relativement aux exploits et procès-verbaux, ne s'étendent pas aux procès-verbaux de vente de meubles et autres objets mobiliers, ni à tout autre acte du ministère des huissiers sujet au droit proportionnel. La peine pour ceux-ci sera d'une somme égale au montant du droit, sans

qui ordonnaient la remise de ses biens invendus, conformément à la loi du 5 décembre 1814, doivent le droit de mutation à raison de ces biens : peu importe que la remise ait été faite aux héritiers de l'émigré, et non à l'émigré lui-même. Cass., 20 mars 1822, *SIR.*, XXII, 1, 407; Bull. civ., XXIV, 76. — L'inscription sur la liste des émigrés a en pour effet de dissoudre la communauté entre époux, de telle sorte que les biens acquis ultérieurement par la femme d'un émigré, ont été propres à celle-ci, sans qu'il y ait eu de renonciation à la communauté; dans ce cas, l'amnistie ultérieure du mari, en rétablissant la communauté, n'a pas altéré les droits que la femme s'était rendus propres durant la mort civile; ainsi, les héritiers du mari ne doivent aucun droit de mutation par décès pour les biens acquis par la femme durant l'émigration. Cass., 12 novembre 1810, *SIR.*, XI, 1, 70.

Voyez encore, sur le mode d'évaluation des biens après décès, et sur l'assiette des droits de mutation, l'art. 15, n° 7, de la présente loi et les notes.

(1) Réduite à dix francs par l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824.

(2) Un notaire qui n'a point fait enregistrer dans le délai prescrit par la loi un acte qu'il a reçu, est tenu de payer le double droit: il ne peut être admis à prouver par témoins qu'il a été empêché de remplir cette formalité, soit par le fait du receveur, soit par toute autre cause; il ne peut se soustraire, en ce cas, au double droit qu'en faisant constater les obstacles d'une manière légale, et avant l'expiration du délai. Cass., 3 octobre 1810, *SIR.*, XX, 1, 500; Bull. civ., XII, 210. — Jugé encore que, si le receveur néglige ou refuse d'enregistrer les actes que lui présente un notaire, dans les délais prescrits par la loi, le notaire doit, dans ce délai, faire constater le refus ou la négligence. Cass., 26 mai 1807, *SIR.*, VII, 2, 93; Bull. civ., IX, 179. — Le défaut d'enregistrement d'un acte notarié donne ouverture à responsabilité contre le notaire qui l'a reçu, encore qu'il ne lui ait été laissé aucun fonds pour faire enregistrer: néanmoins, cette responsabilité cesse, si l'acte ne peut produire son effet par quelque autre vice indépendant de la faute ou négligence du notaire. Nîmes, 14 mai 1813, *SIR.*, XV, 2, 122. — Un notaire n'est pas tenu de faire enregistrer un acte qu'il n'a pas revêtu de sa signature. Cass., 2 novembre 1807, *SIR.*, VIII, 1, 33. — Les notaires peuvent délivrer aux testateurs des expéditions de leurs testaments, sans les avoir fait enregistrer. Décis. minist., 25 avril 1809, *SIR.*, IX, 2, 270.

(3) Modérée à cinq francs par l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824.

(4) La mention faite sur le répertoire d'un huissier, que ses actes ont été enregistrés, ne détruit pas la présomption contraire qui résulte du défaut de mention sur les registres du receveur. Cass., 2 octobre 1810, *SIR.*, XX, 1, 495; Bull. civ., XII, 195. — La peine de nullité portée pour défaut d'enregistrement des procès-verbaux, dans le délai, est seulement applicable à ceux de ces actes qui font foi jusqu'à inscription de faux; elle ne s'applique pas aux procès-verbaux des gardes champêtres qui ne font foi que jusqu'à preuve contraire. Cass., 18 février 1820, *SIR.*, XX, 1, 269; Bull. crim., XXV, 79. — Jugé encore que le procès-verbal d'un garde champêtre, constatant un délit de chasse, n'est pas nul à défaut d'enregistrement, lorsque ce procès-verbal est produit dans l'intérêt de la vindicte publique. Cass., 16 janvier 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 229; Bull. crim., XXIX, 16. — Lorsque les tribunaux correctionnels annulent les procès-verbaux de gardes champêtres ou forestiers, faute d'enregistrement dans le délai de la loi, ils ne peuvent, à peine de cassation, prononcer, contre les gardes, les amendes par eux encourues; ce soin regarde les tribunaux civils. Cass., 4 ventose an 12, *SIR.*, VII, 2, 779; Bull. crim., IX, 113.

qu'elle puisse être au dessous de cinquante francs (1). Le contrevenant paiera en outre le droit dû pour l'acte, sauf son recours contre la partie, pour ce droit seulement.

35. Les greffiers qui auront négligé de soumettre à l'enregistrement, dans le délai fixé, les actes qu'ils sont tenus de présenter à cette formalité, paieront personnellement, à titre d'amende et pour chaque contravention, une somme égale au montant du droit. — Ils acquitteront en même temps le droit, sauf leur recours, pour ce droit seulement, contre la partie (2).

36. Les dispositions de l'article précédent s'appliquent également aux secrétaires des administrations centrales et municipales, pour chacun des actes qu'il leur est prescrit de faire enregistrer, s'ils ne les ont pas soumis à l'enregistrement dans le délai.

37. Il est néanmoins fait exception aux dispositions des deux articles précédens, quant aux jugemens rendus à l'audience, qui doivent être enregistrés sur les minutes, et aux actes d'adjudication passés en séance publique des administrations, lorsque les parties n'auront pas consigné aux mains des greffiers et des secrétaires, dans le délai prescrit pour l'enregistrement, le montant des droits fixés par la loi. Dans ce cas, le recouvrement en sera poursuivi contre les parties par les receveurs, et elles supporteront en outre la peine du droit en sus. — Pour cet effet, les greffiers et les secrétaires fourniront aux receveurs de l'enregistrement, dans la décade qui suivra l'expiration du délai, des extraits par eux certifiés des actes et jugemens dont les droits ne leur auront pas été remis par les parties ; à peine d'une amende de dix francs pour chaque décade de retard, et pour chaque acte et jugement, et d'être en outre personnellement contraints au paiement des doubles droits (3).

38. Les actes sous signature privée, et ceux passés en pays étranger, dénommés dans l'article 22, qui n'auront pas été enregistrés dans les délais déterminés, seront soumis au double droit d'enregistrement (4). — Il en sera de même pour les testamens non enregistrés dans le délai.

(1) Modérée à dix francs par l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824.

(2) Voyez les art. 7, 14 et 16 de la loi précitée du 27 ventose an 9 (18 mars 1801), qui assujétissent divers actes à l'enregistrement, sous les peines prononcées par cet article et par l'art. 37 ci-après.

(3) Voyez l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824, qui réduit l'amende progressive à dix francs.

Voyez aussi l'art. 2 de l'ordonnance du 22—30 mai 1816, qui détermine le mode de paiement des frais en matière criminelle et les obligations des greffiers, quand il y a une partie civile ; l'art. 3 qui inflige des amendes aux greffiers, en cas d'inexécution des dispositions de l'art. 2 ; l'art. 38 de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, concernant la délivrance des récépissés des extraits des jugemens que les greffiers doivent fournir, en exécution de l'art. 37 de la loi de frimaire ; et l'art. 79 de la loi de finances du 15—16 mai 1818, qui étend cet art. 38 aux actes des autorités administratives.

Les greffiers qui n'ont pas fourni au receveur de l'enregistrement l'extrait des jugemens soumis à la formalité sur la minute, ne sont point censés avoir accompli cette obligation par équipollent, en faisant viser par le receveur leur répertoire dans lequel ces jugemens sont énoncés. Cass., 22 juillet 1807, *SIR.*, VII, 2, 1030 ; *Bull. civ.*, IX, 245.

(4) Il suffit que des actes translatifs de propriété soient relatés dans des pièces authentiques pour qu'ils soient passibles du double droit, s'ils n'ont pas été enregistrés dans le délai : il n'est pas nécessaire que ces actes aient été produits en jugement, ou qu'on ait passé en conséquence quelque acte authentique. Cass., 31 août 1808, *SIR.*, X, 1, 146 ; *Bull. civ.*, X, 247. — L'acte par lequel l'acquéreur s'oblige à payer au vendeur un supplément de prix, est passible d'un droit proportionnel d'enregistrement, et encore du droit en sus, lorsqu'il n'a point été enregistré dans les délais. Cass., 13 fructidor an 12, *SIR.*, IV, 2, 742 ; *Bull. civ.*, VI, 445. — La vente verbale ou sous seing privé, suivie de tradition, doit être déclarée dans les délais, à peine du double droit, encore qu'il en doive être ultérieurement passé acte public. Cass., 22 mars 1808, *SIR.*,

39. Les héritiers, donataires ou légataires qui n'auront pas fait, dans les délais prescrits, les déclarations des biens à eux transmis par décès, paieront, à titre d'amende, un demi-droit en sus du droit qui sera dû pour la mutation.—La peine pour les omissions qui seront reconnues avoir été faites dans les déclarations, sera d'un droit en sus de celui qui se trouvera dû pour les objets omis : il en sera de même pour les insuffisances constatées dans les estimations des biens déclarés.—Si l'insuffisance est établie par un rapport d'experts, les contrevenans paieront en outre les frais de l'expertise.—Les tuteurs et curateurs supporteront personnellement les peines ci-dessus, lorsqu'ils auront négligé de passer les déclarations dans les délais, ou qu'ils auront fait des omissions, ou des estimations insuffisantes (1).

VIII, 1, 495; Bull. civ., X, 37. — Un particulier qui s'est rendu adjudicataire par le ministère d'un avoué, d'un bien vendu en justice, ne peut se refuser au paiement du double droit, faute par lui d'avoir acquitté le droit ordinaire dans les délais, sous prétexte que son avoué l'a induit en erreur sur la date de l'adjudication. Cass., 23 mai 1808, *SIR.*, IX, 1, 42; Bull. civ., X, 140. — On n'évite pas le double droit en remettant un acte sous seing privé au receveur de l'enregistrement dans les trois mois de sa date, si on ne paie effectivement le droit proportionnel. Cass., 21 floréal an 8, *SIR.*, I, 2, 245; Bull. civ., II, 210. — Lorsqu'un acte de vente d'immeubles sous seing privé, subordonnée à une condition éventuelle dont l'accomplissement ferait regarder la vente comme non avenue, a été déposé dans les mains d'un notaire, et que, dans cet état, par l'effet d'une visite de l'inspecteur de l'enregistrement chez le notaire, l'acte est découvert par la régie, l'acquéreur de l'immeuble, par cela seul qu'il offre de payer le droit simple de mutation, se rend non recevable à contester l'existence de la vente, et doit en conséquence payer, non seulement le droit simple, mais encore le double droit, à défaut d'enregistrement dans le délai. Cass., 11 mai 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 222; Bull. civ., XXVII, 171. — Lorsqu'il y a surenchère sur une adjudication judiciaire, dans les vingt jours de l'adjudication, le premier adjudicataire n'est pas passible du double droit, si la seconde adjudication n'est présentée à l'enregistrement que plus de vingt jours après la date de la première. Cass., 23 février 1820, *SIR.*, XXII, 1, 195; Bull. civ., XXII, 80. — Le double droit, pour défaut d'enregistrement des baux sous seing privé, dans le délai de trois mois, est exigible même après l'expiration des baux. Cass., 6 mars 1822, *SIR.*, XXII, 1, 405; Bull. civ., XXIV, 66.

Le double droit peut être exigé des héritiers ou représentans de ceux qui ont commis la contravention. Avis du cons., 3 février 1810, *SIR.*, X, 2, 278. — Le double droit, au cas de supplément de droit, s'étend au supplément comme au droit lui-même. Cass., 23 décembre 1817, *SIR.*, XVIII, 1, 167; Bull. civ., XIX, 324.

Lorsque les actes soumis à l'enregistrement ont été déposés, avec le montant du droit, chez le receveur pour être enregistrés, s'il y a du retard dans le fait de l'enregistrement et, par suite, ouverture à un droit en sus, le contribuable a un recours en garantie contre le receveur. Cass., 31 mai 1825, *SIR.*, XXV, 1, 409; Bull. civ., XXVII, 187.

(1) Le légataire qui n'a pas fait, dans le délai fixé par la loi, la déclaration des biens à lui transmis, ne peut être admis à prouver, pour justifier son retard, qu'il n'a pas connu le testament, et qu'il n'en a pas fait usage : à défaut de renonciation expresse, il est légalement présumé avoir voulu profiter du testament. Cass., 26 février 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 257; Bull. civ., XXV, 46. — Jugé encore que le défaut de déclaration d'une mutation par décès, dans le délai fixé, ne peut être excusé par le motif que la régie a d'abord considéré l'acte comme donation entre-vifs, et a perçu les droits en conséquence : le redevable ne peut se faire dispenser de l'amende, en alléguant qu'il a été induit en erreur, par la régie elle-même, sur la nature de l'acte. Cass., 24 décembre 1821, *SIR.*, XXII, 1, 334; Bull. civ., XXIII, 350.

La peine du droit en sus est due, soit qu'il y ait omission dans la déclaration des biens transmis par décès, soit qu'il y ait insuffisance constatée dans les estimations de ces mêmes biens. Cass., 23 mars 1812, *SIR.*, XII, 1, 262; Bull. civ., XIV, 102. — Lorsqu'une déclaration de la valeur d'une succession est prouvée insuffisante par l'inventaire même fait à la requête de l'héritier, cela suffit pour que la contrainte, décernée pour omission, doive être déclarée valable; il n'est pas permis de soumettre la régie à d'autres preuves. Cass., 11 avril 1815, *SIR.*, XV, 1, 276; Bull. civ., XVII, 90. — La peine du double droit a lieu pour toute insuffisance constatée dans l'estimation des biens déclarés après décès, sans que les tribunaux puissent faire de distinction à raison de la différente nature des actes employés pour constater l'insuffisance. Cass., 22 messidor an 11, *SIR.*, III, 2, 341; Bull. civ., V, 329. — L'héritier qui, dans sa déclaration à la régie des biens de la succession, omet de déclarer le nom d'une des communes sur lesquelles s'étend un domaine, n'est point passible du double droit pour omission, dans le

40. Toute contre-lettre faite sous signature privée, qui aurait pour objet une augmentation du prix stipulé dans un acte public, ou dans un acte sous signature privée précédemment enregistré, est déclarée nulle et de nul effet. — Néanmoins, lorsque l'existence en sera constatée, il y aura lieu d'exiger, à titre d'amende, une somme triple du droit qui aurait en lieu, sur les sommes et valeurs ainsi stipulées (1).

TITRE VII. — Des obligations des notaires, huissiers, greffiers, secrétaires, juges, arbitres, administrateurs et autres officiers ou fonctionnaires publics, des parties et des receveurs, indépendamment de celles imposées sous les titres précédens.

41. Les notaires, huissiers, greffiers, et les secrétaires des administrations centrales et municipales, ne pourront délivrer en brevet, copie ou expé-

sens de l'art. 39, § 2, de la loi du 22 frimaire, lorsque d'ailleurs le revenu annuel de la totalité des biens est indiqué dans la déclaration, et qu'ainsi l'omission ne cause au fisc aucun préjudice. Cass., 27 janvier 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 70. — L'héritier ou donataire qui rectifie sa déclaration dans le délai de six mois, à compter du décès, n'est passible d'aucune peine; mais, dans aucun cas, les déclarans ne peuvent, après l'expiration des six mois, être dispensés du droit en sus, par l'offre volontaire qu'ils font de rectifier leur déclaration. Inst. de la régie. 10 septembre 1807, *SIR.*, VII, 2, 283. — Lorsqu'après la mort d'un failli, les syndics de la faillite ont fait en temps utile la déclaration de ses biens, en se réservant la faculté de faire une déclaration supplémentaire après la levée des scellés, le curateur nommé à cette succession n'encourt pas la peine du demi-droit en sus pour n'avoir pas fait cette déclaration supplémentaire dans les six mois de la levée des scellés. Cass., 26 novembre 1810, *SIR.*, XI, 1, 254.

(1) Encore que l'existence d'une contre-lettre, ayant pour objet l'augmentation du prix stipulé par quelque acte public, donne lieu à une amende dans l'intérêt du fisc, les tribunaux n'en doivent pas moins, aux termes de l'art. 40 de la loi du 22 frimaire an 7, annuler la contre-lettre dans l'intérêt privé des parties; dans ce cas, la nullité et l'amende ont lieu cumulativement. Cass., 13 fructidor an 11, *SIR.*, IV, 2, 22; Bull. civ., V, 408; et Metz, 17 février 1819, *SIR.*, XIX, 1, 199. — *Idem*, la nullité n'est pas susceptible d'être convertie par l'exécution. Bruxelles, 25 mars 1812, *SIR.*, XIII, 2, 351.

Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que l'art. 1321 du Cod. civ. portant, en termes généraux, que les contre-lettres doivent avoir effet entre les contractans, s'applique même à celles qui ont pour but d'augmenter, au préjudice du fisc, le prix stipulé dans un acte public : l'art. 40 de la loi du 22 frimaire an 7 qui, dans ce cas, déclarait la contre-lettre nulle, a été virtuellement abrogé par l'art. 1321 du Cod. civ. Cass., 10 janvier 1819, *SIR.*, XIX, 1, 151. — Un acte sous seing privé qui augmente le prix d'une vente ou cession porté dans un acte public, n'est pas nul, comme contre-lettre, si cette augmentation est au profit d'un tiers qui n'était pas partie dans le premier acte. Cass., 26 février 1807, *SIR.*, VII, 2, 79. — De ce qu'une contre-lettre est nulle, parce qu'elle aurait pour objet d'augmenter le prix stipulé dans un acte public de vente, il ne s'ensuit pas que la convention qu'elle établit soit sans effet, si elle est d'ailleurs constatée par les aveux des parties. Turin, 6 décembre 1808, *SIR.*, XIV, 2, 113.

Une contre-lettre portant qu'une vente n'est pas réelle, est sans effet à l'égard des tiers : ainsi, l'acquéreur qui a donné la contre-lettre peut très bien hypothéquer l'immeuble à un tiers de bonne foi. Nîmes, 14 avril 1812, *SIR.*, XIII, 2, 216. — Ou lui en transmettre la propriété. Cass., 18 décembre 1810, *SIR.*, XI, 1, 83. — Ainsi, un jugement qui constate l'existence de la contre-lettre et ordonne qu'elle aura effet, doit être entendu sauf les droits acquis aux tiers de bonne foi. Cass., 25 avril 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 429. — Une contre-lettre contenant augmentation du prix porté dans un acte de vente, est opposable aux créanciers, même hypothécaires, de l'acquéreur, encore qu'ils agissent comme faisant valoir les droits de leur débiteur : en un tel cas, les créanciers ne peuvent être considérés comme des tiers. Grenoble, 30 novembre 1820, *SIR.*, XXX, 2, 131. — Les créanciers du vendeur peuvent réclamer l'augmentation de prix stipulée par une contre-lettre, encore que cette contre-lettre soit déclarée nulle aux termes de l'art. 40 de la loi du 22 frimaire an 7. Paris, 2 germinal an 13, *SIR.*, VII, 2, 876. — Mais le vendeur n'a aucune espèce d'action civile, pour réclamer le surplus du prix de vente porté dans une contre-lettre. Cass., 10 janvier 1809, *SIR.*, IX, 1, 159; Bull. civ., XI, 14. — De simples présomptions, jointes aux aveux judiciaires de l'une des parties, ne suffisent pas pour détruire nécessairement l'effet d'une contre-lettre sous seing privé, ayant pour effet d'annuler une vente faite par acte authentique. Cass., 9 avril 1807, *SIR.*, VII, 1, 178. — L'acte séparé par lequel on renonce à une créance, en considération d'un marché qu'on vient de faire, n'est pas

dition, aucun acte soumis à l'enregistrement sur la minute ou l'original, ni faire aucun autre acte en conséquence, avant qu'il ait été enregistré, quand même le délai pour l'enregistrement ne serait pas encore expiré, à peine de cinquante francs d'amende, outre le paiement du droit (1).— Sont exceptés les exploits et autres actes de cette nature qui se signifient à par-

une contre-lettre dans le sens de l'art. 40 de la loi du 22 frimaire an 7. Cass., 30 octobre 1809, *SIR.*, X, 1, 6.

(1) Voyez la loi du 16—17 juin 1824, art. 11, qui déclare le présent article applicable aux avoués; l'art. 10 de la même loi qui réduit l'amende à dix francs; et l'art. 56 de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816 qui, tout en maintenant l'exécution de l'art. 41 de la loi de frimaire, porte qu'à l'égard des actes que le même officier aurait reçus, et dont le délai d'enregistrement ne serait pas encore expiré, il pourra en énoncer la date, avec la mention que ledit acte sera présenté à l'enregistrement en même temps que celui qui contient ladite mention, sans que, dans aucun cas, l'enregistrement du second acte puisse être requis avant celui du premier, sous les peines de droit.

Le notaire qui rédige un acte public, en conséquence d'un autre acte non encore enregistré, se rend passible de l'amende; la règle s'applique, encore que les délais pour l'enregistrement du premier acte ne soient pas expirés; encore que les deux actes aient été passés à quelques heures de distance l'un de l'autre, et que, pendant ces quelques heures, le bureau local d'enregistrement ait été fermé. Cass., 28 octobre 1811, *SIR.*, XII, 1, 37; Bull. civ., XIII, 259. — Elle s'applique même au cas où il serait allégué que l'acte non enregistré serait perdu ou adiré: cette exception ne serait admissible qu'en cas de preuve légale de la non-existence de l'acte. Cass., 23 novembre 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 90; Bull. civ., XXVII, 333. — Un acte est réputé fait en conséquence d'un acte antérieur, lorsqu'il en est la suite; il n'est pas nécessaire que le premier soit le fondement du second. Arrêt précité du 28 octobre 1811. — Il suffit qu'il en soit un des éléments. Cass., 26 janvier 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 65; Bull. civ., XXXIII, 13. — Un notaire doit faire enregistrer un acte de vente soumis à ratification, avant de recevoir la ratification elle-même; et, dans le cas où il a fait d'abord enregistrer la ratification, il est passible de l'amende prononcée par l'art. 41 de la loi de frimaire. Cass., 12 décembre 1808, *SIR.*, IX, 1, 145; Bull. civ., X, 343.

Un notaire ne contrevient pas à l'art. 41 lorsque, avant qu'un acte qu'il a reçu soit enregistré, il en reçoit un second qui suppose l'existence de la convention contenue dans le premier, si le second pouvait avoir lieu sans que cette convention antérieure fût rédigée par écrit, et si d'ailleurs l'un et l'autre sont présentés ensemble et dans les délais à l'enregistrement. Cass., 24 juillet 1815, *SIR.*, XV, 1, 382. — L'art. 41 n'est pas violé, lorsque les notaires reçoivent une déclaration de command avant ou concurremment avec l'enregistrement de l'acte qui contient la faculté d'élire ce command. Décis. minist., 22 septembre—7 octobre 1807, *SIR.*, VII, 2, 303; et 31 décembre 1808—10 janvier 1809, *SIR.*, IX, 2, 42. — Ni lorsque, une vente exigeant plusieurs séances, le notaire procède à une vacation avant que le procès-verbal des vacations antérieures soit enregistré; il suffit que le procès-verbal de chaque séance soit enregistré dans les délais voulus. Cass., 11 septembre 1811, *SIR.*, XII, 1, 127. — Ni lorsqu'un notaire procède à l'inventaire d'une succession dévolue à un mineur, avant que la délibération du conseil de famille, portant nomination du subrogé tuteur, ait été enregistrée. Cass., 3 janvier 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 342. — Ni lorsque les notaires reçoivent en dépôt, sans enregistrement préalable, les testaments et les pièces qui s'y trouvent renfermées, si la remise leur en est faite en vertu d'ordonnance du juge. Décis. minist., 29 septembre—3 novembre 1807, *SIR.*, VII, 2, 313. — Ni lorsqu'ils reçoivent un testament olographe en dépôt, avant que l'ordonnance d'ouverture soit enregistrée. Délibération de la régie, 25 août 1826, *SIR.*, XXVII, 2, 11. — Mais les notaires ne peuvent recevoir l'acte de résiliation d'un bail avant l'enregistrement du bail; le résiliation est la suite ou la conséquence du bail. Cass., 11 novembre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 151; Bull. civ., XIV, 319.

L'huissier qui relate dans un exploit un acte non enregistré et qui devait l'être, encourt l'amende, quelle que soit l'importance de l'acte relaté, et quand même il n'en aurait aucune. Cass., 31 janvier 1814, *SIR.*, XIV, 1, 211; Bull. civ., XVI, 33. — L'enregistrement des lettres de change doit avoir lieu avant l'assignation donnée pour en obtenir le paiement; il ne suffit pas, pour être à l'abri de l'amende, que l'enregistrement ait eu lieu avant la prononciation du jugement. Cass., 7 novembre 1820, *SIR.*, XXI, 1, 182; Bull. civ., XXII, 292.

Lorsqu'il est procédé à la levée des scellés, sur la réquisition d'un tuteur, avant que l'acte de nomination à la tutelle ait été enregistré, le greffier qui souscrit le procès-verbal, encourt l'amende. Cass., 11 novembre 1811, *SIR.*, XII, 1, 152; Bull. civ., XIII, 273. — L'art. 41 s'applique même au cas où l'acte non enregistré ne rentrait pas dans les attributions du greffier, et où, par conséquent, il n'était pas tenu lui-même de le faire enregistrer. Cass., 20 octobre 1813, *SIR.*, XIV, 1, 13; Bull. civ., XV, 329.

ties ou par affiches et proclamations, et les effets négociables compris sous l'article 49, paragraphe 2, nombre 6 de la présente.—A l'égard des jugemens qui ne sont assujétis à l'enregistrement que sur les expéditions, il est défendu aux greffiers sous les mêmes peines, d'en délivrer aucune, même par simple note ou extrait, aux parties ou autres intéressés, sans l'avoir fait enregistrer (1).

42. Aucun notaire, huissier, greffier, secrétaire ou autre officier public, ne pourra faire ou rédiger un acte en vertu d'un acte sous signature privée ou passé en pays étranger, l'annexer à ses minutes, ni le recevoir en dépôt, ni en délivrer extrait, copie ou expédition, s'il n'a été préalablement enregistré, à peine de cinquante francs d'amende, et de répondre personnellement du droit, sauf l'exception mentionnée dans l'article précédent (2).

43. Il est également défendu, sous la même peine de cinquante francs d'amende, à tout notaire ou greffier, de recevoir aucun acte en dépôt, sans dresser acte du dépôt (3).—Sont exceptés les testamens déposés chez les notaires par les testateurs.

44. Il sera fait mention, dans toutes les expéditions des actes publics, civils ou judiciaires, qui doivent être enregistrés sur les minutes, de la quittance des droits, par une transcription littérale et entière de cette quittance.—Pareille mention sera faite dans les minutes des actes publics, civils, judiciaires ou extrajudiciaires, qui se feront en vertu d'actes sous signature privée, ou passés en pays étranger, et qui sont soumis à l'enregistrement par la présente.—Chaque contravention sera punie par une amende de dix francs (4).

45. Les greffiers qui délivreront des secondes et subséquentes expéditions des actes et jugemens assujétis au droit proportionnel, mais qui ne sont pas dans le cas d'être enregistrés sur les minutes, seront tenus de faire mention, dans chacune de ces expéditions, de la quittance du droit payé pour la première expédition, par une transcription littérale de cette

(1) Cette dernière disposition est devenue sans objet par suite de l'art. 38 de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, qui assujétit tous les jugemens à l'enregistrement sur la minute.

(2) Voyez l'art. 11 de la loi du 16—17 juin 1824, qui déclare le présent article applicable aux avoués; l'art. 10 de la même loi, qui réduit l'amende à dix francs; et l'art. 13, qui porte que les notaires pourront faire des actes en vertu et par suite d'actes sous seing privé, et les énoncer dans leurs actes; mais sous la condition que chacun de ces actes sous seing privé demeurera annexé à celui dans lequel il se trouve mentionné, qu'il sera soumis avant lui à la formalité de l'enregistrement, et que les notaires seront personnellement responsables, non seulement des droits d'enregistrement et de timbre, mais encore des amendes auxquelles les actes sous seing privé seront assujétis; et portant, en outre, qu'il est dérogé à cet égard seulement à l'art. 42 de la loi de frimaire an 7.

Avant cette modification, on jugeait que, l'acte de partage étant, comme l'inventaire, simplement déclaratif de propriété, les notaires pouvaient, sans encourir l'amende, mentionner dans les actes de partage, comme dans les inventaires, les titres de créance sous seing privé non enregistrés. Cass., 24 août 1818, *SIR.*, XVIII, 1, 408.—Et qu'encore qu'un notaire ait fait mention, dans un contrat, d'un acte sous signature privée non enregistré, et que la loi l'ait déclaré responsable de l'amende encourue par les signataires de cet acte, il ne peut être poursuivi avant que ces derniers aient été discutés, la responsabilité ne pouvant être assimilée à la solidarité. Cass., 3 juillet 1811, *SIR.*, XI, 1, 334.

L'avoué qui insère en entier, dans une requête signifiée, une reconnaissance sous seing privé non enregistrée, encourt l'amende prononcée par la loi; mais l'huissier qui signifie la requête n'est point passible de cette amende. Cass., 8 août 1809, *SIR.*, X, 1, 251; *Bull. civ.*, XI, 186.

Les huissiers peuvent donner des assignations à fin de paiement de billets à ordre protestés, avant que ces billets aient été enregistrés, pourvu qu'ils soient présentés à la formalité en même temps que le protêt et que l'assignation. Cass., 19 novembre 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 780.

(3) L'amende a été modérée à dix francs par l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824.

(4) Cette amende a été modérée à cinq francs par l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824.

quittance. — Ils feront également mention, sur la minute, de chaque expédition délivrée, de la date de l'enregistrement et du droit payé.— Toute contravention à ces dispositions sera punie par une amende de dix francs (1).

46. Dans le cas de fausse mention d'enregistrement, soit dans une minute, soit dans une expédition, le délinquant sera poursuivi par la partie publique, sur la dénonciation du préposé de la régie, et condamné aux peines prononcées pour le faux (2).

47. Il est défendu aux juges et arbitres de rendre aucun jugement, et aux administrations centrales et municipales de prendre aucun arrêté, en faveur de particuliers, sur des actes non enregistrés, à peine d'être personnellement responsables des droits (3).

48. Toutes les fois qu'une condamnation sera rendue ou qu'un arrêté sera pris sur un acte enregistré, le jugement, la sentence arbitrale ou l'arrêté en fera mention, et énoncera le montant du droit payé, la date du paiement et le nom du bureau où il aura été acquitté : en cas d'omission, le receveur exigera le droit, si l'acte n'a pas été enregistré dans son bureau ; sauf restitution dans le délai prescrit, s'il est ensuite justifié de l'enregistrement de l'acte sur lequel le jugement aura été prononcé ou l'arrêté pris (4).

49. Les notaires, huissiers, greffiers, et les secrétaires des administrations centrales et municipales, tiendront des répertoires à colonnes, sur lesquels ils inscriront, jour par jour, sans blanc ni interligne, et par ordre de numéros, savoir :—1° Les notaires, tous les actes et contrats qu'ils recevront, même ceux qui seront passés en brevet, à peine de dix francs d'amende pour chaque omission ;—2° Les huissiers, tous les actes et exploits de leur ministère, sous peine d'une amende de cinq francs pour chaque omission ;—3° Les greffiers, tous les actes et jugemens qui, aux termes de la présente,

(1) Cet article est devenu sans objet par suite de l'art. 38 de la loi du 28 avril—4 mai 1816, qui assujétit tous les jugemens sans distinction à l'enregistrement sur la minute.

(2) Aux termes de l'art. 8 du Cod. instr. crim., le ministère public peut poursuivre à sa requête, avec ou sans la dénonciation du préposé de l'administration.

(3) Est nulle toute décision rendue par les tribunaux, sur le fondement d'une pièce non enregistrée. Cass., 1^{er} pluviôse an 10, *SIR.*, II, 1, 210; Bull. civ., IV, 149. — Jugé en sens contraire. Cass., 19 novembre 1807, *SIR.*, VII, 2, 265. — Les juges peuvent ordonner d'office l'enregistrement des pièces dont les parties veulent se prévaloir. Cass., 6 thermidor an 13, *SIR.*, V, 2, 120. — Une révocation d'arbitres par des parties qui en ont la faculté, ne peut être prise en considération par un tribunal, si elle n'est enregistrée. Cass., 3 juin 1808, *SIR.*, VIII, 1, 514. — Les sentences arbitrales doivent être enregistrées, dans tous les cas, sur la minute, avant d'être revêtues de l'ordonnance d'exécution : vainement dirait-on qu'il n'est question que d'actes dans les art. 42 et 47 de la loi de frimaire; cette expression embrasse les jugemens. Cass., 3 août 1813, *SIR.*, XV, 1, 178; Bull. civ., XV, 253. — Un jugement qui admet une inscription de faux contre un procès-verbal en matière de douane, ne doit pas être annulé pour avoir été rendu sans qu'au préalable l'acte par lequel la partie saisie a déclaré s'insérer en faux eût été enregistré. Cass., 19 novembre 1807, *SIR.*, VII, 2, 960. — La responsabilité prononcée contre les arbitres par l'art. 47 de la loi du 22 frimaire n'est pas applicable au cas où une sentence arbitrale est rendue sur un acte de vente non enregistré, mais sur l'allégation des parties qu'il y a eu vente, lorsque d'ailleurs il est question de cette vente dans le compromis, et que le receveur n'a perçu que le droit fixe. Cass., 23 prairial an 10, *SIR.*, II, 1, 319.

(4) La loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, art. 57, ajoute que, lorsque, après une sommation extrajudiciaire ou une demande tendant à obtenir un paiement, une livraison, ou l'exécution de toute autre convention dont le titre n'aurait pas été indiqué dans lesdits exploits, ou qu'on aura simplement énoncée comme verbale, on produira en cours d'instance des écrits, billets, marchés, factures acceptées, lettres ou tout autre titre émané du défendeur, qui n'auraient pas été enregistrés avant ladite demande ou sommation, le double droit sera dû et pourra être exigé ou perçu lors de l'enregistrement du jugement intervenu.

doivent être enregistrés sur les minutes, à peine d'une amende de dix francs pour chaque omission;— 4° Et les secrétaires, tous les actes des administrations qui doivent aussi être enregistrés sur les minutes, à peine d'une amende de dix francs pour chaque omission (1).

50. Chaque article du répertoire contiendra, 1° son numéro; 2° la date de l'acte; 3° sa nature; 4° les noms et prénoms des parties et leur domicile; 5° l'indication des biens, leur situation et le prix, lorsqu'il s'agira d'actes qui auront pour objet la propriété, l'usufruit ou la jouissance de biens-fonds; 6° la relation de l'enregistrement (2).

51. Les notaires, huissiers, greffiers, et les secrétaires des administrations centrales et municipales, présenteront, tous les trois mois, leurs répertoires aux receveurs de l'enregistrement de leur résidence, qui les viseront, et qui énonceront dans leur *visa* le nombre des actes inscrits. Cette présentation aura lieu, chaque année, dans la première décade de chacun des mois de nivose, germinal, messidor et vendémiaire, à peine d'une amende de dix francs pour chaque décade de retard (3).

52. Indépendamment de la représentation ordonnée par l'article précédent,

(1) Voyez l'art. 29 de la loi du 25 ventose—5 germinal an 11 (16—26 mars 1803) sur le notariat, qui astreint les notaires à tenir répertoire de tous les actes qu'ils reçoivent, et l'art. 30, qui leur impose l'obligation de faire viser ce répertoire par le président du tribunal civil de leur résidence; les art. 46 et 47 du décret du 14 juin 1813, concernant le visa et la tenue des répertoires des huissiers; et la décision ministérielle du 14 décembre suivant (SIR., XIV, 2, 249), qui soumet les greffiers des tribunaux de commerce à la tenue d'un répertoire.—Voyez aussi l'art. 11 de la loi du 16—17 juin 1824, qui déclare les dispositions relatives à la tenue et au dépôt des répertoires applicables aux commissaires-priseurs et aux courtiers de commerce, mais seulement pour les procès-verbaux de vente de meubles et de marchandises, et pour les actes faits en conséquence de ces ventes; les art. 78 et 82 de la loi de finances du 15—16 mai 1818, portant que les seuls actes dont il devra être tenu répertoire sur papier timbré, dans les préfectures, sous-préfectures et mairies, et dont les préposés pourront demander communication, sont les actes des autorités administratives et des établissemens publics portant transmission de propriété, d'usufruit et de jouissance, les adjudications et marchés de toute nature aux enchères, au rabais ou sur soumissions, et les cautionnemens relatifs à ces actes.

Les notaires doivent, à peine de l'amende prononcée par l'art. 49 de la loi de frimaire, inscrire, jour par jour, sur leurs répertoires les actes qu'ils reçoivent, encore que ces actes n'aient pas été préalablement enregistrés; l'art. 69 de la loi du 25 ventose an 11, qui abroge toutes les lois précédentes qui y sont contraires, n'a pas dispensé les notaires de cette obligation. Cass., 3 février 1811, SIR., XI, 1, 132; Bull. civ., XIII, 21. — Les testamens reçus par les notaires doivent être inscrits sur le répertoire, même avant la mort des testateurs. Cass., 19 décembre 1808, SIR., IX, 1, 231; Bull. civ., X, 345. — Les notaires, huissiers et greffiers, qui n'inscrivent que par intercallation les actes sur leurs répertoires, encourent l'amende. Même arrêt.—Jugé encore que les huissiers doivent inscrire sur leur répertoire, dans l'ordre de leurs dates, tous les actes de leur ministère, sous peine d'amende; qu'en conséquence, l'huissier qui inscrit un acte du 22, par exemple, avant un acte du 16, devient passible de cette amende; et cela, quand même l'inscription de l'acte du 22 serait rayée à la place qu'elle occupait d'abord, et remise ensuite après celle de l'acte du 16. Cass., 28 mars 1827, SIR., XXVII, 1, 419; Bull. civ., XXIX, 119. — Jugé aussi que l'art. 49 doit être entendu en ce sens que c'est le jour même qu'un acte est signifié qu'il doit être porté sur le répertoire, et que l'amende est encourue si l'inscription est faite après ce temps, lors même qu'elle aurait lieu dans le délai de l'enregistrement. Cass., 4 décembre 1816, SIR., XVII, 1, 230; Bull. civ., XVIII, 230.

(2) Outre ces mentions, les huissiers doivent marquer dans une colonne particulière le coût de chaque acte ou exploit, déduction faite de leurs déboursés, suivant l'art. 47 du décret du 14 juin 1813.

(3) Les notaires ne sont pas dispensés par l'art. 30 de la loi du 25 ventose an 11 de faire viser tous les trois mois leurs répertoires par les receveurs de l'enregistrement. Lettre ministérielle, 9 septembre 1806, SIR., VI, 2, 239. — Jugé encore que les répertoires des notaires sont soumis au visa du receveur de l'enregistrement, même depuis qu'il y a nécessité de les faire viser par le président du tribunal civil. Cass., 24 avril 1809, SIR., IX, 1, 222; Bull. civ., XI, 74. — L'huissier qui ne fait pas viser le répertoire de ses actes par le receveur de l'enregistrement, est passible d'amende, encore qu'il n'ait plus le libre usage de ses facultés intellectuelles. Cass.,

les notaires, huissiers, greffiers et secrétaires, seront tenus de communiquer leurs répertoires, à toute réquisition, aux préposés de l'enregistrement qui se présenteront chez eux pour les vérifier, à peine d'une amende de cinquante francs en cas de refus (1).—Le préposé, dans ce cas, requerra l'assistance d'un officier municipal, ou de l'agent ou de l'adjoint de la commune du lieu, pour dresser, en sa présence, procès-verbal du refus qui lui aura été fait.

53. Les répertoires seront cotés et paraphés, savoir, ceux des notaires, huissiers, et greffiers de la justice de paix, par le juge de paix de leur domicile; ceux des greffiers des tribunaux, par le président; et ceux des secrétaires des administrations, par le président de l'administration (2).

54. Les dépositaires des registres de l'état civil, ceux des rôles des contributions, et tous autres chargés des archives et dépôts de titres publics, seront tenus de les communiquer, sans déplacer, aux préposés de l'enregistrement, à toute réquisition, et de leur laisser prendre, sans frais, les renseignements, extraits et copies qui leur seront nécessaires pour les intérêts de la république, à peine de cinquante francs d'amende pour refus constaté par procès-verbal du préposé, qui se fera accompagner, ainsi qu'il est prescrit par l'article 52 ci-dessus, chez les détenteurs et dépositaires qui auront fait refus.—Ces dispositions s'appliquent aussi aux notaires, huissiers, greffiers et secrétaires d'administrations centrales et municipales, pour les actes dont ils sont dépositaires.—Sont exceptés les testaments et autres actes de libéralité à cause de mort, du vivant des testateurs.—Les communications ci-dessus ne pourront être exigées les jours de repos; et les séances, dans chaque autre jour, ne pourront durer plus de quatre heures, de la part des préposés, dans les dépôts où ils feront leurs recherches (3).

55. Les notices des actes de décès, qui, aux termes de l'article 5 de la loi du 13 fructidor an 6, relative à la célébration des décadis, doivent être remises, pour chaque décade, au chef-lieu du canton, par les officiers publics ou les agens de communes faisant fonctions d'officiers publics, seront transcrites sur un registre particulier tenu par les secrétaires des administrations municipales.—Ces secrétaires fourniront, par quartier, aux receveurs de l'enregistrement de l'arrondissement, les relevés par eux certi-

31 janvier 1814, *SIR.*, XIV, 1, 211; *Bull. civ.*, XVI, 30. — Et le notaire, qui, pour la présentation de son répertoire à l'enregistrement, a été en retard seulement d'un ou deux jours, est passible de l'amende que la loi lui inflige pour une décade de retard. *Cass.*, 6 juin 1809, *SIR.*, X, 1, 257; *Bull. civ.*, XI, 121; et 30 juillet 1816, *SIR.*, XVII, 1, 31; *Bull. civ.*, XVIII, 171.

(1) Voyez l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824, qui réduit cette amende à dix francs.—Voyez aussi le décret du 29 septembre—6 octobre 1791, qui impose aux notaires (art. 16 du tit. III) l'obligation de déposer au greffe du tribunal de leur prestation de serment, dans les deux premiers mois de chaque année, un double de leur répertoire, et les notes sur ce décret; et la loi du 16 floréal an 4 (5 mai 1796), qui ordonne de nouveau ce dépôt, et les notes.

(2) L'art. 30 de la loi précitée du 25 ventose an 11 a changé cette disposition pour ce qui concerne les notaires, en ordonnant que le président du tribunal remplacerait, pour le visa, le juge de paix du canton. Voyez aussi l'art. 46 du décret précité du 14 juin 1813, en ce qui concerne le visa des répertoires des huissiers.

(3) Voyez l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824, qui réduit l'amende à dix francs; l'arrêté du 4 messidor an 13 (23 juin 1805), qui prescrit des mesures pour la communication des registres des communes et des établissements publics, aux préposés de l'enregistrement; et l'art. 82 de la loi de finances du 15—16 mai 1818, qui détermine les actes dont les préposés peuvent demander communication dans les préfetures, sous-préfetures et mairies.

Un acte mis sous enveloppe et sous cachet, pour ne voir le jour qu'au gré d'un ami, n'a pas une existence parfaite et ne saurait avoir d'effet : c'est un dépôt de choses ignorées aux yeux de la loi et des magistrats; ce n'est pas là un dépôt d'actes dont la communication puisse être exigée par la régie, sous prétexte d'enregistrement. *Cass.*, 4 août 1811, *SIR.*, XIII, 1, 445.

liés desdits actes de décès. Ils seront délivrés sur papier non timbré, et remis dans les mois de nivose, germinal, messidor et vendémiaire, à peine d'une amende de trente francs (1) pour chaque mois de retard. Ils en retireront *récépissé*, aussi sur papier non timbré.

56. Les receveurs de l'enregistrement ne pourront, sous aucun prétexte, lorsqu'il y aurait lieu à l'expertise, différer l'enregistrement des actes et mutations dont les droits auront été payés aux taux réglés par la présente. — Ils ne pourront non plus suspendre ou arrêter le cours des procédures en retenant des actes ou exploits : cependant, si un acte dont il n'y a pas de minute, ou un exploit, contient des renseignements dont la trace puisse être utile pour la découverte des droits dus, le receveur aura la faculté d'en tirer copie, et de la faire certifier conforme à l'original par l'officier qui l'aura présenté. En cas de refus, il pourra réserver l'acte pendant vingt-quatre heures seulement, pour s'en procurer une collation en forme, à ses frais, sauf répétition, s'il y a lieu. — Cette disposition est applicable aux actes sous signature privée qui seront présentés à l'enregistrement.

57. La quittance de l'enregistrement sera mise sur l'acte enregistré, ou sur l'extrait de la déclaration du nouveau possesseur. — Le receveur y exprimera en toutes lettres la date de l'enregistrement, le folio du registre, le numéro, et la somme des droits perçus. — Lorsque l'acte renfermera plusieurs dispositions opérant chacune un droit particulier, le receveur les indiquera sommairement dans sa quittance, et y énoncera distinctement la quotité de chaque droit perçu, à peine d'une amende de dix francs pour chaque omission (2).

58. Les receveurs de l'enregistrement ne pourront délivrer d'extraits de leurs registres que sur une ordonnance du juge de paix, lorsque ces extraits ne seront pas demandés par quelqu'une des parties contractantes, ou leurs ayans-cause. — Il leur sera payé un franc pour recherche de chaque année indiquée, et cinquante centimes par chaque extrait, outre le papier timbré : ils ne pourront rien exiger au-delà.

59. Aucune autorité publique, ni la régie, ni ses préposés, ne peuvent accorder de remise ou modération des droits établis par la présente et des peines encourues, ni en suspendre ou faire suspendre le recouvrement, sans en devenir personnellement responsables (3).

TITRE VIII. — *Des droits acquis et des prescriptions.*

60. Tout droit d'enregistrement perçu régulièrement en conformité de la présente, ne pourra être restitué, quels que soient les événemens ultérieurs, sauf les cas prévus par la présente (4).

(1) Réduite à dix francs par l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824.

(2) L'amende est réduite à cinq francs par la loi du 16—17 juin 1824, art. 10.

(3) Les tribunaux ne peuvent, sous prétexte de bonne foi, accorder de remise ou de modération des droits d'enregistrement et des peines encourues en cette matière. Cass., 17 prairial an 11, SIR., III, 2, 334; Bull. civ., V, 288. — Jugé encore que la peine des déclarations insuffisantes ne peut être modérée par les tribunaux, sous prétexte de bonne foi de la part des déclarans. Cass., 20 mai 1806, SIR., VI, 2, 643; Bull. civ., VIII, 185; et 11 février 1807, SIR., VII, 2, 732; Bull. civ., IX, 29. — Les tribunaux ne peuvent non plus, en aucun cas, déclarer la contravention excusable et dispenser du double droit. Cass., 2 nivose an 7, SIR., I, 1, 185; Bull. civ., I, 161; et 11 novembre 1812, SIR., XIII, 1, 151; Bull. civ., XIV, 319.

(4) Il est des cas où, nonobstant cette disposition, un droit d'enregistrement régulièrement perçu peut être restitué plus tard, par suite d'un événement qui rend l'acte enregistré sans effet : tel le cas de la cession d'un office, lorsque le cessionnaire n'a pu obtenir la nomination royale. Avis du cons., 10 mai 1828, SIR., XXVIII, 2, 348; et délibérations de la régie, 31 janvier 1832, SIR., XXXII, 2, 426; et 13 décembre 1833, SIR., XXXIV, 2, 206. — Tel encore le cas d'un

61. Il y a prescription pour la demande des droits, savoir : — 1° Après deux années, à compter du jour de l'enregistrement, s'il s'agit d'un droit

legs, sur lequel les droits avaient été perçus, et qui depuis a été annulé. Délibération de la régie, 4 mai 1830, *SIR.*, XXXI, 2, 210; et XXXIII, 2, 224.

Jugé cependant qu'un droit d'enregistrement régulièrement perçu ne peut être restitué sous le prétexte d'événemens ultérieurs : ainsi, n'est passujét à restitution le droit perçu sur un jugement par défaut qui adjuge au demandeur la propriété qu'il revendiquait, par cela seul que ce jugement est ensuite rétracté sur l'opposition de la partie condamnée. *Cass.*, 24 thermidor an 13, *SIR.*, VII, 2, 939; *Bull. civ.*, VII, 413. — Décidé encore que le droit perçu sur un jugement par défaut n'est pas sujet à restitution au cas de rétractation du défaut par un jugement contradictoire. *Cass.*, 6 décembre 1820, *SIR.*, XXI, 1, 241; *Bull. civ.*, XXII, 327. — De même, n'est pas sujet à restitution le droit de mutation perçu sur un jugement prononçant la résolution d'une vente, par cela seul que ce jugement est ensuite rétracté sur l'opposition de la partie contre laquelle la résolution avait été prononcée. *Cass.*, 15 novembre 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 411; *Bull. civ.*, XXX, 249.

Le principe qu'un droit fiscal régulièrement perçu n'est pas sujet à restitution, ne doit pas être entendu en ce sens que le même droit puisse être réclaté de tel qui aurait dû le payer, et qu'en même temps il reste acquis au fisc, au préjudice de celui qui l'a indûment payé; lors donc qu'un droit de mutation a été payé par un légataire universel, s'il arrive que le legs universel soit annulé et que la succession revienne à d'autres héritiers, il n'est pas dû un nouveau droit de mutation. *Cass.*, 13 novembre 1814, *SIR.*, XV, 1, 58. — Lorsque le donateur d'une somme d'argent, non encore payée, fait à son donataire une autre donation ayant pour objet des immeubles, avec clause que la première donation se trouvera confondue dans la seconde, les droits d'enregistrement dus à l'occasion de cette seconde donation doivent être perçus en entier, comme pour transmission de propriété immobilière, et sans déduction des droits déjà payés sur la première donation; autrement il y aurait restitution de droits légalement perçus. *Cass.*, 2 avril 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 225; *Bull. civ.*, XXX, 101. — Lorsqu'un droit d'enregistrement de un pour cent a été perçu en vertu de la loi du 16 juin 1824, sur une donation contenant partage par un ascendant en faveur de ses enfans, si la régie découvre qu'antérieurement à cette donation, il y a déjà eu, à un autre titre, transmission des mêmes biens au profit des enfans, le droit et le double droit dus à raison de cette première transmission doivent être perçus intégralement, sans imputation ou déduction du droit déjà payé sur la donation : c'est le cas d'appliquer la règle qu'un droit régulièrement perçu ne doit pas être restitué, quels que soient les événemens ultérieurs. *Cass.*, 22 mai 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 552; *Bull. civ.*, XXXV, 113.

On ne peut considérer comme indûment perçus, et par conséquent comme sujets à restitution, des droits qui ont été payés pour un acte depuis annulé ou résolu. *Cass.*, 2 février 1809, *SIR.*, IX, 1, 226. — Ainsi, les droits de mutation perçus sur un contrat de vente ne sont pas sujets à restitution, bien que la vente soit déclarée nulle *ab initio*, à raison de l'incapacité du vendeur, notamment au cas où le vendeur a été déclaré en faillite, remontant au jour de la vente. *Cass.*, 31 décembre 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 248; *Bull. civ.*, XXV, 499. — Jugé encore que les droits perçus sur une vente verbale partiellement exécutée, reconnue et constatée par un jugement qui ordonne qu'il en sera passé acte authentique, sinon que le jugement lui-même en tiendra lieu, ne peuvent être restitués, sous prétexte que cette vente a été postérieurement résolue par un nouveau jugement rendu d'accord entre les parties, et pour défaut de consentement réciproque sur les conditions et le mode du paiement. *Cass.*, 14 janvier 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 154; *Bull. civ.*, XXVI, 11. — Les droits perçus sur un contrat de mutation de rente viagère ne sont pas sujets à restitution, bien que le contrat soit déclaré nul et de nul effet, à raison du décès de celui sur la tête duquel était constituée la rente, dans les vingt jours de la date du contrat. *Cass.*, 31 décembre 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 234; *Bull. civ.*, XXV, 502. — N'est pas restituable le droit proportionnel d'enregistrement perçu sur un jugement qui prononce la résolution d'une vente, quoique sur l'appel ce jugement soit infirmé et la vente maintenue. *Cass.*, 7 août 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 85; *Bull. civ.*, XXVIII, 289. — Ni le droit d'enregistrement perçu sur un jugement par défaut qui déclare résolu un contrat de louage, bien que l'arrêt intervenu en appel maintienne le contrat. *Cass.*, 19 février 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 254; *Bull. civ.*, XXV, 36. — Ni enfin le droit d'enregistrement perçu sur un contrat translatif de propriété, annulé depuis par transaction, quand même ce serait une transaction sur procès pendant. *Cass.*, 15 février 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 120; *Bull. civ.*, XXXIII, 22.

Le droit de mutation perçu sur la vente d'immeubles saisis, consentie par le saisi après dénonciation à lui faite de la saisie, ne doit pas être restitué, bien que l'acquéreur n'ait pas consigné somme suffisante pour payer les créanciers inscrits, et qu'ainsi la vente soit nulle à leur égard. *Cass.*, 17 avril 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 385; *Bull. civ.*, XXXV, . — Il en est de même du droit perçu sur un contrat de vente dans lequel l'acquéreur s'est réservé la faculté de résilier le

non perçu sur une disposition particulière dans un acte, ou d'un supplément de perception insuffisamment faite, ou d'une fausse évaluation dans une déclaration, et pour la constater par voie d'expertise. — Les parties seront également non recevables, après le même délai, pour toute demande en restitution de droits perçus. — 2° Après trois années, aussi à compter du jour de l'enregistrement, s'il s'agit d'une omission de biens dans une déclaration faite après décès; — 3° Après cinq années, à compter du jour du décès, pour les successions non déclarées. — Les prescriptions ci-dessus seront suspendues par des demandes signifiées et enregistrées avant l'expiration des délais; mais elles seront acquises irrévocablement, si les poursuites commencées sont interrompues pendant une année, sans qu'il y ait d'instance devant les juges compétens, quand même le premier délai pour la prescription ne serait pas expiré (1).

marché, pour le cas où les assertions du vendeur sur l'étendue ou la qualité des objets vendus seraient reconnues inexactes après vérification, réserve qui a eu son effet. Cass., 23 juillet 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 593; *Bull. civ.*, XXXV, 147.

Le droit d'enregistrement auquel est sujet le jugement d'adjudication sur expropriation forcée, n'est pas exigible durant l'appel interjeté de ce jugement: si l'adjudicataire a payé ce droit avant l'arrêt qui est intervenu sur l'appel, il peut se le faire restituer en cas d'annulation du jugement d'adjudication. Cass., 29 octobre 1806, *SIR.*, VI, 1, 467. — Les adjudications d'immeubles faites en justice doivent être enregistrées dans les vingt jours de leur date et de leur minute, soit qu'on ait ou non interjeté appel; mais le droit perçu est restitué, si l'adjudication est annulée par les voies légales. Avis du cons., 18 octobre 1808, *SIR.*, IX, 2, 32; et Cass., 20 décembre 1808, *SIR.*, X, 1, 170; *Bull. civ.*, X, 351.

Mais s'il s'agit d'une adjudication volontaire, depuis annulée, la restitution du droit d'enregistrement ne doit pas avoir lieu. Cass., 10 février 1812, *SIR.*, XII, 1, 174; *Bull. civ.*, XIV, 49. — Ainsi la régie ne doit pas restituer le droit qu'elle a perçu sur une adjudication d'immeubles appartenant à des mineurs, bien que cette adjudication ait été annulée depuis pour défaut des formalités prescrites. Cass., 13 prairial an 9, *SIR.*, II, 2, 507; *Bull. civ.*, III, 220.

L'héritier bénéficiaire qui a payé les droits de mutation d'une succession dont il ne recueille aucun émolument, ne peut, pas plus que l'héritier pur et simple, en demander la restitution contre la régie. Cass., 3 février 1829, *SIR.*, XXX, 1, 101. — Le cohéritier qui paie volontairement les droits de mutation résultant d'un partage, ne peut se les faire restituer, comme n'ayant pas eu d'immeuble dans son lot, s'il ne prouve l'erreur par un acte certain et authentique, ayant bien tous les caractères d'un acte de partage. Cass., 4 juin 1817, *SIR.*, XVII, 1, 286; *Bull. civ.*, XIX, 176. — Les héritiers qui, pour l'acquit des droits de mutation dus par la succession du défunt, ont fait à la régie une déclaration portant évaluation des immeubles de cette succession, ne peuvent pas, pour arriver à une restitution de partie des droits perçus en conséquence, demander ultérieurement une estimation par experts de ces immeubles, sous prétexte qu'ils auraient commis une erreur dans leur évaluation: à la régie seule appartient le droit de demander l'expertise. Cass., arrêt précité du 1^{er} avril 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 283; *Bull. civ.*, XXXI, 73.

Lorsqu'il a été perçu des droits d'enregistrement trop considérables sur des actes notariés, c'est aux parties elles-mêmes et non aux notaires que la restitution doit être faite: si, au contraire, il a été perçu des droits trop faibles, les parties contractantes sont seules passibles de l'action en supplément. Décis. minist., 7 juin 1808, *SIR.*, VIII, 2, 213.

La compensation n'a pas lieu entre un droit à percevoir et un droit indûment perçu, mais non restituable. Cass., 5 juillet 1820, *SIR.*, XXI, 1, 101; *Bull. civ.*, XXII, 236.

Ne sont point productives d'intérêts moratoires, les sommes que l'administration de l'enregistrement a perçues en trop, et qu'elle est condamnée à restituer. Cass., 2 floréal an 13, *SIR.*, V, 2, 231; *Bull. civ.*, VII, 294; 23 novembre 1811, *SIR.*, XIII, 1, 422; *Bull. civ.*, XIII, 300; 28 janvier 1818, *SIR.*, XVIII, 1, 252; *Bull. civ.*, XX, 34; et plusieurs autres arrêts. — Il ne peut même être alloué d'intérêts, à compter du jour du jugement qui ordonne la restitution. Cass., 12 juin 1810, *SIR.*, X, 1, 293; *Bull. civ.*, XII, 118.

Les juges saisis d'une demande en restitution d'un droit d'enregistrement perçu sur un contrat, ne peuvent surseoir à statuer, sous prétexte qu'il existe un procès dont le résultat pourra être de donner lien à la restitution du droit; il y a obligation de juger de suite si le droit a été régulièrement perçu, la restitution ne pouvant dépendre d'événemens ultérieurs. Cass., 20 mars 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 659; *Bull. civ.*, XXXV, 63.

(1) Pour mettre plus de clarté dans le résumé de la législation et de la jurisprudence concer-

62. La date des actes sous signature privée ne pourra cependant être

nant la prescription en matière d'enregistrement, nous le diviserons ainsi : 1^o Règles générales ; 2^o prescription d'un an ; 3^o prescription de deux ans ; 4^o prescription de cinq ans ; 5^o prescription trentenaire.

§ 1^{er}. — *Règles générales.* — L'effet de la prescription est d'affranchir à toujours, par extinction d'action, les droits auxquels les actes auraient été originairement soumis : lors donc qu'on produit en justice des actes dont les droits d'enregistrement sont prescrits, cette production ne fait pas revivre l'action en paiement des droits. Cass., 24 juin 1828, SIR., XXVIII, 1, 353; Bull. civ., XXX, 155. — La demande en remise de condamnations prononcées pour droits d'enregistrement, la remise accordée sur cette demande, le cautionnement donné par un tiers pour le montant des condamnations, emportent acquiescement à ces condamnations, opèrent novation du titre, et rendent le condamné et la caution non recevables à opposer ultérieurement la prescription. Cass., 10 décembre 1821, SIR., XXII, 1, 290. — Lorsque la régie a décerné une contrainte pour droits d'enregistrement, elle peut ne pas faire de poursuites pendant un an, sans qu'il y ait prescription acquise. Cass., 1^{er} avril 1834, SIR., XXXIV, 1, 248; Bull. civ., XXXVI, 71. — *Idem*, si le contraignable a formé opposition et donné assignation; cette opposition avec assignation suffit pour qu'il y ait instance, dans le sens de l'art. 61 de la loi du 22 frimaire an 7, et pour suspendre la prescription. Cass., 27 juillet 1813, SIR., XV, 1, 343; Bull. civ., XV, 241.

§ 2. — *Prescription d'un an.* — La prescription établie contre les poursuites de la régie, suspendues pendant plus d'un an, n'est pas applicable à l'action qui a pour objet principal le recouvrement d'amendes pour contravention aux lois sur le notariat. Cass., arrêt précité du 10 décembre 1821, SIR., XXII, 1, 290. — Les poursuites en recouvrement de droits de greffe sont soumises à la prescription annuelle. Cass., 23 germinal an 11, SIR., III, 2, 306; Bull. civ., V, 211.

Voyez encore les notes sur l'art. 17 ci-dessus, concernant l'expertise demandée par la régie, au cas de dissimulation de la valeur du bien vendu.

§ 3. — *Prescription de deux ans.* — Voyez l'avis du conseil d'état, du 22 août 1810, qui porte que, toutes les fois que les receveurs de l'enregistrement sont à portée de découvrir, par les actes présentés à la formalité, des contraventions à la loi, ils doivent, dans les deux ans de la formalité donnée à l'acte, exercer, à peine de prescription, des poursuites pour le recouvrement de l'amende; la loi du 16—17 juin 1824, art. 14, portant application de la prescription établie par la loi de l'an 7, aux amendes résultant des contraventions, qui fixe le délai de la prescription, à partir du jour où les préposés auront été mis à portée de constater les contraventions, et qui porte que l'action pour faire condamner aux amendes sera prescrite après deux ans, à compter du jour où les contraventions auront été commises, dans les cas déterminés : 1^o par l'art. 1^{er} de la loi du 16 floréal an 4 (5 mai 1796), sur le dépôt des répertoires; 2^o par l'art. 37 de la loi du 1^{er} brumaire an 7 (22 octobre 1798), pour la mention à faire des patentes; 3^o par la loi du 25 ventose—5 germinal an 11 (16—26 mars 1803), sur l'organisation du notariat; 4^o par l'art. 68 du Cod. comm., pour la publication des contrats de mariage des commerçants.

L'action de la régie pour la perception du droit simple de mutation, dû à raison d'un acte tenu secret, se prescrit, comme les amendes et le double droit, par deux ans, à compter du jour où la régie a été mise à même de connaître la mutation. Cass., 16 juin 1828, SIR., XXVIII, 1, 248; Bull. civ., XXX, 146. — Jugé encore que la prescription des droits dus sur les actes translatifs de propriété est assimilée à la prescription des amendes, et qu'elle est acquise lorsque deux ans se sont écoulés depuis que le receveur a pu connaître la mutation : il n'est pas nécessaire que l'acte ait été enregistré; il suffit qu'il ait été énoncé dans un acte postérieur soumis à la formalité. Cass., 12 décembre 1814, SIR., XVI, 1, 359. — Lorsque la régie n'a connu qu'au moyen d'une déclaration de succession, une mutation antérieure qui lui avait été dissimulée dans un acte déjà enregistré, la prescription de deux ans établie contre elle par l'art. 61 de la loi du 22 frimaire an 7, ne commence à courir que du jour de la déclaration de succession, et non du jour de l'acte contenant la mutation dissimulée. Cass., 21 mai 1834, SIR., XXXIV, 1, 598; Bull. civ., XXXVI, 108. — Jugé aussi que la prescription de deux ans ne s'applique qu'au cas où il s'agit d'un droit dont la perception a été entamée, et au cas où ce droit résulte d'une mutation énoncée dans un acte soumis à l'enregistrement. Cass., 17 mai 1809, SIR., XV, 1, 150; Bull. civ., XI, 107; et 14 août 1813, SIR., XV, 1, 150; Bull. civ., XV, 262. — Lorsqu'un droit de mutation est dû par suite de conventions verbales, ou d'acte sous seing privé, la prescription du droit ne court, ni du jour de l'acte, ni du jour de la mise en possession, mais seulement du jour où la mutation a été connue de la régie. Cass., 26 août 1807, SIR., VIII, 1, 394; Bull. civ., IX, 290. — Ou du jour où les actes sous seing privé ont acquis date certaine par l'un des modes mentionnés en l'art. 1328 du Cod. civ. Cass., 23 mai 1832, SIR., XXXII, 1, 673; Bull. civ., XXXIV, 97. — Elle ne peut commencer à courir par cela seul qu'un bail des objets vendus, fait par le nouveau possesseur, aurait été soumis à la formalité de l'enregistrement : ce n'est pas là, dans le sens de la loi, avoir mis les préposés de la régie à

opposée à la république pour prescription des droits et peines encourues,

portée de découvrir une mutation antérieure. Cass., 27 mars 1817, *SIR.*, XVIII, 1, 55. — Les droits dus par les actes sous seing privé non enregistrés, sont prescrits par le laps de deux ans sans réclamation, du jour où la régie a été avertie de l'existence de ces actes par l'énonciation de leur substance dans des actes présentés à l'enregistrement. Cass., 20 mars 1816, *SIR.*, XVI, 1, 278. — Mais quelle qu'ait été la publicité d'une adjudication soumise à la formalité de l'enregistrement, et les moyens que, par suite, la régie a pu avoir de découvrir l'existence de cette adjudication, la prescription ne court pas contre la régie tant que, par l'enregistrement d'un acte, elle n'a pas été à portée de découvrir la contravention. Cass., 23 mai 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 395; *Bull. civ.*, XXXIV, 96; et 17 avril 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 385; *Bull. civ.*, XXXV, 84.

L'amende et le double droit ne peuvent être poursuivis, après deux ans, lorsque les receveurs ont pu connaître les contraventions par des actes présentés à l'enregistrement : les droits et les amendes sont assimilés, quant à la prescription établie par la loi. Cass., 21 mai 1816, *SIR.*, XVII, 1, 166; *Bull. civ.*, XVIII, 93. — Il suffit qu'un acte dont la régie a connaissance la mette à portée de découvrir une mutation antérieure, pour faire courir la prescription; il n'est pas nécessaire que l'acte offre la preuve matérielle de la mutation. Cass., 25 juillet 1820, *SIR.*, XXI, 1, 289; 6 février 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 373; et 14 mars 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 342. — Lorsque le propriétaire actuel d'un immeuble l'a acquis par un titre qui aurait dû subir un droit d'enregistrement, et qui ne l'a pas subi en réalité, s'il arrive que le propriétaire vende l'immeuble, sans que le contrat de vente indique l'époque de l'acquisition faite par le vendeur, la régie ne se trouve point suffisamment avertie du défaut de perception sur le titre antérieur, et la prescription ne saurait courir. Cass., arrêt précité du 16 juin 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 248; *Bull. civ.*, XXX, 146. — Des conclusions signifiées dans le cours d'une instance peuvent, selon les circonstances, être considérées comme constituant un acte de nature à mettre la régie à même de connaître une mutation déguisée. Cass., 4 mai 1830, *SIR.*, XXX, 1, 369.

La prescription des droits établis sur les jugemens, ne peut pas courir avant que ces jugemens aient été présentés à l'enregistrement. Cass., 20 janvier 1808, *SIR.*, VIII, 1, 444; *Bull. civ.*, X, 6. — Jugé encore que la prescription d'un droit proportionnel, dû à raison d'une mutation de propriété déclarée par un jugement, court à partir du jour de l'enregistrement de ce jugement; elle n'est pas suspendue par l'appel. Cass., 6 juin 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 463. — La prescription du droit, à raison d'une mutation présumée faite au profit d'un cohéritier, qui a affirmé et hypothéqué, en son nom seulement, des biens héréditaires excédant sa part de succession, est acquise après deux années révolues, à compter de l'enregistrement des actes par lesquels les biens ont été affirmés ou hypothéqués. Cass., 15 mars 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 31.

Lorsque la régie, à raison d'une mutation d'immeubles, n'a demandé, par erreur, qu'une partie du droit proportionnel dont cette mutation était passible, le paiement volontaire de cette partie du droit n'interrompt pas, pour le surplus, la prescription de deux ans; ce n'est pas le cas d'appliquer l'art. 2248 du *Cod. civ.* sur la reconnaissance du débiteur. Cass., 28 avril 1830, *SIR.*, XXX, 1, 169. — Lorsqu'il y a eu déclaration de succession, la prescription ne court que du jour de la déclaration. Cass., 21 avril 1806, *SIR.*, VI, 2, 589; *Bull. civ.*, VIII, 137. — Le terme *a quo* est compris dans le délai de deux ans, fixé par l'art. 61 de la loi du 22 frimaire, à compter du jour de la fausse évaluation des biens d'une succession, faite par l'héritier au bureau de la régie. Cass., 12 octobre 1814, *SIR.*, XV, 1, 181. — De ce que, lors de l'enregistrement d'une donation contractuelle dont l'effet ne devait s'ouvrir qu'au décès du donateur, le receveur aurait, par erreur, perçu le droit proportionnel sur la valeur estimative des biens portés au contrat, il ne s'ensuit pas que cette perception illégale et prématurée rende la régie non recevable à réclamer, au décès du donateur, le droit proportionnel sur la valeur réelle des biens à cette époque, sauf à déduire le droit précédemment perçu : vainement on opposerait à la régie qu'il y a eu entre elle et le donataire une espèce de contrat aléatoire, ou que le droit de la régie est éteint faute de réclamation dans les deux années de la perception. Cass., 13 avril 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 191; *Bull. civ.*, XXVII, 142.

Ne sont pas prescriptibles par deux ans les amendes encourues par un notaire pour défaut d'inscription, sur son répertoire, des actes qu'il a reçus. Cass., 10 décembre 1806, *SIR.*, VI, 2, 752; *Bull. civ.*, VIII, 433; et arrêt précité du 6 mars 1809, *SIR.*, X, 1, 124; *Bull. civ.*, XI, 54. — Mais l'amende encourue par un greffier, faute d'avoir présenté ses répertoires au visa de l'enregistrement, se prescrit par deux ans. Cass., 4 janvier 1814, *SIR.*, XIV, 1, 135.

Toute action en restitution de droits indûment perçus se prescrit par deux ans, encore que le paiement des droits ait été accompagné de réserves. Cass., arrêt précité du 21 avril 1806, *SIR.*, VI, 2, 589; *Bull. civ.*, VIII, 137. — *Idem*, des droits de succession : la prescription court à compter du jour de la déclaration de la succession; peu importe la cause et l'époque de l'éviction qui donne lieu à la demande en restitution; peu importe aussi que la régie n'ait perçu que sauf restitution. Décis. du 29 juin 1821, *SIR.*, XXI, 2, 288. — Les actions en restitution de droits de mutation pour adjudications annulées, se prescrivent par deux ans. Cass., 16 fé-

à moins que ces actes n'aient acquis une date certaine par le décès de l'une des parties, ou autrement (1).

vrier 1813, *Str.*, XV, 1, 425; *Bull. civ.*, XV, 48. — Dans le délai de la prescription de l'action en restitution, est compris le jour de l'enregistrement. *Cass.*, 1^{er} août 1831, *Str.*, XXXI, 1, 307; *Bull. civ.*, XXXIII, 125.

Jugé encore que, lorsque la régie a perçu, au moment même de l'enregistrement d'un acte, un droit qui n'était pas exigible actuellement, et qui ne pouvait le devenir que par l'arrivée d'une condition qui, depuis, ne s'est pas réalisée, le délai de l'action en restitution du droit indûment perçu court à partir de la perception même, et non pas seulement à partir du moment où, la condition ne pouvant plus se réaliser, il devient certain que le droit ne sera pas dû. *Cass.*, 27 décembre 1830, *Str.*, XXXI, 1, 86; *Bull. civ.*, XXXII, 247. — L'acte par lequel la régie a interrompu la prescription de son action en supplément de droit, n'a pas pu interrompre aussi la prescription de l'action en restitution de droits perçus, ouverte au contraignable. *Cass.*, 30 mars 1808, *Str.*, VIII, 1, 439; *Bull. civ.*, X, 49. — Jugé cependant qu'une contrainte signifiée dans un délai utile, en conservant l'action du trésor public pour une demande en supplément des droits d'enregistrement, ne conserve pas en même temps les droits de la partie pour réclamer une restitution, quand la demande n'est pas faite en temps utile. *Circul.*, 30 août 1808, *Str.*, VIII, 2, 286. — Le redevable qui a laissé prescrire l'action en restitution d'un droit de mutation indûment perçu, est néanmoins recevable à demander, par voie d'exception, l'imputation de ce qu'il a payé indûment, lorsque la régie réclame le droit auquel l'acte est réellement sujet. *Cass.*, 24 décembre 1821, *Str.*, XXII, 1, 334; *Bull. civ.*, XXIII, 350. — La réclamation administrative d'un droit d'enregistrement que l'on prétend illégalement perçu n'interrompt la prescription de l'action en restitution, qu'autant que cette réclamation a été enregistrée, soit au secrétariat du ministère des finances, soit à celui de l'administration de l'enregistrement, comme le veut une décision ministérielle du 27 septembre 1827. *Cass.*, 18 février 1833, *Str.*, XXXIII, 1, 292; *Bull. civ.*, XXXV, 29.

§ 4.—*Prescription de cinq ans.*—L'obligation de payer un droit de mutation pour réunion de l'usufruit à la propriété, quand ce droit n'a pas été payé d'avance, ne se prescrit que par cinq ans. *Cass.*, 31 juillet 1815, *Str.*, XV, 1, 289; *Bull. civ.*, XVII, 147. — En matière de mutation par décès, la prescription de cinq ans s'applique même au cas où la succession a été déclarée se composer entièrement d'actions immobilières que les héritiers n'ont exercées qu'après les cinq ans de la mort de leur auteur. *Cass.*, 8 germinal an 11, *Str.*, IV, 1, 20; et 20 frimaire an 14, *Str.*, VI, 1, 245. — La déclaration de mutation d'un immeuble, par décès, faite dans un bureau autre que celui de la situation de l'immeuble, étant réputée non avenue, le droit de mutation ne se prescrit pas par trois ans, mais par cinq ans, à compter du décès, comme s'il n'y avait pas eu de déclaration. *Cass.*, 28 juin 1820, *Str.*, XXI, 1, 21; *Bull. civ.*, XXII, 223. — La prescription embrasse la totalité des objets dont se compose la succession, soit que ces objets s'y trouvent en nature au moment du décès, soit qu'ils n'y soient entrés que postérieurement. *Cass.*, 8 avril 1826, *Str.*, XXVI, 1, 226; et 20 août 1827, *Str.*, XXVIII, 1, 113.

La prescription de cinq ans, en matière de mutation par décès, court du jour où ont été présentés à l'enregistrement des actes suffisants pour autoriser la perception du droit, tels qu'un inventaire mentionnant le décès, un certificat du ministre de la guerre qui le constate, et un exploit introductif de l'instance en partage de la succession dont il s'agit. *Cass.*, 5 novembre 1821, *Str.*, XXII, 1, 220. — Cette prescription ne commence à courir que du jour où la régie a pu avoir connaissance de la mutation, par des actes présentés à ses préposés dans l'exercice de leurs fonctions; peu importe que les héritiers aient joui sans trouble, et même qu'ils aient été portés sur les rôles des contributions. *Cass.*, 7 janvier 1818, *Str.*, XVIII, 1, 208; *Bull. civ.*, XX, 11. — Jugé, de plus, que l'obligation par la régie de poursuivre le recouvrement des droits, dans les deux ans du jour où elle a découvert la mutation, ne s'étend pas aux droits dus pour mutation par décès, lesquels ne se prescrivent que par cinq ans. *Cass.*, 29 mai 1832, *Str.*, XXXII, 1, 394; *Bull. civ.*, XXXIV, 98; et 12 mai 1834, *Str.*, XXXIV, 1, 487; *Bull. civ.*, XXXVI, 97. — Jugé encore que c'est du jour du décès constaté et connu de la régie, et non du jour du décès effectif que court le délai de la prescription. *Cass.*, 30 juin 1806, *Str.*, VI, 1, 336; *Bull. civ.*, VIII, 241; et décis. minist., 11 octobre 1808, *Str.*, X, 2, 338. — Jugé enfin que la prescription de cinq ans ne commence à courir que du jour où la régie a connu ou pu connaître l'acte de décès. *Cass.*, 29 avril 1818, *Str.*, XVIII, 1, 320.

Il y a exception à cette règle, si le décès, non inscrit sur les registres de l'état civil, est

(1) Cet article ne déroge point aux règles du droit commun qui détermine les cas dans lesquels les actes sous seing privé sont réputés avoir une date certaine, et ne donne pas aux juges la faculté de statuer arbitrairement à cet égard. *Cass.*, 17 août 1831, *Str.*, XXXI, 1, 312; *Bull. civ.*, XXXIII, 142.

TITRE IX. — *Des poursuites et instances* (1).

63. La solution des difficultés qui pourront s'élever relativement à la

d'ailleurs constaté par un acte public; par exemple, s'il en est fait mention sur les registres de l'hôpital où le défunt est mort: en ce cas, la prescription de cinq ans court à partir du décès, et non du jour de l'inscription de l'acte sur les registres de l'état civil du domicile du défunt. Cass., 21 février 1809, *Str.*, IX, 1, 149. — Lorsqu'un décès n'a pas été constaté par les registres de l'état civil, et qu'il l'a été seulement par un acte de notoriété, le délai ne court que du jour de l'acte de notoriété. Cass., 25 janvier 1815, *Str.*, XV, 1, 261; *Bull. civ.*, XVII, 28. — S'il s'agit de la succession d'un militaire mort en activité de service hors de son département, le délai de la prescription ne court, contre la régie, que du jour de la mise en possession des héritiers. Cass., 19 thermidor an 13, *Str.*, XX, 1, 493; *Bull. civ.*, VII, 399. — Jugé encore que, dans ce cas, la prescription ne commence à courir que du jour où la régie a connu le décès du militaire. Cass., 20 avril 1807, *Str.*, VII, 2, 740; *Bull. civ.*, IX, 121. — En cas de décès dans les pays étrangers, la prescription ne court que du jour de la prise de possession en France des biens du décédé. Cass., 8 mai 1809, *Str.*, X, 1, 133; *Bull. civ.*, XI, 94.

Lorsqu'à l'époque de son ouverture, la succession est frappée du séquestre national, la prescription des droits de mutation par décès ne commence à courir que du jour de la main-levée du séquestre. Cass., 2 ventose an 11, *Str.*, III, 2, 288; *Bull. civ.*, V, 160; et 14 germinal an 11, *Str.*, III, 2, 305; *Bull. civ.*, V, 206. — Jugé encore que, dans ce cas, la prescription court, non pas à compter du jour de la main-levée provisoire, mais seulement à compter du jour de la main-levée définitive. Cass., 23 brumaire an 13, *Str.*, V, 1, 69; *Bull. civ.*, VII, 46; et 11 mai 1807, *Str.*, VII, 2, 745; *Bull. civ.*, IX, 162.

La prescription du droit de mutation par décès, dû par le véritable héritier, ne court pas au préjudice de la régie, si les droits ont été payés par un héritier apparent, lequel aurait réellement succédé, en cas de répudiation ou abstention de l'héritier véritable. Cass., 5 septembre 1809, *Str.*, X, 1, 271; *Bull. civ.*, XI, 223.

L'art. 2281 du Cod. civ., d'après lequel les prescriptions commencées se règlent par les lois anciennes, est inapplicable à la prescription de cinq ans, en matière d'enregistrement. Cass., 30 novembre 1813, *Str.*, XIV, 1, 75.

§ 5.—*Prescription trentenaire.*—Les prescriptions établies en faveur des redevables par l'art. 61 de la loi du 22 frimaire an 7, ne s'appliquent point au cas où la régie réclame à raison d'actes non enregistrés et qu'elle n'a pas été à même de connaître par d'autres actes présentés à l'enregistrement; il n'y a lieu, dans cette hypothèse, qu'à la prescription trentenaire. Cass., 31 août 1808, *Str.*, VII, 2, 973; *Bull. civ.*, X, 247; et 28 août 1816, *Str.*, XVII, 1, 355; *Bull. civ.*, XVIII, 201. — Jugé encore que la demande du droit pour une mutation dont le contrat est resté secret et inconnu à la régie, ne se prescrit que par trente ans, à compter du jour où l'acte translatif de propriété a acquis date certaine. Cass., 17 mai 1808, *Str.*, X, 1, 284. — Jugé aussi que, lorsqu'un acte n'a pas été présenté à la formalité de l'enregistrement, les droits et amendes ne se prescrivent que par trente ans; il ne suffit pas que la régie ait eu les moyens de connaître l'existence de l'acte pour que la prescription soit applicable. Cass., 14 mai 1816, *Str.*, XVI, 1, 375; *Bull. civ.*, XVIII, 84. — Jugé enfin que les prescriptions de deux, trois et cinq ans, établies par l'art. 61 de la loi du 22 frimaire, ne sont pas applicables aux droits dus pour mutations simplement présumées; ces droits ne sont soumis qu'à la prescription de trente ans. Cass., 18 mars 1806, *Str.*, VI, 2, 569; *Bull. civ.*, VIII, 112. — L'action de la régie en paiement de droits d'enregistrement dus à raison d'une mutation tenue secrète, se prescrit par trente ans, à compter du jour où l'acquéreur a pris possession des biens, et a été inscrit au rôle de la contribution foncière, encore que la régie n'ait pas été mise à portée, par la présentation d'actes soumis à l'enregistrement, de connaître la mutation. Cass., 24 juillet 1833, *Str.*, XXXIII, 1, 534. — Les droits d'enregistrement d'un testament peuvent être réclamés pendant trente ans, à compter du jour du décès du testateur. Décis. minist., 8 prairial an 9, *Str.*, I, 2, 566; et Cass., 13 octobre 1806, *Str.*, VII, 2, 52; *Bull. civ.*, VIII, 359. — Les amendes adjugées pour défaut de comparution au bureau de paix ne se prescrivent que par trente ans. Cass., 11 novembre 1806, *Str.*, VII, 2, 1109; *Bull. civ.*, VIII, 389. — Il en est de même des peines auxquelles s'exposent les greffiers et les parties par le défaut d'enregistrement ou de remise des extraits des jugemens, dans les délais voulus. Cass., 10 août 1807, *Str.*, VII, 2, 263; *Bull. civ.*, IX, 271.

(1) Voyez l'avis du cons. d'état du 1^{er} juin 1807, portant que le Cod. proc. civ. n'a point abrogé les dispositions qui vont suivre sur le mode de procéder en matière d'enregistrement. Cette solution a été adoptée par un arrêt de la cour de cassation du 25 octobre 1808 (*Str.*, X, 1, 168; *Bull. civ.*, X, 301); par une délibération du conseil d'administration de la régie du 28 avril 1814 (*Str.*, XIV, 2, 265); et par un second arrêt de la cour de cassation du 14 décembre 1819 (*Str.*, XX, 1, 114; *Bull. civ.*, XXI, 257). — Jugé, néanmoins, que

perception des droits d'enregistrement avant l'introduction des instances, appartient à la régie.

61. Le premier acte de poursuite pour le recouvrement des droits d'enregistrement et le paiement des peines et amendes prononcées par la présente, sera une contrainte : elle sera décernée par le receveur ou préposé de la régie ; elle sera visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du canton où le bureau est établi, et elle sera signifiée. — L'exécution de la contrainte ne pourra être interrompue que par une opposition formée par le redevable, et motivée, avec assignation, à jour fixe, devant le tribunal civil du département. Dans ce cas, l'opposant sera tenu d'élire domicile dans la commune où siège le tribunal (1).

les formes de procéder établies par le Cod. proc. civ., sont le complément naturel et nécessaire des formes spéciales établies par la loi du 22 frimaire an 7, en matière d'enregistrement, pour tous les cas que cette loi n'a pas prévus. Cass., 17 juillet 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 75.

(1) S'il y a contestation sur la quotité d'un droit d'enregistrement, les tribunaux ne peuvent en être saisis avant que la régie ait décerné une contrainte. Cass., 7 mai 1806, *SIR.*, VI, 2, 605; Bull. civ., VIII, 163. — Les droits d'enregistrement à recouvrer doivent être poursuivis par voie de contrainte contre une faillite, de même que contre les particuliers. Cass., 10 mai 1815, *SIR.*, XV, 1, 281; Bull. civ., XVII, 109. — La voie de la contrainte est autorisée dans le cas où l'amende est due après condamnation pour dénégation de signature, comme dans le cas où l'amende est due pour contravention en matière d'enregistrement. Cass., 16 juin 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 93; Bull. civ., XXV, 268.

Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, qu'une contrainte décernée par la régie indique la date du titre duquel la régie fait résulter le droit de mutation dont elle demande le paiement. Cass., 25 juillet 1814, *SIR.*, XV, 1, 249; Bull. civ., XVI, 203. — Ni qu'elle contienne élection de domicile dans le lieu où doit se faire l'exécution. Cass., 16 février 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 288; Bull. civ., XXXIII, 24. — La contrainte, qui n'a été ni visée ni déclarée exécutoire par le juge de paix, n'est pas nulle d'une nullité substantielle opposable en tout état de cause; cette nullité peut être convertie par le silence des parties. Cass., 14 novembre 1815, *SIR.*, XVIII, 1, 143. — Jugé encore que les irrégularités de la contrainte se couvrent par l'opposition, basée uniquement sur des moyens tirés du fond. Cass., 7 août 1807, *SIR.*, VII, 2, 750; Bull. civ., IX, 255. — Le redevable contre lequel est décernée une contrainte, n'est pas obligé de l'acquiescer provisoirement, s'il y forme opposition avec assignation devant le tribunal : l'art. 28 de la loi du 22 frimaire, qui ordonne le paiement immédiat des droits sur la liquidation qui en est faite par la régie, sauf à se pourvoir en restitution, n'est applicable qu'au cas où la contestation n'est pas encore portée en justice par une opposition à la contrainte. Cass., 15 prairial an 13, *SIR.*, V, 1, 133. — Lorsqu'un receveur de l'enregistrement a fait saisir les fruits d'un redevable, la vente ne peut être arrêtée par une opposition du redevable signifiée au directeur ; il faut que l'opposition soit signifiée au domicile élu par le receveur, dans le commandement qui a précédé la saisie. Cass., 10 décembre 1821, *SIR.*, XXII, 1, 290.

Lorsque, sur l'opposition à une contrainte, il est intervenu un jugement qui condamne la partie opposante au paiement des droits réclamés, l'exécution de ce jugement, en ce qui n'est point prévu par la loi du 22 frimaire an 7, est soumise aux règles du droit commun, et peut dès lors être arrêtée par des offres réelles ; en un tel cas, il n'y a plus lieu à l'application du principe qui veut que l'exécution des contraintes de la régie de l'enregistrement ne puisse être arrêtée que par une opposition suivie d'assignation devant les tribunaux. Cass., 9 août 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 618.

L'opposition aux contraintes doit être portée devant le tribunal du lieu où est situé le bureau poursuivant, et non devant le tribunal du lieu du domicile du défendeur. Cass., 23 floréal an 13, *SIR.*, V, 2, 85. — Jugé encore que l'opposition ne peut être jugée que par le tribunal auquel ressortit le bureau d'où partent les contraintes. Cass., 5 mai 1806, *SIR.*, VI, 2, 648; Bull. civ., VIII, 151. — Le privilège accordé à la régie de ne plaider que devant le juge local, sur le mérite des contraintes par elle décernées, s'étend jusqu'aux saisies-arrests et aux actions sur la validité de ces saisies-arrests ; c'est-à-dire que, nonobstant le droit commun établi par le Code de procédure, la régie, lorsqu'elle veut faire déclarer valable une saisie-arrest par elle formée à la suite d'une contrainte, est dispensée d'assigner devant les juges de la partie saisie. Cass., arrêt précité du 14 décembre 1819, *SIR.*, XX, 1, 114; Bull. civ., XXI, 257. — *Idem*, peu importe que le receveur eût cessé ses fonctions à l'époque des poursuites. Cass., 23 janvier 1822, *SIR.*, XXII, 1, 316. — La disposition de la loi de frimaire, qui attribue compétence au juge local, est

65. L'introduction et l'instruction des instances auront lieu devant les tribunaux civils de département : la connaissance et la décision en sont interdites à toutes autres autorités constituées ou administratives (1).—L'instruction se fera par simples mémoires respectivement signifiés (2).—Il n'y aura d'autres

tellement impérative que, sans égard pour les art. 337 et 464 du Code de procédure civile, on ne peut, au cas où la régie assigne devant un tribunal pour réclamer un supplément de droit, opposer en défense à cette action principale une demande incidente en restitution d'un droit perçu en trop sur des actes enregistrés dans un bureau ressortissant à un autre tribunal. Cass., 21 février 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 105; *Bull. civ.*, XXXIII, 27.

(1) Toutes contestations en matière d'enregistrement ne peuvent être portées que devant les tribunaux, pour y être jugées à l'audience sur le rapport d'un juge : en conséquence, les oppositions aux contraintes de la régie ne peuvent devenir la matière d'une simple ordonnance de référé. Cass., 6 août 1817, *SIR.*, XVII, 1, 375; *Bull. civ.*, XIX, 262.—Les tribunaux de première instance, jugeant correctionnellement, et les tribunaux criminels ne peuvent connaître, même par voie incidente, de contraventions en matière d'enregistrement. Cass., 4 ventose an 12, *SIR.*, IV, 2, 115; *Bull. crim.*, IX, 113.

Le ministre des finances donnant une solution ou décision dans une affaire d'enregistrement, ne fait que donner un avis comme conseil suprême du domaine; cet avis n'est obligatoire que pour l'administration : ce n'est pas là une véritable décision administrative que les parties puissent ou doivent déférer au conseil d'état. Arr. du cons., 7 mai 1808, *SIR.*, XVI, 2, 345.

(2) Lorsqu'une action de la régie de l'enregistrement, au lieu d'être introduite par voie de contrainte l'a été par voie d'assignation, et qu'une enquête a eu lieu en la forme ordinaire, il ne s'ensuit pas que le procès doive être continué dans cette même forme : le procès n'en doit pas moins être jugé en la forme particulière réglée pour les matières d'enregistrement, c'est-à-dire sur simples mémoires et sans plaidoiries. Cass., 17 juillet 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 75.—Il en est de même de la demande en validité d'une saisie-arrest formée par la régie de l'enregistrement entre les mains d'un débiteur du redevable, lorsqu'il n'y a point contestation sur la déclaration du tiers-saisi. Cass., 27 juin 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 342.—*Idem*, de la contestation élevée sur la taxe des salaires dus à un gardien établi lors d'une saisie pratiquée par la régie, pour le paiement du montant d'une contrainte décernée contre un redevable. Cass., 23 août 1830, *SIR.*, XXX, 1, 376.—Mais la procédure spéciale établie par la loi de frimaire ne peut être suivie dans une contestation entre la régie et un débiteur du redevable dans les mains duquel la régie a pratiqué une saisie. Cass., 29 avril 1818, *SIR.*, XX, 1, 376.—La régie ne peut intervenir dans un ordre que par le ministère d'avoués. Bruxelles, 11 avril 1810, *SIR.*, XI, 2, 449.—La partie qui a été assistée d'un avoué dans une instance relative à la perception de droits d'enregistrement, est non-recevable à se faire de cette circonstance un moyen de nullité. Cass., 9 juillet 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 514.

En matière d'enregistrement, il y a lieu à cassation si le jugement a été rendu sur plaidoiries. Cass., 13 janvier 1807, *SIR.*, VIII, 1, 134; 26 février 1816, *SIR.*, XVII, 1, 168; *Bull. civ.*, XVIII, 43; et 28 juin 1830, *SIR.*, XXX, 1, 364; *Bull. civ.*, XXXII, 164.—L'audition de l'avoué d'une partie rend le jugement nul, si cette audition a un caractère de plaidoirie, si l'avoué est *ouï en ses moyens à l'appui*. Cass., 7 mai 1817, *SIR.*, XVII, 1, 256; *Bull. civ.*, XIX, 140.—Il n'est pas permis d'entendre l'avoué du défendeur à bureau ouvert. Cass., 19 octobre 1808, *SIR.*, X, 1, 120; *Bull. civ.*, X, 294.—Toutefois, cette énonciation : *ouï l'avoué de N...*, insérée dans un jugement rendu en matière d'enregistrement, peut s'entendre de conclusions verbales seulement; elle ne suffit pas pour constater que le jugement a été rendu sur plaidoiries, contrairement à la loi. Cass., 11 juillet 1815, *SIR.*, XVI, 1, 93.—La plaidoirie est admise dans une instance liée avec la régie sur requête civile, même dans les matières où la plaidoirie est défendue pour l'instruction ordinaire. Cass., 30 août 1809, *SIR.*, IX, 1, 426.—L'art. 65 de la loi de frimaire n'empêche pas que les parties soient appelées et entendues en personne, si les juges le trouvent nécessaire pour éclairer leur religion. Cass., 20 mars 1816, *SIR.*, XVI, 1, 314.

Voyez encore l'art. 17 de la loi du 27 ventose an 9.

Dans les procès contre la régie de l'enregistrement, tous mémoires produits doivent avoir été signifiés à peine de nullité. Cass., 31 janvier 1814, *SIR.*, XIV, 1, 248; *Bull. civ.*, XVI, 38; et 10 février 1819, *SIR.*, XIX, 1, 328; *Bull. civ.*, XXI, 55.—Des consultations non signifiées ne peuvent être produites à l'audience. Cass., 18 janvier 1808, *SIR.*, VIII, 1, 445; *Bull. civ.*, X, 4.—Est nul le jugement rendu sur mémoire signifié, non à la régie elle-même, mais au procureur du roi. Cass., 28 mai 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 341; *Bull. civ.*, XXV, 230.—Jugé encore que les juges ne peuvent se déterminer d'après un fait établi dans un mémoire qui n'aurait pas été signifié. Cass., 1^{er} avril 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 72; *Bull. civ.*, XXIV, 96.—L'opposition motivée, faite par un redevable à une contrainte, n'est point un *mémoire* : elle suffit bien pour lier

frais à supporter pour la partie qui succombera, que ceux du papier timbré, des significations, et du droit d'enregistrement des jugemens (1).—Les tribunaux accorderont, soit aux parties, soit aux préposés de la régie qui suivront les instances, le délai qu'ils leur demanderont pour produire leurs défenses : il ne pourra néanmoins être de plus de trois décades. — Les jugemens seront rendus dans les trois mois, au plus tard, à compter de l'introduction des instances, sur le rapport d'un juge, fait en audience publique, et sur les conclusions du commissaire du directoire exécutif : ils seront sans appel, et ne pourront être attaqués que par voie de cassation (2).

l'instance, mais ce n'est qu'un acte extrajudiciaire sur lequel on ne peut juger contradictoirement. Décis. minist., 10 janvier 1809, *SIR.*, IX, 2, 6.

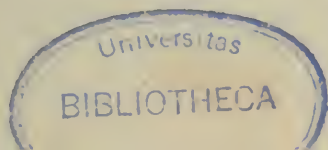
(1) La régie de l'enregistrement qui succombe dans une instance, ne peut être condamnée à d'autres frais que le coût du papier timbré et des significations de jugement. *Cass.*, 12 pluviôse an 2, *SIR.*, XX, 1, 491. — Lorsque, sur une demande en validité de saisie-arrêt formée par la direction de l'enregistrement, le tiers-saisi a fait juger qu'on devait procéder en la forme ordinaire, et non en la forme spéciale aux matières d'enregistrement, si, en définitive, ce tiers-saisi succombe dans ses contestations et est condamné aux dépens, il ne peut réclamer la taxe comme en matière d'enregistrement; il doit la subir comme en matière ordinaire. *Cass.*, 19 mai 1824, *SIR.*, XXV, 1, 105; *Bull. civ.*, XXVI, 192.

(2) De ce que cette disposition exige que les jugemens soient rendus dans les trois mois, à compter de l'introduction des instances, il ne s'ensuit pas que la régie soit déchuë de son action, si elle tarde plus de trois mois à mettre l'affaire en état : il s'ensuit seulement que la cause peut être jugée par défaut. *Cass.*, 2 août 1808, *SIR.*, VII, 2, 939 et 953; *Bull. civ.*, X, 214. — La péremption dans les instances, en matière d'enregistrement, n'a pas lieu de plein droit; elle est convertie par tout acte valable fait avant la demande en péremption. *Cass.*, 18 avril 1821, *SIR.*, XXII, 1, 31; *Bull. civ.*, XXIII, 109.

En matière d'enregistrement, les jugemens doivent être rendus sur le rapport fait par l'un des juges, à peine de nullité. *Cass.*, 1^{er} juin 1814, *SIR.*, XV, 1, 237; *Bull. civ.*, XVI, 160; 15 juillet 1815, *SIR.*, XVI, 1, 72; *Bull. civ.*, XVII, 142; 2 avril 1817, *SIR.*, XVIII, 1, 65; *Bull. civ.*, XIX, 99; et plusieurs autres arrêts. — Cette règle s'applique même au cas de contestation sur le mode de l'estimation à faire, par les experts, d'un immeuble dont le prix paraît à la régie avoir été porté dans le contrat au dessous de sa valeur vénale; elle n'est pas restreinte au cas d'instance engagée par suite de contrainte. *Cass.*, 22 mai 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 603; *Bull. civ.*, XXXIV, 92. — Il y a également nullité, quand les jugemens ne font pas mention du rapport préalable. *Cass.*, 19 décembre 1809, *SIR.*, X, 1, 138; *Bull. civ.*, XI, 290; 6 décembre 1820, *SIR.*, XXI, 1, 242; *Bull. civ.*, XXII, 330; et plusieurs autres arrêts. — *Idem*, et il n'y a pas mention suffisante du rapport, encore que l'un des juges qui ont concouru au jugement y soit désigné de cette manière : *M. N., juge d'instruction, rapporteur*. *Cass.*, 5 mars 1822, *SIR.*, XXII, 1, 412; *Bull. civ.*, XXIV, 65. — La nullité résultant du défaut de mention d'un rapport préalable, ne peut être convertie par un certificat du tribunal, attestant que ce rapport a eu lieu. *Cass.*, 3 janvier 1820, *SIR.*, XX, 1, 168; *Bull. civ.*, XXII, 4. — La nullité résultant du défaut de rapport peut être invoquée même contre la régie qui a obtenu le jugement. *Cass.*, 6 vendémiaire an 11, *SIR.*, III, 2, 232; *Bull. civ.*, V, 8; et arrêt précité du 19 décembre 1809, *SIR.*, X, 1, 288; *Bull. civ.*, XI, 290. — Il ne peut être statué sur une demande en restitution de droits d'enregistrement, sans rapport préalable d'un juge. *Cass.*, 8 mai 1810, *SIR.*, XX, 1, 491; *Bull. civ.*, XII, 75. — Jugé enfin que la mention du rapport doit être énoncée dans le jugement, lors même que la régie est déclarée sans qualité pour intenter l'action. *Cass.*, 23 décembre 1809, *SIR.*, X, 1, 138; *Bull. civ.*, XI, 281.

Les jugemens en matière d'enregistrement doivent, à peine de nullité, être rendus sur les conclusions du ministère public. *Cass.*, arrêt précité du 8 mai 1810, *SIR.*, XX, 1, 491; *Bull. civ.*, XII, 75; et plusieurs autres arrêts. — Ils doivent aussi, à peine de nullité, mentionner cette audition. *Cass.*, arrêts précités des 19 décembre 1809, *SIR.*, X, 1, 288; *Bull. civ.*, XI, 290; et 23 décembre 1809, *SIR.*, X, 1, 138; *Bull. civ.*, XI, 281. — *Idem*, il ne suffit pas d'énoncer dans le jugement la présence du ministère public. *Cass.*, 10 février 1819, *SIR.*, XIX, 1, 327; *Bull. civ.*, XXI, 54; et 30 avril 1822, *SIR.*, XXII, 1, 439; *Bull. civ.*, XXIV, 122. — Le ministère public doit donner ses conclusions verbalement, à peine de nullité : des conclusions par écrit sont insuffisantes. *Cass.*, 14 mars 1821, *SIR.*, XXII, 1, 12; *Bull. civ.*, XXIII, 74; et 16 mai 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 206; *Bull. civ.*, XXXIII, 90.

Les jugemens par défaut rendus en matière d'enregistrement, sont, comme tous autres jugemens par défaut, susceptibles d'être attaqués par voie d'opposition. *Cass.*, 4 mars 1807, *SIR.*, VII, 2, 88; *Bull. civ.*, IX, 71. — Jugé encore que l'art. 113 du Cod. proc. civ., qui



66. Les frais de poursuite payés par les préposés de l'enregistrement pour des articles tombés en non-valeur pour cause d'insolvabilité reconnue des parties condamnées, leur seront remboursés sur l'état qu'ils en rapporteront à l'appui de leur compte. L'état sera taxé sans frais par le tribunal civil du département, et appuyé des pièces justificatives.

TITRE X. — *De la fixation des droits.*

67. Les droits à percevoir pour l'enregistrement des actes et mutations, sont et demeurent fixés aux taux et quotités tarifés par les articles 68 et 69 suivans (1).

DROITS FIXES.

68. Les actes compris sous cet article seront enregistrés et les droits payés ainsi qu'il suit, savoir :

§ 1^{er}. — Actes sujets à un droit fixe d'un franc.

1° Les abstentions, répudiations et renonciations à successions, legs ou communautés, lorsqu'elles seront pures et simples, si elles ne sont pas faites en justice (2). — *Il est dû un droit par chaque renonçant et pour chaque succession à laquelle on renonce.* — 2° Les acceptations de successions, legs ou communautés, aussi lorsqu'elles sont pures et simples. — *Il est dû un droit par chaque acceptant et pour chaque succession.* — 3° Les acceptations de transports ou délégations de créances à terme, faites par actes séparés, lorsque le droit proportionnel a été acquitté pour le transport ou la délégation ; — Et celles qui

vent que les jugemens rendus sur les pièces de l'une des parties, faite par l'autre d'avoir produit, ne soient pas susceptibles d'opposition, n'est pas applicable aux matières d'enregistrement : dans ce cas, la partie qui n'a pas produit ses pièces peut attaquer par opposition le jugement rendu sur le fond, encore qu'elle se soit défendue sur plusieurs incidens. Cass., 17 juillet 1811, Sir., XI, 1, 363. — La partie qui a assigné la régie en nullité d'une contrainte, est réputée en état de défense contradictoire, par cela seul qu'elle a donné assignation avec opposition motivée : ainsi, le jugement qui intervient est contradictoire, et ne peut être attaqué par la voie de l'opposition. Cass., 24 avril 1822, Sir., XXIII, 1, 33. — Lorsqu'un tiers prend le fait et cause d'un redevable contre lequel la régie de l'enregistrement a décerné une contrainte en paiement de droits, cette circonstance ne change rien aux règles à suivre : dès lors, le jugement qui intervient n'est pas susceptible d'appel. Cass., 27 juin 1826, Sir., XXVII, 1, 203; Bull. civ., XXVIII, 252. — La procédure à observer dans les affaires de la régie de l'enregistrement n'est extraordinaire qu'autant qu'il s'agit d'impôt, c'est-à-dire du droit d'enregistrement : hors de là et dans une affaire excédant mille francs, si la régie veut se pourvoir contre le jugement, elle doit prendre la voie de l'appel, et non celle de la cassation. Cass., 10 juillet 1816, Sir., XVII, 1, 146. — Jugé dans le même sens : c'est par la voie d'appel, et non par la voie de cassation, que doit être attaqué un jugement de première instance qui, sur la demande de la régie de l'enregistrement, prononce la déchéance d'un adjudicataire de bois domaniaux dont la valeur excède mille francs. Cass., 16 avril 1818, Sir., XIX, 1, 181. — Un procès de la régie, bien qu'il ait pour cause un droit d'enregistrement, est soumis aux deux degrés de juridiction, lorsque la demande de la régie tend à d'autres fins qu'au paiement du droit ; par exemple, lorsqu'elle demande une subrogation à des poursuites de saisie mobilière. Cass., 25 janvier 1815, Sir., XV, 1, 251. — La défense d'appeler des jugemens, portée par l'art. 65 de la loi de frimaire, n'est pas applicable aux garans des redevables : ils peuvent se pourvoir par appel des jugemens rendus contre eux au profit de ces redevables, bien que dans l'instance même liée avec la régie. Orléans, 30 septembre 1832, Sir., XXXIII, 1, 529. — La régie n'est pas liée par les acquiescemens que donnent ses agens, non pourvus d'un mandat aux fins d'acquiescer. Cass., arrêt précité du 21 avril 1806, Sir., VI, 2, 589; Bull. civ., VIII, 137.

(1) Voyez la loi du 6 prairial an 7 (25 mai 1799), qui augmente les droits d'enregistrement d'un décime par franc, à titre de subvention extraordinaire de guerre. — Cette perception supplémentaire qui, d'abord, n'était décrétée que pour l'an 7, a été maintenue par les budgets des recettes de chaque année.

(2) La répudiation d'une donation acceptée n'est pas une répudiation du genre de celles qui sont soumises au droit fixe d'un franc ; elle est considérée comme une rétrocession passible du droit proportionnel. Cass., 22 frimaire an 11, Sir., III, 2, 252; Bull. civ., V, 79; 9 juin 1806, Sir., VI, 2, 664; Bull. civ., VIII, 211; et 28 juillet 1806, Sir., VI, 1, 384.

se font dans les actes mêmes de délégation de créances aussi à terme.—4° Les acquiescemens purs et simples, quand ils ne sont point faits en justice (1).—5° Les actes de notoriété (2).—6° Les actes qui ne contiennent que l'exécution, le complément et la consommation d'actes antérieurs enregistrés (3).—7° Les actes refaits pour cause de nullité ou autre motif, sans aucun changement qui ajoute aux objets des conventions ou à leur valeur (4).—8° Les adjudications à la folle-enchère, lorsque le prix n'est pas supérieur à celui de la précédente adjudication, si elle a été enregistrée (5).—9° Les adoptions (6).—10° Les attestations pures et simples.—11° Les avis de parens, autres que ceux contenant nomination de tuteurs et curateurs (7).—12° Les autorisations pures et simples (8).—13° Les bilans.—14° Les brevets d'apprentissage qui ne contiennent ni obligation de sommes et valeurs mobilières, ni quittance.—15° Les cautionnemens de personnes à représenter en justice (9).—16° Les certifications de cautions et de cautionnemens (10).—17° Les certificats purs et simples, ceux de vic par chaque individu, et ceux de résidence (11).—

(1) Portés à deux francs par l'art. 43, n° 1, de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(2) Portés à deux francs par l'art. 43, n° 2, de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(3) L'acte par lequel un père abandonne des immeubles à son fils, en exécution de la donation d'une somme déterminée, payable en biens fonds ou en deniers, au choix du donateur, n'est susceptible que du droit fixe d'un franc: ce n'est pas là une dation en paiement, passible d'un droit proportionnel, c'est seulement l'exécution de la donation alternative qui avait opéré la mutation. Cass., 27 décembre 1815, *SIR.*, XVI, 1, 391.—L'acte par lequel un héritier se reconnaît débiteur, envers la veuve du défunt, du douaire stipulé par le contrat de mariage de celle-ci, doit être considéré, non comme le titre d'une obligation nouvelle, mais bien comme l'exécution d'un titre antérieur, qui est le contrat de mariage: il n'est donc assujéti qu'au droit fixe d'un franc. Cass., 10 décembre 1817, *SIR.*, XVIII, 1, 136; Bull. civ., XIX, 319.—Jugé, dans le même sens, que l'acte de liquidation des reprises d'une femme sur la succession de son mari, n'est soumis qu'au droit fixe d'un franc, si ces reprises sont fixées par un contrat de mariage qui ait déjà été enregistré. Cass., 6 juin 1811, *SIR.*, XI, 1, 336.—Il en est de même de l'acte d'acceptation par la femme de l'immeuble acquis par le mari en emploi de ses propres aliénés, encore qu'elle ait eu lieu par l'acte même d'achat. Cass., 18 février 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 292; Bull. civ., XXXV, 29.

(4) Portés à deux francs par le n° 3 de l'art. 43 de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(5) Portés à trois francs par l'art. 44, n° 1, de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

Lorsque l'adjudicataire d'un bien national a été dépossédé pour n'avoir point payé, dans les délais fixés, la seconde adjudication faite au profit de cet adjudicataire n'est pas une revente sur folle-enchère, soumise au droit fixe, mais une nouvelle mutation, passible du droit proportionnel. Cass., 18 vendémiaire an 12, *SIR.*, IV, 2, 647; Bull. civ., VI, 5.

(6) Le droit d'enregistrement des adoptions faites par jugement de première instance, a été porté à cinquante francs par l'art. 48, n° 2, de la loi du 28 avril—4 mai 1816; et le droit de celles prononcées par arrêt de cour d'appel, à cent francs, par le n° 1 de l'art. 49 de la même loi.—Les adoptions faites dans toute autre forme sont restées soumises au droit fixe d'un franc.

(7) Portés à deux francs par le n° 4 de l'art. 43 de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(8) Portés à deux francs par le n° 5 de l'art. 43 de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(9) Portés au droit proportionnel de cinquante centimes par cent francs, par le quatrième alinéa de l'art. 50 de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(10) Portés à deux francs par le n° 6 de l'art. 43 de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(11) Voyez la loi du 22 floréal an 7 (11 mai 1799), sur le paiement des rentes dues par l'état, art. 10, qui exempte de tout autre droit que celui du timbre les certificats de vie pour les rentes et pensions, délivrés sans frais par les municipalités; et le décret du 21 août 1806, art. 10, qui exempte du droit d'enregistrement ces mêmes certificats.

Les certificats délivrés au fils qui veut se marier, pour constater l'absence de son père, sont soumis au droit fixe d'un franc, comme tout autre certificat: on ne peut les assimiler à un acte de décès du père, encore qu'ils en tiennent lieu, et les comprendre dans l'exception de l'art. 70, § 3, de la loi de frimaire an 7. Cass., 20 octobre 1813, *SIR.*, XIV, 1, 13; Bull. civ., XV, 329.—La simple mention de non comparution au bureau de conciliation ne peut être considérée comme un certificat, soumis au droit d'enregistrement. Décis. minist., 7 juin 1808, *SIR.*, VIII, 2, 229.

18° Les collations d'actes et pièces ou des extraits d'iceux, par quelque officier public qu'elles soient faites. — *Le droit sera payé par chaque acte, pièce ou extrait collationné.* — 19° Les compromis qui ne contiennent aucune obligation de sommes et valeurs donnant lieu au droit proportionnel (1). — 20° Les connaissements ou reconnaissances de chargemens par mer (2), et les lettres de voiture. — *Il est dû un droit par chaque personne à qui les envois sont faits.* — 21° Les consentemens purs et simples (3). — 22° Les décharges également pures et simples (4), et les récépissés de pièces (5). — 23° Les déclarations, aussi pures et simples, en matière civile (6). — 24° Les déclarations ou élections de command ou d'ami, lorsque la faculté d'élire un command a été réservée dans l'acte d'adjudication ou le contrat de vente, et que la déclaration est faite par acte public, et notifiée dans les vingt-quatre heures de l'adjudication ou du contrat (7). — 25° Les délivrances de

(1) Portés à trois francs par l'art. 44, n° 2, de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(2) Portés à trois francs par l'art. 44, n° 6, de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(3) Portés à deux francs par l'art. 43, n° 7, de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(4) Portés à deux francs par l'art. 43, n° 8, de la loi du 28 avril.

Lorsqu'un acte destiné au règlement des comptes entre des héritiers, des légataires et un exécuteur testamentaire, énonce qu'antérieurement certains légataires ont reçu la délivrance de leurs legs, cette énonciation constitue une décharge de legs, et donne lieu à la perception d'un droit fixe de deux francs pour chacun des legs, aux termes de la présente disposition. Cass., 22 avril 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 329; *Bull. civ.*, XXV, 180.

(5) Portés à deux francs par l'art. 43, n° 8, de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(6) Portés à deux francs par le n° 9 de l'art. 43 de la loi du 28 avril.

(7) Portés à trois francs par le n° 3 de l'art. 44 de la loi du 28 avril. — Voyez encore ci-après l'art. 69, § 7, n° 3, qui assujétit au droit proportionnel les déclarations de command faites après les vingt-quatre heures, à partir de l'adjudication, lorsqu'aucune réserve n'a été faite dans le contrat.

Ne sont point passibles du droit proportionnel d'enregistrement les déclarations de command qui sont faites sur adjudication par suite d'expropriation forcée. Décis. minist., 18 pluviôse an 10, et 12 thermidor an 12, *SIR.*, V, 2, 135. — Décidé encore que les déclarations de command faites par les avoués, en exécution de l'art. 709 du Cod. proc. civ., et notifiées dans les trois jours de l'adjudication, ne sont soumises qu'au droit fixe d'un franc. Décis. minist., 22 septembre et 7 octobre 1807, *SIR.*, VII, 2, 303. — La faveur du droit fixe n'est pas due au command fait sous seing privé, ni même au command fait par acte public, lorsqu'il est autre chose qu'une remise pure et simple. Décis. minist., 15 mars 1808, *SIR.*, VIII, 2, 204. — Par exemple, lorsque les termes de paiement sont changés. Cass., 31 janvier 1814, *SIR.*, XIV, 1, 178; *Bull. civ.*, XVI, 34. — La réserve de déclarer un command ne peut être stipulée (pour régler la perception des droits d'enregistrement) que par l'acquéreur lui-même : ainsi, la disposition de l'art. 68 de la loi de frimaire, qui n'astreint qu'au droit fixe les déclarations de command, lorsque la faculté d'élire a été réservée dans l'acte d'adjudication ou dans le contrat de vente, ne s'applique pas au cas où la réserve a été faite par le vendeur pour l'acquéreur ou l'adjudicataire, dans le contrat de vente ou le procès-verbal d'adjudication. Décis. minist., 11 janvier 1814, *SIR.*, XIV, 2, 288.

Le droit proportionnel d'enregistrement n'était pas dû, avant la loi du 22 frimaire an 7, pour les déclarations de command faites dans les vingt-quatre heures de l'adjudication, encore qu'aucune réserve de command n'eût été insérée dans le contrat de vente. Cass., 22 frimaire an 9, *SIR.*, I, 2, 282. — Avant le Cod. proc. civ., les élections de command non notifiées dans les vingt-quatre heures, étaient soumises au droit proportionnel, encore qu'elles eussent été faites par des avoués dans une adjudication sur expropriation forcée. Cass., 6 décembre 1808; *SIR.*, X, 1, 171; *Bull. civ.*, X, 337. — Les art. 68 et 69 de la loi de frimaire an 7, qui veulent que toute déclaration de command soit notifiée dans les vingt-quatre heures à la régie, sous peine du droit proportionnel, s'appliquent aux déclarations faites sur expropriations forcées, comme à celles faites sur adjudication volontaire. Cass., 15 octobre 1806, *SIR.*, VII, 2, 849; *Bull. civ.*, VIII, 368. — La déclaration de command non notifiée à la régie de l'enregistrement, dans les vingt-quatre heures du contrat d'acquisition, est sujette au droit proportionnel d'enregistrement. Cass., 4 thermidor an 9, *SIR.*, II, 1, 39; *Bull. civ.*, III, 306. — Jugé encore qu'une déclaration de command, quoique faite aussitôt que l'adjudication et devant le même notaire, doit être considérée comme une revente, et soumise au droit proportionnel,

legs pures et simples (1). — 26° Les dépôts d'actes et pièces chez des officiers publics (2). — 27° Les dépôts et consignations de sommes et effets mobiliers chez des officiers publics, lorsqu'ils n'opèrent pas la libération des déposans ; et les décharges qu'en donnent les déposans ou leurs héritiers, lorsque la remise des objets déposés leur est faite (3). — 28° Les désistemens purs et simples (4). — 29° Les devis d'ouvrages et entreprises qui ne contiennent aucune obligation de somme et valeur, ni quittance. — 30° Les exploits, les significations, celles des cédules des juges de paix (5), les commandemens, demandes, notifications, citations, offres ne faisant pas titre au créancier et non acceptées, oppositions, sommations, procès-verbaux, assignations, protêts, interventions à protêt, protestations, publications et affiches,

si elle n'a été notifiée dans les vingt-quatre heures à la régie. Cass., 3 ventose an 11, *SIR.*, III, 2, 291; Bull. civ., V, 164; et 13 janvier 1806, *SIR.*, VI, 2, 521; Bull. civ., VIII, 11.

Le délai dans lequel l'adjudicataire doit déclarer le command se règle par les lois existant à l'époque du jugement d'adjudication, et non par les lois existant à l'époque où les procédures, pour parvenir à l'adjudication, ont commencé. Cass., 30 novembre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 411; Bull. civ., XIV, 344. — Le délai de vingt-quatre heures pour notifier à la régie la déclaration de command, court du jour de l'acte de vente. Cass., 19 germinal an 12, *SIR.*, IV, 2, 164; Bull. civ., VI, 224. — Jugé, au contraire, que ce délai court seulement à partir de la déclaration de l'adjudicataire faite par l'avoué enchérisseur : si donc l'avoué n'a déclaré l'adjudicataire que le troisième jour de l'adjudication, l'adjudicataire peut déclarer le command le quatrième. Cass., 25 février 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 158; Bull. civ., XXV, 42. — Jugé encore que l'avoué qui, en sa qualité d'avoué, se rend adjudicataire d'un immeuble, n'est réputé que simple mandataire du client et non pas adjudicataire pour son compte; qu'ainsi, s'il a fait, dans les trois jours, la déclaration du mandant, il n'est pas dû de droit proportionnel de mutation; et que cette déclaration n'est point une véritable déclaration de command qui doit être faite et notifiée au receveur de l'enregistrement dans les vingt-quatre heures. Cass., 3 septembre 1810, *SIR.*, XI, 1, 26. — Jugé dans le même sens; et, de plus, que c'est le mandant qui est adjudicataire direct et immédiat, en telle sorte qu'il a lui-même le droit de faire élection d'ami et déclaration de command dans le délai de la loi, lorsque l'avoué en a fait la réserve. Cass., 23 avril 1816, *SIR.*, XVI, 1, 285.

Il n'est pas nécessaire, pour la validité d'une notification de déclaration de command, que le contrat de vente ou le jugement d'adjudication ait été préalablement enregistré. Cass., 13 brumaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 775.

Celui qui fait une déclaration de command n'est pas responsable des droits d'enregistrement de l'adjudication, aueas où le command se trouve insolvable. Décis. minist. précitées des 18 pluviose an 10 et 12 thermidor an 12, *SIR.*, V, 2, 135.

(1) Cette disposition est applicable, encore que les sommes léguées n'existent pas en nature dans la succession : il en est ainsi, même lorsque la délivrance a été faite par un exécuteur testamentaire qui avait été délégué par justice pour recevoir les créances et payer les dettes de la succession; dans ce cas, l'exécuteur testamentaire ne peut être considéré comme un comptable ordinaire; il n'est toujours, comme l'héritier ou le légataire universel, qu'un simple intermédiaire entre le testateur et le légataire particulier. Cass., 7 août 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 448; et 30 août 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 449.

(2) Voyez la décision ministérielle du 27 juin 1809 (*SIR.*, IX, 2, 312), qui soumet au droit fixe de deux francs les actes de dépôt d'extraits des contrats de mariage des négocians, qui doivent être insérés dans le tableau exposé dans la chambre des notaires et des avoués; et l'art. 43, n° 10, de la loi du 28 avril—4 mai 1816, qui élève à deux francs le droit établi par la présente disposition.

Lorsqu'un dépôt d'extraits de contrats de mariage et de jugemens de séparation de biens, fait à la chambre des notaires, n'est constaté que par un récépissé du secrétaire de la chambre, ce récépissé est assujéti au droit fixe. Cass., 16 février 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 253; Bull. civ., XXVI, 46.

(3) Portés à deux francs par l'art. 43, n° 11, de la loi du 28 avril 1816.

(4) Portés à deux francs par le n° 12 de l'art. 43 de la loi du 28 avril.

(5) Voyez la loi du 18 thermidor an 7 (5 août 1799), qui exempte de la formalité de l'enregistrement les cédules délivrées par les juges de paix pour citer devant eux, sauf le droit sur la signification des cédules; l'art. 11, n° 2, de la loi du 28 avril—4 mai 1816, qui assujéti au droit fixe de cinquante centimes les exploits relatifs aux procédures devant les prud'hommes; et l'art. 121 de la loi du 22—25 mars 1831, sur la garde nationale, qui dispose que les exploits d'assignation et autres significations concernant la garde nationale seront enregistrés *gratis*.

saisies, saisies-arêts, séquestres, main-levées, et généralement tous actes extrajudiciaires des huissiers ou de leur ministère, qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel, sauf les exceptions mentionnées dans la présente (1); — Et aussi les exploits, significations, et tous autres actes extrajudiciaires faits pour le recouvrement des contributions directes et indirectes, et de toutes autres sommes dues à la nation, même des contributions locales, mais seulement lorsque la somme principale excède vingt-cinq francs (2). — *Il sera dû un droit pour chaque demandeur ou défendeur, en quelque nombre qu'ils soient, dans le même acte, excepté les copropriétaires et cohéritiers, les parens réunis, les co-intéressés, les débiteurs ou créanciers associés ou solidaires, les séquestres, les experts et les témoins, qui ne seront comptés que pour une seule et même personne, soit en demandant, soit en défendant, dans le même original d'acte, lorsque leurs qualités y seront exprimées* (3). — 31° Les lettres missives qui ne contiennent ni obligation, ni quittance, ni aucune autre convention donnant lieu au droit proportionnel (4). — 32° Les nominations d'experts ou arbitres (5). — 33° Les prises de possession en vertu d'actes enregistrés. — 34° Les prisées de meubles. — 35° Les procès-verbaux et rapports d'employés, gardes, commissaires, séquestres, experts, arpenteurs et agens forestiers ou ruraux (6). — 36° Les procurations et pouvoirs pour agir ne contenant aucune stipulation ni clause donnant lieu au droit proportionnel (7). — 37° Les promesses d'indemnités indéterminées et non susceptibles d'estimation (8). — 38° Les ratifications pures et simples d'actes en forme. — 39° Les reconnaissances

(1) Voyez la loi du 28 avril—4 mai 1816, art. 43, n° 13, qui porte à deux francs l'enregistrement des exploits et autres actes du ministère des huissiers, qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel, en exceptant les exploits des procédures devant les juges de paix, jusques et compris les significations de jugemens définitifs, dont l'enregistrement demeure fixé à un franc; l'art. 44, n° 7, de la même loi, qui porte à trois francs les exploits faits devant les cours royales; et le n° 11 du même article, qui porte à cinq francs ceux faits devant la cour de cassation et le conseil du roi; le tout jusques et compris les significations des arrêts définitifs, excepté les significations d'appel et premier acte de recours, tarifés ci-après § 4, n° 3, et § 6, n° 3, du présent art. 68.

Les citations données, simultanément et par le même acte, à plusieurs personnes auteurs du même délit, sont soumises à un droit d'enregistrement réglé d'après le nombre des délinquans. Décis. minist., 19 avril 1814, *SIR.*, XIV, 2, 251. — Les protêts faits par les notaires ne sont sujets qu'au droit fixe d'un franc, réglé par la loi du 22 frimaire an 7 : ils ne sont pas passibles du nouveau droit fixe de deux francs auquel la loi du 28 avril 1816, art. 43, n° 13, assujétit en général les exploits et autres actes d'huissier qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel. *Cass.*, 1^{er} mars 1825, *SIR.*, XXV, 1, 371.

(2) L'art. 6 de la loi du 16—17 juin 1824 prescrit l'enregistrement *gratis*, lorsque la somme ne s'élève pas à cent francs.

(3) Voyez l'art. 13 de la loi du 27 ventose an 9, portant que la présente disposition est applicable aux actes d'appel compris sous les §§ 4 et 5 de l'art. 68.

La demande en séparation de patrimoine, formée par les créanciers rénnis du défunt contre ses créanciers personnels de l'héritier, n'est assujétie qu'à un seul droit d'enregistrement : les divers créanciers sont réputés *co-intéressés*. *Cass.*, 2 juin 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 435.

(4) Portés à deux francs par l'art. 43, n° 14, de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(5) Hors jugement, portés à deux francs par le n° 15 du même article 43 de la loi du 28 avril.

(6) Portés à deux francs par l'art. 43, n° 16, de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

Lorsque l'affirmation est à la suite du procès-verbal, l'enregistrement qui se trouve être à la suite de l'affirmation se rapporte nécessairement au procès-verbal qui seul est sujet à la formalité de l'enregistrement. *Cass.*, 28 avril 1809, *SIR.*, XVI, 1, 224; *Bull. crim.*, XIV, 170.

(7) Portés à deux francs par l'art. 43, n° 17, de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(8) Portés à deux francs par l'art. 43, n° 18, de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

aussi pures et simples ne contenant aucune obligation ni quittance (1). — 40° Les résiliemens purs et simples, faits par actes authentiques dans les vingt-quatre heures des actes résiliés (2). — 41° Les rétractations et révocations (3). — 42° Les réunions de l'usufruit à la propriété, lorsque la réunion s'opère par acte de cession, et qu'elle n'est pas faite pour un prix supérieur à celui sur lequel le droit a été perçu lors de l'aliénation de la propriété (4). — 43° Les soumissions et enchères, hors celles faites en justice, sur des objets mis ou à mettre en adjudication ou en vente, ou sur des marchés à passer, lorsqu'elles seront faites par actes séparés de l'adjudication. — 44° Les titres nouveaux ou reconnaissances de rentes dont les contrats sont justifiés en forme (5). — 45° Les transactions, en quelque matière que ce soit, qui ne contiennent aucune stipulation de somme et valeur, ni dispositions soumises par la présente à un plus fort droit d'enregistrement (6). — 46° Les actes (les cédules exceptées) et jugemens préparatoires, interlocutoires ou d'instruction des juges de paix; certificats d'individualité, procès-verbaux d'avis de parens (7), *visa* de pièces et poursuites préalables à l'exercice de la contrainte par corps; les oppositions à levée de scellés, par comparance personnelle dans le procès-verbal, les ordonnances et mandemens d'assigner les opposans à scellés; tous autres actes des juges de paix non classés dans les paragraphes et articles suivans, et leurs jugemens définitifs portant condamnation de sommes dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à un franc (8). — 47° Tous les procès-verbaux des bureaux de paix desquels il ne résulte aucune disposition donnant lieu au droit proportionnel, ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à un franc. — 48° Les actes et jugemens de la police ordinaire et des tribunaux de police correctionnelle et criminels, soit entre parties, soit sur la poursuite du ministère public, avec partie civile, lorsqu'il n'y a pas condamnation de sommes et valeurs, ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à un franc; et les dépôts et décharges aux greffes desdits tribunaux, dans les mêmes cas où il y a partie

(1) Portés à deux francs par le n° 19 de l'art. 43 de la loi du 28 avril.

(2) Portés à deux francs par le n° 20 de l'art. 43 de la loi du 28 avril.

Les résiliemens purs et simples, faits par acte sous seing privé, plus de vingt-quatre heures après les actes résiliés, sont soumis au droit proportionnel: la régie peut établir la preuve d'un résiliement par des actes de toute nature tendant à constater le changement de propriété ou de jouissance. Cass., 12 octobre 1808, *SIR.*, X, 1, 119; Bull. civ., X, 291.

Voyez encore ci-après le § 3, n° 7, du présent article; et l'art. 69, § 7, n° 1.

(3) Portés à deux francs par l'art. 43, n° 21, de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(4) Portés à trois francs par le n° 4 de l'art. 44 de la loi du 28 avril.

La rétrocession d'un bail à vie ne peut être assimilée, pour la perception du droit d'enregistrement, à la réunion d'un usufruit à la propriété: dans le premier cas, il est dû un droit proportionnel de quatre pour cent; dans le second cas, il n'est dû qu'un droit fixe; peu importe que la rétrocession du bail à vie soit faite au profit du propriétaire. Cass., 18 janvier 1825, *SIR.*, XXV, 1, 234; Bull. civ., XXVII, 33.

(5) Portés à trois francs par le n° 5 de l'art. 44 de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(6) Portés à trois francs par le n° 8 de l'art. 44 de la loi d'avril 1816.

Lorsque les parties ont fait un véritable transport de propriété déguisé sous la forme de transaction déclarative d'une absence de droit dans le cédant, cette forme de transaction n'empêche pas la régie de percevoir un droit de mutation. Cass., 9 mai 1808, *SIR.*, IX, 1, 169; Bull. civ., X, 123.

Voyez encore l'art. 69, § 3, n° 3, ci-après.

(7) Les avis de parens ont été portés à deux francs par le n° 4 de l'art. 43 de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(8) L'art. 44, n° 9, de la loi du 28 avril 1816 assujétit au droit fixe de trois francs les jugemens définitifs des juges de paix rendus en dernier ressort, d'après la volonté expresse des parties, au-delà des limites de la compétence ordinaire, lorsqu'ils ne contiennent pas de dispositions donnant ouverture à un droit proportionnel supérieur.

civile. — 49° Les jugemens qui seront rendus en matière de contributions, soit directes, soit indirectes, ou pour autres sommes dues à la nation, ou pour contributions locales, quel que soit le montant des condamnations, et de quelque autorité ou tribunal qu'émanent les jugemens (1). — 50° Les procès-verbaux de délits et contraventions aux réglemens généraux de police ou d'impositions. — 51° Et généralement tous actes civils, judiciaires ou extrajudiciaires, qui ne se trouvent dénommés dans aucun des paragraphes suivans, ni dans aucun autre article de la présente, et qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel.

§ II. — Actes sujets à un droit fixe de deux francs.

1° Les inventaires de meubles (2), objets mobiliers, titres et papiers. — *Il est dû un droit pour chaque vacation.* — 2° Les clôtures d'inventaires. — 3° Les procès-verbaux d'apposition, de reconnaissance et de levée de scellés. — *Il est dû un droit pour chaque vacation.* — 4° Les procès-verbaux de nomination de tuteurs et curateurs. — 5° Les jugemens de juges de paix portant renvoi ou décharge de demande, débouté d'opposition, validité de congé, expulsion, condamnation à réparation d'injures personnelles, et généralement tous ceux qui, contenant des dispositions définitives, ne donnent pas ouverture au droit proportionnel. — 6° Les ordonnances des juges des tribunaux civils, rendues sur requêtes ou mémoires, celles de référé, de compulsoire et d'injonction, celles portant permission de saisir-gager, reventurer ou vendre, et celles des commissaires du directoire exécutif dans les cas où la loi les autorise à en rendre. — Les actes et jugemens préparatoires ou d'instruction de ces tribunaux et des arbitres; — Et les actes faits ou passés aux greffes des mêmes tribunaux, portant acquiescement, dépôt, décharge, désaveu, exclusion de tribunaux, affirmation de voyage, opposition à remises de pièces, enchères, surenchères, renonciation à communauté, succession ou legs (*il est dû un droit par chaque renonçant*), reprise d'instance, communication de pièces sans déplacement, affirmation et vérification de créance, opposition à délivrance de jugement (3). — 7° Les ordonnances sur requêtes ou mémoires, celles de réassigné, et tous

(1) Voyez l'art. 39 de la loi du 28 avril—4 mai 1816, qui assujétit aux mêmes droits que les jugemens rendus entre particuliers, les jugemens des tribunaux en matière de contributions publiques ou locales, et autres sommes dues à l'état et aux établissemens locaux; et l'art. 6 de la loi du 16—17 juin 1824, qui ordonne l'enregistrement *gratis* des actes de poursuite et de tous autres, tant en demande qu'en défense, ayant pour objet les sommes dues à l'état ainsi que les contributions locales, le recouvrement des mois de nourrice, le tout, lorsqu'il s'agit de cotés, droits et créances, non excédant au total cent francs.

(2) Voyez le décret du 10 brumaire an 14 (1^{er} novembre 1805), portant, art. 4, que le présent droit d'enregistrement est exigible pour chaque vacation, dont aucune ne peut excéder quatre heures.

L'inventaire des biens du failli, fait par les syndics provisoires, même sans assistance d'un officier public, devant néanmoins être revêtu à chaque vacation de la signature du juge de paix, a le caractère d'un acte judiciaire, et, par suite, il est passible du droit d'enregistrement de deux francs par chaque vacation. Cass., 20 août 1834, Sir., XXXIV, 1, 786; Bull. civ., XXXVI, 186.

(3) Voyez la loi du 28 avril—4 mai 1816, art. 44, n° 10, qui porte à trois francs le droit des jugemens interlocutoires ou préparatoires, ordonnances et autres actes énoncés dans les n°s 6 et 7 du § 2 de l'art. 68 de la loi de frimaire, lorsqu'ils auront lieu dans les tribunaux de première instance, de commerce ou d'arbitrage, et ne seront pas de l'espèce de ceux dont parle l'art. 45 de la même loi de 1816.

Le n° 5 de l'art. 45 de la même loi élève à cinq francs le droit des jugemens des tribunaux civils prononçant sur l'appel de ceux des juges de paix; et ceux desdits tribunaux et des tribu-

actes et jugemens préparatoires ou d'instruction des tribunaux de commerce; — Et les actes passés aux greffes des mêmes tribunaux, portant dépôt de bilan et registres, opposition à publication de séparation, dépôt de sommes et pièces, et tous autres actes conservatoires ou de formalité. — 8° Les expéditions des ordonnances et procès-verbaux des officiers publics de l'état civil, contenant indication du jour ou prorogation de délai pour la tenue des assemblées préliminaires au mariage ou à divorce.

§ III. — Actes sujets à un droit fixe de trois francs.

1° Les contrats de mariage qui ne contiennent d'autres dispositions que des déclarations, de la part des futurs, de ce qu'ils apportent eux-mêmes en mariage et se constituent, sans aucune stipulation avantageuse entre eux (1). — La reconnaissance y énoncée, de la part du futur, d'avoir reçu la dot apportée par la future, ne donne pas lieu à un droit particulier (2). — Si les futurs sont dotés par leurs ascendans, ou s'il leur est fait des donations par des collatéraux ou autres personnes non parentes, par leur contrat de mariage, les droits, dans ces cas, sont perçus suivant la nature des biens, ainsi qu'il est réglé dans les paragraphes 4, 6 et 8 de l'article suivant. — 2° Les partages de biens meubles et immeubles entre copropriétaires, à quelque titre que ce soit, pourvu qu'il en soit justifié (3). — *S'il*

malx de commerce ou d'arbitres, rendus en premier ressort, contenant des dispositions définitives qui ne donneraient pas lieu à un droit plus élevé.

Le n° 6 porte à cinq francs les arrêts interlocutoires ou préparatoires rendus par les cours royales, lorsqu'ils ne seront pas susceptibles d'un droit plus élevé; et les ordonnances et actes désignés dans les n°s 6 et 7 du § 2 de l'art. 68 de la loi de frimaire, ayant lieu devant les mêmes cours.

Le n° 8 du même article élève à cinq francs les actes et jugemens interlocutoires ou préparatoires des divorces.

Enfin, l'art. 46 de ladite loi du 28 avril 1816 assujétit au droit fixe de dix francs : 1° les jugemens rendus en dernier ressort par les tribunaux de première instance ou les arbitres, d'après le consentement des parties, lorsque la matière ne comportait pas ce dernier ressort, sauf la perception du droit proportionnel, s'il s'élève au-delà de dix francs; 2° les arrêts définitifs des cours royales, dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à dix francs; 3° et les arrêts interlocutoires ou préparatoires de la cour de cassation et des conseils de roi.

(1) Portés à cinq francs par le n° 2 de l'art. 43 de la loi du 28 avril — 4 mai 1816.

(2) La clause d'un contrat de mariage par laquelle la femme reconnaît avoir reçu de son mari une somme de, dont elle s'oblige à payer les intérêts, et pour sûreté de laquelle elle hypothèque ses biens, ne peut être confondue avec une convention d'apport par le mari; c'est un véritable prêt soumis au droit proportionnel d'un pour cent. Cass., 16 novembre 1813, Sir., XIV, 1, 91; Bull. civ., XV, 378.

(3) Portés à cinq francs par le n° 3 de l'art. 45 de la loi du 28 avril 1816.

Le partage de succession n'opère pas une mutation de propriété qui soit soumise au droit proportionnel. Cass., 14 messidor an 9, Sir., I, 1, 461; Bull. civ., III, 365. — Si l'immeuble dont un cohéritier est possesseur, se trouve d'une valeur supérieure à sa portion héréditaire, l'excédant est censé lui avoir été acquis à titre de cession, soule ou retour; en conséquence, il y a lieu à percevoir pour cet excédant un droit de mutation. Cass., 13 mars 1816, Sir., XVII, 1, 14; Bull. civ., XVIII, 57. — Jugé encore que l'héritier qui, dans un partage, prend un lot plus fort que ceux de ses cohéritiers, même à la charge de payer une plus forte portion des dettes de la succession, fait, quant à l'excédant de son lot sur ceux de sesdits cohéritiers, une acquisition passible du droit proportionnel d'enregistrement. Cass., 6 thermidor an 12, Sir., IV, 2, 328; Bull. civ., VI, 372. — Jugé aussi que le copartageant qui prend un lot plus fort que les autres, à la charge d'une soule, est passible d'un droit proportionnel d'enregistrement sur la valeur réelle des biens à lui abandonnés, et qu'il ne peut être admis à prétendre qu'au moyen de la soule par lui fournie, son lot est égal à celui des autres. Cass., 9 fructidor an 12, Sir., IV, 2, 736; Bull. civ., VI, 407. — Si, lors d'un partage de biens indivis achetés en commun, pour être payés solidement, les lots sont inégaux, celui qui a un excédant est présumé cessionnaire, et, comme tel, tenu d'un droit de mutation pour raison de cet excédant. Cass., 2 mai 1808, Sir., VIII, 1, 320; Bull. civ., X, 109. — L'acte par lequel

y a retour, le droit sur ce qui en sera l'objet sera perçu aux taux réglés pour les ventes. — 3° Les prestations de serment des greffiers et huissiers des juges de paix, des gardes des douanes, gardes forestiers et gardes champêtres, pour entrer en fonctions (1). — 4° Les actes de société qui ne portent ni obligation ni libération, ni transmission de biens meubles ou immeubles entre les associés ou autres personnes ; — Et les actes de dissolution de société qui sont dans le même cas (2). — 5° Les testamens et tous autres actes de libéralité qui ne contiennent que des dispositions soumises à l'événement du décès, et les dispositions de même nature qui sont faites par contrat de mariage entre les futurs ou par d'autres personnes (3). — *Le droit pour ces dispositions par acte de mariage sera perçu indépendamment de celui du*

un cohéritier se reconnaît rempli de son lot, moyennant une certaine somme, ne doit pas être considéré comme un partage, quand il n'a pas été précédé des formes constitutives d'un partage : cet acte est une cession de droits successifs passible du droit proportionnel. Cass., 31 mars 1817, Sir., XVII, 1, 223 ; Bull. civ., XIX, 92. — L'acte par lequel un père abandonne à ses enfans la nue-propriété de sa portion dans les biens de la communauté, et reçoit, par contre, l'usufruit de l'autre portion, doit être considéré comme un acte de partage passible d'un droit fixe : on ne peut y voir une donation ou un échange passible du droit proportionnel. Cass., 16 juin 1824, Sir., XXV, 1, 127.

La disposition d'un acte de partage, constatant le rapport des sommes qu'un des héritiers avait reçues en avancement d'hoirie, ou à titre de prêt, n'est pas sujette au droit proportionnel de libération, même au cas où ces sommes excéderaient la portion héréditaire, et où l'acte porterait quittance de l'exécédant payé aux autres cohéritiers. Cass., 2 mai 1826, Sir., XXVI, 1, 411 ; Bull. civ., XXVIII, 175. — La simple énonciation, dans un acte de partage, de sommes payées ou dues par les copartageans à des tiers ou par des tiers aux copartageans, ne constitue obligation ou libération qu'autant que les tiers sont intervenus dans l'acte : à défaut de cette intervention, il n'est pas dû de droit proportionnel à raison des sommes que l'acte de partage mentionne être dues à la succession ou par elle. Cass., 16 mars 1825, Sir., XXVI, 1, 169 ; et 7 novembre 1826, Sir., XXVII, 1, 26. — *Idem*, lors même qu'un copartageant est chargé par les autres de payer les créanciers indiqués. Cass., 25 avril 1827, Sir., XXVII, 1, 404. — Le droit proportionnel d'enregistrement doit être perçu sur un acte contenant la rectification d'une erreur commise, relativement à l'attribution des lots, dans un partage passé antérieurement. Décis. minist., 19 juillet 1808, Sir., VIII, 2, 280. — Dans un acte de partage contenant arrangement de famille, on doit, pour la perception du droit d'enregistrement, distinguer autant de dispositions qu'il y a de conventions indépendantes. Cass., 4 juillet 1808, Sir., IX, 1, 282 ; Bull. civ., X, 184.

(1) Voyez la loi du 27 ventose an 9 (18 mars 1801), art. 14, 2° alinéa, qui astreint au même droit la prestation de serment des gardes des barrières ; et la décis. minist., du 2 août 1808 (Sir., VIII, 2, 254), qui fixe au même taux la prestation de serment des sous-officiers de gendarmerie, des gendarmes et des agens des ponts et chaussées, chargés de constater les contraventions en matière de grande voirie.

(2) Portés à cinq francs par l'art. 45, n° 2, de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

Les transmissions, obligations et quittances par un ou plusieurs associés, pour le compte et dans l'intérêt général de la société, ne sont passibles que du droit fixe d'enregistrement. Instruction de la régie, 3 fructidor an 13, Sir., V, 2, 128. — L'acte par lequel un associé transmet, pour sa mise en commun des meubles ou des immeubles à la société, n'est sujet qu'au même droit : les droits résultant de l'acte de dissolution de la société sont, 1° un droit proportionnel, si l'associé reçoit dans son lot des biens qu'il n'a pas apportés, pour une valeur excédant celle des objets par lui mis en commun ; 2° un droit fixe, au cas contraire. Décis. minist., 8 décembre 1807, Sir., VIII, 2, 271. — L'acte par lequel l'adjudicataire d'une entreprise consent à faire participer un tiers aux bénéfices de cette entreprise, moyennant une somme versée dans la caisse commune, est une véritable association passible du droit fixe : on ne peut y voir une cession de bail, ou un sous-bail, passible du droit proportionnel. Cass., 24 décembre 1821, Sir., XXII, 1, 373.

Voyez encore ci-après l'art. 69, § 2, n° 6.

(3) Portés à cinq francs par le n° 4 de l'art. 45 de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

Les donations entre époux, faites pendant le mariage, ne sont d'abord soumises qu'au droit fixe de trois francs, sauf, au cas de non révocation de la donation, le paiement du droit proportionnel dans les six mois du décès du donateur. Instruction de la régie, 3 fructidor an 13, Sir., V, 2, 141. — Les donations que contiennent les contrats passés après l'acte civil qui

contrat.—6° Les unions et directions de créanciers (1).—*Si elles portent obligation de sommes déterminées par les co-intéressés envers un ou plusieurs d'entre eux, ou autres personnes chargées d'agir pour l'union, il sera perçu un droit particulier, comme pour obligation.* — 7° Les expéditions (2) des jugemens des tribunaux civils, rendus en première instance ou sur appel, portant acquiescement, acte d'affirmation d'appel, de conversion d'opposition en saisie, débouté d'opposition (3), décharge et renvoi de demande, déchéance d'appel, péremption d'instance, déclinatoire, entérinement de procès-verbaux et rapports (4), homologation d'actes d'union et attermoiement; injonction de procéder à inventaire, licitation, partage ou vente; main-levée d'opposition ou de saisie, nullité de procédure, maintenue en possession, résolution de contrat ou de clause de contrat pour cause de nullité radicale (5), reconnaissance d'écriture; nomination de com-

unit les époux, ne doivent pas jouir de la faveur accordée à celles faites aux futurs dans les contrats passés avant le mariage. Circulaire de la régie, 2 nivose an 8, *Str.*, I, 2, 129.

Voyez encore ci-après l'art. 69, § 6, n^{os} 1 et 2.

(1) Le traité intervenu entre le failli et ses créanciers qui, après avoir fait union, accordent la libération de leur débiteur, moyennant l'abandon qui leur est fait de l'actif de la faillite, ne constitue pas un simple contrat d'union entre les créanciers : c'est un concordat, passible comme tel du droit proportionnel d'enregistrement d'un pour cent réglé pour tous transports et cessions de créances à terme. *Cass.*, 3 janvier 1820, *Str.*, XX, 1, 194; *Bull. civ.*, XXII, 1.

Voyez encore ci-après l'art. 69, § 2, n^{os} 4 et 11.

(2) L'article 38 de la loi du 28 avril—4 mai 1816, soumet tous les actes judiciaires, sans exception, à l'enregistrement sur la minute.

(3) Le jugement portant débouté d'opposition à un commandement fait en vertu d'un acte notarié et enregistré, n'est pas passible d'un droit proportionnel d'enregistrement. *Cass.*, 20 frimaire an 12, *Str.*, IV, 2, 48.

(4) Le droit proportionnel d'enregistrement n'est point exigible sur les obligations contractées dans un voyage maritime, qui se trouvent mentionnées dans les rapports des capitaines faits à leur arrivée dans les ports de France : il n'est dû sur le rapport qu'un droit fixe de trois francs. Décis. du conseil des domaines, 21 janvier 1824, *Str.*, XXIV, 2, 89.

(5) Il faut combiner avec cette disposition celle de l'art. 69, § 7, n^o 1, qui assujétit au droit proportionnel les rétrocessions d'immeubles. La règle qui sort de ces deux articles est celle-ci : que toutes les fois que le jugement qui annule le contrat a pour base un fait indépendant de la volonté des parties, le droit fixe seul est dû; mais que, dans le cas contraire, le droit proportionnel doit être acquitté : les arrêts qui vont suivre développent ce principe.

La rétrocession volontaire d'un immeuble pour cause de nullité, même radicale, de la vente, n'est dispensée du droit proportionnel d'enregistrement, que dans le cas où la nullité a été déclarée par un jugement. *Cass.*, 21 mars 1820, *Str.*, XX, 1, 337; *Bull. civ.*, XXII, 109. — Lorsque, sur une demande en nullité d'une vente, formée pour cause de fraude et d'usure, toutes les parties consentent à l'annulation, le jugement qui, sur ce consentement respectif, déclare la vente résolue, doit être considéré, non comme prononçant la nullité de la vente, mais comme rétrocession volontaire passible du droit proportionnel. *Cass.*, 24 avril 1822, *Str.*, XXII, 1, 438; *Bull. civ.*, XXIV, 119. — De même, la résolution d'une vente prononcée par jugement entre les parties contractantes, pour cause de simulation, et d'après leur aven, constitue, non une résiliation pour nullité radicale, mais une véritable rétrocession passible du droit proportionnel. *Cass.*, 29 décembre 1821, *Str.*, XXII, 1, 175; *Bull. civ.*, XXIII, 356; et 2 juillet 1823, *Str.*, XXIII, 1, 400; *Bull. civ.*, XXV, 309; et grand nombre d'autres arrêts. — Toutefois, lorsqu'un acte de vente à réméré est simulé, tellement qu'il n'est en réalité qu'un contrat pignoratif, le vendeur peut faire décider par justice que la propriété réside sur sa tête, sans qu'il y ait lieu à un droit proportionnel d'enregistrement, comme pour rétrocession. *Cass.*, 10 novembre 1824, *Str.*, XXV, 1, 240.

Lorsqu'un jugement prononce la résiliation d'une vente d'immeubles par application du principe de droit normand qui déclare l'immeuble dotal inaliénable, il y a ouverture au droit proportionnel d'enregistrement : ce n'est pas là une résolution pour cause de nullité radicale passible seulement du droit fixe. *Cass.*, 10 mars 1823, *Str.*, XXIII, 1, 340; *Bull. civ.*, XXV, 95. — Il en est de même de la résolution d'un contrat prononcée en justice pour cause d'inexécution des clauses et conditions qu'il renferme. *Cass.*, 13 vendémiaire an 10, *Str.*, II, 2, 325; *Bull. civ.*, IV, 20; et 14 novembre 1815, *Str.*, XVI, 1, 201; *Bull. civ.*, XVII, 192. — Lorsqu'un jugement résilie et annule un contrat de vente, en déclarant que les parties sont remises

missaires, directeurs et séquestres; publication judiciaire de donation, bénéfice d'inventaire, rescision, soumission et exécution de jugement; — Et généralement tous jugemens de ces tribunaux, ceux de commerce et d'arbitrage, contenant des dispositions définitives qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel, ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à trois francs, et qui ne sont pas classés dans les autres paragraphes du présent article.

§ IV. — Actes sujets à un droit fixe de cinq francs.

1° Les abandonnemens de biens, soit volontaires, soit forcés, pour être vendus en direction. — 2° Les actes d'émancipation : *le droit est dû par chaque émancipé.* — 3° Les déclarations et significations d'appel des jugemens des juges de paix aux tribunaux civils (1).

§ V. — Actes sujets à un droit fixe de dix francs.

Les déclarations et significations d'appel des jugemens des tribunaux civils, de commerce et d'arbitrage.

§ VI. — Actes sujets à un droit fixe de quinze francs.

1° Les actes de divorce (2). — 2° Les jugemens des tribunaux civils, portant interdiction, et ceux de séparation de biens entre mari et femme, lorsqu'ils ne portent point condamnation de sommes et valeurs, ou lorsque le droit proportionnel ne s'élèvera pas à quinze francs (3). — 3° Le premier acte de recours au tribunal de cassation, soit par requête, mémoire ou déclaration, en matière civile, de police ou correctionnelle (4). — 4° Les prestations de serment des notaires, des greffiers et huissiers des tribunaux civils, criminels, correctionnels et de commerce, et de tous employés salariés par la république, autres que ceux compris sous le paragraphe III ci-dessus, nombre 3, pour entrer en fonctions (5).

au même état qu'auparavant, et ce, pour une cause intrinsèque antérieure au contrat, cette résiliation ne peut être réputée rétrocession, et donner lieu au droit proportionnel : il n'y a lieu qu'au droit fixe. Cass., 8 avril 1811, Sir., XII, 1, 279.

On ne peut assimiler à une résolution judiciaire, pour la dispense du droit proportionnel d'enregistrement, la résiliation consentie devant le juge de paix, au bureau de conciliation. Cass., 1^{er} frimaire an 9, Sir., I, 2, 652; Bull. civ., III, 37. — Ni l'annulation d'un acte de vente, par une simple transaction. Cass., 30 janvier 1815, Sir., XV, 1, 263; Bull. civ., XVII, 33.

Les jugemens des tribunaux de commerce et ceux rendus par des arbitres, qui prononcent des résolutions de contrats pour cause de nullité radicale, sont soumis au droit proportionnel : la faveur du droit fixe n'est due qu'aux jugemens émanés des tribunaux civils. Cass., 17 décembre 1811, Sir., XII, 1, 144; Bull. civ., XIII, 329.

Il n'est pas dû de droit proportionnel d'enregistrement sur le jugement qui prononce la nullité de l'aliénation d'un fonds dotal, cette nullité étant radicale et absolue. Circulaire de la régie, 7 novembre 1834, Sir., XXXIV, 2, 673.

Voyez encore l'art. 12 de la loi du 27 ventose an 9, qui fixe le droit à percevoir sur les jugemens portant résolution de contrats de vente pour défaut de paiement du prix, et les notes; et ci-après, l'art. 69, § 7, n° 1.

(1) Voyez l'art. 13 de la loi précitée du 27 ventose an 9, qui applique à ces actes d'appel et à ceux compris dans le paragraphe suivant, la dernière disposition du n° 30 du § 1^{er} du présent art. 68.

(2) Voyez l'art. 45, n° 8, de la loi du 28 avril—4 mai 1816, qui fixe à cinq francs le droit d'enregistrement des actes et jugemens interlocutoires ou préparatoires des divorces; l'art. 48, n° 2, de la même loi, qui élève à cinquante francs le droit d'enregistrement des jugemens de première instance prononçant un divorce; et l'art. 49, n° 2, qui fixe à cent francs le droit sur les arrêts de cour d'appel portant sur le même objet.

(3) Portés à vingt-cinq francs par l'art. 47, n° 2, de la loi du 28 avril 1816.

(4) Portés à vingt-cinq francs par le n° 1^{er} de l'art. 47 de la loi du 28 avril.

(5) Voyez l'art. 14 de la loi du 27 ventose an 9, qui étend ce droit à la prestation de ser-

§ VII. — Actes sujets à un droit fixe de vingt-cinq francs.

Chaque expédition de jugement du tribunal de cassation, délivrée à partie (1).

DROITS PROPORTIONNELS.

69. Les actes et mutations compris sous cet article seront enregistrés, et les droits payés suivant les quotités ci-après, savoir :

§ I^{er}. — Vingt-cinq centimes par cent francs.

1^o Les baux de pâturages et nourriture d'animaux. — *Le droit sera perçu sur le prix cumulé des années du bail, savoir, à raison de vingt-cinq centimes par cent francs sur les deux premières années, et de demi-droit sur les années suivantes* (2). — 2^o Les baux à cheptel, et reconnaissances de bestiaux. — *Le droit sera perçu sur le prix exprimé dans l'acte, ou, à défaut, d'après l'évaluation qui sera faite du bétail* (3). — 3^o Les mutations qui s'effectueront par décès en propriété ou usufruit de biens meubles, en ligne directe (4).

§ II. — Cinquante centimes par cent francs.

1^o Les abandonnemens pour fait d'assurance ou grosse aventure (5). — *Le droit est perçu sur la valeur des objets abandonnés. — En temps de guerre, il n'est dû qu'un demi-droit.* — 2^o Les actes et contrats d'assurance (6). — *Le droit est dû sur la valeur de la prime. — En temps de guerre, il n'y a lieu qu'au demi-droit.* — 3^o Les adjudications au rabais et marchés pour constructions, réparations, entretien, approvisionnemens et fournitures dont le prix doit être payé par le trésor national, ou par les administrations centrales et municipales, ou par des établissemens publics (7). — *Le*

ment des avoués; et le décret du 31 mai 1807, qui l'étend à la prestation de serment des avocats.

L'acte de prestation du serment des avocats n'est pas passible du droit fixe de quinze francs, lorsque l'avocat est déjà entré en fonctions et a prêté un premier serment; il n'est dû qu'un droit fixe d'un franc. Cass., 17 avril 1816, Sir., XVII, 1, 11. — Même décision à l'égard des avoués. Cass., 24 février 1808, Sir., VIII, 1, 259; et décis. minist., 30 août 1808, Sir., X, 2, 512.

Les commis-greffiers sont passibles du même droit pour leur prestation de serment que les greffiers en chef. Cass., 21 janvier et 17 février 1806, Sir., XX, 1, 470; Bull. civ., VIII, 28 et 58.

(1) L'art. 47, n^o 3, de la loi du 28 avril 1816 a conservé ce droit que l'art. 38 de la même loi a reporté sur la minute.

(2) Fixé à vingt-cinq centimes par cent francs sur le prix cumulé de toutes les années, par l'art. 1^{er} de la loi du 16—17 juin 1824.

(3) Fixé à vingt centimes par cent francs sur le prix cumulé de toutes les années, par l'art. 1^{er} de la loi du 16—17 juin 1824.

Si, dans le bail d'un immeuble, le propriétaire donne à cheptel les bestiaux affectés à l'exploitation de cet immeuble, le droit est exigible comme pour bail d'immeubles sur la totalité du prix convenu. Inst. de la régie, 9 fructidor an 13, Sir., V, 2, 158.

(4) L'enfant naturel appelé à la succession, à défaut de parens au degré successible, est considéré comme personne non parente, quant à la quotité du droit, suivant l'art. 53 de la loi du 28 avril 1816.

(5) Portés à un franc par cent francs, par le n^o 1^{er} de l'art. 51 de la loi du 28 avril 1816.

(6) Portés à un franc par cent francs, par le n^o 2 de l'art. 51 de la loi du 28 avril, et réduits à un franc fixe par l'art. 5 de la loi du 16—17 juin 1824, pour les assurances maritimes, seulement lorsqu'il n'en est pas fait usage en justice.

(7) L'art. 51, n^o 3, de la loi du 28 avril 1816 avait élevé le droit de ces adjudications à un pour cent; mais ce droit a été réduit à un franc fixe par l'art. 73 de la loi du 15—16 mai 1818, ainsi que pour les cautionnemens relatifs à ces adjudications et marchés.

Le traité passé entre un maire et un entrepreneur pour le nettoieinent et l'arrosement des places publiques de la ville, rentre dans la classe des marchés pour entretien passés avec une administration municipale, et que le présent article assujétit au droit proportionnel d'un pour

droit est dû sur la totalité du prix.—Et celles au rabais de la levée des contributions directes. — *Le droit est assis sur la somme à laquelle s'élève la remise du percepteur, d'après le montant du rôle.* — 4° Les atermoiemens entre débiteurs et créanciers (1).— *Le droit est perçu sur les sommes que le débiteur s'oblige de payer.* — 5° Les baux ou conventions pour nourriture de personnes, lorsque les années sont limitées (2). — *Le droit est dû sur le prix cumulé des années du bail ou de la convention ; mais si la durée est illimitée, l'acte sera assujéti au droit réglé par le paragraphe V, nombre 2, ci-après.* — *S'il s'agit de baux de nourriture de mineurs, il ne sera perçu qu'un demi-droit ou vingt-cinq centimes par cent francs, sur le montant des années réunies.* — 6° Les billets à ordre, les cessions d'actions et coupons d'actions mobilières des compagnies et sociétés d'actionnaires (3), et tous autres effets négociables de particuliers ou de compagnies (4), à l'exception des lettres de change tirées de place en place (5).—*Les effets négociables de cette nature pourront n'être présentés à l'enregistrement qu'avec les protêts qui en auront été faits.*—7° Les brevets d'apprentissage, lorsqu'ils contiendront stipulation de sommes ou valeurs mobilières, payées ou non. — 8° Les cautionnemens de sommes et objets mobiliers, les garanties mobilières et les indemnités de même nature (6).— *Le droit sera perçu indépendamment de*

cent : un tel traité ne peut être considéré comme un bail ou louage d'ouvrage, assujéti au droit de soixante-quinze centimes ou vingt centimes par cent francs, fixé par la loi du 27 ventose an 9. Cass., 8 février 1820, Str., XXI, 1, 126 ; Bull. civ., XXII, 72. — On doit considérer comme un marché pour fournitures à faire au gouvernement, et non comme une vente d'objets mobiliers, le traité par lequel un négociant s'engage envers l'administration des subsistances militaires à lui laisser prendre, moyennant un prix déterminé, une certaine quantité de denrées que le négociant a dans ses magasins, et dont la qualité devra être agréée par l'administration ou par des arbitres ; en conséquence, un pareil traité est soumis au droit d'enregistrement d'un pour cent. Cass., 4 avril 1827, Str., XXVII, 1, 365 ; Bull. civ., XXIX, 123. — Le droit proportionnel établi sur les adjudications et marchés dont le prix doit être payé par le trésor royal, ne peut être modéré par les tribunaux, quels que soient à cet égard l'usage et même le vœu des chefs de l'administration pour laquelle le marché a été fait. Cass., 21 mars 1825, Str., XXVI, 1, 193 ; Bull. civ., XXVII, 124.

(1) L'acte par lequel les créanciers d'un failli remettent l'administration des biens de leur débiteur à son héritier bénéficiaire, toutefois en lui adjoignant des commissaires, mais sans fixation de délai pour la reddition du compte ou le paiement des créances, peut être considéré comme renfermant un concordat ou atermoiement passible du droit proportionnel d'enregistrement ; ce n'est pas là un simple mandat. Cass., 18 janvier 1830, Str., XXX, 1, 244. — Le simple délai accordé au débiteur pour se libérer d'une obligation, constitue un simple atermoiement et non une obligation nouvelle qui puisse donner lieu au paiement d'un droit proportionnel. Cass., 15 juin 1808, Str., VIII, 1, 416. — L'acte d'atermoiement par lequel un débiteur abandonne à ses créanciers des objets mobiliers qui lui appartiennent, et par lequel ceux-ci lui font remise pure et simple du surplus de leur créance, est soumis, non au droit proportionnel de cinquante centimes pour cent, mais à celui de deux pour cent, fixé par le § 2, n° 4, de l'art. 69 de la loi de frimaire. Cass., 30 janvier 1809, Str., X, 1, 55 ; Bull. civ., XI, 22.

(2) Réduits à vingt centimes pour cent, par l'art. 1^{er} de la loi du 16—17 juin 1824.

(3) Les actes contenant cession de portion d'intérêts dans une société en commandite sont assujétis au droit de cinquante centimes ou de deux francs par cent francs, suivant que le titre de cession ne confère pas ou confère une propriété dans l'entreprise. Décis. minist., 17 floréal an 13, Str., V, 2, 128.

(4) Un effet au porteur est essentiellement négociable, et n'est passible que du droit de cinquante centimes par cent francs. Décis. minist., 10 mai 1808, Str., X, 2, 264.

(5) Voyez l'art. 50 de la loi du 28 avril 1816, portant que les lettres de change tirées de place en place et celles venant de l'étranger ou des colonies françaises, lorsqu'elles sont protestées, faute de paiement, sont assujéties au droit de vingt-cinq centimes par cent francs ; qu'elles peuvent n'être présentées à l'enregistrement qu'avec l'assignation, et que, dans le cas de protêt faute d'acceptation, les lettres de change doivent être enregistrées seulement avant que la demande en remboursement ou en cautionnement puisse être formée contre les endosseurs ou les tireurs.

(6) Le cautionnement fourni pour l'exécution provisoire d'un jugement portant une condamn.

celui de la disposition que le cautionnement, la garantie ou l'indemnité aura pour objet, mais sans pouvoir l'excéder. — Il ne sera perçu qu'un demi-droit pour les cautionnemens des comptables envers la république (1).

— 9^e Les expéditions (2) des jugemens contradictoires ou par défaut, des juges de paix, des tribunaux civils, de commerce et d'arbitrage, de la police ordinaire, de la police correctionnelle et des tribunaux criminels, portant condamnation, collocation ou liquidation de sommes et valeurs mobilières, intérêts et dépens entre particuliers, excepté les dommages-intérêts, dont le droit proportionnel est fixé à deux pour cent sous le paragraphe V, nombre 8, ci-après (3). — *Dans aucun cas, et pour aucun de ces jugemens, le droit proportionnel ne pourra être au dessous du droit fixe,*

nation mobilière, est sujet au droit proportionnel de cinquante centimes pour cent francs, indépendamment du droit perçu sur le jugement qui prononce cette condamnation : il n'y a pas lieu, dans ce cas, au simple droit fixe. Cass., 3 prairial an 12, Str., V, 1, 8; Bull. civ., VI, 277. — Mais la disposition de l'art. 1431 du Cod. civ. qui répute simple cautionnement, à l'égard du mari, l'obligation solidaire souscrite par la femme commune en biens, n'a pas effet en matière fiscale, et ne donne pas lieu à la perception d'un droit particulier d'enregistrement. Décis. minist., 19 avril 1814, Str., XIV, 2, 249. — Lorsque, dans un acte par lequel un nantissement ou cautionnement est fourni pour répondre d'une gestion, les parties ont fixé à une certaine somme le reliquat du compte de cette gestion, c'est sur cette somme et non pas sur la valeur du nantissement ou cautionnement que doit être perçu le droit proportionnel. Cass., 1^{er} février 1832, Str., XXXII, 1, 557. — Le cautionnement souscrit dans un concordat, par un tiers envers les créanciers tant chirographaires qu'hypothécaires du failli, est passible de deux droits d'enregistrement distincts, encore que le cautionnement n'ait été accepté que par les créanciers chirographaires, seules parties dans le concordat, et non par les créanciers hypothécaires restés étrangers à l'acte. Cass., 29 mai 1833, Str., XXXIII, 1, 514. — La promesse de garantie de la part du vendeur dans le contrat de vente d'un immeuble, ne peut donner ouverture à un droit proportionnel pour cautionnement. Cass., 7 mai 1834, Str., XXXIV, 1, 339.

Voyez encore l'art. 73, n^o 2, de la loi du 15 mai 1818, qui n'assujétit qu'au simple droit fixe d'un franc les cautionnemens relatifs aux adjudications et marchés au rabais pour constructions, dont le prix doit être payé par le trésor; et l'art. 1^{er} de la loi du 16—17 juin 1824, qui réduit à dix centimes par cent francs l'enregistrement des cautionnemens de baux.

(1) Cette disposition s'applique aux cautionnemens immobiliers que les comptables fournissent eux-mêmes, comme aux cautionnemens de cette espèce fournis par des tiers. Cass., 14 frimaire an 12, Str., IV, 1, 159; Bull. civ., VI, 77. — On ne peut assimiler à un cautionnement de comptable proprement dit, et assujétir au droit proportionnel, les déclarations des titulaires en faveur de leur bailleur de fonds, pour leur conférer un privilège de second ordre. Cass., 4 décembre 1821, Str., XXII, 1, 132.

Voyez encore l'art. 5 de la loi du 21 ventose an 7 (11 mars 1799), qui n'assujétit qu'au droit fixe d'un franc les cautionnemens des conservateurs des hypothèques.

(2) Voyez l'art. 38 précité de la loi du 28 avril—4 mai 1816, qui soumet tous les actes judiciaires à l'enregistrement sur minute.

(3) Lorsqu'un jugement est rendu sur une demande fondée sur une convention verbale ou établie par un titre non enregistré, quoique susceptible de l'être, le jugement donne ouverture à un double droit d'enregistrement, savoir : 1^o à un droit proportionnel sur la valeur des objets de la condamnation; 2^o au droit résultant de ce qu'il y a condamnation rendue sur une demande non établie par titre : ces deux droits sont perçus simultanément par la régie. Instr. de la régie, 7 floréal an 11, Str., III, 2, 155; et Cass., 21 frimaire an 13, Str., V, 2, 21; Bull. civ., VII, 97; et 9 août 1809, Str., X, 1, 255; Bull. civ., XI, 188.

On ne peut considérer comme portant condamnation ou liquidation de sommes et valeurs mobilières, et, par suite, comme passible du droit proportionnel fixé par le présent article, le jugement qui ordonne le paiement de certaines sommes pour acquit de droits stipulés et déterminés dans un acte antérieur enregistré, lorsqu'il n'a d'ailleurs existé aucune contestation ni sur ces droits, ni sur la portion à supporter par chacun des débiteurs. Cass., 24 novembre 1829, Str., XXX, 1, 337. — Les jugemens portant condamnation, collocation ou liquidation de sommes et valeurs mobilières ne peuvent être affranchis du droit proportionnel d'enregistrement de cinquante centimes par cent francs, sous prétexte qu'ils ne contiendraient que l'exécution, le complément ou la consommation d'actes antérieurs enregistrés : ces divers cas d'exception ne sont applicables qu'aux contrats (art. 68, § 1^{er}, n^o 6, de la loi du 22 frimaire) et non aux jugemens. Même arrêt. — Le jugement portant déboute d'opposition à un commandement fait en vertu d'un acte notarié et enregistré, n'est pas passible du droit proportionnel. Cass., 20 frimaire an 12, Str., IV, 2, 48. — Il en est

tel qu'il est réglé dans l'article précédent pour les jugemens des divers tribunaux. — Lorsque le droit proportionnel aura été acquitté sur un jugement rendu par défaut, la perception, sur le jugement contradictoire qui pourra intervenir, n'aura lieu que sur le supplément des condamnations : il en sera de même des jugemens rendus sur appel et des exécutoires. — S'il n'y a pas de supplément de condamnation, l'expédition sera enregistrée pour le droit fixe, qui sera toujours le moindre droit à percevoir. — Lorsqu'une condamnation sera rendue sur une demande non établie par un titre enregistré et susceptible de l'être, le droit auquel l'objet de la demande aurait donné lieu s'il avait été convenu par acte public, sera perçu indépendamment du droit dû pour l'acte ou le jugement qui aura prononcé la condamnation. — 10° Les obligations à la grosse aventure, ou pour retour de voyage. — 11° Les quittances (1), remboursemens ou rachats de rentes

de même du jugement qui condamne un individu comme esroc, et ordonne la restitution d'effets qu'il s'était fait livrer, en prétendant faussement avoir reçu d'un tiers l'ordre de les acheter. Cass., 9 mai 1822, *Str.*, XXIII, 1, 1.

La disposition d'un jugement qui règle les bases d'un compte et détermine les sommes qui devront être portées en recette ou en dépense, ne constitue ni une condamnation, ni une liquidation actuelle et définitive, mais seulement une condamnation éventuelle; elle ne donne donc pas lieu à la perception du droit proportionnel d'enregistrement : ce droit ne devient exigible que lors de l'enregistrement du jugement qui fixe la balance du compte. Cass., 27 juin 1826, *Str.*, XXVII, 1, 203; *Bull. civ.*, XXVIII, 252. — Il en est de même du jugement qui, sur la question de savoir si un individu est associé et débiteur, ou simplement créancier de la société, décide qu'il est sociétaire et le condamne à abandonner sa mise sociale; ce jugement ne fait que déterminer un élément de compte, et il n'en résulte aucune liquidation ni condamnation définitive. Cass., 20 juin 1826, *Str.*, XXVII, 1, 204. — Lorsque, par suite d'une liquidation de société, l'un des associés est condamné envers l'autre au paiement de certaines sommes, il y a lieu de percevoir, non seulement un droit de cinquante centimes par cent francs sur la minute du jugement, mais encore et cumulativement un droit proportionnel sur le montant de la condamnation. Cass., 25 mars 1812, *Str.*, XII, 1, 225; *Bull. civ.*, XIV, 108. — Lorsqu'à défaut de paiement des arrérages d'une rente foncière, un jugement renvoie le bailleur en possession de l'héritage grevé de la rente, il est dû un droit proportionnel, même avant que le jugement soit exécuté par la rentrée du bailleur dans le domaine arrenté. Cass., 26 frimaire an 14, *Str.*, VII, 2, 938; *Bull. civ.*, VII, 514. — Lorsque les biens d'une succession sont restés indivis entre les mains d'un des cohéritiers, la sentence arbitrale, qui détermine en dernier ressort le montant des jouissances et la part qui revient à chaque cohéritier, doit être considérée, sinon comme une condamnation proprement dite, du moins comme une véritable liquidation, et par conséquent être soumise au droit proportionnel. Cass., 10 mai 1819, *Str.*, XIX, 1, 377; *Bull. civ.*, XXI, 145. — N'est pas soumis au droit proportionnel le jugement portant homologation pure et simple d'un partage de succession. Délibération de la régie, 7 mars 1834, *Str.*, XXXIV, 2, 372. — La liquidation générale et définitive d'une prise maritime n'est pas sujette au droit proportionnel, si déjà le droit a été perçu sur la liquidation particulière et provisoire : elle ne donne lieu, comme acte de partage, qu'au droit fixe de trois francs. Cass., 9 février 1814, *Str.*, XIV, 1, 108. — Enfin, on ne peut percevoir le droit proportionnel dont il s'agit sur de simples conventions notariales opérant distribution par contribution au marc le franc, ou même collocation hypothécaire. Cass.; 17 mars 1830, *Str.*, XXX, 1, 89.

Il n'est pas dû de droit de titre sur une condamnation prononcée contre un cohéritier qui avait géré les biens de la succession en vertu de mandat, lorsque, d'ailleurs, ce mandat n'a pas été suivi, antérieurement à la demande, d'un arrêté de compte établissant reliquat à la charge du mandataire. Cass., 8 août 1833, *Str.*, XXXIII, 1, 736. — Un jugement correctionnel qui condamne un mandataire infidèle à restituer à son mandant des sommes par lui touchées en sa qualité, n'est point assujéti au droit d'obligation sur les sommes dont la restitution est ordonnée; il n'est soumis qu'au droit proportionnel de cinquante centimes pour condamnation. Cass., 21 novembre 1832, *Str.*, XXXIII, 1, 342.

Les jugemens rendus à l'étranger sont, comme les actes proprement dits, soumis au droit d'enregistrement, lorsqu'il en est fait usage en France. Cass., 14 avril 1834, *Str.*, XXXIV, 1, 270.

(1) Les quittances de remboursement de rentes et obligations, dans lesquelles il n'est pas faite réserve des intérêts, ne doivent le droit proportionnel que sur les sommes qui y sont exprimées mais à l'égard des quittances énonçant que tous les intérêts échus ont été payés, le droit es

et redevances de toute nature; les retraits exercés en vertu de réméré, par actes publics, dans les délais stipulés, ou faits sous signature privée, et présentés à l'enregistrement avant l'expiration de ces délais (1), et tous autres actes et écrits portant libération de sommes et valeurs mobilières.

§ III. — Un franc par cent francs.

1° Les adjudications au rabais, et marchés autres que ceux compris dans le paragraphe précédent, pour constructions, réparations et entretien, et tous autres objets mobiliers susceptibles d'estimation, faits entre particuliers, qui ne contiendront ni vente, ni promesse de livrer des marchandises, denrées

exigible sur le nombre d'années d'arrérages ou intérêts révolus, d'après la date du titre, si elle ne remonte pas à cinq ans; ou sur cinq années, si la date du titre est plus ancienne, à moins que le paiement desdits intérêts ne résulte d'actes en forme qui seraient mentionnés. Décis. minist., 21 juin 1808, *SIR.*, VIII, 2, 228. — Il n'est pas dû deux droits proportionnels d'enregistrement pour une quittance donnée à un acquéreur par le créancier auquel le prix a été délégué en l'acquit du vendeur. Décis. minist., 9 août 1808, *SIR.*, VIII, 2, 294. — Le paiement fait par l'acquéreur, du consentement du vendeur, et constaté par l'acte même de vente, à un tiers qui ne reçoit qu'afin d'acquitter une dette du vendeur établie par titre enregistré, ne donne ouverture à un droit de quittance, ni contre l'acquéreur, puisqu'il est quitancé par l'acte de vente même, ni contre le vendeur, puisqu'il n'est pas libéré envers son créancier par le paiement fait au tiers, et qu'il ne le sera que lorsque le créancier lui-même aura reçu les fonds remis au tiers. Cass., 21 juillet 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 389; Bull. civ., XXX, 177. — Lorsque, dans un acte de partage, il est déclaré que l'un des copartageans a payé telle somme à un autre copartageant, le droit proportionnel pour quittance ne peut être perçu sur cette somme, s'il n'est pas justifié qu'elle était une créance personnelle du copartageant contre la succession. Cass., 16 mars 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 169. — L'acte constatant le paiement fait à un notaire de ses avances, frais et honoraires, est sujet au droit de quittance, non seulement sur les sommes payées à titre de frais et honoraires, mais aussi sur celles que le notaire avait avancées pour les droits d'enregistrement et de timbre. Cass., arrêt précité du 22 avril 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 329; Bull. civ., XXV, 180. — Le paiement fait au mandant par le mandataire des sommes que ce dernier a reçues, ne donne lieu à aucun droit de quittance. Cass., arrêt précité du 18 février 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 292; Bull. civ., XXXV, 29.

Voyez encore l'art. 537 du Cod. proc. civ., qui exempte de l'enregistrement les quittances des ouvriers, fournisseurs, maîtres de pension, et autres de même nature, lorsqu'elles sont produites comme pièces justificatives d'un compte.

(1) Le droit de cinquante centimes par cent francs, établi sur les retraits exercés en vertu de rémérés, n'est exigible que sur les sommes à rembourser par le vendeur pour l'exercice du réméré; il n'est pas exigible sur le prix de l'immeuble acheté: ainsi, l'acheteur à pacte de réméré n'ayant pas payé le prix, le vendeur n'est tenu de rembourser, pour le rachat, que les loyaux coûts; c'est donc sur les loyaux coûts seulement, et non sur le prix, que le droit proportionnel doit être perçu. Cass., 26 août 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 58; Bull. civ., XXV, 410. — Le cessionnaire d'un droit de réméré devient, en l'exerçant, simple acquéreur de l'immeuble; il est soumis à un droit proportionnel d'enregistrement comme pour transmission de propriété immobilière. Cass., 21 germinal an 12, *SIR.*, IV, 2, 175; Bull. civ., VI, 235. — Les rémérés exercés après le délai fixé par le contrat de vente, quoiqu'en vertu d'une prorogation accordée par la justice, sont considérés comme des rétrocessions passibles du droit proportionnel fixé pour les mutations. Cass., 22 brumaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 715; Bull. civ., VII, 476. — Les retraits exercés en vertu de rémérés, sont présumés avoir eu lieu après l'expiration des délais stipulés, quand la rentrée en possession du retrayant n'est pas prouvée par acte enregistré: ils sont alors passibles du droit de quatre pour cent, comme pour revente, et non du simple droit de cinquante centimes par cent francs. Cass., 2 août 1808, *SIR.*, X, 1, 150; Bull. civ., X, 211. — Le droit proportionnel est dû pour les prolongations du délai du réméré consenties entre le vendeur et l'acheteur. Décis. mioist., 19 novembre 1809, *SIR.*, X, 2, 140. — Lorsque les membres d'une société sont convenus qu'aucun d'eux ne pourrait vendre son intérêt dans la société, sans en avertir les autres membres qui seraient libres de prendre par préférence cet intérêt à prix égal, s'il arrive que l'un d'eux vende sans donner l'avertissement convenu, et que plus tard la société, ayant connaissance de la vente, rachète la portion vendue, ce rachat ne peut être considéré que comme un retrait dans le sens de l'art. 69, § 2, n° 11, de la loi du 22 frimaire, et ne donne lieu en conséquence qu'au droit proportionnel de cinquante centimes par cent francs: peu importe que le rachat n'ait eu lieu que long-temps après la vente, s'il n'est pas établi que la société ait renoncé au droit de l'exercer. Cass., 27 juin 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 381.

ou autres objets mobiliers. — 2^o Les baux à ferme ou à loyer, d'une seule année (1). — Ceux faits pour deux années. — *Le droit sera perçu sur le prix cumulé des deux années.* — Ceux d'un plus long temps, pourvu que leur durée soit limitée. — *Le droit sera également perçu sur le prix cumulé ; savoir, pour les deux premières années, à raison d'un franc par cent francs ; et pour les autres années, sur le pied de vingt-cinq centimes par cent francs.* — Et les sous-baux, subrogations, cessions et rétrocessions de baux (2). — *Le droit sera liquidé et perçu sur les années à courir, comme il est établi pour les baux ; savoir, à raison d'un pour cent sur les deux premières années restant à courir ; et de vingt-cinq centimes par cent francs pour les autres années.* — Seront considérés, pour la liquidation et le paiement du droit, comme baux de neuf années, ceux faits pour trois, six ou neuf ans. — Les baux de biens nationaux sont assujétis aux mêmes droits (3). — 3^o Les contrats, transactions, promesses de payer (4), arrêtés de comptes (5), billets,

(1) Les locations purement verbales ne sont pas soumises au droit d'enregistrement, alors même qu'elles sont reconnues et constatées. Cass., 12 juin 1811, SIR., XI, 1, 257 ; et 17 juin 1811, SIR., XI, 1, 238 ; Bull. civ., XIII, 124. — La concession, moyennant une rente, d'une mine de houille, par un propriétaire, n'a rien de féodal ; c'est un simple bail à ferme dont la prestation annuelle est le prix : en conséquence les concessionnaires sont soumis aux droits de mutation établis pour les baux. Cass., 21 décembre 1808, SIR., X, 1, 173 ; Bull. civ., X, 357 ; — Mais l'acte qui règle, entre le concessionnaire d'une mine et le propriétaire de la surface, les droits de ce propriétaire sur les produits de l'exploitation, ne peut être assimilé à un bail. Cass., 8 novembre 1827, SIR., XXVIII, 1, 85. — Le bail consenti au profit d'une société de commerce par un des membres de cette société, est soumis à la perception du droit proportionnel d'enregistrement sur la totalité du prix : on dirait vainement que, le bailleur confondant en sa personne les qualités de propriétaire et de locataire, il ne peut être dû de droits sur la partie du prix du bail restant à sa charge comme sociétaire. Cass., 3 janvier 1827, SIR., XXVII, 1, 231 ; Bull. civ., XXIX, 4.

Voyez encore le § 7, n^o 2, ci-après. Voyez aussi la loi du 27 ventose an 9, art. 8, qui fixe de nouveau les droits d'enregistrement sur les baux ; et celle du 16—17 juin 1824, art. 1^{er}, qui modifie cette fixation et constitue le dernier état des choses.

(2) L'acte par lequel un propriétaire locateur, après avoir fait résilier le bail, à défaut de paiement, subroge aux droits du fermier la caution qui paie les arrérages dus, constitue une véritable cession de bail, passible du droit proportionnel. Cass., 29 octobre 1806, SIR., XX, 1, 505 ; Bull. civ., VIII, 380. — Il en est de même de l'association d'un tiers à l'exploitation d'un bail, mais avec des clauses qui, en résultat, confèrent à ce tiers tous les droits du preneur. Même arrêt ; et 27 juillet 1810, SIR., XX, 1, 505 ; Bull. civ., XII, 150. — Mais on ne peut voir une cession de bail, ou un sous-bail, dans l'acte par lequel l'adjudicataire d'une entreprise consent à faire participer un tiers aux bénéfices de cette entreprise, moyennant une somme versée dans la caisse commune : il y a ici association passible d'un droit fixe. Cass., 24 décembre 1821, SIR., XXII, 1, 373.

(3) Les baux des droits de passage de bacs, et les cautionnements qui en sont la suite, sont compris dans cette disposition. Décis. minist., 19 janvier 1808, SIR., VII, 2, 805. — Il en est de même des baux d'octroi. Cass., 29 messidor an 11, SIR., III, 2, 345 ; Bull. civ., V, 340. — Les privilèges accordés aux entrepreneurs de défrichement ne s'étendent pas à la dispense du droit d'enregistrement sur les baux des terrains défrichés. Cass., 2 avril 1806, SIR., VII, 2, 830 ; Bull. civ., VIII, 126.

(4) La déclaration, dans l'inventaire, des dettes passives d'une succession ou d'une communauté, n'est pas soumise au droit proportionnel établi pour les promesses de payer. Décis. minist., 30 floréal an 11, SIR., V, 2, 152.

(5) Les comptes rendus à l'amiable ou devant notaires sont dispensés de l'enregistrement comme les comptes rendus en justice. Décis. minist., 22 septembre 1807, SIR., VII, 2, 295. — Le compte que des enfans arrêtent après le décès de leur père, avec un créancier de celui-ci, donne lieu à la perception du droit proportionnel d'un pour cent, comme pour obligation, sur le reliquat de ce compte, bien que les enfans n'aient pas encore fait acte d'héritier, et qu'ils n'agissent que comme habiles à prendre cette qualité. Cass., 12 avril 1830, SIR., XXX, 1, 130 ; Bull. civ., XXXII, 92. — Dans un compte, le reliquat seul est soumis au droit proportionnel ; il n'est pas dû un droit particulier sur chacun des articles qui composent le compte, sauf toutefois le cas où il serait fait mention de quittances et autres pièces non enregistrées, et sujettes de leur nature à la formalité de l'enregistrement. Cass., 8 mai 1826, SIR.,

mandats ; les transports, cessions et délégations de créances à terme ; les délégations de prix stipulées dans un contrat, pour acquitter des créances à terme envers un tiers, sans énonciation de titre enregistré, sauf, pour ce cas, la restitution dans le délai prescrit, s'il est justifié d'un titre précédemment enregistré (1) ; les reconnaissances, celles de dépôts de sommes chez des particuliers (2), et tous autres actes ou écrits qui contiendront obligations de sommes, sans libéralité et sans que l'obligation soit le prix d'une transmission de meubles ou immeubles non enregistrée (3).—4° Les mutations de

XXVI, 1, 448 ; Bull. civ., XXVIII, 178.—L'acte intervenu, après la dissolution du mariage, entre un mari et les héritiers de sa femme, dans le but de fixer le solde de la dot, après défalcaction faite de diverses répétitions à exercer par le mari, ne peut être considéré comme un arrêté de compte donnant lieu au droit proportionnel. Cass., 13 octobre 1813, *SIR.*, XIV, 1, 17.— Il en est de même de l'acte par lequel un père s'engage à payer à ses enfans les sommes leur revenant, d'après la liquidation faite, dans le même acte, de la communauté qui a existé entre lui et leur mère, et des reprises dues à la succession de cette dernière, en vertu du contrat de mariage ; cet acte n'étant que le complément d'un acte antérieur enregistré, n'est passible que du droit fixe d'un franc. Cass., 16 mai 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 329 ; Bull. civ., XXXIV, 86.— L'acte par lequel les reprises d'une femme sur la succession de son mari sont liquidées, n'est soumis qu'au droit fixe d'un franc, et non au droit proportionnel, si ces reprises sont fixées par le contrat de mariage ; et si le contrat est enregistré. Cass., 6 juin 1811, *SIR.*, XI, 1, 336.— Jugé encore que de simples reconnaissances faites par un mari, au profit de sa femme, du montant des apports matrimoniaux et reprises dont il doit compte et paiement à celle-ci, n'ont pas le caractère d'obligation, et ne doivent pas le droit proportionnel. Cass., 18 février 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 292 ; Bull. civ., XXXV, 29.

(1) La caution d'un fermier qui, après la faillite de l'obligé principal et la résiliation de son bail, obtient d'être mise aux droits et charges du fermier, reçoit un véritable transport de droits, soumis à un droit proportionnel d'enregistrement. Cass., 23 février 1808, *SIR.*, VIII, 1, 164 ; Bull. civ., X, 16.— Il en est de même de celui qui obtient l'endorsement d'une obligation notariée, payable à ordre. Cass., 5 pluviose an 11, *SIR.*, III, 2, 274 ; Bull. civ., V, 129.

Les délégations de créances à terme sont passibles du droit proportionnel d'enregistrement, quoique non acceptées. Cass., 11 novembre 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 218 ; Bull. civ., XXIV, 289 ; et 31 décembre 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 235 ; Bull. civ., XXV, 497.— Le vendeur qui délègue tout ou partie du prix de la vente à ses créanciers, sans leur intervention dans l'acte, et charge l'acquéreur d'en faire le paiement à ces créanciers, ne fait qu'indiquer un mode de libération pour l'acquéreur : en conséquence, il n'y a pas lieu à la perception d'un droit d'enregistrement pour délégation. Cass., 21 juillet 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 389 ; Bull. civ., XXX, 177.— Mais la délégation d'un prix de vente, si elle n'a lieu que postérieurement au contrat de vente, et dans un acte distinct et séparé, est soumise au droit proportionnel. Cass., 26 mai 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 448 ; Bull. civ., XXXVI, 109.— La charge imposée au donataire d'immeubles, dans l'acte de donation, d'acquitter certaines dettes du donateur, ne donne pas lieu au droit proportionnel d'enregistrement pour délégation, lorsque les actes établissant les dettes à payer ont été énoncés dans la donation, et sont eux-mêmes enregistrés. Cass., 2 avril 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 225 ; Bull. civ., XXX, 101.— Les délégations que fait un donataire d'immeubles sur les fermages de ces immeubles, à de tierces personnes, en exécution de la donation elle-même, ne sont pas soumises au droit proportionnel d'enregistrement pour délégation. Même arrêt.— Il en est de même de l'énonciation pure et simple, dans un partage d'ascendans, fait par acte entre-vifs, de dettes à la charge du donateur, sans intervention des tiers créanciers. Cass., 21 juin 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 531.

(2) Celui au profit de qui est faite une reconnaissance de dépôt n'est point passible du droit d'enregistrement que comporte cette reconnaissance, s'il déclare ne vouloir accepter ni le dépôt, ni la reconnaissance, ni en tirer aucun profit. Cass., 2 mai 1815, *SIR.*, XV, 1, 318.

(3) Les conventions ou obligations soumises à une condition suspensive sont, jusqu'à l'événement, exemptes du droit proportionnel. Cass., 19 juin 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 447.— Celui qui, dans un acte d'huissier, excipe d'une obligation sous seing privé, qu'il prétend adirée, est tenu au paiement des droits d'enregistrement dont cette obligation est susceptible. Cass., 23 novembre 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 90 ; Bull. civ., XXVII, 333.— Lorsque, au moyen d'abandons, transports ou obligations consentis au profit d'une femme par son mari, dans l'acte de liquidation de ses reprises matrimoniales, la femme se trouve chargée d'acquitter seule les billets souscrits antérieurement par elle et son mari solidairement, il n'y a pas là, de la part de la femme, obligation nouvelle donnant lieu au droit proportionnel : les abandons, transports ou obligations contenus dans l'acte de liquidation, au profit de la femme, sont seuls susceptibles du droit. Cass.,

biens immeubles, en propriété ou usufruit, qui auront lieu par décès en ligne directe (1).

§ IV. — Un franc vingt-cinq centimes par cent francs.

1° Les donations entre-vifs, en propriété ou usufruit, de biens meubles, en ligne directe (2). — *Il ne sera perçu que moitié droit, si elles sont faites*

6 janvier 1829, *SIR.*, XXX, 1, 110. — L'acte de délibération d'un conseil de famille, par lequel le tuteur est autorisé à garder, moyennant hypothèque privilégiée, la somme dont il est reliquataire envers le mineur, doit être considéré, relativement au tuteur, comme un emprunt de la somme formant le montant du reliquat, et comme tel est passible du droit proportionnel. *Cass.*, 13 novembre 1820, *SIR.*, XXI, 1, 308; *Bull. civ.*, XXII, 304. — La clause d'un contrat de mariage, par laquelle la femme reconnaît avoir reçu de son mari une somme dont elle s'oblige à payer les intérêts, et pour sûreté de laquelle elle hypothèque ses biens propres, ne peut être confondue avec une simple convention d'apport par le mari; cette clause a tous les caractères d'un véritable prêt soumis au droit proportionnel. *Cass.*, 16 novembre 1813, *SIR.*, XIV, 1, 91; *Bull. civ.*, XV, 378. — L'acte de déclaration d'hypothèque, pour assurance de paiement d'une lettre de change, présente une obligation nouvelle, absolument distincte de celle résultant des lettres de change et donnant lieu au droit proportionnel d'enregistrement. *Cass.*, 17 prairial an 12, *SIR.*, IV, 2, 171; *Bull. civ.*, VI, 301; et 22 décembre 1807; *SIR.*, VIII, 1, 376; *Bull. civ.*, IX, 356; 5 août 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 619; *Bull. civ.*, XXXV, 160; et autres arrêts. — Donner hypothèque à un banquier, sur des immeubles, pour sûreté d'un crédit ouvert au moyen d'acceptations qu'il s'est obligé de faire de lettres de change qui pourront être tirées par le donneur d'hypothèque, ce n'est pas créer une obligation nouvelle soumise au droit proportionnel, tant que les lettres de change n'ont pas été réellement émises. *Cass.*, 10 mai 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 207; *Bull. civ.*, XXXIII, 86. — Mais le droit d'obligation devient exigible si les lettres de change sont émises. Même arrêt. — Jugé encore que l'ouverture d'un crédit, même avec stipulation d'une garantie actuelle et d'une hypothèque, pour sûreté du crédit, ne constitue qu'une obligation conditionnelle, et ne donne lieu au droit proportionnel qu'au fur et à mesure de la réalisation du crédit. *Cass.*, 9 mai 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 370. — Réciproquement, la stipulation par laquelle un banquier fournit à un tiers une garantie, soit mobilière, soit immobilière, pour sûreté des acceptations ou des paiements que ce tiers pourra faire de lettres de change dues par le banquier, ne donne ouverture au droit proportionnel que lorsque les acceptations ont lieu. Jugement du tribunal de la Seine, et délibération de la régie, 23 mai et 3 juillet 1832, *SIR.*, XXXII, 2, 553. — L'aval apposé sur une lettre de change ou sur un billet à ordre, n'est passible d'aucun droit particulier d'enregistrement. Délibération de la régie, 21 décembre 1830, *SIR.*, XXXI, 2, 209. — Il n'est pas dû de droit particulier sur l'obligation de garantie avec hypothèque consentie au profit d'une partie, pour le cas où elle aurait à subir l'exercice d'une action en répétition de la part d'un tiers... tant que la condition ne s'est pas réalisée. *Cass.*, 10 janvier 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 129. — L'inscription hypothécaire prise jusqu'à concurrence d'une certaine somme, par un cohéritier contre son cohéritier, pour garantie du paiement des dettes mises à la charge de ce dernier, par un acte de partage, ne comporte pas un droit proportionnel d'enregistrement, lorsque la garantie constitue, non une créance actuelle, mais une simple créance éventuelle et indéterminée. *Cass.*, 23 août 1830, *SIR.*, XXX, 1, 402. — Les donations entre époux, faites pendant le mariage, ne sont pas d'abord soumises au droit proportionnel, sauf, en cas de non révocation, le paiement de ce droit, dans les six mois du décès du donateur. *Inst. de la régie*, 3 fructidor an 13, *SIR.*, V, 2, 141. — Les exécutoires de dépens ne sont point, par leur nature, une disposition judiciaire différente des jugemens; c'est plutôt une partie ou le complément des jugemens eux-mêmes; ils ne sont donc pas soumis au droit proportionnel. *Décis. minist.*, 16 février 1809, *SIR.*, IX, 2, 190. — L'acte par lequel un débiteur et ses créanciers règlent amialement la distribution du prix de biens vendus, n'est pas passible du droit proportionnel. *Solution de la régie*, 5 octobre 1832, *SIR.*, XXXIII, 2, 224. — Il en est de même de l'acte portant fixation de l'indemnité ou redevance, due par les concessionnaires d'une mine aux propriétaires de la surface. *Cass.*, 26 mai 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 437.

(1) Voyez l'art. 53 de la loi du 28 avril—4 mai 1816, portant que, lorsque l'enfant naturel est appelé à la succession, à défaut de parens au degré successible, il est considéré, quant à la quotité du droit, comme personne non parente.

Le legs fait par l'adoptant à un fils de l'adopté doit être considéré comme une libéralité en ligne directe, passible seulement du droit de mutation d'un pour cent. *Cass.*, 2 décembre 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 74; *Bull. civ.*, XXIV, 333. — L'héritier institué par contrat de mariage doit, au décès de l'instituant, payer le droit de mutation. *Cass.*, 19 pluviôse an 11, *SIR.*, III, 1, 193; *Bull. civ.*, V, 149. — Il ne le doit qu'à cette époque. *Cass.*, 24 nivôse an 13, *SIR.*, V, 2, 228; *Bull. civ.*, VII, 145. — Voyez encore les notes sur l'art. 32.

(2) Voyez l'art. 10 de la loi du 27 ventose an 9 (18 mars 1801), qui déclare cette disposi-

par contrat de mariage aux futurs.—2° Les mutations en propriété ou usufruit de biens meubles, qui s'effectuent par décès, entre collatéraux et autres personnes non parentes, soit par succession, soit par testament ou autre acte de libéralité à cause de mort (1). — *Il ne sera dû que moitié droit pour celles qui auront lieu entre époux* (2).

§ V. — Deux francs par cent francs.

1° Les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions, marchés, traités, et tous autres actes, soit civils, soit judiciaires, translatifs de propriété, à titre onéreux, de meubles, récoltes de l'année sur pied, coupes de bois taillis et de hautes futaies, et autres objets mobiliers généralement quelconques, même les ventes de biens de cette nature faites par la nation. — Les adjudications à la folle-enchère de biens meubles sont assujéties au même droit, mais seulement sur ce qui excède le prix de la précédente adjudication, si le droit en a été acquitté (3). —2° Les constitutions de rentes

tion applicable aux démissions de biens en ligne directe; et l'art. 3 de la loi du 16—17 juin 1824, qui réduit les droits à vingt-cinq centimes par cent francs, mais seulement en ce qui concerne les donations avec partage, conformément aux art. 1075 et 1076 du Cod. civ.

La donation d'une somme fixe, payable après le décès du donateur, soit en argent comptant, soit en effets de l'hoirie, n'est passible du droit de mutation que comme donation mobilière. Cass., 15 juin 1808, *SIR.*, VIII, 1, 416. — Est réputée donation entre-vifs la donation d'une somme faite par contrat de mariage à des futurs époux, en avancement d'hoirie, bien que la somme donnée ne soit payable qu'après le décès des donateurs, sans intérêts, et qu'ils aient stipulé le droit de retour en leur faveur. Cass., 17 avril 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 346; Bull. civ., XXVIII, 152. — Jugé encore que la donation d'une somme d'argent est réputée donation entre-vifs, en ce qui touche le droit d'enregistrement, par cela seul que le donateur déclare se dessaisir actuellement et irrévocablement, encore que la somme donnée ne soit livrable qu'après décès, qu'il n'y ait aucune tradition réelle, ni de garantie réelle pour le donataire. Cass., 25 mars 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 15; Bull. civ., XXVII, 116; et 8 décembre 1831, *SIR.*, XXXII, 1, 192; Bull. civ., XXXIII, 173. — La clause d'un contrat de mariage, portant que les père et mère donnent à leur fils une somme d'argent dont ils se dessaisissent dès ce moment sur les plus clairs et les plus apparens biens qu'ils possèdent, est passible du droit de mutation comme donation entre-vifs mobilière: peu importe que la somme soit exigible seulement après le décès des donateurs. Cass., 8 juillet 1822, *SIR.*, XXII, 1, 434; Bull. civ., XXIV, 192. — De ce que la donation d'une somme d'argent laisse au donataire la faculté de prendre en paiement un immeuble désigné, appartenant aux donateurs, il ne s'ensuit pas qu'elle doive être réputée donation immobilière; ce n'est qu'une donation mobilière, sauf à la régie à percevoir plus tard le droit de mutation, si le donataire opte pour l'immeuble. Cass., 20 août 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 462; Bull. civ., XXIX, 267. — L'obligation contractée par le père, dans le contrat de mariage de son fils, de lui payer une certaine somme, dans le cas où les futurs époux ne pourraient cohabiter avec lui, est soumise au droit proportionnel établi par l'art. 69, § 4, n° 1, de la loi du 22 frimaire. Cass., 18 avril 1821, *SIR.*, XXII, 1, 12; Bull. civ., XXIII, 107. — L'état estimatif du mobilier, qui doit être joint à l'acte de donation, n'est passible que du droit fixe d'un franc. Décis. minist., *SIR.*, XIII, 2, 333.

(1) L'art. 53 de la loi du 28 avril—4 mai 1816 avait porté les droits ci-dessus, savoir: entre collatéraux, à deux francs cinquante centimes par cent francs; et entre personnes non parentes, à trois francs cinquante centimes pour cent; mais l'art. 33 de la loi du 21—28 avril 1832 les a élevés ainsi qu'il suit: entre frères et sœurs, oncles et tantes, à trois francs pour cent; entre grands-oncles et grand'tantes, petits-neveux et petites-nièces, et cousins germains, à quatre francs pour cent; entre parens au-delà du quatrième degré et jusqu'au douzième, à cinq francs pour cent; enfin, entre personnes non parentes, à six francs pour cent.

(2) Voyez l'art. 53 de la loi du 28 avril 1816, qui élève ce droit à un franc cinquante centimes pour cent, et qui porte que, lorsque l'époux survivant est appelé à la succession, à défaut de parens au degré successible, il est considéré, quant à la quotité des droits, comme personne non parente. — Voyez aussi ci-dessus les notes sur l'art. 32.

(3) Voyez l'art. 74 de la loi du 15—16 mai 1818, qui réduit ce droit à cinquante centimes par cent francs pour les ventes publiques faites à la bourse par les courtiers de commerce, conformément au décret du 17 avril 1812; l'art. 56 de la loi du 21—23 avril 1818 sur les douanes, qui réduit ce droit à un franc fixe, pour les ventes de marchandises avariées par suite d'événement.

soit perpétuelles, soit viagères (1), et de pensions, à titre onéreux, les cessions, transports et délégations qui en sont faits au même titre, et les baux

mens de mer; et l'art. 61 de la même loi, qui établit le même droit sur les ventes de navires, soit totales, soit partielles.

Lorsqu'on vend un bien fonds avec les objets placés pour son exploitation, le droit d'enregistrement est dû sur le tout, comme pour vente immobilière. Inst. de la régie, 9 fructidor an 13, *SIR.*, V, 2, 158. — Lorsqu'une vente comprend tout à la fois un immeuble et un objet mobilier qui s'y trouve établi de manière à ne pouvoir en être détaché sans détérioration, il y a lieu au droit d'enregistrement sur tout le prix, comme pour vente d'immeubles, encore que l'objet mobilier n'appartienne pas exclusivement au propriétaire de l'immeuble. *Cass.*, 8 avril 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 193. — Jugé cependant que les mêmes objets peuvent être réputés ou meubles ou immeubles par destination, selon le point de vue sous lequel ils sont considérés : ainsi, lorsque les outils, fours et machines servant à l'exploitation d'une fabrique d'orfèvrerie, et les bestiaux, fourrages et ustensiles aratoires garnissant les bâtimens de cette fabrique, sont achetés par celui qui antérieurement avait acheté la fabrique, la vente de ces objets ne peut être considérée que comme une vente mobilière, en ce qui touche le droit d'enregistrement. *Cass.*, 19 novembre 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 60. — Jugé encore que la vente faite le même jour, au même acquéreur, mais par deux actes séparés, d'abord de la coupe ou de la superficie d'un bois, puis du fonds de ce même bois, ne peut être considérée, pour le tout, comme vente immobilière. *Cass.*, 21 mars 1820, *SIR.*, XXI, 1, 119. — Jugé dans le même sens, dans une espèce où les ventes n'avaient pas eu lieu le même jour, mais où la vente du sol avait suivi de près la vente du bois. *Cass.*, 4 avril 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 440. — Jugé enfin que, lorsque les agrès et la carcasse d'un moulin (meubles par leur nature) sont achetés par celui qui, antérieurement, a acheté le sol, la vente du moulin ne peut être considérée que comme vente mobilière, en ce qui touche le droit d'enregistrement, bien que, réuni au sol, le moulin puisse être considéré comme immeuble. *Cass.*, 23 avril 1822, *SIR.*, XXII, 1, 409. — Jugé au contraire que, lorsque des objets mobiliers forment partie intégrante et constitutive d'un immeuble, tels que les moulans, tournans, virans et travaillans d'un moulin, ils sont réputés immeubles par nature, et que la vente séparée de ces objets ne peut les mobiliser, en ce qui touche le droit d'enregistrement, qu'autant qu'elle a pour but et pour condition expresse de les détacher immédiatement. *Cass.*, 25 février 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 199; *Bull. civ.*, XXVI, 73.

Le caractère d'immeubles par destination, attribué par la loi à certains objets mobiliers, ne peut leur être enlevé par de simples déclarations des parties dans les actes translatifs de la propriété de ces objets : ainsi, encore que de tels objets, par exemple, les ustensiles d'une filature, aient été désignés comme mobiliers dans le contrat de vente de la filature dont ils ne sont pas séparés, le droit proportionnel doit être perçu comme pour vente d'immeubles. *Cass.*, 20 juin 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 594. — Jugé cependant que la vente d'objets mobiliers servant à l'exploitation d'une manufacture (et comme tels réputés immeubles par destination), encore qu'elle soit consentie avec celle de l'immeuble, n'est passible que du droit de deux pour cent, alors que, par l'acte de vente, il est stipulé un prix distinct pour ces objets, et qu'ils y sont désignés et estimés article par article : de cette désignation et stipulation résulte suffisamment la volonté du propriétaire de restituer aux objets immeubles par destination le caractère de meubles, et cette volonté fait la loi de la régie comme celle des parties. *Cass.*, 23 avril 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 632.

La vente de l'exploitation d'une carrière et des ustensiles qui y sont attachés est une vente mobilière, en ce qui touche le droit d'enregistrement, bien qu'il s'agisse de matériaux non extraits. *Cass.*, 29 mars 1816, *SIR.*, XVII, 1, 7; et 13 août 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 784. — Il en est de même de la vente d'édifices et superficies de domaines congéables, faite postérieurement à leur réunion au fonds par voie de congément. *Cass.*, 28 février 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 264; *Bull. civ.*, XXXIV, 33. — *Idem*, d'une concession de prise d'eau avec les tuyaux conducteurs, faite pour un temps illimité, mais avec faculté de révocation. *Cass.*, 18 décembre 1811, *SIR.*, XII, 1, 136. — *Idem*, de la vente de bâtimens sous la condition expresse qu'ils seront abattus. *Bruxelles*, 23 juin 1824, *SIR.*, XXV, 2, 379. — *Idem*, de la vente du droit ou du privilège, concédé par le gouvernement, de construire une usine. *Cass.*, 12 février 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 102. — Lorsque le gouvernement, moyennant un prix convenu, fait délivrer extraordinairement à un entrepreneur de constructions maritimes des bois à prendre dans les forêts de l'état, cette délivrance est assujétie à un droit proportionnel d'enregistrement. *Cass.*, 2 novembre 1807, *SIR.*,

(1) De ce que, par un acte public, un particulier se charge du paiement d'une rente au profit d'un autre particulier, il ne s'ensuit pas que la régie doive percevoir un droit d'enregistrement pour constitution de rente, s'il est établi que la rente préexistait. *Cass.*, 13 novembre 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 281; *Bull. civ.*, XXVIII, 331.

de biens meubles faits pour un temps illimité. — 3° Les échanges de biens immeubles. — *Le droit sera perçu sur la valeur d'une des parts, lorsqu'il n'y aura aucun retour. S'il y a retour, le droit sera payé à raison de deux francs par cent francs, sur la moindre portion, et comme pour vente sur le retour ou la plus-value* (1). — 4° Les élections ou déclarations de command ou d'ami, sur adjudication ou contrat de vente de biens meubles, lorsque l'élection est faite après les vingt-quatre heures, ou sans que la faculté d'élire un command ait été réservée dans l'acte d'adjudication ou le contrat de vente (2). — 5° Les engagemens de biens immeubles (3). — 6° Les parts et portions acquises par licitation de biens meubles indivis (4). — 7° Les retours de partages de biens meubles. — 8° Les dommages-intérêts prononcés par les tribunaux criminels, correctionnels et de police (5).

§ VI. — Deux francs cinquante centimes par cent francs.

1° Les donations entre-vifs en propriété ou usufruit, de biens meubles, par des collatéraux et autres personnes non parentes. — *Il ne sera perçu que moitié droit, si elles sont faites par contrat de mariage aux futurs* (6).

VIII, 1, 405; Bull. civ., IX, 322. — Les ventes d'actions ou intérêts, dans une société formée pour l'exploitation de mines, doivent être réputées ventes de meubles, en ce qui touche la perception du droit d'enregistrement. Cass., 7 avril 1824, Str., XXV, 1, 7. — *Idem*, des ventes d'actions sur les canaux. Cass., 14 avril 1824, Str., XXV, 1, 18. — Mais les ventes d'actions de la banque de France, immobilisées conformément à l'art. 7 du décret du 16 janvier 1808, sont passibles du droit proportionnel, comme pour vente d'immeubles, s'il n'est pas établi par le contrat qu'elles aient été vendues pour devenir meubles par l'effet de la vente. Cass., 22 mai 1833, Str., XXXIII, 1, 517.

Lorsqu'il y a vente forcée en justice d'une rente saisie sur une succession vacante, le droit proportionnel se détermine par le prix exprimé et non sur le capital de la rente. Cass., 1^{er} avril 1816, Str., XVI, 1, 313. — Lorsqu'un même procès-verbal contient plusieurs ventes publiques d'objets mobiliers, le droit d'enregistrement doit être perçu cumulativement sur tous les articles réunis, encore que les unes aient été faites au comptant et les autres à terme. Cass., 5 février 1810, Str., X, 1, 137.

(1) Voyez l'art. 2 de la loi du 16—17 juin 1824, portant que les échanges d'immeubles ruraux ne paieront qu'un franc fixe, lorsque l'un des immeubles échangés sera contigu aux propriétés de celui des échangistes qui le recevra; qu'à l'égard de tous les autres échanges de biens immeubles, quelle que soit leur nature, le droit de deux pour cent est réduit à un pour cent; qu'il sera perçu comme par le passé sur la valeur d'une des parts seulement, et que celui d'un et demi pour cent, fixé par l'art. 54 de la loi du 28 avril 1816, n'aura lieu également que sur la valeur d'une des parts; qu'enfin, dans tous les cas, le droit de cinq et demi pour cent, réglé par l'art. 52 de la même loi, continuera d'être perçu sur le montant de la soulte ou de la plus-value. — Voyez encore les notes qui accompagnent cet art. 2 de la loi du 16—17 juin 1824.

En matière d'échange avec soulte, le droit d'enregistrement se perçoit sur le prix évalué d'après les baux à ferme des objets échangés. Cass., 29 avril 1812, Str., XIII, 1, 41; Bull. civ., XIV, 143.

(2) Voyez l'art. 709 du Cod. proc. civ., qui fixe le délai à trois jours pour les avoués enchérisseurs; et les art. 23, 88 et 90 du code forestier de 1827, dont il résulte que la déclaration de command doit être faite séance tenante, lorsqu'il s'agit d'adjudication des coupes des bois de l'état, des communes et des établissemens publics. — Voyez encore les notes sur l'art. 68, § 1^{er}, n° 24, ci-dessus.

(3) L'acte par lequel l'usufruit d'un immeuble est abandonné en paiement d'une rente viagère ne peut être considéré comme une antichrèse ou engagement d'immeubles, dans le sens de la présente disposition: c'est une véritable cession ou transmission d'usufruit à titre onéreux, passible du droit proportionnel de quatre pour cent, aux termes du § 7, n° 1^{er}, ci-après. Cass., 16 février 1831, Str., XXXI, 1, 73; Bull. civ., XXXIII, 26.

(4) L'adjudication sur licitation d'objets mobiliers, prononcée en faveur de l'un des héritiers, est passible du droit proportionnel d'enregistrement de deux pour cent, encore que la valeur des objets adjugés n'excède pas la part héréditaire de l'adjudicataire: à cet égard, la présente disposition a été abrogée par la loi du 22 pluviôse an 7, art. 6 et 10. Cass., 8 mai 1832, Str., XXXII, 1, 337; Bull. civ., XXXIV, 83.

(5) Voyez l'art. 11 de la loi précitée du 27 ventôse an 9, qui étend cette disposition aux dommages-intérêts prononcés en matière civile.

(6) Les droits de ces donations avaient d'abord été portés à trois francs cinquante centimes pour

— 2° Les donations entre-vifs en propriété ou usufruit, de biens immeubles en ligne directe. — *Il ne sera perçu que moitié droit, si elles sont faites par contrat de mariage aux futurs* (1). — 3° Les transmissions de pro-

cent par l'art. 53 de la loi du 28 avril 1816, pour les personnes non parentes, ou parentes au-delà du degré successible seulement; mais, par l'art. 33 de la loi du 21—28 avril 1832, sur les finances, ils ont été élevés, savoir : entre frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces, hors contrat de mariage, à trois pour cent; par contrat de mariage, à deux pour cent; entre grands-oncles, grand-tantes, petits-neveux et petites-nièces, cousins germains, hors contrat de mariage, à quatre pour cent; par contrat de mariage, à deux francs cinquante centimes pour cent; entre parens au-delà du quatrième degré et jusqu'au douzième, hors contrat de mariage, à cinq pour cent; par contrat de mariage, à trois francs pour cent; enfin entre personnes non parentes, hors contrat de mariage, à six pour cent; par contrat de mariage, à quatre francs pour cent seulement.

En maintenant à des quotités inférieures les droits sur les donations entre-vifs par contrat de mariage, la loi du 21—28 avril 1832 s'est écartée des règles tracées par les lois des 22 frimaire an 7 et 28 avril 1816, qui avaient décidé que, pour ces sortes de donations, il ne serait toujours dû que la moitié du droit.

L'art. 69, § 6, n° 1^{er}, de la loi du 22 frimaire an 7 ne distingue pas entre les donations à titre onéreux et les donations purement gratuites; toutes sont soumises au même droit. Cass., 28 janvier 1818, S^{IR.}, XVIII, 1, 252; Bull. civ., XX, 34. — Les avantages stipulés entre époux au profit du survivant sont, lors du décès de l'un des époux, passibles du droit de mutation, même depuis la publication des dispositions du Cod. civ. sur le préciput conventionnel. Cass., 26 mai 1807, S^{IR.}, VII, 1, 276; Bull. civ., IX, 183.

(1) Voyez la loi du 27 ventose an 9, art. 10, qui déclare cette disposition applicable aux démissions de biens en ligne directe; et celle du 16—17 juin 1824, art. 3, qui réduit le droit d'enregistrement à un pour cent, en ce qui concerne les donations avec partage, faites conformément aux art. 1075 et 1076 du Cod. civ.

Lorsqu'une donation entre-vifs est acceptée par acte séparé, c'est l'acte d'acceptation seul qui dessaisit le donateur : en conséquence, il n'y a pas lieu à percevoir le droit proportionnel d'enregistrement avant l'acceptation du donataire. Instr. de la régie, 3 fructidor an 13, S^{IR.}, V, 2, 145; Cass., 9 avril 1828, S^{IR.}, XXVIII, 1, 215.

Un acte par lequel un frère admet un autre frère comme légataire du père commun (bien que ce frère frappé de mort civile ait été incapable de recevoir), n'a pas le caractère de donation, en ce sens qu'il soit soumis à un droit proportionnel d'enregistrement. Cass., 3 août 1814, S^{IR.}, XV, 1, 10.

Lorsque, par contrat de mariage, les père et mère d'un époux lui assurent, pour ses droits légitimaires, une quote-part de leurs biens, et lui garantissent cette assurance jusqu'à concurrence d'une somme déterminée, à l'instant payée en argent ou en rente, en se réservant l'usufruit, c'est là une donation entre-vifs opérant transmission actuelle de la propriété au donataire. Cass., 7 avril 1823, S^{IR.}, XXIII, 1, 301; Bull. civ., XXV, 133. — La clause d'un contrat de mariage par laquelle les père et mère donnent et assurent à leur enfant une quote-part de leurs biens, tels qu'ils se trouveront au jour de leur décès, avec réserve d'usufruit, doit être considérée plutôt comme institution contractuelle, malgré la réserve d'usufruit, que comme donation entre-vifs. Même arrêt. — La donation d'immeubles faite par un père à son fils, et qui n'a pas été exprimée dans le contrat de mariage du fils, est réputée (quant au droit d'enregistrement) donation en ligne directe faite dans un acte sous seing privé, ou même sans acte, à la date de la prise de possession. Cass., 2 mai 1820, S^{IR.}, XX, 1, 385; Bull. civ., XXII, 161. — Un acte de démission de biens par un père à ses enfans donne ouverture à un droit de mutation, encore que postérieurement, l'acte soit déclaré nul par jugement. Cass., 24 mars 1813, S^{IR.}, XV, 1, 427; Bull. civ., XV, 88. — Les actes par lesquels les parens des juges auditeurs leur garantissent un revenu annuel de trois mille francs, aux termes de l'art. 2 du décret du 16 mars 1809, sont passibles, comme donation, du droit proportionnel. Décis. minist., 8 novembre 1808, S^{IR.}, IX, 2, 14.

Pour une donation de biens présents et à venir, faite par contrat de mariage, le droit proportionnel est dû sur les biens présents, toutes les fois qu'il est stipulé que le donataire entrera de suite en jouissance : il n'importe que les biens donnés soient soumis à un droit éventuel de retour, ou que la donation soit réductible à la portion disponible. Avis du cons., 19—22 décembre 1809, S^{IR.}, XI, 2, 7. — Jugé encore que, lorsque, dans une donation de biens présents et à venir, faite avec réserve d'usufruit, et sous la condition d'un droit de retour, il est stipulé que ce retour ne fera pas obstacle à ce que le donataire dispose d'une certaine somme, il y a transmission actuelle de la propriété de cette somme au donataire, et par conséquent ouverture au droit de mutation. Cass., 20 mars 1833, S^{IR.}, XXXIII, 1, 306; Bull. civ., XXXV, 64. — Lorsqu'à une donation de biens présents et à venir, il n'a pas été annexé un état des dettes et

priété ou d'usufruit de biens immeubles, qui s'effectuent par décès, entre époux (1).

§ VII. — Quatre francs par cent francs.

1^o Les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions, et tous autres actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, à titre onéreux (2).—Les adjudications à la folle-enchère de

charges actuelles du donateur, aux termes de l'art. 1084 du Cod. civ., le donataire ne pouvant réclamer que les biens existant à l'époque du décès, il s'ensuit que le donataire n'est saisi actuellement que d'une expectative éventuelle, et que la donation n'est point passible, avant le décès, d'un droit proportionnel, comme pour mutation actuelle. Cass., 17 mai 1815, *SIR.*, XV, 1, 349; et 14 mai 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 335.—Jugé encore qu'une donation de biens présents et à venir, quoique faite par contrat de mariage au profit des époux, stipulant une réserve d'usufruit au profit du donateur, et accompagnée d'un état des dettes, n'est pas transmissible soit de propriété, soit de nue-propriété, pas même en ce qui touche les biens présents, si elle ne met les donataires en jouissance immédiate des objets donnés; qu'ainsi elle n'est passible, à l'époque du mariage, que d'un droit d'enregistrement fixe, et non d'un droit proportionnel. Cass., 1^{er} décembre 1829, *SIR.*, XXX, 1, 27.—Jugé aussi que la donation de biens présents et à venir, si elle ne comporte aucun droit de jouissance actuelle au donataire, ne comporte qu'un droit fixe d'enregistrement, alors même qu'il y est dit que le donataire pourra disposer actuellement de la nue-propriété: la faculté de disposer n'équivaut pas à la jouissance actuelle. Cass., 15 février 1830, *SIR.*, XXX, 1, 87.—Jugé enfin que le droit de mutation sur une donation de biens présents et à venir, faite par contrat de mariage avec réserve d'usufruit, n'est dû qu'au moment du décès du donateur. Cass., 28 janvier 1819, *SIR.*, XIX, 1, 262.

Les donations de biens immeubles, stipulées avec réserve d'usufruit et à charge de retour, ne peuvent être considérées comme des dispositions soumises à l'événement du décès: en conséquence, elles donnent ouverture au droit proportionnel. Cass., 12 nivose an 13, *SIR.*, V, 2, 230; Bull. civ., VII, 129.—Le partage de ses biens présents fait par un père, avec réserve d'usufruit en sa faveur et stipulation que les enfans paieront les dettes existant à son décès, ne peut être réputé donation entre-vifs; c'est une donation à cause de mort, non sujette au droit proportionnel avant la mort du père. Cass., 14 juillet 1807, *SIR.*, VII, 1, 374.—Jugé encore que la donation d'un immeuble, sous réserve d'usufruit, faite par contrat de mariage au profit de leur enfant, par un père et une mère, chacun en leur succession, pour recueillir cet immeuble en l'état où ils le laisseront au moment de leur décès, ne constitue qu'une donation à cause de mort, non susceptible du droit proportionnel de mutation avant le décès des donateurs, encore que l'immeuble soit donné en toute propriété, et que les donateurs se soient interdit la faculté de le vendre, ou de l'hypothéquer. Cass., 20 novembre 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 851.

Le paiement du droit de mutation, pour les réserves stipulées dans un acte de donation, est subordonné au cas où le donateur ne disposerait pas de l'objet réservé; il ne peut donc être dû qu'à la mort du donateur. Cass., 15 juin 1808, *SIR.*, VIII, 1, 416.—Lorsqu'un droit proportionnel a été perçu sur la totalité des biens compris dans une donation entre-vifs, il n'est pas dû un droit de mutation pour les sommes que le donataire a été chargé de payer à des tiers à titre de libéralité. Cass., 21 janvier 1808, *SIR.*, XII, 1, 158.

(1) Elevés à trois pour cent par le troisième alinéa de l'art. 53 de la loi du 28 avril 1816.—Voyez les notes sur l'art. 32 ci-dessus.

(2) Elevés à cinq francs cinquante centimes pour cent, par l'art. 52 de la loi du 28 avril 1816, compris le droit de transcription.

Le droit d'enregistrement est dû pour vente, encore que le transport de la propriété ne soit pas fait moyennant un prix en argent, qu'il soit fait à charge de remplir des conditions onéreuses. Cass., 7 février 1814, *SIR.*, XIV, 1, 264; Bull. civ., XVI, 56.—Il est également dû pour une vente faite par acte sous seing privé, mais non double, quoique cet acte puisse être annulé par la suite. Cass., 24 juin 1806, *SIR.*, VI, 2, 708.—Il en est de même pour l'acte de vente sous seing privé, portant qu'il est fait double, quoiqu'il soit revêtu seulement de la signature de l'acquéreur, lors même que la régie a trouvé cet acte dans les mains du vendeur. Cass., 13 octobre 1806, *SIR.*, VII, 2, 923; Bull. civ., VIII, 357.—Et pour l'acte de vente sous seing privé dont l'existence est subordonnée à une condition éventuelle, qui a été déposé entre les mains d'un tiers, et qui est découvert en cet état par la régie. Cass., 11 mai 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 222; Bull. civ., XXVII, 171.—Voyez encore les notes sur l'art. 4 de la présente loi.

Lorsqu'une vente a été faite moyennant un prix à déterminer par les experts que les parties se sont réservées de nommer, et que néanmoins l'évaluation du bien vendu a été provisoirement fixée pour l'assiette du droit d'enregistrement, le cas que font ensuite les experts convenus de déter-

biens de même nature sont assujéties au même droit, mais seulement sur ce

miner le prix de ce bien, n'annule pas tellement la vente qu'il ne soit dû aucun droit. Cass., 14 avril 1807, *SIR.*, VII, 2, 1248; Bull. civ., IX, 112. — Jugé cependant que la vente faite sous la condition que le prix en sera fixé par un tiers, n'opère réellement mutation de propriété qu'à partir de l'instant où ce tiers a fixé le prix de la vente : lors donc qu'un contrat de vente d'immeubles, sous condition que le prix en sera déterminé par des arbitres ou experts, est présenté à l'enregistrement, il n'y a lieu qu'à la perception d'un droit fixe, sauf à la régie d'exiger plus tard le droit de mutation, lorsque le prix de la vente aura été déterminé par les arbitres. Tribunal de Paniers, 25 avril 1825, *SIR.*, XXVI, 2, 264.

L'art. 692 du Cod. proc. qui prononce la nullité des ventes consenties par la partie saisie en matière d'expropriation, lorsqu'il y a eu dénonciation de la saisie, n'empêche pas qu'il n'y ait lieu à perception des droits d'enregistrement pour de telles ventes, si les créanciers inscrits sur les biens vendus n'ont pas provoqué la nullité, et si la vente a eu son effet entre l'acheteur et le vendeur. Cass., 17 août 1824, *SIR.*, XXV, 1, 255; et 17 avril 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 385; Bull. civ., XXXV, 85. — Même décision, encore que les parties renoncent à donner suite à la vente, et que les objets vendus aient été compris dans l'adjudication définitive, complément de l'expropriation. Cass., 5 août 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 423. — La vente de la chose d'autrui, quoique radicalement nulle, n'en est pas moins soumise au droit d'enregistrement, si la nullité n'est prononcée judiciairement qu'après la contrainte décernée. Cass., 12 février 1822, *SIR.*, XXII, 1, 421; Bull. civ., XXIV, 50.

Il ne faut ni écrit ni possession pour donner ouverture au droit de mutation pour vente d'un immeuble; il suffit qu'il y ait vente verbale consommée; et il peut y avoir vente verbale consommée, encore qu'il y ait en condition expresse de passer acte de vente. Cass., 6 septembre 1813, *SIR.*, XV, 1, 95; Bull. civ., XV, 310. — La vente verbale d'un immeuble, avouée par les deux parties, mais non suivie de l'acte qu'il avait été convenu d'en dresser, ni de tradition réelle, n'est pas soumise au droit proportionnel d'enregistrement. Cass., 3 septembre 1806, *SIR.*, VI, 1, 394. — Mais s'il y a eu tradition, il faut déclarer la vente à l'enregistrement, encore qu'il en doive être passé acte public ultérieurement. Cass., 22 mars 1808, *SIR.*, VIII, 1, 495; Bull. civ., X, 37. — La vente peut être parfaite, encore qu'elle soit faite sous condition d'être non avenue, si le prix n'est pas payé dans un délai déterminé : une telle condition est résolutoire et non suspensive. Cass., 14 novembre 1809, *SIR.*, X, 1, 291; Bull. civ., XI, 263.

Lorsque la vente d'un immeuble, faite d'abord par acte sous seing privé, moyennant un certain prix, a été, avant l'expiration des trois mois accordés pour l'enregistrement, réitérée pour un prix moindre devant notaire, et que les droits de mutation ont été perçus sur cet acte, la régie ne peut plus exiger que le premier acte de vente soit soumis à l'enregistrement : il est anéanti par le second. Cass., 12 août 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 436. — Lorsqu'un propriétaire par indivis d'un immeuble vend cet immeuble en totalité, mais avec la condition que l'acquéreur, pour devenir propriétaire incommutable, devra provoquer la licitation et se rendre adjudicataire, le droit de mutation ne doit être perçu que sur la portion appartenant au vendeur, en ce que cette portion seule est immédiatement et réellement transmise par l'acte de vente. Cass., 13 juin 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 377. — L'acte par lequel l'acquéreur s'oblige à payer au vendeur un supplément de prix, est passible du droit proportionnel d'enregistrement. Cass., 23 fructidor an 12, *SIR.*, IV, 2, 742; Bull. civ., VI, 445. — Il n'en est pas de même de la clause par laquelle, outre un prix déterminé, le vendeur a stipulé que, s'il lui convenait d'aller demeurer chez l'acquéreur, celui-ci serait tenu de le recevoir et de le nourrir, moyennant une rente annuelle. Solution de la régie, 16 septembre 1832, *SIR.*, XXXIII, 2, 168.

Lorsque, par le partage d'une société, l'un des associés reçoit dans son lot la propriété d'un immeuble dont l'usage seulement avait été mis en société par un autre associé, il y a là mutation de propriété, passible du droit proportionnel. Cass., 25 avril 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 469. — Il en est de même, lorsque l'acte de liquidation et de partage d'une société commerciale attribue à un associé un immeuble dont un autre des associés était propriétaire, et que celui-ci avait apporté dans la société. Cass., 3 janvier 1832, *SIR.*, XXXIII, 1, 573. — *Idem*, au cas de transmission faite par un associé de ses droits sur des immeubles indivis mis en commun par les copropriétaires pour former le fonds d'une société commerciale. Cass., 14 août 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 780.

L'acte par lequel une mère constitue une rente perpétuelle à son fils, pour le remplir de ses droits successifs dans l'hérédité paternelle, et le surplus, s'il y en a, en avancement de la succession future de la mère, et par lequel le fils consent à laisser à sa mère la jouissance, pendant sa vie, des biens à lui appartenant dans la succession paternelle, constitue une cession d'usufruit à titre onéreux, passible du droit proportionnel de cinq et demi pour cent. Cass., 7 avril 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 314; Bull. civ., XXV, 134. — Mais lorsqu'un enfant consent à laisser à son père l'usufruit de ses droits dans la succession maternelle, moyennant une certaine somme, si cette somme n'est payée par le père qu'à valoir sur les droits de l'enfant dans la succession maternelle,

qui excède le prix de la précédente adjudication, si le droit en a été acquit-

tellement que l'enfant s'engage à la rapporter lors du partage de cette succession, cette convention ne peut être considérée comme cession d'usufruit à titre onéreux. Cass., 8 juillet 1818, *SIR.*, XIX, 1, 67. — La clause par laquelle un enfant renonce à demander compte et partage de biens lui appartenant, détenus par son père, en considération d'une dot qui lui est constituée par celui-ci, ne peut être considérée, relativement à la fixation des droits d'enregistrement, comme contenant, au profit du père, une cession en propriété ou en usufruit des biens qui sont l'objet de la renonciation. Cass., 20 mai 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 299. — L'abandon que fait une mère à ses enfants, de sa part des acquêts de communauté et de ses droits matrimoniaux, moyennant une rente de beaucoup inférieure à leur valeur vénale, doit, pour la perception du droit de mutation, être réputé à titre onéreux. Cass., 1^{er} mars 1809, *SIR.*, IX, 1, 185. — Il en est de même de la donation entre-vifs faite par un père à ses enfants, à la charge par ceux-ci de le nourrir et entretenir. Cass., 22 novembre 1808, *SIR.*, IX, 1, 106. — Et de la constitution d'une dot par un père à sa fille, moyennant la jouissance, par le père, de tous les biens de la mère décédée. Cass., 7 septembre 1807, *SIR.*, VIII, 1, 406; *Bull. civ.*, IX, 301. — Mais l'acte par lequel un père donne à son fils une certaine somme, payable en argent ou en biens fonds, au choix du donateur, n'est pas un acte translatif de propriété passible du droit de mutation. Cass., 16 brumaire an 11, *SIR.*, IV, 2, 20. — La disposition d'un contrat de mariage par laquelle un père constitue à son fils une pension viagère, à condition que celui-ci lui laissera, sa vie durant, l'usufruit de ses droits maternels, n'est pas réputée transmission d'usufruit à titre onéreux; c'est seulement une donation mobilière. Cass., 6 janvier 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 90. — L'art. 15 de la loi du 18 pluviôse an 5, qui autorisait le légitimaire à se faire payer en biens fonds, ne conférait point à ce légitimaire un droit de propriété sur les immeubles de la succession; ainsi, le paiement ultérieur de la légitime en argent n'est point réputé cession de droits immobiliers. *Circul. de la régie*, 12 frimaire an 8, *SIR.*, I, 2, 123. — Lorsqu'en paiement d'une somme donnée par contrat de mariage, il y a une réalisation d'immeubles, le droit de quatre pour cent est dû sur la réalisation, sans diminution du droit perçu pour la donation. *Décis. minist.*, 11 octobre 1808, *SIR.*, IX, 2, 33.

Il y a vente à réméré, passible du droit proportionnel, et non antichrèse, dans un contrat où l'on dit vendre à titre d'antichrèse à toujours rachetable. Cass., 4 mars 1807, *SIR.*, VII, 2, 237; *Bull. civ.*, X, 77. — Lorsque l'acte de vente ne présente qu'un acquéreur, que les tribunaux décident qu'il y a erreur, et que, dans le fait, deux ont acquis, le deuxième acquéreur doit un nouveau droit d'enregistrement pour sa moitié. Cass., 7 mars 1807, *SIR.*, VIII, 1, 488; *Bull. civ.*, X, 27. — La forme de la transaction par laquelle on reconnaît n'avoir jamais été propriétaire, n'empêche pas la régie de percevoir un droit de mutation, s'il y a réellement transport de propriété. Cass., 9 mai 1809, *SIR.*, IX, 1, 169; *Bull. civ.*, X, 122. — Celui qui, après avoir acquis des biens alors frappés d'une saisie immobilière et dont l'acquisition était par conséquent nulle, se rend adjudicataire des mêmes biens sur la poursuite de saisie, n'est pas tenu de payer un nouveau droit de mutation sur cette seconde acquisition, qui ne fait que confirmer la première. *Délibération de la régie*, 5 septembre 1834, *SIR.*, XXXIV, 2, 673.

L'acte par lequel un cohéritier se reconnaît rempli de son lot, moyennant une certaine somme, ne doit pas être considéré comme un partage quand il n'a pas été précédé des formes constitutives d'un partage : c'est un acte de cession de droits successifs passible du droit proportionnel. Cass., 31 mars 1817, *SIR.*, XVII, 1, 223; *Bull. civ.*, XIX, 92. — Il y a également lieu à la perception du droit proportionnel, quoique l'acte par lequel le transport de droits successifs a lieu, terminant un procès, ne puisse être qualifié vente ni cession, mais soit une vraie transaction. Cass., 2 février 1808, *SIR.*, VIII, 1, 143; *Bull. civ.*, X, 10. — Lorsqu'un frère constitue en dot à sa sœur acceptante une somme destinée à la remplir de ses droits successifs paternels et maternels, il y a cession de droits successifs passible du droit proportionnel : peu importe que la future se réserve de plus amples droits dans la succession de ses père et mère : on ne peut conclure de cette réserve qu'il n'y ait qu'un simple prêt dans la constitution de dot. Cass., 7 novembre 1820, *SIR.*, XXI, 1, 334; *Bull. civ.*, XXII, 289. — La transaction par laquelle l'héritier renonce, moyennant une somme déterminée, à faire valoir des droits successifs certains qui lui sont contestés, équivaut à une vente ou cession de ces mêmes droits successifs, et comme telle est passible du droit proportionnel de mutation. Cass., 7 juin 1820, *SIR.*, XXI, 1, 46; *Bull. civ.*, XXII, 188. — Mais la clause d'un contrat de mariage par laquelle le survivant des père et mère constitue en dot à son enfant une somme déterminée, pour le remplir de ses droits dans la succession du prédécédé, n'opère pas cession au profit du survivant des droits successifs de l'enfant : si donc il arrive que plus tard l'enfant abandonne au constituant des objets provenant de la succession, en remboursement de la constitution dotale, cet abandonnement doit être considéré comme une dation en paiement, susceptible du droit proportionnel d'enregistrement. Cass., 31 juillet 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 800; *Bull. civ.*, XXXV, 154. — L'abandon fait dans

té (1). — La quotité du droit d'enregistrement des adjudications de domaines

un acte de partage à l'un des héritiers, en sus de sa part héréditaire, de créances exigibles ou de prix de vente d'immeubles de la succession pour une somme égale au montant des dettes qu'il se charge d'acquitter, n'est point passible du droit proportionnel. Délibération de la régie, 4 avril 1834, *SIR.*, XXXIV, 2, 372. — Pour la liquidation du droit d'enregistrement dû à raison d'un transport de droits successifs, on doit ajouter au prix du transport le montant des dettes de la succession, encore que l'acquéreur n'en soit pas expressément chargé. *Cass.*, 20 novembre an 12, *SIR.*, VII, 2, 938; *Bull. civ.*, VI, 119. — Mais, lorsqu'il résulte des stipulations particulières de l'acte de cession, que le cessionnaire de droits successifs n'est saisi que de l'actif net de la succession, et n'est chargé d'acquitter les dettes qu'en qualité de mandataire des héritiers, et avec les deniers provenant de l'aliénation des biens de l'hérédité, on ne doit pas, pour la perception du droit, ajouter au prix exprimé dans l'acte le montant des dettes, ces dettes ne pouvant alors être considérées comme charges de la cession. *Cass.*, 5 mars 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 486.

Le droit proportionnel d'enregistrement sur une vente (non enregistrée), consentie par plusieurs personnes, et dont l'exécution est demandée par l'une d'elles dans son seul intérêt, n'est exigible que sur la portion du prix revenant au demandeur, et non sur la totalité du prix de la vente. *Cass.*, 26 août 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 531.

Le droit d'enregistrement, tel qu'il est fixé par la loi du 22 frimaire an 7 pour les contrats de vente entre particuliers, est dû pour toutes les acquisitions faites pour le compte des départemens, arrondissemens et communes. Décret du 27 février 1811, *SIR.*, XII, 2, 98. — Les acquisitions faites par les communes, de maisons destinées à être démolies pour l'agrandissement des places et rues, ne sont pas affranchies du droit proportionnel d'enregistrement comme les acquisitions faites par l'état, encore que les démolitions profitent à l'état, en facilitant l'accès sur une voie publique, propriété domaniale; les communes doivent acquitter le droit, sauf à en faire rejeter, s'il y a lieu, une partie sur l'état. *Cass.*, 18 novembre 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 16; *Bull. civ.*, XXV, 456. — L'exemption du droit de mutation, accordée à une ville, pour l'acquisition de terrains destinés à son embellissement, et pour la revente de ces mêmes terrains, bâtis ou non bâtis, ne peut profiter qu'à la ville elle-même, et nullement aux acquéreurs chargés de construire pour leur compte. *Cass.*, 27 août 1816, *SIR.*, XVI, 1, 437; *Bull. civ.*, XVIII, 197. — Les arrêtés des préfets qui prononcent la maintenue en possession provisoire des détenteurs de domaines nationaux, donnent ouverture au droit proportionnel sur le capital au denier vingt de la redevance que le détenteur est obligé de payer. Décis. minist., 27 juin 1829, *SIR.*, IX, 2, 311. — Les concessions de terrains dans les cimetières, pour être affectés à la sépulture des membres d'une famille, sont passibles du droit proportionnel de mutation. Décis. minist., 7 novembre 1809, *SIR.*, X, 2, 9. — Les possesseurs de domaines engagés qui obtiennent leur confirmation, moyennant un supplément de prix, sont passibles de ce même droit. *Cass.*, 12 avril 1808, *SIR.*, VIII, 1, 522; *Bull. civ.*, X, 76.

La répudiation d'une donation de biens présens, faite et acceptée par contrat de mariage, constitue une rétrocession passible du droit proportionnel. *Cass.*, 28 juillet 1806, *SIR.*, VI, 1, 334. — Il en est de même d'un réméré exercé après le délai fixé par le contrat de vente, quoiqu'en vertu d'une prorogation accordée par la justice. *Cass.*, 22 brumaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 715; *Bull. civ.*, VII, 476. — Et de l'acte sous seing privé portant qu'une vente faite par acte public antérieur, est feinte et simulée. *Cass.*, 14 ventose an 13, *SIR.*, XX, 1, 476; *Bull. civ.*, VII, 218; et 7 août 1807, *SIR.*, VII, 2, 750; *Bull. civ.*, VII, 476. — A moins que l'acte sous seing privé n'ait acquis date certaine dans les vingt-quatre heures de l'acte de vente. *Cass.*, 25 octobre 1808, *SIR.*, X, 1, 167; *Bull. civ.*, X, 299. — La résiliation consentie volontairement par l'acquéreur d'un bien de mineur, pour éviter les chances d'une action en rescision pour lésion, constitue une véritable rétrocession d'immeubles donnant ouverture au droit proportionnel. *Cass.*, 5 germinal an 13, *SIR.*, V, 2, 231; *Bull. civ.*, VII, 267. — Jugé encore que la rescision pour

(1) Sous l'empire de cette disposition, l'adjudicataire qui a été dépouillé par la revente sur folle-enchère est tenu de l'excédant du prix de la première adjudication sur celui de la revente. *Cass.*, 27 mai 1823, *SIR.*, XXXIII, 1, 234 (à la note); *Bull. civ.*, XXV, 224. — Jugé encore que le droit perçu sur le prix d'une adjudication n'est soumis à aucune restitution, au cas de revente sur folle-enchère, bien que le prix de la seconde adjudication soit inférieur à celui de la première. *Cass.*, 6 février 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 233; *Bull. civ.*, XXXV, 23. — Enfin, l'adjudicataire sur folle-enchère devait rembourser à l'adjudicataire évincé les droits de mutation et de transcription acquittés par celui-ci, encore même qu'il eût fait transcrire son contrat. *Cass.*, 6 juin 1811, *SIR.*, XI, 1, 264.

Voyez l'art. 52 de la loi du 28 avril 1816, dont il résulte que le droit d'enregistrement sur les adjudications par suite de folle-enchère est élevé à cinq francs cinquante centimes pour cent.

nationaux sera réglée par des lois particulières (1). — 2° Les baux à rentes perpétuelles de biens immeubles, ceux à vie, et ceux dont la durée est illimitée (2). — 3° Les déclarations ou élections de command ou d'ami, par suite

cause de lésion, non prononcée en justice, mais consentie par acte passé entre les parties, est considérée comme une rétrocession, et comme telle passible du droit proportionnel. Cass., 10 octobre 1810, *SIR.*, XI, 1, 36; *Bull. civ.*, XII, 219. — Jugé même que la rescision pour cause de lésion de plus des sept douzièmes, prononcée en justice, mais du consentement des parties, est considérée comme une rétrocession passible du droit proportionnel. Cass., 11 novembre 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 834; *Bull. civ.*, XXV, 183. — Lorsqu'un droit ou supplément de droit d'enregistrement est acquis au fise d'après un contrat de vente, la rescision pour lésion ne fait pas cesser l'obligation de payer le droit, lors même que ce droit serait encore dû au moment où la rescision est prononcée. Cass., 18 février 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 238; *Bull. civ.*, XXXI, 30. — Il y a lieu à perception des droits proportionnels de vente et de rétrocession, lorsqu'un jugement reconnaît l'existence d'une rétrocession, et en constate l'exécution partielle, quand même ce jugement déclarerait la rétrocession résolue et comme n'ayant jamais existé, s'il n'a prononcé ainsi que faute par le cessionnaire d'avoir entièrement soldé le prix de la rétrocession. Cass., 11 avril 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 145; *Bull. civ.*, XXVII, 135. — Il y a également lieu à la perception du droit proportionnel pour rétrocession sur le jugement qui prononce la résiliation d'un bail, pour cause d'inexécution des engagements du preneur. Cass., 14 août 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 737. — Mais le droit proportionnel ne peut être perçu sur un jugement qui prononce la résolution d'une vente consentie par un interdit, même avant son interdiction. Délibération de la régie, 4 novembre 1831, *SIR.*, XXXIII, 2, 224.

La résolution conditionnelle d'une vente, prononcée par jugement, ne donne ouverture au droit de mutation qu'au moment où la condition est accomplie. Cass., 27 mai 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 31. — Le droit d'enregistrement est dû sur les jugemens par défaut comme sur les jugemens contradictoires, en matière de rétrocession; et, si le droit a été perçu légalement sur le jugement par défaut, il n'y a pas lieu à restitution, au cas de rétractation du défaut par un jugement contradictoire. Cass., 6 décembre 1820, *SIR.*, XXI, 1, 241; *Bull. civ.*, XII, 327. — Un jugement prononçant la résolution d'une vente d'immeubles est sujet au droit proportionnel d'enregistrement dans les vingt jours sur la minute, alors même qu'il y aurait appel. Cass., 21 novembre 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 84; *Bull. civ.*, XIX, 303.

Voyez encore les notes sur l'art. 68, § 3, n° 7 : elles se rapportent au cas où la résiliation d'une vente d'immeubles a été prononcée par jugement, pour cause de nullité radicale.

(1) Elle a été fixée à deux pour cent par l'art. 6 de la loi du 15 floréal an 10 (5 mai 1802).

La déchéance encourue par des acquéreurs de domaines nationaux ne les dispense pas de payer le droit proportionnel sur leurs contrats d'acquisition. Cass., 24 ventose an 10, *SIR.*, II, 2, 350; *Bull. civ.*, IV, 238; et 4 ventose an 11, *SIR.*, III, 1, 256. — Lorsque l'adjudicataire d'un bien national a été dépossédé pour n'avoir pas payé dans les délais fixés, la seconde adjudication faite au profit de cet adjudicataire n'est pas une revente sur folle-enchère soumise au droit fixe, mais une nouvelle mutation passible d'un droit proportionnel d'enregistrement. Cass., 18 vendémiaire an 12, *SIR.*, IV, 2, 647; *Bull. civ.*, VI, 5.

(2) Ces actes sont considérés comme des ventes, et par conséquent les droits ont été élevés à cinq francs cinquante centimes pour cent francs, par l'art. 52 de la loi du 28 avril 1816.

Lorsque les parties stipulent dans un bail fait pour trois années que celle qui voudra s'en désister sera tenue d'avertir l'autre six mois à l'avance, sinon que le bail continuera sans terme jusqu'à ce que l'un ou l'autre des contractans fasse sa renonciation de la même manière, aux mêmes clauses et conditions, ce bail doit être réputé d'une durée illimitée et enregistré comme tel. Cass., 7 germinal an 12, *SIR.*, IV, 2, 683; *Bull. civ.*, VI, 212.

Les baux à vie sont passibles du droit proportionnel de quatre pour cent, alors même que, par la suite, ces baux n'auraient pas obtenu tous les effets qu'ils devaient naturellement produire. Cass., 15 novembre 1808, *SIR.*, X, 1, 118; *Bull. civ.*, X, 324. — Lorsque, dans un contrat de mariage, l'un des époux laisse à son père le droit d'administrer ses immeubles personnels, et d'en percevoir les revenus jusqu'au décès d'un tiers, moyennant une pension annuelle, cette clause présente tout à la fois une constitution de pension dotale et un bail à vie, passible du droit proportionnel. Cass., 10 mars 1819, *SIR.*, XIX, 1, 387; *Bull. civ.*, XX, 89. — La rétrocession d'un bail à vie ne peut être assimilée, pour la perception du droit d'enregistrement, à la réunion d'un usufruit à la propriété, pour laquelle il ne serait dû qu'un droit fixe; peu importe que la rétrocession ait lieu au profit du propriétaire; le droit proportionnel est dû dans tous les cas. Cass., 18 janvier 1825, *SIR.*, XXV, 1, 234; *Bull. civ.*, XXVII, 33.

Les baux à domaine congéable doivent être, pour la perception des droits d'enregistrement, considérés non comme des baux d'une durée illimitée, mais comme des baux dont la durée est limitée à un an; les colons ou domaniers pouvant, tous les ans, soit être congédiés par le pro-

d'adjudications ou contrats de vente de biens immeubles, autres que celles des domaines nationaux, si la déclaration est faite après les vingt-quatre heures de l'adjudication ou du contrat, ou lorsque la faculté d'élire un command n'y a pas été réservée (1). — 4° Les parts et portions indivises de biens immeubles acquises par licitation (2). — 5° Les retours d'échanges et de partages de biens immeubles (3). — 6° Les retraits exercés après l'expiration des délais convenus par les contrats de vente sous faculté de réméré (4).

§ VIII. — Cinq francs par cent francs.

1° Les donations entre-vifs de biens immeubles en propriété ou usufruit, par des collatéraux et autres personnes non parentes. — *Il ne sera perçu que moitié droit, si elles sont faites par contrat de mariage aux futurs* (5). — 2° Les mutations de biens immeubles en propriété ou usufruit, qui s'effectuent par décès entre collatéraux et personnes non parentes, soit par succession, soit par testament ou autre acte de libéralité à cause de mort (6).

priétaire convenancier, soit se retirer eux-mêmes, lorsqu'il n'existe pas de convention particulière sur la durée du bail. Cass., 19 juin 1828, Sir., XXVIII, 1, 243. — La cession d'un droit de congément doit à l'enregistrement le droit proportionnel de mutation sur la valeur des édifices et superficies dont le nouveau domanier devient propriétaire : ce n'est pas le cas d'appliquer les règles établies pour les transports de meubles. Cass., 25 nivose an 10, Sir., VII, 2, 509; Bull. civ., IV, 145. — Pour former l'évaluation totale du prix de la cession d'un bail à domaine congéable, consentie moyennant une somme d'argent, et à la charge d'une rente convenancière due par le cédant au bailleur du domaine congéable, et asseoir, par suite, le droit proportionnel d'enregistrement, il faut réunir la somme d'argent au capital de la rente convenancière. Cass., 13 novembre 1826, Sir., XXVII, 1, 281; Bull. civ., XXVIII, 331.

(1) Elevés à cinq francs cinquante centimes pour cent, par suite de l'art. 52 de la loi du 28 avril 1816. — Voyez ci-dessus les notes sur l'art. 68, § 1^{er}, n° 24.

(2) Voyez la loi du 28 avril 1816, art. 52, et les notes.

(3) Elevés à cinq francs cinquante centimes pour cent par l'art. 52 de la loi du 28 avril 1816. — Voyez la note sur le § 5, n° 3, du présent article.

Lorsqu'un immeuble donné à l'un des héritiers et rapporté à la succession, est compris dans le lot du donataire, à la charge par lui de payer une certaine somme à ses cohéritiers, cette somme ne peut être considérée comme une soulte sujette au droit d'enregistrement. Solution de la régie, 12 juin 1832, Sir., XXXII, 2, 544.

(4) Elevés à cinq francs cinquante centimes pour cent par le même art. 52 de la loi de 1816. — Voyez aussi les notes du § 2, n° 11, ci-dessus.

(5) Ce droit, d'abord porté à sept francs pour cent pour les personnes non parentes, ou au-delà du degré successible, par l'art. 53 de la loi du 28 avril 1816, a été ensuite élevé par l'art. 33 de la loi du 21—28 avril 1832, savoir : pour les donations entre frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces, hors contrat de mariage, à six francs cinquante centimes pour cent ; par contrat de mariage à quatre francs cinquante centimes pour cent ; pour les donations entre grands-oncles, grand'-tantes, petits-neveux et petites-nièces, cousins germains, hors contrat de mariage, sept francs pour cent ; par contrat de mariage, cinq francs pour cent ; entre parens au-delà du quatrième degré et jusqu'au douzième, hors contrat de mariage, huit francs pour cent ; et par contrat de mariage, cinq francs cinquante centimes pour cent ; enfin, entre personnes non parentes, hors contrat de mariage, neuf francs pour cent ; par contrat de mariage, six francs pour cent.

La transaction par laquelle un héritier collatéral, revendiquant la succession de son parent, cède ses droits à cette succession pour une somme déterminée, à l'enfant naturel qui l'avait appréhendée et qui avait acquitté les droits de mutation en ligne directe, ne donne pas lieu à une nouvelle mutation en ligne collatérale. Cass., 24 floréal an 13, Sir., V, 2, 339.

(6) Ces droits qui avaient d'abord été portés à sept francs pour cent pour les personnes non parentes, ou au-delà du degré successible, par l'art. 53 de la loi du 28 avril 1816, ont été ensuite élevés par l'art. 33 de la loi précitée du 21—28 avril 1832, savoir : entre frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces, à six francs cinquante centimes pour cent ; entre grands-oncles, grand'-tantes, petits-neveux et petites-nièces, cousins germains, à sept pour cent ; entre parens au-delà du quatrième degré jusqu'au douzième, à huit francs pour cent ; et entre personnes non parentes, à neuf francs pour cent. L'art. 53 de la loi de 1816 porte en outre que, lorsque l'époux sur-

TITRE XI. — *Des actes qui doivent être enregistrés en débet ou gratis, et de ceux qui sont exempts de cette formalité.*

70. Seront soumis à la formalité de l'enregistrement, et enregistrés en débet ou gratis, ou exempts de cette formalité, les actes ci-après, savoir :

§ I^{er}. — A enregistrer en débet.

1° Les actes et procès-verbaux des juges de paix pour faits de police. — 2° Ceux faits à la requête des commissaires du directoire exécutif près les tribunaux. — 3° Ceux des commissaires de police (1). — 4° Ceux des gardes établis par l'autorité publique pour délits ruraux et forestiers (2). — 5° Les actes et jugemens qui interviennent sur ces actes et procès-verbaux. — *Il y aura lieu de suivre la rentrée des droits d'enregistrement de ces actes, procès-verbaux et jugemens, contre les parties condamnées, d'après les extraits des jugemens qui seront fournis aux préposés de la régie par les greffiers* (3).

§ II. — A enregistrer gratis.

1° Les acquisitions et échanges faits par la république ; les partages de biens entre elle et des particuliers, et tous autres actes faits à ce sujet (4). — 2° Les exploits, commandemens, significations, sommations, établissemens de garnison, saisies, saisies-arrêts et autres actes, tant en action qu'en défense ; ayant pour objet le recouvrement des contributions directes et indirectes, et de toutes autres sommes dues à la république, à quelque titre et pour quelque objet que ce soit, même des contributions locales, lorsqu'il s'agira de cotes de vingt-cinq francs et au dessous, ou de droits et créances non excédant en total la somme de vingt-cinq francs (5). — 3° Les

vivant ou les enfans naturels sont appelés à la succession, à défaut de parens au degré successible, ils doivent être considérés, quant à la quotité des droits, comme personnes non parentes.

La propriété des fonds concédés à titre de bail héréditaire appartient au preneur, sous la charge par lui de remplir les conditions de son bail ; tellement que les biens compris dans le bail doivent être réputés faire partie de la succession du preneur, et sont dès lors soumis, à son décès, au droit de mutation. Cass., 28 janvier 1833, Sir., XXXIII, 1, 196 ; Bull. civ., XXXV, 16.

(1) Les procès-verbaux des officiers de police judiciaire, qui ne tendent qu'à constater des contraventions punissables de peines correctionnelles, sont soumis à l'enregistrement. Cass., 3 septembre 1808, Sir., VII, 2, 1147.

(2) Et ceux des gardes du génie, suivant l'art. 3 de la loi du 29 mars 1806.

(3) Voyez les art. 4 et 5 de l'ordonnance du 22—30 mai 1816, et l'art. 74 de la loi du 25—26 mars 1817, qui confirment toutes les dispositions ci-dessus.

(4) Voyez ci-dessus les notes qui accompagnent l'art. 69, § 7, n° 1. — Il faut ajouter au nombre des actes à enregistrer gratis ceux faits au profit de l'état pour expropriation pour cause d'utilité publique, d'après l'art. 26 de la loi du 8 mars 1810.

(5) Par l'art. 6 de la loi du 16—17 juin 1824, la somme jusqu'à laquelle l'acte de poursuite doit être enregistré, *gratis*, a été portée à cent francs. Il existe aussi un grand nombre d'actes qui, par des lois spéciales, ont été admis à l'enregistrement gratis. Tels sont : 1° les inventaires dressés par les détenteurs de tissus français ou cotons filés pour suppléer la marque de fabrique, enregistrés dans les quinze jours de leur date (art. 41 de la loi du 21—23 avril 1818, sur les douanes) ; 2° les dispenses d'âge pour mariage, délivrées aux personnes reconnues indigentes (art. 77 de la loi du 15—16 mai 1818) ; 3° les reconnaissances d'enfans naturels par des personnes indigentes (même article) ; 4° les actes judiciaires en matière électorale (loi du 2—10 juillet 1828, art. 18) ; 5° les actes de poursuite, jugemens et arrêts concernant la garde nationale (art. 121 de la loi du 22—25 mars 1831) ; 6° les actes et jugemens relatifs à la navigation du Rhin (art. 11 de la loi du 21—26 avril 1832) ; 7° les recours contre les arrêtés des conseils de préfecture en matière de contributions personnelle et mobilière, ou des portes et fenêtres (art. 30 de la loi du 21—23 avril 1832) ; 8° et enfin les plans, procès-verbaux, certificats, jugemens, contrats, quittances et autres actes faits en vertu de la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (art. 58 et 63 de la loi du 7—9 juillet 1833).

actes des huissiers et gendarmes, dans les cas spécifiés par le paragraphe suivant, nombre 9 (1).

§ III. — Exempts de la formalité de l'enregistrement.

1° Les actes du corps législatif et ceux du directoire exécutif. — 2° Les actes d'administration publique non compris dans les articles précédens (2). — 3° Les inscriptions sur le grand-livre de la dette publique, leurs transferts et mutations, les quittances des intérêts qui en sont payés, et tous les effets de la dette publique inscrits ou à inscrire définitivement (3). — 4° Les rescptions, mandats et ordonnances de paiement sur les caisses nationales, leurs endossemens et acquits. — 5° Les quittances de contributions, droits, créances et revenus payés à la nation; celles pour charges locales, et celles des fonctionnaires et employés salariés par la république, pour leurs traitemens et émolumens (4). — 6° Les ordonnances de décharge ou de réduction, remise ou modération d'imposition, les quittances y relatives, les rôles et extraits d'iceux. — 7° Les récépissés délivrés aux collecteurs, aux receveurs de deniers publics et de contributions locales, et les comptes de recettes ou gestions publiques. — 8° Les actes de naissance, sépultures et mariages, reçus par les officiers de l'état civil, et les extraits qui en sont délivrés (5). — 9° Tous

(1) Voyez l'art. 1^{er} de l'ordonnance précitée du 22—30 mai 1816, portant que les procès-verbaux, actes et jugemens en matière criminelle, lorsqu'il n'y a pas de partie civile, continuent à être exempts de la formalité de l'enregistrement, ou enregistrés *gratis*, conformément à la présente disposition; et l'art. 75 de la loi du 25 mars 1817, qui applique l'enregistrement *gratis* aux actes de procédures et jugemens à la requête du ministère public, ayant pour objet : 1° de réparer les omissions et faire les rectifications sur les registres de l'état civil, d'actes concernant des individus notoirement indigens; 2° de remplacer les registres de l'état civil perdus ou incendiés par les événemens de la guerre, et de suppléer aux registres qui n'auraient pas été tenus.

(2) Voyez l'art. 80 de la loi de finances du 15—16 mai 1818, qui exempte de l'enregistrement tous les actes, arrêtés et décisions des autorités administratives non spécifiés dans l'art. 78 de la même loi.

(3) Confirmé par la loi du 4 thermidor an 8 (23 juillet 1800).

Lorsque, par traité entre la France et un gouvernement étranger, une inscription de rentes a été délivrée à ce gouvernement, en paiement de créances de ses sujets sur la France, pour leur être distribuée, la cession faite par un de ces créanciers, de sa créance, doit être considérée comme transfert de rentes sur l'état et exempte du droit d'enregistrement. Cass., 14 décembre 1820, *SIR.*, XXI, 1, 391. — Les rentes sur l'état, qui passent exemptes de tout droit d'enregistrement entre les mains de l'héritier ou légataire universel, ne donnent ouverture à aucun droit de mutation, à raison de l'emploi qui peut être fait ensuite du capital de ces mêmes rentes, à l'acquiescement des legs particuliers de sommes d'argent qui n'existaient pas en nature dans la succession. Cass., 28 janvier 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 100. — L'exemption du droit proportionnel d'enregistrement, établie en faveur des transferts de rentes sur l'état, ne s'étend pas aux stipulations auxquelles ces transferts peuvent donner lieu, et qui sont susceptibles par elles-mêmes du droit proportionnel. Cass., 7 novembre 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 85; *Bull. civ.*, XXVIII, 327. — Cependant, un prêt en rentes sur l'état doit, pour la perception du droit d'enregistrement, être considéré comme un transfert de rentes, et, à ce titre, il est exempt du droit proportionnel. Solution de la régie, 12 octobre 1832, *SIR.*, XXXIII, 2, 168.

Voyez encore l'art. 10 de la loi du 22 floréal an 7 (11 mai 1799), qui exempte du droit d'enregistrement les certificats de vie pour les rentes et pensions délivrés sans frais par les municipalités; et le décret du 21 août 1806, art. 10, qui porte une disposition semblable à l'égard des certificats de vie délivrés, pour le même objet, par les notaires certificateurs.

(4) Les états, extraits et certificats fournis par les conservateurs des hypothèques, sont considérés comme des quittances de droits et salaires, et en conséquence dispensés de l'enregistrement. Décis. minist., 21 mai 1809, *SIR.*, X, 2, 331.

(5) Ces actes sont assujétis aux droits de deux et cinq francs fixes, lorsqu'ils portent reconnaissance d'enfans naturels seulement (art. 43 et 45 de la loi du 28 avril 1816), excepté pour les indigens (art. 77 de la loi du 15 mai 1818).

Les certificats constatant l'absence du père, et délivrés au fils qui veut se marier, sont soumis au droit fixe d'un franc, comme tout autre certificat: on ne peut les considérer comme actes

les actes et procès-verbaux (excepté ceux des huissiers et gendarmes, qui doivent être enregistrés, ainsi qu'il est dit au paragraphe précédent, nombre 3), et jugemens concernant la police générale et de sûreté, et la vindicte publique. — 10° Les cédules pour appeler au bureau de conciliation, sauf le droit de la signification (1). — 11° Les légalisations de signature d'officiers publics. — 12° Les affirmations de procès-verbaux des employés, gardes et agens salariés par la république, faits dans l'exercice de leurs fonctions. — 13° Les engagements, enrôlemens, congés, certificats, cartouches, passeports, quittances de prêts et fournitures, billets d'étape, de subsistance et de logement, tant pour le service de terre que pour le service de mer, et tous autres actes de l'une et l'autre administration non compris dans les articles précédens. — Sont aussi exceptés de la formalité de l'enregistrement, les rôles d'équipages et les engagements de matelots et gens de mer de la marine marchande et des armemens en course. — 14° Les passeports délivrés par l'administration publique. — 15° Les lettres de change tirées de place en place; celles venant de l'étranger ou des colonies françaises; les endossements et acquits de ces effets, et les endossements et acquits des billets à ordre et autres effets négociables (2). — 16° Les actes passés en forme authentique avant l'établissement de l'enregistrement, dans l'ancien territoire de France, et ceux passés également en forme authentique, ou sous signature privée, dans les pays réunis, et qui y ont acquis une date certaine suivant les lois de ces pays, ainsi que les mutations qui se sont opérées par décès, avant la réunion desdits pays (3).

TITRE XII. — *Des lois précédentes sur l'enregistrement, et de l'exécution de la présente.*

71. Il sera établi de nouvelles bases pour l'administration de l'enregistrement, par une loi particulière. — En attendant, les lois qui existent sur son organisation, sa manutention et ses frais de régie, continueront d'être exécutées.

72. La formalité de l'insinuation des donations entre-vifs continuera d'être donnée dans les bureaux de recette de l'enregistrement, dans les for-

de décès, quoiqu'ils en tiennent lieu. Cass., 20 octobre 1813, SIR., XIV, 1, 13; Bull. civ., XIII, 329.

(1) Voyez la loi du 18 thermidor an 7 (5 août 1799), qui applique l'exemption à toutes les cédules délivrées par le juge de paix.

(2) Portés à vingt-cinq centimes pour cent par l'art. 50 de la loi du 28 avril 1816 : voyez aussi l'art. 6 de la loi du 1^{er} mai 1822, additionnel à cet art. 50.

L'exemption des droits d'enregistrement accordée aux lettres de change ne doit pas être étendue aux actes de cette espèce passés devant notaire. Décis. minist., 22 novembre 1810, SIR., X, 2, 510. — Et ces actes doivent être enregistrés dans le délai fixé pour les actes notariés. Cass., 10 février 1834, SIR., XXXIV, 1, 87. — Ni à plus forte raison au transport d'une obligation notariée, stipulée payable à ordre. Cass., arrêt précité du 5 pluviose an 11, SIR., III, 2, 274; Bull. civ., V, 129.

(3) Les actes sous seing privé, passés dans les pays réunis, ne sont dispensés de la formalité de l'enregistrement, qu'autant qu'ils ont acquis date certaine avant la réunion. Cass., 8 frimaire an 12, SIR., IV, 2, 661; Bull. civ., VI, 57; et 12 janvier 1814, SIR., XIV, 1, 247; Bull. civ., XVI, 12. — Les actes sous seing privé, passés dans les pays réunis, avant leur réunion à la France, et qui, dès avant la réunion, avaient acquis une date certaine, aux termes de la loi locale, sont dispensés de l'enregistrement, encore qu'ils n'aient pas été visés, conformément aux arrêtés des 7 fructidor an 7, 3 nivose et 19 ventose an 8. Cass., 29 brumaire an 12, SIR., IV, 1, 148; Bull. civ., VI, 52. — Dans le ci-devant pays de Nice, un acte sous seing privé n'était pas dispensé de l'enregistrement, quoique ayant une date antérieure à la réunion, si, avant la réunion, il n'avait été insinué et revêtu du sceau de l'insinuation (formalité nécessaire pour rendre sa date certaine). Cass., 5 septembre 1808, SIR., VII, 2, 1023; Bull. civ., X, 253.

mes et sous les peines portées par les lois subsistantes, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

73. Toutes les lois rendues sur les droits d'enregistrement, et toutes dispositions d'autres lois y relatives, sont et demeurent abrogées pour l'avenir. — Elles continueront d'être exécutées à l'égard des actes faits et des mutations par décès effectuées avant la publication de la présente. — Les affaires actuellement en instance seront suivies d'après les lois en vertu desquelles elles ont été intentées. — La présente sera exécutée à compter du jour de sa publication.

N° 18. = 27 frimaire an 7 (17 décembre 1798). = **PROCLAMATION** contenant désignation de neuf départemens dans lesquels sont établis les poinçons de recense pour la garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent (1). (II, Bull. CCLII, n° 2315.)

N° 19. = 27 frimaire an 7 (17 décembre 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant le poinçon à apposer sur les ouvrages d'orfèvrerie fabriqués dans les ci-devant provinces où le droit de contrôle et de marque n'avait pas lieu, et dans les pays conquis et réunis à la république française. (II, Bull. CCLII, n° 2316.)

Art. 1^{er}. Le poinçon de recense, désigné dans l'article 82 de la loi du 19 brumaire an 6 (2), ne sera point apposé sur les ouvrages d'orfèvrerie fabriqués dans les ci-devant provinces où le droit de contrôle et de marque desdits ouvrages n'avait pas lieu, ainsi que dans les pays conquis et réunis à la république française.

2. Lesdits ouvrages seront empreints du poinçon portant les lettres ET, désignés dans l'article 23 de la même loi, lequel tiendra lieu de poinçon de recense, et sera apposé sans frais.

3. L'apposition dudit poinçon ne pourra se faire gratuitement que pendant deux mois, à compter de la publication du présent arrêté ; passé lequel délai, lesdits ouvrages seront soumis à l'essai, seront titrés et paieront le droit de garantie.

N° 20. = 29 frimaire an 7 (19 décembre 1798). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant l'organisation de la régie chargée de percevoir l'octroi municipal établi pour la commune de Paris (3). (II, Bull. CCXLIX, n° 2258.)

N° 21. = 2 nivose an 7 (22 décembre 1798). = **LOI** qui rapporte celles prohibitives de l'exportation du poisson. (II, Bull. CCL, n° 2268 ; B., LXXV, 5.)

N° 22. = 3 nivose an 7 (23 décembre 1798). = **LOI** relative à la clôture et au remboursement de l'emprunt contre l'Angleterre (4). (II, Bull. CCLI, n° 2302 ; B., LXXV, 6.)

N° 23. = 3 nivose an 7 (23 décembre 1798). = **LOI** sur la répartition des con-

(1) Voyez, sur la garantie des matières d'or et d'argent, la loi générale du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes qui résument toute la législation.

(2) Voyez la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes.

(3) L'octroi de Paris a été réorganisé sur des bases entièrement différentes par l'ordonnance du 23 décembre 1814, qui rend le présent arrêté sans objet.

Voyez la loi du 27 vendémiaire an 7 (18 octobre 1798), portant établissement de l'octroi de Paris, et les notes.

(4) Ouvert par la loi du 16 nivose an 6 (5 janvier 1798).

tributions personnelle, mobilière et somptuaire, pour l'an 7. (II, Bull. CCL, n° 2269; B., LXXV, 8).

N° 24. = 3 nivose an 7 (23 décembre 1798). = *Loi sur le mode d'assiette, de perception et de dégrèvement, dans l'intérieur des départemens, de la contribution personnelle, mobilière et somptuaire de l'an 7 (1). (II, Bull. CCL, n° 2270; B., LXXV, 16.)*

Agens de la répartition.

Art. 1^{er}. Les administrations centrales et municipales, et les répartiteurs,

(1) Après avoir imposé la propriété foncière, il était indispensable de demander aux revenus acquis par le travail et créés par l'économie leur part contributive dans les charges publiques. Cette portion de la richesse de la France était beaucoup plus difficile à atteindre par l'impôt, parce qu'elle échappe à tous les regards et qu'elle peut se soustraire aux investigations du fisc, par la mobilité même des valeurs qui la représentent. On chercha néanmoins à reconnaître le rapport qui existait, en 1791, entre les produits des immeubles et ceux des capitaux mobiliers, et l'on supposa, d'après les données très incertaines qui existaient alors, que ces dernières ressources étaient dans la proportion d'un cinquième avec les premières, qu'il était juste de leur imposer une contribution personnelle et mobilière de soixante millions, et de la répartir au prorata des anciennes impositions. Cette contribution fut formée de cinq taxes distinctes calculées sur trois journées de travail, sur le nombre des domestiques, sur celui des chevaux, sur les loyers des habitations, et enfin sur le vingtième du revenu présumé. La première était facile à déterminer à l'aide d'un tarif qui fixait à dix, quinze et trente sous le prix de la journée de chaque particulier non réputé indigent. C'était en effet la mesure la plus approximative des moindres facultés des contribuables, et il n'y avait rien d'arbitraire à exiger trois fois la valeur de ce faible salaire, à titre de première cotisation. La seconde et la troisième, sur les domestiques et sur les chevaux, étaient de véritables taxes somptuaires, très difficiles par leur nature à asseoir et à recouvrer, et dont le vice radical est toujours de détruire la matière même de l'impôt, et de ne pas frapper exclusivement sur celui que le tarif cherche à atteindre. Les deux dernières, qui portaient à la fois sur le revenu mobilier, établi d'après l'importance du loyer de chaque habitant, étaient perçues d'abord à raison de trois centimes du total de cette évaluation, et ensuite dans la proportion d'un vingtième de cette même somme, réduite du montant du revenu foncier dont le contribuable avait déjà payé l'impôt.

Ces diverses taxes ne pouvaient que très difficilement atteindre le contingent assigné à chaque commune: leurs résultats se trouvaient ordinairement au dessus ou au dessous de cette limite; et l'on ne parvenait à y rentrer qu'en reportant les différences en plus ou en moins sur les deux dernières taxes, au moyen de calculs aussi longs et aussi compliqués que ceux de la première répartition. Cette série d'opérations pénibles et embarrassantes pour les esprits les plus exercés à ces sortes d'appréciations mathématiques était d'une exécution presque impossible dans la plupart des communes: aussi ne parvint-on pas à établir des matrices régulières; et, dès l'année 1792, on se détermina à abandonner ces idées théoriques et inapplicables, pour tenter de nouvelles combinaisons.

Les cinq taxes précédentes furent réduites de moitié: les trois premières continuèrent à être fixes, et les deux autres, qui le devinrent aussi, furent respectivement portées au quarantième et au dix-huitième du revenu mobilier. Le régime d'impôt de quotité fut aussitôt substitué à celui de répartition; et ce nouveau système dont on espérait au moins trente millions n'en produisit que vingt-deux. Les désordres qui ont désolé la France pendant les années suivantes firent négliger cette ressource comme toutes les autres, et ce ne fut qu'en 1795 que l'on chercha de nouveaux moyens de perception, par l'établissement d'une contribution personnelle et somptuaire, soumise à l'action d'un tarif direct contre tous les redevables. Chaque individu jouissant d'un revenu de trente sous par jour était taxé à cinq francs: un droit progressif qui se doublait pour chaque unité frappait sur les cheminées, sur les domestiques, sur les chevaux et sur les voitures suspendues, avec une telle rigueur qu'il forçait la richesse elle-même à prendre les attributs de la misère, et à subir le joug de cette ruineuse égalité qui était devenue l'idole du jour. La violence de ce tarif ne permit pas de le supporter plus de deux années; et, dès le commencement de 1797, on le modifia par la création d'un jury d'équité, institué dans chaque commune pour répartir entre les particuliers une contribution personnelle, mobilière et somptuaire, dont le contingent général avait été ramené à soixante millions. Cette assemblée municipale avait seule le pouvoir de régler la cote personnelle, depuis trente sous jusqu'à cent vingt francs, d'évaluer à son gré la cote mobilière en proportion du revenu, et d'appliquer les dispositions de la loi sur les taxes somp-

chargés, en exécution du titre II de la loi du 3 frimaire dernier (1), de la répartition de la contribution foncière, sont pareillement chargés, chacun en ce qui le concerne, d'opérer la répartition de la contribution personnelle, mobilière et somptuaire de l'an 7 (2).

Opérations dans les administrations centrales.

2. Dans les cinq jours de la réception de la loi, les administrations centrales feront, entre les cantons de leur territoire, la répartition du contingent attribué à leur département dans la contribution personnelle et mobilière de l'an 7 (3).

3. Les mandemens seront adressés de suite à chaque administration mu-

tuaires précédemment établies. Un mode de répartition aussi arbitraire excita des réclamations universelles, qui firent d'abord diminuer d'un cinquième le contingent primitif, et qui obligèrent enfin à entrer dans des voies plus faciles et mieux tracées. En 1799, la quotité de cet impôt fut réduite à trente millions, d'après les bases suivantes.

Le prix de la journée de travail fut fixé à raison de la richesse relative de chaque département, depuis cinquante centimes jusqu'à un franc cinquante centimes : ce premier terme servit à multiplier le sixième de la population considérée comme la seule portion de la société qui fût impossible ; et l'on obtint ainsi un résultat de dix-neuf millions huit cent cinquante-cinq mille francs, ci.....

19,855,000 fr.

On évalua ensuite les cotes mobilières, d'après les loyers, à.....

5,645,000

Les taxes somptuaires, à.....

1,500,000

Enfin, on proposa une retenue sur les traitemens publics de.....

3,000,000

Total..... 30,000,000 fr.

Les deux dernières taxes furent maintenues comme impôt de quotité, et les deux premières comme impôt de répartition. Il était encore facile de reconnaître, dans cette cinquième refonte de la même contribution, l'influence funeste des idées qui appauvrirent la France depuis plusieurs années, en flattant les passions d'une multitude aveugle, et qui détruisaient les profits de la classe ouvrière en poursuivant les jouissances du riche. Une contribution somptuaire aura toujours les plus graves inconvéniens dans un pays où la fortune publique est assez bien répartie pour que la richesse individuelle n'y soit qu'une exception très rare au milieu de l'aisance générale. Il est constant du moins que les taxes de cette nature donnaient lieu à des plaintes très vives et à des difficultés sans cesse renaissantes dans toutes les localités : la ville de Paris n'avait pu échapper à de si graves embarras qu'avec le secours de son octroi ; et le gouvernement ne put se soustraire à tant de soins et de mécontentemens que par des exceptions nombreuses qui achevèrent la destruction de cette triste ressource, et firent consacrer sa suppression définitive, à partir de 1806.

Après cet historique, qui nous dispensera de reproduire une foule de dispositions successivement abrogées, nous allons rapporter les lois et instructions encore en vigueur, à partir de la présente loi.

Voyez la loi du 21 ventose an 9 (12 mars 1801), art. 5, et les notes, et toutes les lois de finances qui se sont succédé jusqu'à ce jour. Voyez notamment celle du 25—26 mars 1817, art. 48, portant que le remplacement du montant de la contribution personnelle et mobilière des villes ayant un octroi, peut être opéré par une perception sur les consommations ; l'ordonnance du 16—21 juillet 1826, qui prescrivit la communication, aux conseils généraux de département, des travaux de répartition ; et enfin celle du même jour, concernant l'application du dégrèvement sur la contribution personnelle et mobilière, dans les villes où cette contribution est remplacée par l'octroi.

Paris est régi par des règles spéciales.—Voyez l'arrêté du 13 vendémiaire an 12 (6 octobre 1803), et les notes.

(1) Voyez ce titre II, et les notes qui indiquent les modifications ultérieures apportées au mode de répartition.

(2) Cet article a été modifié en partie par la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), art. 6, § 3, qui charge les conseils généraux de département de la répartition entre les arrondissemens, et les conseils d'arrondissement de la répartition entre les communes.

(3) Aujourd'hui la répartition est faite pendant la session du conseil général, dont une ordonnance royale fixe annuellement l'époque et la durée, conformément à l'art. 6 de la loi du 28 pluviôse an 8.

nicipale; ils comprendront tant le principal que les centimes additionnels (1).

4. Pour opérer leur répartition, les administrations centrales procéderont ainsi qu'il est dit ci-après.

5. Elles détermineront le prix moyen de la journée de travail dans chaque canton ou commune ayant pour elle seule une administration municipale, sans néanmoins pouvoir fixer la journée de travail au dessous de cinquante centimes, ni au dessus de un franc cinquante centimes (2).

6. Après la fixation du prix de la journée de travail, les administrations centrales régleront sur cette base la contribution personnelle de chaque canton.

7. Le contingent de chaque canton, dans la contribution personnelle, sera la somme que produira le prix de trois journées de travail dans ledit canton, multiplié par le sixième de la population du même canton (3).

8. La somme totale de la contribution personnelle du département étant connue, il en sera fait distraction sur le contingent attribué par la loi au département; le restant sera réparti en contribution mobilière.

9. La contribution mobilière de chaque département sera répartie entre les cantons, un tiers à raison de la population, et les deux autres tiers à raison de la somme des patentes de chaque canton (4).

Opérations dans les administrations de canton.

10. Dans les cinq jours de la réception du mandement de l'administration centrale, les administrations de canton feront, entre les communes de leurs cantons, la répartition du contingent attribué à leur canton dans la contribution personnelle et mobilière (5).

11. La contribution personnelle de chaque commune sera la somme que produira le prix des trois journées de travail du canton, multiplié par le sixième de la population de chaque commune (6).

12. La contribution mobilière de chaque canton sera répartie entre les communes, un tiers à raison de la population, et les deux autres tiers à raison de la somme des patentes de chaque commune (7).

13. Une copie du tableau de la répartition de la contribution personnelle et mobilière entre les communes de chaque canton, sera sur-le-champ adressée à l'administration centrale du département (8).

(1) Les préfets sont maintenant chargés de l'expédition des mandemens, qui comprennent non seulement la contribution personnelle et mobilière, mais encore la contribution foncière et celle des portes et fenêtres.

(2) Confirmé par la loi du 23—23 juillet 1820, art. 28, avec cette différence que la valeur de la journée de travail doit être de nouveau réglée dans toutes les communes, à raison de leur importance et des avantages dont elles jouissent, par les conseils généraux de département, sur la proposition des préfets.

(3) Modifié par l'art. 27 de la loi du 23—23 juillet 1820, qui dispose que le contingent sera fixé d'après le nombre des contribuables passibles de la taxe personnelle, multiplié par le prix de trois journées de travail.

(4) Abrogé par l'art. 29 de la loi du 23—23 juillet 1820 : aux termes de ce même article, le contingent des départemens, des arrondissemens et des communes devait être fixé, à partir de 1821, d'après les valeurs locatives d'habitation.

(5) La répartition est faite maintenant par les conseils d'arrondissement dans la deuxième partie de leur session, dont une ordonnance royale fixe annuellement l'époque et la durée.

(6) Aux termes de l'art. 27 de la loi du 23—23 juillet 1820, le contingent personnel de chaque commune est fixé d'après le nombre d'imposables, multiplié par le prix de trois journées de travail de la commune.

(7) Abrogé par l'art. 29 de la loi du 23—23 juillet 1820, qui a substitué à ces anciennes bases celle des valeurs locatives d'habitation.

(8) Les sous-préfets sont maintenant chargés de l'envoi de ce tableau, qui comprend en outre ces contributions foncière et des portes et fenêtres.

14. L'administration centrale visera de suite, s'il n'y a pas de réclamation, chaque état ou tableau de répartition, et en fera trois expéditions, dont l'une sera envoyée à l'administration municipale, l'autre au receveur général du département, et la troisième au ministre des finances.

15. En cas de réclamation d'une commune, l'administration centrale y statuera sans délai, approuvera ou réformera le tableau de répartition, le visera ensuite pour être exécuté, et l'expédiera conformément aux dispositions de l'article précédent (1). — La réclamation d'une commune ne pourra être faite que par l'agent municipal, ou à son défaut par l'adjoint, et de l'avis des répartiteurs.

16. Aussitôt que l'administration municipale aura reçu l'état de répartition visé par l'administration centrale, elle enverra à chaque agent municipal le mandement contenant la fixation du contingent de sa commune : 1° en principal, 2° en centimes additionnels pour les fonds de non-valeur et les dépenses départementales, 3° en centimes additionnels pour les dépenses municipales, 4° en centimes additionnels pour les dépenses communales.

Opérations dans les communes.

17. Dans les cinq jours qui suivront la publication de la présente loi, tout citoyen sera tenu de faire, par lui-même ou par un fondé de pouvoir, en présence de l'agent municipal ou de l'adjoint de sa commune, une déclaration qui indiquera : — 1° Son nom et son prénom ; — 2° Son domicile ; — 3° La valeur du loyer de son habitation personnelle ; — 4° Le montant de son traitement, s'il est fonctionnaire public, commis ou employé salarié des deniers publics ; — 5° Le nombre d'hommes ou de femmes qu'il a à ses gages ; — 6° Celui des chevaux, mulets ou voitures de luxe qu'il possède ; — 7° Enfin, s'il est célibataire, marié ou veuf (2).

18. Le jour où le délai prescrit par l'article précédent sera expiré, l'agent de la commune et les répartiteurs se réuniront ; ils procéderont à l'examen des déclarations, suppléeront à celles qui n'auront pas été faites, d'après leurs connaissances locales et les preuves qu'ils pourront se procurer (3).

19. Dans les cinq jours de la réception du mandement de la contribution personnelle et mobilière de la commune, tant en principal qu'en centimes additionnels, l'agent et les répartiteurs procéderont à l'assiette du contingent de la commune.

20. La contribution personnelle de trois journées de travail sera établie

(1) C'est aujourd'hui le conseil général qui statue, d'après l'avis motivé du conseil d'arrondissement et le rapport du directeur des contributions. — Voyez la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), art. 6, § 4.

(2) On ne doit pas prendre pour base de la contribution mobilière la fortune présumée du contribuable : toutefois, si la valeur locative de la maison ne paraît pas bien certaine, le conseil de préfecture doit prendre pour base, non seulement l'expertise cadastrale, mais encore tous les éléments de nature à amener une juste appréciation de cette valeur. Arr. du cons., 29 novembre 1833, MAC., 2^e série, III, 655.

Aux termes de la loi du 26—31 mars 1831, art. 12, la déclaration ne doit plus indiquer que les noms, prénoms, profession de chaque habitant, sa demeure et la valeur locative de son habitation personnelle ; les autres indications se rapportant à des taxes supprimées.

(3) Modifié par la loi du 21—28 avril 1832, dont l'art. 17 porte que les répartiteurs, assistés du contrôleur des contributions directes, rédigeront la matrice du rôle de la contribution personnelle et mobilière, et formeront ensuite annuellement un état des mutations survenues pour cause de décès, de changement de résidence, de diminution ou d'augmentation de loyer. Ce travail concerne maintenant la direction des contributions directes.

sur chaque habitant, de tout sexe, domicilié dans la commune depuis un an, jouissant de ses droits, et qui ne serait pas réputé indigent (1).

21. La contribution personnelle étant répartie, ce qui pourra rester sur le contingent de la commune, sera réparti en contribution mobilière, au marc le franc de la valeur du loyer d'habitation personnelle de chaque habitant déjà porté à la contribution personnelle (2).

22. Au moyen de la retenue sur les salaires, les fonctionnaires et employés ne seront point assujétis à la contribution mobilière pour leurs salaires, mais seulement à raison de leurs autres facultés s'ils en ont; auquel cas les loyers d'habitation des fonctionnaires seront diminués d'un quart, à cause de la contribution mobilière exercée par la retenue du vingtième sur leur traitement (3).

23. Les loyers d'habitation des célibataires seront surhaussés de moitié de leur valeur (4).

24. Seront réputés célibataires les hommes seulement âgés de trente ans, et non mariés ni veufs. — Les femmes, de quelque âge qu'elles soient, ne seront point assujéties aux dispositions concernant les célibataires.

25. Dans les loyers d'habitation, on ne comprendra que la partie des bâtimens servant à l'habitation (5).

26. N'y seront pas compris les magasins, boutiques, auberges, usines et ateliers pour raison desquels les habitans paient patente (6).

27. Les distractions et surhaussemens ordonnés dans les articles précédens étant opérés, et les loyers d'habitation personnelle dans la commune étant connus, la répartition de la contribution mobilière, prélèvement fait de la personnelle, se fera au marc le franc desdits loyers.

28. Aussitôt que les opérations seront terminées, les rôles de la contribution personnelle et mobilière seront expédiés et mis en recouvrement dans les formes et dans les délais prescrits par la loi et par l'instruction du 22 brumaire an 6, portant création d'une agence des contributions directes (7).

29. La contribution personnelle et mobilière ne sera payable et exigible qu'au lieu du domicile du contribuable (8).

(1) Il faut avoir l'année de domicile dans la commune pour y être imposé au rôle de la contribution personnelle et mobilière. Arr. du cons., 2 mars 1832, MAC., 2^e série, II, 64. — Les domestiques attachés à l'exploitation d'une ferme ne sont pas soumis à la contribution personnelle et mobilière. Arr. du cons., 31 juillet 1833, MAC., 2^e série, III, 424.

L'art. 12 de la loi du 21—28 avril 1832 explique quels sont les individus qui doivent être considérés comme jouissant de leurs droits.

(2) Modifié par l'art. 18 de la loi du 21—28 avril 1832, qui donne aux conseils municipaux le droit de désigner les habitans qu'ils croient devoir exempter de toute cotisation, et ceux qu'ils jugent convenable de n'assujétir qu'à la taxe personnelle.

(3) La loi du 11 frimaire an 8 (2 décembre 1799), art. 9, ayant supprimé la retenue sur les salaires, les fonctionnaires sont maintenant imposés à la contribution personnelle et mobilière, d'après les règles communes à tous les autres habitans.

(4) Cette disposition n'ayant été reproduite ni dans la loi du 26—31 mars 1831, ni dans celle du 21—28 avril 1832, les célibataires sont aujourd'hui imposés d'après les mêmes bases que les autres citoyens. Décis. minist. du 30 mars 1831.

(5) L'aubergiste qui n'occupe que la moitié de son habitation, à cause de sa profession, ne doit payer la contribution mobilière que dans cette proportion. Arr. du cons., 5 décembre 1833, MAC., 2^e série, III, 675.

(6) Un cercle littéraire doit être imposé à la contribution mobilière. Arr. du cons., 31 juillet 1833, MAC., 2^e série, III, 422.

(7) La confection et l'expédition des rôles sont maintenant dans les attributions des directions des contributions directes, instituées par la loi du 3 frimaire an 8 (24 novembre 1799).

(8) Nul ne doit être imposé à la contribution mobilière qu'au lieu de sa principale habitation. Arr. du cons., 26 janvier 1809, SIR., XVII, 2, 107; et 10 janvier 1827, MAC., IX, 22. — Cette habitation principale est le lieu où l'on paie le loyer le plus élevé. Même arrêt. — Le remplace-

Assiette et perception de la taxe somptuaire (1).

30. Dans les dix jours de la publication de la présente loi, les agents et répartiteurs de chaque commune seront tenus de dresser le tableau des habitants de leur commune sujets à la taxe de luxe, et de remettre ce tableau au commissaire du directoire exécutif près de l'administration municipale, ou de lui certifier par écrit, s'il y a lieu, qu'il n'y a point matière à la taxe de luxe dans leur commune.

31. Le tableau contiendra par colonnes les noms et prénoms des contribuables, leur demeure, la quantité et la désignation des domestiques employés à leur service, ainsi que des chevaux et mulets qu'ils ont en leur possession, et des voitures de luxe dont ils font usage; trois colonnes seront réservées en blanc.

32. Le commissaire présentera le tableau mentionné en l'article ci-dessus, à l'administration municipale, dans la séance qui suivra immédiatement la remise, pour faire remplir la première des colonnes restées en blanc, de la somme due suivant le tarif de la taxe de luxe portée en la loi. — Il fera arrêter par l'administration municipale le montant des sommes fixées dans le tableau de chaque commune; il pourra faire, lors de ladite opération, telles observations qu'il jugera convenables.

33. Lorsque les tableaux fournis par l'agent de chaque commune auront été arrêtés par l'administration municipale, et que ladite administration aura suppléé aux tableaux ou aux cotes qui n'auraient pas été fournis par les agents, le commissaire enverra copie desdits tableaux au commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale.

34. Le commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale soumettra sans retard à cette administration les tableaux et rôles de la contribution somptuaire de chaque canton, pour être arrêtés par elle, tant en principal qu'en centimes additionnels: il fera toutes les réquisitions et observations qu'il jugera nécessaires.

35. Aussitôt que les administrations centrales auront arrêté lesdits tableaux, elles en enverront trois copies, l'une au ministre des finances, l'autre au receveur-général du département; et la troisième sera adressée au commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale, qui la remettra aux percepteurs des communes du canton, à l'effet d'en opérer le recouvrement, ainsi que des contributions foncière, personnelle et mobilière.

36. La taxe de luxe sera acquittée en entier dans les deux mois qui suivront la confection du rôle et sa mise en recouvrement. Les contribuables seront en conséquence avertis par le percepteur, dans les dix jours de la mise en recouvrement du rôle.

37. Les deux mois expirés, les redevables en retard seront contraints par voie de saisie.

ment de la contribution mobilière par un supplément d'octroi, ne change rien à ces règles. Arrêt précité du 10 janvier 1827. — Le contribuable qui n'a pas fait connaître son changement de domicile, doit être maintenu sur le rôle de la contribution personnelle et mobilière. Arr. du cons., 10 juillet 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 357.

Modifié d'abord par la loi du 21 ventose an 9 (12 mars 1801), et ensuite par celle du 21—28 avril 1832, d'après lesquelles la taxe personnelle est due seulement dans la commune du domicile réel, et la mobilière dans toutes les communes où l'on a une habitation meublée.

(1) Les art. 30 à 39 inclusivement sont sans application depuis que la loi du 24 avril—4 mai 1806, art. 69, a disposé qu'à compter de 1807 il ne serait plus établi de taxes somptuaires.

38. La contribution somptuaire sera exigible dans les lieux où existeront les objets de luxe.

39. Tout possesseur d'objets de luxe sera tenu de justifier, dans la commune où il transférerait lesdits objets de luxe, qu'il a payé la taxe de luxe dans la commune où ils ont été cotisés.

Mode de retenue à faire sur les salaires des fonctionnaires publics et des employés (1).

40. Dans les dix jours de la publication de la présente loi, les agens et répartiteurs de chaque commune seront tenus de dresser le tableau nominatif des fonctionnaires publics, employés et salariés des deniers publics, habitant dans le territoire de leur commune, et de remettre ce tableau au commissaire près l'administration municipale. — Le tableau contiendra, par colonnes, les noms des fonctionnaires et la somme de leurs salaires ou remises annuelles; il sera laissé trois colonnes en blanc.

41. Le commissaire présentera le tableau mentionné en l'article ci-dessus à l'administration municipale, dans la séance qui suivra immédiatement la remise, pour faire remplir la première des colonnes restées en blanc, de la somme due par retenue sur les salaires, suivant le taux prescrit par la loi pour l'an 7.

42. Le commissaire fera arrêter par l'administration le montant des sommes fixées dans le tableau de chaque commune; il pourra faire, lors de la dite opération, telles observations et réquisitions qu'il jugera convenables.

43. Lorsque les tableaux fournis par l'agent de chaque commune auront été arrêtés par l'administration municipale du canton, le commissaire du directoire exécutif réunira avec le même ordre, et en laissant deux colonnes en blanc, dans un tableau général, tous les tableaux de chaque commune du canton, et l'enverra au commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale.

44. Le commissaire près l'administration centrale soumettra sans retard à cette administration les tableaux généraux de chaque canton, pour être par elle arrêtés; il proposera les observations et fera les réquisitions qu'il jugera convenables.

45. Aussitôt après l'arrêté et *visa* du rôle des fonctionnaires par l'administration centrale, le commissaire du directoire exécutif en fera expédier trois copies, l'une au ministre des finances, l'autre au receveur général du département, et la troisième à l'administration du canton, qui en donnera connaissance aux fonctionnaires publics et employés de son arrondissement.

46. La retenue à faire sur les salaires publics, traitemens et remises, sera faite par les payeurs desdits salaires, à peine par eux d'en demeurer responsables, et de payer deux fois.

47. La retenue sera faite au fur et à mesure des paiemens, et proportionnellement sur chacun d'eux.

48. Le montant des retenues sera désigné dans chaque ordonnance de paiement.

49. Le versement des retenues se fera tous les trois mois, par chaque payeur directement, chez le receveur-général du département ou chez ses préposés.

Décharges et réductions.

50. Lorsqu'un citoyen se croira lésé dans sa cote, ou par double emploi,

(1) Les art. 40 à 49 sont sans application depuis que l'art. 9 de la loi du 11 frimaire an 8 (2 décembre 1799), a supprimé la retenue sur les salaires des fonctionnaires et employés.

où à cause de surtaxe, ou pour toute autre raison, il se pourvoira à son administration municipale (1).

51. Le pétitionnaire justifiera du paiement provisoire des termes échus de sa cote, s'il se plaint de surtaxe. Il justifiera pareillement du paiement des termes échus de l'une de ses cotes, s'il se plaint de double cote.

52. L'administration municipale prendra, sans frais, l'avis des commissaires répartiteurs de la commune du pétitionnaire, sur les faits énoncés dans la pétition (2).

53. Le commissaire du directoire exécutif sera entendu; l'administration municipale statuera dans les dix jours, et elle adressera de suite à l'administration centrale sa décision motivée (3).

54. L'administration centrale prononcera définitivement, dans les dix jours suivans, ou dans la décade qui suivra, la remise des renseignemens ultérieurs qu'elle pourra réclamer, s'il y a lieu (4).

55. Les décharges et réductions qui seront approuvées par l'administration centrale, s'opéreront tant sur le principal que sur les centimes additionnels.

56. Le montant des ordonnances de décharge de la contribution personnelle et mobilière, sera réimposé par émargement au rôle, et au marc le franc de la contribution mobilière de la commune du pétitionnaire.

57. Le montant des décharges de la taxe de luxe sera en non-valeur (5).

58. Aucune demande en décharge ou réduction ne sera admise après l'expiration des trois mois qui suivront la publication du rôle.

De la perception et recouvrement de la contribution personnelle, mobilière et somptuaire.

59. Les dispositions du titre VIII de la loi du 3 frimaire dernier, concernant la perception de la contribution foncière et l'adjudication des rôles, la surveillance et la vérification des recouvrements, demeurent communes et applicables à la perception des contributions personnelle, mobilière et somptuaire (6).

60. L'annonce de la mise en recouvrement du rôle sera publiée et affichée dans la commune (7).

Dispositions générales.

61. En cas de négligence constatée, de la part des répartiteurs, dans l'assiette et répartition de la contribution personnelle et mobilière, les répartiteurs pourront être poursuivis pour être condamnés à faire l'avance du montant des termes échus du rôle qui ne serait pas mis en recouvrement, et les administrations centrales nommeront, aux frais des répartiteurs, des commissaires chargés de faire la répartition à leur lieu et place.

62. Les sommes payées en à-compte sur la contribution personnelle,

(1) Les pétitions doivent être maintenant remises au sous-préfet de l'arrondissement, suivant l'arrêté du 24 floréal an 8 (14 mai 1800), art. 8.

(2) Aux termes de l'arrêté précité du 24 floréal an 8, et de la loi du 21—28 avril 1832, le sous-préfet renvoie la pétition au contrôleur des contributions, qui vérifie les faits et donne son avis, après avoir pris celui des répartiteurs.

(3) Modifié par l'arrêté du 24 floréal an 8 et la loi du 21—28 avril 1832, qui servent maintenant de règle.

(4) C'est le conseil de préfecture qui, depuis la loi du 28 pluviôse an 8, juge les réclamations.

(5) Il n'y a plus de taxe de luxe depuis 1807.

(6) Ces dispositions ont été abrogées en partie par les art. 9 et suiv. de la loi du 5—15 ventôse an 12 (25 février—6 mars 1804), portant création des percepteurs à vie.

(7) Voyez l'arrêté du 16 thermidor an 8 (4 août 1800), concernant la mise en recouvrement des rôles.

mobilière et somptuaire de l'an 7, en exécution de la loi du 13 vendémiaire dernier, seront précomptées aux contribuables sur le montant de leur cote personnelle, mobilière, somptuaire, et sur la retenue des fonctionnaires.

63. L'excédant que la contribution de luxe et celle de la retenue des fonctionnaires et employés, pourront opérer sur les quatre millions cinq cent mille francs attribués à ces deux contributions, sera employé : 1° à remplacer les centimes additionnels des trois millions de contribution affectés à la retenue sur les salaires ; 2° le surplus sera ajouté aux fonds des dépenses imprévues.

64. Les administrations centrales et les commissaires du directoire exécutif près les administrations centrales, demeurent chargés d'envoyer au ministre des finances, au plus tard d'ici au 1^{er} ventose prochain, le tableau détaillé de l'assiette par chaque canton, des contributions personnelle, mobilière, somptuaire, et de la retenue sur les salaires.

65. Le nombre des cotes et la somme totale de chacune desdites parties de contributions seront désignés.

66. Le directoire exécutif est chargé d'adresser aux administrations centrales et à ses commissaires, les formules de tableaux détaillés, que les administrations et les commissaires rempliront uniformément, en exécution de ce qui est prescrit aux articles précédens.

67. Aussitôt que le directoire exécutif aura reçu les tableaux remplis ci-dessus mentionnés, il en adressera un double au corps législatif : ce double sera déposé aux archives nationales, pour y avoir recours au besoin.

68. Toutes lois ou dispositions de lois contraires à la présente, demeurent abrogées.

N° 25. = 4 nivose an 7 (24 décembre 1798). = *LOI relative aux adjudications de domaines nationaux faites à des communes ou à des associations d'habitans avant la promulgation du décret du 24 avril—2 mai 1793* (1). (II, Bull. CCLI, n° 2304; B., LXXV, 27.)

Le conseil....., approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante :

Art. 1^{er}. L'article 23 de la loi du 24 avril 1793 est rapporté.

2. Sont maintenues, en conséquence, les adjudications de domaines nationaux faites légalement, sans fraude ni violence, à des communes ou à des associations d'habitans, avant la promulgation de ladite loi.

3. Les adjudicataires ou leurs subrogataires, qui auront déjà payé le prix de leurs adjudications, seront de suite remis en possession des objets aliénés ; et ceux qui n'ont rien payé pourront, dans le délai de trois mois, demander l'envoi en possession, en justifiant, dans le même délai, qu'ils ont versé dans la caisse de la régie des domaines nationaux l'entier prix réduit d'après l'échelle de dépréciation de la trésorerie nationale. — En conséquence, il ne sera donné aucune suite aux arrêtés et jugemens rendus entre les agens de la république et l'adjudicataire sur le fondement de l'effet rétroactif.

4. Sont exceptés des dispositions ci-dessus, les domaines dont la revente aurait été ordonnée et effectuée en exécution du susdit article 23 de la loi du 24 avril 1793 ; auquel cas les seconds acquéreurs seront exclusivement maintenus.

N° 26. = 5 nivose an 7 (25 décembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exé-*

(1) Voyez, sur le mode de vente des domaines nationaux, les lois citées dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790.

cutif concernant le mode de liquidation des dépôts ou versements faits dans les caisses publiques. (II, Bull. CCLI, n° 2305.)

Art. 1^{er}. Les dépôts ou versements originairement faits en numéraire dans les caisses nationales, à quelque titre que ce soit, antérieurement au 1^{er} vendémiaire an 5, et quelque conversion qu'ils aient pu subir depuis en papier monnaie, seront liquidés sans réduction, conformément à la loi du 24 frimaire dernier (1), et remboursés dans les valeurs déterminées par cette loi.

2. Il en sera de même des dépôts ou versements en argenterie, bijoux, et autres objets mobiliers, lorsqu'ils n'existeront plus en nature, ou que l'identité n'en pourra être régulièrement constatée; et le remboursement en sera fait d'après leur valeur estimative.

3. Continueront à être restitués en nature les objets mobiliers compris dans l'article 2, seulement lorsqu'ils existeront, et que l'identité en aura été légalement reconnue, conformément aux lois des 15 germinal an 4 et 30 pluviose an 5.

4. Tous dépôts faits, soit en assignats, soit en mandats ou promesses de mandats, seront liquidés d'après le cours du jour qu'ils ont été faits ou versés dans les caisses de la trésorerie nationale : ces dépôts seront ensuite remboursés selon la loi du 24 frimaire.

5. La liquidation des divers dépôts ou versements mentionnés aux articles ci-dessus, sera faite par les autorités auxquelles elle a été déléguée par les lois et réglemens précédens.

N° 27. = 7 nivose an 7 (27 décembre 1798). = *LOI relative aux énonciations à faire dans les actes par les anciens huissiers, conservés provisoirement dans le droit d'exploiter* (2). (II, Bull. CCLI, n° 2307; B., LXXV, 41.)

Art. 1^{er}. Le défaut d'énonciation des anciennes immatricules des huissiers conservés provisoirement dans le droit d'exploiter par les lois du 29 janvier — 20 mars 1791, et du 19 vendémiaire an 4, n'entraîne point la nullité de leurs actes.

2. Les huissiers ci-dessus mentionnés ne sont tenus provisoirement, et jusqu'à l'organisation générale, qu'à énoncer dans leurs actes le lieu de leur résidence, le tribunal du département dans l'étendue duquel ils exercent leurs fonctions, et leurs patentes, conformément à la loi du 6 fructidor an 4.

3. La présente résolution sera imprimée.

N° 28. = 11 nivose an 7 (31 décembre 1798). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui détermine les bureaux de douanes pour la sortie des tabacs fabriqués* (3). (II, Bull. CCLI, n° 2314.)

N° 29. = 15 nivose an 7 (4 janvier 1799). = *PROCLAMATION contenant désignation de huit départemens dans lesquels sont établis des poinçons de recense pour la garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent* (4). (II, Bull. CCLII, n° 2338.)

(1) C'est la loi du 24 frimaire an 6.

(2) Cette loi a été abrogée par le Cod. proc. civ., art. 1041. Cass., 2 novembre 1807, Sir., XVIII, 1, 168.

(3) Cet arrêté est sans objet depuis que le monopole de la fabrication du tabac est entre les mains de l'état. — Voyez les notes qui accompagnent le décret du 20—27 mars 1791.

(4) Voyez la loi générale du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), sur la garantie des matières d'or et d'argent, et les notes.

N° 30. = 17 nivose an 7 (6 janvier 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif portant qu'il sera établi des bureaux de garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent, à Porentrui et Saint-Ymier, département du Mont-Terrible* (1). (II, Bull. CCLII, n° 2340.)

N° 31. = 19 nivose an 7 (8 janvier 1799). = *Loi relative aux dépenses du bureau de liquidation du passif des émigrés du département de la Seine* (2). (II, Bull. CCLII, n° 2341 ; B., LXXV, 67.)

N° 32. = 24 nivose an 7 (13 janvier 1799). = *Loi qui déclare l'article 11 de celle du 15 germinal an 4 sur la remise des dépôts, et la loi du 7 nivose an 5 sur les exécuteurs testamentaires, applicables aux syndics ou directeurs de créanciers unis* (3). (II, Bull. CCLIII, n° 2367 ; B., LXXV, 96.)

L'article 11 de la loi du 15 germinal an 4, qui porte que *tout dépôt sera rendu en nature*, et la loi du 7 nivose an 5, relative aux exécuteurs testamentaires, sont applicables aux syndics ou directeurs de créanciers unis qui ont reçu des sommes ou effets appartenant au débiteur commun, en vertu de pouvoir à eux donné par les créanciers, et qui en sont restés saisis.

N° 33. = 27 nivose an 7 (16 janvier 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui détermine l'ordre des rangs dans le corps de la gendarmerie* (4). (II, Bull. CCLIII, n° 2368.)

Art. 1^{er}. Les gendarmes prendront rang entre eux d'après leur service effectif, dans quelque arme qu'ils aient servi.

2. Les officiers et sous-officiers de la gendarmerie prendront rang à raison de leur ancienneté dans le grade dont ils sont actuellement pourvus ; et en cas d'égalité, à raison de l'ancienneté dans le grade immédiatement inférieur. — A égalité de date dans le grade inférieur, l'ancienneté d'âge déterminera le rang.

3. Dans quelque grade que soit employé un officier ou sous-officier pourvu d'un brevet, commission, lettre, ou rang d'un grade supérieur à celui où il se trouve d'après la formation faite en exécution de la loi du 28 germinal an 6, il ne pourra, à raison de ce titre, prétendre qu'à prendre rang parmi les officiers ou sous-officiers du même grade dans lequel il se trouve employé : le temps qu'il aura été en exercice dans le grade le plus élevé ne lui sera compté que comme service effectif dans son grade actuel. — Dans le cas seulement où ses années de service ainsi cumulées donneraient une quotité égale à celle des années de service des officiers ou sous-officiers de son grade actuel, il pourra prétendre à la supériorité du rang sur ceux desdits officiers ou sous-officiers du même grade. Lorsqu'il parviendra, dans le même corps de la gendarmerie, à un nouveau grade, il ne pourra autrement se prévaloir des lettres, brevets ou commissions du grade supérieur à celui dans lequel il est entré dans la gendarmerie.

4. Les officiers et sous-officiers qui ont fait partie de l'ancien corps de la

(1) Voyez la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes.

(2) Voyez, sur le mode de liquidation des dettes des émigrés, les lois citées dans le § 4 des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792 : la matière y est résumée.

(3) Voyez cet article et la note.

(4) Voyez, sur l'organisation de la gendarmerie, les lois citées dans les notes qui accompagnent le décret du 16 janvier (22, 23, 24 décembre 1790 et) — 16 février 1791 ; et surtout la loi du 28 germinal an 6 (17 avril 1798), et les notes.

gendarmerie, et qui ont été nommés en remplacement postérieurement à la formation de 1791, ne prendront rang dans le corps actuel, que du jour où ils sont entrés dans la gendarmerie, et que du grade avec lequel ils y ont été admis.

N° 34.=27 nivose an 7 (16 janvier 1799). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui détermine les formalités à observer par les rentiers et pensionnaires de l'état, pour acquitter leurs contributions de l'an 7, avec des arrérages de rentes ou pensions du second semestre de l'an 6.** (II, Bull. CCLV, n° 2389.)

N° 35.=28 nivose an 7 (17 janvier 1799). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui désigne l'île d'Oléron comme lieu de détention provisoire des individus frappés de déportation par les lois des 19 et 22 fructidor an 5.** (II, Bull. CCLIII, n° 2369.)

N° 36. = 28 nivose an 7 (17 janvier 1799). = **LOI relative aux dispenses de service militaire demandées par les conscrits et réquisitionnaires** (1). (II, Bull. CCLIII, n° 2370; B., LXXV, 121.)

N° 37.=29 nivose an 7 (18 janvier 1799). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant l'exemption du droit d'octroi pour les marchandises et denrées déclarées en transit ou passe-debout par Paris** (2). (II, Bull. CCLIII, n° 2371.)

Art. 1^{er}. Les boissons, denrées et marchandises déclarées en transit ou passe-debout par Paris, lorsqu'elles arriveront par eau, seront vérifiées, au bureau du port de la Râpée, et accompagnées par un préposé de la régie de l'octroi, jusqu'à la sortie au bureau du port Germain; les bateaux descendront sans pouvoir aborder.

2. Les propriétaires ou conducteurs fourniront préalablement un cautionnement du triple droit; et la caution ne sera déchargée que sur le rapport du certificat de sortie délivré au bureau du port Germain, où l'identité desdites marchandises sera reconnue par les employés, et d'un second certificat de la municipalité du lieu de la destination desdites marchandises, qui constatera leur arrivée.

3. Si les boissons, denrées et marchandises sont déclarées en transit par terre, elles seront également vérifiées, et accompagnées par un préposé du bureau de la régie de l'octroi, depuis la barrière d'entrée jusqu'à celle de sortie.

4. Les propriétaires ou conducteurs fourniront aussi, avant la traversée de Paris, une caution du triple droit, qui ne sera déchargée qu'en rapportant un certificat, signé par deux préposés du bureau de sortie, justificatif de la reconnaissance qu'ils auront faite des mêmes boissons, denrées et marchandises.

5. Le transit ou passe-debout ne pourra avoir son effet que pendant le

(1) La conscription ayant été abolie par la charte de 1814 et par celle de 1830, toutes les lois qui s'y rattachent sont aujourd'hui sans objet. D'ailleurs, les dispenses du service militaire sont réglées par la loi générale du 21—23 mars 1832, sur le recrutement de l'armée, art. 13 et 14; et cette loi, par son art. 50, a abrogé toutes les lois et tous les réglemens antérieurs sur la matière.

(2) Voyez la loi du 27 vendémiaire an 7 (18 octobre 1798), qui établit l'entrepôt de cette ville, et les notes qui résument la législation sur son octroi.

jour, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil : le passe-debout contiendra l'heure à laquelle il sera délivré. La traversée par terre se fera sans qu'on puisse s'arrêter sous quelque prétexte que ce soit ; et sa durée ne pourra être de plus de deux heures : passé l'expiration de ce délai, les employés du bureau de la sortie ne pourront viser le passe-debout.

N° 38. = 29 nivose an 7 (18 janvier 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant l'assiette des contributions directes pour les communes dont le département ou la situation relative sont contestés* (1). (II, Bull. CCLV, n° 2398.)

Le directoire exécutif, — Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les communes ou parties de commune qui ont été réunies par une loi, ou, d'après les lois existantes, par un arrêté du directoire exécutif ou une décision du ministre de l'intérieur, à un département, ne pourront être imposées à la contribution foncière de l'an 7 que dans ce département.

2. Les communes contestées par deux départemens, qui n'ont pas été assignées, par une loi, arrêté ou décision, à l'un de ces départemens, ne pourront, pour l'an 7, être imposées que dans le canton qui, par le fait, est en possession de les administrer.

3. Dans le cas où le fait de la possession d'une commune serait incertain entre deux cantons, la commune sera provisoirement imposée, pour l'an 7, dans le canton dont le chef-lieu est le plus voisin du centre de cette commune contestée.

4. Les portions de terrains contestées entre deux communes seront provisoirement imposées dans la commune du centre de laquelle elles sont le plus voisines.

5. Les portions contestées, situées sur le bord d'une rivière, seront imposées provisoirement dans la commune située sur la même rive qu'elles, quand même elles seraient plus voisines de l'autre commune.

6. Les communes situées sur les rives du Rhône, et contestées par deux départemens, ne seront imposées que dans le département situé sur la même rive qu'elles.

7. Les départemens qui, par l'effet des dispositions ci-dessus, seraient provisoirement dépossédés de communes ou portions de commune qu'ils croiraient devoir leur appartenir, adresseront, dans le plus bref délai, leurs réclamations aux ministres de l'intérieur et des finances.

8. Si la réunion provisoire ordonnée par le présent arrêté afin que tout le contingent de l'an 7 rentre dans son intégrité, se trouve dans le cas d'être réformée en définitif, les différens seront compensés sur l'exercice de l'an 8.

N° 39. = 1^{re} pluviose an 7 (20 janvier 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant l'exécution des réglemens relatifs aux douanes sur la partie du territoire français bordée par l'Escaut* (2). (II, Bull. CCLV, n° 2399.)

N° 40. = 5 pluviose an 7 (24 janvier 1799). = *PROCLAMATION contenant la*

(1) Voyez, sur la contribution foncière, la loi du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798), et les notes qui résument la législation.

(2) Cet arrêté est sans objet, le territoire bordé par l'Escaut ayant cessé de faire partie de la France, et appartenant aujourd'hui à la Belgique.

désignation de dix départemens dans lesquels sont établis les poinçons de recense pour la garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent (1). (II, Bull. CCLV, n° 2413.)

N° 41. = 16 pluviôse an 7 (4 février 1799). = *Loi qui proroge le délai fixé pour l'inscription des droits d'hypothèque, etc.* (II, Bull. CCLVI, n° 2422; B., LXXV, 179.)

Art. 1^{er}. Les délais accordés par les articles 37 et 47 du titre III de la loi du 11 brumaire dernier (2), pour l'inscription des droits d'hypothèque ou privilège, et pour la transcription des mutations antérieures à sa publication, sont prorogés; lesdites inscription et transcription pourront être faites dans les deux mois qui suivront la publication de la présente.

2. La présente loi sera réimprimée à la diligence des administrations centrales de département, et affichée dans toutes les communes de la république.

N° 42. = 22 pluviôse an 7 (10 février 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les Français qui ont accepté des fonctions publiques à eux offertes par des gouvernemens étrangers.* (II, Bull. CCLVIII, n° 2450.)

Le directoire exécutif, informé que plusieurs citoyens français ont accepté des fonctions publiques à eux offertes par des gouvernemens étrangers; — Vu l'article 12 de l'acte constitutionnel, portant que « l'exercice des droits de citoyen se perd par l'acceptation de fonctions ou de pensions offertes par un gouvernement étranger; » — Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les agens civils et militaires du gouvernement français dans les pays occupés par les armées de la république, ne reconnaîtront plus pour citoyens français les individus nés en France qui ont accepté des fonctions à eux offertes par des gouvernemens étrangers (3).

2. Il sera fait un rapport au directoire exécutif par le ministre de la police générale, sur la question de savoir s'il y a lieu d'inscrire ces individus sur la liste des émigrés.

N° 43. = 22 pluviôse an 7 (10 février 1799). = *Loi qui prescrit des formalités pour les ventes d'objets mobiliers.* (II, Bull. CCLVIII, n° 2451; B., LXXV, 210.)

Art. 1^{er}. A compter du jour de la publication de la présente, les meubles, effets, marchandises, bois, fruits, récoltes et tous autres objets mobiliers, ne

(1) Voyez la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), sur la garantie des matières d'or et d'argent, et les notes qui résument la législation.

(2) Voyez l'art. 37 de la loi du 11 brumaire an 7 (1^{er} novembre 1798), et les notes. — Voyez aussi, sur le régime hypothécaire, les lois énoncées dans les notes qui accompagnent le code du 9 messidor an 3 (27 juin 1795).

Une seconde prorogation a eu lieu par la loi du 17 germinal an 7 (6 avril 1799). — Voyez également les lois et décrets de prorogation du 19 frimaire an 8 (10 décembre 1799), pour le département du Liamone (Corse); du 16 ventose an 9 (7 mars 1801), en faveur des individus inscrits sur la liste des émigrés; du 5 août 1809, pour les trois départemens de la Toscane; du 20 septembre suivant, pour Wesel; du 9 mars 1812, pour les sept départemens de la Hollande; du 4 mai suivant, pour le département des Bouches-du-Rhin; et du 31 janvier 1813, en faveur de la caisse d'amortissement et de l'administration de l'enregistrement et des domaines, pour l'inscription de certains droits de privilèges et hypothèques dans les sept départemens de la Hollande.

(3) Voyez l'art. 17 du Cod. civ., qui reproduit ce principe. — Voyez aussi l'arrêté du 26 ventose an 7 (16 mars 1799), additionnel au présent.

pourront être vendus publiquement et par enchères, qu'en présence et par le ministère d'officiers publics ayant qualité pour y procéder (1).

2. Aucun officier public ne pourra procéder à une vente publique, et par enchères, d'objets mobiliers, qu'il n'en ait préalablement fait la déclaration au bureau de l'enregistrement dans l'arrondissement duquel la vente aura lieu (2).

3. La déclaration sera inscrite sur un registre qui sera tenu à cet effet, et elle sera datée. Elle contiendra les noms, qualité et domicile de l'officier, ceux du requérant, ceux de la personne dont le mobilier sera mis en vente, et l'indication de l'endroit où se fera la vente et du jour de son ouverture. Elle sera signée par l'officier public, et il lui en sera fourni une copie, sans autres frais que le prix du papier timbré sur lequel cette copie sera délivrée. — Elle ne pourra servir que pour le mobilier de celui qui y sera dénommé.

4. Le registre sera en papier non timbré. Il sera coté et paraphé, sans frais, par le juge de paix dans l'arrondissement duquel sera le bureau d'enregistrement.

5. Les officiers publics transcriront en tête de leurs procès-verbaux de vente les copies de leurs déclarations. — Chaque objet adjudgé sera porté de suite au procès-verbal; le prix y sera écrit en toutes lettres, et tiré hors ligne en chiffres. — Chaque séance sera close et signée par l'officier public et deux témoins domiciliés. — Lorsqu'une vente aura lieu par suite d'inventaire, il en sera fait mention au procès-verbal, avec indication de la date de l'inventaire, du nom

(1) Voyez le décret du 21—26 juillet 1790, et celui du 17 septembre 1793, portant attribution aux notaires, huissiers et greffiers du droit de faire les ventes mobilières; l'arrêté du 12 fructidor an 4 (29 août 1796), qui défend à toutes autres personnes de s'immiscer dans ces ventes; et celui du 27 nivôse an 5 (16 janvier 1797), qui remet en vigueur les anciens réglemens; le décret du 22 novembre 1811, qui permet aux courtiers de commerce de faire les ventes publiques de marchandises; l'ordonnance du 1^{er}—29 juillet 1818, concernant la formation du tableau de ces marchandises; et celle du 9—23 avril 1819, qui prescrit certaines formalités pour les ventes à faire par les courtiers.

Voyez encore la loi du 27 ventose an 9 (18 mars 1801), qui institue les commissaires-priseurs, vendeurs de meubles; l'ordonnance du 1^{er}—27 mai 1816, qui prescrit certaines formalités pour les ventes dont ils sont chargés; celle du 26 juin—22 juillet suivant, qui détermine leurs attributions, etc.

Voyez enfin l'avis du cons. d'état du 21 octobre 1809, contenant solution de plusieurs questions sur les quittances données aux officiers publics qui ont procédé aux ventes de meubles; celui du 22 août 1810, sur la prescription des amendes relatives à ces ventes; et enfin les art. 583 et suiv. du Cod. proc. civ., concernant les saisies-exécutions et les ventes mobilières.

Il n'est pas permis à un particulier de vendre ou de faire vendre aux enchères, ensuite d'affiches ou publications, soit ses meubles, soit ses immeubles. Décis. minist., 2 octobre 1811, *SIR.*, XII, 2, 147. — Jugé en sens contraire. Bruxelles, 26 juin 1811, *SIR.*, XII, 2, 431. — Jugé encore qu'aucune peine n'est applicable au propriétaire d'effets mobiliers qui, dans la vente publique aux enchères de ces effets, les a mis en vente, criés, et a reçu les enchères, lorsque d'ailleurs un commissaire-priseur présent à la vente a adjudgé les effets et dressé procès-verbal. Bourges, 7 janvier 1830, *SIR.*, XXX, 2, 359. — Les contraventions à la loi du 22 pluviôse an 7, qui défend les ventes d'objets mobiliers, autrement que par le ministère d'un officier public, peuvent être prouvées par témoins, sans qu'il ait été dressé procès-verbal de la contravention, ou décerné une contrainte par la régie. Cass., 17 juillet 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 75. — Le jugement qui constate, dans une vente d'objets mobiliers faite en contravention à la loi de l'an 7, la circonstance de *publicité*, échappe sous ce rapport à la censure de la cour de cassation. Même arrêt.

Le partage entre un nombre déterminé de libraires (vente usitée en librairie) n'est point une vente publique aux enchères qui doit être faite par le ministère d'officiers publics et soumise à l'enregistrement. Cass., 4 novembre 1818, *SIR.*, XIX, 1, 166; *Bull. civ.*, XX, 255.

(2) Cette déclaration ne peut être faite par lettre missive. Cass., 24 novembre 1806, *SIR.*, VII, 2, 937. — Si la vente n'est pas terminée au jour indiqué, et que l'époque de la continuation ne soit pas déterminée sur le procès-verbal, l'officier public est tenu de faire une nouvelle déclaration de cette contravention à la régie. Cass., 23 juillet 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 433.

du notaire qui y aura procédé, et de la quittance de l'enregistrement (1).

6. Les procès-verbaux de vente ne pourront être enregistrés qu'aux bureaux où les déclarations auront été faites (2). — Le droit d'enregistrement sera perçu sur le montant des sommes que contiendra cumulativement le procès-verbal des séances à enregistrer dans le délai prescrit par la loi sur l'enregistrement.

7. Les contraventions aux dispositions ci-dessus seront punies par les amendes ci-après, savoir : — De cent francs, contre tout officier public qui aurait procédé à une vente sans en avoir fait la déclaration ; — De vingt-cinq francs, pour défaut de transcription en tête du procès-verbal de la déclaration faite au bureau d'enregistrement ; — De cent francs, pour chaque article adjudgé, et non porté au procès-verbal de vente, outre la restitution du droit ; — De cent francs aussi, pour chaque altération de prix des articles adjudgés, faite dans le procès-verbal, indépendamment de la restitution du droit, et des peines du faux ; — Et de quinze francs, pour chaque article dont le prix ne serait pas écrit en toutes lettres au procès-verbal (3). — Les autres contraventions que pourraient commettre les officiers publics contre les dispositions de la loi sur l'enregistrement, seront punies par les amendes et restitutions qu'elle prononce. — L'amende qu'aura encourue tout citoyen, par contravention à l'article 1^{er} de la présente, en vendant ou faisant vendre publiquement et par enchères, sans le ministère d'un officier public, sera déterminée en raison de l'importance de la contravention : elle ne pourra cependant être au dessous de cinquante francs (4), ni excéder mille francs (5) pour chaque vente, outre la restitution des droits qui se trouveront dus.

8. Les préposés de la régie de l'enregistrement sont autorisés à se transporter dans tous les lieux où se feront des ventes publiques et par enchères, et à s'y faire représenter les procès-verbaux de vente et les copies des déclarations préalables. — Ils dresseront des procès-verbaux des contraventions qu'ils auront reconnues et constatées ; ils pourront même requérir l'assistance d'un officier municipal, ou de l'agent, ou de l'adjoint de la commune, ou de la municipalité où se fera la vente. — Les poursuites et instances auront lieu ainsi et de la manière prescrite par la loi du 22 frimaire dernier sur l'enregistrement. — La preuve testimoniale pourra être admise sur les ventes faites en contravention à la présente.

9. Sont dispensés de la déclaration ordonnée par l'article 2, les officiers publics qui auront à procéder aux ventes du mobilier national et à celles des effets des monts-de-piété.

10. Toutes dispositions de lois contraires à la présente, sont abrogées.

N^o 44. = 23 pluviôse an 7 (11 février 1799). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif**

(1) Il n'est pas nécessaire que le procès-verbal de vente, pour être exécutoire, contienne les signatures du vendeur et de l'acheteur. Bruxelles, 22 mars 1810, *SIR.*, X, 2, 333.

(2) Lorsqu'une vente mobilière se compose de plusieurs vacations, chaque vacation forme un procès-verbal qui doit être enregistré dans le délai de vingt jours à partir de sa date. Cass., 13 messidor an 13, *SIR.*, V, 2, 244 ; Bull. civ., VII, 356 — Lorsqu'un même procès-verbal contient plusieurs ventes d'objets mobiliers, le droit d'enregistrement doit être calculé et perçu cumulativement sur tous les articles réunis, encore que les unes aient été faites au comptant et les autres à terme. Cass., 3 février 1810, *SIR.*, X, 1, 137.

(3) Toutes ces amendes ont été réduites par l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824, savoir : celles de cent francs, à vingt francs ; celles de vingt-cinq francs et de quinze francs, à cinq francs.

(4) Réduite à dix francs par l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824.

(5) Réduite proportionnellement à dix francs par l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824.

tif, qui ajoute le port de Boulogne à ceux désignés pour la sortie des tabacs fabriqués, et des ouvrages d'or et d'argent. (II, Bull. CCLVIII, n° 2452.)

N° 45. = 27 pluviôse an 7 (15 février 1799). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui autorise la capture des bâtimens de guerre ou de commerce portant pavillon algérien, tunisien ou tripolitain. (II, Bull. CCLIX, n° 2462.)

N° 46. = 27 pluviôse an 7 (15 février 1799). = **PROCLAMATION** contenant désignation des lieux où sont établis les poinçons de garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent pour treize départemens (1). (II, Bull. CCLIX, n° 2463.)

N° 47. = 27 pluviôse an 7 (15 février 1799). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui désigne les bureaux de garantie où devront être marqués les ouvrages d'or et d'argent venant de l'étranger. (II, Bull. CCLIX, n° 2464.)

Le directoire exécutif, — Arrête : — Les ouvrages d'or et d'argent venant de l'étranger, seront envoyés pour être marqués du poinçon ET, et payer le droit conformément à la loi précitée, dans les bureaux de garantie établis à Anvers, Maestricht, Ruremonde, Liège, Luxembourg, Metz, Sarguemines, Strasbourg, Colmar, Porentrui, Dijon, Besançon, Lons-le-Saulnier, Chambéry, Gap, Digne, Nice, Toulon, Marseille, Montpellier, Perpignan, Carcassonne, Foix, Tarbes, Pau, Baïonne, Bordeaux, La Rochelle, Fontenay, Nantes, Vannes, Quimper, Brest, Port-Malo, Saint-Lô, Valognes, Caen, Port-Briex, Rouen, Dieppe, Le Havre, Amiens, Arras, Saint-Omer, Lille, Dunkerque, Bruges.

N° 48. = 28 pluviôse an 7 (16 février 1799). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant les individus soumis à la conscription ou à la réquisition, qui sont employés près d'une armée, ou d'une administration étrangère, dans un pays occupé par les troupes françaises (2). (II, Bull. CCLIX, n° 2465.)

N° 49. = 28 pluviôse an 7 (16 février 1799). = **LOI** portant que les sous-officiers ou soldats nommés dans la gendarmerie nationale à des places qu'ils n'ont point acceptées, rejoindront les corps dans lesquels ils servaient. (II, Bull. CCLIX, n° 2466; B., LXXV, 248.)

N° 50. = 29 pluviôse an 7 (17 février 1799). = **LOI** qui ordonne la fabrication d'une monnaie de cuivre jusqu'à concurrence de dix millions. (II, Bull. CCLX, n° 2558; B., LXXV, 255.)

N° 51. = 7 ventose an 7 (25 février 1799). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif contenant des modifications à celui du 5 fructidor an 6 sur la loterie nationale (3). (II, Bull. CCLXI, n° 2564.)

Art. 1^{er}. Les dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 5 fructidor ne s'appli-

(1) Voyez, sur la garantie des matières d'or et d'argent, la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes qui résument la législation.

(2) Cet arrêté est devenu sans objet depuis que la conscription a été abolie par les chartes de 1814 et de 1830.

(3) Voyez, sur l'organisation de la loterie nationale, la loi du 17 vendémiaire an 6 (8 octobre 1797), et les notes qui résument la législation. — La suppression de la loterie a été ordonnée par la loi de finances du 21—28 avril 1832, art. 48, à partir du 1^{er} janvier 1836.

quent qu'aux seuls receveurs des communes dans lesquelles ne réside aucun inspecteur de la loterie nationale.

2. La partie de l'article 11 précité qui ordonne que, dans le procès-verbal d'envoi des feuilles de copie-matrice, et sur l'enveloppe du paquet, il sera fait mention du *montant général des mises*, est et demeure rapportée.

3. Dans les communes où des inspecteurs sont établis à résidence, il ne sera point fait de procès-verbal de clôture des feuilles à souche ; ce procès-verbal est remplacé par les doubles récépissés que les inspecteurs sont tenus de délivrer aux receveurs, à fur et mesure de la remise par registre de dix feuilles.

4. Dans ces mêmes communes chefs-lieux, il ne sera point fait pour chaque receveur un procès-verbal quadruple de la confection du paquet des feuilles de copie-matrice de la quinzaine.

5. Aux jours et heures où, conformément à l'article 14 de l'arrêté du 5 fructidor, le dépôt de toutes les feuilles de copie-matrice de l'arrondissement doit être fait dans la caisse à trois clefs, chacun des receveurs du chef-lieu est tenu de se transporter au local où la caisse à trois clefs est placée, et dans lequel se trouvent réunis deux commissaires du directoire exécutif et l'inspecteur de la loterie nationale.

6. Le receveur leur exhibera à découvert la totalité des feuilles de copie-matrice de la quinzaine, dont il sera de suite fait un paquet scellé de cinq cachets, en se conformant à ce que prescrivent à cet égard l'article 11 de l'arrêté du 5 fructidor et l'article 2 ci-dessus.

7. En conformité de l'article 4 ci-dessus, et pour suppléer aux procès-verbaux particuliers, il sera fait mention de la quantité de feuilles de copie-matrice remises par chaque receveur, dans le procès-verbal du dépôt général, que dressent en quadruple minute les commissaires du directoire exécutif et l'inspecteur de la loterie nationale.

8. Toutes ces opérations ne doivent être faites que dans une pièce attenant à celle où se trouve placée la caisse à trois clefs ; et le dépôt des feuilles de copie-matrice dans ladite caisse ne s'effectuera qu'après que tous les receveurs se seront retirés.

9. La caisse à trois clefs ne peut être placée que dans un établissement public, tel qu'archives d'administration ou greffe des tribunaux, selon les localités.

10. Dans les communes chefs-lieux d'arrondissement, où il n'existe *ni administration centrale, ni tribunal civil*, le commissaire du directoire exécutif près l'*administration municipale*, et celui près le *tribunal correctionnel*, seront chacun dépositaires d'une des clefs de la caisse.

11. Sont maintenues et confirmées toutes les dispositions de l'arrêté du 5 fructidor auxquelles il n'est point dérogé par le présent.

12. Le ministre des finances adressera aux commissaires du directoire exécutif, tant auprès des administrations qu'auprès des tribunaux, une instruction spéciale pour l'exécution de ces deux arrêtés.

N° 52. = 8 ventose an 7 (26 février 1799). = **LOI relative aux dépenses de l'ordre judiciaire à la charge des départemens** (1). (II, Bull. CCLXI, n° 2567 ; B., LXXV, 272.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire de l'an 7, les dépenses de l'ordre judiciaire à la charge des départemens seront et demeureront fixées ainsi qu'il suit.

(1) Voyez, sur les traitemens des juges et autres fonctionnaires de l'ordre judiciaire, la loi du 27 ventose an 8 (18 mars 1800) ; les décrets des 20 juin 1806 et 31 janvier 1811 ; et les ordonnances des 16—22 octobre 1822 et 28 mai—3 juin 1823.

2. A Paris, les traitemens et indemnités des juges et autres fonctionnaires de l'ordre judiciaire, demeureront fixés comme ils l'ont été par les lois précédentes, notamment par celle du 27 floréal an 6, sous les deux exceptions ci-après : — 1^o Le traitement du secrétaire du parquet, de l'accusateur public, est porté à dix-huit cents francs. — 2^o L'article 3 de la loi du 27 floréal an 6 est rapporté; en conséquence, ceux des membres du tribunal civil qui remplissent les fonctions de juges du tribunal criminel ou de directeur du jury d'accusation dans la commune de Paris, cesseront, à compter du jour de la promulgation de la présente loi, de recevoir aucune indemnité à raison de ce service.

3. Dans les départemens, les traitemens des juges seront fixés, savoir: pour les tribunaux résidant dans des communes qui ont une population de cinquante mille âmes et au dessus, à trois mille francs; — Et pour ceux qui résident dans des communes d'une population au dessous de cinquante mille habitans, à deux mille francs. — Conformément à la loi du 4 brumaire an 4, le traitement du président du tribunal criminel sera d'un tiers en sus de celui des juges, c'est-à-dire dans la première classe, de quatre mille francs; et dans la seconde, de deux mille six cent soixante-six francs soixante-six centimes deux tiers. — Celui de l'accusateur public sera de moitié en sus de celui des juges, c'est-à-dire dans la première classe, de quatre mille cinq cents francs; et dans la seconde, de trois mille francs.

4. Les membres des tribunaux civils qui seront dans le cas de se déplacer pour remplir les fonctions de directeurs de jury, présidens des tribunaux correctionnels, recevront en outre, à titre d'indemnité, le tiers en sus de leur traitement, mais pour le temps seulement qu'ils exerceront ces fonctions.

5. Les menues dépenses des tribunaux civils, criminels, correctionnels et de commerce, demeurent fixées aux différens taux déterminés par les états de la commission des dépenses, approuvés par la loi du 2 nivose an 5; savoir: — A Paris, pour le tribunal civil, à cinq mille cinq cents francs pour le tribunal criminel, à cinq mille deux cent vingt francs; pour le tribunal correctionnel, à cinq mille trois cents francs; et pour le tribunal de commerce, à douze cents francs. — Dans les départemens, lorsque les tribunaux civils, criminels ou correctionnels résident dans une commune de cinquante mille âmes et au dessus, — Pour un tribunal civil, à onze cents francs; pour un tribunal criminel, à huit cents francs; et pour un tribunal correctionnel, à sept cents francs. — Et lorsque les tribunaux sont placés dans des communes au dessous de cinquante mille habitans, — Pour un tribunal civil, à huit cents francs; pour un tribunal criminel, à sept cents francs; pour un tribunal correctionnel, à cinq cents francs; et enfin, pour chacun des tribunaux de commerce des départemens, à six cents francs.

6. Dans le courant de thermidor prochain, au plus tard, les administrations centrales transmettront au ministre de la justice les états par elles approuvés des menues dépenses des différens tribunaux de leurs départemens.

7. A l'égard des traitemens et salaires des greffiers et commis-greffiers, il y sera pourvu par une résolution particulière, sur le rapport de la commission chargée de fixer et régulariser le produit des droits de greffe et d'expédition des actes judiciaires.

N^o 53. = 8 ventose an 7 (26 février 1799). = *Loi contenant fixation du traitement des juges de paix.* (II, Bull. CCLXI, n^o 2566; B., LXXV, 274.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire de l'an 7, les traitemens des juges de paix sont fixés de la manière et dans la proportion suivantes: — A Paris,

deux mille quatre cents francs ; dans les communes dont la population excède cent mille âmes, seize cents francs ; dans celles de cinquante mille âmes et au dessus, jusqu'à cent mille, douze cents francs ; dans celles de trente mille âmes et au dessus, jusqu'à cinquante mille, mille francs ; et dans les communes au dessous de trente mille âmes, huit cents francs.

2. Quant aux menus frais des bureaux de conciliation et tribunaux de police judiciaire, il y sera pourvu par les administrations municipales, conformément à la loi du 2 nivose an 5, d'après les états par elles préalablement dressés, et approuvés par les administrations centrales de département ; celles-ci transmettront ces états au ministre de la justice, dans le courant de thermidor prochain, au plus tard.

3. Il sera pourvu aux traitemens et salaires des greffiers des juges de paix, par une résolution, sur le rapport de la commission chargée de fixer et régulariser les droits de greffe et d'expédition d'actes judiciaires (1).

N^o 54. = 9 ventose an 7 (27 février 1799). = *LOI relative à la perception des droits d'hypothèque* (2). (II, Bull. CCLXI, n^o 2572 ; B., LXXV, 278.)

Art. 1^{er}. Il ne sera perçu, sur l'inscription des créances hypothécaires et sur la transcription des actes de mutation de propriétés immobilières, d'autres droits que ceux établis par la loi du 9 vendémiaire an 6.

2. Il ne sera payé qu'un seul droit d'inscription pour chaque créance, quel que soit d'ailleurs le nombre des créanciers requérans et celui des débiteurs grevés.

3. S'il y a lieu à inscription d'une même créance dans plusieurs bureaux, le droit sera acquitté en totalité dans le premier bureau. Il ne sera payé, pour chacune des autres inscriptions, que le simple salaire du conservateur, sur la représentation de la quittance constatant le paiement entier du droit lors de la première inscription. — En conséquence, il sera délivré dans le premier bureau, à celui qui paiera le droit, indépendamment de la quittance au pied du bordereau, autant de *duplicata* de ladite quittance qu'il en requerra, moyennant un salaire de vingt-cinq centimes par chaque *duplicata* ; en outre, le papier timbré.

4. L'inscription des créances appartenant à la république, aux hospices civils et aux autres établissemens publics, sera faite sans avance du droit d'hypothèque et des salaires des conservateurs.

5. Si l'inscription a lieu sans avance du droit et des salaires, le conservateur sera tenu, 1^o d'énoncer, tant sur les registres que sur les bordereaux à remettre au requérant, que les droits et salaires sont dus ; 2^o d'en donner sur-le-champ avis au receveur de l'enregistrement de l'arrondissement. — Celui-ci en poursuivra le recouvrement sur les débiteurs, dans les deux décades après la date de l'inscription. — Les poursuites s'exerceront suivant les formes établies pour le recouvrement des droits d'enregistrement. — Il sera tenu compte au conservateur des salaires recouvrés.

6. Si le même acte donne lieu à transcription dans plusieurs bureaux, le droit sera acquitté ainsi qu'il est porté en l'article 3 ci dessus pour les inscriptions.

7. Il sera payé, à titre de salaire, aux conservateurs provisoirement maintenus par la loi du 11 brumaire dernier, les sommes énoncées au tarif

(1) Voyez à cet égard la loi du 21 prairial an 7 (9 juin 1799).

(2) Voyez, sur le même objet, la loi du 21 ventose an 7 (11 mars 1799), tit. II, et les notes. — Voyez aussi, sur le régime hypothécaire, la loi du 11 brumaire an 7 (1^{er} novembre 1798), et les notes.

suivant, savoir : — 1^o Pour l'inscription de chaque droit d'hypothèque ou privilège, quel que soit le nombre des créanciers, si la formalité est requise par le même bordereau, cinquante centimes; 2^o pour la transcription de chaque acte de mutation, par rôle d'écriture contenant vingt-cinq lignes à la page et dix-huit syllabes à la ligne, vingt-cinq centimes; 3^o pour chaque déclaration de changement de domicile, vingt-cinq centimes; 4^o pour l'inscription de chaque notification de procès-verbaux d'affiches, un franc; 5^o pour chaque radiation d'inscription, cinquante centimes; 6^o pour chaque extrait d'inscription, ou certificat qu'il n'en existe aucune, cinquante centimes; 7^o enfin, pour les copies collationnées des actes déposés ou transcrits dans les bureaux des hypothèques, par chaque rôle de feuille de papier, de vingt-cinq lignes à la page et de dix-huit syllabes à la ligne, vingt-cinq centimes.

8. Les conservateurs provisoirement maintenus qui percevraient de plus forts droits ou salaires que ceux fixés par l'article précédent, seront poursuivis comme concussionnaires, et punis comme tels.

9. Les conservateurs et employés actuellement à la conservation des hypothèques, seront tenus de remplir les fonctions auxquelles ils sont respectivement attachés, jusqu'à la mise en activité effective de leurs successeurs.

10. Les contrevenans aux dispositions de l'article précédent, qui entraveraient l'exécution des lois, soit par absence, démission, refus ou retard d'opérer dans l'exercice de leurs fonctions, ou par le vice de leurs opérations, seront responsables civilement et par corps, envers les citoyens, des torts qui en résulteraient, ainsi que des dommages et intérêts.

11. Ils seront poursuivis, pour les causes énoncées en l'article précédent, devant les tribunaux de police correctionnelle, qui pourront les condamner en une amende qui ne pourra excéder *mille francs*, et en un emprisonnement qui ne pourra excéder deux années.

12. Toutes dispositions de lois antérieures, contraires à la présente, sont et demeurent rapportées.

N^o 55. = 9 ventose an 7 (27 février 1799). = *Loi qui fixe le traitement des commissaires du directoire exécutif et de leurs substituts près les tribunaux* (1). (II, Bull. CCLXI, n^o 2571; B., LXXV, 280.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire de l'an 7, les traitemens des commissaires du directoire exécutif près les tribunaux civils, criminels et correctionnels, seront, savoir : — Pour les commissaires près les tribunaux civils et criminels, du tiers en sus de celui des juges; — Pour leurs substituts, les mêmes que ceux des juges; — Et pour les commissaires près les tribunaux correctionnels, les mêmes que sont ou que devraient être ceux des juges, en prenant pour base la population de la commune où chaque tribunal correctionnel est établi.

2. En conséquence, ces traitemens sont et demeurent fixés, conformément à l'état annexé à la présente résolution, à la somme d'un million quatre cent cinquante deux mille huit cent soixante-six francs soixante-six centimes deux tiers. Cette somme sera ajoutée aux dépenses du ministère de la justice, fixées pour l'an 7, par la loi du 2 frimaire dernier, à six millions six cent quatorze mille quatre cent quatre-vingt seize francs; au moyen de quoi ces dépenses demeureront fixées, pour ladite année, à la somme totale de huit millions soixante-sept mille trois cent soixante-deux francs soixante-six centimes deux tiers. (Suit l'état.)

(1) Voyez les lois citées dans les notes sur la loi du 8 ventose an 7 (26 février 1799).

Etat des traitemens des commissaires du directoire exécutif et de leurs substitués près les tribunaux.

DÉSIGNATION DES TRIBUNAUX, DE LA POPULATION DES COMMUNES où ils sont placés, et du nombre de fonctionnaires établis dans ces tribunaux.	TRAITEMENS.	
	TRAITEMENT individuel.	MONTANT des traitemens des fonctionnaires rangés dans la même classe.
TRIBUNAUX CIVILS.		
Département de la Seine.		
1 Commissaire.....	fr. c. 6,000 00	fr. c. 6,000 00
5 Substitués.....	4,500 00	22,500 00
2 Secrétaires du parquet.....	1,800 00	3,600 00
Départemens de la Haute-Garonne, Gironde, Loire-Inférieure, Loiret, Rhône, Seine-Infé- rieure, Dyle, Escaut, Ourthe et Deux-Nèthes, dont les chefs-lieux ont une population de cinquante mille habitans et au dessus.		
10 Commissaires.....	4,000 00	40,000 00
10 Premiers substitués de ces mêmes commissaires.....	3,000 00	30,000 00
6 Seconds substitués établis par les lois des 24 germinal an 4 et 18 bru- maire an 6, dans les départemens de la Haute-Garonne, la Gironde, Loire-Inférieure, Rhône, Seine- Inférieure et Ourthe.....	3,000 00	18,000 00
Les quatre-vingt-huit autres départemens, y compris celui du Léman, dont les chefs-lieux ont une population au dessous de cinquante mille habitans.		
88 Commissaires.....	2,666 66 2/3	234,666 66 2/3
88 Premiers substitués de ces mêmes commissaires.....	2,000 00	176,000 00
40 Seconds substitués, établis dans quarante de ces départemens par les lois des 24 germinal et 29 prai- rial an 4.....	2,000 00	80,000 00
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.		
Département de la Seine, canton de Paris.		
1 Commissaire à Paris.....	4,500 00	4,500 00
2 Substitués.....	3,000 00	6,000 00
2 Secrétaires du parquet.....	1,800 00	3,600 00
12 Commissaires des tribunaux, pla- cés dans les communes de Toulou- se, Bordeaux, Nantes, Orléans, Lyon, Rouen, Bruxelles, Gand, Liège, Anvers, Marseille et Lille, dont la population est de cinquante mille habitans et au dessus.....	3,000 00	36,000 00
396 Commissaires des autres tribu- naux, y compris les trois tribunaux correctionnels du Léman, placés dans les communes dont la popula- tion est au dessous de cinquante mille habitans.....	2,000 00	792,000 00
		1,452,866 66 2/3

N° 56. = 14 ventose an 7 (4 mars 1799). = *LOI relative aux domaines engagés par l'ancien gouvernement* (1). (II, Bull. CCLXIII, n° 2586; B., LXXV, 382.)

Art. 1^{er}. Les aliénations du domaine de l'état consommées dans l'ancien territoire de la France avant la publication de l'édit de février 1566, sans clause de retour ni réserve de rachat, demeurent confirmées.

2. En ce qui concerne les pays réunis postérieurement à la publication de l'édit de février 1566, les aliénations de domaines faites avant les époques respectives des réunions, seront réglées suivant les lois lors en usage dans les pays réunis, ou suivant les traités de paix ou de réunion.

3. Toutes les aliénations du domaine de l'état, contenant clause de retour ou réserve de rachat, faites à quelque titre que ce soit, à quelques époques qu'elles puissent remonter, et en quelque lieu de la république que les biens soient situés, sont et demeurent définitivement révoquées (2).

4. Toutes autres aliénations, même celles qui ne contiennent aucune clause de retour ou de rachat, faites et consommées dans l'ancien territoire de la France postérieurement à l'édit de février 1566, et dans les pays réunis postérieurement aux époques respectives de leur réunion, sans autorisation des assemblées nationales, sont et demeurent révoquées, ainsi que les sous-aliénations qui peuvent les avoir suivies, sauf les exceptions ci-après (3).

(1) Voyez le décret du 22 novembre—1^{er} décembre 1790, § 5, concernant les domaines engagés postérieurement à l'édit de 1566; celui du 3—4 septembre 1792, qui révoque tous les engagements de domaines, ordonne le remboursement des finances d'engagement, détermine les exceptions à ces dispositions, etc., etc.; celui du 10—10 frimaire an 2 (30—30 novembre 1793), qui porte de nouveau révocation des aliénations de domaines, et prescrit le mode d'exécution de cette disposition et des exceptions; la loi du 11—21 pluviôse an 12 (1^{er}—10 février 1804), qui porte des dispositions pour l'exécution de la présente; l'avis du cons. d'état du 22 fructidor an 13 (9 septembre 1805), sur la décharge que produit, à l'égard des rentes dues pour domaines engagés, le paiement du quart de leur valeur, fait en exécution de la présente loi; celui du 19 août 1808, sur l'application de la présente loi aux droits domaniaux incorporels aliénés; celui du 2 février 1809, qui déclare cette même loi inapplicable aux biens originairement concédés par les ducs de Lorraine, et devenus propriétés du prince de Salm; celui du 21 octobre 1809, qui résout plusieurs questions relatives aux engagistes de domaines dans le ci-devant Piémont; et la loi du 12—17 mars 1820, qui ordonne l'exécution de la présente, et porte des dispositions nouvelles sur la consolidation de la propriété des domaines aliénés, entre les mains des détenteurs. — Voyez encore les lois citées dans le cours des annotations qui vont suivre.

Les échanges des domaines sont réglés par des lois particulières.

(2 et 3) Les dispositions de la loi du 14 ventose an 7, révocatoires des engagements de domaines, ne s'appliquent qu'aux biens qui avaient été expressément unis et incorporés au domaine de la couronne, ou qui avaient été tenus et administrés pendant dix ans par les officiers du roi. Paris, 8 janvier 1834, *SIR.*, XXXIV, 2, 269. — Elles ne s'appliquent pas aux domaines vendus par les anciens ducs de Bar. Cass., 30 janvier 1821, *SIR.*, XXI, 1, 146. — Tous engagements dans le Piémont, à quelque époque qu'ils aient été faits par l'ancien gouvernement sarde, sont réglés par la loi du 14 ventose an 7; cette loi n'est pas applicable aux simples ventes faites par le gouvernement sarde, lorsque ces ventes ne remontent pas à plus de trente ans de date: dans ce cas, l'administration doit se borner à recouvrer ce qui peut rester dû sur le prix des ventes; mais à l'égard des ventes de cette espèce qui ont plus de trente ans de date, les acquéreurs sont assujétis aux formalités et obligations prescrites par la présente loi. Avis précité du cons. du 21 octobre 1809. — Encore que les biens domaniaux du ci-devant Piémont ne pussent être aliénés à crédit, pour cause de nécessité urgente ou d'utilité manifeste, et que les ventes de ces biens fussent nulles, si elles n'étaient entérinées que provisoirement par la chambre des comptes de Turin, l'art. 10 du décret du 17 septembre 1806 a mis ces ventes à couvert de l'application de la loi révocatoire du 14 ventose an 7, si elles ont moins de trente ans de date. Cass., 8 février 1810, *SIR.*, VII, 2, 909. — Depuis l'édit du 7 janvier 1720, les biens domaniaux du Piémont furent

5. Sont exceptés des dispositions de l'article 4 :—1° Les échanges consommés légalement et sans fraude avant le 1^{er} janvier 1789, pour les pays qui, à cette époque, faisaient partie de la France, et, avant les époques respectives des réunions, quant aux pays réunis postérieurement audit jour 1^{er} janvier 1789;—2° Les aliénations qui ont été spécialement confirmées par des décrets particuliers des assemblées nationales, non abrogés ou rapportés postérieurement;—3° Les inféodations et acensemens de terres vaines et vagues, landes, bruyères, palus et marais non situés dans les forêts ou à sept cent quinze mètres d'icelles (cent perches environ), pourvu que les inféodations et acensemens aient été faits sans fraude, et dans les formes prescrites par les réglemens en usage au jour de leur date, et que les fonds aient été mis et soient actuellement en valeur, suivant que le comportent la nature du sol et la culture en usage dans la contrée (1);—4° Les aliénations et sous-aliénations, ayant date certaine avant le 14 juillet 1789, faites avec ou sans deniers d'entrée, de terrains épars quelconques au dessous de la contenance de cinq hectares, pourvu que lesdites parcelles éparses de terrains ne comprennent, lors des concessions primitives, ni des maisons appelées châteaux, moulins, fabriques ou autres usines, à moins qu'il n'y eût

aliénables pour utilité publique : le droit de retour, à la couronne, des fiefs réels et propres, a été supprimé par les édits du 7 mars et du 19 juillet 1793 ; le droit de rachat est tacitement aboli par les mêmes édits, pour tous les cas où la concession de fiefs n'en contient pas la clause expresse. Cass., 8 mars 1810, *SIR.*, X, 1, 245. — La loi du 14 ventose an 7 n'a pas révoqué les aliénations des biens domaniaux, faites dans le ci-devant Piémont par le roi de Sardaigne, avec renonciation au droit de rachat, à la charge que les acquéreurs en verseraient le prix dans la caisse des rachats : la preuve de l'accomplissement de cette charge dispense les acquéreurs de l'obligation de prouver que les aliénations ont été faites pour cause de nécessité urgente ou d'utilité manifeste. Cass., 11 octobre 1809, *SIR.*, VII, 2, 910. — Un particulier auquel des bois auraient été concédés ne peut être considéré comme engagiste, si les lettres-patentes, portant concession à son profit, n'ont point été enregistrées, et s'il n'a jamais été mis en possession des bois concédés : ses héritiers ne sont pas fondés à demander le maintien de la concession, sous la condition même de se conformer aux lois des 14 ventose an 7 et 28 avril 1816 ; car, n'étant ni détenteurs ni dépossédés, ils ne se trouvent dans aucun des cas prévus par la première de ces lois. Arr. du cons., 27 décembre 1820, *SIR.*, XXII, 2, 327. — Lorsqu'une sous-concession ancienne de domaines engagés a été faite sous la condition expresse que le sous-concessionnaire obtiendrait du roi une concession perpétuelle des mêmes domaines, la condition peut être réputée faillie, et, par suite, le contrat de sous-concession peut être résolu, par cela seul qu'il est intervenu ultérieurement des actes de l'autorité souveraine exprimant une volonté contraire à la confirmation et à la perpétuité de la concession. Cass., 29 juillet 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 329. — Le rachat fait entre les mains de l'état avant la loi du 14 ventose an 7, par les sous-concessionnaires de domaines engagés, de rentes à eux imposées par leur acte de concession, ne change pas la nature des domaines par eux possédés, et ne peut être considéré comme une renonciation anticipée, de la part de l'état, à l'exécution de cette loi. Cass., 18 mars 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 275; Bull. civ., XXXV, 60; 12 mai 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 589; Bull. civ., XXXVI, 92; et 9 juin 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 633; Bull. civ., XXXVI, 129. — Les domaines cédés en Franche-Comté avec faculté de rachat par les anciens souverains de ce pays, avant sa réunion à la France, sont soumis aux dispositions révocatoires de la loi de l'an 7. Cass., 20 mai 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 572; Bull. civ., XXXVI, 102. — Les terres en friche échues par déshérence aux anciens ducs de Lorraine, avant la réunion à la France, tombaient dans leur domaine privé aliénable, et non dans le domaine de l'état ; en conséquence, les concessions de ces terres consenties par les anciens ducs ne peuvent être considérées comme aliénations du domaine de l'état, tombant sous la révocation prononcée par la loi de ventose an 7. Cass., 15 juillet 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 409.

Dans le cas de maintenance de l'engagiste principal, les sous-aliénataires sont implicitement maintenus comme étant aux droits du vendeur. Arr. du cons., 3 février 1819, *SIR.*, XIX, 2, 305. — Un engagiste maintenu ne peut, à raison de sa maintenance, évincer ses sous-aliénataires. Décis. minist., 5 mai 1807, *SIR.*, VI, 2, 144.

(1) On doit comprendre, dans l'exception de ce paragraphe, la vente d'un bois faite à la condition d'en défricher le sol et de le convertir en nature de pré. Cass., 10 février 1808, *SIR.*, VIII, 1, 190.

condition de les démolir et que cette condition n'ait été remplie, ni, dans les villes, des habitations actuellement comprises aux rôles de la contribution foncière au dessus de quarante francs de principal (1);— 5° Les inféodations, sous-inféodations et acensemens de terrains dépendant des fossés, murs et remparts de villes, justifiés par des titres valables, ou par arrêt du conseil, ou par une possession paisible et publique de quarante ans, pourvu qu'il y ait été fait des établissemens quelconques ou qu'ils aient été mis en valeur (2).

6. En conformité de l'article 19 de la loi du 22 novembre — 1^{er} décembre 1790, les échanges ne seront censés légalement consommés dans les pays formant la France au 1^{er} janvier 1789, qu'autant que toutes les formalités rappelées par ledit article auront été accomplies en entier; et, en ce qui concerne les pays réunis, qu'autant qu'on aura observé les lois qui y étaient en vigueur.

7. Les échanges consommés pourront être révoqués ou annulés, malgré l'observation exacte des formes prescrites, s'il s'y trouve fraude, fiction ou simulation prouvée par la lésion du quart, eu égard au temps de l'aliénation.

8. Dans le cas où un contrat d'aliénation, inféodation, bail ou sous-bail à cens ou à rente, porterait à la fois sur des terrains désignés comme vains et vagues, landes, bruyères, palus, marais et terrains en friche, et sur des terres désignées comme étant cultivées ou autrement en valeur, sans énonciation de contenance, ou sans distinguer la contenance des uns et des autres, la révocation aura lieu pour le tout.

9. Si les objets aliénés sous le nom de terres vaines et vagues, landes, bruyères, palus et marais, étaient, lors de l'aliénation, des terrains en culture ou en valeur, la frauduleuse qualification pourra se prouver par la notoriété publique et par enquête, ou par actes écrits ou mis en opposition avec l'acte qui contient l'aliénation.

10. Cette frauduleuse qualification sera légalement présumée, et donnera lieu de plein droit à la révocation, si les aliénations dont il est parlé en l'article précédent ont été faites à des *ci-devant gentilshommes titrés*, ou autres personnes ayant charge à la cour; sans néanmoins que ladite révocation puisse atteindre les sous-inféodataires, à moins qu'ils ne réunissent les mêmes qualités.

11. L'exception portée au paragraphe 5 de l'article 5 ne s'applique pas aux inféodations, dons ou concessions, faits par un seul acte, et en entier, de tous les murs, remparts et fortifications d'une ville, ou de tous les terrains en dépendant: en ce cas, le sort desdites concessions sera réglé par les articles 1^{er}, 2, 3 et 4 de la présente, sans préjudicier toutefois à l'exécution dudit paragraphe 5, relativement aux parcelles qui seraient possédées par des sous-concessionnaires.

12. Les mêmes articles 1^{er}, 2, 3 et 4, s'appliquent aux biens que l'engagiste aurait pu réunir par puissance féodale, ou à titre de retrait féodal ou censuel résultant de son contrat d'aliénation.

(1) Il n'est pas nécessaire que la condition de démolir, exigée par ce paragraphe, soit écrite dans le contrat; il suffit qu'elle puisse s'induire de termes équipollens. Paris, 21 mars 1834, *SIR.*, XXXIV, 2, 222. — Pour déterminer si une propriété bâtie, anciennement aliénée ou engagée par l'état, comporte une contribution foncière inférieure à quarante francs, et si, par suite, elle est comprise dans l'exception du présent paragraphe, il faut avoir égard, non à l'état actuel de la propriété, mais à l'état où la propriété se trouvait au temps de la concession. Cass., 4 décembre 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 204.

(2) On rangeait dans la classe des petits domaines les terrains dépendant de fossés, glacis, fortifications, et, sous ce rapport, leur concession était irrévocable. Cass., 17 juillet 1811, *SIR.*, XI, 1, 377; Bull. civ., XIII, 173.

13. Les engagistes qui ne sont maintenus par aucun des articles précédens, et même les échangistes dont les échanges sont déjà révoqués ou susceptibles de révocation, sont tenus, à peine d'être déchus de la faculté portée en l'article suivant, de faire, dans le mois de la publication de la présente, à l'administration centrale du département où sont situés les biens ou la majeure partie des biens engagés ou échangés, non encore vendus par la nation ni soumissionnés en exécution de la loi du 28 ventose an 4 et autres y relatives, la déclaration générale des fonds faisant l'objet de leur engagement, échange ou autre titre de concession (1).

14. Ceux qui auront fait la déclaration ci-dessus pourront, dans le mois suivant, faire, devant la même administration, la soumission irrévocable de payer en numéraire métallique, le quart de la valeur desdits biens, estimés comme il sera dit ci-après, avec renonciation à toute imputation, compensation, ou distraction de finance ou amélioration. — En effectuant cette soumission, ils seront maintenus dans leur jouissance, ou réintégrés en icelle s'ils ont été dépossédés et que lesdits biens se trouvent encore sous la main de la nation; déclarés en outre et reconnus propriétaires incommutables, et en tout assimilés aux acquéreurs de biens nationaux aliénés en vertu des décrets des assemblées nationales (2).

(1) Voyez la loi du 16 pluviôse an 8 (5 février 1800), portant prorogation du délai fixé par le présent article.

(2) Lorsqu'une loi spéciale a révoqué une concession faite par arrêté de l'ancien conseil, les héritiers du concessionnaire ne peuvent être admis à faire la soumission autorisée par cet article. Arr. du cons., 10 juillet 1832, MAC., 2^e série, II, 350. — On ne peut être admis à soumissionner les biens engagés qu'autant que le soumissionnaire a conservé la qualité d'engagiste, et qu'il se soumet à faire remise au trésor du montant de sa finance; l'engagiste qui a reçu le montant de sa finance, et qui, par conséquent, a cessé d'être engagiste, n'a pu soumissionner valablement: les créanciers intervenans ne peuvent, à cet égard, avoir plus de droits que leur débiteur, et soutenir qu'il a conservé une qualité qui ne lui appartient réellement plus. Arr. du cons., 16 août 1833, MAC., 2^e série, III, 464. — Jugé encore et en thèse générale, que l'engagiste qui a reçu le remboursement de sa finance d'engagement, n'a pas qualité pour soumissionner. Arr. du cons., 1^{er} décembre 1824, MAC., VI, 648. — Le ministre des finances, saisi par de prétendus engagistes de leur demande en soumission, est compétent pour vérifier leur qualité d'engagistes. Arrêt précité du cons., 10 juillet 1832, MAC., 2^e série, II, 350. — Le ministre des finances peut suspendre provisoirement l'exécution et les effets de la soumission, antérieurement validée, d'un ancien engagement, lorsque le domaine oppose une quittance de remboursement; une pareille mesure ne préjudicie pas aux moyens que l'ancien engagiste peut faire valoir pour contester les effets et les conséquences du remboursement dont excipe le domaine. Arr. du cons., 1^{er} décembre 1824, MAC., VI, 648. — Lorsqu'un engagiste prétend que le remboursement de la finance n'a pas été intégral, et qu'il est encore resté créancier de sommes considérables, il y a lieu de surseoir jusqu'à ce que la quittance ait été produite en bonne forme par le domaine. Arr. du cons., 24 mars 1832, MAC., 2^e série, II, 97. — L'engagiste ne peut se prévaloir de *visa* ou de copies et récépissés de quittances, pour établir le non remboursement de sa finance: en admettant, d'ailleurs, que l'engagiste pût produire quelques quittances non liquidées, il n'en résulterait en sa faveur qu'une simple créance; dès lors, il serait considéré comme créancier de l'état, et soumis aux déchéances prononcées par les lois de finances. Arrêt précité du cons., 16 août 1833, MAC., 2^e série, III, 464. — La décision ministérielle qui refuse d'admettre la soumission de sous-concessionnaires ne fait pas obstacle à ce que ceux-ci fassent valoir leurs droits devant les tribunaux contre l'engagiste primitif. Arr. du cons., 16 mai 1832, MAC., 2^e série, II, 257. — Les bois qui n'excédaient pas cent cinquante hectares ont pu être soumissionnés par les anciens engagistes. Arr. du cons., 28 août 1827, MAC., IX, 449. — La partie qui a fait sa soumission d'exécuter la loi du 14 ventose an 7, doit être considérée comme ayant reconnu elle-même sa qualité d'engagiste, et n'est plus admise à réclamer celle d'échangiste. Arr. du cons., 6 septembre 1826, MAC., VIII, 556. — La soumission de l'engagiste étant nulle par défaut de qualité, la vente qu'il a pu faire à un tiers est nulle aussi: au reste, si l'engagiste a été autorisé par ordonnance royale à suivre les effets de sa soumission, il est juste de tenir compte à l'acquéreur qui a agi de bonne foi des avances qu'il a pu faire pour le paiement du quart; toutefois cette indemnité ne peut excéder l'estimation du quart fixée par l'arrêté du préfet. Arrêt précité du 16 août 1833, MAC., 2^e série, III, 464. — Lorsque la soumission, faite par un

15. En faisant la soumission énoncée en l'article précédent, ils seront tenus de nommer leurs experts, et de déposer l'état, signé d'eux ou de leur procureur constitué, touchant la consistance des biens qu'ils entendent conserver, leur situation, leur nature au temps de la concession, leur état

ancien engagiste, a été validée par une ordonnance royale; que celui-ci a payé le quart de la valeur du bien estimé, et qu'il a revendu le bien à un tiers, si, par une décision provisoire, le ministre, sans tenir compte de la soumission, ordonne au domaine de reprendre possession du bien, le tiers ne peut, avant que cette décision soit annulée, poursuivre le domaine en restitution du bien et de ses fruits. Arr. du cons., 19 janvier 1825, *MAC.*, VII, 32.

La loi du 28 avril 1816 n'a relevé de la déchéance prononcée par celle du 14 ventose an 7, contre les engagistes qui n'ont pas fait leur soumission dans le délai utile, que les seuls engagistes de forêts au dessus de cent cinquante hectares, dépossédés par suite de la loi du 1^{er} février 1804; la loi du 22 mars 1820 n'a relevé de la déchéance que les détenteurs actuels, et non les engagistes dépossédés: lorsque l'engagiste a renoncé volontairement au bénéfice de sa soumission pour se présenter comme créancier de l'état, et qu'en cette qualité il a encouru la déchéance prononcée par un décret définitif et irrévocable, il ne peut invoquer les deux lois précitées pour faire de nouvelles soumissions en vertu de son ancienne qualité. Arr. du cons., 28 août 1827, *MAC.*, IX, 449. — Lorsqu'un arrêté préfectoral prononce la déchéance du soumissionnaire, celui-ci ne peut se pourvoir à fin de réformation, que devant le ministre des finances. Arr. du cons., 9 janvier 1828, *MAC.*, X, 25.

Les art. 13 et 14 de la loi de ventose, qui soumettent les engagistes au paiement du quart pour devenir propriétaires incommutables de la valeur des biens, s'appliquent aux concessionnaires à titre gratuit, comme aux concessionnaires à titre onéreux; même à ceux dont la concession aurait été révoquée par une loi spéciale antérieure, mais qui n'auraient pas cessé de posséder les biens concédés. Cass., 14 novembre 1832, *SIR.*, XXXIII, 1, 50; Bull. civ., XXXIV, 165; arrêt précité du 18 mars 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 275; Bull. civ., XXXV, 60; et 9 juin 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 633; Bull. civ., XXXV, 129. — Est réputée à titre gratuit la concession consentie par le souverain, en contemplation des services rendus à lui et à ses prédécesseurs par le concessionnaire et ses auteurs; en conséquence, une telle concession rentre dans l'application de la loi de ventose an 7, même dans les pays réunis où, d'après les traités de réunion, les concessions du domaine de l'état, faites à titre onéreux, ne pouvaient être frappées de révocation. Cass., 27 novembre 1832, *SIR.*, XXXIII, 1, 21; Bull. civ., XXXIV, 175.

L'engagiste qui a été déclaré propriétaire incommutable par la loi du 14 ventose an 7, sous l'obligation de payer le quart de la valeur des biens engagés, est dispensé de payer en sus une finance quelconque d'engagement. Décis. minist., 25 mars 1809, *SIR.*, IX, 2, 223. — Les engagistes des domaines dans le ci-devant Piémont, qui sont reliquataires de tout ou partie des finances d'engagement, et qui sont dans le cas d'être maintenus, en payant le quart de la valeur desdits domaines, ne sont pas tenus d'acquitter, indépendamment de ce quart, les portions qu'ils doivent sur leurs finances. Avis précité du cons., 21 octobre 1809, *SIR.*, XI, 2, 5. — Les possesseurs de domaines engagés qui obtiennent leur confirmation au moyen d'un supplément de prix sont passibles, sur ce supplément, d'un droit de mutation. Cass., 12 avril 1808, *SIR.*, VIII, 1, 522; Bull. civ., X, 76. — Les détenteurs de domaines engagés, devenus propriétaires incommutables par suite du paiement du quart, n'ont pas été affranchis des charges annuelles dont ils étaient antérieurement tenus envers le domaine. Cass., 7 janvier 1820, *SIR.*, XXIX, 1, 54. — Jugé encore que l'engagiste soumissionnaire doit continuer le service des rentes dont les biens soumissionnés sont grevés envers le domaine, lorsque cette obligation lui a été imposée par l'arrêté administratif qui a accepté la soumission, et l'a déclaré propriétaire incommutable. Cass., 23 juillet 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 577; Bull. civ., XXXV, 146. — Mais l'engagiste peut être affranchi du service de ces mêmes rentes, encore que l'obligation lui en ait été imposée par l'arrêté administratif qui a accepté sa soumission, alors que, loin d'exécuter cette condition, l'engagiste, au contraire, a demandé à en être déchargé. Cass., 24 novembre 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 776. — Quoique la condition de payer les rentes portées au titre de concession, ne se trouve point exprimée dans l'arrêté de maintenance, les engagistes ne sont pas moins obligés de servir ces rentes. Décis. minist., 28 prairial an 7, *SIR.*, I, 2, 537. — Jugé au contraire que le paiement du quart décharge l'ancien engagiste de toutes les rentes dont le bien était grevé. Avis du cons., 22 fructidor an 15, *SIR.*, VI, 2, 3. — On a jugé, cependant, que, par le paiement du quart, les engagistes ne sont pas affranchis des charges autres que des hypothèques dont le bien était grevé envers des tiers. Arr. du cons., 4 juin 1809, *SIR.*, IX, 2, 381. — Que la clause par laquelle des domaines engagés ont été conférés aux propriétaires, libres de toutes charges, ne les affranchit pas du service des rentes foncières existant dans les concessions primitives. Arr. du cons., 12 mai 1807, *SIR.*, XVI, 2, 270. — Il n'y a pas lieu à la restitution des arrérages de rentes d'engagements payés antérieurement à

actuel et leur produit, sans pouvoir être recus à faire leur soumission autrement que sur la totalité du domaine ou des domaines compris dans le même titre, ou sur la totalité de ce qui en reste en leur possession; le tout à peine de nullité de ladite soumission.—Le présent article, ainsi que le treizième et le quatorzième, ne s'appliquent point aux concessions de forêts au dessus de cent cinquante hectares, ni de terrains enclavés dans les forêts nationales ou à sept cent quinze mètres d'icelles, sur lesquelles il sera définitivement statué par une résolution particulière (1).

16. La valeur des biens dont il s'agit aux trois articles précédens, sera réglée, aux frais de l'engagiste ou échangiste soumissionnaire (2), par trois experts nommés, savoir, l'un par ledit soumissionnaire, en la forme portée par l'article 15, le second par le directeur des domaines, et le troisième par l'administration centrale dans le ressort de laquelle les biens, ou la majeure partie d'iceux, sont situés: ces deux derniers experts seront nommés dans la décade de la soumission, à la diligence de la régie des domaines.

17. Ces experts ne pourront, à peine de nullité, être pris parmi les citoyens détenteurs de biens nationaux susceptibles de retrait, ou dépossédés en vertu de la loi du 10 frimaire an 2, ou qui ont été ci-devant nobles, ou qui sont agens ou fermiers desdits détenteurs, ci-devant détenteurs ou ci-devant nobles.—C lui qui étant, à sa connaissance, dans l'exclusion, ne le déclarera pas et procédera à l'estimation, sera condamné à trois cents francs d'amende par voie de police correctionnelle, à la diligence du receveur des domaines, sans préjudice des dommages-intérêts des parties.

18. Tout détenteur ou ci-devant détenteur qui sera convaincu d'avoir donné, ou tout expert d'avoir reçu, en argent ou présent, quelque chose au-delà des vacations réglées par l'administration de département, sera, par la même voie et à la même diligence, condamné en mille francs d'amende envers la république, et en un emprisonnement qui ne pourra excéder une année, ni être moindre de trois mois.

l'avis du cons. d'état du 22 fructidor an 13. Décret du 3 juin 1806, *SIR.*, VI, 2, 251. — L'engagiste qui, pour devenir propriétaire incommutable, a payé le quart, n'a pas profité de l'abolition prononcée par les lois de 1792 et 1793, des rentes féodales ou mélangées de féodalité. *Cass.*, 10 brumaire an 12, *SIR.*, IV, 1, 46; *Bull. civ.*, VI, 36; et 5 nivose an 12, *SIR.*, IV, 2, 89; *Bull. civ.*, VI, 100. — *Idem*, les arrérages de ces rentes, échus à l'époque où l'engagiste a été maintenu, doivent être payés. *Cass.*, 16 août 1809, *SIR.*, X, 1, 8; *Bull. civ.*, XI, 199.

Aux termes de l'art. 5, tit. XX, de l'ordonnance de 1669, les engagistes de forêts composées de futaies et taillis, ne pouvaient disposer des futaies qui étaient réservées au profit du roi, et dont le prix devait être payé au receveur de ses domaines et bois: d'après ce principe, l'engagiste qui a soumissionné est obligé de payer la totalité de la valeur des futaies, et non le quart seulement, comme il est d'usage pour les autres biens. Arrêt précité du cons., 6 septembre 1826, *MAC.*, VIII, 556. — Jugé encore que, dans l'évaluation des forêts composées de futaies et de taillis, les futaies doivent être comprises pour la totalité de leur valeur: pour éviter de payer la totalité de la valeur des futaies, les engagistes ne peuvent diviser leur soumission, afin d'acquitter les taillis séparément de la futaie; mais ils peuvent retirer leur soumission et se pourvoir en liquidation de leur finance d'engagement. Arr. du cons., 5 septembre 1821, *MAC.*, II, 343. — Si l'engagiste n'a soldé que le quart de la futaie, le domaine est fondé à répéter les trois autres quarts non payés: l'engagiste est tenu de restituer les trois quarts du prix de vente de la futaie d'une forêt qui ne faisait pas partie de l'engagement, quoiqu'il soit devenu plus tard propriétaire incommutable de ladite forêt; et il n'est pas fondé à demander la compensation avec une somme qu'il prétend lui être due pour indemnité de non jouissance, lorsque les lois de la matière n'accordent aux engagistes dépossédés aucune indemnité de cette espèce. Arr. du cons., 4 juillet 1827, *MAC.*, IX, 342.

(1) Le § 2 du présent article a été rapporté par l'art. 116 de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816.

(2) Voyez arr. précité du cons., du 6 septembre 1828, *MAC.*, VIII, 556.

19. Il sera procédé à l'estimation de la manière qui suit, savoir :

Pour les maisons, usines, cours et jardins en dépendant :

Par une première opération, les experts les estimeront d'après leur connaissances locales, et relativement au prix commun actuel des biens dans le lieu ou les environs ; — Par une seconde, relativement au prix commun en 1790, en formant un capital de seize fois le revenu dont lesdits objets étaient susceptibles, sans considérer les baux à ferme ou à loyer, s'ils ne s'élevaient pas au véritable prix ; — Par une troisième, s'il y avait des baux en 1790, lesdites maisons et usines, les cours et jardins en dépendant, seront évalués sur le pied de leur valeur en 1790, calculée à raison de seize fois leur revenu net ;

Et pour les terres labourables, prés, bois, vignes et tous autres terrains :

Par une première opération, les experts estimeront la valeur d'après leurs connaissances locales, et relativement au prix commun actuel des biens de même nature dans le lieu ou les environs ; — Par une seconde, ils estimeront la valeur d'après le montant de la contribution foncière de 1793, en prenant pour revenu net d'une année quatre fois le montant de cette contribution, et en multipliant la somme par vingt ; — Et par une troisième, s'il y avait des baux existant en 1790, la valeur sera fixée sur le pied de la même année, et calculée à raison de vingt fois le revenu d'après lesdits baux. — A l'égard de ce dernier cas et de ceux non prévus ci-dessus, les experts se conformeront au paragraphe 3 de la loi en forme d'instruction du 6 floréal an 4, relative à l'exécution de celle du 28 ventose précédent. — Les experts motiveront leur rapport sur chacune des bases ; et les administrations, dans leurs arrêtés, en énonceront les résultats, se fixeront à celui qui sera le plus avantageux pour la république, et en feront mention expresse : le tout à peine de nullité (1).

20. Le quart de la valeur du terrain estimé d'après les règles portées en l'article précédent, sera acquitté dans le mois de la date de l'arrêté de l'administration qui en aura fixé le montant d'après le rapport des experts, savoir, un tiers en numéraire, et les deux autres tiers en obligations ou cédules acquittables aussi en numéraire, savoir, un tiers dans deux mois, à courir de l'expiration du premier terme ; et l'autre tiers aussi dans deux mois, à courir de l'expiration du second terme ; le tout avec intérêt sur le pied de cinq pour cent par an, à compter du jour de la prise de possession à l'égard de ceux qui avaient cessé d'être détenteurs, et à compter du jour de l'arrêté ci-dessus à l'égard des autres (2).

21. Aussitôt après la soumission autorisée par les articles 14 et 15, le son

(1) Ces dispositions ne prescrivent pas d'établir le revenu net en déduisant les contributions et frais d'entretien. Arrêt précité du cons., 6 septembre 1826, MAC., VIII, 556. — Une forêt engagée, et soumissionnée par l'engagiste, doit être évaluée d'après le rôle de contribution de 1793, ou, à son défaut, d'après l'estimation des experts. Arr. du cons., 5 septembre 1821, MAC., II, 343. — Les instructions transmises par le ministre des finances à un préfet, sur le mode de règlement du prix des futaies d'un domaine engagé que l'engagiste soumissionne, ne constituent pas un jugement qui s'oppose à ce que le ministre réforme une erreur qu'il aurait eue reconnaître dans la fixation du prix des futaies. Arr. du cons., 25 mai 1832, MAC., 2^e série, II, 271.

(2) C'est du jour de l'arrêté de maintenue, et non du jour de la prise de possession, que les soumissionnaires doivent au domaine l'intérêt du quart qu'ils ont payé pour devenir propriétaires incommutables : si les anciens engagistes sont des émigrés, et s'ils ont été remis en possession des domaines engagés en vertu de la loi du 5 décembre 1814, le domaine peut exiger d'eux les intérêts des coupes de bois qu'ils ont pu faire. Arr. du cons., 21 juin 1826, MAC., VIII, 315.

missionnaire pourra vendre des biens compris en la soumission, pour payer le quart de l'estimation à régler d'après l'article 19; mais à la charge d'imposer à l'acquéreur la condition expresse de verser en numéraire dans la caisse du receveur des domaines nationaux, dans les délais fixés par l'article précédent, le prix de son acquisition, jusqu'à concurrence de ce qui sera dû à la république pour le montant de ladite estimation. Le versement sera fait nonobstant toutes oppositions qui pourraient avoir lieu entre les mains des acquéreurs; au moyen de quoi; ceux-ci demeureront subrogés aux droits de propriété de la nation, et affranchis des hypothèques du chef de leur vendeur, comme les autres acquéreurs de domaines nationaux. — Néanmoins, si le prix de la vente faite par l'engagiste était inférieur au montant de l'estimation ordonnée par l'article 19, la république conservera pour l'excédant son privilège et son hypothèque, même sur la chose vendue, jusqu'au paiement intégral du quart dû par l'engagiste, sans être tenue de poursuivre l'inscription de sa créance aux registres publics de la conservation des hypothèques (1).

22. A l'égard de tous engagistes ou échangeistes non maintenus, et qui n'auraient pas fait la déclaration prescrite par l'article 13 de la présente, ou qui, après l'avoir faite, ne se seraient pas présentés pour faire la soumission autorisée par les articles 14 et 15, la régie des domaines nationaux, immédiatement après l'expiration du mois qui suivra la publication de la présente, en ce qui concerne les premiers, ou du mois qui suivra la déclaration non suivie de soumission, en ce qui concerne les seconds, leur fera signifier copie des titres primitifs, récognitifs ou énonciatifs, tendant à établir les droits de la nation; avec déclaration que, dans le délai d'un mois à dater de la signification, elle poursuivra la vente des biens y énoncés, lesquels ne pourront être des biens qui auraient été soumissionnés en exécution de la loi du 28 ventose an 4 et autres y relatives. — Elle les interpellera, par le même acte, de nommer, dans la décade, un expert pour procéder aux opérations préparatoires ci-après détaillées, conjointement avec l'expert qui sera nommé par la régie, et celui qui le sera par l'administration centrale du département de la situation des biens.

23. Ces experts procéderont, dans les deux décades suivantes, à la vue des titres, mémoires et renseignemens qui leur seront respectivement remis, 1^o à l'estimation du capital, d'après les règles posées en l'article 19; 2^o à l'estimation du revenu annuel; 3^o à celle des améliorations, s'il y en a, en observant qu'elles ne doivent être estimées que jusqu'à concurrence de la valeur dont les biens se trouvent augmentés; 4^o à l'évaluation des dégradations, s'il y a lieu; 5^o enfin, à l'estimation des fruits perçus et recueillis par le ci-devant détenteur, depuis et compris l'année 1791, à moins qu'il ne justifie avoir fait la déclaration prescrite par la loi du 22 novembre — 1^{er} décembre 1790. — Les experts distingueront chacune de ces opérations dans leur rapport: si l'engagiste avait négligé d'en nommer un, ou si son expert nommé ne se réunissait point aux autres au jour indiqué par sommation, il sera passé outre par ceux-ci.

24. Les articles 17 et 18 de la présente s'appliquent aux experts qui seront nommés en exécution de l'article précédent.

25. Après la remise du rapport des experts, et toutefois après l'expiration

(1) La régie doit procéder par voie de saisie et de commandement contre les acquéreurs d'un engagiste soumissionnaire, faute de paiement du quart de la valeur des biens; et, à défaut de paiement, elle doit poursuivre la déchéance. Décis. minist., 25 mai 1809, S. R., IX, 2, 287.

du délai d'un mois à dater de la signification prescrite par l'article 22, les biens seront mis en vente par affiches et enchères faites conformément aux lois des 16 brumaire an 5 et 26 vendémiaire dernier. — En conséquence, la première mise à prix des biens ruraux sera de huit fois le revenu annuel; celle des maisons, bâtimens et usines, servant uniquement à l'habitation et non dépendant de fonds de terre, sera de six fois le revenu annuel.

26. Si, après l'adjudication faite dans les délais et formes ci-dessus, le ci-devant détenteur élevait quelques prétentions relatives à la propriété, elles se résoudront de plein droit en indemnités sur le trésor public, s'il y échet.

27. Si, dans le mois qui suivra la signification des titres, le détenteur les soutient inapplicables ou insuffisants, ou s'il prétend être placé dans les exceptions de la présente, ou si de toute autre manière il s'élève des débats sur la propriété, il y sera prononcé par les tribunaux, après néanmoins qu'on se sera adressé, par voie de mémoire, aux corps administratifs, conformément à la loi du 28 octobre—5 novembre 1790; mais en ce cas, soit le tribunal de première instance, soit celui d'appel, devront, chacun en ce qui le concerne, procéder au jugement, sur simples mémoires respectivement remis, dans le mois, à dater de l'expiration des délais ordinaires de la citation (1).

(1) C'est aux tribunaux, et non à l'autorité administrative, qu'il appartient de juger toutes les questions de propriété des biens engagés. Arr. du cons., 15 août 1827, MAC., IX, 439. — Par exemple, si des terrains prétendus domaniaux sont ou ne sont pas tels, si des biens engagés sont soumis à la révocation prononcée par la loi de ventose, ou si, au contraire, ils sont compris dans les exceptions. Arr. du cons., 20 novembre 1815, SIR., Jur. du cons., III, 137; 18 mars 1816, *ibid.*, 251; 25 février 1818, *id.*, IV, 268; 1^{er} et 11 février 1829, MAC., XI, 18 et 35; 15 et 26 mars 1829, *ibid.*, 82 et 96; et plusieurs autres arrêts. — Les conseils de préfecture excéderaient leurs pouvoirs, s'ils prononçaient sur les droits respectifs des concessionnaires et des tiers, et sur l'étendue des exceptions portées dans la loi de ventose. Arr. du cons., 15 novembre 1822, MAC., IV, 356. — Jugé encore que la question de savoir si des aliénations de domaines faites anciennement par le duc de Lorraine sont révoquées ou maintenues, est du nombre de celles réservées aux tribunaux. Arr. du cons., 2 décembre 1829, MAC., XI, 450. — C'est aussi aux tribunaux à prononcer sur les moyens proposés par le possesseur actuel de domaines inféodés, à l'effet d'être dispensé du paiement du quart. Arr. du cons., 13 janvier 1816, SIR., Jur. du cons., III, 211. — Sur la question de savoir si un remboursement fait pendant la minorité de l'engagiste, par le domaine, est nul ou valide à l'égard de l'héritier de cet engagé. Arr. du cons., 28 février 1827, MAC., IX, 124. — Sur les droits respectifs des représentans d'un engagé. Arr. du cons., 24 octobre 1821, MAC., II, 380. — Sur les contestations entre l'engagiste principal et les sous-aliénataires, relatives à la validité et aux effets du contrat de sous-engagement. Arr. du cons., 3 février 1819, SIR., XIX, 2, 305. — Sur le sens des clauses renfermées dans les actes de concession émanés du gouvernement. Arr. du cons., 22 juin 1810, SIR., Jur. du cons., I, 380. — Sur la question de savoir si des sous-concessionnaires de domaines engagés sont frappés de révocation. Arr. du cons., 16 octobre 1813, SIR., Jur. du cons., II, 446. — Sur la question de savoir si un tiers possède ou non à titre d'engagiste. Arr. du cons., 15 juin 1812, SIR., Jur. du cons., II, 76. — Sur la question préjudicielle de savoir si un immeuble soumissionné est communal ou national. Arr. du cons., 12 décembre 1818, SIR., Jur. du cons., V, 23. — Sur la question de savoir si des bois détenus à titre d'acensement par une commune, sont ou non dans le cas des dispositions révocatoires de la loi de ventose an 7. Arr. du cons., 18 janvier 1831, SIR., XXXI, 2, 348. — Sur les questions qui peuvent naître de l'abolition des rentes affectées sur les domaines engagés. Arr. du cons., 22 novembre 1811, SIR., Jur. du cons., I, 553. — Les décisions du ministre des finances, en matière de propriété des domaines engagés, ne sont que des instructions pour la régie des domaines, et ne font pas obstacle à ce que les tribunaux jugent les questions de propriété. Arr. du cons., 18 mars 1818, SIR., Jur. du cons., IV, 283. — De même, l'arrêt d'un préfet qui applique à plusieurs engagistes le relief de la déchéance obtenue par un seul d'entre eux, ne touche point à la question de propriété des biens engagés; les parties intéressées peuvent la faire décider par les tribunaux. Arr. du cons., 31 janvier 1817, SIR., Jur. du cons., III, 492. — L'autorité administrative, appelée à examiner le mérite d'une action à soutenir par l'état contre un engagé,

28. Il n'est rien changé par la présente aux attributions de l'autorité administrative, en ce qui concerne purement et simplement les liquidations de droits et créances prétendus par des particuliers envers la république.

29. Il sera procédé à la liquidation des indemnités que l'engagiste pourrait réclamer, à la vue des quittances de finances, rapports d'experts, et de tous autres titres et documens, de la même manière qu'il est observé pour les autres créanciers de la république : la remise des titres sera faite dans trois mois pour tout délai (1).

30. Le prix de l'adjudication qui sera faite en exécution de l'article 25, sera en totalité payable en numéraire métallique ; les paiemens seront divisés comme il suit : — 1° Le quart de la valeur du terrain estimé d'après les articles 19 et 23 de la présente, sera acquitté entre les mains du receveur des domaines nationaux, dans les dix jours qui suivront l'adjudication, savoir, le premier tiers en numéraire, et les deux autres tiers en obligations ou cédules payables aussi en numéraire, savoir, le second tiers dans le délai de deux mois, et le dernier tiers dans quatre mois ; le tout à dater de la souscription des cédules, avec intérêts sur le pied de cinq pour cent par an jusqu'au paiement effectif ; — 2° Le surplus du prix de l'adjudication restera entre les mains de l'acquéreur pour fournir jusqu'à due concurrence, soit aux indemnités de l'engagiste, soit aux plus amples reprises de la république : il ne sera exigible qu'après la liquidation de ces indemnités, et sera payable en trois portions égales, de trois en trois mois, à partir de la notification qui sera faite à l'acquéreur de l'arrêté définitif de la liquidation : on ajoutera au dernier paiement tous les intérêts qui auront couru jusqu'alors, sur le même pied de cinq pour cent par an.

31. Si, par le résultat de la liquidation énoncée en l'article 29, le ci-devant concessionnaire n'était reconnu créancier que d'une partie de la somme restée aux mains de l'acquéreur, il sera d'abord remboursé sur le premier terme des deniers mis en réserve par l'article précédent, subsidiairement sur les second et troisième ; et la république ne touchera l'excédant qu'après qu'il aura été remboursé.

32. S'il arrivait qu'il fût dû au ci-devant concessionnaire au-delà de la

excède ses pouvoirs, en décidant que l'engagiste est propriétaire incommutable. Arr. du cons., 6 décembre 1820, *SIR.*, Jur. du cons., V, 494.

L'autorité administrative est seule compétente pour décider de la validité d'une soumission. Arr. du cons., 16 août 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 464. — Elle est encore exclusivement compétente pour statuer sur la fixation du prix à payer, par suite de la soumission des détenteurs d'un bien engagé. Arr. du cons., 25 octobre 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 583. — C'est à l'autorité administrative qu'il appartient, soit de décider les contestations qui tendent à remettre en question la liquidation de la finance d'engagement, réglée par des arrêts de l'ancien conseil, soit d'interpréter le sens et de déterminer les effets d'une ordonnance royale relative à ces contestations. Arr. précité du cons., 28 février 1827, *MAC.*, IX, 124. — Les conseils de préfecture sont compétens pour statuer sur la validité des ventes opérées en vertu de la loi du 14 ventose an 7, et dans les formes qu'elle prescrit. Arr. du cons., 1^{er} décembre 1824, *MAC.*, VI, 645. — C'est encore aux conseils de préfecture qu'il appartient d'interpréter les ventes faites aux anciens engagistes ; mais les droits de servitude fondés sur la possession ou des titres anciens, ne peuvent être appréciés que par les tribunaux. Arr. du cons., 31 mars 1825, *MAC.*, VII, 171. — Enfin, c'est au conseil de préfecture et non au préfet à connaître des questions concernant les domaines engagés entre les détenteurs et la régie. Arr. du cons., 7 février 1809, *SIR.*, IX, 2, 290.

Encore que l'art. 27 de la loi du 14 ventose an 7 dise qu'on jugera, sur *simples* mémoires, les causes relatives aux domaines engagés, il ne prohibe pas la défense orale. *Cass.*, 7 décembre 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 290 ; et Colmar, 8 janvier 1830, *SIR.*, XXX, 2, 188.

(1) Un détenteur de domaines engagés contre lequel la dépossession a été prononcée, a dû se pourvoir en liquidation dans les délais prescrits par les lois, à peine de déchéance ; peu importe la possession précaire qu'il a conservée. Arr. du cons., 24 mars 1819, *SIR.*, Jur. du cons., V, 90.

somme restée en dépôt, il la retirera en entier, et sera remboursé du surplus de sa liquidation comme les autres créanciers de l'état; savoir, deux tiers en bons de deux tiers, et l'autre tiers en bons du tiers consolidé.

33. Il n'est rien statué ni préjugé par la présente, — 1° Sur les concessions faites à vie seulement, ou pour un temps déterminé, soit par baux emphytéotiques, soit par baux à cens ou à rente; — 2° Sur les concessions de terrains, à quelque titre que ce soit, faites dans les colonies françaises des deux Indes; — 3° Sur la nature des îles, ilots et attérissemens formés dans le sein des fleuves et rivières navigables, non plus que des alluvions y relatives, ni des lais et relais de la mer. — Il sera statué sur ces divers objets par des résolutions particulières (1).

34. Il n'est, par la présente, porté aucune atteinte à l'exécution des lois des 28 août 1792, 10 juin 1793, et autres relatives aux biens appartenant aux communes ou sections de commune, et aux revendications de biens usurpés par la puissance féodale. — Dans le cas où il y aurait procès pendant entre une commune et un engagiste relativement au fond du droit sur les biens concédés par l'ancien gouvernement, les dispositions de la présente et les délais établis par elle ne courront contre l'engagiste qu'à dater du jugement définitif qui pourrait confirmer sa possession vis-à-vis de la commune; sauf l'intervention de la régie des domaines audit procès, s'il y a lieu.

35. Il n'est point dérogé, par la présente, aux droits et actions qui peuvent compéter à la république contre les concessionnaires ou sous-concessionnaires maintenus purement et simplement en possession par l'article 5, à raison des redevances et prestations assignées sur les fonds, et qui n'auraient pas été frappées d'abolition par les lois nouvelles.

36. Les précédentes lois sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente.

N° 57. = 18 ventose an 7 (8 mars 1799). = *LOI qui ordonne la perception, pour l'an 7, d'un supplément à la taxe établie sur les portes et fenêtres* (2). (II, Bull. CCLXIV, n° 2615; B., LXXV, 433.)

N° 58. = 21 ventose an 7 (11 mars 1799). = *LOI relative à l'organisation de la conservation des hypothèques* (3). (II, Bull. CCLXVI, n° 2627; B., LXXV, 447.)

TITRE 1^{er}. — *De la conservation des hypothèques.*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales.*

Art. 1^{er}. La conservation des hypothèques est remise à la régie nationale de l'enregistrement: elle en confiera l'exécution aux receveurs de l'enregistrement, dans les lieux et suivant les formes qui vont être ci-après déterminés.

CHAPITRE II. — *Etablissement des bureaux des hypothèques.*

2. Il y aura un bureau de la conservation des hypothèques par chaque

(1) Voyez l'avis du cons. d'état du 11 juin 1806, portant que l'ajournement prononcé par cet article a été levé par la loi du 18 messidor an 7 (6 juillet 1799); qu'en conséquence, il y a lieu de mettre ces biens en vente, d'après les principes consacrés par la loi du 18 messidor, et dans les formes voulues par celle du 5 ventose an 12 (25 février 1804).

(2) Voyez, sur la contribution des portes et fenêtres, la loi du 4 frimaire an 7 (24 novembre 1798), et les notes qui résument la législation.

(3) Voyez l'ordonnance du 14 juin—9 octobre 1829, portant organisation de la conservation des hypothèques à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Guyane française, et les diverses lois dont l'énoncé va suivre en note des dispositions de la présente loi.

arrondissement de tribunal de police correctionnelle ; il sera placé dans la commune où siège le tribunal.—Si, dans le même arrondissement, le tribunal civil et le tribunal de police correctionnelle siègent dans deux communes différentes, le bureau sera placé dans la commune où siègera le tribunal civil.

CHAPITRE III. — De l'institution des agens des hypothèques, et de leurs fonctions.

3. Les préposés de la régie à la conservation des hypothèques seront chargés, 1^o de l'exécution des formalités civiles prescrites pour la conservation des hypothèques et la consolidation des mutations de propriétés immobilières ; 2^o de la perception des droits établis au profit du trésor public pour chacune de ces formalités.

4. Avant d'entrer en exercice, chaque préposé fera enregistrer sa commission au greffe du tribunal civil du département ; il y prêtera le serment prescrit par loi du 19 fructidor an 5, et celui de remplir avec fidélité et exactitude les fonctions qui lui sont confiées.

CHAPITRE IV. — Des cautionnemens que doivent fournir les préposés aux hypothèques.

5. Le préposé fournira, en outre, un cautionnement en immeubles. Il sera payé, pour l'enregistrement dudit cautionnement, un droit fixe d'un franc.—Le cautionnement sera reçu par le tribunal civil de la situation des biens, contradictoirement avec le commissaire du directoire exécutif près le même tribunal.

6. Le préposé sera tenu de faire recevoir son cautionnement, et d'en justifier à la régie nationale dans le mois de l'enregistrement de sa commission ; il déposera, dans le même délai, une expédition de la réception dudit cautionnement, au greffe du tribunal civil dans l'arrondissement duquel il remplira ses fonctions.

7. L'inscription du cautionnement sera faite à la diligence et aux frais du préposé.—Elle subsistera pendant toute la durée de sa responsabilité, sans avoir besoin d'être renouvelée.

8. Le cautionnement ci-dessus demeure spécialement et exclusivement affecté à la responsabilité du préposé à la conservation des hypothèques, pour les erreurs et omissions dont la loi le rend garant envers les citoyens.—Cette affectation subsistera pendant toute la durée des fonctions, et dix années après : passé le quel délai, les biens servant de cautionnement seront affranchis de plein droit de toutes actions de recours qui n'auraient point été intentées dans cet intervalle (1).

(1) Le conservateur des hypothèques est responsable du défaut de mention sur son registre des énonciations et désignations contenues dans les bordereaux d'inscription ; peu importe que les bordereaux ne soient pas signés de lui, si d'ailleurs ils ont été signés dans ses bureaux, par un préposé de la régie, ou un vérificateur qui soit censé le remplacer. Bordeaux, 24 juin 1813, *SIR.*, XV, 2, 115. — Mais le conservateur n'est pas responsable envers l'inscrivant de l'irrégularité d'une inscription qu'il a faite sur deux bordereaux présentés par cet inscrivant, dont l'un régulier et l'autre irrégulier, alors que l'inscription est entièrement conforme au bordereau irrégulier. Cass., 14 novembre 1824, *SIR.*, XXIX, 1, 182 ; *Bull. civ.*, XXVI, 330. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que le conservateur est responsable de l'annulation de l'inscription faite conformément au bordereau irrégulier, soit pour avoir négligé de vérifier si les bordereaux étaient conformes, soit pour avoir certifié que l'inscription avait été faite régulièrement, et avoir ainsi empêché le créancier de rectifier, par une nouvelle inscription, l'irrégularité de la première. Cass., 29 avril 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 182. — Le conservateur qui a omis de mentionner l'époque de l'exigibilité dans une inscription prise sous la loi de brumaire an 7, ne peut se soustraire au recours du créancier, sous prétexte que la radiation de l'inscription ayant été consentie avant la loi du 4 septembre 1807, il n'a pu profiter du délai que lui accordait cette loi pour rectifier l'inscription. Cass., 22 avril 1818, *SIR.*, XVIII, 1, 265. — Le conservateur qui délivre des cer-

9. Les préposés à la conservation des hypothèques auront domicile dans le bureau où ils rempliront leurs fonctions, pour les actions auxquelles leur responsabilité pourrait donner lieu. — Ce domicile est de droit ; il durera aussi long-temps que la responsabilité des préposés : toutes poursuites à cet égard pourront y être dirigées contre eux, quand même ils seraient sortis de place, ou contre leurs ayans-cause.

10. Le passage d'un bureau dans un autre n'emportera point l'obligation d'un nouveau cautionnement ; celui déjà fourni subsistera pour le nouveau bureau, sauf à suppléer, s'il y a lieu.

11. Le cautionnement sera, — De vingt mille francs pour une population de cinquante mille individus et au dessous ; — De trente mille francs pour une population de cinquante mille à cent mille individus ; — De quarante mille francs pour une population de cent mille à cent cinquante mille individus ; — De cinquante mille francs pour une population de cent cin-

titicats constatant qu'il n'existe pas d'opposition, est personnellement responsable de toutes les créances pour lesquelles il en existe, encore qu'elles aient été formées, non par les créanciers du vendeur immédiat, mais bien par ceux de son auteur. Cass., 17 octobre 1810, *Str.*, XI, 1, 155. — Le conservateur n'est pas responsable du préjudice résultant du défaut de mention dans son certificat, des inscriptions existantes, lorsque son erreur provient de la désignation insuffisante du débiteur, dans le bordereau d'inscription. Cass., 25 juin 1821, *Str.*, XXI, 1, 344 ; *Bull. civ.*, XXIII, 197. — Lorsqu'un tribunal a déclaré que la désignation du débiteur était suffisante, et que par suite le conservateur était responsable du préjudice résultant de son erreur, la cour de cassation peut apprécier cette déclaration de fait, et casser l'arrêt, s'il lui apparaît que la désignation était réellement insuffisante, et que par conséquent le conservateur ne pouvait pas être responsable. Même arrêt. — Lorsqu'un conservateur des hypothèques est assigné en dommages-intérêts de la part d'un propriétaire, en ce qu'il se refuse à certifier si une certaine vente a été inscrite ou non, donnant pour motif qu'il n'existe pas de répertoire, ce conservateur ne cesse pas d'être responsable, quand même l'absence de répertoire serait le fait de son prédécesseur. Cass., 22 février 1831, *Str.*, XXXI, 1, 92. — Lorsqu'une personne vend un immeuble, en prenant un nom différent de celui sous lequel elle l'a déjà hypothéqué, si l'acquéreur fait transcrire son contrat, et si le conservateur des hypothèques, trompé par le nom du vendeur, délivre un certificat négatif d'inscription ; si enfin il arrive que l'acquéreur revende l'immeuble en question, et que celui qui l'achète, sur la foi du certificat négatif, obtienne la préférence sur les créanciers omis par le conservateur, ces créanciers n'ont point de recours contre le conservateur ; en ce cas, le vendeur originaire est seul responsable, et par corps. Paris, 5 décembre 1811, *Str.*, XI, 2, 239. — Les cautions du conservateur ne sont pas passibles de l'action en dommages-intérêts d'un acquéreur trompé par un certificat négatif d'inscription délivré par un conservateur sur lui-même : ce n'est pas là un fait de charge. Paris, 13 novembre 1811, *Str.*, XII, 2, 16. — Le créancier dont on conteste l'inscription, parce qu'il a été omis dans le certificat délivré par le conservateur, peut appeler ce dernier dans l'instance pour y exercer contre lui son recours en garantie ; ce créancier n'est pas tenu, dans ce cas, d'agir par voie d'action principale. Liège, 30 juin 1810, *Str.*, X, 2, 536. — La responsabilité du conservateur ne peut jamais s'étendre qu'au montant des sommes pour lesquelles le créancier, si son inscription était recevable, serait colloqué utilement dans la distribution du prix de l'immeuble hypothéqué. Bordeaux, 24 juin 1813, *Str.*, XV, 2, 115. — Le conservateur qui refuse mal à propos de radier une inscription, peut être condamné aux dépens. Paris, 26 août 1808, *Str.*, IX, 2, 19.

Les conservateurs des hypothèques sont, au bout de dix ans, depuis la cessation de leurs fonctions, affranchis de leur responsabilité, par cela même que leur cautionnement est affranchi de toute affectation. Cass., 22 juillet 1816, *Str.*, XVI, 1, 297 ; *Bull. civ.*, XVIII, 159. — L'action en garantie contre un conservateur, à raison de la nullité d'une inscription provenant de son fait, peut être exercée après dix ans de la date de l'inscription, pourvu qu'il ne se soit pas écoulé dix ans depuis la cessation des fonctions du conservateur. Cass., 2 décembre 1816, *Str.*, XVII, 1, 317.

Le conservateur des hypothèques assigné à raison de ses fonctions, doit se défendre comme tout autre particulier : il ne peut requérir que l'instance soit inscrite sur mémoires et jugée à bureau ouvert. Bruxelles, 11 juin 1812, *Str.*, XIII, 2, 218 ; et Orléans, 19 janvier 1827, *Str.*, XXVIII, 2, 12. — *Idem*, il ne peut simplement envoyer des observations au procureur du roi, pour que celui-ci prenne des conclusions dans l'intérêt de la loi. Décis. minist., 2 décembre 1807, *Str.*, VIII, 2, 3.

quante mille à deux cent mille individus, et au dessus ;—Il sera de cent mille francs pour la commune de Paris.

CHAPITRE V. — De l'empêchement des préposés, et de la vacance des bureaux.

12. En cas d'absence ou d'empêchement d'un préposé, il sera suppléé par le vérificateur ou l'inspecteur de l'enregistrement dans le département, ou bien, à leur défaut, par le plus ancien surnuméraire du bureau. — Le préposé demeurera garant de cette gestion, sauf son recours contre ceux qui l'auront remplacé (1).

13. S'il y a vacance d'un bureau, par mort ou autrement, le cas de démission excepté, il sera rempli provisoirement par le vérificateur ou l'inspecteur de l'enregistrement, ou bien, à leur défaut, par le plus ancien surnuméraire du bureau. — Ils demeureront responsables de leur gestion. La régie pourvoira sur-le-champ à la place vacante.

14. Nul préposé démissionnaire ne pourra quitter ses fonctions avant l'installation de son successeur, à peine de répondre de tous dommages et intérêts auxquels la vacance momentanée du bureau pourrait donner lieu.

CHAPITRE VI. — Du traitement des préposés aux hypothèques (2).

15. Le traitement des préposés à la conservation des hypothèques est réglé ainsi qu'il suit : — 1^o Ils auront sur la recette des droits d'hypothèque, jointe aux autres recettes dont ils sont chargés, les remises accordées sur les droits d'enregistrement et autres, par le tarif compris en l'article 9 de la loi du 14 août 1793. — 2^o Il leur sera payé par les requérans, pour les actes qu'ils délivreront, outre le papier timbré, les sommes énoncées au tarif suivant, savoir : — 1^o Pour l'inscription de chaque droit d'hypothèque ou privilège, quel que soit le nombre des créanciers, si la formalité est requise par le même bordereau, cinquante centimes ; 2^o pour la transcription de chaque acte de mutation, par rôle d'écriture, contenant vingt-cinq lignes à la page et dix-huit syllabes à la ligne, vingt-cinq centimes ; 3^o pour chaque déclaration de changement de domicile, vingt-cinq centimes ; 4^o pour l'inscription de chaque notification de procès-verbaux d'affiches, un franc ; 5^o pour chaque radiation d'inscription, cinquante centimes ; 6^o pour chaque extrait d'inscription, ou certificat qu'il n'en existe aucune, cinquante centimes ; 7^o pour les copies collationnées des actes déposés ou transcrits dans les bureaux des hypothèques, par chaque rôle de feuille de papier de vingt-cinq lignes à la page, et de dix-huit syllabes à la ligne, vingt-cinq centimes.

CHAPITRE VII. — Des registres destinés à recevoir les actes du nouveau régime hypothécaire.

16. Les registres servant à recevoir les actes du nouveau régime hypothécaire, seront en papier timbré ; les préposés les feront coter et parapher à chaque feuillet, par le président de l'administration municipale du lieu.

(1) Un conservateur peut recevoir des inscriptions sur lui-même. Paris, arrêt précité du 13 novembre 1811, *SIR.*, XII, 2, 16. — Mais il ne peut, lorsqu'il est vendeur, délivrer un certificat négatif sur lui-même ; ce certificat ne purge pas les hypothèques qui y ont été omises. Paris, 22 janvier 1810, *SIR.*, XII, 2, 14.

(2) Voyez le décret du 21 septembre 1810 et l'ordonnance du 1^{er}—8 mai 1816, portant fixation nouvelle du salaire des conservateurs des hypothèques ; voyez aussi l'avis du cons. d'état du 16 septembre 1811, qui détermine le salaire attribué aux conservateurs pour la délivrance des extraits d'inscription et des certificats négatifs ; et l'ordonnance du 24 février—9 mars 1832, concernant la remise des conservateurs des hypothèques dont les bureaux n'ont aucune autre attribution.

— Cette formalité sera remplie dans les trois jours de la présentation des registres et sans frais.

17. Les actes seront datés et consignés de suite, sans blanc, et jour par jour ; ils seront numérotés suivant le rang qu'ils tiendront dans les registres, et signés du préposé.

18. Outre les registres mentionnés en l'article 16, les préposés tiendront un registre sur papier libre ; dans lequel seront portés par extrait, au fur et à mesure des actes, sous le nom de chaque grevé, et à la case qui lui sera destinée, les inscriptions à sa charge, les transcriptions, les radiations, et les autres actes qui le concernent, ainsi que l'indication des registres où chacun de ces actes sera porté, et les numéros sous lesquels ils y seront consignés.

TITRE II. — De la perception des droits d'hypothèque.

CHAPITRE I^{er}. — De l'établissement des droits d'hypothèque (1).

19. Il sera perçu, au profit du trésor public, conformément à l'article 62 du titre IV de la loi du 9 vendémiaire an 6, un droit sur l'inscription des créances hypothécaires et sur la transcription des actes emportant mutation de propriétés immobilières.

CHAPITRE II. — Du droit d'inscription.

20. Le droit d'inscription des créances hypothécaires sera, 1^o d'un pour deux mille du capital de chaque créance hypothécaire antérieure à la promulgation de la loi du 11 brumaire dernier ; 2^o d'un pour mille du capital des créances postérieures à ladite époque (2).

21. Il ne sera payé qu'un seul droit d'inscription pour chaque créance, quel que soit d'ailleurs le nombre des créanciers requérans et celui des débiteurs grevés.

22. S'il y a lieu à inscription d'une même créance dans plusieurs bureaux, le droit sera acquitté en totalité dans le premier bureau ; il ne sera payé pour chacune des autres inscriptions, que le simple salaire du préposé, sur la représentation de la quittance constatant le paiement entier du droit, lors de la première inscription. — En conséquence, le préposé dans le premier bureau sera tenu de délivrer à celui qui paiera le droit, indépendamment de la quittance au pied du bordereau d'inscription, autant de *duplicata* de ladite quittance qu'il lui en sera demandé. — Il sera payé au préposé vingt centimes pour chaque *duplicata*, outre le papier timbré.

23. L'inscription des créances appartenant à la république, aux hospices civils et aux autres établissemens publics, sera faite sans avance du droit d'hypothèque et des salaires des préposés.

24. Toutes les fois que l'inscription aura lieu sans avance du droit et des

(1) Ces droits d'hypothèque avaient été établis par la loi du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), tit. IV ; et la perception en avait été régularisée par la loi du 9 ventose an 7 (27 février 1799). — Voyez la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, art. 60 et 61, qui maintient et augmente les droits d'hypothèque, et toutes les lois de finances postérieures qui ordonnent la continuation de leur perception.

Voyez aussi la loi du 6 messidor an 7 (24 juin 1799) qui affranchit du droit d'inscription les inscriptions indéfinies qui ont pour objet la conservation d'un simple droit d'hypothèque éventuel, etc. ; et celle du 7—17 pluviôse an 12 (28 janvier—7 février 1804), qui modère les droits d'hypothèque à raison des donations faites en faveur des hospices.

(2) Un conservateur n'est pas fondé à percevoir plusieurs salaires pour l'inscription des bordereaux contenant plusieurs créances, s'il y a unité de créanciers et de débiteurs. Décis. minist., 4 jui let 1809, *Sir.*, IX, 1, 397.

salaires, le préposé sera tenu, 1° d'énoncer tant sur les registres que sur le bordereau à remettre au requérant, que les droits et salaires sont dus; 2° d'en poursuivre le recouvrement sur les débiteurs, dans les deux décades après la date de l'inscription. — Ces poursuites s'exerceront suivant les formes établies pour le recouvrement des droits d'enregistrement.

CHAPITRE III. — Du droit de transcription.

25. Le droit sur la transcription des actes emportant mutation de propriétés immobilières, sera d'un et demi pour cent du prix intégral desdites mutations, suivant qu'il aura été réglé à l'enregistrement.

26. Si le même acte donne lieu à transcription dans plusieurs bureaux, le droit sera acquitté ainsi qu'il est porté à l'article 22 ci-dessus pour les inscriptions.

27. Hors les cas d'exception prononcés par la présente loi et par celle du 11 brumaire dernier, les droits et salaires dus pour les formalités hypothécaires seront payés d'avance par les requérans. — Les préposés en expédieront quittance au pied des actes et certificats par eux remis et délivrés; chaque somme y sera mentionnée séparément et en toutes lettres.

TITRE III. — *Dispositions circonstanciées et transitoires.*

CHAPITRE I^{er}. — Disposition générale.

28. Les dispositions de la loi du 9 messidor an 3, sur le régime hypothécaire, provisoirement maintenues par l'article 55 de la loi du 11 brumaire dernier, sont et demeurent rapportées.

CHAPITRE II. — De la suppression de la conservation générale.

29. La conservation générale des hypothèques, créée par ladite loi, demeure définitivement supprimée : immédiatement après la promulgation de la présente, le conservateur général des hypothèques cessera toute fonction; il sera tenu d'évacuer, dans le délai d'un mois, les bâtimens nationaux dont l'usage lui avait été accordé.

30. Dans les trois jours de ladite promulgation, le commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale du département de la Seine arrêtera les registres de la conservation générale des hypothèques, et en dressera inventaire, ainsi que des autres titres et papiers qui pourraient s'y trouver, concernant les hypothèques.

31. Les opérations prescrites par l'article précédent auront lieu en présence de deux régisseurs, commis à cet effet par la régie nationale de l'enregistrement, et du conservateur général, ou lui dûment appelé.

32. Le commissaire du directoire exécutif les interpellera de signer avec lui à la fin de l'inventaire; et, en cas de refus de leur part, il en sera fait mention.

33. Les registres, titres et papiers, ainsi arrêtés et inventoriés, seront remis aux deux régisseurs commissaires, pour être, avec l'inventaire, déposés au bureau de la régie nationale de l'enregistrement; et le conservateur général en demeurera bien et valablement déchargé.

CHAPITRE III. — De la suppression des conservateurs particuliers des hypothèques.

34. Dans les trois jours de leur réception, les préposés à la conservation des hypothèques établis par la présente, en feront faire la notification, chacun dans son arrondissement, aux anciens conservateurs, qui seront tenus de cesser sur-le-champ leurs fonctions.

35. Dans le même délai, les préposés feront faire la même notification aux commissaires du directoire exécutif près les municipalités des lieux où il existe des bureaux des hypothèques provisoirement maintenus.

36. Les commissaires du directoire exécutif se transporteront, dans le jour de la notification, dans lesdits bureaux, y arrêteront les registres, et en dresseront inventaire, ainsi que des titres et papiers concernant la conservation des hypothèques, en présence des conservateurs supprimés, ou eux dûment appelés. — Lesdits conservateurs seront interpellés de signer les inventaires; et, en cas de refus de leur part, il en sera fait mention.

37. Les registres, titres et papiers, arrêtés et inventoriés, seront, à la diligence du commissaire du directoire exécutif, transportés au bureau des hypothèques de l'arrondissement, pour y demeurer déposés. — Les frais de transport seront à la charge des préposés, qui donneront au commissaire du directoire exécutif une reconnaissance du dépôt; au moyen de quoi il en demeurera, ainsi que l'ancien conservateur, bien et valablement déchargé.

38. Le conservateur général et les conservateurs particuliers supprimés, chacun en ce qui le concerne, demeureront garans de toute perte ou soustraction de pièces qui n'auraient point été comprises dans les inventaires ordonnés par les articles 30 et 36 de la présente. — Ils répondront également des retards et oppositions qui seraient apportés par eux ou leurs agens, tant à la confection desdits inventaires qu'au dépôt des pièces inventoriées.

39. Il sera placé dans chaque bureau de la conservation des hypothèques un tableau divisé en trois colonnes: — La première contiendra, par ordre alphabétique, le nom des communes de l'arrondissement; — La seconde désignera l'ancien arrondissement dont chacune d'elles faisait partie; — La troisième indiquera dans quel bureau de la nouvelle organisation hypothécaire auront été déposés les registres des inscriptions et transcriptions antérieures à sa mise en activité, et relatives à chaque commune.

N° 59. = 21 ventose an 7 (11 mars 1799). = *Loi portant établissement de droits de greffe au profit de la république, dans les tribunaux civils et de commerce* (1). (II, Bull. CCLXVI, n° 2628; B., LXXV, 454.)

Art. 1^{er}. Il est établi des droits de greffe au profit de la république, dans tous les tribunaux civils et de commerce. — Ils seront perçus, à compter du jour de la publication de la présente, pour le compte du trésor public,

(1) Voyez la loi du 6 prairial an 7 (25 mai 1799), qui ordonne la perception d'un décime par franc sur ces droits; celle du 22 du même mois de prairial (10 juin 1799), additionnelle à la présente; l'arrêté du 8 messidor an 8 (27 juin 1800), relatif au traitement des greffiers des tribunaux; le décret du 12 juillet 1808, qui désigne les actes assujétis sur la minute aux droits de greffe; et la loi du 21—26 décembre 1814, l'art. 72 de celle du 15—16 mai 1818, sur les finances, et toutes les autres lois de finances, qui maintiennent lesdits droits.

Voyez encore le décret du 6 janvier 1814, portant fixation de droits que le greffier du tribunal de commerce de Paris peut percevoir à son profit.

Les poursuites en recouvrement des droits de greffe sont soumises à la prescription annale établie par l'art. 61 de la loi du 22 frimaire an 7. Cass., 23 germinal an 11, SIREY, III, 2, 306; Bull. civ., V, 211.

Les actes de justice de paix faits en vertu de commission de tribunaux de première instance sont réputés, comme tous autres, actes de la justice de paix, et ne sont pas soumis aux droits de greffe. Décis. minist., 21 mars 1809, SIREY, IX, 2, 164.

par les receveurs de la régie de l'enregistrement, de la manière ci-après déterminée.

2. Ces droits consistent, — 1° Dans celui qui sera perçu lors de la mise au rôle de chaque cause, ainsi qu'il est établi par l'article 3 ci-après; — 2° Dans celui établi pour la rédaction et transcription des actes énoncés en l'article 5; — 3° Dans le droit d'expédition des jugemens et actes énoncés dans les articles 7, 8 et 9.

3. Le droit perçu lors de la mise au rôle est la rétribution due pour la formation et tenue des rôles, et l'inscription de chaque cause sur le rôle auquel elle appartient. — Ce droit sera, — Dans les tribunaux civils, de cinq francs, sur appel des tribunaux civils et de commerce; — De trois francs pour les causes de première instance, ou sur appel des juges de paix; — Et d'un franc cinquante centimes pour les causes sommaires et provisoires; — Dans les tribunaux de commerce, il sera pareillement d'un franc cinquante centimes. — Le tout sans préjudice du droit de vingt-cinq centimes qui est accordé aux huissiers audienciers pour chaque placement de cause. — Le droit de mise au rôle ne pourra être exigé qu'une seule fois; en cas de radiation, elle sera remplacée gratuitement à la fin du rôle, et il y sera fait mention du premier placement. — L'usage des placets pour appeler les causes est interdit; elles ne pourront l'être que sur les rôles, et dans l'ordre du placement.

4. Le droit de mise au rôle sera perçu par le greffier en y inscrivant la cause; et le premier de chaque mois, il en versera le montant à la caisse du receveur de l'enregistrement, sur la représentation des rôles, cotés et paraphés par le président, sur lesquels les causes seront appelées, à compter du jour de la publication de la présente.

5. Les actes assujétis sur la minute, au droit de rédaction et transcription, sont les actes, — De voyage, — D'exclusion ou option de tribunaux d'appel, — De renonciation à une communauté de biens ou à succession, — D'acceptation de succession sous bénéfice d'inventaire, — De réception et soumission de caution, — De reprise d'instance, — De déclaration affirmative, — De dépôt de bilan et pièces, — D'enregistrement de société, — Les interrogatoires sur faits et articles, — Et les enquêtes. — Il sera payé, pour chacun de ces actes, un franc vingt-cinq centimes. — Les enquêtes seront en outre assujéties à un droit de cinquante centimes par chaque déposition de témoins.

6. Les expéditions contiendront vingt lignes à la page, et huit à dix syllabes à la ligne, compensation faite des unes avec les autres.

7. Les expéditions des jugemens définitifs sur appel des tribunaux civils et de commerce, soit contradictoires, soit par défaut, seront payées deux francs le rôle (1).

8. Les expéditions des jugemens définitifs rendus par les tribunaux civils, soit par défaut, soit contradictoires, en dernier ressort ou sujets à l'appel; celles des décisions arbitrales, celles des jugemens rendus sur appel des juges de paix, celles des ventes et baux judiciaires, seront payées un franc vingt-cinq centimes le rôle.

9. Les expéditions des jugemens interlocutoires, préparatoires et d'instruction, des enquêtes, interrogatoires, rapports d'experts, délibérations, avis de parens, dépôt de bilan, pièces et registres, des actes d'exclusion ou

(1) Tout jugement définitif sur un point, encore qu'il ne soit qu'interlocutoire ou d'instruction sur d'autres points, est soumis au droit de greffe de deux francs par chaque rôle. Cass., 20 juin 1810, Sir., X, 1, 347; Bull. civ., XII, 121.

option des tribunaux d'appel, déclaration affirmative, renonciation à communauté ou à succession, et généralement de tous actes faits ou déposés au greffe, non spécifiés aux articles 7 et 8, ensemble de tous les jugemens des tribunaux de commerce, seront payées un franc le rôle (1).

10. La perception de ce droit sera faite par le receveur de l'enregistrement, sur les minutes des actes assujétis au droit de rédaction et transcription, sur les expéditions et sur les rôles de placement de causes, qui lui seront présentés par le greffier; il y mettra son reçu, et il tiendra de cette recette un registre particulier.

11. Le greffier ne pourra délivrer aucune expédition que les droits n'aient été acquittés, sous peine de restitution du droit et de cent francs d'amende, sauf, en cas de fraude et de malversation évidente, à être poursuivi devant les tribunaux, conformément aux lois.

12. Ne sont pas compris dans les droits ci-dessus fixés, le papier timbré et l'enregistrement, qui continueront d'être perçus conformément aux lois existantes.

13. Les greffiers des tribunaux civils et de commerce tiendront un registre coté et paraphé par le président, sur lequel ils inscriront, jour par jour, les actes sujets au droit de greffe, les expéditions qu'ils délivreront, la nature de chaque expédition, le nombre des rôles, le nom des parties, avec mention de celle à laquelle l'expédition sera délivrée.—Ils seront tenus de communiquer ce registre aux préposés de l'enregistrement, toutes les fois qu'ils en seront requis.

14. Les greffiers ne pourront exiger aucun droit de recherche des actes et jugemens faits ou rendus dans l'année, ni de ceux dont ils feront les expéditions : mais lorsqu'il n'y aura pas d'expédition, il leur est attribué un droit de recherche, qui demeure fixé à cinquante centimes pour l'année qui leur sera indiquée; et dans le cas où il leur serait indiqué plusieurs années, et qu'ils seraient obligés d'en faire la recherche, ils ne percevront que cinquante centimes pour la première, et vingt-cinq centimes pour chacune des autres.—Il leur est en outre attribué vingt-cinq centimes pour chaque légalisation d'acte des officiers publics.

15. Les greffiers présenteront et feront recevoir, conformément aux lois existantes, un commis-greffier assermenté par chaque section.

16. Au moyen du traitement et de la remise ci-après accordés aux greffiers, ils demeureront chargés du traitement des commis assermentés, commis expéditionnaires, et de tous employés du greffe, quelles que soient leurs fonctions, ainsi que des frais de bureau, papier libre, rôles, registres, encre, plumes, lumière, chauffage des commis, et généralement de toutes les dépenses du greffe.

17. Le traitement des greffiers des tribunaux civils est égal à celui des juges auprès desquels ils sont établis.

18. Celui des greffiers des tribunaux de commerce sera de la moitié de celui du greffier d'un tribunal civil, s'il avait été établi dans la commune où siège le tribunal de commerce.—Et néanmoins le traitement de ceux des tribunaux de commerce établis dans des communes de six mille habitans et au dessous, demeure fixé à huit cents francs.

19. Il est accordé aux greffiers une remise de trente centimes par chaque rôle d'expédition, —Et d'un décime par franc, sur le produit du droit de mise au rôle, et de celui établi pour la rédaction et transcription des actes énoncés en l'article 5.

(1) Voyez la note sur l'article 7 de la présente loi.

20. La remise de trente centimes accordée par l'article précédent, ne sera que de deux décimes sur toutes les expéditions que les agens de la république demanderaient en son nom et pour soutenir ses droits : ils ne seront tenus, à cet égard, à aucune avance ; en conséquence, ces expéditions seront portées pour mémoire sur le registre du receveur de l'enregistrement, et il en sera fait un compte particulier.

21. Le premier de chaque mois, le receveur de l'enregistrement comptera, avec le greffier, du produit des remises à lui accordées par l'article 19, et il lui en paiera le montant sur le mandat qui sera délivré au bas du compte par le président du tribunal.

22. Le traitement fixe du greffier sera également payé mois par mois par le receveur de l'enregistrement, sur le produit du droit de greffe, d'après les mandats aussi délivrés mois par mois par le président du tribunal.

23. Il est défendu aux greffiers et à leurs commis d'exiger ni recevoir d'autres droits de greffe, ni aucun droit de prompt expédition, à peine de cent francs d'amende et de destitution (1).

24. Les droits établis par la présente seront alloués aux parties dans la taxe des dépens, sur les quittances des receveurs de l'enregistrement, mises au bas des expéditions, et sur celles données par les greffiers, de l'acquit du droit de mise au rôle et de rédaction, lesquelles ne seront assujéties à d'autres droits qu'à ceux du timbre.

25. Le directoire exécutif fera connaître au corps législatif, dans le courant de thermidor prochain, par des états distincts et séparés, le produit de la perception des droits de greffe dans chaque tribunal.

26. La présente résolution demeurera affichée dans tous les greffes des tribunaux civils et de commerce.

27. Il sera statué, par une résolution particulière, sur les greffes des tribunaux criminels et correctionnels.

28. Toutes dispositions de loi contraires à la présente sont abrogées.

N° 60. = 22 ventose an 7 (12 mars 1799). = *Loi portant que la république française est en guerre avec l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et le grand duc de Toscane.* (II, Bull. CCLXV, n° 2617.)

Le corps législatif déclare que la république française est en guerre avec l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et avec le grand duc de Toscane.

N° 61. = 23 ventose an 7 (13 mars 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, sur le paiement des pensionnaires dits ecclésiastiques, dans les départemens dont les tableaux n'ont pas encore été déposés à la trésorerie nationale* (2). (II, Bull. CCLXVI, n° 2633.)

Le directoire exécutif, vu son arrêté du 5 prairial an 6, et ouï le rapport du ministre des finances, arrête :

Art. 1^{er}. Les pensionnaires, dits ecclésiastiques, dans les départemens

(1) Le greffier qui délivre des expéditions qui ne contiennent pas vingt lignes à la page, et huit à dix syllabes à la ligne, encourt la peine d'amende et de destitution, s'il perçoit sur ces expéditions les droits de greffe, tels qu'ils sont fixés par la loi ; c'est là recevoir d'autres droits de greffe que ceux établis par la loi. Cass., 16 mai 1806, Sir., VI, 2, 920.

(2) Voyez, sur le paiement des pensions ecclésiastiques, l'arrêté du 5 prairial an 6 (24 mai 1798).

dont les tableaux n'ont pas encore été déposés à la trésorerie nationale, en exécution de l'arrêté du 5 prairial an 6, sont autorisés à toucher provisoirement leur pension, en justifiant, par un certificat de la trésorerie nationale à Paris, ou de ses préposés dans les départemens, que ladite pension leur a été payée pour le second semestre de l'an 4 : elle leur sera acquittée au même taux pour le second semestre de l'an 6 seulement, et dans les valeurs déterminées par la loi du 28 vendémiaire dernier.

2. Si, par le règlement définitif desdites pensions, elles sont réduites ou élevées à un taux différent de celui ci-dessus, il en sera fait état lors du paiement du premier semestre de l'an 7.

3. Les administrations centrales sont tenues, sous leur responsabilité, de terminer et d'adresser au ministre des finances, dans le cours de germinal prochain pour tout délai, les tableaux et états prescrits par l'arrêté du 5 prairial an 6. Il n'est dérogé audit arrêté qu'en ce qui concerne les dispositions ci-dessus.

N° 62. = 26 ventose an 7 (16 mars 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, additionnel à celui du 22 pluviôse an 7 (1), concernant les Français qui ont accepté des fonctions dans des gouvernemens étrangers.* (II, Bull. CCLXVII, n° 2645.)

Le directoire exécutif, revu son arrêté du 22 pluviôse dernier, portant que les agens civils et militaires du gouvernement français dans les pays occupés par les armées de la république, ne reconnaîtront plus pour citoyens français les individus nés en France, qui ont accepté des fonctions à eux offertes par des gouvernemens étrangers, ... — Arrête ce qui suit :

Les officiers français que les généraux des armées de la république, par ordre du gouvernement, ont chargés d'organiser les légions des républiques alliées d'Italie, ne sont pas compris dans les dispositions de l'arrêté précité.

N° 63. = 26 ventose an 7 (16 mars 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif contenant rectification de ceux des 2 nivôse et 7 fructidor an 6 (2), sur le transport des lettres.* (II, Bull. CCLXVII, n° 2646.)

Le directoire exécutif, vu ses arrêtés des 2 nivôse an 6 et 7 fructidor même année, par lesquels, en rappelant les dispositions des anciens réglemens qui défendaient à tous les entrepreneurs de voitures et voituriers de se charger du transport des lettres, et en citant les lois qui ordonnaient l'exécution de ces réglemens, il a prescrit des mesures pour empêcher qu'il ne fût contrevenu à leurs dispositions ; — Considérant que c'est par erreur que l'on a cité, dans l'arrêté du 2 nivôse an 6, une loi du 24 décembre 1790, au lieu de celle du 19—20 avril même année, dont l'article 9 porte : « La police administrative et contentieuse sera par provision, et jusqu'à l'organisation de l'ordre judiciaire, exercée par les corps municipaux, à la charge de se conformer en tout aux réglemens actuels, tant qu'ils ne seront ni abrogés ni changés ; » que c'est également par erreur que, dans l'arrêté du 7 fructidor suivant, on a cité une loi du 20 septembre 1792, au lieu de celle du 21 du même mois, qui ordonne l'exécution de toutes les lois non abrogées, et qu'il est essentiel de rectifier ces erreurs ; — Con-

(1) Voyez cet arrêté et les notes.

(2) Voyez ces arrêtés et les notes.

sidérant que, pour arrêter les contraventions qui se commettent aux arrêts du conseil d'état, portant règlement, des 18 juin et 29 novembre 1681, il est nécessaire de rappeler les dispositions de ces réglemens, afin de faire mieux connaître les peines portées contre ceux qui les enfreignent, — Arrête :

Art. 1^{er}. Les arrêtés du 2 nivose et du 7 fructidor an 6, qui défendent aux entrepreneurs de voitures libres et aux voituriers de se charger du transport des lettres et ouvrages périodiques, seront exécutés ; et l'insertion du présent arrêté au Bulletin des lois servira de rectification aux indications de lois faites dans ces arrêtés (1).

2. L'extrait des réglemens des 18 juin et 29 novembre 1681, sera imprimé et inséré au Bulletin des lois à la suite du présent. — Le ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêt du conseil d'état du 18 juin 1681.

« Oui le rapport, et tout considéré, il est ordonné que les édits, déclarations, arrêts et réglemens sur le fait des postes et messageries, seront exécutés selon leur forme et teneur : ce faisant, il est fait très expresses inhibitions et défenses à tous messagers auxquels la finance de leurs offices a été remboursée, et à tous maîtres des cochés, carrosses et litières, poulaillers, beurriers, muletiers, piétons, mariniers, bateliers, rouliers, voituriers, tant par terre que par eau, et à toutes autres personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, autres que ceux qui auront droit et pouvoir dudit *Patin* et de ses intéressés, de se charger, ni souffrir que leurs valets ou postillons, et même les personnes qu'ils conduiront par leurs voitures, se chargent d'aucune lettre ni paquet de lettres, *mais seulement de lettres de voiture des marchandises qu'ils voitureront, qui seront ouvertes et non cachetées*, comme aussi à toutes personnes de se charger de la distribution desdites lettres et paquets de lettres, autres que ceux qui seront commis par ledit *Patin* et ses intéressés, *à peine de trois cents livres d'amende pour chacune contravention*, qui ne pourra être remise ni modérée pour quelque cause que ce soit, applicable le tiers au dénonciateur, s'il y en a, le tiers à l'hôpital du lieu où les contraventions auront été découvertes, et l'autre tiers au profit dudit *Patin* et de ses intéressés, et de confiscation des équipages dans lesquels lesdites lettres auront été saisies. Il est permis, pour cet effet, audit *Patin*, de faire visiter par ses procureurs, commis et préposés, les cochés, carrosses, litières, paniers, valises, bateaux, et magasins d'iceux, pour reconnaître s'il n'y aurait pas été mis, caché ou recélé des lettres ou paquets de lettres, pour passer en fraude. »

Arrêt du conseil d'état du 29 novembre 1681.

« Il est ordonné que les édits, déclarations, arrêts et réglemens concernant le fait desdites postes et messageries, seront exécutés selon leur forme et teneur ; et interprétant, autant que besoin serait, ledit arrêt du 18 juin dernier, il est fait très expresses inhibitions et défenses à tous messagers qui ont été remboursés de leurs finances, et à tous maîtres de cochés, carrosses, poulaillers, bateliers, rouliers, piétons et voituriers, tant par eau que par terre, et à toutes autres personnes de quelque qualité et condition qu'elles

(1) Les anciens réglemens relatifs au service des postes qui défendent, sous peine d'amende, à toutes personnes autres que celles chargées de ce service, le transport des lettres particulières, ont été maintenus par la loi du 26—29 août 1790. Cass., 30 juillet 1818, Bull. crim., XXIII, 299. — Les défenses s'étendent aux lettres décachetées, comme aux lettres cachetées. Cass., 8 décembre 1820, S. R., XXI, 1, 210; Bull. crim., XXV, 435.

soient, autres que ceux qui auront droit ou pouvoir dudit *Patin* et de ses associés, de se charger, ni souffrir que leurs valets ou postillons, et même les personnes qu'ils conduiront par leurs voitures, se chargent d'aucune lettre ni paquet de lettres ouvertes ou cachetées, à la réserve des lettres de voiture des marchandises qu'ils voitureront, lesquelles seront ouvertes et non cachetées. Il est ordonné que ceux qui se trouveront chargés d'autres sortes de lettres ouvertes et non cachetées, ou ceux qui les distribueront, soient contraints au paiement de l'amende de trois cents livres, portée par ledit arrêt, tout ainsi que ceux qui porteront des lettres cachetées. »

N° 64. = 28 ventose an 7 (18 mars 1799). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, en interprétation de celui du 12 ventose an 5, concernant la navigation des bâtimens neutres. (II, Bull. CCLXVIII, n° 2756.)

Le directoire exécutif, — Déclare que, par l'article 4 de l'arrêt du 12 ventose an 5, il n'a pas entendu que la navigation des bâtimens américains, relativement à la forme de leurs rôles d'équipages, fût sujette à d'autres conditions que celles qui sont imposées à tous les neutres par l'article 12 du règlement de 1744, et par l'article 9 de celui du 26 juillet 1778.

N° 65. = 1^{er} germinal an 7 (21 mars 1799). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui prescrit des mesures pour prévenir l'incendie des salles de spectacle. (II, Bull. CCLXIX, n° 2761.)

Art. 1^{er}. Le dépôt des machines et décorations pour les théâtres, dans toutes les communes de la république où il en existe, sera fait dans un magasin séparé de la salle de spectacle.

2. Les directeurs et entrepreneurs de spectacles seront tenus de disposer dans la salle un réservoir toujours plein d'eau, et au moins une pompe continuellement en état d'être employée.

3. Ils seront obligés de solder, en tout temps, des pompiers exercés, de manière qu'ils s'en trouve toujours en nombre suffisant pour le service au besoin.

4. Un pompier sera constamment en sentinelle dans l'intérieur de la salle.

5. Un poste de garde sera placé à chaque théâtre, de manière qu'un factionnaire, relevé toutes les heures, puisse continuellement veiller avec un pompier dans l'intérieur, hors le temps des représentations.

6. A la fin des spectacles, le concierge, accompagné d'un chien de ronde, visitera toutes les parties de la salle pour s'assurer que personne n'est resté caché dans l'intérieur, et qu'il ne subsiste aucun indice qui puisse faire craindre un incendie.

7. Cette visite, après le spectacle, se fera en présence d'un administrateur municipal ou d'un commissaire de police, qui la constatera sur un registre tenu à cet effet par le concierge.

8. Les dépôts de machines et décorations, la surveillance et le service pour les salles de spectacle, déterminés par le présent arrêté, seront établis, sans délai, par le bureau central dans les communes au dessus de cent mille âmes, et dans les autres communes par les administrations municipales.

9. Tout théâtre dans lequel les précautions et formalités ci-dessus prescrites auront été négligées ou omises un seul jour, sera fermé à l'instant.

N° 66. = 2 germinal an 7 (22 mars 1799). = **LOI** qui maintient provisoirement l'exécution des réglemens établis dans les départemens du Jura, de la Haute-Saône et du Mont-Terrible, relativement au titre et à la surveil-

lance des ouvrages et matières d'or et d'argent, sur les ateliers et fabriques d'horlogerie (1). (II, Bull. CCLXIX, n° 2762.)

N° 67. = 13 germinal an 7 (2 avril 1799). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif contenant des mesures relatives aux domaines congéables des départemens du Morbihan, des Côtes-du-Nord et du Finistère. (2). (II, Bull. CCLXIX, n° 2794.) -

Le directoire exécutif, — Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Dans la décade de la réception du présent arrêté, les commissaires du directoire exécutif près les tribunaux civils des départemens du Morbihan, des Côtes-du-Nord et du Finistère, dresseront un tableau des affaires en matière de domaines congéables, pendantes devant leurs tribunaux respectifs : ils enverront ce tableau au ministre de la justice, et lui rendront compte, chaque mois, du nombre et de l'espèce des jugemens prononcés, en indiquant particulièrement ceux qui pourraient se trouver rendus en contravention aux dispositions de la loi du 7 juin 1791.

2. Les commissaires du directoire exécutif près les administrations centrales des mêmes départemens, enverront chaque mois, au ministre des finances, un état indicatif des diligences faites pour parvenir aux ventes des tenues congéables appartenant à la république, et veilleront à ce que celles de cette espèce de domaines nationaux soient portées, par article particulier, dans les tableaux de mois dressés en exécution de l'article 19 de la loi du 26 vendémiaire dernier.

N° 68. = 13 germinal an 7 (2 avril 1799). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui prescrit des mesures provisoires pour la sûreté de la bibliothèque nationale. (II, Bull. CCLXIX, n° 2795.)

N° 69. = 17 germinal an 7 (6 avril 1799). = **PROCLAMATION** contenant désignation de seize départemens dans lesquels sont établis les poinçons de recense pour la garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent (3). (II, Bull. CCLXX, n° 2797.)

N° 70. = 17 germinal an 7 (6 avril 1799). = **LOI** contenant une nouvelle prorogation du délai accordé pour l'inscription des titres de créance et la transcription des actes translatifs de propriété (4). (II, Bull. CCLXX, n° 2799; B., LXXVI, 52.)

Art. 1^{er}. Les délais établis par les articles 37 et 47 de la loi du 11 brumaire dernier (5), et prorogés par celle du 16 pluviôse suivant, sont de nouveau et définitivement prorogés de deux mois, à compter de l'expiration, en chaque département, du délai fixé par ladite loi du 16 pluviôse.

(1) Voyez, sur la garantie des matières d'or et d'argent, la loi générale du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes.

(2) Voyez, sur les domaines congéables, le décret du 7 juin (30 mai, 1^{er}, 6 et) — 6 août 1791, et les notes qui résument la législation.

(3) Voyez, sur la garantie des matières d'or et d'argent, la loi générale du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes qui résument la législation et la jurisprudence.

(4) Voyez la première loi de prorogation du 16 pluviôse an 7 (4 février 1799), et les notes.

(5) Voyez ces articles, et les notes sur l'art. 37 : voyez aussi, sur le régime hypothécaire, les notes étendues qui accompagnent le titre du code du 9 messidor an 3 (27 juin 1795).

2. La présente résolution sera imprimée : elle sera d'ailleurs réimprimée à la diligence des administrations centrales de département, et affichée dans toutes les communes de la république.

N° 71. = 18 germinal an 7 (7 avril 1799). = *Loi relative au remboursement des frais de justice en matière criminelle* (1). (II, Bull. CCLXX, n° 2800; B., LXXVI, 59.)

Art. 1^{er}. Tout jugement d'un tribunal criminel, correctionnel ou de police, portant condamnation à une peine quelconque, prononcera en même temps, au profit de la république, le remboursement des frais auxquels la poursuite et punition des crimes et délits aura donné lieu (2).

2. Lorsqu'il y aura plusieurs accusés, auteurs ou complices du même fait,

(1) Voyez, sur le même objet, la loi du 5—15 pluviôse an 13 (25 janvier—4 février 1805), et les notes; les art. 162, 176, 194 et 368 du Cod. inst. crim. de 1808, et l'art. 52 du Cod. pén. de 1810.

(2) La loi du 18 germinal an 7 n'a point été abrogée par celle du 5 pluviôse an 13, qui ordonne que, dans toute affaire criminelle, la partie publique sera seule chargée des frais d'exécution; cette dernière loi n'a eu pour but que de distinguer les frais de poursuite et de jugement de ceux d'exécution; en conséquence, c'est sur les condamnés que doit être fait, même depuis la loi du 5 pluviôse an 13, le recouvrement des frais auxquels peuvent donner lieu la poursuite et la punition des délits. Lettre ministérielle, 9 février 1809, *SIR.*, IX, 2, 165.

En matière correctionnelle, le prévenu, renvoyé de l'action, ne peut être condamné aux frais envers l'état. *Cass.*, 18 germinal an 10, *SIR.*, VII, 2, 998; *Bull. crim.*, VII, 293; et Grenoble, 3 janvier 1827, *SIR.*, XXVIII, 2, 32. — Mais il en est autrement du prévenu d'un délit correctionnel, condamné par défaut et acquitté sur l'opposition; il doit supporter les frais de l'expédition, de la signification du jugement par défaut et de l'opposition. *Cass.*, 26 août 1824, *SIR.*, XXV, 1, 208; *Bull. crim.*, XXIX, 320; et 4 juin 1830, *SIR.*, XXX, 1, 341; *Bull. crim.*, XXXV, 350. — Lorsqu'en matière correctionnelle, la condamnation prononcée en première instance est maintenue en appel, les frais de l'appel doivent être mis à la charge du condamné. *Cass.*, 2 février 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 47; *Bull. crim.*, XXXII, 55. — Mais lorsque, sur l'appel *a minima*, interjeté par le ministère public, le jugement de première instance est confirmé, le prévenu ne peut être condamné aux frais de l'instance d'appel. *Cass.*, 22 novembre 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 410; *Bull. crim.*, XXXIII, 899.

Le prévenu qui est convaincu du fait, mais excusé sur l'intention, ne doit pas être condamné aux frais envers l'état. *Cass.*, 17 ventôse an 12, *SIR.*, IV, 2, 94; *Bull. crim.*, IX, 123. — *Jugé en sens contraire*: un accusé peut être condamné aux frais, alors même qu'il est acquitté, s'il est reconnu auteur du fait qui a donné lieu aux poursuites, et s'il n'est acquitté que sur l'intention. *Cass.*, 7 janvier 1830, *SIR.*, XXX, 1, 146. — Il en est de même de l'accusé déclaré coupable mais absous par suite de prescription. *Cass.*, 22 avril 1830, *SIR.*, XXX, 1, 303; *Bull. crim.*, XXXV, 243; et 30 juillet 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 410. — De l'accusé absous pour défaut de discernement. *Cass.*, 19 mai 1815, *SIR.*, XV, 1, 230; *Bull. crim.*, XX, 65; et plusieurs autres arrêts. — De l'accusé déclaré coupable mais absous pour cause de démence. *Cass.*, 2 juin 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 346; *Bull. crim.*, XXXVI, 223. — Mais l'accusé absous, en ce que le fait dont il est déclaré coupable n'est puni par aucune loi pénale, ne peut être condamné aux frais. *Cour d'assises de la Seine*, 5 octobre 1831, *SIR.*, XXXI, 2, 322; et 16 décembre 1831, *SIR.*, XXXII, 1, 232; *Bull. crim.*, XXXVI, 544. — Ni l'accusé déclaré coupable, mais absous en ce que le fait se trouvait prescrit. *Cass.*, 24 février 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 457.

Lorsque les débats sont interrompus et renvoyés aux prochaines assises, dans l'intérêt de l'accusé, sur sa demande, et parce qu'il a négligé de préparer sa défense, les frais de ce renvoi doivent être supportés par lui, quelle que soit l'issue de l'accusation. *Cass.*, 6 juillet 1815, *SIR.*, XVI, 1, 141.

Le condamné par contumace, qui se représente et obtient un jugement d'absolution, supporte les frais de la procédure sur laquelle est intervenue sa première condamnation; mais il n'est pas tenu des frais de la procédure faite depuis sa représentation en justice: en cas de décès du condamné dans les cinq ans du jugement contradictoire, ou par contumace, la condamnation aux frais est exécutoire contre les héritiers ou ayans-cause. *Instruction de la régie*, 22 octobre 1807, *SIR.*, VII, 2, 300.

Celui qui, poursuivi à raison d'un fait qualifié délit, n'est reconnu coupable que d'une simple

la condamnation au remboursement sera prononcée solidairement contre eux (1).

3. Les frais seront liquidés, et la liquidation rendue exécutoire par le président du tribunal. Le recouvrement sera poursuivi par les préposés à la régie de l'enregistrement et du domaine national.

4. Pour faciliter cette liquidation, les officiers de police judiciaire, les directeurs de jury ou présidents des tribunaux correctionnels, aussitôt qu'ils auront terminé leurs fonctions relativement à chaque affaire, joindront aux pièces l'état signé d'eux des frais et déboursés dont la liquidation pourra avoir lieu lorsqu'il y aura condamnation exécutoire.

5. Les indemnités accordées à ceux qui auront souffert un dommage résultant du délit, seront prises sur les biens des condamnés, avant les frais adjugés à la république.

N° 72: = 18 germinal an 7 (7 avril 1799). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la délivrance des lettres de marque** (2). (II, Bull. CCLXX, n° 2801.)

Le directoire exécutif arrête ce qui suit : — Il ne pourra être délivré par

contravention, n'en est pas moins passible de tous les frais de l'instance. Cass., 25 avril 1833, Sir., XXXIII, 1, 588; Bull. crim., XXXVIII, 192.

La condamnation aux dépens, en matière criminelle, doit toujours être prononcée contre les personnes civilement responsables, encore que, comme telles, ces personnes ne soient sujettes à aucune peine. Cass., 18 avril 1828, Sir., XXVIII, 1, 384; Bull. crim., XXXIII, 279.

Elle doit l'être contre la partie civile dont la poursuite n'est pas justifiée. Cass., 18 mars 1808, Sir., IX, 1, 83. — Néanmoins, lorsqu'un particulier est poursuivi à la requête du ministère public, à la suite d'un procès-verbal dressé à la requête d'une partie lésée, cette partie lésée ne doit point être condamnée aux dépens, si le prévenu est renvoyé de l'inculpation. Cass., 11 novembre 1824, Sir., XXV, 1, 143; Bull. crim., XXIX, 489.

La loi du 18 germinal an 7 est applicable aux frais faits devant les conseils de guerre. Instruction de la régie et circul. minist., 14 juillet 1807, Sir., VII, 2, 298.

Le ministère public ne peut pas être condamné aux dépens: ainsi, le maire, faisant fonctions du ministère public, et poursuivant en cette qualité la répression d'une contravention de police, ne peut, en cas de succombance, être condamné aux frais. Cass., 23 mai 1817, Sir., XVIII, 1, 57; Bull. crim., XXII, 106. — Il en est de même d'un adjoint de maire, dans le même cas. Cass., 21 janvier 1808, Sir., IX, 1, 163; Bull. crim., XIII, 22. — Et des agences domaniales ou fiscales, lorsque le ministère public poursuit, tant dans leur intérêt que dans celui de la vindicte publique, la répression de délits ou de contraventions. Cass., 28 juillet 1827, Sir., XXVII, 1, 499; Bull. crim., XXXII, 659.

La condamnation aux frais doit être prononcée par corps en matière criminelle et correctionnelle. Instruction du directeur-général de la régie, 2 pluviôse an 11, Sir., III, 2, 158; et décret du 20 septembre 1809. — Elle doit l'être également par corps en matière de police. Cass., 2 janvier 1807, Sir., VII, 1, 537; Bull. crim., XII, 1. — Jugé encore que le condamné qui, après un mois de détention, a été, pour cause d'insolvabilité, déchargé de la contrainte par corps, conformément à l'art. 26 de la loi du 19—22 juillet 1791, n'est affranchi par là que du paiement de l'amende et reste soumis au paiement des frais de la procédure, si, par suite, il devient solvable. Cass., 11 mars 1812, Sir., XII, 1, 255; Bull. civ., XIV, 86.

La prescription, applicable aux peines prononcées en matière correctionnelle, ne s'applique pas aux frais de justice: ces frais ne sont soumis qu'à la prescription ordinaire de trente ans. Cass., 23 janvier 1828, Sir., XXVIII, 1, 197; Bull. civ., XXX, 18.

Les honoraires des défenseurs et avoués ne sont pas considérés comme frais de justice criminelle; par conséquent, ils ne doivent jamais être à la charge du trésor, ni des administrations publiques qui poursuivent dans l'intérêt de l'état des contraventions ou délits. Circul. minist., 10 avril 1813, Sir., XVII, 2, 274. — Jugé dans le même sens. Cass., 29 octobre 1824, Sir., XXV, 1, 178; Bull. crim., XXIX, 460.

(1) Cette solidarité n'a pas lieu, si les délits sont différens. Cass., 1^{er} nivôse an 13, Sir., V, 2, 49; Bull. crim., X, 85.

(2) Les conditions et le mode de délivrance des lettres de marque ont été réglés par l'arrêté général du 2 prairial an 11 (22 mai 1803), art. 15 et suiv.

le ministre de la marine et des colonies, aucune lettre de marque qu'en vertu d'une autorisation formelle du directoire exécutif.

N° 73. = 19 germinal an 7 (8 avril 1799). = **PROCLAMATION aux citoyens du département de la Seine, sur les poids et mesures** (1). (II, Bull. CCLXX, n° 2802.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire de l'an 8, les grains, graines, grenailles, fruits et légumes, ainsi que le charbon de bois, la houille ou charbon de terre, la chaux, et toutes les matières sèches qui se vendent avec les mesures dites de *boissellerie* et connues sous le nom de *mine*, *minot*, *boisseau*, *litron*, etc., ne pourront plus être mesurés, dans toute l'étendue du département de la Seine, sur les ports, halles et marchés, dans les bateaux et boutiques, et sur les étalages mobiles, qu'avec les nouvelles mesures de capacité dont les noms et les rapports sont énoncés au tableau annexé au présent arrêté.

2. D'ici à l'époque fixée par l'article 1^{er}, tous les marchands et marchandes, dans l'étendue dudit département, seront tenus de se procurer, à leurs frais, celles desdites mesures nouvelles qui leur seront nécessaires. Et attendu que l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an 3 invite tous les citoyens à donner une preuve de leur attachement à l'unité et à l'indivisibilité de la république, en se servant, dès à présent, des nouvelles mesures, il est défendu, à compter de ce jour, au vérificateur du département de la Seine, de poinçonner aucune mesure ancienne de boissellerie.

3. Il ne pourra être mis en vente, ni employé dans le commerce, aucune mesure qui ne porte, d'une manière distincte et lisible, le nom qui lui est affecté, conformément à la loi du 18 germinal de l'an 3, et qui n'ait été vérifiée et marquée du poinçon de la république. La vérification sera faite gratuitement au bureau établi à cet effet près le ministre de l'intérieur.

4. A compter de ladite époque de vendémiaire de l'an 8, les anciennes mesures de la mine, du minot, du boisseau, du demi-boisseau, du quart, du demi-quart, du litron, du demi-litron, et autres servant au mesurage des grains et autres matières sèches, seront réputées mesures fausses et illégales, quand même elles auraient été vérifiées et poinçonnées précédemment. Sont également déclarées fausses et illégales les mesures nouvelles ou présentées comme telles, qui n'auraient pas été poinçonnées. Les fabricans qui vendraient des mesures déclarées fausses par le présent article, les marchands qui en conserveraient dans leurs boutiques et magasins, seront poursuivis comme contrevenant aux lois sur les poids et mesures.

5. Le ministre de l'intérieur est chargé de publier les tableaux de comparaison nécessaires pour l'instruction des citoyens, et de veiller, ainsi que le ministre de la police et celui de la justice, chacun en ce qui le concerne, à l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans le département de la Seine, et imprimé au Bulletin des lois.

Tableau des noms des mesures de capacité pour la vente des grains et autres matières sèches, avec leur rapport aux anciennes.

Le nom générique des mesures de capacité est *litre*. — Le *litre* est égal à un décimètre cube; il remplacera le litron. — Sa capacité est plus grande que celle du litron dans le rapport de cent à quatre-vingt-un; de sorte que quatre litres font environ cinq litrons; un litre fait un litron et un quart. —

(1) Voyez, sur la législation des poids et mesures, le résumé qui accompagne le décret du 1^{er} — 2 août 1793.

Lorsque le litron d'une denrée quelconque valait un franc, le litre de la même denrée devra valoir un franc vingt-cinq centimes. — Le litre se divise en dixièmes, qu'on nomme *décilitres*. Il y aura des mesures de cinq, deux et un décilitre, pour remplacer le demi-litron, le quart et le demi-quart de litron. On pourra faire aussi des demi-décilitres, qui seront, à très peu près, la même chose que ce qu'on nomme *la mesurette*, qui est le seizième du litron. — Le litre et ses divisions serviront aux mêmes usages auxquels ont servi jusqu'à présent le litron et ses divisions. — Pour la vente des grains au détail, on emploiera le *décalitre*, son double et sa moitié. — Le décalitre est une mesure de dix litres. — Sa capacité est moindre que celle du boisseau dans la proportion de dix à treize. Dix boisseaux font treize décalitres. Un boisseau fait treize litres. Un décalitre fait environ douze litrons et un quart. — Lorsque le boisseau d'une denrée valait un franc, le décalitre de la même denrée devra valoir soixante-dix-sept centimes. — La vente des grains en gros et sur les marchés se fera en *hectolitres*. — Un hectolitre fait dix décalitres. — L'hectolitre est environ de huit boisseaux. — Trois hectolitres font à peu près deux setiers de Paris. — Lorsque le grain aurait valu vingt francs le setier, l'hectolitre vaudra douze francs quatre-vingt-deux centimes. — On mesurera les grains sur les marchés avec le demi-hectolitre, mesure équivalente à environ quatre boisseaux ; mais on comptera toujours en hectolitres. — Le cours du prix des grains sera noté en hectolitres. — Le demi-hectolitre servira aussi au mesurage de la houille ou charbon de terre sur les ports et les bateaux ; mais on comptera pareillement en hectolitres. — L'hectolitre sera la mesure effective et de compte pour le charbon de bois, sur les ports, bateaux et marchés. L'hectolitre est à peu près équivalent au minot de huit boisseaux, qui sert à présent pour le charbon. — On vendra à la mesure rase tous les grains, et celles des autres denrées qui sont susceptibles d'être mesurées ainsi.

N° 74. = 27 germinal an 7 (16 avril 1799). = *LOI relative à la nomination des greffiers des tribunaux et des justices de paix.* (II, Bull. CCLXXII, n° 2819; B., LXXVI, 83.)

Art. 1^{er}. Nul ne peut être élu greffier ou commis-greffier assermenté d'un tribunal auquel la loi attribue la nomination du premier de ces fonctionnaires, s'il est parent ou allié jusqu'au troisième degré inclusivement, selon la supputation civile, de l'un des juges, quand même ce dernier se serait abstenu de voter dans cette élection. — Mais si un parent ou allié d'un greffier ou d'un commis-greffier vient à être nommé juge ou suppléant, ils peuvent simultanément exercer leurs fonctions respectives (1).

2. Les juges de paix étant seuls chargés de la nomination de leurs greffiers, pourront les choisir parmi les parens ou alliés de leurs assesseurs (2).

N° 75. = 28 germinal an 7 (17 avril 1799). = *LOI relative aux secours accordés aux réfugiés et déportés des colonies.* (II, Bull. CCLXXII, n° 2821; B., LXXVI, 89.)

N° 76. = 3 floréal an 7 (22 avril 1799). = *LOI qui rapporte les dispositions*

(1 et 2) La nomination des greffiers des tribunaux appartient au gouvernement, aux termes de l'art. 92 de la loi du 27 ventose an 8 (18 mars 1800). Il en est de même de la nomination des greffiers des justices de paix, d'après l'art. 3 de celle du 28 floréal an 10 (18 mai 1802).

pénales de celles relatives à la confiscation des effets et actions de compagnies et sociétés non visés dans les délais prescrits. (II, Bull. CCLXXII, n° 2827 ; B., LXXVI, 95.)

N° 77. = 6 floréal an 7 (25 avril 1799). = *Loi relative à la remise au corps législatif des états de dépenses annuelles à la charge du trésor public.* (II, Bull. CCLXXII, n° 2829 ; B., LXXVI, 100.)

Art. 1^{er}. Le directoire exécutif fera parvenir au corps législatif, dans deux décades de la promulgation de la présente, l'état par aperçu de toutes les dépenses ordinaires et extraordinaires qui devront être acquittées par le trésor public pendant le cours de l'an 8.

2. Il fera également parvenir les états de chaque ordonnateur, divisés d'abord en dépenses ordinaires et extraordinaires, et subdivisés ensuite en autant de sections qu'il y en a dans chaque administration ou ministère. — Ces états seront appuyés de mémoires et d'observations contenant les motifs des demandes de fonds, les économies dont chaque partie pourrait être susceptible. — Ils contiendront en outre l'état nominatif des employés, par division ou subdivision, sous quelque titre ou dénomination d'emploi que ce soit, et le traitement de chacun d'eux.

3. A l'avenir, et à compter de l'an 8, les états de dépenses à faire dans l'année, commençant au 1^{er} vendémiaire, seront adressés, dans la forme prescrite ci-dessus, au corps législatif, dans la première décade de floréal précédent.

4. Toutes dispositions de lois contraires à la présente sont abrogées.

N° 78. = 9 floréal an 7 (28 avril 1799). = *Loi sur le tarif des douanes* (1). (II, Bull. CCLXXIII, n° 2838 ; B., LXXVI, 119.)

TITRE 1^{er}. — Des importations.

Art. 1^{er}. Les sucres candis ou autrement raffinés, en pain, venant de l'étranger, seront admis en payant quatre francs par myriagramme.

2. Les cassonades de raffinerie, et les sucres terrés connus sous la dénomination de première, deuxième et troisième, paieront trois francs par myriagramme.

3. Les sucres terrés connus sous la dénomination de quatrième, petit sucre, ou tête, paieront deux francs par myriagramme.

4. Le droit d'entrée sur les sucres bruts venant aussi de l'étranger, est réduit à soixante-quinze centimes par myriagramme.

5. Les bois de teinture moulus venant de l'étranger paieront un franc par myriagramme.

6. Les eaux-de-vie simples de vin, venant de l'étranger, paieront quinze centimes par litre (deux hectolitres soixante-quatorze litres correspondant au muid de Paris, de deux cent quatre-vingt-huit pintes) ; les eaux-de-vie doubles et rectifiées, trente centimes ; et l'esprit de vin, quarante-cinq centimes.

7. Les droits du tarif du 15 mars 1791 sont rétablis sur les objets compris dans la loi du 12 pluviôse an 3, à l'égard desquels cette loi n'a pas été rapportée par celle du 3 frimaire an 5.

8. Les poissons de pêche étrangère paieront la moitié du droit du tarif

(1) Voyez, sur la législation des douanes, les notes qui accompagnent le titre du décret du 6—22 août 1791.

de 1791. Le poisson frais de même pêche, autre que le maquereau et le hareng, importé sur bâtimens français, ne paiera que cinq centimes par myriagramme.

9. Le droit d'entrée sur le café étranger est réduit à deux francs cinquante centimes par myriagramme ; —Celui sur les thés, à cinq francs.

10. Le droit d'entrée sur les toiles de coton blanches est réduit à dix francs par myriagramme ; celles en écru ne paieront que huit francs.

11. Les mousselines étrangères ne pourront entrer par terre que par les bureaux de Bourg-Libre, Verrières-de-Joux et Versoix ; et par mer, que par les ports de Bordeaux, Nantes, Lorient et Le Havre. Les toiles peintes, teintes ou imprimées, ne pourront entrer que par les bureaux de Bourg-Libre, Verrières-de-Joux et Versoix.

12. Le droit d'entrée sur le nankin des Indes est fixé à vingt-cinq centimes par mètre ; ils seront dispensés de la représentation du certificat d'origine, ainsi que les mousselines des Indes.

13. Les huiles de poisson étrangères paieront, à toutes les entrées, un franc vingt-cinq centimes par myriagramme.

TITRE II. — Des exportations.

Art. 1^{er}. Les goudrons pourront être exportés pour l'Espagne par Baïonne et Saint-Jean-de-Luz, aux mêmes conditions que les brais secs et gras.

2. Les chanvres peignés pourront sortir par les bureaux de douane établis sur le Rhin, en payant le droit de soixante centimes par myriagramme.

3. Tous les fers, aciers, et les ouvrages composés uniquement de ces matières, à l'exception des fontes en gueuse, ne paieront à la sortie que cinq centimes par myriagramme.

4. Le droit de sortie sur les graines de trèfle est porté à cinquante centimes par myriagramme.

5. Les mules, mulets et bêtes à cornes, pourront passer en Piémont aux mêmes conditions que pour l'Espagne, et pourront sortir aussi pour l'Helvétie par les bureaux situés dans le département du Mont-Terrible.

6. Les mules et mulets, bœufs et vaches (dont l'exportation est permise pour l'Espagne, le Piémont et l'Helvétie), acquitteront à leur sortie les droits auxquels ils sont imposés, lors même qu'ils seraient montés, attelés, à l'exception cependant de ceux venus de l'étranger, et sauf le remboursement des droits sur ceux qui rentreraient dans le délai de deux mois du jour de l'expédition.

7. La prohibition à la sortie sur les chevaux est provisoirement maintenue ; et, pour en assurer l'exécution, le conducteur d'un cheval monté ou attelé, qui ira à l'étranger, fournira soumission cautionnée de ramener ledit cheval dans un délai qui ne pourra excéder deux mois, à peine d'en payer la valeur.

TITRE III. — Du transit.

Art. 1^{er}. Les sucres raffinés dans les états de la république batave, jouiront du transit pour l'Helvétie et l'Allemagne, en payant cinquante centimes par myriagramme ; à la charge que ceux destinés pour l'Helvétie entreront par Valéry-sur-Somme, Boulogne, Calais, Dunkerque, Ostende, Sas-de-Gand et Anvers, et sortiront par Bourg-Libre ou Pontarlier ; et que ceux passant en Allemagne entreront par les sept bureaux ci-dessus désignés, et par ceux de Cranembourg et Mouck, et sortiront par ceux de Neuss, Cologne et Mayence.

2. Les mêmes sucres venant des états de la république batave par le Rhin, à la destination de l'Helvétie, pourront emprunter le territoire français en

entrant par Strasbourg et sortant par le bureau de Bourg-Libre : ils acquitteront le même droit.

3. Les cafés étrangers arrivant dans les ports de la Manche à la destination de l'Helvétie, jouiront du transit accordé à ceux venant des états de la république batave par Anvers, à la charge de sortir par les mêmes bureaux : les uns et les autres paieront cinquante centimes par myriagramme.

TITRE IV. — De la législation.

Art. 1^{er}. Deux préposés de l'administration des douanes, ou autres citoyens français, suffisent pour constater une contravention aux lois relatives aux importations, exportations et circulation (1).

2. Ceux qui procéderont aux saisies feront conduire dans un bureau de douane, et autant que les circonstances pourront le permettre, au plus prochain du lieu de l'arrestation, les marchandises, voitures, chevaux et et bateaux servant aux transports ; ils y rédigeront de suite leur rapport (2).

3. Les rapports énonceront la date et la cause de la saisie, la déclaration qui en aura été faite au prévenu ; les noms, qualités et demeure des saisisans, et de celui chargé des poursuites ; l'espèce, poids ou nombre des objets saisis ; la présence de la partie à leur description, ou la sommation qui lui aura été faite d'y assister ; le nom et la qualité du gardien, le lieu de la rédaction du rapport, et l'heure de sa clôture (3).

4. Dans le cas où le motif de la saisie portera sur le faux ou l'altération des expéditions, le rapport énoncera le genre de faux, les altérations ou surcharges. — Lesdites expéditions, signées et paraphées des saisisans ne

(1) Lorsqu'une saisie est faite par plusieurs préposés, il suffit, pour la régularité du procès-verbal qui en est rédigé, que deux d'entre eux constatent la contravention et qu'ils l'affirment. Cass., 1^{er} février 1810, *Str.*, XVI, 1, 230 ; *Bull. crim.*, XV, 38. — Lorsqu'il n'y a pas de procès-verbaux, ou lorsqu'ils sont nuls, les contraventions peuvent être prouvées par témoins. Cass., 8 frimaire an 11, *Str.*, III, 2, 249 ; *Bull. civ.*, V, 74.

(2) Les marchandises saisies doivent être déposées dans le bureau le plus voisin, à moins d'empêchement : le dépôt fait dans un autre bureau, sans motif valable, ne donne point juridiction au juge de paix dans le ressort duquel il est placé, pour prononcer sur la validité de la saisie. Cass., 3 décembre 1817, *Str.*, XVIII, 1, 191. — Toutefois, la disposition de l'art. 2, non plus que celles des art. 6 et 7 du tit. IV de la loi du 9 floréal an 7, n'est point applicable au cas où la saisie a été faite hors de l'enceinte où sont placés les douaniers et leurs bureaux. Cass., 8 thermidor an 8, *Str.*, I, 2, 262.

Le procès-verbal peut être rédigé hors de la maison du saisi, quand la sûreté des préposés l'exige, comme lorsque le saisi s'oppose à la rédaction chez lui. Décret du 20 septembre 1809.

Le procès-verbal doit être réputé avoir été rédigé *de suite*, selon le vœu de cet article, encore qu'une nuit se soit écoulée entre le transport des marchandises saisies au bureau des douanes et la rédaction du procès-verbal, s'il y avait impossibilité légale de vaquer, la nuit, à la vérification et à la description des marchandises. Cass., 7 mai 1830, *Str.*, XXX, 1, 411 ; *Bull. crim.*, XXXV, 280.

(3) La différence de date qui se trouve entre l'original et la copie du procès-verbal de saisie, emporte nullité de ce procès-verbal. Cass., 22 juillet 1807, *Str.*, VII, 2, 1143. — Jugé encore que les nullités de la copie d'un procès-verbal en matière de douanes, ne sont pas couvertes par la régularité de l'original. Douai, 29 octobre 1833, *Str.*, XXXIII, 2, 625.

Quand la loi prescrit aux douaniers de désigner leur demeure dans le procès-verbal, elle n'exige pas précisément qu'ils indiquent la commune où ils résident ; l'indication d'un hameau suffit, si leur résidence se trouve indiquée d'une manière certaine et facile à être reconnue. Cass., 23 novembre 1810, *Str.*, XVI, 1, 238 ; *Bull. crim.*, XIV, 294. — Jugé encore que la demeure d'un douanier est au lieu où sa brigade est établie ; qu'elle est indépendante de son domicile : qu'en conséquence est suffisamment rempli le vœu de la loi du 9 floréal an 7, lorsque le procès-verbal constate qu'il a été dressé par *tel et tel*, faisant partie de la brigade de tel endroit. Cass., 3 août 1827, *Str.*, XXVIII, 1, 15 ; *Bull. crim.*, XXXII, 672.

varietur, seront annexées au rapport, qui contiendra la sommation faite à la partie de les signer, et sa réponse.

5. Il sera offert main-levée, sous caution solvable, ou en consignation la valeur, des bâtimens, bateaux, voitures, chevaux et équipages saisis pour autre cause que pour prohibition de marchandises dont la consommation est défendue; et cette offre, ainsi que la réponse de la partie, sera mentionnée au rapport (1).

6. Si le prévenu est présent, le rapport énoncera qu'il lui en a été donné lecture, qu'il a été interpellé de le signer, et qu'il en a reçu de suite copie, avec citation à comparaître dans les vingt-quatre heures devant le juge de paix de l'arrondissement (2). — En cas d'absence du prévenu, la copie sera affichée dans le jour à la porte du bureau (3). — Ces rapports, citations et affiches, devront être faits tous les jours indistinctement.

7. Lorsqu'il y aura lieu de saisir dans une maison, la description y sera

(1) Cette offre n'est pas nécessaire lorsqu'il s'agit de marchandises prohibées introduites : il en est autrement si les préposés constatent une contravention de simple circulation. Cass., 9 juin 1817, *SIR.*, XVIII, 1, 84. — Jugé encore que cette offre n'est nécessaire que dans le cas de simples contraventions, et non lorsqu'il s'agit de marchandises prohibées à l'entrée du royaume, et que le décret du 18 septembre 1811 n'a nullement dérogé en ce point à la loi du 9 floréal an 7. Cass., 10 novembre 1832, *SIR.*, XXXIII, 1, 409; Bull. crim., XXXVII, 622. — L'offre de donner main-levée n'est imposée à l'administration qu'autant que la saisie est faite dans une maison : lorsque la saisie de marchandises est faite sur des bâtimens ou voitures saisis en même temps comme servant au transport, l'administration n'est tenue d'offrir main-levée que de ces moyens de transport seulement. Cass., 20 juillet 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 282; Bull. civ., XXXIII, 120.

(2) Lorsqu'il s'agit de marchandises soustraites aux douanes et saisies dans l'intérieur, la saisie n'est pas nulle pour défaut de lecture du procès-verbal au contrevenant. Cass., 28 juin 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 387; Bull. crim., XXVIII, 263. — Dans le cas de saisie faite en mer de marchandises de contrebande, sur un navire étranger, les employés des douanes ne sont pas tenus, pour la rédaction de leur procès-verbal, de se faire assister d'un interprète : vainement on dirait que cette formalité est nécessaire pour que lecture du procès-verbal puisse être donnée à la partie saisie. Cass., 27 avril 1830, *SIR.*, XXX, 1, 182.

La nullité résultant du défaut d'interpellation au saisi de signer le procès-verbal, n'est point couverte par la présence de celui-ci à la rédaction de ce procès-verbal. Cass., 1^{er} février 1806, *SIR.*, VII, 2, 1143. — Le défaut d'interpellation de signer l'un des contextes d'un procès-verbal qui en contient plusieurs, n'en cause pas la nullité, surtout lorsque ce contexte est sans importance; par exemple, lorsqu'il constate seulement l'ajournement au lendemain du débarquement de la marchandise saisie. Cass., arrêt précité du 9 juin 1817, *SIR.*, XVIII, 1, 84.

Les préposés aux douanes, rédacteurs d'un procès-verbal de saisie, en présence du prévenu, sont tenus, à peine de nullité, de lui en délivrer copie signée d'eux. Cass., 2 octobre 1824, *SIR.*, XXV, 1, 74. — Jugé encore que le défaut de mention de la délivrance de la copie emporte nullité. Douai, arrêt précité du 29 octobre 1833, *SIR.*, XXXIII, 2, 625.

Lorsque, par la force des circonstances, les préposés de la douane sont obligés de diviser en deux contextes leur procès-verbal de saisie, il suffit que l'assignation soit donnée au prévenu par le second. Cass., 18 thermidor an 11, *SIR.*, III, 2, 430. — Il n'y a pas nullité de l'assignation, parce qu'elle serait donnée avant les vingt-quatre heures qui suivent la clôture du procès-verbal. Cass., 3 juin 1806, *SIR.*, VI, 2, 662; Bull. civ., VIII, 204.

En matière de douanes les officiers municipaux et les gendarmes ont qualité afin de poursuivre la confiscation des objets par eux saisis dans l'intérieur de la France. Cass., 8 thermidor an 8, *SIR.*, I, 2, 262. — Jugé encore que le ministère public a qualité pour représenter la régie. Cass., 16 messidor an 13, *SIR.*, XX, 1, 489.

(3) Cette affiche peut être faite après le coucher du soleil. Cass., 11 floréal an 9, *SIR.*, I, 2, 319. — Le procès-verbal dressé contre plusieurs délinquans peut être valable à l'égard des absens, si la formalité de l'affiche qui leur est relative a été remplie, et nul à l'égard des présens. Cass., arrêt précité du 1^{er} février 1810, *SIR.*, XVI, 1, 231; Bull. crim., XV, 38. — Bien que lors d'un procès-verbal il y ait plusieurs prévenus absens, il suffit d'une seule affiche du procès-verbal pour remplacer la remise, à la personne, de la copie du procès-verbal, avec citation en justice : il n'est pas nécessaire que l'affiche ait lieu en autant de copies qu'il y a de prévenus absens. Cass., 11 avril 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 320; Bull. civ., XXXIII, 57. — L'affiche ne suffit pas pour les personnes civilement responsables qui sont absentes; il faut qu'elles soient assignées en la forme ordinaire. Douai, 31 août 1832, *SIR.*, XXXIII, 2, 123.

faite, et le rapport y sera rédigé. Les marchandises dont la consommation n'est pas prohibée, ne seront pas déplacées, pourvu que la partie donne caution solvable pour leur valeur. Si la partie ne fournit pas caution, ou s'il s'agit d'objets prohibés, les marchandises seront transportées au plus prochain bureau.

8. A l'égard des saisies faites sur les bâtimens de mer pontés, lorsque le déchargement ne pourra pas avoir lieu de suite, les saisissans apposeront les scellés sur les fermans et écoutes des bâtimens. Le procès-verbal, qui sera dressé à fur et mesure du déchargement, fera mention du nombre, des marques et des numéros des ballots, caisses et tonneaux. La description en détail ne sera faite qu'au bureau, en présence de la partie, ou après sommation d'y assister : il lui sera donné copie à chaque vacation (1). — L'apposition des scellés sur les portes, ou d'un plomb ou cachet sur les caisses ou ballots, aura lieu toutes les fois que la continuation de la description sera renvoyée à une autre séance ou vacation.

9. Les rapports ne sont dispensés de l'enregistrement qu'autant qu'il ne se trouvera pas de bureau dans la commune du dépôt de la marchandise, ni dans celle où est placé le tribunal qui doit connaître de l'affaire ; auquel cas, le rapport sera visé le jour de sa clôture, ou le lendemain avant midi, par le juge de paix du lieu, ou, à son défaut, par l'agent municipal (2).

10. Les rapports seront affirmés au moins par deux des saisissans, devant le juge de paix ou l'un de ses assesseurs, dans le délai donné pour comparaître : l'affirmation énoncera qu'il en a été donné lecture aux affirmans (3).

11. Les rapports ainsi rédigés et affirmés seront crus jusqu'à inscription de faux. — Les tribunaux ne pourront admettre, contre lesdits rapports, d'autres nullités que celles résultant de l'omission des formalités prescrites par les dix articles précédens (4).

(1) Cet article n'est pas applicable, s'il s'agit de bâtimens non pontés dont le déchargement s'est opéré de suite. Cass., 7 fructidor an 10, Str., VII, 2, 919 ; Bull. civ., IV, 496.

(2) Les jours fériés ne sont pas compris dans le délai fixé par la loi pour faire revêtir du visa de l'enregistrement les procès-verbaux des douaniers. Cass., 30 ventose an 10, Str., VII, 2, 886 ; Bull. civ., IV, 201.

(3) Les jours de fêtes légales ne sont pas compris dans le délai fixé par cet article pour l'affirmation des procès-verbaux. Cass., 3 ventose an 10, Str., II, 2, 345 ; Bull. civ., IV, 199. — Jugé encore que les préposés des douanes ont un délai de trois jours pour affirmer leurs procès-verbaux, lorsque les contraventions qu'ils constatent sont de nature à être poursuivies par voie criminelle ou correctionnelle. Cass., 17 janvier 1818, Str., XVIII, 1, 423 ; Bull. crim., XXIII, 21. — Et qu'il n'est pas nécessaire que la partie saisie soit présente ou appelée à cette affirmation. Cass., arrêt précité du 11 floréal an 9, Str., I, 2, 319. — L'affirmation est régiebement faite devant le juge de paix du bureau où les marchandises ont été conduites, quoiqu'il ne soit pas celui qui doit connaître de la saisie. Cass., 15 floréal an 12, Bull. civ., VI, 248. — Il n'est pas nécessaire, dans le cas où les procès-verbaux des douaniers sont divisés en deux ou plusieurs séances ou vacations, qu'il soit fait autant d'actes d'affirmation devant le juge de paix qu'il y a de séances ou vacations ; il suffit d'une seule affirmation : seulement, à chaque vacation, il doit être donné copie du procès-verbal au prévenu. Cass., 11 octobre 1827, Str., XXVIII, 1, 195 ; Bull. crim., XXXII, 816. — Il y a affirmation suffisante, lorsque le juge de paix a énoncé que les préposés ont déclaré le procès-verbal véritable, sans faire mention d'affirmation. Cass., arrêté précité du 15 floréal an 12, Bull. civ., VI, 248. — Aucune formule sacramentelle n'étant prescrite pour constater que, lors de l'affirmation des procès-verbaux, il en a été donné lecture aux affirmans, il suffit que l'accomplissement de cette formalité résulte de l'ensemble de l'acte d'affirmation : spécialement, la formalité de la lecture est suffisamment constatée, lorsque l'acte d'affirmation porte que : *lecture faite du procès-verbal*, les préposés ont signé *après lecture*. Arrêt précité du 11 octobre 1827.

(4) La foi n'est due, jusqu'à inscription de faux, aux actes et procès-verbaux des employés

12. Celui qui voudra s'inscrire en faux contre un rapport, sera tenu d'en faire la déclaration par écrit, en personne ou par un fondé de pouvoir spécial passé devant notaire, au plus tard à l'audience indiquée par la sommation de comparaître devant le tribunal qui doit connaître de la contravention; il devra, dans les trois jours suivans, faire, au greffe dudit tribunal, le dépôt des moyens de faux, et des noms et qualités des témoins qu'il voudra faire entendre : le tout à peine de déchéance de l'inscription de faux (1).— Cette

des douanes, qu'en ce qui touche les contraventions qui tendent à léser les intérêts de l'état, ou qui se rapportent à des défenses ou à des prohibitions prononcées dans l'intérêt de l'état : cette foi ne leur est pas accordée quand leurs constatations n'ont pour objet que l'intérêt des particuliers : ainsi, les procès-verbaux des douanes établissant le chargement des marchandises sur un navire, ne font pas foi jusqu'à inscription de faux de la réalité du chargement, à l'égard de l'assureur de ces marchandises. Cass., 4 août 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 343. — Il en est de même des procès-verbaux qui, quoique réguliers en la forme, énoncent des faits contradictoires et qui ne peuvent exister simultanément. Cass., 13 janvier 1817, *SIR.*, XVIII, 1, 10. — *Idem*, des procès-verbaux qui énoncent des excès et voies de fait exercés sur les douaniers eux-mêmes. Cass., 12 juin 1807, *SIR.*, VII, 2, 339, et XVII, 1, 385; et 11 décembre 1807, *SIR.*, VIII, 1, 264. — Toutefois, les procès-verbaux des douaniers font foi quand ils constatent des oppositions à exercice avec injures. Cass., 26 août 1816, *SIR.*, XVII, 1, 186; Bull. civ., XVIII, 192. — Il en est autrement des procès-verbaux rédigés par les employés pour couvrir leur propre prévarication. Cass., 6 juin 1810, *SIR.*, XVII, 1, 325. — Et de ceux qui se rapportent à des faits que les lois ont érigés en crime emportant peines afflictives et infamantes. Cass., 10 décembre 1812, *SIR.*, XVII, 1, 325.

Le procès-verbal par lequel des douaniers attestent qu'ils ont vu pénétrer des marchandises dans l'intérieur, et qu'ils ne les ont pas perdues de vue, fait foi jusqu'à inscription de faux : la preuve testimoniale, ayant pour objet d'établir l'inexactitude de cette assertion, ne peut être admise. Cass., 15 frimaire an 13, *SIR.*, VII, 2, 1143; Bull. crim., X, 59. — Il en est de même du procès-verbal qui constate que le conducteur de marchandises, circulant dans la ligne des douanes, s'est écarté de la route qui lui était tracée par le passavant. Cass., 7 nivose an 12, *SIR.*, IV, 2, 347; Bull. crim., IX, 75. — Et du procès-verbal qui constate qu'un individu venant de l'étranger avec un cheval, a dépassé le premier bureau d'entrée à la frontière, n'a pas pris la route directe de ce bureau, et ne pouvait plus y arriver sans une marche rétrograde. Cass., 19 juillet 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 419; Bull. civ., XXXIII, 117. — Par suite, lorsqu'un procès-verbal constate qu'un voiturier a été trouvé dans un chemin désigné, venant de la frontière, et ajoute que ce chemin n'est pas le plus direct, le prévenu qui allègue, pour sa justification, que ce chemin est le plus direct, peut être admis à prouver cette assertion en s'inscrivant en faux contre le procès-verbal. Cass., 30 juillet 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 54. — Toutefois, l'inscription de faux contre un procès-verbal de saisie n'est pas admissible, lorsque la contravention est de droit prouvée. Cass., 26 floréal an 13, *SIR.*, XX, 1, 496. — Jugé enfin que la preuve des faits tendant à détruire une contravention établie par un procès-verbal, faisant foi jusqu'à inscription de faux, peut être ordonnée sans qu'il y ait violation de la foi due à ce procès-verbal lui-même : ainsi, les juges peuvent admettre la preuve qu'un cheval saisi comme circulant sans expédition ni passavant, dans le rayon des douanes, ne provenait pas de l'étranger, et servait depuis long-temps à l'usage de son propriétaire. Cass., 30 mai 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 418. — Mais la contravention résultant de l'introduction irrégulière de marchandises en France, ne peut être excusée sur le motif que le contrevenant n'avait pas l'intention de frauder. Cass., 19 juillet 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 419; Bull. civ., XXXIII, 119.

Les procès-verbaux des préposés des douanes françaises font foi devant les tribunaux espagnols, et réciproquement. Cass., 18 novembre 1826, *SIR.*, XXVIII, 1, 68; Bull. crim., XXXI, 664.

(1) La simple allégation d'un faux, portant sur la substance du procès-verbal des douaniers, ne suffit pas, sans inscription de faux fournie par la partie saisie, pour autoriser les juges à charger le ministère public de poursuivre d'office ce faux prétendu, et à surseoir au jugement du fond, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur ces poursuites. Cass., 17 nivose an 13, *SIR.*, VII, 2, 1143. — L'inscription de faux contre un procès-verbal doit, sous peine de déchéance, être faite par une déclaration écrite, au plus tard, à la première audience indiquée pour comparaître : il n'y a pas lieu d'appliquer en ce cas l'art. 250 du Cod. proc. civ. qui porte que l'inscription de faux est toujours recevable si le délinquant fait défaut à la première audience, il encourt la déchéance, et il ne peut s'en relever en formant opposition au jugement. Cass., 4 juin 1817, *SIR.*, XVII, 1, 297; Bull. civ., XIX, 177; et 23 juin 1817, *SIR.*, XVII, 1, 297; Bull. civ., XIX, 177. — Jugé, au contraire, que la disposition de l'art. 12 du tit. IV de la loi du 9 floréal an 7, ne

déclaration sera reçue et signée par le juge et le greffier, dans le cas où le déclarant ne saurait écrire ni signer (1).

13. Au jour indiqué pour la comparution, le juge entendra la partie si elle est présente, et sera tenu de rendre de suite son jugement.— Si les circonstances de la saisie nécessitaient un délai, ce délai ne pourra excéder trois jours ; et dans ce cas, le jugement de renvoi autorisera la vente provisoire des marchandises sujettes à dépérissement, et des chevaux saisis comme ayant servi au transport (2).

14. Le délai de l'assignation sur appel, fixé à trois jours par l'article 6 de la loi du 14 fructidor an 3, sera augmenté d'un jour par chaque deux myriamètres de distance entre la commune où est établi le tribunal de paix et celle où siège le tribunal civil.

15. Lorsque la main-levée des objets saisis pour contravention aux lois dont l'exécution est confiée à l'administration des douanes, sera accordée par jugemens contre lesquels il y aurait pourvoi en cassation, la remise n'en sera faite à ceux au profit desquels lesdits jugemens auront été rendus, qu'au préalable ils n'aient donné bonne et suffisante caution de leur valeur. La main-levée ne pourra jamais être accordée pour les marchandises dont l'entrée est prohibée.

16. Lorsque la saisie n'est pas fondée, le propriétaire des marchandises a droit à un intérêt d'indemnité, à raison d'un pour cent par mois de la valeur des objets saisis, depuis l'époque de la retenue jusqu'à celle de la remise ou de l'offre qui lui en aura été faite. Il est expressément défendu aux juges d'excuser les contrevenans sur l'intention (3).

fait pas obstacle à ce que le prévenu, s'il a été condamné par défaut, faute de comparaître soit encore recevable à déclarer son inscription de faux à la première audience qui lui est indiquée pour le jugement de son opposition. Cass., 23 août 1830, *SIR.*, XXX, 1, 405. — Si, en comparaisant sur l'assignation qui lui est donnée, le prévenu se borne à demander la nullité de cette assignation pour vice de forme, et qu'elle soit en effet déclarée nulle, il peut encore, sur la nouvelle assignation qui lui est donnée à une autre audience, s'inscrire en faux contre le procès-verbal. Cass., 22 frimaire an 13, *SIR.*, VII, 2, 959 ; *Bull. crim.*, X, 64. — Lorsque le prévenu ne comparait pas au jour indiqué par l'assignation, il n'y a pas lieu de surseoir pendant trois jours à la prononciation du jugement. Cass., 19 fructidor an 9, *SIR.*, VII, 2, 981 ; *Bull. crim.*, VI, 584. — En matière de douanes, un juge de paix peut connaître d'une inscription de faux incidente à une affaire pendante devant lui. Cass., 13 messidor an 13, *SIR.*, VI, 1, 32.

(1) Celui qui s'inscrit en faux contre un procès-verbal des douaniers doit, à peine de nullité, signer l'acte d'inscription de faux, s'il sait signer, ou, au cas contraire, déclarer positivement qu'il ne sait point signer : la déclaration du prévenu, qu'il ne sait pas écrire, ne suffit pas. Cass., 14 août 1807, *SIR.*, VIII, 1, 47 ; *Bull. crim.*, XII, 341. — La déclaration d'inscription de faux est nulle, si elle a été reçue et signée par le juge et le greffier à l'audience, alors qu'il est constant que la partie sait écrire et signer. Cass., 1^{er} juin 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 494 ; *Bull. crim.*, XXXII, 480. — Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la déclaration d'inscription de faux soit enregistrée avant le jugement qui admet cette inscription de faux. Cass., 19 novembre 1807, *SIR.*, VII, 2, 960.

(2) La partie qui s'est inscrite en faux peut, dans le délai de trois jours accordé par la loi, faire déposer au greffe ses moyens de faux par un avoué : il n'est pas nécessaire que ce dépôt, comme l'inscription de faux, soit fait par la partie en personne, ou par un fondé de pouvoir spécial, passé devant notaire. Cass., arrêt précité du 1^{er} juin 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 494 ; *Bull. crim.*, XXXII, 480.

(3) Lorsque la saisie n'est pas fondée, l'indemnité accordée par cet article n'est pas à la discrétion des tribunaux : elle est invariablement fixée à un pour cent par mois de la valeur des objets saisis, depuis l'époque de la retenue jusqu'à celle de la remise, ou de l'offre qui en aura été faite. Cass., 24 juin 1808, *SIR.*, XX, 1, 489 ; *Bull. crim.*, XIII, 295. — Cette indemnité ne doit être considérée que comme la réparation du dommage causé au propriétaire par la privation de ses marchandises : en conséquence, elle est indépendante des dommages-intérêts qui peuvent être dus au propriétaire des objets saisis, pour les torts que l'administration des douanes lui au-

17. Il est expressément défendu de faire aucune remise sur les confiscations et amendes pour contravention à la loi du 10 brumaire an 5, ni pour celles encourues pour introduction de marchandises prohibées ou en fraude des droits ; et dans les autres cas, la loi du 23 brumaire an 3 ne pourra être exécutée, lorsqu'il sera intervenu un jugement définitif (1).

18. Au moyen des dispositions énoncées dans le présent titre, le titre X de la loi du 6—22 août 1791, l'article 19 du titre VI de celle du 4 germinal an 2, et les articles 1^{er}, 2, 3, 4 et 9 de celle du 14 fructidor an 3, sont abrogés.

N^o 79. = 13 floréal an 7 (2 mai 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, contenant une instruction sur la garde nationale sédentaire, et les rapports de l'autorité civile avec la force publique* (2). (II, Bull. CCLXXVI, n^o 2845.)

N^o 80. = 16 floréal an 7 (5 mai 1799). = *LOI relative aux acquéreurs de domaines nationaux en exécution de la loi du 9 vendémiaire an 6, qui n'ont point payé la seconde moitié et les enchères* (3). (II, Bull. CCLXXVIII, n^o 2877 ; B., LXXVI, 182.)

Art. 1^{er}. Les acquéreurs de domaines nationaux en exécution de la loi du 9 vendémiaire an 6, qui n'ont point encore payé la seconde moitié et les enchères, pourront, dans les quatre mois de la publication de la présente, se libérer de la manière suivante.

2. L'acquéreur débiteur qui voudra conserver son acquisition, en fera signifier la déclaration, dans les vingt jours de la publication, 1^o à l'administration centrale qui lui a consenti la vente ; 2^o au receveur du domaine national de la résidence de ladite administration.

3. Le receveur du domaine national, au moment de la déclaration, réglera la somme à laquelle s'élèvera la dette du déclarant, en calculant deux francs en numéraire pour chaque cent francs qu'il devait originairement en bons de deux tiers ou autres effets de la dette publique.

4. L'acquéreur signera, ou, s'il ne sait pas écrire, fera signer par un fondé de pouvoir par acte authentique, quatre obligations, chacune du quart de la somme dont il sera redevable ; la première, payable dans le premier mois de la publication de la présente ; la seconde, à la fin du se-

rait causés postérieurement à l'annulation de la saisie. Cass., 23 janvier 1821, Sir., XXI, 1, 373. — L'indemnité d'un pour cent est due même au propriétaire de la voiture et du navire qui ont été retenus avec les marchandises saisies qu'ils portaient. Cass., 3 messidor an 2, Sir., IV, 1, 19. — Le particulier, au domicile duquel des recherches infructueuses ont été faites par les préposés des douanes, ne peut réclamer l'indemnité. Cass., 31 juillet 1826, Sir., XXVII, 1, 366 ; Bull. civ., XXVIII, 284.

Voyez encore l'art. 63 de la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(1) A l'administration, et non aux tribunaux, appartient le droit de remettre ou modérer les peines encourues par les voituriers ou porteurs des objets de fraude. Cass., 11 juin 1813, Sir., XX, 1, 489 ; Bull. crim., XVIII, 311. — Jugé dans le même sens. Cass., arrêt précité du 20 juillet 1831, Sir., XXXI, 1, 282 ; Bull. civ., XXXIII, 120.

(2) Cette instruction, basée principalement sur la loi du 29 septembre—14 octobre 1791, contenant organisation de la garde nationale, sur la constitution de l'an 3 et sur d'autres lois depuis long-temps abrogées, n'a plus d'intérêt.

Voyez, sur la garde nationale, la loi générale du 22—25 mars 1831, qui constitue le dernier état de la législation.

(3) Voyez, relativement à la libération des acquéreurs de biens nationaux, les notes sur le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790.

cond mois; la troisième, à la fin du troisième mois; la quatrième, à l'expiration du quatrième mois.

5. Ces obligations resteront entre les mains du receveur jusqu'à parfait paiement, et produiront, au profit de la république, un intérêt proportionnel, calculé sur le pied de cinq pour cent par an, sans retenue.

6. Il sera libre aux acquéreurs d'anticiper le paiement de leurs obligations. Dans le cas où ils useraient de cette faculté, ils ne paieront que l'intérêt échû jusqu'au jour du paiement.

7. Après les vingt jours accordés aux acquéreurs pour faire leur déclaration, le receveur dressera le tableau de ceux qui ne se seront pas présentés, ou n'auront pas signé ou fait signer d'obligations, et le transmettra à l'administration centrale : celle-ci fera, sans délai, apposer des affiches pour la revente des biens non payés; et cette revente se fera dans les formes et aux conditions prescrites par la loi du 26 vendémiaire dernier (1).

8. A l'expiration de chaque mois du nouveau délai, le receveur du domaine national transmettra à l'administration centrale l'état des paiemens faits en vertu des obligations autorisées par les articles précédens. Il transmettra aussi la liste des obligés qui n'auront pas rempli leurs engagements : ces derniers seront déchus de plein droit, et l'administration revendra les biens qu'ils avaient acquis, suivant le mode établi par la loi du 26 vendémiaire an 7.

9. Le directoire exécutif fera connaître au corps législatif, dans les dix jours de la publication de la présente, le montant des sommes en numéraire versées dans les caisses publiques par les acquéreurs de biens nationaux en exécution de la loi du 27 brumaire dernier : il fera aussi connaître, dans le mois de la publication, le montant des obligations contractées en vertu de la présente, et le tableau des acquéreurs qui ne se seront pas présentés pour en consentir.

N° 81. = 17 floréal an 7 (6 mai 1799). = *PROCLAMATION du directoire exécutif, sur l'assassinat des plénipotentiaires au congrès de Rastadt.* (II, Bull. CCLXXIV, n° 2843.)

N° 82. = 17 floréal an 7 (6 mai 1799). = *Loi qui fixe les règles de comptabilité conformément au nouveau système des poids et mesures* (2). (II, Bull. CCLXXVIII, n° 2878; B., LXXVI, 188.)

Le conseil. . . , considérant qu'il importe de fixer pour l'avenir les règles de la comptabilité conformément au nouveau système des poids et mesures, et de ne compter qu'en francs toutes sommes qui devront entrer au trésor public ou en sortir, de même que toutes celles qui seront l'objet de toutes sortes d'actes ou transactions entre particuliers, approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante :

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire prochain, toutes stipulations et comptes de valeurs monétaires pour le service public de l'exercice de l'an 8, ne pourront être énoncés qu'en francs et fractions décimales de franc : en

(1) L'acquéreur de biens nationaux qui n'a pas payé son prix et qui, par suite, est tombé en déchéance, ne doit pas moins acquitter le droit de mutation de son adjudication. Cass., 12 ventose an 11, Sir., III, 1, 256.

(2) Voyez, sur la législation des poids et mesures, le résumé qui accompagne le décret du 1^{er}—2 août 1793.

Voyez spécialement l'arrêté du 26 vendémiaire an 8 (18 octobre 1799), portant application du calcul décimal à la comptabilité publique.

conséquence, les traitemens des fonctionnaires publics et les impositions de toute nature de l'exercice de l'an 8, seront calculés et payés en ces valeurs, en substituant le franc à l'ancienne livre-tournois.

2. A partir de la même époque, toutes transactions ou actes entre particuliers exprimeront également les sommes en francs, décimes et centimes, ou les sommes seront censées évaluées de cette manière, quand même elles seraient énoncées en livres, sous et deniers (1).

3. L'acquittement des obligations antérieures à l'époque ci-dessus désignée, soit entre particuliers, soit pour le service public, sera fait en valeur de l'ancienne livre tournois, quand même l'expression de franc se trouverait écrite dans les actes au lieu de celle de livre; sauf le cas où la valeur du nouveau franc aurait été formellement stipulée.

4. Les pièces d'or et d'argent à l'ancien type et au poids légal continueront d'avoir cours, même pour les paiemens à faire en francs; mais à la charge par celui qui se libérera, d'ajouter un centime et un quart (trois deniers) à chaque livre, afin de les porter à la valeur de francs.

5. Les contributions des exercices antérieurs à celui de l'an 8 continueront à être payées, jusqu'à leur entière solution, en livres tournois; il en sera compté en la même forme.

6. Les percepteurs et autres receveurs des contributions de l'an 7 ne seront admis à compter tous les deniers perçus au 1^{er} vendémiaire an 8 sur les contributions antérieures à cette même année, que jusqu'au 5 vendémiaire inclusivement; et ceux-ci, chez le receveur-général, que jusqu'au 10 du même mois, aussi inclusivement: ces délais passés, ils seront responsables de la différence de la livre tournois au franc.

7. Le directoire exécutif demeure chargé de donner des ordres pour la vérification des caisses d'après les époques ci-dessus indiquées; et les receveurs-généraux en adresseront les résultats au ministre des finances et à la trésorerie.

8. Les prix des fermages des domaines nationaux, stipulés antérieurement à la publication de la présente loi, seront payés, pour tous les termes échus à l'époque du 1^{er} vendémiaire prochain, en livres tournois; ils seront ensuite acquittés de même jusqu'à l'expiration des baux: mais les quittances, ainsi que les registres, porteront, après l'énoncé des sommes en livres tournois, leur réduction en francs et centimes de franc, afin qu'il en soit compté de même au trésor public.

9. Les deux semestres des rentes et pensions de l'an 8 seront payés en francs, c'est-à-dire un franc pour chaque livre, sans modification ni réduction; il en sera de même des semestres à échoir à l'avenir.

N° 83. = 18 floréal an 7 (7 mai 1799). = *MANIFESTE du directoire exécutif, sur l'assassinat des plénipotentiaires français égorgés à Rastadt.* (II, Bull. CCLXXV, n° 2844.)

N° 84. = 22 floréal an 7 (11 mai 1799). = *LOI contenant des mesures pour*

(1) Les engagemens stipulés en livres doivent être payés en francs sans réduction, s'ils sont postérieurs au 1^{er} vendémiaire an 8; et en francs avec réduction d'un sur quatre-vingts, s'ils sont antérieurs au 1^{er} vendémiaire an 8. Décision du Journal de l'enregistrement, SIR., X, 2, 395.

Le porteur qui a reçu en francs le montant d'un billet conçu en livres tournois, est obligé de restituer la différence à l'endosseur qui n'a reçu de lui que des livres tournois. Cass., 1^{er} frimaire an 10, SIR., III, 2, 1.

assurer et faciliter le paiement des rentes et pensions (1). (II, Bull. CCLXXVIII, n° 2880 ; B., LXXVI, 209.)

Art. 1^{er}. A compter de la publication de la présente, les rentiers et pensionnaires de la république seront payés du second semestre de l'an 6, et des semestres suivans, sans qu'il puisse être exigé d'eux d'autres pièces ou formalités que celles mentionnées ci-après, et sans qu'il leur soit fait aucune retenue pour raison de leurs contributions.

2. Les intérêts de la dette publique continueront d'être acquittés avec des *bons* au porteur ou délégations applicables tant aux contributions directes qu'aux patentes, quel qu'en soit le porteur, ainsi qu'il a été établi par la loi du 28 vendémiaire dernier. — Les *bons* ne pourront servir à payer les centimes additionnels applicables aux dépenses administratives. — Le directoire exécutif est chargé d'activer, autant que possible, la délivrance des *bons* qui doivent être remis aux rentiers et pensionnaires ; de manière que ce qui sera échu au premier jour d'un semestre, soit entièrement acquitté dans les six mois qui suivront cette échéance. — Les contribuables pourront verser les *bons* directement dans les caisses des préposés aux recettes, comme dans celles des receveurs généraux de département, et à la trésorerie nationale.

3. Ces *bons* continueront d'être numérotés par *un, deux, trois*, etc. pour chaque semestre, et en porteront la désignation. — L'état des paiemens de chaque décade, avec indication des numéros par premier et dernier, sera adressé au corps législatif, et inscrit au Bulletin des lois.

4. Tout contrefacteur de ces *bons* sera puni comme faux monnayeur.

5. Les arrérages dus pour rentes perpétuelles seront payés au porteur de l'extrait d'inscription au grand-livre, sur la représentation qu'il en fera. — Il en donnera son acquit au payeur.

6. Les arrérages de la dette viagère et des pensions seront payés de même au porteur de l'extrait d'inscription ou du brevet de pension. — Il en donnera également son acquit au payeur. — Il sera rapporté à l'appui un certificat de vie du rentier viager ou pensionnaire.

7. Il ne sera plus reçu, à l'avenir, d'opposition au paiement desdits arrérages, à l'exception de celle qui serait formée par le propriétaire de l'inscription ou du brevet de pension. — Cette disposition n'aura son effet qu'à dater de deux mois après la publication de la présente (2).

8. L'opposition du propriétaire sera faite au bureau des payeurs de la trésorerie nationale, chargés du paiement des arrérages, par une déclaration écrite, et qui sera signée de lui ou d'un fondé de pouvoir spécial. — Elle sera annulée de la même manière.

9. Chaque paiement sera indiqué au dos de l'extrait d'inscription ou du brevet de pension, par l'application qui y sera faite d'un timbre énonçant le terme ou le semestre pour lequel le paiement aura eu lieu, et dont il aura été donné acquit.

10. Les certificats de vie seront délivrés sans frais par les municipalités. Ils seront signés de deux administrateurs, et visés par le commissaire du directoire exécutif près l'administration du canton. Ils ne seront assujétis à

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, sur la constitution de la dette publique, le résumé des lois sur le mode de paiement de la dette perpétuelle et viagère. — Voyez spécialement l'arrêté du 25 floréal an 7 (14 mai 1799), rendu pour l'exécution de la présente loi.

(2) Les pensions de retraite dues à des employés par les caisses des différentes administrations publiques sont insaisissables. Cass, 28 août 1815, SIREY, XVI, 1, 216.

d'autres formalités ni à aucun autre droit que celui du papier timbré du timbre de vingt-cinq centimes.

11. Toutes dispositions d'autres lois contraires à la présente sont abrogées.

N° 85. = 22 floréal an 7 (11 mai 1799). = *LOI relative à l'assassinat des ministres de la république française à Rastadt.* (II, Bull. CCLXXVIII, n° 2881; B., LXXVI, 211.)

N° 86. = 23 floréal an 7 (12 mai 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, concernant le traitement militaire des gardes nationales mises en réquisition* (1). (II, Bull. CCLXXVIII, n° 2883.)

N° 87. = 23 floréal an 7 (12 mai 1799). = *LOI qui établit un octroi municipal de bienfaisance dans la commune de Bordeaux.* (II, Bull. CCLXXX, n° 2917; B., LXXVI, 214.)

N° 88. = 25 floréal an 7 (14 mai 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, sur l'exécution de la loi du 22 floréal an 7, relative au paiement des rentes et pensions.* (II, Bull. CCLXXVIII, n° 2884.)

Art. 1^{er}. Les bons de vingt à vingt-cinq francs, qui avaient été fabriqués pour le paiement des arrérages des rentes et pensions du deuxième semestre de l'an 6, dans la forme déterminée par l'arrêté du 5 frimaire an 7, continueront d'être employés pour le service de ce semestre, sans remplir désormais, des noms des parties prenantes et des contribuables, les deux mentions qui sont insérées.

2. Les commissaires de la trésorerie feront fabriquer sans délai, pour le paiement des arrérages du premier semestre de l'an 7, des bons au porteur, aussi de vingt et vingt-cinq francs, conformes aux dispositions de la loi du 22 floréal présent mois.

N° 89. = 27 floréal an 7 (16 mai 1799). = *LOI qui ordonne une retenue sur le traitement des fonctionnaires publics jusqu'à la paix générale.* (II, Bull. CCLXXX, n° 2924; B., LXXVI, 236.)

N° 90. = 28 floréal an 7 (17 mai 1799). = *LOI qui détermine les formalités des transferts de la dette publique* (2). (II, Bull. CCLXXX, n° 2925; B., LXXVI, 239.)

Le conseil. . . ., considérant qu'il importe au crédit de l'état de faciliter les transferts des inscriptions au grand-livre de la dette publique, en les dégageant des formalités qui tendent à déprécier cette propriété; et qu'il est instant d'adopter ce qui est commandé par l'intérêt général comme pour le plus grand avantage des rentiers. . ., approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante :

Art. 1^{er}. A compter de la publication de la présente, les transferts des inscriptions de la dette publique seront faits à la trésorerie nationale, de la manière ci-après.

2. Il sera établi et tenu à la trésorerie nationale, près le grand-livre, des

(1) Voyez la loi générale sur la garde nationale du 22—25 mars 1831, art. 159, portant que les corps détachés de la garde nationale sont assimilés pour la solde et les prestations en nature à la troupe de ligne.

(2) Voyez, sur cet objet, les art. 159 et suiv. du décret général du 24 août (15, 16, 17 et —13 septembre 1793, sur la dette publique, et les notes qui résument la législation.

registres destinés à servir de minutes aux transferts et mutations de propriétés de la dette publique.—Ces registres seront imprimés et conçus d'après le modèle annexé à la présente.

3. Le vendeur se présentera au bureau chargé de recevoir les transferts, pour y faire sa déclaration; il y remettra l'extrait d'inscription qu'il entend transférer, et dont la signature sera biffée en sa présence. Il lui sera expédié un bulletin de cette remise.—La minute du transfert sera signée par le vendeur ou son fondé de pouvoir spécial.

4. Deux jours après le transfert, l'acheteur pourra se présenter en personne, ou par le porteur du bulletin qui aura été remis au vendeur, pour retirer l'extrait de la nouvelle inscription de la rente qu'il aura acquise. Cet extrait d'inscription lui sera délivré sur-le-champ.—Il en donnera décharge en marge de la minute du transfert.

5. Les transferts qui seront faits au profit de la république, le seront de la même manière: il sera délivré au cédant, en remplacement de l'extrait d'inscription, un extrait du transfert, qu'il remettra à la caisse des recettes, pour en obtenir la rescription qui devra servir à le libérer de la dette pour laquelle il aura fait le transfert. — Les inscriptions ainsi transférées seront éteintes.

6. En cas de mutations autres que celles ci-dessus exprimées, le nouvel extrait d'inscription sera délivré à l'ayant-droit, sur le simple rapport de l'ancien extrait d'inscription, et d'un certificat de propriété ou acte de notoriété, contenant ses nom, prénoms et domicile, la qualité en laquelle il procède et possède, l'indication de sa portion dans la rente, et l'époque de sa jouissance.—Le certificat qui sera rapporté, après avoir été dûment légalisé, sera délivré par le notaire détenteur de la minute, lorsqu'il y aura eu inventaire ou partage, par acte public ou transmission gratuite, à titre entre-vifs ou par testament.—Il le sera par le juge de paix du domicile du décédé, sur l'attestation de deux citoyens, lorsqu'il n'existera aucun desdits actes en forme authentique.—Si la mutation s'est opérée par jugement, le greffier dépositaire de la minute délivrera le certificat.—Quant aux successions ouvertes à l'étranger, les certificats délivrés par les magistrats autorisés par les lois du pays, seront admis lorsqu'ils seront rapportés dûment légalisés par l'agent de la république française.

7. Les certificats fournis en exécution de l'article précédent, opéreront la décharge de la trésorerie nationale, et seront admis dans le jugement de ses comptes par la comptabilité nationale.

8. Toutes dispositions d'autres lois contraires à la présente, sont abrogées.
(*Suit le modèle de déclaration du transfert.*)

N° 91. = 29 floréal an 7 (18 mai 1799). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif concernant les sources et fontaines d'eaux minérales (1). (II, Bull. CCLXXXIII, n° 2961.)

Art. 1^{er}. Les officiers de santé nommés par le directoire exécutif pour

(1) Voyez l'arrêté du 3 floréal an 8 (23 avril 1800), concernant la location et l'administration des établissemens d'eaux minérales appartenant à l'état; celui du 6 nivose an 11 (27 décembre 1802), sur le même objet; le décret du 30 prairial an 12 (19 juin 1804), qui prescrit des mesures relatives à l'établissement thermal de Barèges; la loi du 10—10 mai 1823, art. 3, et celle du 4—6 août 1824, art. 3, qui maintiennent les contributions imposées sur les établissemens d'eaux minérales pour le traitement des médecins chargés de l'inspection de ces établissemens, et les autres lois de finances qui portent de semblables dispositions; et enfin l'ordonnance générale du 18 juin—7 juillet 1823, sur la police des eaux minérales.

L'inspection des eaux minérales, adresseront, chaque année, à l'administration municipale du canton, pour être par elle transmise à l'administration centrale du département, qui en rendra compte au ministre de l'intérieur, l'analyse des maladies des personnes qui se seront présentées aux eaux, les traitemens qu'elles auront subis, et le résultat qui en aura été obtenu. Ils feront également part de l'état dans lequel se trouveront les sources et fontaines auxquelles ils seront attachés, et nommeront, sous l'approbation de l'administration municipale, les baigneurs et autres personnes nécessaires au service. (*Articles 3, 6 et 7 de l'arrêt du conseil d'état du 5 mai 1781.*)

2. Ces officiers veilleront avec soin à la propreté et conservation des sources et fontaines, et donneront leurs avis et observations sur les réparations, changemens et améliorations qu'ils jugeront utiles et nécessaires : aucunes réparations, changemens ou améliorations ne pourront avoir lieu sans l'approbation de l'administration du département, qui en rendra compte au ministre de l'intérieur. (*Article 3 de l'arrêt du 5 mai 1781.*)

3. Les malades qui se proposeront de faire usage des eaux minérales, soit sous la forme de bains, soit sous celle de douches, préviendront les officiers de santé, inspecteurs des eaux, afin qu'ils puissent indiquer à chacun des malades l'heure à laquelle ces remèdes pourront leur être administrés, et veiller à ce qu'ils soient servis avec la plus grande exactitude. (*Article 18 du même arrêt.*)

4. Les douches et autres opérations propres à favoriser le succès des eaux, seront dirigées par les officiers de santé inspecteurs en chef; et en cas d'absence, de maladie ou autres cas imprévus, par les inspecteurs adjoints. Pourront néanmoins être admis au traitement les médecins ordinaires des malades, lorsque les malades en témoigneront le désir. (*Article 5 du même arrêt.*)

5. Les plaintes et réclamations qui pourront s'élever relativement au service, seront portées par-devant l'administration municipale du canton, sauf le recours à l'autorité supérieure. (*Article 24 de l'arrêt.— Cette disposition est d'accord avec l'article 1^{er} de l'arrêté du directoire du 23 vendémiaire, qui attribue aux municipalités la police des eaux.*)

6. Les dépenses et frais de route des indigens qui se présenteront, en exécution de l'arrêté du 23 vendémiaire dernier, pour recevoir gratuitement le secours des eaux minérales, seront à la charge des communes qui les auront adressés, comme objet de dépenses communales; à l'effet de quoi elles prendront les mesures convenables pour y pourvoir. (*Les communes ont des revenus ou des secours du gouvernement, sur lesquels elles doivent pourvoir à cette nature de dépense.*)

7. Les administrations centrales de département, sur l'avis des officiers de santé inspecteurs, soumettront, sans délai, au ministre de l'intérieur, une nouvelle fixation du prix des eaux minérales situées dans leurs arrondissemens respectifs : en attendant, elles seront payées suivant et conformément aux tarifs existans. (*Articles 22 et 23 de l'arrêt. — Presque partout on paie une rétribution destinée de tout temps à l'entretien des sources et autres frais y relatifs.*)

8. Les débit et distribution des eaux hors de la source, n'auront lieu que dans les bureaux de distribution qui seront établis sous l'approbation du ministre de l'intérieur; à l'effet de quoi, seront exécutés, en ce qui n'est pas contraire au présent, la déclaration du 25 avril 1772, les arrêts du ci-devant conseil d'état des 1^{er} avril 1774 et 12 mai 1775, la déclaration du 26 mai 1780, et enfin l'arrêt du ci-devant conseil d'état du 5 mai 1781. (*Les eaux minérales sont comprises dans la classe des médicamens sujets à des*

mixtions et falsifications. La loi du 14—17 avril 1791 doit leur être appliquée ; tel est l'avis de l'école de médecine.)

9. Les bureaux de distribution seront sujets à l'inspection de deux commissaires choisis parmi les gens de l'art, par les administrations municipales, ou bureaux centraux des communes où ils seront établis ; les directeurs se conformeront, pour la vente des eaux, aux tarifs qui en seront déterminés. (*Articles 11 et 12 de l'arrêt du conseil du 5 mai 1781, pour Paris, et article 16 pour les départemens.*)

10. Pourra tout particulier faire venir, par la voie qui lui conviendra le mieux, toute espèce d'eaux minérales dont il aura besoin pour sa santé, en certifiant à l'officier inspecteur de l'eau minérale, conformément aux dispositions de l'article 21 de l'arrêt du conseil d'état du 5 mai 1781, que la quantité demandée est destinée pour son usage. (*Article 21 de l'arrêt.*)

11. Les eaux destinées à quelque envoi, soit pour les bureaux de distribution, soit pour des particuliers qui en auront demandé pour leur service personnel, ne pourront être puisées à leur source qu'en présence des officiers de santé attachés à ces établissemens : ils indiqueront l'heure la plus convenable, et certifieront par écrit leur présence. (*Article 8 de l'arrêt du 5 mai 1781.*)

12. Immédiatement après que les bouteilles auront été remplies à la source, elles seront exactement bouchées : l'officier de santé veillera à ce que l'on y appose l'empreinte d'un cachet dans l'exergue duquel sera inscrit le nom de la source. Ce cachet lui sera remis par l'administration centrale du département. (*Article 9 du même arrêt.*)

13. L'officier de santé instruira de chaque envoi l'administration du canton où se trouvent les eaux, et lui enverra une facture exacte, indiquant le nombre et la forme des bouteilles, avec la date de l'année, du mois et du jour où les eaux auront été puisées, avec les noms et demeure de la personne à laquelle l'envoi sera destiné : le tout sera par lui signé et certifié. Copie de cette facture, certifiée par l'administration, sera pareillement adressée par l'officier de santé, avec l'empreinte du cachet et le certificat de présence, aux personnes qui auront demandé les eaux, le tout pour leur assurer la fidélité des objets expédiés à leur adresse. (*Article 10.*)

14. Les directeurs attachés aux bureaux de distribution, lorsqu'ils auront reçu des caisses d'eaux minérales, en préviendront les administrations municipales ou bureaux centraux, qui chargeront aussitôt les commissaires choisis conformément aux dispositions de l'article 7, de procéder à leur examen. Les caisses ne pourront être ouvertes qu'en présence de ces commissaires. (*Article 11 de l'arrêt du 5 mai 1781.*)

15. Les fonctions des commissaires seront de constater l'état des eaux minérales arrivées au bureau, et de vérifier les certificats et factures relatifs à leur envoi. Ils examineront également les eaux de même nature, pour s'assurer si elles sont en état d'être livrées au public. Dans le cas où elles seraient altérées, ils en rendront compte à l'autorité qui les aura nommés, laquelle prendra les mesures convenables en pareil cas ; indépendamment de quoi ils feront un recensement général desdites eaux tous les ans. (*Article 13.*)

16. Le directeur de chaque bureau de distribution tiendra un compte exact des bouteilles d'eaux minérales qu'il aura reçues, de celles qu'il aura vendues, et de celles qui seront encore au dépôt et qui auront été jugées en assez bon état pour être livrées au public. Il arrêtera chaque mois ledit compte avec les commissaires, qui le justifieront et le parapheront. Il en sera fait deux copies, l'une desquelles sera remise à l'administration

municipale du canton, ou au bureau central pour les communes où il y a plusieurs administrations municipales, et l'autre restera au bureau de distribution. (*Articles 14 et 15.*)

17. Tout propriétaire qui découvrira dans son terrain une source d'eau minérale, sera tenu d'en instruire le gouvernement pour qu'il en fasse faire l'examen; et, d'après le rapport des commissaires nommés à cet effet, la distribution en sera permise ou prohibée, suivant le jugement qui en aura été porté. (*Article 18.*)

18. Les sources d'eaux minérales appartenant à la république, seront affermées, et les produits spécialement employés tant au paiement des réparations des sources et fontaines qu'à l'amélioration de ces établissemens. (*Articles 22 et 23 de l'arrêt.*)

19. D'après les comptes qui seront rendus chaque année par les administrations centrales de département, il sera procédé à un recensement général des eaux ou sources minérales, et il en sera rédigé une liste indicative de celles qui seront dignes d'attention; à l'effet de quoi, l'école de médecine de Paris sera autorisée, par le ministre, à reconnaître avec soin, et d'après les nouvelles lumières acquises en chimie, la nature et les vertus des différentes eaux minérales, d'en recommencer l'analyse, et de les classer d'après leurs propriétés. (*Conforme aux dispositions générales de l'arrêt du 1^{er} mai 1781.*)

20. Le ministre de l'intérieur est autorisé à faire à cet effet, pour la police et distribution des eaux, les autres instructions nécessaires.

N^o 92. = 1^{er} prairial an 7 (20 mai 1799). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif** contenant règlement sur le service de la poste aux chevaux (1). (II, Bull. CCLXXXIII, n^o 2964.).

§ 1^{er}. — *Des maîtres de poste et postillons.*

Art. 1^{er}. Les maîtres de poste doivent résider à leurs relais, où leur présence est constamment nécessaire pour maintenir l'ordre, l'activité et la subordination, dont ils répondent personnellement. — Ils ne peuvent transférer leur relais d'un local dans un autre, quoique dans la même commune, qu'avec l'autorisation préalable du conseil d'administration.

2. Les maîtres de poste ne peuvent quitter le service sans avoir prévenu le conseil d'administration six mois d'avance; faute de quoi il y sera pourvu à leurs frais, conformément à l'article 69 de la loi des 23 et 24 juillet 1793.

3. En cas d'absence momentanée d'un titulaire, il peut charger quelqu'un de le représenter pour trois mois au plus, et seulement après en avoir prévenu le conseil d'administration des postes aux chevaux; mais il ne peut ni faire gérer habituellement son relais, ni le céder, sans que le gérant ou cessionnaire ait été préalablement agréé.

4. Les maîtres de poste ont le choix de leurs postillons; mais ils ne peuvent en prendre un sortant d'un autre relais, s'il n'est muni d'un certificat de bonne conduite donné par le titulaire du relais qu'il quitte. — Ils peuvent également les renvoyer; mais ils ne peuvent leur refuser le certificat sans des motifs graves, et dont le conseil d'administration sera juge en cas de contestation.

(1) Voyez, sur la poste aux chevaux, la loi du 19 frimaire an 7 (9 décembre 1798), et les notes qui résument tous les réglemens dont ce service a été l'objet.

5. La surveillance des maîtres de poste doit s'étendre non seulement sur leurs propres postillons, mais même sur ceux des relais voisins : ils doivent veiller particulièrement à ce que ces derniers ne s'arrêtent aux relais où ils arrivent que le temps nécessaire pour faire souffler leurs chevaux, et à ce qu'ils ne repartent point à charge ou au galop.

6. Les maîtres de poste sont civilement responsables des accidens arrivés par le fait de leurs postillons ou par l'emploi de chevaux qu'ils auraient dû réformer.

7. Le conseil d'administration et les inspecteurs en tournée ont le droit de prononcer la mise à pied, pour un mois au plus, des postillons qui donneraient lieu à des plaintes dans leur service, et qui se rendraient coupables d'insolence ou d'insubordination. Les maîtres de poste sont tenus de déférer aux ordres qui leur seront donnés à cet égard, et ils sont autorisés à employer personnellement cette mesure de discipline.

8. Tout postillon qui, après avoir subi la peine de la mise à pied, se mettra dans le cas d'une nouvelle punition, sera destitué, conformément à l'article 23 de la loi du 19 frimaire an 7 : il ne pourra plus être employé dans aucun relais, et sera privé de tout droit à la pension réglée par l'article 14 de la même loi.

9. Dans le cas d'un relais vacant ou abandonné, les deux maîtres de poste voisins sont tenus de se communiquer sur-le-champ, et sans attendre l'ordre du conseil d'administration.—Lorsqu'il n'en résultera qu'une course de deux postes et demie, les maîtres de poste ne pourront prétendre à aucun dédommagement ; mais si la course se trouve plus étendue, il leur sera payé, indépendamment du prix ordinaire pour les distances parcourues, une demi-poste d'augmentation, pour tenir lieu du rafraîchissement des chevaux jusqu'à concurrence de trois postes et demie, et le prix d'une poste entière, lorsque la course surpassera cette dernière distance, et jusqu'à concurrence de cinq postes, terme au-delà duquel ils ne peuvent être tenus de se communiquer.

10. Les maîtres de poste sont tenus de présenter, à la première réquisition des voyageurs qui auraient des plaintes à faire, le registre que lesdits maîtres de poste doivent avoir à cet effet, conformément à l'article 24 de la loi du 19 frimaire an 7.

11. Les maîtres de poste pourront être requis, par le conseil d'administration, de fournir les postillons et chevaux nécessaires pour renforcer des relais lors d'un passage extraordinaire, ou pour activer provisoirement un relais vacant ou abandonné ; mais alors, outre le prix des courses qui leur appartiendra de droit, il leur sera alloué, par chaque jour de route ou de séjour, le prix de deux francs par homme et par cheval requis et en activité. Ladite indemnité sera acquittée sur les fonds affectés par la loi du 19 frimaire aux dépenses de l'administration des postes aux chevaux.

12. Il est expressément défendu aux maîtres de poste de faire l'état de loueur de chevaux, même en prenant patente, à peine de destitution : ils peuvent néanmoins se charger de la conduite des voitures publiques annoncées par affiches et partant à jour et heure fixes.

13. Tout postillon doit être âgé de seize ans au moins ; il doit se faire inscrire au greffe de l'administration municipale, à compter du jour qu'il prend son rang, et adresser au conseil de l'administration des postes aux chevaux le certificat de son inscription. Le droit à la pension ne courra à l'avenir, pour les postillons qui entreront dans les relais, que du jour de cette inscription.

14. Les postillons doivent obéissance, non seulement au maître de poste auquel ils sont attachés, mais encore, en ce qui concerne le service, à tous les maîtres de poste chez lesquels ils se trouvent.

15. Tout postillon quittant un relais pour s'attacher à un autre, sera tenu de faire viser le certificat de bonne conduite qui lui aura été délivré par le maître de poste au relais duquel il était précédemment attaché, tant par la municipalité qu'il quittera que par celle de son nouveau domicile.

16. Les postillons ne peuvent quitter un relais sans avoir prévenu le titulaire au moins un mois d'avance; et en cas de non-exécution de cette disposition, les maîtres de poste sont autorisés à leur refuser le certificat nécessaire pour entrer dans un autre relais.

17. Le conseil d'administration veillera scrupuleusement à ce qu'aucun postillon qui aurait été renvoyé d'un relais sans certificat, ne puisse s'introduire dans un autre : il fera droit, au surplus, aux justes observations et réclamations des postillons.

18. Les postillons en course doivent être porteurs d'une plaque au bras, qui indique le nom du relais auquel ils sont attachés, et le numéro de leur rang.—L'infraction à cette disposition sera punie, pour la première fois, par la mise à pied pendant une décade; pour la deuxième fois, pendant un mois; et en cas de récidive, par la destitution.

§ II. — *Du nombre de postillons et de chevaux à employer pour les différents services.*

Service à franc étrier.

Art. 1^{er}. Tout courrier à franc étrier qui n'accompagne pas une voiture, doit avoir un postillon monté pour lui servir de guide.

2. Un seul postillon ne peut conduire que trois courriers à franc étrier : s'il y a quatre courriers, il faut deux postillons.

§ III. — *Service en voiture.*

Il doit être payé, généralement, autant de chevaux qu'il y a de personnes (sans distinction d'âge), dans les voitures, derrière, sur le siège, et de postillons employés à les conduire, que le nombre de chevaux puisse être attelé ou non.

§ IV. — *Des voitures montées sur deux roues et ayant brancard.*

Art. 1^{er}. Les voitures montées sur deux roues et à brancard, ainsi que les cabriolets à quatre roues, chargés d'une personne, seront conduits par un postillon, et attelés de deux chevaux; — Chargés de deux personnes, seront conduits par un postillon, et attelés de trois chevaux; — Chargés de trois personnes, seront conduits par un postillon, et attelés de trois chevaux; il en sera payé quatre; — Chargés de quatre personnes, seront conduits par un postillon, et attelés de trois chevaux; il en sera payé cinq.

2. Les maîtres de poste sont tenus d'atteler le troisième cheval sur les voitures à deux roues chargées de deux personnes; mais dans le cas où ils seraient d'accord avec les voyageurs pour n'en atteler que deux, alors ils ne pourront exiger que moitié du prix de la course du cheval non attelé.

§ V. — *Des voitures montées sur quatre roues, ayant un seul fond et à limonière.*

Les voitures montées sur quatre roues, à un seul fond et à limonière, et chargées d'une personne, avec malle, vache et porte-manteau, ou sans ces objets, seront attelées de trois chevaux, et conduites par un postillon; — Chargées de deux personnes, avec une vache, ou une malle, ou un porte-manteau seulement, seront attelées de trois chevaux, et conduites par un

postillon ; — Chargées de deux personnes , avec malle et vache et un porte-manteau , ou avec deux de ces objets seulement , seront conduites par un postillon , et attelées de trois chevaux ; il en sera payé quatre ; — Chargées de trois personnes , avec une vache , ou une malle , ou un porte-manteau seulement , seront conduites par un postillon , et attelées de trois chevaux : il en sera payé quatre ; — Chargées de trois personnes , avec une malle et vache et un porte-manteau , ou avec deux de ces objets seulement , seront conduites par deux postillons , et attelées de quatre chevaux ; il en sera payé cinq ; — Chargées de quatre personnes , avec malle , vache et porte-manteau , ou sans ces objets , seront attelées de six chevaux , et conduites par deux postillons.

§ VI. — *Des voitures montées sur quatre roues , ayant timon.*

Les voitures montées sur quatre roues et ayant timon , chargées d'une ou deux personnes , seront attelées de quatre chevaux , et conduites par deux postillons ; — Chargées de trois personnes , seront conduites par deux postillons , et attelées de quatre chevaux ; il en sera payé cinq ; — Chargées de quatre personnes , seront conduites par deux postillons , et attelées de six chevaux ; — Chargées de cinq personnes , seront conduites par deux postillons , et attelées de six chevaux ; il en sera payé sept ; — Chargées de six personnes , seront conduites par trois postillons , et attelées de huit chevaux ; il en sera payé neuf.

§ VII. — *Du chargement des chevaux et voitures.*

Art. 1^{er}. Tout courrier à franc étrier ne peut faire porter au cheval qu'il monte , que ce que peuvent contenir en menus effets les poches de la selle. — S'il y a un porte-manteau , il doit être porté en croupe par le postillon ; pourvu toutefois qu'il n'excède point le poids de vingt-cinq kilogrammes ou cinquante livres.

2. Les voitures montées sur deux roues , ayant brancard , celles montées sur quatre roues , à un seul fond et ayant limonière , ne pourront être chargées sur le derrière de plus de cent livres , et sur le devant de plus de quarante livres.

§ VIII. — *Droit du troisième cheval.*

Art. 1^{er}. Le troisième cheval accordé aux maîtres de poste dans les localités difficiles , ne pourra être exigé par eux qu'autant qu'il sera attelé , et seulement sur les chaises de poste chargées d'une seule personne ; les cabriolets à soufflet n'en sont point susceptibles.

2. Le droit du troisième cheval a lieu pour l'année entière , ou pour six mois seulement , à compter du 1^{er} brumaire de chaque année. — Les maîtres de poste ne peuvent exercer ce droit qu'autant qu'ils sont porteurs d'un ordre à cet effet , lequel doit être renouvelé tous les ans.

§ IX. — *Police et ordre dans le service.*

Art. 1^{er}. Il doit y avoir dans l'écurie de chaque maître de poste , de la lumière pendant la nuit et un postillon de garde , afin de ne point faire attendre les courriers ; le postillon de garde allant en course , un autre doit le remplacer.

2. Le prix de la course , conformément au tarif , doit être payé au maître de poste avant le départ du courrier.

3. Le service des malles , pour lequel au surplus les maîtres de poste doivent tenir des chevaux en réserve , et celui des courriers ou porteurs d'or-

dres du gouvernement, doivent être faits de préférence à tous autres.—Hors ces deux cas, les courriers doivent être servis par ordre d'arrivée.

4. Les postillons attachés à un relais doivent seuls en conduire les chevaux ; les courriers ne peuvent les faire remplacer par qui que ce soit.

5. Les courriers à franc étrier ne peuvent se servir de brides à eux appartenant ; ils ne doivent pas passer le postillon qui les conduit ; et le maître de la poste à laquelle ils arriveraient sans leur postillon, ne doit point leur donner de chevaux avant que ce dernier ne soit arrivé, et qu'il n'ait reconnu l'état des chevaux et déclaré la course et les guides payés.

6. Les avant-courriers ne peuvent devancer que d'une poste la voiture qu'ils précèdent ; il leur est défendu de partir, et aux maîtres de poste de leur fournir des chevaux, avant l'arrivée de la voiture aux relais ; et s'ils partent plus d'un quart-d'heure après, il leur sera donné un guide.

7. Les postillons ne peuvent se devancer sur la route, et doivent marcher dans l'ordre où ils sont partis du relais, à moins qu'un accident ne soit survenu à celui qui précède.

8. Il est défendu aux postillons, lorsqu'ils se rencontrent vers le milieu de leur course, d'échanger leurs chevaux, à moins qu'ils n'aient obtenu le consentement respectif des courriers. — La course d'une poste devant se faire, dans les localités ordinaires, dans une heure, les postillons ne pourront s'arrêter sans permission que pour laisser souffler leurs chevaux.

9. Lorsque tous les chevaux d'une poste suffisamment garnie sont en course, les courriers doivent attendre que les chevaux soient de retour et aient rafraîchi ; mais si le manque de chevaux provient de ce qu'un relais n'est pas suffisamment monté, alors les postillons seront tenus de passer avec tout ou partie seulement de leurs chevaux, après toutefois les avoir fait rafraîchir. — Ils ne pourront en aucun cas être forcés à passer plus d'un relais.

10. Les maîtres de poste ne peuvent être forcés à fournir des chevaux pour les routes de traverse ; cependant ils sont autorisés à conduire les courriers dans lesdites routes, à prix défendu, de manière toutefois que le service du relais ne puisse en souffrir.

11. Les maisons de campagne situées sur les grandes routes, ou à proximité, seront servies par la poste la plus voisine du point vers lequel les voyageurs se dirigeront.

12. Les maîtres de poste ne peuvent être contraints à fournir des chevaux pour être attelés à une voiture avec d'autres que ceux employés au service de la poste.

13. Les courriers ne doivent point forcer ni maltraiter les chevaux : dans le cas où ils se seraient portés à cet excès, et que par suite un ou plusieurs chevaux seraient mis hors de service ou viendraient à périr, ils seront tenus d'en payer le prix au maître de poste, suivant l'estimation qui en sera faite par experts, et sur le procès-verbal qui en sera dressé en présence de l'agent municipal des lieux où le délit aura été commis.

14. Les maîtres de poste qui conduiront à un relais sur les pays étrangers, sont autorisés à se faire payer sur le pied de monnaie étrangère.

15. Les droits de bac, d'entretien des routes, de pont ou barrière, sont à la charge des courriers, et indépendans du prix de la course et des guides.

16. Tous ceux qui feront venir des chevaux de poste et les renverront sans s'en servir, paieront le prix d'une poste, et les guides dans la même proportion, à titre de dédommagement. — Ceux qui les auront fait venir et ne partiront pas de suite, paieront une demi-poste de plus, et les guides dans la même proportion, par chaque heure de retard.

17. Les courriers paieront soixante-quinze centimes par chaque homme et par chaque cheval, toutes les fois que, par la fermeture des portes d'une commune ou autre empêchement de cette nature, ils seront forcés de coucher et ne pourraient revenir à leur relais.

N° 93. = 2 prairial an 7 (21 mai 1799). = *LOI relative à la lésion dans les actes de partage* (1). (II, Bull. CCLXXXII, n° 2952 ; B., LXXVI, 247.)

Art. 1^{er}. Le mode d'estimation pour vérifier la lésion d'outre-moitié dans les contrats de vente dont le prix a été stipulé en papier-monnaie, établi par la loi du 19 floréal an 6, est applicable à la lésion du tiers au quart, et à toute autre lésion établie par les lois et coutumes, relativement aux actes de partage ou autres actes équipollens à partage, suivant les mêmes lois et coutumes, lorsque les conventions auront été stipulées en papier-monnaie.

2. L'action en rescision pour les actes énoncés dans l'article ci-dessus, devra être exercée dans l'année, à compter de la promulgation de la présente loi, à peine de déchéance.

3. La loi du 19 floréal an 6 n'est point applicable aux ventes et reventes de biens originairement nationaux ; ces ventes ne peuvent être attaquées en rescision pour cause de lésion, en quelque valeur que le prix en ait été stipulé (2).

N° 94. = 3 prairial an 7 (22 mai 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant l'exécution des lois sur la conscription militaire relativement aux habitants des colonies*. (II, Bull. CCLXXXII, n° 2953.)

N° 95. = 3 prairial an 7 (22 mai 1799). = *LOI interprétative de celle du 27 nivose an 5, concernant les droits établis sur les bateaux de charbon de bois*. (II, Bull. CCLXXXII, n° 2954 ; B., LXXVI, 251.)

Art. 1^{er}. Les dispositions des tarifs des canaux d'Orléans et de Loing, annexés à la loi du 27 nivose an 5, en ce qui concerne le charbon de bois par kilolitre, ne sont applicables qu'au chargement partiel de cette marchandise, venant en sacs ou en poinçons.

2. Le droit, quant au chargement complet d'un bateau, doit être perçu suivant la tenue d'eau, conformément auxdits tarifs, article *Bateau de bois de chauffage*.

3. Le directoire exécutif fera restituer les sommes qui auraient été exigées, en effets de commerce ou en numéraire, au-delà du droit fixé pour le chargement entier.

N° 96. = 3 prairial an 7 (22 mai 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant le paiement des pensions* (3). (II, Bull. CCLXXXII, n° 2955.)

Art. 1^{er}. Les pensions dites *ecclésiastiques* ne pouvant être payées aujour-

(1) Voyez la loi du 19 floréal an 6 (8 mai 1798), sur la lésion dans les contrats de vente, et les notes qui résument la législation et la jurisprudence.

(2) L'action en rescision pour lésion était non recevable à l'égard des biens nationaux d'origine, même avant cette loi. Cass., 22 brumaire an 10, SIREY, II, 1, 137. — Depuis le Cod. civ., qui a admis en général l'action en rescision pour cause de lésion, on ne peut plus argumenter de la présente loi ; ainsi, l'action en rescision pour lésion d'outre-moitié est ouverte dans le cas de

(3) Voyez, dans le § 5 des notes qui accompagnent le décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, le résumé des lois concernant le paiement de la dette viagère.

d'hui qu'aux titulaires inscrits aux tableaux transmis à la trésorerie en exécution de l'arrêté du 5 prairial an 6, ou bien provisoirement, en vertu de celui du 23 ventose dernier, et sur les mandats des administrations centrales, qu'à ceux qui sont portés sur les états du second semestre de l'an 4, en exécution de l'arrêté du 13 germinal de la même année, la déclaration de non-rétractation de serment que lesdits titulaires ont déjà fournie pour être inscrits auxdits tableaux et continuer de recevoir des secours, ne sera pas exigée de nouveau à chaque paiement qui leur sera fait.

2. Les certificats de vie à fournir par les ex-religieux, contiendront la déclaration de non-hérédité prescrite par les articles 4 et 7 de la loi du 17 nivose an 2.

3. Les pensionnaires de la liste civile feront également comprendre dans leurs certificats de vie la déclaration de fortune exigée par les lois des 17 germinal an 2 et 11 pluviose an 3.

4. La déclaration de non-jouissance d'autre pension ni d'aucun traitement d'activité, exigée par la loi du 24 messidor an 3, sera contenue dans le certificat de vie de tous les pensionnaires indistinctement. Ledit certificat sera conforme au modèle annexé au présent, rédigé de manière à servir aux différentes classes de pensionnaires.

5. A l'égard des militaires pensionnés pour cause de vieillesse, d'infirmités, de blessures ou de mutilation, il ne sera plus exigé d'eux, à chaque paiement, pour constater cet état, des certificats de visite des officiers de santé.

6. Les pensionnaires ecclésiastiques non compris encore sur les états prescrits par l'arrêté du 5 prairial an 6, recevront les arrérages du premier semestre de l'an 7, ainsi qu'il en a été usé pour les six derniers mois de l'an 6, en vertu de l'arrêté du 23 ventose dernier.

7. La trésorerie délivrera aux pensionnaires ecclésiastiques déjà inscrits sur les états qui lui ont été fournis en exécution de l'arrêté du 5 prairial an 6, un certificat constatant cette inscription; et cette pièce sera le titre sur lequel sera apposé, lors du paiement de chaque semestre, le timbre prescrit par l'article 9 de la loi du 22 floréal an 7.

8. Quant aux pensionnaires ecclésiastiques qui ne sont pas encore portés sur lesdits états, et que l'on doit cependant continuer de payer, conformément à l'arrêté du 23 ventose dernier et à l'article 6 du présent, sur un mandat délivré par les administrations centrales, il sera expédié provisoirement par lesdites administrations, au nom de chaque partie, deux mandats au lieu d'un : l'un sera remis à la caisse payante, comme pièce comptable, l'autre, par duplicata, restera entre les mains du titulaire, pour lui servir de titre provisoire, et recevoir l'empreinte prescrite par l'article précité de ladite loi du 22 floréal an 7.

9. Les créanciers de la dette publique qui auront à recevoir des appoints à la quotité desquels ne pourront s'adapter des coupures de vingt et vingt-cinq francs, auront la faculté de se réunir avec d'autres créanciers, pour former une somme avec laquelle ces coupures s'accordent, à moins que, sur un bon de vingt ou vingt-cinq francs, ils ne préfèrent remettre à la trésorerie, en numéraire, la somme qui excédera celle qui leur est due.

revente des biens d'émigrés acquis par adjudication nationale, lors même que la revente est faite au profit de la famille spoliée. Cass., 11 avril 1820, *SIR.*, XX, 1, 245; *Bull. civ.*, XXII, 125.— Les transactions faites dans la persuasion que les ventes de biens nationaux étaient rescindables pour cause de lésion, ne peuvent être annulées sous prétexte d'erreur de droit sous l'empire de la loi de prairial an 7. Cass., 15 messidor an 10, *SIR.*, II, 1, 335.

10. Si le douzième des pensions des militaires et des veuves des défenseurs, payable par mois conformément à la loi du 14 fructidor an 6 et à l'arrêté du directoire du 9 frimaire an 7, est inférieur à vingt ou vingt-cinq francs, il sera payé en monnaie de cuivre ; et s'il est supérieur à ces coupures, l'appoint qui excédera sera acquitté aussi en monnaie de cuivre.

11. Les commissaires de la trésorerie feront fabriquer de nouveaux bons au porteur de vingt et vingt-cinq francs, pour le paiement du premier semestre an 7. La forme de ces bons devra les faire distinguer de ceux employés au deuxième semestre de l'an 6 ; et les commissaires de la trésorerie veilleront à ce qu'il y ait aussi une différence entre les coupures de vingt francs et celles de vingt-cinq francs.

(Suit le modèle du certificat de vie.)

N° 97. = 6 prairial an 7 (25 mai 1799). = *Loi qui ordonne la perception d'une subvention extraordinaire de guerre sur les droits d'enregistrement, de timbre, d'hypothèque, etc.* (1). (II, Bull. CCLXXXII, n° 2956 ; B., LXXVI, 264.)

Art. 1^{er}. A compter du jour de la publication de la présente loi, il sera perçu au profit de la république, à titre de subvention extraordinaire de guerre, pour l'an 7, un décime par franc en sus des droits d'enregistrement, de timbre, hypothèque, droits de greffe, droits de voitures publiques, de garantie sur les matières d'or et d'argent, amendes et condamnations pécuniaires, ainsi que sur les droits de douane à l'importation, l'exportation et la navigation (2).

2. La subvention établie par la présente loi sera perçue en même temps que le principal, et par les mêmes préposés, sans donner lieu à aucune retenue pour ceux-ci : il en sera compté par un article séparé.

N° 98. = 6 prairial an 7 (25 mai 1799). = *Loi portant établissement d'une subvention extraordinaire de guerre sur la contribution foncière de l'an 7* (3). (II, Bull. CCLXXXII, n° 2957 ; B., LXXVI, 264.)

N° 99. = 6 prairial an 7 (25 mai 1799). = *Loi portant établissement d'une subvention extraordinaire de guerre, pour l'an 7, sur la contribution personnelle, mobilière et somptuaire* (4). (II, Bull. CCLXXXII, n° 2958 ; B., LXXVI, 266.)

(1) Voyez toutes les lois de finances subséquentes qui ont maintenu cette subvention, à l'exception, en ce qui concerne le timbre, de divers droits énoncés dans les art. 62, 63, 64, 65 et 66 de la loi du 28 avril—4 mai 1816, et supprimés par l'art. 67 de cette loi. — Voyez encore l'arrêté du 6 juillet 1818, rapporté dans la note qui suit.

(2) La subvention d'un décime par franc sur le dixième des places de voitures publiques, supprimée par l'ordonnance du 27 avril 1814, n'a pas été rétablie par la loi du 21 décembre suivant. Cass., 6 juillet 1818, *SIR.*, XVIII, 1, 411.

Le droit d'un décime par franc sur les droits d'enregistrement, amendes, etc., etc., doit être perçu sur les amendes adjugées aux particuliers, comme sur les amendes dévolues au fisc. Cass., 19 mars 1806, *SIR.*, XX, 1, 480 ; Bull. civ., VIII, 115.

(3) Cette subvention a dû cesser d'être perçue pour le service de l'an 8, aux termes de l'art. 4 de la loi du 17 fructidor an 7 (3 septembre 1799).

(4) Voyez la loi du 17 fructidor an 7 (3 septembre 1799), art. 4, portant abolition de cette subvention, qui n'a point été rétablie.

Voyez la loi du même jour 6 prairial, qui établit une subvention pareille sur les droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèque.—Celle-ci subsiste encore.

Voyez encore deux autres lois du même jour, qui établissent une semblable subvention sur les contributions des portes et fenêtres, et sur la contribution foncière.—Ces subventions ont également été abolies par la loi précitée du 17 fructidor an 7.

N° 100. = 6 prairial an 7 (25 mai 1799). = *LOI portant établissement, pour l'an 7, d'une subvention extraordinaire de guerre sur les portes et fenêtres* (1). (II, Bull. CCLXXXII, n° 2959; B., LXXVI, 267.)

N° 101. = 6 prairial an 7 (25 mai 1799). = *LOI qui assujétit au droit de timbre les avis imprimés, etc.* (2). (II, Bull. CCLXXXII, n° 2960; B., LXXVI, 268.)

Art. 1^{er}. Les avis imprimés, quel qu'en soit l'objet, qui se crient et distribuent dans les rues et lieux publics, ou que l'on fait circuler de toute autre manière, seront assujétis au droit de timbre, à l'exception des adresses contenant la simple indication de domicile ou le simple avis de changement (3).

2. Le droit établi par l'article précédent sera de cinq centimes pour la feuille d'impression ordinaire au dessous de trente décimètres carrés;— De trois centimes pour la demi-feuille et au dessous;— De huit centimes pour la feuille de trente décimètres carrés et au dessus;— Et de quatre centimes pour la demi-feuille;— Sans qu'en aucun cas le droit puisse être moindre de trois centimes pour chaque annonce ou avis (4).

3. Les feuilles de supplément jointes aux journaux et papiers-nouvelles, paieront le droit de timbre comme les journaux mêmes, et selon le tarif porté en la loi du 9 vendémiaire an 6 (5).

4. Les contraventions aux dispositions de la présente seront punies, indépendamment de la restitution des droits fraudés, d'une amende de vingt-cinq francs pour la première fois, de cinquante francs pour la seconde, et de cent francs pour chacune des autres récidives (6).

5. Les lettres de voiture, connoissemens, chartes-parties et polices d'assurance, seront inscrits à l'avenir sur du papier du timbre d'un franc (7).

6. A compter de la publication de la présente, les billets et obligations non négociables, et les mandats à terme ou de place en place, ne pourront être faits que sur papier du timbre proportionnel, comme il en est usé pour

(1) Cette subvention a été abolie par la loi du 17 fructidor an 7 (3 septembre 1799), art. 4.

(2) Voyez, sur le timbre, la loi générale du 13 brumaire an 7 (3 novembre 1798), et les notes étendues qui l'accompagnent.

(3) Sont soumis au timbre les avis imprimés circulant sous la forme de lettres missives. Cass., 12 septembre 1809, *SIR.*, X, 1, 86; Bull. civ., XI, 232. — Il en est de même d'un avis annonçant l'ouverture d'un cabinet littéraire, ou qu'un libraire se charge de commissions pour abonnemens aux journaux et de reliure de livres. Cass., 7 février 1832, Bull. civ., XXXIV, 20.

(4) Voyez la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, art. 66, qui change les dimensions des papiers timbrés et les prix.

(5) Cet article est abrogé par le § 4 de l'art. 2 de la loi du 14—15 décembre 1830, sur les journaux et écrits périodiques.

(6) Ces amendes avaient été portées par la loi précitée du 28 avril 1816, savoir : à cent francs contre le distributeur, et à cinq cents francs contre l'imprimeur; mais elles ont été réduites à vingt francs et à cinquante francs par l'art. 10 de la loi du 16—17 juin 1824.

(7) Voyez l'art. 1^{er} du décret du 3 janvier 1809, modificatif du présent article, en ce qu'il permet d'employer du papier timbré de la dimension choisie par les parties; et l'art. 2, qui dispense de la formalité des lettres de voiture, les propriétaires qui font conduire les produits de leur récolte par leurs voituriers, domestiques ou fermiers.

Les lettres de voiture sont soumises au timbre, même avant d'être produites en justice. Cass., 13 messidor an 9, *SIR.*, I, 2, 668; Bull. civ., III, 256. — Il n'est pas nécessaire que les procès-verbaux des contraventions au présent article soient affirmés. Même arrêt.

les billets à ordre, lettres de change et autres effets négociables, et sous la même peine (1).

7. La loi du 9 vendémiaire an 6 continuera d'être exécutée, selon sa forme et teneur, dans toutes les dispositions auxquelles il n'est expressément dérogé par la présente.

N° 102. = 9 prairial an 7 (28 mai 1799). = *LOI additionnelle à celle du 22 brumaire an 7 portant établissement d'une taxe sur le tabac* (2). (II, Bull. CCLXXXIII, n° 2975; B., LXXVI, 273.)

N° 103. = 9 prairial an 7 (28 mai 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui modère la taxe d'entretien des routes sur les objets destinés à la fabrication des sels ou à la construction des salines* (3). (II, Bull. CCLXXXIII, n° 2976.)

N° 104. = 9 prairial an 7 (28 mai 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui diminue la taxe d'entretien des routes pour les matières destinées à l'approvisionnement et à l'exploitation des mines de plomb de Poul-laouen* (4). (II, Bull. CCLXXXIII, n° 2977.)

N° 105. = 11 prairial an 7 (30 mai 1799). = *LOI relative au jugement des prévenus de contravention à celle du 10 brumaire an 5, qui prohibe l'importation et la vente des marchandises anglaises* (5). (II, Bull. CCLXXXIII, n° 2979; B., LXXVI, 283.)

Art. 1^{er}. Le prévenu de contravention à la loi du 10 brumaire an 5, qui n'aura pas été mis en arrestation conformément à l'article 15 de ladite loi, sera cité, dans la forme prescrite par l'article 182 de la loi du 3 brumaire an 4, à comparaître en personne devant le tribunal de police correctionnelle, le troisième jour qui suivra le dépôt au greffe du rapport de la contravention.

2. Si, au jour fixé, le prévenu ne comparaît pas en personne, le tribunal sera tenu de rendre son jugement dans la décade.

3. Si, le prévenu comparaissant, il y a lieu à prononcer une remise, elle ne pourra excéder trois jours; et le troisième jour le tribunal prononcera, partie présente ou absente.

4. Dans tous les cas, le jugement du tribunal de police correctionnelle ne pourra être attaqué que par la voie de l'appel, déclaré dans la forme et dans le délai prescrits par les articles 194 et 195 de la loi du 3 brumaire an 4.

(1) Modifié par l'art. 12 de la loi du 16—17 juin 1824, qui permet de souscrire des billets et obligations sur du papier portant le timbre de dimension, pourvu que le prix de ce timbre soit le même que celui du timbre proportionnel qui aurait dû être employé. — Voyez aussi la loi de finances du 24 mai—1^{er} juin 1834, art. 19, qui élève l'amende des contraventions à six pour cent de la somme exprimée, contre le souscripteur et contre le premier endosseur ou cessionnaire; et l'art. 21, portant qu'aucune de ces amendes ne peut être au dessous de cinq francs.

Voyez encore l'avis du cons. d'état du 1^{er} avril 1808, portant que les reconnaissances de dépôt entre toutes personnes sont assujéties au timbre proportionnel; et, sur la question de savoir dans quel cas ces reconnaissances de dépôt sont sujettes au timbre, les notes qui accompagnent l'art. 12 de la loi précitée du 13 brumaire an 7, *in fine*.

(2) Voyez la loi du 20—27 mars 1791, et les notes.

(3) La taxe d'entretien des routes a été abolie par l'art. 60 de la loi de finances du 24 avril—4 mai 1806.

(4) Voyez la loi précédente, et la note.

(5) Voyez la loi du 10 brumaire an 5 (31 octobre 1796), et les notes.

5. Passé ce délai sans appel, il sera procédé, à la requête de l'administration des douanes, à l'estimation des marchandises, partie présente ou dûment appelée, pour en constater la valeur, et il en sera ensuite disposé comme d'objets définitivement confisqués.

6. En cas d'appel, le tribunal criminel sera tenu de prononcer dans les dix jours, à compter de celui où sera parvenue à son greffe la requête d'appel, qui doit lui être envoyée par le commissaire du pouvoir exécutif, conformément à l'article 196 de la loi du 3 brumaire an 4.

N° 106. = 13 prairial an 7 (1^{er} juin 1799). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui supprime plusieurs bureaux de garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent, établis par l'arrêté du 15 prairial an 6** (1). (II, Bull. CCLXXXIV, n° 2986.)

N° 107. = 14 prairial an 7 (2 juin 1799). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif, relatif à la composition des demi-brigades.** (II, Bull. CCLXXXIV, n° 2987.)

N° 108. = 16 prairial an 7 (4 juin 1799). = **ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant l'inscription des ouvrages déposés chez les orfèvres pour les raccommorder, ou confiés à titre de nantissement** (2). (II, Bull. CCLXXXV, n° 3003.)

Le directoire exécutif, vu l'article 15 de la déclaration du 26 janvier 1749, qui enjoint, à peine de trois cents livres d'amende, aux orfèvres, joailliers, et autres fabricans ou marchands d'or et d'argent, d'inscrire sur un registre les ouvrages qui leur sont portés pour les raccommorder, ou qui leur sont donnés en nantissement ou en dépôt; — Considérant que cet article de l'ordonnance du 26 janvier 1749 n'a pas été promulgué dans les départemens réunis par la loi du 9 vendémiaire an 4, et qu'il est important de donner à la législation en cette partie toute l'uniformité dont elle est susceptible; — Qu'il est utile de rappeler les dispositions de cet article à tous les tribunaux qui doivent les appliquer, — Arrête que l'article 15 (3) de la déclaration du 26 janvier 1749 sera inséré au Bulletin des lois, à la suite du présent arrêté.

Déclaration du 26 janvier 1749.

Art. 15 (4). « Enjoignons à tous orfèvres, joailliers, fourbisseurs, merciers, graveurs et autres travaillant et fabriquant des ouvrages d'or et d'argent, de tenir des registres cotés et paraphés par l'un des officiers de l'élection, dans lesquels ils enregistreront jour par jour, par poids et espèces, la vaisselle et autres ouvrages vieux ou réputés vieux suivant l'article 3, qu'ils achèteront pour leur compte ou pour les revendre, ceux qui leur seront portés pour raccommorder, ou donnés en nantissement pour modèle ou dépôt, ou sous quelque prétexte que ce puisse être; et ce, à l'instant que lesdits ouvrages leur auront été apportés ou qu'ils les auront achetés : seront aussi tenus de faire mention dans lesdits registremens, de la nature et qualité des ouvrages, et des armes qui y seront gravées, des noms et demeures des personnes à qui ils appartiennent »

(1) Voyez, sur la garantie des matières d'or et d'argent, la loi générale du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes.

(2) Voyez la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes.

(3 et 4) Il y a erreur ici : c'est l'art. 14 et non l'art. 15.

« nent, sans qu'ils puissent travailler aux ouvrages qui leur auraient été
 « apportés pour raccommo^der, qu'ils ne les aient portés sur leurs registres ;
 « le tout à peine de confiscation et de trois cents livres d'amende. »

N° 109. = 17 prairial an 7 (5 juin 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les dépôts de grains et farines établis près des frontières.* (II, Bull. CCLXXXV, n° 3004.)

N° 110. = 17 prairial an 7 (5 juin 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui dispense les préposés des douanes du service de la garde nationale* (1). (II, Bull. CCLXXXV, n° 3005.)

N° 111. = 21 prairial an 7 (9 juin 1799). = *LOI relative aux habitans de la ci-devant Savoie pensionnés ou ayant droit à des pensions.* (II, Bull. CCLXXXVI, n° 3012; B., LXXVI, 314.)

Les articles 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26 de la loi du 5 prairial an 6, relative à la liquidation de la dette des neuf départemens réunis, sont applicables aux habitans de la ci-devant Savoie, pensionnés par leur ancien gouvernement ou ayant droit à des pensions.

N° 112. = 21 prairial an 7 (9 juin 1799). = *LOI relative au traitement des secrétaires-greffiers des juges de paix.* (II, Bull. CCLXXXVI, n° 3013; B., LXXVI, 315.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire an 7, les traitemens des secrétaires-greffiers des juges de paix seront du tiers de celui fixé par la loi du 8 ventose dernier pour les juges auprès desquels ils sont établis.—Ils sont, en conséquence, déterminés de la manière et dans la proportion suivantes : —A Paris, huit cents francs ; dans les communes dont la population excède cent mille habitans, cinq cent trente-trois francs trente-trois centimes un tiers ; dans celles de cinquante mille et au dessus, jusqu'à cent mille, quatre cents francs ; dans celles de trente mille et au dessus, jusqu'à cinquante mille, trois cent trente-trois francs trente-trois centimes un tiers ; et dans les communes au dessous de trente mille habitans, deux cent soixante-six francs soixante-six centimes deux tiers.

2. Indépendamment du traitement ci-dessus déterminé, les greffiers percevront les droits qui leur sont attribués, suivant le tarif modéré déterminé par les lois existantes.

3. Les expéditions des jugemens en matière de police, et des procès-verbaux du bureau de paix et de conciliation, leur seront payées quatre décimes le rôle, qui contiendra vingt lignes à la page et huit à dix syllabes à la ligne, compensation faite des unes avec les autres.

4. Ils mettront leur reçu au bas des expéditions qu'ils délivreront, et ne pourront percevoir d'autres et plus forts droits que ceux qui leur sont attribués par les lois, à peine de destitution, et de restitution envers les parties, et sauf, en cas de fraude et de malversation évidente, à être poursuivis devant les tribunaux conformément aux lois.

5. Toutes dispositions de loi contraires à la présente sont abrogées.

N° 113. = 22 prairial an 7 (10 juin 1799). = *LOI additionnelle à celle du 21 ven-*

(1) Cette dispense est reproduite dans l'art. 12 de la loi générale du 22—25 mars 1831, sur la garde nationale.

tose an 7 (1), portant établissement de droits de greffe. (II, Bull. CCLXXXVI, n° 3014 ; B., LXXVI, 322.)

Art. 1^{er}. Sont assujétis, sur la minute, au droit de rédaction et transcription établi par l'article 2 de la loi du 21 ventose dernier, et ainsi qu'il est ci-après déterminé, — 1^o L'acte de dépôt de l'exemplaire d'affiches, en exécution de l'article 5 de la loi du 11 brumaire ; — 2^o Les adjudications, soit volontaires, soit sur licitation, soit sur expropriation forcée (2) ; — 3^o L'acte de dépôt de l'état, certifié par le conservateur des hypothèques, de toutes les inscriptions existantes, ledit acte contenant réquisition d'ouvrir le procès-verbal d'ordre, en exécution de l'article 31 de la loi du 11 brumaire ; — 4^o Les actes de dépôts de titres de créance, faits en exécution de l'article 32 ; — 5^o Les procès-verbaux d'ordre, lors de la délivrance de chaque bordereau de collocation, conformément à l'article 35 de la même loi.

2. Il sera payé trois francs pour le dépôt de l'exemplaire d'apposition d'affiches, et pour celui de l'état des inscriptions existantes ; — Un franc cinquante centimes, pour celui des titres de créance ; — Pour la rédaction des adjudications, un demi pour cent sur les cinq premiers mille ; — Et vingt-cinq centimes par cent francs sur ce qui excédera cinq mille francs ; — Pour celle du procès-verbal d'ordre, sur chaque bordereau délivré, vingt-cinq centimes par cent francs du montant de la créance colloquée.

3. La perception de ces droits sera faite par le receveur de l'enregistrement, de la manière et dans la forme prescrites par la loi du 21 ventose : la remise des greffiers sur le produit de ces droits, sera d'un décime par franc, telle qu'elle est fixée par l'article 19 de ladite loi ; et ils en seront payés de la manière prescrite par l'article 21.

4. Il est attribué aux greffiers, pour la communication à chaque créancier du procès-verbal d'ouverture d'ordre, de l'extrait des inscriptions et des titres et pièces qui auront été produits, un droit fixe de soixante-quinze centimes.

5. Il est défendu aux greffiers, sous les peines portées par la loi du 21 ventose, d'exiger ni recevoir d'autres et plus forts droits que ceux établis par la présente, et ils se conformeront aux dispositions prescrites par l'article 13 pour assurer la perception des droits ci-dessus établis.

6. Toutes dispositions de loi contraires à la présente sont abrogées.

N° 114. = 23 prairial an 7 (11 juin 1799). = *LOI qui fixe les traitemens des greffiers des tribunaux criminels et correctionnels* (3). (II, Bull. CCLXXXVI, n° 3016 ; B., LXXVI, 329.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire an 7, les traitemens des greffiers des tribunaux criminels et correctionnels sont fixés de la manière suivante.

2. Le traitement des greffiers des tribunaux criminels sera égal à celui des juges des tribunaux civils.

3. Le traitement des commis-greffiers sera, au tribunal criminel du département de la Seine, de deux mille quatre cents francs ; — Dans les com-

(1) Voyez cette loi et les notes.

(2) Le droit de greffe est dû même sur les adjudications d'immeubles situés en pays étranger, quoiqu'elles n'entraînent aucun droit de mutation. Cass., 11 décembre 1820, Sir., XXI, 1, 168 ; Bull. civ., XXII, 331.

(3) Voyez l'arrêté du 8 messidor an 8 (27 juin 1800), qui, en exécution de la loi du 27 ventose précédent sur l'organisation judiciaire, porte une fixation nouvelle de ce traitement, et des dispositions pour le paiement.

munes de cinquante mille habitans et au dessus, dix-huit cents francs ; — Dans toutes les communes au dessous de cinquante mille habitans, douze cents francs.

4. Le traitement des greffiers des tribunaux correctionnels sera, — A Paris, de deux mille huit cents francs ; — Dans les communes de cinquante mille habitans et au dessus, deux mille deux cents francs ; — Dans les communes au dessous de cinquante mille habitans, douze cents francs.

5. Les traitemens des commis-greffiers des tribunaux correctionnels seront, — A Paris, de deux mille francs ; — Dans les communes de cinquante mille habitans et au dessus, douze cents francs ; — Dans les communes au dessous de cinquante mille habitans, sept cents francs.

6. Toutes dispositions de loi contraires à la présente sont abrogées.

N° 115. = 24 prairial an 7 (12 juin 1799). = *Loi interprétative du paragraphe 3 de l'article 1^{er} de celle du 19 floréal an 6 (1), sur l'action en rescision contre les ventes d'immeubles faites pendant le cours du papier-monnaie.* (II, Bull. CCLXXXVIII, n° 3021 ; B., LXXVI, 335.)

Art. 1^{er}. En conséquence du paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la loi du 19 floréal an 6, relative à l'action en rescision, pour cause de lésion d'outre-moitié, contre les ventes d'immeubles pendant la dépréciation du papier-monnaie, les experts ne doivent avoir égard aux facilités et avantages résultant des termes accordés pour le paiement du prix de la vente, qu'à raison desdits termes, sans pouvoir prendre en considération la dépréciation qu'auraient subie les assignats aux époques des paiemens. — La valeur assignats sera toujours celle qui avait lieu lors de la vente.

2. Quand la vente aura été faite à termes, avec stipulation de l'intérêt au taux légal, il ne sera fait aucune déduction sur le prix à raison dudit délai.

3. Lorsque, dans la vente faite à termes, il aura été stipulé que, pendant les termes, il n'y aurait point lieu au paiement des intérêts, pour l'estimation de la lésion, il sera fait déduction, sur le prix de vente fixé en assignats, valeur nominale, du montant de l'intérêt légal, en même valeur nominale d'assignats, jusqu'aux époques où les paiemens ont dû être faits suivant la convention ; et en cas de paiemens par anticipation, jusqu'aux époques des paiemens.

4. Si la vente a été faite à termes, avec stipulation d'un intérêt à un taux inférieur au taux légal, il sera fait déduction sur le prix capital de la vente, sous le mode établi par le précédent article, jusqu'à concurrence du déficit, pour atteindre l'intérêt au taux légal.

N° 116. = 26 prairial an 7 (14 juin 1799). = *Loi relative à la célébration des fêtes décadaires et des mariages dans les îles maritimes de la république.* (II, Bull. CCLXXXVIII, n° 3022 ; B., LXXVI, 339.)

Art. 1^{er}. Dans toutes les îles maritimes de la république qui ne forment pas de cantons, mais où il est établi des agens municipaux, chaque décadi l'agent municipal de chacune de ces îles se rendra en costume au lieu de l'île destiné à la réunion des citoyens, et y donnera lecture des lois et autres actes de l'autorité publique qui lui seront à cet effet directement adressés, pendant la décade précédente, par le ministre de la justice.

(1) Voyez cette loi et les notes.

2. La célébration des mariages des citoyens de l'arrondissement de chacune de ces îles maritimes, aura lieu, le décadi, dans le même local destiné à la réunion des citoyens (1).

3. L'agent municipal, ou à son défaut l'adjoint, y fera les fonctions d'officier civil, ainsi et comme il est prescrit au président de chaque administration municipale de canton, par la loi du 13 fructidor an 6.

4. L'agent municipal ouvrira un triple registre des mariages : il en fera parvenir deux à l'administration municipale chef-lieu de canton, au commencement de chaque année, pour être joints à ceux du canton, ordonnés par la loi du 13 fructidor dernier ; et le troisième, il le conservera de même que les autres registres de l'état civil.

N° 117. = 27 prairial an 7 (15 juin 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif contenant des mesures pour assurer le paiement des fonctionnaires et salariés publics.* (II, Bull. CCLXXXVIII, n° 3023.)

Art. 1^{er}. Les sommes que les ministres de la justice, de l'intérieur et des finances, prennent sur leurs crédits pour les traitemens et la rétribution des fonctionnaires et salariés publics, seront ordonnancées sur la proportion des rentrées des contributions foncière, personnelle et mobilière de chaque département, de manière que les traitemens d'un mois soient acquittés à mesure qu'un douzième du montant des rôles est rentré.

2. Les administrations centrales adresseront au ministre des finances, à mesure qu'il y aura un douzième du montant des rôles prélevé, le certificat qui le constatera, avec l'indication de la somme à ordonnancer pour un douzième correspondant des dépenses que les ministres désignés dans l'article 1^{er} doivent faire acquitter.

3. Le ministre des finances informera ceux de la justice et de l'intérieur du résultat des certificats envoyés par les administrations centrales ; il proposera au directoire exécutif de mettre à leur disposition les fonds nécessaires pour qu'ils puissent expédier leurs ordonnances.

4. Le ministre des finances fera connaître à ceux de la justice et de l'intérieur le résultat des recouvrements effectués sur les contributions directes de l'exercice de l'an 7 jusqu'au 30 floréal dernier, afin qu'ils expédient sans retard leurs ordonnances de paiement pour autant de mois qu'il aura été recouvré de douzièmes. Le ministre des finances délivrera dans la même proportion celles qui le concernent.

N° 118. = 30 prairial an 7 (18 juin 1799). = *LOI portant que toute autorité ou tout individu qui attenterait à la sûreté ou à la liberté du corps législatif ou de quelqu'un de ses membres, est mis hors la loi.* (II, Bull. CCLXXXVII, n° 3020 ; B., LXXVI, 373.)

Toute autorité ou tout individu qui attenterait à la sûreté ou à la liberté du corps législatif ou de quelqu'un de ses membres, soit en donnant l'ordre, soit en l'exécutant, est mis hors la loi.

N° 119. = 1^{er} messidor an 7 (19 juin 1799). = *LOI qui fixe l'époque du*

(1) Voyez le décret du 13 floréal an 10 (3 mai 1802), qui fixe ces publications au dimanche, et l'art. 63 du Cod. civ., conforme.

Voyez aussi les notes qui accompagnent le tit. IV du décret du 20—25 septembre 1792, sur l'état civil : elles résument toute la législation de la matière.

renouvellement annuel des élections de la garde nationale (1). (II, Bull. CCLXXXVIII, n° 3027; B., LXXVII, 3.)

N° 120. = 2 messidor an 7 (20 juin 1799). = *LOI sur les réclamations en matière de contribution foncière* (2). (II, Bull. CCXCH, n° 3105; B., LXXVII, 5.)

TITRE 1^{er}. — *Dispositions générales.*

Art. 1^{er}. Toute propriété foncière doit être imposée sous le nom du propriétaire actuel, sauf le cas prévu par l'article 36 de la loi du 3 frimaire an 7, *relative à la répartition de la contribution foncière.*

2. Toute propriété foncière doit être imposée dans la commune où elle est située.

3. Tout contribuable dont la cote de contribution foncière se trouve portée au dessus de la proportion générale déterminée par la loi entre cette contribution et les revenus territoriaux, a droit à une réduction. — Chaque commune, chaque canton et chaque département ont également droit à une réduction dans le même cas.

4. Tout contribuable surtaxé comparativement aux autres contribuables, a droit de demander le rappel à l'égalité proportionnelle, sauf les exceptions à cet égard, déterminées par la loi pour l'encouragement de l'agriculture ou pour l'intérêt général de la société. — Chaque commune, chaque canton et chaque département ont pareillement droit de demander le rappel à l'égalité proportionnelle dans le même cas (3).

(1) Voyez, sur l'organisation de la garde nationale, les notes qui accompagnent le décret du 29 septembre—14 octobre 1791 : elles résument la législation. Voyez surtout la loi du 22—25 mars 1831, qui abroge toutes celles antérieures; et spécialement, sur les élections, les art. 50 et suiv. de cette loi.

(2) Plusieurs mesures avaient été prescrites avant cette loi, sur les demandes en dégrèvement de la contribution *foncière*. Elles étaient contenues dans le décret du 23 (20, 22 et) novembre—1^{er} décembre 1790, tit. IV; dans celui du 21—28 août 1791; dans celui du 29 septembre—12 octobre suivant, et celui du 2 thermidor an 3 (20 juillet 1795).

Voyez la loi de 4 messidor an 7 (22 juin 1799), additionnelle à la présente, et surtout l'arrêté du 24 floréal an 8 (14 mai 1800), qui s'applique aux contributions foncière, personnelle et mobilière et les notes; cet arrêté a considérablement simplifié la loi du 2 messidor, et ses dispositions sont seules observées aujourd'hui par l'administration. — Voyez encore la loi d'organisation administrative du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), art. 4, § 2, qui attribue aux conseils de préfecture la connaissance des demandes en décharge ou en réduction des cotes des contributions; l'arrêté du 16 thermidor an 8 (4 août 1800), contenant règlement sur le recouvrement des contributions directes et l'exercice des contraintes; celui du 9 floréal an 9 (29 avril 1801), qui ordonne un prélèvement sur les centimes additionnels, pour les remises et modérations, et accidens extraordinaires. Voyez enfin les lois de finances des 23—25 septembre 1814, art. 21; 28 avril—4 mai 1816, art. 33; et 25—26 mars 1817, art. 51, qui maintiennent les lois et réglemens antérieurs, sur le mode de procéder relativement aux réclamations en matière de contributions.

(3) Les maire et répartiteurs d'une commune sont sans qualité pour demander la réduction des cotes et impôts des contribuables, par voie de recours au conseil d'état. Arr. du cons., 11 octobre 1833, MAC., 2^e série, III, 539. — L'action intentée par une commune contre une surcharge de contributions, ne prive pas les habitans du droit de se pourvoir individuellement, à raison de la portion de surcharge qui pèse sur chacun d'eux; et ils ont qualité pour exercer ce droit, lors même que la commune ne suivrait pas sur sa demande. Arr. du cons., 23 juin 1824, MAC., VI, 336. — Des contribuables ne peuvent réclamer individuellement contre une décision qui prononce un dégrèvement en faveur d'un autre habitant de la même commune; l'action en recours n'appartient qu'à l'autorité municipale qui l'exerce auprès du préfet. Arr. du cons., 21 mars 1821, MAC., I, 410; et 15 octobre 1826, MAC., VIII, 599. — Jugé au contraire que les habitans d'une commune, *ut singuli*, ont intérêt et qualité pour se rendre tiers-opposans à des décisions qui ont accordé à d'autres habitans des dégrèvements particuliers. Arr. du cons., 8 mai 1822, MAC., III, 479. — La demande en rappel à l'égalité proportionnelle, formée par plusieurs contribuables, ne doit

TITRE II. — *Des demandes en mutation de cote.*

5. Lorsqu'une propriété foncière aura été cotisée sous un autre nom que celui du propriétaire, l'administration municipale, sur la réclamation, soit du propriétaire, soit de celui sous le nom duquel la propriété aura été mal à propos cotisée, et après avoir pris les renseignemens convenables, même l'avis des répartiteurs, si elle le juge nécessaire, prononcera la mutation de cote (1).

6. S'il y a réclamation contre la décision de l'administration municipale, l'administration centrale du département prononcera en dernier ressort, sur simples mémoires des parties intéressées, et après renseignemens pris, si elle en a besoin (2).

7. S'il y a contestation sur le droit à la propriété, les administrations renverront devant les tribunaux civils, et ajourneront la décision sur la demande en mutation de cote, jusqu'après jugement définitif sur le droit des parties à la propriété.

TITRE III. — *Des demandes en suppression de double emploi et radiation de cote.*

8. Tout contribuable imposé plusieurs fois pour les mêmes biens, dans la même commune, se pourvoira devant l'administration municipale, qui, après vérification, prononcera la suppression des doubles emplois, et le rejet sur toutes les propriétés de la commune. — S'il y a réclamation contre la décision, l'administration centrale statuera sur cette réclamation (3).

9. Tout contribuable imposé dans une commune pour des biens situés dans une autre dépendant du même canton, se pourvoira devant l'administration municipale du canton, qui, après vérification, prononcera, s'il y a lieu, la radiation de la cote, dont le montant sera rejeté sur toutes les propriétés de la commune qui aura imposé mal à propos. — S'il y a réclamation contre la décision, cette réclamation sera jugée par l'administration centrale (4).

10. Tout contribuable imposé dans une commune pour des biens situés dans une autre dépendant d'un autre canton ou ayant une administration municipale pour elle seule, se pourvoira devant l'administration centrale du département; et celle-ci, après avoir pris l'avis des administrations municipales des cantons ou communes respectifs, prononcera, s'il y a lieu, la radiation de la cote, dont le montant sera rejeté comme il est dit à l'article précédent.

11. Tout contribuable imposé dans un département pour des biens situés dans un autre, s'adressera à l'administration centrale du département dans lequel il se croira imposé mal à propos; et celle-ci, après vérification, prononcera selon qu'il y aura lieu. — S'il y a réclamation contre la décision, cette réclamation sera jugée par le directoire exécutif.

pas être repoussée comme non recevable, sous prétexte qu'elle profiterait indirectement aux autres contribuables. Arr. du cons., 18 octobre 1833, Mac., 2^e série, III, 556. — Le père n'a pas qualité pour réclamer au nom de sa fille majeure. Arr. du cons., 31 juillet 1833, Mac., 2^e série, III, 411.

(1) C'est aujourd'hui le conseil de préfecture qui prononce la mutation de cote sur l'avis des répartiteurs, du contrôleur et du directeur des contributions directes. Arrêté du 24 floréal an 8 (14 mai 1800), art. 1^{er} et 2.

(2) Les décisions des conseils de préfecture peuvent être attaquées devant le conseil d'état : le recours n'est soumis qu'au droit du timbre; il est transmis au gouvernement, sans frais, par l'intermédiaire du préfet. Loi du 21—28 avril 1832, art. 30.

(3) Toutes les demandes de la nature de celles dont il s'agit dans le présent titre, sont jugées par le conseil de préfecture. Loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), art. 4.

(4) Voyez la marche tracée par l'art. 1^{er} de l'arrêté du 24 floréal an 8 (14 mai 1800).

TITRE IV. — *Des demandes en réduction de contribution foncière.*

CHAPITRE I^{er}. — De l'obligation de répartir la contribution foncière, nonobstant tout prétexte de surtaxe et de demandes en réduction ou en rappel à l'égalité proportionnelle, formées ou à former.

12. Les administrations centrales de département et les administrations municipales de canton, ne pourront, sous prétexte de surcharge et de demande en réduction ou en rappel à l'égalité proportionnelle, formée ou à former, se dispenser de répartir, dans les délais prescrits, le contingent assigné à leurs départemens et cantons dans la contribution foncière; à peine, contre les membres de ces administrations, de destitution de leurs places.

13. Les administrations municipales des communes de cinq mille habitans ou au dessus, ne pourront, sous la même peine contre les membres de ces administrations, et de responsabilité solidaire, même de contrainte pour le premier terme de la contribution assignée à leur commune en principal et centimes additionnels, se dispenser, sous aucun des prétextes énoncés en l'article précédent, de publier le mandement portant fixation du montant de cette contribution, dans les cinq jours après qu'il leur sera parvenu.

14. L'agent municipal de chaque commune, ou l'adjoind à son défaut, ne pourra également, à peine de responsabilité personnelle, et même de contrainte pour le premier terme de la contribution assignée à la commune en principal et en centimes additionnels, se dispenser de publier le mandement qui lui aura été adressé, portant fixation du montant de ladite contribution, dans les dix jours après qu'il lui sera parvenu.

15. Les répartiteurs des communes ne pourront aussi, sous prétexte de surcharge et de demande en réduction ou en rappel à l'égalité proportionnelle, ou pour tout autre motif, se dispenser de faire chaque année les opérations qui leur sont attribuées par la loi du 3 frimaire an 7 *relative à la répartition, à l'assiette et au recouvrement de la contribution foncière*, et aux époques déterminées par cette loi, à peine de responsabilité solidaire, et même de contrainte pour le paiement de tous les termes de la contribution foncière assignée à leur commune, dont le recouvrement se trouverait en retard par l'effet de la non exécution de ces opérations dans les délais prescrits.

CHAPITRE II. — *Des demandes en réduction formées par les contribuables.*

16. Tout contribuable qui voudra former demande en réduction de sa cote de contribution foncière, adressera son mémoire à l'administration municipale de la commune ou du canton de la situation des biens qu'il prétendra être surtaxés (1).

17. Cette demande ne sera admise qu'autant qu'elle se trouvera formée dans les trois mois de la publication du rôle de l'année, et que le réclamant justifiera avoir payé les termes de sa cote de contribution, échus au jour de la demande, tant en principal qu'en centimes additionnels (2).

18. Tout demandeur en réduction sera tenu de joindre à son mémoire,

(1) C'est aux sous-préfets que les demandes sont adressées, depuis l'arrêté du 24 floréal an 8 (14 mai 1800).

(2) Toute demande doit être formée dans les trois mois de la publication du rôle, à peine de déchéance, et accompagnée de la quittance des termes échus. Arr. du cons., 9 mars 1831, MAC., 2^e série, I, 115. — Jugé encore qu'il y a déchéance, si la demande en rappel à l'égalité proportionnelle est formée après le délai fixé. Arr. du cons., 31 juillet 1833, MAC., 2^e série, III, 410; et plusieurs autres arrêts. — Lorsqu'il y a réclamation contre une cote de contribution,

1° un extrait de la matrice du rôle, contenant, par sections et numéros, le détail de tous les biens-fonds qui lui appartiennent dans la commune, et l'évaluation de leur revenu net, portée dans ladite matrice; 2° une déclaration du revenu net auquel il évaluera lui-même chaque article de ses biens-fonds.

19. L'administration municipale fera inscrire par extrait, au secrétariat, sur un registre d'ordre, tous les mémoires en réduction qui lui seront adressés, après avoir vérifié si les formalités prescrites par les articles 17 et 18 de la présente loi ont été observées par les réclamans, et renverra ensuite, en cas qu'elles aient été observées, chaque mémoire, avec les pièces y jointes, aux répartiteurs de la commune, pour avoir leur avis. — Si les formalités précitées n'ont pas été remplies, le mémoire ne sera point inscrit au registre d'ordre, mais il sera renvoyé au réclamant (1).

20. Les répartiteurs délibéreront dans la décade sur chaque mémoire qui leur aura été renvoyé en conformité de l'article précédent. — S'ils conviennent de la justice de la réclamation, l'administration municipale prononcera la réduction de la cote (2).

21. Si les répartiteurs sont d'avis que la réclamation n'est fondée qu'en partie, ils exprimeront, sur chaque article, à quelle somme la réduction leur paraîtra devoir être réglée. L'avis qu'ils auront donné sera communiqué au réclamant, qui déclarera, dans la décade, s'il y adhère ou non; et, dans le cas d'adhésion, l'administration municipale prononcera la réduction qui aura été proposée par les répartiteurs (3).

22. Si le réclamant refuse de se contenter de la réduction proposée par les répartiteurs, ou que ceux-ci déclarent que la réclamation n'est pas fondée, l'administration municipale nommera deux experts, dont un instruit dans l'arpentage, pour procéder à une nouvelle évaluation du revenu net imposable des biens du réclamant, et au mesurage, s'il est nécessaire (4).

23. Les experts prendront au secrétariat de l'administration municipale le mémoire et les pièces du réclamant, et l'avis donné par les répartiteurs, même la matrice du rôle de la commune, s'ils croient en avoir besoin. L'administration fixera le jour et l'heure de la descente des experts sur les lieux; et les experts, ainsi que le réclamant, en seront prévenus dix jours au moins à l'avance: les répartiteurs en seront aussi prévenus dix jours au moins à l'avance, en la personne de l'agent municipal de la commune, ou de son adjoint, ou de l'un des officiers municipaux désignés répartiteurs dans

et que l'autorité administrative est saisie de cette réclamation pour y faire droit, il ne peut y avoir de poursuites judiciaires, ni contre le réclamant, ni contre des tiers-saisis; toute poursuite ultérieure est subordonnée à la décision qui doit intervenir de la part de l'autorité administrative. Arr. du cons., 10 mars 1807, *SIR.*, XIV, 2, 443.

(1) Les réclamations sont enregistrées dans les sous-préfectures, et adressées au préfet qui les fait passer au directeur des contributions. Ce dernier, après les avoir aussi inscrites sur un registre ouvert dans ses bureaux, les transmet aux contrôleurs qui doivent les vérifier. Arrêté du ministre des finances du 25 octobre 1832.

(2) Lorsqu'il y a lieu d'accorder un dégrèvement sur la cote de contribution, le dégrèvement doit partir du jour où la réclamation a été formée. Arr. du cons., 11 mai 1825, *MAC.*, VII, 245.

(3) Le contribuable doit faire connaître, sous peine de déchéance, dans les dix jours qui ont suivi l'avis des répartiteurs, son refus d'adhérer à cet avis et sa demande d'expertise. Arr. du cons., 19 novembre 1823, *MAC.*, V, 779.

(4) Modifié par l'art. 5 de l'arrêté du 24 floréal an 8 (14 mai 1800), qui veut que les deux experts soient nommés, l'un par le sous-préfet, et l'autre par le réclamant, sans exiger des connaissances dans l'arpentage.

La formalité du serment des experts, n'est pas exigée par la loi. Arr. du cons., 25 novembre 1831, *MAC.*, 2^e série, I, 441.

les communes ayant pour elles seules une administration municipale (1).

24. Les répartiteurs nommeront deux d'entre eux pour être présens aux opérations des experts ; et le réclamant y assistera ou y fera trouver un fondé de pouvoir. Les deux répartiteurs et le réclamant ou son fondé de pouvoir, indiqueront les biens et fourniront les autres renseignemens (2).

25. A défaut par les deux répartiteurs ou l'un des deux, ou par le réclamant ou son fondé de pouvoir, de se présenter sur les lieux au jour et heure indiqués pour la descente des experts, ceux-ci procéderont nonobstant l'absence des non comparans.

26. Les experts déposeront leur procès-verbal au secrétariat de l'administration municipale, dans les trois jours de la clôture de leur opération, et y rétabliront en même temps toutes les pièces qu'ils y auront prises (3).

27. Immédiatement après le dépôt du procès-verbal des experts, le commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale en prendra communication, ainsi que de toutes les pièces, pour donner son avis : il ne pourra les retenir au-delà des dix jours ; et l'administration municipale prononcera, selon qu'il y aura lieu, dans la décade suivante (4).

28. Toute décision d'administration municipale sur demandes en suppression de double emploi, en mutation, en radiation et en réduction de cote, sera signée au registre par tous les membres de l'administration qui y auront assisté, et par le secrétaire-greffier, dans la séance même où elle aura été rendue, ou au plus tard dans la séance suivante. Il en sera donné avis par le commissaire du directoire exécutif, tant au réclamant qu'à l'agent municipal de la commune, ou à l'un des officiers municipaux désignés répartiteurs dans les communes ayant pour elles seules une administration municipale. Cet avis sera daté du jour qu'il aura été remis : il sera signé tant par ledit commissaire que par le citoyen qui en aura été le porteur ; et il en restera minute, pareillement datée et signée, qui sera déposée, dans les trois jours de sa date, au secrétariat de l'administration municipale, avec mention du dépôt sur le registre d'ordre. — Le réclamant pourra en outre se faire délivrer copie de la décision, si bon lui semble, moyennant soixante-quinze centimes pour frais d'expédition, non compris le papier (5).

29. L'agent municipal de la commune intéressée, ni son adjoint, ni les deux officiers municipaux désignés répartiteurs dans les communes ayant pour elles seules une administration municipale, ne pourront prendre part à la décision (6).

(1) Aux termes de l'art. 5 précité de l'arrêté du 24 floréal an 8 (14 mai 1800), les experts se rendent sur les lieux avec le contrôleur, et, en présence de deux répartiteurs et du réclamant ou de son fondé de pouvoir, ils vérifient les revenus, objets de la cote du réclamant et des autres cotes prises ou indiquées par le réclamant, pour comparaison, dans le rôle de la contribution foncière de la même commune.

Il suffit que le maire ait été présent aux opérations, pour rendre l'instruction contradictoire, sans qu'il soit besoin d'autre autorisation par une délibération du conseil municipal. Arr. du cons., 16 février 1826, MAC., VIII, 75.

(2) Voyez le premier alinéa de la note sur l'art. 23.

(3) Le contrôleur rédige un procès-verbal des dires des experts, et y joint son avis : le sous-préfet, après avoir donné lui-même son avis, envoie le tout au préfet. Arrêté du 24 floréal an 8, art. 6.

(4) S'il en résulte que les cotes prises pour comparaison sont dans une proportion plus faible que celle du réclamant, le conseil de préfecture, sur l'avis du directeur des contributions, prononce la réduction en raison du taux commun des autres cotes. Art. 6 de l'arrêté du 24 floréal an 8.

(5) Les décisions sont rendues par le conseil de préfecture. Loi du 28 pluviôse an 8, art. 4. — Les conseils de préfecture ne peuvent délibérer, si trois membres, au moins, ne sont présens. Arrêté du gouvernement du 19 fructidor an 9 (6 septembre 1801), art. 1^{er}.

(6) Sans objet depuis l'institution des conseils de préfecture.

30. Aucune décision d'administration municipale sur demande en réduction de cote, ne sera exécutée qu'après le visa de l'administration centrale du département (1).

31. Aussitôt l'avis donné par le commissaire du directoire exécutif en conformité de l'article 28 ci-dessus, l'agent ou l'officier municipal convoquera les répartiteurs ; et s'il pense que la commune soit lésée par la décision, et qu'il y ait lieu à se pourvoir, il formera opposition au visa par une déclaration motivée, qu'il adressera à l'administration centrale, et à laquelle il joindra copie de la délibération des répartiteurs. — L'administration centrale fera retenir note de cette opposition, à son secrétariat, sur un registre d'ordre, et en donnera connaissance au contribuable réclamant.

32. Si, de son côté, le contribuable réclamant se croit lésé par la décision de l'administration municipale, il pourra se pourvoir devant l'administration centrale du département, par simple mémoire, qui sera inscrit par extrait au secrétariat sur le registre d'ordre, le jour même de sa présentation. — Le réclamant déclarera, dans ce mémoire, s'il entend que, dans le cas qu'il y ait lieu à une contre-vérification, elle soit faite par l'inspecteur de l'agence des contributions directes, ou par des experts. — Il fera pareille déclaration, dans les dix jours de l'avis qui lui aura été donné de l'opposition au visa formée par l'agent ou officier municipal ; à défaut de quoi, dans l'une et l'autre circonstance, l'administration centrale décidera s'il sera procédé à la contre-vérification par experts ou par l'inspecteur (2).

33. Si l'administration centrale ordonne une contre-vérification par des experts, elle en nommera deux, dont un instruit dans l'arpentage : ils prendront toutes les pièces, même la matrice du rôle de la commune s'ils croient en avoir besoin, se rendront sur les lieux, et y feront leur opération en présence du réclamant ou de son fondé de pouvoir, et des deux répartiteurs nommés en exécution de l'article 24 de la présente loi, qui seront appelés, ainsi que le réclamant, pour y assister et donner les renseignements qui leur seront demandés. — A défaut, soit par le contribuable réclamant ou son fondé de pouvoir, soit par les répartiteurs ou l'un d'eux, de se présenter sur les lieux aux jour et heure indiqués pour la descente des experts, ceux-ci procéderont nonobstant l'absence des non-comparans (3).

34. Si l'administration centrale ordonne une contre-vérification par l'inspecteur de l'agence des contributions directes, l'inspecteur y procédera dans la forme prescrite pour les experts.

35. Tout arrêté par lequel une contre-vérification sera ordonnée, énoncera, d'une manière précise, les points sur lesquels elle devra porter ; les experts ou l'inspecteur ne s'occuperont d'aucun autre objet.

36. L'administration centrale fixera le jour et l'heure de la descente des experts ou de l'inspecteur sur les lieux ; et les experts ou l'inspecteur, ainsi que le contribuable réclamant, en seront prévenus dix jours au moins à l'avance : les répartiteurs le seront aussi dix jours au moins à l'avance, en la personne de l'agent municipal, ou de l'un des deux officiers municipaux désignés répartiteurs dans les communes ayant pour elles seules une administration municipale.

37. Les experts ou l'inspecteur déposeront leur procès-verbal au secrétariat de l'administration centrale, dans les dix jours de la clôture de leur

(1) Sans objet, depuis l'institution des conseils de préfecture.

(2) Lorsque les classificateurs s'abstiennent et refusent de donner leur avis, il y a lieu d'ordonner une contre-expertise. Arr. du cons., 25 novembre 1831, MAC., 2^e série, I, 441.

(3) Voyez les notes placées ci-dessus aux art. 22 et 23.

opération, et rétabliront les pièces qu'ils auront prises, dans les dépôts où elles étaient (1).

38. Immédiatement après le dépôt du procès-verbal des experts ou de l'inspecteur, le commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale en prendra connaissance, ainsi que de toutes les pièces, pour donner son avis : il ne pourra les retenir plus de dix jours ; et l'administration centrale prononcera dans les dix jours suivans (2).

39. Aucune opposition au visa, ni aucun recours à l'administration centrale du département, ne seront reçus après le délai d'un mois, à compter du jour où il aura été donné avis de la décision de l'administration municipale, en conformité de l'article 28 ci-dessus, tant au contribuable réclamant qu'à l'agent municipal ou à son adjoint, ou à l'un des deux officiers municipaux désignés répartiteurs dans les communes ayant une administration municipale pour elles seules (3).

40. Il est accordé quinze jours de plus à tout contribuable réclamant domicilié hors du département dans la distance de vingt myriamètres, et quinze autres jours pour chaque autre distance de vingt myriamètres au-delà (4).

41. Les mêmes délais sont accordés aux citoyens résidant temporairement hors du département pour un service public.

42. A défaut d'oppositions et de recours dans les délais prescrits, l'administration centrale visera, dans les dix jours qui suivront l'expiration de ces délais, la décision de l'administration municipale, et en ordonnera l'exécution.—Il sera tenu note de ce visa sur le registre d'ordre.

43. Il sera libre à plusieurs contribuables de se réunir et de former leur demande en commun. Cette demande devra être formée et suivie comme les demandes individuelles, et il y sera statué de la même manière.

44. Toutes les fois que, sur la demande en réduction, formée par un ou par plusieurs contribuables réunis, il aura été procédé par experts à l'évaluation du revenu imposable de leurs propriétés, aucun des articles ainsi réglés ne pourra être cotisé qu'en conformité de cette évaluation pendant les vingt années suivantes, à moins qu'avant la fin de ce temps il ne soit procédé à nouvelle évaluation générale du revenu imposable de tout le territoire de la commune.

45. Ne sont compris dans la disposition de l'article précédent, les maisons, les moulins, forges et autres usines, qu'autant qu'il n'y aura été fait, postérieurement à l'évaluation par experts de leur revenu imposable, aucune construction additionnelle donnant ou pouvant donner un accroissement audit revenu ; et sans préjudice encore, relativement aux maisons et aux moulins, forges et autres usines, et à tous autres édifices nouvellement construits ou reconstruits, des dispositions de la loi du 3 frimaire an 7, *relative à la répartition, à l'assiette et au recouvrement de la contribution foncière*, qui leur sont applicables, auxquelles il n'est aucunement dérogé.

(1) Le procès-verbal des experts ne contient qu'un avis qu'il est loisible au conseil de préfecture d'adopter ou de rejeter. Arr. du cons., 16 février 1826, MAC., VIII, 75.

(2) Ainsi qu'on l'a déjà dit plus haut, le directeur des contributions directes fait son rapport, et le conseil de préfecture statue.

(3) Les décisions du conseil de préfecture ne peuvent être attaquées que devant le conseil d'état. Le recours n'est pas recevable après trois mois du jour où les décisions ont été notifiées. Décret du 22 juillet 1806, art. 11.

(4) Ceux qui demeurent hors de la France continentale, ont, outre le délai de trois mois énoncé ci-dessus, celui qui est réglé par l'art. 73 du Cod. proc. civ. Art. 13 du décret du 22 juillet 1806.

CHAPITRE III. — Des demandes en réduction formées par des communes faisant partie d'un canton (1).

46. Si l'agent municipal d'une commune la croit fondée à demander réduction de sa contribution foncière, il convoquera les répartiteurs, et leur proposera d'en délibérer.

47. Si les répartiteurs délibèrent, à la majorité des suffrages, que la contribution de la commune leur paraît au dessus de la proportion générale déterminée par la loi, et qu'il est de son intérêt de se pourvoir, ils exprimeront à quelle somme ils estiment que s'élève le revenu total imposable de la commune. — La délibération sera rédigée en double minute par l'agent municipal ou par son adjoint, et signée par tous ceux qui y auront assisté, ou mention y sera faite de la cause pour laquelle quelqu'un d'entre eux ne l'aura point signée.

48. Ces conditions remplies, l'agent municipal adressera, au nom de la commune, un mémoire en réduction à l'administration centrale : il y joindra les pièces au soutien, s'il en a, et l'une des deux minutes de la délibération des répartiteurs; l'autre minute sera déposée, en même temps, au secrétariat de l'administration municipale du canton, et mention du dépôt sera faite sur le registre d'ordre.

49. L'administration centrale fera inscrire par extrait, à son secrétariat, sur un registre d'ordre, tous les mémoires en réduction qui lui seront adressés, et les renverra, dans les dix jours, avec les pièces y jointes, à l'administration municipale dont ressortit chaque commune réclamante, après avoir vérifié qu'on a rempli les formalités prescrites.

50. Dans les quinze jours qui suivront la réception, l'administration municipale délibérera si la demande lui paraît fondée ou non, sera parvenir le plus tôt possible sa délibération à l'administration centrale, lui fera repasser le mémoire en réduction, et les pièces y jointes, et en donnera avis en même temps à l'agent municipal de la commune réclamante. Cet agent ni son adjoint ne pourront prendre part à la délibération de l'administration municipale.

51. Quand l'administration municipale aura reconnu la justice de la demande, l'administration centrale prononcera la réduction demandée.

52. Si l'administration municipale est d'avis que la demande n'est fondée qu'en partie, elle expliquera à quelle somme la réduction lui paraîtra devoir être réglée. L'agent municipal de la commune réclamante en donnera connaissance aux répartiteurs; et ils délibéreront, à la majorité des suffrages, s'ils adhèrent ou non à l'avis de l'administration municipale : cette délibération sera rédigée par l'agent municipal ou par son adjoint, et signée par tous ceux qui y auront assisté, ou mention y sera faite de la cause pour laquelle quelqu'un d'entre eux ne l'aurait point signée : elle sera envoyée à l'administration centrale et jointe aux pièces; un double en sera déposé au secrétariat de l'administration municipale, et mention du dépôt sera faite sur le registre d'ordre.

53. S'il y a adhésion à l'avis de l'administration municipale, la réduction qu'elle aura consentie sera prononcée par l'administration centrale.

54. S'il y a refus d'adhérer à l'avis de l'administration municipale, ou

(1) Ce chapitre est sans application depuis que les lois de finances ont cessé de déterminer la proportion qu'il doit y avoir entre la contribution et le revenu territorial. Voyez au surplus à l'art. 96, comment sont instruites et jugées maintenant les réclamations formées par les communes qui se prétendent surchargées.

lorsque cette administration aura délibéré que la réclamation n'est point fondée, l'administration centrale nommera deux experts, dont un instruit dans l'arpentage, pour procéder à l'évaluation du revenu de la commune réclamante.

55. Les experts prendront, sous leur récépissé, au secrétariat de l'administration centrale, le mémoire de la commune réclamante et les pièces y jointes. L'administration centrale fixera le jour et l'heure de la descente des experts sur les lieux, et en informera, dix jours au moins à l'avance, lesdits experts, ainsi que l'administration municipale, qui sera tenue d'en donner avis, sans délai, à l'agent municipal de la commune réclamante.

56. L'administration municipale nommera deux commissaires, et l'agent municipal de la commune réclamante en nommera deux autres, pour donner aux experts les indications et renseignemens qu'ils demanderont: les commissaires de l'administration municipale représenteront la matrice du rôle, si elle est demandée.—Les experts procéderont nonobstant l'absence des commissaires qui ne se seraient point rendus sur les lieux au jour et heure indiqués.

57. Les experts déposeront leur procès-verbal au secrétariat de l'administration centrale, dans les dix jours après leur opération; ils remettront en même temps au secrétariat le mémoire et autres pièces qu'ils y auront pris.

58. Aussitôt après le dépôt du procès-verbal des experts et des pièces, le commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale en prendra communication, et ne pourra les garder plus de dix jours. L'administration centrale prononcera dans les dix jours suivans, et adressera sa décision à l'administration municipale, qui la fera enregistrer, et en informera l'agent municipal de la commune réclamante.

59. Toutes les fois que, sur la demande formée par une commune en réduction de sa contribution foncière, il aura été procédé par experts à l'évaluation de son revenu imposable, cette commune ne pourra être cotisée qu'en conformité de ladite évaluation pendant les vingt-cinq années suivantes, à moins qu'avant la fin de ce temps il ne soit procédé par experts à l'évaluation générale de tous les revenus fonciers du canton.

CHAPITRE IV. — Des demandes en réduction formées par des cantons, ou par des communes ayant pour elles seules administration municipale.

60. Les demandes en réduction de la part des cantons, ou des communes ayant pour elles seules administration municipale, seront formées par délibération de leurs administrations respectives.—Les commissaires du directoire exécutif près ces administrations, seront entendus, et donneront leur avis par écrit et motivé.—La délibération de l'administration municipale, les pièces au soutien, et l'avis du commissaire du directoire, seront adressés par triple expédition à l'administration centrale du département, qui les fera inscrire par extrait sur le registre d'ordre, à son secrétariat, dans le jour de la réception, coter et parapher par son président, ou par l'administrateur qui le remplacera.

61. L'administration centrale enverra, dans les cinq jours suivans, une de ces expéditions à chacune des trois administrations municipales les plus voisines de l'administration réclamante; et dans le cas que l'une de ces administrations, ou même toutes les trois, seraient aussi en réclamation, elle l'adressera à d'autres administrations municipales les plus proches de l'administration réclamante. Cette expédition y sera inscrite par extrait au secrétariat, sur le registre d'ordre, dans le jour de la réception.

62. Dans les trente jours suivans, chacune des trois administrations mu-

nicipales délibérera si la réclamation lui paraît fondée ou non, ou si elle ne lui paraît fondée qu'en partie, et déclarera, en ce dernier cas, à quelle somme la réduction lui paraîtra devoir être réglée. Le commissaire du directoire sera entendu, et son avis motivé joint à la délibération.

63. Les administrations municipales pourront, avant de donner leur avis, nommer deux commissaires pour visiter le territoire de la commune ou du canton réclamant, et prendre connaissance des matrices des rôles, dont la communication ne pourra leur être refusée. Les commissaires, avant d'opérer, seront viser l'arrêté qui les aura nommés, par le président de l'administration municipale de la commune ou du canton réclamant.

64. L'administration centrale pourra, dans les mêmes délais, charger l'inspecteur de l'agence des contributions directes, de prendre tels renseignemens et de faire telles vérifications qu'elle croira convenables.

65. Les délibérations des administrations municipales seront adressées, dans les dix jours de leur date, à l'administration centrale; les trois expéditions de la réclamation et des pièces jointes lui seront renvoyées en même temps; elle constatera la réception du tout, dans le jour, par une mention au registre d'ordre, et elle prononcera sur la réclamation dans les deux décades suivantes, après avoir entendu le commissaire du directoire exécutif.

66. Quand l'administration centrale aura reconnu la justice de la réclamation, elle enverra son arrêté à l'administration municipale réclamante, qui l'enregistrera et le fera publier le premier décadi d'après la réception.

67. Quand l'administration centrale aura délibéré que la réclamation ne lui paraît fondée qu'en partie, elle enverra son arrêté à l'administration municipale réclamante, qui sera tenue de déclarer, dans deux décades, si elle adhère ou non à cet arrêté; et dans le cas d'adhésion, l'arrêté sera publié et exécuté. Le défaut d'explication dans les deux décades, de la part de l'administration municipale, sera pris pour adhésion.

68. Si l'administration municipale refuse d'adhérer à l'arrêté de l'administration centrale, ou lorsque celle-ci aura délibéré que la réclamation ne lui paraît point fondée, l'administration centrale nommera deux experts, dont un instruit dans l'arpentage, pour procéder à l'évaluation du revenu de la commune ou du canton réclamant.

69. Les experts prendront sous leur récépissé, au secrétariat du département, la délibération de l'administration municipale de la commune ou du canton réclamant et les pièces y jointes. L'administration centrale fixera le jour et l'heure de la descente des experts sur les lieux, et en avertira, vingt jours au moins à l'avance, l'administration municipale réclamante, ainsi que les trois administrations municipales qui auront donné leur avis sur la réclamation, afin qu'elles nomment chacune un commissaire qui sera chargé d'être présent à l'opération des experts, de leur faire les observations qu'il croira utiles, et de leur donner les renseignemens qu'ils demanderont. — Les experts seront pareillement avertis dix jours au moins à l'avance. — Le commissaire qui aura été nommé par l'administration municipale réclamante, représentera les matrices des rôles, si les experts les demandent. — Les experts procéderont nonobstant l'absence des commissaires qui ne se seraient point rendus sur les lieux aux jour et heure indiqués.

70. Les experts déposeront leur procès-verbal au secrétariat de l'administration centrale, dans les dix jours de la clôture de leur opération, et y rétabliront en même temps toutes les pièces qu'ils y auront prises.

71. Aussitôt après la remise du procès-verbal des experts et des pièces au secrétariat, le commissaire du directoire exécutif prendra le tout en communication, et ne pourra le retenir plus de dix jours. L'administration cen-

trale prononcera dans les dix jours suivans, et adressera sa décision à l'administration municipale réclamante, qui l'enregistrera et la fera publier le premier décadi d'après la réception.

72. Toutes les fois que, sur la demande en réduction de contribution foncière, formée par un canton, ou par une commune ayant administration municipale pour elle seule, il aura été procédé par experts à l'évaluation du revenu imposable de ce canton ou de cette commune, ils ne pourront être cotisés qu'en conformité de cette évaluation pendant les trente années suivantes, à moins qu'avant la fin de ce temps il ne soit procédé par experts à l'évaluation générale des revenus du département.

73. Toutes décisions d'administrations municipales et centrales sur des demandes en réduction de contribution foncière, formées soit par des contribuables, soit par des communes dépendant d'un canton, soit par des cantons ou des communes ayant administration municipale pour elles seules, énonceront sommairement l'objet de la demande, les moyens présentés au soutien, les mesures prises pour en vérifier la justice ou le mal-fondé, et les motifs qui auront déterminé la décision.

CHAPITRE V. — Des demandes en réduction formées par les départemens.

74. Quand une administration centrale se croira fondée à demander la réduction du contingent assigné à son département dans la répartition générale de la contribution foncière, elle s'adressera au corps législatif, et joindra à sa pétition l'état sommaire des décisions rendues sur les réclamations des diverses administrations municipales de canton ou de commune, avec les motifs de chacune de ces décisions.

75. Les pétitions des administrations centrales ne contiendront que l'exposé des faits et des moyens servant à établir que le contingent du département est au dessus de la proportion générale déterminée par la loi entre la contribution foncière et les revenus territoriaux, sans qu'il puisse y être fait mention des pertes ou diminutions de récoltes et autres accidens fortuits qui donneraient droit au département à des secours ou modérations, pour lesquels lesdites administrations se pourvoient par mémoires séparés.

76. La pétition et l'état sommaire, adressés au corps législatif, seront envoyés en même temps au ministre des finances par triple expédition : ces expéditions seront inscrites par extrait sur un registre d'ordre dans ses bureaux, et renvoyées, dans les dix jours de la réception, aux trois administrations centrales des départemens limitrophes du département réclaman.

77. Chaque administration centrale fera inscrire par extrait sur son registre d'ordre, dans le jour de la réception, l'expédition qui lui aura été adressée; elle délibérera, dans les quatre décades suivantes, si la demande lui paraît fondée ou non, ou fondée seulement en partie, et jusqu'à quelle somme; et renverra, dans le même délai, ladite expédition et son avis motivé au ministre des finances.

78. Chaque administration centrale pourra, avant de donner son avis, nommer deux commissaires pris hors de son sein, pour visiter plusieurs cantons du département réclaman, y prendre des renseignemens, et même communication des matrices des rôles, qu'on ne pourra refuser de leur représenter.

79. L'arrêté portant nomination de ces commissaires désignera les cantons qu'ils devront visiter, et dont le nombre ne pourra pas être de plus de quatre. — Les commissaires, avant de parcourir un canton, feront viser par le président de son administration ou par celui qui le remplacera, l'arrêté qui les aura nommés.

80. Il est défendu aux administrations centrales de se concerter, soit entre elles, soit avec l'administration réclamante, pour donner leur avis. Toute contravention, à cet égard, sera punie par le directoire exécutif, par une suspension de fonctions et privation de traitement, qui ne pourra être de moins d'un mois.

81. Aussitôt que le ministre des finances aura reçu l'avis des trois administrations centrales, il le communiquera à l'administration réclamante; celle-ci en constatera la réception sur son registre d'ordre, y fera telle réponse qu'elle jugera à propos, et renverra le tout dans deux décades au ministre des finances.

82. Aussitôt la réception, le ministre des finances rassemblera tous les autres renseignemens qu'il aura pu se procurer, soit par l'agence des contributions directes, soit par le bureau du cadastre, ou autrement, les joindra à la pétition et autres pièces, y ajoutera son avis motivé, et remettra le tout au directoire, qui le transmettra par un message au corps législatif, et le corps législatif prononcera.

TITRE V. — *Du rejet du montant des réductions et des distractions et augmentations de territoire.*

83. Quand, sur la réclamation d'un ou de plusieurs contribuables réunis, il aura été prononcé des réductions de cotes, le montant de ces réductions sera imputé, la première année, sur le fonds de non-valeur, et réparti, l'année suivante, sur tous les contribuables de la commune, les réclamans exceptés.

84. Quand le contingent d'une commune aura été réduit, le montant de la réduction sera de même porté, la première année, sur le fonds de non-valeur, et réparti, l'année suivante, sur toutes les communes du canton, la réclamante exceptée.

85. Si cependant le montant des réductions, dans les cas des deux articles précédens, excédait le dixième du montant du rôle en principal, il ne sera point imputé sur le fonds de non-valeur, mais réparti sur le rôle de la commune de l'année même, lorsqu'il s'agira de réductions de cotes de contribuables; et sur les rôles des autres communes du canton, aussi de l'année même, quand il sera question de réduction du contingent d'une commune.

86. Quand le contingent d'un canton, ou d'une commune ayant administration municipale pour elle seule, aura été réduit, le montant de la réduction sera porté, la première année, sur le fonds de non-valeur, et réparti, l'année suivante, sur tous les cantons, et sur les communes ayant administration municipale pour elles seules, du même département, la commune ou le canton réclamant excepté.

87. Dans le cas néanmoins où le montant de la réduction prononcée excéderait le cinquième du contingent du canton ou commune en principal, cette réduction ne sera point imputée sur le fonds de non-valeur, mais répartie additionnellement, pour l'année même, entre toutes les administrations municipales du même département, la réclamante exceptée. — La part de chaque contribuable dans cette répartition additionnelle sera portée au rôle, par élargement à sa cote, et acquittée comme elle.

88. Si le contingent d'un département est réduit, le montant de la réduction sera pris, la première année, sur le fonds de non-valeur, et rejeté, l'année suivante, sur tous les autres départemens.

89. Toute réduction de contribution foncière en principal emporte réduction proportionnelle des centimes additionnels.

90. Pour faciliter les réductions, le corps législatif déterminera, chaque année, un nombre suffisant de centimes additionnels à la contribution foncière, pour former un fonds de non-valeur, dont partie sera mise à la disposition des administrations centrales de département, sous la surveillance du directoire exécutif, et le surplus restera pour les réductions que le corps législatif aura accordées.

91. Toutes les fois que le corps législatif aura distrait une commune ou portion de commune d'un canton pour l'incorporer à un autre dans le même département, l'administration centrale du département sera tenue de changer ses mandemens de contribution foncière, d'après les rôles existans.

92. Toutes les fois que le corps législatif aura distrait une portion de commune pour l'incorporer à une autre commune, ou qu'il aura réuni plusieurs communes en une seule, ou que, de plusieurs portions de communes, il en aura formé une commune nouvelle, le tout dans le même canton, l'administration municipale de ce canton sera pareillement tenue de changer ses mandemens d'après les rôles et cotisations existans.

93. Si une distraction quelconque de territoire, ordonnée par le corps législatif, a opéré une réunion à un autre département, le directoire exécutif transportera, par un arrêté, le montant de la contribution foncière, d'après les rôles existans, sur le département auquel la réunion aura été faite.

94. Quand le corps législatif aura réuni à un département un territoire qui ne faisait partie d'aucun autre département, le directoire exécutif recueillera tous les renseignemens propres à faire connaître le revenu imposable de ce territoire, et les transmettra, dans le plus court délai, au corps législatif. — Le corps législatif déterminera ensuite l'augmentation de contribution foncière que le département auquel la réunion aura été faite devra supporter.

95. En toute réunion de nouveau territoire à celui de la république, le directoire exécutif adressera de même au corps législatif tous les états et renseignemens nécessaires pour régler la portion contributive de ce nouveau territoire dans les charges publiques.

TITRE VI. — *Des demandes en rappel à l'égalité proportionnelle* (1).

CHAPITRE 1^{er}. — Des demandes en rappel à l'égalité proportionnelle entre contribuables.

96. A l'avenir, lorsqu'il aura été fait ou renouvelé une matrice de rôle de contribution foncière, s'il y a inégalité dans l'évaluation des revenus imposables, soit entre les diverses cotes (ou articles) par comparaison de la totalité d'un ou de plusieurs articles, à la totalité d'un ou de plusieurs autres articles, soit entre tous les fonds de terre de la commune, d'une part, et toutes les maisons et usines, de l'autre, le contribuable qui sera lésé par cette inégalité, pourra demander le rappel à l'égalité proportionnelle. — Cette demande sera formée par simple mémoire, et adressée à l'administration municipale (2).

(1) Lorsque les formalités exigées par ce titre, pour l'instruction des demandes en rappel à l'égalité proportionnelle, n'ont pas été remplies, il y a lieu d'annuler l'arrêté du conseil de préfecture qui, sur des renseignemens incomplets, a prononcé en faveur des réclamans. Arr. du cons., 26 février 1823, Mac., V, 148.

(2) Modifié par les lois et instructions sur le cadastre. Voyez le règlement du 10 octobre 1821 et celui du 15 mars 1827, pour les réclamations, soit contre les évaluations, soit contre le classement. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées dans les formes prescrites par l'arrêté du gouvernement du 24 floréal an 8 (14 mai 1800), qui a adapté les principes posés

97. Tout demandeur en rappel à l'égalité proportionnelle sera tenu, s'il s'agit d'inégalité de cotes, de joindre à son mémoire, 1° un extrait de la matrice du rôle contenant sa cote et chacune de celles auxquelles il entendra la comparer, avec les évaluations respectives; 2° une déclaration détaillée sur chacune de ces cotes, en commençant par la sienne, de la somme à laquelle il prétendra que doit en être porté le revenu imposable, pour qu'il y ait égalité proportionnelle entre elles; 3° la quittance des termes échus de sa contribution foncière (1).

98. S'il s'agit d'inégalité entre les fonds de terre, d'une part, et les maisons et usines, de l'autre, le demandeur joindra à son mémoire, 1° un relevé de la matrice du rôle, délivré par le secrétaire, et certifié par le président de l'administration municipale ou par celui qui le remplacera, portant que, d'après ladite matrice, le total du revenu imposable des fonds de terre de toute nature est de la somme de....; le total du revenu imposable des maisons et usines, de la somme de....; 2° une déclaration de la somme à laquelle il prétendra que doivent être portées respectivement, pour qu'il y ait égalité proportionnelle, l'évaluation du revenu imposable de tous les fonds de terre, et l'évaluation du revenu imposable de toutes les maisons et usines; 3° la quittance des termes échus de sa cote de contribution foncière.

99. L'administration municipale fera inscrire par extrait à son secrétariat, sur le registre d'ordre, tous les mémoires en rappel à l'égalité proportionnelle, à mesure qu'ils lui seront adressés, après avoir vérifié que les formalités prescrites par l'article 97 ou par l'article 98 de la présente loi, selon qu'il s'agira d'inégalité de cotes ou d'inégalité entre les fonds de terre et les maisons et usines, ont été observées par les réclamans. — L'administration municipale enverra ensuite le mémoire et les pièces y jointes à l'agent municipal de la commune, ou à l'un des deux officiers municipaux désignés répartiteurs dans les communes ayant pour elles seules une administration municipale, et en fera donner avis au réclamant par un simple avertissement sur papier non timbré. Elle en fera aussi donner avis de la même manière, s'il s'agit d'inégalité de cotes, aux contribuables dont les cotes auront été prises en comparaison (2).

100. L'agent ou officier municipal entendra le réclamant et les contribuables dont les cotes auront été prises en comparaison, ou leurs fondés de pouvoir, et recevra leurs observations, soit verbales ou écrites, en présence de deux autres répartiteurs au moins, qu'il appellera à cet effet, rédigera procès-verbal de cette opération, et le transmettra à l'administration municipale, ainsi que

dans la présente loi aux formes nécessitées par l'établissement des préfectures, sous-préfectures et directions des contributions directes.

La production des pièces, à l'appui de la demande en rappel à l'égalité proportionnelle, n'est pas exigée, dès l'origine de cette demande, à peine de nullité. Arr. du cons., 18 octobre 1833, MAC., 2^e série, III, 556.

(1) Le rappel à l'égalité proportionnelle peut avoir lieu, non seulement en abaissant les cotes des réclamans dans le rapport déterminé par la cote de comparaison, mais encore en élevant cette dernière, quand elle est trop faible, dans le rapport déterminé par les réclamans : ceux-ci sont fondés à réclamer contre un arrêté qui aurait adopté le second mode de rappel à l'égalité proportionnelle, s'ils soutiennent que la cote de comparaison, malgré l'augmentation prescrite, n'est pas encore assez élevée, et, dans ce cas, ils ont droit de demander une expertise contradictoire. Arr. du cons., 19 décembre 1821, MAC., II, 556.

(2) Les pétitions sont enregistrées dans les sous-préfectures et adressées au préfet, qui les fait passer au directeur des contributions. Ce dernier, après les avoir aussi inscrites sur un registre ouvert dans ses bureaux, les transmet aux contrôleurs qui doivent les vérifier. Arrêté du ministre des finances du 25 octobre 1832.

les observations écrites qui lui auraient été remises ; il lui renverra en même temps le mémoire et les pièces du réclamant (1).

101. Si les contribuables dont les cotes auront été prises en comparaison, conviennent de l'inégalité au préjudice du réclamant et la portent au même taux que lui, ils le déclareront dans leurs observations ; et, s'ils ne s'accordent point avec la prétention du réclamant, ils déclareront quelle est, sur cette prétention, la différence de leur opinion à la sienne, relativement à chaque cote comparée.

102. Quand les contribuables dont les cotes sont comparées à celle du réclamant seront convenus de l'inégalité au préjudice de celui-ci, et l'auront portée au même taux que lui, l'administration municipale chargera les répartiteurs de rappeler l'égalité proportionnelle entre la cote du réclamant et chacune des cotes comparées.

103. Le rappel à l'égalité proportionnelle en exécution de l'article précédent, consistera à reverser sur les cotes prises en comparaison, et dans la proportion juste et convenue entre les contribuables, l'excédant de la cote du contribuable surtaxé (2).

104. Il en sera de même quand les contribuables seront convenus de l'inégalité au préjudice du réclamant, mais l'auront portée à un moindre taux que lui, si celui-ci a déclaré dans ses observations devant l'agent ou l'officier municipal, s'en contenter, ou s'il le déclare ensuite, sur le registre, au secrétariat de l'administration municipale, avant qu'elle ait prononcé.

105. Quand le réclamant aura refusé de se contenter du taux auquel les contribuables dont les cotes sont comparées à la sienne, auront porté l'inégalité par eux convenue, ou que ceux-ci auront soutenu que la réclamation n'est point fondée, l'administration municipale nommera deux experts, dont un instruit dans l'arpentage, pour procéder à une évaluation comparative du revenu imposable de la cote du réclamant et de chacune des cotes prises en comparaison, même, s'il est nécessaire, au mesurage des fonds dont elles se trouvent composées (3).

106. Les experts prendront au secrétariat de l'administration municipale, le mémoire et les pièces du réclamant, et les observations des contribuables remises par l'agent ou l'officier municipal. L'administration fixera le jour et l'heure de la descente des experts sur les lieux ; et les experts, le réclamant, et les contribuables dont les cotes sont prises en comparaison, en seront prévenus six jours au moins à l'avance (4).

107. Le réclamant et les autres contribuables intéressés indiqueront les biens, et fourniront les renseignemens qui pourront être demandés par les

(1) Modifié par l'arrêté du 24 floréal an 8, dont les art. 3, 4, 5 et 6 servent maintenant de règle, tant aux répartiteurs qu'aux experts et aux contrôleurs des contributions directes.

(2) Lorsqu'il résulte de l'instruction que les cotes prises pour comparaison sont dans une proportion plus faible que celle du réclamant, le conseil de préfecture, sur l'avis du directeur des contributions, prononce la réduction à raison du taux commun des autres cotes : le montant de cette réduction est réimposé sur les autres contribuables de la commune. Arrêté du 24 floréal an 8, art. 6.

(3) Les deux experts sont maintenant nommés, l'un par le sous-préfet, l'autre par le réclamant. Arrêté du 24 floréal an 8, art. 5.

(4) Les experts se rendent sur les lieux avec le contrôleur ; et, en présence de deux répartiteurs et du réclamant ou de son fondé de pouvoir, ils vérifient les revenus, objet de la cote du réclamant, et des autres cotes prises ou indiquées par le réclamant, pour comparaison dans le rôle de la contribution foncière de la même commune. Arrêté du 24 floréal an 8, art. 5.

Pour que l'instruction de la demande en rappel à l'égalité proportionnelle soit complète, les experts doivent se transporter sur les lieux, afin d'y vérifier le revenu imposable des propriétés. Arr. précité du cons., 18 octobre 1833, MAC, 2^e série ; III, 556.

experts.— A défaut par le réclamant et par lesdits contribuables, ou par quelqu'un d'eux, de se trouver sur les lieux aux jour et heure indiqués, ou de s'y faire remplacer par un fondé de pouvoir, les experts procéderont nonobstant l'absence des non-comparans.

108. S'il s'agit d'inégalité entre les fonds de terre de la commune, d'une part, et les maisons et usines de l'autre, l'agent ou l'officier municipal à qui l'administration municipale aura adressé le mémoire et les pièces du réclamant, en conformité de l'article 99 de la présente loi, convoquera les répartiteurs, leur communiquera le tout, entendra en leur présence le réclamant ou son fondé de pouvoir, et recevra ses observations, s'il juge à propos d'en faire, soit verbalement, soit par écrit, autres que celles qui sont contenues dans son mémoire.— Le réclamant signera ses observations, ou mention sera faite de la cause pour laquelle il ne les aura point signées.— Les répartiteurs délibéreront ensuite : leur délibération sera rédigée à la suite des observations du réclamant, sur un même cahier, et signée de chacun d'eux, ou mention sera faite de la cause pour laquelle ils n'auront point signé. — L'agent ou l'officier municipal transmettra le tout, dans le plus court délai, à l'administration municipale, et lui renverra en même temps le mémoire et les pièces du réclamant.

109. Si les répartiteurs conviennent de l'inégalité, et la portent au même taux que le réclamant, ils le déclareront dans leur délibération. Ils y déclareront, en cas qu'ils n'admettent point la prétention du réclamant, quelle est, sur cette prétention, la différence de leur opinion à la sienne.

110. Quand les répartiteurs seront convenus de l'inégalité, et l'auront portée dans leur délibération au même taux que le réclamant, l'administration municipale les chargera de rappeler l'égalité proportionnelle entre les fonds de terre et les maisons et usines, en reversant, dans la proportion juste et convenue, la sur-évaluation qu'aura éprouvée l'une de ces natures de biens sur celle que la première évaluation avait favorisée. — Il en sera de même quand les répartiteurs seront convenus de l'inégalité, mais l'auront portée à un moindre taux que le réclamant, si celui-ci a déclaré, dans ses observations, s'en contenter, ou s'il le déclare postérieurement sur le registre, au secrétariat de l'administration municipale, avant qu'elle ait prononcé.

111. Quand le réclamant aura refusé de se contenter du taux auquel les répartiteurs auront porté l'inégalité par eux avouée, ou que ceux-ci auront soutenu que la réclamation est sans fondement, l'administration municipale nommera deux experts, dont un instruit dans l'arpentage, pour procéder à une évaluation comparative du revenu imposable des maisons et usines, d'une part, et des fonds de terre, de l'autre, et à tel mesurage qui pourrait être nécessaire.

112. Les experts prendront, au secrétariat de l'administration municipale, le mémoire et les pièces du réclamant, la délibération des répartiteurs et la matrice du rôle de la commune ; et pour tout le surplus de l'opération, les experts, les répartiteurs, le réclamant et l'administration municipale se conformeront, chacun en ce qui le concerne, aux dispositions des articles 23, 24 et 25 de la présente loi, relatives aux demandes en réduction de contribution foncière.

113. Les experts déposeront leur procès-verbal au secrétariat de l'administration municipale, dans les cinq jours de la clôture de leur opération, soit qu'il s'agisse de réclamation à raison d'inégalité de cotes, ou à raison d'inégalité entre les fonds de terre, d'une part, et les maisons et usines de l'autre. — Les experts remettront en même temps au secrétariat toutes les pièces qu'ils y auront prises.

114. Sont déclarées communes à toutes les demandes en rappel à l'égalité proportionnelle, soit à raison d'inégalité de cotes, soit à raison d'inégalité entre les fonds de terre et les maisons et usines, les dispositions des articles 27, 28, 29 et 30 de la présente loi, relatives aux demandes en réduction de contribution foncière. — Dans le cas de réclamation à raison d'inégalité de cotes, tout ce qui est prescrit par ledit article 28 de la présente loi dans l'intérêt du réclamant, aura lieu également dans l'intérêt des contribuables dont les cotes se trouveraient prises en comparaison.

115. Dans le cas de réclamation à raison d'inégalité de cotes, si le réclamant ou quelqu'un des contribuables dont les cotes se trouveront prises en comparaison, se croient lésés par la décision de l'administration municipale, ils pourront se pourvoir par simple mémoire devant l'administration centrale du département. — Le mémoire énoncera d'une manière précise l'objet et les motifs du recours à l'administration centrale contre la décision portée par l'administration municipale (1).

116. Si le recours est motivé sur erreur, omission ou insuffisance dans l'opération des experts chargés par l'administration municipale de procéder à l'évaluation comparative de la cote du réclamant et de chacune des cotes prises en comparaison, et qu'il y ait lieu à une contre-vérification, l'administration centrale nommera deux experts, dont un instruit dans l'arpentage, pour procéder à ladite contre-vérification.

117. Les experts prendront le mémoire en recours et toutes les pièces. L'administration centrale fixera le jour et l'heure de leur descente sur les lieux, et en fera prévenir, dix jours au moins à l'avance, tant lesdits experts que le réclamant, et les contribuables dont les cotes auront été prises en comparaison : il sera procédé ensuite comme il est dit à l'article 107 de la présente loi.

118. Sont déclarées communes aux demandes en rappel à l'égalité proportionnelle, dans les cas de réclamation à raison d'inégalité d'évaluation entre les fonds de terre et les maisons et usines, les dispositions des articles 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42 de la présente loi, relatives aux demandes en réduction de contribution foncière.

119. Les dispositions desdits articles 35, 37, 38 et 42 de la présente loi sont également déclarées communes aux demandes en rappel à l'égalité proportionnelle, formées à raison d'inégalité de cotes.

120. Aucun recours à l'administration centrale, dans le cas de réclamation à raison d'inégalité de cotes, ne sera reçu après le délai d'un mois, à compter du jour où il aura été donné avis de la décision de l'administration municipale, en conformité des articles 28 et 114 de la présente loi, tant au réclamant qu'aux contribuables dont les cotes auront été prises en comparaison (2).

121. Il est accordé quinze jours de plus, tant au réclamant qu'aux contribuables dont les cotes ont été prises en comparaison, s'ils sont domiciliés hors du département, dans la distance de vingt myriamètres, et quinze autres jours pour la distance de chaque vingtaine de myriamètres au-delà. — Les mêmes délais leur sont accordés en cas de résidence temporaire hors du département pour un service public.

122. Il sera libre à plusieurs contribuables de se réunir pour former en commun des demandes en rappel à l'égalité proportionnelle, soit qu'il s'agisse

(1) Toutes les demandes en matière de contributions directes sont maintenant jugées par les conseils de préfecture, dont les décisions ne peuvent être attaquées que devant le conseil d'état.

(2) Voyez la note de l'art. 40.

d'inégalité de cotes, ou d'inégalité entre les fonds de terre, d'une part, et les maisons et usines, de l'autre. Ces demandes seront formées et suivies comme celles présentées par un seul contribuable, et il y sera statué de la même manière.

123. Lorsque plusieurs demandeurs en rappel à l'égalité proportionnelle, ayant formé séparément leurs demandes la même année et dans le temps prescrit, auront pris en comparaison les mêmes cotes, l'administration municipale déclarera, par un arrêté, ces différentes demandes réunies, pour être suivies comme si elles avaient été formées en commun par un seul mémoire, et y être statué de la même manière. — L'administration municipale enverra ensuite tous les mémoires et pièces y jointes, et son arrêté de réunion des différentes demandes, à l'agent ou officier municipal, ainsi qu'il est prescrit par l'article 99 de la présente loi, et en fera donner avis tant à chacun des réclamans qu'à chacun des contribuables dont les cotes auront été prises en comparaison.

124. Si l'un ou plusieurs des demandeurs, ayant formé séparément leurs demandes comme il est dit en l'article précédent, ont pris en comparaison, non seulement les mêmes cotes que les autres demandeurs, mais d'autres cotes encore, quelles qu'elles soient, ces dernières cotes seront aussi comparées avec la cote de chacun des demandeurs.

125. Si plusieurs demandeurs en rappel à l'égalité proportionnelle entre les fonds de terre et les maisons et usines, ont formé séparément leurs demandes, l'administration municipale déclarera toutes ces demandes réunies, pour être suivies et y être statué comme si elles avaient été formées en commun par un seul mémoire. Elle enverra ensuite tous les mémoires, les pièces y jointes, et son arrêté de réunion, à l'agent ou officier municipal, ainsi qu'il est prescrit par l'article 99 de la présente loi, et en fera donner avis aux divers réclamans.

126. Nulle demande en rappel à l'égalité proportionnelle de la part d'un ou de plusieurs contribuables réunis, ne sera admise après les trois années qui suivront celle de la publication du dépôt de la matrice du rôle au secrétariat de l'administration municipale, ni hors des temps déterminés par l'article 127 ci-après. — Si, par exemple, la publication du dépôt de la matrice du rôle est faite dans le courant de l'an 7, nulle demande en rappel à l'égalité proportionnelle, de la part d'un ou de plusieurs contribuables réunis, ne sera admise après l'an 10, ni hors des temps déterminés par l'article 127 ci-après (1).

127. Toute demande en rappel à l'égalité proportionnelle de la part d'un ou de plusieurs contribuables réunis, devra être adressée à l'administration municipale, ou avant l'expiration des trois mois qui suivront immédiatement celui de la publication du dépôt de la matrice du rôle au secrétariat de ladite administration, ou ensuite dans le courant de chacune des trois années qui suivront immédiatement l'année de ladite publication, avant le 1^{er} thermidor.

128. L'administration municipale s'occupera, chaque année, après l'ex-

(1) Les art. 126 et suivans ne peuvent plus concerner que le petit nombre de communes non cadastrées, qui se trouvent dans la nécessité de renouveler leur matrice de rôle en attendant le cadastre : ils sont sans application dans les communes cadastrées la loi du 15—25 septembre 1807, art. 37, ayant disposé que les propriétaires compris dans le rôle cadastral ne sont plus dans le cas de se pourvoir en surtaxe, à moins que, par un événement extraordinaire, leurs propriétés ne viennent à disparaître. On répétera ici, au surplus, que toutes les demandes en rappel à l'égalité proportionnelle, sont maintenant présentées, instruites et jugées conformément à l'arrêté du 24 floréal an 8.

Ce délai ne peut courir que du jour de la publication du dépôt d'une nouvelle matrice de rôle dans une commune. Arr. du cons., 16 février 1825, Mac., VIII, 75.

piration du terme fixé par l'article précédent, et non plus tôt, des décisions à porter sur les différentes demandes en rappel à l'égalité proportionnelle qui lui auront été adressées, et des formalités préalables à ces décisions. Elle ne pourra anticiper, pour aucune de ces formalités, sur le terme prescrit par le présent article, à peine de nullité de tout ce qu'elle aura fait.

129. Nulle demande en rappel à l'égalité proportionnelle ne sera admise, lorsqu'il s'agira d'inégalité de cotes. — 1° Si, de la part du réclamant, elle a pour objet unique de faire réduire sa cote au taux de la proportion générale établie par la loi entre la contribution foncière et les revenus territoriaux; — 2° Si les cotes prises en comparaison se trouvent elles-mêmes imposées dans cette proportion, ou plus fortement taxées; — 3° S'il ne se trouve pas entre la cote du réclamant et l'une ou plusieurs des cotes qu'il aura prises en comparaison, une différence proportionnelle de contribution d'un dixième au moins: — Sauf au réclamant, dans les deux premiers cas énoncés au présent article, à se pourvoir par demande en réduction de contributions (1).

130. Nulle demande en rappel à l'égalité proportionnelle ne sera admise, lorsqu'il s'agira d'inégalité entre les fonds de terre et les maisons et usines, s'il n'y a différence proportionnelle de contribution des maisons et usines aux fonds de terre, et réciproquement, d'un dixième au moins.

131. L'effet du rappel à l'égalité proportionnelle ordonné sur réclamation à raison d'inégalité de cotes, ne pourra jamais être de faire imposer une ou plusieurs des cotes prises en comparaison au dessus du taux de la proportion générale établie par la loi entre la contribution foncière et les revenus territoriaux. — Il pourra en être autrement de l'effet du rappel à l'égalité proportionnelle ordonné sur réclamation à raison d'inégalité entre les fonds de terre, d'une part, et les maisons et usines, de l'autre; sauf, en ce cas, à qui il appartiendra, même à la commune, à se pourvoir en réduction de contribution dans les formes établies par la présente loi.

132. Le rappel ne profitera point au réclamant pour les années antérieures à celle pour laquelle il l'aura demandé; et il ne pourra le demander que pour l'année de la publication du dépôt de la matrice du rôle, en se conformant, à cet égard, aux dispositions de l'article 127 de la présente loi, et ensuite pour l'année qui suivra l'époque de l'inscription du mémoire au secrétariat de l'administration municipale.

133. Toutes les fois qu'il y aura eu rappel à l'égalité proportionnelle, ordonné sur réclamation à raison d'inégalité de cotes, la cote du réclamant et chacune de celles qu'il aura prises en comparaison, resteront entre elles dans la proportion où les aura placées ce rappel, jusqu'à ce qu'il soit procédé à nouvelle évaluation générale du revenu imposable de tout le territoire de la commune. — Il en sera de même dans le cas de rappel à égalité proportionnelle entre les fonds de terre, d'une part, et les maisons et usines, de l'autre.

134. Lorsqu'il y aura eu rappel à l'égalité proportionnelle entre les cotes de deux ou de plusieurs contribuables de la même commune, si l'une de ces

(1) Lorsqu'il n'est pas établi qu'il existe une différence d'un dixième entre la sur-évaluation dont se plaint le contribuable, et les cotes par lui prises en comparaison, il n'y a pas lieu d'admettre sa réclamation. Arr. du cons., 17 mars 1825, *MAC.*, VII, 134. — La différence d'un dix-septième seulement, ne peut donner lieu au dégrèvement. Arr. du cons., 4 août 1824, *MAC.*, VI, 483. — Lorsque, dans l'examen d'une demande en rappel à l'égalité proportionnelle, un conseil de préfecture a pris pour terme de comparaison une cote antérieurement réduite, le contribuable est fondé à demander l'annulation de la décision qui est basée sur ce document inexact; dans ce cas, il doit être procédé à une expertise nouvelle devant le même conseil. Arr. du cons., 6 février 1822, *MAC.*, III, 88.

cotes, celle du réclamant ou autre, est prise en comparaison une autre année par quelque nouveau réclamant, et que le rappel à l'égalité proportionnelle demandé par celui-ci ait lieu, le versement qui pourra être ordonné par suite de ce nouveau rappel, sera fait non seulement sur ladite cote prise en comparaison, mais encore sur toutes les autres ci-devant comparées à elle; de telle manière qu'après ce dernier reversement, l'égalité proportionnelle reste établie tant entre chacune de ces cotes ci-devant comparées et la cote nouvellement prise en comparaison, qu'entre celle-ci et la cote du nouveau réclamant (1).

CHAPITRE II. — Des demandes en rappel à l'égalité proportionnelle entre communes du ressort de la même administration municipale.

135. Quant un agent municipal prétendra qu'il y a inégalité, au préjudice de sa commune, dans la répartition du contingent de contribution foncière assigné au canton, par comparaison de la valeur des revenus imposables fonciers de toute nature de sa commune, à la valeur des revenus imposables fonciers de toute nature d'une ou de plusieurs autres communes du même canton, il convoquera les répartiteurs, et leur proposera d'en délibérer (2).

136. Si les répartiteurs délibèrent, à la majorité des suffrages, qu'il leur paraît, comme à l'agent municipal, qu'il y a inégalité, au préjudice de leur commune, dans la répartition du contingent de contribution foncière assigné au canton, et qu'il est de l'intérêt de ladite commune de se pourvoir, ils exprimeront, — 1° A quelle somme ils évaluent le revenu total imposable de leur commune; — 2° A quelle somme ils évaluent le revenu total imposable de chacune des communes qu'ils entendent prendre en comparaison. — La délibération sera rédigée par l'agent municipal ou par son adjoint, et signée par tous ceux qui y auront assisté, ou mention y sera faite de la cause pour laquelle quelqu'un d'entre eux n'aurait point signé. — Il sera fait autant de minutes de cette délibération qu'il y aura de communes à prendre en comparaison, et une de plus.

137. Ces conditions remplies, l'agent municipal adressera, au nom de la commune, un mémoire à l'administration centrale du département, en rappel à l'égalité proportionnelle entre ladite commune et celles que les répartiteurs auront délibéré de prendre en comparaison. — Il joindra à ce mémoire, — 1° Les pièces au soutien, s'il y en a; — 2° La délibération des répartiteurs; — 3° Un relevé de la matrice du rôle de la commune réclamante, et de la matrice du rôle de chaque commune prise en comparaison; ledit relevé délivré par le secrétaire, et certifié par le président de l'administration municipale, et portant que, dans ces diverses matrices de rôle, le revenu imposable de la commune réclamante est évalué à la somme de . . . , celui de telle autre commune prise en comparaison, à la somme de . . . , celui de telle autre à la somme de . . . , etc. — Le mémoire de la commune réclamante, les pièces au soutien, et le relevé des matrices de rôle, adressés à l'administration centrale, seront en tel nombre d'expéditions qu'il y aura de communes prises en comparaison. On

(1) Lorsque le rappel à l'égalité proportionnelle est admis, tous les frais doivent être payés par la partie adverse : il en est autrement, lorsque les réclamations sont en partie rejetées. Arr. précité du cons., 17 mars 1825, MAC., VII, 134.

(2) Cette partie de la loi a été entièrement modifiée par la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), qui porte que les conseils généraux de département statuent sur les demandes en réduction formées par les conseils d'arrondissement, les villes, bourgs et villages, sans imposer à ces conseils aucune condition ni règle obligatoire pour motiver leurs avis et délibérations.

y joindra pareil nombre de minutes de la délibération des répartiteurs de la commune réclamante; une autre minute de cette délibération sera déposée au secrétariat de l'administration municipale, et mention du dépôt y sera faite sur le registre d'ordre.

138. L'administration centrale fera inscrire par extrait, à son secrétariat, sur le registre d'ordre, tous les mémoires en rappel à l'égalité proportionnelle, à mesure qu'ils lui seront adressés; et elle en enverra, dans la décade, toutes les expéditions, ainsi que les expéditions des pièces y jointes, et les diverses minutes de la délibération des répartiteurs de la commune réclamante, à l'administration municipale dont ressortit cette commune; le tout après avoir vérifié que les formalités prescrites sont remplies.

139. L'administration municipale transmettra sans délai une des expéditions du mémoire et des pièces y jointes, et une des minutes de délibération dont s'agit aux deux articles précédens, à l'agent municipal de chaque commune prise en comparaison: celui-ci convoquera, dans la décade, les répartiteurs pour y aviser; il renverra ensuite toutes ces pièces et la délibération des répartiteurs de sa commune à l'administration municipale, qui en fera retenir note sur le registre d'ordre, et les enverra sans délai à l'administration centrale du département.

140. Si les répartiteurs des communes prises en comparaison, conviennent, chacun au nom de sa commune, de l'inégalité de répartition au préjudice de la commune réclamante, et portent cette inégalité au même taux qu'elle, ils le déclareront dans leurs délibérations respectives. Ils y déclareront aussi, en cas qu'ils ne s'accordent point avec la prétention de la commune réclamante, quelle est sur cette prétention la différence de leur opinion à la sienne.

141. Quand les répartiteurs des communes prises en comparaison auront avoué qu'il y a inégalité de répartition au préjudice de la commune réclamante, et auront porté l'inégalité au même taux qu'elle, l'administration centrale chargera l'administration municipale du canton de rappeler l'égalité proportionnelle entre la commune réclamante et les communes prises en comparaison, en reversant sur celles-ci, dans une juste proportion entre elles, et selon qu'il sera convenu qu'elles sont plus ou moins chargées comparativement, le trop imposé relatif que la commune réclamante éprouve; de telle manière qu'après ce reversement, la commune réclamante se trouve en proportion avec chaque commune comparée.

142. Il en sera de même quand les communes prises en comparaison auront avoué qu'il y a inégalité de répartition au préjudice de la commune réclamante, mais auront porté l'inégalité à un moindre taux qu'elle, si les répartiteurs de celle-ci, appelés en délibération, déclarent en son nom s'en contenter.

143. Pour faciliter, dans le cas de l'article précédent, la délibération des répartiteurs de la commune réclamante, l'administration municipale communiquera à l'agent de cette commune, qui s'en chargera par écrit, au secrétariat, sur le registre d'ordre, les délibérations des répartiteurs des communes prises en comparaison. L'agent municipal de la commune réclamante convoquera alors les répartiteurs, leur présentera ces délibérations, les requerra d'en prendre en considération le contenu, et de faire, dans l'intérêt de la commune, affirmativement ou négativement, et d'une manière précise, la déclaration dont s'agit audit article précédent. Il rédigera cette déclaration, ou la fera rédiger par son adjoint, et la remettra, ainsi que les délibérations qui lui auront été communiquées, au secrétariat de l'administration municipale, où il en sera fait mention au registre d'ordre. —

L'administration municipale adressera le tout, sans délai, à l'administration centrale du département.

144. Quand la commune réclamante aura refusé de se contenter du taux auquel les communes prises en comparaison auront porté l'inégalité avouée par elles, ou que celles-ci auront soutenu que la réclamation est sans fondement, l'administration centrale nommera deux experts, dont un instruit dans l'arpentage, pour procéder à l'évaluation du revenu imposable tant de la commune réclamante que des communes prises en comparaison.

145. Les experts prendront au secrétariat de l'administration centrale, sous leur récépissé, le mémoire en réclamation et toutes les pièces; ils pourront prendre aussi, sous leur récépissé, au secrétariat de l'administration municipale, les matrices des rôles tant de la commune réclamante que des communes prises en comparaison. — L'administration centrale fixera le jour et l'heure de la descente des experts sur les lieux, et en informera, dix jours au moins à l'avance, lesdits experts, ainsi que l'administration municipale, pour qu'elle en donne avis sans délai à l'agent de chaque commune intéressée.

146. L'agent municipal de la commune réclamante nommera des commissaires, et l'agent municipal de la commune prise en comparaison en nommera deux autres, pour donner aux experts les renseignemens qu'ils demanderont. — S'il a été appelé plusieurs communes en comparaison, l'agent municipal de chacune d'elles ne nommera qu'un commissaire pour donner, concurremment avec les deux qu'aura nommés l'agent municipal de la commune réclamante, les indications et renseignemens qui pourront être demandés par les experts. — A défaut par les commissaires, ou par quelqu'un d'eux, de se rendre sur les lieux aux jour et heure indiqués, les experts procéderont nonobstant l'absence des non-comparans.

147. Les experts déposeront leur procès-verbal au secrétariat de l'administration centrale, ainsi que toutes les pièces qu'ils y auront prises, dans les dix jours après la clôture de leur opération. Ils remettront, dans le même délai, au secrétariat de l'administration municipale, les matrices de rôle qu'ils y auront prises.

148. Aussitôt après la remise du procès-verbal des experts et des pièces, le commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale en prendra communication, et ne pourra les garder plus de dix jours. — L'administration centrale prononcera dans les dix jours suivans; et selon qu'il y y aura lieu, elle chargera l'administration municipale de rappeler l'égalité proportionnelle entre la commune réclamante et les communes prises en comparaison, ou elle rejettera la demande en rappel, et, dans tous les cas, adressera la décision à l'administration municipale, qui la fera enregistrer, et en informera l'agent municipal de chaque commune intéressée.

149. Lorsque dans la même année, et dans le temps prescrit, plusieurs communes auront formé demande en rappel à l'égalité proportionnelle, et qu'elles auront pris en comparaison la même ou les mêmes communes, l'administration centrale, avant d'envoyer les mémoires en rappel à l'administration municipale, déclarera, par arrêté, ces diverses demandes réunies, et elle enverra ensuite son arrêté de réunion et les divers mémoires et pièces à l'administration municipale. — La comparaison, dans le cas du présent article, aura lieu tant de la commune ou des communes prises en comparaison, d'une part, à chaque commune réclamante, d'autre part, que de chaque commune réclamante à chaque autre commune réclamante.

150. Lorsque dans la même année, et dans le temps prescrit, plusieurs communes auront formé demande en rappel à l'égalité proportionnelle, et

que l'une ou plusieurs d'entre elles auront pris en comparaison, non seulement la même ou les mêmes communes que les autres réclamantes, mais d'autres communes encore, ces dernières communes seront aussi comparées avec chaque commune réclamante.

151. Quand une commune aura formé demande en rappel à l'égalité proportionnelle, si, la même année, et dans le temps prescrit, une autre commune la prend elle-même en comparaison, l'administration centrale réunira les demandes comme il est dit en l'article 149; et la comparaison, en ce cas, aura lieu tant entre la commune seconde réclamante et la première réclamante, qu'entre chacune de ces deux communes, et chacune de celles qui auront été prises en comparaison soit par l'une soit par l'autre desdites communes réclamantes.

152. Toutes demandes en rappel à l'égalité proportionnelle de la part des communes faisant partie d'un canton, devront être formées, et les mémoires être adressés à l'administration centrale, dans les deux mois de l'envoi du mandement fait aux agens municipaux desdites communes en exécution de l'article 30 de la loi du 3 frimaire an 7, *relative à la répartition, à l'assiette et au recouvrement de la contribution foncière*. Passé ce délai, les demandes ne seront point admises.

153. L'administration centrale s'occupera, chaque année, immédiatement après le temps déterminé par l'article précédent, et non plustôt, des décisions à porter sur les différentes demandes en rappel à l'égalité proportionnelle qui lui auront été adressées par les communes dont s'agit audit article, et des formalités préalables à ces décisions: elle ne pourra anticiper, pour aucune de ces formalités, sur le délai prescrit par le présent article, à peine de nullité de tout ce qu'elle aurait fait.

154. Nulle demande en rappel à l'égalité proportionnelle entre communes du ressort de la même administration municipale, ne sera admise, — 1° Si elle a pour objet unique, de la part de la commune réclamante, de faire réduire son contingent au taux de la proportion générale établie par la loi entre la contribution foncière et les revenus territoriaux; — 2° Si les communes prises en comparaison se trouvent elles-mêmes imposées dans cette proportion, ou plus fortement taxées; sauf, en ces deux cas, à la commune réclamante, à se pourvoir par demande en réduction de contribution.

155. Elle ne sera non plus admise dans le cas où il ne se trouverait point, entre le contingent de contribution de la commune réclamante et le contingent de la commune comparée, une différence proportionnelle d'un vingtième au moins.

156. Si la commune réclamante étant comparée à plusieurs autres, il se trouve une différence proportionnelle d'un vingtième ou de plus d'un vingtième entre son contingent de contribution et le contingent de l'une de ces communes, mais point de différence proportionnelle, ou seulement une différence de moins d'un vingtième entre son contingent de contribution et celui des autres communes comparées, la demande en rappel à l'égalité proportionnelle ne sera point admise vis-à-vis de ces dernières communes; mais le rappel sera ordonné relativement à la première.

157. L'effet du rappel à l'égalité proportionnelle entre communes du ressort de la même administration municipale, ne pourra jamais être de faire porter le contingent d'une ou de plusieurs des communes prises en comparaison, au-delà du taux de la proportion générale établie par la loi entre la contribution foncière et les revenus territoriaux.

158. Le rappel à l'égalité proportionnelle ne profitera point à la commune réclamante, pour les années antérieures à celle pour laquelle il aura été

demandé; et il ne pourra être demandé que pour l'année dont il s'agira dans le mandement envoyé aux agens municipaux.

159. Toutes les fois qu'il y aura eu rappel à l'égalité proportionnelle entre communes du ressort de la même administration municipale, la commune réclamante et chacune de celles qui lui auront été comparées, resteront entre elles pendant vingt-cinq ans au moins, dans la proportion où les aura placées ce rappel, à moins qu'avant la fin de ce temps il ne soit procédé, d'autorité légale, à l'évaluation générale des revenus fonciers imposables de tout le canton.

160. Lorsqu'il y aura eu rappel à l'égalité proportionnelle entre deux ou plusieurs communes du ressort de la même administration municipale, si l'une de ces communes, soit la réclamante ou autre, est prise en comparaison les années suivantes par quelque autre commune du même ressort, elle ne pourra se dispenser de subir l'épreuve d'une nouvelle comparaison avec cette autre commune.

161. Dans le cas de l'article précédent, si le rappel à l'égalité proportionnelle a lieu, le reversement qui pourra être ordonné par suite de ce rappel, sera fait non seulement sur la commune prise en comparaison et vis-à-vis de laquelle les formalités pour y parvenir auront été remplies, mais encore sur toutes les autres communes comparées avec elle les années précédentes; en telle sorte qu'après ce dernier reversement, l'égalité proportionnelle reste établie tant entre chacune de ces communes comparées les années précédentes et la commune nouvellement prise en comparaison, qu'entre celle-ci et la commune réclamante.

CHAPITRE III. — Des demandes en rappel à l'égalité proportionnelle entre cantons, ou communes ayant administration municipale pour elles seules, dépendant du même département.

162. Les demandes en rappel à l'égalité proportionnelle, de la part des cantons, et des communes ayant administration municipale pour elles seules, seront formées par délibération de leurs administrations respectives (1).

163. Quand une administration municipale prétendra qu'il y a inégalité, au préjudice de son canton ou de sa commune, dans la répartition du contingent de contribution foncière assigné au département, par comparaison de la valeur des revenus imposables fonciers de toute nature dudit canton ou de ladite commune, à la valeur des produits imposables fonciers de toute nature d'un ou de plusieurs autres cantons, ou communes ayant administration municipale pour elles seules, et qu'il est de l'intérêt de son canton ou de sa commune de se pourvoir, elle exprimera dans sa délibération, — 1° A quelle somme elle évalue le revenu total imposable de son canton ou de sa commune; — 2° A quelle somme elle évalue le revenu total imposable de chaque canton ou de chaque commune qu'elle entend prendre en comparaison. — Elle exprimera aussi, lorsqu'un ou plusieurs des cantons qu'elle entend prendre en comparaison se trouveront composés de plusieurs communes, quelles sont les deux communes de chacun de ces cantons qu'elle suppose le moins fortement imposées comparativement aux autres communes du même canton. — Elle joindra à sa délibération les pièces au soutien, si elle en a; et elle adressera le tout à l'administration centrale du département, en autant d'expéditions qu'elle entendra prendre de cantons ou de communes en comparaison, et une de plus.

164. L'administration centrale fera inscrire par extrait à son secrétariat,

(1) Voyez la note placée à l'art. 135.

sur le registre d'ordre, dans le jour de la réception, la délibération de l'administration municipale, et noter le nombre des expéditions et celui des pièces y contenues qui lui auront été adressées. Chaque expédition, tant de la délibération que des pièces, sera cotée et paraphée le même jour, ou le lendemain au plus tard, par le président de l'administration centrale ou par celui qui le remplacera.

165. Dans les cinq jours suivans, l'administration centrale transmettra une des expéditions de la délibération de l'administration municipale réclamante, et des pièces y jointes, à chacune des administrations municipales dont le canton ou la commune se trouveront pris en comparaison, et celles-ci en feront constater la réception dans le jour sur le registre d'ordre.

166. Dans les trente jours suivans, l'administration municipale de chaque canton ou commune pris en comparaison délibérera et déclarera si la demande en rappel à l'égalité proportionnelle lui paraît fondée ou non, ou ne lui paraît fondée qu'en partie, et enverra sa déclaration à l'administration centrale.

167. Les administrations municipales des cantons ou communes pris en comparaison, pourront, avant de délibérer comme il est dit en l'article précédent, nommer, chacune à leur égard, deux commissaires pour visiter le territoire du canton ou de la commune qui réclame, et prendre connaissance des matrices des rôles, dont la communication ne pourra leur être refusée. — L'administration municipale du canton ou de la commune qui réclame, pourra aussi, avant de former sa demande en rappel à l'égalité proportionnelle, nommer deux commissaires pour visiter le territoire de chacun des cantons ou communes qu'elle entendra prendre en comparaison, et examiner les matrices de leurs rôles, dont la communication ne pourra être refusée auxdits commissaires.

168. Les commissaires nommés en conformité de l'article précédent ne pourront s'occuper de leur mission dans chaque canton ou commune, qu'après y avoir fait viser, par le président de l'administration municipale, ou par celui qui le remplacera, l'arrêté de l'administration qui les aura nommés.

169. Si les administrations municipales des communes ou des cantons pris en comparaison, conviennent, chacune à leur égard, de l'inégalité de répartition au préjudice de la commune ou du canton réclamant, et la portent au même taux que l'a portée son administration, elles le déclareront dans leurs délibérations respectives. — Elles y déclareront aussi, en cas qu'elles ne demeurent point d'accord de la prétention de la commune ou du canton réclamant, quelle est, sur cette prétention, la différence de leur opinion à celle de son administration municipale. — Elles y déclareront encore, dans le même cas, et si le canton réclamant se trouve composé de plusieurs communes, quelles sont les deux communes de ce canton réclamant qu'elles supposent le moins fortement imposées comparativement aux autres communes du même canton.

170. Quand les administrations des cantons ou communes pris en comparaison seront convenues de l'inégalité de répartition au préjudice de la commune ou du canton qui réclame, et l'auront portée au même taux que son administration municipale, l'administration centrale rappellera, par un arrêté, l'égalité proportionnelle entre le canton ou la commune qui réclame et les communes ou cantons pris en comparaison, en reversant sur ces communes ou cantons, dans une juste proportion entre eux, et selon qu'il sera convenu qu'ils sont plus ou moins imposés comparativement, le trop imposé relatif que la commune ou le canton en réclamation peut éprouver; de

telle manière qu'après ce reversement , la commune ou le canton réclamant reste en proportion avec chacun des cantons ou communes comparés.

171. Il en sera de même quand les administrations municipales des cantons ou des communes pris en comparaison seront convenues de l'inégalité de répartition au préjudice du canton ou de la commune en réclamation, mais l'auront portée à un moindre taux que son administration municipale, si celle-ci, après en avoir délibéré, déclare s'en contenter.

172. Pour faciliter la délibération de l'administration municipale réclamante, dans le cas de l'article précédent, l'administration centrale lui communiquera les délibérations des administrations des cantons ou des communes pris en comparaison. L'administration municipale réclamante délibérera dans deux décades, et fera, d'une manière précise, affirmativement ou négativement, dans l'intérêt de son canton ou de sa commune, la déclaration dont s'agit audit article précédent; elle l'adressera, sans délai, à l'administration centrale, et lui renverra en même temps les délibérations communiquées.

173. Quand l'administration municipale du canton ou de la commune en réclamation aura refusé de se contenter du taux auquel les administrations des communes ou des cantons pris en comparaison auront porté l'inégalité avouée par elles, ou que celles-ci auront soutenu que la réclamation n'est pas fondée, l'administration centrale nommera deux experts, dont un instruit dans l'arpentage, pour procéder à l'estimation du revenu imposable tant du canton ou de la commune qui réclame, que des cantons ou des communes pris en comparaison.

174. Lorsqu'il s'agira de cantons pris en comparaison composés de plusieurs communes, l'administration centrale pourra, si elle le juge convenable, n'ordonner l'évaluation du revenu foncier imposable que des deux communes de chaque canton pris en comparaison qui lui auront été désignées par l'administration municipale du canton ou de la commune qui réclame, comme les moins imposées desdits cantons pris en comparaison; mais en ce cas, s'il s'agit d'un canton réclamant composé de plusieurs communes, l'administration centrale ne devra pareillement ordonner l'évaluation du revenu imposable que des deux communes du canton réclamant que les administrations des cantons pris en comparaison lui auront désignées comme les moins imposées dudit canton réclamant.

175. Lorsqu'il s'agira d'un canton réclamant composé de plusieurs communes, l'administration centrale pourra également, si elle le juge convenable, n'ordonner l'évaluation du revenu foncier imposable que des deux communes de ce canton qui lui auront été désignées par les administrations municipales des cantons ou des communes pris en comparaison; mais en ce cas, s'il s'agit de cantons pris en comparaison composés de plusieurs communes, l'administration centrale ne devra ordonner l'évaluation du revenu imposable que des deux communes de chaque canton pris en comparaison que l'administration municipale du canton réclamant lui aura désignées comme les moins imposées dudit canton pris en comparaison.

176. Quand les administrations municipales de divers cantons ou communes pris en comparaison, auront, chacune à leur égard, désigné deux communes du canton réclamant comme les moins imposées dudit canton, et qu'elles n'auront point fait porter leur désignation respective sur les deux mêmes communes du canton réclamant, l'administration centrale, dans le cas de l'article précédent, fera l'option des deux communes du canton réclamant qu'elle croira les moins imposées de toutes celles qui lui auront

été désignées par les diverses administrations municipales des cantons pris en comparaison.

177. Les experts prendront sous leur récépissé, au secrétariat de l'administration centrale, la réclamation et toutes les pièces : l'administration centrale fixera le jour et l'heure de leur descente sur les lieux ; et elle en donnera avis, deux décades au moins à l'avance, tant à l'administration municipale réclamante, qu'à l'administration municipale de chaque canton ou commune pris en comparaison, ainsi qu'aux experts.

178. L'administration municipale réclamante nommera deux commissaires, et l'administration municipale du canton ou de la commune pris en comparaison en nommera deux autres, pour donner aux experts les indications et renseignemens qu'ils demanderont.—S'il a été pris plusieurs cantons ou communes en comparaison, chacune de leurs administrations municipales ne nommera qu'un seul commissaire pour donner aux experts, concurremment avec les deux commissaires qu'aura nommés l'administration municipale réclamante, les indications et renseignemens qui pourront être demandés par ces experts.

179. Les commissaires nommés par les administrations municipales représenteront aux experts les différentes matrices des rôles de leurs arrondissemens respectifs, et les rétabliront ensuite dans les dépôts d'où ces matrices auront été tirées.—A défaut, par les commissaires ou par quelqu'un d'eux, de se rendre sur les lieux aux jour et heure indiqués, les experts procéderont nonobstant l'absence des non-comparans.

180. Les experts déposeront leur procès-verbal au secrétariat de l'administration centrale, ainsi que la réclamation et toutes les autres pièces qu'ils y auront prises, dans les dix jours de la clôture de leur opération.

181. Aussitôt après la remise du procès-verbal des experts, et des pièces, le commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale en prendra communication et ne pourra les garder plus de dix jours. L'administration centrale prononcera dans les dix jours suivans ; et, selon qu'il y aura lieu, elle rappellera l'égalité proportionnelle entre le canton ou la commune qui aura réclamé, et les cantons ou les communes pris en comparaison, ou elle rejettera la demande en rappel ; et dans l'un ou l'autre cas, elle adressera sa décision aux administrations municipales respectives, qui la feront enregistrer et publier.

182. Dans le cas d'adoption de la mesure autorisée par les articles 174, 175 et 176 de la présente loi, le rappel à l'égalité proportionnelle entre le canton ou la commune en réclamation et les cantons ou communes pris en comparaison, sera fait, pour la totalité de chacun desdits cantons composés de plusieurs communes, d'après l'évaluation du revenu imposable des deux communes désignées.

183. Nuls cantons ou communes réclamans ne pourront prendre en comparaison, la même année, plus de trois autres cantons ou communes.

184. Lorsque, dans la même année, et dans le temps prescrit, plusieurs cantons ou communes auront formé demande en rappel à l'égalité proportionnelle, et qu'ils auront pris en comparaison les mêmes cantons ou les mêmes communes, l'administration centrale, avant d'envoyer les délibérations des administrations municipales réclamantes à l'administration municipale de chacun des cantons ou des communes pris en comparaison, déclarera les diverses demandes réunies, et adressera ensuite son arrêté de réunion, avec lesdites délibérations et pièces y jointes, à chacune des administrations municipales dont le canton ou la commune se trouveront pris en comparaison.—La comparaison, dans le cas du présent article, aura lieu

tant des cantons ou communes pris en comparaison, d'une part, à chaque canton ou commune en réclamation, d'autre part, que de chaque canton ou commune en réclamation à chaque autre canton ou commune également en réclamation.

185. Lorsque, dans la même année, et au temps prescrit, plusieurs cantons ou communes auront formé demande en rappel à l'égalité proportionnelle, et que l'un ou plusieurs d'entre eux auront pris en comparaison, non seulement le même canton ou la même commune que les autres réclamans, mais d'autres cantons ou communes encore, ces derniers cantons ou communes seront aussi comparés avec chaque canton ou commune en réclamation.

186. Lorsqu'un canton ou une commune auront formé demande en rappel à l'égalité proportionnelle, si, dans la même année, et au temps prescrit, un autre canton ou commune les prend eux-mêmes en comparaison, l'administration centrale réunira les demandes comme il est dit en l'article 184 de la présente loi; et la comparaison, en ce cas, aura lieu tant entre le canton ou la commune premiers réclamans et le canton ou la commune seconds réclamans, qu'entre chacun d'eux et tous les cantons ou communes pris en comparaison.

187. Nulle demande en rappel à l'égalité proportionnelle entre cantons ou communes ayant administration municipale pour elles seules, ne sera admise, si elle n'est formée et adressée à l'administration centrale dans les trois mois de l'envoi du mandement fait aux administrations municipales, en exécution de l'article 26 de la loi du 3 frimaire an 7, *relative à la répartition, à l'assiette et au recouvrement de la contribution foncière*.

188. L'administration centrale s'occupera, chaque année, immédiatement après le temps déterminé par l'article précédent, et non plus tôt, des décisions à porter sur les différentes demandes en rappel à l'égalité proportionnelle qui lui auront été adressées par les cantons, ou par les communes ayant administration municipale pour elles seules, et des formalités préalables à ces décisions: elle ne pourra anticiper, pour aucune de ces formalités, sur le délai prescrit par le présent article, à peine de nullité de tout ce qu'elle aurait fait.

189. Les dispositions des articles 154, 155, 156 et 157 de la présente loi, relatives aux demandes en rappel à l'égalité proportionnelle entre communes du ressort de la même administration municipale, sont déclarées communes aux demandes en rappel à l'égalité proportionnelle entre cantons ou communes ayant administration municipale pour elles seules, dépendant du même département.

190. Le rappel à l'égalité proportionnelle ne profitera point au canton ou à la commune réclamans pour les années antérieures à celle pour laquelle il aura été demandé, et il ne pourra être demandé que pour l'année dont il s'agira dans le mandement envoyé aux administrations municipales.

191. Toutes les fois qu'il y aura eu rappel à l'égalité proportionnelle entre cantons ou communes ayant administration municipale pour elles seules, le canton ou la commune réclamans, et chacun des cantons ou communes qui leur auront été comparés, resteront entre eux, pendant trente ans au moins, dans la proportion où les aura placés ce rappel; à moins qu'avant la fin de ce temps, il ne soit procédé, d'autorité légale, à l'évaluation générale des revenus fonciers imposables de tout le département.

192. Sont déclarées communes aux demandes en rappel à l'égalité proportionnelle entre cantons ou communes ayant administration municipale pour elles seules, dépendant du même département, les dispositions des articles

160 et 161 de la présente loi relatives aux demandes en rappel à l'égalité proportionnelle entre communes du ressort de la même administration municipale.

CHAPITRE IV. — Des demandes en rappel à l'égalité proportionnelle entre départemens.

193. Quand une administration centrale prétendra qu'il y a inégalité au préjudice de son département, dans la répartition de la contribution foncière, par comparaison de la valeur des revenus imposables dudit département à la valeur des revenus imposables d'un ou de plusieurs autres, et qu'elle voudra former une demande en rappel à l'égalité proportionnelle entre ces départemens et le sien, elle s'adressera au corps législatif, et joindra à sa pétition, —1° Une déclaration de la somme à laquelle elle évaluera le revenu imposable de chaque commune ayant administration municipale pour elle seule, et de chaque canton de son département;—2° L'indication des deux cantons, ou communes ayant administration municipale pour elles seules, de chacun des départemens pris en comparaison, qu'elle supposera le moins fortement imposés comparativement aux autres cantons et communes ayant administration municipale pour elles seules, du même département; — 3° Tous les documens et pièces qu'elle croira propres à assurer le succès de sa prétention.

194. La pétition, les déclarations, documens et pièces adressés au corps législatif en exécution de l'article précédent, seront envoyés en même temps au ministre des finances, en autant d'expéditions qu'il y aura de départemens pris en comparaison, et une de plus. — Le ministre des finances fera retenir note, sur un registre d'ordre, de l'envoi qui lui aura été fait de ces expéditions, de leur nombre, et du jour de leur arrivée dans ses bureaux; il en enverra une, dans les dix jours suivans, à l'administration centrale de chacun des départemens pris en comparaison; et ces administrations en feront, à leur tour, constater la réception sur le registre d'ordre.

195. Dans les deux mois de la réception des pièces envoyées par le ministre des finances, en conformité de l'article précédent, chaque administration centrale de département pris en comparaison délibérera sur la demande en rappel à l'égalité proportionnelle, déclarera si cette demande lui paraît fondée ou non, ou ne lui paraît fondée qu'en partie, et enverra sa délibération, dans les dix jours de la date de ladite délibération, au ministre des finances.

196. Chaque administration centrale pourra, avant de délibérer comme il est dit en l'article précédent, nommer deux commissaires pris hors de son sein, pour visiter plusieurs cantons ou communes ayant administration municipale, du département réclamant, y prendre des renseignemens, et même communication des matrices des rôles, qu'on ne pourra refuser de leur représenter.—L'administration réclamante pourra aussi, avant de former sa demande, nommer deux commissaires pris hors de son sein pour faire semblable opération dans chacun des départemens qu'elle entendra prendre en comparaison.

197. Tout arrêté d'administration centrale portant nomination de commissaires dans le cas de l'article précédent, désignera le nombre des cantons, ou des communes ayant administration municipale, que ces commissaires devront visiter, et dont le nombre ne pourra être de plus de trois par département.— Les commissaires ne pourront parcourir un canton ou une commune, qu'après avoir fait viser l'arrêté, qui les aura nommés, par le président de l'administration municipale de ce canton ou de cette commune,, ou par l'administrateur qui le remplacera.

198. Si les administrations centrales des départemens pris en comparaison, conviennent, chacune à leur égard, de l'inégalité de répartition au préjudice du département réclamant, et la portent au même taux que son administration centrale, elles le déclareront dans leurs délibérations respectives. — Elles y déclareront, en cas qu'elles ne demeurent point d'accord de la prétention de l'administration réclamante, quelle est sur cette prétention la différence de leur opinion à la sienne. — Elles y déclareront encore, dans le même cas, quels sont, dans le département réclamant, les deux cantons ou communes ayant administration municipale, qu'elles supposeront le moins fortement imposés, comparativement aux autres cantons, ou communes ayant administration municipale, du même département. — Enfin, elles joindront à leurs délibérations respectives tous les documens et toutes les pièces qu'elles auront à l'appui de leur opinion.

199. Quand les administrations centrales des départemens pris en comparaison, ou l'une d'elles, ne seront point demeurées d'accord de la prétention de l'administration centrale réclamante, soit qu'elles contestent cette prétention en partie, ou qu'elles la soutiennent entièrement mal fondée, le ministre des finances enverra leurs délibérations, ainsi que les pièces et documens y joints, aussitôt qu'il les aura reçus, à l'administration centrale réclamante : celle-ci en constatera la réception sur son registre d'ordre, fera telle réponse qu'elle jugera à propos, et renverra le tout, dans un mois, au ministre des finances, qui en fera retenir note dans ses bureaux, sur le registre d'ordre. — Le ministre des finances et le directoire exécutif agiront ensuite, chacun à leur égard, comme il est prescrit par l'article 82 de la présente loi, pour les demandes en réduction de contribution.

200. Le corps législatif statuera, soit à la vue des pièces et documens qui lui auront été transmis, soit après telle plus ample vérification qu'il aura cru devoir ordonner.

201. A compter de la répartition qui sera faite pour l'an 9, lorsque, par suite d'une diminution dans la masse générale de la contribution foncière, il y aura lieu à réduire les contingens des départemens, cette réduction sera faite au marc le franc, d'après le tableau de la dernière répartition. — Et cependant les départemens dont les administrations centrales justifieront s'être préalablement pourvues soit par demande en réduction, soit par demande en rappel à l'égalité proportionnelle, et avoir fait procéder aux opérations ordonnées par la présente loi pour la vérification de l'une ou de l'autre de ces demandes, pourront obtenir une plus forte réduction.

TITRE VII. — Des experts, de la récusation des experts, et de la rédaction de leurs procès-verbaux.

202. Ne peuvent être nommés experts pour toutes évaluations et vérifications en matière de contribution foncière, que des citoyens français ayant le libre exercice de leurs droits politiques.

203. Ne peuvent être experts, soit qu'il s'agisse de demandes en réduction de contribution foncière ou de demandes en rappel à l'égalité proportionnelle formées par un ou plusieurs contribuables réunis, les parens en ligne directe des réclamans, ni leurs parens collatéraux jusqu'au degré de cousins issus de germains inclusivement, non plus que les parens en ligne directe de leurs épouses, même divorcées, ou ceux en ligne collatérale jusqu'audit degré de cousins issus de germains inclusivement. — Si c'est la femme qui réclame, pareille exclusion est applicable au mari, même divorcé, et à ses parens.

204. Ne peuvent être experts dans le cas de demande en rappel à l'égalité proportionnelle à raison d'inégalité de cotes, les parens en ligne directe des contribuables dont les cotes ont été prises en comparaison, ou de leurs épouses même divorcées, leurs parens collatéraux jusqu'au degré de cousins issus de germains inclusivement, et leurs alliés au semblable degré, même du chef de leurs épouses divorcées.

205. Ne peuvent être experts dans le cas des deux articles précédens, si les parties intéressées (soit contribuables réclamans, soit contribuables dont les cotes ont été prises en comparaison) n'y consentent par écrit, ou par déclaration précise devant l'administration qui aura ordonné l'évaluation ou vérification à faire, ceux qui sont actuellement en procès avec l'une desdites parties intéressées, ceux contre qui l'une des parties intéressées a obtenu ou qui ont obtenu contre elle jugement en matière civile ou de simple police, depuis moins de cinq ans, et ceux qui ont eu procès avec l'une des parties intéressées, en matière criminelle ou de police correctionnelle, en quelque temps que ce soit.

206. Ne peuvent être experts, soit qu'il s'agisse de réclamations de simples contribuables, ou de réclamations de communes ou de cantons, ceux qui ont des propriétés ou un usufruit, ou qui tiennent des biens à ferme dans la commune ou le canton dans lesquels les opérations ordonnées doivent avoir lieu.

207. Ne peuvent pareillement être experts, dans tous les cas énoncés en l'article précédent, ceux dont les ascendans ou descendans, ou les frères, ou les sœurs, ou les oncles ou les neveux, ont des propriétés ou un usufruit, ou tiennent des biens à ferme dans la commune ou le canton dans lesquels les opérations ordonnées doivent avoir lieu.

208. Dans le cas de demande en réduction de contribution ou de demande en rappel à l'égalité proportionnelle à raison d'inégalité entre les fonds de terre et les maisons et usines, il sera donné avis par le commissaire du directoire exécutif, tant au contribuable réclamant qu'à l'agent ou officier municipal premier désigné répartiteur, et, à son défaut, au second désigné, de la délibération de l'administration municipale portant nomination d'experts, dans les cinq jours de la date de cette délibération. — Cet avis sera daté du jour qu'il aura été remis; il sera signé tant par ledit commissaire que par le citoyen qui en aura été le porteur; et il en restera minute, pareillement datée et signée, qui sera déposée, dans les deux jours de sa date, au secrétariat de l'administration municipale, avec mention du dépôt sur le registre d'ordre. — Le réclamant et l'agent ou officier municipal pourront respectivement, dans les dix jours suivans, récuser les experts par une déclaration motivée, qui sera reçue par le secrétaire de l'administration municipale, et à laquelle seront jointes les pièces au soutien. — La déclaration sera signée par le secrétaire et par le déclarant, ou mention y sera faite de la cause pour laquelle celui-ci ne l'aura point signée.

209. Dans le cas de demande en rappel à l'égalité proportionnelle à raison d'inégalité de cotes, il sera donné avis, par le commissaire du directoire exécutif, de la délibération de l'administration municipale, dans le même délai de cinq jours et en la même forme, tant au réclamant qu'à chacun des contribuables dont les cotes auront été prises en comparaison. — Le réclamant, et chacun des contribuables dont les cotes auront été prises en comparaison, pourront respectivement, dans les dix jours suivans, récuser les experts en la forme prescrite par l'article précédent.

210. Lorsqu'il s'agira de demandes en réduction de contribution ou en rappel à l'égalité proportionnelle à raison d'inégalité entre les fonds de terre et les maisons et usines, les commissaires du directoire exécutif près les

administrations municipales et centrales récuseront d'office, si le réclamant ou les agents municipaux, ou l'un des officiers municipaux désignés répartiteurs, ne l'ont fait, tous experts nommés qu'ils sauront être dans l'un des cas des articles 203, 206 et 207, ou ne point avoir la qualité requise par l'article 202. Les experts, quoique non récusés, devront, dans les mêmes cas, s'abstenir, et déclarer le motif de leur abstension.

211. L'administration municipale prononcera sur la récusation, dans sa première séance après l'expiration des délais accordés pour récuser; et si la récusation est admise, elle nommera d'autres experts à la place de ceux qui auront été récusés. Les nouveaux experts pourront être récusés, s'il y a lieu, dans la même forme.

212. Si la récusation n'est point admise, ou s'il n'en est point fait dans le délai prescrit, l'administration municipale fixera alors le jour et l'heure de la descente sur les lieux.

213. Tout arrêté d'une administration centrale portant nomination d'experts en exécution des articles 33, 54, 116, 118 et 144, sera envoyé par elle à l'administration municipale, qui en constatera la réception, dans le jour, sur le registre d'ordre, et en remettra nombre suffisant de copies au commissaire du directoire exécutif, pour qu'il les fasse parvenir, dans le plus bref délai, aux parties intéressées. — L'envoi de ces copies par le commissaire du directoire exécutif sera noté au bas de chacune d'elles, et la note datée du jour de la remise aux parties intéressées. Cette note sera signée tant par le commissaire que par le citoyen qui aura fait ladite remise, et il en restera minute, datée et signée de même, qui sera déposée, dans les deux jours de sa date, au secrétariat de l'administration municipale, avec mention du dépôt sur le registre d'ordre.

214. La récusation des experts sera faite ensuite, s'il y a lieu, conformément aux articles 208, 209 et 210 de la présente loi, au secrétariat de l'administration municipale; laquelle administration en enverra expédition, dans les cinq jours après, à l'administration centrale. — S'il n'y a point eu de récusation, l'administration municipale enverra à l'administration centrale, dans les cinq jours après l'expiration du délai pour récuser, une déclaration qui attestera qu'il n'y a point eu de récusation; et le commissaire du directoire exécutif y joindra une note de lui signée, qui énoncera le jour où, en exécution de l'article 213 de la présente loi, il a fait l'envoi aux parties intéressées de l'arrêté portant nomination d'experts. — La réception du tout sera constatée, dans le jour, par une mention au registre d'ordre de l'administration centrale.

215. L'administration centrale prononcera dans les trois jours après; et, si la récusation est admise, elle nommera, par le même arrêté, d'autres experts, qui pourront aussi être récusés, s'il y a lieu, dans la même forme.

216. Si la récusation n'est point admise, ou s'il n'en a pas été fait, l'administration centrale fixera alors le jour et l'heure de la descente sur les lieux.

217. L'arrêté d'une administration centrale portant nomination d'experts en exécution de l'article 68 de la présente loi, sera envoyé par elle tant à l'administration municipale réclamante qu'à chacune des trois autres administrations municipales qui auront donné leur avis sur la réclamation. Elles délibéreront, dans les dix jours de la réception, qui sera constatée sur le registre d'ordre, si elles entendent ou non récuser les experts, et adresseront leur délibération, dans les cinq jours suivans, à l'administration centrale, qui en constatera la réception, dans le jour, par une mention au re-

giste d'ordre.—Si elles récusent, elles en exprimeront les motifs, et joindront les pièces au soutien.

218. L'arrêté d'une administration centrale portant nomination d'experts en conformité de l'article 173, sera envoyé par elle tant à l'administration municipale réclamante qu'à chacune des administrations municipales dont le canton ou la commune se trouveront pris en comparaison. Lesdites administrations municipales délibéreront, dans les dix jours de la réception, qui sera constatée sur leur registre d'ordre, si elles entendent récuser les experts, et se conformeront à toutes les dispositions de l'article précédent.

219. L'administration centrale prononcera, dans les trois jours suivans, et procédera, selon qu'il y aura lieu, comme il est dit aux articles 215 et 216 de la présente loi.

220. Aucune récusation ne sera admise après les délais pour récuser légalement expirés, excepté celles qui seront proposées par le commissaire du directoire exécutif; et si celles-ci se trouvent fondées, les experts récusés resteront déchus de plein droit de tout salaire pour les vacations qu'ils auront déjà employées.

221. Les procès-verbaux des experts seront rédigés sur les lieux, et feront mention du nombre des vacations et de la date de chacune. Tous ceux qui auront assisté à l'opération seront interpellés de les signer, ou mention sera faite de la cause pour laquelle ils n'auraient point signé. Les originaux en seront déposés au secrétariat ou aux archives de l'administration qui les aura ordonnés: ils y seront numérotés et enregistrés; et il en sera remis des copies aux administrations municipales, quand ils auront été ordonnés par une administration centrale.

TITRE VIII. — *Des frais.*

222. Les frais d'expertise seront réglés au pied des procès-verbaux, par l'administration qui les aura ordonnés. En cas de réclamation contre cette taxe, la partie qui croira avoir à s'en plaindre, présentera ses observations; et l'administration y fera droit selon qu'il appartiendra, après avoir entendu le commissaire du directoire exécutif (1).

223. Aucun règlement de frais émané d'une administration municipale, ne sera acquitté qu'après le visa de l'administration centrale du département, qui le rectifiera.

224. Dans le cas de demande en réduction de la part d'un ou de plusieurs contribuables réunis, les frais seront supportés par les réclamans, si la demande est rejetée, ou s'ils ont refusé la réduction offerte, et qu'elle ait été ensuite jugée suffisante: ils seront, au contraire, supportés par la commune, si les répartiteurs ont contesté mal-à-propos la demande, ou s'ils n'ont proposé qu'une réduction inférieure à celle qui aura été accordée (2).

225. Les frais qu'auront à supporter les contribuables, seront, à défaut de paiement dans le mois, portés par émargement à leur cote; et il y aura lieu contre eux, pour le paiement de ces frais, aux mêmes poursuites que pour le paiement de la cote même.—Ces poursuites seront faites par le percepteur (3).

(1) Les frais de vérification et d'experts sont réglés par le préfet, sur l'avis du sous-préfet. Arrêté du 24 floréal an 8, art. 17.

(2) Les frais sont supportés par la commune, lorsque la réclamation a été reconnue juste; par le réclamant, lorsque la réclamation a été rejetée. Arrêté du 24 floréal an 8, art. 18.

(3) Les frais à la charge des contribuables sont acquittés par eux, en vertu de l'ordonnance du préfet, entre les mains du percepteur. Arrêté du 24 floréal an 8, art. 20.

226. Le montant des frais qu'aura à supporter une commune sera émarginé sur le rôle de la contribution foncière de l'année, les cotes des réclamans exceptées.

227. Dans le cas de demande en réduction formée par une commune, les frais seront supportés par elle et émarginés proportionnellement sur toutes les cotes du rôle de l'année, soit que sa demande ait été rejetée, soit qu'elle ait refusé la réduction proposée, et que cette réduction ait été jugée suffisante : ils seront, au contraire, supportés par tout le canton, la commune réclamante exceptée, et émarginés de même, si l'administration municipale a contesté mal-à-propos la demande, ou n'a proposé qu'une réduction inférieure à celle qui aura été accordée.

228. Dans le cas de demande en réduction formée par une administration municipale de canton ou de commune, les frais seront de même supportés par le canton ou la commune, et émarginés sur toutes les cotes des rôles de l'année, proportionnellement, soit que la demande ait été rejetée, ou que l'administration municipale ait refusé la réduction proposée, si elle a été jugée suffisante : ils seront, au contraire, supportés par tous les cantons et communes du département, le canton ou la commune dont l'administration aura réclamé exceptés, et répartis proportionnellement, l'année d'après, par émarginement aux rôles de la contribution foncière, si les trois administrations municipales limitrophes qui ont dû délibérer en exécution de l'article 62 ci-dessus, ou deux d'entre elles, formant à cet égard la majorité, ont contesté mal-à-propos la demande, ou n'ont proposé qu'une réduction inférieure à celle qui aura été accordée.

229. Dans le cas de demande en rappel à l'égalité proportionnelle à raison d'inégalité entre les fonds de terre et les maisons et usines, les frais seront supportés par les réclamans, si la demande est rejetée, ou s'ils ont refusé de se contenter du taux auquel les répartiteurs de la commune ont porté l'inégalité par la délibération qu'ils ont dû prendre en conformité des articles 108 et 109 de la présente loi, et que ce taux ait été ensuite jugé suffisant : il seront, au contraire, supportés par la commune, si les répartiteurs ont contesté mal-à-propos la demande, ou si le taux auquel ils ont porté l'inégalité avouée par eux a été reconnu insuffisant (1).

230. Dans le cas de demande en rappel à l'égalité proportionnelle à raison d'inégalité de cotes, les frais seront supportés par le réclamant, ou s'il y a plusieurs réclamans, par ceux d'entre eux qui succomberont, si la demande est rejetée, ou s'ils ont refusé de se contenter du taux auquel les contribuables dont les cotes étaient prises en comparaison ont porté l'inégalité par eux avouée, et que ce taux ait été ensuite jugé suffisant. — Les frais seront, au contraire, supportés par les contribuables dont les cotes étaient prises en comparaison, ou par ceux d'entre eux qui succomberont, quand le rappel à l'égalité proportionnelle aura été ordonné (2).

231. Dans le cas de demande en rappel à l'égalité proportionnelle formée par une commune faisant partie d'un canton, les frais seront supportés par la commune réclamante, et émarginés proportionnellement sur toutes les cotes du rôle, si la demande a été rejetée, ou si ladite commune a refusé de se contenter du taux auquel les communes prises en comparaison ont porté l'inégalité dont elles ont avoué l'existence à son préjudice, et que ce taux ait été jugé suffisant : ils seront, au contraire, supportés par les communes

(1) Voyez la note placée ci-dessus à l'art. 224.

(2) Voyez la note placée à l'art. 224.

prises en comparaison qui succomberont, et émargés proportionnellement sur toutes les cotes de leurs rôles, si ces communes ont contesté mal-à-propos la demande, ou si le taux auquel elles ont porté l'inégalité avouée par elles a été reconnu insuffisant.

232. Les dispositions de l'article précédent seront pareillement suivies, dans tous les cas, lorsqu'il s'agira de demandes en rappel à l'égalité proportionnelle entre cantons, ou communes ayant administration municipale pour elles seules.

TITRE IX. — *Dispositions relatives aux matrices de rôles existant lors de la publication de la présente loi.*

233. S'il y a inégalité dans l'évaluation des revenus imposables portée aux matrices de rôles existant lors de la publication de la présente loi, soit entre les diverses cotes (ou articles) par comparaison de la totalité d'un ou de plusieurs articles à la totalité d'un ou de plusieurs autres articles, soit entre tous les fonds de terre de la commune, d'une part, et toutes les maisons et usines, de l'autre, le contribuable qui sera lésé par cette inégalité, pourra former demande en rappel à l'égalité proportionnelle pour l'an 8, dans les quatre mois de la publication de la présente loi : il n'y sera plus admis, pour l'an 8, après ce délai.

234. Tout contribuable qui, dans le cas de l'article précédent, et après l'expiration des quatre mois fixés par ledit article, voudra demander le rappel à l'égalité proportionnelle, sera admis à former sa demande dans les trois années qui suivront celle de la publication de la présente loi, avant néanmoins le 1^{er} thermidor de chacune desdites trois années, et en se conformant aux autres dispositions de ladite loi.

235. Les administrations municipales s'occuperont, aussitôt après l'expiration du délai prescrit par l'article 233, et non avant ce terme, des décisions à porter sur les différentes demandes en rappel à l'égalité proportionnelle qui leur auront été adressées par les contribuables, et dont s'agit audit article, et des formalités préalables à ces décisions : elles ne pourront anticiper sur ce délai, à peine de nullité de tout ce qu'elles auraient fait.

TITRE X. — *Abrogation des anciennes lois sur le fait des dégrèvements.*

236. Toutes lois et dispositions de loi concernant les demandes en radiation et en mutation de cotes, en réduction de cotes ou de contingent de contribution foncière, et en comparaison de cotes ou de contingent, ou en surtaux, antérieures à la présente, sont abrogées. — Sont pareillement abrogées toutes autres dispositions de loi contraires à la présente.

N° 121. = 4 messidor an 7 (22 juin 1799). = *Loi relative aux réclamations pour la contribution foncière des années 5, 6 et 7* (1). (II, Bull. CCXCII, n° 3106; B., LXXVII, 58.)

N° 122. = 4 messidor an 7 (22 juin 1799). = *Loi qui fixe la proportion de la contribution foncière avec les revenus territoriaux* (2). (II, Bull. CCXCII, n° 3107; B., LXXVII, 60.)

La proportion de la contribution foncière avec le revenu imposable fon-

(1) Voyez, sur les réclamations en matière de contributions, la loi générale du 2 messidor an 7 (20 juin 1799), et les notes; et l'arrêté du 24 floréal an 8 (14 mai 1800), et les notes.

(2) Voyez, sur la contribution foncière, la loi générale du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798), et les notes. Voyez spécialement la note qui accompagne l'art. 7 de cette loi.

cier, au dessus de laquelle la cotisation de chaque contribuable, de chaque commune et de chaque canton, ne doit point s'élever, est fixée, pour les années 5 et 6, au quart du revenu imposable foncier; et pour l'an 7, au cinquième dudit revenu.—En conséquence, tout contribuable, toute commune et tout canton qui justifieront avoir été cotisés en principal à une somme plus forte que le quart de leur revenu imposable foncier, pour les années 5 et 6, et que le cinquième dudit revenu pour l'an 7, auront droit à une réduction, en se conformant aux règles prescrites par la résolution de ce jour, *concernant les réclamations en matière de contribution foncière*, et par la résolution également de ce jour, *relative à la contribution foncière des années 5, 6 et 7*.

N° 123. = 4 messidor an 7 (22 juin 1799). = *Loi relative aux publications et affiches en matière de contribution foncière* (1). (II, Bull. CCXCII, n° 3108; B., LXXVII, 60.)

Art. 1^{er}. La publication prescrite par l'article 13 de la résolution de ce jour, *concernant les réclamations en matière de contribution foncière*, sera faite par affiches du mandement dans la commune, aux endroits accoutumés. Les affiches seront signées par le président et le secrétaire de l'administration municipale, et il sera fait note du jour de leur apposition, sur le registre d'ordre.

2. La publication prescrite par l'article 14 de la même résolution, sera faite de la même manière. Les affiches seront signées par l'agent municipal de la commune, ou par son adjoint; il en sera remis copie au secrétariat de l'administration municipale, et mention sera faite de la remise, sur le registre d'ordre.

3. Dans les dix jours après qu'une matrice de rôle de contribution foncière aura été déposée au secrétariat de l'administration municipale, en exécution de l'article 52 de la loi du 3 frimaire an 7, *relative à la répartition, à l'assiette et au recouvrement de la contribution foncière*, il en sera donné avis aux contribuables par affiches, qui seront apposées dans la commune, aux endroits accoutumés, et dans le lieu ordinaire des séances de l'administration municipale. Ces affiches ne contiendront que la simple énonciation du dépôt de ladite matrice, et du jour où il aura été fait. Elles seront signées par le président et par le secrétaire de l'administration municipale, et il en sera fait note sur le registre d'ordre.

4. Chaque année, aussitôt que les commissaires du directoire exécutif près les administrations municipales auront reçu les rôles de la contribution foncière, ils les feront viser par ces administrations, et les remettront, dans les cinq jours après, aux percepteurs des communes.

5. Le premier décadi après la remise du rôle de la contribution foncière au perceuteur de la commune, les citoyens seront prévenus de cette remise par une affiche qui sera faite au chef-lieu de la commune et aux autres endroits accoutumés, à la diligence du commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale, et au nom de cette administration. — L'affiche portera avertissement aux citoyens que le rôle est revêtu des formalités prescrites par la loi; qu'il est entre les mains de N, perceuteur, demeurant à...., et que chaque contribuable doit acquitter la somme pour laquelle il est porté audit rôle, entre les mains dudit perceuteur, dans les

(1) Voyez, sur la contribution foncière, la loi générale du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798), et les notes; et, sur les réclamations, celle du 2 messidor an 7 (20 juin 1799), et les notes.

délais de la loi ; faute de quoi il y sera contraint.—Cette affiche tiendra lieu de publication du rôle ; il en restera minute signée du commissaire du directoire et de celui qui aura posé l'affiche. Cette minute sera déposée au secrétariat de l'administration municipale, et mention du dépôt sera faite sur le registre d'ordre.

6. Toutes les affiches faites en exécution de la présente loi seront sur papier non timbré.

N° 124. = 6 messidor an 7 (24 juin 1799). = *Loi relative aux inscriptions hypothécaires sur les comptables publics, etc.* (1). (II, Bull. ccxc, n° 3088 ; B., LXXVII, 101.)

Art. 1^{er}. L'inscription indéfinie, qui a pour objet la conservation d'un simple droit d'hypothèque éventuel, sans créance existante, n'est point sujette au droit proportionnel établi par les lois des 9 vendémiaire an 6, et 21 ventose an 7.

2. Si le droit éventuel, qui a donné lieu à l'inscription indéfinie, se convertit en créance réelle, le droit proportionnel est dû sur le capital de la créance.

3. L'enregistrement d'aucune transaction ou quittance de paiement de ladite créance ne peut être requis, que le droit proportionnel d'inscription n'ait été préalablement acquitté.

4. Les comptables publics, qui fournissent des cautionnements en immeubles, sont sujets à l'inscription hypothécaire.

5. L'inscription n'a lieu que jusqu'à concurrence de la valeur du cautionnement fourni, et sur les immeubles qui en sont l'objet.—Elle est indéfinie.

6. Les commissaires du directoire exécutif près les administrations requièrent d'office les inscriptions indéfinies sur les comptables publics ci-dessus désignés, sauf l'exception résultant de l'article 7 de la loi du 21 ventose dernier.

7. Les receveurs de l'enregistrement sur les lieux délivrent, sur récépissé, aux commissaires du directoire exécutif, le papier timbré nécessaire pour la confection des bordereaux des inscriptions hypothécaires qu'ils sont chargés de requérir.

8. Les dispositions ci-dessus, ainsi que celles de la loi du 21 ventose, sur l'organisation de la conservation des hypothèques, sont applicables aux inscriptions faites en vertu de la loi du 11 brumaire dernier, et dont les droits et salaires n'auraient pas encore été acquittés, quelles que soient la nature et la date desdites inscriptions.

N° 125. = 8 messidor an 7 (26 juin 1799). = *Loi relative à la disposition des successions échues aux familles d'émigrés* (2). (II, Bull. ccxc, n° 3091 ; B., LXXVII, 106.)

Art. 1^{er}. Les pères, mères et autres ascendants et ascendantes d'émigrés,

(1) Voyez, sur le régime hypothécaire, la loi du 11 brumaire an 7 (1^{er} novembre 1798), et les notes qui résument la législation : et spécialement, en ce qui concerne l'inscription du trésor sur les comptables, l'art. 21 de cette loi ; les art. 2098, 2121 et 2153 du Cod. civ. ; la loi du 5—25 septembre 1807, qui détermine les droits du trésor sur les biens des comptables ; l'avis du cons. d'état du 22 janvier 1808, qui fixe la durée des inscriptions hypothécaires prises sur ces biens ; et celui du 25 février suivant, qui rend communes aux agens comptables des biens de la couronne les dispositions précitées relatives aux agens du trésor public.

(2) Voyez la loi du 9 floréal an 3 (28 avril 1795), sur les partages de présuccession, et les notes.

Voyez aussi le décret du 11 du même mois de messidor (29 juin 1799), relatif aux créances qui se trouvent dans ces partages.

qui s'étaient conformés aux dispositions de la loi du 9 floréal an 3, avant la publication de celle du 11 messidor de la même année, auront, ainsi que leur famille, la libre disposition de toutes les successions qui ont pu leur échoir depuis ledit jour 9 floréal an 3, ou qui pourraient leur échoir par la suite, tant en ligne directe qu'en ligne collatérale, sans que la république puisse y exercer aucun droit successif.

2. Pour jouir du bénéfice du précédent article, les ascendans d'émigrés justifieront, à l'administration centrale du domicile de ceux d'où proviennent les successions dont s'agit, de l'arrêté portant abandon de l'indemnité due à la république pour l'avenir, définitivement rendu à leur profit par les autorités compétentes et dans les formes voulues par la loi du 9 floréal an 3, avant la publication de celle du 11 messidor même année. — Et si, à cette dernière époque, ils n'avaient pas obtenu leur arrêté définitif, ils justifieront, 1° de l'acte de dépôt et d'affirmation de la déclaration par eux faite, et de l'estimation de leurs biens, ainsi et dans la forme qui est prescrite par les articles 2 et 3 de la loi dudit jour 9 floréal an 3; 2° que ce dépôt et cette affirmation ont été faits, et qu'ils ont été reçus avec l'état estimatif des biens, antérieurement à la publication de la loi du 11 messidor an 3, par les administrations compétentes, et que mention expresse du tout a été faite à ladite époque sur les registres des séances desdites administrations; 3° que l'article 4 de la loi du 9 floréal précitée ne leur a point été applicable.

3. Il sera, sans délai, donné main-levée auxdits ascendans qui seront dans le cas prévu par les articles ci-dessus, de tout séquestre apposé sur les successions à eux échues ainsi qu'à leur famille, depuis le 9 floréal an 3, sans restitution de fruits, lesquels demeurent compensés avec les frais de régie et les secours qu'auraient pu recevoir lesdits ascendans : cette main-levée n'aura néanmoins lieu, à l'égard de ceux qui n'ont pas encore obtenu leur arrêté définitif de liquidation, que lorsque cet arrêté aura été rendu.

4. Les ascendans d'émigrés, non porteurs d'arrêtés de liquidation définitive rendus avant la publication de la loi du 11 messidor précitée, qui ne justifieront pas des autres pièces énoncées en l'article 2 ci-dessus, ne pourront être considérés comme ayant satisfait aux dispositions de la loi du 9 floréal an 3 avant la promulgation de celle du 11 messidor même année; et, comme tous ceux qui ne se sont pourvus que postérieurement, ils n'auront que la libre disposition des successions échues depuis le jour de leur arrêté définitif de liquidation. La république recueillera la partie qui lui revient par représentation des émigrés dans toutes successions échues antérieurement, eu égard au nombre des enfans lors subsistans, l'ascendant étant toujours compté pour un.

5. Les héritiers de l'ascendant d'émigré qui serait dans les cas prévus par les articles ci-dessus, jouiront des mêmes avantages.

6. La république conservera également tous ses droits aux successions qui adviendront aux ascendans d'émigrés non compris dans les dispositions des articles 1^{er} et 2 ci-dessus, qui n'ont pas encore obtenu leur arrêté définitif de liquidation, jusqu'au jour dudit arrêté.

7. Toutes autres successions collatérales qu'un émigré était appelé immédiatement à recueillir comme parent plus proche, sont dévolues entièrement à la république, si l'émigré est seul héritier, ou pour la portion revenant à l'émigré, si ce dernier n'est héritier qu'en partie; sauf les restrictions portées en l'article 1^{er} ci-dessus. — La république renonce pour l'avenir, à compter du jour de la publication de la présente, à toutes autres successions collatérales à échoir.

8. Il sera pourvu incessamment, par de nouvelles dispositions, au mode

de paiement des créanciers desdites successions sur les biens qui en dépendent. — Toutes dispositions de loi contraires à la présente sont abrogées.

N° 126. = 10 messidor an 7 (28 juin 1799). = *LOI qui met les conscrits de toutes les classes en activité de service, et ordonne un emprunt de cent millions sur la classe aisée des citoyens* (1). (II, Bull. CCXC, n° 3094; B., LXXVII, 113.)

N° 127. = 11 messidor an 7 (29 juin 1799). = *LOI relative aux ventes d'effets d'armement, etc., qui existaient dans les arsenaux, magasins, ateliers, fonderies et hôpitaux militaires de la république* (2). (II, Bull. CCXC, n° 3096; B., LXXVII, 115.)

N° 128. = 11 messidor an 7 (29 juin 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui abroge celui du 9 brumaire an 7 sur l'acquit des dépenses de la solde des troupes*. (II, Bull. CCXCI, n° 3097.)

N° 129. = 11 messidor an 7 (29 juin 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, sur l'emploi des créances qui se trouvent dans les partages de présuccession* (3). (Moniteur des 13 et 14 fructidor an 7.)

Art. 1^{er}. Lorsque dans les partages de présuccession des ascendans d'émigrés, il se trouvera des créances sur la république, les administrations distingueront avec soin les deux tiers mobilisés par les lois des 9 vendémiaire et 24 frimaire an 6, du tiers, soit provisoire, soit consolidé.

2. Ces deux tiers seront évalués au cours de la décade qui aura précédé l'arrêté du partage; le tiers sera employé pour le capital résultant de vingt fois la rente à laquelle il donne droit.

3. Pour simplifier les opérations sans nuire aux droits de la république et des ascendans, les deux tiers seront toujours abandonnés de préférence pour le paiement des dettes; en cas d'insuffisance, il sera abandonné des meubles et successivement des créances aux particuliers et des immeubles.

4. Si lesdits objets ne donnent pas un total égal à celui des dettes, il sera, dans ce seul cas, fait délivrance à l'ascendant d'une portion du tiers consolidé ou provisoire, évalué au cours, ainsi qu'il est dit pour les deux tiers, à l'article 2.

5. Après que le prélèvement du montant des dettes aura été fait, les administrations détermineront, 1° La masse de l'actif à partager; 2° Les droits des deux copartageans dans cette masse (le préciput de vingt mille francs compris dans les droits de l'ascendant), et ils attribueront à la république comme à l'ascendant une qualité de chaque nature de biens proportionnée au droit de chacun sur la masse, le tiers consolidé étant calculé à raison de vingt fois la rente.

6. Si néanmoins il se trouvait dans les biens soumis au partage un immeuble aliéné par l'ascendant, et dont l'aliénation se trouvât atteinte par

(1) La conscription est abolie. Quant à cet emprunt forcé, pour le recouvrement duquel avaient été rendus les lois des 19 thermidor an 7 (6 août 1799), 6 fructidor suivant (23 août 1799), et un arrêté du 23 du même mois (9 septembre 1799), il a été remplacé par une subvention de guerre, aux termes de la loi du 27 brumaire an 8 (18 novembre 1799), qui abroge les lois et l'arrêté précités.

(2) Voyez le décret du 13 messidor an 7 (1^{er} juillet 1799), additionnel au présent.

(3) Voyez, sur les partages de présuccession, la loi du 9 floréal an 3 (28 avril 1795), et les notes.

l'article 5 de la loi du 28 mars 1793, cet immeuble sera mis en entier dans le lot de l'ascendant, s'il n'en excède pas la somme, selon le vœu de l'article 19 de la loi du 9 floréal an 3; pareillement l'immeuble que la république aurait aliéné sera mis exclusivement dans son lot : enfin, les meubles seront toujours mis de préférence dans le lot de l'ascendant.

N° 130. = 13 messidor an 7 (1^{er} juillet 1799). = *Loi additionnelle à celle du 11 messidor dernier relative aux déclarations des effets d'armement, etc., sortis des arsenaux de la république.* (II, Bull. CCXCI, n° 3100; B., LXXVII, 123.)

N° 131. = 14 messidor an 7 (2 juillet 1799). = *Loi relative à l'organisation des bataillons et des compagnies dont la formation est ordonnée par la loi du 10 messidor an 7.* (II, Bull. CCXCI, n° 3102; B., LXXVII, 130.)

N° 132. = 14 messidor an 7 (2 juillet 1799). = *Loi qui accorde une amnistie aux militaires qui ont déserté à l'intérieur ou n'ont pas rejoint leurs drapeaux.* (II, Bull. CCXCI, n° 3103; B., LXXVII, 135.)

N° 133. = 16 messidor an 7 (4 juillet 1799). = *Loi relative à l'administration des hospices civils* (1). (II, Bull. CCXCIII, n° 3112; B., LXXVII, 140.)

Art. 1^{er}. Les administrations municipales continueront d'avoir la surveillance immédiate des hospices civils établis dans leur arrondissement, et de nommer les commissions administratives établies par la loi du 16 vendémiaire an 5.

2. Dans les communes où il y a plus d'une administration municipale, ces commissions continueront d'être nommées par l'administration centrale du département.

3. La nomination des commissions administratives faite par les administrations municipales, sera soumise à l'approbation de l'administration centrale. Les contestations qui s'élèveraient à ce sujet seront décidées par le ministre de l'intérieur. — La nomination desdites commissions faite par les administrations centrales, conformément à l'article précédent, sera soumise à son approbation.

4. Les membres des commissions administratives sont renouvelés aux mêmes époques et dans la même proportion que les administrations municipales; ils peuvent être continués indéfiniment. — Ce renouvellement aura lieu dans la première décade après l'installation des administrations centrales.

5. Toute destitution prononcée contre un ou plusieurs membres de ces commissions n'aura son effet qu'autant qu'elle sera approuvée par l'administration centrale, et confirmée par le ministre de l'intérieur. — Jusque-là il ne pourra être procédé à aucun remplacement.

6. Les commissions sont exclusivement chargées de la gestion des biens, de l'administration intérieure, de l'admission et du renvoi des indigens.

7. Les employés des hospices seront à la nomination des commissions; ils pourront être remplacés par elles.

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 23 messidor an 2 (11 juin 1794), le résumé de la législation concernant l'administration des biens des hospices civils.

Voyez spécialement l'ordonnance du 6—17 février 1818, concernant la nomination des membres des administrations des hospices.

Il y a une législation particulière pour les hospices de Paris.

8. Tout marché pour fourniture d'alimens ou autres objets nécessaires aux hospices civils, sera adjugé au rabais dans une séance publique de la commission, en présence de la majorité des membres, après affiches mises un mois avant la publication, à peine de nullité. L'adjudicataire fournira le cautionnement qui sera déterminé dans le cahier des charges. Le marché n'aura son exécution qu'après avoir été approuvé par l'autorité qui a la surveillance immédiate.

9. Les comptes à rendre par le receveur aux commissions seront transmis par elles, dans le délai de trois décades, avec leur avis, à l'administration qui exerce la surveillance immédiate. Les commissions rendront elles-mêmes, à cette administration, compte de leur gestion, tous les trois mois.

10. Tout arrêté pris par les commissions sera adressé, dans la décade, à l'administration exerçant la surveillance immédiate.

11. Ceux relatifs à la partie du service journalier auront leur exécution provisoire.

12. L'administration qui a la surveillance immédiate statuera sur tous les arrêtés soumis à son approbation, dans le délai de deux mois.

13. Le directoire fera introduire dans les hospices des travaux convenables à l'âge et aux infirmités de ceux qui y sont entretenus.

14. Les deux tiers du produit du travail seront versés dans la caisse des hospices; le tiers restant sera remis en entier aux indigens, soit chaque décade, soit à la sortie, suivant les réglemens qui seront faits par les commissions administratives.

15. Les biens fonds des hospices seront affermés de la manière prescrite par les lois.—Les maisons non affectées à l'exploitation des biens ruraux, pourront être affermées par baux à longues années ou à vie, et aux enchères, en séance publique après affiches: ces baux n'auront d'exécution qu'après l'approbation de l'autorité chargée de la surveillance immédiate.

16. Sur la demande des administrations centrales, le directoire exécutif proposera au corps législatif les réunions d'hospices dans les lieux où il y en aurait plusieurs, et lorsque l'utilité en sera reconnue.

17. Il n'est point dérogé aux dispositions des lois antérieures, en ce qu'elles ne sont pas contraires à la présente.

N° 134.—16 messidor an 7 (4 juillet 1799).—**ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la défense des places fortes** (1). (II, Bull. CCXCIII, n° 3113.)

Art. 1^{er}. Tout commandant de place forte qui, à dater de l'ouverture de cette campagne, aurait capitulé avec l'ennemi pour rendre la place qui lui était confiée, sans avoir forcé les attaquans de passer par les travaux lents et successifs des sièges, et avant d'avoir repoussé au moins un assaut au corps de place sur des brèches praticables, sera traduit à un conseil de guerre pour y être jugé conformément aux lois.

2. Les membres du conseil de guerre qui auront signé ces honteuses capitulations, et ceux qui, ayant droit d'y assister, n'auraient pas protesté contre, seront également traduits au conseil de guerre pour y être jugés conformément aux lois.

3. Le ministre de la guerre désignera le conseil de guerre qui devra connaître de ces délits, et demeure chargé de l'exécution prompte du présent arrêté, qui sera imprimé au Bulletin des lois.

(1) Voyez, sur cet objet, le décret du 25—26 juillet 1792, et la note.

N° 135. = 17 messidor an 7 (5 juillet 1799). = *Loi qui règle l'ordre de radiation des individus inscrits sur la liste des émigrés* (1). (II, Bull. CCXCIII, n° 3114 ; B., LXXVII, 143.)

Art. 1^{er}. Il sera sursis à toute radiation des individus inscrits sur la liste des émigrés, qui, n'ayant pas habité Lyon avant le 29 mai 1793, sont porteurs de certificats de résidence de cette commune, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le mode de vérification de ces certificats.

2. Aucune radiation des individus inscrits sur la liste des émigrés, ex-nobles ou ayant fait partie d'une classe privilégiée, ne pourra être prononcée qu'il n'ait été statué sur les réclamations des individus ci-après désignés qui auraient été inscrits sur la liste des émigrés ; — En premier ordre, de tous les défenseurs de la patrie ; — En deuxième ordre, des individus qui, n'ayant fait partie ni de la classe des ci-devant nobles ni des ci-devant privilégiés, ont été inscrits sur la liste des émigrés postérieurement au 9 thermidor an 2 ; — En troisième ordre, de ceux qui, n'ayant été ni nobles ni privilégiés, ont été inscrits sur cette liste depuis le 31 mai 1793 ; — En quatrième ordre, de ceux qui, réunissant les mêmes conditions, ont été inscrits antérieurement au 31 mai 1793. — Dans tous les cas, il sera statué d'abord sur les inscriptions faites hors du département du domicile des prévenus.

3. Le directoire exécutif fournira, tous les mois, au corps législatif, l'état des individus rayés de la liste des émigrés.

N° 136. = 17 messidor an 7 (5 juillet 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui ordonne le remplacement d'un juge de paix pour absence de son poste*. (II, Bull. CCXCIII, n° 3115.)

Le directoire exécutif, vu le procès-verbal dressé par les assesseurs de la justice de paix du canton de Civrac, duquel il résulte que le citoyen *Bertrand Lambert* fait de fréquentes absences sans congés, et que, notamment le 6 prairial dernier, il s'est absenté sans avoir prévenu les assesseurs, qui ont été obligés de s'assembler à la clameur publique pour tenir l'audience ; — Vu la loi du 29 mars — 12 septembre 1791 sur la résidence des fonctionnaires publics, portant :

Art. 1^{er}. « Les fonctionnaires publics seront tenus de résider, pendant toute la durée de leurs fonctions, dans les lieux où ils les exercent, s'ils n'en sont dispensés pour causes approuvées.

2. « Les causes ne pourront être approuvées et les dispenses leur être accordées que par le corps dont ils sont membres, ou par leurs supérieurs s'ils ne tiennent pas à un corps, ou par les directoires administratifs dans les cas spécifiés par la loi.

13. « Les fonctionnaires publics dont il est parlé dans les premiers articles ci-dessus, qui contreviendront aux dispositions de ces deux articles, seront censés, par le seul fait de leur contravention, avoir renoncé, sans retour, à leurs fonctions, et devront être remplacés, » — Arrête ce qui suit :

Le citoyen *Bertrand Lambert*, juge de paix du canton de Civrac, est réputé démissionnaire, et il sera remplacé conformément aux lois.

N° 137. = 18 messidor an 7 (6 juillet 1799). = *Loi qui accorde une amnistie aux*

(1) Voyez, sur le mode de radiation des émigrés, les lois citées dans le § 1^{er} des notes qui accompagnent le décret du 9 — 12 février 1792. — Voyez notamment la loi additionnelle du 9 fructidor an 7 (26 août 1799).

déserteurs de l'armée de mer. (II, Bull. CCXCIII, n° 3116; B., LXXVII, 152.)

N° 138. = 18 messidor an 7 (6 juillet 1799). = *LOI relative à l'aliénation des domaines nationaux tenus par baux à vie ou emphytéotiques* (1). (II, Bull. CCXCIV, n° 3128; B., LXXVII, 153.)

Art. 1^{er}. Les rentes emphytéotiques ou à vie appartenant à la république, ensemble la nue propriété des biens qui en sont l'objet, seront aliénées conformément à la loi du 18—27 avril 1791, et sous les modifications ci-après.

2. Les experts estimeront quel doit être le revenu des biens compris au bail emphytéotique ou à vie. Lorsque le revenu fixé par les experts excédera celui de la rente emphytéotique, le soumissionnaire sera tenu d'offrir, — 1° Six fois le revenu de la rente emphytéotique, — 2° Le capital de l'excédant au même denier, mais eu égard à la non-jouissance que l'acquéreur éprouvera jusqu'à l'expiration du bail; le tout suivant les tables de proportion annexées au décret du 18—27 avril 1791, qui demeurent maintenues pour être appliquées d'après la nouvelle base.

3. Les formes des estimations, affiches et enchères ordonnées par la loi du 16 brumaire an 5, seront observées dans les ventes qui seront faites en vertu de la présente.

4. Les articles 6 et suivans de la loi du 26 vendémiaire dernier sont applicables aux ventes des biens ruraux ainsi affermés.

5. Les usines, maisons et bâtimens servant uniquement à l'habitation et non dépendant de fonds de terre, étant payables en bons de remboursement de deux tiers de la dette publique ou effets équivalens, la première mise à prix de ceux tenus à bail à vie ou à bail emphytéotique, sera de quarante fois le capital déterminé d'après les bases et tables de proportion rappelées en l'article 2 de la présente loi.

6. Les articles 10 et suivans de la loi du 27 brumaire dernier sont applicables aux ventes qui seront faites desdites usines, maisons ou bâtimens.

7. Les dispositions du décret du 18—27 avril 1791 contraires à la présente, sont rapportées.

N° 139. = 22 messidor an 7 (10 juillet 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui règle la marche à suivre pour les affaires dont sont chargés les officiers consulaires des nations étrangères en France.* (II, Bull. CCXCIV, n° 3133.)

Art. 1^{er}. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls, commissaires, sous-commissaires ou agens de la marine et du commerce des nations étrangères, dans la république française, communiquent directement avec les autorités judiciaires et administratives de leur arrondissement respectif.

2. Lorsque, par une suite de leurs relations avec lesdites autorités, ils sont dans le cas de recourir aux divers ministères de la république, ils le font par l'intermédiaire de l'ambassadeur, envoyé, ministre, résident ou chargé d'affaires de leur nation, lequel s'adresse au ministre des relations extérieures.

3. Le consul général peut lui-même être l'intermédiaire des autres agens consulaires de sa nation, à défaut d'ambassadeur, envoyé, ministre, résident ou chargé d'affaires.

(1) Voyez, sur le mode d'aliénation des domaines nationaux, les lois citées dans les notes qui accompagnent le décret du 9 (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790.

Voyez aussi le décret du 18—27 avril 1791, qui détermine ceux des baux emphytéotiques de biens nationaux, dont la conservation a eu lieu.

N° 140. = 22 messidor an 7 (10 juillet 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui détermine le mode des rapports existant entre les étrangers accrédités et les autorités constituées de la république.* (II, Bull. CCXCIV, n° 3134.)

Art. 1^{er}. Les étrangers accrédités de quelque manière que ce soit près du gouvernement, et ceux qui se trouvent occasionnellement sur le territoire de la république par suite d'opérations politiques auxquelles il a pris part, n'ont de rapports directs qu'avec le ministre des relations extérieures.

2. Ils ne communiquent que par son intermédiaire avec les autres ministères.

N° 141. = 22 messidor an 7 (10 juillet 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la surveillance des étrangers non accrédités.* (II, Bull. CCXCIV, n° 3135.)

Art. 1^{er}. Le ministre des relations extérieures et celui de la police générale se concerteront dans les mesures relatives aux étrangers non accrédités qui ont la permission de voyager ou de séjourner dans la république.

2. Les étrangers non accrédités restent spécialement sous la surveillance du ministre de la police générale.

N° 142. = 23 messidor an 7 (11 juillet 1799). = *LOI relative aux bons admissibles en paiement des contributions et patentes.* (II, Bull. CCXCIV, n° 3136; B., LXXVII, 178.)

Art. 1^{er}. Les contribuables autorisés par l'article 2 de la loi du 22 floréal dernier, à payer en bons au porteur leurs contributions directes et les droits de patente, seront admis à en faire le versement dans les caisses des receveurs généraux des départemens, des préposés aux recettes, et à la trésorerie nationale, et il leur en sera délivré des rescriptions, sans qu'il puisse être exigé d'eux aucune pièce justificative du montant des sommes qu'ils ont à acquitter, soit en contributions directes, soit en droits de patente, ni d'autres formalités que celles prescrites par la loi du 22 floréal an 7.

2. Les bons ainsi versés seront barrés et annulés en présence des contribuables qui les remettront.

3. La trésorerie nationale sera tenue de délivrer lesdits bons à tous les rentiers et pensionnaires contribuables ou non contribuables indistinctement, sans exiger d'eux d'autres formalités que celles prescrites par ladite loi du 22 floréal.

N° 143. = 24 messidor an 7 (12 juillet 1799). = *LOI sur la répression du brigandage et des assassinats dans l'intérieur* (1). (II, Bull. CCXCV, n° 3139; B., LXXVII, 182.)

N° 144. = 25 messidor an 7 (13 juillet 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant la circulation des poudres dans l'intérieur.* (II, Bull. CCXCV, n° 3144.)

N° 145. = 27 messidor an 7 (15 juillet 1799). = *LOI relative aux congés absolus et aux dispenses et exemptions de service militaire* (2). (II, Bull. CCXCV, n° 3145; B., LXXVII, 193.)

(1) Cette loi, purement circonstancielle, a été abrogée d'une manière expresse par celle du 22 brumaire an 8 (13 novembre 1799).

(2) Cette matière est réglée aujourd'hui par la loi générale du 21—23 mars 1832, sur le

N^o 146. = 1^{er} thermidor an 7 (19 juillet 1799). = *LOI portant réduction des traitemens, indemnités, salaires et remises payés par le trésor public* (1). (II, Bull. CCXCVI, n^o 3152; B., LXXVII, 211.)

N^o 147. = 7 thermidor an 7 (25 juillet 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui accorde la main-levée du séquestre établi sur les biens des individus frappés de déportation par la loi du 19 fructidor an 5, qui ont subi cette peine.* (II, Bull. CCXCVII, n^o 3165.)

Art. 1^{er}. Main-levée est accordée du séquestre qui a été établi sur les biens de Boissry-d'Anglas, Doumerc, Dumolard, Duprat, Gau, Lemarchand de Gomicourt, Noailles, Siméon, Villaret-Joyeuse, Laumont, Muraire, Paradis, ex-membres du corps législatif; Cochon, ex-ministre; Mailhe, ex-conventionnel. Lesdits biens seront remis aux fondés de pouvoir de ces individus.

2. Si quelques sommes ont été versées par suite dudit séquestre dans la caisse de la régie du domaine, les receveurs en dresseront le compte tant en recette qu'en dépense, lequel sera arrêté par l'administration centrale; et, sur son ordonnance, le receveur fera le remboursement des deniers quelconques étant en caisse.

3. Les frais d'inventaire ou autres qui auraient été payés par une caisse nationale, sans qu'aucune recette les ait couverts, y seront remboursés par les fondés de pouvoir, après avoir été réglés par le département; l'arrêté de main-levée ne sera expédié que sur le vu de la quittance du receveur.

N^o 148. = 7 thermidor an 7 (25 juillet 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les individus qui se sont soustraits à la déportation prononcée contre eux par la loi du 19 fructidor an 5.* (II, Bull. CCXCVII, n^o 3166.)

N^o 149. = 11 thermidor an 7 (29 juillet 1799). = *PROCLAMATION aux citoyens du département de la Seine, sur l'établissement des nouvelles mesures de capacité pour les liquides* (2). (II, Bull. CCXCVII, n^o 3169.)

Le directoire exécutif arrête et proclame ce qui suit :

Art. 1^{er}. A compter du 21 vendémiaire de l'an 8, le vin, le vinaigre, l'eau-de-vie, le lait et toutes autres liqueurs quelconques qui se vendent avec les mesures connues sous les noms de *pinte, chopine, demi-setier, poisson et roquille*, ne pourront être vendus dans l'étendue du département de la Seine, soit dans les boutiques et magasins, soit sur les étalages mobiles et dans la voie publique, qu'avec les nouvelles mesures désignées dans le tableau ci-après.

2. A l'effet de quoi, d'ici à l'époque fixée du 21 vendémiaire de l'an 8, tous les marchands et marchandes faisant usage des mesures de liquides dans l'étendue du département, seront tenus de se procurer, à leurs frais, celles desdites mesures nouvelles qui leur seront nécessaires.

recrutement de l'armée, art. 13, 14 et 30. Cette loi, par son art. 50, abroge toutes celles antérieures sur le service militaire.

(1) Cette loi a été abrogée par celle du 25 frimaire an 8 (16 décembre 1799).

(2) Voyez le décret du 1^{er}—2 août 1793, portant établissement de mesures uniformes et nouvelles dans toute la France, et les notes qui résument la législation.

Voyez aussi l'arrêté du 29 prairial an 9 (18 juin 1801), relatif à la vérification des poids et mesures.

3. Il ne pourra être mis en vente, ni employé dans le commerce aucune desdites mesures qui ne porte d'une manière distincte et lisible le nom qui lui est propre et la marque particulière du fabricant, conformément à la loi de 18 germinal an 3, et qui n'ait été vérifiée et marquée du poinçon de la république. — La vérification se fera gratuitement au bureau établi à cet effet près le ministère de l'intérieur, ainsi qu'il est ordonné par l'article 17 de ladite loi.

4. L'étain qui sera employé à la fabrication des mesures pourra contenir seize et demi pour cent d'alliage, et la tolérance sera d'un et demi pour cent. Celles desdites mesures qui auraient été fabriquées avec de l'étain contenant plus de dix-huit centièmes d'alliage ne pourront être poinçonnées; et il est enjoint au vérificateur de les déformer et rompre sur-le-champ.

5. A compter de ladite époque du 21 vendémiaire de l'an 8, les anciennes mesures de la pinte, de la chopine, du demi-setier, et autres servant au mesurage des liquides, sont réputées mesures fausses et illégales, quand même elles auraient été vérifiées et poinçonnées précédemment. Sont également déclarées fausses et illégales les mesures nouvelles, ou présentées comme telles, qui n'auraient point été revêtues du poinçon de la république. Les fabricans qui vendraient des mesures déclarées fausses par le présent article, les marchands qui en conserveraient dans leurs boutiques et magasins, seront poursuivis comme contrevenant aux lois sur les poids et mesures.

6. A partir de la même époque, il ne pourra être exposé en vente sur les ports, dans les halles ou marchés du département de la Seine, des vins, du cidre, de l'eau-de-vie, ou autres liqueurs en tonneaux, si la futaille ne porte en caractères visibles et indélébiles, soit sur un des fonds, soit ailleurs, l'indication en chiffres du nombre de litres qu'elle contient.

7. Le ministre de l'intérieur est chargé de publier les tableaux de comparaison nécessaires pour l'instruction des citoyens, et de veiller, ainsi que le ministre de la police et celui de la justice, chacun en ce qui le concerne, à l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans le département de la Seine, et imprimé au Bulletin des lois.

Tableau des nouvelles mesures pour liquides, établies en remplacement de la pinte et de ses sous-divisions, du setier, du muid, etc.

Le *litre* remplace la pinte; il est plus grand d'environ un quatorzième, en sorte que quatorze litres font à peu près quinze pintes. — La pinte est de sept pour cent plus petite que le litre, c'est-à-dire que cent pintes ne font que quatre-vingt-treize litres. — Ce qui vaut un franc la pinte, vaudra un franc sept centimes et demi le litre. — Les mesures plus petites que le litre sont : — Le *demi-litre*, qui remplace la chopine, et qui est plus grand d'un quatorzième; — Le *double-décilitre* (1), qui remplace le demi-setier, et qui est moindre d'un septième, en sorte que sept doubles décilitres font six demi-setiers; — Le *décilitre*, dixième partie du litre, qui remplace le poisson, et qui est moindre d'un septième; — Le *demi-décilitre*, vingtième partie du litre, qui remplace le demi-poisson, et qui est moindre d'un septième. — Si le litre vaut un franc ou cent centimes, le demi-litre vaudra cinquante centimes, le double-décilitre vingt centimes, le décilitre dix centimes, et le demi-décilitre cinq centimes. — Le litre et ses divisions, jusqu'au demi-décilitre, seront les seules mesures de liquides sujettes à être poinçonnées. Toutes

(1) Il n'y a point de quart de litre; le double décilitre est seulement le cinquième de litre : c'est pourquoi, au lieu d'être plus grand que le demi-setier, comme l'est le demi-litre par rapport à la chopine, il est plus petit. (Note insérée dans le Bulletin des lois.)

ces mesures, exécutées en étain, doivent être de forme cylindrique, et avoir la hauteur double du diamètre; ce qui donnera aux citoyens un moyen de les vérifier. Les mesures à lait, seules, pourront, suivant l'usage, être faites en fer-blanc; mais il faudra que le diamètre soit égal à la hauteur, ainsi que cela a lieu dans les mesures de même nom destinées au mesurage des graines, farines, etc.—Les mesures plus grandes que le litre sont : —Le *double-litre*; —Le *demi-décalitre*, qui contient cinq litres, et qui équivaut à cinq pintes et trois poisons; —Le *décalitre*, mesuré de dix litres, qui remplace le setier ou velte, de huit pintes, et qui vaut dix pintes trois quarts; —Le *demi-hectolitre*, égal à cinquante litres, ou cinquante-trois pintes trois quarts environ; —L'*hectolitre*, égal à cent litres, ou cent sept pintes et demi. —Le muid de deux cent quatre-vingt-huit pintes contient deux cent soixante-huit litres. Trois muids ne font que quatre litres et demi de plus que huit hectolitres. — Ce qui vaut cent francs le muid, vaudra trente-sept francs vingt-neuf centimes l'hectolitre. — Si la contenance d'un tonneau est marquée de cinq cent trente-huit litres, on peut, en séparant le dernier chiffre et comptant le reste pour décalitres, énoncer la même contenance par cinquante-trois décalitres huit litres, et aussi l'énoncer par cinq hectolitres trente-huit litres.

N° 150. = 12 thermidor an 7 (30 juillet 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, contenant désignation des bagnes où seront envoyés les soldats et marins condamnés aux fers.* (II, Bull. CCXCVII, n° 3170.)

N° 151. = 12 thermidor an 7 (30 juillet 1799). = *LOI relative à la formule du serment civique.* (II, Bull. CCXCVII, n° 3171; B., LXXVII, 252.)

Art. 1^{er}. Le serment civique sera prêté dans la forme suivante : — « Je jure fidélité à la république et à la constitution de l'an 3. — Je jure de m'opposer de tout mon pouvoir au rétablissement de la royauté en France, et à celui de toute espèce de tyrannie. »

2. La loi du 24 nivose an 5, et toutes autres dispositions des lois relatives au serment civique, sont abrogées en ce qui serait contraire à la présente.

N° 152. = 13 thermidor an 7 (31 juillet 1799). = *LOI relative au recours en cassation et en révision contre les jugemens émanés des cours martiales, des conseils de justice et des conseils martiaux maritimes* (1). (II, Bull. CCXCIX, n° 3182; B., LXXVII, 264.)

Art. 1^{er}. Les dispositions des lois des 17 germinal et 21 fructidor an 4, qui permettent de se pourvoir en révision contre les jugemens militaires rendus antérieurement à leur promulgation, sont applicables aux jugemens rendus par les tribunaux maritimes, à dater du mois d'août 1790; en conséquence, ces jugemens seront susceptibles d'être révisés suivant les formes et dans les délais ci-après exprimés.

2. Tout jugement rendu, en matière de délits emportant peine afflictive ou infamante, par une cour martiale maritime, pourra être attaqué par

(1) Voyez le décret du 21 (16, 19 et) — 22 août 1790, concernant les peines à infliger pour les fautes et délits commis dans l'armée navale et dans les ports et arsenaux, et les notes qui résument toute la législation relative à l'organisation des tribunaux maritimes et à la procédure. — Voyez spécialement, en ce qui concerne la révision des jugemens de ces tribunaux, les art. 51 et suiv. du décret du 12 novembre 1806, qui a remplacé les cours martiales par des tribunaux maritimes.

la voie de la cassation. Le tribunal de cassation prononcera sur les demandes de cette nature, dans les formes et suivant les bases usitées pour les jugemens rendus en pareille matière par les tribunaux criminels ordinaires.

3. En cas d'annulation du jugement attaqué, le tribunal de cassation renverra la connaissance du procès pardevant celle des cours martiales maritimes la plus rapprochée du port où siégeait celle qui avait originairement statué sur ce délit, ou, en cas d'incompétence des premiers juges, devant ceux qui en devaient connaître.

4. Ce second jugement sera susceptible d'être attaqué comme le premier, par la même voie et dans le délai fixé pour le pourvoi contre les jugemens qui suivront la publication de la présente loi.

5. Ce mode de pourvoi aura lieu à l'avenir à l'égard de tous les jugemens rendus par les cours martiales maritimes en matière de délits emportant peine afflictive ou infamante, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné : néanmoins, les parties condamnées ne pourront, dans ce dernier cas, user de cette faculté qu'après en avoir manifesté l'intention par acte signé d'elles, ou de leurs fondés de pouvoir, et déposé au greffe du tribunal saisi du procès, dans les trois jours qui suivront le jugement attaqué.

6. Les jugemens rendus par les conseils de justice institués par la loi du 21—22 août 1790, dans le cas où ils ne devaient pas être révisés par les conseils martiaux ; ceux prononcés en matière de délits emportant peine afflictive ou infamante, par les conseils de discipline établis par la loi du 16 nivose an 2, ainsi que par les tribunaux révolutionnaires, dans les cas y exprimés ; enfin, ceux émanés des conseils martiaux dans le cas prévu par l'article 18 du titre 1^{er} de la loi du 21—22 août ci-dessus énoncée, seront également sujets à révision.

7. La révision prévue par l'article précédent sera opérée par un conseil martial, conformément à la loi du 21—22 août 1790.

8. En cas d'annulation d'un jugement émané de l'un des tribunaux énoncés en l'article 6, le renvoi de l'affaire en sera fait, soit devant un conseil spécial de justice, soit devant un conseil martial, suivant la nature des peines prononcées, et en conformité de la loi du 21—22 août 1790, soit enfin, en cas d'incompétence des premiers juges, devant ceux qui devaient en connaître.

9. Ce second jugement sera susceptible d'être révisé comme le premier, et dans les mêmes formes.

10. Le délai pour se pourvoir en révision contre les jugemens de cette nature rendus antérieurement à la présente loi, sera de trois mois, à compter de sa publication : néanmoins il ne pourra être opposé à tout marin employé actuellement hors de France ; il ne courra contre lui qu'à dater de sa rentrée sur le territoire de la république. Cette dernière disposition est applicable au cas prévu par l'article 5 ci-dessus.

11. Le délai pour se pourvoir en cassation ou en révision contre tout jugement rendu par un conseil de justice ou un conseil martial maritime, postérieurement à la publication de la présente loi, sera de trois jours, à compter du jugement rendu. Les parties qui voudront user de cette faculté seront tenues de le déclarer à l'officier chargé des fonctions de greffier, par acte signé d'elles, ou de leurs fondés de pouvoir. Le greffier en fera mention à la suite du jugement, à peine de quatre années de fers.

12. Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

cutif concernant les fourrages de la gendarmerie nationale. (II, Bull. CCXCIX, n° 3183.)

N° 154. = 16 thermidor an 7 (3 août 1799). = *LOI qui autorise l'exportation de planches de cuivre pour le service de la marine espagnole.* (II, Bull. CCXCIX, n° 3186; B., LXXVII, 276.)

N° 155. = 16 thermidor an 7 (3 août 1799). = *LOI qui détermine le mode de paiement des créanciers des successions échues à la république, comme représentant les émigrés, depuis le 9 floréal an 3* (1). (II, Bull. CCXCIX, n° 3185; B., LXXVII, 277.)

Art. 1^{er}. Les administrations centrales procéderont sans délai à la liquidation de toutes les successions échues à la république, comme représentant les émigrés, soit en ligne directe, soit en collatérale, au partage de celles qui seraient indivises, et à la vente des biens composant la part de la nation dans lesdites successions, suivant le mode établi par les lois existantes; et quant au paiement des créanciers desdites successions, il y sera pourvu de la manière ci-après.

2. Les créanciers des successions en ligne directe, échues à la république depuis le 9 floréal an 3, dans le cas où les biens qui en dépendent ne seraient pas vendus, seront payés sur les biens provenant desdites successions, jusqu'à due concurrence, pourvu que leurs créances aient été contractées en forme authentique, ou aient acquis une date certaine antérieurement au 1^{er} février 1793 pour les anciens départemens, celui du Mont-Blanc et celui des Alpes-Maritimes, en ce qui concerne seulement le ci-devant territoire de Nice; avant le 15 février 1793 pour le ci-devant territoire de Monaco; et quant aux autres départemens réunis, antérieurement à l'époque de la promulgation du décret de leur réunion; ou antérieurement à l'émigration de celui que la république représente, si cette émigration est postérieure aux époques ci-dessus pour les divers départemens désignés dans le présent article.

3. Seront également payées de la même manière les créances sur les successions directes, qui ont été contractées en vertu des lois des 4 germinal an 2, 28 pluviôse an 3 et 27 frimaire an 4, avec les formalités prescrites par lesdites lois, quoique postérieures aux époques ci-dessus. — Il en sera de même des sommes dues par l'ascendant dont la république est appelée à recueillir la succession pour objets par lui acquis et compris dans la succession, soit au vendeur directement, soit à ceux qui auront fourni les fonds pour acquitter lesdits objets, et qui justifieront, par acte authentique ou par le contrat même d'acquisition, que les fonds par eux fournis ont été employés à payer tout ou partie du prix.

4. Si une succession directe dans laquelle la république a des droits à exercer, était composée entièrement, ou en partie, de successions collatérales échues à l'ascendant d'émigré avant son décès, les créances dont ces dernières successions se trouveraient grevées seraient payées, quoique contractées postérieurement aux époques fixées en l'article 2, et seraient assimilées à toutes les autres créances sur les successions collatérales dont est parlé en l'article 6 ci-après.

5. Les règles prescrites aux trois articles qui précèdent seront suivies à

(1) Voyez, sur le mode de liquidation des dettes des émigrés, les lois énoncées dans le § 4 des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792. — Voyez notamment la loi du 8 messidor an 7 (26 juin 1799); et l'arrêté du 3 floréal an 11 (23 avril 1803).

l'égard des créanciers des successions à échoir à la république dans le cas de l'article 6 de la loi du 8 messidor présent mois (1), et où l'ascendant qui ne s'est point pourvu en partage avant la publication de la loi du 11 messidor an 3, viendrait à décéder avant ledit partage effectué, auquel cas la république exerce, sans réduction ni altération, son droit de successibilité dans toute sa plénitude.

6. Les créanciers des successions en ligne collatérale échues à la république depuis le 9 floréal an 3, dans le cas où les biens qui en dépendent ne seraient pas vendus, seront payés sur les biens provenant desdites successions, jusqu'à due concurrence, sauf à attaquer par les voies de droit celles des créances qui pourraient être reconnues frauduleuses, de la même manière que pourraient le faire les héritiers républicoles, et d'après les formes établies pour juger les contestations dans lesquelles la république est intéressée.

7. Pour faire régler leurs droits, les créanciers des successions en ligne directe, échues ou à échoir aux émigrés, seront tenus d'affirmer leurs créances sincères et véritables devant l'administration municipale de leur domicile, et de justifier de leurs titres, ainsi que de leur acte d'affirmation, à l'administration centrale du domicile de leur débiteur décédé, dans quatre décades à compter du jour où le séquestre sera apposé, et pour les successions échues, et sur lesquelles le séquestre a été apposé, à compter du jour de la publication de la présente : faute de quoi ils n'auront aucun droit sur la portion desdites successions revenant à la république, et ils seront, pour cette part, liquidés et payés comme le seront les autres créanciers de l'état, jusqu'à concurrence néanmoins des valeurs rentrées dans les mains de la république.

8. Les créanciers des successions en ligne collatérale, échues à la république comme représentant les émigrés, seront également tenus d'affirmer leurs créances sincères et véritables devant l'administration municipale de leur domicile, et de justifier de leurs titres, ainsi que de leur acte d'affirmation, à l'administration centrale du domicile de leur débiteur décédé, dans deux mois à compter du jour de la main-mise nationale; et quant aux successions sur lesquelles le séquestre a été apposé, à compter du jour de la publication de la présente : faute de quoi, et ledit délai passé, ils n'auront aucun droit sur la portion desdites successions revenant à la république, et ils seront, pour cette part, liquidés et payés comme le seront les autres créanciers de l'état, jusqu'à concurrence néanmoins des valeurs rentrées dans les mains de la république.

9. Les administrations centrales annonceront, dans la décade de la main-mise nationale, et dans la décade de la publication de la présente en ce qui concerne les successions sur lesquelles le séquestre a déjà été apposé, par voie d'affiches qui seront apposées dans chaque chef-lieu de canton de leur ressort et dans les communes de la situation des biens, que la main-mise nationale a eu lieu sur telles successions sur lesquelles la république a des droits à exercer comme représentant un ou plusieurs émigrés; et elles donneront avis, dans les mêmes affiches, aux créanciers, que, faute de se présenter dans les délais prescrits par les deux précédens articles, il sera procédé et passé outre à la liquidation desdites successions, comme il est énoncé aux deux articles précités.

10. Les administrations donneront avis, dans le même délai, aux créanciers dont les créances seraient inscrites au bureau de la conservation des

(1) C'est la loi du 8 messidor précédent.

hypothèques de la situation des biens de leur débiteur décédé, des main-mises nationales sur lesdits biens, au domicile élu par lesdits créanciers.

11. Les créanciers désignés aux articles 2, 3, 4, 5 et 6 ci-dessus, qui se conformeront aux dispositions des articles 7 et 8 dans les délais y portés, seront payés sur les ordonnances des administrations centrales, en valeurs réelles; sur le produit du mobilier; et, en cas d'insuffisance, si la république est seule héritière, il sera fait une délégation spéciale auxdits créanciers sur le prix des biens immeubles de la succession, du montant de leurs créances jusqu'à due concurrence.

12. Dans le cas où la république ne serait héritière qu'en partie, les créanciers seront payés de la manière prescrite par le précédent article, en vendant, conjointement avec les copartageans, une partie des biens de la succession, jusqu'à concurrence des créances, si mieux n'aiment les copartageans retenir une partie des biens de ladite succession équivalente au montant desdites créances. En conséquence, ils seront tenus de faire à cet égard leur option dans la décade qui suivra l'expiration des délais accordés par la présente aux créanciers pour la justification de leurs titres, par les articles 7 et 8 ci-dessus.

13. Si le partage était effectué, il serait fait une délégation, comme il est dit en l'article 11, pour le montant de la portion des créances légales et légitimes, à la charge de la république seulement, eu égard à la part qu'elle recueille dans la succession.

14. L'estimation des biens sera faite par deux experts, dont l'un sera nommé par les copartageans, et l'autre par le directeur de la régie des domaines: en cas de partage d'opinion, il sera nommé un tiers-expert par l'administration centrale.

15. Il sera procédé à l'estimation de la manière qui suit, savoir :

Pour les maisons, usines, cours et jardins en dépendant :

Par une première opération, les experts les estimeront d'après leurs connaissances locales, relativement au prix commun actuel des biens dans le lieu ou les environs; — Par une seconde, ils estimeront la valeur de ces objets, d'après le montant de la contribution foncière, suivant les dernières matrices du rôle, en prenant pour revenu net d'une année quatre fois le montant de cette contribution, et en multipliant la somme par dix-huit; — Par une troisième, s'il y avait des baux existans, lesdites maisons et usines, les cours et jardins en dépendant, seront évalués sur le pied du prix annuel de la ferme, calculé à raison de seize fois le revenu, d'après lesdits baux;

Et pour les terres labourables, prés, bois, vignes et tous autres terrains :

Par une première opération, les experts en estimeront la valeur d'après leurs connaissances locales, et relativement au prix commun actuel des biens de même nature, dans le lieu ou les environs; — Par une seconde, ils en estimeront la valeur d'après le montant de la contribution foncière, comme il est dit ci-dessus, en prenant pour revenu net d'une année quatre fois le montant de cette contribution, et en multipliant la somme par vingt-deux; — Et par une troisième, s'il y avait des baux existans, la valeur sera fixée sur le pied du prix annuel de la ferme, et calculée à raison de vingt fois le revenu; — A l'égard de ce dernier cas, on ajoutera au résultat qu'offrira le prix du bail la valeur des pots-de-vin qui y seraient portés, et des charges particulières auxquelles seraient tenus les fermiers, ainsi que la valeur des bois et autres objets qui pourraient dépendre des biens, et qui ne feraient pas partie du bail; et s'il y avait des objets que les fermiers dussent

payer en nature de fruits, on les évaluerait au prix moyen, d'après les mercuriales, depuis le jour de l'entrée en jouissance des fermiers.— Les experts motiveront leur rapport sur chacune de ces bases, et les administrations, dans leurs arrêtés, en énonceront les résultats, se fixeront à celui qui sera le plus avantageux à la république, et en feront mention expresse, le tout à peine de nullité.

N° 156. = 18 thermidor an 7 (5 août 1799). = *LOI qui exempte de l'enregistrement les cédules délivrées pour citer devant la justice de paix ou le bureau de conciliation.* (II, Bull. CCXCIX, n° 3189; B., LXXVII, 288.)

Le conseil... , considérant qu'il s'est élevé des difficultés sur le sens des articles 68 et 70 de la loi du 22 frimaire an 7 (1), et qu'il est instant de rectifier l'erreur qui s'est glissée dans l'exécution des articles de la susdite loi, approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante : — Les cédules délivrées par les juges de paix, pour citer, soit devant la justice de paix, soit devant le bureau de conciliation, sont généralement exemptes de la formalité de l'enregistrement, sauf le droit sur la signification desdites cédules.

N° 157. = 19 thermidor an 7 (6 août 1799). = *LOI qui prescrit le mode d'exécution de celle du 10 messidor an 7, relative à un emprunt de cent millions* (2). (II, Bull. CCXCVIII, n° 3174; B., LXXVII, 295)

N° 158. = 25 thermidor an 7 (12 août 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui prescrit des mesures pour le paiement de secours provisoires aux veuves et enfans des défenseurs de la république.* (II, Bull. CCCI, n° 3205.)

N° 159. = 27 thermidor an 7 (14 août 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui prescrit des mesures pour le sauvetage des bâtimens naufragés* (3). (II, Bull. CCCI, n° 3206.)

Le directoire exécutif, sur le compte qui lui a été rendu que les bâtimens qui échouent ou se perdent sur les côtes sont souvent exposés à des violences et au pillage de la part de ceux mêmes qui devraient leur prêter assistance, et les garantir des suites d'un tel malheur, reconnaissant la nécessité d'assurer aux bâtimens naufragés les secours que leur position réclame, et de réprimer un genre de délit qui blesse toutes les lois de la société et de l'humanité,—Arrête :

Art. 1^{er}. Tout individu qui sera témoin du naufrage ou de l'échouement d'un bâtiment sur les côtes, en informera sur-le-champ le commissaire du directoire ou l'agent municipal le plus voisin des lieux; et celui qui, par zèle, en cas d'éloignement, en portera la première nouvelle, sera inscrit honorablement sur les registres de l'administration municipale, et son nom sera proclamé dans la première fête publique du canton. Ceux qui auront

(1) Voyez cette loi et les notes étendues qui l'accompagnent.

(2) Abrogée par la loi du 27 brumaire an 8 (18 novembre 1799).

Voyez la note qui accompagne le titre du décret du 10 messidor an 7 (28 juin 1799), qui établissait cet emprunt.

(3) Voyez, sur le même objet, l'arrêté du 17 floréal an 9 (7 mai 1801); le décret du 27 septembre 1807, concernant la fixation des dépenses et la surveillance de l'établissement de sauvetage du Havre; celui du 3 mai 1810, qui rétablit le sauvetage de Quillebœuf; et l'ordonnance du 21 octobre—9 décembre 1818, qui en établit un à Granville.

Voyez aussi la loi du 26 nivose an 6 (15 janvier 1798), portant fixation des droits de sauvetage sur des propriétés ennemies.

négligé ou refusé de remplir ce devoir, seront, en cas de pillage des objets naufragés, examinés par l'officier de police judiciaire compétent, afin de s'assurer s'ils ne sont pas complices du délit, suivant l'article 56 du Code des délits et des peines.

2. Le fonctionnaire public averti de l'événement par cette voie ou par toute autre, en donnera sur-le-champ connaissance au juge de paix, à l'administration municipale, à l'agent maritime et autres autorités civiles et militaires.

3. Le juge de paix, l'officier municipal, le syndic des gens de mer, ainsi que l'administration de la marine, étant rendus sur les lieux, celui d'entre eux qui est chargé, par l'article 4 de la loi du 9—13 août 1791, de donner les ordres, formera, s'il le juge nécessaire, une garde composée des citoyens présens; et, en cas d'insuffisance ou de désobéissance, il sera appelé une force publique des environs. Devront alors les commandans militaires déférer à toute réquisition à cet égard, sous leur responsabilité.

4. Il sera enjoint par les autorités constituées, à tout individu, de se retirer du lieu de l'échouement, et de ne s'immiscer en aucune manière dans les opérations du sauvetage, à moins qu'il n'y soit expressément autorisé.

5. Conformément aux dispositions du titre V du livre I^{er} du Code des délits et des peines, le juge de paix dressera des procès-verbaux de tous les délits qui se commettraient. Les coupables seront arrêtés sur-le-champ, livrés ensuite aux tribunaux pour y être jugés suivant la rigueur des lois.

6. Dans le cas d'enlèvement furtif des objets naufragés, le juge de paix du lieu du délit, ou le fonctionnaire public qui le suppléera en cas d'absence, prendra sur-le-champ les renseignemens nécessaires, entendra les témoins qui lui seront indiqués, et fera des visites domiciliaires chez les personnes prévenues d'avoir soustrait ou recélé ces objets, en conformité de l'article 108 du Code des délits et des peines.

7. Si le pillage des effets naufragés se fait à force ouverte par attroupeement, la commune du lieu du délit en sera civilement responsable, aux termes de la loi du 10 vendémiaire de l'an 4 sur la police intérieure des communes. En conséquence, les procès-verbaux dressés par les agens municipaux, et tous les autres renseignemens recueillis, seront transmis au commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal civil du département, qui provoquera l'application des condamnations prononcées par cette loi, indépendamment des poursuites criminelles ordinaires, suivant l'article 39 de la seconde section du titre II de la seconde partie du Code pénal.

N^o 160. = 27 thermidor an 7 (14 août 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les officiers civils, militaires, etc., repassant des colonies en France* (1). (Il, Bull. ccci, n^o 3207.)

Art. 1^{er}. Les officiers civils, militaires, fonctionnaires publics et autres employés et salariés de la république, tant aux colonies orientales qu'occidentales, dont la présence pourrait être nécessaire en France pour affaires de famille, ne pourront y repasser que du consentement de l'agent du directoire exécutif, qui en fera part au ministre de la marine et des colonies; et sur les congés qui leur seront délivrés, il sera fait mention des dispositions du présent arrêté.

2. Ces officiers et employés, pendant leur séjour en France, ne jouiront

(1) Voyez, sur les militaires des colonies, le § 3 des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), concernant l'organisation constitutionnelle des colonies françaises.

d'aucune solde, conformément à l'article 4 du titre IV de la loi du 2 thermidor an 2, qui dit : « Les militaires absens par congé n'auront droit à aucune solde pendant leur séjour. » Ces mêmes officiers et employés ne pourront rester en France qu'un an ; passé lequel temps, ils seront censés avoir abandonné leur emploi.

3. Les officiers tant civils que militaires et employés qui repasseront en France pour cause de maladie, se muniront de certificats bien en règle, tant des officiers de santé de la colonie que des conseils d'administration des corps auxquels ils tiennent, lesquels constateront leur état. Les officiers et employés civils se muniront également d'un certificat des officiers de santé, et de l'ordonnateur sous les ordres duquel ils se trouveront, et cesdits certificats seront signés de l'agent. Ces officiers tant civils que militaires auront droit, pendant leur séjour en France, à la totalité de leurs appointemens sur le pied de France, et cela à compter du jour de leur départ de la colonie.

4. Les officiers, tant civils que militaires et autres qui repasseront en France, n'importe pour quel motif, se feront faire, avant leur départ des colonies, le décompte de ce qui peut leur revenir ; ils en seront payés dans la colonie, soit en argent, soit en traites, soit en denrées du pays ; de manière qu'à leur arrivée en France, ils n'auront droit, savoir, ceux en congé pour maladie ou mission, qu'à leurs appointemens de France depuis leur départ des colonies ; et ceux en congé pour leurs affaires, seulement jusqu'au jour de leur débarquement.

5. Le directoire exécutif recommande à ses agens de n'envoyer en mission des officiers tant civils que militaires, que dans le cas d'urgence. Les paquets qu'ils auront à adresser tant au directoire qu'au ministre de la marine, seront remis aux capitaines des différens bâtimens qui feront voile pour France ; lesquels, à leur arrivée dans un port, les remettront aux commissaires de la marine, qui les adresseront sur-le-champ. — En cas d'urgence de l'envoi d'un officier, il ne pourra être choisi que parmi les chefs d'escadron, de bataillon, les capitaines et les lieutenans.

6. Les officiers, tant civils que militaires, revenant en France par congé, pour affaires, n'auront droit à aucune conduite, tant à leur débarquement, qu'à leur retour dans la colonie ; il ne leur sera alloué que leur passage aux frais de la république.

7. Le présent arrêté aura son exécution pour toutes les colonies, aussitôt qu'il aura été rendu public dans chacune d'elles : l'agent le fera promulguer sur-le-champ.

N^o 161. = 1^{er} fructidor an 7 (18 août 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant le transport des poudres dans l'intérieur de la république.* (II, Bull. cccii, n^o 3215.)

N^o 162. = 1^{er} fructidor an 7 (18 août 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, sur le mode de paiement du prix principal des adjudications de coupes de bois nationaux* (1). (II, Bull. cccii, n^o 3216.)

Le directoire exécutif..., arrête que le prix principal des adjudications des coupes ordinaires des bois nationaux qui seront faites pour l'an 8 et les années suivantes, jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvu, sera payé, savoir, un cinquième dans un mois du jour de l'adjudication ; et le surplus en deux

(1) Voyez l'arrêté du 5 thermidor an 6 (23 juillet 1797), sur le même objet, et la note.

paiemens égaux , dont le premier aura lieu le 29 fructidor , et le second le 29 frimaire suivant.—L'arrêté du 5 thermidor an 5 sera , au surplus, exécuté selon sa forme et teneur.

N° 163. = 4 fructidor an 7 (21 août 1799). = *LOI qui détermine un mode pour constater le décès des prisonniers d'Orléans homicidés à Versailles, le 9 septembre 1792.* (II, Bull. CCCII, n° 3222 ; B., LXXVII, 343.)

Art. 1^{er}. Dans le mois qui suivra la publication de la présente, et à la diligence de l'administration centrale du département du Loiret, il sera dressé une liste des personnes qui étaient détenues dans les prisons de la haute-cour nationale, et qui en furent extraites pour être conduites à Versailles, le 4 septembre 1792.

2. Cette liste sera faite et signée par trois commissaires que l'administration prendra parmi ses membres ou hors de son sein.

3. Les commissaires la dresseront, soit d'après les renseignemens qui leur seront fournis par des registres, des actes judiciaires ou d'autres écrits non suspects, soit d'après les attestations des parens des prisonniers ou de témoins dignes de foi.

4. Elle sera et demeurera déposée aux archives de l'administration centrale du Loiret.

5. Toutes personnes seront autorisées à s'en faire délivrer des extraits.

6. On ne pourra donner à ces extraits un caractère d'authenticité, qu'après avoir rempli les formalités qui suivent.

7. Les parens ou les personnes intéressées qui voudront s'en servir, les remettront à l'officier de l'état civil du principal domicile du prisonnier y dénommé, dont ils déclareront le décès arrivé le 9 septembre 1792. — Cette déclaration sera accompagnée de celle de trois voisins, qui attesteront que, depuis cette dernière époque, l'individu désigné n'a pas reparu dans le lieu de son domicile, et qu'ils n'ont pas su qu'il ait reparu ailleurs. — L'officier en dressera procès-verbal, qu'il signera avec les déclarans.

8. Ce procès-verbal sera annexé au registre destiné à constater le décès des citoyens ; il fera foi comme les autres actes de l'état civil.

9. Sont exceptés des dispositions qui précèdent, les prisonniers dont les noms se trouveraient inscrits sur la liste des émigrés. La faculté de faire certifier leur décès devant l'officier de l'état civil est interdite.

N° 164. = 6 fructidor an 7 (23 août 1799). = *LOI additionnelle à celles des 10 messidor et 19 thermidor an 7, relatives à l'emprunt de cent millions* (1). (II, Bull. CCCII, n° 3224 ; B., LXXVII, 345.)

N° 165. = 9 fructidor an 7 (26 août 1799). = *LOI additionnelle à celle du 17 messidor an 7, qui règle l'ordre de radiation des individus inscrits sur la liste des émigrés* (2). (II, Bull. CCCIII, n° 3231 ; B., LXXVII, 356.)

Art. 1^{er}. Les prévenus d'émigration détenus, qui, n'ayant été ni nobles ni privilégiés à l'époque de la révolution, sont acquéreurs de biens nationaux ou ont occupé des fonctions publiques depuis l'établissement de la république

(1) Abrogée par la loi du 27 brumaire an 8 (18 novembre 1799), qui substitue à cet emprunt forcé une subvention extraordinaire de guerre.

Voyez la loi du 10 messidor an 7 (28 juin 1799), et la note.

(2) Voyez, sur les formalités de cette radiation, les nombreuses lois citées dans le § 1^{er} des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792, où la matière est résumée.

jusqu'à la mise en activité de la constitution de l'an 3, et ont été inscrits hors du département de leur domicile, concourront avec les défenseurs de la patrie pour être rayés dans le premier ordre établi par la loi du 17 messidor dernier.

2. Le directoire exécutif est chargé de veiller à ce que les prévenus non détenus qui réunissent les conditions portées en l'article précédent, ne soient pas inquiétés en résultante de l'article 15 de la loi du 19 fructidor an 5.

N° 166. = 9 fructidor an 7 (26 août 1799). = *LOI concernant la fabrication de dix millions de monnaie de cuivre.* (II, Bull. ccciii, n° 3230; B., LXXVII, 357.)

N° 167. = 12 fructidor an 7 (29 août 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, qui fixe un terme pour l'organisation, l'équipement et l'armement des conscrits.* (II, Bull. ccciii, n° 3235.)

N° 168. = 14 fructidor an 7 (31 août 1799). = *LOI relative à l'établissement de conseils de guerre particuliers dans les départemens déclarés en état de troubles* (1). (II, Bull. cccv, n° 3239; B., LXXVII, 380.)

Art. 1^{er}. Lorsqu'un département sera déclaré en état de troubles civils, ou renfermera une ou plusieurs communes déclarées en cet état, et sujettes aux dispositions de la loi du 24 messidor an 7, le directoire exécutif est autorisé à y faire établir spécialement un conseil de guerre, indépendant et séparé de celui de la division militaire, pour juger, dans l'étendue de ce département, les délits dont la connaissance est attribuée aux conseils de guerre.

2. Les membres de ces conseils pourront être pris et choisis parmi les militaires des grades exprimés en l'article 2 de la loi du 13 brumaire an 5, retirés avec la pension nationale, et ayant fait une ou plusieurs campagnes dans la guerre de la liberté.

3. Ils pourront, pour instruire et juger, se transporter dans les points du département qu'ils jugeront pourvoir le mieux à leur sûreté personnelle, et obvier le plus efficacement aux dangers de la translation des prévenus.

4. La révision de leurs jugemens appartiendra au conseil de révision de la division militaire où le département se trouvera situé.

5. Il n'est au surplus rien innové, soit à la compétence, soit aux formes établies par les lois antérieures.

N° 169. = 14 fructidor an 7 (31 août 1799). = *LOI relative à la levée et à l'armement des bataillons auxiliaires.* (II, Bull. ccciii, n° 3236; B., LXXVII, 382.)

N° 170. = 17 fructidor an 7 (3 septembre 1799). = *LOI qui fixe le montant des contributions de l'an 8.* (II, Bull. cccv, n° 3240; B., LXXVII, 410.)

N° 171. = 21 fructidor an 7 (7 septembre 1799). = *LOI relative aux citations en témoignage des caissiers, sous-caissiers, et contrôleurs de la trésorerie nationale.* (II, Bull. ccvii, n° 3249; B., LXXVII, 423.)

Art. 1^{er}. Lorsqu'il y aura lieu de citer en témoignage, soit en matière

(1) Voyez, sur les conseils de guerre et la procédure militaire, la loi du 13 brumaire an 5 (3 novembre 1796), et les notes.

civile, soit en matière criminelle, des caissiers, sous-caissiers ou contrôleurs des caisses journalières de la trésorerie nationale, pour faits relatifs à leurs fonctions, et sur la seule matérialité des faits, devant des tribunaux autres que ceux séant dans la commune où ils résident pour l'exercice de leurs fonctions, le juge civil, ou officier de police, ou directeur du jury, ou président du tribunal criminel devant lesquels on voudra les produire en témoins, adresseront au juge civil ou directeur du jury du lieu de la résidence desdits caissiers, sous-caissiers, ou contrôleurs des caisses journalières de la trésorerie nationale, un état des faits, demandes et questions sur lesquels les parties civiles, l'accusé ou l'accusateur public désirent leur témoignage; les officiers de police et juges civils ou criminels auxquels cet état sera adressé, feront assigner devant eux lesdits caissiers, sous-caissiers ou contrôleurs des caisses journalières de la trésorerie nationale, et recevront leur déclaration par écrit.

2. Ces déclarations seront envoyées, dûment scellées et cachetées, au greffe du tribunal requérant : en matière civile, elles seront communiquées aux parties; en matière criminelle, elles le seront à l'accusateur public et à l'accusé, conformément aux articles 318 et 319 du Code des délits et des peines.

3. Dans l'examen du jury d'accusation, les déclarations seront lues, et les jurés y auront tel égard que de raison.

4. Dans l'examen du jury de jugement, les déclarations seront lues publiquement; elles seront débattues par l'accusé et ses conseils, et les jurés y auront tel égard que de raison.

N° 172. = 23 fructidor an 7 (9 septembre 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant le paiement des pensions et secours accordés aux veuves et orphelins des militaires, marins et autres.* (II, Bull. CCCVII, n° 3253.)

N° 173. = 23 fructidor an 7 (9 septembre 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, contenant des mesures pour accélérer le recouvrement de l'emprunt forcé* (1). (II, Bull. CCCVII, n° 3254.)

N° 174. = 23 fructidor an 7 (9 septembre 1799). = *LOI relative au personnel de la guerre pendant l'an 8* (2). (II, Bull. CCCIX, n° 3264; B., LXXVII, 441.)

N° 175. = 24 fructidor an 7 (10 septembre 1799). = *LOI qui autorise la délivrance de congés temporaires à neuf cents défenseurs de la patrie, pour les employer à la confection des armes nécessaires à la marine.* (II, Bull. CCCVII, n° 3255; B., LXXVII, 492.)

N° 176. = 26 fructidor an 7 (12 septembre 1799). = *LOI sur le rétablissement des masses* (3). (II, Bull. CCCIX, n° 3265; B., LXXVII, 496.)

Art. 1^{er}. Les fournitures qui seront faites aux troupes, indépendamment

(1) Abrogé par la loi du 27 brumaire an 8 (18 novembre 1799). — Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 10 messidor an 7 (28 juin 1799), portant établissement de cet emprunt.

(2) Les dispositions de cette loi, concernant la composition et la solde des divers corps de l'armée, ont été plusieurs fois changées par les lois et réglemens postérieurs.

Voyez, à cet égard, les notes qui accompagnent le décret du 2 thermidor an 2 (20 juillet 1794).

(3) Voyez, sur l'établissement des masses, les lois, décrets, arrêtés et ordonnances des 2 ther-

de la solde, seront réglées, à compter du 1^{er} vendémiaire de l'an 8, par un abonnement particulier pour chaque dépense, à raison de tant par homme, et dans la proportion relative à chacune de ces dépenses; ces abonnemens seront payés conformément à ce qui sera détaillé ci-après.

2. Les dépenses qui ne peuvent point être réglées à tant par homme seront évaluées par approximation, et fixées à une somme déterminée.

3. Si les fonds accordés pour un objet se trouvaient insuffisans, il sera pourvu au déficit par une loi particulière, sur le compte qui en sera rendu au corps législatif; mais, dans aucun cas et sous aucun prétexte, les fonds d'un abonnement ne pourront être employés à une autre destination que celle qui lui sera donnée par la loi qui ouvrira un crédit au ministre de la guerre.

4. Les dépenses qui peuvent être réglées à tant par homme seront divisées en neuf abonnemens, sous les dénominations de masses de *boulangerie*, *des fourrages*, *des étapes*, *du chauffage*, *du logement*, *des hôpitaux*, *de l'habillement*, *de l'entretien* et *des remontes*.

Masse de boulangerie.

5. La masse de boulangerie est fixée à cinquante-un francs par an pour chaque homme, sous-officier et soldat composant l'armée, sans distinction d'arme ni de grade, non compris la gendarmerie nationale de l'intérieur : elle servira à subvenir à toutes les dépenses d'administration de ce service, et à fournir à chacun des hommes présens au corps, ou détachés pour le service, une ration par jour de vingt-quatre onces (sept hectogrammes et demi) de pain cuit et rassis, et fabriqué avec des farines de méteil, composées de trois quarts froment et un quart seigle, dont il aura été extrait quinze livres de son (sept kilogrammes et demi) par quintal (cinq myriagrammes). Les hommes absens par congé, aux hôpitaux du lieu ou externes, n'auront aucun droit à la recevoir, et ne pourront, sous aucun prétexte, réclamer de décompte à ce sujet.

Masse de fourrages.

6. La masse de fourrages sera de trois cents francs par cheval au complet des régimens de cavalerie, carabiniers, dragons, chasseurs, hussards, artillerie légère, garde du directoire, compagnies des guides et gendarmerie des armées, ainsi que des chevaux des officiers-généraux, adjudans-généraux, chefs de brigade et de bataillon, adjudans-majors et quartiers-maitres des demi-brigades, officiers d'artillerie et du génie, commandans temporaires des première et deuxième classes, commissaires des guerres, et officiers de santé à la suite des armées. — Cette masse servira à fournir à chacun desdits chevaux effectifs et présens une ration de fourrage dans les quantités et proportions ci-après, savoir :— Pour les chevaux des carabiniers, de la cavalerie, des canonniers à cheval, des dragons, gendarmerie, guides des armées et gardes du directoire; pour ceux des officiers-généraux et d'état-major, chefs de brigade et de bataillon, adjudans-majors et quartiers-maitres des demi-brigades, et des officiers d'artillerie et du génie, commandans temporaires, commissaires des guerres et officiers de santé, sept kilogrammes et demi de foin, cinq kilogrammes de paille, huit litres soixante-six centilitres d'avoine, aux armées;— Pour les mêmes, en garnison dans

midor an 2 (20 juillet 1794); 23 fructidor an 8 (10 septembre 1800); 8 nivose an 10 (29 décembre 1801); 28 fructidor même année (15 septembre 1802); 9 frimaire an 11 (30 novembre 1802); 17 du même mois de frimaire (8 décembre 1802); 25 germinal an 13 (15 avril 1805); 26 février et 6 juillet 1806; 16 mai, 30 juin, 28 août et 30 décembre 1810, et 2 mai 1811.

l'intérieur, cinq kilogrammes de foin, cinq kilogrammes de paille, six litres cinquante centilitres d'avoine; — Pour les chevaux des hussards et chasseurs, cinq kilogrammes de foin, cinq kilogrammes de paille, six litres cinquante centilitres d'avoine, aux armées; — Pour les mêmes, en garnison dans l'intérieur, cinq kilogrammes de foin, cinq kilogrammes de paille, et quatre litres trente-trois centilitres d'avoine. — La ration des fourrages verts sera de quatre myriagrammes d'herbes fraîches.

7. Tous les frais quelconques de fournitures, manutention et distribution, tant en vert qu'en sec, loyer de magasin, frais de transport et d'administration, seront à la charge de la masse de fourrages.

8. Les rations de fourrages attribuées aux officiers-généraux, aux adjudans-généraux, chefs de brigade de l'infanterie, aux officiers de l'artillerie et du génie, et aux commissaires des guerres, ne seront fournies en nature qu'aux armées; il leur sera payé dans l'intérieur, pour chaque cheval effectif, seulement une indemnité de quatre-vingt-cinq centimes par ration. — Cette indemnité sera acquittée sur la masse de fourrages.

Etapas.

9. La masse d'étapes destinée à pourvoir à la subsistance des troupes en marche dans l'intérieur, sera de huit francs par homme au complet de l'armée, y compris les officiers et la gendarmerie nationale: elle servira, 1° à fournir à chaque sous-officier et soldat marchant en corps, une ration de pain de vingt-quatre onces (sept hectogrammes et demi), et une de viande de huit onces (deux hectogrammes et demi); et à chaque cheval de cavalerie, dragons, chasseurs, hussards, canonniers à cheval et gendarmerie, une ration de fourrages dans les proportions relatives à chaque arme, ainsi qu'il est réglé par l'article 6 ci-dessus pour les armées; — 2° Aux officiers de toutes les armes qui marcheront avec leurs troupes, une indemnité de cinq francs par jour pour les chefs de brigade, de quatre francs pour les chefs de bataillon et d'escadron, trois francs pour les capitaines, et deux francs cinquante centimes pour les lieutenans et sous-lieutenans, ainsi qu'elle a été réglée par l'article 15 de la loi du 23 floréal de l'an 5; — 3° Aux sous-officiers et soldats sortant des hôpitaux pour rejoindre leurs corps, une indemnité de quinze centimes par lieue pour tenir lieu d'étapes; — 4° Aux frais de transport des bagages des troupes, et à la fourniture des chevaux et voitures pour les militaires blessés ou convalescens. — Les rations de pain et de fourrages seront remboursées à la masse des étapes par celles de boulangerie et de fourrages, à raison de quatorze centimes pour le pain, et de quatre-vingt-cinq centimes pour les fourrages.

Chauffage.

10. La fourniture du bois et autres combustibles destinés au chauffage des troupes et à la préparation de leurs alimens, continuera d'avoir lieu dans les proportions indiquées ci-après.

11. Lorsque les troupes seront en campagne, cantonnées ou sous la tente, la fourniture du bois sera, par chaque homme effectif et présent sous les armes, d'un cent-vingt-cinquième de stère par jour en hiver, et d'un deux-cent-cinquantième en été. — Dans l'intérieur, cette distribution sera réduite à un cent-cinquantième en hiver, et un trois-centième en été.

12. Dans les lieux où le charbon de terre se délivre pour le chauffage des troupes, il en sera distribué un kilogramme par jour d'hiver, et un demi-kilogramme par jour d'été.

13. Dans les lieux où l'on fait usage de la tourbe de marais, la fourniture

s'en fera , pour chaque jour d'hiver, à raison de dix tourbes par homme , et à raison de cinq par jour d'été. — Chaque brique de tourbe de marais aura un décimètre de longueur sur cinq centimètres de largeur à chacune des quatre faces.

14. Les officiers n'auront aucun droit à ces différentes fournitures ; ils devront se procurer le chauffage au moyen de leur solde : l'article 4 de la loi du 23 floréal an 5 est rapporté à cet égard.

15. Les adjudans et sous-officiers dans toutes les armes, les sergens-majors, tambours-majors, maitres-ouvriers dans l'artillerie, l'infanterie et tous les corps à pied ; les maréchaux-des-logis en chef, maréchaux-des-logis, trompettes-majors, et maitres-ouvriers dans les troupes à cheval, recevront le double des fixations réglées par les articles 11, 12, 13 ci-dessus.

16. Il sera compté, pour le chauffage des troupes qui séjourneront dans l'étendue des départemens situés sur les côtes de la mer, et de ceux qui sont plus au nord, six mois d'hiver, qui commenceront au 1^{er} brumaire et finiront au 30 germinal inclusivement ; — Pour les places des départemens de l'intérieur, cinq mois d'hiver, du 16 brumaire au 15 germinal inclusivement ; — Et pour ceux du midi, quatre mois, à compter du 1^{er} frimaire au 30 ventose inclusivement. — Le directoire exécutif indiquera, par le règlement qu'il fera sur le service du chauffage, les départemens qui se trouveront dans les trois classes indiquées ci-dessus.

17. Dans toutes les garnisons et quartiers où le directoire jugera convenable de confier l'administration du chauffage aux conseils d'administration des corps, il sera payé avec le prêt, à chaque homme présent aux drapeaux, trois centimes par jour pendant les mois d'hiver, et un centime et demi pendant l'été. — Les sous-officiers recevront le double de ces fixations.

18. Il sera délivré pour le chauffage des corps-de-garde les quantités de bois, fagots, briquettes de houille ou charbon de terre, prescrites par les tableaux annexés à l'arrêté du comité de salut public du 20 pluviôse de l'an 3. — La fourniture des lumières aux corps-de-garde continuera à faire partie des dépenses du chauffage ; et la distribution en sera faite conformément audit arrêté, suivant le nombre d'hommes dont les corps-de-garde seront composés, et suivant les mois pendant lesquels les fournitures auront lieu.

19. Pour acquitter toutes ces dépenses, il sera mis à la disposition du ministre de la guerre, un fonds annuel de dix francs par homme au complet de tous les corps militaires, les officiers et la gendarmerie exceptés ; ce fonds s'appellera *masse de chauffage*.

Logement, casernement et campement.

20. La masse de logement sera de vingt francs par homme au complet de l'armée, les officiers et la gendarmerie compris. — Cette masse servira à acquitter, 1^o les dépenses d'entretien, réparations, constructions, loyers des casernes, corps-de-garde et écuries ; — 2^o A la fourniture et entretien des lits militaires, et des ustensiles des casernes ; — 3^o A l'indemnité en argent due aux officiers de tous grades, lorsqu'ils ne peuvent être logés en nature dans les pavillons et bâtimens affectés au service militaire, et qu'ils sont obligés de se loger à leurs frais, ou lorsque, logés en nature, ils ont à se pourvoir des meubles nécessaires, conformément à l'article 7 de la loi du 23 floréal an 5, et aux tarifs fixés par les lois des 23 mai 1792 et 28 nivôse an 3 ; — 4^o A l'indemnité réglée par la loi du 23 mai 1792, et due aux habitans qui logent les officiers et soldats, à défaut et en cas d'insuffisance des bâtimens militaires, ou qui fournissent des lits pour garnir les casernes ; — 5^o A la

fourniture et entretien des tentes, bidons, gamelles, et autres effets de campement; — 6° A la fourniture des lits de camp, tables, bancs, et autres ustensiles des corps-de-garde, et aux capotes des sentinelles; — 7° Et à tous les frais généralement quelconques de la police, garde et administration des casernes et corps-de-garde.

Hôpitaux.

21. La masse des hôpitaux est fixée, pour l'an 8 seulement, à la somme de vingt-quatre francs par chaque sous-officier et soldat composant l'armée, sans distinction d'armes ni de grade : elle servira à fournir aux militaires qui seront reçus dans les hôpitaux et dans les ambulances des armées, tous les secours nécessaires au rétablissement de leur santé, ainsi que toutes les dépenses relatives à ce service.

22. Cette masse sera augmentée par la retenue qui sera faite à chaque sous-officier et soldat, des deux tiers de sa solde pendant le temps qu'il sera traité dans les hôpitaux. — Cette retenue sera exercée tous les mois par les économes des hôpitaux, et acquittée par les préposés de la trésorerie, qui sont autorisés à en retenir le montant aux conseils d'administration, lors du paiement définitif de la solde de chaque corps.

Habillement et équipement.

23. Il sera fait un fonds pour la dépense annuelle de l'habillement et équipement des troupes, qui sera nommé *masse d'habillement*.

24. Ce fonds sera de vingt-cinq francs pour chaque sous-officier et soldat d'infanterie de ligne; de vingt-sept francs pour l'infanterie légère; de trente francs pour l'artillerie à pied, ouvriers, mineurs, sapeurs et pontonniers; de quarante-sept francs pour les carabiniers; de quarante-quatre francs pour la cavalerie; de quarante-cinq francs pour les dragons; de quarante-six francs pour les chasseurs et les canonniers à cheval; de cinquante francs pour les hussards.

25. Au moyen de ces différentes sommes, il sera fourni à chaque corps les étoffes et marchandises nécessaires à l'habillement et au grand équipement des hommes, et au harnachement des chevaux, conformément au tableau annexé à la loi du 2 fructidor de l'an 2.

Entretien.

26. La confection des effets d'habillement et d'équipement sera confiée à la surveillance des conseils d'administration : il sera accordé un fonds particulier, tant pour cette dépense que pour l'entretien journalier de ces effets, la réparation des armes, les frais de bureau et autres dépenses communes, ainsi que pour la première fourniture d'effets de petit équipement qui sera faite à chaque homme à son arrivée au corps (la retenue qui sera faite sur la solde, conformément à l'article 29 ci-après, ne devant servir qu'à l'entretien et remplacement desdits effets).

27. Ce fonds, appelé *masse d'entretien*, est fixé à huit francs par an pour chaque sous-officier et soldat, pour l'infanterie de ligne; à neuf francs, pour l'infanterie légère; à huit francs cinquante centimes, pour l'artillerie à pied et les compagnies d'ouvriers, mineurs, sapeurs et pontonniers; à treize francs vingt centimes, pour la cavalerie et les dragons; et à douze francs vingt centimes, pour les chasseurs, hussards, et canonniers à cheval.

28. Lorsqu'il sera fourni des objets confectionnés aux troupes, il sera retenu sur la masse d'entretien les frais de confection, d'après le tarif qui sera fait à ce sujet par le directoire exécutif.

Linge et chaussure.

29. Il sera fourni à chaque sous-officier et soldat , à son arrivée au corps , par les soins des conseils d'administration, les chemises, bas, guêtres, souliers et autres effets de petit équipement réglés par le tableau annexé à la loi du 2 fructidor de l'an 2 ; mais l'entretien et le remplacement de ces effets seront à sa charge. Il sera fait, en conséquence, une retenue sur la solde , à compter du 1^{er} vendémiaire prochain, de huit centimes par chaque sous-officier, et de cinq centimes par chaque caporal, fusilier, grenadier et chasseur dans l'infanterie, l'artillerie et autres troupes à pied ; et de huit centimes par chaque maréchal-des-logis, brigadier, cavalier, carabinier, dragon, hussard, chasseur, et canonnier à cheval.

30. Le produit de cette retenue sera appelé *masse de linge et chaussure* ; elle sera dirigée par les ordres et sous la surveillance des conseils d'administration.

31. Quand il sera fourni des effets de petit équipement des magasins de la république , le prix en sera acquitté par la *masse de linge et chaussure* , conformément au tarif qui sera réglé pour chaque objet par le directoire exécutif.

32. Il sera tenu un compte ouvert avec chaque sous-officier et soldat pour les dépenses de l'entretien de son petit équipement : le décompte en sera fait tous les ans dans le courant du mois de fructidor ; mais il ne sera payé à chaque homme que ce qui excèdera la somme de vingt-sept francs pour les sous-officiers des troupes à pied et les sous-officiers et soldats des troupes à cheval, et dix-huit francs pour les soldats d'infanterie et d'artillerie ; ces sommes devront toujours rester en dépôt à la masse pour subvenir aux dépenses journalières du petit équipement.

33. Lorsqu'un sous-officier ou soldat obtiendra son congé absolu, le décompte de la retenue pour le linge et chaussure lui sera fait en entier, à la déduction de ce qu'il pourrait redevoir au corps.

Remontes.

34. Il sera fait un fonds annuel pour la remonte des troupes à cheval , qui est fixé pour l'an 8 , pour chaque homme monté, savoir : — Pour les carabiniers et la garde à cheval du directoire, à quatre-vingt-dix francs ; — Pour la cavalerie, gendarmerie et guides des armées, école des trompettes et école d'équitation, à quatre-vingts francs ; — Pour les dragons, à soixante-dix francs ; — Pour les chasseurs, hussards et canonniers à cheval, à soixante francs.

35. Le directoire exécutif est autorisé à mettre ce fonds à la disposition des conseils d'administration des corps , à mesure que les circonstances le permettront ; mais soit qu'il soit confié aux conseils d'administration, soit qu'il reste à la disposition du ministre de la guerre, le ferrage et les médicamens à fournir aux chevaux seront à la charge de cette masse. — Le directoire exécutif règlera provisoirement la somme qui sera prélevée sur cette masse, et qui, réunie au produit des fumiers, devra être affectée à cette dépense.

36. Les masses ou abonnemens réglés par la présente loi, et dont la régie sera confiée aux conseils d'administration des corps, seront payés en même temps que la solde, et compris dans les revues des commissaires des guerres.

37. La comptabilité des masses sera réglée par la loi qui sera incessamment rendue sur la comptabilité générale des dépenses de la guerre.

(Suit le tableau des masses pour l'an 8.)

N° 177. = 26 fructidor an 7 (12 septembre 1799). = *LOI portant fixation des dépenses du matériel de la guerre pendant l'an 8.* (II, Bull. CCCIX, n° 3266; B., LXXVII, 504.)

N° 178. = 26 fructidor an 7 (12 septembre 1799). = *LOI qui absout du crime de rébellion ceux des citoyens égarés qui livreraient un chef de rebelles.* (II, Bull. CCCVIII, n° 3258; B., LXXVII, 515.)

N° 179. = 27 fructidor an 7 (13 septembre 1799). = *LOI relative aux fonds que la trésorerie nationale fera payer pour les armées de terre et de mer, en exécution de la loi du 23 fructidor précédent.* (II, Bull. CCCIX, n° 3267; B., LXXVII, 520.)

N° 180. = 28 fructidor an 7 (14 septembre 1799). = *LOI sur la solde de retraite pour l'armée de terre* (1). (II, Bull. CCCX, n° 3268; B., LXXVII, 527.)

TITRE 1^{er}. — *Règles générales sur les soldes de retraite pour le service de terre.*

Art. 1^{er}. Tous les citoyens qui composent les armées de terre ont droit à une solde de retraite dans les cas et aux conditions déterminés par la loi.

2. La solde de retraite étant la récompense des services rendus à la patrie, est personnelle et viagère.

3. Le droit à la solde de retraite ne se perd que par l'acceptation de fonctions ou de pensions offertes par un gouvernement étranger, ou par démission volontaire avant trente ans de service, ou par des condamnations à des peines afflictives ou infamantes, jusqu'à réhabilitation.

4. Nul ne peut à la fois jouir de la solde de retraite, et de celle d'activité pour un service militaire permanent.

5. La solde de retraite n'est point incompatible avec les traitemens attachés aux fonctions civiles.

(1) Quoique cette loi ne puisse recevoir d'application aux pensions militaires qui se liquident aujourd'hui, nous la rapporterons comme étant un élément principal de la législation, et dans un intérêt de comparaison.

Voyez, d'ailleurs, l'arrêté du 19 vendémiaire an 9 (8 octobre 1800), tit. IV, sur les retraites et traitemens de réforme de l'état-major de l'armée; celui du 2 frimaire suivant (23 novembre 1800), portant que les pensions accordées à des militaires incurables sont converties en solde de retraite, et le tit. 1^{er} de celui du 19 du même mois de frimaire (10 décembre 1800), sur le même objet; l'arrêté du 30 germinal an 11 (20 avril 1803), et le décret du 23 vendémiaire an 13 (15 octobre 1804), sur le mode de paiement des traitemens de réforme et des soldes de retraite de l'armée de terre; la loi du 8—18 floréal an 11 (28 avril—8 mai 1803), relative au mode d'admission des militaires à la solde de retraite et au traitement de réforme; l'ordonnance du 27 août—13 septembre 1814, qui a fixé la solde de retraite pour chaque grade dans l'armée; celle du 1^{er} août 1815, qui détermine les cas dans lesquels devront ou pourront avoir lieu les retraites militaires, et la quotité de ces retraites, et l'instruction du 4—23 septembre 1815, donnée pour l'exécution de certaines dispositions de cette ordonnance; les art. 22 et suiv. de la loi de finances du 25—26 mars 1817, relatifs aux pensions en général, et particulièrement aux pensions militaires; et les art. 21 et suiv. de la loi de finances du 15—18 mai 1818, sur le même objet.

Voyez surtout la loi du 11—14 avril 1831, qui forme le dernier état de la législation de la matière; l'ordonnance du 2—9 juillet suivant, qui détermine les justifications à faire, dans certains cas, par les militaires, pour établir leurs droits à la pension; et l'art. 6 de la loi du 17—20 avril 1833, qui ordonne, sous peine de déchéance, de se pourvoir en liquidation des pensions militaires, dans les cinq ans, à partir du jour où le droit à ces pensions est acquis.

Voyez encore les dispositions particulières relatives aux pensions de retraite de chacun des corps de l'armée, dans les lois, arrêtés, décrets et ordonnances qui concernent spécialement ces corps.

6. Aucun citoyen, hors le cas de blessures reçues en faisant un service commandé, ou d'infirmités contractées seulement par suite des événemens ou fatigues de la guerre, n'a droit à la solde de retraite qu'après trente ans de service effectif dans les armées de terre.

7. La solde de retraite, dans aucun cas et sous aucun prétexte, ne peut excéder six mille francs, ni être moindre de cent francs.

8. Elle est fixée à raison de l'ancienneté de service, des blessures ou infirmités, et des grades, ainsi qu'il est détaillé dans le tableau annexé à la présente loi.

9. Le défenseur de la patrie que ses blessures ou infirmités obligent de quitter le service avant le temps fixé par l'article 6, reçoit une solde de retraite déterminée par la nature et la durée de ses services et le genre de ses blessures ou infirmités.

10. Les années de service pour la solde de retraite ne comptent que de l'âge où la loi permet de contracter un enrôlement volontaire.

11. Les dispositions de l'article précédent ne sont applicables qu'aux militaires enrôlés depuis la publication de la loi du 19 fructidor an 6. Les années de service antérieures compteront pour tous ceux qui ont fait la guerre de la liberté, à dater du jour de leur admission dans un corps, soit comme soldats, soit comme tambours, trompettes ou musiciens : néanmoins les années antérieures à l'âge de douze ans ne seront point comptées.

12. En temps de paix, et pour les troupes levées en Europe seulement, chaque année d'embarquement ou campagne de mer, de service ou de garnison hors de l'Europe, est comptée pour dix-huit mois.

13. En temps de guerre, chaque campagne, dans quelque pays que ce soit, et pour toutes les troupes indistinctement, est comptée pour deux années.

14. Cette évaluation du temps de service à raison de l'embarquement, du service ou de garnison hors de l'Europe, en temps de paix, et des campagnes de guerre, n'est applicable qu'à la fixation de la solde de retraite : elle ne dispense point le militaire de fournir sa carrière de trente ans de service effectif pour avoir droit à la solde de retraite d'ancienneté, ainsi que le prescrit l'article 6.

15. Il n'est accordé de solde de retraite qu'en vertu d'une loi, d'après les états que le directoire exécutif présente à l'un et l'autre conseil. — Ces états sont rendus publics.

TITRE II. — *De la solde de retraite pour ancienneté de service.*

§ 1^{er}. — *De la solde de retraite pour les militaires.*

16. La solde de retraite pour ancienneté de service, affectée à chaque grade, exige deux années de service effectif dans ce grade. Si les deux années ne sont pas complètes, la solde de retraite se règle sur le grade immédiatement inférieur.

17. Dans les grades qui se divisent par classes, la solde de retraite est la même pour les différentes classes.

18. La solde de retraite pour les militaires augmente à raison du service effectif prolongé au-delà de trente années, ou des campagnes de mer et de service hors de l'Europe, et des campagnes de guerre, ainsi qu'il est prescrit aux articles 12 et 13.

19. Cette augmentation est du vingtième du *minimum* de la solde de retraite pour ancienneté par chaque année, sans néanmoins qu'elle puisse élever la solde de retraite au-delà du *maximum* fixé pour chaque grade.

20. Le temps de service pour l'obtention de la solde de retraite se prouve par le contrôle des troupes, et par les certificats des conseils d'administration, ainsi que par les congés militaires et par les brevets expédiés pour les différens grades.

§ II. — De la solde de retraite pour les employés administratifs militaires.

21. Les emplois administratifs militaires qui donnent lieu à la solde de retraite, sont ceux de commissaires ordonnateurs et ordinaires des guerres, et des officiers de santé attachés aux armées, aux hôpitaux militaires et aux corps. La quotité de la solde de retraite pour ces différens emplois administratifs est déterminée dans le tableau particulier annexé à la présente loi.

22. La durée du service pour la solde de retraite dans lesdits emplois est de trente ans effectifs.

23. Dans les emplois qui se divisent par classes, la solde de retraite est la même pour les différentes classes, à l'exception des officiers de santé, dont la classe forme le grade.

24. La solde de retraite pour les emplois administratifs augmente à raison du service effectif prolongé au-delà de trente années, ou des campagnes de mer et de service hors de l'Europe, et des campagnes de guerre, ainsi qu'il est prescrit aux articles 12 et 13.

25. Cette augmentation est du vingtième du *minimum* de la solde de retraite pour ancienneté par chaque année, sans néanmoins qu'elle puisse élever la solde de retraite au-delà du *maximum* fixé pour chaque grade.

TITRE III. — De la solde de retraite pour cause de blessures ou infirmités.

26. La solde de retraite pour cause de blessures ou infirmités, n'est accordée qu'autant qu'il est constaté, 1^o que les blessures ou infirmités résultent des événemens de la guerre ou d'un service militaire extraordinaire; 2^o qu'elles rendent l'infirm ou blessé absolument hors d'état de continuer son service.

27. Néanmoins tout militaire qui, après avoir obtenu sa solde de retraite, se trouverait, par l'effet des secours de la nature ou de l'art, en état de reprendre du service, y demeure autorisé; et le temps qu'il aura passé dans la jouissance de la solde de retraite lui sera compté effectif, comme s'il n'y eût eu aucune interruption dans son service.

28. Dès qu'un militaire est reconnu, dans les formes prescrites et par les causes énoncées dans la présente loi, incapable de service, le ministre de la guerre lui expédie un ordre de subsistance ou solde provisoire égale au *minimum* fixé dans le tableau pour les infirmités non provenant de blessures; il en jouit jusqu'à ce que le corps législatif ait prononcé sur l'état de solde de retraite dans lequel il est compris: en attendant que le ministre de la guerre lui ait adressé cet ordre de subsistance, il reste à son corps ou au dépôt avec son traitement d'activité.

29. En conséquence, à compter du premier jour du mois qui suivra la publication de la présente loi, toutes subsistances ou soldes provisoires accordées en vertu de la loi du 11 brumaire an 6, sont fixées au taux déterminé par le précédent article.

30. La solde de retraite pour cause de blessures ou d'infirmités provenant de blessures, est celle attachée au grade, quelle que soit la durée du service dans ce grade.

31. La solde de retraite pour cause d'infirmités autres que celles provenant de blessures, est celle attachée au grade, si le militaire compte deux ans

de service dans ledit grade: s'il compte moins, la solde de retraite est celle attachée au grade immédiatement inférieur.

32. Si les blessures ou infirmités provenant de blessures sont telles qu'elles ôtent l'usage absolu d'un membre sans espoir de guérison, elles donnent lieu à la solde de retraite fixée dans le tableau pour la perte d'un membre; si elles ôtent l'usage absolu de plusieurs membres ou de la vue, elles donnent lieu au *maximum* de la solde de retraite du grade.

33. Néanmoins, dans le cas de la perte de plusieurs membres ou de la vue, le *maximum* de la solde de retraite est élevé, savoir: pour les sergens et maréchaux-des-logis, de cinquante francs par an, pour les caporaux et brigadiers, de soixante francs, et pour les soldats, de soixante-cinq francs, au dessus du double du *minimum*, ainsi qu'il est détaillé au tableau ci-après annexé.

34. Les blessures ou infirmités provenant de blessures, qui, sans ôter précisément l'usage d'un membre, seraient cependant assez graves pour causer l'incapacité absolue de servir, sont assimilées à la perte d'un membre, et donnent lieu à l'application de la disposition de l'article 32 relative à ce cas.

35. La solde de retraite de tout militaire blessé ou infirme augmente à raison du service antérieur aux blessures ou infirmités, dans les proportions suivantes, savoir: pour les blessures ou infirmités résultant de blessures, d'un vingtième du *minimum* pour blessures, par année; pour les infirmités non résultant de blessures, d'un trentième du *minimum* pour infirmités, par année; sans que toutefois le *maximum* puisse être excédé. Les campagnes de guerre, d'embarquement ou de garnison hors d'Europe, sont évaluées ainsi qu'il est dit dans les articles 12 et 13.

36. Les blessures qui donnent droit à la solde de retraite, sont constatées par les conseils d'administration des corps: leurs certificats font mention du jour et du lieu où le militaire réclamant aura été blessé; ils sont approuvés par le général commandant la division dont le corps fait partie, et visés par un commissaire des guerres. Au certificat du conseil d'administration est joint un rapport circonstancié d'un officier de santé sur la nature et la gravité de la blessure.

37. Les infirmités non résultant de blessures qui donnent droit à la solde de retraite, sont constatées, 1° par un rapport détaillé de l'officier de santé du corps auquel appartient le militaire infirme; 2° par le conseil d'administration du corps, attestant que les infirmités proviennent des événemens ou fatigues de la guerre. Le rapport de l'officier de santé, ainsi que le certificat du conseil d'administration, visés par un commissaire des guerres, sont soumis à l'approbation du général commandant la division en temps de guerre, ou de l'inspecteur des troupes en temps de paix, qui ne peuvent la donner qu'après avoir fait vérifier de nouveau les infirmités par deux officiers de santé militaires, extraordinairement nommés à cet effet et étrangers au corps.

38. Tout militaire qui, en exécution de l'article précédent, aura obtenu la solde de retraite, sera tenu de produire chaque année, au mois de vendémiaire, un certificat de deux officiers de santé nommés à cet effet par le commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale de son canton, qui constatera que les infirmités qui ont motivé sa retraite subsistent toujours. A défaut de ce certificat, il cessera de jouir de sa solde de retraite; mais il pourra, aux termes de l'article 27, reprendre du service dans son grade.

39. Les états-majors des armées ou des divisions délivrent aux officiers-généraux ou militaires sans troupes, au lieu et place des conseils d'administration, les certificats constatant que leurs blessures ou infirmités proviennent

du fait et des événemens ou fatigues de la guerre. Ces certificats ne peuvent être délivrés qu'après le rapport détaillé des officiers de santé nommés à cet effet par le général commandant l'armée ou la division.

40. Les soldes de retraite pour blessures reçues par un citoyen non militaire, dans un service militaire extraordinaire, s'accordent, 1^o sur les certificats des autorités civiles ou militaires qui auront requis ou pris connaissance du service militaire extraordinaire ; 2^o sur le rapport détaillé de deux officiers de santé. Ce certificat est soumis à l'approbation du général commandant l'armée ou la division militaire, d'après les formalités prescrites par l'article 36.

41. Les pièces indiquées par les articles précédens sont délivrées en double original : l'un est adressé au ministre de la guerre, avec l'indication du lieu où le réclamant entend fixer son domicile ; l'autre reste entre les mains du militaire ou du citoyen qu'elles concernent, afin d'y avoir recours au besoin.

42. Le ministre fait l'examen des pièces qui lui sont adressées ; et lorsqu'il a reconnu que le blessé ou l'infirme est dans le cas d'obtenir la solde de retraite, il le porte sur l'état à présenter au corps législatif, et, conformément à l'article 28, il lui fait expédier un ordre de solde provisoire, dont il donne connaissance au commissaire ordonnateur de la division militaire dans laquelle le réclamant est dans l'intention de se retirer.

43. L'ordre de subsistance provisoire est envoyé par le ministre au conseil d'administration du corps, qui fait délivrer, sans délai, au militaire retiré, une route pour se rendre à son domicile, et qui en même temps adresse directement l'ordre de subsistance provisoire au commissaire ordonnateur de la division dans laquelle le militaire retiré est dans l'intention de fixer sa résidence.

44. Toutes les dispositions ci-dessus relatives aux militaires blessés ou infirmes, sont applicables aux employés administratifs qui recevraient de l'ennemi des blessures dans l'exercice de leurs fonctions, ou qui contracteraient des infirmités par suite des événemens de la guerre ; la solde de retraite leur est accordée d'après les attestations de leurs supérieurs, visées et reconnues véritables par l'état-major de la division où ils se seront trouvés employés lors desdites blessures ou infirmités, et après avoir rempli les formalités prescrites par les articles 36 et 37 de la présente loi.

45. La solde de retraite est payable à dater du jour où les infirmes ou blessés ont été admis par le ministre de la guerre à la jouissance de la subsistance ou solde provisoire : en conséquence, lorsque le corps législatif a statué sur un état de solde de retraite, il y a lieu à un rappel, en faveur de ceux qui y sont compris, d'une somme égale à la différence qui existe entre la quotité de la solde de subsistance provisoire, et la quotité de la solde de retraite. — Cette disposition n'est applicable qu'à ceux qui sont admis à la subsistance ou solde provisoire, à compter du 1^{er} vendémiaire an 8, et en vertu de la présente loi : il n'y a pas lieu à rappel pour le temps où la solde provisoire a été payée sur le pied de la loi du 11 brumaire an 6.

TITRE IV. — *Du paiement de la solde de retraite.*

46. Les fonds nécessaires pour le paiement de la solde de retraite, déterminés chaque année par le corps législatif sur les états que présente le directoire exécutif, sont mis à la disposition du ministre de la guerre, et font partie de la solde des troupes.

47. Le paiement de la solde de retraite se fait par douzième, de mois en mois, sur les états de revue d'un commissaire des guerres, dressés d'après

un certificat de vie et d'identité, délivré par l'administration municipale du canton où réside le militaire retiré, et visé par le commissaire du directoire exécutif : le même certificat doit également attester que le militaire retiré ne jouit d'aucun traitement ou solde militaire d'activité.

48. Le directoire exécutif prendra toutes les mesures nécessaires pour faire payer les soldes de retraite et soldes provisoires dans les départemens où résident ceux qui y ont droit.

TITRE V. — De la retenue de la solde de retraite pour les subsistances ou soldes provisoires.

49. Il sera fait, par la trésorerie nationale, sur les soldes de retraite, une retenue dont le produit sera destiné à fournir, d'après les ordonnances du ministre de la guerre, la subsistance ou solde provisoire, en attendant le règlement de la solde de retraite, ainsi qu'il est dit aux articles 28 et 42.

50. Cette retenue sera, savoir : de cinq centimes par franc sur les soldes de retraite de neuf cents francs et au dessus, et de deux centimes par franc sur celles au dessous : il ne peut être exercé aucune autre retenue ni réduction.

51. Cette retenue s'exercera à compter du 1^{er} vendémiaire an 8 ; et cependant, jusqu'à ce que cette retenue sur les soldes de retraite liquidées soit assez considérable pour subvenir à la totalité des subsistances ou soldes provisoires, il y sera suppléé par les fonds à ce destinés dans l'état des dépenses de ladite année.

TITRE VI. — Dispositions additionnelles.

52. Le service antérieur à la révolution, dans les armées de terre, compte pour la solde de retraite avec le service repris et continué pendant la guerre de la liberté, pourvu qu'il ait été repris avant l'époque du 2 frimaire an 2.

53. Sont compris dans le service de terre antérieur à la révolution, les citoyens qui ont été compris dans les corps et grades, dont le détail suit ; savoir :

Armée.

Les maréchaux de France ; les lieutenans-généraux ; les brigadiers des armées ; l'état-major de l'armée ; les commissaires ordonnateurs et ordinaires des guerres ; les officiers employés au commandement des provinces et places de guerre ; le corps du génie ; les régimens d'infanterie française, étrangère et suisse ; les milices provinciales ; les grenadiers dits royaux et provinciaux, les grenadiers de France et corps de l'artillerie ; les régimens de cavalerie, de dragons, de hussards ; les légions des troupes légères.

Maison militaire du ci-devant roi.

Les quatre compagnies des gardes, et celles des frères du ci-devant roi ; la compagnie des cheveu-légers de la garde ; la compagnie des gendarmes de la garde ; les deux compagnies de mousquetaires ; le corps de la gendarmerie ; les grenadiers à cheval ; les gardes françaises ; le régiment des gardes suisses ; les compagnies de maréchaussée de l'île-de-France et des ci-devant provinces.

54. Les pensions militaires, soldes ou demi-soldes, accordées pour cause de blessures ou d'infirmités, conformément à la loi du 23—27 mai 1792, et postérieurement à la déclaration qui a précédé la guerre de la liberté, seront converties en soldes de retraite, réduites ou élevées, s'il y a lieu, aux proportions fixées par le tableau annexé, et payées sur ce pied à compter du 1^{er} vendémiaire an 8. Le ministre de la guerre formera des états par département, de toutes lesdites pensions précédemment accordées, réduites ou élevées d'après les dispositions de la présente : il adressera ces états aux com-

missaires ordonnateurs des divisions militaires, qui inscriront et certifieront en marge de chacun des brevets, la réduction et l'augmentation de la pension convertie en solde de retraite.

55. A l'égard des pensions, soldes ou demi-soldes qui auraient été accordées antérieurement à la déclaration de la guerre de la liberté, pour quelque cause que ce soit, ou, postérieurement à cette époque, pour toute autre cause que celle de blessures et infirmités, elles seront également converties en solde de retraite et payées de la même manière; mais elles demeureront invariablement fixées au taux auquel elles auront été accordées, pourvu qu'il n'excède pas celui qui est réglé par le tableau annexé à la présente : dans le cas où elles l'excéderaient, elles seraient réduites aux proportions qu'il détermine.

56. Le liquidateur général de la dette publique fera passer, en conséquence, au ministre de la guerre, l'état des pensions militaires qui ont été créées ou créées sur son rapport, et elles seront portées sur les états qui doivent être dressés par département en conséquence de l'article 54.

57. Le directoire fera dresser et imprimer, dans le plus bref délai, et par la suite tous les dix ans, un état général des retraites. Tous les ans, dans le mois de messidor, l'état particulier des changemens survenus dans le cours de l'année précédente, sera rendu public.

58. Ces états contiendront, 1^o les noms et les grades de ceux qui auront obtenu la solde de retraite; 2^o la durée et l'époque de leurs services; 3^o les motifs d'après lesquels la solde de retraite leur aura été accordée; 4^o enfin l'indication de la commune, canton et département où ils auront fixé leur domicile.

59. Lorsqu'un citoyen jouissant de la solde de retraite vient à décéder, le commissaire près l'administration municipale est tenu d'en donner avis aussitôt au commissaire près l'administration centrale, et celui-ci au ministre de la guerre.

60. Les signataires des revues ou certificats dont l'exposé serait reconnu faux, seront poursuivis et condamnés, s'ils sont militaires, par les conseils de guerre, à un an de prison, et à la perte de leur grade et de tout droit à avancement et récompense militaire. — S'ils sont non militaires, ils seront poursuivis et condamnés par les tribunaux de police correctionnelle à un an d'emprisonnement, et à la restitution du double des sommes indûment payées par le trésor public.

61. Il n'est point, quant à présent, dérogé aux dispositions des lois relatives à l'admission à la maison nationale des invalides : ceux qui y auront été admis seront libres d'y rester; ceux qui préféreront se retirer dans leurs foyers, jouiront, conformément à la présente loi, et en conséquence du grade qu'ils avaient à l'armée avant leur admission, de leur temps de service, blessures ou infirmités, de la solde de retraite dans les proportions déterminées au tableau ci-après annexé.

62. A compter du premier jour du mois qui suivra la publication de la présente loi, les traitemens de réforme pour tous les militaires qui ont cessé ou cesseront d'être en activité autrement que par un jugement ou démission, depuis le grade de général de division jusqu'à celui de sous-lieutenant inclusivement, seront réduits au taux fixé dans le tableau des traitemens de réforme pour tous les grades, joint à la présente loi.

63. Ces traitemens seront payés de la même manière que les soldes de retraite et soldes ou subsistances provisoires.

64. Tous certificats, toutes pièces justificatives, exigés pour en toucher le paiement, pourront être expédiés sur papier libre.

65. Toutes les dispositions de lois contraires à la présente sont rapportées.

SOLDES DE RETRAITE					
POUR ANCIENNETÉ.			POUR INFIRMITÉS OU BLESSURES.		
GRADES.	MINIMUM.	MAXIMUM.	Infirmités non provenant de blessures. <i>Minimum.</i>	Blessures ou in- firmités provenant de blessures.	OBSERVATIONS.
				Perte d'un membre ou blessures équiva- lentes. <i>Minimum.</i> <i>Max. des infirmités.</i> <i>Perte de deux mem- bres ou de la vue.</i>	

Tableau des soldes de retraite pour les militaires.

	f.	f.	f.	f.	f.
Général de division.....	5.000	6.000	2.000	5.000	6.000
Général de brigade.....	2.000	4.000	1.350	2.000	4.000
Chef de brigade.....	1.500	3.000	1.000	1.500	3.000
Chef de bataillon ou d'escad.	1.000	2.000	670	1.000	2.000
Capitaine.....	800	1.600	530	800	1.600
Lieutenant.....	600	1.200	400	600	1.200
Sous-Lieutenant.....	500	1.000	540	500	1.000
Adjudant sous-officier.....	500	600	200	500	600
Sergent, maréchal-d.-s-logis ou conducteur d'artillerie.	200	450	155	200	450
Caporal et brigadier.....	170	340	115	170	400
Soldats de toutes armes, et charretiers d'artillerie....	150	300	100	150	365

Le maximum pour les grades inférieurs dans le cas de la perte de deux membres ou de la vue, élevé ainsi qu'il est dit art. 33.

Tableau des soldes de retraite pour les employés administratifs militaires et officiers de santé employés aux armées.

	f.	f.	f.	f.	f.
Commissaire ordonnateur...	1.800	5.600	1.200	1.800	5.600
Commissaire ordinaire	900	1.800	600	900	1.800
Inspecteur général du service de santé, officier de santé en chef aux armées, ou su- périeur dans les hôpitaux militaires	1.800	5.600	1.200	1.800	5.600
Officier de santé de première classe.....	900	1.800	600	900	1.800
Idem de 2 ^e classe.....	600	1.200	400	600	1.200
Idem de 3 ^e classe.....	500	600	200	500	600

Les employés administratifs militaires ayant droit, comme les militaires, à la solde de retraite, dans le cas où ils recevraient de l'ennemi des blessures dans l'exercice de leurs fonctions.

Tableau des traitemens de réforme pour tous les grades militaires et emplois administratifs militaires.

Grades militaires. Général de division, trois mille francs; général de brigade, deux mille francs; chef de brigade, quinze cents francs; chef de bataillon ou d'escadron, mille francs; capitaine, huit cents francs; lieutenant, six cents francs; sous-lieutenant, cinq cents francs. — *Emplois administratifs militaires.* Commissaire ordonnateur des guerres, dix-huit cents francs; commissaire ordinaire des guerres, neuf cents francs.

N^o 181. = 1^{er} jour complémentaire an 7 (17 septembre 1799). = *LOI qui autorise les conscrits à résilier les engagements par eux contractés à raison des loyers, fermes, etc., avant d'être appelés à l'activité de service* (1). (II, Bull. CCCXII, n^o 3283; B., LXXVII, 549.)

Art. 1^{er}. Les conscrits qui, avant d'être appelés à l'activité de service, auraient, à titre de loyer ou de ferme, une maison ou un domaine pour l'habiter ou l'exploiter personnellement, auront la faculté, s'ils sont obligés de partir pour l'armée, de demander la résiliation de leurs engagements.

2. Cette faculté de résilier est étendue aux promesses de construire un édifice ou tout autre ouvrage, de faire ou recevoir des fournitures relatives au commerce, métier ou industrie du conscrit : ce résiliement délie les cautions.

3. Le conscrit qui voudra user de la faculté qui lui est accordée par les deux articles précédens, sera tenu de le notifier dans les deux mois de la publication de la présente; et à l'avenir, dans le mois du jour fixé pour le départ. Il notifiera en même temps copie du certificat portant activité de service; délivré par le conseil d'administration du corps auquel le conscrit aura été attaché, ou bien d'une attestation de l'administration municipale certifiant l'obéissance à la loi; autrement le conscrit supportera les dépens jusqu'à cette notification.

4. Le résiliement pourra donner lieu à l'action en dommages et intérêts, si le conscrit n'a pas joint l'armée active, s'il l'a désertée, ou si, de retour dans ses foyers, il y prolonge son séjour sans autorisation légale.

5. Il n'est point dérogé à l'action du remboursement des avances, au paiement des créances déjà acquises, des termes échus en conséquence des conventions dont le résiliement est autorisé par la présente : la demande et la poursuite pourront en être faites conformément aux précédentes lois.

6. La présente est applicable aux citoyens qui, sous la foi des congés obtenus, avaient contracté des promesses ou engagements qui font la matière des articles 1^{er} et 2, et seraient obligés de rejoindre l'armée active en vertu des dispositions de la loi du 27 messidor dernier, portant annulation de ces congés.

N^o 182. = 3^e jour complémentaire an 7 (19 septembre 1799). = *LOI qui ordonne la création de légions françaises dans sept départemens*. (II, Bull. CCCXII, n^o 3294; B., LXXVII, 562.)

N^o 183. = 4^e jour complémentaire an 7 (20 septembre 1799). = *LOI qui ordonne une augmentation dans l'arme de l'artillerie à pied*. (II, Bull. CCCXII, n^o 3295; B., LXXVII, 574.)

N^o 184. = 4^e jour complémentaire an 7 (20 septembre 1799). = *LOI contenant des dispositions pénales contre les maîtres de poste qui auraient fait de fausses déclarations sur le nombre de leurs chevaux* (2). (II, Bull. CCCXII, n^o 3298; B., LXXVII, 578.)

Art. 1^{er}. Tout maître de poste aux chevaux qui supposera un plus grand nombre de chevaux que celui qu'il tient constamment disposé au service des relais, et qui recevra, en conséquence, des gages excédant les proportions qui se trouveront établies par la loi, sera condamné à restituer l'excédant,

(1) Cette loi ne s'applique pas au cas où le réquisitionnaire a obtenu une exemption de service seulement provisoire. Cass., 21 brumaire an 9, SIRE., I, 2, 379.

(2) Voyez, sur l'organisation de la poste aux chevaux, la loi du 19 frimaire an 7 (9 décembre 1798), et les notes.

et puni comme voleur de deniers publics, conformément à l'article 6, sixième section du titre 1^{er}, seconde partie du Code pénal.

2. La peine de six ans de fers sera infligée à tout inspecteur des postes qui, dans ses procès-verbaux de tournée, aura sciemment certifié un nombre de chevaux excédant celui disposé au service des postes.

N° 185. = 6^e jour complémentaire an 7 (22 septembre 1799). = *Loi qui proroge pour l'an 8 la perception des droits établis sur les spectacles, etc.* (1).
(II, Bull. CCCXII, n° 3303 ; B., LXXVII, 587.)

Art. 1^{er}. Le droit d'un décime par franc en sus du prix de chaque billet d'entrée et d'abonnement dans tous les spectacles où il se donne des pièces de théâtre, continuera d'être perçu pendant le courant de l'an 8.

2. Le droit d'un quart de la recette brute pour les bals, les feux d'artifice, les concerts, les courses et exercices de chevaux, et autres fêtes où l'on est admis en payant, est aussi prorogé pendant le cours de l'an 8 (2).

3. Le produit des droits perçus en vertu des articles précédens sera consacré aux secours à domicile et aux besoins des hospices, dans les proportions qui seront déterminées par les administrations centrales dans les communes de leur résidence, et par l'administration municipale dans les autres communes.

N° 186. = 2 vendémiaire an 8 (24 septembre 1799). = *Loi sur la manière de juger les contestations relatives au paiement d'octrois municipaux* (3).
(II, Bull. CCCXIII, n° 3304 ; B., LXXVIII, 3.)

Art. 1^{er}. Les contestations civiles qui pourront s'élever sur l'application du tarif ou sur la quotité des droits exigés par les receveurs des octrois municipaux et de bienfaisance créés par les lois existantes, ou qui pourront être créés dans les diverses communes de la république, pour l'acquit de leurs dépenses locales, celles des hospices civils et secours à domicile, seront portées devant le juge de paix de l'arrondissement, à quelque somme que le droit contesté puisse s'élever, pour être par lui jugées sommairement et sans frais, soit en dernier ressort, soit à la charge de l'appel, suivant la quotité de la somme (4).

2. Les amendes encourues en vertu desdites lois seront prononcées par les tribunaux de simple police ou de police correctionnelle, suivant la quotité de la somme.

3. Lorsqu'il y aura lieu à contestation sur l'application du tarif ou sur la quotité du droit exigé par le receveur, tout porteur ou conducteur d'objets compris dans le tarif sera tenu de consigner entre les mains du receveur le droit exigé ; il ne pourra être entendu qu'en rapportant au juge qui devra en connaître la quittance de ladite consignation (5).

4. Toute disposition de lois antérieures contraire à la présente est rapportée.

(1) Voyez la loi du 7 frimaire an 5 (27 novembre 1797), qui établit ce droit, et les notes qui résument la législation.

(2) Le droit du quart doit être prélevé sur la recette des spectacles de danse de corde. Arr. du cons., 29 octobre 1809, *SIR.*, Jur. du cons., 1, 331.

(3) Voyez la loi du 5 ventose an 8 (24 février 1800), qui autorise l'établissement d'octrois dans les villes dont les hospices n'ont pas de revenus suffisans pour leurs besoins, et les notes sur cette loi.

(4) Cette disposition n'a été ni abrogée ni modifiée par l'ordonnance du 9 décembre 1814. Rouen, 2 janvier 1819, *SIR.*, XIX, 2, 200.

(5) Celui qui refuse de payer ou de consigner le droit d'octroi à son entrée à la barrière, commet une contravention qui le rend justiciable des tribunaux correctionnels ou de simple police, même pour le fond du droit. Cass., 7 mars 1818, *SIR.*, XVIII, 1, 355 ; Bull. crim., XXIII, 91.

N° 187. = 3 vendémiaire an 8 (25 septembre 1799). = ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant le titre et la marque des matières d'or et d'argent employées dans les manufactures d'horlogerie des départemens du Doubs et du Mont-Terrible (1). (II, Bull. CCCXIII, n° 3309.)

Art. 1^{er}. Les dispositions prescrites par l'arrêté du comité de salut public de la convention nationale, du 13 prairial an 2, relativement au titre et à la marque des ouvrages d'or et d'argent fabriqués par les artistes de l'horlogerie nationale de Besançon, continueront d'être provisoirement exécutées; en conséquence, le titre des matières d'or et d'argent employées à la fabrication des boîtes de montre dans ladite horlogerie, demeure fixé, savoir, pour l'or, à sept cent soixante millièmes (dix-huit karats et un quart), sous la tolérance de dix millièmes (un quart de karat); et pour l'argent, à huit cent trente-quatre millièmes (dix deniers un quart), sous la tolérance de vingt-un millièmes (un quart de denier); au dessous desquelles proportions aucune boîte ne pourra être reçue ni poinçonnée.

2. Le titre desdites matières et ouvrages sera constaté par l'essayeur du bureau national de garantie établi dans la commune de Besançon, en vertu de la loi du 19 brumaire an 6, et dans la forme prescrite par l'arrêté du comité de salut public, du 13 prairial. Aucun artiste fabricant de boîtes ne pourra se soustraire à cet essai sans encourir les peines portées par la loi du 19 brumaire.

3. L'essayeur apposera sur lesdites boîtes, après en avoir constaté le titre, le premier poinçon établi par l'arrêté du 13 prairial, avec ces lettres : F. S. (Fidélité, Sûreté.)

4. Il sera tenu, par l'essayeur, un registre particulier des essais qu'il aura faits pour les artistes de l'horlogerie : ce registre, coté et paraphé par l'administration départementale, contiendra les détails prescrits par l'article 13 de l'arrêté du 13 prairial.

5. Pour tenir lieu à l'essayeur du droit qui lui est attribué par la loi du 19 brumaire, et dont l'horlogerie nationale sera exempte, il continuera de jouir d'un traitement annuel de douze cents francs, payable sur le fonds accordé pour l'horlogerie.

6. Les boîtes poinçonnées par l'essayeur seront marquées par le contrôleur du bureau national de garantie, du second poinçon établi par le même arrêté, avec ces lettres : F. N. B. (Fabrique nationale de Besançon.)

7. Le contrôleur tiendra, comme l'essayeur, un registre particulier des boîtes ainsi poinçonnées : ce registre sera conforme aux dispositions de l'article 15 dudit arrêté.

8. Les artistes attachés à l'horlogerie nationale de Besançon, et compris comme tels dans les états dressés par la ci-devant agence administrative de cet établissement, jouiront seuls, et pour les ouvrages par eux fabriqués, de l'exception portée au présent arrêté. Ils ne pourront présenter au poinçonnement aucune boîte de fabrication étrangère, sous peine de répétition des droits établis par la loi du 19 brumaire, et de ceux auxquels est assujétie, par le tarif du 15 mars 1791, l'introduction en France des ouvrages de ce genre.

9. Les registres prescrits par les articles 4 et 6 ci-dessus sont particuliers à l'horlogerie de Besançon, et distincts de ceux que les employés du bureau de garantie doivent tenir en exécution de la loi du 19 brumaire.

(1) Voyez, sur le titre et la garantie des matières d'or et d'argent, la loi générale du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes qui résument la législation.

10. Un relevé de ces registres, constatant le nombre des montres qui auront été poinçonnées dans le cours de chaque décade, sera transmis au ministre de l'intérieur, dans le cours de la décade suivante, par l'administration centrale du département.

11. Les dispositions prescrites par les articles ci-dessus en faveur de l'horlogerie de Besançon, seront communes à l'horlogerie du Mont-Terrible, sous les modifications suivantes :—1^o Le titre de l'or sera de sept cent cinquante millièmes, tel qu'il est prescrit par la loi du 19 brumaire an 6 ; celui de l'argent sera, d'après la même loi, de huit cents millièmes. — La tolérance respective sera de trois millièmes pour l'or, et de cinq pour l'argent. — 2^o Les poinçons apposés sur les boîtes de montre seront ceux prescrits par ladite loi du 19 brumaire. Les frais d'essai seront à la charge des artistes. — 3^o Les fabricans reconnus par l'administration centrale, et dont elle aura fait remettre un état aux bureaux de garantie, jouiront seuls, et seulement pour les ouvrages de leur fabrique, de l'exception portée en la loi du 2 germinal dernier. Ils ne pourront faire poinçonner aucune montre étrangère, sous les peines contenues en l'article 8 ci-dessus, dont l'administration centrale surveillera exactement l'exécution.

N^o 188. = 4 vendémiaire an 8 (26 septembre 1799). = *Loi qui ordonne une levée extraordinaire de chevaux pour le service des armées.* (II, Bull. CCCXIII, n^o 3312 ; B., LXXVIII, 16.)

N^o 189. = 6 vendémiaire an 8 (28 septembre 1799). = *Loi qui ordonne un prélèvement sur les contributions directes, pour le service courant et arriéré des hospices civils et des enfans de la patrie, jusques et y compris l'an 7.* (II, Bull. CCCXIV, n^o 3313 ; B., LXXVIII, 28.)

N^o 190. = 7 vendémiaire an 8 (29 septembre 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif, sur le service de santé de la marine* (1). (II, Bull. CCCXVIII, n^o 3377.)

TITRE 1^{er}. — Hôpitaux et conseils de salubrité navale.

Art. 1^{er}. Il y aura dans les ports de Brest, Toulon, Rochefort et Lorient, un ou plusieurs hôpitaux de marine, suivant les besoins du service, lesquels, autant qu'on le pourra, seront isolés de la ville. S'il devient nécessaire d'en établir dans d'autres ports, cette mesure ne pourra être ordonnée qu'en vertu d'un arrêté spécial du directoire.

2. Les hôpitaux de marine seront toujours administrés d'une manière uniforme, et desservis, s'il est possible, par des hospitalières, qui, dans aucun cas, ne pourront en avoir l'entreprise.

3. Les citoyens au service de la marine dans les autres ports que ceux énoncés à l'article 1^{er}, seront traités dans les hospices civils des lieux, moyennant le prix convenu par journée de malade.

4. Il sera attaché à chaque port secondaire un ou deux officiers de santé, suivant que le ministre le jugera nécessaire.

5. Le conseil de salubrité navale établi dans chaque grand port, est maintenu : il sera composé de l'inspecteur de santé lorsqu'il sera dans le port, du

(1) Voyez, sur le service des hôpitaux militaires en général, le décret du 3—16 ventose an 2 (21 février—6 mars 1794), et les notes qui résument la législation.

Il s'agit ici des hôpitaux de la marine, service tout spécial. Voyez l'arrêté du 17 nivose an 9 (7 janvier 1801), concernant les établissemens de santé de la marine et des colonies.

commissaire de marine chargé de la police et de l'administration des hôpitaux, et des officiers de santé en chef et en second.

6. Le conseil de salubrité sera convoqué et présidé par l'inspecteur de santé. — En son absence, le commissaire des hôpitaux le convoquera et le présidera. — Quand il ne s'agira que d'objets purement relatifs à l'art de guérir, le commissaire des hôpitaux pourra se dispenser d'assister au conseil; et, dans ce cas, la présidence sera dévolue au plus ancien d'âge des officiers de santé en-chef.

7. Un officier de santé, au choix du conseil de salubrité navale, y remplira les fonctions de secrétaire, et rédigera les procès-verbaux des séances.

8. Ces procès-verbaux seront signés individuellement, sur les registres, par les membres du conseil de salubrité.

9. Les expéditions de ses délibérations seront signées par le président et par le secrétaire.

10. Le conseil de salubrité navale dirigera, sous l'autorité de l'ordonnateur, toutes les parties du service de santé dans les hôpitaux, sur les vaisseaux et autres bâtimens de la république. — Tous les employés au service de santé de la marine seront sous la surveillance du conseil, en ce qui concerne ce service.

11. Le commissaire des hôpitaux remettra à l'ordonnateur les délibérations du conseil de salubrité qui sont susceptibles de lui être soumises; l'ordonnateur prononcera sur leur contenu, ou il les transmettra au ministre de la marine s'il y a lieu à provoquer sa décision.

12. Le conseil de salubrité pourra nommer des commissaires pris dans son sein, ou parmi les officiers de santé de la marine, pour préparer et lui présenter des rapports sur les objets susceptibles d'un examen particulier.

TITRE II. — Réception des malades ou blessés dans les hôpitaux de la marine.

13. Tous les officiers militaires, d'administration et de santé de la marine, tous entretenus, gens de mer, gardiens, ouvriers, journaliers, employés dans les ports ou sur les vaisseaux ou autres bâtimens de l'état; les troupes composant les garnisons des vaisseaux, les sous-officiers et préposés à la garde des chiourmes, et les condamnés aux fers, seront reçus dans les hôpitaux de la marine, suivant les formes ci-après.

14. Les gens de mer, ouvriers et journaliers, les préposés à la garde des chiourmes et les condamnés aux fers, seront reçus d'après un billet du commissaire de marine ou autre officier d'administration sous la police et les ordres duquel ils se trouveront.

15. Les officiers mariniers, matelots et autres gens de mer embarqués sur les vaisseaux et autres bâtimens de la république, seront admis sur un billet de l'aide-commissaire, visé du commissaire chargé du détail des armemens.

16. Les officiers militaires de la marine seront reçus d'après un billet signé de l'officier supérieur de l'état-major chargé de ce service, et visé par l'ordonnateur: ce billet sera enregistré au bureau des revues, si l'officier malade n'est pas embarqué, et au bureau des armemens, s'il est embarqué.

17. Les officiers d'administration, et autres entretenus, seront admis sur un billet du commissaire de marine préposé au détail des revues, et visé par l'ordonnateur.

18. Les aides-commissaires, les officiers de santé, et les divers entretenus embarqués, autres que des officiers militaires, seront reçus d'après un billet du commissaire préposé au détail des armemens, et visé par l'ordonnateur.

19. Les sous-officiers et soldats de marine seront admis sur un billet de l'adjudant-major : ce billet sera enregistré au bureau des revues, s'ils ne sont pas embarqués, et à celui des armemens, s'ils sont embarqués.

20. Lorsque des gens de mer embarqués sur des bâtimens du commerce auront besoin des secours de l'hôpital, ils y seront admis au compte de leurs armateurs. Les billets d'entrée seront fournis, sur la demande des capitaines, par le sous-commissaire chargé de l'inscription maritime.

21. A l'égard des hommes attachés au service personnel des officiers embarqués sur les vaisseaux de la république, ceux aux gages du capitaine seront admis à son compte, sur la demande qu'il en fera, laquelle sera enregistrée au bureau des armemens : les autres étant nourris et payés par la république, seront reçus suivant les formes prescrites pour les gens de mer embarqués sur les bâtimens de l'état.

22. Les commissaires de marine préposés à l'administration et à la police des hôpitaux, sont spécialement chargés de surveiller l'exécution des formalités qui viennent d'être prescrites.

23. Les officiers de santé embarqués, ceux attachés au service de l'arsenal, de la caserne des marins, des troupes de la marine et autres établissemens maritimes, seront tenus d'indiquer sommairement, au dos du billet fait pour chaque homme envoyé à l'hôpital, la nature de sa maladie.

24. A la rentrée des vaisseaux de la république, les capitaines ne pourront en faire débarquer les malades que lorsque l'hôpital sera en état de les recevoir. Les officiers de santé en chef de ces vaisseaux seront tenus d'envoyer l'état des malades au conseil de salubrité navale, et de détailler le traitement qui aura été employé pour chacun d'eux jusqu'au jour du débarquement.

25. Chaque malade, en entrant dans l'hôpital, sera visité par l'officier de santé de garde, lequel vérifiera la nature de la maladie, et s'il y a lieu à le recevoir.

26. Le billet d'entrée sera timbré par celui qui aura fait la visite, des mots, *fiévreux*, *blessé*, ou autres, suivant la nature de la maladie, et le malade sera envoyé dans la salle indiquée par le timbre de son billet.

27. Les hardes des malades seront fumigées avec le soufre, sous un hangar placé à l'entrée de l'hôpital, et ensuite lessivées : ces hardes seront étiquetées avec un numéro correspondant à celui que les malades auront attaché à leur poignet, et déposées dans un magasin. Leur argent sera remis au bureau du commissaire de l'hôpital, qui en sera responsable.

28. Il sera fourni aux malades des robes de chambre qui seront de laine ou de toile, suivant la saison ou le climat : les robes de chambre de ceux qui seront atteints de maladies contagieuses, seront étiquetées du nom de la maladie.

TITRE III. — Disposition des hôpitaux, et distribution des malades dans les salles.

29. Il sera établi, dans chacun des hôpitaux de la marine, un bain particulier qui servira à laver et nettoyer les malades à leur arrivée. Les officiers de santé détermineront les cas où les malades ne pourront être baignés.

30. Les salles des hôpitaux de la marine seront distribuées de manière que l'air puisse circuler librement ; et, pour le renouveler le plus souvent possible, on pratiquera, dans la partie la plus basse des salles, des ouvertures qui communiqueront avec l'air extérieur.

31. Chaque salle des hôpitaux de la marine sera garnie de manière qu'il y ait un intervalle de neuf décimètres sept centimètres quatre millimètres entre chaque lit.

32. Chaque lit sera composé d'une couchette de fer et sanglée, élevée de terre de trois à quatre décimètres. Ces lits n'auront de dedans en dedans que huit décimètres, et deux mètres de long. — Ils seront composés de deux matelas, dont l'un de crin et l'autre de laine. Les lits seront numérotés, et garnis de rideaux sur les côtés seulement.

33. En attendant qu'il soit possible que chaque lit ait son matelas de crin, on se servira de paillasses qui seront renouvelées tous les trois mois, et plus souvent si le conseil de salubrité le juge à propos. Le sac qui contiendra la paille sera lacé; les couvertures, châlits, matelas, seront lavés tous les trois mois, et plus souvent si cela est ordonné.

34. Il y aura une salle particulière pour les entrans, pour les maladies aiguës, les maladies chroniques, pour les grands et petits blessés, et pour les convalescens; on séparera encore des malades ordinaires ceux qui seront atteints de maladies contagieuses.

35. Les vénériens seront également traités dans des salles particulières.

36. Les salles de blessés seront disposées de manière à ce qu'ils reçoivent facilement les soins particuliers que leur état exige; les lits seront au moins d'un mètre de large, et plus écartés que dans les salles des fiévreux.

37. Les galeux seront séparés des autres malades, et traités, autant qu'il sera possible, dans une infirmerie isolée. Les couvertures dont ils se seront servis seront passées à la vapeur du soufre, ainsi que les hardes qui auront été à leur usage; tous les meubles et ustensiles des galeux leur seront exclusivement affectés.

38. Les malades atteints d'épilepsie et d'autres maladies reconnues incurables, ou de quelque vice dans l'organisation, qui les rendent incapables de continuer leurs services, seront renvoyés chez eux, après que leur état aura été bien constaté.

39. Il sera fourni des bandages à tous ceux qui auront des hernies; et la première application en sera faite par les officiers de santé.

TITRE IV. — Hôpital des convalescens.

40. Il sera établi, à quelque distance de chaque port, et dans le lieu le plus salubre, un hospice propre à recevoir les convalescens et les scorbutiques. On aura l'attention de faire cultiver, dans les terrains qui environneront cet hospice, des plantes médicinales et potagères, suivant la nature du climat et les besoins des malades. — Les scorbutiques auront des salles particulières.

41. Les officiers de santé auront seuls le droit de prononcer si les convalescens sont en état de reprendre leur service.

TITRE V. — Alimens, et leur distribution.

42. La portion des alimens pour chaque malade, infirmier ou servant, sera, par jour, composée ainsi qu'il suit: — 1° Cinq hectogrammes de viande; savoir: deux tiers en bœuf et un tiers en mouton ou veau; — 2° Six hectogrammes de pain blanc de pur froment, bien cuit et non brûlé; — 3° Quarante-sept centilitres de vin rouge, vieux et de bonne qualité. — Le vin sera de Bordeaux pour les hôpitaux de Brest, Rochefort et Lorient. — On emploiera à Toulon les vins du pays. — On fournira le sel et le vinaigre nécessaires.

43. Il sera fourni des œufs frais, de la panade, du lait, de la bouillie, du riz, des pruneaux et autres légers alimens, toutes les fois qu'ils auront été ordonnés par les officiers de santé supérieurs, à la place de la ration ordinaire.

44. Il y aura neuf décagrammes de pain blanc dans une panade, six décagrammes de riz dans une portion de riz au gras ou au lait, et six décagrammes de farine dans une bouillie: la portion de lait simple sera de quarante-sept centilitres; il y aura quarante-sept centilitres de lait dans une bouillie ou dans un riz au lait; et enfin neuf décagrammes de pruneaux pour une portion, pesés avant la cuisson.

45. Lorsque les officiers de santé jugeront l'usage d'un bouillon nuisible à quelque malade, ils en préviendront la veille, pour que sa portion de viande ne soit pas mise dans la marmite, et que l'on prépare les alimens qui devront en tenir lieu.

46. La viande sera belle, bien saignée et de bonne qualité, sans qu'il puisse être admis de têtes, cœurs, fressures et pieds. Elle sera examinée par un officier de santé, lors de la livraison: s'il la trouve défectueuse, il en avertira le commissaire des hôpitaux, qui jugera si elle doit être rejetée.

47. La pesée de la viande sera faite le soir pour la distribution du matin, et le matin pour la distribution du soir, à raison de vingt-quatre décagrammes pour chaque malade, infirmier ou servant. Si dans l'intervalle de la pesée à la mise de la viande dans la marmite, il entrerait quelque malade à l'hospice, en ce cas seulement il sera ajouté vingt-quatre décagrammes de viande pour chaque entrant.

48. Le sergent de planton assistera toujours à la pesée; et aussitôt qu'elle sera faite, la viande sera mise dans un lieu dont il aura seul la clef. A l'heure accoutumée, il la fera transporter et mettre dans la marmite en sa présence. — Il y aura toujours une sentinelle posée à la cuisine; elle aura la consigne de ne laisser tirer de la marmite aucun morceau jusqu'au moment de la distribution.

49. Il sera mis dans la marmite, pour cinq hectogrammes de viande, un litre quatre-vingt-dix centilitres d'eau: cette eau devra être réduite par l'ébullition à environ un litre quarante-deux centilitres. On y ajoutera le sel nécessaire, et les plantes potagères qui seront ordonnées par les officiers de santé en chef.

50. L'heure de la distribution des alimens sera fixée, dans chaque hôpital, à dix heures du matin pour le dîner, et à quatre ou cinq heures du soir pour le souper. Le pain et le vin seront distribués une demi-heure avant le bouillon et la viande, pour que les malades aient le temps de préparer leur soupe. On fera mettre dans le vase des malades, en leur présence, une quantité d'eau égale à celle du vin, à moins que l'officier de santé ne juge le vin pur nécessaire à quelques uns. — Le bouillon sera apporté dans des chaudières particulières, qui auront un cylindre dans lequel il y aura du feu pour en entretenir la chaleur.

51. Les portions seront portées et distribuées dans les salles par les infirmiers. Le nombre des employés aux distributions sera tel, qu'elles soient faites dans une demi-heure.

52. La ration des infirmiers et servans ne peut leur être donnée qu'en nature: la distribution leur en sera faite lorsque celles des malades seront entièrement terminées.

53. Il sera réservé, à chaque distribution, quelques parties de celles restantes en viande, pour être données, s'il en est besoin, aux malades entrant dans l'intervalle des deux distributions.

54. Les malades à la diète auront le nombre de bouillons qui aura été prescrit par les officiers de santé supérieurs. Ces bouillons seront fournis avec la plus grande exactitude, ainsi que les œufs, panades, bouillies, riz, pruneaux, etc., qui auront été ordonnés.

TITRE VI. — Médicamens.

55. Les pharmacies des hôpitaux de la marine seront toujours approvisionnées d'une quantité suffisante de drogues simples et composées, pour le service des hôpitaux et pour la formation des coffres de médecine. L'espèce de ces drogues sera conforme à l'état des remèdes qui sera ordonné pour ce double objet.

56. Il est expressément défendu d'employer aucune composition galénique et chimique, tant dans les hôpitaux que dans les coffres, pour le traitement des malades à la mer, qu'elle n'ait été préparée par le pharmacien en chef de l'hôpital dans les laboratoires établis à cet effet, sous la surveillance des officiers de santé supérieurs.

57. Les aides et les élèves officiers de santé seront tenus de se trouver à cette préparation pour leur instruction.

58. Les ordonnances des officiers de santé en chef pour les remèdes qui s'emploient journellement dans les hôpitaux, tels que tisanes, potions, loqs, opiats, etc., seront exécutées aux heures indiquées, dans le lieu de la pharmacie destiné à cette manipulation, par le pharmacien en chef, ou, en sa présence, par les aides-pharmaciens dont la capacité aura été reconnue. Le pharmacien en chef s'assurera s'il n'y a aucune erreur dans les doses, aucune drogue substituée à d'autres, aucune méprise dans les numéros qui indiqueront la destination des remèdes.

59. On se conformera, pour la composition journalière de ces remèdes, aux formulaires des hôpitaux.

TITRE VII. — Infirmier en chef.

60. Il sera établi, dans chaque hôpital, sous la surveillance du conseil de salubrité navale, un infirmier en chef.

61. Cet infirmier, qui saura lire et écrire, sera chargé de tous les meubles, hardes et ustensiles des hôpitaux.

62. Il fera de fréquentes tournées dans les salles, veillera à ce que tous les infirmiers et servans soient à leur poste, et à ce que chacun remplisse les devoirs de sa place avec la douceur, l'empressement et la sollicitude que l'on doit à l'humanité souffrante.

63. Il aura soin de faire donner du linge blanc à tous les malades entrans, tant sur eux que dans leurs lits.

64. Un quart d'heure avant la visite des officiers de santé en chef, il la fera annoncer au son de la cloche. Il fera l'appel des employés servans de toute espèce; et si quelqu'un manquait, il en rendrait compte aux commissaires de l'hôpital.

65. Il fera placer les malades qui arriveront, dans les salles indiquées par l'officier de santé de garde.

66. A six heures du soir en hiver, et à huit heures en été, il fera un second appel pour disposer le service de la nuit.

67. Il fera balayer et nettoyer les salles deux fois par jour: il veillera à ce que les infirmiers et autres employés servans soient tenus proprement.

68. Il fera parfumer les salles trois fois par jour.

69. Il fera faire des recherches sous les chevets des malades, pour qu'ils ne recèlent point des alimens nuisibles à leur santé.

70. Il veillera à ce que les malades ne ferment point les fenêtres, lorsque les officiers de santé auront jugé à propos de les laisser ouvertes.

71. Il veillera à ce que les fenêtres des salles aient des rideaux de toile pour que les rayons du soleil n'incommodent point les malades.

72. Il veillera à ce que les infirmiers et servans tiennent dans la plus grande propreté les cuisines et autres endroits de l'hôpital.

73. Toutes les fois qu'il jugera convenable de faire étamer les ustensiles de cuisine, il en préviendra le conseil de salubrité navale, qui décidera si la demande est fondée.

74. Il fera blanchir les salles avec de la chaux vive, toutes les fois que le conseil de salubrité le jugera nécessaire.

75. Il fera allumer du feu dans les salles, le jour qui sera fixé par le conseil de salubrité; et il le fera cesser quand le conseil l'ordonnera.

76. Il fera allumer des lampes avant la nuit, et les fera entretenir sans interruption jusqu'au jour.

77. L'infirmier en chef peut être choisi parmi les hospitalières.

78. Dans les ports où les fournitures des hôpitaux seront à l'entreprise, un préposé des entrepreneurs remplira le service d'infirmier en chef, sous la surveillance du commissaire de l'hôpital et des officiers de santé supérieurs.

TITRE VIII. — Employés au service des hôpitaux.

79. Les aides et élèves chirurgiens de la marine seront chargés, sous les ordres de l'officier de santé en chef, du service intérieur des hôpitaux de la marine, en ce qui les concerne, sans qu'ils puissent prétendre à aucun supplément d'appointemens. Leur nombre sera fixé à raison d'un pour vingt-cinq malades indistinctement : leur répartition dans les salles sera faite par le conseil de salubrité navale.

80. Le nombre des pharmaciens subalternes sera à raison d'un pour cinquante malades.

81. Le nombre des infirmiers ordinaires sera fixé à raison d'un pour quinze malades indistinctement. — Les infirmiers ordinaires pourront être pris parmi les condamnés aux fers.

TITRE IX. — Officiers de santé en chef dans les hôpitaux de la marine (1).

82. Les officiers de santé en chef visiteront deux fois par jour les malades dans l'hôpital. La première visite se fera régulièrement à six heures du matin depuis le 1^{er} germinal jusqu'au 1^{er} vendémiaire, et à sept heures depuis le 1^{er} vendémiaire jusqu'au 1^{er} germinal. Après la visite, les officiers de santé en chef se réuniront en comité, pour conférer entre eux sur les cas les plus graves qui se seront présentés dans le cours de leurs visites, et satisfaire aux demandes qui leur seront faites, en ce qui les concerne. La seconde visite aura lieu à quatre heures du soir.

83. Outre les visites du matin et du soir, ils en feront d'autres toutes les fois que les circonstances l'exigeront; et l'officier de santé de garde à l'hôpital, fera avertir les officiers de santé en chef, dans tous les cas difficiles et dangereux.

84. Les officiers de santé en chef désigneront un officier de santé qui sera spécialement chargé de surveiller tous les malades, et de rendre compte, à chaque visite, de leur état : il aura sous ses ordres tous les officiers de santé et pharmaciens de la salle.

85. Les officiers de santé et pharmaciens ordinaires de service se rendront à l'hôpital avant les officiers de santé en chef, pour y préparer tous les objets qui seront de leur ressort.

(1) Voyez, sur le traitement des officiers de santé de la marine, les notes qui accompagnent le titre du décret du 26—30 janvier 1793; elles résument la législation.

86. Les officiers de santé en chef auront soin de faire écrire sur un cahier leurs ordonnances.

87. Il sera attaché au lit de chaque malade un tableau contenant en titre le numéro du lit, le nom du malade, son âge, le genre et l'époque de sa maladie, et le jour de son entrée à l'hôpital : ce tableau sera divisé en plusieurs colonnes, dans lesquelles les officiers de santé de service relateront, chaque jour, les symptômes et variations de la maladie, les médicamens ordonnés et les alimens.

88. A la fin de la maladie, ces tableaux seront déposés dans la salle d'assemblée des officiers de santé, et serviront à faire le relevé des malades qui auront été traités dans l'hôpital, et des maladies qui auront régné pendant chaque semestre; ce qui sera écrit sur un registre, pour être consulté au besoin.

89. Les officiers de santé en chef seront accompagnés, dans leurs visites, des officiers de santé attachés à chaque salle, lesquels rendront compte de l'état des malades de leur salle depuis la dernière visite.

90. Ils seront pareillement suivis d'un aide-pharmacien, qui écrira sur un cahier les ordonnances.

91. Les officiers de santé en chef signeront journellement leurs visites.

92. Après leur visite, les officiers de santé en chef feront collationner devant eux les cahiers qui auront été tenus par les officiers de santé et pharmaciens de service.

93. Lorsque les cahiers de visite seront remplis, ils seront déposés dans la salle d'assemblée des officiers de santé, pour y être conservés.

94. Les officiers de santé en chef seront seuls compétens pour régler le régime et les médicamens des malades. Il est expressément défendu à qui que ce soit de s'opposer à l'exécution des ordonnances desdits officiers de santé.

95. Ils feront choix d'officiers de santé de première classe, pour donner gratuitement leurs conseils et leurs soins à tous les officiers militaires, d'administration, entretenus, gens de mer, et ouvriers du port, qui voudront se faire traiter chez eux. Ces officiers de santé seront respectivement chargés d'un arrondissement de la ville : chaque jour, les officiers de santé en chef se feront rendre compte de l'état des malades, et ils se transporteront chez eux lorsque la gravité de la maladie l'exigera.

96. Les officiers de santé en chef feront, de temps en temps, des visites dans les cuisines; ils goûteront toutes les espèces d'alimens et boissons destinés aux malades : ils régleront tout ce qui sera relatif à cet objet, et vérifieront si les ustensiles de cuivre sont bien étamés. — Dans le cas d'inexactitude ou autre faute de la part de leurs subordonnés, ils prendront provisoirement à leur égard les mesures qu'ils jugeront convenables; ils en donneront avis au commissaire de marine chargé de la police des hôpitaux, lequel, s'il y a lieu, prendra les ordres de l'ordonnateur.

TITRE X. — Officiers de santé de garde à l'hôpital.

97. Il y aura toujours de garde, et à tour de rôle, soit de nuit, soit de jour, un officier de santé de première classe.

98. Si le service de la mer emploie un trop grand nombre d'officiers de santé de première classe, ils seront suppléés, dans ce service, par ceux de seconde classe.

99. L'officier de santé de garde rendra compte aux officiers de santé en chef, des événemens survenus depuis leur dernière visite.

100. Il accompagnera les aides-pharmaciens dans la distribution qu'ils feront des remèdes.

101. Il veillera à ce que les remèdes soient distribués avec exactitude aux malades auxquels ils sont destinés, et à ce que les officiers de santé inférieurs, ainsi que les infirmiers, exécutent ponctuellement les ordres qui leur auront été donnés.

102. Il aura sous ses ordres un certain nombre d'officiers de santé inférieurs, qui partageront sa vigilance, et lui rendront compte de tout ce qui se sera passé dans les salles où il n'aura pu porter son attention particulière : il y en aura un également de garde dans chaque pharmacie.

103. Il y aura toujours un officier de santé présent à la distribution des alimens. Il les dégustera pour s'assurer de leur bonne qualité ; il veillera à ce que chaque malade reçoive ce qui lui aura été ordonné ; et il interdira les alimens solides à ceux à qui la fièvre ou tout autre accident serait survenu depuis la dernière visite des officiers de santé en chef.

TITRE XI. — Pharmacien en chef.

104. Le pharmacien en chef est responsable de tous les objets, tant en médicamens qu'en vases, linges à pansement, ustensiles, etc., contenus dans les magasins de la pharmacie et dans les pharmacies des hôpitaux.

105. Il fera, conjointement avec ses collègues du conseil de salubrité navale, au moins tous les trois mois, une visite générale des drogues simples et composées. Le contrôleur de marine, et le commissaire chargé du détail des approvisionnemens, assisteront à ces visites : en cas d'altération, de coulage ou d'avarie quelconque, il en sera dressé un procès-verbal, signé des membres du conseil, du commissaire des approvisionnemens, et du contrôleur ; la minute restera déposée au contrôle, et il en sera délivré des expéditions à qui de droit.

106. Toute fourniture de pharmacie pour le service des vaisseaux, ou autre, étrangère aux besoins des malades traités dans les hôpitaux, ne pourra être délivrée que sur un état signé par le commissaire des hôpitaux, par deux autres membres du conseil de salubrité, et visé par l'ordonnateur.

107. Les coffres de médecine pour la mer seront faits en présence de l'officier de santé en chef de chaque vaisseau, et par les personnes préposées à cet effet.

108. Lors de la remise, au désarmement, des médicamens, linges à pansement, vases et ustensiles de chirurgie et de pharmacie, leurs quantités et qualités seront examinées scrupuleusement par le pharmacien en chef, réuni aux autres membres du conseil de salubrité. — Les remèdes évidemment altérés seront jetés dans un vase plein d'eau, et portés en décharge sur les comptes de l'officier de santé en chef du vaisseau ; ceux en état de servir resteront à la charge du pharmacien en chef. — Les ustensiles avariés seront envoyés au magasin général du port, pour les faire réparer s'ils en sont susceptibles.

109. Les médicamens, notamment ceux destinés à être embarqués, seront préparés de manière à se conserver le plus long-temps possible.

110. Les recettes de drogues simples, linges à pansement, bandages, herniaires et autres de ce genre, n'auront lieu qu'autant que les fournitures, examinées avec détail par les membres du conseil de salubrité, seront reconnues par eux être de bonne qualité : le pharmacien vérifiera surtout les quantités. Le contrôleur de marine et le commissaire chargé du détail des approvisionnemens seront présens à ces recettes, conformément à la loi.

111. Le pharmacien en chef, seul responsable dans cette partie du service, rédigera les états de demande pour la pharmacie. Ils seront enregistrés

au bureau d'administration des hôpitaux, approuvés et visés par l'ordonnateur, s'il y a lieu.

112. La comptabilité de la pharmacie sera confiée au pharmacien en chef : il pourra s'adjoindre, pour ses écritures, les pharmaciens qui lui seront nécessaires.

113. Dans le courant de vendémiaire de chaque année, le pharmacien en chef présentera à l'ordonnateur le compte de ses recettes et consommations pendant l'année précédente. Ce compte sera soumis au conseil de salubrité pour avoir son avis, et le pharmacien en chef ne pourra prendre part à la délibération : ensuite il sera présenté, avec l'avis du conseil de salubrité, à l'examen du conseil d'administration du port, qui l'arrêtera définitivement, et en donnera décharge, s'il y a lieu.

114. Les pharmaciens placés à la tête des différens services, tiendront journellement, et rendront au pharmacien en chef, à la fin de chaque mois, un compte exact de toutes les dépenses. Ils lui présenteront également les cahiers de visite, qui devront être nettement écrits, signés jour par jour par les pharmaciens affectés aux salles des malades, et par les officiers de santé chargés en chef du traitement.

115. Le pharmacien en chef inspectera chaque jour les pharmaciens particuliers des hôpitaux : il surveillera les opérations du laboratoire et les magasins de la pharmacie. Dans le cas d'inexactitude ou de faute de la part de ses subordonnés, il prendra provisoirement, à leur égard, les mesures qu'il jugera convenables : il en donnera avis au commissaire de marine chargé de la police des hôpitaux, qui prendra, s'il y a lieu, les ordres de l'ordonnateur.

TITRE XII. — Jardinier herboriste (1), et garçon de pharmacie.

116. Il sera affecté au service général de la pharmacie un jardinier destiné à entretenir le jardin des plantes usuelles, à parcourir la campagne pour y ramasser celles qu'une grande consommation ne permettrait pas de cultiver dans le jardin, et à les nettoyer.

117. Il viendra exactement, soir et matin, à la pharmacie principale, et même aux pharmacies circonvoisines, pour y prendre note des demandes qui lui seront faites par les pharmaciens ; il y satisfera ponctuellement et avec vigilance.

118. Les garçons de pharmacie seront employés aux magasins, au laboratoire, et à tous les travaux qui leur seront prescrits par les pharmaciens.

TITRE XIII. — Commissaire des hôpitaux.

119. Le commissaire de marine chargé de la police et de l'administration des hôpitaux, fera, quand il le jugera convenable, des visites dans les salles, dans les cuisines et autres lieux où son inspection sera nécessaire : il s'assurera de la bonté des alimens, de la propreté des ustensiles ; il écoutera les plaintes des malades, fera droit aux réclamations qui seraient reconnues légitimes, et maintiendra partout l'ordre et l'exactitude du service.

TITRE XIV. — Service de santé sur les vaisseaux de la république.

120. Dès qu'un bâtiment entrera en armement, il en sera donné avis au conseil de salubrité navale, par le commissaire de marine chargé du détail des armemens.

(1) Voyez l'arrêté du 23 messidor an 9 (12 juillet 1801), qui fixe le traitement de ces jardiniers.

121. La destination des officiers de santé sur les vaisseaux de la république sera proposée par le conseil de salubrité navale à l'ordonnateur qui donnera les ordres d'embarquement.

122. Les officiers de santé destinés au service des vaisseaux embarqueront chacun à leur tour, et ne pourront, sous aucun prétexte, en être exempts, hors le cas de maladie ou d'une impossibilité bien constatée par le conseil de salubrité.

123. Lorsque plusieurs vaisseaux entreront en armement en même temps, le plus ancien des officiers de santé dont le tour sera d'embarquer, passera sur le vaisseau commandant.

124. Le tour de service à la mer ne compte pas en rade : ainsi les officiers de santé débarqués de vaisseaux qui n'auront point sorti de la rade, seront nommés pour suivre la destination des premiers vaisseaux qui partiront.

125. Le tour de service à la mer, à faire par les pharmaciens, n'a lieu que parmi ceux de troisième classe : ceux de la deuxième ou première classe roulent entre eux pour le même service, quand il est reconnu nécessaire d'en embarquer sur des armées navales, escadres ou divisions.

126. Parmi le nombre des officiers de santé de troisième classe embarqués sur un vaisseau, il y en aura toujours un au moins qui ait fait une campagne.

127. L'officier de santé en chef aura une autorité immédiate sur les officiers de santé en sous-ordre.

128. L'officier de santé en chef embarqué sera logé à la sainte-barbe, où il sera pratiqué pour lui une chambre en toile, immédiatement après celle de l'aide commissaire.

129. Il sera traité à bord avec les mêmes égards que les officiers de l'état-major, dont il fait partie.

130. Les officiers de santé inférieurs recevront le même traitement de table que les aspirans de la première classe ; ils seront logés dans un poste commode, parallèle à celui des aspirans, et ils seront traités avec les mêmes égards.

131. Les officiers de santé de tout grade, étant malades, seront soignés dans les hôpitaux comme les officiers militaires et d'administration.— Il sera accordé un mousse à l'officier de santé en chef : quant aux autres officiers de santé, il leur sera passé trois mousses sur les vaisseaux à trois ponts, deux sur les vaisseaux de ligne, et un sur les frégates et corvettes.

TITRE XV. — Soins relatifs à la salubrité des vaisseaux et à la santé des équipages.

132. Dès qu'un vaisseau sera mis en armement, l'officier de marine chargé du détail général, l'aide-commissaire et l'officier de santé en chef, feront les dispositions nécessaires pour en assurer la salubrité.

133. Ils commenceront par visiter toutes les parties du bâtiment. — La cale sera nettoyée, lavée ; elle sera purifiée par le moyen du gaz acide muriatique, et ensuite blanchie à la chaux. — On aura attention que tous les galets servant de lest soient bien lavés avant d'être placés dans la cale. — L'eau de la sentine sera renouvelée de temps à autre pour en prévenir la corruption.—Le faux-pont sera, comme la cale, blanchi à la chaux.

134. Il ne sera embarqué aucune espèce de vivres ou boissons, que les trois officiers indiqués à l'article 132 ne se soient assurés de leur qualité et ne l'aient jugée bonne.

135. La cale des vaisseaux sera lavée tous les jours ; les gaillards et dunettes, les ponts et coursives, les passavans, les cages et les dehors des vaisseaux, seront aussi lavés, faubertés et sablés tous les jours de grand matin.

—Il en sera de même pour les affûts de canon et autres ustensiles de l'artillerie exposés à la malpropreté.

136. Les différentes parties du vaisseau seront parfumées tous les jours par le moyen que l'officier de santé en chef aura jugé convenable.

137. La chaudière de l'équipage ne pourra tous les matins être mise sur le feu, qu'elle n'ait été visitée par un officier de santé.

138. Afin de prévenir les effets pernicieux de toutes les ordures qui se corrompent dans les fonds, l'arrimage du vaisseau sera refait tous les ans, autant qu'il sera possible; la cale sera nettoyée et parfumée, ainsi qu'il est prescrit par l'article 133.

139. Quand le temps le permettra, les sabords seront ouverts tous les matins, et il sera fait un branle-bas général pour la salubrité du vaisseau. — Chaque matelot sera alors tenu de porter sur le pont son hamac, sa couverture et son sac: tous les effets seront secoués, battus, et ils resteront exposés à l'air au moins durant deux heures.—Si le temps est mauvais, ces objets seront déposés dans les filets de l'entre-pont.

140. Au lieu des charniers dans lesquels chaque homme de l'équipage va prendre l'eau dont il a besoin en y plongeant la corne commune à tous, il sera placé de chaque côté du grand mât une jarre de bois fermée avec un cadenas et munie d'un robinet. — Chaque matelot n'y pourra venir qu'avec sa tasse.—Ces jarres seront visitées de temps à autre, et tenues dans la plus grande propreté.—Elles seront faites sur les plans qui en seront donnés.

141. Lorsque l'eau sera altérée, on y mettra quelques bouteilles de vinaigre. La quantité de vinaigre sera proportionnée à la capacité des jarres. — Si l'équipage est menacé de scorbut, on y joindra en eau-de-vie le tiers de la quantité de vinaigre. — Dans les pays chauds, il sera mis dans l'eau des jarres une certaine quantité de citrons, d'eau-de-vie et de sucre.

142. Lorsque, dans les pays étrangers, il faudra faire de l'eau, l'officier de santé en chef devra d'abord se transporter sur les lieux pour essayer l'eau et s'assurer de sa bonne qualité.

143. Il sera fourni par jour, à chaque plat, la quantité de vingt-trois centilitres de vinaigre, tant pour assaisonner les alimens que pour se laver la bouche.

144. Les officiers de quart veilleront et feront veiller à ce que les matelots ne dorment pas sur le pont.

145. Il sera fourni à chaque marin un hamac et une couverture. Chaque homme dépendra un bout de son hamac lorsqu'il en sortira. Les hamacs seront suspendus par des crochets à vis.—Les barots de l'entre-pont, de dessous les passavans et de la batterie, porteront une série de numéros, afin que chaque homme reconnaisse la place où il devra suspendre son hamac et son sac.

146. Chaque matelot aura un sac composé de deux gilets, deux culottes, quatre chemises, trois paires de bas, deux paires de souliers, un chapeau et un bonnet.

147. Tous les hommes de l'équipage, ceux composant la garnison d'un vaisseau, se feront raser et changeront de chemises deux fois par décade. Ils se peigneront tous les jours: ils seront de même tenus, à la mer, de se laver la bouche avec de l'eau et du vinaigre.—Chaque maître ou quartier-maître, chaque sous-officier, est tenu de veiller, en ce qui le concerne, à l'exécution de ces dispositions, et d'en rendre compte tous les matins à l'officier sous les ordres duquel il est immédiatement placé.

148. Il ne sera jamais laissé, d'un jour à l'autre, de l'eau de mer dans les bailles de combat.

149. Il sera établi sur les côtés du vaisseau, en arrière des porte-haubans de misaine, de vastes entonnoirs de plomb terminés par un tuyau qui, suivant le bord du vaisseau, plongera dans la mer.—Ils seront destinés à recevoir les urines, et seront nettoyés tous les jours. Ces entonnoirs remplaceront les baïlles qui servaient au même usage.

150. Dans les rades et à la mer, il sera fait, au moins deux fois par mois, une lessive du linge de l'équipage. — A cet effet, le linge et les autres vêtemens seront déposés dans les baïlles placées sur le pont; et il sera versé dessus, à plusieurs reprises, de l'eau bouillante, mêlée de cendres.

151. Pendant l'hiver, les sabords des batteries basses seront clos par des châssis garnis en toile de canevas: pour cet effet, la toile sera portée sur la feuille du chef de timonnerie, et les châssis sur celle du charpentier.

152. Les marins qui naviguent pendant l'hiver sur les petits bâtimens, étant exposés à être souvent mouillés, recevront, des magasins de la république, chacun une grosse capote, et une paire de bottes dont le retroussis ira jusqu'à mi-cuisse. Il leur sera fait une retenue sur leur solde, de la valeur de la capote; et les bottes seront remises au magasin général lors du désarmement.

153. On aura l'attention de ne laisser coucher les gens de l'équipage qui auront été mouillés pendant le quart, qu'après s'être assurés qu'ils ont changé de vêtemens avant de se mettre dans leurs hamacs: les quartiers-mâîtres des escouades seraient responsables s'il en arrivait autrement. Il sera allumé des fanaux dans l'entre-pont pour faciliter l'exécution de cette disposition; et l'officier qui quittera le quart, sera particulièrement chargé de la surveiller.

154. Avant d'embarquer les futailles d'armement destinées à contenir l'approvisionnement en eau et en vin pour la campagne, elles seront combu-gées, rincées à plusieurs reprises, et remplies d'eau fraîche. Au bout de cinq à six jours, elles seront vidées et transportées à bord. On aura soin de mêler à l'eau qui doit être embarquée, de la chaux vive, à raison d'un hectogramme par barrique de quatre. Quand les futailles seront remplies et arri-mées dans la cale, on en couvrira les bondes avec des morceaux de toile, sur lesquels on mettra des plaques de ferblanc légèrement arrê-tées, pour empêcher les rats de s'y jeter: les parties extérieures de ces pièces seront goudronnées autant qu'il sera possible.

155. Le parc à moutons sera placé, à bord des vaisseaux de ligne et des frégates, sous la chaloupe; les cages à poules seront à la seconde batterie des vaisseaux, et sur les passavans des frégates: il ne pourra être destiné aucune autre place que celles qui viennent d'être indiquées, soit pour le bétail, soit pour les volailles.

156. Il sera scrupuleusement observé de ne jamais garder dans la cale ou autres endroits de l'intérieur du vaisseau, aucune dépouille d'animaux ou autres matières qui soient susceptibles d'une prompte putréfaction.

157. Pour conserver la santé parmi les équipages, les officiers encourageront les jeux d'exercice, les chants et la danse: à cet effet, il sera embarqué, autant qu'on le pourra, une musette ou autre instrument à bord de chaque bâtiment.

TITRE XVI. — Infirmerie du vaisseau, ou poste des malades.

158. Le poste des malades sera placé dans l'entre-pont, et comprendra tout l'espace depuis le grand panneau jusqu'à l'escalier qui conduit à la cloche. Lors du combat, les malades seront placés dans le faux-pont des vaisseaux, et dans la cale des frégates.

159. Afin de maintenir la libre circulation de l'air et de faciliter le service du poste des malades, on évitera de placer, près de ce poste, des manœuvres ou autres objets qui pourraient l'embarrasser ou nuire à sa salubrité. Dans aucun cas, on ne pourra placer à demeure aucune espèce d'effets dans le poste même.

160. Il sera désigné une place à la cuisine pour le service des malades, et il sera embarqué un fourneau pour le même objet.

161. Les cadres à pied seront remplacés par des cadres suspendus de nouvelle forme, plus économiques, appelés des *matelas-cadres*.—Il sera aussi embarqué des cadres particuliers pour transporter les malades. Ces deux espèces de cadres seront faites sur les plans qui en seront fournis.

162. A la mer, le poste des malades sera gratté et lavé tous les jours par les matelots employés à gratter le pont, et ensuite exactement séché.—Il sera parfumé deux fois par jour, d'après les moyens que l'officier de santé en chef jugera convenables.

163. Les cadres et les couvertures qui auront servi seront exposés à l'action du gaz acide muriatique, pour être purifiés avant qu'on puisse les remettre dans les soutes.—Les effets de tout homme sortant du poste des malades devront être purifiés en même temps.—Si un malade meurt d'une fièvre pestilentielle, et que l'officier de santé le juge convenable, le cadre et la couverture qui lui auront servi seront jetés à la mer; il en sera dressé procès-verbal, signé par l'officier chargé du détail, l'aide-commissaire et le chirurgien en chef; à la décharge du comptable.—Il en sera de même des vêtemens que le malade aura portés durant sa maladie, et il en sera dressé pareil procès-verbal, lequel sera remis à l'aide-commissaire.

164. Les bailles des malades seront goudronnées en dedans: elles seront faites en cône, et suivant les proportions qui seront indiquées.

165. Il sera embarqué, pour le service des malades, une capote par quarante hommes.

166. Il sera placé, au milieu du poste des malades, une table à compartimens, propre à contenir des pots, fioles, etc. Ces tables seront faites sur le modèle qui en sera fourni.

167. Pendant la nuit, il y aura un fanal allumé au poste des malades, à moins que les circonstances ne s'y opposent: il en sera de même pour le jour, lorsque le temps forcera d'avoir les sabords fermés.

168. Le canonnier chargé de la garde de ce fanal écartera du poste tous ceux qui s'en approcheraient sans y être appelés pour objets relatifs au service ou sans permission.

169. En temps de guerre, le faux-pont restera libre et toujours prêt à recevoir des malades.—Il sera placé une table au milieu du faux-pont pour les objets nécessaires au service des blessés: pendant le combat, il sera placé à l'écoutille un nombre suffisant de matelots pour recevoir et transporter les blessés.

170. On observera, pour éclairer le faux-pont, ce qui est prescrit pour le poste des malades dans l'article 167.

171. Dès qu'un malade sera décédé, l'officier chargé du détail et l'aide-commissaire en seront prévenus, afin que l'un donne des ordres pour le faire ensevelir et immerger, et que l'autre en fasse l'apostille sur le rôle d'équipage. Le moment de l'immersion sera décidé par l'officier de santé en chef.

172. Les infirmiers seront aux ordres des officiers de santé, ainsi que les matelots destinés au poste des malades. Ces matelots, ayant besoin d'une sorte d'instruction et d'une certaine habitude pour bien remplir leur ser-

vice, ne pourront pas être changés sans le consentement de l'officier de santé en chef.

173. Il sera donné aux matelots servant les malades une grande culotte et une vareuse de toile.

174. Les cadres, couvertures, draps, batteries de cuisine, capotes, chaudières, coquemars, et tous les ustensiles embarqués pour le service des malades, seront confiés à la charge du second officier de santé. En conséquence, il sera fait pour lui une feuille particulière d'armement, qui lui sera remise au magasin général, sur la présentation de son ordre.

175. L'officier de santé en second aura une soute fermant à clef, pour y renfermer tous les objets dont il sera chargé. Il ne pourra rien livrer que sur les bons de l'officier de santé en chef, qui visera l'état des consommations.

176. Le premier infirmier saura lire et écrire. Il sera chargé de la cuisine des malades : en conséquence, il sera présent à la pesée des viandes et légumes qui lui seront fournis. Il lui sera remis, après la visite, un extrait du cahier, signé par le second officier de santé ; et il fera la distribution aux malades, sous la surveillance d'un officier de santé.

TITRE XVII. — Fonctions des officiers de santé sur les vaisseaux, frégates et corvettes.

177. Il y aura, à bord de chaque bâtiment en armement, un officier de santé de service, d'une cloche à l'autre. — Il y aura, sur chaque bâtiment en rade, un officier de santé de service, qui sera relevé tous les jours à midi.

178. Ces officiers de santé enverront chaque jour à l'officier chargé du détail et à l'aide-commissaire du bâtiment, la liste des malades susceptibles d'être envoyés le lendemain à l'hôpital.

179. Les malades seront conduits à l'hôpital en été, à six heures, en hiver, à huit heures du matin : ils seront accompagnés par un officier de santé. Il y aura un canot désigné à cet effet. L'officier de santé de service fera passer, avec chaque homme, une notice indiquant le caractère de la maladie et le traitement qui aura été suivi.

180. L'officier de santé en chef sera présent à la revue, pour visiter les hommes qui demanderaient à désarmer sous prétexte de maladie.

181. Dans les ports et rades, il ira tous les jours à bord, autant que le temps le permettra, pour surveiller et diriger le service de santé.

182. Avant le départ, il visitera les hommes sortant des hôpitaux ; et s'il en trouvait d'incapables de faire la campagne, il en donnerait avis à l'officier chargé du détail et à l'aide-commissaire.

183. En temps de guerre, avant que le vaisseau mette à la voile, il fera tenir prêts tous les objets nécessaires en cas de combat.

184. A la mer, l'officier de santé en chef rendra compte, tous les matins, au capitaine, du nombre et de l'état des malades ; il fera passer à l'officier chargé du détail et à l'aide-commissaire, la liste des hommes entrés au poste et de ceux qui en seront sortis. Il leur fera connaître journellement la quantité de rations ou demi-rations supprimées aux malades, pour en faire compter le commis aux vivres.

185. Les visites des malades seront faites aux mêmes heures et de la même manière que dans les hôpitaux. — L'officier de santé en chef du vaisseau pourra cependant y apporter les changemens que nécessitent souvent et le climat et d'autres circonstances.

186. Il sera tenu deux cahiers : ils seront les mêmes que ceux employés dans

les hôpitaux. — Les ordonnances seront écrites par le pharmacien ou par l'officier de santé qui en fera les fonctions. — La visite sera datée au commencement et à la fin, signée par le chirurgien en chef et l'officier de santé qui écrit la visite. — Il sera tenu par le premier infirmier un cahier contenant le régime seulement : ce cahier lui servira pour les distributions.

187. A la mer, le pharmacien sera chargé des clefs des coffres de pharmacie. Il remettra, tous les décadis, à l'officier de santé en chef, le tableau des consommations de la décade : celui-ci l'inscrira sur son registre, qui sera coté et paraphé par l'ordonnateur.

188. Il sera tenu au magasin de la pharmacie du port, et par le pharmacien de première classe chargé du magasin, un registre de remises. — La note des remises faites par chaque officier de santé en chef sera signée de lui et du pharmacien de première classe.

189. Lors du désarmement, et après avoir rendu les clefs des coffres de pharmacie au magasin de la pharmacie du port, l'officier de santé en chef présentera le compte de ses consommations au conseil de salubrité navale. Il remettra, pour pièces justificatives, son registre, les tableaux décadaires du pharmacien, ses cahiers de visite signés ainsi qu'il est prescrit par l'article 186, et la note des remises faites à la pharmacie. — Le conseil de salubrité donnera son avis sur ce compte, et l'enverra, avec toutes les pièces, au conseil d'administration du port, qui arrêtera définitivement le compte, et en donnera décharge s'il y a lieu.

190. Il sera remis par le conseil de salubrité, à chaque officier de santé en chef, un exemplaire du tarif des médicamens, et un registre sur lequel il inscrira l'entrée des malades au poste, leur sortie, l'histoire des maladies, et les observations météorologiques incidentes. — Au retour de la campagne, l'officier de santé en chef remettra ce registre au conseil.

191. A la mer, l'officier de santé en chef fera, tous les jours, au poste, après la visite du matin, une leçon clinique sur les maladies qu'il aura à traiter.

192. Durant le combat, les officiers de santé se tiendront au poste des malades et blessés ; ils n'en pourront sortir, à moins d'un ordre spécial du capitaine, qui n'est autorisé à le donner que pour un service instant et très momentané.

193. Dans les pays étrangers, les capitaines donneront, autant que le service le permettra, aux officiers de santé, toutes les facilités nécessaires pour faire des collections des produits des trois règnes, qui peuvent enrichir le musée d'histoire naturelle, et subsidiairement les cabinets des écoles de santé.

TITRE XVIII. — Alimens et rafraichissemens.

194. Le règlement de l'année 1784, qui détermine les alimens et rafraichissemens qui doivent être embarqués pour les malades, est maintenu.

195. Les articles de ce règlement par lesquels il est prescrit d'embarquer des tablettes de bouillon, du raisinet, oseille confite, choucroûte, seront exécutés à la rigueur. Il sera de plus embarqué une grande quantité de miel pour le déjeuner des malades.

196. Le pain frais, le vin, le raisinet ou le miel, ou l'extrait de genièvre sucré, composeront le déjeuner des malades, qui leur sera distribué peu après la visite. Le dîner sera composé de la soupe, du pain, du vin et de la viande fraîche ; il sera distribué à onze heures. — Les pruneaux au sucre, ou le riz au sucre, avec le pain et le vin, composeront le souper : il sera distribué à quatre heures.

197. Les quantités prescrites par le règlement de l'année 1784 pour les alimens seront maintenues, et continueront d'être observées.

198. Lorsque le commis aux vivres fera embarquer les rafraîchissemens, il en préviendra l'officier de santé en chef, qui s'assurera de leur qualité.— Ce commis remettra en même temps, à l'officier de santé en chef, la note des rafraîchissemens qu'il aura reçus des vivres; celui-ci en surveillera la conservation et en dirigera l'emploi.

199. Le commis aux vivres ne pourra livrer aucun des rafraîchissemens destinés aux malades, que sur l'extrait du cahier de visite, signé d'un officier de santé.— Il sera tenu de remettre, tous les décadis, à l'officier de santé en chef, l'état des rafraîchissemens.

200. Les articles ci-dessus ne préjudicient point à la surveillance générale que l'aide-commissaire doit exercer sur la gestion du commis aux vivres.

201. Quand il sera nécessaire de remplacer les rafraîchissemens embarqués pour le poste des malades, l'officier de santé en donnera avis à l'aide-commissaire, qui, après avoir pris les ordres du capitaine, pourvoira au remplacement, d'après les formes prescrites par la loi du 2 brumaire an 4 sur l'administration de la marine.

TITRE XIX. — Coffres de médicamens.

202. Il sera embarqué sur chaque bâtiment la quantité de médicamens, ustensiles et linge prescrite par le tarif ci-après. Ces objets composeront les coffres dits *coffres de campagne*; ils ne seront ouverts que lorsque le bâtiment sera à la mer. Les clefs de ces coffres seront remises à l'officier de santé en chef.

203. Outre les coffres de campagne, il sera embarqué un coffre pour le journalier dans les ports et dans les rades.—Les médicamens et le linge nécessaires pour le journalier seront fournis sur les demandes de l'officier de santé en chef, visées par le conseil de salubrité, et enregistrées au bureau du commissaire de l'hôpital. — Les clefs du coffre journalier seront entre les mains de l'officier de santé de service, lequel, en le quittant, remettra à l'officier de santé en chef le bordereau des consommations, que celui-ci inscrira sur son registre.

204. A la fin de la campagne, le compte du journalier sera rendu par l'officier de santé en chef, dans les formes prescrites par l'article 189. Son registre, ses états de demandes enregistrés au bureau du commissaire de l'hôpital; les bordereaux de consommation et les certificats de remises au magasin de la pharmacie du port serviront à justifier les recettes et les dépenses.

205. Les coffres de campagne seront embarqués avant que le bâtiment aille en rade.

206. Les demandes pour les remplacements de médicamens au coffre de campagne seront faites par l'officier de santé en chef, enregistrées par l'aide-commissaire, et visées par le capitaine.

207. Les enregistremens de l'aide-commissaire serviront, avec les pièces énoncées en l'article 189, à la vérification du compte des consommations faites à la mer.

208. *Tarif ou état des remèdes, linges à pansement, charpie, ustensiles, vases et emballages nécessaires pour la formation des coffres à médicamens des vaisseaux de la république, ainsi que des bâtimens employés au grand et petit cabotage; savoir:*

Pour chaque vaisseau armé de six cents hommes d'équipage, et six mois de campagne :

NOMS DES REMÈDES.	Quantités suivant les poids nouv.	NOMS DES REMÈDES.	Quantités suivant les poids nouv.
	kil.		kil.
Alun de roche.....	0.567	Mercure précipité rouge.....	0.061
Alcali volatil fluor.....	0.122	Magnésie blanche.....	0.978
Baies de genièvre.....	14.674	Nitre purifié.....	2.955
Baume d'Arcéus.....	2.955	Onguent mercuriel double.....	1.957
Boules de mars.....	0.185	Idem de styrax.....	7.557
Bougies de gomme élastique... <i>six.</i>		Idem jaune.....	5.915
Camphre.....	0.567	Oxymel scillitique.....	0.978
Cantharides.....	0.978	Poivre long.....	0.978
Cannelle fine.....	0.245	Poudre pour la gale.....	4.891
Cire blanche.....	1.467	Idem scillitique.....	0.489
Cassonade.....	19.566	Idem de crène de tartre.....	5.915
Ecorce de simarouba.....	0.489	Idem de jalap.....	1.467
Espèces pectorales.....	2.955	Idem d'ipécacuanha.....	0.245
Idem sudorifiques.....	1.467	Idem de quinquina.....	1.467
Idem vulnérinaires.....	0.978	Idem de rhubarbe.....	0.245
Ethiops martial.....	0.061	Idem de safran.....	0.061
Eau-de-vie camphrée.....	19.566	Idem de vert de gris.....	0.122
Idem vulnéraire spiritueuse.....	0.978	Pierre infernale.....	0.025
Idem de gaiac.....	0.978	Idem à cautère.....	0.051
Elixir de vie.....	0.978	Pillules de cynoglosse.....	0.051
Idem vitriolique de M. K.....	0.245	Idem aloétiques.....	0.245
Emplâtre de Nuremberg.....	1.467	Idem de Bontius.....	
Idem de diachylon gommé.....	2.446	Quinquina entier.....	1.467
Idem de vigo.....	0.489	Rhubarbe entière.....	0.489
Idem de mucilage.....	0.978	Rob de sureau.....	0.978
Esprit antiscorbutique.....	1.467	Sel ammoniac.....	0.567
Idem de sel dulcifié.....	0.245	Idem d'Epsom.....	9.785
Idem de vitriol dulcifié.....	0.122	Idem alcali de tartre.....	0.061
Extrait de genièvre.....	1.467	Idem volatil ammoniac concret..	0.122
Feuilles de petite sauge.....	0.489	Sémén-contra.....	0.245
Fleurs de sureau.....	0.978	Séné mondé.....	1.467
Fleur de soufre.....	0.978	Suc de réglisse.....	5.870
Fleurs de camomille.....	0.489	Savon blanc.....	0.978
Gomme ammoniacque.....	0.051	Sublimé corrosif.....	0.061
Idem arabique.....	0.245	Tartre martial soluble.....	0.122
Graine de lin.....	5.870	Taffetas d'Angleterre... 6 moules.	
Huile d'olive fine.....	11.740	Térébenthine fine.....	4.891
Idem de térébenthine.....	0.245	Thé vert.....	0.978
Ipécacuanha entier.....	0.245	Tartre émétique.....	0.061
Kermès minéral.....	0.051	Teinture de Sydenham.....	0.061
Laudanum liquide.....	0.015	Thériaque.....	2.955
Liqueur anodine d'Hoffmann.....	0.245	Vinaigre fort.....	19.566
Malt d'orge.....	19.566	Vitriol bleu.....	0.061
Manne en sorte.....	8.805	Idem blanc.....	0.122
Miel blanc.....	4.891	Linge à pansement.....	146.744
Idem commun.....	14.674	Charpie.....	7.557
Mercure doux.....	0.122		

USTENSILES.	Quantités.	USTENSILES.	Quantités.
Aiguilles à coudre.....	12	Coffres à médicamens.....	5
Bandages à hernies.....	12	Cafetières de ferblanc, de diffé-	
Boitiers en ferblanc.....	2	rentes grandeurs.....	9
Balances et leurs poids de 5 dé-		Casseroles de cuivre.....	2
cagrammes.....	2	Couvertures.....	60
Bouchons de liège.....	25	Chemises.....	120
Boîte à coulisse de bois.....	1	Coiffes à bonnet.....	120
Idem pour secourir les noyés..	1	Encre.....	2 demi-litres.
Bouteilles vernissées ou de grès..	5	Entonnoirs de ferblanc, de diffé-	
Bassins de commodité.....	5	rentes grandeurs.....	5
Biberons d'étain.....	4	Épingles fortes.....	200
Canifs.....	2	Éponges fines.....	6
Carton fort.....	4 feuilles.	Ecumoiros de cuivre.....	2

USTENSILES.	Quantités.	USTENSILES.	Quantités.
Ecuelles d'étain.	60	ringue renfermée dans une	
Fanaux clairs.	2	boîte, avec trois canules de	
Fanal sourd.	1	buis.	5
Fil retors.	5 décagramm.	Seringues à injection.	5
Fioles de prises doubles.	20	Sondes creuses, de gomme élasti-	
Flanelle en morceaux de trois dé-		que.	4
camètres carrés.	10	Tanais de crin.	2
Galon de fil.	24 mètres.	Idem de soie.	1
Gobelets d'étain.	60	Tecbuchet garni.	1
Garnelles de bois, grandes.	5	Tourniquets à vis pour amputation	2
Idem moyennes.	2	Traversins de lits.	60
Hamacs à l'anglaise pour les of-		Toile à voile pour entourer le	D'après la me- sure de son étendue.
ficiers de santé.	5	poste des officiers de santé.	
Lac à amputation.	1	Ventouses de verre.	2
Mortiers de fonte, de différentes		Urinoirs d'étain.	10
grandeurs, pesant 11 kilog.	2	Vases et emballages.	
Idem de gaïac.	1	Bouteilles de grès, de 5 à 10 kil..	8
Mate'as de crin.	60	Idem de grès, de 5 hectogrammes.	2
Marmites de cuivre.	2	Idem de verre, de 5 à 10 hectog..	8
Papier au griffon.	10 mains.	Idem de 12 à 24 décagrammes.	6
Idem brouillard.	10 mains.	Bocaux de verre, de 12 à 18 décag.	15
Peaux blanches.	5	Idem de 1 à 2 décagrammes.	5
Poêlons de fer blanc.	4	Flacons à bouchon de verre,	
Idem de cuivre, à queue courte..	2	d'un hectogramme.	6
Plumes.	50	Pots de terre, de 7 à 10 kilog.	11
Paires de draps.	60	Idem de 6 hectogrammes.	4
Pots d'étain à tisane.	60	Pots de faïence, de 15 à 20 hect..	8
Refontoirs de balaine pour l'oso-		Idem de 8 hectogrammes.	12
phage.	2	Sacs de toile, de 5 à 10 kilog.	6
Réchaud.	1	Idem de 5 hectogrammes.	12
Seringues à clystère : chaque se-			

Pour les bâtimens employés au grand et au petit cabotage, pour trente à soixante hommes d'équipage, et six mois de campagne :

ÉTAT DES REMÈDES.	QUANTITÉS.		ÉTAT DES REMÈDES.	QUANTITÉS.	
	Grand cabotage.	Petit cabotage.		Grand cabotage.	Petit cabotage.
	kil.	kil.		kil.	kil.
Esprit volatil de sel am-			Tartre émétique.	0.008	0.004
moniac.	0.015	0.015	Thériaque.	0.122	0.061
Eau-de-vie camphrée.	1.957	0.978	Teinture anodine de Sy-		
Idem vulnéraire.	0.245	0.245	denham.	0.015	0.008
Extrait de réglisse.	2.955	0.978	Linge à pansement.	14.674	5.870
Diachylon gommé.	0.489	0.245	Charpie.	0.489	0.489
Fleurs de sureau.	0.567	0.185	Augmentation pour les bâ-		
Huile d'olive.	1.467	0.917	timens destinés pour les		
Manne en sorte.	0.978	0.245	Colonies.		
Miel commun.	2.955	1.959	Camphre.	0.051	
Mouches cantharides.	0.122	0.061	Cassonade.	1.957	
Niire purifié.	0.061	0.051	Crème de tartre.	0.567	
Orge mondé.	0.978	0.489	Esprit de vitriol dulcifié.	0.015	
Onguent jaune.	0.489	0.245	Extrait de genièvre.	0.245	
Idem de styrax.	0.489	0.245	Fleurs de camomille.	0.122	
Poudre de jalap.	0.245	0.122	Graine de lin.	1.467	
Pierre infernale.	0.008	0.004	Ipécacuanha en poudre..	0.023	
Quinquina en poudre.	0.245	0.122	Kermès minéral.	0.004	
Sel d'Epsom.	0.734	0.185	Onguent mercure. double.	0.245	
Séné mondé.	0.245	0.185	Rhubarbe en poudre.	0.122	
Sel de saturne.	0.061	0.051	Vinaigre fort.	1.467	
Savon blanc.	0.489	0.245			

USTENSILES.	QUANTITÉS.		USTENSILES.	QUANTITÉS.	
	Grand cabotage.	Petit cabotage.		Grand cabotage.	Petit cabotage.
Bandages herniaires.....	2	2	Gobelets d'étain.....	3	2
Balances avec leurs poids de 5 décagrammes....	1	1	Matelas de crin.....	4	2
Biberons.....	1	1	Mortiers de fonte avec leurs pilons.....	1	1
Carton fort.....	1 feuille.	1 feuille.	Papier au griffon.....	2 mains.	1 main.
Cafetières de ferblanc...	3	1	Papier gris.....	2 mains.	1 main.
Couvertures de laine....	4	2	Plumes.....	12	6
Draps de lit.....	8	6	Litres d'étain.....	3	2
Etoupes fines.....	489 mil.	243 mil.	Poêlons de cuivre à mains.	1	1
Encre.....	de kilog.	de kilog.	Seringues à clystère: chaque seringue renfermée dans une boîte avec trois canules de buis.....	2	1
Ecuelles d'étain.....	3	2	Idem à injection.....	1	1
Idem de terre.....	4	2	Trébuchets garnis.....	1	1
Fil retors.....	15 mil.	15 mil.	Urinoirs.....	1	1
Galon de fil.....	de kilog.	de kilog.			
	12 mètres.	7 mètres.			

TITRE XX. — Vaisseau-hôpital.

209. Il y aura, autant que possible, à la suite d'une escadre composée de neuf vaisseaux de ligne, un vaisseau-hôpital, et deux dans une armée navale de vingt à vingt-cinq vaisseaux.

210. Le vaisseau-hôpital sera distribué de la manière la plus avantageuse pour le soulagement des malades.

211. Les officiers de santé embarqués sur ce vaisseau seront proportionnés au nombre des malades qu'il pourra contenir, de manière que chaque officier de santé en chef ne puisse visiter que cent malades.

212. Il n'y aura que le nombre d'hommes d'équipage nécessaire pour la manœuvre du vaisseau.

213. Les cuisines seront disposées pour que tout ce qui a rapport au traitement des malades puisse se faire facilement.

214. On y établira des ventilateurs, et l'on y pratiquera toutes les ouvertures nécessaires pour le renouvellement de l'air.

TITRE XXI. — Service de santé sur les armées navales ou escadres.

215. Il sera embarqué, sur le vaisseau commandant de l'armée navale ou escadre, un officier de santé supérieur ayant déjà navigué, lequel aura le titre d'officier de santé en chef de l'armée navale. — L'ordre d'embarquement sera donné par l'ordonnateur.

216. Ses fonctions consisteront à surveiller et diriger le service de santé de l'armée navale ou escadre : et tous les officiers de santé des vaisseaux et autres bâtimens qui en feront partie, lui seront subordonnés. Dans les rades et ports de relâche, il s'assurera, par des inspections fréquentes, de la bonne tenue du service de santé à bord de chaque bâtiment. — A la fin de la campagne, il remettra au conseil de salubrité navale un rapport sur les maladies qui auront régné et les traitemens qui auront été suivis. — L'officier de santé en chef de l'armée navale fera partie de l'état-major général ; il sera logé immédiatement après le commissaire en chef et l'ingénieur en chef de l'armée.

217. Les officiers de santé en chef de chaque vaisseau et autre bâtiment,

seront tenus de lui donner , tous les mois , et plus souvent s'il est possible , un état circonstancié des malades. — Il déterminera , d'après ces états , le nombre des malades que chaque vaisseau pourra faire transporter sur le vaisseau-hôpital.

218. Il y aura toujours , dans les escadres ou armées navales , un officier de santé en chef de garde.

219. Cet officier de santé sera relevé tous les jours à midi. — L'ordre de service pour les officiers de santé en chef des vaisseaux , sera déterminé par l'officier de santé en chef de l'armée navale. Un pavillon désignera , dans l'escadre , le bâtiment sur lequel sera l'officier de santé en chef de service. — L'officier de santé en chef de l'armée navale fera connaître , tous les jours , à l'état-major général , le vaisseau dont l'officier de santé en chef sera de service le lendemain , afin qu'il le fasse signaler.

220. Lorsqu'il arrivera un accident grave à bord de quelque bâtiment , l'officier de santé de service en fera prévenir l'officier de santé en chef de garde.

221. L'officier de santé en chef qui sera relevé , ira le même jour rendre compte à l'officier de santé en chef de l'armée navale , des événemens qui auraient pu arriver pendant la durée de son service.

222. Dans les ports de relâche , les demandes pour le remplacement d'objets nécessaires au service des malades seront soumises , outre les formes ordinaires , à l'approbation de l'officier de santé en chef de l'armée , et au *visa* du commissaire en chef.

TITRE XXII. — Dispositions générales.

223. Il ne sera embarqué à l'avenir , sur les bâtimens du commerce et sur les corsaires , que des officiers de santé qui auront navigué sur les vaisseaux de la république , et qui auront justifié de leur capacité par un examen en présence des conseils de salubrité navale , ou d'officiers de santé commis à cet effet par les administrateurs en chef des ports secondaires. — Les officiers d'administration chargés de l'inscription maritime sont tenus , sous leur responsabilité , de veiller à l'exécution du présent article.

224. Les coffres à médicamens des corsaires et des vaisseaux du commerce seront composés , comme ceux des vaisseaux de la république , en raison du nombre d'hommes d'équipage et de la durée de la campagne.

225. L'officier préposé à l'inscription maritime , et l'officier de santé de la marine du port où se feront les armemens des corsaires ou autres bâtimens du commerce , visiteront les coffres à médicamens , avant le départ de ces bâtimens : ils se conformeront d'ailleurs à ce qui est prescrit par les anciennes ordonnances ou réglemens concernant les bâtimens du commerce et les corsaires. — A défaut d'officier de santé de la marine , il en sera commis un ainsi qu'il est dit à l'article 223.

226. L'arrêté du directoire , en date du 19 pluviôse an 6 , et le règlement du même jour y annexé , concernant le service de santé dans les hôpitaux de la marine et sur les vaisseaux de la république , sont et demeurent rapportés.

227. Sont aussi rapportés tous autres arrêtés , ordonnances et réglemens contraires aux dispositions du présent arrêté.

228. Il sera incessamment statué , par un arrêté particulier , sur l'enseignement de la médecine navale et les avancements des officiers de santé au concours. — Le règlement relatif à cet objet , du 19 pluviôse an 6 , est provisoirement maintenu , sauf néanmoins le titre V , dont l'exécution demeurera suspendue.

N° 191. = 11 vendémiaire an 8 (3 octobre 1799). = *LOI relative aux honneurs et aux récompenses nationales à décerner aux armées de la république.* (II, Bull. cccxiv, n° 3318; B., LXXVIII, 44.)

N° 192. = 11 vendémiaire an 8 (3 octobre 1799). = *LOI relative aux honneurs qui seront décernés aux fonctionnaires et citoyens qui, dans les dangers publics, auront rendu de grands services à leur pays.* (II, Bull. cccxiv, n° 3319; B., LXXVIII, 46.)

N° 193. = 12 vendémiaire an 8 (4 octobre 1799). = *LOI relative aux comptes à fournir par les entrepreneurs, fournisseurs, etc., depuis la mise en activité de la constitution de l'an 3 (1).* (II, Bull. cccxiv, n° 3321; B., LXXVIII, 48.)

Art. 1^{er}. Tout entrepreneur, fournisseur, soumissionnaire et agent quelconque, comptable depuis la mise en activité de la constitution de l'an 3, est tenu de remettre aux divers ministres, dans le mois de la publication de la présente loi, le compte général et définitif, appuyé de pièces justificatives, du service dont il a été chargé jusqu'au dernier jour complémentaire an 6, et dans quatre mois celui du service de l'an 7, sous peine de déchéance, et d'être en outre poursuivi par l'agent du trésor public en réintégration des â-comptes qui lui ont été accordés pour lesdits services.

2. Chaque compte sera accompagné d'un double inventaire des pièces justificatives y jointes; le ministre certifiera la remise du tout au bas d'un de ces inventaires, qui sera rendu au comptable, pour être par lui déposé, dans les vingt-quatre heures, à la trésorerie nationale, où il en sera donné décharge.

3. Après l'expiration des délais mentionnés aux précédens articles, les peines de déchéance et de restitution des â-comptes perçus seront encourues de droit et de fait, sans que le comptable puisse produire des supplémens de comptes, ni d'autres pièces justificatives: en conséquence, la trésorerie nationale remettra à l'agent du trésor public le tableau des entrepreneurs, fournisseurs et autres en retard de remettre leurs comptes définitifs, ainsi que l'état des sommes qui leur auraient été payées par forme d'â-compte; lesdits fournisseurs, entrepreneurs et autres comptables, seront poursuivis par la saisie de leurs biens meubles et immeubles, et contraignables par corps en cas d'insuffisance de leur fortune patente.

4. Les ministres sont tenus d'arrêter les comptes des agens comptables, dans les trois mois au plus tard de leur remise, et de les faire passer de suite à la trésorerie, avec les pièces justificatives, auxquelles ils joindront copie des marchés et décisions nécessaires à leur vérification ultérieure à la comptabilité nationale.

5. Le comptable qui, par son compte et lors de la remise d'icelui, se déclarera débiteur envers la nation, sera tenu de verser sur-le-champ au trésor public la somme dont il s'avouera reliquataire, à peine de payer en sus, et par chaque jour de retard, un centime par franc de ladite somme.

6. Le comptable qui se déclarerait quitte envers la nation, et qui, par l'apurement de ses comptes, en serait reconnu débiteur, sera tenu de payer,

(1) Voyez la loi du 13 frimaire an 8 (4 décembre 1799), qui règle un mode de poursuites pour le recouvrement du débit des comptables; et l'arrêté du 18 ventose suivant (9 mars 1800), qui autorise le ministre des finances à prendre les mesures nécessaires pour ce recouvrement.

en sus de la somme par lui due, deux centimes par franc de ladite somme, et par chaque jour, à dater de la remise de ses pièces.

7. Le comptable qui se déclarerait créancier de la nation, et qui, par l'apurement de ses comptes, en serait reconnu débiteur, sera tenu de payer, en sus de la somme par lui due, trois centimes par franc de ladite somme, et par chaque jour, à dater de la remise de ses pièces.

8. Les dispositions des articles 6 et 7 précédens ne sont point applicables aux comptables y désignés qui ne seraient reconnus débiteurs que par le rejet de pièces justificatives pour simple défaut de forme. Dans ce cas, lesdits comptables seront seulement soumis aux dispositions de l'article 5.

9. Dans la décade qui suivra l'expiration du délai déterminé par les articles 1^{er} et 2, la trésorerie nationale sera tenue d'adresser au corps législatif un double des tableau et état mentionnés en l'article 3.

10. Chaque mois le directoire exécutif rendra compte au corps législatif de l'exécution de l'article 4.

N^o 194. = 12 vendémiaire an 8 (4 octobre 1799). = *Loi relative aux états de recette et dépense ordonnés par les articles 308 et 309 de la constitution.* (II, Bull. cccxiv, n^o 3322; B., LXXVIII, 50.)

Art. 1^{er}. A l'avenir, et à compter de l'an 8, les états de recette ordonnés par les articles 308 et 309 de la constitution comprendront les produits bruts des revenus publics provenant des régies, administrations ou directions de l'enregistrement et domaines, des douanes, des poudres, de la loterie, de la poste aux lettres, des monnaies, et généralement de toutes autres régies, administrations ou directions de même espèce ou autres, établies ou à établir. — Les états et comptes de dépenses prescrits par les mêmes articles de la constitution, comprendront également tous les frais et dépenses quelconques, soit de bureau, gestion ou autres, à faire pour la république, pendant le cours de l'année, par lesdites régies, administrations ou directions, lesquels frais et dépenses feront en conséquence partie des crédits annuels à ouvrir aux ministres respectifs de qui elles dépendent; et dans les cas où lesdits crédits ont déjà été ouverts, il y sera pourvu par voie de supplément, d'après les états par aperçu qu'il est ordonné au ministre de faire parvenir sans délai au corps législatif.

2. Les ministres mettront, par trimestre, à la disposition desdites régies, administrations ou directions, les fonds nécessaires pour subvenir à leurs dépenses, d'après les états par aperçu qu'elles leur en auront fournis; et, à cet effet, il sera par eux délivré, au profit desdites régies, administrations ou directions, des ordonnances à concurrence desquelles les paiemens continueront d'être faits par leurs agens comptables, des mains de qui elles retireront les valables acquits, pour être annexés auxdites ordonnances, et ensuite versés comme comptant à la trésorerie nationale, où ils seront définitivement échangés, après vérification, contre des récépissés de décharge.

3. Les versements desdites régies, administrations ou directions, dans les caisses des receveurs généraux, seront toujours accompagnés d'un bordereau à colonnes, qui indiquera, d'une part, 1^o le montant général des recettes antérieures, depuis le premier jour de l'année jusques et y compris le versement précédent, distinguées par nature de contributions ou revenus; 2^o le montant particulier des recettes faites depuis le dernier versement, également distinguées par nature de contributions ou revenus; et d'autre part, 1^o le montant général des dépenses antérieures, depuis le premier jour de l'année jusques et y compris le versement précédent, distinguées

par nature de dépenses ; 2° le montant particulier des dépenses faites depuis le dernier versement, également distinguées par nature de dépenses, avec indication du nombre des acquits.

N° 195. = 19 vendémiaire an 8 (11 octobre 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant les passeports pour les colonies françaises.* (II, Bull. CCCXVI, n° 3359.)

Art. 1^{er}. Les citoyens qui voudront passer dans les colonies françaises de l'un et l'autre hémisphère, s'adresseront aux autorités constituées des lieux de leur domicile, qui leur délivreront des passeports dans les cas et dans les formes voulus par la loi.

2. Ces passeports n'auront leur effet qu'après avoir été visés par le ministre de la marine et des colonies, lequel ne pourra accorder son *visa* sans l'autorisation spéciale du directoire exécutif.

3. Au moyen des dispositions ci-dessus, l'arrêté du 8 floréal an 4 est et demeure rapporté.

4. Les citoyens qui passeront dans les colonies comme fonctionnaires publics ou employés, n'auront besoin d'autre passeport que de leur ordre de départ, qui leur en tiendra lieu.

N° 196. = 21 vendémiaire an 8 (13 octobre 1799). = *LOI additionnelle à celle du 14 messidor an 7, sur l'organisation des bataillons et compagnies auxiliaires.* (II, Bull. CCCXVII, n° 3361 ; B., LXXVIII, 95.)

N° 197. = 21 vendémiaire an 8 (13 octobre 1799). = *LOI contenant rectification d'erreurs dans celle du quatrième jour complémentaire an 7, relative à une augmentation dans l'arme de l'artillerie à pied.* (II, Bull. CCCXVII, n° 3362 ; B., LXXVIII, 97.)

N° 198. = 26 vendémiaire an 8 (18 octobre 1799). = *ARRÊTÉ du directoire exécutif concernant l'application du calcul par francs et fractions de franc à la comptabilité publique* (1). (II, Bull. CCCXVII, n° 3372.)

Le directoire exécutif, vu la loi du 17 floréal an 7, qui fixe les règles de comptabilité conformément au nouveau système des poids et mesures, et jugeant nécessaire de prévenir les difficultés et abus qui pourraient résulter de l'application du calcul par franc et fractions de franc à la comptabilité publique ; ouï le rapport du ministre des finances, — Arrête :

Art. 1^{er}. Les deux tableaux annexés au présent arrêté, établissant, le premier, la valeur du franc et des fractions du franc relativement à la livre tournois et à ses fractions, le second, cette dernière valeur comparée à la première, serviront de base et de règle pour la comptabilité publique, à compter de l'an 8.

2. La monnaie, soit de cuivre, soit de métal de cloche allié de cuivre, à l'ancien type, et celle de billon, connue vulgairement sous la dénomination de *monnaie grise*, seront employées en recette et en dépense comme fractions du franc, ainsi que les pièces d'un décime, de cinq centimes et d'un centime, et pour la même valeur que ces pièces, à compter de la même époque.

(1) Voyez l'arrêté du 17 floréal an 7 (6 mai 1799), qui fixe les règles de comptabilité conformément au nouveau système des poids et mesures, et la note.

Table de la valeur des francs en livres tournois.

Francs.	Livres.	Sous.	Deniers.	Francs.	Livres.	Sous.	Deniers.
1...	1	»	3	600...	607	10	»
2...	2	»	6	700...	708	15	»
3...	3	»	9	800...	810	»	»
4...	4	1	»	900...	911	5	»
5...	5	1	3	1,000...	1,012	10	»
6...	6	1	6	2,000...	2,025	»	»
7...	7	1	9	3,000...	3,037	10	»
8...	8	2	»	4,000...	4,050	»	»
9...	9	2	3	5,000...	5,062	10	»
10...	10	2	6	6,000...	6,075	»	»
20...	20	5	»	7,000...	7,087	10	»
30...	30	7	6	8,000...	8,100	»	»
40...	40	10	»	9,000...	9,112	10	»
50...	50	12	6	10,000...	10,125	»	»
60...	60	15	»	20,000...	20,250	»	»
70...	70	17	6	30,000...	30,375	»	»
80...	81	»	»	40,000...	40,500	»	»
90...	91	2	6	50,000...	50,625	»	»
100...	101	5	»	60,000...	60,750	»	»
200...	202	10	»	70,000...	70,875	»	»
300...	303	15	»	80,000...	81,000	»	»
400...	405	»	»	90,000...	91,125	»	»
500...	506	5	»	100,000...	101,250	»	»

Tableau comparatif de la différence entre la valeur de la livre tournois et celle du franc.

Livres.	Sous.	Francs.	Cent.	Livres.	Sous.	Francs.	Cent.
»	1...	0	05	7	»....	6	91
»	2....	0	10	8	»....	7	90
»	3....	0	15	9	»....	8	89
»	4....	0	20	10	»....	9	88
»	5....	0	25	11	»....	10	86
»	6....	0	30	12	»....	11	85
»	7....	0	35	13	»....	12	84
»	8....	0	40	14	»....	13	83
»	9....	0	44	15	»....	14	81
»	10....	0	49	16	»....	15	80
»	11....	0	54	17	»....	16	79
»	12....	0	59	18	»....	17	78
»	13....	0	64	19	»....	18	77
»	14....	0	69	20	»....	19	75
»	15....	0	74	21	»....	20	74
»	16....	0	79	22	»....	21	73
»	17....	0	84	23	»....	22	72
»	18....	0	89	24	»....	23	70
»	19....	0	94	25	»....	24	69
1	»....	0	99	26	»....	25	68
2	»....	1	98	27	»....	26	67
3	»....	2	96	28	»....	27	65
4	»....	3	95	29	»....	28	64
5	»....	4	94	30	»....	29	63
6	»....	5	93	31	»....	30	62

Livres.	Sous.	Francs.	Cent.	Livres.	Sous.	Francs.	Cent.
32	»....	31	60	89	»....	87	90
33	»....	32	59	90	»....	88	89
34	»....	33	58	91	»....	89	88
35	»....	34	57	92	»....	90	86
36	»....	35	56	93	»....	91	85
37	»....	36	54	94	»....	92	84
38	»....	37	53	95	»....	93	83
39	»....	38	52	96	»....	94	81
40	»....	39	51	97	»....	95	80
41	»....	40	49	98	»....	96	79
42	»....	41	48	99	»....	97	78
43	»....	42	47	100	»....	98	77
44	»....	43	46	200	»....	197	53
45	»....	44	44	300	»....	296	30
46	»....	45	43	400	»....	395	06
47	»....	46	42	500	»....	493	83
48	»....	47	41	600	»....	592	59
49	»....	48	40	700	»....	691	36
50	»....	49	38	800	»....	790	12
51	»....	50	37	900	»....	888	89
52	»....	51	36	1,000	»....	987	65
53	»....	52	35	2,000	»....	1,975	31
54	»....	53	33	3,000	»....	2,962	96
55	»....	54	32	4,000	»....	3,950	62
56	»....	55	31	5,000	»....	4,938	27
57	»....	56	30	6,000	»....	5,925	93
58	»....	57	28	7,000	»....	6,913	58
59	»....	58	27	8,000	»....	7,901	23
60	»....	59	26	9,000	»....	8,888	89
61	»....	60	25	10,000	»....	9,876	54
62	»....	61	23	20,000	»....	19,753	09
63	»....	62	22	30,000	»....	29,629	63
64	»....	63	21	40,000	»....	39,506	17
65	»....	64	20	50,000	»....	49,382	72
66	»....	65	19	60,000	»....	59,259	26
67	»....	66	17	70,000	»....	69,135	80
68	»....	67	16	80,000	»....	79,012	35
69	»....	68	15	90,000	»....	88,888	89
70	»....	69	14	100,000	»....	98,765	43
71	»....	70	12	200,000	»....	197,530	86
72	»....	71	11	300,000	»....	296,296	30
73	»....	72	10	400,000	»....	395,061	73
74	»....	73	09	500,000	»....	493,827	16
75	»....	74	07	600,000	»....	592,592	59
76	»....	75	06	700,000	»....	691,358	02
77	»....	76	05	800,000	»....	790,123	46
78	»....	77	04	900,000	»....	888,888	89
79	»....	78	02	1,000,000	»....	987,654	32
80	»....	79	01	2,000,000	»....	1,975,308	64
81	»....	80	00	3,000,000	»....	2,962,962	96
82	»....	80	99	4,000,000	»....	3,950,617	28
83	»....	81	98	5,000,000	»....	4,938,271	60
84	»....	82	96	6,000,000	»....	5,925,925	93
85	»....	83	95	7,000,000	»....	6,913,580	25
86	»....	84	94	8,000,000	»....	7,901,234	57
87	»....	85	93	9,000,000	»....	8,888,888	89
88	»....	86	91	10,000,000	»....	9,876,543	21

N° 199. = 26 vendémiaire an 8 (18 octobre 1799). = *Loi qui proroge les délais d'admission aux examens pour divers grades dans la marine militaire, en faveur des navigateurs détenus chez l'ennemi, ou en activité de service sur mer pendant la guerre.* (II, Bull. CCCXVII, n° 3373 ; B., LXXVIII, 115.)

N° 200. = 27 vendémiaire an 8 (19 octobre 1799). = *Loi relative à l'emploi des bons de réquisition pour fournitures faites aux armées, depuis le 1^{er} germinal an 7, en paiement des contributions de l'an 8.* (II, Bull. CCCXVII, n° 3375 ; B., LXXVIII, 122.)

N° 201. = 2 brumaire an 8 (24 octobre 1799). = *Loi qui autorise à arracher un bois planté sur une grande route.* (II, Bull. CCCXVIII, n° 3381 ; B., LXXVIII, 147.)

Art. 1^{er}. L'administration centrale de Loir-et-Cher est autorisée à faire arracher le bois taillis appelé le *bois de la Touche*, situé sur la route de Blois à Orléans, entre Suèvres et Mer.

2. Cet arrachis ne pourra se faire que sur la surface de cent vingt mètres de chaque côté de la grande route, dans toute son étendue, de manière que cette route en soit totalement isolée.

3. Avant d'entreprendre cet arrachis, l'administration centrale traitera avec le propriétaire, soit à l'amiable, soit par arbitres : dans ce dernier cas, elle en désignera un, qui, réuni à celui du propriétaire, sinon nommé d'office par le juge de paix de son domicile, procéderont à l'estimation du bois qu'il convient d'arracher, et dresseront procès-verbal de leur estimation. Il en sera donné copie au propriétaire pour lui servir de titre.

4. Le bois arraché sera vendu à la requête de l'administration, par huissier qu'elle commettra à cet effet. Le prix en provenant sera remis au propriétaire pour le payer, ou venir d'autant en déduction sur la somme qui lui sera due. En cas d'insuffisance, l'administration lui délivrera un mandat du restant de sa créance, à prendre sur les fonds destinés à l'acquit des dettes de cette nature.

N° 202. = 8 brumaire an 8 (30 octobre 1799). = *Loi portant que celle du 3 brumaire an 4 n'est point applicable aux parens et alliés des individus déportés par les lois des 19 et 22 fructidor an 5.* (II, Bull. CCCXX, n° 3390 ; B., LXXVIII, 179.)

La loi du 3 brumaire an 4 n'est point applicable aux parens et alliés des individus déportés par les lois des 19 et 22 fructidor an 5, et qui ont été inscrits sur la liste des émigrés en exécution de la loi du 19 brumaire an 7.

N° 203. = 9 brumaire an 8 (31 octobre 1799). = *Loi qui dispense de la patente tous les officiers de santé attachés aux armées, etc., par nomination du directoire exécutif ou des autorités constituées* (1). (II, Bull. CCCXX, n° 3393 ; B., LXXVIII, 185.)

Le numéro 5 de l'article 29 de la loi du 1^{er} brumaire an 7 sur les patentes, est applicable, sans distinction, à tous les officiers de santé attachés aux armées, aux hôpitaux, ou au service des pauvres, par nomination du directoire exécutif ou des autorités constituées.

(1) Voyez, sur les patentes, la loi du 1^{er} brumaire an 7 (22 octobre 1798), et les notes.

N° 204. = 11 brumaire an 8 (2 novembre 1799). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, sur l'acquit des dépenses des bureaux des domaines nationaux et de liquidation dans les départemens. (II, Bull. cccxx, n° 3401.)

N° 205. = 12 brumaire an 8 (3 novembre 1799). = **LOI** relative à l'emploi du prix des domaines nationaux vendus en exécution de la loi du 26 vendémiaire an 7. (II, Bull. cccxx, n° 3402 ; B., LXXVIII, 192.)

N° 206. = 14 brumaire an 8 (5 novembre 1799). = **ARRÊTÉ** du directoire exécutif, qui ordonne une retenue sur le produit des prises pour le soulagement et l'entretien des marins français prisonniers de guerre. (II, Bull. cccxxii, n° 3408.)

Art. 1^{er}. Indépendamment des retenues qui doivent être faites au profit de la caisse des invalides de la marine en exécution des lois des 9 messidor an 3 et 3 brumaire an 4, il sera prélevé un décime par franc sur le produit net de toutes les prises faites, soit par les bâtimens de la république, soit par les bâtimens du commerce.

2. Les sommes provenant de ces retenues seront versées dans la caisse des invalides de la marine, suivant le mode établi par les lois et réglemens concernant l'administration de cette caisse, pour être employées ultérieurement, d'après les ordres du ministre de la marine, au soulagement et à l'entretien des prisonniers de guerre français provenant des bâtimens de la république et du commerce.

3. Lesdites sommes resteront en dépôt jusqu'à ce que le corps législatif ait statué sur cette prestation, sa quotité et son emploi ; et, dans le cas où la fixation qui serait établie par la loi, ne s'élèverait pas à un décime par franc, le montant de ce qui aurait été déposé en excédant sera restitué sur-le-champ à qui de droit.

4. La retenue prescrite par l'article 1^{er} sera exercée tant sur le produit net des prises déjà faites, mais dont la liquidation et la répartition définitives ne sont pas encore consommées, que sur celui des prises qui se feront ultérieurement.

5. L'arrêté du directoire exécutif du 22 ventose an 6 est rapporté ; et sont déclarées nulles et comme non avenues les soumissions souscrites par les armateurs, de subvenir aux frais de la nourriture et de l'entretien des prisonniers qui auraient pu être faits sur leurs bâtimens.

N° 207. = 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799). = **DÉCRET** du conseil des anciens qui transfère le corps législatif dans la commune de Saint-Cloud. (II, Bull. cccxxi, n° 3405 ; B., LXXVIII, 213.)

Le conseil des anciens, en vertu des articles 102, 103 et 104 de la constitution, décrète ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le corps législatif est transféré dans la commune de Saint-Cloud ; les deux conseils y siégeront dans les deux ailes du palais.

2. Ils y seront rendus demain, 19 brumaire, à midi. Toute continuation de fonctions et de délibérations est interdite ailleurs et avant ce temps.

3. Le général Bonaparte est chargé de l'exécution du présent décret. Il prendra toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la représentation nationale. — Le général commandant la 17^e division militaire, la garde du corps législatif, les gardes nationales sédentaires, les troupes de ligne qui se

trouvent dans la commune de Paris et dans l'arrondissement constitutionnel, et dans toute l'étendue de la 17^e division, sont mis immédiatement sous ses ordres, et tenus de le reconnaître en cette qualité. Tous les citoyens lui prêteront main-forte à sa première réquisition.

4. Le général *Bonaparte* est appelé dans le sein du conseil pour y recevoir une expédition du présent décret, et prêter serment. Il se concertera avec les commissions des inspecteurs des deux conseils.

5. Le présent décret sera de suite transmis, par un messenger d'état, au conseil des cinq-cents et au directoire exécutif : il sera imprimé, affiché, promulgué, et envoyé dans toutes les communes de la république par des courriers extraordinaires.—Le conseil des anciens décrète en outre l'adresse aux Français qui suit :

LE CONSEIL DES ANCIENS AUX FRANÇAIS.

Français, le conseil des anciens use du droit qui lui est délégué par l'article 102 de la constitution, de changer la résidence du corps législatif.—Il use de ce droit pour enchaîner les factions qui prétendent subjuguier la représentation nationale, et pour vous rendre la paix intérieure. — Il use de ce droit pour amener la paix extérieure, que vos longs sacrifices et l'humanité réclament. — Le salut commun, la prospérité commune ; tel est le but de cette mesure constitutionnelle : il sera rempli. — Et vous, habitans de Paris, soyez calmes ; dans peu la présence du corps législatif vous sera rendue.—Français, les résultats de cette journée feront bientôt foi si le corps législatif est digne de préparer votre bonheur, et s'il le peut. — Vive le peuple, par qui et en qui est la république ! — La présente adresse sera imprimée, proclamée, et affichée à la suite du décret de translation de la résidence du corps législatif, comme en faisant partie. *Signé CORNET, ex-président ; DELNEUF COURT, CHABOT, secrétaires ; BOUTTEVILLE, ex-secrétaire.*

Le directoire exécutif ordonne que le décret ci-dessus sera publié, exécuté, et qu'il sera muni du sceau de la république. Fait au palais national du directoire exécutif, le 18 brumaire an 8 de la république française, une et indivisible. Pour expédition conforme, *signé GOHIER, président ;* par le directoire exécutif, *le secrétaire-général, LAGARDE ; et scellé du sceau de la république.*

FIN DU DIRECTOIRE.

CONSULAT.

N° 208. = 19 brumaire an 8 (10 novembre 1799). = *Loi qui prohibe l'exportation des pierres à feu à l'étranger, sous peine de trois cents francs d'amende.* (II, Bull. cccxxvi, n° 3423 ; B., LXXVIII, 219.)

N° 209. = 19 brumaire an 8 (10 novembre 1799). = *Loi qui remplace le directoire exécutif par une commission consulaire exécutive, et les conseils des cinq-cents et des anciens par deux commissions composées chacune de vingt-cinq membres* (1). (II, Bull. cccxxiii, n° 3413 ; B., LXXVIII, 221.)

Le conseil , considérant la situation de la république , approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante :

Art. 1^{er}. Il n'y a plus de directoire ; et ne sont plus membres de la représentation nationale, pour les excès et les attentats auxquels ils se sont constamment portés ; et notamment le plus grand nombre d'entre eux, dans la séance de ce matin, les individus ci-après nommés : — *Joubert* (de l'Hérault), *Jouanne*, *Talot*, *Duplantier* (de la Gironde), *Aréna*, *Garau*, *Quirot*, *Leclerc-Scheppers*, *Brische* (de l'Ourthe), *Poulain-Grandprey*, *Bertrand* (du Calvados), *Goupilleau* (de Montaigu), *Daubermesnil*, *Marquezy*, *Guesdon*, *Grandmaison*, *Groscassand-Dorimond*, *Frison*, *Dessaix*, *Bergasse-Lasiroulle*, *Montpellier*, *Constant* (des Bouches-du-Rhône), *Briot*, *Destrem*, *Carrère-la-Garrière*, *Gorrand*, *Legot*, *Blin*, *Boulay-Paty*, *Souilhé*, *De-moor*, *Bigonnet*, *Mentor*, *Boissier*, *Bailly* (de la Haute-Garonne), *Bouvier*, *Brichet*, *Honoré Declerk*, *Housset*, *Gastaing* (du Var), *Laurent* (du Bas-Rhin), *Beitz*, *Prudhon*, *Porte*, *Truck*, *Delbrel*, *Leyris*, *Doche* (de Lille), *Stevenotte*, *Jourdan* (de la Haute-Vienne), *Lesage-Senault*, *Chalmel*, *André* (du Bas-Rhin), *Dimartinelli*, *Colombel* (de la Meurthe), *Philippe*, *Moreau* (de l'Yonne), *Jourdain* (d'Ille-et-Vilaine), *Letourneux*, *Citadella*, *Bordas*.

2. Le corps législatif crée provisoirement une commission consulaire exécutive, composée des citoyens *Sieyes*, *Roger-Ducos*, ex-directeurs, et *Bonaparte*, général, qui porteront le nom de *consuls de la république française*.

3. Cette commission est investie de la plénitude du pouvoir directorial, et spécialement chargée d'organiser l'ordre dans toutes les parties de l'administration, de rétablir la tranquillité intérieure, et de procurer une paix honorable et solide.

4. Elle est autorisée à envoyer des délégués, avec un pouvoir déterminé, et dans les limites du sien.

5. Le corps législatif s'ajourne au 1^{er} ventose prochain ; il se réunira de plein droit à cette époque, à Paris, dans ses palais.

(1) Voyez la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), qui organise définitivement le gouvernement consulaire, et les notes ; et la loi du 3 nivose suivant (24 décembre 1799), portant que les consuls entrèrent en fonctions le 4 du même mois de nivose.

6. Pendant l'ajournement du corps législatif, les membres ajournés conservent leur indemnité, et leur garantie constitutionnelle.

7. Ils peuvent, sans perdre leur qualité de représentans du peuple, être employés comme ministres, agens diplomatiques, délégués de la commission consulaire exécutive, et dans toutes les autres fonctions civiles. Ils sont même invités, au nom du bien public, à les accepter.

8. Avant sa séparation, et séance tenante, chaque conseil nommera dans son sein une commission composée de vingt-cinq membres (1).

9. Les commissions nommées par les deux conseils statueront, avec la proposition formelle et nécessaire de la commission consulaire exécutive, sur tous les objets urgens de police, de législation et de finances.

10. La commission des cinq-cents exercera l'initiative, la commission des anciens, l'approbation.

11. Les deux commissions sont encore chargées de préparer, dans le même ordre de travail et de concours, les changemens à apporter aux dispositions organiques de la constitution dont l'expérience a fait sentir les vices et les inconvéniens.

12. Ces changemens ne peuvent avoir pour but que de consolider, garantir et consacrer inviolablement la souveraineté du peuple français, la république une et indivisible, le système représentatif, la division des pouvoirs, la liberté, l'égalité, la sûreté et la propriété.

13. La commission consulaire exécutive pourra leur présenter ses vues à cet égard.

14. Enfin, les deux commissions sont chargées de préparer un code civil.

15. Elles siégeront à Paris dans les palais du corps législatif; et elles pourront le convoquer extraordinairement pour la ratification de la paix, ou dans un grand danger public.

16. La présente sera imprimée, envoyée par des courriers extraordinaires dans les départemens, et solennellement publiée et affichée dans toutes les communes de la république.

Signé LUCIEN BONAPARTE, *président*; ÉMILE GAUDIN, BARA, *secrétaires*.

Après une seconde lecture, le conseil des anciens approuve la résolution ci-dessus. A Saint-Cloud, le 19 brumaire an 8 de la république française.

Signé JOSEPH CORNUDET, *ex-président*; HERWYN, P.-C. LAUSSAT, *ex-secrétaires*.

Les consuls de la république française ordonnent que la loi ci-dessus sera publiée, exécutée, et qu'elle sera munie du sceau de la république. Fait au palais national des consuls de la république française, le 20 brumaire an 8 de la république. *Signé* ROGER-DUCOS, BONAPARTE, SIEYES; *et scellé du sceau de la république*.

N° 210. = 19 brumaire an 8 (10 novembre 1799). = LOI contenant une proclamation au peuple français. (II, Bull. CCCXXIV, n° 3415; B., LXXVIII, 223.).

N° 211. = 19 brumaire an 8 (10 novembre 1799). = ACTE du corps législatif. (II, Bull. CCCXXV, n° 3417.)

Le conseil procède à la nomination de la commission de vingt-cinq mem-

(1) Voyez ci-après les actes du 19 brumaire an 8, portant nomination des membres de ces commissions.

bres établie par l'article 8 de la loi de ce jour.— La majorité des suffrages se réunit sur les citoyens *Lebrun, Garat, Rousseau, Vimar, Cretet, Lemercier, Regnier, Cornudet, Porcher, Vernier, Lenoir-Laroche, Cornet, Goupil-Préfeln fils, Sédillez, Laloy, Fargues, Peré* (des Hautes-Pyrénées), *Depère, Laussat, Chassiron, Perrin* (des Vosges), *Caillemer, Chatry-Lafosse, Herwyn, Beaupuy*. — Le conseil arrête que la liste ci-dessus sera transmise à la commission consulaire exécutive.

A Saint-Cloud, le 19 brumaire an 8 de la république française. — *Signé* LEMERCIER.

N° 212. = 19 brumaire an 8 (10 novembre 1799). = **ACTE** du corps législatif pour la formation d'une commission chargée de statuer sur tous les objets urgens de police, de législation et de finances. (II, Bull. CCCXXVII, n° 3425.)

En exécution de la loi de ce jour, portant qu'avant sa séparation, et séance tenante, chaque conseil nommera dans son sein une commission composée de vingt-cinq membres, lesquels statueront, pendant l'ajournement du corps législatif, avec la proposition formelle et nécessaire de la commission consulaire exécutive, sur tous les objets urgens de police, de législation et de finances, — Le conseil des cinq-cents nomme, pour composer la commission prise dans son sein qu'il est chargé de former, — Les représentans du peuple *Cabanis, Boulay* (de la Meurthe), *Chazal, Lucien Bonaparte, Chénier, Creuzé-Latouche, Berenger, Daunou, Gaudin* (de la Loire), *Jacqueminot, Beauvais, Arnould* (de la Seine), *Mathieu, Thiessé, Villetard, Girot-Pouzol, Gourlay, Casenave, Chollet* (de la Gironde), *Ludot, Devinck-Thierry, Frégeville, Thibaut, Chabaud* (du Gard), *Bara* (des Ardennes). — Les consuls de la république ordonnent que l'acte du conseil des cinq-cents ci-dessus sera publié, exécuté, et qu'il sera muni du sceau de la république. Fait au palais national des consuls de la république, le 26 brumaire an 8 de la république. *Signé* SIEYES, ROGER-DUCOS, BONAPARTE. Pour copie conforme : le secrétaire-général, *signé* HUGUES-B. MARET. Et scellé du sceau de la république.

N° 213. = 20 brumaire an 8 (11 novembre 1799). = **ARRÊTÉ** des consuls qui détermine des mesures de sûreté contre plusieurs individus. (II, Bull. CCCXXIX, n° 3432.)

N° 214. = 22 brumaire an 8 (13 novembre 1799). = **LOI** qui abroge celle du 24 messidor an 7 sur les otages. (II, Bull. CCCXXV, n° 3419 ; B., LXXVIII, 227.)

N° 215. = 25 brumaire an 8 (16 novembre 1799). = **LOI** qui autorise une adjonction de jurés et de juges pour suivre les débats dans les procès criminels d'une étendue considérable. (II, Bull. CCCXXVII, n° 3426 ; B., LXXVIII, 229.)

Art. 1^{er}. Lorsqu'un procès criminel paraîtra de nature à entraîner de longs débats, le tribunal, avant le tirage de la liste des jurés, pourra ordonner qu'indépendamment des douze jurés et des trois adjoints, il sera tiré au sort trois autres jurés, qui assisteront aux débats (1).

(1) Le Code d'instruction criminelle de 1808 a abrogé cette disposition : en conséquence, et sous l'empire de ce code, une cour d'assises a pu, sans violer aucune loi, refuser l'adjonction

2. En cas d'événement qui empêcherait l'un ou plusieurs des douze jurés, ou des trois adjoints, de suivre les débats jusques et compris la déclaration définitive du jury, ils seront remplacés par les jurés suppléants.

3. Le remplacement se fera suivant l'ordre dans lequel les jurés suppléants auront été appelés par le sort.

4. Dans les procès criminels de l'étendue de ceux mentionnés en l'article 1^{er}, le tribunal criminel s'adjoindra deux juges du tribunal civil pour assister aux débats.

5. Dans le cas où le président, l'accusateur public, le commissaire du pouvoir exécutif, l'un ou plusieurs des quatre juges du tribunal, se trouveraient hors d'état de suivre les débats jusques et compris la prononciation du jugement, les juges du tribunal et les juges adjoints réunis nommeront parmi eux, au scrutin, celui qui les remplacera.

N^o 216. = 25 brumaire an 8 (16 novembre 1799). = *Loi qui prescrit la formule du serment à prêter par tous les fonctionnaires publics* (1). (II, Bull. CCCXXVII, n^o 3427; B., LXXVIII, 230.)

Art. 1^{er}. La formule du serment à prêter par tous les fonctionnaires publics sera conçue en ces termes : « Je jure d'être fidèle à la république une et indivisible, fondée sur l'égalité, la liberté, et le système représentatif. »

2. Aussitôt après la réception de la présente, le serment énoncé en l'article précédent sera prêté par tous les fonctionnaires publics individuellement et en séance publique : il en sera dressé procès-verbal.

N^o 217. = 26 brumaire an 8 (17 novembre 1799). = *ARRÊTÉ des consuls, relatif au président du tribunal criminel du département de l'Yonne, et au mode de promulgation des lois* (2). (II, Bull. CCCXXVII, n^o 3428.)

N^o 218. = 26 brumaire an 8 (17 novembre 1799). = *Loi qui suspend jusqu'au 1^{er} ventose suivant l'exécution de celle du 23 fructidor an 7 relative au personnel de la guerre*. (II, Bull. CCCXXVIII, n^o 3429; B., LXXVIII, 231.)

N^o 219. = 27 brumaire an 8 (18 novembre 1799). = *Loi qui substitue à l'emprunt forcé de cent millions une subvention extraordinaire de guerre sur les contributions directes*. (II, Bull. CCCXXVIII, n^o 3430; B., LXXVIII, 233.)

Art. 1^{er}. Les articles 6, 7, 8 et 9 de la loi du 10 messidor an 7, portant éta-

de jurés suppléants, requise en vertu de la loi du 25 brumaire an 8. Cass., 31 janvier 1812, Sir., XII, 1, 326; Bull. crim., XVII, 26. — Jugé encore que l'adjonction de jurés suppléants, dont l'usage est admis sous le Code d'instruction criminelle, ne doit avoir lieu, selon le mode réglé par la loi du 25 brumaire an 8, qu'en ce qui n'est pas incompatible avec les dispositions du nouveau code; qu'ainsi il n'est pas nécessaire que, d'après la loi de brumaire, l'adjonction des jurés suppléants soit ordonnée avant le tirage au sort des douze jurés; que cette adjonction peut être ordonnée et avoir lieu après. Cass., 8 janvier 1824, Sir., XXIV, 1, 104.

Voyez, au surplus, les notes qui accompagnent le décret du 16—29 septembre 1791, sur la procédure criminelle, et qui résument toute la législation sur le jury. — Voyez spécialement, sur l'adjonction des jurés supplémentaires, l'art. 13 de la loi du 2—2 mai 1827.

(1) Voyez la note qui accompagne le titre du décret du 15—23 août 1792, sur le même objet : elle indique les variations que la formule de ce serment a éprouvées. Cette formule est déterminée aujourd'hui par la loi du 31 août—2 septembre 1830.

(2) Voyez, sur le mode de promulgation des lois, les notes qui accompagnent le décret du 2—9 novembre 1790 : elles résument la législation.

blissement d'un emprunt progressif de cent millions, et les lois des 19 thermidor et 6 fructidor de la même année; sont abrogés.

2. Il est alloué aux prêteurs l'intérêt sur le pied de cinq pour cent des sommes qu'ils ont versées audit emprunt, et ce à compter du jour du versement.

3. Pour remplacer ledit emprunt, il sera perçu, à titre de subvention extraordinaire de guerre, vingt-cinq centimes par franc du principal des contributions foncière, personnelle, mobilière et somptuaire de l'an 7.

4. La perception s'en fera en francs, et sur les rôles de l'an 7, lesquels à cet effet seront exécutoires en vertu de la présente loi.

5. Les fermiers, sous-fermiers, seront tenus de faire l'avance de ladite cote de subvention, sauf leur recours contre les propriétaires, usufruitiers et emphytéotes, lesquels, dans tous les cas, seront tenus de ladite subvention.

6. La présente subvention n'étant point assimilée aux contributions, les débiteurs de rentes, soit perpétuelles, soit viagères, sont autorisés à faire respectivement à leurs créanciers la retenue de vingt-cinq centimes par franc, sur le cinquième ou le dixième desdites rentes, quand même elles seraient, par le titre qui les constitue, déclarées franches et quittes de toute imposition.

7. Ladite subvention sera payée par cinquième, de mois en mois, à dater de la publication de la présente loi.

8. Les sommes versées à l'emprunt, ainsi que l'intérêt en résultant, seront compensés aux prêteurs jusqu'à due concurrence avec leur cote de subvention et leurs contributions de l'an 8.

9. Ladite compensation opérée, l'excédant, s'il y en a, sera restitué aux prêteurs dans les formes qui seront prescrites ci-après.

10. Pour faciliter ladite compensation et restitution, les prêteurs pourront échanger les quittances des sommes qu'ils auront versées, contre autant de quittances partielles que bon leur semblera, et à la même date que les quittances primitives.

11. Les receveurs qui auront donné les quittances primitives seront tenus de faire ledit échange dans les vingt-quatre heures de la présentation du bordereau des coupures qui leur seront demandées, sous peine de dommages et intérêts.

12. Lesdites quittances ou coupures de quittances d'emprunt et l'intérêt qui y est attaché ne pourront être reçues en paiement, soit de la subvention, soit des contributions de l'an 8, dans un département autre que celui où elles auront été délivrées, qu'après avoir été visées par l'administration municipale du canton où réside le prêteur, et légalisées par l'administration centrale du département où réside le receveur qui les aura signées.

13. Dans le cas où la cote de subvention et les contributions de l'an 8 n'auront pas absorbé le capital et les intérêts des sommes versées à l'emprunt, les prêteurs se pourvoiront en liquidation par-devant l'administration centrale du département de leur domicile.

14. Pour parvenir à la liquidation, lesdits prêteurs seront tenus de représenter à ladite administration : — 1^o Un état signé par eux et certifié véritable, sur papier timbré, des communes, cantons et départemens dans lesquels ils sont imposés pour l'an 7, et du montant des contributions à leur charge dans chacune desdites communes, lequel état restera déposé au secrétariat de ladite administration ; — 2^o Les quittances primitives ou coupures de quittances des versements qu'ils auront faits à l'emprunt, et dont ils demanderont la restitution ; — 3^o La quittance du paiement total de leurs contributions de l'an 8.

15. Dans les cinq jours de la présentation des pièces ci-dessus mentionnées, il sera, par les administrations centrales, après avoir entendu le commissaire du gouvernement, prononcé sur la restitution demandée. — L'ordonnance de restitution, s'il y a lieu, sera expédiée sans frais au pied des quittances produites.

16. Le receveur sera tenu de faire la restitution dans les cinq jours de la présentation de l'ordonnance.

17. Seront admis en paiement de la subvention de guerre, outre les quittances de versement à l'emprunt de cent millions, — 1^o Les bons de réquisition pour fournitures militaires faites depuis le 1^{er} germinal dernier, conformément à l'article 21 de la loi du 19 thermidor an 7 ; — 2^o Les mandats, ordonnances ou bons de réquisition délivrés par les administrations centrales, en exécution des articles 19 et 20 de la loi du 14 messidor an 7, pour l'habillement, l'équipement et l'armement des conscrits ; — 3^o Les billets du syndicat du commerce, de toutes échéances ; et il sera loisible à plusieurs contribuables de se réunir pour s'acquitter en cette nature d'effets ; — 4^o Les arrérages des rentes et pensions pour les six derniers mois de l'an 7 et les six premiers de l'an 8, au moyen de rescriptions qui leur seront nominativement délivrées par la trésorerie nationale.

18. Dans tous les cas, les valeurs exprimées en l'article 17, excepté les rescriptions nominatives délivrées aux rentiers et pensionnaires de l'état, ne pourront entrer que pour moitié de chaque paiement de ladite subvention : l'autre moitié sera payée en numéraire, ou en quittances de l'emprunt de cent millions.

19. Les taxations ou remises des receveurs-généraux, de leurs préposés, et des percepteurs de commune, pour le recouvrement de la subvention, seront les mêmes que pour les contributions directes.

20. Toutes lois ou dispositions de loi contraires à la présente, sont rapportées.

N^o 220. = 27 brumaire an 8 (18 novembre 1799). = *LOI relative au paiement des rentes et pensions du second semestre de l'an 7.* (II, Bull. CCCXXVIII, n^o 3431 ; B., LXXVIII, 236.)

N^o 221. = 3 frimaire an 8 (24 novembre 1799). = *LOI qui supprime les agences des contributions directes, et ordonne l'établissement de directions pour en assurer le recouvrement* (1). (II, Bull. CCCXXIX, n^o 3435 ; B., LXXVIII, 242.)

Art. 1^{er}. L'agence des contributions directes, établie par la loi du 22 brumaire an 6, est supprimée à compter du jour de la publication de la présente.

2. Il est mis à la disposition du ministre des finances une somme de deux cent cinquante mille francs, pour servir, — 1^o A acquitter les frais de bureau des agens généraux pendant les mois de vendémiaire et brumaire an 8 ; — 2^o A accorder des supplémens de fonds aux frais de bureau, dont l'insuffisance a été reconnue pour l'an 7 ; — 3^o A payer aux inspecteurs actuels leurs traitemens fixes depuis le mois de vendémiaire jusqu'au jour de la suppression.

(1) Voyez la loi du 1^{er} brumaire an 7 (22 octobre 1798), sur la contribution des patentes ; celle du 3 frimaire suivant (23 novembre 1798), concernant la contribution foncière ; et celle du 3 nivose même année (23 décembre 1798), sur les contributions personnelle et mobilière ; et les notes qui accompagnent ces diverses lois.

sion; — 4° A payer en outre un mois de traitement, par forme d'indemnité, à ceux des inspecteurs actuels qui ne seront pas conservés.

3. Il sera établi dans chaque département, à compter du jour de la publication de la présente, une direction des recouvrements des impositions directes, composée d'un directeur, un inspecteur, et un nombre de contrôleurs proportionné à l'étendue du département; lequel nombre ne pourra cependant excéder celui de deux par arrondissement de recette.

4. Il n'est rien changé par la présente dans l'établissement de la commission des contributions directes de la commune de Paris; cette commission continuera ses fonctions jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

5. La direction des contributions sera chargée uniquement de la rédaction des matrices de rôles, d'après le travail préliminaire et nécessaire des répartiteurs, de l'expédition des rôles, et de la vérification des réclamations faites par les contribuables, lesquelles ne pourront être jugées que par les corps administratifs, conformément aux lois existant sur cette matière.

6. Il est mis à la disposition du ministre des finances une somme de deux millions neuf cent vingt-trois mille cinq cents francs, tant pour les traitemens des directeurs, inspecteurs et contrôleurs, que pour les frais de bureau et de rôles des directeurs.

7. La commission consulaire est chargée de prendre toutes les mesures nécessaires pour la prompte exécution de la présente loi.

N° 222. = 4 frimaire an 8 (25 novembre 1799). = *ARRÊTÉ des consuls, qui met sous la surveillance du ministre de la police les individus dénommés dans l'arrêté du 29 brumaire dernier.* (II, Bull. CCCXXIX, n° 3436.)

N° 223. = 6 frimaire an 8 (27 novembre 1799). = *LOI relative aux obligations et cautionnemens à fournir par les receveurs-généraux de département* (1). (II, Bull. CCCXXXI, n° 3442; B., LXXVIII, 244.)

Art. 1^{er}. Les receveurs-généraux des départemens seront tenus de souscrire des obligations pour le montant des contributions directes de leurs départemens respectifs.

2. Les obligations mentionnées dans l'article 1^{er} seront payables au domicile des receveurs, en espèces métalliques, à jour fixe, et par douzième de mois en mois.

3. La première obligation sera payable le 30 germinal prochain fixe; la seconde, le 30 floréal; et ainsi de suite, de mois en mois.

4. Les receveurs-généraux des départemens seront tenus de fournir, en espèces métalliques, un cautionnement égal au vingtième du montant de la contribution foncière de leurs départemens respectifs.

5. Les fonds provenant du cautionnement des receveurs-généraux seront versés dans une caisse distincte et séparée de la trésorerie nationale; ils sont destinés à garantir le remboursement des obligations protestées, et à opérer successivement l'amortissement de la dette publique. — Les arrérages des rentes viagères et des pensions ecclésiastiques, à compter des six derniers

(1) Voyez le décret du 14 (12 et) — 24 novembre 1790, qui a supprimé les ci-devant receveurs-généraux et particuliers des finances, et les notes.

Voyez aussi, sur la fixation des cautionnemens des receveurs-généraux de département, les art. 13 et suiv. de la loi de finances du 2 ventose an 13 (21 février 1805); l'art. 80 de la loi du 28 avril — 4 mai 1816, sur les finances, et les notes; et l'ordonnance du 1^{er} — 8 mai suivant, rendue pour l'exécution de cette dernière loi.

mois de l'an 7, à mesure de leur extinction, seront versés dans la même caisse et employés au même objet.

6. La caisse d'amortissement poursuivra le remboursement des obligations protestées.

7. Le cautionnement des receveurs-généraux sera versé dans la caisse aux époques ci-après déterminées; savoir, une moitié d'ici au 30 nivose prochain, et l'autre dans les deux mois suivans.

8. A dater des époques des versements de leurs cautionnements, il sera accordé aux receveurs-généraux une indemnité de dix pour cent pendant l'an 8, et payable par la caisse de trois en trois mois. — Le taux de cette indemnité sera réglé chaque année.

9. La commission consulaire est chargée de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

N° 224. = 8 frimaire an 8 (29 novembre 1799). = *ARRÊTÉ des consuls, relatif aux prêtres assermentés, mariés, ou n'exerçant plus leur culte, dont la déportation aurait été ordonnée en application de la loi du 19 fructidor an 5* (1). (II, Bull. CCCXXXVII, n° 3469.)

Art. 1^{er}. Les arrêtés du directoire exécutif, tant individuels que collectifs, rendus en application de l'article 24 de la loi du 19 fructidor an 5, sont rapportés, en ce qui concerne les prêtres qui se trouvent compris dans l'une des trois classes suivantes : — 1° Ceux qui auraient prêté tous les sermens que les lois ont prescrits aux ministres du culte, et aux époques désignées par ces mêmes lois, et qui ne les ont pas rétractés; — 2° Ceux qui se seraient mariés; — 3° Ceux qui n'ayant point exercé, ou qui ayant cessé d'exercer, avant la loi du 7 vendémiaire an 4, le ministère de leur culte sans en avoir repris l'exercice depuis cette époque, n'étaient plus assujétis à aucun serment.

2. Les prêtres compris dans l'une de ces trois classes, et qui se trouveraient actuellement détenus, soit à l'île de Ré, soit à l'île d'Oléron, seront mis en liberté, après avoir justifié de leur droit à l'une des exceptions ci-dessus déterminées, par-devant l'administration municipale dans l'arrondissement de laquelle ils se trouvent, et par des certificats authentiques délivrés par les administrations municipales des cantons où ils résidaient lorsque leur déportation a été prononcée, et visés par les administrations centrales de leurs départemens respectifs.

3. Ceux qui se sont soustraits à la déportation justifieront de leur droit à jouir de cette disposition, par-devant les administrations centrales de leur département.

4. Les individus désignés dans l'article 2 se feront délivrer, par l'autorité qui aura reconnu leur droit aux exceptions déterminées dans l'article 1^{er}, un acte authentique qui constate l'application qui leur en aura été faite.

5. Les administrations centrales adresseront au ministre de la police le tableau nominatif de tous les prêtres mis en liberté; il sera fait mention, dans ce tableau, du lieu dans lequel chacun de ces prêtres déclarera vouloir fixer sa résidence.

N° 225. = 11 frimaire an 8 (2 décembre 1799). = *Loi qui proroge les délais*

(1) Voyez, sur la déportation des prêtres, le décret du 27 mai 1792, et les notes qui résument la législation; et spécialement la loi du 19 fructidor an 5 (5 septembre 1797), art. 24 et suiv. auxquels celle-ci déroge.

accordés pour le paiement des domaines nationaux (1). (II, Bull. CCCXXXI, n° 3446; B., LXXVIII, 247.)

Art. 1^{er}. Il est accordé un nouveau délai aux acquéreurs de domaines nationaux ci-après désignés, pour se libérer des sommes dont ils peuvent se trouver encore débiteurs à raison desdites acquisitions.

2. Ce nouveau délai est fixé jusqu'au 1^{er} vendémiaire an 9, aux conditions suivantes.

3. Tous ceux dont les acquisitions remontent à une époque antérieure à la loi du 28 ventose an 4, et qui doivent encore des assignats, seront admis à se libérer en numéraire, suivant la valeur représentative de ces assignats au cours du jour du procès-verbal de vente, tel qu'il est réglé par le tableau dressé par les commissaires de la trésorerie nationale, et annexé à la loi du 5 messidor an 5.

4. Les acquéreurs en vertu de la loi du 28 ventose an 4, sont autorisés à se libérer en numéraire; savoir, pour ce qu'ils redoivent en mandats, suivant la valeur représentative de ces mandats au cours du jour du procès-verbal de vente, tel qu'il a été réglé par l'article 9 de la loi du 13 thermidor an 4, et par le cours légal arrêté postérieurement par le directoire, en exécution dudit article; et aussi en numéraire, ce qu'ils ont encore à payer sur le dernier quart du prix de leur acquisition (2).

5. Tous ceux qui ont acquis des biens nationaux d'après les lois des 16 brumaire et 2 fructidor an 5, pourront se libérer des sommes dont ils sont restés débiteurs; savoir, en numéraire, de la première moitié de la mise à prix; et ils acquitteront, à raison de deux francs pour chaque cent francs, la deuxième moitié de la mise à prix, et le produit des enchères dues originairement en bons des deux tiers ou en effets de la dette publique.

6. Tous ceux qui se sont rendus adjudicataires en vertu des lois des 9 vendémiaire, 16 et 24 frimaire an 6, pourront se libérer des sommes dont ils sont restés débiteurs; savoir, en tiers consolidé, de la première moitié de la mise à prix; et ils acquitteront, à raison de deux francs pour chaque cent francs, la deuxième moitié de la mise à prix, et le produit des enchères dues originairement en bons des deux tiers.

7. Les adjudicataires de maisons, bâtimens et usines, suivant la loi du 9 germinal an 5, solderont un tiers de la somme totale du prix de leurs acquisitions, en tiers consolidé; et ils paieront en numéraire le restant du prix, à raison de deux francs par chaque cent francs, dus originairement en bons des deux tiers.

8. Tous ceux qui ont acquis des maisons, bâtimens et usines dans l'intervalle de la loi du 29 fructidor an 6 jusqu'à la publication de celle du 26 vendémiaire an 7, solderont en tiers consolidé la première moitié de la mise à prix; et le restant du prix sera payé à raison de deux francs par chaque cent francs, dus originairement en bons des deux tiers.

9. Les acquéreurs, dans les départemens réunis, d'abord d'après la loi du 4 pluviose an 4 et l'arrêté du directoire du 11 du même mois, ensuite d'après celle du 17 fructidor de la même année et l'arrêté du directoire du 23 du même mois, acquitteront en numéraire un tiers des sommes dont ils sont redevables, et les deux autres tiers soit en tiers consolidé, soit en bons délivrés aux membres des établissemens ecclésiastiques supprimés.

(1) Voyez, sur le mode de paiement des domaines nationaux, les lois citées dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790.

(2) Voyez la loi du 16 du même mois de frimaire (7 décembre 1799), qui a rapporté cette disposition.

10. Tous les acquéreurs dont il vient d'être parlé, sont tenus de déclarer, dans le mois de la publication de la présente loi, devant l'administration centrale de la situation des biens, qu'ils entendent profiter du bénéfice de la présente loi : faute par eux de faire dans ledit délai cette déclaration, ils seront irrévocablement déchus de plein droit, et dépossédés sans qu'il soit besoin d'aucune formalité.

11. Les mêmes acquéreurs sont également tenus, dans le mois de la publication de la présente, de souscrire pour la partie payable en numéraire, entre les mains du receveur des domaines nationaux, quatre cédules ou obligations payables de deux mois en deux mois, à partir du 1^{er} pluviôse prochain ; si mieux n'aiment lesdits acquéreurs se libérer sur-le-champ, ou souscrire huit cédules ou obligations payables au 29 fixe de chaque mois, la première devant échoir le 29 pluviôse prochain. Faute par lesdits acquéreurs de fournir et d'acquitter lesdites cédules ou obligations, ils seront pareillement déchus de plein droit, et dépossédés sans qu'il soit besoin d'aucune formalité (1).

12. Indépendamment du prix de vente, ces acquéreurs seront tenus de payer l'intérêt à cinq pour cent de toutes les sommes dues par eux, tant en numéraire que de toutes autres valeurs, depuis l'époque des paiemens qu'ils n'ont pas effectués, jusqu'au jour de leur libération. Cet intérêt sera perçu (2), — 1^o Sur la valeur réduite des assignats, mandats et bons des deux tiers ; — 2^o Sur la valeur nominale du tiers consolidé, et des bons d'établissements ecclésiastiques.

13. La régie de l'enregistrement sera tenue de faire exécuter, sans délai, la dépossession des acquéreurs tombés en déchéance faute d'avoir satisfait aux dispositions des articles 10 et 11 de la présente loi. — Les dégradations par eux commises seront constatées et liquidées, tant par l'administration centrale que par la régie de l'enregistrement, après vérification et rapport d'experts ; et le montant en sera exigible en numéraire.

14. Il ne sera rien restitué aux acquéreurs déchus, pour les sommes qu'ils auront payées en droits d'enregistrement et autres droits et frais d'adjudication : ce qui aura été payé sur le prix principal de la vente sera d'abord compensé avec l'intérêt à cinq pour cent de leurs acquisitions jusqu'au jour de leur dépossession ; et l'excédant, s'il y en a, sera restitué spécialement sur le prix provenant des reventes qui seront faites par suite de la déchéance (3).

15. Toutes dispositions contraires à la présente sont rapportées.

(1) Les acquéreurs qui n'ont pas payé le prix de leurs acquisitions sont déchus de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'aucune formalité. Arr. du cons., 3 décembre 1823, MAC., V, 810. — C'est aux préfets et au ministre des finances qu'il appartient de prononcer cette déchéance ; et il y a lieu de condamner en outre l'acquéreur retardataire au paiement du dixième du prix, comme dommages-intérêts de la folle-enchère. Arr. du cons., 14 novembre 1821, MAC., II, 467. — Lorsque les créances offertes par un acquéreur de domaines nationaux, en compensation de son prix, ne sont pas liquidées, et que d'ailleurs il n'a pas été fait un emploi provisoire de ces créances avant le 30 septembre 1797 (9 vendémiaire an 6), elles ne sont pas admissibles aujourd'hui pour balancer le résultat d'un décompte ; dès lors et à défaut de paiement à l'échéance, la déchéance doit être prononcée contre l'acquéreur. Arr. du cons., 23 novembre 1825, MAC., VII, 695. — On doit prononcer la déchéance contre l'acquéreur primitif et non contre son cessionnaire, quoique ce dernier ait été reconnu par l'administration des domaines. Arr. du cons., 12 novembre 1823, MAC., V, 760.

(2) Voyez un arrêt du cons. d'état du 27 août 1823, qui a fait application de cet article. MAC., V, 643.

(3) Lorsqu'un acquéreur de domaines nationaux a encouru la déchéance, à défaut de paiement ; que le séquestre a été apposé sur les biens dont il était déchu ; que les revenus en ont été perçus par le domaine ; qu'une partie de ces mêmes biens a été revendue à sa folle-enchère, et l'autre

N° 226. = 11 frimaire an 8 (2 décembre 1799). = *LOI qui règle définitivement les contributions directes de l'an 8.* (II, Bull. CCCXXXII, n° 3447 ; B., LXXVIII, 250.)

Art. 1^{er}. La proportion de la contribution foncière avec le revenu foncier imposable est fixée, pour l'an 8, au cinquième en principal.

2. La contribution foncière de l'an 8, fixée, par la loi du 17 fructidor an 7, à la somme de deux cent dix millions, est et demeure répartie entre tous les départemens de la république situés en Europe, conformément au tableau annexé à la loi du 7 brumaire an 7, portant, pour l'an 7, répartition de pareille somme de deux cent dix millions.

3. La répartition faite, en exécution de la loi du 7 brumaire an 7, aux cantons ou communes ayant une administration municipale, et par les cantons aux communes, est maintenue pour l'an 8.

4. Les mandemens de contribution foncière en principal, délivrés pour l'an 7, demeurent exécutoires, et sont prorogés pour l'an 8.

5. L'état des changemens survenus dans les propriétés, et reconnus par les répartiteurs, sera remis aux contrôleurs.

6. La contribution personnelle, mobilière et somptuaire, fixée par la loi du 17 fructidor dernier, pour l'an 8, à quarante millions, sera perçue, 1° en contribution personnelle, 2° en contribution mobilière, 3° en taxe somptuaire.

7. Les contributions personnelle et mobilière demeurent réparties, jusqu'à la concurrence de trente huit millions sept cent mille francs, entre tous les départemens situés en Europe, conformément au tableau annexé à la présente.

8. La contribution somptuaire sera perçue à raison des domestiques, des chevaux et des voitures de luxe, conformément à la loi du 3 nivose an 7.

9. Le paragraphe VI de la loi du 3 nivose, concernant la retenue à faire en l'an 7 sur les salaires des fonctionnaires publics, demeure abrogé pour l'an 8, ainsi que les dispositions qui en dérivent, portées à l'article 63 de ladite loi.

(Suit le tableau de la contribution mobilière, personnelle et somptuaire de l'an 8.)

N° 227. = 13 frimaire an 8 (4 décembre 1799). = *LOI qui règle un mode de*

remise aux héritiers de l'ancien propriétaire, l'acquéreur ne peut demander à être réintégré, sous promesse de payer le décompte. Arr. du cons., 26 août 1824, MAC., VI, 566. — Jugé encore que, lorsque la déchéance a été prononcée; que le séquestre a été mis sur les biens acquis et que ces biens ont été affermis au nom du domaine; que depuis, et en vertu de la loi du 5 décembre 1814, l'ancien propriétaire a été remis en possession desdits biens, il ne peut être fait droit aux offres de l'acquéreur de payer le montant du décompte dressé contre lui, à condition d'être relevé de la déchéance: et qu'une ordonnance royale qui, depuis la remise à l'ancien propriétaire, aurait ordonné la rectification de ce décompte, ne pourrait être considérée comme ayant relevé l'acquéreur de cette déchéance. Arr. précité du cons., 3 décembre 1823, MAC., V, 810. — Lorsqu'un acquéreur a encouru la simple déchéance sur folle-enchère, tout capital cesse d'être exigible, et ce qui a été payé sur le prix est compensé, de droit, avec les intérêts représentatifs des fruits. Arr. du cons., 26 mai 1824, MAC., VI, 285.

L'acquéreur de biens nationaux tombé en déchéance, à défaut de paiement, n'est pas exempt du droit de mutation qu'il devait à raison de son adjudication. Cass., 4 ventose an 11, SIR., III, 1, 256. — L'acquéreur dépossédé pour défaut de paiement de son prix, et qui se rend encore acquéreur sur une nouvelle adjudication, doit un nouveau droit de mutation. Cass., 18 vendémiaire an 12, SIR., IV, 2, 648 ; Bull. civ., VI, 5.

poursuites pour le recouvrement du débet des comptables (1). (II, Bull. CCCXXXIV, n° 3449; B., LXXVIII, 254.)

Art. 1^{er}. Les commissaires de la trésorerie nationale, chargés par les lois d'arrêter provisoirement les comptes des receveurs et payeurs généraux des départemens, ainsi que des différentes régies nationales, sont autorisés à prendre, pour les recouvrements des débets desdits comptables, tous arrêtés nécessaires, lesquels seront exécutoires par provision, par les mêmes voies, que ceux des commissaires de la comptabilité intermédiaire pour les comptes soumis à leur examen.

2. En cas de décès, faillite, démission, destitution ou infidélité des comptables mentionnés en l'article précédent, les commissaires de la trésorerie nationale sont pareillement autorisés à prendre, pour le recouvrement du débet constaté par le procès-verbal de situation des caisses, registres et pièces comptables, tous arrêtés nécessaires, lesquels seront exécutoires provisoirement.

3. Seront de même exécutoires par provision les arrêtés desdits commissaires portant règlement de la situation des personnes chargées d'opérations cambistes pour le compte de la trésorerie nationale. Les comptes de ces opérations seront vérifiés définitivement par les commissaires de la comptabilité nationale.

4. Les commissaires de la trésorerie pourront également prendre des arrêtés exécutoires provisoirement contre les entrepreneurs, fournisseurs, soumissionnaires et agens quelconques, chargés des services depuis la mise en activité de la constitution de l'an 3, soit pour la réintégration des à-comptes accordés pour lesdits services dont le tableau doit être dressé en exécution de l'article 3 de la loi du 12 vendémiaire dernier, soit pour le recouvrement des débets résultant des comptes qui doivent être arrêtés par les ministres, et déposés à la trésorerie nationale en exécution des articles 2 et 4 de la même loi.

5. Toutes lois ou dispositions de lois contraires à la présente sont abrogées.

N° 228. = 16 frimaire an 8 (7 décembre 1799). = *Loi qui rapporte l'article 4 de celle du 11 frimaire an 8, concernant la libération des acquéreurs de domaines nationaux en mandats* (2). (II, Bull. CCCXXXIV, n° 3451; B., LXXVIII, 256.)

Art. 1^{er}. L'article 4 de la loi du 11 frimaire, relatif aux acquéreurs en mandats de domaines nationaux, est rapporté.

2. Les acquéreurs en vertu de la loi du 28 ventose an 4, sont autorisés à se libérer en numéraire; savoir: pour ce qu'ils redoivent en mandats, suivant la valeur représentative de ces mandats au cours du jour de la soumission, tel qu'il a été réglé par l'article 9 de la loi du 13 thermidor an 4, et par le cours légal arrêté postérieurement par le directoire en exécution dudit article; et aussi en numéraire, ce qu'ils ont encore à payer sur le dernier quart du prix de leur acquisition.

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 16—16 septembre 1807, institutive de la cour des comptes, le résumé de la législation sur ce sujet. — Voyez notamment l'arrêté du 12 vendémiaire an 8 (4 octobre 1799); celui du 18 ventose an 8 (9 mars 1800); l'avis du cons. d'état du 9 ventose an 10 (28 février 1802); l'arrêté du 6 messidor suivant (25 juin 1802); le décret du 12 août 1807; la loi du 5 septembre suivant; le décret du 12 janvier 1811; et l'avis du cons. d'état du 24 mars 1812.

(2) Voyez cette loi, et la note. — Voyez aussi, sur le mode de paiement des biens nationaux, les lois citées dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790.

N° 229. = 16 frimaire an 8 (7 décembre 1799). = *Loi relative aux actes reçus par les commissaires du gouvernement, pendant la suspension des douze municipalités de Paris, les 18, 19, 20 et 21 brumaire an 8.* (II, Bull. CCCXXXIV, n° 3450; B., LXXVIII, 257.)

Art. 1^{er}. Les municipalités du canton de Paris, suspendues par arrêté de l'administration centrale du département de la Seine, en vertu d'une décision du ministre de la police générale, pendant les journées des 18, 19, 20 et 21 brumaire, ont été valablement remplacées dans l'exercice de leurs fonctions par les commissaires du gouvernement près d'elles. En conséquence, tous les actes reçus, rédigés et signés par ces commissaires pendant la suspension, sont authentiques et valables de la même manière que s'ils avaient été reçus dans les formes prescrites par la loi.

2. Il sera fait annotation de la présente loi en marge de ces mêmes actes.

N° 230. = 18 frimaire an 8 (9 décembre 1799). = *ARRÊTÉ des consuls, qui ordonne la déportation hors du territoire de la république, des émigrés naufragés à Calais.* (II, Bull. CCCXXXIV, n° 3452.)

N° 231. = 18 frimaire an 8 (9 décembre 1799). = *ARRÊTÉ des consuls, qui prescrit des mesures pour accélérer le paiement des rentes et pensions du deuxième semestre de l'an 7.* (II, Bull. CCCXXXVII, n° 3470.)

N° 232. = 19 frimaire an 8 (10 décembre 1799). = *Loi concernant les tribunaux des pays infestés par les rebelles.* (II, Bull. CCCXXXVI, n° 3462; B., LXXVIII, 260.)

Art. 1^{er}. Dans les pays infestés par les rebelles, les tribunaux civils, criminels et correctionnels, qui ont été ou qui seront obligés de quitter le lieu ordinaire de leurs séances, pourront continuer provisoirement leurs fonctions dans la commune où ils se seront retirés.—La présente disposition est applicable aux fonctions de directeur de jury.

2. Si les juges civils ou criminels ne se sont pas tous réunis dans la même commune, la minorité sera tenue de se rendre où se trouvera la pluralité.

3. Si les juges de paix ou assesseurs qui concourent ordinairement avec le président du tribunal correctionnel aux actes pour lesquels leur assistance est nécessaire, ne l'ont pas accompagné dans le lieu de sa nouvelle résidence, il appellera les juges de paix ou assesseurs dudit lieu, et, en cas de besoin, les autres assesseurs du canton.

4. Le commissaire du gouvernement près le tribunal donnera connaissance à l'administration départementale, de la commune où ledit tribunal doit tenir provisoirement ses séances. La notification en sera faite dans les trois jours de la réunion des membres dudit tribunal.

5. S'il s'élève de justes réclamations relativement à ce choix, l'administration départementale indiquera une autre commune.

6. Dans tous les cas, elle fera connaître, dans toute l'étendue du département, le lieu où siège le tribunal.

N° 233. = 19 frimaire an 8 (10 décembre 1799). = *Loi qui proroge, pour le*

département du Liamone, les délais établis pour l'inscription des droits d'hypothèque. (II, Bull. cccxxxiv, n° 3453; B., LXXVIII, 263.)

Art. 1^{er}. Les délais établis par les articles 37 et 47 de la loi du 11 brumaire an 7 (1), pour l'inscription des droits d'hypothèque et privilège existant lors de la publication de ladite loi, sont prorogés pour le département du Liamone, de sept mois pour tout délai, après la publication de la présente.

2. Tous les droits de privilège et d'hypothèque existant lors de la publication de la présente, qui n'auraient pas encore été inscrits en exécution et dans les formes de la loi du 9 messidor an 3, ou de celle du 11 brumaire an 7, le seront dans le délai fixé par l'article précédent.

3. Les inscriptions déjà faites, ainsi que celles qui le seraient dans ledit délai, conserveront aux créanciers leur hypothèque ou privilège, et le rang seulement que leur assignaient les lois antérieures à celle du 11 brumaire an 7.

4. Les hypothèques qui n'auraient point été inscrites avant l'expiration du délai, fixé par l'article 1^{er} de la présente, n'auront effet qu'à compter du jour de l'inscription qui en sera requise postérieurement. — Dans le même cas, les privilèges dégèneront en simple hypothèque, et n'auront rang que du jour de leur inscription.

5. Les autres dispositions de la loi du 11 brumaire an 7 seront exécutées suivant leur forme et teneur. Celles des lois des 16 pluviôse et 17 germinal an 7, portant prorogation des délais établis par ladite loi du 11 brumaire, sont déclarées non applicables au département du Liamone.

6. Aussitôt après la réception de la présente loi, l'administration centrale du département du Liamone sera tenue, sous la responsabilité des membres de ladite administration, de faire réimprimer la loi du 11 brumaire an 7, concernant le régime hypothécaire, avec la présente, et d'en adresser un nombre suffisant d'exemplaires aux administrations municipales dudit département, pour qu'elles les fassent afficher dans toutes les communes de leurs arrondissemens respectifs.

N° 234. = 19 frimaire an 8 (10 décembre 1799). = *Loi portant extension et augmentation des droits d'octroi établis dans la commune de Paris* (2). (II, Bull. cccxxxiv, n° 3454; B., LXXVIII, 264.)

Art. 1^{er}. Il est établi un droit d'octroi d'un franc par hectolitre de bière, de trois francs par hectolitre de poiré, et de cinquante centimes par hectolitre d'orge, entrant dans la commune de Paris.

2. Il sera ajouté deux décimes par franc aux droits d'octroi établis pour l'entretien des hospices de la commune de Paris.

3. Tous les objets soumis au droit d'octroi à leur entrée dans la commune de Paris, et qui ne seront pas déclarés avant leur introduction, seront saisis et mis en dépôt.

4. Les objets saisis et déposés en exécution de l'article précédent, ne seront rendus aux propriétaires ou conducteurs qu'après qu'ils auront payé, par forme d'indemnité envers les pauvres, une somme égale à la valeur des objets saisis.

5. En cas de non paiement de l'indemnité dont il est fait mention dans

(1) Voyez cette loi, et les notes étendues qui l'accompagnent.

(2) Voyez la loi du 27 vendémiaire an 7 (18 octobre 1798), portant établissement de l'octroi de Paris, et les notes qui résument toute la législation qui s'y rattache.

l'article précédent, et après l'expiration d'une décade, pour tout délai, les régisseurs de l'octroi feront vendre à l'enchère les objets saisis. Le prix provenant de cette vente, déduction faite des frais, sera partagé entre les hospices et les employés de l'octroi.

N° 235. = 19 frimaire an 8 (10 décembre 1799). = *LOI qui fixe définitivement la valeur du mètre et du kilogramme* (1). (II, Bull. CCCXXXIV, n° 3456 ; B., LXXVIII, 265.)

Art. 1^{er}. La fixation provisoire de la longueur du mètre, à trois pieds onze lignes quarante-quatre centièmes, ordonnée par les lois des 1^{er} août 1793 et 18 germinal an 3, demeure révoquée et comme non avenue. Ladite longueur, formant la dix-millionième partie de l'arc du méridien terrestre compris entre le pôle nord et l'équateur, est définitivement fixée, dans son rapport avec les anciennes mesures, à trois pieds onze lignes deux cent quatre-vingt-seize millièmes.

2. Le mètre et le kilogramme en platine, déposés le 4 messidor dernier au corps législatif par l'institut national des sciences et des arts, sont les étalons définitifs des mesures de longueur et de poids dans toute la république. Il en sera remis à la commission consulaire des copies exactes, pour servir à diriger la confection des nouvelles mesures et des nouveaux poids.

3. Les autres dispositions de la loi du 18 germinal an 3, concernant tout ce qui est relatif au système métrique, ainsi qu'à la nomenclature et à la confection des nouveaux poids et des nouvelles mesures, continueront à être observées.

4. Il sera frappé une médaille pour transmestre à la postérité l'époque à laquelle le système métrique a été porté à sa perfection, et l'opération qui lui sert de base. L'inscription, du côté principal de la médaille, sera, *à tous les temps, à tous les peuples, et dans l'exergue, république française, an 8*. Les consuls de la république sont chargés d'en régler les autres accessoires.

N° 236. = 19 frimaire an 8 (10 décembre 1799). = *ARRÊTÉ des consuls concernant la police et la discipline militaire à bord des vaisseaux de la république*. (II, Bull. CCCXXXIV, n° 3458.)

Les généraux commandant des escadres et divisions sont autorisés à faire tels réglemens de police et de discipline dont ils reconnaîtront la nécessité pour le maintien de l'ordre et de la subordination à bord des bâtimens armés de la république. Ces réglemens seront provisoirement exécutés jusqu'à ce qu'il ait été statué sur les modifications à apporter aux lois existantes (2).

N° 237. = 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799). = *LOI qui prescrit la mu-*

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 1^{er}—2 août 1793, le résumé de la législation concernant les poids et mesures. — Voyez spécialement le décret du 18 germinal an 3 (7 avril 1795), art. 5 et suiv., qui fixent la valeur du mètre et du gramme, et de leurs divisions ; et l'arrêté du 13 brumaire an 9 (4 novembre 1800), qui fixe le mode d'exécution du système décimal des poids et mesures.

(2) Voyez, sur la discipline des armées navales, le décret du 21 (16, 19 et)—22 août 1790, et les notes qui résument la législation.

nière dont sera faite la reconnaissance d'un individu condamné, évadé et repris (1). (II, Bull. CCCXXXVI, n° 3463; B., LXXVIII, 267.)

Art. 1^{er}. La reconnaissance de l'identité d'un individu condamné, évadé et repris, appartient au tribunal qui l'a jugé.

2. Cette reconnaissance se fait sans assistance des jurés, après que le tribunal a entendu les témoins appelés, tant à la requête du ministère public, qu'à celle de l'individu repris, si ce dernier le juge nécessaire, le tout en sa présence, et publiquement; sauf le recours au tribunal de cassation.

N° 238. = 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799). = *CONSTITUTION de la république française* (2). (II, Bull. CCCXXXIII; B., LXXIX, 1.)

TITRE I^{er}. — *De l'exercice des droits de cité.*

Art. 1^{er}. La république française est une et indivisible. — Son territoire européen est distribué en départemens et arrondissemens communaux.

2. Tout homme né et résidant en France, qui, âgé de vingt-et-un ans accomplis, s'est fait inscrire sur le registre civique de son arrondissement communal, et qui a demeuré depuis pendant un an sur le territoire de la république, est citoyen français (3).

3. Un étranger devient citoyen français, lorsqu'après avoir atteint l'âge de vingt-et-un ans accomplis, et avoir déclaré l'intention de se fixer en France, il y a résidé pendant dix années consécutives.

4. La qualité de citoyen français se perd, — Par la naturalisation en pays étranger; — Par l'acceptation de fonctions ou de pensions offertes par un gouvernement étranger; — Par l'affiliation à toute corporation étrangère

(1) Voyez, sur ce sujet, les art. 518 et suiv. du Cod. inst. crim. de 1808, aujourd'hui seuls applicables.

(2) Cette constitution qui établit le gouvernement consulaire, a succédé à celle du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), qui avait donné naissance au gouvernement directorial: elle a été remplacée elle-même, d'abord, par le sénatus-consulte organique du 16 thermidor an 10 (4 août 1802), qui a créé le consulat à vie, et réorganisé les différens pouvoirs de l'état; puis par le sénatus-consulte organique du 28 floréal an 12 (18 mai 1804), qui a établi le gouvernement impérial.

Voyez la loi du 23 frimaire an 8 (14 décembre 1799), qui règle le mode de présentation de la constitution au peuple français; l'arrêté du 24 du même mois (15 décembre 1799), concernant l'ouverture des registres pour l'émission des votes sur la constitution; la loi du 3 nivose an 8 (24 décembre 1799), sur la mise en activité de cette constitution; celle du 19 du même mois (9 janvier 1800), concernant les opérations et communications respectives des autorités chargées par la constitution de concourir à la formation de la loi; et celle du 21 du même mois (11 janvier 1800), qui exige de tous les fonctionnaires publics une promesse de fidélité à la constitution.

Voyez encore l'arrêté du 20 floréal an 10 (10 mai 1802), portant que le peuple français sera consulté sur cette question: *Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie?* le sénatus-consulte du 14 thermidor suivant (2 août 1802), qui proclame le résultat affirmatif des votes; le sénatus-consulte organique du 16 du même mois (4 août 1802), qui porte des dispositions sur l'organisation des pouvoirs, sur les élections, l'administration de la justice, etc., etc.; et enfin celui du 28 floréal an 12 (18 mai 1804), portant établissement du gouvernement impérial, et les notes.

Voyez aussi les constitutions du 3—14 septembre 1791; du 24 juin 1793; du 5 fructidor an 3 (22 août 1795); la déclaration du 2—5 mai 1814; la charte constitutionnelle du 4—10 juin suivant; l'acte additionnel du 22—23 avril 1815, et enfin la charte de 1830, et les notes qui accompagnent tous ces actes.

(3) Voyez, sur les conditions nécessaires pour être citoyen français, sur la suspension ou la perte de cette qualité, l'art. 2 du tit. II de la constitution de 1791; les art. 4 et suiv. de celle du 24 juin 1793; les art. 8 et suiv. de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795); le sénatus-consulte du 26 vendémiaire an 11 (18 octobre 1802); les art. 9 et suiv. du Cod. civ.; le décret du 26 août 1811; l'avis du cons. d'état du 21 janvier 1812; la loi du 14—17 octobre 1814, et l'ordonnance du 31 juillet—3 août 1815.

qui supposerait des distinctions de naissance ; — Par la condamnation à des peines afflictives ou infamantes (1).

5. L'exercice des droits de citoyen français est suspendu , par l'état de débiteur failli, ou d'héritier immédiat détenteur à titre gratuit de la succession totale ou partielle d'un failli ; — Par l'état de domestique à gages , attaché au service de la personne ou du ménage ; — Par l'état d'interdiction judiciaire, d'accusation ou de contumace.

6. Pour exercer les droits de cité dans un arrondissement communal , il faut y avoir acquis domicile par une année de résidence , et ne l'avoir pas perdu par une année d'absence (2).

7. Les citoyens de chaque arrondissement communal désignent par leurs suffrages ceux d'entre eux qu'ils croient les plus propres à gérer les affaires publiques. Il en résulte une liste de confiance , contenant un nombre de noms égal au dixième du nombre des citoyens ayant droit d'y coopérer. C'est dans cette première liste communale que doivent être pris les fonctionnaires publics de l'arrondissement (3).

8. Les citoyens compris dans les listes communales d'un département désignent également un dixième d'entre eux. Il en résulte une seconde liste dite départementale , dans laquelle doivent être pris les fonctionnaires publics du département (4).

9. Les citoyens portés dans la liste départementale désignent pareillement un dixième d'entre eux : il en résulte une troisième liste qui comprend les citoyens de ce département éligibles aux fonctions publiques nationales.

10. Les citoyens ayant droit de coopérer à la formation de l'une des listes mentionnées aux trois articles précédens , sont appelés tous les trois ans à pourvoir au remplacement des inscrits décédés , ou absens pour toute autre cause que l'exercice d'une fonction publique.

11. Ils peuvent , en même temps , retirer de la liste les inscrits qu'ils ne jugent pas à propos d'y maintenir , et les remplacer par d'autres citoyens dans lesquels ils ont une plus grande confiance.

12. Nul n'est retiré d'une liste que par les votes de la majorité absolue des citoyens ayant droit de coopérer à sa formation.

13. On n'est point retiré d'une liste d'éligibles par cela seul qu'on n'est pas maintenu sur une autre liste d'un degré inférieur ou supérieur.

14. L'inscription sur une liste d'éligibles n'est nécessaire qu'à l'égard de celles des fonctions publiques pour lesquelles cette condition est expressément exigée par la constitution ou par la loi. Les listes d'éligibles seront formées pour la première fois dans le cours de l'an 9. — Les citoyens qui seront nommés pour la première formation des autorités constituées feront partie nécessaire des premières listes d'éligibles (5).

(1) Voyez les art. 17 et suiv. du Cod. civ. ; le décret du 6 avril 1809 ; les art. 7, 8, 18, 28, 34, 42 et 75 du Cod. pén. de 1810 ; le décret du 26 août 1811 ; l'avis du cons. d'état du 21 janvier 1812, et le décret du 26 août 1813.

(2) Sous l'empire de cette disposition , l'année de résidence n'était pas nécessaire pour obtenir le domicile de juridiction ; il suffisait qu'il y eût résidence de fait , jointe à l'intention de fixer sa demeure. Cass., 11 vendémiaire an 11, Sir., III, 1, 21.

(3 et 4) Aujourd'hui, et d'après l'art. 13 de la charte de 1830, les fonctions publiques administratives (à l'exception de celles de maire), sont à la nomination du gouvernement.

(5) Voyez, sur le mode de formation des assemblées électorales, le décret du 22 décembre 1789—janvier 1790 ; celui des 29 et 30 décembre 1789—janvier 1790 ; ceux des 2—3 février, 26 février—4 mars, 19—20 avril et 12—20 août 1790, et celui du 15—27 mars 1791 ; la constitution du 3—14 septembre 1791, tit. II, sect. II et suiv. ; celle du 24 juin 1793, art. 11 et suiv., 37 et 38 ; la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), tit. III et IV ; le décret du 25 fructidor suivant (11 septembre 1795) ; la loi du 15 pluviôse an 5 (3 février 1797), et celle

TITRE II. — *Du sénat conservateur* (1).

15. Le sénat conservateur est composé de quatre-vingts membres, inamovibles et à vie, âgés de quarante ans au moins. — Pour la formation du sénat, il sera d'abord nommé soixante membres : ce nombre sera porté à soixante-deux dans le cours de l'an 8, à soixante-quatre en l'an 9, et s'élèvera ainsi graduellement à quatre-vingts par l'addition de deux membres en chacune des dix premières années.

16. La nomination à une place de sénateur se fait par le sénat, qui choisit entre trois candidats présentés, le premier par le corps législatif, le second par le tribunal, et le troisième par le premier consul. — Il ne choisit qu'entre deux candidats, si l'un d'eux est proposé par deux des trois autorités présentes : il est tenu d'admettre celui qui serait proposé à la fois par les trois autorités.

17. Le premier consul sortant de place, soit par l'expiration de ses fonctions, soit par démission, devient sénateur de plein droit et nécessairement. — Les deux autres consuls, durant le mois qui suit l'expiration de leurs fonctions, peuvent prendre place dans le sénat, et ne sont pas obligés d'user de ce droit. — Ils ne l'ont point quand ils quittent leurs fonctions consulaires par démission.

du 5 ventose suivant (23 février 1797); celle du 18 ventose an 6 (8 mars 1798); celle du 6 germinal même année (26 mars 1798); la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), sur la division du territoire français; celle du 13 ventose an 9 (4 mars 1801), concernant la formation et le renouvellement des listes d'éligibilité; le sénatus-consulte organique du 16 thermidor an 10 (4 août 1802), tit. 1^{er}; le règlement du 19 fructidor an 10 (6 septembre 1802), pour l'exécution de ce sénatus-consulte; celui du 28 floréal an 12 (18 mai 1804); le décret du 17 janvier 1806; le règlement du 13 mai suivant; la charte de 1814; l'acte additionnel du 22—23 avril 1815; la charte de 1830 et les lois des 5—7 février 1817, 29—30 juin 1820, 19—23 avril 1831, sur les élections; et finalement celle du 22—25 juin 1833 qui forme, sur les élections de département et d'arrondissement, le dernier état des choses.

(1) Il faut distinguer dans les lois qui ont été rendues concernant le sénat conservateur, celles qui ont eu pour but son organisation, d'avec celles qui ont eu pour objet d'assurer à ce corps certains avantages de fortune, soit collectifs, soit individuels.

Telles sont, parmi les premières, la loi du 3 nivose an 8 (24 décembre 1799), art. 1^{er}, portant fixation de l'époque de l'entrée en fonctions du sénat; celle du 21 du même mois (11 janvier 1800), qui détermine la formule du serment à prêter par ses membres; le sén.-cons. du 22 ventose an 10 (13 mars 1802), concernant le mode de renouvellement de ses membres; celui précité du 16 thermidor an 10 (4 août 1802), art. 54 et suiv., qui déterminent ses fonctions et ses attributions; celui du 12 fructidor même année (30 août 1802), concernant la tenue de ses séances et l'ordre de ses délibérations; l'arrêté du 19 du même mois (6 septembre 1802), rendu pour l'exécution de ce sén.-cons., art. 45, qui détermine le mode de formation des listes des candidats au sénat; le sén.-cons. organique précité du 28 floréal an 12 (18 mai 1804), tit. VIII, concernant la composition, l'organisation et les attributions du sénat; et le décret du 24 messidor an 12 (13 juillet 1804), sur les cérémonies publiques, tit. 1^{er} et IX, concernant le rang du sénat dans ces cérémonies, les honneurs qui lui sont dus, etc., etc.

En ce qui concerne la dotation du sénat, voyez le sén.-cons. du 14 nivose an 11 (4 janvier 1803), portant création de sénatoreries et règlement sur l'administration économique du sénat; l'arrêté du 18 fructidor même année (5 septembre 1803), contenant désignation des biens affectés à la dotation annuelle du sénat et des sénatoreries; ceux du même jour, du 5 vendémiaire an 12 (28 septembre 1803), et du 6 brumaire an 12 (29 octobre 1803), qui affectent des biens nationaux, comme maisons d'habitation, à plusieurs sénatoreries; le sén.-cons. du 8 frimaire an 12 (30 novembre 1803), portant règlement sur l'entrée en possession et le mode d'administration des domaines affectés à la dotation du sénat et des biens formant celles des sénatoreries; celui du 30 pluviôse an 13 (19 février 1805), concernant les ventes, échanges ou concessions à longues années des biens affectés au sénat et aux sénatoreries; celui du 21 mars 1806, qui détermine le mode de translation du titulaire d'une sénatorerie à une autre sénatorerie vacante par décès; et l'ordonnance du 4—10 juin 1814, portant réunion au domaine de la couronne de la dotation du sénat et des sénatoreries, et création de pensions en faveur des sénateurs.

Le sénat a cessé d'exister par l'effet des art. 24 et suiv. de la charte de 1814, portant création de la chambre des pairs, pour remplacer ce corps politique.

18. Un sénateur est à jamais inéligible à toute autre fonction publique.
19. Toutes les listes faites dans les départemens en vertu de l'article 9 sont adressées au sénat : elles composent la liste nationale.
20. Il élit dans cette liste les législateurs, les tribuns, les consuls, les juges de cassation, et les commissaires à la comptabilité.
21. Il maintient ou annule tous les actes qui lui sont déférés comme inconstitutionnels par le tribunal ou par le gouvernement : les listes d'éligibles sont comprises parmi ces actes.
22. Des revenus de domaines nationaux déterminés sont affectés aux dépenses du sénat. Le traitement annuel de chacun de ses membres se prend sur ces revenus, et il est égal au vingtième de celui du premier consul.
23. Les séances du sénat ne sont pas publiques.
24. Les citoyens *Sieyes* et *Roger-Ducos*, consuls sortans, sont nommés membres du sénat conservateur : ils se réuniront avec le second et le troisième consul nommés par la présente constitution. Ces quatre citoyens nomment la majorité du sénat, qui se complète ensuite lui-même, et procède aux élections qui lui sont confiées.

TITRE III. — *Du pouvoir législatif* (1).

25. Il ne sera promulgué de lois nouvelles que lorsque le projet en aura été proposé par le gouvernement, communiqué au tribunal, et décrété par le corps législatif.

26. Les projets que le gouvernement propose sont rédigés en articles. En tout état de la discussion de ces projets, le gouvernement peut les retirer ; il peut les reproduire modifiés.

27. Le tribunal est composé de cent membres, âgés de vingt-cinq ans au moins ; ils sont renouvelés par cinquième tous les ans, et indéliniment rééligibles tant qu'ils demeurent sur la liste nationale (2).

28. Le tribunal discute les projets de loi ; il en vote l'adoption ou le rejet. — Il envoie trois orateurs pris dans son sein, par lesquels les motifs du vœu qu'il a exprimé sur chacun de ces projets sont exposés et défendus devant le corps législatif. — Il défère au sénat, pour cause d'inconstitutionnalité seulement, les listes d'éligibles, les actes du corps législatif et ceux du gouvernement.

29. Il exprime son vœu sur les lois faites et à faire, sur les abus à corriger, sur les améliorations à entreprendre dans toutes les parties de l'administration publique, mais jamais sur les affaires civiles ou criminelles portées devant les tribunaux. — Les vœux qu'il manifeste en vertu du présent article, n'ont aucune suite nécessaire, et n'obligent aucune autorité constituée à une délibération.

30. Quand le tribunal s'ajourne, il peut nommer une commission de dix

(1) Voyez, sur cette matière, les notes qui accompagnent le tit. III de la constitution du 3—14 septembre 1791.

(2) Voyez la loi du 3 nivose an 8 (24 décembre 1799), art. 14 et suiv., qui déterminent le costume des membres du tribunal ; le sén.-cons. du 22 ventose an 10 (13 mars 1802), qui règle le mode de renouvellement des quatre premiers cinquièmes du tribunal, pour l'an 10 et les trois années suivantes ; celui du 16 thermidor suivant (4 août 1802), tit. VIII, qui contient des dispositions organiques sur le tribunal, et réduit ses membres à cinquante ; celui du 8 fructidor même année (26 août 1802), qui détermine, art. 5, le mode de réduction des membres du tribunal ; celui du même jour, qui règle les termes dans lesquels sera rédigé tout sénatus-consulte portant dissolution du tribunal ; le sén.-cons. organique du 28 floréal an 12 (18 mai 1804), tit. XI, portant nouvelle organisation de ce corps ; et enfin le sén.-cons. du 19 août 1807, qui supprime implicitement le tribunal.

à quinze de ses membres, chargée de le convoquer si elle le juge convenable.

31. Le corps législatif est composé de trois cents membres, âgés de trente ans au moins ; ils sont renouvelés par cinquième tous les ans. — Il doit toujours s'y trouver un citoyen au moins de chaque département de la république.

32. Un membre sortant du corps législatif ne peut y rentrer qu'après un an d'intervalle ; mais il peut être immédiatement élu à toute autre fonction publique, y compris celle de tribun, s'il y est d'ailleurs éligible.

33. La session du corps législatif commence chaque année le 1^{er} frimaire, et ne dure que quatre mois ; il peut être extraordinairement convoqué durant les huit autres par le gouvernement.

34. Le corps législatif fait la loi en statuant par scrutin secret, et sans aucune discussion de la part de ses membres, sur les projets de loi débattus devant lui par les orateurs du tribunat et du gouvernement.

35. Les séances du tribunat et celles du corps législatif sont publiques ; le nombre des assistans soit aux unes, soit aux autres, ne peut excéder deux cents.

36. Le traitement annuel d'un tribun est de quinze mille francs ; celui d'un législateur, de dix mille francs.

37. Tout décret du corps législatif, le dixième jour après son émission, est promulgué par le premier consul, à moins que, dans ce délai, il n'y ait eu recours au sénat pour cause d'inconstitutionnalité. Ce recours n'a point lieu contre les lois promulguées.

38. Le premier renouvellement du corps législatif et du tribunat n'aura lieu que dans le cours de l'an 10.

TITRE IV. — *Du gouvernement* (1).

39. Le gouvernement est confié à trois consuls nommés pour dix ans, et indéfiniment rééligibles. — Chacun d'eux est élu individuellement, avec la qualité distincte ou de premier, ou de second, ou de troisième consul. — La constitution nomme premier consul le citoyen *Bonaparte*, ex-consul provisoire ; second consul, le citoyen *Cambacérès*, ex-ministre de la justice ; et troisième consul, le citoyen *Lebrun*, ex-membre de la commission du conseil des anciens. — Pour cette fois, le troisième consul n'est nommé que pour cinq ans.

40. Le premier consul a des fonctions et des attributions particulières, dans lesquelles il est momentanément suppléé, quand il y a lieu, par un de ses collègues.

41. Le premier consul promulgue les lois ; il nomme et révoque à volonté les membres du conseil d'état, les ministres, les ambassadeurs et autres agens extérieurs en chef, les officiers de l'armée de terre et de mer, les membres des administrations locales et les commissaires du gouvernement près les tribunaux. Il nomme tous les juges criminels et civils autres que les juges de paix et les juges de cassation, sans pouvoir les révoquer.

42. Dans les autres actes du gouvernement, le second et le troisième consuls ont voix consultative : ils signent le registre de ces actes pour constater leur présence ; et s'ils le veulent, ils y consignent leurs opinions ; après quoi la décision du premier consul suffit.

43. Le traitement du premier consul sera de cinq cent mille francs en

(1) Voyez, dans toutes les constitutions précédemment citées, les dispositions qui traitent du pouvoir exécutif, et les notes.

l'an 8. Le traitement de chacun des deux autres consuls est égal aux trois dixièmes de celui du premier.

44. Le gouvernement propose les lois, et fait les réglemens nécessaires pour assurer leur exécution (1).

45. Le gouvernement dirige les recettes et les dépenses de l'état, conformément à la loi annuelle qui détermine le montant des unes et des autres; il surveille la fabrication des monnaies, dont la loi seule ordonne l'émission, fixe le titre, le poids et le type.

46. Si le gouvernement est informé qu'il se trame quelque conspiration contre l'état, il peut décerner des mandats d'amener et des mandats d'arrêt contre les personnes qui en sont présumées les auteurs ou les complices; mais si, dans un délai de dix jours après leur arrestation, elles ne sont mises en liberté ou en justice réglée, il y a, de la part du ministre signataire du mandat, crime de détention arbitraire (2).

47. Le gouvernement pourvoit à la sûreté intérieure et à la défense extérieure de l'état; il distribue les forces de terre et de mer, et en règle la direction.

48. La garde nationale en activité est soumise aux réglemens d'administration publique: la garde nationale sédentaire n'est soumise qu'à la loi.

49. Le gouvernement entretient des relations politiques au dehors, conduit les négociations, fait les stipulations préliminaires, signe, fait signer et conclut tous les traités de paix et d'alliance, de trêve, de neutralité, de commerce, et autres conventions.

50. Les déclarations de guerre et les traités de paix, d'alliance et de commerce, sont proposés, discutés, décrétés et promulgués comme des lois. — Seulement les discussions et délibérations sur ces objets, tant dans le tribunal que dans le corps législatif, se font en comité secret, quand le gouvernement le demande.

51. Les articles secrets d'un traité ne peuvent être destructifs des articles patens.

52. Sous la direction des consuls, le conseil d'état est chargé de rédiger les projets de lois et les réglemens d'administration publique, et de résoudre les difficultés qui s'élèvent en matière administrative (3).

53. C'est parmi les membres du conseil d'état que sont toujours pris les orateurs chargés de porter la parole au nom du gouvernement devant le corps législatif. — Ces orateurs ne sont jamais envoyés au nombre de plus de trois pour la défense d'un même projet de loi.

54. Les ministres procurent l'exécution des lois et des réglemens d'administration publique.

55. Aucun acte du gouvernement ne peut avoir d'effet, s'il n'est signé par un ministre.

56. L'un des ministres est spécialement chargé de l'administration du trésor public: il assure les recettes, ordonne les mouvemens de fonds et les paiemens autorisés par la loi. Il ne peut rien faire payer qu'en vertu, 1° d'une loi, et jusqu'à la concurrence des fonds qu'elle a déterminés pour un genre

(1) Tant que les actes du gouvernement n'avaient pas été déferés au sénat par le tribunal, ils étaient exécutoires pour les tribunaux. Cass., 23 floréal an 10, *SIR.*, II, 1, 265.

(2) Voyez ci-après les art. 76 et suiv., et les notes; l'art. 60 du sén.-cons. organique du 28 floréal an 12; le décret du 3 mars 1810, concernant les prisons d'état; la loi du 12—14 février 1817, et celle du 26—28 mars 1820, sur la liberté individuelle. L'effet de ces deux dernières lois, qui étaient purement temporaires et circonstanciées, a depuis long-temps cessé.

(3) Voyez le réglemant du 5 nivose an 8 (16 décembre 1799), qui détermine l'organisation du conseil d'état, et les notes qui résument toute la législation.

de dépenses ; 2° d'un arrêté du gouvernement ; 3° d'un mandat signé par un ministre.

57. Les comptes détaillés de la dépense de chaque ministre, signés et certifiés par lui, sont rendus publics.

58. Le gouvernement ne peut élire ou conserver pour conseillers d'état, pour ministres, que des citoyens dont les noms se trouvent inscrits sur la liste nationale.

59. Les administrations locales établies soit pour chaque arrondissement communal, soit pour des portions plus étendues du territoire, sont subordonnées aux ministres. Nul ne peut devenir ou rester membre de ces administrations, s'il n'est porté ou maintenu sur l'une des listes mentionnées aux articles 7 et 8.

TITRE V. — *Des tribunaux* (1).

60. Chaque arrondissement communal a un ou plusieurs juges de paix, élus immédiatement par les citoyens pour trois années. — Leur principale fonction consiste à concilier les parties, qu'ils invitent, dans le cas de non-conciliation, à se faire juger par des arbitres.

61. En matière civile, il y a des tribunaux de première instance et des tribunaux d'appel. La loi détermine l'organisation des uns et des autres, leur compétence, et le territoire formant le ressort de chacun.

62. En matière de délits emportant peine afflictive ou infamante, un premier jury admet ou rejette l'accusation : si elle est admise, un second jury reconnaît le fait ; et les juges, formant un tribunal criminel, appliquent la peine. Leur jugement est sans appel (2).

63. La fonction d'accusateur public près un tribunal criminel est remplie par le commissaire du gouvernement.

64. Les délits qui n'emportent pas peine afflictive ou infamante sont jugés par des tribunaux de police correctionnelle, sauf l'appel aux tribunaux criminels (3).

65. Il y a, pour toute la république, un tribunal de cassation, qui prononce sur les demandes en cassation contre les jugemens en dernier ressort rendus par les tribunaux ; sur les demandes en renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de suspicion légitime ou de sûreté publique ; sur les prises à partie contre un tribunal entier (4).

66. Le tribunal de cassation ne connaît point du fond des affaires ; mais il casse les jugemens rendus sur des procédures dans lesquelles les formes ont été violées, ou qui contiennent quelque contravention expresse à la loi ; et il renvoie le fond du procès au tribunal qui doit en connaître.

67. Les juges composant les tribunaux de première instance, et les commissaires du gouvernement établis près ces tribunaux, sont pris dans la

(1) Voyez le décret du 16—24 août 1790, sur l'organisation judiciaire, et les notes ; et ci-après la loi du 27 ventose an 8 (18 mars 1800), et les notes.

(2) Cet article n'a pas abrogé les lois du 30 prairial an 3 et du 1^{er} vendémiaire an 4, qui déclarent justiciables des conseils de guerre tous ceux qui ont été arrêtés dans un rassemblement séditieux et armé contre le gouvernement. Cass., 17 floréal an 10, *SIR.*, VII, 2, 1160 ; *Bull. crim.*, VII, 321.

Voyez, sur la procédure criminelle et le jury, les notes qui accompagnent le décret du 16—29 septembre 1791 : elles résument toute la législation.

(3) Voyez, sur l'organisation des tribunaux correctionnels, la forme de procéder devant eux et leur compétence, les art. 167 et suiv. du Code du 3 brumaire an 4 (25 octobre 1795), et les notes qui les accompagnent.

(4) Voyez, sur l'organisation et la compétence de la cour de cassation, le décret du 27 novembre—1^{er} décembre 1790, et les notes étendues qui l'accompagnent.

liste communale ou dans la liste départementale. — Les juges formant les tribunaux d'appel, et les commissaires placés près d'eux, sont pris dans la liste départementale. — Les juges composant le tribunal de cassation, et les commissaires établis près ce tribunal, sont pris dans la liste nationale.

68. Les juges, autres que les juges de paix, conservent leurs fonctions toute leur vie, à moins qu'ils ne soient condamnés pour forfaiture, ou qu'ils ne soient pas maintenus sur les listes d'éligibles (1).

TITRE VI. — De la responsabilité des fonctionnaires publics (2).

69. Les fonctions des membres soit du sénat, soit du corps législatif, soit du tribunal, celles des consuls et des conseillers d'état, ne donnent lieu à aucune responsabilité.

70. Les délits personnels emportant peine afflictive ou infamante, commis par un membre soit du sénat, soit du tribunal, soit du corps législatif, soit du conseil d'état, sont poursuivis devant les tribunaux ordinaires, après qu'une délibération du corps auquel le prévenu appartient a autorisé cette poursuite.

71. Les ministres prévenus de délits privés, emportant peine afflictive ou infamante, sont considérés comme membres du conseil d'état.

72. Les ministres sont responsables, 1° de tout acte de gouvernement signé par eux, et déclaré inconstitutionnel par le sénat; 2° de l'inexécution des lois et des réglemens d'administration publique; 3° des ordres particuliers qu'ils ont donnés, si ces ordres sont contraires à la constitution, aux lois et aux réglemens.

73. Dans les cas de l'article précédent, le tribunal dénonce le ministre par un acte sur lequel le corps législatif délibère dans les formes ordinaires, après avoir entendu ou appelé le dénoncé. Le ministre mis en jugement par un décret du corps législatif, est jugé par une haute-cour, sans appel et sans recours en cassation. — La haute-cour est composée de juges et de jurés. Les juges sont choisis par le tribunal de cassation, et dans son sein; les jurés sont pris dans la liste nationale: le tout suivant les formes que la loi détermine.

74. Les juges civils et criminels sont, pour les délits relatifs à leurs fonctions, poursuivis devant les tribunaux auxquels celui de cassation les renvoie après avoir annulé leurs actes (3).

75. Les agens du gouvernement, autres que les ministres, ne peuvent être poursuivis pour des faits relatifs à leurs fonctions, qu'en vertu d'une décision du conseil d'état: en ce cas, la poursuite a lieu devant les tribunaux ordinaires (4).

(1) Voyez le sén.-cons. du 12 octobre 1807, qui a modifié passagèrement cette disposition, reproduite par l'art. 58 de la charte de 1814 et par l'art. 49 de celle de 1830.

(2) Voyez, sur la garantie des fonctionnaires publics, les dispositions analogues des art. 43 et 44 de la constitution du 24 juin 1793; des art. 110 et suiv. de celle du 5 fructidor an 3; des art. 34 et 52 de la charte de 1814; et des art. 29 et 44 de celle de 1830.

(3) Voyez, sur la mise en jugement des magistrats, les art. 80 et suiv. de la loi du 27 ventose an 8 (18 mars 1800); les art. 479 et suiv. du Code d'instruction criminelle de 1808; et la loi du 20 avril 1810, art. 10, et les notes.

(4) Voyez l'arrêté du 19 germinal an 8 (9 avril 1800), qui contient la formule de l'autorisation exigée par le présent article; et le décret du 9 août 1806, qui détermine les formalités à observer pour la mise en jugement des agens du gouvernement. — Voyez encore les différens décrets, arrêtés et ordonnances cités dans les notes qui vont suivre.

§ 1^{er}. — *Règles générales sur la mise en jugement des agens du gouvernement.* — L'art. 75 de la constitution de l'an 8 n'a pas été abrogé par la charte de 1814: en conséquence, depuis la charte comme auparavant, il n'a pas été possible de poursuivre un de ces agens devant les tribunaux ordinaires, pour des faits relatifs à ses fonctions, sans l'autorisation préalable du

TITRE VII. — Dispositions générales.

76. La maison de toute personne habitant le territoire français est un

conseil d'état. Arr. du cons., 11 décembre 1814, *SIR.*, Jur. du cons., III, 48. — Un tribunal de justice répressive, saisi de poursuites dirigées contre un agent du gouvernement, en sa qualité, sans autorisation préalable du conseil d'état, excède ses pouvoirs s'il statue au fond, *même pour acquitter*, avant que cette autorisation soit rapportée. Cass., 30 août 1833, *SIR.*, XXXIV, 1, 63; Bull. crim., XXXVIII, 448. — L'autorisation est nécessaire, soit qu'il s'agisse d'une action civile, soit qu'il s'agisse d'une action criminelle. Nîmes, 1^{er} février 1811, *SIR.*, XI, 2, 441; et arr. du cons., 24 décembre 1818, *SIR.*, Jur. du cons., V, 47; et 1^{er} décembre 1819, *SIR.*, Jur. du cons., V, 276. — Jugé, au contraire, que l'autorisation préalable n'est pas nécessaire au cas d'une simple action civile. Paris, 7 mai 1833, *SIR.*, XXXIII, 2, 274. — Les agents du gouvernement peuvent être poursuivis sans autorisation préalable du conseil d'état, pour les délits qu'ils commettent hors de l'exercice de leurs fonctions. Cass., 11 septembre 1807, *SIR.*, VII, 2, 270; et arr. du cons., 6 novembre 1822, *MAC.*, IV, 340. — Le défaut d'autorisation, quand elle est nécessaire, ne peut être couvert par l'acquiescement du fonctionnaire inculpé. Cass., 6 juin 1811, *SIR.*, XII, 1, 73; Bull. crim., XVI, 175.

Un agent du gouvernement doit jouir de la garantie constitutionnelle, relativement au délit qui lui est imputé, et qui résulterait d'un fait survenu durant ses opérations : tel un receveur qui, occupé d'une opération financière, prend querelle avec un contribuable, s'emporte et le frappe. Cass., 6 mars 1806, *SIR.*, VI, 2, 902. — Un fonctionnaire administratif qui, dans un procès civil intenté d'office, se permet de diffamer ou d'injurier son adversaire, est réputé avoir commis ce délit dans l'exercice de ses fonctions, et il ne peut être poursuivi sans autorisation préalable. Cass., 14 juin 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 435. — Jugé toutefois qu'un tribunal correctionnel, saisi d'une plainte en calomnie dont est prévenu un agent du gouvernement, peut prononcer un sursis à l'action en calomnie et ordonner d'informer à raison des faits imputés à l'agent, non seulement avant l'autorisation du conseil d'état, mais lors même que cette autorisation a été refusée par le préfet, si l'arrêt est dénoncé au conseil d'état : il n'y a pas violation de la garantie constitutionnelle, dès qu'il n'y a ni mandat décerné, ni interrogatoire subi. Cass., 24 juin 1819, *SIR.*, XX, 1, 40.

Il n'y a pas lieu d'accorder l'autorisation de poursuivre un fonctionnaire public, lorsque l'acte sur lequel la demande d'autorisation est fondée a été approuvé par l'autorité supérieure. Arr. du cons., 22 février 1821, *MAC.*, I, 233. — Lorsque les torts d'un fonctionnaire paraissent suffisamment punis par la destitution qui l'a frappé, il y a lieu de refuser l'autorisation de le poursuivre, s'il n'y a pas de partie civile. Arr. du cons., 5 septembre 1821, *MAC.*, II, 363. — Le conseil d'état autorise la mise en jugement d'un agent du gouvernement prévenu de meurtre, bien que le meurtre ait eu lieu dans le cas de légitime défense; l'exception de légitime défense, encore qu'elle soit plus qu'une excuse, puisqu'elle ôte au crime son caractère constitutif, doit toujours être appréciée par les tribunaux. Arr. du cons., 18 mars 1816, *SIR.*, XVIII, 2, 89. — Il existe pourtant d'autres arrêts du conseil qui constatent que le conseil d'état a jugé lui-même l'exception de légitime défense, et qui, par conséquent, modifient la règle; voyez notamment ceux des 18 avril 1816, *SIR.*, Jur. du cons., III, 279; et 3 juin 1820, *SIR.*, Jur. du cons., V, 387. — Le fait de spoliation, commis par un agent de l'administration, ne regarde l'autorité administrative que pour autoriser les poursuites; il n'appartient qu'à l'autorité judiciaire de prononcer une condamnation. Arr. du cons., 10 septembre 1808, *SIR.*, XVII, 2, 24.

§ 2. — *Espèces diverses : Mise en jugement des maires, adjoints, conseillers municipaux, officiers de l'état civil.* — Un tribunal ne peut connaître des faits imputés à un maire dans l'exercice de ses fonctions, avant que le gouvernement ait autorisé la mise en jugement : cette incompétence ne peut être couverte par l'acquiescement du maire. Arrêt précité, 6 juin 1811, *SIR.*, XII, 1, 73; Bull. crim., XVI, 175. — Un maire est agent du gouvernement, même dans l'exercice de celles de ses fonctions qui n'embrassent que les intérêts de sa commune, notamment dans les mesures qu'il prend pour la réparation d'un chemin vicinal; en conséquence, il ne peut être poursuivi à raison de ces mesures, par ceux qui prétendent en souffrir, qu'après autorisation préalable. Cass., 15 décembre 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 171; Bull. crim., XXXI, 927. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que, dans ce cas spécial, l'autorisation n'est pas nécessaire. Bourges, 5 février 1827, *SIR.*, XXVII, 2, 173. — Un maire peut être poursuivi sans autorisation préalable, à raison de dégradations par lui commises sur le fonds d'un particulier, lorsqu'il a agi seulement comme mandataire de la commune et dans ses intérêts. Cass., 23 mai 1822, *SIR.*, XXII, 1, 296. — On ne peut, sans autorisation préalable du conseil d'état, citer un maire en justice pour avoir fait faucher des grains qu'un particulier avait semés sur un terrain qu'il prétend lui appartenir, et que le maire soutient faire partie d'un chemin public. Cass., 13 novembre 1809, *SIR.*, X, 1, 56. — Lorsqu'un maire est prévenu à la fois de deux délits forestiers, dont l'un aurait

asile inviolable. — Pendant la nuit, nul n'a le droit d'y entrer que dans le

été commis dans l'exercice de ses fonctions, il n'y a pas lieu à surseoir pour le jugement de l'autre délit, jusqu'à ce que le conseil d'état ait accordé l'autorisation de poursuivre. Cass., 1^{er} juin 1832, *SIR.*, XXXIII, 1, 128; *Bull. crim.*, XXXVII, 288. — Il n'y a pas lieu d'autoriser la poursuite d'un maire devant les tribunaux, pour réparation d'un dommage prétendu causé par suite d'un procès-verbal, lorsque le procès-verbal n'est ni argué de faux ni produit. Arr. du cons., 7 mars 1821, *MAC.*, 1, 347. — La négligence d'un maire à réprimer des excès commis dans sa commune, par des particuliers contre d'autres particuliers, ne constitue pas un délit qui puisse motiver une autorisation de poursuivre. Arr. du cons., 19 décembre 1821, *MAC.*, II, 581. — Le fait de convention illicite, bien qu'imputé à un maire dans l'exercice de ses fonctions, doit cependant être considéré comme étranger à ces mêmes fonctions, et peut donner lieu à des poursuites judiciaires sans autorisation préalable du conseil d'état. Cass., 31 mai 1820, *SIR.*, XX, 1, 364; *Bull. civ.*, XXII, 180.

L'adjoint d'un maire qui, agissant en cette qualité, a porté un trouble quelconque à la possession annale d'un particulier, ne peut être cité par voie de complainte possessoire devant le juge de paix, sans autorisation préalable du conseil d'état. Cass., 8 décembre 1817, *SIR.*, XX, 1, 70. — Un adjoint de maire qui s'est permis de détenir arbitrairement un particulier, peut n'être pas mis en jugement s'il est constaté que, peu d'heures après la détention, il a permis au détenu de sortir, s'il l'eût voulu; une réprimande donnée à l'adjoint par le préfet peut paraître une punition suffisante. Arr. du cons., 18 avril 1816, *SIR.*, XVIII, 2, 70.

Les membres des conseils municipaux, n'étant pas agens du gouvernement, peuvent être poursuivis sans l'autorisation préalable du conseil d'état, pour raison de faits relatifs à leurs fonctions. Arr. du cons., 2 décembre 1822, *MAC.*, IV, 440; 29 janvier 1823, *MAC.*, V, 44; et plusieurs autres arrêts. — Il en est de même des exécuteurs d'un ordre émané du conseil municipal, qui portent atteinte à la propriété d'autrui. Cass., 6 mai 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 158; *Bull. crim.*, XXXI, 272.

Les officiers de l'état civil, quoique maires et adjoints, peuvent être traduits en justice à la requête des procureurs du roi, sans autorisation préalable du conseil d'état. Avis du cons., 30 nivose—4 pluviose an 12, et 28 juin 1806, *SIR.*, VII, 2, 774; Cass., 3 septembre 1807, *SIR.*, VII, 2, 774; et 9 mars 1815, *SIR.*, XV, 1, 218; *Bull. crim.*, XX, 28. — La raison en est que, n'ayant pas à délibérer comme officiers de l'état civil, n'étant que de simples rédacteurs de formules, ils ne sont pas des agens du gouvernement dans le sens de l'art. 75 de la constitution du 22 frimaire an 8. Cass., 11 juin 1807, *SIR.*, XVII, 1, 323. — Encore que les officiers de l'état civil puissent être poursuivis sans autorisation, néanmoins le grand-juge (aujourd'hui le ministre de la justice) peut prescrire aux procureurs du roi de lui faire connaître les poursuites qu'ils se proposent d'exercer, et arrêter celles qui n'auraient pas pour objet des négligences vraiment coupables par leur gravité. Avis du cons., 31 juillet 1806, *SIR.*, XIII, 2, 296.

§ 3.—*Ministres du culte.*—Voyez la loi organique du concordat du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), art. 6, et les notes étendues qui l'accompagnent.

§ 4.—*Employés de l'enregistrement, des contributions directes et indirectes, des douanes, de la loterie, des postes, des poudres et salpêtres, comptables.*—Les receveurs de l'enregistrement sont des agens du gouvernement: en conséquence, ils ne peuvent être traduits en justice pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions sans l'autorisation préalable du conseil d'état. Cass., 19 fructidor an 12, *SIR.*, VII, 2, 991. — Le directeur général de l'enregistrement est autorisé à traduire devant les tribunaux, sans recourir à la décision du conseil d'état, les agens inférieurs de cette administration. Arrêté des consuls, 9 pluviose an 10, *SIR.*, II, 2, 14.

Les préfets sont autorisés, après avoir pris l'avis des sous-préfets, à traduire devant les tribunaux, sans recourir à la décision du conseil d'état, les percepteurs des contributions, pour faits relatifs à leurs fonctions. Arrêté des consuls, 10 floréal an 10, *SIR.*, II, 2, 125. — Un percepteur de contributions ne peut être poursuivi judiciairement, à raison de ses fonctions, en vertu de la seule autorisation du sous-préfet. Cass., 14 nivose an 12, *SIR.*, IV, 2, 60; *Bull. crim.*, IX, 80.

Le directeur général des droits réunis est chargé d'autoriser la mise en jugement des préposés qui lui sont subordonnés. Décret du 28 messidor an 13 (17 juillet 1805). — Et les poursuites ne peuvent avoir lieu sans cette autorisation. Cass., 12 juin 1809, *SIR.*, IX, 1, 263; *Bull. civ.*, XI, 124. — Lorsqu'un préposé de la régie des droits réunis a commis un délit, il est présumé, jusqu'à preuve contraire, ne l'avoir pas commis dans l'exercice de ses fonctions, et, conséquemment, il peut être poursuivi sans l'autorisation préalable du directeur général: la preuve contraire ne peut être établie par une simple déclaration donnée par un employé supérieur, portant que, lors du délit commis, le préposé était en fonctions. Cass., 12 mars 1813, *SIR.*, XVII, 1, 323. — Un préposé de la régie des droits réunis ne peut être poursuivi en réparation d'injures par lui proférées dans l'exercice de ses fonctions, sans auto-

cas d'incendie, d'inondation, ou de réclamation faite de l'intérieur de la

risation du directeur général. Cass., 25 février 1808, *SIR.*, IX, 1, 237; Bull. crim., XIII, 84.

Postérieurement à ces décisions, la législation a changé. Voyez l'art. 144 de la loi du 8—13 décembre 1814, et l'art. 244 de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, sur les boissons, portant que les préposés ou employés de la régie des contributions indirectes, prévenus de crimes ou de délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, doivent être poursuivis et traduits, dans les formes communes à tous les autres citoyens, devant les tribunaux compétens, sans autorisation préalable de la régie; et que seulement le juge d'instruction, lorsqu'il a décerné un mandat d'arrêt, est tenu d'en informer le directeur des contributions indirectes du département de l'employé poursuivi. — Par application de cette disposition, il a été jugé que les poursuites contre les employés des contributions indirectes sont dispensées d'autorisation préalable. Arr. du cons., 20 janvier 1819, *SIR.*, XX, 2, 234; et 30 septembre 1830, *MAC.*, XII, 451; et Cass., 25 août 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 21; Bull. crim., XXXII, 739. — *Idem*, lors même qu'il s'agit de poursuivre le directeur général. Arrêt précité du 20 janvier 1819.

Les préposés des douanes ne peuvent être mis en jugement pour délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, qu'en vertu d'une décision de l'autorité supérieure. Cass., 11 septembre 1807, *SIR.*, VII, 2, 271; Bull. crim., XII, 387. — *Idem*, encore qu'il s'agisse d'un délit antérieur à la constitution de l'an 8. Cass., 19 pluviose an 12, *SIR.*, IV, 2, 677; Bull. crim., IX, 100. — Les préposés des douanes peuvent être mis en jugement sur l'autorisation du directeur général de cette administration. Arrêté des consuls, 29 thermidor an 11, *SIR.*, III, 2, 224.

Les préposés des octrois municipaux peuvent être mis en jugement sur l'autorisation du préfet. Arrêté précité du 29 thermidor an 11. — Voyez encore le décret du 17 mai 1809, sur les octrois, art. 144, qui donne de nouveau aux préfets le pouvoir d'autoriser la mise en jugement des préposés de l'octroi.

Mais un simple préposé du régisseur de l'octroi n'est pas un agent du gouvernement qui ne puisse être poursuivi sans autorisation préalable: il en est de même des employés internes des bureaux des administrations. Cass., 21 mai 1807, et 8 décembre 1808, *SIR.*, XVII, 2, 323.

L'administration de la loterie est autorisée à traduire devant les tribunaux, sans recourir à la décision du conseil d'état, les agens qui lui sont subordonnés. Arr. des consuls, 9 pluviose an 10, *SIR.*, II, 2, 14. — Même disposition à l'égard des employés de la poste aux lettres. Arrêté du même jour, *SIR.*, II, 2, 14.

Voyez le décret du 28 février 1806, portant que les administrateurs généraux des poudres et salpêtres peuvent autoriser la mise en jugement des agens qui leur sont subordonnés.

Les comptables destitués peuvent être mis en jugement sans autorisation préalable du conseil d'état. Avis du cons., 19 février—16 mars 1807, *SIR.*, VIII, 2, 27. — Il en est de même des comptables démissionnaires. Cass., 5 juin 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 361; Bull. crim., XXVIII, 227.

§ 5.—*Entrepreneurs de travaux publics, administrateurs de bureaux de bienfaisance, fabriciens, vérificateurs des poids et mesures, officiers de recrutement, électeurs, consuls, membres de l'université.*—Les entrepreneurs de travaux publics ne peuvent être traduits devant les tribunaux de police, à raison des contraventions commises dans l'exécution de ces travaux; défenses sont faites aux commissaires de police de rapporter aucun procès-verbal à cet égard. Arr. des consuls, 9 fructidor an 10, *SIR.*, II, 2, 269. — L'entrepreneur du lestage dans un port maritime a le caractère d'agent de l'administration, pour les faits de lestage; on ne peut donc former contre lui une demande en dommages-intérêts, à raison de ces faits, sans l'intervention de l'administration. Arr. du cons., 16 février 1827, *SIR.*, XXVIII, 2, 28.

Les administrateurs des bureaux de bienfaisance sont des agens du gouvernement: à ce titre, ils ne peuvent être poursuivis devant les tribunaux pour faits relatifs à leurs fonctions, sans autorisation préalable. Décret du 14 juillet 1812.

Il en est de même des fabriciens. Cass., 9 décembre 1808, *SIR.*, IX, 1, 401.

Et des vérificateurs des poids et mesures. Cass., 3 février 1810, *SIR.*, XI, 1, 58.

Les officiers de recrutement ne sont pas des agens du gouvernement, en ce sens qu'ils ne puissent être mis en jugement sans l'autorisation préalable du conseil d'état. Cass., 6 mars 1807, *SIR.*, VII, 2, 237. — Ni les membres des collèges électoraux. Cass., 15 octobre 1812, *SIR.*, XVII, 1, 323. — Il en était autrement d'un directeur de scrutin, sous l'ancien système électoral. Cass., 3 nivose an 11, *SIR.*, III, 2, 397; Bull. crim., VIII, 101. — Mais aujourd'hui les scrutateurs ne sont autres que des électeurs, et n'exercent point de fonctions déléguées par le gouvernement.

Les agens des relations commerciales exercent des fonctions administratives et judiciaires.

maison.—Pendant le jour, on peut y entrer pour un objet spécial déterminé ou par une loi, ou par un ordre émané d'une autorité publique (1).

77. Pour que l'acte qui ordonne l'arrestation d'une personne puisse être exécuté, il faut, 1° qu'il exprime formellement le motif de l'arrestation, et la loi en exécution de laquelle elle est ordonnée; 2° qu'il émane d'un fonctionnaire à qui la loi ait donné formellement ce pouvoir; 3° qu'il soit notifié à la personne arrêtée, et qu'il lui en soit laissé copie (2).

indivisiblement, de telle sorte qu'ils ne peuvent être l'objet d'une prise à partie, sans l'autorisation du gouvernement. Lettre du commissaire du gouvernement près le conseil des prises au ministre de la justice, 19 floréal an 8, *SIR.*, II, 2, 447. — Un ancien consul de France dans l'étranger, qui, dans une affaire de vente de prise maritime, s'est approprié indûment une somme d'argent, ne peut être poursuivi devant les tribunaux français, sans l'autorisation du conseil d'état. Arr. du cons., 18 novembre 1818, *SIR.*, XX, 2, 234.

§ 6.—*Gardes des eaux et forêts; gardes champêtres, gardes-ports, etc.*—Les gardes-généraux des eaux et forêts sont considérés comme fonctionnaires de l'administration; ainsi, ni eux ni ceux qui auraient agi par leurs ordres ne peuvent, pour faits relatifs à leurs fonctions, être poursuivis sans l'autorisation préalable du conseil d'état. Nîmes, 1^{er} février 1811, *SIR.*, XI, 2, 441. — Un garde forestier ne peut, sans autorisation de l'administration générale des forêts, être traduit en justice, pour délit commis dans l'exercice de ses fonctions. Cass., 7 décembre 1809, *SIR.*, X, 1, 262; Bull. crim., XIV, 386. — Un garde forestier prévenu d'un délit qu'il aurait commis en agissant dans sa double qualité d'agent de l'administration forestière et d'officier de police judiciaire, jouit d'une double garantie: d'abord, comme agent de l'administration, il ne peut être poursuivi qu'après autorisation préalable; et ensuite, comme officier de police judiciaire, il ne peut être jugé que par une cour royale. Cass., 24 décembre 1824, *SIR.*, XXV, 1, 233. — Les gardes forestiers du domaine de la couronne doivent être assimilés aux gardes de forêts de l'état, en ce qui touche la nécessité de l'autorisation préalable. Arr. du cons., 19 décembre 1821, *MAC.*, II, 588. — Il en est de même des gardes des bois qui dépendent des apanages des princes du sang. Arr. du cons., 27 février 1822, *MAC.*, III, 228. — Il y a lieu d'autoriser la mise en jugement d'un garde forestier qui désarme un chasseur avec violence, contrairement aux dispositions des décrets du 30 avril 1790, et du 4 mai 1812. Arr. du cons., 23 janvier 1820, *SIR.*, XX, 2, 303. — Lorsque, sur l'imputation portée contre un agent forestier, son administration déclare qu'il n'a agi que d'après les ordres de ses supérieurs, l'agent est déchargé de toute responsabilité. Arr. du cons., 7 mai 1823, *MAC.*, V, 334.

Les gardes champêtres ne sont pas placés dans la classe des fonctionnaires publics qu'on ne puisse mettre en jugement sans autorisation préalable. Cass., 19 août 1808, *SIR.*, IX, 1, 128; 2 août 1809, *SIR.*, XVII, 1, 323; et plusieurs arrêts du cons. d'état.

Les gardes-ports, commissionnés par l'administration de la navigation intérieure, ne peuvent être poursuivis devant les tribunaux, pour délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, sans autorisation préalable. Cass., 1^{er} juillet 1808, *SIR.*, VIII, 1, 537; Bull. crim., XIII, 304. — Il en est de même d'un pilote lamaneur, contre lequel on entend former une demande en dommages-intérêts, à raison de faits relatifs à ses fonctions. Arr. du cons., 23 avril 1807, *SIR.*, XIV, 2, 442.

§ 7.—*Mise en jugement des fonctionnaires de l'ordre judiciaire, juges, greffiers, officiers de police judiciaire.*—Sur la mise en jugement des magistrats, voyez les art. 479 et suiv. du Cod. inst. crim. de 1808, et la loi du 20 avril 1810, art. 10, et les notes.

Les greffiers des tribunaux peuvent, pour les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, être poursuivis sans l'autorisation préalable du conseil d'état. Cass., 26 décembre 1807, *SIR.*, VII, 2, 326; Bull. crim., XII, 518.

Il en est de même des officiers de police judiciaire. Arr. du cons., 22 février 1821, *MAC.*, I, 236. — Par exemple, d'un maire prévenu d'un crime ou d'un délit commis pendant l'exercice de ses fonctions d'officier de police judiciaire. Arr. du cons., 12 mai 1820, *SIR.*, XX, 2, 304; 13 et 20 novembre 1822, *MAC.*, IV, 386 et 428; et Cass., 8 février 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 334.

Les gendarmes ne sont pas couverts par la responsabilité de leurs supérieurs, à raison de faits étrangers aux ordres qu'ils ont reçus. Arr. du cons., 18 juillet 1821, *MAC.*, II, 187.

§ 8.—*Formes de l'autorisation.*—Voyez le décret précité du 9 août 1806, et les notes.

(1) Voyez, sur les cas où les visites domiciliaires sont permises, le décret du 19—22 juillet 1791, sur la police correctionnelle, tit. 1^{er}, art. 8 et suiv.; le Code du 3 brumaire an 4 (22 octobre 1795), art. 41; et le Cod. inst. crim. de 1808, art. 16.

(2) Voyez, sur cette disposition et les suivantes, qui ont pour but de garantir la liberté indi-

78. Un gardien ou geolier ne peut recevoir ou détenir aucune personne qu'après avoir transcrit sur son registre l'acte qui ordonne l'arrestation : cet acte doit être un mandat donné dans les formes prescrites par l'article précédent, ou une ordonnance de prise de corps, ou un décret d'accusation, ou un jugement (1).

79. Tout gardien ou geolier est tenu, sans qu'aucun ordre puisse l'en dispenser, de représenter la personne détenue à l'officier civil ayant la police de la maison de détention, toutes les fois qu'il en sera requis par cet officier.

80. La représentation de la personne détenue ne pourra être refusée à ses parens et amis porteurs de l'ordre de l'officier civil, lequel sera toujours tenu de l'accorder, à moins que le gardien ou geolier ne représente une ordonnance du juge pour tenir la personne au secret.

81. Tous ceux qui, n'ayant point reçu de la loi le pouvoir de faire arrêter, donneront, signeront, exécuteront l'ordre d'arrestation d'une personne quelconque ; tous ceux qui, même dans le cas de l'arrestation autorisée par la loi, recevront ou retiendront la personne arrêtée, dans un lieu de détention non publiquement et légalement désigné comme tel, et tous les gardiens ou geoliers qui contreviendront aux dispositions des trois articles précédens, seront coupables du crime de détention arbitraire.

82. Toutes rigueurs employées dans les arrestations, détentions ou exécutions, autres que celles autorisées par les lois, sont des crimes.

83. Toute personne a le droit d'adresser des pétitions individuelles à toute autorité constituée, et spécialement au tribunal (2).

84. La force publique est essentiellement obéissante : nul corps armé ne peut délibérer (3).

85. Les délits des militaires sont soumis à des tribunaux spéciaux, et à des formes particulières de jugement (4).

86. La nation française déclare qu'il sera accordé des pensions à tous les militaires blessés à la défense de la patrie, ainsi qu'aux veuves et aux enfans des militaires morts sur le champ de bataille ou des suites de leurs blessures (5).

viduelle, les dispositions semblables de la constitution du 3—14 septembre 1791, tit. III, chap. V, art. 10; et du tit. XIV du décret du 16—29 septembre 1791, sur la procédure criminelle; la constitution du 5 fructidor an 3, art. 222 et suiv.; les art. 581 et suiv. du Code du 3 brumaire an 4 (25 octobre 1795); et le Cod. inst. crim. de 1808, art. 91 et suiv., 615 et suiv. — Voyez encore les art. 10 et suiv. de la déclaration des droits de l'homme du 24 juin 1793; l'art. 4 de la charte de 1814, et le même article de celle de 1830.

Voyez aussi les art. 114 et suiv. du Cod. pén. de 1810, répressifs des arrestations arbitraires.

(1) Voyez, quant aux devoirs des geoliers, le décret du 16—29 septembre 1791, sur la procédure criminelle, tit. XIII; le décret du 4 vendémiaire an 4 (26 septembre 1795); le Code du 3 brumaire an 4 (25 octobre 1795), tit. XVIII; les art. 107, 111, 421, 607 et suiv. du Cod. inst. crim. de 1808; et le Cod. pén. de 1810, art. 120, 237 et suiv.

(2) Voyez, sur le droit de pétition, le décret spécial du 18 (10 et)—22 mai 1791, et les notes; le tit. 1^{er}, § 3, de la constitution de 1791; l'art. 32 de la déclaration des droits de l'homme du 24 juin 1793; l'art. 364 de celle du 5 fructidor an 3; l'art. 53 de la charte de 1814; l'art. 65 de l'acte additionnel de 1815; et l'art. 45 de la charte de 1830.

(3) Voyez les dispositions semblables de l'art. 12 du tit. IV de la constitution de 1791; l'art. 114 de la constitution de 1793; et l'art. 275 de celle de l'an 3.

(4) Voyez, sur l'organisation des tribunaux militaires, le décret du 22—29 septembre 1790, et les notes qui résument toute la législation.

(5) Aujourd'hui les pensions militaires sont réglées, savoir : celles de l'armée de terre, par la loi du 11—14 avril 1831, et celles de l'armée de mer, par la loi du 18 avril—11 mai 1831 : ces deux lois ont expressément abrogé toutes celles précédemment rendues sur la matière.

87. Il sera décerné des récompenses nationales aux guerriers qui auront rendu des services éclatans en combattant pour la république.

88. Un institut national est chargé de recueillir les découvertes, de perfectionner les sciences et les arts (1).

89. Une commission de comptabilité nationale règle et vérifie les comptes des recettes et des dépenses de la république. Cette commission est composée de sept membres choisis par le sénat dans la liste nationale (2).

90. Un corps constitué ne peut prendre de délibération que dans une séance où les deux tiers au moins de ses membres se trouvent présens.

91. Le régime des colonies françaises est déterminé par des lois spéciales (3).

92. Dans le cas de révolte à main armée, ou de troubles qui menacent la sûreté de l'état, la loi peut suspendre, dans les lieux et pour le temps qu'elle détermine, l'empire de la constitution.—Cette suspension peut être provisoirement déclarée, dans les mêmes cas, par un arrêté du gouvernement, le corps législatif étant en vacance, pourvu que ce corps soit convoqué au plus court terme par un article du même arrêté.

93. La nation française déclare qu'en aucun cas elle ne souffrira le retour des Français qui, ayant abandonné leur patrie depuis le 14 juillet 1789, ne sont pas compris dans les exceptions portées aux lois rendues contre les émigrés ; elle interdit toute exception nouvelle sur ce point.—Les biens des émigrés sont irrévocablement acquis au profit de la république.

94. La nation française déclare qu'après une vente légalement consommée de biens nationaux, quelle qu'en soit l'origine, l'acquéreur légitime ne peut en être dépossédé, sauf aux tiers réclaman's à être, s'il y a lieu, indemnisés par le trésor public (4).

95. La présente constitution sera offerte de suite à l'acceptation du peuple français.

Signé *Regnier*, président de la commission du conseil des anciens ; *Jacqueminot*, président de la commission du conseil des cinq-cents ; *Rousseau*, *Vernier*, secrétaires de la commission du conseil des anciens ; *Alex. Villetard*, *Frégeville*, secrétaires de la commission du conseil des cinq-cents ; *Roger-Ducos*, *Sieyes*, *Bonaparte*, consuls ; *P.-C. Laussat*, *Fargues*, *N. Beaupuy*, *Beauvais*, *Cabanis*, *Perrin* (des Vosges), *Depère*, *Cornet*, *Ludot*, *Girot-Pouzol*, *Lemercier*, *Chatry-Lafosse*, *Cholet* (de la Gironde), *Caillemet*, *Bara*, *Chassiron*, *Gourlai*, *Peré* (des Hautes-Pyrénées), *Porchet*, *Vimar*, *Thiessé*, *Béranger*, *Casenave*, *Sedillez*, *Thibault*, *Daunou*, *Herwyn*, *Joseph Cornudet*, *P.-A. Laloy*, *Lenoir-Laroche*, *J.-A. Creuzé-Latouche*, *Arnould* (de la Seine), *Goupil-Préfeln* fils, *Mathieu*, *Chabaud*, *Cretet*, *Boulay* (de la Meurthe), *Garat*, *Emile Gaudin*, *Lebrun*, *Lucien Bonaparte*, *Devinck-Thierry*, *J.-P. Chazal*, *M.-J. Chénier*.

(1) L'Institut national a été créé par l'art. 298 de la constitution du 5 fructidor an 3 : voyez cet article, et la note.

(2) Cette commission de comptabilité a été remplacée par la cour des comptes : voyez la loi du 16—26 septembre 1807, qui institue cette cour, et les notes qui résument toute la législation sur la comptabilité.

(3) Voyez, sur l'organisation des colonies françaises, la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), et les notes étendues qui l'accompagnent : elles résument toute la législation.

(4) L'irrévocabilité des ventes de domaines nationaux a été de nouveau consacrée par le sén.-cons. du 6 floréal an 10 (26 avril 1802), art. 17 ; par la charte de 1814, art. 9 ; par la loi du 5—6 décembre 1814, art. 1 et 2 ; par celle du 27—28 avril 1825, concernant l'indemnité des émigrés, art. 24 ; et enfin par l'art. 8 de la charte de 1830.

Lorsqu'une vente de domaines nationaux a été faite avec toutes les formalités prescrites par

N° 239. = 23 frimaire an 8 (14 décembre 1799). = *Loi concernant les comp- tables qui se sont acquittés de leur débet envers la république durant le*

la loi; qu'il y a eu séquestre, main-mise du domaine, jouissance sans réclamation, estimation, affiche de vente, enchère et adjudication de l'immeuble, le tout publiquement et solennellement, les conseils de préfecture ne peuvent, pour annuler cette vente, se livrer à des recherches sur l'origine du bien aliéné; ici s'applique l'art. 94 de la constitution de l'an 8. Rapport d'une commission du cons. d'état, approuvé le 1^{er} avril 1808, *SIR.*, VIII, 2, 113. — Lorsque la vente d'un domaine national a été légalement consommée, elle est irrévocablement maintenue; peu importe qu'elle ait été faite au mépris d'un sursis accordé par l'autorité supérieure: la faute des administrateurs n'empêche pas la bonne foi de l'acquéreur, et ne peut préjudicier à ce dernier. Arr. du cons., 20 juin 1819, *SIR.*, XX, 2, 152. — Tous jugemens qui ont annulé des adjudications de domaines nationaux avant la loi du 29 vendémiaire an 4, même pour irrégularité intrinsèque, sont déclarés sans effet par cette loi, sauf recours à l'autorité administrative. Arr. du cons., 11 février 1820, *SIR.*, XXI, 2, 23.

L'inviolabilité des ventes nationales interdit aux anciens propriétaires toute action en nullité desdites ventes. Arr. du cons., 16 février 1832, *MAC.*, 2^e série, II, 47. — Même décision, quand bien même, lors de la vente, des manœuvres frauduleuses auraient été employées par l'adjudicataire pour écarter les enchérisseurs. Arr. du cons., 8 mai 1822, *MAC.*, III, 431. — Le terrain des fortifications d'une place de guerre est inaliénable; si une portion de ce terrain a été comprise dans une vente nationale, il y a lieu d'annuler cette vente, quant à ce, sauf à l'acquéreur à se pourvoir en indemnité contre qui de droit. Arr. du cons., 22 juillet 1829, *MAC.*, XI, 274. — Jugé, au contraire, que l'irrévocabilité des ventes nationales s'oppose à leur annulation, même dans ce cas spécial. Arr. du cons., 14 avril 1831, *MAC.*, 2^e série, I, 151.

Est maintenue par la justice administrative l'adjudication nationale d'un bien séquestre, faite *super non domino*, au mépris d'une opposition du propriétaire non mentionnée dans l'acte d'adjudication. Arr. du cons., 19 mars 1820, *SIR.*, XXI, 2, 54. — Jugé encore que, lorsque des propriétés privées ont été comprises dans une vente de domaines nationaux, la vente administrative ne doit pas moins être maintenue; mais les anciens propriétaires doivent être indemnisés par le trésor public. Arr. du cons., 29 août 1821, *MAC.*, II, 301; et 21 novembre 1827, *MAC.*, IX, 561. — Et cette indemnité, qui doit être égale à la valeur des biens au jour de la dépossession, se règle par une expertise contradictoire. Arr. du cons., 5 août 1829, *MAC.*, XI, 301.

Lorsqu'il existe deux ventes administratives du même objet, c'est la plus ancienne qui doit être préférée. Arr. du cons., 31 mars 1824, *MAC.*, VI, 196. — Lorsque, de deux ventes faites du même objet, le ministre des finances a confirmé l'une, avant la mise en vigueur de la constitution de l'an 8, l'acquéreur évincé n'est pas recevable à demander l'exécution de son contrat, bien qu'il affirme que la décision ministérielle ne lui a pas été notifiée. Arr. du cons., 2 février 1821, *MAC.*, I, 85. — En admettant que l'administration ait vendu à une partie quelques uns des objets qu'elle avait précédemment cédés à une autre, le contrat de vente doit être préféré à l'acte de cession et maintenu aux termes de l'art. 94 de la constitution de l'an 8. Arr. du cons., 16 février 1826, *MAC.*, VIII, 79. — L'acquéreur d'un domaine situé en pays étranger, mais vendu par le gouvernement français pendant l'occupation de ce pays par les armées françaises, peut, s'il est dépossédé par le gouvernement étranger, redevenu maître de son territoire, exercer contre le gouvernement français une action en garantie. Arr. du cons., 8 mai 1822, *MAC.*, III, 444. — De ce que les biens nationaux sont vendus sans garantie de mesure, il s'ensuit que l'erreur, dans ladite mesure, ne peut donner lieu ni à l'annulation du contrat de vente, ni à un supplément de prix. Arr. du cons., 18 juillet 1821, *MAC.*, II, 152. — La clause de garantie des faits du gouvernement, insérée dans une vente de biens nationaux, est du nombre de celles prescrites par les lois qui ont consacré l'irrévocabilité des ventes nationales et par l'art. 6 du Cod. civ.; elle est donc réputée non écrite. Paris, 23 janvier 1806, *SIR.*, VI, 2, 138.

Les lois qui défendent aux juges de revenir sur les ventes de biens nationaux légalement consommées, ne leur défendent pas, par cela seul, de sanctionner des transactions par lesquelles les acquéreurs auraient renoncé au bénéfice de leurs contrats en faveur des anciens propriétaires. Cass., 3 décembre 1813, *SIR.*, XIV, 1, 85. — Jugé, dans le même sens, que, malgré l'irrévocabilité des ventes nationales prononcée par la loi, l'abandon gratuit, consenti par les acquéreurs de domaines nationaux en faveur des anciens propriétaires, repose sur une cause licite. Aix, 22 avril 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 108. — Des juges ne peuvent, sans violer la loi et donner ouverture à la cassation de leur arrêt, décider que les acquéreurs de biens d'émigrés sont tenus, par une obligation naturelle, envers l'ancien propriétaire dépouillé, soit à restituer les biens, soit à les lui revendre pour un prix moindre que le prix réel. Cass., 11 avril 1820, *SIR.*, XX, 1, 245; Bull. civ., XXII, 125.

cours forcé du papier-monnaie. (II, Bull. CCCXXXVI, n° 3465 ; B., LXXVIII, 268).

Art. 1^{er}. Les comptables, qui se sont acquittés de leur débet envers la république durant le cours forcé du papier-monnaie, sont valablement libérés.

2. Les lois contraires à la présente sont rapportées.

N° 240. = 23 frimaire an 8 (14 décembre 1799). = *Loi qui abroge l'article 1^{er} de celle du 29 nivose an 6, relative à la course maritime.* (II, Bull. CCCXXXVI, n° 3466 ; B., LXXVIII, 268.)

La commission du conseil. . . , considérant qu'il importe de faire cesser les effets d'une loi dont le but utile a été méconnu par les abus qui en ont été la suite, et que cette mesure tend à influencer sur la paix générale. . . . , approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante : — L'article 1^{er} de la loi du 29 nivose an 6, relative à la course maritime, est abrogé.

N° 241. = 23 frimaire an 8 (14 décembre 1799). = *Loi qui ratifie une disposition du traité conclu entre le général en chef Bonaparte et les chevaliers de Malte.* (II, Bull. CCCXXXVI, n° 3467 ; B., LXXVIII, 269.)

Art. 1^{er}. La disposition du traité conclu entre le général en chef *Bonaparte* et les chevaliers de Malte, et dont la teneur suit : — « Les chevaliers « de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem qui sont Français, actuellement à « Malte, et dont l'état sera arrêté par le général en chef, pourront rentrer « dans leur patrie ; et leur résidence à Malte leur sera comptée comme résidence en France », — Est ratifiée.

2. Les consuls de la république sont chargés d'arrêter, faire imprimer et publier la liste énoncée en l'article précédent.

3. Ceux des chevaliers y portés dont les biens personnels n'auraient point été vendus comme domaines nationaux à l'époque de la publication de la présente loi, en seront immédiatement remis en possession.

4. Si l'aliénation en a été faite, les propriétaires n'auront droit qu'à l'indemnité fixée en pareil cas par les lois existantes.

5. Les dispositions de la présente loi ne sont applicables qu'aux chevaliers de Malte compris dans la capitulation relatée en l'article 1^{er} ci-dessus.

6. Toutes dispositions contraires aux présentes ne pourront leur être opposées.

N° 242. = 23 frimaire an 8 (14 décembre 1799). = *Loi qui règle la manière dont la constitution sera présentée au peuple français* (1). (II, Bull. CCCXXXIII ; B., LXXVIII, 270.)

Art. 1^{er}. Il sera ouvert, dans chaque commune, des registres d'acceptation et de non-acceptation : les citoyens sont appelés à y consigner ou y faire consigner leur vote sur la constitution.

2. Les registres seront ouverts au secrétariat de toutes les administrations, aux greffes de tous les tribunaux, entre les mains des agents communaux, des juges de paix, et des notaires : les citoyens ont droit de choisir à leur gré entre ces divers dépôts.

(1) Voyez cette constitution (du 22 frimaire an 8), et les notes ; et spécialement l'arrêté du 24 du même mois (15 décembre 1799), concernant l'ouverture des registres destinés à recevoir les votes pour l'acceptation de la constitution.

3. Le délai pour voter, dans chaque département, est de quinze jours à dater de celui où la constitution est parvenue à l'administration centrale : il est de trois jours pour chaque commune, à dater de celui où l'acte constitutionnel est arrivé au chef-lieu du canton.

4. Les consuls de la république sont chargés de régulariser et d'activer la formation, l'ouverture, la tenue, la clôture et l'envoi des registres.

5. Les consuls sont pareillement chargés d'en proclamer le résultat.

N° 243. = 23 frimaire an 8 (14 décembre 1799). = *Loi qui augmente le tarif de la poste aux chevaux* (1). (II, Bull. CCCXXXVI, n° 3464; B., LXXVIII, 272.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} nivose an 8, le prix de la course de chaque cheval sera reporté à un franc cinquante centimes par poste.

2. Il sera ajouté au tarif existant, pour les voyageurs par les malles, vingt-cinq centimes par poste.

3. Il sera pareillement accordé aux maîtres de poste, à dater du 1^{er} nivose an 8, une augmentation provisoire de cinquante centimes par poste, sur le prix actuel du transport des dépêches.

N° 244. = 24 frimaire an 8 (15 décembre 1799). = *ARRÊTÉ des consuls concernant l'ouverture des registres pour l'émission des votes sur la constitution* (2). (II, Bull. CCCXXXV, n° 3461.)

Art. 1^{er}. Aussitôt après la réception de la constitution, et de la loi du 23 frimaire, les administrations centrales et municipales, les agens communaux, les tribunaux, et les juges de paix, ouvriront deux registres sur papier libre ; l'un d'acceptation, l'autre de non-acceptation de la constitution.

2. Les administrations municipales enverront à chacun des agens communaux, des tribunaux, juges de paix et notaires de leur arrondissement, deux registres semblables, également sur papier libre.

3. A l'expiration des délais portés par l'article 3 de la même loi du 23 frimaire, les administrations centrales et municipales, les agens communaux, les tribunaux, et les juges de paix, fermeront et arrêteront les deux registres d'acceptation et de non-acceptation.

4. Les mêmes délais étant expirés, les juges de paix mettront leur *visa* aux deux registres d'acceptation et de non-acceptation de chacun des notaires de leur arrondissement.

5. Les registres clos et arrêtés par les administrations centrales et communales, et par les agens municipaux, seront immédiatement envoyés au ministre de l'intérieur.

6. Les registres clos et arrêtés par les tribunaux et les juges de paix, seront immédiatement envoyés au ministre de la justice.

7. Les registres adressés, en conformité des deux articles précédens, aux ministres de l'intérieur et de la justice, seront remis aux directeurs de la poste de chaque commune et arrondissement, sans frais et sur récépissé.

8. Les frais faits et avancés par les administrations centrales et commu-

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 19 frimaire an 7 (9 décembre 1798), portant organisation de la poste aux chevaux, l'indication des variations que le tarif de la poste a subies.

(2) Voyez la loi du 23 frimaire an 8 (14 décembre 1799), qui ordonne l'ouverture de ces registres.

nales pour l'établissement de leurs registres et pour ceux des agens communaux, tribunaux, juges de paix et notaires, seront acquittés par la régie de l'enregistrement.

N° 245. = 24 frimaire an 8 (15 décembre 1799). = **ARRÊTÉ des consuls**, qui approuve un plan de remboursement, par voie de loterie, du prêt de douze millions offert au trésor public. (II, Bull. CCCXXXVI, n° 3468.)

N° 246. = 25 frimaire an 8 (16 décembre 1799). = **LOI qui attribue aux tribunaux de police correctionnelle la connaissance de divers délits** (1). (II, Bull. CCCXXXVII, n° 3471; B., LXXVIII, 272.)

La commission du conseil . . . , considérant que l'expérience a fait sentir la nécessité d'établir une plus juste proportion entre les peines et certains délits; que ce défaut de proportion est trop souvent une source d'impunité; que l'impunité est elle-même une source de délits contre lesquels l'intérêt social réclame un prompt remède, ..Approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante :

Art. 1^{er}. A compter du jour de la publication de la présente loi, les délits spécifiés ci-après seront poursuivis par voie de police correctionnelle, et punis ainsi qu'il suit.

2. Lorsqu'un vol (2) aura été commis de jour, dans l'intérieur d'une maison, par une personne habitante ou commensale de ladite maison, ou reçue, soit habituellement, soit momentanément, dans ladite maison pour y faire un service ou un travail salarié, ou qui y soit admise à titre d'hospitalité, la peine ne pourra être moindre d'une année ni excéder quatre années d'emprisonnement. — Ne sont compris dans le présent article les vols commis par les domestiques à gages : lesdits vols seront punis de la peine portée en l'article 13 de la seconde section du titre II de la seconde partie du Code pénal (3).

3. La même peine, portée au premier paragraphe de l'article 2, s'appliquera aux vols qui seront commis dans les maisons garnies, auberges, cabarets, maisons de traiteurs, logeurs, cafés et bains publics, par quelque personne que ce soit. — Les vols commis par le maître ou la maîtresse d'une auberge envers ceux qu'ils logent, continueront d'être punis des peines portées au Code pénal.

4. La peine ne pourra être moindre de six mois ni excéder deux années, pour tout vol commis dans les salles de spectacle, boutiques et édifices publics.

5. Lorsque deux ou plusieurs personnes non armées se seront introduites de jour, sans violence personnelle, effraction, escalade ni fausses clefs, dans l'intérieur d'une maison actuellement habitée ou servant à habitation, et y auront commis un vol, la peine ne pourra excéder deux années ni être moindre de six mois d'emprisonnement (4).

(1) Voyez les art. 167 et suiv. du Code du 3 brumaire an 4 (25 octobre 1795); le Cod. pén. de 1810; la loi du 25—25 juin 1824, qui le modifie; et la nouvelle loi modificative du 28 avril—1^{er} mai 1832.

(2) Pour tout ce qui concerne les vols, voyez les art. 1^{er} et suiv. de la sect. II du tit. II, 2^e partie du Cod. pén. du 25 septembre—6 octobre 1791, et les notes : elles résument toute la matière.

(3) On doit considérer comme domestiques à gages, pour l'application de cet article, celui qui a engagé ses services dans une auberge sous la seule condition d'y être logé et nourri, et de partager avec les autres domestiques les libéralités des voyageurs. Cass., 28 mai 1807, Sir., VII, 2, 910.

(4) Depuis cette loi, les vols commis dans l'intérieur des maisons, sans aucune circonstance

6. Quiconque se sera chargé d'un service ou d'un travail salarié, et aura volé les effets ou marchandises qui lui auraient été confiés pour ledit service ou ledit travail, sera puni d'une peine qui ne pourra être moindre de six mois ni excéder deux années d'emprisonnement.

7. La peine mentionnée au précédent article s'appliquera également au vol d'effets confiés aux cochés, messageries, et autres voitures publiques par terre ou par eau, commis par les conducteurs desdites voitures, ou par les personnes employées au service des bureaux desdites administrations.

8. Tout vol commis dans lesdites voitures par les personnes qui y occupent une place, sera puni d'une peine qui ne pourra être moindre de trois mois ni excéder une année d'emprisonnement.

9. Tout vol commis le jour dans un terrain clos et fermé, si ledit terrain tient immédiatement à une maison habitée, sera puni d'une peine qui ne pourra être moindre de six mois ni excéder deux années d'emprisonnement.—Dans le cas où le crime aurait été commis la nuit, la connaissance en appartiendra au tribunal criminel, et il sera puni de la peine portée au premier paragraphe de l'article 25 de la seconde section du titre II de la deuxième partie du Code pénal, sans préjudice des peines résultant des circonstances aggravantes énoncées aux deuxième et troisième paragraphes du même article.

10. Tout vol commis dans un terrain clos et fermé, si ledit terrain ne tient pas immédiatement à une maison habitée, sera puni d'une peine qui ne pourra être moindre de trois mois ni excéder une année d'emprisonnement, s'il a été commis le jour, ou qui ne pourra être moindre de six mois ni excéder deux années, s'il a été commis la nuit (1).

11. Tout vol de charrues, instrumens aratoires, chevaux et autres bêtes de somme, bétail, vaches, ruches d'abeilles, marchandises et effets exposés sur la foi publique, soit dans les campagnes, soit sur les chemins, ventes de bois, foires, marchés et autres lieux publics, sera puni des mêmes peines énoncées au précédent article.

12. Quiconque sera convaincu d'avoir détourné à son profit ou dissipé des effets, marchandises, deniers, titres de propriété, ou autres éportant obligation ou décharge, et toutes autres propriétés mobilières qui lui auraient été confiées gratuitement à la charge de les rendre ou de les représenter, sera puni d'une peine qui ne pourra être moindre d'une année ni excéder quatre années d'emprisonnement (2).

13. Quiconque sera convaincu d'avoir, verbalement ou par écrits ano-

aggravante, ne sont passibles que d'une peine correctionnelle: il y a abus de pouvoir, si un tribunal prononce contre de tels vols la peine de six ans de fers, aux termes du Cod. pén. de 1791. Cass., 7 germinal an 11, *SIR.*, III, 2, 418; *Bull. crim.*, VIII, 199.

(1) On ne peut considérer comme fait avec escalade un vol commis au moyen de l'introduction de son auteur dans un terrain dont la clôture a pu être franchie sans échelles, sans instrument étranger, et sans effort personnel extraordinaire. Cass., 12 octobre 1806, *SIR.*, VII, 2, 1257.

(2) Voyez l'art. 408 du Cod. pén. de 1810, et l'art. 91 de la loi modificative du 28 avril—1^{er} mai 1832.

Les peines correctionnelles que prononce cet article ne s'appliquent point à la violation d'un dépôt non gratuit. Cass., 14 floréal an 13, *SIR.*, VII, 2, 894; *Bull. crim.*, X, 229. — Celui qui, en vertu d'une convention, est resté en possession d'un billet acquitté, s'il en abuse, ne se rend pas coupable du délit d'escroquerie. Cass., 8 thermidor an 13, *SIR.*, XX, 1, 492; *Bull. crim.*, X, 335. — L'action en restitution d'un dépôt non contesté est valablement intentée dans les tribunaux correctionnels, lorsque le demandeur se plaint en même temps que les titres, qui font la matière du dépôt, ont été falsifiés ou altérés par le dépositaire. Cass., 7 thermidor an 13, *SIR.*, VII, 2, 893. — Le prévenu de violation d'un dépôt, non prouvé par écrit, ne peut, s'il nie ce dépôt, être poursuivi et jugé correctionnellement, sur la plainte du ministère public seul. Cass., 5 décembre 1806, *SIR.*, VI, 1, 489.

nymes ou signés, menacé d'incendier la propriété d'autrui, quoique les menaces n'aient pas été réalisées, sera puni d'un emprisonnement qui ne pourra être moindre de six mois ni excéder deux années (1).

14. Les tribunaux de police correctionnelle prononceront également sur les restitutions et dommages et intérêts.

15. En cas de récidive, les délits sus-énoncés seront jugés par le tribunal criminel et punis des peines portées au Code pénal. Il y aura récidive, quand un délit de la nature de ceux ci-dessus énoncés aura été commis par le condamné dans les trois années à compter du jour de l'expiration de la peine qu'il aura subie (2). La lecture du présent article sera faite aux condamnés, lors de la prononciation du jugement de police correctionnelle.

16. Toutes lois ou dispositions de lois contraires à la présente sont abrogées.

17. La loi du 22 prairial an 4 contre les tentatives du crime, est applicable à tous les délits sus-énoncés, ainsi qu'à ceux mentionnés en l'article 32 du Code de police correctionnelle : en conséquence, toute tentative desdits délits, manifestée par des actes extérieurs, et suivie d'un commencement d'exécution, sera punie comme le délit même, si elle n'a été suspendue que par des circonstances fortuites, indépendantes de la volonté du prévenu.

18. A la réception de la présente loi, les directeurs du jury non dessaisis de la personne des prévenus de délits mentionnés en ladite loi, en attribueront la connaissance aux tribunaux de police correctionnelle qu'ils président. — Les tribunaux criminels renverront aussi, à la réception de la présente, tous les prévenus desdits délits, traduits devant eux et non jugés, dans les tribunaux de police correctionnelle du lieu où l'acte d'accusation a été dressé.

19. Quant aux jugemens rendus par les tribunaux criminels, et contre lesquels il y a pourvoi, si le tribunal de cassation les confirme, il renverra devant lesdits tribunaux pour appliquer aux condamnés la peine mentionnée en la présente ; s'il les annule, il renverra l'affaire devant le tribunal de police correctionnelle du lieu où l'acte d'accusation a été dressé.

N° 247. = 25 frimaire an 8 (16 décembre 1799). = *LOI qui annule le bail de la poste aux lettres, et ordonne qu'elle sera administrée par une régie intéressée* (3). (II, Bull. CCCXXXVII, n° 3472 ; B., LXXVIII, 276.)

Art. 1^{er}. La proposition faite par les fermiers actuels de la poste aux lettres, de résilier leur bail, est acceptée ; en conséquence, ledit bail est annulé.

2. Les fermiers compteront de clerc à maître, depuis leur entrée en jouissance, jusqu'au 1^{er} nivose an 8.

3. Ce compte sera présenté dans l'espace de six mois.

4. La poste aux lettres, à compter du 1^{er} nivose an 8, sera administrée par une régie intéressée.

(1) Voyez, sur le même sujet, la loi du 12—22 mai 1806, et l'art. 436 du Cod. pén. de 1810. La simple menace d'incendie faite sans intention de la réaliser, est passible d'une peine correctionnelle. Cass., 20 mars 1807, *SIR.*, VII, 2, 100 ; Bull. crim., XII, 106.

(2) Voyez, sur la récidive, l'art. 56 du Cod. pén. de 1810 ; et l'art. 34 de la loi du 28 avril — 1^{er} mai 1832.

La déportation ne peut être prononcée pour cause de récidive, lorsque le délit, réputé criminel à l'époque de la première condamnation, est réputé correctionnel à l'époque de la seconde. Cass., 7 messidor an 8, *SIR.*, I, 1, 307 ; Bull. crim., V, 189.

(3) Voyez, sur l'organisation de la poste aux lettres, l'arrêté du 14 nivose an 8 (4 janvier 1800), et les notes qui résument la législation.

5. Les dépenses d'exploitation de toute nature pour le service qui lui est confié, ne pourront, en aucun cas, excéder huit millions.

6. Cette régie sera composée de cinq membres.

7. Il y aura près de cette administration un commissaire du gouvernement, auquel il pourra être donné, suivant le besoin du service, des substituts; le gouvernement en réglera le nombre.

8. Les émolumens, tant des régisseurs que du commissaire, seront composés de traitemens fixes et de remises graduées et proportionnelles.

9. Le traitement fixe de chacun d'eux sera de douze mille francs.

10. Les remises seront attribuées sur l'augmentation du produit net.

11. La totalité des remises ne pourra s'élever à une somme plus forte que le traitement fixe.

12. Les émolumens des substituts se composeront 1° d'un fixe de six mille francs; 2° de remises proportionnelles et graduées qui, réunies au traitement, ne pourront excéder huit mille francs.

13. Les consuls détermineront, par un règlement, l'usage des franchises et contre-seings, et les fonctionnaires qui devront en jouir.

N° 248. = 25 frimaire an 8 (16 décembre 1799). = *Loi relative à l'organisation de l'école polytechnique* (1). (II, Bull. CCCXXXVIII, n° 3475; B., LXXVIII, 277.)

TITRE 1^{er}. — *Dispositions générales.*

Art. 1^{er}. L'école polytechnique est destinée à répandre l'instruction des sciences mathématiques, physiques, chimiques et des arts graphiques; et particulièrement à former des élèves pour les écoles d'application des services publics ci-après désignés.—Ces services sont : l'artillerie de terre, l'artillerie de la marine, le génie militaire, les ponts-et-chaussées, la construction civile et nautique des vaisseaux et bâtimens civils de la marine, les mines et les ingénieurs géographes.

2. Le nombre des élèves de l'école polytechnique est fixé à trois cents.

TITRE II. — *Mode d'admission des candidats à l'école polytechnique.*

3. Tous les ans, le premier jour complémentaire, il sera ouvert un examen pour l'admission des élèves; il devra être terminé le 30 vendémiaire. Cet examen sera fait par des examinateurs nommés par le ministre de l'intérieur, lesquels se rendront à cet effet dans les principales communes de la république.

4. Ne pourront se présenter à l'examen d'admission que des Français âgés de seize à vingt ans; ils seront porteurs d'un certificat de l'administration municipale de leur domicile, attestant leur bonne conduite et leur attachement à la république.

5. Tout Français qui aura fait deux campagnes de guerre dans l'une des armées de la république, ou un service militaire pendant trois ans, sera admis à l'examen jusqu'à l'âge de vingt-six ans accomplis.

6. Les connaissances mathématiques exigées des candidats seront, les élémens d'arithmétique, d'algèbre, de géométrie et de mécanique, conformément au programme qui sera rendu public, trois mois au moins avant l'examen, par le ministre de l'intérieur, sur la proposition du conseil de perfectionnement.

(1) Voyez, sur ce sujet, les lois et réglemens cités dans les notes qui accompagnent le décret du 7 vendémiaire an 3 (28 septembre 1794), portant création de l'école polytechnique.

7. Les examens d'admission sont publics. Les administrations des lieux où ils se feront, chargeront un de leurs membres d'y assister.

8. Chaque candidat déclarera à l'examineur le service public pour lequel il se destine : sa déclaration sera insérée au procès-verbal de son examen, et les élèves n'auront pas la faculté de changer leur destination primitive. — Les ministres indiqueront, avant l'ouverture des examens, le nombre des élèves nécessaire pour remplir les besoins présumés des différents services pendant l'espace de l'année, afin qu'il soit assigné à chacun de ces services un nombre d'élèves au moins égal à celui indiqué par les ministres.

9. Le 6 brumaire, au plus tard, les examinateurs se réuniront à Paris ; et concurremment avec les deux examinateurs de mathématiques, pour la sortie des élèves dont il sera parlé ci-après, ils formeront le jury d'admission.

10. Ce jury arrêtera la liste, par ordre de mérite, de tous les candidats jugés en état d'être admis, et il l'adressera au ministre de l'intérieur, qui expédiera les lettres d'admission suivant l'ordre de la liste, et jusqu'à concurrence des places à remplir.

11. Les élèves admis auront le grade de sergent d'artillerie. Ils seront tenus de se rendre à l'école polytechnique pour le 1^{er} frimaire : ils recevront pour leur voyage le traitement de leur grade, marchant sans étape, sur une feuille de route qui leur sera délivrée par le commissaire des guerres de l'arrondissement de leur domicile, à la vue de leur lettre d'admission.

TITRE III. — *Objet de l'enseignement ; mode et durée de l'enseignement.*

12. L'enseignement donné aux élèves, leurs études et leur travail, auront pour objet les mathématiques, la géométrie descriptive, la physique générale, la chimie et le dessin.

Relativement aux mathématiques.

13. Les élèves augmenteront leurs connaissances, de toute l'analyse nécessaire à l'étude de la mécanique ; ils feront un cours de mécanique rationnelle ; ils recevront une instruction étendue, tant orale que graphique, sur la géométrie descriptive pure ; enfin ils feront des cours d'application de la géométrie descriptive aux travaux civils, à la fortification, à l'architecture, aux mines, aux élémens des machines, et aux constructions navales.

Relativement à la physique et à la chimie.

14. Les élèves feront, chaque année, un cours de physique générale, un cours de chimie élémentaire, un cours de minéralogie et chimie appliquées aux arts ; enfin ils seront exercés aux manipulations chimiques.

Relativement au dessin.

15. L'instruction embrassera tous les genres propres à former la main, l'intelligence et le goût des élèves.

16. Toutes ces études se feront dans l'espace de deux années : leur répartition, l'emploi du temps, les développemens des diverses parties, seront déterminés par un programme fait chaque année par le conseil de perfectionnement.

TITRE IV. — *Régime et discipline des élèves.*

17. Les élèves porteront un habillement uniforme, avec bouton portant ces mots : *Ecole polytechnique*.

18. Les élèves seront partagés en deux divisions : la première, composée des élèves nouvellement admis ; la seconde, des élèves anciens.

19. Tous les élèves de la seconde division seront tenus, à la fin de leur cours, de se présenter à l'examen pour celui des services publics auquel ils se seront destinés: ceux qui s'y refuseraient se retireront de l'école.

20. Ceux des élèves qui n'auront pu être admis dans les services publics, seront tenus de se retirer de l'école après leur troisième année. — Pourra néanmoins le conseil de l'école leur accorder une quatrième année, soit pour cause de maladie, soit pour raison du défaut de places dans les services publics, soit enfin en raison du talent reconnu de ceux qui désireraient augmenter leurs connaissances: mais dans tous les cas, le nombre de ces élèves restans ne pourra excéder vingt.

21. Dans le cas d'inconduite de la part des élèves, ils pourront être renvoyés de l'école par le conseil d'instruction: mais ce conseil devra pour cela être composé de douze membres au moins, et il ne pourra prononcer le renvoi qu'après avoir entendu les élèves, et qu'aux deux tiers des voix.

22. Les élèves qui auront quitté l'école pour quelque raison que ce soit, ne pourront y être reçus de nouveau qu'après l'intervalle d'une année, et suivant le mode déterminé pour la première admission.

23. Les élèves sortant de l'école par l'effet des articles précédens, commenceront dès lors leur première année de conscription, s'ils ont vingt ans accomplis. — Le directeur et l'administrateur seront tenus d'en instruire les administrations locales d'où ressortissent ces élèves. — Les élèves qui, au 12 prairial dernier, faisaient partie de l'école polytechnique, y seront maintenus pour y continuer leurs études; mais ils seront à la disposition du ministre de la guerre, comme le sont les élèves des ponts et chaussées, d'après les lois des 9 mars et 16 septembre 1793.

24. Il sera arrêté par le conseil de perfectionnement, sur la proposition du conseil de l'école, un règlement particulier, tant sur l'uniforme que sur les autres objets de police, et les peines de correction qui seront jugées nécessaires pour maintenir le bon ordre, l'assiduité des élèves, et assurer le bon emploi de leur temps.

TITRE V. — Mode d'examen pour l'entrée des élèves dans les écoles d'application des services publics.

25. Les élèves de la première division subiront, à la fin de leur cours, un examen régulier pour passer dans la deuxième division. Ceux qui ne seront pas jugés capables d'y être admis, pourront rester encore une année, après laquelle ils se retireront de l'école, si, par l'effet de l'examen, ils n'ont pas mérité de passer à la deuxième division.

26. Les examens du concours pour l'admission dans les écoles de services publics, seront ouverts tous les ans à l'école polytechnique, le 1^{er} vendémiaire, entre les élèves de la deuxième division, et ceux qui, étant sortis de l'école l'année précédente, pourront encore se présenter en concurrence pour cette fois seulement.

27. Les examens pour chacune des divisions se feront sur toutes les parties de l'enseignement de cette division, conformément aux programmes fournis aux examinateurs par le conseil d'instruction, et arrêtés par le conseil de perfectionnement. — L'examen pour chaque service sera public, et fait en présence d'un officier général ou agent supérieur de ce service, qui sera désigné chaque année par les ministres respectifs.

28. Chaque élève ou autre concurrent sorti de l'école, conformément à l'article 26, subira trois examens, l'un pour les parties mathématiques, le second pour la géométrie descriptive et le dessin, le troisième pour la physique et la chimie.

29. Il y aura, pour la partie des mathématiques, deux examinateurs qui auront, en outre, des fonctions permanentes à l'école, pour prendre connaissance, dans le courant de l'année, des progrès des élèves.

30. Dès que l'examen pour un des services sera terminé, les quatre examinateurs et le directeur de l'école se réuniront en jury pour former la liste, par ordre de mérite, des candidats reconnus avoir l'instruction et les qualités requises pour être admis dans ce service : ils y seront en effet reçus en même nombre que celui des places vacantes, et suivant le rang qu'ils occuperont sur la liste.

31. Si quelque candidat, quoique suffisamment instruit, se trouve affecté d'une infirmité qui le rende peu propre au service auquel il aspire, le jury en exprimera son opinion dans le compte qu'il rendra de l'examen au ministre que le service concerne.

TITRE VI. — *Des instituteurs et membres du conseil d'instruction et administration.*

32. Les agens chargés en chef de l'instruction, de la surveillance et de l'administration de l'école, sont, savoir : — Quatre instituteurs d'analyse et mécanique ; — Quatre instituteurs de géométrie pure et appliquée ; — Trois instituteurs de chimie ; — Un instituteur de physique générale ; — Un instituteur de dessin ; — Un inspecteur des élèves ; — Un adjoint à l'inspecteur des élèves, chargé du cours d'architecture ; — Un administrateur ; — Un officier de santé ; — Un bibliothécaire faisant les fonctions de secrétaire. — Ces dix-huit instituteurs ou agens en chef composeront le conseil d'instruction et d'administration, qui tiendra ses séances au moins une fois par décade, et qui sera présidé par le directeur ou son suppléant, pris l'un et l'autre parmi les instituteurs.

TITRE VII. — *Du conseil de perfectionnement.*

33. Outre le conseil d'instruction et administration, il y aura un conseil de perfectionnement qui tiendra ses séances pendant brumaire. Les membres composant ce conseil seront, les quatre examinateurs de sortie pour les services publics ; trois membres de l'institut national, pris dans la classe des sciences mathématiques et physiques, parmi ceux qui s'occupent spécialement de la géométrie, de la chimie ou des arts graphiques ; les officiers généraux ou agens supérieurs qui auront été présens aux examens d'admission dans les services publics ; le directeur de l'école, et enfin quatre commissaires nommés par le conseil d'instruction parmi les membres qui le composent.

34. Le conseil de perfectionnement fera, chaque année, son rapport sur la situation de l'école, et sur les résultats qu'elle aura donnés pour l'utilité publique. — Il s'occupera, en même temps, des moyens de perfectionner l'instruction, et des rectifications à opérer dans les programmes d'enseignement et d'examen.

TITRE VIII. — *Des agens secondaires.*

35. Le nombre des agens secondaires nécessaire à l'instruction et à l'administration, et leur traitement respectif, seront déterminés à raison du besoin, par le règlement intérieur arrêté par le conseil d'instruction et administration, et approuvé par le ministre. — La somme affectée aux traitemens de tous ces agens secondaires ne pourra excéder celle de soixante-un mille quatre cents francs.

TITRE IX. — De la nomination des membres des conseils, examinateurs et autres agens de l'école.

36. Les deux examinateurs de mathématiques en service permanent seront nommés par le gouvernement, sur la présentation du conseil de perfectionnement. — Les autres examinateurs seront appelés, chaque année, à leurs fonctions, par le ministre de l'intérieur.

37. Le directeur et les membres du conseil d'instruction et administration seront nommés de la même manière. — La nomination du directeur sera renouvelée après la troisième année. — Son suppléant sera choisi chaque année par le conseil d'instruction.

38. La nomination des agens secondaires se fera par le conseil d'instruction, et sera approuvée par le ministre de l'intérieur.

39. En cas d'inconduite ou de négligence de la part des fonctionnaires attachés à l'école, la destitution en sera prononcée par la même autorité à laquelle la nomination a été déferée par les articles précédens.

TITRE X. — Des traitemens et autres dépenses de l'école.

40. Chacun des membres du conseil d'instruction et administration jouira du même traitement que celui affecté aux fonctions analogues au muséum d'histoire naturelle et à l'école de santé de Paris. — Le traitement de l'officier de santé sera de trois mille francs.

41. Les deux examinateurs de mathématiques en service permanent, jouiront du même traitement que les instituteurs. — Les autres examinateurs jouiront aussi du même traitement, mais pendant trois mois seulement, sauf une indemnité pour frais de voyage.

42. Le directeur, outre son traitement d'instituteur, jouira, à titre d'indemnité, de deux mille francs par an.

43. Les élèves jouiront de la solde de quatre-vingt dix-huit centimes par jour, affectée au grade de sergent d'artillerie par la loi du 23 fructidor an 7. — Ce traitement sera payé comme subsistance militaire, sur les fonds de la guerre, entre les mains de l'agent comptable de l'école, et d'après le contrôle nominatif dûment certifié par l'administrateur, et visé par le commissaire des guerres.

44. Outre la solde fixée par l'article précédent, il sera alloué chaque année une somme de vingt mille francs, dont la distribution sera réglée par le conseil d'instruction, à raison de dix-huit francs par mois, au plus, aux élèves qui lui auront justifié ne pouvoir se passer de ce secours.

45. La somme affectée aux consommations journalières des élèves, aux expériences de physique et de chimie, au perfectionnement des porte-feuilles et collections, aux dépenses d'entretien des bâtimens, et aux frais de tournée pour les examens, ne pourra excéder soixante-un mille cinq cents francs.

46. Cette somme sera répartie d'après les arrêtés du conseil de perfectionnement et les états estimatifs de l'administration, approuvés chaque année par le ministre de l'intérieur, selon les besoins de l'école.

47. Les dépenses de l'établissement seront ordonnancées par le même ministre, et sur les fonds y affectés chaque année par le corps législatif.

TITRE XI. — De la relation des écoles d'application des services publics avec l'école polytechnique.

48. En conséquence des articles précédens, et pour leur entière exécution, il sera fait incessamment toutes les dispositions pour fixer la relation nécessaire entre l'école polytechnique et les écoles d'application des services publics.

49. Chaque ministre, en ce qui le concerne, chargera les officiers-généraux ou agens supérieurs des services publics, faisant partie du conseil de perfectionnement, de proposer audit conseil des programmes d'instruction pour les écoles d'application, de manière que l'enseignement y soit en harmonie et entièrement coordonné avec celui de l'école polytechnique.

50. Ces programmes seront approuvés et arrêtés définitivement par les ministres respectifs, pour être ensuite rendus publics et suivis dans les écoles d'application.

51. L'école de Châlons sera une école d'application pour l'artillerie, à l'instar de celle de Metz pour le génie militaire, de celle de Paris pour les ponts et chaussées, les mines et les géographes.

52. Toutes dispositions de lois contraires à la présente sont rapportées.

N° 249. = 25 frimaire an 8 (16 décembre 1799). = *LOI portant abrogation de celle du 1^{er} thermidor an 7, qui établit une retenue progressive sur le traitement des fonctionnaires publics et employés.* (II, Bull. CCCXXXVII, n° 3473; B., LXXVIII, 285.)

N° 250. = 26 frimaire an 8 (17 décembre 1799). = *LOI qui dispense des formalités du timbre et de l'enregistrement les actes concernant la liquidation de la dette publique* (1). (II, Bull. CCCXXXVIII, n° 3476; B., LXXVIII, 286.)

Art. 1^{er}. Les actes sous seing privé tendant uniquement à la liquidation de la dette publique, et en tant qu'ils servent aux opérations de la liquidation, sont dispensés des formalités du timbre et de l'enregistrement.

2. Les actes des administrations et commissaires-liquidateurs relatifs auxdites liquidations, sont dispensés des mêmes formalités.

3. Les lois contraires à la présente sont rapportées.

N° 251. = 27 frimaire an 8 (18 décembre 1799). = *LOI qui fixe un nouveau tarif pour la poste aux lettres* (2). (II, Bull. CCCXXXVIII, n° 3477; B., LXXVIII, 312.)

Art. 1^{er}. La taxe des lettres sera fixée en raison des distances à parcourir par la voie la plus courte, d'après les services des postes aux lettres actuellement existans; cette taxe sera perçue conformément au tarif ci-après : — Pour les lettres simples, jusqu'à cent kilomètres inclusivement, deux décimes; de cent à deux cents kilomètres, trois décimes; de deux cents à trois cents kilomètres, quatre décimes; de trois cents à quatre cents kilomètres, cinq décimes; de quatre cents à cinq cents kilomètres, six décimes; de cinq cents à six cents kilomètres, sept décimes; de six cents à huit cents kilomètres, huit décimes; de huit cents à mille kilomètres, neuf décimes; au dessus de mille kilomètres, un franc.

2. Les distances de bureau à bureau de poste aux lettres établis, seront calculées par kilomètres, et toute fraction abandonnée.

3. Il sera dressé un tableau des services de postes aux lettres actuellement existans; et les principes déterminés par l'article 1^{er} y seront appliqués, sans aucune altération, pour l'avenir.

4. Ce tableau sera déposé dans les archives du gouvernement; une copie

(1) Voyez, sur l'enregistrement, la loi générale du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798), et les notes.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 17—22 août 1791, l'indication des variations de ce tarif.

certifiée conforme par le ministre des finances, restera entre les mains du commissaire central près l'administration des postes.

5. A dater du 1^{er} germinal prochain, les lettres seront taxées en francs et décimes, et il ne sera fait usage dans tous les bureaux de postes, pour la taxe des lettres, que des poids républicains.

6. Les lettres au dessous du poids de sept grammes seront taxées comme lettres simples.

7. La lettre du poids de sept et jusqu'à dix grammes exclusivement paiera un décime en sus du port simple. — La lettre ou paquet du poids de dix à quinze grammes exclusivement paiera moitié en sus du port simple; et ainsi de suite de cinq en cinq grammes, jusqu'au poids de cent grammes; — De cent grammes à deux cents grammes, par chaque poids de dix grammes, la moitié du port simple en sus; — A deux cents grammes, une fois le port en sus pour chaque trente grammes. — Toutes les fois que le poids des lettres ou paquets donnera lieu à une fraction de cinq centimes, il sera ajouté cinq centimes pour parvenir à la taxe en décimes, conformément à l'article 5.

8. La taxe des lettres de et pour la même commune est réglée ainsi qu'il suit : — La lettre simple au dessous du poids de quinze grammes sera d'un décime; — La lettre ou paquet du poids de quinze grammes, et au dessous du poids de trente grammes, paiera deux décimes; celle du poids de trente à soixante grammes paiera trois décimes; et ainsi de suite par chaque poids de trente grammes, un décime en sus. — Pour le service des environs ou arrondissemens des grandes communes, il ne sera perçu que, — Pour la lettre simple, deux décimes; — Pour celle du poids de sept grammes et au dessous de quinze, trois décimes; — Pour celle du poids de quinze grammes et au dessous du poids de trente grammes, quatre décimes; — Et pour chaque poids de quinze grammes en sus, un décime. — L'administration des postes sera autorisée à faire servir par ses courriers les bureaux de distribution des arrondissemens des grandes communes, lorsqu'ils se trouveront sur leur passage.

9. Il ne sera rien innové à la taxe et affranchissement des lettres de et pour l'étranger, dont les proportions sont applicables aux départemens réunis, jusqu'au renouvellement des traités avec les offices étrangers concernant la taxe des lettres. — Et lorsque cette taxe donnera lieu à une fraction de cinq centimes, on ajoutera encore cinq centimes pour arriver à la taxe en décimes.

10. Quant à la taxe des lettres de l'étranger, entrant en France par des communes frontières de départemens faisant nouvellement partie de la république, pour ces mêmes départemens, elle sera du prix fixé par le présent tarif; plus, du remboursement fait aux postes étrangères.

11. L'autorité exécutive pourra entrer en négociation avec les offices étrangers, pour le changement ou le renouvellement des différens traités qui existent avec eux relativement aux lettres.

12. La lettre envoyée des départemens du Golo et de Liamone pour les autres départemens, et réciproquement, paiera deux décimes pour voie de mer, en sus de la taxe fixée par le présent tarif pour la distance parcourue tant dans les deux départemens ci-dessus que dans ceux de l'intérieur de la république.

13. Les lois actuelles concernant le transport des ouvrages périodiques ou objets de librairie, les articles d'argent, le chargement des lettres et paquets, leur affranchissement, ainsi que toutes les dispositions relatives à l'affranchissement des lettres pour les militaires, sont maintenues.

14. Il en est de même des taxes relatives aux lettres venant des colonies, ou qui y sont adressées : ces taxes auront lieu, comme par le passé, à raison d'un décime en sus pour la lettre simple. Quant aux paquets pesans, ils seront taxés d'un décime de plus par chaque poids de trente grammes.

N° 252. = 27 frimaire an 8 (18 décembre 1799). = *Loi qui établit des octrois municipaux dans les communes de Courtrai, Reims, Metz, Lille, Calais, Fontenay-le-Peuple, Limoges et Epinal* (1). (II, Bull. CCCXXVIII, n° 3479; B., LXXVIII, 316.)

Art. 1^{er}. Il sera perçu dans les communes de Courtrai, département de la Lys; de Reims, département de la Marne; de Metz, département de la Moselle; de Lille, département du Nord; de Calais, département du Pas-de-Calais; de Fontenay-le-Peuple, département de la Vendée; de Limoges, département de la Haute-Vienne; et d'Épinal, département des Vosges, des octrois municipaux, conformément aux tarifs annexés à la présente loi, et dont le produit servira à l'acquittement de leurs dépenses locales. — Les frais annuels de perception et ceux de premier établissement ne pourront excéder, pour l'octroi de Courtrai, la somme de cinq mille francs. — Pour celui de Reims, la somme de dix-huit mille francs; — Pour celui de Metz, la somme de sept mille six cents francs; — Pour celui de Lille, la somme de vingt-sept mille francs; — Pour celui de Calais, la somme de cinq mille cinquante francs; — Pour celui de Fontenay-le-Peuple, la somme de dix mille francs; — Pour celui de Limoges, la somme de neuf mille deux cent deux francs; — Et pour celui d'Épinal, le dixième du produit brut.

2. Ces octrois, ainsi que ceux qui seront établis à l'avenir, seront organisés conformément aux dispositions suivantes.

3. Le gouvernement est chargé définitivement, et les administrations centrales de département par provision, de faire les réglemens généraux et locaux pour la perception desdits octrois, de déterminer le nombre nécessaire de bureaux de recette, ou de régler tout autre mode de surveillance et de perception, suivant les localités, et de fixer le nombre des employés, ainsi que le mode et le taux de leur traitement.

4. Dans les communes où il sera nécessaire d'établir un directeur ou préposé en chef à la direction de l'octroi, sa nomination sera faite par le gouvernement. — Les autres employés seront nommés par l'administration de département, sur une liste triple pour chaque employé, qui lui sera présentée par l'administration municipale.

5. Il sera fourni aux préposés aux recettes des registres à souche sur lesquels ils seront tenus de porter leurs recettes jour par jour, article par article, et de suite, sans y laisser aucun blanc.

6. Les employés à la perception des octrois recevront une commission; savoir, le préposé en chef, s'il y a lieu, de la part du gouvernement; et les autres employés, de la part de l'administration de département. — Les uns et les autres en seront toujours porteurs, ainsi que du tarif et du règlement fait pour en assurer l'exécution.

(1) Nous n'avons pas cru devoir rapporter toutes les lois qui ont établi des octrois dans chaque ville, par le motif que les dispositions de ces lois sont presque toujours identiques : mais nous ferons exception en faveur de la présente loi qui contient des dispositions particulières, sur l'application desquelles il est intervenu plusieurs arrêts.

Voyez la loi du 5 ventose an 8 (24 février 1800), portant établissement d'octrois municipaux dans les villes dont les hospices civils n'ont pas de revenus suffisans pour leurs besoins, et les notes,

7. Avant d'entrer en exercice, ils prêteront serment devant le juge de paix dans l'arrondissement duquel siège l'administration municipale; et il en sera fait mention au pied de leur commission, le tout sans autres frais que les droits d'enregistrement.

8. Leurs procès-verbaux, constatant la fraude, seront affirmés devant le même juge de paix, dans les vingt-quatre heures de leur date, sous peine de nullité; et ils feront foi en justice jusqu'à l'inscription de faux (1).

9. La perception de l'octroi fait partie des attributions de l'administration municipale, sous la surveillance de l'administration centrale de département.

10. L'administration centrale de département pourra, si le cas l'exige, destituer les receveurs et autres préposés nommés par elle, les dénoncer aux tribunaux et les y faire poursuivre à la requête du commissaire du gouvernement. — A l'égard du directeur ou préposé en chef, sa destitution ne sera que provisoire, et devra être confirmée par le gouvernement.

11. Tout porteur et conducteur d'objets de consommation compris au tarif de l'octroi sera tenu de faire sa déclaration au bureau de recette le plus voisin, et d'en acquitter les droits avant de les faire entrer dans la commune, sous peine d'une amende égale à la valeur de l'objet soumis au droit d'octroi. — La même amende sera encourue par les fabricans et autres débiteurs des droits d'octroi perceptibles dans l'intérieur de la commune, faute par eux d'avoir fait leur déclaration dans les délais ou à l'époque déterminés par les réglemens qui auront été faits en exécution de l'article 2 de la présente. — Ces amendes, après qu'elles auront été prononcées, seront acquittées entre les mains du receveur du bureau, et sur-le-champ, de la part du condamné; sinon, à l'égard des objets saisis, dans les vingt-quatre heures de leur vente. Une moitié appartiendra aux employés de l'octroi; l'autre sera versée par le receveur à la caisse des recettes municipales et communales (2).

12. Dans aucun cas, les citoyens entrant dans lesdites communes, à pied, à cheval, ou en voiture de voyage, ne pourront, sous prétexte de la perception de l'octroi, être arrêtés, questionnés ou visités sur leurs personnes, ni à raison des malles qui les accompagnent. — Tous actes contraires à la présente disposition seront réputés actes de violence; les délinquans poursuivis par voie de police correctionnelle, et condamnés à cinquante francs d'amende et à six mois de détention.

13. Les contestations qui pourront s'élever sur l'application du tarif, ou sur la quotité des droits exigés par les receveurs d'octroi, seront portées devant le juge de paix dans l'arrondissement duquel siège l'administration municipale, à quelque somme que le droit contesté puisse s'élever, pour être par lui jugées sommairement et sans frais, soit en dernier ressort, soit à la charge de l'appel, suivant la quotité du droit réclamé.

14. En cas de contestation sur l'application du tarif, ou sur la quotité du droit, tout porteur ou conducteur d'objets compris au tarif sera tenu de

(1) La preuve testimoniale n'est pas admissible contre et outre le contenu des procès-verbaux régulièrement dressés et affirmés. Cass., 23 vendémiaire an 11, *SIR.*, III, 2, 384; *Bull. crim.*, VIII, 14.

(2) Il ne suffit pas, pour constituer une contravention, d'une simple tentative d'introduction en fraude d'objets sujets aux droits d'octroi. Cass., 14 décembre 1821, *SIR.*, XXII, 1, 184. — Les contrevenans ne peuvent être excusés par l'intention. Arrêt précité du 23 vendémiaire an 11. — L'acquiescement du droit d'octroi, après la contravention constatée, ne détruit ni cette contravention ni la saisie qui l'a suivie. Cass., 18 nivose an 10, *SIR.*, VII, 2, 1068, *Bull. crim.*, VII, 148. — Les marchandises, tant qu'elles restent en chargement dans le navire, ne doivent pas de droits. Cass., 23 frimaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 714.

consigner entre les mains du receveur le droit exigé : il ne pourra être entendu qu'en rapportant au juge qui devra en connaître la quittance de ladite consignation.

15. Toute personne qui s'opposera à l'exercice des fonctions desdits préposés, sera condamnée à une amende de cinquante francs. En cas de voies de fait, il en sera dressé procès-verbal, qui sera envoyé au directeur du jury, pour en poursuivre les auteurs, et leur faire infliger les peines portées par le Code pénal contre ceux qui s'opposent avec violence à l'exercice des fonctions publiques.

16. Tout préposé à l'octroi qui favorisera la fraude, soit en recevant des présents, soit tout autrement, sera condamné aux peines portées par le Code pénal contre les fonctionnaires prévaricateurs.

17. Les amendes encourues d'après les dispositions de la présente seront prononcées par les tribunaux de simple police ou de police correctionnelle, suivant la quotité de la somme (1).

18. Les receveurs particuliers de l'octroi verseront, au moins une fois par décade, le montant de leurs recettes à la caisse du préposé aux recettes municipales et communales.

19. Il est alloué à ce préposé un cinquième de centime pour franc de recette brute de l'octroi, outre le traitement qui lui est accordé pour les autres recettes, en exécution de la loi du 11 frimaire an 7.

20. L'administration municipale vérifiera et arrêtera, au moins une fois par mois, les registres des receveurs particuliers de l'octroi, ainsi que l'état des versements faits par eux à la caisse du préposé spécial aux recettes municipales et communales.

21. Le préposé aux recettes municipales et communales remettra, le 1^{er} de chaque mois, à l'administration centrale, qui en enverra un double au ministre de l'intérieur, le bordereau, vérifié et approuvé par l'administration municipale, des versements qui lui auront été faits du produit de l'octroi pendant le mois précédent.

22. Ne sont point sujets aux droits d'octroi les objets non destinés à la consommation desdites communes, et qui n'y entrent que par *transit* ou pour y être entreposés jusqu'à leur sortie ultérieure. — Le gouvernement est chargé définitivement, et les administrations centrales provisoirement, de régler les formalités et le mode de surveillance auxquels seront assujétis les propriétaires ou conducteurs desdits objets; et ils pourront, suivant les localités, ordonner la consignation du droit d'octroi, pour être restitué à la sortie des objets entreposés.

23. La présente loi et le tarif seront affichés en placard à la porte et dans l'intérieur de chaque bureau de l'octroi.

(*Suivent les tarifs.*)

N° 253.—27 frimaire an 8 (18 décembre 1799).—**ARRÊTÉ** des consuls portant que les militaires domiciliés dans les pays nouvellement réunis à la république seront admissibles dans la maison des invalides. (II., Bull. CCCXXXVIII, n° 3480.)

N° 254.—28 frimaire an 8 (19 décembre 1799).—**LOI** relative aux actes passés

(1) L'incompétence des tribunaux civils pour prononcer des amendes en matière d'octroi, étant absolue et d'ordre public, peut être opposée en cassation, quoiqu'elle ne l'ait été ni en première instance ni en appel. Cass., 26 novembre 1810, Sir., XI, 1, 85; Bull. civ., XII, 249.

et aux jugemens rendus à Valenciennes et dans quelques places voisines pendant l'invasion de l'ennemi. (II, Bull. CCCXXXIX, n° 3482 ; B., LXXVIII, 333.)

Art. 1^{er}. L'arrêté du 17 brumaire an 3, par lequel les représentans du peuple en mission ont annulé les actes passés et les jugemens rendus pendant l'occupation de Valenciennes et de quelques places voisines par l'ennemi, est rapporté en ce qui concerne les actes seulement ; en conséquence, lesdits actes demeurent validés par la présente loi, dont la mention sera faite en marge desdits actes sur les registres et minutes qui les contiennent.

2. L'arrêté du 17 brumaire an 3 est maintenu quant aux jugemens rendus pendant le cours de ladite invasion ; en conséquence, lesdits jugemens restent annulés.

3. Pourront néanmoins les parties qui ont obtenu lesdits jugemens, reprendre, dans les tribunaux auxquels la compétence en appartient, la suite des instances, suivant les errements qui existaient au moment de l'invasion. — Quant aux actions intentées pendant le cours de ladite invasion, elles pourront être intentées de nouveau. — Dans l'un et l'autre cas, la reprise ou la nouvelle action aura lieu dans le mois de la publication de la présente loi, sans qu'il puisse être opposé de prescriptions ou fins de non-recevoir pour le laps de temps qui s'est écoulé depuis l'invasion de l'ennemi jusqu'à ladite publication. — Ledit délai d'un mois passé, toutes les fins de non recevoir, et prescriptions de droit pourront être opposées au demandeur ou poursuivant.

4. Les actes mentionnés en l'article 1^{er} pourront être présentés au timbre et à l'enregistrement dans le délai de trois mois de la promulgation de la présente loi ; lequel délai passé, les contrevenans seront soumis aux peines et amendes prononcées par les lois.

5. Les droits de timbre et d'enregistrement sur lesdits actes qui y seront présentés dans les trois mois de délai accordés par le précédent article, seront perçus sur le pied fixé par les lois des 5—19 décembre 1790 et 12 décembre 1790—11 février 1791 : ce délai passé, les droits seront perçus conformément aux lois qui seront alors existantes, sans préjudice des peines et amendes mentionnées en l'article 4.

N° 255. = 29 frimaire an 8 (20 décembre 1799). = *Loi qui détermine la manière dont les copies des pièces de procédures seront délivrées aux accusés.* (II, Bull. CCCXXXIX, n° 3483 ; B., LXXVIII, 335.)

Art. 1^{er}. Conformément à l'article 320 du Code des délits et des peines, il sera délivré *gratis*, à chaque accusé, copie des pièces de la procédure (1).

2. Dans les procès où les frais d'impression de ces copies peuvent être moindres que si elles étaient délivrées manuscrites, elles seront imprimées.

3. Pour l'exécution du précédent article, le commissaire du gouvernement, immédiatement après avoir apposé la formule, *la loi autorise*, présentera son réquisitoire au tribunal, pour obtenir l'autorisation de faire imprimer les copies.

4. Cette impression sera faite par les soins et sous la responsabilité du greffier, qui demeure chargé, sous la surveillance du commissaire du gouvernement, d'employer tous les moyens nécessaires pour que la délivrance des copies imprimées soit faite sans aucun retard.

5. Le greffier recevra, pour toute indemnité, les rétributions suivantes :

(1) Voyez l'art. 305 du Cod. inst. crim. de 1808.

—1° La copie générale sur laquelle l'impression aura lieu lui sera payée conformément à l'article 3 de la loi du 30 nivose an 5; — 2° Pour correction d'épreuves, il lui sera alloué deux décimes par chaque feuille *in-folio* d'impression, caractère petit cicéro. — Si l'impression est faite dans un autre format et avec d'autres caractères, l'indemnité pour correction d'épreuves sera réduite dans la proportion qui se trouvera entre ce format et ces caractères, et ceux mentionnés dans le premier paragraphe du présent article. — Cette réduction sera faite par le président du tribunal, sur l'avis du commissaire du gouvernement. — 3° Il recevra, pour droit de collation et signature au bas de chaque pièce, quinze centimes (1).

6. Les frais d'impression seront payés directement à l'imprimeur, sur l'ordonnance du président, dans la forme usitée pour l'acquit des autres frais de procédure.

N° 256.—29 frimaire an 8 (20 décembre 1799).—**ARRÊTÉ** des consuls, sur les secours à accorder aux femmes des militaires et employés à l'armée d'Orient. (II, Bull. CCCXXXIX, n° 3484.)

N° 257.—29 frimaire an 8 (20 décembre 1799). — **ARRÊTÉ** des consuls, qui suspend provisoirement l'admission des bons de réquisition en paiement des contributions directes. (II, Bull. CCCXXXIX, n° 3485.)

N° 258.—29 frimaire an 8 (20 décembre 1799).—**ARRÊTÉ** des consuls, qui remet en vigueur le règlement du 26 juillet 1778 (2), concernant la navigation des bâtimens neutres. (II, Bull. CCCXXXIX, n° 3486.)

Les consuls de la république, vu la loi du 23 frimaire an 8, qui abroge l'article 1^{er} de la loi du 29 nivose an 6, relative à la course maritime; — Considérant que l'abrogation de cette loi remet nécessairement en vigueur la législation précédemment existante; — Que cette législation, fixée par le règlement du 26 juillet 1778, est celle qui a été reconnue la plus propre à concilier les intérêts de la république et les droits des puissances neutres; — Désirant de prévenir, de la part des armateurs français et neutres, des erreurs ou des interprétations qui contrarieraient les vues d'après lesquelles la loi du 29 nivose an 6 a été rapportée, — Arrêtent : — Les dispositions prescrites par le règlement du 26 juillet 1778 concernant la navigation des bâtimens neutres, seront strictement observées par tous ceux à qui elles sont applicables; sauf, en cas de contravention de leur part, à subir les confiscations et condamnations en dommages-intérêts déterminées par ledit règlement et par les lois.

RÈGLEMENT du 26 juillet 1778 concernant la navigation des bâtimens neutres.

Art. 1^{er}. Fait défenses sa majesté, à tous armateurs, d'arrêter et de conduire dans les ports du royaume les navires des puissances neutres, quand même ils sortiraient des ports ennemis, ou qu'ils y seraient destinés, à l'exception toutefois de ceux qui porteraient des secours aux places bloquées, investies ou assiégées. A l'égard des navires des états neutres qui seront chargés de marchandises de contrebande destinées à l'ennemi, ils pourront être

(1) Voyez le tarif des frais en matière criminelle, du 18 juin 1811, chap. V.

(2) Nous avons cru devoir insérer ce règlement à la suite de l'arrêté des consuls qui le remet en vigueur : le Bulletin officiel n'en donne pas le texte.

arrêtés, et les marchandises seront saisies et confisquées; mais les bâtimens et le surplus de leurs cargaisons seront relâchés, à moins que lesdites marchandises de contrebande ne composent les trois quarts de la valeur du chargement; auquel cas les navires et la cargaison seront confisqués en entier (1).

2. Les maîtres des bâtimens neutres seront tenus de justifier sur mer de leur propriété neutre par les passeports, connoissemens, factures et autres pièces de bord, l'une desquelles au moins constatera la propriété neutre, ou en contiendra une énonciation précise; et quant aux chartes-parties et autres pièces qui ne seraient pas signées, veut sa majesté qu'elles soient regardées comme nulles et de nul effet (2).

3. Tous vaisseaux pris, de quelque nation qu'ils soient, neutres ou alliés, desquels il sera constaté qu'il y a eu des papiers jetés à la mer, ou autrement supprimés ou distraits, seront déclarés de bonne prise avec leurs cargaisons, sur la seule preuve des papiers jetés à la mer, et sans qu'il soit besoin d'examiner quels étaient ces papiers, par qui ils ont été jetés, et s'il en est resté suffisamment à bord pour justifier que le navire et son chargement appartiennent à des amis ou alliés.

4. Un passeport ou congé ne pourra servir que pour un seul voyage, et sera réputé nul s'il est prouvé que le bâtiment, pour lequel il aurait été expédié, n'était, au moment de l'expédition, dans aucun des ports du prince qui l'a accordé (3).

(1) La confiscation d'un navire neutre, parce qu'il aurait à bord des marchandises de contrebande de guerre, ne peut être prononcée, si la valeur de ces marchandises est au dessous des trois quarts de celle de la cargaison entière. Cass., 25 frimaire an 7, *SIR.*, VII, 2, 1125; Bull. civ., I, 151.

(2 et 3) Dans la mer Baltique, on peut remplacer le passeport par un certificat de construction et de propriété prussienne; il n'en est pas de même pour les navires qui sortent de la Baltique. Décis. du cons. des prises, 16 thermidor an 8, *SIR.*, II, 2, 478. — La présomption de neutralité du navire, résultant du passeport, est détruite par une lettre trouvée dans les papiers du capitaine, portant que la propriété est réellement ennemie. Décis. du cons. des prises, 17 brumaire an 9, *SIR.*, II, 2, 504. — Le passeport peut être valide, encore que le navire pour lequel il est délivré soit dans un port étranger au moment de la délivrance: il suffit que le navire se soit ultérieurement rendu dans le port où le passeport le suppose, et que ce soit de ce port que le navire ait été réellement expédié. Décis. du cons. des prises, 3 messidor an 8, *SIR.*, II, 2, 498. — Jugé, au contraire, que le passeport est nul, lorsque le navire n'est pas, à l'époque de la date du passeport, dans un des ports du gouvernement qui l'accorde. Cass., 12 vendémiaire an 8, *SIR.*, VII, 2, 1131; Bull. civ., II, 14. — Pour établir qu'un navire n'était pas, au moment où son passeport lui a été expédié, dans les états du prince qui l'a accordé, des présomptions ne suffisent pas; il faut des preuves proprement dites. Cass., 17 pluviôse an 7, *SIR.*, VII, 2, 1130; Bull. civ., I, 228. — Un passeport peut être délivré sans destination précise. Décis. du cons. des prises, 6 thermidor an 8, *SIR.*, II, 2, 474. — Un passeport est essentiellement nul à défaut de signature. Décis. du cons. des prises, 6 thermidor an 8, *SIR.*, II, 2, 484. — La nullité du passeport n'entraîne pas nécessairement la saisissabilité du navire; elle ne produit cet effet qu'à défaut d'autres pièces de bord suffisantes pour justifier la neutralité. Cass., arrêt précité du 17 pluviôse an 7. — La relâche forcée ne peut être considérée comme une infraction au passeport, et donner lieu à la saisie du navire neutre. Cass., 2 floréal an 7, *SIR.*, VII, 2, 1132; Bull. civ., I, 324.

Le navire présumé neutre, d'après l'ensemble de pièces exigées, peut cependant être déclaré de bonne prise si, par quelqu'une des pièces trouvées à bord, il y a preuve qu'il est ennemi. Décis. du cons. des prises, 17 brumaire an 10, *SIR.*, II, 2, 490. — La preuve contraire aux pièces de bord peut être faite même par des témoins qui ne font pas partie de l'équipage. Cass., 29 brumaire an 7, *SIR.*, VII, 2, 1123; Bull. civ., I, 109. — Sont pièces de bord des pièces présentées après la capture, s'il est constant qu'elles étaient à bord lors de la capture. Décis. du cons. des prises, 26 messidor an 8, *SIR.*, II, 2, 490. — Le connoissement qui n'est pas signé du chargeur, mais seulement du capitaine, ne fait aucune foi de la neutralité de la cargaison. Cass., arrêt précité du 29 brumaire an 7.

Un allié est moins qu'un neutre suspect de simuler ou de cacher la propriété de sa cargaison; l'allié peut donc établir sa justification par pièces autres que celles de bord: l'art. 2 du règlement

5. On n'aura aucun égard aux passeports des puissances neutres, lorsque ceux qui les auront obtenus se trouveront y avoir contrevenu, ou lorsque les passeports exprimeront un nom de bâtiment différent de l'énonciation qui en sera faite dans les autres pièces de bord, à moins que les preuves du changement de nom, avec l'identité du bâtiment, ne fassent partie de ces mêmes pièces, et qu'elles n'aient été reçues par des officiers publics du lieu du départ et enregistrées par-devant le principal officier public du lieu.

6. On n'aura pareillement égard aux passeports accordés par les puissances neutres ou alliées, tant, aux propriétaires qu'aux maîtres des bâtimens, sujets des états ennemis de sa majesté, s'ils n'ont été naturalisés, ou s'ils n'ont établi leur domicile dans les états desdites puissances, trois mois avant le 1^{er} septembre de la présente année; et ne pourront lesdits propriétaires et maîtres de bâtimens sujets des états ennemis, qui auront obtenu lesdites lettres de naturalité, jouir de leur effet, si, depuis qu'elles ont été obtenues, ils sont retournés dans les états ennemis de sa majesté pour y continuer leur commerce.

7. Les bâtimens de fabrique ennemie, ou qui auront eu un propriétaire ennemi, ne pourront être réputés neutres ou alliés, s'il n'est trouvé à bord quelques pièces authentiques passées devant des officiers publics, qui puissent en assurer la date, et qui justifient que la vente ou cession en a été faite à quelqu'un des sujets des puissances alliées ou neutres, avant le commencement des hostilités, et si ledit acte translatif de propriété de l'ennemi au sujet neutre ou allié n'a été dûment enregistré par-devant le principal officier du lieu du départ, et signé du propriétaire ou d'un porteur de ses pouvoirs.

8. A l'égard des bâtimens de fabrique ennemie qui auront été pris par les vaisseaux de sa majesté, ceux de ses alliés ou de ses sujets, pendant la guerre, et qui auront été ensuite vendus aux sujets des états alliés ou neutres, ils ne pourront être réputés de bonne prise, s'il se trouve à bord des actes en bonne forme passés devant les officiers publics à ce préposés, justificatifs tant de la prise que de la vente ou adjudication qui en aurait été faite ensuite aux sujets desdits états alliés ou neutres, soit en France, soit dans les ports des états alliés; faute desquelles pièces justificatives tant de la prise que de la vente, lesdits bâtimens seront de bonne prise.

9. Seront de bonne prise tous bâtimens étrangers sur lesquels il y aura un subrécargue marchand, commis ou officier major d'un pays ennemi de sa majesté, ou dont l'équipage sera composé au-delà du tiers de matelots sujets des états ennemis de sa majesté, ou qui n'auront pas à bord le rôle d'équipage arrêté par les officiers publics des lieux neutres d'où les bâtimens seront partis (1).

de 1778 est restreint aux neutres. Avis du cons., 13—18 août 1811, *SIR.*, XII, 2, 160. — Un navire naufragé peut être déclaré de bonne prise, si sa neutralité n'est pas constatée. Décis. du cons. des prises, 29 fructidor an 8, *SIR.*, I, 2, 208. — Jugé en sens contraire. Décis. du cons. des prises, 13 ventose an 9, *SIR.*, I, 2, 296. — Les bateaux destinés à la pêche sur les côtes étant toujours réputés neutres, ne sont pas de bonne prise. Décis. du cons. des prises, 9 thermidor an 9, *SIR.*, I, 2, 331. — Est de bonne prise le neutre qui fait feu après avoir amené son pavillon. Décis. du cons. des prises, 13 vendémiaire an 10, *SIR.*, II, 2, 454.

En définitive, les questions de neutralité sont des questions de bonne foi; il faut avoir égard au fond des choses. Les déclarations de bonne prise, par défaut de telle ou telle formalité, ne sont que comminatoires: il ne s'agit donc pas, dans toutes les hypothèses, de justifier de la propriété neutre par le concours simultané de toutes les pièces énoncées dans les réglemens; mais il suffit, selon les circonstances, que l'une d'elles constate cette propriété, si elle n'est contredite ou combattue par des circonstances plus décisives. Décis. du cons. des prises, 9 prairial an 8, *SIR.*, I, 2, 186.

(1) Un équipage n'est pas réputé ennemi, encore qu'il soit composé de plus d'un tiers de ma-

10. N'entend sa majesté comprendre dans les dispositions du précédent article les navires dont les capitaines ou les maîtres justifieront, par actes trouvés à bord, qu'ils ont été obligés de prendre les officiers-majors ou matelots dans les ports où ils auront relâché, pour remplacer ceux du pays neutre qui seront morts pendant le cours du voyage (1).

11. Vent sa majesté que, dans aucun cas, les pièces qui pourraient être rapportées après la prise des bâtimens, ne puissent faire aucune foi, ni être d'aucune utilité, tant aux propriétaires desdits bâtimens qu'à ceux des marchandises qui pourraient y avoir été chargées; voulant sa majesté qu'en toute occasion l'on n'ait égard qu'aux seules pièces trouvées à bord.

12. Tous navires des puissances neutres sortis des ports du royaume, qui n'auront à bord d'autres denrées et marchandises que celles qui y auront été chargées, et qui se trouveront munis de congés de l'amiral de France, ne pourront être arrêtés par les armateurs français, ni ramenés par eux dans les ports du royaume, sous quelque prétexte que ce puisse être.

13. En cas de contravention de la part des armateurs français aux dispositions du présent règlement, il sera fait main-levée des bâtimens et des marchandises qui composent leur chargement, autres toutefois que celles sujettes à confiscation; et lesdits armateurs seront condamnés à tels dommages-intérêts qu'il appartiendra.

14. Ordonne sa majesté que les dispositions du présent règlement auront lieu pour les navires qui auraient échoué sur les côtes dépendantes de ses possessions.

N° 259. = 3 nivose an 8 (24 décembre 1799). = *Loi sur la mise en activité de la constitution* (2). (II, Bull. cccxxxix, n° 3492; B., LXXVIII, 344.)

Art. 1^{er}. Le sénat conservateur et les consuls entrèrent en fonctions le 4 nivose an 8.

2. A l'insant où le sénat conservateur communiquera aux commissions

matelots sujets d'un prince ennemi, lorsque ces matelots habitent une partie des états de ce prince qui, par un traité particulier fait avec une autre puissance, sont considérés comme neutres. Cass., 24 germinal an 7, SIR., VII, 2, 1126; Bull. civ., I, 305.

La neutralité résulte du rôle d'équipage arrêté par les officiers publics du lieu du départ: ce rôle qui, quoique irrégulier, pourrait avoir quelque effet, n'en a plus aucun et est réputé frauduleux, si on y remarque des altérations; il y a dès lors présomption légale d'inimitié. Décis. du cons. des prises, 16 thermidor an 8, SIR., II, 2, 478. — L'art. 9 du règlement de 1778 doit s'entendre en ce sens, qu'il y a nécessité d'un rôle d'équipage particulier pour chaque voyage. Décis. précitée du cons. des prises, 6 thermidor an 8, SIR., II, 2, 484. — On ne peut considérer comme un rôle d'équipage un contrat d'engagement qui ne désigne point la demeure des matelots engagés. Cass., 24 vendémiaire an 8, SIR., VII, 2, 1134; Bull. civ., II, 21. — Un rôle d'équipage n'est pas nul par cela seul que les officiers qui l'ont arrêté n'y auraient pas fait mention de leur qualité, si d'ailleurs cette qualité était bien constatée. Cass., 24 thermidor an 7, SIR., VII, 2, 1133; Bull. civ., I, 471. — Lorsqu'un rôle d'équipage qui ne contient pas les noms, prénoms et demeures des matelots, n'a pas été arrêté par un officier public du lieu du départ du navire, les juges ne peuvent, sans contrevenir à l'art. 9 du règlement de 1778, faire main-levée du bâtiment. Cass., 1^{er} brumaire an 7, SIR., VII, 2, 1134; Bull. civ., I, 56. — Un rôle d'équipage peut valoir, encore qu'il ne soit revêtu d'aucun sceau. Décis. précitée du cons. des prises, 3 messidor an 8, SIR., II, 2, 498. — Les dispositions du règlement de 1778, qui déclarent de bonne prise les navires naviguant sans rôle d'équipage, ne sont pas applicables aux nations qui sont dispensées du rôle d'équipage par des traités diplomatiques intervenus entre eux et la France. Arr. du cons., 1^{er} mars 1826, SIR., XXVI, 2, 338.

(1) Un navire qui a renouvelé son équipage en pays neutre n'est pas tenu, à peine de confiscation, de justifier de la nécessité de ce renouvellement: ici ne s'applique pas le présent article. Cass., 11 frimaire an 7, SIR., VII, 2, 1127; Bull. civ., I, 124.

(2) Voyez la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), et les notes.

la nomination des membres du tribunal et du corps législatif, les conseils des anciens et des cinq-cents, et les commissions, seront dissous.

3. Néanmoins les sections des inspecteurs des anciens et des cinq-cents continueront leurs fonctions de comptabilité jusqu'à ce que le solde définitif des dépenses des conseils et de leurs commissions soit effectué.

4. Les membres des autres autorités actuellement en activité continueront aussi leurs fonctions jusqu'à l'installation des autorités correspondantes.

5. La garde actuelle du corps législatif est mise à la disposition des consuls.

6. Les consuls fourniront au sénat conservateur, au corps législatif et au tribunal, une garde d'honneur.

7. Les édifices nationaux ci-après désignés sont affectés aux diverses autorités constituées : 1° Le palais du Luxembourg, au sénat conservateur ; — 2° Le palais des Tuileries, aux consuls ; 3° Le palais des cinq-cents, au corps législatif ; — 4° Le palais Égalité, au tribunal.

8. La correspondance entre les premières autorités se fera selon le mode actuellement en usage entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.

9. Le sénat conservateur, les consuls, le corps législatif et le tribunal, auront des messagers d'état et des huissiers qui rempliront les mêmes fonctions que ceux qui étaient auprès des conseils et du directoire.

10. Le corps législatif et le tribunal auront chacun deux secrétaires-rédacteurs.

11. Le sénat conservateur déterminera son costume et celui de ses messagers et huissiers.

12. Les consuls détermineront leur costume, celui des ministres, des conseillers d'état, de leurs messagers et huissiers.

13. Le costume des membres du corps législatif consiste en un habit fermé, bleu national, doublure de même couleur, collet et paremens brodés en or, ceinture tricolore avec des franges en or, chapeau français avec des glands en or.

14. Le costume des tribuns consiste en un habit fermé, bleu clair, doublure de même couleur, collet et paremens brodés en argent, ceinture tricolore avec des franges en argent, chapeau français avec des glands en argent.

15. Les habits du corps législatif et du tribunal seront en velours pendant l'hiver, et en soie pendant l'été.

16. Les secrétaires-rédacteurs du corps législatif et du tribunal porteront un habit de drap noir fermé.

17. Le costume des messagers du corps législatif consiste en un habit de drap bleu national, ceinture bleu clair, franges en soie de même couleur ; celui des messagers du tribunal, en un habit de drap bleu clair, ceinture bleu national, franges en soie de même couleur. — Celui des huissiers du corps législatif et du tribunal consiste en un habit de drap gris, ceinture rouge, franges en laine de même couleur.

18. Les autres fonctionnaires publics continueront à porter les costumes décrétés par les lois existantes.

19. La dépense des costumes est à la charge de chacun des membres des autorités constituées.

N° 260. = 3 nivose an 8 (24 décembre 1799). = *Loi relative aux déportés, sans jugement préalable, par des actes législatifs.* (II, Bull. cccxxxix, n° 3493 ; B., LXXVIII, 344.)

Tout individu nominativement condamné à la déportation, sans jugement préalable, par un acte législatif, ne pourra rentrer sur le territoire

de la république, sous peine d'être considéré comme émigré, à moins qu'il n'y soit autorisé par une permission expresse du gouvernement, qui pourra le soumettre à tel mode de surveillance qui lui paraîtra convenable.

N° 261. = 3 nivose an 8 (24 décembre 1799). = *Loi qui autorise la vente de plusieurs bâtimens et établissemens situés dans la commune de Paris.* (II, Bull. CCCXLII, n° 3511 ; B., LXXVIII, 350.)

Art. 1^{er}. Les consuls de la république sont autorisés à aliéner les bâtimens, terrains et emplacements appartenant à la république, dans les lieux ci-après désignés ; savoir : 1° Les édifices et maisons situés à Paris, entre le Louvre, le palais national et le jardin des Tuileries, entre la place de la Concorde, les rues Saint-Florentin et Honoré, lesquels avaient été réservés par la loi du 19 germinal an 5 ; — 2° Les bâtimens composant le ci-devant Palais-Royal, la maison conventuelle des ci-devant Capucines, rue Neuve des Petits-Champs, bâtimens et jardins en dépendant ; les maisons, emplacements et bâtimens composant l'Arsenal, y compris ceux des Célestins ; le ci-devant couvent des Filles Saint-Thomas, rue du même nom ; les bâtimens et dépendances des ci-devant Petits-Pères, et les maisons nationales occupées par les municipalités de Paris.

2. Sont exceptés des dispositions de l'article 1^{er}, tous les bâtimens, jardins et emplacements situés entre la rue de l'Echelle et celle de Saint-Florentin, la place de la Concorde et la maison dite d'Angivilliers, rue de l'Oratoire.

3. Cette vente sera faite aux enchères, d'après l'estimation des biens faite par experts au denier dix.

4. Toute suspension de vente des bâtimens et terrains désignés dans l'article 1^{er}, est levée.

5. Le paiement des biens vendus en exécution de la présente loi sera fait en numéraire ; les billets du syndicat y seront reçus pour un tiers.

6. Les consuls de la république sont autorisés à régler les clauses et conditions des ventes, ainsi que les termes des paiemens, à la charge de les faire insérer dans les affiches publiques qui se feront pour la vente de chaque objet, quinzaine au moins avant l'ouverture des enchères.

7. Les droits d'enregistrement sont fixés à un pour cent du prix de l'estimation desdits biens (1).

8. Il est alloué aux administrateurs chargés de la vente, un demi pour cent du prix de l'estimation, tant pour indemnité à leur profit que pour frais à leur charge ; ceux d'estimation seront supportés par les acquéreurs.

N° 262. = 4 nivose an 8 (25 décembre 1799). = *ARRÊTÉ des consuls, qui règle le mode et la nature des récompenses nationales à décerner aux militaires* (2). (II, Bull. CCCXL, n° 3503.)

N° 263. = 4 nivose an 8 (25 décembre 1799). = *AVIS du conseil d'état, sur les droits politiques des parens d'émigrés et des ci-devant nobles* (3). (II, Bull. CCCXLII, n° 3512.)

Le conseil d'état, délibérant sur le renvoi qui lui avait été fait par les

(1) Ce droit d'enregistrement a été élevé à deux pour cent par la loi du 15 floréal an 10 (5 mai 1802), concernant la vente des biens ruraux appartenant à l'état, art. 6.

(2) Voyez la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), tit. II, art. 1^{er}, qui admet au nombre des membres de la Légion-d'Honneur tous les militaires qui ont reçu des armes d'honneur. — La décoration de la Légion-d'Honneur a remplacé ces sortes de récompenses.

(3) Voyez, dans le § 5 des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792, le résumé des mesures concernant les parens des émigrés.

consuls de la république, d'un arrêté de la section de législation, présentant la question de savoir si les lois des 3 brumaire an 4, 19 fructidor an 5 et 9 frimaire an 6, qui excluent de la participation aux droits politiques et de l'admissibilité aux fonctions publiques, les parens d'émigrés et les ci-devant nobles, ont cessé d'exister par le fait de la constitution, ou s'il faut une loi pour les rapporter,—Est d'avis que les lois dont il s'agit, et toute autre loi dont le texte serait inconciliable avec celui de la constitution, ont été abrogées par le fait seul de la promulgation de cette constitution, et qu'il est inutile de s'adresser au législateur pour lui demander cette abrogation. — En effet, c'est un principe éternel qu'une loi nouvelle fait cesser toute loi précédente ou toute disposition de loi précédente contraire à son texte; principe applicable, à plus forte raison, à la constitution, qui est la loi fondamentale de l'état.—Or les conditions qui déterminent le droit de voter et celui d'être élu aux diverses fonctions publiques, sont réglées par l'acte constitutionnel. Il n'est pas permis au législateur d'en retrancher quelques unes, ni d'en ajouter de nouvelles : son texte est général, impérieux, exclusif. — Donc toute loi ancienne qui en contrarierait l'application a cessé d'exister, du moment où l'acte constitutionnel a été promulgué. — Ainsi le gouvernement a le droit d'appeler aux fonctions publiques ceux des ci-devant nobles ou parens d'émigrés qu'il jugera dignes de sa confiance : il n'a pas besoin pour cela du consentement du législateur ; le peuple en acceptant la constitution, lui en a donné le droit absolu. — Les lois dont il s'agit n'étaient d'ailleurs que des lois de circonstance, motivées sur le malheur des temps et la faiblesse du gouvernement d'alors. Aujourd'hui ces motifs ne peuvent plus être allégués. Le gouvernement créé par la constitution de l'an 8 a toute la force nécessaire pour être juste, et maintenir dans toute leur pureté les principes de l'égalité et de la liberté. La seule distinction qui puisse diriger ses choix est celle de la probité, des talens et du patriotisme.

N° 264. = 5 nivose an 8 (26 décembre 1799). = *RÈGLEMENT pour l'organisation du conseil d'état* (1). (II, Bull. CCCXL, n° 3504.)

Art. 1^{er}. Le conseil d'état est composé de trente à quarante membres.

2. Il se forme en assemblée générale, et se divise en sections.

3. L'assemblée générale ne peut avoir lieu que sur la convocation des

(1) Depuis la révolution de 1789, le conseil d'état a subi de nombreuses réorganisations : nous les diviserons par époques, afin de faciliter les recherches, et de mieux faire saisir l'esprit dans lequel ont eu lieu les modifications successives apportées à cette institution.

Règne de Louis XVI.—Voyez le règlement du 9 août 1789, qui réunit les conseils des dépenses, des finances et du commerce au conseil d'état ; le décret du 20 octobre 1789—29 août 1790, qui continue le conseil d'état dans ses fonctions, sauf quelques exceptions, jusqu'à l'organisation du pouvoir judiciaire et de l'administration ; et celui du 27 avril—25 mai 1791, art. 15 et suiv., qui détermine la composition et les attributions du conseil d'état.

Ce conseil n'a pas été compris au nombre des pouvoirs créés par la constitution du 3—14 septembre 1791, et par celles du 24 juin 1793 et du 5 fructidor an 3 ; et il a cessé d'exister jusqu'en l'an 8.

Consulat. — Voyez la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), art. 52, qui institue de nouveau le conseil d'état, et art. 58, qui détermine les qualités requises pour être membre de ce conseil ; l'arrêté du 7 fructidor an 8 (25 août 1800), portant qu'à dater du 1^{er} vendémiaire an 9 le service des conseillers d'état sera distingué en service ordinaire et service extraordinaire ; le sén.-cons. organique du 16 thermidor an 10 (4 août 1802), tit. VI, relatif à la composition et à l'organisation de ce conseil ; et le décret du 19 germinial an 11 (9 avril 1803), portant création d'auditeurs près le conseil d'état, et fixation de leurs attributions.

Empire. — Voyez le sén.-cons. organique du 28 floréal an 12 (18 mai 1804), art. 37, 75

consuls. — Elle est présidée par le premier consul, et, en son absence, par l'un des deux autres consuls.

4. Les ministres ont la faculté d'entrer dans l'assemblée générale du conseil d'état, sans que leur voix y soit comptée.

5. Les conseillers d'état sont divisés en cinq sections, savoir : — Une section des finances, une section de législation civile et criminelle, une section de la guerre, une section de la marine, une section de l'intérieur.

6. Chaque section est présidée par un conseiller d'état nommé chaque année par le premier consul. — Lorsque le second ou troisième consul se trouve à une section, il la préside. — Les ministres peuvent, lorsqu'ils le croient utile, assister, sans voix délibérative, aux séances des sections.

7. Cinq conseillers d'état sont spécialement chargés de diverses parties d'administration, quant à l'instruction seulement : ils en suivent les détails, signent la correspondance, reçoivent et appellent toutes les informations, et portent aux ministres les propositions de décision que ceux-ci soumettent aux consuls. — Un d'eux est chargé des bois et forêts, et anciens domaines; — Un autre, des domaines nationaux; — Un autre, des ponts et chaussées, canaux de navigation, et cadastre; — Un autre, des sciences et des arts; — Un autre, des colonies.

et suiv., qui déterminent l'organisation nouvelle et les attributions du conseil d'état; le décret du 24 messidor suivant (13 juillet 1804), 2^e partie, tit. X, qui détermine les honneurs qui lui sont dus; celui du 11 juin 1806, portant réorganisation du conseil d'état, fixation nouvelle de ses attributions, et création d'avocats près ce conseil; celui du 22 juillet suivant, concernant le mode de procéder devant le conseil d'état, en matière contentieuse, et les notes étendues qui l'accompagnent; celui du 26 décembre 1809, portant organisation et fixation du mode de service des auditeurs près le conseil d'état; et celui du 7 avril 1811, portant classification nouvelle de ces auditeurs.

Restauration. — Voyez l'ordonnance du 29 juin—6 juillet 1814, qui détermine l'organisation, les attributions, le service et le traitement du conseil d'état; celle du 1^{er} octobre suivant, concernant le mode de remplacement des membres du comité du contentieux du conseil d'état, en cas d'empêchement ou d'absence; celle du 31 mars—9 avril 1815, portant rétablissement de la commission du contentieux du conseil d'état, telle qu'elle était instituée par les décrets des 11 juin et 22 juillet 1806, sauf quelques modifications; celle du 23—27 août suivant, qui rapporte celle du 29 juin—6 juillet 1814, et contient une nouvelle organisation du conseil d'état; celle du 13—23 novembre même année, qui détermine par qui sera présidé le conseil d'état, en cas d'empêchement des présidents ordinaires; celle du 29 novembre—11 décembre 1815, qui relève de la déchéance ceux qui ont été empêchés de se pourvoir au conseil, par suite des événements politiques; celle du 13—30 novembre 1816, portant que les titres d'avocat au conseil et d'avocat à la cour de cassation, qui se trouvent réunis sur une même tête, ne seront pas séparés; celle du 19 avril—8 mai 1817, portant règlement pour l'ordre des travaux du conseil d'état; celle du 10—30 septembre même année, qui réunit l'ordre des avocats au conseil à celui des avocats à la cour de cassation, et contient règlement pour la discipline; celle du 16—27 juillet 1820, portant que des maîtres des requêtes en service extraordinaire pourront être attachés aux divers comités du conseil d'état; celle du 26—31 août 1824, portant une nouvelle organisation du conseil d'état; celle des mêmes jours, qui détermine le costume des membres de ce conseil; celle du 18—23 janvier 1826, contenant un tarif des dépens pour les procédures qui s'instruisent devant le conseil d'état; et celle du 5—25 novembre 1828, qui réorganise de nouveau ce conseil.

Depuis la révolution de 1830. — Voyez l'ordonnance du 12—24 août 1830, portant que le comité du contentieux du conseil d'état prendra désormais le nom de *comité de législation et de justice administrative*; celle du 2—26 février 1831, portant règlement pour l'instruction et le jugement des affaires contentieuses; celle du 12—21 mars même année, modificative de la précédente; celle du 13—24 mai 1831, qui admet les auditeurs de première classe au conseil d'état à exercer les fonctions du ministère public près ce conseil; et celle du 24 avril—5 mai 1832, qui réduit le traitement des conseillers d'état et celui du secrétaire-général.

En ce moment, un projet de loi sur l'organisation du conseil d'état est soumis à la chambre des députés.

8. La proposition d'une loi ou d'un règlement d'administration publique est provoquée par les ministres, chacun dans l'étendue de ses attributions. — Si les consuls adoptent leur opinion, ils renvoient le projet à la section compétente, pour rédiger la loi ou le règlement. — Aussitôt le travail achevé, le président de la section se transporte auprès des consuls pour les en informer. — Le premier consul convoque alors l'assemblée générale du conseil d'état. — Le projet y est discuté, sur le rapport de la section qui l'a rédigé. — Le conseil d'état transmet son avis motivé aux consuls.

9. Si les consuls approuvent la rédaction, ils arrêtent définitivement le règlement; ou, s'il s'agit d'une loi, ils arrêtent qu'elle sera proposée au corps législatif. — Dans le dernier cas, le premier consul nomme, parmi les conseillers d'état, un ou plusieurs orateurs, qu'il charge de présenter le projet de loi et d'en soutenir la discussion. — Les orateurs, en présentant les projets de lois, développent les motifs de la proposition du gouvernement.

10. Quand le gouvernement retire un projet de loi, il le fait par un message.

11. Le conseil d'état développe le sens des lois, sur le renvoi qui lui est fait par les consuls, des questions qui leur ont été présentées. — Il prononce, d'après un semblable renvoi, — 1° Sur les conflits qui peuvent s'élever entre l'administration et les tribunaux; — 2° Sur les affaires contentieuses dont la décision était précédemment remise aux ministres.

12. Les conseillers d'état chargés de la direction de quelque partie de l'administration publique, n'ont point de voix au conseil d'état lorsqu'il prononce sur le contentieux de cette partie.

13. Le conseil d'état a un secrétaire général; — Ses fonctions sont, — 1° De faire le départ des affaires entre les différentes sections; — 2° De tenir la plume aux assemblées générales du conseil d'état, et aux assemblées particulières que les présidens des sections tiendront chaque décade; — 3° De présenter aux consuls le résultat du travail de l'assemblée générale; — 4° De contre-signer les avis motivés du conseil, et les décisions des bureaux; — 5° De garder les minutes des actes de l'assemblée générale du conseil d'état, des sections et des conseillers chargés des parties d'administration; d'en délivrer ou signer les expéditions ou extraits.

14. Le traitement uniforme des conseillers d'état est de vingt-cinq mille francs. — Il est accordé un supplément de traitement aux présidens des sections, et à ceux des conseillers d'état qui seront chargés de la direction de quelque partie de l'administration publique.

15. Le traitement du secrétaire général est fixé à quinze mille francs.

N° 263. = 5 nivose an 8 (26 décembre 1799). = *Loi relative à la convocation et à l'ouverture des premières séances du corps législatif et du tribunal.* (II, Bull. CCCXL, n° 3506; B., LXXVIII, 353.)

Art. 1^{er}. Le corps législatif et le tribunal nomment un président et quatre secrétaires au scrutin individuel et à la pluralité relative.

2. Ils exercent la police dans la salle de leurs séances et dans l'intérieur de tous les bâtimens et cours affectés à leur service.

3. La garde d'honneur qui leur est fournie est à leur disposition tant pour l'intérieur que pour l'extérieur de leur enceinte.

4. Ils exercent également la police sur leurs membres et sur les assistans à leurs séances; ils font, à cet égard, les réglemens nécessaires.

5. Les membres composant le corps législatif et le tribunal sont convo-

qués pour primidi prochain, 11 nivose, dans les palais qui leur ont été respectivement assignés.

N° 266. = 5 nivose an 8 (26 décembre 1799). = *ARRÊTÉ des consuls qui permet à divers individus condamnés à la déportation par des actes législatifs, de rentrer sur le territoire de la république.* (II, Bull. CCCXL, n° 3507.)

N° 267. = 6 nivose an 8 (27 décembre 1799). = *ARRÊTÉ relatif au paiement de la solde des militaires de l'armée de terre, qui passeront aux colonies ou qui seront employés pour le service de la marine* (1). (II, Bull. CCCXLII, n° 3513.)

Art. 1^{er}. Les militaires de tout grade, faisant partie de l'armée de terre, qui passeront aux colonies, et ceux qui seront embarqués ou employés pour le service de la marine, seront payés de la totalité de la solde et supplément de solde qui leur sont attribués par les lois, sur les fonds affectés aux dépenses du ministère de la marine et des colonies, d'après les ordonnances du ministre de la guerre.

2. Les sommes que le ministre de la marine justifiera avoir fait payer pour la solde des militaires de l'armée de terre, qui auront passé aux colonies ou auront été embarqués ou employés pour le service de la marine, lui seront remboursées par le ministre de la guerre.

N° 268. = 7 nivose an 8 (28 décembre 1799). = *ARRÊTÉ relatif aux édifices destinés à l'exercice d'un culte* (2). (II, Bull. CCCXLII, n° 3515.)

Les citoyens des communes qui étaient en possession, au premier jour de l'an 2, d'édifices originairement destinés à l'exercice d'un culte, continueront à en user librement sous la surveillance des autorités constituées, et aux termes des lois des 11 prairial an 3 et 7 vendémiaire an 4, pourvu, et non autrement, que lesdits édifices n'aient point été aliénés jusqu'à présent; auquel cas les acquéreurs ne pourront être troublés ni inquiétés, sous les peines de droit.

N° 269. = 7 nivose an 8 (28 décembre 1799). = *ARRÊTÉ qui détermine la formule du serment à prêter par les fonctionnaires publics, etc.* (3). (II, Bull. CCCXLII, n° 3516.)

Tous les fonctionnaires publics, ministres des cultes, instituteurs et autres personnes qui étaient, par les lois antérieures à la constitution, assujétis à un serment ou déclaration quelconque, y satisferont par la déclaration suivante : *Je promets fidélité à la constitution.*

N° 270. = 7 nivose an 8 (28 décembre 1799). = *ARRÊTÉ relatif à l'exercice des cultes.* (II, Bull. CCCXLII, n° 3517.)

Les consuls de la république, vu l'avis motivé du conseil d'état; instruits

(1) Voyez, dans le § 3 des notes qui accompagnent le décret du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), sur l'organisation constitutionnelle des colonies, le résumé de la législation concernant les troupes coloniales.

(2) Voyez l'arrêté additionnel du 2 pluviôse an 8 (22 janvier 1800). Voyez aussi la loi organique du concordat, du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), art. 75, qui met les édifices destinés au culte à la disposition des évêques; et l'avis du cons. d'état du 2 pluviôse an 13 (22 janvier 1805), portant que les églises et presbytères abandonnés aux communes doivent être considérés comme propriétés communales.

(3) Voyez, dans la note qui accompagne le titre du décret du 15—23 août 1792, l'indication des variations que la formule de ce serment a subies.

que quelques administrations, forçant le sens des lois qui constituent l'annuaire républicain, ont, par des arrêtés, ordonné que les édifices destinés au culte ne seraient ouverts que les décadis; considérant qu'aucune loi n'a autorisé ces administrations à prendre de pareilles mesures, — Arrêtent ce qui suit :

Art. 1^{er}. Lesdits arrêtés sont cassés et annulés.

2. Les lois relatives à la liberté des cultes seront exécutées selon leur forme et teneur (1).

N° 271. = 7 nivose an 8 (28 décembre 1799). = *ARRÊTÉ contenant des mesures relatives aux départemens de l'Ouest, et notamment une amnistie.* (II, Bull. CCCXLII, n° 3518.)

N° 272. = 8 nivose an 8 (29 décembre 1799). = *ARRÊTÉ qui rapporte ceux par lesquels des pensions de retraite ont été converties en traitemens de réforme* (2). (III, Bull. XLIV, n° 295.)

N° 273. = 8 nivose an 8 (29 décembre 1799). = *ARRÊTÉ relatif aux traitemens de réforme.* (III, Bull. XLIV, n° 296.)

N° 274. = 9 nivose an 8 (30 décembre 1799). = *ARRÊTÉ qui ordonne d'enterrer le corps de Pie VI, en dépôt à Valence, avec les honneurs d'usage pour ceux de son rang.* (Moniteur, n° 100.)

N° 275. = 13 nivose an 8 (3 janvier 1800). = *ARRÊTÉ portant que le service des vivres, dans les divisions militaires qui ne font pas partie des arrondissemens des armées, sera confié à une régie composée de cinq administrateurs* (3). (Moniteur, n° 105.)

N° 276. = 13 nivose an 8 (3 janvier 1800). = *ARRÊTÉ contenant règlement sur le train d'artillerie* (4). (III, Bull. IV, n° 22.)

N° 277. = 14 nivose an 8 (4 janvier 1800). = *ARRÊTÉ relatif à l'organisation administrative de la poste aux lettres* (5). (III, Bull. XLIV, n° 302.)

Art. 1^{er}. Toutes les délibérations relatives au service de la poste aux

(1) Voyez, sur la liberté des cultes, le décret du 3 ventose an 3 (21 février 1795), et la note. — Voyez aussi une lettre ministérielle du 22 nivose an 8 (12 janvier 1801), qui développe le sens du présent arrêté. *SIR.*, 1, 2, 37.

(2) Voyez, sur les pensions de retraite des armées de terre et de mer, les lois des 11—14 avril et 18 avril—11 mai 1831 : elles forment le dernier état de la législation.

(3) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 21 avril (30 mars et) — 7 septembre 1791, le résumé de la législation concernant les vivres et subsistances militaires.

Le présent arrêté est absolument sans intérêt, la régie des vivres ayant été remplacée par une direction générale aux termes de l'ordonnance du 10—19 décembre 1817, et cette direction générale ayant été supprimée elle-même par l'ordonnance du 26 novembre—8 décembre 1823, qui a replacé ses attributions dans celles du ministère de la guerre.

(4) Cet arrêté n'a plus d'intérêt : le train d'artillerie a été réorganisé sur des bases nouvelles par l'arrêté du 16 thermidor an 9 (4 août 1801); par l'ordonnance du 12—22 septembre 1814; par celle du 2—31 août 1818, art. 145 à 152; et par celles des 4—14 décembre 1822, et 9 juillet—1^{er} septembre 1823.

Le tout a changé : force des compagnies, organisation, mode d'avancement, soldes et pensions de retraite.

(5) Voyez le décret du 9—13 avril 1793, art. 5 et suiv., concernant l'organisation de l'administration de la poste aux lettres; celui du 24 (23 et) — 30 juillet 1793, tit. II, qui détermine

lettres sont prises par trois administrateurs au moins, en présence du commissaire du gouvernement, au *visa* duquel toutes ces délibérations sont soumises.

2. Les administrateurs nomment à tous les emplois, et prononcent les destitutions, sauf le recours au ministre des finances.

3. Les commissions expédiées aux directeurs et aux contrôleurs par les administrateurs, sont visées par le commissaire.

4. Les inspecteurs ne peuvent être choisis que parmi les employés des postes aux lettres, sur la présentation du commissaire. Leurs commissions, expédiées par les administrateurs, sont visées par le ministre des finances.

5. Le ministre des finances arrête tous les états de dépense.

6. Il fixe également la proportion des remises indiquées par les articles 8 et 10 de la loi du 25 frimaire an 8, conformément à l'article 11 de cette loi, et soumet le projet de cette fixation à l'approbation des consuls.

7. Il règle aussi les bases des services d'entreprises, l'établissement des bureaux de poste et de distribution.

8. Les deux substituts du commissaire des postes qui avaient été établis à Paris pour la surveillance des opérations du bureau de départ et de celui de l'arrivée, sont remplacés par un inspecteur-général nommé par le premier consul de la république.

9. Cet inspecteur-général jouira du traitement qui avait été attribué par la loi du 25 frimaire à l'un des deux substituts qu'il remplace.

N° 278 = 15 nivose an 8 (5 janvier 1800). = *ARRÊTÉ concernant le paiement des délégations sur les contributions arriérées des années 5, 6 et 7.* (II, Bull. CCCXLIII, n° 3526.)

Art. 1^{er}. A compter du jour de la réception du présent arrêté dans chaque département, tout paiement aux délégataires sur les contributions et autres produits arriérés des années 5, 6 et 7, cessera d'être fait dans les caisses des receveurs-généraux.

2. Le directeur des contributions, ou, à son défaut, l'inspecteur, se transportera dans le jour chez le receveur-général, pour constater le montant des fonds en caisse, qu'il fera verser de suite à la caisse du payeur-général, à la seule exception des fonds provenant des centimes additionnels ou des droits de passe; il dressera un bordereau du montant des fonds trouvés en caisse,

le service et le régime intérieur de la poste aux lettres; celui du 29 brumaire an 3 (19 novembre 1794), qui ordonne l'établissement de bureaux pour le dépôt et la distribution des dépêches; celui du 17 fructidor même année (3 septembre 1795), portant établissement d'un caissier général pour les recettes des différents bureaux de la poste aux lettres; la loi de finances du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), art. 64, qui ordonne la mise en ferme de la poste aux lettres; la loi du 25 frimaire an 8 (16 décembre 1799), qui porte résiliation du bail de la poste aux lettres, et qui ordonne qu'elle sera administrée par une régie intéressée; l'arrêté du 28 ventose an 12 (19 mars 1804), portant établissement d'un directeur général des postes, et fixation de ses attributions; l'ordonnance du 17—22 mai 1817, art. 4 et suiv., portant suppression des administrateurs de la poste aux lettres et remplacement de ces administrateurs par un conseil; celle du 9—16 janvier 1822, contenant de nouvelles dispositions réglementaires pour l'administration de la poste aux lettres; celle du 11—30 janvier 1829, qui détermine un nouveau mode de distribution des lettres arrivant à Paris; celle du 3—10 juin suivant, portant établissement d'un service de poste dans toutes les communes du royaume; celle du 4—14 juillet même année, relative au service des postes par voie de mer; et celle du 5—26 janvier 1831, qui supprime les places de directeur-général, d'administrateurs et de secrétaire général des postes, et les remplace par un directeur et deux sous-directeurs.

Quant au tarif de la poste aux lettres, voyez le décret du 17—22 août 1791, et la note qui résume toutes les variations que ce tarif a subies.

en distinguant la nature des recettes ; il énoncera , dans le même bordereau , les sommes provenant des centimes additionnels , et celles provenant du droit de passe , qui seront restées dans la main du receveur-général , et adressera , sans délai , ledit bordereau au ministre des finances.

3. L'opération ci-dessus terminée , le directeur des contributions , ou l'inspecteur , se fera représenter toutes les lettres de crédit délivrées sur la caisse du receveur-général par les commissaires de la trésorerie nationale ; il vérifiera les paiemens faits à compte des lettres de crédit ; il arrêtera , conjointement avec le receveur , le montant desdits paiemens , après en avoir constaté la conformité avec les journaux de dépenses ; il dressera du tout procès-verbal , qu'il adressera , sans aucun retard , au ministre des finances.

4. Le receveur-général sera tenu , de son côté , de renvoyer aussitôt au conseiller d'état directeur-général du trésor public les lettres de crédit ainsi vérifiées.

5. Il sera formé , tant à la trésorerie nationale à Paris , que chez chacun des payeurs de département , par le directeur des contributions , ou par l'inspecteur , un état des ordonnances non encore acquittées , avec distinction d'exercice , lequel sera adressé sans délai au directeur-général du trésor public. — La trésorerie nationale constatera de plus le montant des traites ou rescriptions par elle délivrées , restant à acquitter.

6. Le ministre des finances rendra compte , chaque mois , aux consuls de la république , du montant des recettes faites sur les contributions et autres produits arriérés , afin qu'ils déterminent la portion des recettes qui devra être affectée au paiement des effets énoncés au présent arrêté.

7. Lesdits effets , ainsi que les billets du syndicat , seront en outre admis , comme numéraire , dans le paiement du prix total des domaines ruraux à vendre , à dater du 1^{er} pluviôse , sauf le droit d'enregistrement et ceux attribués aux administrations , lesquels continueront à être acquittés en numéraire (1).

8. Les dispositions du présent arrêté ne sont point applicables aux lettres de crédit délivrées par la trésorerie nationale aux négocians et banquiers de Paris , jusqu'à concurrence de douze millions , sur le produit de la subvention de guerre établie par la loi du 29 brumaire dernier ; ces lettres de crédit seront néanmoins représentées au directeur-général du trésor public , pour être revêtues de son *visa*.

9. Il est de nouveau expressément défendu à toute autorité civile ou militaire , à peine d'en répondre personnellement , de disposer d'aucune somme versée dans les caisses publiques , autrement qu'en vertu d'ordonnances du ministre compétent , revêtues des formes constitutionnelles.

N° 279. = 15 nivose an 8 (5 janvier 1800). = *ARRÊTÉ portant création d'un premier inspecteur-général de l'artillerie* (2). (III, Bull. IV, n° 23.)

N° 280. = 15 nivose an 8 (5 janvier 1800). = *ARRÊTÉ portant création d'un premier inspecteur-général et de six inspecteurs-généraux de l'arme du génie* (3). (III, Bull. IV, n° 24.)

(1) Voyez l'arrêté du 22 ventose an 8 (13 mars 1800), qui fixe le délai pendant lequel les billets du syndicat pourront être employés à l'achat des domaines ruraux.

(2) Ce premier inspecteur général, supprimé par ordonnance du 21 juillet—8 août 1815, et rétabli par celle du 13 février—19 mars 1822, a été définitivement supprimé par celle du 27 août—1^{er} septembre 1830.

(3) Le premier inspecteur-général de l'arme du génie a été supprimé, rétabli, puis supprimé

N° 281. = 15 nivose an 8 (5 janvier 1800). = *ARRÊTÉ portant suppression du syndicat du commerce.* (III, Bull. XLIV, n° 303.)

Art. 1^{er}. Le syndicat du commerce est supprimé.

2. Dans le délai d'une décade, les commissaires du syndicat fourniront à la trésorerie nationale le compte et pièces justificatives de leurs opérations jusqu'à ce jour, pour être ledit compte arrêté par le ministre des finances, sauf l'approbation des consuls.

3. Dans le jour, le syndicat fera verser à la trésorerie nationale tous les fonds qu'il peut avoir en caisse, et successivement ceux qui pourraient lui être encore adressés par les receveurs-généraux de département.

4. Il sera restitué sans délai aux délégataires le quart de leurs délégations par eux cédé en exécution de l'arrêté du 7 thermidor ; cette restitution leur sera faite en mandats ou rescriptions de la trésorerie, acquittables dans les sommes et valeurs prescrites par l'arrêté de ce jour.

5. Les effets du syndicat continueront à être admis en paiement tant de la subvention de guerre que des contributions de l'an 7 et années antérieures, maisons et bâtimens à vendre à Paris, et domaines nationaux à aliéner en exécution de la loi du 26 vendémiaire an 7 ; le tout conformément aux lois et arrêtés qui en ont autorisé l'admission et déterminé le mode. — Les effets du syndicat participeront de plus à la répartition de fonds à faire chaque mois à la trésorerie nationale, conformément à l'arrêté de ce jour concernant les délégations.

N° 282. = 18 nivose an 8 (8 janvier 1800). = *ARRÊTÉ sur le service de la garde d'honneur du corps législatif et du tribunal.* (III, Bull. IV, n° 25.)

N° 283. = 19 nivose an 8 (9 janvier 1800). = *ARRÊTÉ concernant la nomination des membres des bureaux centraux (1), des commissaires de police et des officiers de paix.* (II, Bull. CCCXLV, n° 3528.)

Les membres des bureaux centraux, les commissaires de police et les officiers de paix, seront nommés par le premier consul, sur la présentation du ministre de la police générale.

N° 284. = 19 nivose an 8 (9 janvier 1800). = *LOI concernant les opérations et communications respectives des autorités chargées par la constitution de concourir à la formation de la loi (2).* (III, Bull. I, n° 1 ; B., LXXIX, 18.)

Art. 1^{er}. Quand le gouvernement a arrêté qu'un projet de loi sera proposé, il en prévient le corps législatif par un message.

2. Le gouvernement indique le jour auquel il croit que doit être ouverte la discussion sur le projet de loi.

3. Après qu'un orateur du conseil d'état a lu au corps législatif le projet de loi, et en a exposé les motifs, il en dépose sur le bureau trois expéditions.

4. Sur l'une de ces expéditions, mention est faite de la proposition de la

par des ordonnances de mêmes dates que celles citées en note du décret précédent. — Les inspecteurs généraux existent encore.

(1) Voyez ci-après l'arrêté du 21 nivose an 8 (11 janvier 1800), qui supprime la place de commissaire du gouvernement près ces bureaux.

(2) Voyez la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), et les notes ; et spécialement le tit. III, qui traite du pouvoir législatif.

loi ; et elle est remise, signée du président et des secrétaires, à l'orateur ou aux orateurs du gouvernement.

5. Une des autres expéditions est déposée aux archives du corps législatif.

6. La troisième expédition est adressée, sans délai, par le corps législatif, au tribunal.

7. Au jour indiqué par le gouvernement, le tribunal envoie au corps législatif ses orateurs, pour faire connaître son vœu sur la proposition de loi.

8. Si, au jour indiqué, le tribunal demande une prorogation de délai, le corps législatif, après avoir entendu l'orateur ou les orateurs du gouvernement, prononce s'il y a lieu ou non à la prorogation demandée.

9. Si le corps législatif décide qu'il y a lieu à prorogation, le gouvernement propose un nouveau délai.

10. Si le corps législatif décide qu'il n'y a pas lieu à prorogation, la discussion est ouverte.

11. Si le tribunal ne fait pas connaître son vœu sur le projet de loi, il est censé en consentir la proposition.

12. Le bureau du corps législatif ne peut fermer la discussion ni sur les propositions de loi, ni sur les demandes de nouveau délai, qu'après que chacun des orateurs du gouvernement ou du tribunal aura été entendu au moins une fois s'il le demande.

13. Pour mettre le gouvernement en état de délibérer s'il y a lieu ou non à retirer le projet de loi, les orateurs du gouvernement peuvent toujours demander l'ajournement, et l'ajournement ne peut leur être refusé.

14. Le corps législatif vote, dans tous les cas, de la manière suivante : deux urnes sont placées sur le bureau ; un secrétaire fait l'appel nominal des votans ; à mesure qu'ils se présentent au bureau, un autre secrétaire remet à chacun une boule blanche destinée à exprimer le *oui*, et une boule noire destinée à exprimer le *non* : une des urnes seulement est destinée à recevoir les votes ; dans l'autre sont jetées les boules inutiles. Quand l'appel est achevé, les secrétaires ouvrent, à la vue de l'assemblée, l'urne du scrutin, et font le compte des voix : le président proclame le résultat.

N^o 285. = 21 nivose an 8 (11 janvier 1800). = *ARRÊTÉ qui prescrit des mesures pour la dispersion et la destruction des rebelles dans les départemens de l'Ouest.* (II, Bull. CCCXLIV, n^o 3527.)

N^o 286. = 21 nivose an 8 (11 janvier 1800). = *ARRÊTÉ qui supprime la place de commissaire du gouvernement près les bureaux centraux.* (II, Bull. CCCXLV, n^o 3529.)

N^o 287. = 21 nivose an 8 (11 janvier 1800). = *LOI qui exige de tous les fonctionnaires publics, etc., une promesse de fidélité à la constitution* (1). (III, Bull. I, n^o 2 ; B., LXXIX, 20).

Art. 1^{er}. Les membres du sénat conservateur, ceux du corps législatif et du tribunal, les consuls de la république, les membres du conseil d'état, les ministres, les fonctionnaires publics dans l'ordre administratif et judiciaire, les officiers militaires de tout grade, les ministres d'un culte quel-

(1) Voyez la loi du 31 août—2 septembre 1830, qui a déterminé en dernier lieu la formule du serment des fonctionnaires publics ; et spécialement une lettre ministérielle du 26 prairial an 8 (SIR., I, 2, 251), relative aux effets de la loi du 21 nivose, à l'égard des ministres des cultes.

cônque, les instituteurs ; ceux qui remplissent habituellement ou momentanément des fonctions, places ou emplois publics, et, en général, toute personne assujétie jusqu'à présent, par quelques lois, à un serment ou déclaration, ne pourront commencer ou continuer l'exercice de leurs fonctions ou emplois, que préalablement ils n'aient fait la déclaration suivante : *Je promets d'être fidèle à la constitution.*

2. Toute autre formule de serment ou déclaration est abrogée.

N° 288. = 21 nivose an 8 (11 janvier 1800). = *LOI concernant le rachat et l'aliénation des rentes dues à l'état* (1). (III, Bull. 1, n° 3 ; B., LXXIX, 21.)

Art. 1^{er}. Toute rente due à la république pourra être rachetée par le débiteur, ou aliénée à des tiers, à raison de quinze fois la rente (2).

2. Le prix sera acquitté ainsi qu'il suit : un dixième dans le mois, et le surplus en trois obligations, payables, sans intérêt, de six mois en six mois, à compter du jour du rachat ou de l'acquisition.

3. La faculté ci-dessus durera six mois, à partir de la publication de la loi : dans les trois premiers mois, il n'y aura lieu qu'au rachat.

N° 289. = 23 nivose an 8 (13 janvier 1800). = *LOI qui suspend l'empire de la constitution dans les 12^e, 13^e, 14^e et 22^e divisions militaires.* (III, Bull. 1, n° 4 ; B., LXXIX, 22.)

N° 290. = 25 nivose an 8 (15 janvier 1800). = *ARRÊTÉ qui annule les décisions du directoire exécutif concernant les prises du corsaire l'Aventurier.* (II, Bull. CCCXLV, n° 3532.)

N° 291. = 26 nivose an 8 (16 janvier 1800). = *ARRÊTÉ contenant des mesures relatives aux lieux où la constitution est suspendue* (3). (II, Bull. CCCXLV, n° 3534.)

Art. 1^{er}. Le général commandant en chef l'armée de l'Ouest pourra faire des réglemens, même portant peine de mort, pour les lieux où la constitution est suspendue.

2. Le général en chef pourra imposer des contributions extraordinaires, par forme de peine, sur les communes, cantons ou départemens.—Il pourra

(1) Voyez le décret du 18—27 avril 1791, art. 14 et suiv., qui déterminent les conditions auxquelles les rentes emphytéotiques appartenant à l'état peuvent être aliénées ; celui du 13—14 septembre 1792, concernant la vente des rentes nationales constituées en argent ; celui du 3 messidor an 3 (21 juin 1795), § VIII, qui établit un nouveau mode de remboursement des rentes dues à l'état ; l'arrêté du 18 ventose an 8 (9 mars 1800), rendu pour l'exécution de la présente loi ; celui du 27 prairial suivant (16 juin 1800), qui détermine l'emploi des capitaux de rente dont le rachat et l'aliénation sont autorisés par cette même loi ; et celui du 14 fructidor an 8 (1^{er} septembre 1800), qui détermine le mode de liquidation des rentes nationales stipulées payables en nature.

Quant au mode de liquidation des rentes devenues nationales par suite de la confiscation qui en a eu lieu sur la personne des émigrés, voyez les lois citées dans le § 3 des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792.

(2) Les droits acquis du soumissionnaire d'une rente nationale ne peuvent détruire ceux que la loi accorde au débiteur de cette rente, pour conserver la faculté d'en opérer le rachat, lorsque d'ailleurs la soumission a été faite à une époque où la rente étant en litige n'était pas encore possédée par le domaine, et que les conditions prescrites par la loi n'étaient pas accomplies. Arr. du cons., 10 mars 1807, *SIR.*, XVI, 2, 222.

(3) Voyez la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), et les notes.

prendre les mesures usitées en pays ennemi pour assurer le paiement de ces contributions et le maintien de la tranquillité publique.

3. Les autorités existantes continueront provisoirement leurs fonctions.

4. Le gouvernement, lorsqu'il jugera nécessaire leur remplacement total ou partiel, nommera, pour chaque département, un lieutenant de justice et police, et un lieutenant d'administration et finances.

5. La justice criminelle sera exercée par un tribunal extraordinaire.

6. Ce tribunal sera composé du lieutenant de justice et police, de sept assesseurs, et d'un commissaire du gouvernement : l'un des assesseurs fera les fonctions de rapporteur. — Le tribunal sera présidé par le lieutenant, et, en son absence, par un assesseur. — Il sera nommé trois assesseurs suppléans.

7. Les assesseurs, les suppléans et le greffier, seront nommés par le lieutenant de justice et police.

8. Le tribunal procédera suivant les formes établies par la loi du 13 brumaire an 5 concernant les conseils de guerre. — Il se conformera, quant à l'application des peines, aux réglemens du général en chef, et, pour les cas qui n'y seront pas prévus, aux lois pénales ordinaires.

9. Le général en chef, les généraux sous ses ordres, les lieutenans de justice et police, et les commissaires du gouvernement, feront traduire devant les conseils de guerre les individus arrêtés les armes à la main, ou faisant partie de rassemblemens armés ; et devant les tribunaux extraordinaires, les prévenus de délits portés au Code pénal, ou de contraventions aux réglemens du général en chef.

10. Les mandats d'arrêt décernés en vertu de l'article précédent, seront exécutés provisoirement sur tout le territoire de la république ; mais les individus arrêtés hors des lieux où la constitution est suspendue, ne pourront être traduits devant les tribunaux désignés ci-dessus qu'avec l'autorisation du ministre de la justice.

11. Les jugemens du tribunal extraordinaire et des conseils de guerre seront exécutés sans appel, révision ni cassation. — Néanmoins, et en cas seulement de condamnation à mort, le général en chef pourra suspendre l'exécution du jugement, à la charge d'en référer dans les vingt-quatre heures au gouvernement. — Il n'est pas dérogé, par cet article, aux lois observées dans les conseils de guerre, pour les jugemens des délits militaires et l'exécution de ces jugemens.

12. Le lieutenant de justice et police pourra, avec l'approbation du général en chef, déterminer le lieu où siégera le tribunal, et en ordonner la translation.

13. En remplacement de chacun des tribunaux de police correctionnelle, le lieutenant de justice et police nommera un seul juge, pour connaître des délits qui sont de la compétence de la police correctionnelle. — Ses jugemens seront exécutés provisoirement, sauf l'appel devant le lieutenant de justice et police, qui statuera définitivement.

14. Les tribunaux civils et de commerce continueront leurs fonctions. Les juges qui les composent pourront être destitués et remplacés par le premier consul, sur le rapport du ministre de la justice. — La justice de paix, la police municipale seront maintenues ; mais le lieutenant de justice et police pourra destituer et remplacer provisoirement les juges de paix, les agens municipaux, les commissaires du gouvernement près les administrations municipales, et les commissaires de police.

15. Le lieutenant d'administration et finances remplacera l'administration centrale du département et le commissaire du gouvernement, dans toutes

celles de leurs fonctions qui ne sont pas attribuées ci-dessus au lieutenant de justice et police.

16. Le lieutenant d'administration et finances surveillera tous les agens et percepteurs des contributions directes ou indirectes, et en général ceux qui seront chargés des diverses parties de l'administration. — Il pourra nommer, pour les différentes branches de service, des agens extraordinaires, notamment pour la répartition et la perception des contributions ordinaires et des contributions extraordinaires que le général en chef pourrait imposer en vertu de l'article 2 du présent règlement.

17. Le lieutenant d'administration et finances pourra, avec l'approbation du général en chef, déterminer le lieu où siégera l'administration, et en ordonner la translation.

18. Les réglemens et les ordres du général en chef, relatifs aux habitans des lieux où la constitution est suspendue, seront envoyés par le chef de l'état-major-général aux lieutenans de justice et police, d'administration et finances, qui les feront publier et en instruiront le gouvernement dans les vingt-quatre heures.

19. Le lieutenant de justice et police, celui d'administration et finances, correspondront avec les ministres, suivant la division de leurs attributions.

20. Il n'est point dérogé par le présent règlement aux réglemens antérieurs concernant la marine.

N° 292. = 26 nivose an 8 (16 janvier 1800). = **LOI** sur l'aliénation des marais salans appartenant à l'état. (III, Bull. II, n° 11 ; B., LXXIX, 23.)

Art. 1^{er}. Les marais salans appartenant à la république dans les départemens de l'Ouest et sur les côtes de la Méditerranée seront aliénés.

2. Les enchères seront ouvertes sur une mise à prix de quinze années de revenu.

3. Le prix sera payé comme il suit : — Deux dixièmes en numéraire, dans le mois de l'adjudication ; et, dans le même délai, il sera fourni par l'acquéreur trois obligations ; la première, de payer trois dixièmes en numéraire dans le quatrième mois ; la seconde, de payer trois autres dixièmes en numéraire dans le septième mois ; et la troisième, de verser au trésor public, dans les trois mois suivans, deux dixièmes en dette publique, tiers consolidé, inscrit au grand-livre.

4. Les trois obligations payables dans les quatrième, septième et dixième mois, comprendront, outre le principal, les intérêts à raison de cinq pour cent, du jour de l'adjudication à celui de l'échéance de l'obligation.

N° 293. = 27 nivose an 8 (17 janvier 1800). = **ARRÊTÉ** relatif aux journaux (1). (II, Bull. CCCXLV, n° 3535.)

Art. 1^{er}. Le ministre de la police ne laissera, pendant toute la durée de la guerre, imprimer, publier et distribuer que les journaux ci-après désignés : — Le Moniteur universel ; le Journal des Débats et des Décrets ; le Journal de Paris ; le Bien-Informé ; le Publiciste ; l'Ami des Lois ; la Clef du Cabinet ; le Citoyen français ; la Gazette de France ; le Journal des Hommes libres ; le Journal du Soir par les frères Chaigneau ; le Journal des Défenseurs

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'art. 353 de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), le résumé complet des lois sur la presse, et particulièrement sur la publication des journaux.

de la patrie ; la Décade philosophique, — Et les journaux s'occupant exclusivement des sciences, arts, littérature, commerce, annonces et avis.

2. Le ministre de la police générale fera incessamment un rapport sur tous les journaux qui s'impriment dans les autres départemens.

3. Le ministre de la police veillera à ce qu'il ne s'imprime aucun nouveau journal, tant dans le département de la Seine que dans les autres départemens de la république.

4. Les propriétaires et rédacteurs des journaux conservés par le présent arrêté se présenteront au ministre de la police pour justifier de leur qualité de citoyens français, de leur domicile et de leur signature, et promettent fidélité à la constitution.

5. Seront supprimés, sur-le-champ, tous les journaux qui inséreront des articles contraires au respect dû au pacte social, à la souveraineté du peuple et à la gloire des armées, ou qui publieront des invectives contre les gouvernemens et les nations amis ou alliés de la république, lors même que ces articles seraient extraits des feuilles périodiques étrangères.

N° 294. = 27 nivose an 8 (17 janvier 1800). = **RÈGLEMENT intérieur du tribunal** (1). (Moniteur du 29 nivose an 8.)

Art. 1^{er}. Les sièges sont numérotés, et les places tirées au sort par les membres du tribunal, ou par le président pour les absens.

2. Aucun étranger ne peut s'introduire dans l'intérieur de la salle.

3. La salle n'est ouverte qu'au moment de la séance. Les membres du tribunal, après s'être réunis dans un local particulier, y arrivent chaque jour en corps, ayant à leur tête le président, suivi des secrétaires, et précédé des huissiers, messagers d'état et secrétaires-rédacteurs : la séance commencée, les huissiers ne peuvent dire à un membre qu'il est demandé par des personnes du dehors.

4. Durant la session du corps législatif, il n'est accordé aucun congé à un membre du tribunal, si ce n'est pour des affaires indispensables ou des raisons de santé : un tableau exprimant le jour où les congés sont accordés et le jour où ils expirent est affiché dans la salle.

5. Si, dans une occasion urgente, le tribunal se trouve en nombre insuffisant pour délibérer, l'absence de ceux qui ne sont pas en congé, en état de maladie, ou employés comme orateurs devant le corps législatif, est constatée par un appel nominal : une lettre du président, adressée à chacun d'eux, les avertit de se rendre à la première séance ; dans cette première séance, leurs noms sont proclamés, et, à la première assemblée où il assistent, le président leur dit : *Hier* (ou tel jour), *le tribunal s'est trouvé en nombre insuffisant pour délibérer, et vous n'étiez pas à votre poste.*

6. La séance commence par la lecture du procès-verbal de la veille : il est ensuite rendu compte des pétitions, mais il ne peut en être délibéré qu'après le rapport d'une commission spéciale.

7. Il n'est rendu compte des hommages de livres, écrits et autres objets adressés au tribunal, qu'à la suite des pétitions, et par un des secrétaires.

8. Immédiatement après, on passe à l'ordre du jour, qui ne peut être interrompu que par une décision de l'assemblée.

9. L'ordre du jour est affiché dès la veille.

(1) Voyez le règlement du 29 juillet 1789, à l'usage de l'assemblée constituante ; celui du 18 octobre 1791, à l'usage de l'assemblée nationale ; celui du 28 septembre 1792, à l'usage de la convention nationale ; le règlement intérieur de la chambre des députés, du 25 juin 1814, et celui du 2 juillet suivant, à l'usage de la chambre des pairs.

10. Le tribunal élit tous les mois un président et quatre secrétaires.

11. Les fonctions de président sont de maintenir l'ordre, de faire observer le règlement, d'accorder la parole, de poser les questions, d'annoncer le résultat des suffrages, de prononcer la décision de l'assemblée, et de porter la parole au nom du tribunal.

12. Le président rappelle à l'ordre l'orateur qui s'en écarte; s'il ne le fait pas, il peut y être invité.

13. Il ne peut prendre la parole, dans un débat, que pour présenter l'état de la question, ou y ramener; s'il veut discuter, il quitte le fauteuil.

14. Le président ouvre et clôt les séances, et annonce à la fin de chacune les objets dont on s'occupera dans la séance suivante. Il peut convoquer le tribunal dans l'intervalle d'une séance à l'autre, si des objets pressans l'exigent.

15. Si l'assemblée devient tumultueuse, et si le président ne peut la calmer, il se couvre; à l'instant tous les membres doivent se tenir assis, découverts, et en silence. Il se découvre lorsque le calme est rétabli.

16. Les secrétaires surveillent la rédaction du procès-verbal et en font lecture; ils tiennent note des arrêtés et des ajournemens prononcés, et de tout ce qui appartient au travail du bureau.

17. Le président et les secrétaires font les renvois aux commissions.

18. Tout signe d'approbation ou d'improbation, toute personnalité sont interdits aux membres du tribunal.

19. Si l'un d'eux trouble l'ordre, il y est rappelé nominativement par le président. S'il insiste, le président ordonne d'inscrire au procès-verbal le rappel à l'ordre. En cas de résistance, l'assemblée peut prononcer l'une des deux peines suivantes, savoir: l'inscription au procès-verbal avec censure, ou les arrêts pour trois jours au plus.

20. La parole est accordée à celui qui, rappelé à l'ordre, s'y est soumis, et demande à se justifier.

21. Tout membre a le droit de réclamer l'exécution du règlement.

22. Les lettres et paquets adressés au tribunal sont ouverts dans l'assemblée.

23. En l'absence du président, il est remplacé par le dernier des ex-présidens qui se trouvent dans la salle, ou, à leur défaut, par celui des secrétaires qui a réuni le plus de suffrages.

24. Les citoyens qui assistent aux séances du tribunal s'y tiennent assis et découverts; s'ils donnent des marques d'approbation ou d'improbation, ils sont sur-le-champ, d'après l'ordre du président, exclus du tribunal par l'huissier chargé d'y maintenir la police; s'ils troublent les délibérations, ils sont saisis, livrés et dénoncés à l'officier de police judiciaire, après avoir été entendus dans la salle des inspecteurs. Cet article est affiché dans les tribunes publiques.

25. Nul ne peut parler qu'après avoir demandé la parole au président, et l'avoir obtenue.

26. Un des secrétaires tient note de ceux qui demandent la parole, afin que chacun l'obtienne dans l'ordre de la demande.

27. La liste a son effet pour toute la durée de la discussion.

28. Celui qui a obtenu la parole se rend à la tribune.

29. Les opinans parlent alternativement pour et contre.

30. Nul ne parle plus de deux fois sur la même question, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

31. En toute délibération qui n'a point rapport, soit à un projet de loi proposé par le gouvernement, et communiqué au tribunal, soit aux traités

mentionnés en l'article 50 de la constitution, les motions de priorité, d'amendement, d'ajournement, d'ordre du jour, de question préalable, ont la préférence sur la motion principale, et en suspendent la discussion. Les sous-amendemens sont mis aux voix avant les amendemens.

32. Il est toujours permis de demander la parole pour poser la question.

33. Le travail préparatoire est renvoyé à des commissions spéciales.

34. Tous les membres du tribunal s'inscrivent sur une liste, avec désignation des parties de législation et d'administration qui leur sont plus connues, et sur lesquelles ils désirent d'être employés de préférence dans le travail préparatoire.

35. Pour former une commission de trois membres, le bureau en propose à l'assemblée un qui est pris indistinctement sur la liste générale : les deux autres proposés aussi par le bureau se prennent à tour de rôle parmi les noms que contient la division des matières correspondantes à l'objet de la commission.—Si la commission est de cinq membres, le bureau en propose deux sur la liste générale, et on en prend trois à tour de rôle sur la liste particulière.

36. Chaque commission nomme son rapporteur.

37. Il y a une commission des inspecteurs du palais du tribunal, nommée au scrutin et à la majorité absolue des voix, et composée de cinq membres qui se renouvellent chaque mois, au nombre de deux et de trois alternativement ; les membres sortans ne sont rééligibles qu'après un intervalle de quatre mois ; le premier renouvellement aura lieu le 1^{er} ventose prochain, au nombre de deux.

38. Lorsque les dépenses de l'intérieur du tribunal ont été déterminées par l'assemblée, après un rapport de cette commission, elle en arrête l'état particulier ; elle surveille d'ailleurs pour le tribunal la police qui lui est attribuée par la loi du 5 de ce mois ; elle est chargée de tous les détails d'administration, et elle rend, chaque mois, un compte sommaire qu'elle fait imprimer et distribuer.

39. Tout projet de loi communiqué aux termes de l'article 25 de la constitution, est renvoyé à une commission spéciale, qui le discute sans délai, et nomme un rapporteur : le rapport en est fait au tribunal assez promptement pour qu'il puisse ou demander un délai, ou le discuter devant le corps législatif au temps indiqué.

40. Le tribunal ayant à voter l'adoption ou le rejet des déclarations de guerre ou des traités de paix, d'alliance et de commerce, ne prend de délibérations qu'après avoir entendu une commission spéciale de cinq membres au moins, nommés au scrutin et à la majorité absolue des voix.

41. Dans le cas des deux articles précédens, dès que le tribunal a émis son vœu d'adoption ou de rejet, il le notifie au corps législatif par un message.

42. L'adoption ou le rejet que le tribunal doit voter, aux termes de l'article 28 de la constitution, s'énonce par cette formule : — « Le tribunal, lecture faite du projet de loi sur... proposé par le gouvernement le... et communiqué par le corps législatif le... lequel est ainsi conçu... (le projet de loi en entier) : *Après avoir entendu le rapport d'une commission spéciale, et discuté ledit projet*, en vote l'adoption, ou bien en vote le rejet.

43. Si le tribunal adopte l'avis de la commission concernant l'adoption ou le rejet d'un projet de loi, le rapporteur est un des orateurs du tribunal auprès du corps législatif ; les deux autres sont choisis au scrutin.

44. Lorsque, aux termes de l'article 29 de la constitution, le tribunal

exprime son vœu sur les lois faites et à faire, sur les abus à corriger, et sur les améliorations à entreprendre dans toutes les parties de l'administration publique, son arrêté, à cet égard, ne peut être rendu, — 1° Que six jours après que la proposition en a été faite par écrit, rédigée en articles, et déposée sur le bureau; — 2° Qu'après une seconde lecture suivie d'une discussion, si elle est demandée dans l'intervalle de six jours; — 3° Qu'après le rapport d'une commission spéciale.

45. Dans le cas où, d'après l'article 28 de la constitution, il est question de déférer au sénat conservateur pour cause d'inconstitutionnalité, soit les listes d'éligibles, soit les actes du corps législatif ou du gouvernement, aucun arrêté ne peut, à moins d'urgence reconnue à la majorité absolue des voix, être pris par le tribunal, qu'après un rapport et trois lectures en trois jours différens de la proposition rédigée par écrit, et déposée sur le bureau.

46. S'il y a lieu à exécuter de la part du tribunal les articles 72 et 73 de la constitution, les griefs contre les ministres qu'il s'agit de dénoncer sont : — 1° Rédigés par écrit; — 2° Déposés sur le bureau; — 3° Et soumis à trois lectures et trois discussions à huit jours d'intervalle, si elles sont demandées.

47. Aucune proposition étrangère à l'ordre du jour ne peut être faite qu'après avoir été rédigée par écrit, et déposée sur le bureau. Le président en prévient l'assemblée vingt-quatre heures avant la lecture, et les membres du tribunal ont droit d'en prendre connaissance.

48. Les rapports faits au nom d'une commission sont imprimés et distribués aux membres du tribunal, du corps législatif, du sénat conservateur et du conseil d'état, ainsi qu'aux consuls de la république et aux ministres; s'ils sont relatifs à des objets qui doivent être discutés devant le corps législatif, ils sont distribués avant le jour fixé pour la discussion. — Aucun autre écrit ou discours n'est imprimé aux frais du trésor public, à moins d'une délibération expresse du tribunal : ce qui est ainsi imprimé s'adresse également aux membres du sénat conservateur, à ceux du corps législatif, aux consuls de la république, aux conseillers d'état et aux ministres.

49. Lorsqu'il y a lieu à présenter un candidat au sénat conservateur, il se fait un premier scrutin indicatif. Trois jours après, il est procédé au scrutin d'élection. Le candidat ne peut être choisi qu'à la majorité absolue des voix; et si le premier et le second tour, qui ont lieu à vingt-quatre heures d'intervalle, ne la donnent à personne, il est procédé, aussi après vingt-quatre heures d'intervalle, à un troisième, où l'on ne vote plus que sur les deux citoyens qui ont obtenu le plus de voix; et, à égalité de suffrages, le plus âgé a la préférence.

50. Si le tribunal doit, à la même époque, présenter plusieurs candidats, il est procédé séparément pour chacun.

51. Le tribunal notifie au sénat conservateur, par un message, le résultat des scrutins relatifs aux candidats mentionnés en l'article 16 de la constitution.

52. A l'exception des scrutins pour la nomination, soit du président et des secrétaires, soit des candidats à présenter au sénat conservateur, soit des membres d'une commission spéciale chargée d'un rapport sur le vœu d'adoption ou de rejet à émettre par le tribunal, à l'égard des déclarations de guerre ou des traités de paix, d'alliance et de commerce : le dépouillement se fait, séance tenante, dans une pièce voisine de la salle, par un des secrétaires et trois scrutateurs désignés par le bureau à tour de rôle sur la liste générale.

53. En tout scrutin qui n'a pas des élections pour objet, on vote avec des boules *blanches* ou *noires*. La boule blanche exprime *oui*, et la boule noire exprime *non*.

54. En cas de doute dans une délibération prise par assis et levé, on vote au scrutin de la manière énoncée en l'article précédent.

55. Les boules se comptent par le bureau dans le sein de l'assemblée.

56. Dans les délibérations soit sur les projets de loi, soit sur les déclarations de guerre et les traités de paix, d'alliance et de commerce, soit relativement à l'exécution des articles 28, 29, 72 et 73 de la constitution, les suffrages ne se recueillent qu'au scrutin dans la forme désignée par l'article 53.

57. Le tribunal choisit hors de son sein deux secrétaires rédacteurs des procès-verbaux qui rendent compte sommairement de la discussion. Lorsqu'une de ces places est vacante, ceux qui se proposent pour la remplir ont six jours pour le déclarer à la commission des inspecteurs.

58. Les procès-verbaux adoptés sont mis au net, signés du président, d'un secrétaire, et envoyés de suite à l'imprimeur. — Les épreuves sont corrigées par les secrétaires-rédacteurs. — Il y a deux minutes originales des procès-verbaux, toujours signées par le président et les secrétaires qui ont tenu la séance; l'une est déposée aux archives, et l'autre reste au secrétariat du tribunal.

59. Il est gardé près de la salle, et exclusivement à l'usage des membres de l'assemblée, un exemplaire complet de toutes les lois rendues depuis le 6 mai 1789.

60. L'imprimeur qui communique directement avec la commission des inspecteurs délivre, tous les mois, au domicile des membres du tribunal, un exemplaire complet et broché des procès-verbaux.

61. Le bureau des procès-verbaux et celui des dépêches et pétitions reçoivent les ordres du président et des secrétaires.

62. Les arrêtés et actes du tribunal sont signés du président et des secrétaires, et revêtus du sceau.

63. Le chef du bureau des procès-verbaux a, sous sa responsabilité personnelle et la surveillance du président et des secrétaires, la garde du sceau du tribunal.

64. Les impressions relatives aux objets soumis à la discussion sont distribuées dans un bureau destiné à cet effet.

65. Toute pièce originale remise au tribunal est copiée. La copie collationnée par un des secrétaires et signée par lui reste au secrétariat. L'original est déposé aux archives.

66. Les messagers d'état attachés au tribunal se tiennent dans l'intérieur de la salle durant la séance; ils portent les messages aux autorités avec lesquelles le tribunal a des rapports, et ils sont alors accompagnés des huissiers. — Ils sont nommés par le tribunal.

67. Le nombre des huissiers attachés au tribunal se détermine après un rapport de la commission des inspecteurs.

68. Les membres du tribunal n'apostillent aucune pétition.

69. Le tribunal statue par un arrêté particulier, quand il est temps, sur la forme d'élection et les attributions de la commission que l'article 30 de la constitution donne la faculté d'établir, en cas d'ajournement.

N° 295. = 28 nivose an 8 (18 janvier 1800). = ARRÊTÉ qui destine un local à l'établissement de la banque de France. (III, Bull. 1, n° 5.)

N° 296. = 28 nivose an 8 (18 janvier 1800). = ARRÊTÉ qui prescrit la des-

tion des fonds que recevra la caisse d'amortissement (1). (III, Bull. I, n° 6.)

Art. 1^{er}. Tous les fonds que recevra la caisse d'amortissement seront versés par elle à la banque de France.

2. La moitié des fonds provenant des cautionnements à fournir par les receveurs-généraux de département en exécution de la loi du 6 frimaire dernier, sera portée en compte courant au crédit de la caisse d'amortissement; l'autre moitié sera convertie en actions de la banque, inscrites au nom de la caisse d'amortissement.

3. Les obligations des receveurs-généraux de département, qui auront été protestées sur eux, seront visées par l'administration de la caisse d'amortissement, et ensuite remboursées par la banque, jusqu'à concurrence tant des fonds qui y auront été versés à titre d'action, que de ceux qui existeraient alors dans ses caisses à titre de compte courant.

4. Le recouvrement desdites obligations sera poursuivi par la banque et à son profit, avec subrogation à tous les droits de la nation.

N° 297. = 28 nivose an 8 (18 janvier 1800). = *ARRÊTÉ relatif au mode de promulgation des lois* (2). (III, Bull. I, n° 7.)

Art. 1^{er}. Il y aura, dans le cabinet de travail des consuls, un coffre dans lequel seront déposés les sceaux de la république, et placés les décrets du corps législatif jusqu'au moment de leur promulgation.

2. Le secrétaire d'état recevra les décrets du corps législatif; il les déposera dans le coffre établi à cet effet. Le dixième jour après l'émission des décrets du corps législatif, le secrétaire d'état les représentera au premier consul, qui ordonnera l'apposition du sceau de l'état et la promulgation de la loi.

3. L'expédition officielle de la loi, signée, contre-signée, et scellée, sera transmise, dans le jour, au ministre de la justice, par le secrétaire d'état.

N° 298. = 28 nivose an 8 (18 janvier 1800). = *ARRÊTÉ qui ordonne la reprise des travaux maritimes* (3). (III, Bull. XLIV, n° 305.)

N° 299. = 29 nivose an 8 (19 janvier 1800). = *PROJET de formule, approuvé par le premier consul, pour la promulgation des lois*. (III, Bull. XLIV, n° 306.)

Au nom du peuple français, BONAPARTE, premier consul, proclame loi de la république le décret suivant, rendu par le corps législatif le ... sur la proposition faite par le gouvernement le ... communiquée au tribunal le ...

[TEXTE.]

Soit la présente loi revêtue du sceau de l'état, insérée au Bulletin des lois,

(1) Voyez la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, art. 98 et suiv., qui ordonne la liquidation de l'ancienne caisse d'amortissement, en établit une nouvelle, et détermine ses opérations, et les notes qui résument la législation.

(2) Voyez, sur cet objet, le décret du 2—5 novembre 1790, et les notes qui résument la législation.

Voyez spécialement l'avis du cons. d'état du 5 pluviôse an 8 (25 janvier 1800), portant que, sous la constitution de frimaire, les lois auront pour date le jour de leur émission par le corps législatif: il en a été de même sous l'empire.

(3) Voyez l'arrêté du 17 ventôse an 8 (8 mars 1800), concernant le service des travaux maritimes, et la note.

inscrite dans les registres des autorités judiciaires et administratives, et le ministre de la justice chargé d'en surveiller la publication.
A ..., le ..., an ... de la république.

Signé BONAPARTE, *premier consul*. Contre - signé, le *secrétaire d'état*..., Et scellé du sceau de l'état.

Approuvé : le *premier consul*, signé BONAPARTE. Par le *premier consul* : le *secrétaire d'état*, signé HUGUES-B. MARET. Le *ministre de la justice*, signé ABRIAL.

N° 300. = 1^{er} pluviôse an 8 (21 janvier 1800). = ARRÊTÉ concernant l'administration du trésor public (1). (III, Bull. I, n° 8.)

Art. 1^{er}. L'administration du trésor public fait partie des attributions du ministre des finances.

2. Un conseiller d'état est spécialement chargé de la direction générale du trésor public.

3. Les cinq commissaires de la trésorerie nationale sont supprimés.

4. Il sera nommé deux administrateurs, l'un pour la recette, l'autre pour la dépense.

5. Il y aura trois caisses dans le trésor public. — Une caisse générale fera toutes les recettes et toutes les dépenses en masse, et ne pourra, dans aucun cas, ni recevoir ni payer en détail. — Une caisse sera chargée uniquement de faire toutes les recettes journalières et de détail ; et elle versera, chaque jour, dans la caisse générale, tous les fonds qu'elle aura reçus. Le caissier général lui en donnera son récépissé sur le livre-journal tenu par ledit caissier, et visé par le contrôleur attaché particulièrement à ladite caisse. — Ce caissier fournira en même temps au caissier général l'état détaillé desdites recettes, relevé du livre-journal, et certifié tant par lui que par son contrôleur. — A la fin de l'année, ledit livre-journal sera remis par le caissier des recettes journalières, certifié de lui et de son contrôleur, au caissier général, qui lui en donnera décharge ; et le caissier général le présentera aux commissaires de la comptabilité nationale, pour servir de pièce de recette à l'appui de son compte. — Une troisième caisse recevra, tous les jours, de la caisse générale, les fonds nécessaires pour les dépenses de toutes les parties de l'administration ; et, sur les mandats des quatre payeurs généraux ci-après établis, elle paiera directement aux parties prenantes, jusqu'à concurrence des sommes destinées au service de chaque ministère. Le caissier de cette troisième caisse fournira d'abord au caissier général son récépissé du montant des sommes qu'il en aura reçues ; et il le retirera, en remettant à la fin du jour, audit caissier général, les mandats mêmes des payeurs, qu'il aura acquittés : ces mandats seront rendus, le 9 de chaque décade, aux quatre payeurs-généraux, lesquels fourniront en échange, au caissier général, un seul récépissé qui réunira l'ensemble de ces divers mandats, et fera la décharge provisoire dudit caissier général, en même temps qu'elle formera l'obligation comptable desdits payeurs.

6. Il y aura, dans l'enceinte de la trésorerie, quatre payeurs-généraux nommés par le premier consul, sur la proposition du conseiller d'état direc-

(1) Voyez le décret du 27 (10 et)—30 mars 1791, sur l'administration du trésor public, et les notes qui contiennent l'analyse de la législation sur cette matière.

Voyez spécialement l'ordonnance du 15—25 novembre 1817, contenant une nouvelle organisation du service de la recette et de la comptabilité.

teur du trésor public et la présentation du ministre des finances, savoir : — Un pour les dépenses de la guerre, un pour les dépenses de la marine, un pour la dette publique, un pour les dépenses diverses des autres parties de l'administration générale du gouvernement. — Ils examineront toutes les pièces de dépenses et les acquits des parties prenantes, après s'être assurés que les sommes demandées par elles font partie des ordonnances des ministres à imputer sur les crédits ouverts par le gouvernement aux diverses parties du service. En retirant ces acquits des parties prenantes, ils leur délivreront des mandats sur le payeur des dépenses journalières, qui les acquittera.

7. Il sera établi auprès de chaque payeur-général un contrôleur à la nomination du premier consul : ce contrôleur visera toutes les ordonnances du ministre auquel chacune de ces caisses correspondra, ainsi que les mandats qui seront délivrés par le payeur aux parties prenantes sur la caisse des dépenses journalières, tant pour les paiemens à faire à Paris, que pour les envois de fonds nécessaires aux départemens et aux armées; lesdits mandats ne seront valables qu'avec le *visa* du contrôleur.

8. Les quatre payeurs-généraux entreront en exercice au 1^{er} de germinal prochain; le service continuera, jusque-là, d'être exécuté dans la forme actuelle.

9. Lesdits payeurs-généraux nommeront les préposés qui seront jugés utiles au service dont ils seront chargés, tant à Paris que dans les départemens et aux armées, et ils les mettront en fonctions; mais ils ne pourront le faire qu'après en avoir obtenu l'agrément du conseiller d'état directeur du trésor, lequel pourra les destituer, lorsqu'il se sera convaincu qu'ils ont malversé dans l'exercice de leurs fonctions, ou qu'ils ne les remplissent pas avec assez d'ordre et d'exactitude.

10. Les préposés des quatre payeurs-généraux seront comptables envers eux de tous les fonds qu'ils auront reçus, et des paiemens qu'ils auront faits; et ils justifieront ceux-ci par des acquits en règle.

11. Lesdits payeurs-généraux rendront compte, tous les ans, à la comptabilité nationale, de la totalité de leur service, dans les trois premiers mois de l'année suivante. Leur recette sera constatée par les récépissés qu'ils auront délivrés au caissier de la caisse générale du trésor public; et leur dépense, par les acquits des parties prenantes, revêtus des formes prescrites par la loi.

12. Le caissier général présentera, tous les jours, au directeur-général du trésor public, deux états; l'un des sommes reçues dans le jour, certifié par le caissier particulier des recettes et par son contrôleur; l'autre, de tous les paiemens faits également dans le jour, par la caisse des dépenses, sur les mandats des payeurs-généraux; et ce second état sera certifié par le caissier des dépenses. — Ces états seront remis par le directeur-général aux deux administrateurs du trésor public, qui, après les avoir examinés, les remettront au bureau de la comptabilité centrale, afin d'en porter toutes les parties dans leurs comptes respectifs; ils passeront ensuite dans les divers bureaux établis pour suivre et contrôler l'universalité des recettes et des dépenses de la trésorerie. — A la fin de chaque décade, il sera fait un recensement double de ces états journaliers : un sera remis au ministre des finances, et l'autre au conseiller d'état directeur-général du trésor.

13. Avant le 1^{er} nivose de chaque année, le caissier général du trésor public présentera à la comptabilité nationale le compte de toutes les recettes et de toutes les dépenses qu'il aura faites dans l'année précédente. Il fournira à l'appui de ce compte, comme il a été dit à l'article 5, le livre-

journal des recettes particulières, qui formera sa recette, ainsi que les récépissés des receveurs-généraux, qui justifieront ses dépenses.

14. Il sera formé, dans l'intérieur du trésor public, divers bureaux, savoir :—Quatre bureaux dans lesquels on contrôlera tous les mouvemens de fonds de chacun des quatre payeurs-généraux, en suivant ceux qui seront sortis de la caisse des dépenses pour les départemens et les armées, jusqu'au dernier emploi auquel ils seront destinés; à cet effet, tous les préposés des payeurs-généraux enverront, chaque décade, au conseiller d'état directeur-général du trésor, les bordereaux, certifiés d'eux, des divers paiemens et viremens de fonds qu'ils auront faits pour toutes les parties du service;—Un bureau pour vérifier et contrôler la rentrée de toutes les contributions directes et indirectes, et s'assurer de l'exécution exacte des traités passés avec les receveurs-généraux des départemens;—Un bureau dans lequel on tiendra un registre journalier de toutes les créances foncières et viagères sur la nation; des transferts de propriété; des extinctions, et généralement de toutes les opérations relatives à la dette publique;—Un bureau de comptabilité centrale qui tiendra des comptes distincts et séparés pour chaque nature de recettes et de dépenses, de toutes les sommes qui seront entrées et sorties des différentes caisses, soit en espèces effectives, soit en passage de fonds, ou viremens par assignations, qu'il sera nécessaire de faire pour la facilité du service et éviter des transports inutiles de numéraire.

15. Tous les mois, le directeur-général du trésor rendra compte au premier consul, en présence du ministre des finances, de l'état de situation de toutes les caisses de receveurs et de payeurs, et lui fera connaître la bonne ou la mauvaise gestion des préposés. S'il s'en trouve dont la conduite ne présente pas toute la clarté et la sûreté qu'exige l'ordre de ses devoirs, le directeur-général proposera au premier consul de nommer le nombre de sujets qui sera nécessaire pour se transporter sur les lieux, et vérifier sévèrement l'état des caisses. Les fonctions de ces vérificateurs finiront avec la mission dont ils auront été chargés.

16. Il sera exigé de tous les caissiers, des payeurs-généraux et de leurs préposés, un cautionnement, dont une partie comptant en numéraire, l'autre en immeubles, et dont les quotités seront fixées par un règlement particulier.

17. La partie de numéraire provenant des cautionnemens des caissiers, des payeurs et de leurs préposés, sera versée à la caisse d'amortissement, aux mêmes conditions que celles des receveurs-généraux, conformément à la loi du 6 frimaire dernier.

18. Les bureaux qui sont maintenant occupés des comptabilités arriérées, ainsi que de la liquidation de la dette publique, seront transférés hors de l'enceinte de la trésorerie; et le directeur général proposera les moyens de confectionner promptement le travail dont ces bureaux sont chargés.

19. Le directeur général composera tous les bureaux de la trésorerie nationale, comme il le jugera convenable pour la clarté, la rapidité et le bon ordre des opérations du service.

20. Il sera statué par un règlement particulier, — 1^o sur le nombre de sujets nécessaire dans les divers bureaux intérieurs du trésor public; 2^o sur le nombre des préposés subordonnés aux quatre payeurs-généraux, et sur les lieux où le besoin du service exigera qu'ils soient établis; 3^o sur les traitemens qu'il sera juste d'accorder à tous.

21. Un autre règlement particulier déterminera les fonctions qui doivent être attribuées à l'agence judiciaire de la trésorerie, pour faire rentrer les débits des comptables et les autres objets dus au trésor.

N° 301.=2 pluviöse an 8 (22 janvier 1800). = **ARRÊTÉ** *relatif aux édifices destinés à l'exercice du culte et à la célébration des cérémonies publiques* (1). (III, Bull. I, n° 9.)

Art. 1^{er}. Les édifices remis, par l'arrêté du 7 nivose, à la disposition des citoyens pour l'exercice des cultes, et qui, antérieurement à l'époque de cet arrêté, servaient à la célébration des cérémonies décadaires, continueront de servir à cette célébration comme à celle des cérémonies des cultes.

2. Les autorités administratives régleront les heures qui seront données à l'exercice du culte et aux cérémonies civiles, de manière à prévenir leur concurrence : elles prendront les mesures nécessaires pour assurer le maintien du bon ordre et de la tranquillité, dans le temps consacré au culte et aux cérémonies civiles.

N° 302.=2 pluviöse an 8 (22 janvier 1800). = **ARRÊTÉ** *relatif à la solde des troupes*. (III, Bull. I, n° 10.)

N° 303.=2 pluviöse an 8 (22 janvier 1800). = **ARRÊTÉ** *concernant les officiers suspendus ou destitués*. (III, Bull. II, n° 14.)

N° 304.=4 pluviöse an 8 (24 janvier 1800). = **ARRÊTÉ** *qui règle le mode d'admission des bons de réquisition en paiement des contributions directes de n 8*. (II, Bull. II, n° 16.)

N° 305.=4 pluviöse an 8 (24 janvier 1800). = **ARRÊTÉ** *relatif au départ des conscrits* (2). (III, Bull. IV, n° 26.)

N° 306.=4 pluviöse an 8 (24 janvier 1800). = **ARRÊTÉ** *contenant règlement sur les opérations relatives à l'armement, à l'habillement et à l'équipement des conscrits* (3). (III, Bull. IV, n° 27.)

N° 307.=4 pluviöse an 8 (24 janvier 1800). = **ARRÊTÉ** *qui ordonne l'incorporation des bataillons de conscrits*. (III, Bull. IV, n° 28.)

N° 308.=5 pluviöse an 8 (25 janvier 1800). = **DÉLIBÉRATION** *du conseil d'état sur la manière de procéder contre les émigrés rentrés* (4). (III, Bull. V, n° 32.)

La section de justice, vu le rapport fait aux consuls par le ministre de la justice, renvoyé au conseil d'état par le premier consul, et à la section par

(1) Voyez, sur la police des cultes, la loi organique du concordat du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), et les notes.

(2) L'abolition de la conscription par l'art. 12 de la charte de 1814 rend sans objet toute la législation qui se rapporte à cet ancien mode de recrutement de l'armée.

(3) Voyez l'arrêté précédent, et la note.

(4) Voyez, sur le mode de jugement des émigrés, les notes qui accompagnent le décret du 13—16 septembre 1793.

Voyez aussi la loi du 12 ventose an 8 (3 mars 1800), qui détermine le mode d'application des lois sur l'émigration, et les notes.

le conseil ;—Ayant délibéré sur la question de savoir *comment on doit procéder contre les émigrés rentrés*,—A reconnu que l'article 95 de l'acte constitutionnel lève toute espèce de doute sur cette question.—Cet article, en même temps qu'il déclare qu'en aucun cas la nation française ne souffrira le retour des Français émigrés, reconnaît formellement que les lois rendues contre les émigrés n'ont pas cessé d'exister.—Si elles existent aujourd'hui comme par le passé, les formes, les tribunaux, les peines, créées par elles seules et pour elles seules, existent en même temps.—Et la constitution n'ayant apporté aucune modification ni à la peine, ni aux formes qui dirigent l'application de la peine, l'émigré rentré peut être aujourd'hui, comme par le passé, traduit devant les tribunaux militaires créés par les lois qui forment encore aujourd'hui le code des émigrés ; et ces tribunaux peuvent aujourd'hui, comme par le passé, soumettre l'émigré rentré à la reconnaissance de l'identité.—La section pense que, par la suite, il sera peut-être utile et politique de solliciter une loi qui ne punisse d'abord que de la *déportation* l'infraction au bannissement, et qui n'applique la peine de mort qu'à l'infraction de cette dernière peine.—Cette modification fait partie du travail général sur les émigrés, soumis au conseil.—Mais la section reconnaît que le gouvernement ne peut attendre dans l'inaction l'époque où cette modification pourra être admise, et que, par provision, les lois existantes peuvent et doivent recevoir leur application.—Elle estime que, pour éviter de déplorables abus, le gouvernement devrait se réserver à lui seul le droit de former toute commission spéciale et d'y traduire l'émigré.—Le conseil d'état, après avoir, sur le renvoi des consuls et sur le rapport de la section de la justice, discuté l'avis ci-dessus, l'approuve, et arrête qu'il sera présenté aux consuls, dans la forme prescrite par le règlement.

N° 309.—5 pluviôse an 8 (25 janvier 1800).—**DÉLIBÉRATION** du conseil d'état sur la date des lois. (III, Bull. VI, n° 37.)

La section de législation, sur le rapport du bureau de l'envoi des lois, est d'avis que la véritable date de la loi est celle de son émission par le corps législatif. Trois choses sont nécessaires à la formation de la loi : sa proposition par le gouvernement, sa communication au tribunat, et son acceptation par le corps législatif. A la vérité, la promulgation doit être suspendue pendant dix jours pour donner lieu au recours en inconstitutionnalité devant le sénat conservateur ; mais si ce recours n'est pas exercé, il en résulte seulement que la loi est jugée constitutionnelle par les deux autorités qui ont droit d'exercer le recours ; et si ce recours a lieu, et que le sénat ne le déclare pas fondé, il en résulte encore que l'acte dénoncé n'est pas inconstitutionnel, et que par conséquent il est loi. Mais dans l'un et l'autre cas, l'acte du corps législatif est loi du moment de son émission.—La promulgation est nécessaire, sans doute ; mais seulement pour faire connaître la loi, pour la faire exécuter : c'est la première condition, le premier moyen de son exécution, et voilà pourquoi elle appartient au pouvoir exécutif. Le gouvernement a une part à la législation, mais seulement par la proposition de la loi ; et quand il la promulgue, ce n'est plus comme partie intégrante du pouvoir législatif, mais seulement comme pouvoir distinct et séparé, comme pouvoir exécutif. Et il faut bien se garder de confondre cette promulgation avec la sanction que le roi constitutionnel avait en 1791, ou avec l'acceptation que le conseil des anciens avait par la constitution de l'an 3. Cette sanction et cette acceptation étaient parties nécessaires de la formation de la loi, et ne ressemblaient en rien à sa promulgation. Aussi la

loi datait-elle, en 1791, du jour de la sanction, et sous la constitution de l'an 3, du jour de l'acceptation par les anciens, et non du jour de sa promulgation, soit par le roi constitutionnel, soit par le directoire exécutif.—Ainsi, sous la constitution actuelle, elle doit dater du jour de son émission par le corps législatif, dernière condition essentielle à sa formation (1). —Le conseil d'état, après avoir, sur le rapport de la section de législation, discuté l'avis motivé ci-dessus et d'autre part, l'approuve, et arrête qu'il sera présenté aux consuls dans la forme prescrite par le règlement.

N° 310.—9 pluviôse an 8 (29 janvier 1800).—ARRÊTÉ qui règle les fonctions des commissaires des guerres et des inspecteurs aux revues (2). (III, Bull. v, n° 33.)

Art. 1^{er}. Les fonctions attribuées aux commissaires des guerres seront désormais partagées entre deux corps distincts et indépendans l'un de l'autre. —Le premier, sous le titre d'*inspecteurs aux revues*, sera chargé de l'organisation, embrigadement, incorporation, levée, licenciement, solde et comptabilité des corps militaires, de la tenue des contrôles, et de la formation des revues: il sera immédiatement sous les ordres du ministre de la guerre.—Le second, sous le titre de *commissaires des guerres*, conservera les autres détails de l'administration militaire qui lui sont attribuées par la loi du 28 nivôse an 3; savoir: —1° La surveillance des approvisionnemens en tout genre, tant aux armées que dans les places; —2° La levée des contributions en pays ennemi; —3° La police des étapes et convois militaires; —4° Des équipages des vivres, de l'artillerie et de l'ambulance; —5° Des hôpitaux, des prisons, corps-de-garde et autres établissemens militaires; —6° Les distributions de vivres, fourrage, chauffage, habillement et équipement; —7° La vérification des dépenses résultant de ces distributions, et de toutes les autres dépenses, excepté celles de la solde.

2. Le corps des inspecteurs aux revues sera organisé ainsi qu'il suit: —Inspecteurs-généraux, six; inspecteurs, dix-huit; sous-inspecteurs, trente-six.—Total soixante.

3. Les inspecteurs-généraux feront, tous les ans, une revue générale de chacun des corps de l'armée: cette revue aura pour objet, 1° de constater l'effectif actuel de chaque corps et les mouvemens qui auront eu lieu pendant l'année; —2° De présenter la situation de l'habillement, équipement et de l'armement, et de faire connaître ses besoins pour l'année suivante; —3° D'indiquer les fournitures en tout genre qui lui auront été faites pendant l'année; —4° D'arrêter définitivement leur comptabilité.

4. Les inspecteurs-généraux résideront à Paris, hors le temps de leurs tournées, et formeront près du ministre de la guerre un comité central des

(1) Aujourd'hui, la loi n'ayant d'existence que par la sanction du roi, d'après l'art. 18 de la charte de 1830, c'est nécessairement la date de cette sanction qui est celle de la loi.

Il en était de même sous la restauration, d'après l'art. 22 de la charte de 1814.

(2) Quoique les corps des commissaires des guerres et des inspecteurs aux revues aient été supprimés par l'ordonnance du 29 juillet—30 septembre 1817, qui les a remplacés par les intendans militaires, nous croyons devoir insérer le présent règlement, parce que les intendans militaires remplissent aujourd'hui les fonctions de leurs devanciers, aux termes de l'art. 9 de ladite ordonnance et de celle du 18 septembre—1^{er} août 1822, art. 14. Tout ce qui, dans le présent arrêté, concerne l'organisation des commissaires des guerres et des inspecteurs aux revues est abrogé.

Voyez l'ordonnance du 29 juillet—30 septembre 1817, et les notes.

Voyez aussi, sur les commissaires des guerres, le décret du 20 septembre—14 octobre 1791, et les notes qui résument la législation.

revues et d'administration des troupes.—Ce comité sera présidé par un des inspecteurs-généraux, qui travaillera directement avec le ministre et lui fournira tous les renseignemens qu'il pourra désirer, tant sur l'effectif et la solde des troupes, que sur la situation de leur habillement, équipement et armement.

5. Les inspecteurs feront, tous les trois mois, la revue des corps militaires qui leur seront désignés par les inspecteurs-généraux. — La revue se fera par appel nominal, sur les états qui seront remis aux inspecteurs au moment de leur arrivée, et qui seront certifiés, savoir : pour l'état-major des demi-brigades et régimens, par les commandans des corps ; et, pour les compagnies, par les capitaines ou officiers qui se trouveront commander les compagnies.—Ces états contiendront les noms des officiers, sous-officiers et soldats, ainsi que les notes de toutes les mutations qui auront eu lieu pour chaque homme dans l'intervalle d'une revue à l'autre ; ils contiendront en outre, pour les troupes à cheval, l'effectif des chevaux, et les mutations survenues depuis la dernière revue.

6. Indépendamment de ces états, il sera adressé, toutes les décades, aux inspecteurs les notes journalières des mouvemens qui auront eu lieu dans le corps, pour être inscrites jour par jour sur des contrôles particuliers qui seront tenus par les inspecteurs.—Ces états de mouvemens seront signés par l'officier chargé du détail, et visés par le commandant du corps.

7. Tout officier qui sera convaincu d'avoir porté sur les états mentionnés aux articles 5 et 6, un plus grand nombre d'hommes ou de chevaux que ceux qui existaient réellement, ou qui les aurait employés pour plus de temps qu'ils ne doivent y être, sera dénoncé au général de l'armée ou de la division, qui le fera traduire devant un conseil de guerre, pour y être jugé comme dilapidateur des deniers de la république.

8. Les inspecteurs se feront représenter, au moment de leur revue, les contrôles qui doivent être tenus par les ordres des conseils d'administration, et vérifieront si les mouvemens qui ont été portés se trouvent conformes à ceux qui leur auront été remis par les commandans des compagnies : ils arrêteront et signeront ces contrôles, et rendront compte au ministre des négligences ou des abus qui pourront s'y être glissés.

9. Ils vérifieront également et arrêteront les registres relatifs aux diverses parties de la comptabilité des corps.

10. L'arrêté de la revue contiendra, 1° le nombre des hommes de chaque grade présens ; 2° le nombre de jours pendant lesquels ils devront être payés ; 3° le décompte de la somme à payer conformément aux lois sur la solde. — Il sera ajouté au décompte le montant de la masse d'entretien, et de toutes celles qui pourront être mises à la disposition des conseils d'administration.

11. Il sera fait quatre expéditions de ces revues : la première sera remise au payeur de l'armée ou de la division ; la seconde, à l'ordonnateur, pour servir de base à la comptabilité de toutes les fournitures ; la troisième, au conseil d'administration des corps que la revue concernera ; la quatrième sera adressée aux inspecteurs-généraux formant le comité central des revues à Paris.—Cette dernière expédition sera accompagnée de deux états, servant à constater, 1° la situation de l'habillement, de l'équipement et de l'armement ; —2° la situation de la caisse au moment de la revue.—Ces deux états seront certifiés par les conseils d'administration, et visés par les inspecteurs.

12. Indépendamment de ces revues, les inspecteurs formeront, tous les mois, d'après les états de mouvemens qui leur seront remis conformément

à l'article 5, un tableau général de l'effectif des troupes dont l'inspection leur aura été confiée ; ils l'adresseront au comité central dans la première décade de chaque mois.

13. Les sous-inspecteurs feront , d'après les ordres des inspecteurs , des revues particulières et inopinées , toutes les fois que le bien du service pourra l'exiger : l'objet de ces revues sera de vérifier si les contrôles sont tenus avec exactitude et fidélité , et de constater l'effectif des hommes et des chevaux.

14. Les sous-inspecteurs seront sous les ordres immédiats des inspecteurs , et seront employés au travail des revues , qu'ils ne pourront signer qu'en l'absence des inspecteurs , et lorsqu'ils seront détachés avec des corps de troupes éloignés du quartier-général ou de la résidence ordinaire de l'inspecteur.

15. Les inspecteurs-généraux , inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues , seront toujours au choix du gouvernement. Ils seront pris parmi les officiers généraux et supérieurs , et les ordonnateurs qui en seront jugés susceptibles par leurs talens , leur zèle et leur moralité.

16. Les inspecteurs-généraux auront le grade et le traitement de généraux de division ; les inspecteurs , le grade et le traitement de généraux de brigade. — Les sous-inspecteurs seront divisés en deux classes : les dix-huit de la première auront huit mille francs de traitement ; les dix-huit de la seconde , sept mille francs ; les uns et les autres auront le rang de chef de brigade , et les rations attribuées à ce grade.

17. Les inspecteurs-généraux recevront une indemnité pour les frais de tournée ; elle sera fixée par le ministre de la guerre , conformément au nombre de lieues qu'ils auront à parcourir , et suivant ce qui est réglé pour les frais de route accordés aux généraux qui voyagent avec ordre d'urgence. — Les frais de bureau du comité central seront également fixés par le ministre , et imputés sur les fonds affectés à la dépense de ses bureaux.

18. Les inspecteurs-généraux qui seront employés aux armées , jouiront d'un supplément de traitement de mille francs par mois , à titre d'indemnité , pour frais extraordinaires de bureau et de tournée.

19. Il sera accordé aux inspecteurs une indemnité pour leurs frais de bureau ; elle sera réglée par le ministre de la guerre , d'après le nombre de corps qu'ils auront à inspecter : cette dépense ne pourra excéder quarante francs par mois , pour chaque demi-brigade ou régiment d'artillerie et de troupes à cheval ; elle sera acquittée sur les fonds affectés aux dépenses extraordinaires des armées.

20. Les sous-inspecteurs n'auront droit à l'indemnité ci-dessus , que lorsqu'ils rempliront les fonctions d'inspecteurs , et pendant le temps qu'ils les rempliront.

21. L'uniforme des inspecteurs aux revues sera réglé ainsi qu'il suit : — Habit de drap écarlate , collet et paremens de drap bleu national , veste et culotte blanches , bouton de cuivre doré , semblable à celui de l'état-major. — Les inspecteurs-généraux auront la broderie des généraux de division ; les inspecteurs , celle des généraux de brigade ; et les sous-inspecteurs , celle des adjudans-généraux.

22. Le corps des commissaires des guerres sera organisé ainsi qu'il suit : — Commissaires-ordonnateurs , trente-cinq ; commissaires ordinaires de première classe , cent vingt ; commissaires ordinaires de deuxième classe , cent vingt ; adjoints , trente-cinq. — Total , trois cent dix. — Les commissaires-ordonnateurs et ordinaires continueront à être chargés aux armées , et dans les

divisions militaires, des détails d'administration qui leur sont attribués par la loi du 28 nivose an 3 et l'instruction qui fait suite à ladite loi, à l'exception des revues et autres détails qui sont réservés aux inspecteurs aux revues par le présent règlement.

23. Les dépenses résultant de toutes les fournitures qui seront faites aux troupes ne pourront être acquittées que sur les ordonnances des commissaires-ordonnateurs, et d'après les états vérifiés et arrêtés par les commissaires des guerres; mais ils seront tenus de se conformer, les uns et les autres, aux livrets des revues qui seront fournis par les inspecteurs, ces livrets devant être la base fondamentale et unique de toutes les comptabilités.

24. La solde des commissaires des guerres sera réglée ainsi qu'il suit : — Aux commissaires-ordonnateurs, dix mille francs; aux commissaires de première classe, cinq mille francs; aux commissaires de seconde classe, quatre mille francs; aux adjoints, dix-huit cents francs. — Les ordonnateurs qui seront chargés en chef de l'administration d'une armée, recevront, en sus de leurs appointemens, une indemnité de mille francs par mois.

25. Les frais de bureau des ordonnateurs en chef continueront à être payés sur les états de la dépense effective, appuyés de pièces justificatives : les autres ordonnateurs recevront une indemnité de deux cent cinquante francs par mois; les commissaires ordinaires de première et deuxième classe, de cent vingt-cinq francs. — Les adjoints n'auront aucun droit à cette indemnité.

26. Le logement, soit en nature, soit en argent, sera réglé conformément à ce qui est prescrit par la loi du 28 nivose an 3.

27. Quant aux rations de vivres et fourrages, les ordonnateurs en chef aux armées seront traités comme les généraux de division; les autres ordonnateurs, comme les chefs de brigade de cavalerie.

28. L'uniforme des commissaires des guerres sera le même que celui qui leur a été précédemment réglé, à l'exception des revers rouges qui sont supprimés.

29. Les commissaires ordonnateurs et ordinaires seront choisis parmi les commissaires ordonnateurs et ordinaires actuels, ou qui ont été réformés depuis le 4 brumaire an 4, et parmi les officiers de la ligne et de l'état-major qui en seront jugés susceptibles; — Et les adjoints, parmi les élèves qui ont été admis à servir en cette qualité près des ordonnateurs.

30. Cette première organisation faite, nul ne pourra entrer dans le corps des commissaires des guerres que d'après un examen qui sera ouvert tous les ans au lieu indiqué par le ministre de la guerre. Cet examen roulera sur les élémens de mathématiques, et sur la théorie de l'administration militaire, c'est-à-dire sur la composition des corps des diverses armes, sur la solde et les fournitures qui doivent leur être faites, et le mode de comptabilité de toutes les dépenses.

31. Il ne sera admis à cet examen que les citoyens français, âgés de vingt-un ans, qui justifieront avoir servi au moins trois ans dans les troupes, et qu'ils sont actuellement officiers. Ils devront être porteurs de certificats de bonne conduite, délivrés par les conseils d'administration, et, s'ils ne tiennent à aucun corps, par l'état-major de l'armée ou de la division à laquelle ils sont attachés.

32. Les adjoints parviendront aux places de commissaires de seconde classe, un tiers à l'ancienneté, et les deux autres tiers au choix. — Les commissaires de seconde classe parviendront également à la première, un tiers par ancienneté, et les deux autres tiers au choix. — Les ordonnateurs seront

tous au choix du gouvernement, et pris parmi les commissaires des guerres de première classe.

33. Les commissaires-ordonnateurs et ordinaires des guerres, qui ne seront pas compris dans la nouvelle organisation, jouiront du traitement de réforme déterminé par la loi du 28 fructidor an 7. Ceux qui ont été précédemment employés comme officiers dans la ligne, pourront y être placés dans les grades dont ils seront jugés susceptibles.

N° 311. = 9 pluviôse an 8 (29 janvier 1800). = *ARRÊTÉ relatif à la liquidation des débits des comptables du département de la Seine.* (III, Bull. v, n° 34.)

N° 312. = 14 pluviôse an 8 (3 février 1800). = *ARRÊTÉ relatif aux équipages d'artillerie* (1). (III, Bull. v, n° 36.)

N° 313. = 16 pluviôse an 8 (5 février 1800). = *Loi qui proroge le délai accordé aux engagistes et échangistes non maintenus, pour faire la déclaration prescrite par la loi du 14 ventôse an 7* (2). (III, Bull. vi, n° 40; B., LXXIX, 35.)

Art. 1^{er}. Il est accordé un délai de trois mois, à compter de la publication de la présente, aux engagistes et échangistes non maintenus par la loi du 14 ventôse an 7 sur les domaines engagés, pour faire la déclaration prescrite par l'article 13 de ladite loi. — Ce nouveau délai expiré, la déchéance sera irrévocable contre ceux qui n'en auront pas profité.

2. Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux domaines engagés qui auraient été aliénés par la république depuis la déchéance des engagistes et échangistes.

N° 314. = 17 pluviôse an 8 (6 février 1800). = *ARRÊTÉ relatif au mode de jugement des prisonniers de guerre.* (III, Bull. vi, n° 41.)

Les prisonniers de guerre étrangers sont justiciables des conseils de guerre pour tous les délits dont ils pourraient se rendre coupables, excepté les cas de révolte à main armée, auxquels cas ils seront jugés par des commissions militaires.

N° 315. = 17 pluviôse an 8 (6 février 1800). = *ARRÊTÉ qui règle le mode d'admission et d'avancement dans le corps de la gendarmerie* (3). (III, Bull. vi, n° 42.)

N° 316. = 18 pluviôse an 8 (7 février 1800). = *Loi qui proroge le délai accordé aux acquéreurs des domaines nationaux pour fournir des obligations.* (III, Bull. iv, n° 29; B., LXXIX, 38.)

Art. 1^{er}. Le délai dans lequel les acquéreurs de domaines nationaux dé-

(1) Voyez la note qui accompagne le titre de l'arrêté du 13 nivôse an 8 (3 janvier 1800) : elle explique les motifs qui nous portent à supprimer le présent.

(2) Voyez cette loi et les notes étendues qui l'accompagnent.

(3) Voyez, sur l'organisation de la gendarmerie, la loi du 28 germinal an 6 (17 avril 1798), qui abroge tous les réglemens antérieurs, par son art. 235, et les notes. — Le mode d'avancement dans le corps de la gendarmerie a été déterminé de nouveau par l'arrêté du 3 vendémiaire an 9 (25 septembre 1800); par l'ordonnance du 11—21 juillet 1814, art. 4; par celle du 2—31 août 1818, tit. XV; et finalement par celle du 29 octobre—29 novembre 1820, art. 14 et suiv., qui forment le dernier état des choses.

signés en la loi du 11 frimaire dernier (1) devaient fournir des obligations, est prorogé jusqu'au 1^{er} germinal prochain : en conséquence, ceux qui avaient encouru la déchéance à défaut d'avoir fourni lesdites obligations, en seront relevés, à la charge par eux d'effectuer, aux termes fixés par la même loi, la totalité des paiemens en numéraire auxquels ils sont tenus.

2. La partie du prix payable en effets de la dette publique sera acquittée avant le 1^{er} floréal prochain.

N^o 317. = 25 pluviôse an 8 (14 février 1800). = *ARRÊTÉ relatif à l'uniforme des préposés à la régie des douanes qui sont habituellement armés.* (III, Bull. VI, n^o 48.)

N^o 318. = 27 pluviôse an 8 (16 février 1800). = *ARRÊTÉ contenant règlement sur la régie des poudres et salpêtres* (2). (III, Bull. VII, n^o 52.)

N^o 319. = 28 pluviôse an 8 (17 février 1800). = *LOI concernant la division du territoire français et l'administration* (3). (III, Bull. XVII, n^o 115; B., LXXIX, 51.)

TITRE I^{er}. — *Division du territoire.*

Art. 1^{er}. Le territoire européen de la république sera divisé en départemens et en arrondissemens communaux, conformément au tableau annexé à la présente loi.

TITRE II. — *Administration.*

§ I^{er}. — *Administration de département.*

2. Il y aura dans chaque département un préfet, un conseil de préfecture et un conseil général de département, lesquels rempliront les fonctions exercées maintenant par les administrations et commissaires de département. — Le conseil de préfecture sera composé de cinq membres (4), et le conseil général le sera de vingt-quatre dans les départemens ci-après nommés : — Aisne, Calvados, Charente-Inférieure, Côtes-du-Nord, Dordogne, Escaut, Eure, Finistère, Haute-Garonne, Gironde, Isère, Ile-et-Vilaine, Jemmappe, Loire-Inférieure, Lys, Maine-et-Loire, Manche, Mont-Blanc, Morbihan, Nord, Orne, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Bas-Rhin, Saône-et-

(1) Voyez cette loi du 11 frimaire an 8 (2 décembre 1799), et les notes.

Une circulaire de la régie, portant la date du 11 messidor an 8 (SIR., I, 2, 156), a décidé que les biens des successions de condamnés, qui entraient dans la main de la nation, par la déchéance des acquéreurs, devaient être remis aux héritiers de ces condamnés.

(2) Ce règlement est aujourd'hui sans intérêt : il n'y a plus de régie particulière des poudres et salpêtres, l'ordonnance du 25 mars—2 avril 1818 ayant placé ce service dans les attributions de l'administration des contributions indirectes.

Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 23 septembre—19 octobre 1791, le résumé de la législation des poudres et salpêtres : elles indiquent les changemens opérés dans l'administration.

(3) Voyez, sur le même objet, le décret du 26 février (15 janvier, 16 et)—4 mars 1790; celui du 19 vendémiaire an 4 (11 octobre 1795); l'arrêté du 17 ventôse an 8 (8 mars 1800), rendu pour l'exécution de la présente loi et concernant l'établissement des préfectures; et celui du même jour, qui détermine le mode d'installation, les fonctions et le costume des préfets, etc. — Voyez encore les notes spéciales qui vont suivre sur les dispositions de la présente loi. L'organisation qu'elle a créée subsiste encore en son entier.

(4) Une ordonnance du 6—15 novembre 1817 avait réduit à trois, pour tous les départemens, le nombre des conseillers de préfecture; mais cette ordonnance a été rapportée par celle du 1^{er}—22 août 1820.

Voyez encore le décret du 16 juin 1808, qui détermine le mode de remplacement des membres des conseils de préfecture, en cas d'empêchement.

Loire, Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Oise, Somme.—Le conseil de préfecture sera composé de quatre membres, et le conseil général le sera de vingt, dans les départemens ci-après nommés : —Ain, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Charente, Côte-d'Or, Dyle, Gard, Loire, Lot, Lot-et-Garonne, Mayenne, Meurthe, Moselle, Oise, Ourthe, Basses-Pyrénées, Rhône, Sarthe, Yonne.—Le conseil de préfecture sera composé de trois membres, et le conseil général le sera de seize, dans les départemens ci-après nommés : —Allier, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Ardennes, Ariège, Aube, Aude, Cantal, Cher, Corrèze, Creuse, Doubs, Drôme, Eure-et-Loir, Forêts, Gers, Golo, Hérault, Indre, Indre-et-Loire, Jura, Landes, Liamone, Loir-et-Cher, Haute-Loire, Loiret, Lozère, Léman, Marne, Haute-Marne, Meuse, Meuse-Inférieure, Deux-Nèthes, Nièvre, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Haut-Rhin, Sambre-et-Meuse, Haute-Saône, Seine-et-Marne, Deux-Sèvres, Tarn, Var, Vaucluse, Vendée, Vienne, Haute-Vienne, Vosges.

3. Le préfet sera chargé seul de l'administration (1).

(1) Voyez les arrêtés des 17 nivose an 9 (7 janvier 1801), 13 germinal suivant (3 avril 1801), et 27 pluviôse an 10 (16 février 1802); l'ordonnance du 29 mars—7 avril 1821, concernant le remplacement des préfets, en cas d'absence, de mort, d'empêchement ou de délégation; et le décret du 24 messidor an 12 (13 juillet 1804), qui détermine leur rang dans les cérémonies publiques et les honneurs qui leur sont dus.

Les préfets ne peuvent faire des réglemens d'administration publique, ni étendre ou interpréter ceux qui existent. Arr. du cons., 13 novembre 1810, *SIR.*, Jur. du cons., I, 429. — Ni annuler les arrêtés des anciennes administrations centrales. Arr. du cons., 29 décembre 1812, *SIR.*, Jur. du cons., II, 162. — Ni connaître des contestations auxquelles ces arrêtés peuvent donner lieu. Arr. du cons., 26 juillet 1826, *MAC.*, VIII, 448. — Ni ordonner l'exécution, même provisoire, des arrêtés des conseils de préfecture. Arr. du cons., 30 mars 1821, *MAC.*, I, 597. — Ils peuvent interpréter les arrêtés réglementaires par eux pris antérieurement; mais ils sont incompétens pour ordonner la destruction d'ouvrages supposés faits en contravention à ces arrêtés. Arr. du cons., 22 juin 1825, *MAC.*, VII, 313. — Les arrêtés des préfets n'ont en général de force que pour ce qui concerne l'administration, et non pour ce qui peut changer l'ordre des juridictions établi par la loi. Cass., 8 thermidor an 13, *SIR.*, VII, 2, 793; Bull. crim., X, 339. — L'autorité des préfets, en ce qui touche les réglemens municipaux, n'est pas restreinte au droit d'approuver, modifier, ou annuler ces réglemens; elle comporte aussi le droit de régler par des arrêtés les matières confiées à la surveillance des corps municipaux, au cas où les corps municipaux négligeraient de faire sur ces matières les réglemens qu'exige l'intérêt des communes. Cass., 6 février 1824, *SIR.*, XXV, 1, 93; Bull. crim., XXIX, 62. — Les préfets n'ont pas la faculté de révoquer leurs arrêtés, lorsque ces arrêtés ont été librement et volontairement exécutés par les parties intéressées. Arr. du cons., 30 septembre 1811, *SIR.*, Jur. du cons., I, 541.

Spécialement, les préfets ne peuvent prononcer sur la demande d'un particulier qui réclame, à titre d'alluvion, la propriété d'un atterrissement qui lui est contesté comme formant un îlot dans une rivière navigable; c'est là une question de propriété de la compétence des tribunaux. Arr. du cons., 12 novembre 1809, *SIR.*, XVII, 2, 199. — Ni prononcer sur les contestations qui s'élèvent entre le domaine et les particuliers au sujet du paiement du loyer d'une propriété nationale. Arr. du cons., 9 mars 1811, *SIR.*, Jur. du cons., I, 484. — Ni prononcer sur la propriété d'un droit de pêche, lorsque la question de propriété est élevée par un particulier prévenu de contraventions aux réglemens. Arr. du cons., 11 juillet et 18 août 1807, *SIR.*, XVI, 2, 253. — Jugé encore que les arrêtés des préfets, qui ne sont pas un conflit proprement dit, quelques dispositions qu'ils contiennent sur des points d'administration, ne font point du tout obstacle à ce que les questions de propriété soient jugées par les tribunaux, même entre les communes. Cass., 17 novembre 1824, *SIR.*, XXV, 1, 238.

Un préfet ne peut rendre exécutoire un rôle de contributions assis sur des propriétés étrangères à son département. Arr. du cons., 9 septembre 1818, *SIR.*, XVIII, 2, 323. — Ni adjudger les travaux des routes, sans l'autorisation du gouvernement. Décret, 16 frimaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 244. — Ni modifier les dispositions de la loi du 30 avril 1790, sur la chasse. Cass., 22 juin 1815, *SIR.*, XV, 1, 197; Bull. crim., XX, 78. — Ni donner à un huissier l'autorisation d'exploiter hors de son arrondissement. Cass., 12 nivose an 10, *SIR.*, II, 2, 422.

Les préfets sont compétens, à l'exclusion du conseil de préfecture, pour examiner la demande que fait une commune de s'imposer extraordinairement. Arr. des consuls, 9 fructidor an 10,

4. Le conseil de préfecture prononcera (1), — Sur les demandes de

SIR., II, 2, 268. — Pour régler entre deux communes ou sections de commune le mode de jouissance provisoire d'un passage dont elles se prétendent respectivement propriétaires. Arr. du cons., 14 janvier 1824, SIR., XXIV, 2, 301. — Pour régler, par arrêté, le mode de jouissance des bois communaux. Cass., arrêt précité du 6 février 1824, SIR., XXV, 1, 93; Bull. crim., XXIX, 62. — Pour éclairer le gouvernement sur les demandes des communes tendant à obtenir l'autorisation d'aliéner leurs propriétés. Arrêté des consuls, 13 nivose an 10, SIR., II, 2, 12. — Pour recevoir et régler les comptes des percepteurs des revenus communaux. Arr. du cons., 25 avril 1820, SIR., XXI, 2, 56. — Et pour recevoir et régler les comptes des maires. Arr. du cons., 16 août 1820, SIR., XXI, 2, 272.

Il a été rendu encore un grand nombre de décisions sur la compétence respective des préfets et des conseils de préfecture : elles sont rapportées en note des lois pour l'application desquelles ces décisions ont été rendues.

(1) Pour qu'un conseil de préfecture statue dans les limites de sa compétence, il faut qu'il soit saisi d'une affaire contentieuse, et qu'il prononce entre diverses parties sur un débat contradictoire. Arr. du cons., 26 février 1823, MAC., V, 146. — Lorsqu'un conseil de préfecture est régulièrement saisi d'une contestation, il doit prendre un arrêté portant décision, et ne pas se borner à donner un avis. Arr. du cons., 11 août 1824, MAC., VI, 535. — Les conseils de préfecture ne peuvent procéder par voie réglementaire. Arr. précité du cons., 26 février 1823, MAC., V, 146. — Jugé encore que les conseils de préfecture ne sont pas compétens pour prescrire des mesures qui doivent être ordonnées par l'administration. Arr. du cons., 1^{er} août 1834, MAC., 2^e série, IV, 531. — Ni pour interpréter des lettres-patentes et les arrêts de l'ancien conseil du roi. Arr. du cons., 23 septembre 1810, SIR., Jur. du cons., I, 401. — Ni pour interpréter des arrêtés de concession émanés du gouvernement. Arr. du cons., 25 juillet 1827, MAC., IX, 409. — Ni pour connaître des réclamations contre les arrêtés des préfets. Arr. du cons., 12 novembre 1809, SIR., XVII, 2, 199; 17 mars 1825 et 11 mai 1825, MAC., VII, 143 et 260. — Ni pour statuer sur les arrêtés des anciennes administrations centrales. Arr. du cons., 6 juin 1830, MAC., XII, 278.

Un conseil de préfecture ne peut, par son arrêté sur le fond, prononcer une amende pour contravention à un arrêté d'avant faire droit qui aurait fait défenses de continuer des constructions déjà commencées. Arr. du cons., 17 août 1825, MAC., VII, 503. — Un conseil de préfecture peut, sans excéder ses pouvoirs, ordonner le dépôt dans les archives de la préfecture d'une expédition d'acte produite par une partie; mais il ne peut ordonner le dépôt de la minute qui est demeurée chez le notaire. Arr. du cons., 12 janvier 1825, MAC., VII, 8. — Les conseils de préfecture doivent prononcer sur les dépens faits devant eux. Arr. du cons., 21 juillet 1824, MAC., VI, 434. — Ils doivent s'abstenir de connaître de nouveau d'une contestation sur laquelle ils ont déjà prononcé contradictoirement. Arr. du cons., 31 mars 1825, MAC., VII, 188. — Lorsque le réclamant se borne à faire des réserves sur un point, le conseil de préfecture n'est pas tenu de statuer sur ce point. Arr. du cons., 15 août 1834, MAC., 2^e série, IV, 553. — Un conseil de préfecture ne peut, pour arriver à l'interprétation d'un acte administratif soumis à son appréciation, ordonner que des parties procéderont à une expertise devant un tribunal civil; ce serait déléguer sa juridiction. Rennes, 5 mars 1834, SIR., XXXIV, 2, 648.

Voyez encore, sur la compétence respective des autorités administrative et judiciaire, les notes très étendues qui accompagnent la loi du 16 fructidor an 3 (2 septembre 1795) : elles résument toutes les décisions rendues sur la matière. Quant aux questions concernant la compétence, soit du conseil de préfecture, soit des tribunaux, à raison des diverses matières administratives, voyez les notes qui accompagnent chacune des lois spéciales.

Les conseils de préfecture doivent motiver leurs arrêtés, à peine de nullité. Arr. du cons., 12 décembre 1818, SIR., XX, 2, 235; 18 juillet et 8 août 1834, MAC., 2^e série, IV, 469 et 537. — *Idem*; les arrêtés doivent être motivés sur chaque chef de réclamation, notamment au cas de demande en indemnité formée par un entrepreneur de travaux publics, et fondée sur des chefs distincts. Arr. du cons., 9 mai 1834, SIR., XXXIV, 2, 564. — Ils doivent aussi, à peine de nullité, insérer dans leurs arrêtés de condamnation les termes de la loi appliquée. Arr. du cons., 21 avril 1830, MAC., XII, 198. — Ne sont pas nulles les décisions des conseils de préfecture prononcées un jour férié. Arr. du cons., 30 mai 1834, MAC., 2^e série, IV, 341. — Un arrêté rendu avec cette formule : *le préfet, en conseil de préfecture, arrête*, etc., ne peut être considéré comme l'œuvre de ce conseil. Arr. du cons., 5 mai 1831, MAC., 2^e série, I, 166. — Les arrêtés des conseils de préfecture doivent, pour avoir le caractère légal, être rendus par trois membres au moins : voyez l'arrêté du 19 fructidor an 9 (6 septembre 1801), et les notes.

Les conseils de préfecture n'ont pas le droit de réformer leurs décisions; ce droit n'appartient qu'à l'autorité supérieure. Arr. du cons., 21 juin 1813, SIR., XIII, 2, 276. — Surtout lorsqu'il s'agit de décisions contradictoires. Arr. du cons., 10 avril 1812, SIR., XX, 1, 474; et

particuliers, tendant à obtenir la décharge ou la réduction de leur cote de contributions directes (1); — Sur les difficultés qui pourraient s'éle-

14 août 1822, MAC., IV, 243. — Jugé encore que les conseils de préfecture excèdent leurs pouvoirs, lorsqu'ils rapportent un arrêté pris sur la demande de l'une des parties, acquiescé par l'autre devant les tribunaux, et qui a servi de base à un jugement contradictoire. Arr. du cons., 18 juillet 1821, MAC., II, 197. — Lorsqu'une partie renonce au bénéfice d'un arrêté pris en sa faveur, le conseil de préfecture peut prononcer sur une nouvelle instance, et d'après une nouvelle instruction, sans porter atteinte au principe sur lequel est fondé son premier arrêté. Arr. du cons., 4 août 1824, MAC., VI, 483. — Les conseils de préfecture peuvent rétracter leurs décisions purement interlocutoires. Arr. du cons., 24 août 1812, SIR., Jur. du cons., II, 128. — Et leurs arrêtés par défaut. Arr. du cons., 19 février 1823, MAC., V, 87. — Lorsqu'un conseil de préfecture, excédant ses pouvoirs, a rapporté un de ses arrêtés au mépris de la chose jugée, si la partie à laquelle le deuxième arrêté fait grief en demande la rétractation, et que, par un troisième arrêté, le conseil de préfecture refuse de la prononcer, le conseil d'état annule le deuxième arrêté pour excès de pouvoir ou violation de la chose jugée, et déclare non avenu le troisième arrêté. Arr. du cons., 12 août 1818, SIR., XVIII, 2, 336. — Lorsqu'un arrêté du conseil de préfecture vise les observations de toutes les parties, cela suffit pour que l'arrêté soit réputé contradictoire, et qu'il ne puisse pas être rapporté par un arrêté ultérieur. Arr. du cons., 24 décembre 1818, SIR., XX, 2, 207; et 2 février 1825, MAC., VII, 61. — Mais on ne doit pas considérer comme contradictoire un arrêté du conseil de préfecture rendu sur les défenses produites par une partie devant un conseil municipal. Arr. du cons., 10 janvier 1822, MAC., IV, 58; et 18 janvier 1826, MAC., VIII, 32. — Une proposition de transaction, adressée par un particulier au sous-préfet et communiquée à la commune réclamante, ne peut constituer une défense contradictoire devant le conseil de préfecture. Arr. du cons., 9 janvier 1828, MAC., X, 35.

Les arrêtés des conseils de préfecture, rendus par défaut, sont susceptibles d'opposition. Arr. du cons., 22 mars 1813, SIR., XIII, 2, 327; 9 janvier 1828, MAC., X, 34; et plusieurs autres arrêts. — *Idem*; le conseil de préfecture ne peut se dispenser de recevoir l'opposition, en disant qu'une autorité n'a pas le droit de se réformer elle-même. Arr. du cons., 23 décembre 1815, SIR., XVI, 2, 207. — Si le conseil de préfecture se déclare incompétent pour rétracter sa décision rendue par défaut, il faut attaquer cette décision devant le conseil d'état : il y aurait irrégularité à n'attaquer que la décision par défaut. Arr. du cons., 24 mars 1819, SIR., XXI, 2, 277. — Lorsqu'un arrêté du conseil de préfecture, rendu sur opposition, n'a pas été signifié, on peut former opposition au second arrêté qui intervient. Arr. du cons., 10 juillet 1822, MAC., IV, 58. — Les conseils de préfecture ne peuvent admettre la voie de la requête civile contre leurs arrêtés qui ont obtenu l'autorité de la chose jugée. Arr. du cons., 24 octobre 1827, MAC., IX, 547.

Quant au pourvoi devant le conseil d'état contre les arrêtés des conseils de préfecture, voyez le décret du 22 juillet 1806, et les notes étendues qui l'accompagnent.

Dans les affaires de leur compétence, les conseils de préfecture sont de véritables juges dont les actes doivent produire les mêmes effets, et obtenir la même exécution que ceux des tribunaux ordinaires. Arr. du cons., 21 juin 1813, SIR., XIII, 2, 276.

Voyez encore l'avis du cons. d'état du 25 thermidor an 12 (13 août 1804), qui applique aux actes émanés de l'autorité administrative les dispositions de la loi du 11 brumaire an 7, sur le régime hypothécaire; et de l'art. 2123 du Cod. civ., qui accordent hypothèque aux condamnations judiciaires.

(1) Voyez l'art. 1^{er} de l'arrêté du 24 floréal an 8 (14 mai 1800), qui confirme cette compétence.

En thèse générale, toute contestation relative à l'assiette ou au recouvrement des contributions est de la compétence du conseil de préfecture. Arr. du cons., 16 juillet 1817, SIR., Jur. du cons., IV, 76; 21 juin 1826, MAC., VIII, 300; et plusieurs autres arrêtés. — Lorsque la perception d'un arriéré de contributions donne lieu à des difficultés du ressort des tribunaux, l'action de l'autorité judiciaire ne peut commencer qu'après que l'autorité administrative a consommé la sienne en fixant le *quantum* de la somme à recouvrer. Arr. du cons., 20 novembre 1815, SIR., XVIII, 2, 77. — C'est au conseil de préfecture qu'il appartient de décider si un contribuable est réellement en débet. Arr. du cons., 15 mars 1826, MAC., VIII, 162. — Jugé encore que les conseils de préfecture sont seuls compétents pour décider si les poursuites qui ont précédé le commandement sont régulières, et si le contribuable est réellement débiteur. Arr. du cons., 22 février 1821, MAC., I, 188. — Toutefois, lorsque la question de savoir si des arrérages de contributions directes sont dus par les héritiers d'un contribuable est subordonnée à la décision des tribunaux sur des questions d'hérédité, de validité de saisie et de prescription tricenale, les conseils de préfecture doivent surseoir jusqu'après la décision des tribunaux sur ces

ver entre les entrepreneurs de travaux publics et l'administration, con-

questions. Arr. du cons., 14 novembre 1821, MAC., II, 461. — Le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur l'opposition formée par un contribuable à la contrainte décernée contre lui, lors même qu'une instruction ministérielle a prescrit le recouvrement des contributions par les voies ordinaires. Arr. du cons., 15 juin 1825, MAC., VII, 280. — Jugé encore que les tribunaux ne sont pas compétens pour statuer sur l'opposition à des contraintes ayant pour objet le recouvrement des contributions. Cass., 29 thermidor an 11, SIR., III, 2, 368; Bull. civ., V, 390.

Lorsqu'il n'y a pas de contestation sur l'assiette ou la quotité de la contribution due pour un immeuble exproprié, mais qu'il s'agit seulement du recouvrement des contributions de l'année échue et de l'année courante, due par le précédent propriétaire, ce recouvrement doit être poursuivi devant les tribunaux et non devant le conseil de préfecture. Arr. du cons., 30 juin 1824, MAC., VI, 366. — C'est aux tribunaux à décider dans quelle proportion une commune doit contribuer aux impôts en raison des droits d'usage qu'elle exerce dans une forêt de l'état, lorsqu'elle fonde sur des titres sa réclamation. Arr. du cons., 6 septembre 1825, MAC., VII, 561. — Les tribunaux sont encore compétens pour connaître d'une contestation existant entre des propriétaires de prés et une commune usagère, au sujet de la contribution foncière à laquelle on veut faire participer cette commune. Arr. du cons., 8 février 1833, MAC., 2^e série, III, 82. — Et pour décider la question de savoir si un preneur à bail emphytéotique doit payer la contribution et faire la retenue de sa redevance, aux termes de la loi du 1^{er} décembre 1790, et de l'avis du cons. d'état du 1^{er} février 1809. Arr. du cons., 6 décembre 1813, SIR., Jur. du cons., II, 462. — Lorsque les parties s'opposent respectivement des exceptions tirées du droit commun, comme la prescription et le serment décisoire, il y a lieu de les renvoyer devant les tribunaux. Arr. du cons., 3 décembre 1828, MAC., X, 800.

C'est aux conseils de préfecture qu'il appartient de statuer sur la demande en décharge de la contribution foncière. Arr. du cons., 8 janvier 1831, MAC., 2^e série, I, 1. — Jugé, au contraire, que les préfets sont compétens, à l'exclusion des conseils de préfecture, pour connaître de ces sortes de demandes. Arr. du cons., 25 janvier 1833, MAC., 2^e série, III, 50; et plusieurs autres arrêts.

Les tribunaux sont seuls compétens pour connaître de la validité des actes de procédure et examiner si les formalités requises ont été remplies, lorsque d'ailleurs il n'est élevé aucune contestation sur la légitimité de la somme due, ni sur sa quotité. Arrêt précité du cons., 15 mars 1826, MAC., VIII, 162; et Bordeaux, 5 juin 1832, SIR., XXXII, 2, 487. — Jugé dans le même sens; et qu'en conséquence, un arrêt du conseil de préfecture, quels que soient ses motifs, ne fait pas obstacle, par son dispositif, à ce que les contribuables se pourvoient devant les tribunaux pour faire statuer sur cette nullité. Arr. du cons., 15 octobre 1826, MAC., VIII, 595.

Lorsqu'un contribuable, saisi pour le paiement de contributions, conteste les causes de la saisie, et prétend s'être libéré, c'est à l'autorité administrative seule qu'il appartient de statuer sur la libération prétendue, sauf aux tribunaux à statuer plus tard sur la validité de la saisie elle-même. Angers, 18 mai 1827, SIR., XXVIII, 2, 119. — Les tribunaux doivent, le cas échéant, se borner à prononcer la validité des saisies et à ordonner, s'il y a lieu, que le contribuable, gardien judiciaire des meubles saisis, sera contraint par corps à les représenter, s'il persiste à s'y refuser; ils ne peuvent s'immiscer dans les causes des saisies, ni renvoyer les parties à compter devant l'autorité administrative, lorsque déjà cette autorité a décerné une contrainte. Arr. du cons., 14 juillet 1824, MAC., VI, 390.

Jugé encore que c'est aux tribunaux qu'il appartient de décerner une contrainte par corps contre un contribuable, afin de le forcer à représenter des effets mobiliers saisis sur lui pour le paiement de ses contributions, et dont il a été constitué gardien judiciaire. Arr. du cons., 30 mai 1821, MAC., I, 589.

Lorsqu'un percepteur a saisi les meubles d'un contribuable, si le gardien doit être remplacé, ce n'est point à la justice ordinaire à nommer un huissier qui fasse ce remplacement; le nouveau gardien, comme le premier, doit être posé par un huissier aux contributions ou porteur de contraintes. Arr. du cons., 2 juin 1819, SIR., XX, 2, 125.

Le remboursement des frais faits pour le recouvrement des contributions doit être poursuivi par la même voie que le principal, c'est-à-dire administrativement, et non devant l'autorité judiciaire. Arr. du cons., 25 janvier 1807, SIR., XIV, 2, 428. — Les tribunaux ordinaires sont également incompétens pour statuer sur une contestation entre un percepteur et son huissier, pour raison des frais d'actes dus à cet huissier, opérant des recouvrements à la requête du percepteur. Arr. du cons., 22 janvier 1824, SIR., XXIV, 2, 302.

Lorsque des meubles ont été saisis pour paiement de contributions, la revendication exercée par un tiers et toutes les contestations qu'elle soulève, sont de la compétence des tribunaux. Arr. du cons., 16 septembre 1806, SIR., XIV, 2, 409; 20 janvier 1819, SIR., XX, 2, 176; et

cernant le sens ou l'exécution des clauses de leurs marchés (1) ; — Sur les

20 février 1822, MAC., III, 136. — Mais la demande en distraction des meubles réputés insaisissables ne peut être soumise à l'autorité judiciaire qu'après avoir été portée devant l'autorité administrative. Arr. du cons., 29 août 1809, SIR., XVII, 2, 187. — Les tribunaux civils sont incompétents pour connaître d'une demande en dommages-intérêts formée par un contribuable contre son percepteur, à raison de contraintes prétendues vexatoires. Bordeaux, 17 juin 1830, SIR., XXX, 2, 303.

C'est devant les tribunaux et non devant l'autorité administrative, que doit être portée l'action d'un ancien percepteur en remboursement ou répétition des avances qu'il a faites pour un contribuable pendant l'exercice de ses fonctions. Arr. du cons., 16 février 1826, SIR., XXVI, 2, 347 ; 16 février 1828, MAC., VIII, 78 ; et plusieurs autres arrêts. — Antérieurement, le conseil d'état avait jugé que cette action était du ressort de l'autorité administrative. Arr. du cons., 23 juillet—18 août 1807, SIR., XVI, 2, 289.

Il en est autrement lorsque le percepteur est en fonctions ; les demandes en remboursement par lui formées contre les contribuables pour lesquels il a payé sont de la compétence de l'autorité administrative. Arrêt précité du 16 février 1828, MAC., VIII, 78. — L'autorité judiciaire est incompétente pour connaître des contestations entre un percepteur et un contribuable, alors même qu'il ne s'agit ni de difficultés relatives à la cote, ni du recouvrement des contributions, mais seulement d'une quittance à délivrer pour un paiement contesté. Arr. du cons., 18 juillet 1809, SIR., XVII, 2, 183.

C'est aux tribunaux et non à l'autorité administrative à statuer sur la question de savoir si un percepteur de contributions est déchu de son privilège sur le prix d'une vente par expropriation forcée, pour ne s'être pas fait colloquer dans le délai légal. Arr. du cons., 11 août 1808, SIR., XVI, 2, 387. — Jugé encore qu'un percepteur qui, pour obtenir d'un particulier le versement dans ses mains de certains fonds, en paiement de contributions, s'engage à faire décider qu'il y a un privilège pour ces mêmes fonds, en faveur du trésor, devient justiciable des tribunaux pour les suites de son obligation personnelle. Arr. du cons., 23 juin 1809, SIR., XX, 2, 302. — Un conseil de préfecture est incompétent pour statuer sur un recours entre le percepteur actuel et l'ancien percepteur, à raison du non émargement du paiement des contributions d'un propriétaire, encore qu'il soit compétent pour statuer sur les débats entre le contribuable et le trésor, à raison de ce paiement de contributions ; le débat entre comptables doit être soumis au ministre des finances. Arr. du cons., 24 mars 1820, SIR., XXI, 2, 55.

C'est à l'administration et non aux tribunaux à décider qui, de deux individus, a dû payer, et a en effet payé une cote de contributions : la question de remboursement ne peut être décidée par les tribunaux, qu'après la décision administrative sur la question de contribubilité. Arr. du cons., 23 février 1820, SIR., XXI, 2, 23. — Jugé encore que c'est à l'autorité administrative seule à reconnaître et à constater le fait du paiement, par un particulier, de contributions dues par un autre particulier. Bordeaux, 4 mars 1828, SIR., XXVIII, 2, 169. — C'est encore à l'autorité administrative à connaître de l'action en répétition formée par le contribuable qui a payé contre celui qui devait. Arr. du cons., 16 mai 1810, SIR., VII, 2, 793.

Jugé, au contraire, qu'une telle action est du ressort exclusif des tribunaux, ainsi que la désignation du mode de poursuites à exercer par celui qui a payé, pour obtenir son remboursement. Arr. du cons., 2 février 1825, MAC., VII, 50. — Il en est de même de la répétition formée par une commune contre une autre commune, pour trop perçu dans le produit de leurs bois indivis. Arr. du cons., 21 juin 1826, MAC., VIII, 300. — S'il s'élève une contestation entre deux contribuables sur le point de savoir dans quelle proportion leurs propriétés respectives doivent être imposées, les tribunaux doivent renvoyer les parties devant l'autorité administrative ; ils excéderaient leurs pouvoirs s'ils nommaient des commissaires pour procéder à la division des contributions entre les deux parties. Arr. du cons., 22 janvier 1823, MAC., V, 1. — Lorsqu'un acquéreur de domaines nationaux réclame de l'administration des domaines le remboursement de contributions qu'il prétend avoir payées pour divers héritages qui n'ont pas été compris dans son adjudication, les tribunaux sont compétents pour prononcer, à l'exclusion du conseil de préfecture. Arr. du cons., 27 avril 1826, MAC., VIII, 231.

En matière de contributions, un arrêté du conseil de préfecture est suffisamment motivé, lorsqu'il relate les motifs et adopte la proposition du directeur des contributions. Arr. du cons., 19 juin 1828, MAC., X, 491. — Jugé encore que les arrêtés du conseil de préfecture rendus sur le rapport du directeur des contributions, et exécutés par l'administration sans réserve, ne peuvent être attaqués par le ministre des finances devant le conseil d'état. Arr. du cons., 7 mars 1821, MAC., I, 314. — Une lettre ministérielle qui ne contient que des observations sur l'assiette de l'impôt, ne peut devenir l'objet d'un pourvoi par la voie contentieuse. Arr. du cons., 28 février 1831, MAC., 2^e série, I, 105.

(1) En thèse générale, l'autorité judiciaire n'est pas compétente pour connaître des difficultés

réclamations des particuliers qui se plaindront de torts et dommages procé-

qui s'élèvent entre les entrepreneurs de travaux publics et l'administration, sur le sens et l'exécution des clauses de leurs marchés. Arr. du cons., 26 juin 1822, MAC., III, 596; 16 février 1825, MAC., VII, 88; et un grand nombre d'autres arrêts. — On ne peut, dans les marchés de travaux publics, stipuler l'arbitrage et déroger ainsi à la compétence du conseil de préfecture. Arr. du cons., 15 mars 1829, MAC., XI, 91; et 11 janvier 1833, MAC., 2^e série, III, 28. — Les entrepreneurs de travaux publics ne sont pas fondés à décliner la juridiction administrative à laquelle ils se sont soumis par les clauses de leurs marchés. Arr. du cons., 16 janvier 1822, MAC., III, 65. — Mais lorsqu'il ne s'agit ni de l'interprétation du devis, ni du mode d'exécution des travaux, les entrepreneurs ne sont pas fondés à réclamer la compétence du conseil de préfecture, sous prétexte qu'elle est stipulée par un article du marché. Arr. du cons., 3 janvier 1827, MAC., IX, 17. — Une décision ministérielle qui rejette les prétentions d'un entrepreneur ne fait pas obstacle à ce qu'il soit prononcé sur ces prétentions par le conseil de préfecture. Arr. du cons., 30 novembre 1830, MAC., XII, 522; et 21 juin 1833, MAC., 2^e série, III, 348. — Un arrêté du préfet qui rejette la réclamation d'un entrepreneur, n'empêche pas non plus le conseil de préfecture d'y statuer. Arr. du cons., 16 mai 1827, MAC., IX, 284. — Un conseil de préfecture excède sa compétence, lorsqu'il prononce sur un cas expressément réservé au préfet par un article du devis. Arr. du cons., 10 février 1830, MAC., XII, 86.

L'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an 8 n'est applicable qu'aux ouvrages d'utilité publique dont les plans ont été approuvés par le gouvernement dans les formes prescrites, et dont l'exécution est surveillée par un agent délégué à cet effet par l'autorité supérieure; lorsque les travaux ne présentent pas la réunion de ces caractères, les contestations qui s'élèvent sont du ressort des tribunaux. Arr. du cons., 25 avril 1828, MAC., X, 391. — Jugé dans le même sens: en conséquence, la compétence administrative ne s'étend pas aux difficultés qui peuvent naître d'un marché d'ouvrages entre une commune et un entrepreneur. Arr. du cons., 29 août 1821, et 17 avril 1822, MAC., II, 321, et III, 344; 12 avril 1829, SR., XXIX, 2, 359; et 2 septembre 1829, MAC., XI, 375. — Jugé de plus qu'en pareil cas les parties n'ont pu valablement déroger à la compétence des tribunaux. Arrêt précité du 2 septembre 1829, MAC., XI, 375; et arr. du cons., 16 décembre 1830, MAC., XII, 552; et 31 décembre 1831, MAC., 2^e série, I, 493. — Les travaux ayant pour objet l'embellissement d'une ville sont des travaux publics, et les conseils de préfecture sont seuls compétens pour connaître des contestations auxquelles l'exécution de ces travaux donne lieu. Arr. du cons., 7 février 1809, SR., XVII, 2, 111. — Il en est de même, lorsqu'il s'agit d'un pont destiné à la communication de plusieurs communes, et dont l'adjudication a été faite dans les formes prescrites pour les travaux publics. Arr. du cons., 13 juillet 1825, MAC., VII, 412. — Un marché d'éclairage, passé entre une ville et un particulier, constitue un marché ordinaire dont l'exécution est soumise à la juridiction des tribunaux. Arr. du cons., 13 juillet 1825, MAC., VII, 410. — *Idem*, et il ne peut y avoir dérogation à cette juridiction. Arr. du cons., 10 juin 1829, et 8 novembre 1829, MAC., XI, 186 et 426. — Il en est de même d'un marché fait entre une ville et un entrepreneur pour l'exploitation d'un théâtre. Arr. du cons., 10 juin 1829, MAC., XI, 187. — La réclamation dirigée contre une commune par un entrepreneur de casernement, ayant pour objet le paiement de travaux faits, de matériaux approvisionnés et de fournitures de mobilier, est de la compétence du conseil de préfecture. Arr. du cons., 10 janvier 1827, MAC., IX, 46. — Il en est de même de l'exécution d'un décret portant cession de bâtimens à une commune. Arr. du cons., 8 mai 1822, MAC., III, 493. — Jugé encore qu'il appartient au conseil de préfecture de statuer sur les difficultés élevées entre un entrepreneur et une commune relativement à des travaux faits à des bâtimens cédés depuis à la commune, et relativement à un abandon de matériaux et d'objets mobiliers fait à la commune par l'entrepreneur, depuis la cession. Même arrêt. — Les travaux relatifs aux bâtimens militaires sont assimilés aux travaux publics et régis administrativement. Arr. du cons., 19 février 1823, MAC., V, 123. — Un marché passé par une fabrique pour l'érection d'un autel, ne peut être assimilé à un marché de travaux publics, et entraîner la compétence du conseil de préfecture. Arr. du cons., 12 avril 1829, MAC., XI, 141. — Il en est autrement des constructions faites à l'église d'une ville. Arr. du cons., 24 mars 1824, MAC., VI, 183. — Jugé encore que les constructions faites à une église paroissiale constituent des travaux publics, lorsqu'elles ont eu lieu en vertu d'un marché revêtu de l'approbation du préfet, et passé avec toutes les formes prescrites pour l'adjudication des travaux publics. Arr. du cons., 7 décembre 1825, MAC., VII, 720. — Mais, lorsqu'il ne s'agit que de travaux dans une église consacrée à l'usage intérieur d'un hospice, et que le marché passé pour les travaux n'a pas eu lieu avec les formes administratives prescrites pour l'adjudication des travaux publics, l'autorité administrative est incompétente pour statuer sur les difficultés auxquelles ces travaux donnent lieu. Arr. du cons., 26 octobre 1825, MAC., VII, 642.

Les contestations sur la visite et sur la réception des travaux publics doivent être portées devant le conseil de préfecture. Arr. du cons., 19 mars 1823, MAC., V, 201. — Ce conseil est seul compétent pour prononcer sur l'exécution d'un marché passé avec l'administration, relativement à

dant du fait personnel des entrepreneurs et non du fait de l'administra-

la taxe d'entretien d'une route. Arr. du cons., 9 janvier 1812, *SIR.*, Jur. du cons., II, 3. — Sur les réclamations de l'entrepreneur d'un pont dont l'entretien est à la charge de l'état. Arr. du cons., 8 septembre 1819, *SIR.*, Jur. du cons., V, 208. — Pour déterminer le mérite et apprécier la valeur des récépissés délivrés à un entrepreneur public pour ses fournitures; d'où il suit que les tribunaux ne peuvent, sur l'opposition à une contrainte dirigée contre l'entrepreneur, qui excipe de ses récépissés, prononcer qu'après que l'autorité administrative a statué sur leur mérite. Arr. du cons., 8 avril 1809, *SIR.*, Jur. du cons., I, 269. — Pour décider, par un arrêté interlocutoire, que les approvisionnements laissés sur le chantier par l'entrepreneur seront portés en compte, et pour ordonner une expertise sur les faits contestés entre ce dernier et l'administration. Arr. du cons., 3 février 1830, *MAC.*, XII, 62. — Pour statuer entre un ingénieur qui a contracté au nom du gouvernement, et un tiers, sur des contestations relatives aux travaux d'un pont. Arr. du cons., 3 janvier 1827, *MAC.*, IX, 19. — Pour statuer, à l'exclusion des tribunaux de commerce, sur une contestation élevée entre un armateur et l'entrepreneur du lestage, en ce qui concerne le service de l'entreprise, lorsqu'il s'agit de constater si un retard allégué provient du fait de l'entrepreneur; et la demande en dommages-intérêts peut être portée devant les tribunaux après la constatation de ce point de fait. Arr. du cons., 16 février 1827, *MAC.*, IX, 116. — Les conseils de préfecture ne sont pas compétents pour statuer, soit sur une contrainte décernée par le ministre des finances contre un entrepreneur de travaux publics, soit sur une liquidation déjà terminée. Arr. du cons., 8 mars 1827, *MAC.*, IX, 187. — Ni pour procéder à la liquidation d'une indemnité réclamée par un entrepreneur; c'est au préfet que cette liquidation appartient. Arr. du cons., 23 janvier 1828, *MAC.*, X, 103. — Ni pour changer le prix ou modifier les conditions des marchés. Arr. précité du 16 février 1825, *MAC.*, VII, 88. — Mais ils sont compétents pour connaître d'une demande en indemnité que les héritiers de l'entrepreneur foudent sur un cas de force majeure, qu'ils soutiennent avoir été prévu par le marché. Arr. du cons., 31 mai 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 309.

Les conseils de préfecture ne sont pas compétents pour prononcer sur la responsabilité de l'architecte; cette question appartient aux tribunaux. Arr. du cons., 13 juillet 1828, *MAC.*, X, 557. — Jugé encore que les tribunaux sont exclusivement compétents pour statuer, d'après les règles du droit commun, sur la responsabilité de l'architecte relativement à des travaux dégradés immédiatement après leur construction. Arr. du cons., 19 décembre 1827, *MAC.*, IX, 612.

L'autorité administrative n'est pas compétente pour statuer sur les difficultés qui naissent de l'exécution des marchés passés entre les entrepreneurs et les sous-traitans; il ne s'agit là que d'un débat sur des intérêts privés dont la connaissance appartient aux tribunaux. Arr. du cons., 18 août 1807, *SIR.*, Jur. du cons., I, 122; 3 août 1808, *id.*, I, 178; 10 janvier 1821, *id.*, V, 527; 13 juillet 1828, *MAC.*, X, 561; et un grand nombre d'autres arrêts. — Jugé dans le même sens, et de plus que les entrepreneurs et leurs sous-traitans ne peuvent, par des conventions, déroger à la juridiction des tribunaux. Arr. du cons., 12 avril 1832, *MAC.*, 2^e série, II, 173. — Jugé cependant que c'est à l'autorité administrative et non aux tribunaux qu'il appartient de statuer sur les contestations entre les entrepreneurs de routes et leurs sous-traitans, à raison des matériaux pris ou extraits pour l'entretien des routes. Arr. du cons., 18 septembre 1807, *SIR.*, Jur. du cons., I, 1, 126. — L'autorité administrative est encore compétente lorsque, pour décider une contestation entre un entrepreneur et ses sous-traitans, il devient préalablement nécessaire de fixer la quantité de terres fouillées pour l'ouverture d'un canal et de déterminer leur classification. Arr. du cons., 19 mars 1808, *SIR.*, XVI, 2, 317.

Les questions d'intérêt privé auxquelles peut donner lieu un acte d'association entre particuliers, relativement à des constructions ou réparations d'établissement public, appartiennent bien à l'autorité judiciaire; mais elle excède sa compétence en interprétant le marché, et l'intention des autorités administratives qui ont concouru à l'adjudication sur laquelle repose l'association. Arr. du cons., 7 août 1810, *SIR.*, Jur. du cons., I, 391. — A l'autorité administrative seule appartient la connaissance des difficultés qui s'élèvent entre un entrepreneur et son associé, relativement à l'intervention à laquelle celui-ci prétendrait avoir droit dans l'ordre, le règlement et l'exécution des travaux de l'entreprise; au contraire, les tribunaux sont seuls compétents, s'il s'agit de l'interprétation de l'acte de société, en ce qui touche les intérêts privés des parties, tels que les bénéfices de l'entreprise, réclamés par un des associés. Arr. du cons., 25 mai 1811, *SIR.*, Jur. du cons., I, 498. — Si, en vertu de leur acte d'association ou de la solidarité stipulée entre eux, les entrepreneurs croient devoir exercer respectivement un recours l'un contre l'autre, ce débat d'intérêt privé est du ressort des tribunaux ordinaires. Arr. précité du cons., 16 janvier 1822, *MAC.*, III, 65. — On ne peut attaquer pour cause d'incompétence un jugement qui, quels que soient ses motifs, s'est borné, par son dispositif, à condamner un receveur municipal à verser dans les mains d'un entrepreneur, le montant des sommes qui lui appartiennent tant en cette qualité que comme cessionnaire de son associé, et a autorisé expressément le rece-

tion (1);—Sur les demandes et contestations concernant les indemnités dues

veur municipal à retenir une somme suffisante pour se couvrir des causes d'une opposition formée par un tiers créancier. Arr. du cons., 6 décembre 1827, MAC., IX, 570. — Lorsqu'une société s'est rendue adjudicataire de travaux publics, si la dissolution en est ultérieurement demandée par quelqu'un de ses membres, l'autorité administrative ne peut connaître de cette contestation, si d'ailleurs la dissolution demandée ne porte aucune atteinte à l'adjudication. Cass., 6 juillet 1829, SIR., XXX, 1, 307.

Les agens d'une entreprise pour le service de l'état sont, comme les entrepreneurs mêmes, justiciables des tribunaux, à raison des obligations qu'ils ont contractées pour le service de l'entreprise, envers des tiers; et bien qu'en s'obligeant ils aient agi en vertu d'ordres émanés des préposés du gouvernement, et conjointement avec eux, pour assurer le service, ils ne peuvent, malgré cette circonstance, être considérés comme agens secondaires du gouvernement justiciables de l'administration. Arr. du cons., 21 avril 1807, SIR., XVI, 2, 256. — Un entrepreneur de travaux publics est soumis, à raison de son entreprise, et pour l'exécution de ses obligations envers des tiers, à la juridiction des tribunaux de commerce. Turin, 17 janvier 1807, SIR., VIII, 2, 52. — Jugé encore que les entrepreneurs des travaux publics sont passibles de poursuites devant la juridiction ordinaire, à raison des engagements qu'ils contractent envers des tiers, et que la clause du marché qui soumet l'entrepreneur à la juridiction administrative, ne s'entend que des contestations qui ont lieu entre lui et l'administration. Arr. du cons., 3 septembre 1808, SIR., XVII, 2, 22. — Lorsqu'il s'agit d'une saisie-arrêt faite entre les mains du payeur du département, par divers ouvriers se prétendant créanciers de l'entrepreneur, les tribunaux sont compétens pour prononcer sur la validité de cette saisie. Arr. du cons., 30 avril 1823, MAC., X, 417. — Jugé toutefois que l'autorité administrative est compétente pour prononcer sur les saisies-arrêts faites par les créanciers de l'entrepreneur, et pour classer, sur les sommes dues à celui-ci, les créances qui sont privilégiées et celles qui ne le sont pas. Arr. du cons., 22 mars 1813, SIR., Jur. du cons., II, 300. — Les matériaux destinés à la confection d'un canal, et déjà déposés sur place étant considérés comme livrés à l'administration, et dès lors insaisissables, toute contestation entre l'entrepreneur et ses créanciers, relativement à ces matériaux, doit être jugée par l'autorité administrative. Arr. du cons., 5 septembre 1810, SIR., Jur. du cons., I, 396.

Les tribunaux sont incompétens pour statuer sur le fait de résiliation du marché d'un entrepreneur de travaux publics, et pour interpréter les actes administratifs qui l'ont prononcée : cela regarde l'administration. Arr. du cons., 7 avril 1823, MAC., V, 335. — Ce n'est pas au conseil de préfecture qu'il appartient de prononcer la résiliation d'un semblable marché; ce droit n'appartient qu'au préfet, sauf l'approbation du ministre. Arr. du cons., 2 août 1826, MAC., VIII, 494. — Jugé encore que c'est au préfet seul à prononcer la mise en régie et la résiliation d'une adjudication de travaux publics. Arr. du cons., 22 février 1821, MAC., I, 272. — Le cas de résiliation étant prévu par le marché, le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur les dommages-intérêts réclamés par l'entrepreneur à raison de cette résiliation. Arr. du cons., 20 janvier 1830, MAC., XII, 47. — Mais le conseil de préfecture n'est pas compétent pour prononcer sur une demande en indemnité formée par l'entrepreneur dépossédé, relativement à une carrière qu'il prétendrait avoir découverte; cette demande devant être dirigée contre les actionnaires des travaux, bailleurs de fonds, est purement d'intérêt privé et concerne les tribunaux. Arr. précité du cons., 7 avril 1823, MAC., V, 335.

Les entrepreneurs ne peuvent soumettre au conseil d'état des réclamations qui n'ont pas été portées en première instance devant le conseil de préfecture. Arr. du cons., 17 février 1830, MAC., XII, 94.

(1) Cette disposition n'a pas été abrogée, en ce qui concerne la compétence de l'autorité administrative, par la loi du 8 mars 1810, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. Arr. du cons., 6 août 1823, MAC., V, 590. — En conséquence, depuis cette loi comme auparavant, c'est devant le conseil de préfecture que doivent être portées les réclamations des particuliers qui se plaignent de torts et de dommages causés à leurs propriétés par le fait des entrepreneurs. Arr. du cons., 12 mars 1811, SIR., Jur. du cons., I, 477; 16 octobre 1813, *idem*, II, 444; et plusieurs autres arrêts. — Par exemple, lorsqu'il s'agit des torts et dommages causés à des particuliers par le fait personnel des entrepreneurs de la construction d'une église paroissiale. Arr. du cons., 24 décembre 1823, MAC., V, 863. — Les réclamations formées contre des entrepreneurs de travaux publics, pour extraction et enlèvement de matériaux destinés à ces travaux, sont de la compétence des conseils de préfecture. Arr. du cons., 23 juin 1824, MAC., VI, 360. — L'autorité administrative est seule compétente pour statuer sur la question de savoir si un entrepreneur a excédé l'autorisation résultant de son marché et des actes de l'administration; et les tribunaux doivent surseoir à statuer sur les plaintes formées contre l'entrepreneur, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la question préjudicielle. Arr. du cons., 16 mai 1827, MAC., IX, 285. — Les tribunaux ne peuvent pas plus statuer sur les actions en garantie intentées contre les entrepreneurs de travaux publics, que sur les actions exercées contre eux, à raison de torts

aux particuliers, à raison des terrains pris ou fouillés pour la confection des chemins, canaux et autres ouvrages publics (1); — Sur les difficultés qui

et dommages qui proviennent immédiatement de leur fait personnel. Arr. du cons., 10 février 1806, *SIR.*, VI, 2, 270. — La connaissance des demandes en dommages-intérêts, résultant des torts et dommages provenant du fait personnel des entrepreneurs, étant réservée à l'administration, celle-ci est, à plus forte raison, seule compétente pour connaître des demandes de cette nature formées contre elle. Arr. du cons., 12 avril 1832, *SIR.*, XXXIV, 2, 506; 8 novembre 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 621; et Cass., 21 août 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 529; *Bull. civ.*, XXXVI, 184. — En conséquence, l'action intentée par les concessionnaires d'un pont, et qui tend à obtenir, soit contre l'état, soit contre les concessionnaires d'un nouveau pont, une indemnité pour le dommage que lesdits concessionnaires prétendent recevoir de la construction de ce nouveau pont, est de la compétence administrative. Arr. précité du cons., 8 novembre 1833.

Un maire qui fait faire sur une route départementale des réparations à la charge de sa commune, est en cela *entrepreneur*; si donc il y a des torts et dommages causés à des particuliers, ceux-ci ne peuvent le traduire que devant la justice administrative. Arr. du cons., 23 janvier 1820, *SIR.*, XXI, 2, 53. — Jugé cependant que, lorsque des travaux d'utilité communale n'ont été approuvés, adjugés, ni exécutés dans la forme prescrite pour les travaux publics, les conseils de préfecture ne sont pas compétents pour connaître des actions en dommages-intérêts contre les entrepreneurs. Arr. du cons., 19 juin 1828, *MAC.*, X, 510.

Un conseil de préfecture est incompétent pour prononcer sur le dommage causé par un entrepreneur de travaux publics à un pont communal, lorsqu'il n'a pas été dressé de procès-verbal qui constate un fait particulier de contravention à la charge de l'entrepreneur. Arr. du cons., 16 janvier 1828, *MAC.*, X, 71. — Les conseils de préfecture ne sont plus compétents pour statuer sur les torts et dommages provenant du fait personnel des entrepreneurs, lorsqu'il existe, entre l'entrepreneur et les tiers, des conventions antérieures au sujet des indemnités résultant de ces torts et dommages; dans ce cas, c'est aux tribunaux à prononcer. Arr. du cons., 4 juin 1823, *SIR.*, XXXIV, 2, 623 (à la note); 30 janvier 1828, *MAC.*, X, 128; et Lyon, 22 mars 1833, *SIR.*, XXXIV, 2, 623.

Lorsque, devant un conseil de préfecture, une demande est formée contre un adjudicataire de travaux publics, en responsabilité de dommages causés par un tiers, le conseil ne doit prononcer que sur la question de responsabilité; il doit renvoyer aux tribunaux la question d'indemnité. Arr. du cons., 14 mai 1817, *SIR.*, Jur. du cons., IV, 8. — Les conseils de préfecture sont incompétents pour statuer sur l'action d'un manufacturier qui se plaint de ce qu'un entrepreneur de travaux publics lui a enlevé des ouvriers et les a employés, sans s'être assuré s'ils avaient leur congé d'acquit, suivant les dispositions de la loi du 22 germinal an 11. Arr. du cons., 22 novembre 1826, *MAC.*, VIII, 728. — Lorsqu'un ouvrier d'entrepreneur est actionné en dommages-intérêts, et que celui-ci n'est pas appelé en garantie, l'administration ne peut revendiquer la connaissance de la contestation. Arr. du cons., 11 avril 1826, *MAC.*, VIII, 211.

Lorsque des conducteurs de voitures, employés par l'entrepreneur d'une grande route, sont poursuivis, à raison de dommages causés par eux, l'affaire doit être soumise au conseil de préfecture, et non aux tribunaux. Arr. du cons., 20 novembre 1806, *SIR.*, Jur. du cons., I, 7. — Les juges de paix ne sont pas compétents pour statuer en matière de dommages causés par des entrepreneurs de travaux publics. Arr. du cons., 27 août et 3 septembre 1833, *MAC.*, V, 667 et 680; et plusieurs autres arrêts.

(1) Cette disposition n'a pas été abrogée par la loi du 8 mars 1810, qui attribue aux tribunaux la connaissance des actions en indemnité d'expropriation pour cause d'utilité publique. Arr. du cons., 12 mai 1820, *SIR.*, XXI, 2, 56. — En conséquence, depuis cette loi comme auparavant, c'est aux conseils de préfecture qu'il appartient de connaître des demandes et contestations concernant les indemnités dues aux particuliers, à raison de terrains pris ou fouillés pour la construction des routes et canaux, et autres ouvrages publics. Arr. du cons., 19 octobre 1811, *SIR.*, Jur. du cons., I, 547; 6 septembre 1813, *id.*, II, 419; 3 décembre 1817, *id.*, IV, 212; 6 septembre 1820, *id.*, V, 467; 3 mars et 27 avril 1825, *MAC.*, VII, 131 et 220; et grand nombre d'autres arrêts. — Jugé encore, en thèse générale, que, toutes les fois qu'à l'occasion de travaux de grande voirie, il s'agit de dommages causés et non d'expropriation, les conseils de préfecture sont compétents pour prononcer. Arr. du cons., 26 décembre 1827, *MAC.*, IX, 626. — Ainsi, c'est au conseil de préfecture à statuer sur la demande en indemnité formée par un particulier, à raison de l'occupation d'un terrain pris pour un port ou dépôt de bois, destiné à l'approvisionnement d'une ville. Arr. du cons., 21 juin 1826, *MAC.*, VIII, 328. — Sur l'action intentée par le maire d'une commune contre un entrepreneur qui se serait permis d'ouvrir une carrière sur une propriété communale autre que celle qui lui était assignée par son bail, après s'être fait autoriser à poursuivre. Arr. du cons., 13 novembre 1810, *SIR.*, Jur. du cons., I, 430. —

pourront s'élever en matière de grande voirie (1);—Sur les demandes qui se-

Sur la demande en indemnité formée par un propriétaire, privé d'une portion de sa propriété par suite de remblais opérés sur une route départementale. Arr. du cons., 12 avril et 29 juin 1832, MAC., 2^e série, II, 178 et 340. — Sur les contestations auxquelles donne lieu le règlement de l'indemnité réclamée par un propriétaire, à raison de l'extraction, dans une sablière qui lui appartient, de matériaux nécessaires à la construction ou à la réparation d'une route. Arr. du cons., 4 juin 1823, MAC., V, 400. — Sur une action qui a pour objet de fixer l'indemnité qui peut être due à des propriétaires de moulins, à raison de la moins-value ou de la détérioration occasionées à ces moulins par des travaux entrepris en vertu d'une loi, pour cause d'utilité publique. Arr. du cons., 7 avril 1824, MAC., VI, 227. — Sur les contestations existant entre les propriétaires et l'administration, par suite de l'ouverture d'un canal, dont le plan a été approuvé antérieurement à la loi du 8 mars 1810. Arr. du cons., 11 mars 1830, MAC., XII, 147. — Lorsque le chômage d'un moulin dont un particulier est fermier, n'est pas le résultat d'une action exercée par l'administration des domaines, au nom de l'état propriétaire du moulin, mais d'une mesure prise par l'administration pour l'exécution des travaux d'un canal, et qu'il ne s'agit dès lors que d'une simple interruption de jouissance, les conseils de préfecture sont compétens pour statuer sur l'indemnité réclamée. Arr. du cons., 19 décembre 1827, MAC., IX, 615.

La disposition du § 5 de l'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an 8 s'entend des routes, et nullement des chemins communaux; les contestations sur les indemnités relatives aux chemins communaux doivent être jugées par les tribunaux. Arr. du cons., 28 juillet 1820, SIR., XXI, 2, 24; 31 juillet 1822, MAC., IV, 178; et arrêt précité du cons. du 4 juin 1823, MAC., V, 400.

Lorsqu'un particulier réclame une indemnité pour non jouissance d'un terrain qu'il prétend lui appartenir, et que cette propriété lui est contestée, un conseil de préfecture ne peut, sans sortir des bornes de ses attributions, le déclarer mal fondé, et juger ainsi la question de propriété. Arr. du cons., 27 avril 1825, MAC., VII, 219. — Le conseil de préfecture est encore incompétent pour prononcer sur un droit d'arrosage dont le propriétaire riverain d'une route se prétend privé par suite de travaux de grande voirie, lorsque le réclamant se fonde sur des actes passés entre lui et l'administration. Arrêt précité du cons., 26 décembre 1827, MAC., IX, 626. — Les difficultés qui peuvent s'élever sur l'exécution d'un contrat passé aux termes de l'art. 12 de la loi du 8 mars 1810, sont de la compétence des tribunaux. Arr. du cons., 20 mars 1828, MAC., X, 262. — Lorsque, de l'aveu d'un entrepreneur, il ne s'agit que de l'exécution d'une convention verbale entre lui et le propriétaire réclamant, cette convention ne peut être appréciée que par les tribunaux. Arr. du cons., 8 août 1827, MAC., IX, 432. — Jugé encore que, lorsqu'il ne s'agit pas d'une carrière exploitée par un entrepreneur de travaux publics, en vertu de son devis, mais seulement de l'exécution de conventions particulières entre le propriétaire du fonds et les exploitans, la contestation est du ressort des tribunaux; l'intervention de l'entrepreneur, appelé en garantie, ne peut changer la compétence. Arr. du cons., 28 août 1827, MAC., IX, 472. — Jugé aussi que la demande en paiement de matériaux extraits par un entrepreneur de travaux publics, dans un terrain appartenant à un particulier, doit être portée devant les tribunaux, lorsque l'extraction a eu lieu par suite d'un marché conclu entre le propriétaire du terrain et l'entrepreneur. Arr. du cons., 4 juin 1823, MAC., V, 398. — Lorsqu'il s'agit d'une servitude imposée sur un fonds inférieur par suite de travaux publics, le règlement des indemnités, à raison de cette servitude, ne peut être fait que par les tribunaux. Arr. du cons., 6 mars 1828, MAC., X, 233. — La demande en indemnité et en résiliation de bail, formée par un fermier contre son bailleur, à raison de dommages occasionés par les travaux du canal de l'Ourcq et de celui de Saint-Denis, est de la compétence des tribunaux; mais il en est autrement de la demande récursoire formée par le bailleur, soit contre la ville de Paris, soit contre la compagnie des canaux. Arr. du cons., 29 janvier 1823, MAC., V, 46. — Les conseils de préfecture sont incompétens pour connaître des dommages provenant du fait de l'administration. Arr. du cons., 22 juin 1825, MAC., VII, 347.

(1) Voyez, sur la compétence des conseils de préfecture en matière de contraventions aux réglemens de voirie, la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), et les notes; et celle du 9—19 ventôse an 13 (28 février—10 mars 1805), et les notes.

En matière de grande voirie, les préfets sont compétens pour ordonner toutes mesures intéressant la sûreté publique; mais, sauf le cas de péril imminent, les oppositions aux arrêtés des préfets doivent être déléguées aux conseils de préfecture. Arr. du cons., 2 juillet 1820, SIR., Jur. du cons., V, 398. — Un conseil de préfecture est compétent pour décider si un arrêté du préfet a été légalement exécuté, et si les alignemens réglés par lui ont été ou non dépassés. Arr. du cons., 15 décembre 1824, MAC., VI, 699. — C'est au maire et non au conseil de préfecture qu'il appartient de faire exécuter les alignemens dans les rues qui ne sont pas routes royales ou départementales; et c'est à l'autorité judiciaire à juger, soit la question de propriété, si la voie publique est prétendue être une propriété privée, soit la question d'indemnité, si la voie privée

ront présentées par les communautés des villes, bourgs ou villages, pour être autorisées à plaider (1);—Enfin, sur le contentieux des domaines nationaux (2).

devait devenir voie publique par l'effet d'une mesure d'administration publique; les conseils de préfecture n'ont à s'en occuper sous aucun rapport. Arr. du cons., 11 février 1820, *SIR.*, XXI, 2, 55. — A l'autorité administrative seule appartient de connaître des difficultés relatives à l'exécution d'un alignement donné par le maire d'une commune; en cette matière, les tribunaux ne sont compétens qu'autant qu'il s'agit d'indemnités réclamées par les propriétaires auxquels l'alignement serait préjudiciable. Lyon, 15 juillet 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 222.

En matière de travaux exécutés dans le lit d'une rivière, les conseils de préfecture sont compétens pour interdire des entreprises qui n'ont pas été autorisées par l'administration : mais leur compétence n'existe plus, lorsqu'il s'agit de prononcer sur la construction d'une digue ordonnée par l'administration; c'est au ministre de l'intérieur qu'il appartient de connaître des réclamations auxquelles cette digue peut donner lieu. Cass., 24 mars 1820, *SIR.*, Jur. du cons., V, 349. — Le conseil de préfecture est compétent pour ordonner la destruction d'un batardeau construit sans autorisation, dans le contre-fossé d'un canal de navigation, lorsqu'il a pour objet de changer le régime des eaux, lors même que le contrevenant prétendrait qu'il est propriétaire du contre-fossé et qu'il a le droit d'y attacher ses ouvrages; mais l'arrêté qui ordonne la destruction du batardeau ne fait pas obstacle à ce que la question de propriété du contre-fossé soit portée devant les tribunaux. Arr. du cons., 19 février 1823, *MAC.*, V, 128. — En matière de grande voirie, lorsque la question de propriété est élevée, il y a lieu, par les conseils de préfecture, de renvoyer devant les tribunaux ordinaires. Arr. du cons., 26 mai 1824, *MAC.*, VI, 289. — Lorsqu'un propriétaire d'usines situées sur une rivière navigable invoque un ancien titre d'autorisation pour conserver un attérissement qu'il a augmenté par des matériaux, le conseil de préfecture est compétent pour examiner ce titre, et pour décider si le propriétaire a contrevenu aux règles y prescrites. Arr. du cons., 2 août 1826, *MAC.*, VIII, 465. — Un particulier dont les droits sont en souffrance par suite du changement dans le cours d'un ruisseau, opéré par un autre riverain, ne peut le faire condamner par les tribunaux à remettre le ruisseau dans son ancien lit, si ce rétablissement ne peut plus se faire qu'en dégradant une route royale; c'est au conseil de préfecture à prononcer. Arr. du cons., 23 avril 1818, *SIR.*, Jur. du cons., IV, 310. — La revendication d'un droit de passage, même sur un chemin de halage, faite par un particulier dans son intérêt privé, et non pour le service de la navigation, ne constitue pas une question de grande voirie, de la compétence de l'administration. Arr. du cons., 13 juin 1821, *MAC.*, II, 77. — C'est au conseil de préfecture à connaître de l'action en dommages-intérêts intentée par un voiturier contre l'état, à raison de la rupture d'un pont. Arr. du cons., 27 août 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 518. — Les conseils de préfecture ont le droit, en matière de voirie, de faire tous les actes préparatoires nécessaires pour éclairer leur religion, par exemple, d'ordonner des expertises. Arr. du cons., 18 janvier 1831, *MAC.*, 2^e série, I, 55. — Il y a lieu de surseoir à l'exécution d'un arrêté rendu en matière de grande voirie, lorsque cette exécution pourrait causer à la partie un dommage irréparable, dans le cas où l'arrêté serait annulé. Arr. du cons., 13 mars 1822, *MAC.*, III, 271; et plusieurs autres arrêts.

(1) Voyez, sur la nécessité de cette autorisation, et sur le mode de la demander et de l'obtenir, la loi du 29 vendémiaire an 5 (20 octobre 1796), et les notes étendues qui l'accompagnent.

(2) Déjà cette compétence avait été attribuée à l'autorité administrative par l'arrêté du 2 nivôse an 6 (22 décembre 1797), approuvé d'un rapport du ministre de la justice que nous n'avons pas inséré dans ce recueil, parce que la présente disposition le rendait sans intérêt. — Voyez les arrêtés des 16 vendémiaire an 9 (8 octobre 1800), 7 messidor suivant (26 juin 1801), 5 et 27 fructidor même année (23 août et 14 septembre 1801), 15 pluviôse an 10 (4 février 1802), et l'avis du cons. d'état du 14 mars 1808, qui définissent la compétence administrative et celle des tribunaux en matière de domaines nationaux.

La loi du 28 pluviôse an 8 n'a apporté aucun changement aux attributions respectives de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire, relativement au contentieux des domaines nationaux; l'objet de cette loi a été uniquement de distribuer, entre les nouveaux administrateurs qu'elle établissait, les diverses fonctions attribuées par les lois antérieures aux corps administratifs auxquels ils succédaient. Décis. du ministre de la justice, 21 floréal an 8, et circ. de la régie de l'enregistrement, 7 fructidor an 8, *SIR.*, I, 2, 171. — La charte constitutionnelle n'a rien changé à la compétence exclusive de l'autorité administrative, relativement au contentieux des domaines nationaux, pour ceux de ces domaines vendus avant sa promulgation. Cass., 21 mai 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 324; *Bull. civ.*, XXIX, 169. — Mais les questions de propriété, vis-à-vis des tiers, relativement à des adjudications de biens nationaux postérieures à la charte, ne sont pas de la compétence administrative; c'est aux tribunaux qu'il appartient d'en connaître. Cass., 21 février

5. Lorsque le préfet assistera au conseil de préfecture, il présidera : en cas de partage, il aura voix prépondérante (1).

1826, *SIR.*, XXVI, 1, 322; et 26 décembre 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 270; et arr. du cons., 25 mars 1830, *MAC.*, XII, 154. — Dans ce dernier cas, c'est à l'administration seule à statuer sur les questions de restitution du prix et d'indemnité dus à l'acquéreur évincé. Même arrêt du cons. — C'est aux tribunaux ordinaires à statuer sur les contestations qui s'élèvent entre les adjudicataires et les fermiers des biens vendus par la caisse d'amortissement. Arr. du cons., 29 août 1821, *MAC.*, II, 298.

Toute contestation relative au contentieux des domaines nationaux est dans les attributions des conseils de préfecture, sauf recours au conseil d'état : les préfets et les ministres n'ont que la surveillance administrative; toute décision de leur part est un excès de pouvoir. Arr. du cons., 3 janvier 1813, *SIR.*, Jur. du cons., II, 167. — Lorsqu'un tribunal est saisi d'une question litigieuse, à l'occasion de laquelle il s'agit d'apprécier la valeur et les effets d'actes administratifs qui ont préparé ou consommé la vente d'un bien national, ce tribunal doit s'abstenir de prononcer sur la contestation, jusqu'à ce que l'autorité administrative ait elle-même prononcé sur cette valeur et ces effets. Arr. du cons., 18 avril 1821, *MAC.*, I, 517. — Les conseils de préfecture n'ont mission de prononcer que sur le *contentieux* des domaines nationaux : ainsi, lorsque l'acquéreur d'un bien national se présente de son propre mouvement devant un conseil de préfecture, afin d'obtenir une déclaration de limites de sa propriété, le conseil n'a pas qualité pour la donner. Arr. du cons., 13 juin 1821, *MAC.*, II, 52. — Les conseils de préfecture sont nécessairement juges en premier ressort du contentieux des domaines nationaux; c'est pourquoi les acquéreurs ne sont pas recevables à demander directement au conseil d'état l'interprétation de leurs contrats, avant d'avoir fait statuer à cet égard par le conseil de préfecture. Arr. du cons., 18 avril 1821, *MAC.*, I, 515.

C'est aux conseils de préfecture à statuer sur les effets d'une vente nationale. Arr. du cons., 5 mai 1830, *MAC.*, XII, 213. — Mais ce n'est pas à eux à en *assurer* l'effet : ainsi, lorsqu'il a été fait un changement de lieux, contrairement à une adjudication, le conseil de préfecture ne peut se permettre de prescrire le rétablissement des lieux dans l'état où ils étaient à l'époque de la vente. Arr. du cons., 24 mars 1819, *SIR.*, XXI, 2, 230. — C'est aux conseils de préfecture à décider, entre deux acquéreurs de domaines nationaux, quelle est la vente qui doit être maintenue. Arr. du cons., 9 janvier 1828, *MAC.*, X, 28. — Mais lorsqu'il s'agit de décider au profit de qui l'adjudication doit avoir effet, en vertu d'écrits particuliers ou d'un traité de société, cette question ne pouvant être résolue par la seule application des termes de l'acte administratif doit être soumise aux tribunaux. Arr. du cons., 7 avril 1813, *SIR.*, Jur. du cons., II, 303. — Jugé encore que, lorsqu'un acquéreur national s'oppose à une vente postérieure, sous prétexte que l'objet mis en vente lui a déjà été vendu, l'étendue et les limites de la première vente doivent être préjudiciellement déclarées par le conseil de préfecture. Arr. du cons., 24 mars 1824, *MAC.*, VI, 151. — Les contestations qui peuvent s'élever relativement à la propriété d'un bien présumé national, mais non encore vendu, doivent être décidées par l'autorité judiciaire, seule compétente pour en connaître. Arr. du cons., 28 septembre 1813, *SIR.*, Jur. du cons., II, 436. — Jugé encore que, lorsque des biens nationaux ont été soumissionnés, et qu'avant l'adjudication il a été formé une opposition de la part de tiers réclamant la propriété, l'autorité administrative doit renvoyer devant les tribunaux pour être statué sur la question de propriété, sauf à prononcer sur la validité de la soumission. Arr. du cons., 8 janvier 1813, *SIR.*, Jur. du cons., II, 186. — Même décision, au cas où un domaine a été vendu par l'état, malgré l'opposition d'un tiers, qui en réclame la propriété, en se fondant sur des titres. Arr. du cons., 27 septembre 1827, *MAC.*, IX, 511. — Mais les tribunaux ne sont pas juges de la question de propriété, si la réclamation est postérieure à la vente. Arrêté des consuls, 16 vendémiaire an 9, *SIR.*, I, 2, 339. — Jugé en dernier lieu que les questions de revendication de biens mal à propos *vendus* comme nationaux, sont du ressort de l'autorité administrative. Arr. du cons., 9 avril 1817, *SIR.*, Jur. du cons., III, 560. — Lorsqu'un créancier se pourvoit contre le détenteur d'un héritage concédé ou abandonné par l'autorité administrative, et sur lequel, pour sûreté de sa créance, il avait un privilège, s'il n'attaque point l'acte administratif de concession ou d'abandon, la contestation est du ressort des tribunaux ordinaires. Arr. du cons., 14 juillet 1811, *SIR.*, Jur. du cons., I, 510.

Quand il s'agit de déterminer la compétence des tribunaux et de l'administration touchant le sens et l'effet d'un titre d'adjudication de domaines nationaux, il faut attribuer aux tribunaux tout ce qui est application d'un titre administratif dont le sens et l'effet ne sont pas contestés, et encore tout ce qui est litigieux en dehors des titres administratifs; mais il faut réserver à l'administration toute espèce d'interprétation des dispositions du titre d'adjudication et de tous les

(1) Voyez l'arrêté du 19 fructidor an 9 (6 septembre 1801), art. 4, qui reproduit la présente disposition.

6. Le conseil général de département s'assemblera chaque année : l'époque

actes préparatoires qui le constituent : l'incompétence des tribunaux pour interpréter les titres administratifs est tellement absolue, qu'elle peut être proposée même par la partie qui les a saisis de la contestation. Cass., 22 mai 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 215; Bull. civ., XXVI, 171. — L'interprétation et l'application des contrats d'adjudication de biens nationaux appartient à l'autorité administrative, et non à l'autorité judiciaire. Arr. du cons., 16 mars 1807, *SIR.*, Jur. du cons., 1, 64; et un grand nombre d'arrêts.

Lorsqu'en matière de domaines nationaux une contestation ne peut être décidée seulement par les actes administratifs, mais qu'il faut encore avoir recours à des titres antérieurs et aux règles du droit commun, l'appréciation de ces titres et l'application de ces règles appartient aux tribunaux. Arr. du cons., 11 janvier 1813, *SIR.*, Jur. du cons., II, 193; 21 mars 1821, *MAC.*, I, 427; et un grand nombre d'autres arrêts. — L'autorité judiciaire est compétente pour connaître d'une contestation relative à des biens compris dans une vente nationale, lorsque la solution de la question dépend de l'appréciation de titres anciens, antérieurs à la vente, et qu'en outre, sur l'opposition formée avant l'adjudication, l'autorité administrative a décidé qu'il serait passé outre à l'aliénation, sans rien préjuger sur la difficulté élevée. Cass., 29 juin 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 407.

Les conseils de préfecture peuvent employer comme moyens auxiliaires d'interprétation les expertises, les enquêtes, etc. Arr. du cons., 11 mai 1822, *MAC.*, III, 381. — Jugé, au contraire, que, lorsque les actes administratifs qui ont préparé ou consommé la vente d'un bien national ne peuvent servir à résoudre la difficulté, et qu'il est indispensable de recourir à des enquêtes, descentes de lieux et autres actes d'instruction du droit civil, les tribunaux seuls sont compétents. Arr. du cons., 13 octobre 1822, *MAC.*, IV, 364; 16 avril 1823, *MAC.*, V, 266; 27 avril 1825, *MAC.*, VII, 204; et plusieurs autres arrêts. — Mais lorsqu'il s'agit de vérifier s'il y a ou non identité entre une pièce de terre revendiquée et une pièce acquise de la nation, l'autorité judiciaire n'est pas compétente pour nommer des experts arpenteurs : c'est à l'autorité administrative que ce droit appartient. Arr. du cons., 18 septembre 1813, *SIR.*, XIV, 2, 330. — Un conseil de préfecture qui renvoie les parties devant les tribunaux, par un premier arrêté, pour les enquêtes et descentes de lieux, ne se dessaisit pas du droit de déclarer postérieurement ce qui a été vendu par les actes administratifs. Arr. du cons., 22 juin 1825, *MAC.*, VII, 326. — Lorsque l'acte de vente se réfère à un bail antérieur, le conseil de préfecture doit se borner à faire la déclaration des objets vendus, sauf aux parties à se retirer devant les tribunaux pour faire décider si ces objets ont ou non été compris dans le bail. Arr. du cons., 10 juillet 1822, *MAC.*, IV, 42; et 30 août 1832, *MAC.*, 2^e série, II, 524. — Jugé encore que, lorsque les biens ont été vendus *tels qu'en ont joui ou dû jouir les précédents fermiers*, la question de savoir si l'objet litigieux a été compris dans la jouissance des précédents fermiers, ne peut être jugée que par les tribunaux. Arr. du cons., 17 novembre 1824, *MAC.*, VI, 629. — Jugé, contrairement aux décisions précédentes, que, lorsque l'acte de vente se réfère à un bail antérieur, le conseil de préfecture peut s'en servir pour déterminer les limites du bien vendu, et qu'il peut même appuyer subsidiairement sa décision sur un plan dressé en exécution d'un arrêté postérieur à la vente. Arr. du cons., 26 août 1824, *MAC.*, VI, 560. — Jugé encore qu'un conseil de préfecture n'excède pas sa compétence, en examinant si l'acte de vente est corrélatif à un bail antérieur qui, selon les parties, a servi de base à cette vente nationale. Arr. du cons., 30 novembre 1830, *MAC.*, XII, 505.

C'est au pouvoir judiciaire et non à l'autorité administrative qu'il appartient de statuer sur des actes relatifs à des domaines d'origine nationale, passés entre l'acquéreur direct de ces domaines et un tiers auquel il les a revendus. Cass., 13 ventose an 13, *SIR.*, VII, 2, 794. — Il en est de même des contestations qui s'élèvent entre l'acquéreur apparent d'un domaine national et un tiers qui prétend que ce domaine a été acquis pour lui et de ses deniers, par l'acquéreur apparent, en vertu d'un mandat qu'il lui avait donné à cet effet. Cass., 10 février 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 99; Bull. civ., XXXI, 23. — Mais c'est à l'autorité administrative à décider si la clause par laquelle l'adjudicataire d'un bien national déclare qu'il acquiert pour lui et pour telles personnes, forme une simple déclaration de command et si elle est révocable, ou si elle rend de plein droit copropriétaires de l'adjudicataire les personnes au profit desquelles cette clause a été stipulée. Cass., 25 octobre 1809, *SIR.*, VII, 2, 797.

Les questions de propriété entre l'état et les particuliers sont, de droit commun, dévolues à l'autorité judiciaire; il n'y a d'exception que pour les ventes nationales. Arr. du cons., 8 juillet 1807, *SIR.*, Jur. du cons., I, 109. — Ainsi, l'autorité administrative n'est pas compétente pour décider si un terrain, réclamé par un particulier comme faisant partie de sa propriété, appartient ou non au domaine. Arr. du cons., 18 juillet 1806, *SIR.*, VII, 2, 868; 29 avril 1809, *SIR.*, Jur. du cons., I, 278; et 20 novembre 1816, *SIR.*, Jur. du cons., III, 434. — Jugé encore que l'autorité administrative n'est pas compétente pour prononcer sur la valeur des titres d'après lesquels des particuliers prétendent établir un droit de propriété sur des terrains dont ils sont en possession,

de sa réunion sera déterminée par le gouvernement ; la durée de sa session

et qui leur sont contestés comme faisant partie du domaine de la couronne. Arr. du cons., 1^{er} avril 1808, SIR., Jur. du cons., I, 155. — Jugé néanmoins que l'autorité administrative est compétente pour décider si une propriété séquestrée dans un pays réuni appartient au gouvernement, ou à un particulier qui la réclame comme l'ayant achetée. Arr. du cons., 6 janvier 1807, SIR., Jur. du cons., I, 18. — L'autorité administrative n'est pas compétente pour envoyer un particulier en possession d'un immeuble dont la propriété est contestée par le domaine. Arr. du cons., 14 novembre 1807, SIR., Jur. du cons., I, 97.

En thèse générale, la faculté réservée aux conseils de préfecture d'interpréter les clauses des contrats d'adjudication, les rend compétens pour déclarer les limites et la consistance des terres vendues : l'incompétence des tribunaux, à cet égard, est tellement absolue, qu'ils ne peuvent être saisis par la volonté des parties, et que la partie elle-même qui a saisi les tribunaux est recevable à se plaindre de son fait. Cass., 13 avril 1808, SIR., VIII, 1, 228 ; Bull. civ., X, 83. — Les conseils de préfecture excèdent les bornes de leur compétence, lorsqu'ils basent leurs arrêtés d'interprétation sur des actes postérieurs et étrangers à l'adjudication. Arr. du cons., 7 mars 1821, MAC., I, 324. — Lorsqu'il s'agit de déterminer les limites des domaines vendus par l'état, ou elles peuvent être déterminées d'après le contrat d'adjudication, et, dans ce cas, c'est l'autorité administrative qui est compétente ; ou elles doivent être déterminées par les principes de la matière et par des usages, et, dans ce cas, c'est à l'autorité judiciaire à prononcer. Arr. du cons., 19 juin 1813, SIR., XIII, 2, 307. — Jugé encore que les questions relatives aux limites des domaines vendus par l'état ne sont du ressort de l'autorité administrative, qu'autant qu'elles doivent être jugées par l'interprétation et l'application des actes administratifs ; et qu'il n'en est pas de même s'il s'agit de statuer d'après les titres anciens, le droit commun, les coutumes, les enquêtes ; la connaissance du litige appartient alors aux tribunaux. Arr. du cons., 19 juin, 30 juin, et 10 août 1813, SIR., XIV, 2, 323 et 324 ; 28 mars 1821, MAC., I, 462 ; et plusieurs autres arrêtés. — Dans ce dernier cas, l'autorité administrative doit se borner à déclarer le sens des clauses de l'adjudication. Arr. du cons., 20 juin 1812, SIR., XIII, 2, 36. — Jugé encore que, lorsque le conseil de préfecture, après avoir rappelé la teneur de l'adjudication, déclare que, dans le silence des actes qui ont préparé ou consommé la vente, c'est aux tribunaux qu'il appartient de statuer sur la situation et les limites des objets vendus, les tribunaux ne peuvent, après cette déclaration, persister à se dire incompétens pour prononcer sur la contestation. Arr. du cons., 26 février 1823, MAC., V, 153. — Jugé, contrairement aux décisions précédentes, que les conseils de préfecture peuvent, pour l'interprétation des ventes, recourir à des expertises, à des applications de plans et autres actes de la juridiction civile ordinaire. Arr. du cons., 2 février 1821, MAC., I, 91. — C'est à l'autorité administrative et non au pouvoir judiciaire qu'appartient la connaissance des contestations qui s'élèvent entre l'acquéreur d'un bien national et un prétendant-droit à la propriété d'une portion de ce bien ; et qui présentent la question de savoir si cette portion a ou n'a pas été achetée du domaine. Arrêtés des consuls, 5 floréal an 9, SIR., I, 2, 591 ; et 15 pluviöse an 11, SIR., II, 2, 15 ; et Cass., 16 pluviöse an 11, SIR., III, 2, 280 ; Bull. civ., V, 145 ; 29 messidor an 11, SIR., IV, 2, 667 ; et 18 juillet 1808, SIR., IX, 1, 96 ; Bull. civ., X, 189. — Peu importe que l'autorité judiciaire, statuant sur une telle question, ait déclaré dans ses motifs faire abstraction de l'acte même de vente nationale, et qu'elle ait puisé les éléments de sa conviction dans des circonstances et des titres étrangers à l'administration ; la décision intervenue en pareil cas n'en est pas moins viciée d'excès de pouvoir. Cass., 22 mars 1820, SIR., XX, 1, 303 ; Bull. civ., XXII, 117. — Lorsqu'un acquéreur de biens nationaux revendique une portion de terrain, comme faisant partie de son acquisition, en ce que celui qu'il représente avait possédé pendant trente ans, si le défendeur soutient que l'objet réclaté n'est pas compris dans l'adjudication, la première question que présente le litige est relative au sens ou à l'effet du titre administratif, et elle est de la compétence des conseils de préfecture. Arr. du cons., 25 janvier 1807, SIR., XVI, 2, 219. — Les extraits de décompte et le sommaire des ventes peuvent servir à l'interprétation des contrats. Arr. du cons., 7 mars 1821, MAC., I, 339.

Lorsqu'il s'agit de statuer sur la question de savoir si un terrain, non désigné expressément dans le procès-verbal d'adjudication d'un domaine national, a été compris dans l'adjudication comme dépendance, les tribunaux sont compétens pour décider d'après les anciens titres étrangers aux procès-verbaux. Cass., 13 mars 1821, SIR., XXII, 1, 109. — Jugé encore que, lorsqu'un immeuble national a été adjugé avec ses dépendances *essentiels*, sans autre désignation, la question de savoir en quoi consistent ces dépendances essentielles doit être décidée, d'après le droit commun, par les tribunaux, et non, d'après les titres administratifs, par les conseils de préfecture. Arr. du cons., 12 décembre 1818, SIR., XIX, 2, 241. — En cas de difficulté sur des terrains boisés que l'acquéreur prétend avoir été compris dans une vente de pâturages à lui faite, c'est aux tribunaux qu'il appartient de décider : 1^o quels sont les terrains boisés qui faisaient partie d'une forêt voisine, lors de la vente ; 2^o quelles étaient, à cette époque, les li-

ne pourra excéder quinze jours.—Il nommera un de ses membres pour pré-

mites de la forêt ou du pâturage; 3° si les bois existant sur le terrain réclamé s'y trouvaient au moment de la vente. Arr. du cons., 13 novembre 1822, MAC., IV, 362. — Les conseils de préfecture ne sont pas compétents pour prononcer sur la question de savoir si une voute qui supporte un terrain vendu faisait partie de la propriété à l'époque de l'adjudication, lorsque cette question ne peut être décidée que par des titres antérieurs et par les règles du droit commun. Arr. du cons., 28 mars 1821, MAC., I, 459. — *Idem*, de la question de savoir si des ravins sont des digues ou berges, et forment à ce titre, d'après les règles du droit commun, des dépendances nécessaires d'un étang vendu nationalement. Arr. du cons., 20 juin 1821, MAC., II, 107. — Mais entre deux acquéreurs de domaines nationaux, l'un d'un étang et l'autre d'un domaine auquel était anciennement attaché un droit de pêche sur l'étang, la question de savoir si l'étang a été vendu par l'état avec ou sans affranchissement du droit de pêche, est de la compétence administrative. Cass., 14 février 1827, SIR., XXVII, 1, 179; Bull. civ., XXIX, 55. — Toutes les contestations relatives aux alluvions, lorsqu'il s'agit de savoir si elles sont propriétés nationales, ou si, au contraire, elles sont un accroissement à une propriété particulière, sont de la compétence des tribunaux ordinaires; il en est de même de la demande en suppression de barrage d'un attérissement, lorsqu'elle est subordonnée à la question de propriété de l'atterrissement. Arr. du cons., 16 février 1811, SIR., Jur. du cons., I, 393. — Jugé encore que, lorsque des attérissements se sont formés dans le lit d'une rivière navigable ou flottable, postérieurement au contrat d'adjudication qui a été fait par l'état de terrains situés sur cette rivière, la question de possession et de propriété relative à ces attérissements, appartient aux tribunaux. Arr. du cons., 21 mars 1821, MAC., I, 424. — Les tribunaux sont compétents pour décider, entre deux acquéreurs de biens nationaux, à qui appartient une haie séparative dont il n'est pas parlé dans les adjudications. Arr. du cons., 20 janvier 1819, SIR., Jur. du cons., V, 58. — Les conseils de préfecture ne peuvent statuer sur les demandes en bornage formées par les acquéreurs de biens nationaux. Arr. du cons., 2, 22 février et 7 mars 1821, MAC., I, 91, 197 et 320.

Toutes les questions de possession concernant les biens nationaux sont du ressort des tribunaux. Arr. du cons., 30 juin 1824, MAC., VI, 378; et un grand nombre d'arrêts. — Ainsi, l'autorité administrative doit renvoyer devant eux une contestation dans laquelle un adjudicataire de biens nationaux argue, pour fonder son droit de propriété, des jouissances et possessions qu'a pu avoir l'ancien propriétaire, avant l'adjudication. Arr. du cons., 20 juin 1812, SIR., Jur. du cons., II, 86. — Lorsqu'une contestation s'élève, entre deux acquéreurs de biens nationaux, sur le fait et sur l'étendue de la possession d'un droit d'usage faisant partie de leur acquisition, les tribunaux ordinaires peuvent, sans excéder leur compétence, ordonner la preuve par témoins de la possession annale des droits d'usage réclamés. Arr. du cons., 31 juillet 1822, MAC., IV, 147. — Les juges de paix peuvent, sans excéder leurs pouvoirs, statuer sur les actions possessoires relatives aux biens nationaux vendus. Arr. du cons., 26 juillet 1826, MAC., VIII, 433; et plusieurs autres arrêts. — Par exemple, entre deux acquéreurs de biens nationaux, en discord sur les limites de deux adjudications respectives. Arr. du cons., 13 novembre 1822, MAC., IV, 359.

Les questions de prescription, entre deux acquéreurs qui se disputent un bien national, sont du ressort des tribunaux. Arr. du cons., 2 décembre 1829, MAC., XI, 452; et plusieurs autres arrêts. — *Idem* des questions de prescription entre les acquéreurs et le domaine. Arr. du cons., 16 janvier 1822, MAC., III, 34. — Si un tiers détenteur de domaines nationaux prétend que le bien litigieux lui est acquis par prescription, l'arrêté du conseil de préfecture qui aurait statué sur cette question, ne fait pas obstacle à ce qu'elle soit déférée aux tribunaux. Arr. du cons., 19 décembre 1821, MAC., II, 576.

Les conseils de préfecture ne sont pas compétents pour statuer sur les servitudes actives qui ne sont pas spécialement déterminées par les procès-verbaux d'adjudication des biens nationaux. Arr. du cons., 7 mars 1821, MAC., I, 324. — Ils ne peuvent prononcer sur les reconnaissances de servitudes formées contre les acquéreurs de biens nationaux. Arr. du cons., 6 février 1810, SIR., Jur. du cons., I, 353; 1^{er} septembre 1819, SIR., Jur. du cons., V, 204; et 7 mars 1821, MAC., I, 319; et Cass., 12 août 1812, SIR., XIII, 1, 202. — Mais les questions de servitude entre des acquéreurs de domaines nationaux sont administratives, quand le droit est prétendu résulter des actes d'adjudication. Arr. du cons., 11 novembre 1813, SIR., Jur. du cons., II, 450. — Jugé encore que c'est à l'autorité administrative et non aux tribunaux qu'est attribuée la connaissance des contestations auxquelles peut donner lieu la prétention d'un acquéreur de domaine national, pour exercer une servitude que l'acquéreur d'un autre domaine national lui refuse. Arr. du cons., 27 octobre 1808, SIR., Jur. du cons., I, 211. — Jugé pourtant que, lorsqu'il s'agit de déterminer, entre deux acquéreurs nationaux du même objet, en plusieurs lots, les servitudes d'un lot sur l'autre, la question tient moins à l'interprétation de l'acte qu'à l'application des règles de

sident, un autre pour secrétaire. — Il fera la répartition des contribu-

droit; elle doit donc être soumise aux tribunaux. Arr. du cons., 25 février 1815, *SIR.*, Jur. du cons., III, 92. — Les conseils de préfecture n'excèdent pas leurs pouvoirs, lorsqu'ils expliquent que telle ou telle servitude qui existait en conformité des titres anciens, a été supprimée depuis que le bien qui fait l'objet de la vente est passé au pouvoir de la nation; une telle déclaration ne fait qu'expliquer le sens et l'objet de l'acte administratif. Arr. du cons., 11 janvier 1813, *SIR.*, Jur. du cons., II, 198. — Lorsqu'un domaine national a été vendu avec des servitudes actives et passives, et qu'il s'agit de décider si le droit de jouissance contesté par l'acquéreur aux habitants d'une commune doit être considéré comme une des servitudes réservées par la vente, cette question est exclusivement du ressort des tribunaux. Arr. du cons., 17 décembre 1809, *SIR.*, Jur. du cons., I, 344.

Spécialement, les tribunaux sont seuls compétents pour statuer sur l'existence, l'étendue et le mode de jouissance d'une servitude de passage réclamée sur un bien national vendu avec toutes ses servitudes actives et passives, sans aucune réserve ni restriction. Arr. du cons., 8 mai 1822, *MAC.*, III, 418. — Surtout lorsque la contestation existe entre deux acquéreurs de biens nationaux, s'ils ne se prévalent pas des termes de leurs contrats, et ne réclament le passage qu'à titre de servitude. Arr. du cons., 17 août 1825, *SIR.*, XXVI, 2, 197. — Ou sur la prétention élevée par un acquéreur national d'exercer une servitude de passage sur le fonds patrimonial de son voisin, bien qu'il prétende d'ailleurs que ce droit résulte de son contrat d'acquisition. Arr. du cons., 23 avril 1807, *SIR.*, Jur. du cons., I, 76. — Ou sur la question de savoir si l'une des parties a un droit de passage sur un chemin de desserte en litige, d'après la destination du père de famille. Arr. du cons., 24 février 1825, *MAC.*, VII, 104. — Ou sur la question de savoir si un particulier, acquéreur national, a, sur la place publique d'une commune, un droit de passage fondé sur des titres écrits et sur la possession immémoriale. Arr. du cons., 15 mars 1826, *MAC.*, VIII, 181. — Un conseil de préfecture n'excède pas les bornes de sa compétence lorsque, sur la question de savoir si un droit de passage a fait partie de la vente d'un bien national, il déclare que ce droit ne résulte pas des actes administratifs produits. Arr. du cons., 27 février 1822, *MAC.*, III, 217. — Mais il excède ses pouvoirs, lorsqu'après avoir déclaré que des chemins revendiqués ne font pas partie des biens vendus nationalement, il défend aux habitants de la commune ou à tous autres de passer sur ces chemins sous les peines de droit. Arr. du cons., 31 janvier 1827, *MAC.*, IX, 86. — Lorsque les actes administratifs qui imposent une servitude de passage à un acquéreur national, ne contiennent aucune disposition relative à l'entretien et à la réparation du chemin et de ses dépendances, et que les parties invoquent d'anciens titres, le conseil de préfecture est incompétent pour statuer sur cet entretien et cette réparation. Arr. du cons., 18 juin 1823, *MAC.*, V, 448. — Les conseils de préfecture sont compétents pour déclarer compris dans la vente d'un bien national des droits de pacage qui sont formellement désignés dans les procès-verbaux d'estimation qui ont servi de base à la vente. Arr. du cons., 29 août 1821, *MAC.*, II, 301. — Mais lorsque les actes administratifs sont muets, la contestation dans laquelle il s'agit de savoir si les habitants d'une commune sont fondés à réclamer contre l'acquéreur d'un domaine national un droit de pâturage, est du ressort des tribunaux. Arr. du cons., 28 novembre 1809, *SIR.*, Jur. du cons., I, 337. — Les conseils de préfecture n'excèdent pas les bornes de leur compétence en déclarant qu'un droit de puisage fait partie de l'adjudication d'une maison nationale, pourvu qu'ils ne motivent pas cette décision sur des titres antérieurs à l'adjudication, ou sur des usages locaux. Arr. du cons., 14 juillet 1812, *SIR.*, Jur. du cons., II, 115. — Entre deux acquéreurs de biens nationaux, les conseils de préfecture ne sont pas compétents pour statuer sur les droits de propriété ou d'usage d'un cours d'eau, lorsque le contrat de vente ne contient aucune disposition particulière à cet égard, et que les prétentions des parties sont fondées, soit sur la clause générale du procès-verbal d'adjudication, relative aux servitudes actives et passives, soit sur d'autres titres. Arr. du cons., 7 mars 1821, *MAC.*, I, 324. — Lorsqu'il s'agit de décider si une transaction passée entre les auteurs d'un acquéreur de domaines nationaux et le propriétaire d'un canal, a imposé une servitude perpétuelle, ou seulement temporaire et révoquée à volonté, sur le domaine aliéné par le gouvernement, et si, en vertu de cet acte, la redevance stipulée pour raison de l'irrigation du domaine peut ou non être exigée, c'est aux tribunaux à prononcer et non à l'autorité administrative. Arr. du cons., 15 novembre 1810, *SIR.*, Jur. du cons., I, 432. — Lorsqu'il s'agit de discuter la réalité d'une charge imposée sur un canal, par titres antérieurs à son aliénation, la contestation entre coacquéreurs n'est point une difficulté prenant sa source dans un acte administratif; c'est une question de propriété dévolue aux tribunaux. Arr. du cons., 17 décembre 1809, *SIR.*, Jur. du cons., I, 347. — C'est encore aux tribunaux qu'il appartient de décider entre deux acquéreurs, si l'un d'eux est obligé de souffrir les atteintes ordinaires et extraordinaires de l'eau d'un étang, lorsque cette espèce de servitude n'est pas formellement établie par leurs contrats d'acquisition. Arrêt précité du cons., 29 août 1821, *MAC.*, II, 301. — Les tribunaux sont seuls compétents pour décider si l'adjudi-

tions directes entre les arrondissemens communaux du département. — II

cataire d'un bien national est tenu de faire telles ou telles réparations, d'après les règles ordinaires relatives aux murs mitoyens. Arr. du cons., 18 janvier 1813, *SIR.*, Jur. du cons., II, 219. — Mais ce n'est pas à eux à décider si l'adjudicataire d'un droit de terrage, dû au domaine, doit être indemnisé pour des pertes prétendues éprouvées dans la perception de ce droit. Arr. du cons., 29 juin 1811, *SIR.*, Jur. du cons., I, 507.

C'est aux tribunaux qu'il appartient de statuer sur les réclamations faites par un tiers relativement à la propriété d'une rente nationale transférée par le domaine. Arr. du cons., 24 octobre 1821, *MAC.*, II, 400. — Jugé encore que la décision de la question de propriété de rentes nationales litigieuses entre des parties appartient aux tribunaux; la juridiction administrative ne peut en revendiquer la connaissance, sous le prétexte qu'il s'agit d'interpréter des traités diplomatiques entre la France et un pays étranger, lorsqu'il est reconnu que le gouvernement français n'a aucun motif pour intervenir dans la contestation. Arr. du cons., 19 décembre 1821, *MAC.*, II, 601. — La question de propriété d'une rente domaniale entre une fabrique et le domaine est du ressort de l'autorité administrative. Arr. du cons., 19 décembre 1821, *MAC.*, II, 604.

Lorsque les contrats de ventes nationales ne contiennent aucune clause qui soit contraire à la réclamation formée devant les tribunaux par l'une des parties, il n'est pas besoin de recourir à l'interprétation administrative. Arr. du cons., 14 février 1813, *SIR.*, Jur. du cons., II, 272; et 24 mars 1820, *SIR.*, Jur. du cons., V, 353.

Les tribunaux sont seuls compétens pour prononcer sur la validité et l'exécution d'un bail de biens nationaux. Arr. du cons., 26 août 1824, *MAC.*, VI, 566. — Les contestations relatives au paiement des fermages des biens nationaux sont de la compétence de l'autorité judiciaire. Cass., 9 pluviôse an 12, *SIR.*, IV, 2, 507; Bull. civ., VI, 149; et arr. du cons., 11 janvier 1813, *SIR.*, XIII, 2, 144. — *Idem*, encore que de la part des fermiers il n'y ait de réclamation ni sur la dette ni sur la compétence. Arr. du cons., 7 février 1813, *SIR.*, Jur. du cons., II, 267. — *Idem*; encore qu'une des parties ait reconnu la compétence de l'autorité administrative. Arr. du cons., 14 novembre 1807, *SIR.*, XVI, 2, 302. — *Idem*, surtout s'il s'agit non de l'interprétation des baux, mais de l'application des lois sur les obligations respectives des parties. Inst. générale de la régie, 24 septembre 1807, *SIR.*, VII, 2, 290. — Les contestations sur la validité des contraintes décernées en paiement des fermages de biens frappés du séquestre national sont exclusivement du ressort de l'autorité administrative. Arr. du cons., 18 octobre 1810, *SIR.*, Jur. du cons., I, 422. — C'est devant les tribunaux que doivent être portées les questions relatives à la prescription et les preuves de libération invoquées par un fermier de domaines nationaux, pour se soustraire à l'action en paiement de ses fermages. Arr. du cons., 21 novembre 1807, *SIR.*, XVI, 2, 306. — L'autorité administrative est seule compétente pour régler les décomptes des fermiers des biens nationaux, et pour procéder à la liquidation des indemnités dues par l'état aux détenteurs de ces biens, par suite des baux à eux consentis. Arr. du cons., 29 juin 1811, *SIR.*, Jur. du cons., I, 508. — Mais lorsque les fermiers réclament des indemnités contre la régie des domaines, c'est aux tribunaux à statuer. Arr. du cons., 11 janvier 1815, *SIR.*, Jur. du cons., II, 197. — Lorsqu'il s'agit de décider si les fermiers d'un domaine de l'état, en vertu d'un bail qui ne contient pas de stipulation contraire, peuvent sous-affermier les objets à eux loués, l'autorité judiciaire est seule compétente pour prononcer. Arr. du cons., 6 juillet 1810, *SIR.*, Jur. du cons., I, 384. — Lorsqu'un domaine national a été vendu avec la déclaration qu'un tel en jouit, en vertu d'un bail qui a encore tant d'années à courir, et que c'est à lui qu'appartiennent les bâtimens existant sur le bien, les tribunaux ne sont pas compétens pour décider si le bail existe réellement, s'il doit avoir son exécution, et si le fermier est visiblement propriétaire des bâtimens. Cass., 6 juillet 1810, *SIR.*, VII, 2, 796. — Les tribunaux ne peuvent empêcher l'effet d'une adjudication nationale, en ordonnant l'exécution d'un bail annulé par l'autorité administrative. Cass., 29 floréal an 10, *SIR.*, XX, 1, 465; Bull. civ., IV, 372. — Lorsque les biens nationaux sont sortis par aliénation des mains de l'administration, c'est aux tribunaux à connaître des contestations qui peuvent s'élever entre les adjudicataires et ceux qui s'en prétendent les fermiers. Cass., 17 thermidor an 2, *SIR.*, XX, 1, 466.

Les questions relatives à la restitution des fruits des biens nationaux sont du ressort des tribunaux. Arr. du cons., 11 mai 1822, *MAC.*, III, 381; 30 juin 1824, *MAC.*, VI, 378; et plusieurs autres arrêts. — Jugé encore que les conseils de préfecture ne peuvent, sans excès de pouvoir, ordonner une restitution de fruits de biens nationaux. Arr. du cons., 18 janvier 1831, *MAC.*, 2^e série, I, 40. — Les conseils de préfecture sont compétens pour décider à partir de quelle époque l'acquéreur d'un bien national a dû jouir des fruits du domaine à lui adjudgé; mais ils ne le sont pas pour statuer sur la prescription que l'acquéreur ou le fermier du bien vendu oppose à la demande de l'administration des domaines. Arr. du cons., 14 août 1813, *SIR.*, XIV, 2, 145. — Lorsqu'après règlement de juges par suite d'un conflit négatif, une difficulté a été soumise aux tribunaux, et que l'une des parties a reconnu le droit de propriété de son adversaire, ces tribunaux restent valablement saisis des questions accessoires relatives aux dommages-intérêts et aux restitutions de

statuera sur les demandes en réduction faites par les conseils d'arrondissement, les villes, bourgs et villages.—Il déterminera dans les limites fixées par la loi le nombre de centimes additionnels dont l'imposition sera demandée pour les dépenses de département.—Il entendra le compte annuel que le préfet rendra de l'emploi des centimes additionnels qui auront été destinés à ces dépenses.—Il exprimera son opinion sur l'état et les besoins du département, et l'adressera au ministre de l'intérieur (1).

7. Un secrétaire général de préfecture aura la garde des papiers, et signera les expéditions (2).

§ II. — Administration communale.

8. Dans chaque arrondissement communal, il y aura un sous-préfet et un conseil d'arrondissement composé de onze membres.

9. Le sous-préfet remplira les fonctions exercées maintenant par les administrations municipales et les commissaires de canton, à la réserve de celles qui sont attribuées ci-après au conseil d'arrondissement et aux municipalités (3).

10. Le conseil d'arrondissement s'assemblera chaque année : l'époque de sa réunion sera déterminée par le gouvernement ; la durée de sa session ne pourra excéder quinze jours.—Il nommera un de ses membres pour président, et un autre pour secrétaire.—Il fera la répartition des contributions directes entre les villes, bourgs et villages de l'arrondissement.—Il donnera son avis motivé sur les demandes en décharge qui seront formées par les villes, bourgs et villages.— Il entendra le compte annuel que le sous-préfet

fruits demandées par la partie reconnue propriétaire du domaine litigieux. Arr. du cons., 18 janvier 1826, MAC., VIII, 23.

En ce qui touche la compétence, relativement aux difficultés qui s'élèvent sur les décomptes des acquéreurs de domaines nationaux, voyez l'arrêté du 4 thermidor an 11 (23 juillet 1803), art. 4, et les notes.

Les arrêtés du directoire exécutif, rendus sur le contentieux des domaines nationaux, sont souverains de leur nature ; ils ont l'effet de la chose jugée, et le pourvoi au conseil d'état n'est pas recevable. Arr. du cons., 18 novembre 1818, SIR., XX, 2, 175.

(1) Les conseils généraux de département, institués par le décret du 22 décembre 1789—janvier 1790, avaient été supprimés par celui du 14—16 frimaire an 2 (4—6 décembre 1793).

Voyez l'arrêté du 17 ventose an 8 (8 mars 1800), art. 2, concernant la prestation de serment des membres des conseils généraux de département ; celui du 19 floréal suivant (9 mai 1800), art. 2 et 3, qui déterminent l'époque de leur première réunion, et le mode de constatation de leurs délibérations ; celui du 16 ventose an 9 (7 mars 1801), qui fixe l'époque de leur réunion annuelle, et l'instruction du même jour, sur leurs opérations ; le sén.-cons. organique du 16 thermidor an 10 (4 août 1802), art. 30, qui détermine le mode d'élection à ces conseils, et l'arrêté du 19 fructidor suivant (6 septembre 1802), rendu pour l'exécution de ce sén.-cons., art. 86, 87 et 88 ; et enfin la loi du 22—25 juin 1833, concernant le mode d'élection, l'organisation et les attributions des conseils généraux de département : cette loi forme le dernier état de la législation.

(2) Ces secrétaires généraux avaient été supprimés par l'ordonnance du 9—14 avril 1817 : ils ont été rétablis par celle du 1^{er} août—22 septembre 1820 ; puis enfin supprimés définitivement par celle du 1^{er}—8 mai 1832, dans quatre-vingts départements. — Voyez l'arrêté précité du 17 ventose an 8 (8 mars 1800), concernant leur prestation de serment, leurs attributions et leur traitement, art. 2, 6 et 9 ; celui du 17 floréal suivant (7 mai 1800), art. 1^{er}, qui détermine leur costume ; le décret du 18 prairial an 13 (7 juin 1805), qui détermine le mode de leur remplacement provisoire, en cas d'absence ou de maladie ; et l'ordonnance du 29 mars—7 avril 1821, sur le même objet, art. 4.

(3) Voyez l'arrêté du 17 ventose an 8 (8 mars 1800), concernant l'entrée en fonctions des sous-préfets et leur installation ; celui du même jour, portant désignation des chefs-lieux des sous-préfectures ; celui du 17 floréal an 8 (7 mai 1800), qui détermine leur costume ; et l'ordonnance du 20—28 décembre 1815, qui supprime les sous-préfectures qui, nonobstant les dispositions de l'art. 11 de la loi du 28 pluviôse, avaient été établies dans les chefs-lieux de département.

rendra de l'emploi des centimes additionnels destinés aux dépenses de l'arrondissement.—Il exprimera une opinion sur l'état et les besoins de l'arrondissement et l'adressera au préfet (1).

11. Dans les arrondissemens communaux où sera situé le chef-lieu de département, il n'y aura point de sous-préfet.

§ III. — Municipalités (2).

12. Dans les villes, bourgs et autres lieux pour lesquels il y a maintenant un agent municipal et un adjoint, et dont la population n'excédera pas deux mille cinq cents habitans, il y aura un maire et un adjoint ; dans les villes ou bourgs de deux mille cinq cents à cinq mille habitans, un maire et deux adjoints ; dans les villes de cinq mille habitans à dix mille, un maire, deux adjoints et un commissaire de police ; dans les villes dont la population excédera dix mille habitans, outre le maire, deux adjoints et un commissaire de police, il y aura un adjoint par vingt mille habitans d'excédant, et un commissaire par dix mille d'excédant.

13. Les maires et adjoints rempliront les fonctions administratives exercées maintenant par l'agent municipal et l'adjoint : relativement à la police et à l'état civil, ils rempliront les fonctions exercées maintenant par les administrations municipales de canton, les agens municipaux et adjoints.

14. Dans les villes de cent mille habitans et au dessus, il y aura un maire et un adjoint, à la place de chaque administration municipale ; il y aura de plus un commissaire général de police auquel les commissaires de police seront subordonnés, et qui sera subordonné au préfet : néanmoins il exécutera les ordres qu'il recevra immédiatement du ministre chargé de la police (3).

15. Il y aura un conseil municipal dans chaque ville, bourg ou autre lieu pour lequel il existe un agent municipal et un adjoint.—Le nombre de ses membres sera de dix dans les lieux dont la population n'excède pas deux mille cinq cents habitans ; de vingt, dans ceux où elle n'excède pas cinq mille ; de trente, dans ceux où la population est plus nombreuse.—Ce conseil s'assemblera chaque année le 15 pluviôse, et pourra rester assemblé quinze jours.—Il pourra être convoqué extraordinairement par ordre du préfet.—Il entendra et pourra débattre le compte des recettes et dépenses municipales, qui sera rendu par le maire au sous-préfet, lequel l'arrêtera définitivement.—Il réglera le partage des affouages, pâtures, récoltes et fruits communs.—Il ré-

(1) Voyez les arrêtés des 19 floréal an 8 (9 mai 1800) et 4 ventose an 9 (23 février 1801), qui fixent les époques auxquelles les conseils d'arrondissement doivent se réunir ; le sén.-cons. du 16 thermidor an 10 (4 août 1802), art. 28, et l'arrêté du 19 fructidor suivant (6 septembre 1802), art. 84 et 85, concernant la nomination et le renouvellement des membres de ces conseils ; l'ordonnance du 26 mars—9 avril 1817, art. 1^{er} et 2, concernant l'assistance des sous-préfets aux séances, et enfin la loi précitée du 22—25 juin 1833, concernant le mode d'élection, l'organisation et les attributions des conseils d'arrondissement.

(2) Voyez, sur la constitution des municipalités, le décret du 14 décembre 1789, et les notes qui résument la législation de la matière : voyez notamment la loi du 21—23 mars 1831, qui constitue le dernier état des choses.

(3) Voyez l'arrêté du 17 ventose an 8 (8 mars 1800), portant des dispositions sur le logement, le traitement et le costume des commissaires généraux de police ; celui du 5 brumaire an 9 (27 octobre 1800), qui détermine leurs attributions ; le décret du 23 fructidor an 13 (10 septembre 1805), qui porte des dispositions nouvelles sur le nombre, la résidence, les attributions et le traitement des commissaires généraux de police ; les art. 48, 612 et 613 du Cod. inst. crim. de 1808, qui règlent leurs fonctions comme officiers de police judiciaire ; le décret du 25 mars 1811, qui règle le mode de leur nomination, leur organisation et leurs attributions ; et enfin celui du 28 mars—6 avril 1815, portant suppression des commissaires généraux de police.

glera la répartition des travaux nécessaires à l'entretien et aux réparations des propriétés qui sont à la charge des habitans.—Il délibérera sur les besoins particuliers et locaux de la municipalité, sur les emprunts, sur les octrois ou contributions en centimes additionnels qui pourront être nécessaires pour subvenir à ces besoins; sur les procès qu'il conviendra d'intenter ou de soutenir pour l'exercice et la conservation des droits communs (1).

16. A Paris, dans chacun des arrondissemens municipaux, un maire et deux adjoints seront chargés de la partie administrative et des fonctions relatives à l'état civil.—Un préfet de police sera chargé de ce qui concerne la police, et aura sous ses ordres des commissaires distribués dans les douze municipalités (2).

17. A Paris, le conseil de département remplira les fonctions de conseil municipal (3).

§ IV. — Des nominations.

18. Le premier consul nommera les préfets, les conseillers de préfecture, les membres des conseils généraux de département, le secrétaire général de préfecture, les sous-préfets, les membres des conseils d'arrondissement, les maires et adjoints des villes de plus de cinq mille habitans, les commissaires généraux de police et préfets de police dans les villes où il en sera établi.

19. Les membres des conseils généraux de département, et ceux des conseils d'arrondissemens communaux seront nommés pour trois ans: ils pourront être continués.

20. Les préfets nommeront et pourront suspendre de leurs fonctions les membres des conseils municipaux; ils nommeront et pourront suspendre les maires et adjoints dans les villes dont la population est au dessous de cinq mille habitans. Les membres des conseils municipaux seront nommés pour trois ans; ils pourront être continués.

§ V. — Des traitemens.

21. Dans les villes dont la population n'excède pas quinze mille habitans, le traitement du préfet sera de huit mille francs;—Dans celles de quinze à trente mille habitans, il sera de douze mille francs;—Dans celles de trente à quarante-cinq mille habitans, il sera de seize mille francs;—Dans celles de quarante-cinq mille habitans à cent mille, il sera de vingt mille francs;— Dans celles de cent mille habitans et au dessus, de vingt-quatre mille francs;—A Paris, il sera de trente mille francs (4).

22. Le traitement des conseillers de préfecture sera, dans chaque département, le dixième de celui du préfet: il sera de douze cents francs dans les départemens où le traitement du préfet ne sera que de huit mille francs (5).

(1) Voyez, sur la composition et l'organisation des conseils municipaux, la loi générale du 21—23 mars 1831, portant abrogation de toutes les lois précédentes.

(2) Voyez la loi du 20—23 avril 1834, qui détermine l'organisation municipale de la ville de Paris.

(3) Voyez la loi précitée du 20—23 avril 1834, tit. 1^{er}, concernant l'organisation du conseil général et des conseils d'arrondissement du département de la Seine.

(4) Le traitement des préfets a été de nouveau fixé, et le mode de paiement en a été déterminé par le décret du 11 juin 1810, et les ordonnances des 15—24 mai 1822, 26 février 1823, 30 août 1826 et 23 septembre—7 octobre 1829.

Voyez aussi l'arrêté du 25 vendémiaire an 10 (17 octobre 1801), art. 1^{er}, qui règle le mode du paiement.

(5) Voyez l'arrêté du 25 vendémiaire an 10 (17 octobre 1801), concernant le mode de paiement de ce traitement, art. 1^{er}; et l'ordonnance du 15—24 mai 1822, art. 5, qui en maintient la quotité.

23. Le traitement des sous-préfets, dans les villes dont la population excédera vingt mille habitans, sera de quatre mille francs, et de trois mille francs dans les autres (1).

24. Le gouvernement fixera, pour chaque département, la somme des frais de bureau qui sera employée pour l'administration.

Tableau des départemens et des cantons par arrondissemens communaux de la France.

I. AIN.

1^{er} *arrondissement*. Pont-de-Vaux, Saint-Trivier-de-Courtoux, Bagé-le-Châtel, Pont-de-Veyle, Coligny, Treffort, Chavannes, Ceyseriat, Pont-d'Ain, Bourg, Montrevel.

2^e *arrondissement*. Oyonnax, Châtillon-de-Michaille, Billiat, Grand-Abergement, Brenod, Leyssard, Sonthonnax, Montréal, Nantua.

3^e *arrondissement*. Belley, Hauteville, Songieux, Seyssel, Ceyserieu, Saint-Benoît, L'Huis, Virieux-le-Grand, Champagne, Villebois, Saint-Rambert, Aranc, Poncin, Lagnieu, Amberieux, Ambronay.

4^e *arrondissement*. Montluel, Toissey, Saint-Trivier-en-Dombes, Trévoux, Montmerle, Meximieux, Chalamont, Châtillon-sur-Chalaronne, Marlieux.

2. AISNE.

1^{er} *arrondissement*. Le Catelet, Bohain, Fonsommes, Ribemont, Moy, Saint-Simon, Vermand, Saint-Quentin.

2^e *arrondissement*. Vassigny, Nouvion, La Capelle, Hirson, Aubenton, Plomion, Vervins, Sains, Guise, Marly.

3^e *arrondissement*. La Fère, Crécy-sur-Serre, Genlis, Mons-en-Laonnais, Marle, Montcornet, Rosoy, Sissonne, Neufchâtel, Roucy, Beaurieux, Chevrigny, Craone, Bruyères, Laon, Anizy-le-Château, Coucy-le-Château, Blérancourt, Chauny, Saint-Gobin, Crépy-en-Laonnais, Notre-Dame-de-Liesse.

4^e *arrondissement*. Soissons, Rural-de-Soissons, Bucy-le-Long, Vic-sur-Aisne, Vailly, Bazoches, Braisne, Oulchy-le-Château, Villers-Coterets, Cœuvres, Sept-Monts, Acy.

5^e *arrondissement*. La Ferté-Milon, Neuilly-Saint-Front, Coigny, Fère-en-Tardenois, Coulange, Mont-Saint-Père, Condé, Vieux-Maisons, Chezy-sur-Marne, Charly, Gandelus, Château-Thierry.

3. ALLIER.

1^{er} *arrondissement*. Cerilly, Ainay-le-Château, Meaulne, Hérisson, Villefranche, Montmarault, Doyet, Marcillat, Nérès, Lignerolles, Montluçon, Desertines, Estivareilles, Huriel, Saint-Désiré, Saint-Sauvier.

2^e *arrondissement*. Lurcy-le-Sauvage, Le Veudre, Igrande, Burges-les-Bains, Villeneuve, Gannat-sur-Loire, Chevagnes, Neuilly-le-Réal, Dompierre, Pierrelitte, Bessay, Châtel-de-Neuve, Moulins (*intrà muros*), Moulins (*extrà muros*) ou Izeure, Cressanges, Le Montet-aux-Moines, Saint-Hilaire, Souvigny, Saint-Menoux.

3^e *arrondissement*. Verneuil, Saint-Pourçain et Souitte, Target, Chantelle-le-Château, Bellenave, Charroux, Gannat et Biozat, Escurolles, Brughes, Ebreuil.

4^e *arrondissement*. Jalligny, Le Donjon, Luneau, Montaignet, Varennes.

(1) Voyez l'arrêté précité du 25 vendémiaire an 10 (17 octobre 1801), qui détermine le mode de paiement du traitement des sous-préfets.

sur-Allier, Saint-Gerand, La Palisse, Arfeuilles, Busset, Cusset, Saint-Germain-des-Fossés, Le Mayet-de-Montagne, Vichy.

4. ALPES (BASSES-).

1^{er} *arrondissement*. Allos, Barcelonnette, Meolans, Jauziers, Saint-Paul, Larche, Labreaule.

2^e *arrondissement*. Colmars, Torame, Entrevaux, Annot, Saint-André, Senez, Castellane, Ubraye.

3^e *arrondissement*. Seyne, Le Vernet, Le Brusquet, Thoard, Digne, Champ-tercier, Barême, Les Mées, Mezel, Malijay, Oraison, Moustiers, Puymoisson, Quinson, Valensole, Riez.

4^e *arrondissement*. Claret, La Motte-du-Caire, Saint-Geniès-de-Dromond, Volonne, Sisteron, Noyers, Turriers, Mison, Barillonnette de Vitrolles.

5^e *arrondissement*. Banon, Saint-Etienne-les-Orgues, Lurs, Forcalquier, Volx, Manosque, Sainte-Tulle, Reillane.

5. ALPES (HAUTES-).

1^{er} *arrondissement*. La Grave-en-Oysans, Le Monestier-de-Briançon, Val-des-Prés, Briançon, Villard-Saint-Pancrace, Abriès, Villevieille, L'Argentière, Vallouise.

2^e *arrondissement*. Ourcières, Chorges, Savines, Mont-Lyon, Guillestre, Embrun, Baratier, Remollon, Saint-Clément.

3^e *arrondissement*. Saint-Firmin-en-Valgodémart, Saint-Eusèbe, Saint-Bonnet, Chabottes, Saint-Julien-en-Champsaur, Saint-Étienne-en-Devoluy, La Bastie-Neuve, Gap, Saint-Étienne-d'Avançon, Tallard, La Saulce, La Roche-des-Arnauds, Veyne, Aspres-lès-Veyne, Serres, Montmorin, Saint-André-de-Rozans, Laragne, Orpierre, Ribiers.

6. ALPES-MARITIMES (1).

1^{er} *arrondissement*. Nice, Scarena, Contès, Levens, Aspremont, Utelle, Roccabière, Bollina-de-Valdablora.

2^e *arrondissement*. Monaco, Menton, Perinaldo, Briga, Sospel.

3^e *arrondissement*. Puget-Thenières, Roquesteron, Gilette, Villars, Beuil, Saint-Etienne, Guillaume.

7. ARDÈCHE.

1^{er} *arrondissement*. Serrières, Annonay, Andance, Satillieu, Tournon, Saint-Félicien, Saint-Peray, Vernoux, La Mastre, Saint-Agrève, Saint-Martin-de-Vallamas, Le Chailard.

2^e *arrondissement*. Saint-Pierre-ville, Saint-Fortunat, La Voulte, Privas, Chommerac, Rochemaure, Viviers, Le Bourg-Saint-Andéol, Villeneuve-de-Berg, Aubenas, Vessaux, Antraigues.

3^e *arrondissement*. Coucournon, Burzet, Monpezat, Thueys, Saint-Etienne-de-Lucdarès, Jaujac, L'Argentière, Valgorge, Joyeuse, Les Vans, Banne, Vallon.

8. ARDENNES.

1^{er} *arrondissement*. Philippeville, Mariembourg, Chooz, Fumay, Givet, Saint-Hilaire, Revin, Rocroy, Maubert-Fontaine, L'Échelle, Signy-le-Petit, Liart, Auvillers-les-Forges, Rumigny, Couvin, Dailly, Nismes, Treignes, Romérée, Villers-en-Fagne, Villers-deux-Églises, Senzeilles.

2^e *arrondissement*. Signy-l'Abbaye, Remilly, Renwez, Monthermé, Thilay, Gespunsard, Mézières, Charleville et Etion, Jandun, Osmont, Vandresse, Flize.

(1) Ce département n'appartient plus à la France.

3^e *arrondissement*. Donchery, Givonne, Sedan et Torcy, Douzy, Ivoy, Margut, Mouzon, Beaumont, Chemery, Bonillon.

4^e *arrondissement*. Rocquigny, Chaumont, Wasigny, Novion, Saucés, Seuil, Juniville, Tagnon, Asfeld, Saint-Germain-Mont, Sevigny, Château-Porcien, Rhetel.

5^e *arrondissement*. Tourteron, Le Chesne, Brielle, Saint-Pierre-Mont, Nouart, Buzancy, Saint-Juvin, Châtel, Autry, Grandpré, Briquenay, Vonce, Attigny, Vonziers, Monthois, Vandy, Bourg, Machault.

9. ARRIÈGE.

1^{er} *arrondissement*. Saint-Ybars, Saverdun, Mazères, Mirepoix, Leran, Varilhes, Pamiers, Le Mas-d'Azil, Daumazan, Carla-le-Peuple.

2^e *arrondissement*. Sainte-Croix-de-Volvestre, Rimont, Saint-Lizier, Saint-Girons, Massat, Oust, Castillon.

3^e *arrondissement*. La Bastide-de-Seron, Foix, Lavelanet, Montferrier, Les Cabanes, Saurat, Tarascon, Ax, Querigut, Vix-Dessos, Saint-Paul-de-Jarrat, Belesta.

10. AUBE.

1^{er} *arrondissement*. Allibaudière, Chauchigny, Mailly, Plancy, Arcis-sur-Aube, Ramerup, Aulnay, Chavange, Coclois, Mont-Suzain, Mery-sur-Seine.

2^e *arrondissement*. Villenauxe, Nogent-sur-Seine, Pont-sur-Seine, Romilly, Traisnel, Marigny, Fay, Villadin.

3^e *arrondissement*. Saint-Lyé, Crenay, Piney, Lusigny, Ile-Aumont, Tenneslière, Troyes, Saint-Germain, Fontvannes, Neuville, Rigny-le-Feron, Saint-Mards, Bouilly, Auxon, Ervy, Saint-Martin-des-Vignes, Saint-Jean-de-Bonneval, Saint-Phal.

4^e *arrondissement*. Rosnay, Brienne-le-Château, Dienville, Ville-sur-Terre, Longchamp, Bar-sur-Aube, Arsonval, Couvignon, Vandœuvres, Lesmont.

5^e *arrondissement*. Chappes, Marolles, Essoyes, Mussy-sur-Seine, Les Riceys, Bar-sur-Seine, Chaource, Bernon, Chesley, Bagneux-la-Fosse, Gyé-sur-Seine, Landreville, Vitry-le-Croisé, Polisy.

11. AUDE.

1^{er} *arrondissement*. La Becède, Saint-Papoul, Fanjeaux, Belpech, Sales, Castelnaudary, Fendeilhe, Gaja-la-Selve, La Bastide-d'Anjou, Les Casses, Saint-Michel-de-Lanes, Villasavary, Villepinte.

2^e *arrondissement*. Saissac, Le Mas-Cabardès, Caunes, Azille, Montolieu, Conques, Tresbes, Carcassonne, Tuchan, Felines-de-Termenez, Montréal, Bouisse, La Grasse, Alzonne, Cappendu, Cavanac, Cuxac, Pennautier, Peyriac, Preixan, Serviès.

3^e *arrondissement*. Ginestas, Coursan, Narbonne, Sigean, Lesignan, Nevian, Fabresan, Saint-Laurent-la-Cabrerisse, Durban.

4^e *arrondissement*. Chalabre, Aleth, Arques, Sainte-Colombe, Esperaza, Quillan, Marsa, Roquefort, Rodome, Espesel, Belcaire, Limoux, Cailhau, Alaigne, Saint-Hilaire, Castelrenc, Peyrefitte, Villardebelle, Bugarach, Puilaurens, Puivert.

12. AVEYRON.

1^{er} *arrondissement*. Mur-de-Barrès, Cantoin, Sainte-Geneviève, La Calm, Saint-Hippolyte, Saint-Symphorien, Saint-Amant-des-Cots, La Guiole, Entraigues, Neyrac, Villecomtal, Espalion, Saint-Chely-d'Aubrac, Saint-Cosme, Gabriac, Saint-Geniès-de-Rivedolt, Estaing.

2^e *arrondissement*. Saint-Laurent-de-Rivedolt, Saint-Saturnin, Coussergues, Layssac, Gaillac, Severac-le-Château, Ségur, Vesins, Saint-Léons, Salescuran, Saint-Beauzely, Compeyre, Peyrelau, Nant, Milhau, Sauchières, Le Cavalerie, Le Viala-du-Tarn.

3^e *arrondissement*. Broquiés, Saint-Rome-de-Tarn, Cornus, Saint-Félix-de-Sorgues, Pont-de-Camarès, Belmont, Saint-Sernin, Coupiac, Sainte-Affrique.

4^e *arrondissement*. Conques, Saint-Cyprien, Auzits, Marcilhac, Concourès, Gages, Pont-de-Saint-Salars, Cassagnes-Begouhès, La Selve, Requistat, Le Dergues, Saint-Just, La Salvétat-Peyralet, Sauveterre, Naucelle, Colombiers, Rignac, Clervaux, Moyrazès, Flavin, Rodès, Camboulazet.

5^e *arrondissement*. Flagnac, Aubin, Montbazens, Privazac, Rieupeyroux, Najac, Varen, Saint-Antonin, Parisot, Villefranche, Villeneuve, Monsalès, Peyrusse, Asprières.

13. BOUCHES-DU-RHONE.

1^{er} *arrondissement*. Auriol, Roquevaire, Aubagne, La Ciotat, Cassis, Allauch, Marseille.

2^e *arrondissement*. Lambesc, Peyrolles, Le Puy-Sainte-Réparate, Beau-recueil, Trets, Gardanne, Berre, Éguilles, Aix, Saint-Chamas, Les Martigues, Marignane, Istres, Salon, Pelissane.

3^e *arrondissement*. Notre-Dame-de-la-Mer, Arles, Fontvieille-lès-Arles, Malemort, Barbantane, Château-Renard, Noves, Eygalières, Orgon, Eyguières, Maussane, Saint-Remi, Graveson, Tarascon.

14. CALVADOS.

1^{er} *arrondissement*. La Cambe, Trevières, Tour, Magny, Bayeux, Crepon, Juaye, Hottot, Caumont, Balleroy, Baynes, Isigny.

2^e *arrondissement*. Martragny, Creully, Beny, Saint-Aubin-d'Arquenay, Ranville, Troarn, Argences, Tilly-la-Campagne, Saint-Martin-de-Fontenay, Maltot, Le Locheur, Hamars, Villers-le-Bocage, Tilly-sur-Seule, Bretteville, Mathieu, Mondeville, Cagny, Caen, Cheux, Evrecy.

3^e *arrondissement*. Dives, Touques, Honfleur, Pont-l'Évêque, Blangy, Bonnebosq, Cambremer, Beuvron, Beaumont.

4^e *arrondissement*. Crevecœur, Saint-Julien-le-Faucon, Lisieux, Moyaux, Courtonne-la-Ville, Orbec, Notre-Dame-de-Courson, Livarot, Notre-Dame-de-Frenay, Saint-Pierre-sur-Dive, Fervagues, Mezidon.

5^e *arrondissement*. Bretteville, Saint-Silvain, Pont-de-Jort, Crocy, Falaise, OUILLY, Clecy, Thury, Potigny.

6^e *arrondissement*. La Ferrière-au-Doyen, Aulnay, Danvou, Noireau, Vassy, Vire, Saint-Sever, Pontfarcy, Le Beny.

15. CANTAL.

1^{er} *arrondissement*. Champs, Saignes, Riom-les-Montagnes, Salers, Pleaux, Mauriac.

2^e *arrondissement*. Condat, Allanches, Murat.

3^e *arrondissement*. Massiac, Ruines, Chaudesaigues, Pierrefort, Tanavelle, Saint-Flour.

4^e *arrondissement*. Aurillac, Vic-en-Carladez, Mont-Salvy, Maurs, La Roquebrou, Saint-Cernin.

16. CHARENTE.

1^{er} *arrondissement*. Villefagnan, Ruffec, Nanteuil-en-Vallée, Verteuil, Ventouze, Mansle, Aigre.

2^e *arrondissement*. Champagne-Mouton, Alloué, Saint-Germain-sur-

Vienne, Brigueuil, Chabanais, Montaubœuf, Chasseneuil, Saint-Claud, La Peruse, Confolens.

3^e *arrondissement*. Marcillac-Lanville, Saint-Amand-de-Bonex, Jaude, La Rochefoucault, Montberon, Marthon, La Valette, Blanzac, Roulet, Hier-sac, Rouillac, Vars, Angoulême, Garat.

4^e *arrondissement*. Barbezieux, Deviac, Montmoreau, Aubeterre, Chalais, Brossac, Baignes.

5^e *arrondissement*. Cognac, Jarnac, Châteauneuf-sur-Charente, Linières, Salles, Segonzac.

17. CHARENTE-INFÉRIEURE.

1^{er} *arrondissement*. Marans, Courson, La Jarrie, La Rochelle, Saint-Martin-de-Ré, Ars.

2^e *arrondissement*. Benon, Surgères, Tonnay-Charente, Rochefort, Ciré.

3^e *arrondissement*. Lozay, Loulay, Aunay, Matha, Brizembourg, Taillebourg, Saint-Savinien, Tonnay-Boutonne, Saint-Jean-d'Angély, Neré, Beauvais.

4^e *arrondissement*. Pont-l'Abbé, Port-d'Envaux, Escoyeux, Dompierre, Pons, Gemozac, Mortagne, Coze, Saujon, Saintes.

5^e *arrondissement*. Archiac, Léoville, Montendre, Montlieu, Mont-Guyon, Saint-Aigulin, Mirambeau, Jonsac, Saint-Genis, Saint-Fort.

6^e *arrondissement*. Soubise, Le Gua, Royan, La Tremblade, Marennes, Le Château-île-d'Oléron, Saint-Pierre d'Oléron.

18. CHER.

1^{er} *arrondissement*. Argent, Vailly, Leré, Sury-en-Vaux, Sancerre, Sancergues, Veaugues, Sens-Beaujeu, Henrichemont, La Chapelle-d'Angillon, Aubigny.

2^e *arrondissement*. Neuvy, Mehun, Menetou, Saint-Martin-d'Auxigny, Les Aix-d'Angillon, Villequiers, Savigny-en-Septaine, Levet, Saint-Florent-sur-Cher, Charost, Lury, Graçay, Vierzon, Bourges, Marmagne, Vierzon-Village.

3^e *arrondissement*. Lignières, Châteauneuf, Dun-sur-Auron, Aurouer, La Guerche, Sancoins, Charenton, Sauzay-le-Potier, Cullan, Château-Meilan, Le Châtelet, La Celle-Bruère, Saint-Amand et Drevant, Nerondes.

19. CORRÈZE.

1^{er} *arrondissement*. Bugeat, Sornac, Eygurande, Ussel, Port, Neuvic, Meymac, Saint-Angel.

2^e *arrondissement*. Meillards, Treignac, Corrèze, Egletons, La Plau, Servièrès, Argentat, Mercœur, Saint-Chamant, Sainte-Fortunade, Chameirat, Seilhac, Chamboulive, Uzerche, Tulle, Clergoux, La Roche-Canillac.

3^e *arrondissement*. Ségur, Lubersac, Vigeois, Donzenac, Beinac, Meissac, Curemonte, Beaulieu, Turenne, L'Arche, Ayen-Bas, Saint-Robert, Juillac, Alassac, Brives.

20. CÔTE-D'OR.

1^{er} *arrondissement*. Molesmes, Villiers-le-Patras, Autricourt, Montigny-sur-Aube, Vanvey, Recey-sur-Ource, Minot, Aignay, Baigneux-les-Juifs, Vilaines, Savois, Laignes, Châtillon-sur-Seine, Aisey-sur-Seine.

2^e *arrondissement*. Montbart, Bussy-le-Grand, Froslois, Salmaise, Vitteaux, Normier, Saulieu, Rouvray, Époisse, Moutier-Saint-Jean, Semur, Flavigny, Précy.

3^e *arrondissement*. Grancey, Selongey, Fontaine-Française, Montigny-sur-Vingeanne, Beaumont, Beze, Mirebeau, Talmay, Pontallier, Auxonne, Pluvault, Aiserey, Savouge, Gevrey, Vergy, Quemigny, Somberton, Lantenay, Saint-Seine, La Margelle, Salive, Saulx-la-Ville, Is-sur-Tille, Ge-

meaux, Messigny, Saint-Julien, Arc-sur-Tille, Binge, Genlis, Rouvres, Dijon, Plombières, Fleurey.

4^e *arrondissement*. Mont-Saint-Jean, Pouilly, Châteauneuf, Veuvey, Savigny, Nuits, Bonencontre, Saint-Jean-de-Losne, Seurre, L'Abergement-les-Seurre, Meursange, Merceuil, Corpeau, Nolay, Ivry, Vievy, Marcheseuil, Liernais, Arconcey, Arnay-sur-Arroux, Bligny-sur-Ouche, Bouze, Meursault, Beaune, Corgoloin, Argilly.

21. COTES-DU-NORD.

1^{er} *arrondissement*. Perros-Guirec, Penvenan, Tréguier, Lezardrieux, La Roche-Derrien, Prat, Plouaret ou Vieux-Marché, Loguivy-Plougras, Plestin, Saint-Michel-en-Grève, Lannion.

2^e *arrondissement*. Paimpol, Yvias, Plouha, Etables, Châtaudren et Plelo, Saint-Brieuc, Yffiniac, Planguenoual, Pleneuf, Tregomeur, Lamballe, Landehen, Moncontour, Pledran, Plœuc et Lanfains, Quintin, Plouvara, Lanvollon, Pommerit.

3^e *arrondissement*. Matignon, Ploubalay, Plouer, Evran, Tréfumel, Caulnes, Plumaugat, Broons, Megrit, Jugon, Pledeliac, Henanbien, Plancoet, Corseul, Dinan, Saint-Meloir, Plumandan, Plénée.

4^e *arrondissement*. Corlay, Uzel, Plémy, Le Gouray, Langourla, Merdrignac, Trémorrel, Plemet, La Chêze, Loudéac, Saint-Caradec, Mur, Plouguenat, Laniscat, Mélonéc.

5^e *arrondissement*. Pontrieu, Saint-Gilles, Pederneuc, Guingamp, Bourbriac, Saint-Gilles-Pligeaux, Bothoa, Rostrenen, Tréogan, Maël-Carhaix, Carnoet, Plougouver, Belle-Ile-en-Terre, Pestivien, Querien, Gurnuhel, Duault, Callac et Botmel, Plouagat.

22. CREUSE.

1^{er} *arrondissement*. Fresselines, Bonat, Pionnat, Ahun, Guéret, Saint-Vaulry, Le Grand-Bourg, La Souterraine, Saint-Germain, Dun.

2^e *arrondissement*. Genouillac, Boussac, Chambon, Lespaud, Gouzon, Jarnage, Châtelus.

3^e *arrondissement*. Evaux, Auzance, Crocq, Flayat, La Courtine, Gentieux, Vallière, Ars, Chenerailles, Mainsat, Bellegarde, Aubusson, Felletin.

4^e *arrondissement*. Benevent, Pontarion, Royère, Bourgameuf, Châtelus-le-Marcheix.

23. DORDOGNE.

1^{er} *arrondissement*. Bussière-Badil, Nontron, Saint-Pardoux-la-Rivière, Grand-Jumilhac, Dussac, Thiviers, Champagnac-de-Belair, Saint-Félix-de-Bourdeilles, Mareuil, La Roche-Beaucourt, Javerlhac, Payzac.

2^e *arrondissement*. Brantôme, Agonat, Savignac-les-Eglises, Exideuil, Hautefort, Genis, Sainte-Orse, Thenon, Saint-Pierre-de-Chignac, Vern, Grignols, Saint-Astier, Lisle, Périgueux, Antonne, Cubjac.

3^e *arrondissement*. La Bachellerie, Terrasson, La Cassagne, Salagnac, Carlus, Domme, Daglan, Villefranche, Orliac, Belvez, Saint-Cyprien, Le Bugue, Rouffignac, Montignac, Marquays, Sarlat.

4^e *arrondissement*. Les Lèches, Montagnac-la-Crempe, Liorac, Limeuil, Cadouin, Montferrand, Montpazier, Beaumont, Issigeac, Ribagnac, Eymet, Cunéges, Bergerac, La Linde, La Force, Saint-Médard-de-Gurson, Velines, Lamothe-Montravel, Villefranche-de-Louchapt.

5^e *arrondissement*. Champagne-de-Bourzac, La Tour-Blanche, Montagrièr, Saint-Vincent-de-Connozac, Neuviç, Mucidan, Monpont, La Roche-Chalais, Saint-Aulaye, Riberac, Verteillac.

24. DOUBS.

1^{er} *arrondissement*. Recologne, Pouilley-les-Vignes, Bonnay, Rigney, Roche, Ornans, Willafans, Amancey, Eternoz, Ronchaux, Liesle, Byans, Saint-Vit, Beurre, Besançon, Rurey, Quingey.

2^e *arrondissement*. Rougemont, Cuse, L'Ile-sur-le-Doubs, Osnans, Clerval, Sancey-l'Eglise, Pierrefontaine, Orchamps-en-Vennes, Nodz, Nancray, Roulans-l'Eglise, Baume, Passavant, Vercel, Verne.

3^e *arrondissement*. Escot, Blamont, Saint-Hippolyte, Indevillers, Maiche, Le Russey, Vaicluse, Pont-de-Roide.

4^e *arrondissement*. Morteau, Mont-Benoît, Pontarlier, Jougne, Mouthe, L'Abergement, Frasne, Levier, Goux.

25. DROME.

1^{er} *arrondissement*. Albon, Moras, Auterive, Montrigaud, Montmiral, Saint-Paul-lès-Romans, Hostun, Saint-Jean-en-Royans, Rochefort-Samson, Chabeuil, Lorient, Etoile, Valence, Bourg-lès-Valence, Tain, Saint-Vallier, Châteauneuf-de-Galaure, Saint-Donat, Cleiryieux, Peyrins, Romans, Bourg-de-Péage, Montellier.

2^e *arrondissement*. La Chapelle-en-Vercors, Saint-Julien-en-Quint, Châtillon, Lus-la-Croix-Haute, Valdrôme, Luc-en-Diois, Saint-Nazaire-le-Désert, Bourdeaux, Puy-Saint-Martin, La Motte-Chalançon, Chabrilland, Alex, Plan-de-Baix, Crest, Aouste, Saillans, Pontaix, Die.

3^e *arrondissement*. Remusat, Montauban, Montbrun, Mirabel, Nyons, Le Buis, Sainte-Jalle.

4^e *arrondissement*. Marsanne, Sauzet, Dieu-le-fit, Taulignan, Grignan, Suze-la-Rousse, Saint-Paul-trois-Châteaux, Pierrelatte, Donzère, Montelimart, Châteauneuf-de-Mazène.

26. DYLE (1).

1^{er} *arrondissement*. Bruxelles, Lennich-Saint-Martin, Asche, Merschtem, Londerzeel, Sempt, Hal, Anderlecht, Grimberghem, Vilvorde, Campenhout, Ucle, Wolluwe-Saint-Etienne, Isque-Overysse.

2^e *arrondissement*. Louvain, Haegt, Aerschot, Diest, Montaigu, Clabbeeck, Tirlemont, Hougærde, Hérent, Boutersem, Grez, Tervueren, Léau.

3^e *arrondissement*. Nivelles, Herinnes, Jodoigne, Jauche, Perwez, Nil-Saint-Martin, Mellery, Genappe, Tubise, Wavre, Braine.

27. ESCAUT (2).

1^{er} *arrondissement*. Gand, Loochristy, Everghem, Sleydinge, Waerschoot, Somerghem, Eccloo, Maldeghem, Nevele, Deynse, Nazareth, Oosterzele.

2^e *arrondissement*. Grammont, Oudenarde, Renaix, Quaremont, Nèderswalm, Nederbrakel, Sotteghem, Herzele, Nederboulare, Ninove.

3^e *arrondissement*. Dendermonde, Lebbeke, Alost, Lokeren, Belcele, Tamise, Lede, Weteren, Overmeire, Zele, Hamme, Saint-Nicolas, Haesdock, Beveren, Saint-Gillis.

4^e *arrondissement*. Axel, Hulst, Ysendyck, Oostbourg, L'Ecluse, Capryke, Assenede.

28. EURE.

1^{er} *arrondissement*. Beuzeville, Quilleboeuf, Routot, Bourg-Achard, Bourgtheroude, Montfort, Lieurey, Saint-George-de-Vieuvre, Cormeilles, Pont-Audemer.

(1 et 2) Ces deux départemens ne font plus partie de la France.

2^e *arrondissement*. Tourville, Pont-de-l'Arche, Vaudreuil, Gaillon, La Croix-Saint-Leufroy, Canappeville, Neufbourg, Louviers.

3^e *arrondissement*. Pont-Saint-Pierre, Charleval, Lions, Maineville, Gisors, Ecos, Tilly, Andelys, Ecouis, Estrepagny, Suzay.

4^e *arrondissement*. Sainte-Colombe, Fontaine-sous-Jouy, Vernon, Pacy, Ivry, Nonancourt, Tillières, Verneuill, Bourth, Rugles, Neuve-Lyre, La Ferrière, Conches, Evreux, Grossœuvre, Saint-André, Damville, Breteuil.

5^e *arrondissement*. Thiberville, Brionne, Harcourt, Beaumont-le-Roger, Beauménil, La Barre, Montreuil, Chambrais, Bernay.

29. EURE-ET-LOIR.

1^{er} *arrondissement*. La Ferté-Vidame, Brezolles, Laons, Dreux, Anet, Bu, Nogent-Roulebois, Le Tremblay, Châteauneuf, Senonches.

2^e *arrondissement*. Courville, Bailleau-l'Evêque, Maintenon, Epernon, Gallardon, Auneau, Sainville, Gommerville, Janville, Ouarville, Voves, Dammarie, Illiers, Chartres.

3^e *arrondissement*. Brou, Dangeau, Bonneval, Sancheville, Orgères, Civry, Châteaudun, Cloye, Arrou.

4^e *arrondissement*. Laloupe, Champrond, Frazé, La Bazochè, Authon, Nogent-le-Rotrou, Thiron.

30. FINISTÈRE.

1^{er} *arrondissement*. Ploudalmezeau, Lannilis, Plouguerneau, Goulven, Lesneven, Ploudaniel, Landerneau, Ploudiry, Hauvec, Yrvillac, Plougastel-d'Aoules, Guipavaz, Brest et Lambazellec, Plouzane, Le Conquet, Brelles, Saint-Renan, Plabennec, Guicquelleau.

2^e *arrondissement*. Plounevez, Cleder; Saint-Pol-de-Léon, Plouenan et Roscoff; Taulé, Morlaix et Ploujean, Plouezoch, Lanneur, Guerlesquin, Plougouven, Pleiberchrist, Sizun, Landivisiau, Plouneventer, Plouzevede, Saint-Thegonec, Plouvorn.

3^e *arrondissement*. Crozon et Camaret, Argol, Le Faou, Braspars, Le Huelgoet, Scrignac, Carhaix, Cleden-Poher, Saint-Hernin, Châteauneuf-du-Faou, Coray, Gouezec, Loc-Ronan, Promodiern, Châteaulin, Saint-Segal, Pleyben, Plounevez-du-Faou.

4^e *arrondissement*. Ile-de-Sein, Cleden-cap-Sizun, Audierne, Pontcroix, Douarnenez, Plogonnec, Briec, Rosporden, Concarneau, Fouesnant, Pont-l'Abbé, Plomeur, Tréogat, Plouzevet, Plougastel-Germain, Ploneour, Plomelin, Quimper et Ergué-Armel.

5^e *arrondissement*. Scaer, Querrien, Arzanno, Clohars-Carnoet, Pontaven, Bannalec, Quimperlé, Kernevel.

31. FORÊTS (1).

1^{er} *arrondissement*. Palizeul, Neufchâteau, Florenville, Virton, Etalle, Bastogne, Houfalize, Fauxvillers.

2^e *arrondissement*. Arlon, Bascharage, Hesperange, Remich, Luxembourg, Roodt, Mersch, Grevenmacher.

3^e *arrondissement*. Echternach, Dudeldorf, Bitbourg, Neurbourg, Artzfeld.

4^e *arrondissement*. Dietkirch, Osperen, Clervaux, Wiltz, Vianden.

32. GARD.

1^{er} *arrondissement*. Genolhac, Saint-Ambroix, Barjac, Rivière-de-Théyargues, Navacelle, Saint-Maurice-de-Cazevieille, Boucoiran, Lédignan,

(1) Ce département n'appartient plus à la France.

Anduze et Generargues, Saint-Jean-du-Gard, Laval, Saint-Alban-lès-Alais, Alais et Saint-Christol, Vezénobre.

2^e *arrondissement*. Cornillon, Pont-Saint-Esprit et Saint-Paulet-de-Caisson, Bagnols, Roquemaure, Villeneuve-lès-Avignon, Remoulin, Blauzac, Saint-Geniès-de-Malgoires, Saint-Chaptes, Montaren, Lussan, Cavillargues, Connaux, Saint-Quentin, Uzès.

3^e *arrondissement*. Aramon, Beaucaire et Bellegarde, Saint-Gilles, Aigues-mortes, Aymargues, Aigues-vives, Sommières, Saint-Mamet, Nîmes, Marguerittes, Montfrin, Manduel, Vauvert, Milhaud, Calvisson.

4^e *arrondissement*. Trèves, Vallerangues, Saint-André-de-Valborgne, Lasalle, Monoblet, Sauve, Quissac, Saint-Hippolyte et Gros, Sumène, Saint-Laurent, Alzon, Aulas, Le Vigan.

33. GARONNE (HAUTE-).

1^{er} *arrondissement*. Saint-Nicolas-de-la-Grave, Castel-Sarazin, Saint-Porquier, Montech, Villebrumier, Grizolles, Verdun-sur-Garonne, Beaumont de-Lomagne.

2^e *arrondissement*. Castelnau-de-Strefonts, Villemur et Fronton, Montastruc, Verfeil, Toulouse, Castanet, Leguevin, Levignac, Cadours, Grenade, Bruguères, Blagnac.

3^e *arrondissement*. Lanta, Caraman, Saint-Félix-de-Caraman, Revel, Avignonet, Nailloux, Montesquieu-Lauragais, Montgiscard, Baziège, Villefranche.

4^e *arrondissement*. Saint-Lys, Muret, Auterive, Cintegabelle, Gailhac-Toulza, Saint-Sulpice-de-Lezat, Carbonne, Rieux, Montesquieu-de-Volvestre, Cazères, Foussetet, Rieumes, L'Herm, Noé, Martres.

5^e *arrondissement*. L'Île-en-Dodon, Aurignac, Saint-Martory, Salies, Aspet, Saint-Béat, Bagnères-de-Luchon, Saint-Bertrand-de-Comminges, Montrejeau, Boulogne, Saint-Gaudens.

34. GERS.

1^{er} *arrondissement*. Estang, Manciet, La Bastide d'Armagnac, Montréal, Fources, Condom, Laroumieu, Saint-Puy, Lanepax, Eauze, Valence, Gondrin, Nogaro, Le Houga.

2^e *arrondissement*. Montfort, Lectoure, Saint-Médard, Miradoux, Lavit-de-Lomagne, Saint-Clar-de-Lomagne, Mauvesin, Fleurance, La Sauvetat-de-Gaure.

3^e *arrondissement*. Vic-sur-Losse, Jegun, Lavardens, Mirepoix, Gimont, Saramon, Seissan, Barran, Auch.

4^e *arrondissement*. Cologne, L'Île-en-Jourdain, Samatan, Lombès, Simorre, Mont-Ferrand.

5^e *arrondissement*. Lupiac, Barcelonne, Aignan, Bassoues, Montesquiou, L'Île-Baïse, Mirande, Masseube, Mont-d'Astarac, Miellans, Villecomtal, Marciac, Plaisance, Beaumarchez, Riscle.

35. GIRONDE.

1^{er} *arrondissement*. Saint-Ciers-la-Lande, Saint-Savin, Bourg, Blaye, Ceyssac, Saint-Christoly, Saint-Ciers-de-Canesse, Etauliers.

2^e *arrondissement*. Galgon, Contras, Puy-Normand, Castillon, Gensac, Sainte-Foy-la-Grande, Pujols, Guitres, Rauzan, Branne, Vayres, Fronsac, Libourne, Saint-Émilion, Lussac.

3^e *arrondissement*. La Motte-Landeron, Blasimont, Pellegrue, Saint-Ferme, Montségur, La Réole, Saint-Macaire, Arbis, Targon, Sauveterre, Castelmoron, Cadrot.

4^e *arrondissement*. Aillas, Grignols, Captieux, Préchac, Saint-Symphorien, Noaillan, Langon, Castets-en-Dorthe, Auros, Bazas.

5^e *arrondissement*. Landiras, Saint-André-de-Cubzac, Ambarès, Saint-Loubès, Créon, Langoiran, Margaux, Cadillac, Castres, Belin, La Teste-de-Buch, Castelnau-de-Médoc, Lamarque, Macau, Blanquefort, Bordeaux et Lormont, Fargues, Quinsac, Saint-Médard-d'Ayrens, Podensac, Barsac, Pessac.

6^e *arrondissement*. Saint-Vivien, Lesparre, Saint-Estèphe, Pauillac, Saint-Laurent, Civrac.

36. Golo (1).

1^{er} *arrondissement*. Capo-Bianco, Senaca, Sagro, Bastia, Santa-Giulia, Tuda, Saint-Florent, Bivincio, San-Pietro, Mariana, Costera, Canale, Casinca, Casacconi, Ampugnani, Tavagna, Moriani, Campoloro.

2^e *arrondissement*. Saint-Angelo, Patro, Paraso, Regino, Montegresso, Calvi, Caccia.

3^e *arrondissement*. Golo, Corté, Mercurio, Tavignano, Vechio, Sorba, Rostino, Valle-Rustie, Oreza, Alesani, Serra, Verde, Cursa, Pietrabugno.

37. HÉRAULT.

1^{er} *arrondissement*. Le Caylar, Montpeyroux, Gignac, Saint-Pargoire, Aspiran, Clermont-de-Lodève, Octon, Lodève, Lunas, Soubès, Saint-Jean-de-la-Blaquière, Saint-André-de-Sangonis.

2^e *arrondissement*. Ganges, Claret, Restinclières, Lunel-la-Ville, Marsillargues, Mauguio, Montpellier, Frontignan, Cette, Mèze, Poussan, Pignan, Saint-Georges-d'Orques, Aniane, Saint-Martin-de-Londres, Les Matelles, Castries.

3^e *arrondissement*. Le Poujol, Bedarieux, Fontès, Montagnac, Florensac, Agde, Béziers, Capestang, Cazoul-lès-Béziers, Murviel, Magalas, Roujan, Pezenas, Servian, Saint-Gervais.

4^e *arrondissement*. La Salvetat-d'Angles, Olargues, Cessenon, Saint-Chinian, Crusi, Oloñzac, La Livinière, Saint-Pons-de-Thomières.

38. ILLE-ET-VILAINE.

1^{er} *arrondissement*. Saint-Malo, Saint-Servan et Paramé; Cancale, Le Vivier, Roz-sur-Couesnon, Trans, Combourg, Tinteniac, Saint-Pierre-de-Plesguen, Miniac-Morvan, Châteauneuf, Pleurtuit et Saint-Enogat, Dol.

2^e *arrondissement*. Bazouges-la-Pérouze, Antrain, Saint-Brice, Saint-Georges-de-Reintambault, Louvigné-du-Désert, Fleurigné, Parce, Billé, Saint-Aubin du-Cormier, Saint-Marc-le-Blanc, Fougères.

3^e *arrondissement*. Izé, Châtillon-en-Vendelais, La Chapelle-Erbrée, Argentré, Gennevilliers-sur-Seiche, La Guerche, Martigné, Le Teil, Marcillé-Robert, Dommaigné, Châteaubourg, Vitré, Louvigné-en-Bain, Dommalain, Retiers.

4^e *arrondissement*. Campel, Baulon, Bourg-des-Comptes, Le Sel, Ercé-en-Lamée, Bain, Fougeray, Renac, Redon et Bains, Sixt, Pipriac, Maure, Guignen, Guipry, Plechâtel, Messac.

5^e *arrondissement*. Saint-Méen, Montauban, Becherel, Bédée, Montfort, Bréal, Plelan, Gael, Iffendic.

6^e *arrondissement*. Dingé, Sens, Liffré, Dourdain, Noyal-sur-Vilaine, Château-Giron, Piré, Jauzé, Corps-Nuds, Brutz, Rennes, L'Hermitage, Gevezé, Hédé, Saint-Aubin-d'Aubigné, Betton.

39. INDRE.

1^{er} *arrondissement*. Chabris, Poulaines, Vatan, Reuilly, Issoudun, Meusnet, Neuvy-Paillon.

(1) Ce département et celui du Liamone n'en forment plus qu'un sous le nom de département de la Corse.

2^e *arrondissement*. Villantroy, Valençay, Levroux, Déols, Saint-Vincent-d'Ardenes, Maubecq, Buzançais, Palluan, Châtillon-sur-Indre, Jeu-mailloche, Argy, Châteauroux, Saint-Marcel, Argenton.

3^e *arrondissement*. Cluis-Dessus, Neufvy-St-Sépulcre, Saint-Chartier, La Châtre, Sainte-Sévère, Aigurande, Orsenne, Eguzon, Gargilesse.

4^e *arrondissement*. Azay-le-Féron, Mézières-en-Brenne, Martizay, Rosnay, Saint-Gaultier, Chazelet, Saint-Benoît-du-Sault, Chaillac, Lignac, Belabre, Le Blanc, Mérigny, Tournon.

40. INDRE-ET-LOIRE.

1^{er} *arrondissement*. Saint-Christophe, Neuvy, Château-Regnault, Saint-Ouen, Amboise, Bleré, Luzillé, Cormery, Montbazou, Ballan, Luynes, Monnoye, Tours, Vouvray, Montloire.

2^e *arrondissement*. Mantelan, Loches, Montrésor, Saint-Flovier, Preuilly, Grand-Précigny, La Haie, Ligueil.

3^e *arrondissement*. Château-la-Vallière, Savigné, Langeais, Azay-le-Rideau, Sainte-Maure, Marigny, Richelieu, Chinon, Bourgueil, Rigny, Candes, L'Ile-Bouchard.

41. ISÈRE.

1^{er} *arrondissement*. Villurbanne, Villette-d'Anthon, Saint-Laurent-de-Mure, Vaulx-Millieux, Maubec, Châtonnay, La Côte-Saint-André, Beaurepaire, Chanas, Roussillon, Auberive, Chonas, Vienne, Villette-Serpaize, Saint-Symphorien-d'Ozon, Saint-Priest, Heyrieux, Saint-Georges-d'Espéranche, Saint-Jean-de-Bournay, Mont-Severoux, Moidieu.

2^e *arrondissement*. Parmillieux, Quirieu, Arandon, Moretel, Corbelin, Le Pont-de-Beauvoisin, Saint-Jean-d'Avelannes, Saint-Geoire, Chirens, Lempis, Bizonnes, Cessieux, Bourgoin, Saint-Chef, Veyssilieu, Cremieu, Trept, La Tour-du-Pin, Les Abrets, Virieu, Chabons.

3^e *arrondissement*. Saint-Christophe-entre-deux-Guiers, Barraux, Pontchara, Allevard, Goncelin, Froges, Domène, Le Bourg-d'Oysans, Entraugues, Corps, Cordéac, Mens, Saint-Maurice-en-Trièves, Saint-Martin-de-Celles, Saint-Guillaume, Lans, Sassenage, Voreppe, Voiron, Saint-Laurent-du-Pont, La Terrasse, Bernin, Meylan, Saint-Egrève, Grenoble, Eybens, Saint-Martin-d'Uriage, Vizille, Saint-Georges-de-Comiers, Claix, Vif et Genevray, Saint-Théoffrey, La Mure, La Valette-en-Ratier, Le Monestier-de-Clermont.

4^e *arrondissement*. Viriville, Saint-Etienne-de-St-Geoire, Tullins, Rives, Moirans, La Rivière et Saint-Quentin, Izeron, Le Pont-en-Royans, La Saône, Saint-Antoine, Saint-Marcellin, Roybon, Minay, Lalbenc.

42. JEMMAPE (1).

1^{er} *arrondissement*. Tournay, Froidmont, Templeuve, Celles, Ellezelles, Lessines, Ath, Leuze, Quevaucamps, Peruswelz, Antoing.

2^e *arrondissement*. Mons, Lens, Chièvres, Lombise, Enghien, Braine-le-Comte, Soignies, Rœulx, Pâturages, Thuin, Harveng.

3^e *arrondissement*. Charleroi, Châtelet, Chimay, Beaumont, Thuin, Merbes-le-Château, Fontaine-l'Évêque, Seneffe, Gosselies, Binch.

43. JURA.

1^{er} *arrondissement*. Montmiray-le-Château, Gendrey, Dampierre-les-Fraisans, Orchamps, Santans, Mont-sous-Vaudrey, Rahon, Chaumergy, Chaus-sin, Longvy, Saint-Aubin, Champvans, Menotey, Rochefort, Dôle, Parcey.

(1) Ce département appartient maintenant à la Belgique.

2^e *arrondissement*. Villers-Farlay, Port-de-Lesney, Salins, Aresches, Vers-en-Montagne, Mignovillards, Nozeroy, Sirod, Les Planches, Champagnole, Crotenay, Poligny, Grozons, Colonne, Arbois et Montigny.

3^e *arrondissement*. Petites-Chiettes, Saint-Laurent, Morey, Longchamois, Sept-Moncel, Les Bouchoux, Molinges, Moyrans, La Rixouse, Saint-Claude, Saint-Lupicin.

4^e *arrondissement*. Sellières, Saint-Lauthain, Château-Châlon, Doucier, Clairvaux-lès-Vaux-Dain, Orgelet, Arinthod, Aromas, Saint-Julien, Saint-Amour, Gigny, Cousance, Vincelles, Chilly, Bletterand, Arlay, Voiteur, Lons-le-Saulnier, Conliège, Vernantois.

44. LANDES.

1^{er} *arrondissement*. Parantis, Pissos, Sabres, Roquefort-de-Marsan, Gabaret, Saint-Justin, Villeneuve-de-Marsan, Grenade, Mont-de-Marsan, Arjuzan.

2^e *arrondissement*. Tartas, Saint-Sever, Montgaillard, Aire, Geaune, Hagetmau, Amon, Mugron.

3^e *arrondissement*. Castels, Dax, Poyanne, Pouillon, Peyrehorade, Saint-Esprit, Montfort.

45. LÉMAN (1).

1^{er} *arrondissement*. Vernier, Gex, Ferney-Voltaire, Genève, Chêne, Annemasse, Bonne, Reignier, Arbusigny, Cruseilles, Frangy, Chaumont, Collonge, Thoiry, Carouge, Viry.

2^e *arrondissement*. Douvaine, Thonon, Evian, Notre-Dame-d'Abondance, Le Biot, Lullin, Bons.

3^e *arrondissement*. Viuz-en-Salas, Taninges, Samoens, Chamonix, Saint-Gervais, Mégève, Flumet, Sallanches, Cluses, Bonneville, La Roche, Thorens.

46. LIAMONE (2).

1^{er} *arrondissement*. Vico, Sevinfuori, Sorroinsu, Cruzini, Sevidentro.

2^e *arrondissement*. Ajaccio, Orcino, Ornano, Sampiero, Mezana, Talavo, Celavo.

3^e *arrondissement*. Coasina, Tallano, Sartene, Valinco, Taravo, Carbini, Scopamene, Porto-Vecchio, Bonifacio.

47. LOIR-ET-CHER.

1^{er} *arrondissement*. Le Gault, Droué, La Ville-aux-Clercs, Morée, Selommes, Saint-Amand, Montoire, Savigny, Montdoubleau, Villiers, Vendôme, Villedieu.

2^e *arrondissement*. Oucques, Ouzouer-le-Marché, Marchenoir, Avaray, Mer, Bracieux, Cellettes, Contres, Saint-Aignan, Montrichard, Pont-Levoy, Herbault, Marolles, Blois, Onzain.

3^e *arrondissement*. Chaumont, Salbris, Menetou-sur-Cher, Selles-sur-Cher, Romorantin et Lanthenay.

48. LOIRE.

1^{er} *arrondissement*. La Pacaudière, Ambierle, Roanne (*intrà muros*), Roanne (*extrà muros*), Charlieu, Belmont, Perreux, Regny, Saint-Symphorien-de-Lay, Saint-Just-la-Pendue, Néronde, Saint-Germain-Laval, Saint-Polgue, Saint-Just-en-Chevalet, Villemontois, Saint-Haon-le-Châtel.

2^e *arrondissement*. Cervières, Noiretable, Boen, Feurs, Chazelles, Saint-Galmier, Saint-Rambert, Saint-Bonnet-le-Château, Saint-Marcellin, Saint-

(1) Ce département fait actuellement partie de la Suisse.

(2) Ce département et celui du Golo n'en forment plus qu'un sous le nom de département de la Corse.

Jean-Soleymieux, Montbrison (*intrà muros*), Montbrison (*extrà muros*), Saint-Georges-sur-Couzant, Sury-la-Chaux.

3^e *arrondissement*. Sorbier, Rive-de-Gier, Saint-Paul-en-Jarest, Pelussin, Saint-Pierre-de-Bœuf, Maclas, Bourg-d'Argental, Marlhes, Saint-Genest-de-Malifaut, Firmini, Le Chambon, La Fouillouse, Saint-Etienne, Saint-Chamond.

49. LOIRE (HAUTE-).

1^{er} *arrondissement*. Blesle, Lempde, Auzon, La Chaise-Dieu, Paulhaguet, Langeac, La Voulte, Saint-Ilpize, Brioude.

2^e *arrondissement*. Craponne, Roche-en-Reignier, Rozières, Saint-Julien-de-Chapteuil, Fay-le-Froid, Goudet, Pradelles, Cayres, Saugues, Saint-Privat, Loude, Alègre, Saint-Paulien, Le Puy, Solignac, Monestier.

3^e *arrondissement*. Saint-Pal-de-Chalençon, Bas-en-Basset, Monistrol, Saint-Didier, Montfaucon, Tence, Yssengeaux.

50. LOIRE-INFÉRIEURE.

1^{er} *arrondissement*. Batz, Le Croisic, Mesquer, Guerande, Herbignac, Pontchâteau, Campbon, Saint-Nicolas-de-Redon, Guémené, Blain, Le Temple, Coueron, Savenay, Montoire, Saint-Nazaire, Saint-Gildas-des-Bois.

2^e *arrondissement*. Sion; Châteaubriand, Saint-Julien-de-Vouvantes, Nort, Nozay, Derval, Moisdon, Issé, Rougé, Soudan.

3^e *arrondissement*. Riaillé, Vritz, La Rouxière, Varades, Ancenis, Ligné.

4^e *arrondissement*. Loroux-Bottreau, Vallet, Clisson, Vieille-Vigne, Aigrefeuille, Monnières, Vertou, La Limousinière, Légé, Machecoul, Saint-Philibert de Grand-Lieu, Bouaye, Bouguenais, Chantenay, Saint-Sébastien, Nantes, La Chapelle-sur-Erdre, Thouaré.

5^e *arrondissement*. Paimbœuf, Frossay, Le Pèlerin, Sainte-Pazanne, Bourgneuf, Arthon, Pornic.

51. LOIRET.

1^{er} *arrondissement*. Arceville, Sermaises, Malesherbes, Puiseaux, Boyne, Batilly, Beaune, Boiscommun, Chilleurs, Achère-le-Marché, Bazoches-lès-Gallerandes, Pithiviers, Vriigny.

2^e *arrondissement*. Corbeilles, Ferrières, La Selle-sur-le-Bied, Courtenay, Château-Renard, Châtillon-sur-Loing, Nogent-sur-Vernisson, Lorris, Bellegarde, Saint-Maurice-sur-Fessard, Montargis.

3^e *arrondissement*. Saint-Benoît-sur-Loire, Gien, Ouzouer-sur-Trezée, Bonny, Châtillon-sur-Loire, Poilly, Coulon, Sully.

4^e *arrondissement*. Patay, Artenay, Neuville, Rebrechien, Vitry-aux-Loges, Châteauneuf, Tigy, La Ferté-St-Aubin, Lailly, Beaugency, Baule, Meung, Huisseau, Epieds, Gidy, Fleury, Clery, Saint-Jean-de-Braye, Saint-Denis-de-l'Hôtel, Jargeau, Olivet, La Chapelle-Saint-Mesmin, Ingré; Orléans *intrà muros*, *extrà N.-N.-O.*, *extrà N.-N.-E.*, *extrà S.-S.-E.*

52. LOT.

1^{er} *arrondissement*. Cazes-de-Mondenard, Montpezat, Puy-la-Roque, Caylux, Caussade, Molières, La Française, Mirabel, Réalville, Bruniquel, Négrepelisse, Montclar, Montauban, Lauzerte, Moissac, Le Bourg-de-Visat.

2^e *arrondissement*. Bretenoux, Saint-Céré, La Tronquière, Aynac, La Chapelle-Marival, Livernon, Fons, Figeac, Cajarc.

3^e *arrondissement*. Sarazac, Martel, Vayrac, Souillac, Gramat, Peyrac, Carluet, Gourdon, Montfaucon, Salviac, Saint-Germain-de-Bel-air.]

4^e *arrondissement*. Lauzès, Limogne, L'Albenque, Castelnau, Moncuq, Flouressas, Luzech, Cahors, Catus, Puy-l'Évêque, Cazals, Saint-Gery, Duravel.

53. LOT-ET-GARONNE.

1^{er} *arrondissement*. Montaigu, Roquecor, Beanville, Castel-Sagrat, La Roque-Timbaut, Saint-Maurin, Valence, Dunes, Caudecoste, Astaford, Layrac, Laplume, Port-Sainte-Marie, Aiguillon, Montpezat, Preyssas, Agen, Auvillars, La Magistère, Puymirol.

2^e *arrondissement*. Levignac, Duras, Sommenzac, La Sauvetat, Lauzun, Miramont, Saint-Barthélemy, Seiches, Sainte-Bazeille, Marmande, Meilhan, Bouglon, Castel-Jaloux, Verteuil, Gontaud, Le Mas-d'Agénois, Villefranche-de-Queyran, Damazan, Tonneins, Clairac, Castelmoron, La Bastide-de-Castel-Amoroux, Puch.

3^e *arrondissement*. Houeillès, Barbaste, Bruch, Montagnac, La Montjoie, Francescas, Moncrabeau, Mezin, Sos, Nérac.

4^e *arrondissement*. Castillonez, Villaréal, Montagnac, Saint-Front, Fumel, Tournon, Penne, Autefage, Pujols, Sainte-Livrade, Monclar, Caseneuveil, Tombebœuf, Monbahus, Cancon, Monflanquin, Villeneuve-d'Agen, Caluzac, Born, Monségur.

54. LOZÈRE.

1^{er} *arrondissement*. Malzieu, Saint-Alban, Serverette, Marvejols, Chanac, La Canourgue, Saint-Germain-du-Teil, Nasbinals, Fournels, Saint-Chely-d'Apcher, Aumont, Le Buisson, Saint-Léger-de-Père, Chirac.

2^e *arrondissement*. Auroux, Langogne, Chasserades, Villefort, Cubières, Allenc, Saint-Etienne-de-Valdonnés, Rieutort-de-Randon, Mende, Saint-Amans, Châteauneuf-de-Randon, Bagnols-les-Bains, Grandrieux.

3^e *arrondissement*. Sainte-Enimie, Hispanhac, Pont-de-Mouvert, Vialas, Le Collet-de-Dezès, Saint-Etienne-de-Valfrancesque, Saint-Germain-de-Calberte, Meyrueis, La Parade, Saint-Georges-de-Levejac, Vebron, Barre, Florac, Sainte-Croix-de-Valfrancesque.

55. LYS (1).

1^{er} *arrondissement*. Bruges, Damme, Westcapelle, Houttave, Ostende, Ghistel, Thielt, Ruysselede, Pittem, Ardoye, Thouroutte, Oostcamp.

2^e *arrondissement*. Furnes, Nieuport, Perwyse, Dixmude, Loo, Haringue.

3^e *arrondissement*. Ypres, Elverdingue, Langemarck, Zonnebeke, Diekebusch, Poperingue, Neuve-Eglise, Warneton, Wervick, Hoogdele.

4^e *arrondissement*. Courtray, Menin, Belleghem, Avelghem, Haerlebeke, Moorzele, Roulers, Rumbeke, Iseghem, Ingelmunster, Meulebeke, Wacken.

56. MAINE-ET-LOIRE.

1^{er} *arrondissement*. Pouancé, Bouillé-Menard, Saint-Martin-du-Bois, Champigné, Contigné, Morannes, Durtal, Tiercé, Feneu, Le Lion-d'Angers, Candé, Segré, Châteauneuf.

2^e *arrondissement*. Noyant, Vernoil-le-Fourrier, Longué, Beaufort, Fougéré, Mazé, Seiches, Jarzé, Beaugé, Mouliherne.

3^e *arrondissement*. Les Rozières, Brain-sur-Allonne, Fontevraud, Montreuil-Bellay, Le Puy-Notre-Dame, Neuil, Vihiers, Coron, Chanzeaux, Brissac, Saint-Georges-des-Sept-Voies, Saumur, Chacé et Villebernier, Le Coudray Macouard, Doué, Brezé, Thouarcé, Martigné-Briand, Ambillou, Gennes.

(1) Ce département ne fait plus partie de la France.

4^e *arrondissement*. Champtoceaux, Monglone (ci-devant Saint-Florent-le-Vieil), La Pommeraye, Sainte-Christine, Chemillé, Le May, Vezins, Maulevrier, Chollet, La Romagne, Montfaucon, Montrevault, Beaupréau, Jallais, Saint-André-de-la-Marche.

5^e *arrondissement*. Le Louroux-Beconnois, Montrenil-Belfroi, Pellouaille, Trelazé, Saint-Mathurin, Blaison, Les Ponts-de-Cé, Rochefort, Chalonne, Ingrande, Saint-Georges-sur-Loire, Savenières; Angers, Saint-Laud et Saint-Samson.

57. MANCHE.

1^{er} *arrondissement*. Beaumont, Sainte-Croix-la-Hague, Cherbourg et Equerdreville, Digoville, Saint-Pierre-Église, Quetehou, Lestre, Sainte-Mère-Eglise, Sainte-Marie-du-Mont, Picaucville, Saint-Sauveur-sur-Douves, Barneville, Surtainville, Les Pieux, Martinvast, Sauxemesnil, Valognes, Briquebec, Montebourg.

2^e *arrondissement*. Carentan, Monmartin-en-Graignes, Aiglande, Saint-Clair, Saint-Jean-des-Baissans, Thorigny, Tessy, Percy, Canisy, Marigny, Saint-Ény, Saint-Lô.

3^e *arrondissement*. Saint-Pois, Sourdeval-de-la-Bare, Barenton, Le Teil-leul, Saint-Hilaire-du-Harcouet, Isigny, Juvigny, Mortain.

4^e *arrondissement*. Grandville, La Haye-Pesnel, Villedieu-lès-Poêles, Brecey, Ducé, Saint-James, Pontorson, Sartilly, Tirpiéd, Avranches.

5^e *arrondissement*. La Haye-du-Puits, Pretot, Periers, Saint-Sauveur-Landelin, Savigny, Saint-Denis-le-Gast, Gavray, Cerences, Brehal, Montmartin-sur-Mer, Blainville, Coutances, Gefosse, Lessay.

58. MARNE.

1^{er} *arrondissement*. Fismes, Cormicy, Saint-Thierry, Bourgogne, Witry-lès-Reims, Auberive, Beaumont-sur-Veslé, Verzy, Louvois, Ay, Hautvillers, Châtillon-sur-Marne, Ville-en-Tardenois, Faverolles, Gueux, Reims, Saint-Brice, Rilly, Chamery.

2^e *arrondissement*. Sommepey, Ville-sur-Tourbe, Vienne-le-Château, La Neuville-au-Pont, Sainte-Menehould, Verrières, Passavant, Saint-Mard-sur-le-Mont, Auve.

3^e *arrondissement*. Soudé-Sainte-Croix, Loisy-sur-Marne, Saint-Amand, Vano-les-Dames, Charmont, Helmaurupiltz, Sermaize, Thiéblemont, Hauteville, Giffaumont, Lignon, Saint-Ouen et Saint-Etienne, Courdemanges, Vitry-sur-Marne, Vitry-en-Perthois, Bassuet, Etrepy, Cloyes, Saint-Remy-en-Bouzemont.

4^e *arrondissement*. Juvigny, Suippes, Courtisols, Pogny, Cernon, Jaulons, Châlons.

5^e *arrondissement*. Dormans, Saint-Martin-d'Ablois, Damery, Epernay, Avize, Vertus, Fère-Champenoise, Pleurs, Anglure, Saint-Just, Marcilly, Courgivaux, Esternay, Montmirail, Montmort, Baye, Broys, Sezanne, Barbonne, Orbais.

59. MARNE (HAUTE-).

1^{er} *arrondissement*. Perthes, Saint-Dizier, Eurville, Joinville, Echenay, Doulaincourt, Saint-Urbain, Leschères, Poissons, Doulevant-le-Château, Sommevoire, Longeville, Montierender, Eclaron, Wassy, Fays, Maizières, Curel, La Neuville-à-Remy.

2^e *arrondissement*. Blaise, Vignory, Andelot, Reynel, Saint-Blain, Prez-sous-la-Fauche, Soulaucour, Brevanne, Meuvy, Clefmont, Longchamp, Huilécourt, Bourmont, Nogent-Haute-Marne, Foulain, Arc-en-Barrois, La

Ferté-sur-Aube, Juzennecourt, Bologne, Chaumont, Bricon, Ville-sur-Aujon, Biesle.

3^e *arrondissement*. Rouvres-sur-Aube, Giey-sur-Aujon, Humes, Neuilly, Montigny-Source-Meuse, Parnot, Fresne-sur-Apance, Voisey, La Ferté-sur-Amance, Pressigny, Bussièrès-lès-Belmont, Grenant, Montsaugéon, Courcelles, Chalencey, Auberive, Voisins, Langres, Longeau, Heuilly-le-Grand, Aprey, Chalindrey, Hortes, Le Fay-Billot, Varennes, Rançonnières, Coiffy-la-Ville, Bourbonne et Serqueux.

60. MAYENNE.

1^{er} *arrondissement*. Landivy, Fougerolles, Gorron, Ambrières, Saint-Fraimbault-sur-Pisse, Chantrigné, Champeon, Grazay-le-Bois, Martigné, Alexain, Ernée, Montaudin, Saint-Denis-de-Gastines, Saint-Georges-Buttavent, Mayenne, Oisseau, Lassay, La Chapelle-Moche, Tubœuf, Couptrain, Lignéres-la-Doucelle, Prés-en-Pail, La Pooté, Courcité, Izé, Baix, Villaines, Le Horp, Javron, Saint-Martin-de-Connée.

2^e *arrondissement*. Assé-le-Beranger, Juvigné, Chailland, Andouillé, Montsurs, Saint-Ouen-des-Oyes, Sainte-Gemme, Evron, Sainte-Suzanne, Vaiges, Cheméré, Meslay, Parné, Nuillé-sur-Vicoin, Loiron, Saint-Ouen-des-Toits, Le Bourgneuf-la-Forêt, Saint-Berthevin, Laval, Argentré-sous-Laval, Sougé-le-Bruant.

3^e *arrondissement*. Cuillé, Cossé-le-Vivier, Quelaines, Fromentières, Grez-en-Bouère, Beaumont-Pied-de-Bœuf, Saint-Denis-d'Anjou, Daon, Chemazé, Pommerieux, Bouchamps, Congrier-en-Pouancé, La Roé, Craon, Athée, Laigné, Château-Gontier.

61. MEURTHE

1^{er} *arrondissement*. Pagny-sur-Moselle, Dieulouard, Jaillon, Gondreville, Biqueley, Colombey, Vaudeleville, Allamps, Blenod, Foug, Lucey, Royau-meix, Toul, Flirey, Thiaucourt, Favières.

2^e *arrondissement*. Pont-à-Mousson, Belleau, Nomény, Morville-sur-Seille, Lucy, Custine, Amance, Lenoncourt, Rozières-aux-Salines, Pont-Saint-Vincent, Frouard, Nancy, Saint-Nicolas.

3^e *arrondissement*. Delme, Dalhain, Couthil, Albestroff, Bourdonnay, Arracourt, Bioncourt, Château-Salins, Vic, Marsal, Dieuze, Bassing.

4^e *arrondissement*. Fenestrang, Lixheim, Phalsbourg, Walscheid, Lorquin, Cirey, Rechicourt, Fribourg-l'Evêque, Sarrebourg, Niderviller.

5^e *arrondissement*. Einville-au-Jard, La Neuville-aux-Bois, Lentrey, Blamont, Badonviller, Bacarat, Azerailles, Gerbeviller, Bayon, Ogerviller, Neuville, Haroué, Vaudémont, Vezelise, Pulligny, Blainville-sur-l'Eau, Crevic, Lunéville.

62. MEUSE.

1^{er} *arrondissement*. Autrécourt, Triaucourt, Beauzée, Noyers, Vaubecourt, Les Marats, Vavincourt, Chardogne, Revigny-aux-Vaches, Bar-sur-Ornain, Loisey, Saudrupt, Beurey, Ancerville, Stainville, Ligny, Montier-sur-Saux.

2^e *arrondissement*. Commercy, Vigneulles, La Croix-sur-Meuse, Dompcevrin, Pierrefitte, Sampigny, Dagonville, Saint-Aubin, Reffroy, Demange-aux-Eaux, Gondrecourt, Gaussaincourt, Vaucouleurs, Void, Sorcy, Bouconville, Saint-Mihiel, Heudicourt.

3^e *arrondissement*. Inor, Montmédy, Stenay, Jametz, Dun, Marville, Saint-Laurent-sur-Ornain, Arrancy, Montfaucon, Sivry-sur-Meuse, Damvillers, Romagne-sous-les-Côtes, Gouraincourt, Montigny, Ecurey.

4^e *arrondissement*. Varennes, Monzéville, Charny, Ornes, Dieppe, Estain, Clermont-Meuse, Récicourt, Verdun, Châtillon-sous-les-Côtes, Hermeville, Harville, Fresne, Dieûe, Dugny, Tilly, Souilly, Hannonville-sous-les-Côtes, Les Grandes-Islettes, Rarécourt.

63. MEUSE-INFÉRIEURE (1).

1^{er} *arrondissement*. Maestricht, Tongres, Bilsen, Mechelen, Eysden, Meerssen, Fauquemont, Vittem, Rolduc, Oirsbeck, Millen, Asch, Heerlen.

2^e *arrondissement*. Hasselt, Cortessem, Saint-Trond, Heers, Monthenaken, Looz, Herck, Beringhen, Peer.

3^e *arrondissement*. Ruremonde, Venlo, Echt, Maeseych, Heythuysen, Weert, Neder-Kructen, Brée, Achel.

64. MONT-BLANC (2).

1^{er} *arrondissement*. Chambéry, Aix, La Biolle, Yenne, Ruffieux, Bourget, Saint-Genix, Novalaise, Pont-Beauvoisin, Saint-Thibaud-de-Couz, Les Echelles, les Marches, Saint-Alban, Sainte-Hélène-du-Lac, Montméliant, L'Hôpital-sous-Conflans, La Rochette, Chaumont, Gresy, Chatelard, Saint-Pierre-d'Albigny, L'Escheraine.

2^e *arrondissement*. Annecy, Pringy, Thône, Grand-Bornand, Talloire, Faverges, Ugine, Duing-l'Héré, Sillingy, Alby, Clermont, Rumilly.

3^e *arrondissement*. Montiers, Saint-Maxime-de-Beaufort, Conflans, Fessons-sous-Briançon, Bozel, Bellantre, Aime, Saint-Martin-de-Belleville, Bourg-Saint-Maurice, Sainte-Foix.

4^e *arrondissement*. Saint-Jean-de-Maurienne, Aiguebelle, Argentine, Saint-Etienne-de-Cuine, La Chambre, Fontcouverte, Saint-Michel, Modane, Valloire, Sollières, Lans-le-Bourg.

65. MORBIHAN.

1^{er} *arrondissement*. Gourin, Langonnet, Le Faouet, Priziac, Plouerdut, Lanvenegen, Guémené, Kernascleden-Berné, Cleguerec, Pontivy, Noyal-Pontivy, Melrand, Plumeliau, Baud, Locminé, Neullac.

2^e *arrondissement*. Breand-Loudéac, La Trinité, Mauron, Reguiny, Lanouée, Loyat, Néant, Guegon, Ploërmel, Campeneac, Guer, Malestroit, Serent, Plumelec, Bignan, Caro, Josselin.

3^e *arrondissement*. Bubry, Plouay, Pontscorff, Hennebon, Lorient, Kervignac, Landevan, Pluvigner, Ploërmel, Auray, Pluneret, Mendon, Quiberon, Languidie, Port-Liberté, Guidel, Locmariaquer; Les îles de Houat, Hoëdic et Belle-Isle.

4^e *arrondissement*. Grandchamp, Elven, Ploucadeuc, La Gacilly, Peillac, Rochefort, La Roche-Bernard, Camoil, Musillac, Surzur, Sarzeau, Arradon, Vannes et Sené, Saint-Avé, Questember, Rieux, Peaule, Carentoire.

66. MOSELLE.

1^{er} *arrondissement*. Longwy, Villers-la-Montagne, Aumetz, Sancy-le-Bas, Briey, Noroy-le-Sec, Circourt, Longuion, Charency, Conflans, Rombas, Valdeley.

2^e *arrondissement*. Oeustrange, Rodemack, Sierck, Groshemmestroff, Betting, Becking, Sarrelibre, Bisten, Bouzonville, Luttange, Florange,

(1) Ce département n'appartient plus à la France.

(2) Le Mont-Blanc fait aujourd'hui partie du royaume de Sardaigne.

Vitry, Thionville, Freymaker, Cattenom, Launstroff, Inglange, Tholey.

3^e *arrondissement*. Mars-la-Tour, Valière, Lorry-lès-Metz, Rozerienles, Antilly, Vry, Burtoncourt, Hottonville, Longeville-lès-Saint Avold, Faulquemont, Herny, Solgne, Goin, Gorze, Augny, Metz, Remilly, Maizeroy, Boulay, Warise, Ars-Laquenexy.

4^e *arrondissement*. Saint-Avold, Forbach, Sarguemines, Volmunster, Breidenbach, Bitche, Lemberg, Rorbach, Saralbe, Putelange, Hellimer, Bistroff, Morhange.

67. NÈTHES (DEUX-) (1).

1^{er} *arrondissement*. Anvers, Wylryck, Boom, Contick, Santhoven, Brecht, Stabroeck, Ekeren, Calmpthout.

2^e *arrondissement*. Hoogstraten, Turnhout, Arendouck, Geel et Mol, Westerloo, Herenthals, Gierle.

3^e *arrondissement*. Puers, Willebroeck, Malines, Duffel, Heyst-Opdenberg, Berlaer, Lierre.

68. NIÈVRE.

1^{er} *arrondissement*. Neuvy, Saint-Amand, Cosne, Donzy, Châteauneuf-en-Val-de-Bargis, La Charité, Champlemy, Premery, Beaumont-la-Ferrière, Pouilly.

2^e *arrondissement*. Entrain, Clamecy (*intrà muros*), Clamecy (*extrà muros*), Varzy, Tannay, Monceaux-sur-Yonne, Lorme, Brassy, Cervon, Corbigny, Saint-Reverien, Brinon-les-Allemons.

3^e *arrondissement*. Pougues, Guérigny, Saint-Saulge, Rouy, Saint-Sulpice, Nevers (*intrà muros*), Nevers (*extrà muros*), Magny, Béard, Anlezy, Cercy-la-Tour, Decize, Saint-Pierre-le-Moutier, Saint-Germain-de-Verly, Lucenay-les-Aix, Lanoche.

4^e *arrondissement*. Montsauche, Ouroux, Mont-Reuillon, Aunay, Château-Chinon, Arlenf, Châtillon-en-Bazois, Moulins-Engilbert, La Roche-Millay, Luzy, Montigny-sur-Canne.

69. NORD.

1^{er} *arrondissement*. Dunkerque, Gravelines, Hondtschoote, Bergues, Bourbourg, Wormhoudt, Watten.

2^e *arrondissement*. Cassel, Steenwoorde, Bailleul et Steenvereck, Merville et Estaires, Hazebrouck, Blaringhem.

3^e *arrondissement*. Quesnoy-lès-Lille, Turcoin, Lannoy et Roubaix, Templeuve-en-Pevele, Seclin et Phalempin, La Bassée, Haubourdin, Armentières, Lille.

4^e *arrondissement*. Solesme, Abancourt, Cambrai, Estourmel, Le Cateau-Cambrésis, Walincourt, Marcoing.

5^e *arrondissement*. Le Quesnoy et Comines, Bavay, Avesnes, Maubeuge, Feignies, Berlaymont, Landrecies, Priches, Etœungt, Trelon, Solre-le-Château, Dourlers, Maroilles, Barbançon.

6^e *arrondissement*. Orchies, Saint-Amant, Nord-Libre, Raches, Marchiennes, Douai, Lewarde, Arleux, Bouchain, Valenciennes, Campagne de Douai.

70. OISE.

1^{er} *arrondissement*. Romescamps, Sarcus, Sommereux, Hédomesnil, Marseilles, Troissereux, Tillé, Bresles, Longvillers-Boncourt, Meru, La Villetertre, Montjavoult, Trié-le-Château, Flavacourt, Saint-Germer-de-Fly, Songeons, Formeries, Feuquières, Grandvilliers, Gerberoy, Savignies, Beauvais, Onsen-Bray, Anzeul, Fresneaux, Chaumont-Oise.

(1) Ce département appartient à la Belgique.

2^e *arrondissement*. Créveœur, Cormeille-le-Croq, Breteuil, Plainville, Maignelay, Tricot, L'Eglantier, La Neuville-sur-Aronde, Sacy-le-Grand, Liancourt, Mouy, Bulles, Wavignies, Froissy, Luchy, Saint-Just-en-Chaussée, Lieuvillers, Clermont-Oise, Anseauvillers-en-Chaussée.

3^e *arrondissement*. Ressons, Lassigny, Beaulieu, Guiscard, Babœuf, Carlepon, Attichy, Pierrefonds, Le Meux, Grand-Fresnoy, Estrée-Saint-Denis, Monchy-Humières, Compiègne, Rethondes, Notre-Dame-de-Condun, Ribecourt, Noyon.

4^e *arrondissement*. Verberie, Morienvail, Thury, Acy-en-Multien, Nanteuil-le-Haudouin, Baron, Plailly, Chantilly, Chambly, Mello, Creil, Pont-Sainte-Maxence, Senlis, Crespy.

71. ORNE.

1^{er} *arrondissement*. Tinchebray, Athis, La Carneille, Messey, La Ferté-Macé, La Baroche-sous-Lucé, Passais, Domfront, Lonlay-l'Abbaye.

2^e *arrondissement*. Bazoches-en-Ohoulme, Trun, Vimoutier, Le Sap, Glos-la-Ferrière, Gacé, Exmes, Chambois, Argentan, Ecouché, Putanges, Briouze, Rasne, Mortrée, Nonant, Merlerault.

3^e *arrondissement*. Carrouge, Sées, Courthomer, Lemesle-sur-Sarthe, Essey, Alençon.

4^e *arrondissement*. L'Aigle, Moulins-la-Marche, Soligny, Tourouvre, Saint-Maurice-Bon-Air, Neuilly, Longny, Mauves, Colimer, Bazoches-sur-Hoëne, Mortagne, La Perrière, Bellesme, Nocé, Reginalard, Bertoncelles, Condeau, Préaux, Ceton, Saint-Germain-de-la-Coudre.

72. OURTHE (1).

1^{er} *arrondissement*. Liège, Seraing, Herstal, Fleron, Hologne-aux-Pierres, Daelhem, Kemexhe, Warem, Herve, Lovegnée.

2^e *arrondissement*. Verviers, Limbourg, Hodimont, Aubel, Walhorn, Eupen, Spa, Malmedy, Stavelot, Vielsalm, Reuland, Saint-Vith, Cronembourg, Butgembac, Schleyden, Basse-Bodeux.

3^e *arrondissement*. Huy, Fraiture, Villers-le-Temple, Bodégnée, Couthuïn, Pointillas, Burdines, Hannut, Landen, Ferrière.

73. PAS-DE-CALAIS.

1^{er} *arrondissement*. Peuplingue, Calais, Saint-Pierre, Guines, Licques, Henneveux, Desvres, Samer, Condette, Boulogne-sur-Mer, Saint-Martin-Boulogne, Marquise, Hardighen.

2^e *arrondissement*. Nouvelle-Eglise, Saint-Folquin, Audruick, Ardres, Tournehem, Moule, Saint-Omer, Arques, Aire, Therouenne, Bomy, Fauquemberg, Wismes, Seninghem, Esquerdes.

3^e *arrondissement*. Lambres, Saint-Venant, La Couture, La Venthie, Cambrin, Carvin, Hennin-Liétard, Lens, Hersin, Houdain, Lillers, Béthune, Liétre.

4^e *arrondissement*. Mont-Saint Eloy, Vimy, Oppy, Vitry, Oisy, Cagnicourt, Vaulx, Metz-en-Couture, Happelincourt, Bapaume, Grevillers, Courcelles, Foucquevillers, Pas, Beaumetz, Berneville, Arras, Rœux, Croisilles.

5^e *arrondissement*. Heuchin, Pernes, Blangy, Wail, Monchy-Breton, Aubigny, Avesne-Pas-de-Calais, Coullemont, Frevent, Auxy-la-Réunion, Framecourt, Fleury, Saint-Pol, Magnicourt.

6^e *arrondissement*. Etaples, Bourthes, Hucqueliers, Fruges, Capelle, Campagne, Waben, Saint-Josse-sur-Mer, Montreuil-sur-Mer, Biez, Neuville-sous-Montreuil, Hesdin.

(1) Ce département appartient maintenant à la Belgique.

74. PUY-DE-DÔME.

1^{er} *arrondissement*. Montaigu, Menat, Saint-Gervais, Montel-de-Gelat, Pionsat, Manzat, Combronde, Artonne, Aigueperse, Randans, Ennezat, Riom, Volvic, Pont-Gibaud, Pontaumur, Giat.

2^e *arrondissement*. Châteldon, Saint-Remy, Vellore, Courpière, Lezoux, Thiers, Maringues, Augerolles.

3^e *arrondissement*. Cunlhat, Saint-Amand-Roche-Savine, Ambert, Saint-Anthème, Viverols, Arlant, Marsac, Saint-Germain-l'Herm, Olliergues.

4^e *arrondissement*. Herment, Olby, Chamaillères, Cebazat, Gerzat, Pont-sur-Allier, Vertaizon, Salmerange et Ravel, Mozun, Tours, Vic-sur-Allier, Mirelleurs, Chauriat, Billom, Cournon, Clermont-Puy-de-Dôme, Les Martres-de-Vayre, Monton, Plauzat, Saint-Amand-Talende, Rochefort, Bourg-Lastic, Aubière, Beaumont, La Roche-Blanche.

5^e *arrondissement*. Tauves, Saint-Pardoux-la-Tour, Murol, Besse, Eglise-Neuve, Champeix, Néchers, Issoire, Sauxillanges, La Mongie, Brassac, Saint-Germain-Lambon, Ardes, Vodable.

75. PYRÉNÉES (BASSES-).

1^{er} *arrondissement*. Garlin, Conchez, Lembeje, Montaner, Morlaas, Pontacq, Nay, Pau, Theze.

2^e *arrondissement*. Moncin, Lasseube, Arudy, Bielle, Acous, Aramits, Sainte-Marie-d'Oloron, Oloron.

3^e *arrondissement*. Domezain, Mauléon, Barcus, Tardets, Sunharette, Saint-Palais, Garris, Iholdy, Ossés, Larceveau, Saint-Jean-Pied-de-Port, Saint-Etienne-de-Baigory.

4^e *arrondissement*. Bayonne, Hasparren, Bidache, Came, La Bastide-Clairance, Saint-Martin-d'Arberoux, Macaye, Espelette, Sare, Saint-Jean-de-Luz, Ustaritz, Biarritz, Mouguerre, Bardos, Urrugne, Saint-Pée, Cambo.

5^e *arrondissement*. Sallies, Orthez, Arthès, Arzac, Lagor, Navarreins, Sauveterre.

76. PYRÉNÉES (HAUTES-).

1^{er} *arrondissement*. Castelnau-de-Rivière-Basse, Maubourguet, Rabastens, Saint-Sever-de-Rustan, Trie, Galan, Tournay, Tarbes, Ossun, Vic-Bigorre, Aubarede, Bernac-de-Bat, Ibos.

2^e *arrondissement*. Castelnau-de-Magnoac, Monléon-en-Magnoac, La Barthe-de-Neste, Nestier, Monléon-en-Barousse, Bordères, Arreau, Campan, Sarraucolin, Bagnères-de-Bigorre, Lannemezan, Bourg, Vielle, Saint-Laurent-de-Neste.

3^e *arrondissement*. Saint-Pé, Lourde, Juncalas, Prechac, Luz, Saint-Savin, Aucun, Argellès.

77. PYRÉNÉES-ORIENTALES.

1^{er} *arrondissement*. Estagel, Caudiès, Saint-Paul-de-Fenouillet, La Tour-de-France, Rivesaltes, Saint-Laurent-de-la-Salanque, Perpignan, Elne, Thuir, Pezilla, Millas.

2^e *arrondissement*. Collioure, Ceret, Arles, Le Tech, La Roque-d'Albère.

3^e *arrondissement*. Fromiguères, Mosset, Sournia, Ille, Vinça, Prades, Corneilla, Olette, Sallagouse, Ur, Mont-Libre.

78. RHIN (BAS-).

1^{er} *arrondissement*. Landau, Billigheim, Bergzabern, Dahn, Wissenbourg, Candel, Lauterbourg, Soultz-sous-Forêts, Niederbronn.

2^e *arrondissement*. Harskirchen, Saar-Union, Wolfskirchen, Drulingen, Ingweiler, Bouxwiller, Hochfelden, Saverne, Maurmontier, Diemerdingen, La Petite-Pierre.

3^e *arrondissement*. Haguenau, Fort-Vauban, Bischwiller, Ober-Hanbergen, Strasbourg, Geispoltzheim, Molsheim, Wasselonne, Truchtersheim, Brumath.

4^e *arrondissement*. Rosheim, Oberhenheim, Erstein, Benfelden, Markolsheim, Schélestat, Ville, Barr.

79. RHIN (HAUT-).

1^{er} *arrondissement*. Ammerschwir, Sainte-Marie-aux-Mines et Sainte-Croix-aux-Mines, Ribanviller, Colmar, Riquewibr, Horbourg, Neuf-Brisach, Ensisheim, Soultz, Munster, Poutroye, Turkheim, Eguisheim, Rouffach.

2^e *arrondissement*. Habsheim, Loutterbach, Landser, Huningue, Ferrette, Altkirch, Mulhausen, Hirsingen.

3^e *arrondissement*. Delémont, Glovillier, Vicque, Reinach, Lauffon, Montiers, Malleray, Courtelary, Bienne, La Neuveville.

4^e *arrondissement*. Porentruy, Chevenez, Dampfreux, Cornol, Epauvillers, Saint-Braix, Seigne-Légier, Sainte-Ursanne, Audincourt, Desandans, Montbéliard.

5^e *arrondissement*. Thann, Cernay, Saint-Amarin, Fontaine, Dannemarie, Delle, Belfort, Giromagny, Massevaux.

80. RHONE.

1^{er} *arrondissement*. Saint-Igny-Devers, Montsols, Villiers, Belleville, Villefranche (*intrà muros*), Arnas ou Villefranche (*extrà muros*), Anse, Bois-d'Oingt, Tarare, Amplepuis, Thizy, Beaujeu, Chamelet.

2^e *arrondissement*. Lyon et ses faubourgs, La Guillotière, Bessenay, L'Arbresle, Chasselay, Neuville, Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, Saint-Genis-Laval, Millery, Givors, Sainte-Colombe, Condrieu, Mornant, Saint-Symphorien sur-Coyse, Saint-Laurent-de-Chamousset, Vaugneray, Yzeron.

81. SAMBRE-ET-MEUSE (I).

1^{er} *arrondissement*. Namur, Emines, Eghesée, Spy, Gembloux, Fosses, Andenne, Wierde.

2^e *arrondissement*. Dinant, Bouvignes, Beauraing, Ciney, Florennes, Walcourt.

3^e *arrondissement*. Marche, Clerhayd, Durbuy, Havelange, Rochefort, La Roche.

4^e *arrondissement*. Saint-Hubert, Nassogne, Wellin, Orchimont, Gedinne, Villance.

82. SAONE (HAUTE-).

1^{er} *arrondissement*. Champlitte, Fouvent-la-Ville, Lavoncourt, Ray, Dampierre-sous-Saulon, Chargey, Autrey, Fresne-Saint-Mametz, Gy, Marnay-le-Bourg, Pesme, Champvant, Gray, Mercey, Sauvigney-les-Angirey.

2^e *arrondissement*. Jonvelle, Amance, Augicourt, Combeau-Fontaine, Morey, Vitrey, Jussey, Faverney, Colombier, Noroy-le-Bourg, Montboson, Cromary, Ryozy, Granvelle, Scey-sur-Saône, Port-sur-Saône, Vesoul, Antoisson.

3^e *arrondissement*. Vauvillers, Saint-Loup, Fougereille, Faucogney, Quers, Saulx, Conflans, Luxeuil, Saint-Pierre-lès-Melisey, Ronchamps, Héricourt, Grange-le-Bourg, Villersexel, Mollans, Lure, Clairegoutte.

(I) Ce département ne fait plus partie de la France.

83. SAONE-ET-LOIRE.

1^{er} *arrondissement*. Lucenay-l'Évêque, Cordesse, Sully, Saizy, Dézise, Couches, Mont-Cénis, Dettéy, Saint-Didier-sur-Arroux, Saint-Prix-sous-Beuvray, Roussillon, Montelon, Autun, Antully, Mesvres, Issy-l'Évêque.

2^e *arrondissement*. Cronat, Bellevue-les-Bains, Gilly-sur-Loire, La Motte-Saint-Jean, Digoïn, Montceaux, Marcigny, Melay, Mailly, Semur, Châteauneuf, Saint-Christophe, Chauffaille, La Clayette, Bois-Sainte-Marie, Saint-Julien-de-Civry, Paray, Charolles et Saint-Symphorien, Saint-Bonnet-de-Joux, Martigny, La Guiche, Joney, Palinge, Percey, Toulon-sur-Arroux, Gueugnon.

3^e *arrondissement*. Chagny, Saint-Loup-de-la-Salle, Longepierre, Verdun-sur-Saône, Saint-Martin-en-Bresse, Lessard, Saint-Germain-du-Plain, Varennes-le-Grand, Senecey, Etrigny, Culles, Mont-Saint-Vincent, Saint-Martin-d'Auxy, Buxy, Givry, Châlons-sur-Saône, Saint-Léger-sur-d'Heune, Touches, Saint-Jean-des-Vignes, Saint-Marcel.

4^e *arrondissement*. Pierre, Bellesvire, Mervans, Sens, Beaurepaire, Sagy, Cuiseaux, Montpont, Cuisery, Savigny-sur-Seille, Louhans, Saint-Usuge, Simard.

5^e *arrondissement*. Jouvence, Tournus, Lugny, Charnay, Mâcon, La Chapelle-de-Quinçay, Saint-Sorlin, Tramaye, Matour, Cluny, Salornay.

84. SARTHE.

1^{er} *arrondissement*. Saint-Pater, La Frenaye, Mamers, Saint-Côme-de-Vair, Nogent-le-Bernard, La Ferté-Bernard, Montmirail, Saint-Maixent, Tuffé, Bonnetable, Marolles-les-Braux, Courgains, Vivoin, Beaumont-sur-Sarthe, Fresnay, Assé-le-Boisne, Bourg-la-Loi.

2^e *arrondissement*. Bouloire, Vibraye, Saint-Calais, Bessé, Tresson, Grand-Lucé, La Chartre, Chahaignes, Château-du-Loir.

3^e *arrondissement*. Brulon, Chantenay, Parcé, Précigné, Sablé, Malicorne, Saint-Jean-de-la-Motte, Pont-Vallain, Mayet, Waas, Le Lude, La Flèche.

4^e *arrondissement*. Sillé-le-Guillaume, Conlie, La Bazoge, Ballon, Savigné-l'Évêque, Montfort, Parigné-l'Évêque, Ecomoy, La Suse, Vallon, Le Mans, Épineu-le-Chevreuil, Lavardin, Loué, Rouez.

85. SEINE.

1^{er} *arrondissement*. Pierrefitte, Pantin, Belleville, Clichy-la-Garenne, Passy, Nanterre, Colombes, Franciade.

2^e *arrondissement*. Vincennes, Montreuil, Charenton-le-Pont, Choisy-sur-Seine, Sceaux-l'Unité, Châtillon, Issy-l'Union, Villejuif.

3^e *arrondissement*. Paris.

86. SEINE-INFÉRIEURE.

1^{er} *arrondissement*. Le Havre et Ingouville, Montivilliers, Criquetot-l'Esneval, Fécamp et Saint-Léonard, Goderville, Bréauté, Bolbec, Lillebonne, Saint-Nicolas-de-la-Taille, Saint-Romain-de-Colboc, Harfleur, Angerville-Louhé, Gonneville.

2^e *arrondissement*. Valmont, Sassetot-Mauconduit, Cany, Saint-Vallery, Veulles, Fontaine-le-Dun, Saint-Laurent, Motteville-l'Esneval, Yvetot et Valiquerville, Caudebec, Fauville-en-Caux, Ourville, Doudeville.

3^e *arrondissement*. Le Bourg-Dun, Dieppe, Criel, Eu, Envermeu, Arques, Bellencombre, Auffay, Anglesqueville, Bacqueville, Longueville.

4^e *arrondissement*. Grandcourt, Blangis, Foucarmont, Aunale, Gaille-Fontaine, Menerval, Gournay, La Feuillée, Argueil, Forges-les-Eaux, Saint-Saen, Neufchâtel, Loudinières.

5^e *arrondissement*. Fréville, Pavilly, Montville, Cailly, Buchy, Ry, Saint-Jacques-sur-Darnetal, Franqueville, Elbenf et Orival, Cantelieu, Ducler, Saint-Jean-du-Cardonnet, Quinquempoix; Rouen, Darnetal et Mont-aux-Malades.

87. SEINE-ET-MARNE.

1^{er} *arrondissement*. Melun et Maincy, Boissise-la-Bertrand, Brie-sur-Hièrès, Chaumes, Le Châtelet, Mormant, Perthes, Tournan.

2^e *arrondissement*. Coulommiers, Farmoutier, La Ferté-Gaucher, Rebais, Rosoy.

3^e *arrondissement*. Meaux, Claye, Crécy, Crouy, Dammartin, La Ferté-sur-Marne, Lagny, Lisy-sur-Ourq.

4^e *arrondissement*. Nemours, Beaumont, Château-Landon, Egreville, La Chapelle-Egalité, Montereau, Moret, Voulx, Fontainebleau.

5^e *arrondissement*. Provins, Augers, Bray-sur-Seine, Donnemarie, Jouy-le-Châtel, Nangis, Sourdun.

88. SEINE-ET-OISE.

1^{er} *arrondissement*. Magny, Fontenay - Saint - Père, Limay, Mantes. Septeuil, Houdan, Dammartin, Breval, Villeneuve-en-Chevrie, La Roche-Guyon.

2^e *arrondissement*. Marines, Grisy, Beaumont-sur-Oise, Luzarches, Louvres, Livry, Gonesse, Emile, Taverny, Pontoise et Cergy, Vigny, L'Ile-Adam, Ecouen.

3^e *arrondissement*. Meulan, Triel, Argenteuil, Saint-Germain-en-Laye, Marly, Sèvres, Jouy, Palaiseau, Limours, Chevreuse, Les Essarts, Rambouillet, Versailles, Maulle, Poissy, Neauphle-le-Château, Montfort, Garençières.

4^e *arrondissement*. Sucy, Brunoy, Corbeil, Mennecey, Arpajon, Montlhéry, Lonjumeau, Villeneuve-Saint-Georges.

5^e *arrondissement*. Rochefort, Dourdan, Chamarande, La Ferté-Aleps, Milly, Maisse, Saclas, Angerville, Étampes, Ablis.

89. SÈVRES (DEUX-).

1^{er} *arrondissement*. Les Échanbroignes, Châtillon-sur-Sèvres, Les Aubiers, Argenton-le-Peuple, Argenton-l'Église, Brion, Thouars, Oiron, Saint-Varent, Chiché, Bressuire, La Forêt-sur-Sèvre, Cerisay.

2^e *arrondissement*. Montcoulant, La Chapelle-Saint-Laurent, Amaillou, Saint-Loup, Airvault, Thenezay, La Ferrière-lès-Parthenay, Menigoutte, Verruye, Saint Pardoux, Secondigny, Parthenay.

3^e *arrondissement*. La Chapelle-Thireuil, Coulonges, Échiré, Champdeniers, Chevreux, Sainte-Néomaye, Saint-Maixent, Niort, Magné, Frontenay, Mauzé, Beauvoir-sur-Niort, Prahecq.

4^e *arrondissement*. La Motte-Saint-Heray, Chenay, Lezay, Sauzé-Vausais, Chef Boutonne, Couture-d'Argenson, Ensigné, Chizé, Brioux, Melle, Celles, Mougon.

90. SOMME.

1^{er} *arrondissement*. Rue, Crécy, Gueschart, Saint-Riquier, Ailly-le-Haut-Clocher, Halencourt, Saint-Maxent, Gamaches, Ault, Saint-Vallery-sur-Somme, Novion, Abbeville, Moyenneville, Franleu.

2^e *arrondissement*. Frohen-le-Grand, Lucheux, Doullens, Bauquesne, Mailly, Naours, Dommart, Bernaville.

3^e *arrondissement*. Miraumont, Combles, Moislains, Heudicourt, Roiselle, Athies, Ham, Nesles, Chaulnes, Faucaucourt, Bray, Albert, Péronne.

4^e *arrondissement*. Harbonnière, Rozières, Retonvillers, Roye, Montdidier, Aubevillers, Ailly-sur-Noye, Moreuil, Hangest.

5^e *arrondissement*. Flixecourt, Villers-Bocage, Contay, Corbie, Boves, Conty, Poix, Lignières-Chatelain, Liomer, Oisemont, Ayraines, Picquigny, Amiens, Saint-Saulieu, Bovelles, Quérieux, Moliens, Hornoy.

91. TARN.

1^{er} *arrondissement*. Puiceley, Milhars, Cordes, Caluzac-sur-Verre, La Bastide-Montfort, Cadalen, L'Isle, Rabastens, Salvagnac, Castelnau-de-Montmiral, Gaillac, Vaour.

2^e *arrondissement*. Crameaux, Montirat, Pampelonne, Valence-Tarn, Alban, Villefranche-Tarn, Réalmont, Lombers, Alby, Castelnau-de-Bonnafous, Monestiés, Valderiés, Saint-Juéry.

3^e *arrondissement*. Lautrec, La Bessonnie, Saint-Pierre-de-Trévisy, Massals, Viane, La Caune, Murat, Angles, Brassac de-Belfourtes, Saint-Amand-de-la-Bastide, Mazamet, La Bruguière, Sorèze, Dourgne, Vielmur, Castres, Roquecourbe, Boissezon-d'Augmontel.

4^e *arrondissement*. Saint-Sulpice-de-la-Pointe, Briateste, Graulhet, Fiac, Puy-Laurens, Cuq-Toulza, Lavaur, Saint-Paul-de-Cap-de-Joux.

92. VAR.

1^{er} *arrondissement*. Ginasservis, Saint-Julien-de-Montagnier, Régusse, Fox-Amphoux, Cotignac, Correns, Cabasse, Besse, Pignans, Forcalqueiret, Gareoult, La Roque-Brussanne, Nans ou Riboux, Saint-Zacharie, Porrières, Rians, Saint-Martin-de-Palieres, Varage, Barjols, Tavernes, Saint-Maximin, Tourves, Bras, Brignolles, Leval, Camps.

2^e *arrondissement*. Beaudun, Aiguines, Comps, Fayence, Calian, Fréjus, Roquebrune, Grimaud, Saint-Tropez, Le Luc, Lorgues, Salernes, Flayose, Draguignan, Les Arcs, Le Muy, Bargemont, Callas, Aups.

3^e *arrondissement*. Seranon, Coursegoules, Le Broc, Saint-Paul-du-Var, Les Mijouls, Consegudes, Cagnes, Biot, Antibes, Cannes, Grasse, Saint-Vallier, Le Bar, Vence, Châteauneuf, Mougins.

4^e *arrondissement*. Signes, Cuers, Le Puget-les-Crottes, Collobrières, Hyères, La Garde, Toulon, La Seyne, Olioules, Saint-Nazaire, Le Beausset, Solliès-le-Pont.

93. VAUCLUSE.

1^{er} *arrondissement*. Orange, Bollène, Valréas, Caderousse, Cairanne, Vaison, Serignan, Montdragon, Camarèt, Malaucenne, Baumes.

2^e *arrondissement*. Avignon, Bedarides, Le Thor, Lislé, Lagnes, Robion, Cavaillon.

3^e *arrondissement*. Carpentras, Caromb, Monteux, Mazan, Mourmoiron, Sault, Mallemort, Pernes.

4^e *arrondissement*. Apt, Gordes, Saint-Saturnin, Saignon, Menerbes, Bonnieux, Cadenet, Cucuron, Saint-Martin-de-Castillon, Perthuis, La Tour-d'Aigues, La Bastide-des-Jourdans.

94. VENDÉE.

1^{er} *arrondissement*. Noirmoutiers, Ile-de-Bouin, La Garnache, Palluau, Apremont, Saint-Gilles-sur-Vie, Saint-Jean-de-Mont, Beauvoir, Challans, Beaulieu-sous-la-Roche, Landevieille, La Motte-Achard, Olonne, Le Poiroux,

Les Moutiers-les-Maufais, Angles, Talmont, Les Sables-d'Olonne, Le Tablier, L'Ile-Dieu.

2^e *arrondissement*. Roche-Servière, Montaign, La Buftière, Tiffauges, Mortagne, Les Herbiers, Monchamp, Saint-Fulgent, Bouzils, Belleville, Les Essarts, Le Poiré-sous-la-Roche-sur-Yon, Aizenay, La Roche-sur-Yon, La Chaise.

3^e *arrondissement*. La Flocelière, Pouzauges-la-Ville, La Châtaigneraye, Loge-Fougereuse, La Caillère, La Jaudonnière, Chantonay, Monilleron, Foussay, Saint-Hilaire-sur-l'Autise, Benet, Maillezais, Le Gué-de-Véluire, Chaillé-les-Marais, Saint-Michel-en-l'Herm, Luçon, Sainte-Hermine, Mareuil, L'Hermenault, Fontenay-le-Peuple, Le Langon, Fontaine, Bournezeau.

95. VIENNE.

1^{er} *arrondissement*. Saint-Léger-de-Monthrillais, Loudun, Ceaux, Monts, Coussay, Sauves, Moncontour, Arçay, Martaisé.

2^e *arrondissement*. Leigné-sur-Usseau, Dangé, Lésigny-sur-Creuse, Pleumartin, Monthoiron, Vouneuil-sur-Vienne, Saint-Genest-d'Ambierre, Thuré, Châtellerault.

3^e *arrondissement*. Chauvigny, Angles, Saint-Savin, La Tremoille, Montmorillon, L'Ile-Jourdain, Verrières, Lussac-sur-Vienne.

4^e *arrondissement*. Couhe-Vérac, Gensay, Usson, Availles, Charroux, Civray, Chaunay, Sommières.

5^e *arrondissement*. Mirebeau, Jaulnais, Dissays, Saint-Julien-l'Ars, Noaillé, La Ville-Dieu, Vivonne, Lusignan, Sanxay, Vouillé, Vouzailles, Neuville, Crotelle, Poitiers, Saint-Sauvant.

96. VIENNE (HAUTE-).

1^{er} *arrondissement*. Lussac-les-Églises, Saint-Sulpice-les-Feuilles, Morterol, Bessines, Laurière, Compreignac, Cieux, Mortemart, Saint-Barbant, Darnac, Le Dorat, Bellac, Rançon, Château-Ponsat, Magnac-Laval.

2^e *arrondissement*. Nieul, Ambazac, Sauviat, Saint-Léonard et Champnetery, Peyrat, Nede, Eymoutier, Châteauneuf, Saint-Paul, Pierre-Buffières, Solignac, Aixe, Limoges et Panazol.

3^e *arrondissement*. Chalus, Nexon, Magnac, Saint-Germain, Saint-Yrieix et Coussac-Bonneval, La Roche-l'Abeille.

4^e *arrondissement*. Saint-Junien et Saint-Martin-de-Jussac, Saint-Victurien, Saint-Laurent-de-Gorre, Oradour-sur-Vayre, Saint-Mathieu, Rochechouart.

97. VOSGES.

1^{er} *arrondissement*. Grand, Coussey, Ruppes, Vicherey, Châtenoy, Bulgnéville, Mandre, Martigny, La Marche, Ische, Châtillon-sur-Saône, Damblain, Vrecourt, Beaufremont, Lifol-le-Grand, Neufchâteau, Vouxey.

2^e *arrondissement*. Rouvres, Mirecourt, Charmes, Dompierre, Escles, Bains, Montureux, Darney, Ligneville, Vittel, Valfroicourt.

3^e *arrondissement*. Fauconcourt, Nossoncourt, Remberviller, Girecourt, Bruyères, Docelles, Epinal, Xertigny, Girancourt, Domèvre-sous-Avières, Châtel-sur-Moselle, Domèvre-sur-Durbion, Longchamp.

4^e *arrondissement*. Raon-l'Étape, Nompattelize, Allarmont, La Broque, Plaine, Le Puid, Rothau, Hurbache, Saalles, Bertrimoutier, Laveline, Fraise, Gerardmer, Grange, Corcieux, Brouvelieures, Saint-Dié, Saint-Léonard, Senones.

5^e *arrondissement*. Eloyes, Vagney, Cornimont, Ramonchamp, Remiremont, Plombières.

98. YONNE.

1^{er} *arrondissement*. Sergines, Thorigny, Villeneuve-sur-Vannes, Veron, Egriselles, Cheroy, Villeneuve-la-Guiard, Pont-sur-Yonne, Sens, Saint-Clément.

2^e *arrondissement*. Villemer, Villeneuve-sur-Yonne, Cerisiers, Venizy, Brinon, Saint-Cidroine, Joigny, Cezy, Saint-Julien-du-Sault, Charny, La Ferté-Louptière, Aillant-sur-Tholon, Villiers-Saint-Benoît, Mezilles, Saint-Fargeau, Bleneau, Champignelles.

3^e *arrondissement*. Ligny, Chablis, Vermanton, Mailly-le-Vineux, Coulanges-sur-Yonne, Courçon, Ouanne, Toucy, Auxerre, Coulanges-la-Vineuse, Cravant, Saint-Bris, Seignelay, Héry, Mont-Saint-Sulpice, Saint-Florentin, Druye, Treigny, Saint-Sauveur, Thury.

4^e *arrondissement*. Epineuil, Cruzy, Neuvy, Flogny, Ravières, Châtel-Gérard, Noyers, Yrouer, Vezines, Tonnerre, Tanlay, Ancy-le-Franc.

5^e *arrondissement*. Joux-la-Ville, Lisle, Mont-Serain, Guillon, Quarré, Vezelay, Châtel-Censoir, Le Vault, Avallon.

Observation.

Dans plusieurs cantons, il se trouve deux administrations municipales, ou même un plus grand nombre, à raison de ce que la population d'une ou plusieurs communes excédait cinq mille habitants. Il a pu arriver alors trois cas : l'administration intérieure et l'administration rurale ont été connues sous le nom unique d'une même commune ; ou bien chacune de ces administrations a été connue sous une dénomination propre ; ou, enfin, il a existé, sous une seule dénomination, non pas seulement deux administrations, mais réellement deux cantons distincts, l'un pour l'intérieur, l'autre pour l'extérieur. Au premier cas, on n'a mis, dans cette table, qu'un nom qui désigne seul le canton entier, divisé en plusieurs administrations ; au second cas, on a désigné le canton par le nom réuni des communes qui désignaient les deux administrations, intérieure et rurale ; au troisième cas, on a employé deux fois le même nom avec les différences *intrà muros* et *extrà muros*, pour indiquer les deux cantons existant réellement sous la dénomination de la même commune.

N^o 320. = 29 pluviôse an 8 (18 février 1800). = ARRÊTÉ *qui ordonne la confection de nouveaux timbres pour les journaux et affiches*. (III, Bull. VI, n^o 50.)

Art. 1^{er}. Il sera gravé, pour le département de la Seine, de nouveaux timbres à trois et cinq centimes pour le timbrage des papiers destinés aux journaux, papiers-nouvelles, avis et affiches.

2. Dans les dix jours qui suivront la publication et l'affiche à Paris du présent arrêté, les imprimeurs et tous les citoyens qui auraient des papiers frappés des timbres actuels de trois et cinq centimes, seront tenus de les présenter au bureau du timbre, pour être frappés des nouvelles empreintes, sans paiement de droits.

3. Après ce délai, ces papiers ne seront plus admis au nouveau timbre ; et ceux qui s'en serviraient pour l'impression des journaux, papiers-nouvelles, avis et affiches, seront soumis aux peines prononcées par l'article 60 de la loi du 9 vendémiaire an 6.

N^o 321. = 29 pluviôse an 8 (18 février 1800). = ARRÊTÉ *relatif à la solde*

des militaires qui, depuis le 18 brumaire an 8, ont cessé de remplir les fonctions législatives. (III, Bull. VII, n° 55.)

N° 322. = 29 pluviôse an 8 (18 février 1800). = **ARRÊTÉ** qui augmente le nombre des brigades de gendarmerie nationale dans les départemens de l'Ouest. (III, Bull. VII, n° 56.)

N° 223. = 2 ventose an 8 (21 février 1800). = **ARRÊTÉ** contenant des mesures pour activer la levée de chevaux ordonnée par la loi du 4 vendémiaire an 8. (III, Bull. VII, n° 57.)

N° 324. = 5 ventose an 8 (24 février 1800). = **LOI** relative à l'établissement d'octrois municipaux (1). (III, Bull. X, n° 65 ; B., LXXIX, 185.)

Art. 1^{er}. Il sera établi des octrois municipaux et de bienfaisance sur les objets de consommation locale, dans les villes dont les hospices civils n'ont pas de revenus suffisans pour leurs besoins (2).

2. Le conseil municipal de chacune de ces villes sera tenu de présenter, dans deux mois, les projets de tarifs et de réglemens convenables aux localités ; ils seront soumis à l'approbation du gouvernement, et par lui, s'il y a lieu, définitivement arrêtés.

3. La perception et l'emploi se feront conformément aux dispositions générales des lois des 19 et 27 frimaire dernier.

N° 325. = 7 ventose an 8 (26 février 1800). = **ARRÊTÉ** qui détermine la manière dont il sera procédé sur les demandes en radiation de la liste des émigrés (3). (III, Bull. VII, n° 58.)

Art. 1^{er}. Dans l'intervalle du 1^{er} germinal au 1^{er} messidor prochain, le gouvernement, d'après le rapport du ministre de la justice, et en conformité des dispositions suivantes, prononcera sur toutes les réclamations présentées avant le 4 nivose dernier, soit aux administrations civiles, soit au gouvernement, par des individus inscrits sur des listes d'émigrés.

2. Le ministre de la police générale enverra au ministre de la justice, avant le 1^{er} germinal prochain, un état général des réclamations qui pourront être soumises à un examen définitif ; il fera un deuxième envoi avant le 1^{er} floréal ; il fera un troisième et dernier envoi avant le 1^{er} prairial.

3. Immédiatement après la publication du présent arrêté, les préfets et sous-préfets adresseront au ministre de la police les demandes en radiation qui seraient encore dans les bureaux des administrations centrales. — Le

(1) Voyez, sur les octrois, le règlement général du 17 mai 1809, et les notes qui résument la législation.

(2) Cet article comprend les bières fabriquées dans l'intérieur des villes pour y être consommées. Cass., 9 mai 1809, Sir., VII, 2, 1068 ; Bull. civ., XI, 101.

Les préfets ne peuvent faire des réglemens sur les octrois, ni interpréter ceux existans : l'autorité judiciaire seule peut connaître des contestations auxquelles donnent lieu l'application des tarifs et la perception des droits. Arr. du cons., 21 novembre 1808, Sir., Jur. du cons., 1, 213.

Voyez encore une circulaire du ministre de la justice du 14 germinal an 10 (Sir., VII, 2, 1069), concernant la quotité des amendes, la force exécutoire des tarifs d'octroi et les formalités des procès-verbaux. Au surplus, cette circulaire n'a pas d'intérêt depuis que ces objets ont été réglés par le décret précité de 1809, et par l'ordonnance du 9—27 décembre 1814.

(3) Voyez, dans le § 1^{er} des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792, l'énonciation des lois nombreuses rendues sur le même objet.

ministre de la police générale donnera les ordres et les instructions nécessaires pour accélérer les envois.

4. Les réclamations antérieures au 4 nivose, formées par des individus inscrits sur des listes d'émigrés, seront examinées par une commission composée de trente citoyens, et divisée en six bureaux, chacun de cinq membres.

5. Les trente membres de la commission seront nommés par le premier consul, sur une liste de soixante candidats, qui sera présentée par les ministres de la justice et de la police. — La répartition en bureaux sera faite par la voie du sort.

6. Le travail sera également distribué par la voie du sort entre les bureaux de la commission. — A cet effet, le ministre de la justice divisera en cinq parties les affaires qui, aux termes de l'article 2, lui auront été envoyées par le ministre de la police générale. — Cette division sera effectuée dans les vingt-quatre heures qui suivront les envois. — Le ministre fera ensuite exécuter, en sa présence, la distribution par la voie du sort entre les bureaux.

7. Dans la quinzaine de la distribution des affaires, chaque bureau terminera son travail, et le remettra au ministre de la justice. — Le ministre l'examinera et en fera la base du rapport qu'il soumettra au consul avant la fin de la décade suivante.

8. Le ministre de la justice est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour régulariser et activer le travail des bureaux. — Il prononcera sur les difficultés relatives à l'instruction.

N° 326. = 7 ventose an 8 (26 février 1800). = *Loi sur le cautionnement à fournir par plusieurs régisseurs, employés, et par les notaires* (1).
(III, Bull. x, n° 66 ; B., LXXIX, 189.)

Art. 1^{er}. Il sera fourni des cautionnements en numéraire par les régisseurs, administrateurs et employés des régies et administrations de l'enregistrement et des domaines, des douanes, des postes et de la loterie nationale, dénommés dans l'état annexé à la présente, et d'après les fixations qui y sont déterminées.

2. Il en sera pareillement fourni par les notaires, suivant le tableau ci-annexé.

3. Les cautionnements seront versés au trésor public : le paiement en sera fait, un quart en numéraire, dans le mois à compter de la publication de la présente ; et le surplus, en trois obligations, d'égales portions, payables de trois mois en trois mois.

4. Les fonds provenant des cautionnements sont mis à la disposition du gouvernement pour être employés aux dépenses de l'an 8.

5. A compter de l'an 9, il sera fait un fonds spécial pour le paiement des intérêts de ces cautionnements, à raison de cinq pour cent par an, sans retenue.

6. A compter de l'an 10, il sera fait un fonds de deux millions cinq cent mille francs, qui seront destinés, chaque année, au rétablissement du principal des cautionnements dans la caisse d'amortissement, et affectés à l'amortissement de la dette publique.

(1) Voyez l'arrêté du 18 ventose an 8 (9 mars 1800), qui règle le mode de versement de ces cautionnements ; celui du 24 germinal suivant (14 avril 1800), sur le même objet ; la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, art. 85 et suiv., concernant le taux de ces cautionnements, le mode de versement, etc. ; et l'ordonnance du 1^{er}—8 mai 1816, rendue pour l'exécution de cette loi.

7. Dans tous les cas de vacance par mort ou autrement, le cautionnement du nouveau titulaire servira au remboursement de celui de son prédécesseur; et, en cas de suppression d'emploi, il sera pourvu au remboursement par la caisse d'amortissement, sur les fonds qui lui auront été versés.

8. Tout citoyen qui n'aura pas satisfait, dans les délais fixés, au paiement de son cautionnement, ne pourra continuer l'exercice de ses fonctions, sous peine de destitution, s'il est employé des régies et administrations; et, quant aux notaires, d'une amende égale à la moitié de la somme fixée pour le cautionnement, et, en cas de récidive, d'une amende égale au montant du cautionnement.

N° 1^{er}. — *Etat des cautionnemens à fournir par les régies et administrations, suivant l'article 1^{er} de la loi.*

Régie de l'enregistrement et domaines (1).

Art. 1^{er}. Le montant des cautionnemens à fournir par les régisseurs, directeurs, sous-directeurs, premiers commis, vérificateurs et sous-vérificateurs des comptes, et commis principaux, — Par les directeurs de département, inspecteurs, vérificateurs, gardes-magasins, surveillans du timbre et receveurs de la régie de l'enregistrement et domaines, — Est fixé à cinq millions. — L'état de répartition en sera dressé, dans la décade, par les régisseurs, et soumis à l'approbation du ministre des finances.

Loterie nationale (2).

2. Le montant des cautionnemens à fournir par les administrateurs, directeurs, chefs, sous-chefs, principaux commis, vérificateurs, caissiers, contrôleurs de caisse, inspecteurs et receveurs de la loterie nationale, — Est fixé à la somme de trois millions. — L'état de répartition en sera dressé, dans la décade, par les administrateurs, et soumis à l'approbation du ministre des finances.

Postes.

3. Le montant des cautionnemens à fournir par les administrateurs, inspecteurs, chefs de division, caissiers, sous-caissiers, receveurs et payeurs, chefs des bureaux, sous-chefs, premiers commis, taxateurs, vérificateurs et directeurs de l'administration des postes, — Est fixé à la somme de cinq cent mille francs. — La répartition en sera faite, dans la décade, par les administrateurs, et soumise à l'approbation du ministre des finances.

Douanes (3).

4. Le montant des cautionnemens à fournir par les régisseurs, directeurs, inspecteurs, sous-inspecteurs, receveurs et contrôleurs de la régie des douanes, — Est fixé à la somme de cinq cent mille francs. — La répartition en sera faite, dans la décade, par les régisseurs, et soumise à l'approbation du ministre des finances.

(1) Voyez, sur les cautionnemens à fournir par les employés de l'administration de l'enregistrement, des domaines, et du timbre, le décret du 18 (16 et) — 27 mai 1791, tit. 1^{er}, art. 10; la loi du 21 ventose an 7 (11 mars 1799), art. 5 et suiv.; et celle du 24 avril — 4 mai 1806, art. 14 et suiv.

(2) Voyez, sur les cautionnemens des receveurs de la loterie, l'arrêté du 5 brumaire an 7 (26 octobre 1798), et la note.

(3) Voyez, sur les cautionnemens des employés des douanes, les art. 17 et 18 du décret du 23 avril — 1^{er} mai 1791, et la loi précitée du 28 avril — 4 mai 1816, art. 87.

N° 2. — *Tableau des cautionnemens à fournir par les notaires, en exécution de l'article 2 de la loi (1).*

Les cautionnemens à fournir par les notaires sont fixés, savoir : — 1° Pour ceux habitant dans les chefs-lieux de département, — Dans les villes de cinq mille ames et au dessous, mille francs; dans celles de cinq mille à dix mille ames, douze cents francs; dans celles de dix mille à vingt-cinq mille, quinze cents francs; dans celles de vingt-cinq mille à cinquante mille, deux mille francs; dans celles de cinquante mille à cent mille, trois mille francs; dans celles de cent mille et au dessus, quatre mille francs; dans la ville de Paris, six mille francs. — 2° Pour les notaires habitant dans les chefs-lieux d'arrondissemens communaux, — Dans les villes de cinq mille ames et au dessous, six cents francs; dans celles de cinq mille à dix mille, huit cents francs; dans celles de dix mille à vingt-cinq mille, mille francs; dans celles de vingt-cinq mille à cinquante mille, quinze cents francs; dans celles de cinquante mille à cent mille, deux mille francs; dans celles de cent mille et au dessus, trois mille francs. — 3° Pour les notaires habitant dans les autres villes, ou dans les campagnes, bourgs et villages, — De cinq mille ames et au dessous, quatre cents francs; de cinq mille à dix mille, six cents francs; de dix mille à vingt-cinq mille, huit cents francs; de vingt-cinq mille et au dessus, douze cents francs.

N° 327. = 11 ventose an 8 (2 mars 1800). = *ARRÊTÉ relatif aux membres de l'assemblée constituante inscrits sur la liste des émigrés* (2). (III, Bull. VIII, n° 60.)

Art. 1^{er}. Les membres de l'assemblée constituante inscrits sur la liste des émigrés, présenteront au ministre de la police générale des attestations authentiques qui constatent qu'ils ont voté pour l'établissement de l'égalité et l'abolition de la noblesse, et qu'ils n'ont, depuis, fait aucune protestation ni aucun acte qui ait démenti ces principes.

2. Le ministre de la police générale enverra au ministre de la justice, avant le 1^{er} germinal prochain, l'état des réclamations et les titres de chacun des individus qui croiront avoir droit à l'application de cet arrêté : ces réclamations seront soumises à l'examen de la commission créée par l'arrêté du 7 de ce mois, et ensuite présentées à la décision définitive des consuls, conformément au même arrêté.

3. Les membres de l'assemblée constituante qui obtiendront leur radiation en exécution du présent, rentreront dans la jouissance de ceux de leurs biens qui n'auraient pas été vendus; mais ils ne pourront prétendre à aucune indemnité pour ceux qui se trouveraient aliénés.

N° 328. = 11 ventose an 8 (2 mars 1800). = *Loi qui remplace par des pensions les capitaux accordés aux membres du clergé et des établissemens religieux supprimés dans les neuf départemens réunis*. (III, Bull. XI, n° 75; B., LXXIX, 197.)

N° 329. = 12 ventose an 8 (3 mars 1800). = *ARRÊTÉ qui réunit à la liquida-*

(1) Voyez, sur la fixation des cautionnemens des notaires, le mode de versement, le paiement des intérêts, etc., la loi du 25 ventose—5 germinal an 11 (16—26 mars 1803), art. 34; l'arrêté du 26 prairial suivant (15 juin 1803); la loi du 2 ventose an 13 (21 février 1805), art. 20; celle du 28 avril—4 mai 1816, art. 88; et l'ordonnance du 1^{er}—8 mai 1816, art. 3 et suiv.

(2) Voyez, sur le mode de radiation des émigrés inscrits sur les listes, les lois citées dans le § 1^{er} des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792.

tion générale de la dette publique le bureau central de la trésorerie nationale chargé des opérations relatives au grand-livre (1). (III, Bull. x, n° 67.)

Art. 1^{er}. Le liquidateur général de la dette publique est chargé du travail des liquidations qui avaient lieu ci-devant dans le bureau central de la trésorerie nationale, pour le remboursement et l'inscription au grand-livre des portions de la dette publique liquidées en *bons* de tiers et de deux tiers.

2. Ledit bureau central de la trésorerie nationale demeure, en conséquence, supprimé, à compter de ce jour, pour être réuni à ceux du liquidateur-général : il soumettra, à cet effet, au conseiller d'état directeur du trésor public, le projet d'organisation nécessaire, pour être définitivement approuvé par les consuls de la république, sur la proposition du ministre des finances.

3. Le liquidateur général de la dette publique opérera, pour le travail de ces liquidations, sous la même responsabilité et dans les mêmes formes que pour celles faisant partie de ses anciennes attributions, et conformément aux lois qui les ont réglées.

N° 330. = 12 ventose an 8 (3 mars 1800). = *LOI qui détermine le mode d'application des lois relatives à l'émigration* (2). (III, Bull. XI, n° 76; B., LXXIX, 201.)

Art. 1^{er}. Les individus considérés comme émigrés avant le 4 nivose an 8, époque de la mise en activité de l'acte constitutionnel, ne pouvant invoquer le droit civil des Français, demeurent soumis aux lois sur l'émigration.

2. Ces individus sont, — 1° Ceux qui, inscrits sur les listes d'émigrés avant le 4 nivose, ne sont point rayés définitivement; — 2° Ceux contre lesquels il existait, à la même époque, des arrêtés, soit du directoire exécutif, soit des administrations centrales, qui ordonnaient l'inscription de leurs noms sur la liste des émigrés, pourvu que lesdits arrêtés aient été publiés, ou suivis du séquestre ou de la vente des biens (3).

3. Tout individu qui se serait absenté de France depuis la mise en activité

(1) Voyez, dans le § 3 des notes qui accompagnent le décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, le résumé de la législation concernant la liquidation de la dette publique.

(2) Voyez, sur les caractères de l'émigration et sur les peines portées contre les émigrés, tant en ce qui touche leurs personnes qu'en ce qui concerne leurs biens, les § 1^{er} et suiv. des notes qui accompagnent le décret du 9 — 12 février 1792.

(3) L'émigré qui, malgré sa réclamation faite en temps utile, n'a été rayé définitivement qu'après la publication de cette loi, n'a pas cessé d'être émigré, et par suite, frappé de mort civile pendant tout le temps qu'a duré son inscription. Cass., 10 juin 1806, Sir., VI, 1, 367; Bull. civ., VIII, 215. — Juge encore que l'inscrit sur la liste des émigrés, qui avait réclamé en temps utile, mais qui n'a été rayé ou amnistié qu'après son décès, arrivé *postérieurement* à la publication de la loi du 12 ventose an 8, n'a pu tester valablement. Cass., 28 germinal an 12, Sir., IV, 1, 304. — Mais il a pu tester valablement, s'il est décédé *avant* la publication de cette loi. Cass., 12 mai 1806, Sir., VI, 1, 270. — L'émigré que la loi du 12 ventose avait frappé de mort civile n'était pas incapable de consentir un contrat fondé sur le droit naturel et des gens; par exemple, un contrat de vente. Cass., 28 frimaire an 13, Sir., V, 1, 53. — Jugé encore que le prévenu d'émigration, même rayé provisoirement, n'a pu, avant cette loi, accepter valablement une succession. Cass., 31 mars 1806, Sir., VI, 1, 265. — L'émigré que la loi du 12 ventose avait maintenu sur la liste, et qui a été rayé avant le sén.-cons. du 6 floréal an 10, n'en est pas moins censé avoir obtenu cette radiation à titre de grâce comme les émigrés rayés après ce sén.-cons. : en conséquence, il n'a pas eu droit, comme l'émigré rayé par voie de justice, à la restitution de ses biens. Cass., 18 février 1824, Sir., XXIV, 1, 263; Bull. civ., XXVI, 58.

Voyez encore, sur les effets de la mort civile prononcée contre les émigrés, les notes qui accompagnent l'art. 1^{er} du décret du 28 mars — 15 avril 1793.

de l'acte constitutionnel, ou qui s'en absenterait à l'avenir, n'est point soumis aux lois sur l'émigration.

4. Ceux qui désormais seront prévenus d'avoir émigré avant le 4 nivose, et qui ne sont pas compris dans les dispositions de l'article 2, seront jugés par les tribunaux criminels ordinaires.

5. Dans le cas de l'article précédent, le commissaire remplissant les fonctions d'accusateur public sera chargé seul, comme officier de police judiciaire et directeur de jury, de la poursuite et instruction du délit, sur lequel il sera prononcé par des jurés spéciaux d'accusation et de jugement.

6. La seule question soumise aux jurés de jugement, sera : *L'accusé est-il coupable d'émigration ?*

7. Si l'accusé est déclaré coupable, la confiscation ordonnée par l'article 93 de la constitution n'aura d'effet sur les biens du condamné qu'après distraction préalablement faite des droits de la femme et des autres créanciers, et en outre d'un tiers en nature sur la totalité des biens libres du condamné, quotité à laquelle demeurent fixés les droits naturels des enfans et descendans, quel que soit leur nombre.

N° 331. = 13 ventose an 8 (4 mars 1800). = **ARRÊTÉ** *qui autorise à doubler la retenue sur le traitement des régisseurs et employés de la régie de l'enregistrement* (1). (III, Bull. XLIV, n° 309.)

Les consuls de la république, sur le rappprt du ministre des finances, tendant à augmenter la retenue ordonnée par l'arrêté du comité des finances de la convention nationale, du 4 brumaire an 4 (2), sur les

(1) Voyez, sur l'organisation de la régie de l'enregistrement, le décret du 9 (8 et)—15 mai 1791, et les notes qui résument la législation.

(2) *Texte du décret de la convention du 4 brumaire an 4 (26 octobre 1795), et de l'arrêté du comité des finances sur l'organisation de la régie de l'enregistrement.*

DÉCRET.

La convention nationale, après avoir entendu son comité des finances, décrète qu'elle l'autorise à arrêter dans le jour et même modifier au besoin le projet de décret imprimé qu'il lui a présenté, comme additionnel à ceux d'organisation de la régie d'enregistrement, des 18—27 mai 1791 et 14 août 1793. — Le projet de loi sur l'enregistrement est ajourné.

Arrêté du comité des finances.

Le comité des finances, en vertu du décret du 4 de ce mois, qui l'autorise à arrêter dans le jour et même modifier au besoin le projet de décret imprimé qu'il a présenté à la convention nationale, comme additionnel à ceux d'organisation de la régie de l'enregistrement, des 18—27 mai 1791 et 14 août 1793, arrête ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Attributions de la régie.

Art. 1^{er}. La régie de l'enregistrement et du domaine national sera chargée, — 1^o De la perception des droits d'enregistrement des actes civils et judiciaires, et des titres de propriété; — 2^o Des droits de timbre; — 3^o Des droits de patentes; — 4^o Des droits des hypothèques, jusqu'à la mise en activité du nouveau régime hypothécaire; — 5^o De la suite du versement des dépôts et consignations aux caisses nationales; — 6^o Du recouvrement des amendes, et de toutes les peines pécuniaires prononcées par jugemens; — 7^o Des recouvrements arriérés de la ci-devant régie générale; de celui de toutes les contributions indirectes perçues pour le compte de l'état, et des produits de la vente des sels et tabacs de la ci-devant ferme générale; — 8^o De la régie des biens saisis réellement, séquestrés ou annotés; — 9^o De la recette des prix d'actions de la tontine nationale; — 10^o De celle du montant des effets de commerce non présentés par le porteur à l'échéance; — 11^o Du recouvrement des fruits, revenus et prix de vente des domaines nationaux, corporels et incorporels, quelle que soit leur origine, et de la poursuite de tous les droits, actions et créances qui en dépendent; — 12^o De la régie des bois, canaux, salines, salins, manufactures, forges et usines appartenant à la république; de la perception de leurs produits et revenus, et de celle des *deux sous pour livre*, attribués sur les bois dont jouissent

traitemens et remises des régisseurs et employés de la régie de l'enregistre-

des communautés d'habitans. — La régie et perception des mêmes objets et droits qui sont ou seront mis sous la main de la nation, dans les pays réunis à la république, ou occupés par ses armées, seront également confiés aux régisseurs de l'enregistrement.

2. La régie de l'enregistrement correspondra avec les départemens et autres corps administratifs, pour les reconvenemens arriérés, dont il est fait mention au n^o 7 de l'article précédent; et pour l'exécution, en ce qui la concerne, des lois relatives à la recherche, la main-mise, la conservation, location et vente des biens meubles et immeubles appartenant à la république: elle pourra provoquer au besoin les locations et ventes, et rédiger, de concert avec eux, les cahiers des charges et les affiches.

TITRE II. — Transmission des objets attribués à la régie.

3. La commission des revenus nationaux, ou le ministre des finances, fera remettre à la régie de l'enregistrement, sous inventaire, dans le cours du mois de frimaire prochain, tous les registres, titres, états, sommiers de compte ouvert, plans, procès-verbaux d'aménagement, et tous les papiers et documens qu'elle a dans ses bureaux, concernant les nouvelles parties d'administration qui lui sont confiées par l'article 1^{er}. — Ceux qui se trouvent dans les greffes des ci-devant tables-de-marbre, maîtrises et grueries, secrétariats ou bureaux des grands maîtres, et autres dépôts publics ou particuliers, seront inventoriés par deux commissaires du département, en présence du préposé de la régie, et déposés provisoirement au secrétariat du département. Ces inventaires seront faits triples: l'une des expéditions sera remise aux dépositaires pour leur décharge, l'autre au secrétariat du département, et la troisième à la régie. — La régie fera procéder au triage de ces titres et papiers, qui seront transportés, lorsqu'il y aura lieu, sur reconnaissance, soit dans ses bureaux à Paris, soit au secrétariat du département de la situation des forêts.

4. Les préposés actuels des canaux, salines, manufactures, forges et usines régis pour le compte de la république, rendront compte, dans le cours du mois de pluviose prochain, aux régisseurs de l'enregistrement, par bordereaux de recette et dépense, de toutes les sommes qu'ils auront reçues, et en solderont de suite le montant entre les mains du receveur de la régie dans l'arrondissement duquel sont lesdits salins et exploitations, à peine d'être poursuivis comme rétionnaires de deniers publics.

5. Les receveurs de district, et, à Paris, le receveur du département, remettront, avant le 1^{er} nivose prochain, à la régie de l'enregistrement, moyennant décharge, un état certifié de toutes les ventes de biens meubles et immeubles d'ancienne origine et autres, dont le prix leur était versé directement, avec mention de la date et du montant des paiemens effectués et des sommes restant à acquitter, tant en capital qu'intérêts et frais remboursables. Ces états seront préalablement vérifiés et visés par deux commissaires du département. — Ils remettront en même temps les expéditions des adjudications et autres pièces servant au recouvrement, avec les sommiers qui y sont relatifs.

TITRE III. — Composition de la régie.

6. Les régisseurs de l'enregistrement et du domaine national seront au nombre de douze, conformément aux lois des 18—27 mai 1791, 14 août 1793 et 4 de ce mois. — L'administration à Paris se formera en divisions. — Chaque régisseur dirigera une ou plusieurs divisions, et alternera tous les ans. — La régie établira des receveurs dans tous les lieux où le besoin du service l'exigera. — Les recettes seront divisées dans tous les bureaux où l'importance du produit et la multiplicité des opérations le demanderont. La réunion de ces recettes ne pourra ensuite être effectuée dans les mêmes mains, que lorsque le produit de l'une d'elles se trouvera réduit à moins de cent mille livres par année. — Le nombre des divisions, et celui des bureaux de recette et des employés de la régie, seront déterminés chaque année par le directoire exécutif, sur la proposition des régisseurs. — La régie fera choix, pour la composition des bureaux de son administration centrale, des employés, tant de Paris que des départemens, qui ont montré le plus de capacité et de zèle.

7. Les receveurs de l'enregistrement établis près les tribunaux civils demeureront seuls chargés de la régie des biens saisis réellement. Le recouvrement du prix de la vente des domaines nationaux, et du prix des coupes de bois et forêts, sera suivi au bureau dans l'arrondissement duquel l'adjudication aura été faite: celui des amendes de condamnation et autres peines pécuniaires sera fait par le receveur près le tribunal où les jugemens auront été rendus; ce receveur remettra aux parties prenantes les portions desdites amendes qui leur sont attribuées.

8. Le nombre des régisseurs et préposés, autres que les receveurs, est fixé, pour la troisième année, par le tableau annexé au présent arrêté, et leur traitement sera payé sur le pied réglé ci-après, savoir: ceux qui étaient en place au 1^{er} de ladite année, à compter de cette époque, et pour

ment et du domaine national, pour servir et suffire au paiement de leurs pensions de retraite ; le conseil d'état entendu, — Arrêtent :

Les régisseurs de l'enregistrement sont autorisés à porter à deux pour

les autres, du jour de leur installation. Le traitement du défenseur près le tribunal de cassation sera payé depuis le 14 brumaire dernier.

TITRE IV. — Traitemens des régisseurs et préposés.

9. Il sera passé à chacun des receveurs de l'enregistrement, du timbre, des hypothèques, et des saisies réelles, sur le montant de sa recette annuelle, y compris celle des domaines et bois, lorsqu'il la réunira, une remise de

5 centimes pour livre dans les bureaux dont la recette

est de.. 30,000 liv. et au dessous, ci pour 30,000..... 1,500 l.

4 1/2 où elle sera au dessus de..... 30,000 jusqu'à 60,000 l..... 60,000..... 2,700

4 cent. où elle sera de.. 60,000..... à 100,000..... ci..... 4,000

3 1/2 où elle sera de.. 100,000..... à 150,000..... ci..... 5,250

3 cent. où elle sera de.. 150,000..... à 200,000..... ci..... 6,000

2 3/4 où elle sera de.. 200,000..... à 250,000..... ci..... 6,875

2 1/2 où elle sera de.. 250,000..... à 300,000..... ci..... 7,500

2 1/4 où elle sera de.. 300,000..... à 400,000..... ci..... 9,000

2 cent. où elle sera de.. 400,000..... à 500,000..... ci..... 10,000

A chacun des receveurs particuliers des domaines et bois, une remise de

4 centimes pour livre dans les bureaux dont la recette annuelle

est de.. 30,000 liv. et au dessous, ci pour 30,000..... 1,200

3 1/2 dans ceux où elle sera au dessus de... 30,000 jusqu'à 60,000 l..... 60,000..... 2,100

3 cent. où elle sera de.. 60,000..... à 100,000..... ci..... 3,000

2 3/4 où elle sera de.. 100,000..... à 150,000..... ci..... 4,125

2 1/2 où elle sera de.. 150,000..... à 200,000..... ci..... 5,000

2 1/4 où elle sera de.. 200,000..... à 250,000..... ci..... 5,625

2 cent. où elle sera de.. 250,000..... à 300,000..... ci..... 6,000

1 3/4 où elle sera de.. 300,000..... à 400,000..... ci..... 7,000

1 1/2 où elle sera de.. 400,000..... à 500,000..... ci..... 7,500

Dans les bureaux où la recette annuelle excédera cinq cent mille livres, il sera passé, soit au receveur de l'enregistrement et autres droits et revenus, soit à celui du domaine, d'abord le montant de la remise qui lui est attribuée ci-dessus sur cinq cent mille livres, et en outre un demi centime pour franc au dessus de cette somme, jusqu'à un million inclusivement, et un quart de centime sur ce qui excédera un million. — Chaque receveur jouira de sa remise, d'après les fixations ci-dessus, sans qu'elle puisse être réduite lorsque sa recette annuelle atteindra la fixation subséquente, de manière que celle-ci n'ait d'effet que lorsqu'elle commence à lui devenir avantageuse. — Au moyen desdites remises qui seront passées aux receveurs, à compter du 1^{er} vendémiaire de l'an 3, ils resteront chargés de leurs frais de bureau; et ceux dont les recettes excèdent trois cent mille livres, tiendront compte, à partir de cette époque, des traitemens de commis qui auront pu leur être alloués en exécution de l'article 3 du décret du 21 messidor an 2.

10. Le traitement des régisseurs et préposés, autres que les receveurs, consistera en une remise sur la totalité du produit annuel : la quotité de cette remise est fixée, pour la troisième année, à un demi pour cent desdites recettes. — Cette quotité variera chaque année suivant les produits, et sera déterminée par le directoire exécutif.

11. Il sera attribué aux régisseurs et préposés un traitement fixe annuel d'une somme qui ne sera susceptible de diminution dans aucun cas, payable par mois, suivant le tableau annexé au présent arrêté, à la charge seulement de déduire ce traitement fixe sur le montant de la remise générale, réglée par l'article précédent; et le surplus de cette remise générale sera distribué entre eux, à la fin de chaque année, dans la proportion de leur traitement fixe, d'après l'état qui en sera arrêté par le directoire exécutif, à la vue des bordereaux de produits, certifiés des régisseurs. — Dans les produits servant à régler ladite remise générale, ne seront pas compris, pour la troisième année, ceux provenant des pays conquis, non réunis à cette époque à la république.

12. A compter aussi du 1^{er} vendémiaire de l'an 3, les frais de commis et de bureau seront en outre remboursés par trimestre aux directeurs des départemens, à raison de mille livres pour chaque million du montant des produits de leur direction, déduction faite de ceux qui leur ont été payés en conformité du décret du 21 messidor an 2. Les parties de recette qui n'excéderont pas

cent, à compter du 1^{er} germinal prochain, la retenue d'un pour cent qui a lieu sur leurs traitemens et ceux de leurs employés, pour servir au paiement de leurs pensions de retraite.

cinq cent mille livres, ne seront point comptées; et celles qui excéderont cette somme compteront pour un million. Le *minimum* de ces frais de bureau sera de sept mille livres, et le *maximum* de trente mille livres.

TITRE V. — Pensions de retraite.

13. A compter du 1^{er} vendémiaire de l'an 3, il sera retenu, à la fin de chaque année, un centième, tant sur la remise générale attribuée aux régisseurs et employés y prenant part, que sur la remise particulière des receveurs. Cette retenue servira à payer, dans la même forme que les traitemens fixes, les pensions des régisseurs et employés qui seront dans le cas d'obtenir leur retraite.

14. Ces pensions seront réglées par le directoire exécutif, sur le pied du traitement attribué à l'emploi qu'exerçait le préposé lors de sa retraite, en formant une année commune des trois dernières. — Elles seront de moitié du traitement pour trente ans de service, et d'un vingtième de l'autre moitié pour chaque année d'exercice au dessus de trente.

15. Dans le cas de retraite forcée par des infirmités acquises dans l'exercice de l'emploi, il n'y aura lieu à pension qu'après dix années de service : alors elle sera déterminée à raison d'un sixième du traitement pour dix ans, avec un accroissement proportionnel par chaque année de service jusqu'à trente ans, époque à laquelle la pension sera de moitié, comme il est dit à l'article précédent.

TITRE VI. — Nomination aux emplois et règles d'admission.

16. Les régisseurs de l'enregistrement et du domaine national nommeront à toutes les places dépendant de leur régie, même à celles de directeurs, en se conformant aux règles ci-après. — Ils instruiront de la nomination de chaque directeur les administrateurs de département près desquels le directeur devra résider, et leur enverront un double de la commission qu'ils lui auront délivrée.

17. Nul ne pourra être nommé à un bureau de l'enregistrement ou des domaines nationaux, avant d'avoir atteint l'âge de vingt-un ans. — Ceux qui seront admis en qualité de surnuméraires dans les bureaux de perception, auront au moins dix-huit ans. — Les bureaux inférieurs seront confiés aux surnuméraires, et, à défaut, à des hommes exercés dans les affaires analogues aux perceptions dont la régie est chargée. — Les bureaux des chefs-lieux seront accordés à des receveurs de canton, ou à des premiers commis des directeurs, travaillant au moins depuis six ans en cette qualité. — Les vérifications seront conférées à des receveurs réunissant deux années d'exercice, soit en cette qualité, soit en celle de premier commis de direction; les emplois d'inspecteurs, à des vérificateurs qui auront exercé au moins un an dans ce grade, ou à des receveurs de bureaux de chef-lieu, ayant trois années d'exercice en cette qualité. — Les directions de département ne pourront être accordées qu'aux inspecteurs, aux sous-inspecteurs et aux premiers commis de la correspondance, qui auront exercé au moins deux ans dans l'un de ces grades, ou à des receveurs de chef-lieu de département, réunissant, en cette qualité ou en celles de vérificateur et d'inspecteur, six années d'exercice. — Les places de directeur de l'administration centrale seront données à des directeurs de département ou à des sous-directeurs avant deux ans d'exercice en cette qualité. Les places de sous-directeurs ne seront confiées qu'à des premiers commis ou à des inspecteurs; et celles de premiers commis qu'à des inspecteurs ou à des vérificateurs qui auront exercé en cette qualité au moins deux ans; celles de vérificateur des comptes et de principal commis pourront être données aux expéditionnaires qui seront capables de les remplir. — Les régisseurs sont autorisés à choisir, parmi les employés des fermes, régies et administrations publiques supprimées, ceux qu'ils jugeront en état de remplir des places dans leur régie. — L'ancienneté des services sera un titre de préférence, mais seulement à mérite égal. Elle datera du premier emploi public. — Les emplois relatifs à l'administration forestière, aux canaux, salines, manufactures, forges et usines nationales, seront donnés à tous ceux qui seront en état de les remplir, en n'admettant entre eux d'autre distinction que la supériorité de l'expérience et des talens.

TITRE VII. — Comptabilité de la régie.

18. Les receveurs verseront les produits de leurs recettes aux caisses nationales actuellement établies, savoir : ceux placés dans le lieu de la résidence du préposé de la trésorerie nationale, à la fin de chaque décade; et les autres, dans les trois jours qui suivront l'expiration de chaque mois. Chaque versement sera accompagné d'un bordereau indicatif de la nature des produits. — Ils compteront de leurs recettes, chaque trimestre, par un bordereau de compte, arrêté à la vue

N° 332. = 14 ventose an 8 (5 mars 1800). = **ARRÊTÉ** qui prescrit un mode pour l'acquittement de rescriptions à délivrer sur le produit des quatre derniers cinquièmes des coupes de bois ordinaires de l'an 8. (III, Bull. X, n° 68.)

Art. 1^{er}. Les rescriptions qui seront délivrées par la trésorerie nationale, sur le produit des quatre derniers cinquièmes des coupes de bois, ordinaire de l'an 8, échéant le 30 des mois de fructidor et frimaire prochains, seront acquittées dans la forme ordinaire, et à mesure des recouvrements, ou de la manière suivante, au gré des parties.

2. Les préposés de la régie du domaine remettront aux parties prenantes, en échange des rescriptions de la trésorerie, extraits certifiés des procès-verbaux d'adjudication, au bas desquels il sera déclaré que lesdites parties prenantes sont et demeurent subrogées aux droits de la république, jusqu'à concurrence du montant desdites rescriptions, pour en poursuivre le paiement, par toutes les voies de droit, contre les adjudicataires de bois dénommés auxdits procès-verbaux, et leurs cautions.

3. Les préposés de la régie seront tenus, à toutes réquisitions, de se joindre aux porteurs desdites cessions et transferts, pour faire, contre les redevables, toutes poursuites et diligences nécessaires.

4. Lesdits transferts, acquittés par les porteurs, et visés par les préposés de la régie, serviront de quittances et décharges aux adjudicataires, pour le montant du prix de leur adjudication.

5. Dans le cas où les procès-verbaux de réarpentage produiraient une différence dans le prix des adjudications, il sera tenu compte au cessionnaire de la différence qui se trouverait en moins : l'excédant, s'il y en a, sera versé au trésor public. — Les préposés de la régie feront, à cet effet, les réserves nécessaires dans l'acte de cession mentionné en l'article 2 ci-dessus.

des registres par l'inspecteur de la régie. Ce bordereau énoncera les différentes natures de recettes, les récépissés et les autres pièces de dépenses ; ces dernières seront vérifiées et visées par l'inspecteur. — L'inspecteur remettra pour comptant lesdites pièces de dépense à la caisse du chef-lieu, et y versera les assignats et le numéraire que les receveurs lui auront remis en soldant leurs comptes : il lui en sera délivré récépissé. L'inspecteur remettra ensuite, tant ces récépissés que ceux expédiés aux receveurs, avec les bordereaux, au directeur de département, lequel lui en donnera décharge au pied d'un état arrêté double entre eux. — Le directeur formera l'état général des produits du trimestre, et le fera passer, avec toutes les pièces à l'appui, dans les quinze premiers jours du troisième mois suivant, aux régisseurs, lesquels remettront, avant l'expiration du quatrième mois, à la trésorerie nationale, l'état général ou bordereau pour tous les départemens, rédigé dans la même forme, et d'eux certifié. — Enfin, la trésorerie examinera le bordereau général et les pièces jointes à l'appui, et en donnera décharge aux régisseurs dans les deux mois qui auront suivi la remise.

19. La régie retirera du bureau de la comptabilité générale les comptes qu'elle y a fournis pour les années 1791 et 1792 ; elle les remettra à la trésorerie nationale, sous sa reconnaissance, dans le mois de la date du présent arrêté. — Le compte qu'elle doit rendre pour vingt mois vingt jours, à compter du 1^{er} janvier 1793 jusqu'au 1^{er} vendémiaire de l'an 3, sera rédigé dans la forme prescrite par l'article précédent, et remis à la trésorerie nationale avant le 1^{er} germinal prochain. — A l'égard de celui de la troisième année, la remise en sera faite à ladite trésorerie avant le 1^{er} messidor de l'an 4.

TITRE VIII. — Dispositions générales.

20. La régie est autorisée provisoirement à employer les préposés, gardes et ouvriers présentement attachés aux nouvelles parties d'administration qui lui sont confiées par le présent arrêté, et à les salarier sur le pied actuel.

N° 333. = 17 ventose an 8 (8 mars 1800). = **ARRÊTÉ qui crée une armée de réserve.** (III, Bull. IX, n° 63.)

N° 334. = 17 ventose an 8 (8 mars 1800). = **RÈGLEMENT relatif au complément de l'armée de terre** (1). (III, Bull. IX, n° 64.)

N° 335. = 17 ventose an 8 (8 mars 1800). = **ARRÊTÉ relatif à l'établissement des préfectures** (2). (III, Bull. X, n° 70.)

Art. 1^{er}. A la réception du présent arrêté, les administrations centrales de département chargeront les administrations municipales, — 1° De dresser, sans délai, un inventaire du mobilier et l'état sommaire des papiers dépendant de la municipalité ; — 2° De constater, par un procès-verbal, l'état des registres des délibérations et celui des registres de l'état civil, le nombre d'années que ces registres comprendront, et les lacunes qui pourront s'y trouver.

2. Les administrations centrales dresseront un inventaire du mobilier, dépendant de leur administration : le préfet en fera la vérification, et en dressera procès-verbal. Même inventaire sera fait par les membres des bureaux centraux de police ; et les commissaires généraux et préfets de police en feront pareillement la vérification, et en dresseront procès-verbal.

3. Le ministre de l'intérieur adressera aux administrations centrales une expédition des commissions données aux préfets ; elles feront transcrire ces commissions sur leurs registres. Lorsque les préfets se présenteront et produiront leurs commissions, les fonctions des commissaires et administrateurs cesseront.

4. Les préfets et commissaires généraux de police, à leur arrivée dans la ville pour laquelle ils sont destinés, toucheront à la caisse du receveur général, sur le produit des centimes additionnels, la somme de deux mille quatre cents francs pour frais d'établissement ; ils toucheront de plus le montant de leurs frais de route, à raison de dix francs par poste, à compter du lieu de leur départ jusqu'à celui de leur destination.

5. Après que les sous-préfets auront prêté le serment de fidélité prescrit par la loi entre les mains du préfet, les préfets notifieront aux administrations municipales, comprises dans l'arrondissement, de cesser leurs fonctions.

6. Les agents et adjoints rempliront provisoirement, dans leurs communes, les fonctions attribuées par la loi du 28 pluviôse aux maires et adjoints. — Le mode de leur remplacement sera réglé ultérieurement.

7. A la clôture de la dernière séance de chaque administration municipale, le juge de paix requis à cet effet par le commissaire du gouvernement, après avoir reconnu les objets inventoriés, apposera les scellés sur toutes les salles et chambres servant aux séances, bureaux, archives ou magasins de l'administration : ces scellés ne pourront être levés que sur la demande formelle du sous-préfet, qui s'occupera, le plus tôt qu'il sera possible, de la réunion au chef-lieu, ou de l'envoi aux maires et adjoints, des cartons et papiers.

N° 336. = 17 ventose an 8 (8 mars 1800). = **LOI qui met à la disposition**

(1) Ce décret, entièrement basé sur le système de la conscription, n'a plus aucun intérêt depuis que la conscription a été abolie par la charte. Aujourd'hui, le mode de recrutement de l'armée est déterminé par la loi générale du 21—23 mars 1832, qui, par son art. 50, abroge toutes les lois précédentes sur la même matière.

Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 9 (7 et)—25 mars 1791, le résumé de la législation sur le recrutement de l'armée.

(2) Voyez la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), tit. II, et les notes.

du gouvernement tous les Français dont la vingtième année a été terminée le 1^{er} vendémiaire an 8. (III, Bull. XII, n° 89; B., LXXIX, 205.)

N° 337. = 17 ventose an 8 (8 mars 1800). = **ARRÊTÉ** *relatif à l'installation, aux fonctions, au costume des préfets, et au traitement des secrétaires de préfecture, du préfet de police de Paris, et des commissaires généraux de police* (1). (III, Bull. XIII, n° 90.)

Art. 1^{er}. Les préfectures et sous-préfectures seront établies dans les lieux déterminés par le tableau annexé au présent règlement.

2. Les préfets, avant d'entrer en fonctions, prêteront serment entre les mains du premier consul, ou en celles du commissaire qui sera délégué à cet effet. — Les conseillers et secrétaires de préfecture, les sous-préfets, prêteront le leur entre les mains des préfets. Les membres des conseils généraux de département prêteront le leur à l'ouverture de leur première séance, et en adresseront le procès-verbal au préfet.

3. Les maisons et dépendances employées maintenant aux audiences, séances et travail des commissaires du gouvernement et des administrations centrales, sont à la disposition des préfets, avec le mobilier qu'elles renferment. Ces maisons serviront à la demeure des préfets, à l'établissement du conseil de préfecture, du secrétariat général des bureaux de la préfecture, et à la tenue du conseil général de département.

4. Les lieux où seront établis les bureaux de sous-préfecture seront déterminés par les préfets.

5. Le préfet fera, chaque année, une tournée dans son département : il en préviendra les ministres avec lesquels il aura à correspondre ; il rendra compte à chacun, en ce qui le concerne, des résultats de ses tournées.

6. En cas d'absence, le secrétaire général de préfecture correspondra avec le préfet, et le représentera dans les cas urgens.

7. Les préfets pourvoient au remplacement provisoire des sous-préfets, en cas d'absence ou de maladie.

8. Le préfet ne pourra s'absenter de son département sans la permission du premier consul ; il s'adressera au ministre de l'intérieur pour l'obtenir.

9. Le traitement des secrétaires de préfecture sera du tiers de celui des préfets ; néanmoins il ne pourra être moindre que trois mille francs, ni plus fort que six mille francs.

10. Le traitement des commissaires généraux de police sera des quatre cinquièmes de celui des préfets. Le local occupé par le bureau central, et le mobilier en dépendant, sont à la disposition des commissaires généraux de police, tant pour l'établissement de leurs bureaux et l'exercice de leurs fonctions, que pour leur habitation.

11. Le traitement des commissaires de police sera déterminé par un règlement particulier, sur l'avis des préfets.

12. Le traitement du préfet de police de Paris sera de trente mille francs.

§ 13. Le préfet de police de Paris, et les commissaires généraux de police, seront vêtus, dans l'exercice de leurs fonctions, comme il suit : habit bleu ; veste, culotte ou pantalon rouges ; collet, poches et paremens de l'habit brodés en argent, suivant les dessins déterminés pour les habits du gouvernement ; écharpe blanche, franges d'argent ; chapeau français, bordé en argent ; une arme.

(1) Voyez la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), et les notes.

14. Les préfets seront vêtus comme il suit : habit bleu ; veste, culotte ou pantalon blancs ; collet, poches et paremens de l'habit brodés en argent, suivant les dessins déterminés pour les habits du gouvernement ; écharpe rouge, franges d'argent ; chapeau français, bordé en argent ; une arme.

DÉPARTEMENS.	CHEFS-LIEUX de préfecture.	NUMÉROS des arrondissem ^{ts} communaux.	CHEFS-LIEUX de sous-préfecture.	NOMBRE de sous-préf ^{tes} par départ.
Ain.....	Bourg.....	1 2 3 4	Bourg..... Nantua..... Belley..... Trévoux.....	4
Aisne.....	Laon.....	1 2 3 4 5	Château-Thierry... Soissons..... Laon..... Saint-Quentin..... Vervins.....	5
Allier.....	Moulins.....	1 2 3 4	Montluçon..... Moulins..... Cannat..... La Palisse.....	4
Alpes (Basses-)....	Digne.....	1 2 3 4 5	Barcelonnette..... Castellane..... Digne..... Sisteron..... Folcalquier.....	5
Alpes (Hautes-)...	Gap.....	1 2 3	Briançon..... Embrun..... Gap.....	3
Alpes-Maritimes (1).	Nice.....	1 2 3	Nice..... Monaco..... Puget-Théniers....	3
Ardèche.....	Privas.....	1 2 3	Tournon..... Privas..... L'Argentière.....	3
Ardennes.....	Charleville.....	1 2 3 4 5	Rocroy..... Charleville..... Sedan..... Rhetel..... Vouziers.....	5
Arriège.....	Foix.....	1 2 3	Pamiers..... Saint-Girons..... Foix.....	3
Aube.....	Troyes.....	1 2 3 4 5	Arcis-sur-Aube.... Nogent-sur-Seine... Troyes..... Bar-sur-Aube..... Bar-sur-Seine.....	5

(1) Ce département ne fait plus partie de la France.

DÉPARTEMENTS.	CHEFS-LIEUX de préfecture.	NUMÉROS des arrondissem ^s communaux.	CHEFS-LIEUX de sous-préfectures.	NOMBRE de sous-préf ^{res} par départ.
Aude.	Carcassonne.	{ 1 2 3 4	Castelnaudary. Carcassonne. Narbonne. Limoux.	{ 4
Aveyron.	Rodès.	{ 1 2 3 4 5	Espalion. Milhau. Sainte-Affrique. Rodès. Villefranche.	{ 5
Bouches-du-Rhône..	Marseille.	{ 1 2 3	Marseille. Aix. Tarascon.	{ 3
Calvados.	Caen.	{ 1 2 3 4 5 6	Bayeux. Caen. Pont-l'Evêque. Lisieux. Falaise. Vire.	{ 6
Cantal.	Aurillac.	{ 1 2 3 4	Mauriac. Murat. Saint-Flour. Aurillac.	{ 4
Charente.	Angoulême.	{ 1 2 3 4 5	Ruffec. Confolens. Angoulême. Barbezieux. Cognac.	{ 5
Charente-Inférieure..	Saintes.	{ 1 2 3 4 5 6	La Rochelle. Rochefort. Saint-Jean-d'Angely. Saintes. Jonsac. Marennes.	{ 6
Cher.	Bourges.	{ 1 2 3	Sancerre. Bourges. Saint-Amand.	{ 3
Corrèze.	Tulle.	{ 1 2 3	Ussel. Tulle. Brives.	{ 3
Côte-d'Or.	Dijon.	{ 1 2 3 4	Châtillon. Semur. Dijon. Beaune.	{ 4
Côtes-du-Nord. ...	Saint-Brieuc.	{ 1 2 3 4 5	Lannion. Saint-Brieuc. Dinan. Loudéac. Guingamp.	{ 5

DÉPARTEMENTS.	CHEFS-LIEUX de préfecture.	NUMÉROS des arrondissem ^s communaux.	CHEFS-LIEUX de sous-préfecture.	NOMBRE de sous-préf ^{res} par départ.
Creuse.....	Guéret.....	{ 1 2 3 4	{ Guéret..... Boussac..... Aubusson..... Bourganeuf.....	{ 4
Dordogne.....	Périgueux.....	{ 1 2 3 4 5	{ Nontron..... Périgueux..... Sarlat..... Bergerac..... Riberae.....	{ 5
Doubs.....	Besançon.....	{ 1 2 3 4	{ Besançon..... Baume..... Saint-Hippolyte... Pontarlier.....	{ 4
Drôme.....	Valence.....	{ 1 2 3 4	{ Valence..... Die..... Nyons..... Montélimart.....	{ 4
Dyle (1).....	Bruxelles.....	{ 1 2 3	{ Bruxelles..... Louvain..... Nivelle.....	{ 3
Escaut (2).....	Gand.....	{ 1 2 3 4	{ Gand..... Oudenarde..... Dendermonde..... Le Sas-de-Gand...	{ 4
Eure.....	Evreux.....	{ 1 2 3 4 5	{ Pont-Audemer..... Louviers..... Les Andelys..... Evreux..... Bernay.....	{ 5
Eure-et-Loir.....	Chartres.....	{ 1 2 3 4	{ Nogent..... Chartres..... Châteaudun..... Dreux.....	{ 4
Finistère.....	Quimper.....	{ 1 2 3 4 5	{ Brest..... Morlaix..... Châteaulin..... Quimper..... Quimperlé.....	{ 5
Forêts (3).....	Luxembourg.....	{ 1 2 3 4	{ Neufchâteau..... Luxembourg..... Bitbourg..... Dietkirch.....	{ 4

(1) Ce département fait actuellement partie de la Belgique.

(2) Ce département appartient à la Belgique.

(3) Ce département n'appartient plus à la France.

DÉPARTEMENTS.	CHEFS-LIEUX de préfecture.	NUMÉROS des arrondissem ^{ts} communaux.	CHEFS-LIEUX de sous-préfecture.	NOMBRE de sous-préf ^{tes} par départ.
Gard.....	Nîmes.....	{ 1 2 3 4	Alais..... Uzès..... Nîmes..... Le Vigan.....	{ 4
Garonne (Haute-). .	Toulouse.....	{ 1 2 3 4 5	Castel-Sarrasin. . . Toulouse..... Villefranche..... Muret..... Saint-Gaudens.....	{ 5
Gers.....	Auch.....	{ 1 2 3 4 5	Condom..... Lectoure..... Auch..... Lombez..... Mirande.....	{ 5
Gironde.....	Bordeaux.....	{ 1 2 3 4 5 6	Blaye..... Libourne..... La Réole..... Bazas..... Bordeaux..... Lesparre.....	{ 6
Golo (1).....	Bastia.....	{ 1 2 3	Bastia..... Calvi..... Corté.....	{ 3
Hérault.....	Montpellier.....	{ 1 2 3 4	Lodève..... Montpellier..... Béziers..... Saint-Pons.....	{ 4
Ille-et-Vilaine. . . .	Rennes.....	{ 1 2 3 4 5 6	Saint-Malo..... Fougères..... Vitré..... Bain..... Montfort..... Rennes.....	{ 6
Indre.....	Châteauroux.....	{ 1 2 3 4	Issoudun..... Châteauroux..... La Châtre..... Le Blanc.....	{ 4
Indre-et-Loire. . . .	Tours.....	{ 1 2 3	Tours..... Loche..... Chinon.....	{ 3
Isère.....	Grenoble.....	{ 1 2 3 4	Vienne..... La Tour-du-Pin. . . Grenoble..... Saint-Marcellin. . .	{ 4

(1) Ce département et celui du Liamone n'en forment plus qu'un sous le nom de la Corse.

DÉPARTEMENTS.	CHEFS-LIEUX de préfecture.	NUMÉROS des arrondissem ^s communaux.	CHEFS-LIEUX de sous-préfecture.	NOMBRE de sous-préf ^{es} par départ.
Jemmape (1).....	Mons.....	1 2 3	Tournai..... Mons..... Charleroi.....	3
Jura.....	Lons-le-Saulnier...	1 2 3 4	Dôle..... Poligny..... Lons-le-Saulnier... Saint-Claude.....	4
Landes.....	Mont-de-Marsan...	1 2 3	Mont-de-Marsan... Saint-Sever..... Dax.....	3
Léman (2).....	Genève.....	1 2 3	Genève..... Thonon..... Bonneville.....	3
Liamone (3).....	Ajaccio.....	1 2 3	Vico..... Ajaccio..... Sartenne.....	3
Loir-et-Cher.....	Blois.....	1 2 3	Vendôme..... Blois..... Romorantin.....	3
Loire.....	Montbrison.....	1 2 3	Roanne..... Montbrison..... Saint-Etienne.....	3
Loire (Haute-)....	Le Puy.....	1 2 3	Brioude..... Le Puy..... Yssingeaux.....	3
Loire-Inférieure...	Nantes.....	1 2 3 4 5	Savenay..... Châteaubriant.... Ancenis..... Nantes..... Paimbœuf.....	5
Loiret.....	Orléans.....	1 2 3 4	Pithiviers..... Montargis..... Gien..... Orléans.....	4
Lot.....	Cahors.....	1 2 3 4	Montauban..... Figeac..... Gourdon..... Cahors.....	4
Lot-et-Garonne...	Agen.....	1 2 3 4	Agen..... Marmande..... Nérac..... Villeneuve-d'Agen..	4

(1) Ce département fait actuellement partie de la Belgique.

(2) Ce département ne fait plus partie de la France depuis 1814.

(3) Voyez la note sur le département du Golo.

DÉPARTEMENTS.	CHEFS-LIEUX de préfecture.	NUMÉROS des arrondissem ^{ts} communaux.	CHEFS-LIEUX de sous-préfecture.	NOMBRE de sous-préf ^{tes} par départ.
Lozère.....	Mende.....	{ 1 2 3	Marvejols..... Mende..... Florac.....	{ 3
Lys (1).....	Bruges.....	{ 1 2 3 4	Bruges..... Furnes..... Ypres..... Courtrai.....	{ 4
Maine-et-Loire....	Angers.....	{ 1 2 3 4 5	Segré..... Baugé..... Saumur..... Beaupréau..... Angers.....	{ 5
Manche.....	Saint-Lô.....	{ 1 2 3 4 5	Valognes..... Saint-Lô..... Mortain..... Avranches..... Coutances.....	{ 5
Marne.....	Châlons.....	{ 1 2 3 4 5	Reims..... Sainte-Ménéhould.. Vitry-le-Français.. Châlons..... Epernay.....	{ 5
Marne (Haute-)...	Chaumont.....	{ 1 2 3	Vassy..... Chaumont..... Langres.....	{ 3
Mayenne.....	Laval.....	{ 1 2 3	Mayenne..... Laval..... Château-Gontier...	{ 3
Meurthe.....	Nanci.....	{ 1 2 3 4 5	Toul..... Nanci..... Château-Salins... Sarrebouurg..... Lunéville.....	{ 5
Meuse.....	Bar-sur-Ornain....	{ 1 2 3 4	Bar-sur-Ornain.... Commercy..... Montmédy..... Verdun.....	{ 4
Meuse-Inférieure (2).	Maestricht.....	{ 1 2 3	Maestricht..... Hasselt..... Ruremonde.....	{ 3
Mont-Blanc (3)....	Chambéry.....	{ 1 2 3 4	Chambéry..... Annecy..... Moutiers..... S-Jean-de-Maurienne.	{ 4

(1) Ce département fait aujourd'hui partie de la Belgique.

(2) Ce département n'appartient plus à la France.

(3) Ce département fait partie du royaume de Sardaigne.

DÉPARTEMENTS.	CHEFS-LIEUX de préfectures.	NUMÉROS des arrondissem ⁵ communaux.	CHEFS-LIEUX de sous-préfecture.	NOMBRE de sous-préf ^{tes} par départ.
Morbihan.....	Vannes.....	1 2 3 4	Pontivy..... Ploërmel..... Lorient..... Vannes.....	4
Moselle.....	Metz.....	1 2 3 4	Briey..... Thionville..... Metz..... Sarguemines.....	4
Nèthes (Deux-) (1).	Anvers.....	1 2 3	Anvers..... Turnhout..... Malines.....	3
Nièvre.....	Nevers.....	1 2 3 4	Cosne..... Clamecy..... Nevers..... Château-Chinon.....	4
Nord.....	Douai.....	1 2 3 4 5 6	Bergues..... Hazebrouck..... Lille..... Cambrai..... Avesne..... Douai.....	6
Oise.....	Beauvais.....	1 2 3 4	Beauvais..... Clermont..... Compiègne..... Senlis.....	4
Orne.....	Alençon.....	1 2 3 4	Domfront..... Argentan..... Alençon..... Mortagne.....	4
Ourthe (2).....	Liège.....	1 2 3	Liège..... Malmédy..... Huy.....	3
Pas-de-Calais.....	Arras.....	1 2 3 4 5 6	Boulogne..... Saint-Omer..... Béthune..... Arras..... Saint-Pol..... Montreuil.....	6
Puy-de-Dôme.....	Clermont.....	1 2 3 4 5	Riom..... Thiers..... Ambert..... Clermont..... Issoire.....	5

(1) Ce département appartient à la Belgique.

(2) Depuis 1814, ce pays a cessé de faire partie de la France.

DÉPARTEMENTS.	CHEFS-LIEUX de préfecture.	NUMÉROS des arrondissem ^s communaux.	CHEFS-LIEUX de sous-préfecture.	NOMBRE de sous-préfes par départ.
Pyrénées (Basses-).	Pau.	{ 1 2 3 4 5	{ Pau. Oloron. Mauléon. Bayonne. Orthez.	{ 5
Pyrénées (Hautes-).	Tarbes.	{ 1 2 3	{ Tarbes. Bagnères. Argelès.	{ 3
Pyrénées-Orientales.	Perpignan.	{ 1 2 3	{ Perpignan. Ceret. Prades.	{ 3
Rhin (Bas-).	Strasbourg.	{ 1 2 3 4	{ Weissembourg. Saverne. Strasbourg. Barr.	{ 4
Rhin (Haut-).	Colmar.	{ 1 2 3 4 5	{ Colmar. Altkirch. Delemont. Porentruy. Béfort.	{ 5
Rhône.	Lyon.	{ 1 2	{ Villefranche. Lyon.	{ 2
Sambre-et-Meuse (1).	Namur.	{ 1 2 3 4	{ Namur. Dinant. Marche. Saint-Hubert.	{ 4
Saône (Haute-).	Vesoul.	{ 1 2 3	{ Gray. Vesoul. Lure.	{ 3
Saône-et-Loire.	Mâcon.	{ 1 2 3 4 5	{ Autun. Charolles. Châlons. Louhans. Mâcon.	{ 5
Sarthe.	Le Mans.	{ 1 2 3 4	{ Mamers. Saint-Calais. La Flèche. Le Mans.	{ 4
Seine.	Paris.	{ 1 2 3	{ Saint-Denis. Secaux. Paris.	{ 3

(1) Ce département ne fait plus partie du territoire français.

DÉPARTEMENTS.	CHEFS-LIEUX de préfecture.	NUMÉROS des arrondissem ^{ts} communaux.	CHEFS-LIEUX de sous-préfecture.	NOMBRE de sous-préfes par départ.
Seine-Inférieure.	Rouen.	1 2 3 4 5	Le Havre. Yvetot. Dieppe. Neufchâtel. Rouen.	5
Seine-et-Marne.	Melun.	1 2 3 4 5	Melun. Coulommiers. Meaux. Fontainebleau. Provins.	5
Seine-et-Oise.	Versailles.	1 2 3 4 5	Mantes. Pontoise. Versailles. Corbeil. Etampes.	5
Sèvres (Deux-).	Niort.	1 2 3 4	Thouars. Parthenay. Niort. Melle.	4
Somme.	Amiens.	1 2 3 4 5	Abbeville. Doulens. Péronne. Montdidier. Amiens.	5
Tarn.	Alby.	1 2 3 4	Gaillac. Alby. Castres. Lavaur.	4
Var.	Draguignan.	1 2 3 4	Brignolles. Draguignan. Grasse. Toulon.	4
Vaucluse.	Avignon.	1 2 3 4	Orange. Avignon. Carpentras. Apt.	4
Vendée.	Fontenay.	1 2 3	Les Sables-d'Olonne. Montaigu. Fontenay.	3
Vienne.	Poitiers.	1 2 3 4 5	Loudun. Châtellerault. Montmorillon. Civray. Poitiers.	5
Vienne (Haute-).	Limoges.	1 2 3 4	Bellac. Limoges. Saint-Yrieix. Rochechouart.	4

DÉPARTEMENTS.	CHEFS-LIEUX de préfecture.	NUMÉROS des arrondissem ^s communaux.	CHEFS-LIEUX de sous-préfecture.	NOMBRE de sous-préf ^{tes} par départ.
Vosges.	Epinal.	1 2 3 4 5	Neufchâteau. Mirecourt. Epinal. Saint-Dié. Remiremont.	5
Yonne.	Auxerre.	1 2 3 4 5	Sens. Joigny. Auxerre. Tonnerre. Avalon.	5

N° 338. = 17 ventose an 8 (8 mars 1800). = ARRÊTÉ relatif au service des travaux maritimes (1). (III, Bull. XLIV, n° 311.)

Art. 1^{er}. Sont compris sous la dénomination de travaux maritimes, tous les ouvrages relatifs à la sûreté, facilité et protection de la navigation, soit à la mer, soit dans l'intérieur des ports et havres de la république, le creusement des ports, ainsi que la construction et l'entretien des bâtimens désignés sous le nom de *bâtimens civils*.

2. Le service des travaux maritimes est confié à des ingénieurs directeurs, des ingénieurs, des sous-ingénieurs, et des élèves des travaux maritimes. — Ces agens sont choisis parmi les ingénieurs et élèves des bâtimens civils de la marine, et parmi les ingénieurs des ponts et chaussées de tout grade, en activité de service, ou qui ont été attachés aux travaux maritimes: le nombre dans chaque grade, pour le service de l'an 8, est déterminé par le tableau ci-joint.

3. Ceux des ingénieurs des bâtimens civils et des ponts et chaussées, ci-devant employés aux travaux maritimes, qui ne sont point compris dans le tableau des ingénieurs arrêté par le premier consul, seront tenus, pour continuer leur service dans le grade qu'ils occupent, de satisfaire à un examen sur l'art de l'ingénieur des travaux maritimes, par-devant une commission composée de cinq membres, et nommée par le ministre.

4. Ces examens auront lieu à Paris, dans le cours de l'an 8; et ceux des ingénieurs qui ne s'y présenteront point ou n'y satisferont pas, cesseront d'être ingénieurs: cependant ils jouiront de la moitié de leur traitement actuel jusqu'à ce qu'ils puissent être employés par le ministre dans les fonctions qui seront jugées les plus convenables aux connaissances pratiques dont ils auront fait preuve, ou enfin jusqu'à ce qu'il leur soit assigné un traitement de retraite conformément à la loi.

(1) Voyez, relativement à cet objet, le règlement du 7 floréal an 8 (27 avril 1800), sur l'organisation de la marine, tit. VI; le décret du 13 fructidor an 13 (31 août 1805), qui règle la compétence des ministres relativement aux travaux à faire aux rades, etc.; celui du 22 décembre 1812, concernant l'organisation et le service de la commission mixte des travaux publics, art. 2 et suiv.; l'ordonnance du 21 mai—10 juillet 1814, concernant la dénomination des officiers chargés de la surveillance et de la direction des travaux maritimes; celle du 27 février—4 mars 1815, sur la reconstitution de la commission mixte des travaux publics; et celle du 18—28 septembre 1816, art. 4 et suiv., sur le même objet.

5. Les places de sous-ingénieurs seront ultérieurement données à ceux des élèves de l'école des ponts et chaussées qui, après avoir été employés deux ans aux travaux des ports, seront jugés les plus propres à ce service.

6. Les élèves destinés temporairement au service des travaux maritimes, seront proposés au ministre de la marine, sur sa demande, par le directeur de l'école des ponts et chaussées. — Quant aux élèves à porter au grade de sous-ingénieurs, ils seront désignés par le même directeur de l'école, de concert avec les ingénieurs-directeurs des travaux maritimes.

7. En exécution de ces dispositions, les élèves des bâtimens civils sont supprimés. — Ceux d'entre eux qui désireront être promus au grade de sous-ingénieurs, seront appelés, pour leur instruction, à l'école des ponts et chaussées, après avoir subi un examen préalable pour constater s'ils ont l'instruction suffisante pour suivre utilement le cours de l'école. — Les élèves admis recevront leur traitement du département de la marine. Ils resteront à l'école pendant deux ans au plus : à cette époque, ou plus tôt s'ils se croient suffisamment instruits, ils subiront un examen conforme à celui qui a lieu pour l'admission des élèves de l'école polytechnique à celle des ponts et chaussées. — Si le résultat de cet examen ne leur procure pas l'admission au grade de sous-ingénieurs, ils cesseront d'être élèves.

8. Les commis et dessinateurs employés dans les bureaux des ingénieurs, seront brevetés et entretenus. — Les conducteurs principaux des travaux sont susceptibles de passer à l'entretien comme les maîtres des divers ateliers des ports; leur nombre et leur traitement seront fixés relativement au besoin et à l'importance du service.

9. Les ingénieurs directeurs dirigeront et inspecteront les travaux maritimes dans l'étendue des arrondissemens confiés à leur surveillance; ils pourront aussi n'être que chefs de service d'un ou de plusieurs arrondissemens.

10. Sous les ordres de l'ingénieur directeur, un ingénieur chef de service dirigera les travaux d'un ou de plusieurs arrondissemens.

11. Il sera secondé, dans l'exercice de ses fonctions, par des ingénieurs, des sous-ingénieurs et des élèves, dont le nombre sera proportionné au besoin du service.

12. Aucune espèce de travaux ne pourra être entreprise qu'après que les plans et devis auront été approuvés par le ministre: ceux ayant pour objet la défense de la navigation, ne seront exécutés qu'après avoir été, par le ministre de la marine, communiqués au ministre de la guerre, pour avoir l'avis du comité des fortifications. — Cependant, dans le cas de réparations urgentes, nécessitées par un coup de mer ou par quelque autre événement imprévu, les travaux seront ordonnés par l'administrateur en chef, d'après l'avis du conseil d'administration, sur le rapport de l'ingénieur chargé en chef du service; et, dans ce cas, le ministre en sera aussitôt informé, afin qu'il approuve ou modifie les travaux ordonnés.

13. La comptabilité des travaux maritimes est astreinte aux mêmes formes que celle des autres travaux de la marine.

(Suit l'état mentionné à l'article 2.)

N° 339. = 18 ventose an 8 (9 mars 1800). = ARRÊTÉ qui prescrit un mode et des délais pour le versement des cautionnemens à fournir par plusieurs fonctionnaires et employés (1). (III, Bull. x, n° 73.)

Art. 1^{er}. Dans la décade de la publication de la loi du 7 de ce mois, et con-

(1) Voyez la loi du 7 ventose an 8 (26 février 1800), qui établit ces cautionnemens, et les notes

formément au tableau y annexé, les administrateurs de la régie de l'enregistrement et du domaine, loterie nationale, postes et douanes, dresseront l'état de la répartition des cautionnemens à fournir par chacun des employés desdites administrations et régies; ils le soumettront à l'approbation du ministre des finances, dans le même délai.

2. Le montant desdits cautionnemens, tant en numéraire qu'en obligations, sera versé immédiatement, savoir, pour Paris, au trésor public; et dans les départemens, au receveur général ou à ses préposés. — Les obligations seront versées en même temps que le numéraire, et dans le mois de la publication de la loi.

3. Chaque receveur en fournira distinctement sa déclaration à la trésorerie, par bordereaux séparés. Les obligations qui lui auront été versées resteront provisoirement dans sa caisse, pour y être à la disposition de la trésorerie.

4. Chaque employé dans les administrations ci-dessus sera tenu de justifier dans le mois, et par un *duplicata* de sa quittance, qu'il a fourni son cautionnement. Ce *duplicata* sera adressé, savoir, pour les employés de la régie de l'enregistrement, du domaine et des douanes, au directeur de chaque département ou de la division, qui en justifiera aux administrateurs desdites régies; et pour ceux des postes et loterie, aux administrateurs généraux à Paris.

5. Lesdits administrateurs en certifieront le ministre des finances, ainsi que de l'exécution de l'article 8 de la loi du 7 de ce mois, s'il y a lieu, contre ceux de leurs préposés qui n'auraient point satisfait, dans le délai fixé, au paiement de leur cautionnement.

6. Dans la décade de la publication de la loi, le préposé de la régie de l'enregistrement, dans chaque arrondissement, dressera l'état nominatif des notaires domiciliés dans l'étendue dudit arrondissement: il établira à quel taux doit être fixé le cautionnement desdits notaires, en raison de la population du lieu de leur domicile, et conformément au tableau annexé à la loi, et les avertira de payer.

7. En cas de difficulté sur ladite fixation, elle sera réglée définitivement par le préfet, sauf le paiement, par provision, de la somme fixée.

8. Lesdits cautionnemens, tant en numéraire qu'en obligations, seront versés, dans le mois, dans la caisse du receveur-général du département ou de ses préposés: chaque receveur en fournira sa déclaration à la trésorerie, ainsi qu'il est prescrit par l'article 3 ci-dessus.

9. Les notaires du département de la Seine verseront immédiatement leur cautionnement, tant en numéraire qu'en cédules, dans la caisse des recettes journalières de la trésorerie nationale à Paris.

10. Dans la décade après le délai d'un mois ci-dessus fixé, chaque notaire sera tenu de justifier, par un *duplicata* de sa quittance, au commissaire du gouvernement près le tribunal de police correctionnelle de son arrondissement, du paiement de son cautionnement. Le préposé de la régie de l'enregistrement adressera, à cet effet, audit commissaire, l'état nominatif desdits notaires, pour être par lui requis, s'il y a lieu, et prononcé par le tribunal les peines portées en l'article 8 de la loi.

N° 310. = 18 ventose an 8 (9 mars 1800). = ARRÊTÉ qui autorise le ministre des finances à prendre les mesures nécessaires pour le recouvrement des débets des comptables (1). (III, Bull. x, n° 74.)

Art. 1^{er}. Le ministre des finances, comme spécialement chargé de l'admini-

(1) Voyez la loi du 13 frimaire an 8 (4 décembre 1799), qui établit un mode de poursuite pour le recouvrement des débets des comptables, et la note.

nistration du trésor public, est autorisé à prendre tous arrêtés nécessaires et exécutoires par provision, contre les comptables, entrepreneurs, fournisseurs, soumissionnaires et agens quelconques en débet, dans les cas et aux termes prévus par les lois des 12 vendémiaire et 13 frimaire derniers; le tout ainsi que les ci-devant commissaires de la trésorerie nationale y étaient autorisés par lesdites lois.

2. Les ministres rendront compte, chacun en ce qui le concerne, au gouvernement, dans la décade, et à l'avenir, de mois en mois, du résultat des comptes qui ont dû être présentés, et des poursuites qui ont été exercées en exécution des lois.

N° 341.—18 ventose an 8 (9 mars 1800).—**ARRÊTÉ** relatif à la liquidation des rentes dont on demande le rachat ou l'aliénation (1). (III, Bull. XIV, n° 94.)

Art. 1^{er}. Les préposés de la régie de l'enregistrement et du domaine national procéderont, sans délai, à la liquidation des rentes dont le rachat ou l'aliénation sont demandés en exécution de la loi du 21 nivose dernier.

2. Les rentes stipulées payables en nature seront liquidées, d'après le mode établi par la loi du 18—29 décembre 1790, pour l'évaluation en numéraire des denrées et autres objets en nature.

3. La liquidation des rentes susceptibles de la retenue de la contribution foncière sera faite sous la déduction de cette retenue.

4. Les liquidations seront soumises au *visa* et à l'approbation du préfet du département, avant qu'il soit passé outre au rachat ou à l'aliénation de la rente.

N° 342.—22 ventose an 8 (13 mars 1800).—**ARRÊTÉ** qui fixe le délai pendant lequel les billets du syndicat, etc., pourront être employés en paiement de domaines ruraux (2). (III, Bull. XI, n° 79.)

Art. 1^{er}. Les acquéreurs de domaines ruraux qui voudront acquitter tout ou partie du prix de leur acquisition avec les effets mentionnés en l'arrêté du 15 nivose dernier, seront tenus d'en effectuer la remise au trésor public dans les trois mois qui suivront leur adjudication.

2. Ceux d'entre eux qui auront une fois souscrit des obligations, ne pourront les acquitter qu'en numéraire effectif.

N° 343.—22 ventose an 8 (13 mars 1800).—**LOI** qui ouvre à divers ministres des crédits supplémentaires pour le service de l'an 8. (III, Bull. XIV, n° 95; B., LXXIX, 209.)

N° 344.—23 ventose an 8 (14 mars 1800). — **ARRÊTÉ** relatif aux comptes à rendre par les receveurs-caissiers des commissions civiles établies près des armées. (III, Bull. XI, n° 81.)

N° 345. — 23 ventose an 8 (14 mars 1800). — **ARRÊTÉ** relatif aux cautionnemens des receveurs de la loterie (3). (III, Bull. XI, n° 82.)

(1) Voyez la loi du 21 nivose an 8 (11 janvier 1800), concernant le rachat et l'aliénation des rentes dues à l'état, et les notes.

(2) Voyez l'arrêté du 15 nivose an 8 (5 janvier 1800), art. 5, qui autorise cet emploi.

(3) Voyez, sur cet objet, l'arrêté du 5 brumaire an 7 (26 octobre 1798), et la note : mais le présent arrêté est sans intérêt depuis la suppression de la loterie, prononcée par la loi de finances du 21—28 avril 1832, art. 48, à compter du 1^{er} janvier 1836.

N° 346. = 23 ventose an 8 (14 mars 1800). = **ARRÊTÉ** qui détermine la manière dont seront remboursés les cautionnemens en numéraire fournis par les receveurs généraux de département (1). (III, Bull. XI, n° 83.)

Les cautionnemens en numéraire fournis par les receveurs généraux de département en exécution de la loi du 6 frimaire an 8, seront remboursés, en cas de cessation de fonctions, conformément à ce qui est établi par la loi du 7 ventose an 8, soit par la caisse d'amortissement, soit par les successeurs desdits receveurs ; justification préalablement faite de l'acquittement de la totalité des obligations souscrites par eux et échues, et du versement au trésor public des sommes qu'ils auraient reçues au-delà du montant desdites obligations.

N° 347. = 25 ventose an 8 (16 mars 1800). = **ARRÊTÉ** relatif à l'établissement de bureaux de douane pour la visite et le plombage des marchandises expédiées à l'étranger (2). (III, Bull. XI, n° 85.)

Art. 1^{er}. Il sera, dans les villes de commerce qui en seront jugées susceptibles, établi par l'administration des douanes, sous l'approbation du ministre des finances, des bureaux de douane où les citoyens auront la faculté de faire visiter et plomber les marchandises qu'ils expédieront pour l'étranger.

2. Les caisses et ballots dont les plombs auront été vérifiés, et qui seront accompagnés de l'acquit-à-caution, ne pourront être ouverts aux bureaux de la frontière.

3. Les fraudes et altérations de plombs seront poursuivies et punies conformément à la loi du 6—22 août 1791.

4. Les droits ordinaires de sortie, fixés par le tarif des douanes, seront acquittés aux bureaux mentionnés en l'article 1^{er}.

5. Il ne pourra être exigé en sus que les salaires de plombage, fixés à soixante-quinze centimes par chaque plomb, outre les frais de cordage et d'emballage, qui seront à la charge de l'expéditionnaire.

6. En exécution de l'article 1^{er} du présent arrêté, il sera établi à Paris un bureau de visite, dans le local et sous la surveillance directe de l'administration générale des douanes.

N° 348. = 25 ventose an 8 (16 mars 1800). = **LOI** relative à l'établissement des contributions directes et indirectes de l'an 9. (III, Bull. XIV, n° 96 ; B., LXXIX, 213.)

N° 349. = 26 ventose an 8 (17 mars 1800). = **ARRÊTÉ** contenant règlement sur les dépenses des préfectures et sous-préfectures (3). (III, Bull. XIV, n° 97.)

Art. 1^{er}. Les dépenses des administrations centrales et municipales cesseront au 1^{er} floréal prochain.

(1) Voyez la loi du 6 frimaire an 8 (27 novembre 1799), et les notes.

(2) Voyez, sur la législation des douanes, les notes qui accompagnent le titre du décret du 6—22 août 1791.

Voyez spécialement l'art. 1^{er} du décret du 2—17 mars 1791, qui a aboli les droits pour les marques et plombs apposés sur les produits des fabriques et manufactures ; les art. 3 et 5 du tit. III du décret du 6—22 août 1791, qui déterminent quelles marchandises sont soumises au plombage pour sortir du royaume, et celles qui en sont exemptes ; et l'ordonnance du 8—18 janvier 1817, relative au mode de plombage des marchandises soumises à la surveillance des douanes, et au prix des plombs.

(3) Voyez la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), qui établit les préfectures et sous-préfectures, et les notes ; et l'arrêté du 17 ventose suivant (8 mars 1800), qui en désigne les chefs-lieux.

2. Les dépenses des préfectures et sous-préfectures de chaque département ne pourront excéder, pour les cinq derniers mois de l'an 8, les sommes fixées par le tableau annexé au présent règlement.

3. Les dépenses des traitemens des employés de tous les grades, des garçons de bureau, concierges, huissiers, servant tant auprès du préfet et dans ses bureaux, qu'auprès du secrétaire général, auprès du conseil du contentieux et du conseil général de département, ne pourront excéder, pour les cinq derniers mois de l'an 8, les cinq douzièmes du *maximum* établi par la sixième colonne du tableau annexé.

4. Les dépenses d'impression, papier, lumières, chauffage et autres objets relatifs à l'universalité des employés attachés à la préfecture, au secrétariat, au conseil du contentieux et au conseil général, ne pourront excéder, pour les cinq derniers mois de l'an 8, les cinq douzièmes du *maximum* établi par la septième colonne du tableau annexé.

5. Les dépenses imprévues, comprenant, — 1° Le loyer de la maison habitée par le préfet, ou occupée par ses bureaux et par les établissemens accessoires à la préfecture (lorsqu'il ne pourra lui être fourni une maison nationale); — 2° La contribution foncière et les réparations grosses et menues de la maison nationale occupée par la préfecture ; — 3° Les réparations locatives de la maison louée par le préfet ; — 4° Les frais de tournée du préfet dans l'étendue du département ; — 5° Les dépenses d'ameublement, entretien et réparation du mobilier de la préfecture ; — 6° Enfin, toutes les autres dépenses imprévues d'administration ; — Ne pourront excéder, dans le cours d'une année, et dans chaque département, les sommes fixées dans la huitième colonne du tableau annexé. — En conséquence, il ne pourra être employé, pour les cinq derniers mois de l'an 8, que les cinq douzièmes des sommes énoncées en ladite colonne.

6. Une somme de trois cents francs par département pourra être employée, sous la direction du président, aux faux frais de l'assemblée annuelle du conseil général de chaque département, conformément à la neuvième colonne du tableau annexé.

7. Le traitement des employés des sous-préfets, les frais de leurs bureaux, leur loyer et leurs dépenses prévues et imprévues, sont fixés, pour chaque département et pour l'année entière, au *maximum* établi par la onzième colonne du tableau annexé ; il ne pourra en être employé que les cinq douzièmes pour les cinq derniers mois de l'an 8. — Le préfet indiquera ce qui appartient à chaque sous-préfecture de son département dans la somme totale portée dans la onzième colonne.

8. Une somme de cent cinquante francs pourra être employée, sous la direction du président, aux faux frais de l'assemblée annuelle du conseil général d'arrondissement de chaque sous-préfecture, conformément à la douzième colonne du tableau annexé.

9. Les dépenses générales de préfecture et de sous-préfecture seront réglées, chaque année, par les consuls de la république, sur le rapport du ministre de l'intérieur. — A cet effet, chaque préfet adressera au ministre de l'intérieur, avant la fin du mois de messidor, l'état de ces dépenses projetées pour l'année suivante. — Le conseil général du département adressera séparément un projet des mêmes dépenses.

10. Toutes les dépenses administratives de préfecture et de sous-préfecture seront ordonnancées par le préfet, conformément à l'état arrêté par les consuls, et acquittées par le receveur général de département, sur les dix centimes additionnels aux contributions directes, établis par la loi du 25 ventose an 8. (*Suit le tableau mentionné dans la présente loi.*)

N° 350. = 26 ventose an 8 (17 mars 1800). = *LOI relative aux contestations sur la validité des prises maritimes* (1). (III, Bull. xv, n° 102; B., LXXIX, 222.)

Art. 1^{er}. A compter de la publication de la présente loi, tous les tribunaux saisis de contestations relatives à la validité des prises maritimes, et antérieures au 4 nivose, époque de la promulgation de la constitution, cesseront d'en connaître.

2. Le gouvernement pourvoira à ce que ces contestations soient terminées comme celles de la même nature qui sont postérieures à ladite époque du 4 nivose.

N° 351. = 26 ventose an 8 (17 mars 1800). = *ARRÊTÉ contenant règlement sur les revues des troupes* (2). (III, Bull. xix, n° 124.)

N° 352. = 27 ventose an 8 (18 mars 1800). = *LOI sur l'organisation des tribunaux* (3). (III, Bull. xv, n° 103; B., LXXIX, 226.)

TITRE 1^{er}. — *Dispositions générales.*

Art. 1^{er}. Les tribunaux civils et criminels de département, et les tribunaux de police correctionnelle, sont supprimés; néanmoins, ils continueront leurs fonctions jusqu'à l'installation des nouveaux tribunaux.

2. Il n'est rien innové d'ailleurs aux lois concernant les juges de paix et les juges de commerce, lesquels continueront à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

3. Il n'est point dérogé au droit qu'ont les citoyens de faire juger leurs contestations par des arbitres de leur choix; la décision de ces arbitres ne sera point sujette à appel, s'il n'est expressément réservé (4).

4. Nul ne pourra être juge, suppléant, commissaire du gouvernement près les tribunaux, substitut, ni greffier, s'il n'est âgé de trente ans accomplis (5).

5. Les fonctionnaires désignés dans l'article précédent ne pourront être requis pour aucun autre service public; ils ne pourront s'absenter plus d'une décade sans congé du tribunal, et plus d'un mois sans congé du gouvernement, sous peine d'être privés de la totalité de leur traitement pendant la durée de leur absence, et, si elle dure plus de six mois, d'être considérés comme démissionnaires.

(1) Voyez l'arrêté du 6 germinal an 8 (27 mars 1800), portant création d'un conseil des prises, et les notes.

(2) Ce règlement a été remplacé par celui du 25 germinal an 13 (15 avril 1805), tit. 1^{er}, dont l'art. 224 rapporte le présent.

Voyez l'arrêté du 9 pluviose an 8 (9 janvier 1800), portant création d'inspecteurs aux revues, et la note.

(3) Voyez, sur l'organisation judiciaire, le décret du 16—24 août 1790, et les notes étendues qui l'accompagnent : elles résument la législation et la jurisprudence.

(4) Sous l'empire de cette disposition, on ne pouvait se pourvoir en cassation contre un jugement arbitral rendu en dernier ressort, lorsque le compromis ne contenait aucune réserve à cet égard. Cass., 21 messidor an 9, *SIR.*, I, 2, 329.

La loi du 27 ventose an 8, en désignant d'une manière précise les justiciables de chaque tribunal d'appel, a abrogé l'art. 5 du tit. 1^{er} du décret précité du 16—24 août 1790, qui laissait aux parties la faculté de désigner, dans le compromis, le tribunal devant lequel l'appel de la sentence arbitrale serait porté. Cass., 19 vendémiaire an 12, *SIR.*, IV, 2, 45.

Voyez, sur l'appel des sentences arbitrales, les art. 1010, 1023, 1026 et 1028 du Cod. proc. civ.

(5) Voyez la loi du 16—26 ventose an 11 (7—17 mars 1803), qui rapporte la présente disposition, et fixe à vingt-cinq ans l'âge requis pour être juge; et les art. 64 et 65 de la loi du

TITRE II. — *Des tribunaux de première instance* (1).

6. Il sera établi un tribunal de première instance par arrondissement communal.

7. Les tribunaux de première instance connaîtront en premier et dernier ressort, dans les cas déterminés par la loi, des matières civiles; ils connaîtront également des matières de police correctionnelle; ils prononceront sur l'appel des jugemens rendus en premier ressort par les juges de paix.

8. Chaque tribunal de première instance sera composé de trois juges et de deux suppléans, dans les villes ci-après (2) : — Nantua, Belley, Trevoux (Ain); Château-Thierry, Vervins (Aisne); Gannat, La Palisse (Allier); Digne, Barcelonnette, Castellane, Sisteron, Forcalquier (Basses-Alpes); Briançon, Embrun (Hautes-Alpes); Monaco, Puget-Theniers (Alpes-Maritimes); Privas, L'Argentière (Ardèche); Rocroi, Rethel, Vouziers (Ardennes); Foix, Pamiers, Saint-Girons (Ariège); Arcis-sur-Aube, Nogent-sur-Seine, Bar-sur-Aube, Bar-sur-Seine (Aube); Limoux (Aude); Espalion, Sainte-Affrique (Aveyron); Mauriac, Murat (Cantal); Ruffec, Confolens, Barbezieux, Cognac (Charente); Jonsac (Charente-Inférieure); Sancerre (Cher); Ussel (Corrèze); Châtillon, Semur (Côte-d'Or); Lannion, Guingamp (Côtes-du-Nord); Guéret, Aubusson, Bourgueuil, Chambon (Creuse); Nontron, Ribérac (Dordogne); Baume, Saint-Hippolyte, Pontarlier (Doubs); Die, Nyons (Drôme); Oudenarde, Le Sas-de-Gand (Escout); Pont-Audemer, Les-Andelys (Eure); Dreux (Eure-et-Loir); Châteaulin, Quimperlé (Finistère); Neufchâteau, Bitbourg, Dietkirch (Forêts); Le Vigan (Gard); Villefranche, Muret, Saint-Gaudens (Haute-Garonne); Lombez, Mirande (Gers); Blaye, La Réole, Bazas, Lesparre (Gironde); Calvi, Corté (Golo); Saint-Pons (Hérault); Redon, Montfort (Ille-et-Vilaine); La Châtre, Le Blanc (Indre); Loches (Indre-et-Loire); Bourgoing, Saint-Marcelin (Isère); Charleroi (Jemmapes); Saint-Claude (Jura); Mont-de-Marsan, Saint-Sever, Dax (Landes); Thonon, Bonneville (Léman); Ajaccio, Vico, Sartenne (Liamone); Montbrison (Loire); Brioude (Haute-Loire); Savenay, Châteaubriant, Ancenis, Paimbœuf (Loire-Inférieure); Pithiviers, Gien (Loiret); Gourdon (Lot); Marmande, Nérac, Villeneuve-d'Agen (Lot-et-Garonne); Mende, Marvejols, Florac (Lozère); Segré, Baugé, Beaupréau (Maine-et-Loire); Saint-Lô, Mortain, Avranches (Manche); Sainte-Menouhould, Épernay (Marne); Vassy (Haute-Marne); Château-Gontier (Mayenne); Vic, Sarrebourg (Meurthe); Saint-Mihiel, Montmédy (Meuse); Ruremonde (Meuse-Inférieure); Annecy, Moutiers, Saint-Jean-de-Maurienne (Mont-Blanc); Pontivy (Morbihan); Briey, Sarguemines (Moselle); Cosne, Clamecy, Moulins-Engilbert (Nièvre); Avesnes (Nord); Clermont, Senlis (Oise); Domfront, Argentan (Orne); Malmédy (Ourthe); Saint-Pol, Montreuil (Pas-de-Calais); Issoire (Puy-de-Dôme); Oloron, Saint-Palais, Orthéz (Basses-Pyrénées); Bagnères, Argelès (Hautes-Pyrénées); Ceret, Prades (Pyrénées-Orientales); Weissembourg, Saverne, Barr (Bas-Rhin); Aitkirch, Delemont, Porentruy, Belfort (Haut-Rhin); Villefranche (Rhône); Dinant,

20 avril 1810, qui maintiennent cet âge pour les tribunaux de première instance, et l'élèvent à vingt-sept ans pour les cours d'appel.

(1) Voyez le décret du 16—24 août 1790, tit. IV, et les notes.

(2) Voyez l'avis du cons. d'état du 17 germinal an 9 (7 avril 1801), portant que l'adjonction de trois juges n'est pas nécessaire pour vider un partage; que l'adjonction d'un seul départiteur suffit; et qu'ainsi la règle établie par la loi du 14 prairial an 6 ne reçoit plus d'application sous l'empire de celle de ventose an 8, qui a composé la plupart des tribunaux de trois ou quatre juges.

Marche, Saint-Hubert (Sambre-et-Meuse); Gray, Lure (Haute-Saône); Charolles, Louhans (Saône-et-Loire); Saint-Calais, La Flèche (Sarthe); Neufchâtel (Seine-Inférieure); Coulommiers (Seine-et-Marne); Mantes, Corbeil (Seine-et-Oise); Bressuire, Parthenay, Melle (Deux-Sèvres); Doullens, Péronne, Montdidier (Somme); Lavaur (Tarn); Les Sables-d'Olonne, Montaigu (Vendée); Loudun, Montmorillon, Civray (Vienne); Bellac, Rochechouart (Haute-Vienne); Neufchâteau, Remiremont (Vosges); Joigny, Tonnerre, Avallon (Yonne).

9. Chaque tribunal de première instance sera composé de quatre juges et trois suppléans dans les villes ci-après : — Bourg (Ain); Laon, Soissons, Saint-Quentin (Aisne); Moulins, Montluçon (Allier); Gap (Hautes-Alpes); Nice (Alpes-Maritimes); Tournon (Ardèche); Charleville, Sedan (Ardenes); Troyes (Aube); Carcassonne, Castelnaudary, Narbonne (Aude); Rodès, Milhau, Villefranche (Aveyron); Tarascon, Aix (Bouches-du Rhône); Bayeux, Pont-l'Evêque, Lisieux, Falaise, Vire (Calvados); Aurillac, Saint-Flour (Cantal); Angoulême (Charente); Saintes, Saint-Jean-d'Angély, Marennes, La Rochelle, Rochefort (Charente-Inférieure); Saint-Amand, Bourges (Cher); Tulle, Brives (Corrèze); Beaune, Dijon (Côte-d'Or); Saint-Brienc, Dinan, Loudéac (Côtes-du-Nord); Périgueux, Sarlat, Bergerac (Dordogne); Besançon (Doubs); Valence, Montélimart (Drôme); Nivelles, Louvain (Dyle); Dendermonde (Escout); Évreux, Louviers, Bernay (Eure); Chartres, Nogent, Châteaudun (Eure-et-Loir); Quimper, Morlaix, Brest (Finistère); Luxembourg (Forêts); Alais, Uzès (Gard); Castel-Sarrasin (Haute-Garonne); Auch, Condom, Lectoure (Gers); Libourne (Gironde); Bastia (Golo); Lodève, Beziers (Hérault); Saint-Malo, Fougères, Vitré (Ille-et-Vilaine); Châteauroux, Issoudun (Indre); Chinon, Tours (Indre-et-Loire); Vienne, Grenoble (Isère); Mons, Tournai (Jemmapes); Lons-le-Saulnier, Dôle, Arbois (Jura); Genève (Léman); Blois, Vendôme, Romorantin (Loir-et-Cher); Roanne, Saint-Etienne (Loire); Le Puy, Yssengeaux (Haute-Loire); Montargis (Loiret); Figeac, Cahors, Montauban (Lot); Agen (Lot-et-Garonne); Furnes, Ypres, Courtrai (Lys); Saumur (Maine-et-Loire); Valognes, Coutances (Manche); Châlons, Vitry-le-Français (Marne); Chaumont, Langres (Haute-Marne); Laval, Mayenne (Mayenne); Toul, Lunéville (Meurthe); Bar, Verdun (Meuse); Hasselt, Maëstricht (Meuse-Inférieure); Chambéry (Montblanc); Vannes, Poërmel, Lorient (Morbihan); Thionville (Moselle); Turnhout, Malines (Deux-Nèthes); Nevers (Nièvre); Bergues, Hazebrouck, Valenciennes, Cambrai (Nord); Beauvais, Compiègne (Oise); Alençon, Mortagne (Orne); Huy (Ourthe); Boulogne, Béthune, Arras, Saint-Omer (Pas-de-Calais); Riom, Thiers, Ambert, Clermont (Puy-de-Dôme); Pau, Bayonne (Basses-Pyrénées); Tarbes (Hautes-Pyrénées); Perpignan (Pyrénées-Orientales); Colmar (Haut-Rhin); Namur (Sambre-et-Meuse); Vesoul (Haute-Saône); Mâcon, Autun, Châlons (Saône-et-Loire); Mamers, Le Mans (Sarthe); Yvetot, Le Havre, Dieppe (Seine-Inférieure); Melun, Meaux, Fontainebleau, Provins (Seine-et-Marne); Pontoise, Étampes (Seine-et-Oise); Niort (Deux-Sèvres); Abbeville (Somme); Castres, Gaillac, Alby (Tarn); Brignolles, Draguignan, Grasse, Toulon (Var); Orange, Capen-tras, Apt, Avignon (Vaucluse); Fontenay (Vendée); Châtellerault, Pontiers (Vienne); Saint-Yrieix, Limoges (Haute-Vienne); Épinal, Mirecourt, Saint-Dié (Vosges); Auxerre, Sens (Yonne).

10. Chaque tribunal de première instance sera composé de sept juges et quatre suppléans, et se divisera en deux sections, dans les villes ci-après : Amiens, Angers, Anvers, Bruges, Bruxelles, Caen, Gand, Liège, Lille,

Metz, Montpellier, Nanci, Nantes, Nîmes, Orléans, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Versailles.

11. Chaque tribunal de première instance sera composé de dix juges, de cinq suppléans, et se divisera en trois sections, dans les villes ci-après : Marseille, Bordeaux, Lyon.

12. Les suppléans n'auront point de fonctions habituelles ; ils seront uniquement nommés pour remplacer momentanément, selon l'ordre de leur nomination, soit les juges, soit les commissaires du gouvernement (1).

13. Il y aura, près de chaque tribunal de première instance, un commissaire du gouvernement et un greffier.—Il y aura un substitut du commissaire dans les villes mentionnées à l'article 10, et deux substituts dans celles mentionnées à l'article 11.

14. Le premier consul choisira, tous les trois ans, parmi les juges de chaque tribunal, un président : il choisira, en outre, un vice-président dans les tribunaux qui se divisent en deux sections, et deux vice-présidens dans les tribunaux qui se divisent en trois sections. Les présidens et vice-présidens seront toujours rééligibles : la première nomination n'en sera faite que pour un an.

15. Dans les tribunaux où il n'y a que trois juges, chacun d'eux fera tour-à-tour, pendant trois mois, les fonctions de directeur du jury.—Dans les tribunaux où il y a plus de trois juges, ces fonctions seront successivement remplies, pendant six mois, par chacun des juges autres que les présidens et vice-présidens.

16. Les jugemens de tous tribunaux de première instance ne pourront être rendus par moins de trois juges (2).—L'ordre du service, dans chaque tribunal de première instance, sera établi par un règlement du tribunal, soumis à l'approbation du gouvernement (3).

17. Jusqu'à la paix générale, le traitement des juges de première instance sera fixé comme il suit (4) : — A mille francs dans les villes comprises aux articles 8 et 9, autres néanmoins que les villes ci-après, où le traitement des juges sera de douze cents francs : — Aix, Abbeville, Arras, Avignon, Besançon, Bourges, Brest, Cambrai, Clermont (Puy-de-Dôme), Courtrai, Dieppe, Dijon, Genève, Grenoble, Le Havre, La Rochelle, Limoges, Lorient, Louvain, Maestricht, Malines, Le Mans, Mons, Montauban, Namur, Nice, Poitiers, Rochefort, Saint-Etienne, Saint-Omer, Toulon, Tournai, Tours, Troyes, Valenciennes ; — A quinze cents francs, dans les villes d'Amiens, Angers, Bruges, Caen, Metz, Montpellier, Nanci, Nîmes, Orléans, Reims, Rennes, Strasbourg, Versailles ; — A dix-huit cents francs, dans les villes d'Anvers, Bruxelles, Gand, Liège, Lille, Nantes, Rouen, Toulouse ; — A deux mille quatre cents francs, dans celles de Bordeaux, Lyon, Marseille.

18. Les présidens auront un supplément de moitié en sus ; les vice-présidens, un supplément du quart en sus.— Les commissaires du gouvernement

(1) Voyez, sur l'adjonction des suppléans, le décret du 6—27 mars 1791, concernant l'organisation judiciaire, art. 29 et 30, et les notes ; la loi du 30 germinal an 5 (19 avril 1797), art. 16, et les notes ; le décret du 30 mars 1808, art. 49, et les notes ; et la loi du 20 avril 1810, art. 41.

(2) Deux hommes de loi ne peuvent faire partie de ces juges, parce que, dans ce cas, ils constitueraient le tribunal au lieu de le compléter. Cass., 7 janvier 1806, *SIR.*, VI, 2, 98 ; *Bull. civ.* VIII, 8.

(3) Voyez la disposition semblable de l'art. 12 du tit. II du décret du 16—24 août 1790, et les notes étendues qui l'accompagnent.

(4) Le traitement des juges a souvent varié : voyez notamment les décrets des 20 juin 1806, 30 janvier 1811 ; et les ordonnances des 16—22 octobre 1822 et 28 mai—3 juin 1823.

auront le même traitement que les présidens ; les substituts du commissaire, le même traitement que les juges.

19. La moitié du traitement fixe des présidens, vice-présidens et autres juges, sera mise en masse et distribuée en droits d'assistance : le suppléant qui remplacera un juge aura son droit d'assistance. — En cas d'absence des commissaires et de leurs substituts, il leur sera fait une retenue proportionnelle, au profit de leur suppléant.

20. Les causes qui sont de la compétence des tribunaux de première instance, pendantes dans les tribunaux supprimés, seront portées, sur une simple citation, devant le nouveau tribunal qui doit en connaître.

TITRE III. — *Des tribunaux d'appel.*

21. Il sera établi vingt-neuf tribunaux d'appel, dans les lieux et pour les départemens ci-après : — Agen (Gers, Lot-et-Garonne, Lot) ; Aix (Bouches-du-Rhône, Var, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes) ; Ajaccio (Golo, Liamone) ; Amiens (Aisne, Somme, Oise) ; Angers (Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe) ; Besançon (Jura, Doubs, Haute-Saône) ; Bordeaux (Charente, Dordogne, Gironde) ; Bourges (Nièvre, Cher, Indre) ; Bruxelles (Dyle, Lys, Escout, Deux-Nèthes, Jemmape) ; Caen (Orne, Manche, Calvados) ; Colmar (Haut-Rhin, Bas-Rhin) ; Dijon (Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Haute-Marne) ; Douai (Pas-de-Calais, Nord) ; Grenoble (Drôme, Hautes-Alpes, Isère, Mont-Blanc) ; Liège (Ourthe, Sambre-et-Meuse, Meuse-Inférieure) ; Limoges (Creuse, Corrèze, Haute-Vienne) ; Lyon (Léman, Ain, Loire, Rhône) ; Metz (Ardenne, Moselle, Forêts) ; Montpellier (Pyrénées-Orientales, Aude, Aveyron, Hérault) ; Nanci (Meurthe, Vosges, Meuse) ; Nîmes (Lozère, Gard, Ardèche, Vaucluse) ; Orléans (Loir-et-Cher, Loiret, Indre-et-Loire) ; Pau (Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées) ; Paris (Yonne, Seine-et-Oise, Seine, Seine-et-Marne, Eure-et-Loir, Marne, Aube) ; Poitiers (Charente-Inférieure, Vendée, Deux-Sèvres, Vienne) ; Rennes (Loire-Inférieure, Finistère, Côtes-du-Nord, Morbihan, Ille-et-Vilaine) ; Riom (Allier, Cantal, Puy-de-Dôme, Haute-Loire) ; Rouen (Eure, Seine-Inférieure) ; Toulouse (Arriège, Haute-Garonne, Tarn).

22. Les tribunaux d'appel statueront sur les appels des jugemens de première instance rendus en matière civile par les tribunaux d'arrondissement, et sur les appels des jugemens de première instance rendus par les tribunaux de commerce.

23. Le tribunal d'appel sera composé de douze juges, dans les villes d'Ajaccio, Colmar ; — De treize juges, dans celles de Bourges, Liège, Limoges, Orléans, Besançon, Dijon, Pau, Metz, Toulouse, Nanci ; — De quatorze juges, dans celles de Montpellier, Nîmes, Aix ; — De vingt juges, dans les villes de Rouen, Douai ; — De vingt-un juges, dans celles d'Angers, Amiens, Bordeaux, Caen ; — De vingt-deux, dans celles de Riom, Poitiers, Lyon, Grenoble ; — De trente-un, dans les villes de Rennes, Bruxelles. — Les tribunaux d'appel composés de vingt à trente juges, se diviseront en deux sections. — Les tribunaux d'appel composés de trente-un juges, se diviseront en trois sections (1).

24. Il y aura près de chaque tribunal d'appel un commissaire du gouver-

(1) Cette disposition, en ordonnant la division en sections, n'empêche pas que les tribunaux d'appel puissent juger une cause en sections réunies. Cass., 18 brumaire 11, Sir., VII, 2, 1195. — Lorsqu'une section est complète, elle ne peut, sous peine de cassation, appeler ou admettre au jugement d'une affaire dont elle est saisie des juges pris dans une autre section. Cass., 18 germinal an 11, Sir., VII, 2, 1194.

nement et un greffier ; il y aura un substitut du commissaire dans les tribunaux qui se divisent en deux sections, deux substituts dans ceux qui se divisent en trois sections.

25. Le premier consul choisira, tous les trois ans, parmi les juges de chaque tribunal d'appel, un président ; il choisira, en outre, un vice-président dans les tribunaux d'appel qui se divisent en deux sections, et deux vice-présidens dans les tribunaux d'appel qui se divisent en trois sections. Ces présidens et vice-présidens seront toujours rééligibles : la première nomination n'en sera faite que pour un an.

26. En cas d'empêchement du commissaire du gouvernement et des substituts près les tribunaux d'appel, les fonctions du ministère public seront momentanément remplies par le dernier nommé des juges.

27. Les jugemens des tribunaux d'appel ne pourront être rendus par moins de sept juges. L'ordre du service, dans chaque tribunal d'appel, sera établi par un règlement du tribunal, soumis à l'approbation du gouvernement (1).

28. Jusqu'à la paix générale, le traitement des juges d'appel sera établi comme il suit : — A deux mille francs, dans les villes d'Ajaccio, Agen, Colmar, Pau, Riom ; — A deux mille quatre cents francs, dans celles d'Aix, Bourges, Besançon, Douai, Dijon, Grenoble, Limoges, Poitiers ; — A trois mille francs, dans celles d'Angers, Amiens, Caen, Montpellier, Metz, Nancy, Nîmes, Orléans, Rennes ; — A trois mille six cents francs, dans celles de Bruxelles, Liège, Rouen, Toulouse ; — A quatre mille deux cents francs, dans celles de Bordeaux, Lyon.

29. Les présidens auront un supplément de moitié en sus ; les vice-présidens, un supplément du quart en sus. — Les commissaires du gouvernement auront le même traitement que les présidens ; les substituts, le même traitement que les juges.

30. La moitié du traitement fixe des présidens, des vice-présidens, et des autres juges faisant le service au tribunal d'appel, sera mise en masse, et distribuée en droits d'assistance.

31. Les causes d'appel pendantes dans les tribunaux supprimés, seront portées, dans l'état où elles se trouveront, et par une simple citation, au tribunal d'appel dans le ressort duquel siégeait le tribunal qui a rendu le jugement dont est appel.

TITRE IV. — *Des tribunaux criminels* (2).

32. Il y aura un tribunal criminel dans chaque département. — Les nouveaux tribunaux siégeront dans les villes ci-après : — Aix, Auxerre, Angoulême, Auch, Ajaccio, Agen, Angers, Anvers, Alençon, Amiens, Alby, Bourg, Bourges, Besançon, Bruxelles, Bordeaux, Bastia, Blois, Bruges, Beauvais, Charleville, Carcassonne, Caen, Carpentras, Chartres, Châteauroux,

(1) Voyez le décret du 6 juillet 1810, art. 2, qui autorise les chambres d'accusation et celles d'appel de police correctionnelle à rendre arrêt au nombre de cinq juges.

Les tribunaux d'appel peuvent s'adjoindre des hommes de loi pour se compléter. Cass., 4 pluviose an 10, S. R., III, 2, 601. — Ils peuvent s'adjoindre aussi les membres choisis pour présider les tribunaux criminels du ressort. Même arrêt. — La nullité d'un arrêt résultant de ce qu'il énonce que six juges seulement y ont concouru, ne peut être couverte par un certificat du greffier, énonçant que c'est par erreur que la présence du septième juge n'a pas été mentionnée. Cass., 26 mai 1819. S. R., XX, I, 29 ; Bull. civ., XI, 158.

Voyez encore l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, et les notes.

(2) Voyez, sur la composition et l'organisation des tribunaux criminels, le décret du 20 janvier—25 février 1791, et les notes qui résument la législation.

Cahors, Coutances, Chaumont, Chambéry, Colmar, Châlons-sur-Saône, Digne, Dijon, Dax, Douai, Embrun, Epinal, Evreux, Foix, Fontenay, Guéret, Gand, Grenoble, Genève, Laon, Limoges, Luxembourg, Lons-le-Saulnier, Le Puy, Laval, Liège, Le Mans, Lyon, Moulins, Montpellier, Mons, Montbrison, Mende, Maëstricht, Metz, Melun, Nice, Nîmes, Nantes, Nanci, Nevers, Namur, Niort, Orléans, Privas, Poitiers, Périgueux, Perpignan, Pau, Quimper, Rodez, Riom, Rouen, Rennes, Reims, Saint-Flour, Saintes, Saint-Brieuc, Saint-Mihiel, Saint-Omer, Strasbourg, Troyes, Toulon, Tulle, Tarbes, Toulouse, Tours, Valence, Vannes, Vesoul, Versailles.

33. Les tribunaux criminels connaîtront, comme par le passé, de toutes les affaires criminelles; ils statueront sur les appels des jugemens rendus par les tribunaux de première instance en matière de police correctionnelle.

34. Ils seront composés d'un président, de deux juges et de deux suppléans. Le président sera choisi tous les ans par le premier consul, parmi les juges du tribunal d'appel. Le président sera toujours rééligible.

35. Il y aura près du tribunal criminel un commissaire du gouvernement et un greffier. Il sera établi un substitut du commissaire dans les villes où le gouvernement le croira utile (1).

36. Les jugemens du tribunal criminel seront rendus par trois juges.

37. Jusqu'à la paix générale, le traitement des juges des tribunaux criminels sera fixé comme il suit : — A deux mille francs, dans les villes ci-après : — Angoulême, Auch, Ajaccio, Agen, Alençon, Alby, Auxerre, Bourg, Bastia, Blois, Beauvais, Charleville, Carcassonne, Chartres, Châteauroux, Cahors, Coutances, Chaumont-la-Marne, Chambéry, Colmar, Châlons-sur-Saône, Carpentras, Digne, Dax, Embrun, Evreux, Epinal, Foix, Fontenay, Guéret, Laon, Luxembourg, Lons-le-Saulnier, Le Puy, Laval, Moulins, Montbrison, Mende, Melun, Nevers, Niort, Privas, Périgueux, Pau, Perpignan, Quimper, Rodez, Riom, Saint-Flour, Saintes, Saint-Brieuc, Saint-Mihiel, Tulle, Tarbes, Valence, Vannes, Vesoul ; — A deux mille quatre cents francs, dans celles d'Aix, Bourges, Besançon, Dijon, Douai, Grenoble, Genève, Le Mans, Limoges, Mons, Maëstricht, Nice, Namur, Poitiers, Saint-Omer, Troyes, Tours, Toulon ; — A trois mille francs, dans celles d'Angers, Amiens, Bruges, Caen, Montpellier, Metz, Nîmes, Nanci, Orléans, Rennes, Reims, Strasbourg, Versailles ; — A trois mille six cents francs, dans celles d'Anvers, Bruxelles, Gand, Liège, Nantes, Rouen, Toulouse ; — A quatre mille deux cents francs, dans celles de Bordeaux, Lyon.

38. Le président du tribunal criminel, outre son traitement de juge d'appel, aura pour supplément la moitié du traitement d'un juge du tribunal criminel. — Le traitement des commissaires du gouvernement sera le même que celui des présidens ; le traitement des substituts sera le même que celui des juges.

39. Le supplément accordé au président, et la moitié du traitement de chaque juge seront mis en masse, et distribués en droits d'assistance. Le suppléant qui remplacera un juge, aura son droit d'assistance. En cas d'absence des commissaires du gouvernement, il leur sera fait une retenue proportionnelle, au profit de leur suppléant.

(1) Sous l'empire de cette disposition, les cours de justice criminelle ont pu, tout aussi bien que les tribunaux civils, s'adjoindre des hommes de loi, en cas d'absence ou autre empêchement légitime des juges et suppléans. Cass., 12 pluviôse an 13, *SIR.*, VII, 2, 1218.

TITRE V. — *Des tribunaux du département de la Seine.*§ 1^{er}. — Du tribunal de première instance (1).

40. Il sera établi à Paris, pour tout le département de la Seine, un tribunal de première instance, qui aura la même compétence que les autres tribunaux de première instance.

41. Il sera composé de vingt-quatre juges, dont six seront chargés des fonctions de directeurs du jury ; et de douze suppléans.

42. Il y aura près du tribunal de première instance du département de la Seine, un commissaire du gouvernement, cinq substituts du commissaire, et un greffier.

43. Le premier consul choisira, tous les trois ans, parmi les juges de ce tribunal, un président et cinq vice-présidens, qui seront toujours rééligibles : les premières nominations n'en seront faites que pour un an.

44. Le tribunal du département de la Seine se divisera en six sections. L'ordre du service sera établi par un règlement du tribunal, soumis à l'approbation du gouvernement.

45. Jusqu'à la paix générale, le traitement des juges de première instance du département de la Seine sera de trois mille six cents francs ; le président aura la moitié en sus, les vice-présidens le quart en sus. Le traitement du commissaire du gouvernement sera le même que celui du président ; le traitement des substituts, le même que celui des juges.

46. Hors les cas d'exception ci-dessus, le tribunal de première instance du département de la Seine se conformera à toutes les dispositions de la présente loi concernant les autres tribunaux de première instance.

§ II. — Tribunal d'appel de Paris (2).

47. Le tribunal d'appel établi à Paris sera composé de trente-trois juges, parmi lesquels le premier consul choisira, tous les trois ans, un président et deux vice-présidens, qui seront toujours rééligibles : la première nomination n'en sera faite que pour un an.

48. Il y aura près du tribunal d'appel à Paris un commissaire du gouvernement, deux substituts du commissaire et un greffier.

49. Le tribunal d'appel se divisera en trois sections. L'ordre du service sera établi par un règlement du tribunal, soumis à l'approbation du gouvernement.

50. Le traitement des juges d'appel à Paris sera de cinq mille francs ; le président aura moitié en sus, les vice-présidens le quart en sus. Le commissaire du gouvernement aura le même traitement que le président ; les substituts, le même traitement que les juges.

51. Hors les cas d'exception ci-dessus, les dispositions de la présente loi concernant les tribunaux d'appel seront communes à celui de Paris.

(1) Voyez l'arrêté du 6 floréal an 10 (26 avril 1802), contenant règlement pour le service de ce tribunal.

Depuis cet arrêté, le tribunal de la Seine a été successivement augmenté : aujourd'hui, il comprend cinq chambres civiles, une sixième chambre qui juge tout à la fois des affaires civiles et des affaires correctionnelles, et une septième exclusivement consacrée aux affaires correctionnelles ; et se compose d'un président, de sept vice-présidens, de trente-quatre juges et vingt juges suppléans, d'un procureur du roi et quinze substituts.

(2) Voyez l'arrêté contenant règlement pour le tribunal d'appel de Paris du 29 thermidor an 11 (27 août 1803).

La cour royale de Paris, qui remplace ce tribunal d'appel, comprend aujourd'hui trois chambres civiles, une chambre des appels de police correctionnelle, et une chambre d'accusa-

§ III. — Tribunal criminel du département de la Seine (1).

52. Le tribunal criminel du département de la Seine sera composé d'un président, d'un vice-président, choisis chaque année par le premier consul, parmi les juges du tribunal d'appel, et qui seront toujours rééligibles; de six juges, et de quatre suppléans.

53. Il y aura près du tribunal criminel un commissaire du gouvernement, deux substituts du commissaire, et un greffier.

54. Le tribunal criminel du département de la Seine se divisera en deux sections. L'ordre du service sera établi par un règlement du tribunal, soumis à l'approbation du gouvernement.

55. Le traitement du président, du vice-président et des autres juges du tribunal criminel, celui du commissaire et des substituts, seront les mêmes que ceux des présidens, vice-présidens, commissaire et substituts du tribunal d'appel du département de la Seine.

56. Les président, vice-président et autres juges du tribunal criminel, contribueront à la masse qui doit être distribuée en droits de présence, chacun d'une somme égale à la moitié du traitement d'un juge. Le suppléant qui remplacera un juge aura son droit d'assistance.

57. Hors les cas d'exception ci-dessus, les dispositions de la présente loi, concernant les tribunaux criminels, seront communes à celui du département de la Seine.

TITRE VI. — *Du tribunal de cassation* (2).

58. Le tribunal de cassation siégera à Paris, dans le local déterminé par le gouvernement. — Il sera composé de quarante-huit juges.

59. Lorsqu'il vaquera une place au tribunal de cassation, le commissaire du gouvernement en instruira les consuls, qui en donneront connaissance au sénat conservateur.

60. Le tribunal se divisera en trois sections, chacune de seize juges. — La première statuera sur l'admission ou le rejet des requêtes en cassation ou en prise à partie (3), et définitivement sur les demandes soit en règlement de juges, soit en renvoi d'un tribunal à un autre. — La seconde prononcera définitivement sur les demandes en cassation ou en prise à partie, lorsque les requêtes auront été admises. — La troisième prononcera sur les demandes en cassation en matière criminelle, correctionnelle et de police, sans qu'il soit besoin de jugement préalable d'admission.

61. Les sections se formeront d'abord par la voie du sort.

62. Le tribunal entier nommera un président, dont les fonctions, en cette qualité, dureront trois années. — Il peut être réélu à la présidence.

63. Chaque section ne pourra juger qu'au nombre de onze membres au

tion : elle se compose d'un premier président et cinq vice-présidens, de soixante-cinq conseillers et huit conseillers-auditeurs, d'un procureur-général, quatre avocats-généraux et onze substituts.

(1) Ce tribunal criminel a été remplacé par une cour d'assises.

(2) Voyez le décret du 27 novembre—1^{er} décembre 1790, portant organisation du tribunal de cassation, et les notes.

(3) Voyez, sur les formes à observer pour la signification de l'arrêt d'admission, le § 3 des notes qui accompagnent le titre du décret du 27 novembre—1^{er} décembre 1790; et l'art. 16 de la loi du 2 brumaire an 4 (24 octobre 1795), et les notes.

Voyez encore les art. 76 et 79 de la présente loi, et les notes.

Et, sur la prise à partie, voyez les art. 505 et suiv. du Cod. proc. civ.; les art. 77, 112, 164, 271, 483 et 593 du Cod. inst. crim.; et 185 du Cod. pén.

moins ; et tous les jugemens seront rendus à la majorité absolue des suffrages.

64. En cas de partage d'avis, on appellera cinq juges pour le vider : les cinq juges seront pris d'abord parmi ceux de la section qui n'auraient pas assisté à la discussion de l'affaire sur laquelle il y aura partage, et subsidiairement tirés au sort parmi les membres des autres sections.

65. Chaque section élira au scrutin son président pour trois années. — Il pourra être réélu. — Le président du tribunal le sera de plein droit de sa section.

66. Chaque année, il sortira de chaque section quatre membres, lesquels seront également répartis dans les deux autres. — Le sort désignera, pour les trois premières années, les quatre membres qui devront sortir de chaque section : quant à leur distribution dans les deux autres sections, elle sera toujours réglée par le sort.

67. Il y aura près du tribunal de cassation un commissaire, six substitués et un greffier en chef, nommés par le premier consul, et pris dans la liste nationale.

68. Le greffier en chef présentera au tribunal, pour les faire instituer, quatre commis greffiers, qui pourront néanmoins être révoqués par le greffier en chef, sans le concours du tribunal.

69. Il y aura un commis de parquet, nommé et révocable par le commissaire du gouvernement.

70. Il y aura auprès du tribunal de cassation huit huissiers, qu'il nommera et pourra révoquer. — Ils instrumenteront exclusivement pour les affaires de la compétence du tribunal de cassation, dans l'étendue seulement du lieu de sa résidence ; ils pourront instrumenter, concurremment avec les autres huissiers, dans tout le département de la résidence du tribunal de cassation.

71. Les membres du tribunal de cassation, le commissaire du gouvernement et ses substitués, recevront un traitement égal à l'indemnité des membres du corps législatif.

72. Le président du tribunal et le commissaire du gouvernement recevront chacun un supplément annuel de cinq mille francs ; — Les présidens de sections, un supplément de deux mille francs chacun.

73. La moitié du traitement attribué aux juges du tribunal de cassation, au commissaire du gouvernement et à ses substitués, sera mise en masse chaque mois, et distribuée en droits d'assistance.

74. Il sera payé par année, au greffier en chef, une somme de trente-six mille francs, tant pour son traitement et celui de ses commis et expéditionnaires, que pour toutes les fournitures du greffe.

75. Le traitement du commis du parquet sera de deux mille quatre cents francs ; — Celui des huissiers, de mille cinq cents francs ; — Celui du concierge, de mille francs ; — Celui des garçons de bureau, de huit cents francs.

76. Outre les fonctions données au tribunal de cassation par l'article 65 de la constitution, il prononcera sur les réglemens de juges, quand le conflit s'élèvera entre plusieurs tribunaux d'appel, ou entre plusieurs tribunaux de première instance, non ressortissant au même tribunal d'appel (1).

77. Il n'y a ouverture à cassation, ni contre les jugemens en dernier ressort des juges de paix, si ce n'est pour cause d'incompétence ou d'excès de pouvoir (2), ni contre les jugemens des tribunaux militaires de terre

(1) Voyez l'art. 3 de la loi du 27 novembre—1^{er} décembre 1790, et les notes qui résument la jurisprudence sur les réglemens de juges.

(2) La voie de la cassation est la seule ouverte contre les jugemens des juges de paix, pour

et de mer, si ce n'est pareillement pour cause d'incompétence ou d'excès de pouvoir, proposée par un citoyen non militaire, ni assimilé aux militaires par les lois, à raison de ses fonctions (1).

78. Lorsqu'après une cassation, le second jugement sur le fond sera attaqué par les mêmes moyens que le premier, la question sera portée devant toutes les sections réunies du tribunal de cassation (2).

79. Lorsqu'il y aura lieu à renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de sûreté publique, ce renvoi ne pourra être prononcé que sur la réquisition expresse du commissaire du gouvernement (3).

80. Le gouvernement, par la voie de son commissaire, et sans préjudice du droit des parties intéressées, dénoncera au tribunal de cassation, section des requêtes, les actes par lesquels les juges auront excédé leurs pouvoirs, ou les délits par eux commis relativement à leurs fonctions. La section des requêtes annulera ces actes, s'il y a lieu, et dénoncera les juges à la section civile, pour faire à leur égard les fonctions de jury d'accusation : dans ce cas, le président de la section civile remplira toutes celles d'officier de police judiciaire et de directeur de jury ; il ne votera pas. — Il pourra déléguer sur les lieux, à un directeur du jury, l'audition des témoins, les interrogatoires, et autres actes d'instruction seulement (4).

81. Si la section civile déclare qu'il y a lieu à accusation contre les juges, elle les renverra, pour être jugés sur la déclaration d'un jury de jugement, devant l'un des tribunaux criminels les plus voisins de celui où les accusés exerçaient leurs fonctions. Ces deux tribunaux seront nommés dans l'acte qui prononce qu'il y a lieu à accusation, et le choix en sera laissé aux accusés.

82. Lorsque, dans l'examen d'une demande en cassation, soit la section civile, soit la section criminelle, trouveront des actes emportant forfaiture, ou des délits commis par des juges, relatifs à leurs fonctions, elles dénonceront les juges à la section des requêtes, laquelle remplira à leur égard les fonctions de jury d'accusation, et son président, toutes celles d'officier de police judiciaire et de directeur de jury.

incompétence ou excès de pouvoir. Cass., 25 nivose an 12, *SIR.*, IV, 1, 221; Bull. civ., V, 122. — Mais cette disposition n'est pas applicable au ministère public, qui peut se pourvoir contre ces jugemens, lors même qu'ils ne sont viciés ni d'incompétence ni d'excès de pouvoir. Cass., 21 avril 1813, *SIR.*, XV, 1, 135; Bull. civ., XV, 119.

(1) Voyez la loi du 21 fructidor an 4 (7 septembre 1796), concernant le recours en cassation contre les jugemens des commissions militaires, et les notes.

(2) Voyez la loi du 16—26 septembre 1807, et celle du 30 juillet—1^{er} août 1828, qui abroge la précédente, et détermine le mode d'interprétation des lois après deux cassations.

Pour qu'il y ait lieu à porter devant les chambres réunies un pourvoi en cassation, et pour que le deuxième arrêt soit réputé attaqué par les mêmes moyens que le premier, il ne suffit pas que le demandeur en cassation propose, avec identité dans son second pourvoi, les mêmes moyens qu'il avait proposés et fait accueillir dans un premier pourvoi; il faut encore que le deuxième arrêt dénoncé ait décidé comme le premier, et par les mêmes motifs, c'est-à-dire qu'il y ait identité de doctrine dans l'arrêt déjà cassé et dans l'arrêt sur renvoi dont la cassation est demandée. Cass., 16 novembre 1826, *SIR.*, XXVIII, 1, 35; Bull. crim., XXXI, 631; et 18 juillet 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 34.

Un pourvoi en cassation ne doit pas être porté devant les chambres réunies de la cour, quoi qu'il soit fondé sur les mêmes moyens qu'un précédent pourvoi formé dans la même cause, s'il est en outre fondé sur un moyen qui n'avait pas été invoqué lors de ce premier pourvoi. Cass., 29 janvier 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 154; Bull. crim., XXXIV, 56.

(3) Voyez, sur ce sujet, la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), art. 254; celle du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), art. 65; et les art. 525 et suiv., 542 et suiv. du Cod. inst. crim.

Le gouvernement est le seul juge de la nécessité du renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de sûreté publique. Cass., 9 fructidor an 12, *SIR.*, IV, 2, 184.

(4) Voyez le sén.-cons. du 16 thermidor an 10 (4 août 1802), art. 82; les art. 483 et suiv. du Cod. inst. crim. de 1808; et la loi du 20 avril 1810, art. 10 et suiv., sur le même objet.

83. Si le juge renvoyé devant un tribunal criminel se pourvoit en cassation contre le jugement définitif qui y interviendra, la demande en sera portée à celle des sections qui n'aura pas connu de l'affaire, pour y être instruite et jugée selon les formes usitées à la section criminelle.

84. S'il se trouve, dans la section chargée de prononcer sur le recours, des juges qui aient connu de l'affaire dans l'une des deux autres sections, ils s'abstiendront sur la demande en cassation.

85. Les jugemens de cassation seront transcrits sur les registres des tribunaux dont les jugemens auront été cassés ; et la notice, ainsi que le dispositif, en seront insérés, chaque mois, dans un bulletin. — Cette notice rédigée par le rapporteur dans la quinzaine du jugement, et visée par le président de section, sera par lui remise au commissaire du gouvernement.

86. Le tribunal de cassation enverra, chaque année, au gouvernement, une députation pour lui indiquer les points sur lesquels l'expérience lui aura fait connaître les vices ou l'insuffisance de la législation.

87. Si les jugemens cassés émanent des tribunaux de première instance, lorsqu'ils jugent en premier et dernier ressort, le tribunal renverra devant le tribunal de première instance le plus voisin : s'ils ont été rendus par les tribunaux criminels ou tribunaux d'appel, le renvoi sera fait devant le tribunal criminel ou d'appel le plus voisin.

88. Si le commissaire du gouvernement apprend qu'il ait été rendu en dernier ressort un jugement contraire aux lois ou aux formes de procéder, ou dans lequel un juge ait excédé ses pouvoirs, et contre lequel cependant aucune des parties n'ait réclamé dans le délai fixé, après ce délai expiré il en donnera connaissance au tribunal de cassation ; et si les formes ou les lois ont été violées, le jugement sera cassé, sans que les parties puissent se prévaloir de la cassation pour éluder les dispositions de ce jugement, lequel vaudra transaction pour elles (1).

(1) Voyez Cod. inst. crim. de 1808, art. 409 et 442.

Il n'appartient qu'à la cour de cassation d'annuler des jugemens ou arrêts dans l'intérêt de la loi. Cass., 13 avril 1809, *SIR.*, X, 1, 358 ; Bull. crim., XIV, 154 ; et 16 août 1811, *SIR.*, XI, 1, 350 ; Bull. crim., XVI, 231.

Quelle que soit l'erreur en droit consacrée par un arrêt, la cassation de cet arrêt ne peut être prononcée, même dans le seul intérêt de la loi, s'il est d'ailleurs appuyé sur des motifs de fait qui justifient son dispositif. Cass., 26 août 1830, *SIR.*, XXX, 1, 401.

Le pourvoi dans l'intérêt de la loi, permis au ministère public contre les arrêts qui violent les règles de compétence, ne peut être exercé que dans l'intérêt de l'action publique, et non au cas où la violation des règles de la compétence, en la supposant constante, ne blesse que des intérêts privés. Cass., 13 juillet 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 115. — Jugé encore que la cassation d'un arrêt passé en force de chose jugée, lorsqu'elle a lieu sur le réquisitoire du procureur général présenté en exécution d'un ordre formel du ministre de la justice, ne doit être prononcée que dans l'intérêt de la loi, et ne peut porter préjudice aux parties. Cass., 2 avril 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 377 ; Bull. crim., XXXVI, 132. — Jugé au contraire que, dans ce cas, la cassation de l'arrêt peut et doit même être prononcée, non seulement dans l'intérêt de la loi, mais encore dans l'intérêt ou touchant l'intérêt des parties, lorsque le cours de la justice se trouve suspendu par un couflit, et qu'il y a nécessité de le rétablir par un règlement de juges. Cass., 7 avril 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 715 ; Bull. crim., XXXVII, 201 ; et 20 décembre 1832, *SIR.*, XXXIII, 1, 146 ; Bull. crim., XXXVII, 699. — Dans tous les autres cas, la cassation dans l'intérêt de la loi ne peut préjudicier aux intérêts acquis du prévenu. Même arrêt du 20 décembre.

Le droit de se pourvoir, dans l'intérêt de la loi, n'appartient qu'au procureur général près la cour de cassation. Arrêt précité du 13 juillet 1827. — Il n'appartient pas aux procureurs généraux près les cours royales. Cass., 22 octobre 1829, *SIR.*, XXX, 1, 49. — L'art. 409 du Cod. inst. crim. n'accorde ce droit aux procureurs généraux près les cours royales, ou à leurs substituts près les cours d'assises, que dans le seul cas où un accusé est acquitté. Cass., 9 janvier 1813, *SIR.*, XVII, 1, 344. — Jugé cependant que ce droit appartient au procureur général près la cour royale de la Martinique, depuis les ordonnances des 24 septembre et 12 octobre 1828. Cass., 13 juillet 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 562. — Un commissaire de police, exerçant les fonc-

89. Le commissaire du gouvernement sera entendu dans toutes les affaires ; il est chargé de défendre celles qui intéressent la république, d'après les mémoires qui lui seront fournis par les agens d'administration, régisseurs, préposés, etc. (1).

90. Jusqu'à la formation du Code judiciaire, les lois et réglemens précédens seront suivis pour la forme de se pourvoir et celle de procéder au tribunal de cassation, pour la consignation d'amende, et autres objets non prévus par la présente loi (2).

91. Toutes dispositions des lois antérieures sont abrogées en ce qu'elles auraient de contraire à la présente.

TITRE VII. — *Des greffiers et officiers ministériels.*

92. Les greffiers de tous les tribunaux seront nommés par le premier consul, qui pourra les révoquer à volonté. Le gouvernement pourvoira à leur traitement, au moyen duquel ils seront chargés de payer leurs commis et expéditionnaires, ainsi que toutes les fournitures de leur greffe.

93. Il sera établi près le tribunal de cassation, près chaque tribunal d'appel, près chaque tribunal criminel, près de chacun des tribunaux de première instance, un nombre fixe d'avoués, qui sera réglé par le gouvernement, sur l'avis du tribunal auquel les avoués devront être attachés (3).

94. Les avoués auront exclusivement le droit de postuler et de prendre des conclusions dans le tribunal pour lequel ils seront établis (4) : néanmoins, les parties pourront toujours se défendre elles-mêmes, verbalement et par écrit, ou faire proposer leur défense par qui elles jugeront à propos.

95. Les avoués seront nommés par le premier consul, sur la présentation du tribunal dans lequel ils devront exercer leur ministère.

96. Il sera établi près de chaque tribunal de première instance, près de chaque tribunal d'appel, près de chaque tribunal criminel, un nombre fixe d'huissiers, qui sera réglé par le gouvernement, sur l'avis du tribunal près duquel ils devront servir : ils seront nommés par le premier consul, sur la présentation de ce même tribunal (5).

tions du ministère public près un tribunal de simple police, est non recevable à se pourvoir dans l'intérêt de la loi contre un jugement émané de ce tribunal. Cass., 23 septembre 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 322 ; Bull. crim., XXXI, 535.

Lorsque le procureur-général a déclaré se pourvoir seulement dans l'intérêt de la loi, la cour de cassation ne peut casser que dans l'intérêt de la loi : l'arrêt dénoncé conserve toute sa force relativement à l'accusé. Cass., 4 janvier 1812, *SIR.*, XX, 1, 501 ; Bull. crim., XVII, 9. — Jugé, au contraire, que la cassation dans l'intérêt de la loi peut porter atteinte aux droits des parties, du moins en ce qui touche la compétence des juges qui doivent les juger, par exemple, en matière criminelle, pour délits militaires ; qu'à cet égard l'art. 88 de la loi du 27 ventose an 8 a été modifié par l'art. 441 du Cod. inst. crim. Cass., 5 février 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 430 ; Bull. crim., XXIX, 53.

Il peut y avoir pourvoi en cassation, dans l'intérêt de la loi, contre les jugemens de justice de paix, même pour d'autres cas que l'incompétence et l'excès de pouvoir, hors desquels le recours en cassation contre ces sortes de jugemens n'est pas permis aux parties. Cass., 21 avril 1813, *SIR.*, XV, 1, 135 ; Bull. civ., XV, 119.

(1) Voyez le décret du 1^{er} mars 1813, qui détermine le mode de service du ministère public près la cour de cassation.

(2) Voyez le règlement du 28 juin 1738, dans les notes sur le décret du 27 novembre—1^{er} décembre 1790.

(3) Voyez le décret du 29 janvier—20 mars 1791, qui établit les avoués, et les notes. ✕

L'acquéreur d'un titre et de la clientèle d'un avoué ne peut exercer, même sous le nom de son vendeur, tant qu'il n'est pas nommé par le gouvernement. Metz, 30 janvier 1808, *SIR.*, VII, 2, 801.

(4) Voyez le décret du 19 juillet 1810, qui porte des peines contre ceux qui postulent au préjudice de ce droit exclusif, et les notes.

(5) Voyez, sur l'organisation et le service des huissiers, le décret du 14 juin 1813, et les notes.

97. La loi du 7 de ce mois, concernant les cautionnemens, s'appliquera à tous les greffiers, avoués et huissiers établis en vertu de la présente loi, conformément au tarif ci-après :

Tarif des cautionnemens à fournir par les greffiers, avoués et huissiers.

	HUISSIERS.	AVOUÉS.	GREFFIERS.
<i>Tribunaux de première instance.</i>			
	fr.	fr.	fr.
Où il n'y a que trois juges.....	200	600	800
Où il y a quatre juges.....	300	900	1,200
Où il y a deux sections.....	400	1,200	1,600
Où il y a trois sections.....	500	1,500	2,000
A Paris.....	900	2,700	3,600
<i>Tribunaux d'appel.</i>			
Où il n'y a qu'une section.....	600	1,800	2,400
Où il y a deux sections.....	700	2,100	2,800
Où il y a trois sections.....	800	2,400	3,200
A Paris.....	1,500	4,500	6,000
Tribunal de cassation	1,000	3,000	4,000
<i>Tribunaux criminels.</i>			
.....	300	900	1,200
A Paris.....	500	1,500	2,000
<i>Tribunaux de commerce.</i>			
.....	250	»	1,000
A Paris.....	1,000	»	4,000

N° 353. = 27 ventose an 8 (18 mars 1800). = **LOI relative aux fonctions du ministère public près les tribunaux de police** (1). (III, Bull. xv, n° 104 ; B., LXXIX, 261.)

Art. 1^{er}. Les fonctions du ministère public près les tribunaux de police seront remplies par les commissaires de police, dans les lieux où il en est établi ; et dans les autres, par les adjoints du maire.

2. Outre le commissaire et les cinq substituts attachés au tribunal de première instance du département de la Seine, il y aura un premier substitut, spécialement chargé de la police correctionnelle, lequel aura le même traitement que le commissaire.

N° 354. = 27 ventose an 8 (18 mars 1800). = **LOI portant établissement de receveurs particuliers des contributions**. (III, Bull. xv, n° 105 ; B., LXXIX, 263.)

Art. 1^{er}. Les places de préposés aux recettes, créées par la loi du 22 brumaire an 6, sont supprimées, à compter du 1^{er} floréal prochain.

2. Il sera établi, dans tous les arrondissemens de sous-préfecture autres que ceux des chefs-lieux de département, un receveur particulier des contributions.

(1) Voyez, sur cet objet, les art. 144 et 190 du Cod. inst. crim. de 1808.

3. Les receveurs particuliers seront nommés par le gouvernement, sur la présentation du ministre des finances.

4. Les receveurs particuliers fourniront, en numéraire, un cautionnement égal au vingtième du principal de la contribution foncière de l'an 8, dont la perception leur est respectivement confiée (1).

5. Les cautionnemens en numéraire seront versés au trésor public. — Le paiement en sera fait, un quart dans trois mois, à compter de la publication de la présente; et le surplus, en trois obligations d'égale portion, payables également de trois mois en trois mois.

6. Les fonds provenant de ces cautionnemens sont mis à la disposition du gouvernement, pour le service de l'an 8.

7. A dater des époques de chaque paiement de ces cautionnemens, il sera accordé aux receveurs particuliers une indemnité de dix pour cent pendant l'an 8. — Il sera fait un fonds spécial pour le paiement de cette indemnité, dont le taux sera réglé chaque année.

8. Les fonds provenant des cautionnemens des receveurs particuliers seront rétablis dans la caisse d'amortissement, un tiers en l'an 10, et le surplus, par portions égales, dans les deux années suivantes. — Ces fonds y seront destinés au remboursement des cautionnemens, et à opérer successivement l'amortissement de la dette publique.

9. Le cautionnement en numéraire sera remboursé, pour les receveurs particuliers comme pour les receveurs-généraux de département, au choix de la partie intéressée, soit par la caisse d'amortissement, soit par le successeur, en rapportant par le receveur particulier ou ses représentans, le consentement du receveur général, qui déclarera que le receveur particulier est quitte envers lui.

10. Les receveurs généraux sont autorisés à exiger des receveurs particuliers qu'ils souscrivent des soumissions de verser à la recette générale le montant des contributions directes, à des époques correspondantes, à la différence de quinze jours d'avance pour chaque terme, à celle déterminée pour les versements à faire au trésor public par les receveurs-généraux.

N^o 355. = 29 ventose an 8 (20 mars 1800). = *ARRÊTÉ portant qu'il sera élevé des colonnes à la mémoire des braves morts pour la défense de la patrie et de la liberté.* (III, Bull. XIII, n^o 93.)

N^o 356. = 1^{er} germinal an 8 (22 mars 1800). = *ARRÊTÉ qui charge les préfets et sous-préfets de la suite des opérations relatives à la répartition des contributions de l'an 8.* (III, Bull. XIV, n^o 98.)

N^o 357. = 1^{er} germinal an 8 (22 mars 1800). = *RAPPORT sur le Prytanée français, et arrêté qui le divise en quatre grands collèges* (2). (III, Bull. XIV, n^o 99.)

(1) Voyez l'arrêté du 24 germinal an 8 (14 avril 1800), concernant le versement de ce cautionnement; la loi de finances du 5—15 ventose an 12 (25 février—7 mars 1804), art. 7, qui élève le taux de ce cautionnement; celle du 28 avril—4 mai 1816, art. 81, qui le fixe de nouveau, et l'ordonnance du 1^{er}—8 mai 1816, rendue pour l'exécution de cette loi.

(2) Le Prytanée français étant depuis long-temps supprimé, il est inutile de rapporter, autrement que par une simple analyse, la législation qui le régissait.

L'arrêté du 3 nivose an 9 (24 décembre 1800) a désigné les élèves qui devaient être entretenus dans cet établissement aux frais de la nation; celui du 5 brumaire an 11 (27 octobre 1802) a déterminé le costume des élèves du Prytanée et de tous ses membres; celui du 15 vendémiaire

N° 358. = 4 germinal an 8 (25 mars 1800). = **ARRÊTÉ relatif à la liquidation des créances sur les ci-devant fermes et régies générales** (1). (III, Bull. XIV, n° 100.)

Les consuls..., — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent :

Art. 1^{er}. Les créanciers des ci-devant fermes et régies générales, qui, en exécution de l'article 3 du décret du 23 nivose an 2, n'auraient pas fourni aux administrations de département ou de district leur déclaration du montant de leurs créances, seront tenus d'en faire la déclaration dans les trois mois de la publication du présent, au directeur de la régie des domaines de leur département.

2. Ceux desdits créanciers qui ne se seraient pas fait liquider en exécution de l'article 15 du décret des 24 et 27 septembre 1793, et auraient intenté des procès ou obtenu des jugemens, seront tenus également d'en faire leur déclaration, et de surseoir à toutes poursuites.

3. La régie de l'enregistrement fera faire, dans les trois mois suivans, l'état général du passif et de l'actif desdites fermes et régies générales.

4. Le ministre des finances en rendra compte au gouvernement, et proposera les mesures nécessaires pour la liquidation définitive de toutes les créances sur lesdites fermes et régies générales.

N° 359. = 4 germinal an 8 (25 mars 1800). = **ARRÊTÉ qui ordonne l'établissement d'un conseil de santé près le ministre de la guerre** (2). (III, Bull. XV, n° 107.)

Art. 1^{er}. Il sera établi près du ministre de la guerre un conseil de santé composé de trois membres, qui seront choisis dans les trois parties de l'art de guérir, parmi les officiers de santé qui ont été employés en chef aux armées.

2. Les fonctions spéciales du conseil de santé consistent, — 1° Dans la présentation aux places d'officiers de santé de tous grades, tant aux armées que dans les hôpitaux militaires ; — 2° Dans la correspondance avec les officiers de santé sur ce qui concerne l'art de guérir ; — 3° Dans la rédaction des instructions et observations sur le traitement des différens genres de maladies ; — 4° Dans l'examen, le choix et la répartition des médicamens et des instrumens de chirurgie nécessaires au service des hôpitaux.

3. Le conseil de santé sera sous les ordres immédiats du ministre de la guerre : il pourra être appelé, soit en totalité, soit en partie, au directoire central des hôpitaux militaires, pour y donner son avis sur les objets sur lesquels le directoire jugera convenable de le consulter.

4. Le règlement des hôpitaux militaires déterminera le nombre, le classement, la distribution, les fonctions, le traitement et l'uniforme des officiers de santé de tous grades, employés au service des armées de terre.

an 12 (8 octobre 1803) a donné le titre de *Prytanée français* à l'ancien collège de Saint-Cyr ; le décret du 19—29 nivose an 13 (9—19 janvier 1805) a déterminé le mode d'administration des biens et revenus du Prytanée ; et la loi du 8—18 pluviôse an 13 (28 janvier—7 février 1805) a ordonné l'aliénation des immeubles formant la dotation du Prytanée français.

(1) Voyez, sur les fermes et régies générales, la note qui accompagne le titre du décret du 22 juillet (21 et)—1^{er} août 1791.

(2) Ce conseil a été supprimé par l'art. 5 de l'arrêté du 9 frumaire an 12 (1^{er} décembre 1803), concernant le service de santé, et remplacé par une inspection générale de ce service. Cette inspection a été elle-même supprimée, et le conseil de santé a été rétabli par l'ordonnance du 10—23 janvier 1816.

Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 27 avril (21 et)—5 mai 1792, le résumé de la législation concernant les hôpitaux militaires.

N° 360. = 4 germinal an 8 (25 mars 1800). = *ARRÊTÉ qui ordonne l'établissement, près le ministre de la guerre, d'un directoire central des hôpitaux militaires* (1). (III, Bull. XVI, n° 109)

N° 361. = 4 germinal an 8 (25 mars 1800). = *LOI concernant les libéralités par actes entre-vifs ou de dernière volonté* (2). (III, Bull. XVI, n° 110; B., LXXIX, 269.)

Art. 1^{er}. A compter de la publication de la présente loi, toutes libéralités qui seront faites, soit par actes entre-vifs, soit par actes de dernière volonté, dans les formes légales, seront valables lorsqu'elles n'excéderont pas le quart des biens du disposant, s'il laisse, à son décès, moins de quatre enfans; le cinquième, s'il laisse quatre enfans; le sixième, s'il en laisse cinq; et ainsi de suite, en comptant toujours, pour déterminer la portion disponible, le nombre des enfans, plus un.

2. Sont compris dans l'article précédent, sous le nom d'enfans, les descendans en quelque degré que ce soit; néanmoins, ils ne seront comptés que pour l'enfant qu'ils représentent dans la succession du disposant.

3. Vaudront pareillement les libéralités qui seront faites dans les formes légales, soit par actes entre-vifs, soit par actes de dernière volonté, lorsqu'elles n'excéderont pas, — La moitié des biens du disposant, s'il laisse, soit des ascendans, soit des frères ou sœurs, soit des enfans ou petits-enfans des frères ou des sœurs; — Les trois quarts, lorsqu'il laisse, soit des oncles ou grands-oncles, tantes ou grand'tantes, soit des cousins germains ou cousines germaines, soit des enfans desdits cousins ou cousines (3).

4. A défaut de parens dans les degrés ci-dessus exprimés, les dispositions à titre gratuit pourront épuiser la totalité des biens du disposant.

5. Les libéralités autorisées par la présente loi pourront être faites au

(1) Voyez le décret du 27 avril (21 et) - 5 mai 1792, concernant l'établissement des hôpitaux militaires, et les notes qui résument la législation.

Le directoire central créé par le présent arrêté a été supprimé par l'ordonnance du 21 octobre—3 novembre 1814; et l'art. 5 de celle du 10—23 janvier 1816 l'a remplacé par un conseil de santé militaire.

(2) Voyez le décret du 17—21 nivose an 2 (6—10 janvier 1794), et les notes.

(3) Cet article prohibait toutes dispositions universelles faites soit par actes entre-vifs, soit par testament. Limoges, 19 août 1818, *SIR.*, XVIII, 2, 339. — Une disposition à titre universel, faite en 1790, et dont l'auteur est décédé sous l'empire de cette loi, est nulle, même quant à la partie disponible. Cass., 29 brumaire an 12, *SIR.*, IV, 1, 89. — Il en est de même, à plus forte raison, d'une disposition universelle, faite postérieurement à la loi du 17 nivose an 2. Cass., 26 juin 1809, *SIR.*, IX, 1, 300. — Mais le legs universel fait sous l'empire de l'ancienne législation, et ratifié par acte notarié sous l'empire de la loi de germinal an 8, n'est pas nul; il est seulement réductible. Cass., 28 janvier 1807, *SIR.*, VIII, 1, 123; Bull. civ., IX, 14. — Lorsqu'il y a eu institution contractuelle faite sous l'empire de l'ancienne législation, et que le décès de l'instituant est arrivé sous l'empire de la loi du 4 germinal an 8, la portion disponible que l'instituant a pu donner au préjudice de l'institution, se détermine par les lois anciennes et non d'après la loi de l'époque du décès. Cass., 5 novembre 1806, *SIR.*, VII, 1, 1. — Sous l'empire de la loi de germinal, une clause par laquelle le testateur ordonne que, dans le cas où ses héritiers contesteront son testament, ils seront réduits aux termes de la loi, n'est pas une clause impérative ou prohibitive, proserite par les lois des 5 brumaire et 17 nivose an 2; c'est une simple option déferée à l'héritier, et qui doit produire tout son effet. Amiens, 21 messidor an 10, *SIR.*, VII, 2, 830. — La donation faite à un successeur et déguisée sous la forme de vente, n'est pas nulle, bien qu'elle ait été faite sous l'empire de la loi du 17 nivose an 2, lorsque le décès du testateur a eu lieu sous l'empire de la loi du 4 germinal an 8: la donation est seulement réductible à la portion disponible fixée par la loi de germinal. Cass., 22 août 1810, *SIR.*, X, 1, 371; Bull. civ., XII, 169. — Sous l'empire de la loi du 4 germinal, les anciennes prohibitions de libéralités entre les concubins adultères subsistaient encore. Cass., 13 août 1816, *SIR.*, XVI, 1, 343.

profit des enfans ou autres successibles du disposant, sans qu'ils soient sujets à rapport.

6. Toutes lois contraires à la présente sont abrogées; néanmoins, il n'est dérogé ni à celles qui règlent l'ordre des successions *ab intestat*, ni à celles qui concernent les dispositions entre époux.

N° 362.=4 germinal an 8 (25 mars 1800).=*Loi relative aux cautionnemens des payeurs et caissiers du trésor public* (1). (III, Bull. xvi, n° 111; B., LXXIX, 273.)

Art. 1^{er}. Les payeurs et caissiers du trésor public sont assujétis à des cautionnemens dont la quotité, pour chacun d'eux, sera déterminée par le gouvernement, sans que la totalité puisse excéder six millions.

2. Les dispositions de la loi du 7 ventose dernier, concernant les cautionnemens des preposés des régies de contributions indirectes, sont communes à ceux établis par la présente loi, ainsi qu'à ceux à fournir par les receveurs particuliers des contributions directes, créés par la loi du 27 du même mois.

N° 363.=4 germinal an 8 (25 mars 1800).=*ARRÊTÉ qui organise le corps des vétérans nationaux* (2). (III, Bull. xix, n° 125.)

N° 364.=6 germinal an 8 (27 mars 1800). = *ARRÊTÉ portant création d'un conseil des prises* (3). (III, Bull. xvi, n° 112.)

Art. 1^{er}. Il y aura à Paris un conseil des prises; il siégera dans le local qui lui sera désigné.

(1) Le taux de ces cautionnemens, le mode de leur versement et celui du paiement des intérêts ont été successivement fixés par les arrêtés, lois, décrets et ordonnances des 24 germinal an 8 (14 avril 1800); 7 thermidor suivant (26 juillet 1800); 13 frimaire an 9 (4 décembre 1800); 26 germinal an 12 (16 avril 1804); 28 avril—4 mai 1816, art. 84; 1^{er}—8 du même mois, et 9—17 janvier 1818.

(2) Ce corps a été réorganisé par le décret du 27 floréal an 13 (17 mai 1805), par l'ordonnance du 18 mai—10 juillet 1814, et par celle du 10 septembre—1^{er} octobre 1834. Ces réorganisations successives rendent le présent arrêté sans intérêt.

(3) Anciennement, le conseil du roi était juge de la validité des prises; ensuite cette attribution avait été conférée à un conseil des prises; puis elle fut transportée aux tribunaux de commerce par le décret du 14—14 février 1793; mais bientôt on comprit qu'on ne pouvait pas laisser à ces juridictions inférieures la décision de difficultés qui entraînaient presque toujours l'examen de questions politiques, et par décret du 18—19 brumaire an 2 (8—9 novembre 1793) la connaissance des contestations sur la validité des prises fut attribuée au conseil exécutif provisoire. Plus tard, un décret du 26 fructidor an 3 (12 septembre 1795) prescrivit la formation, dans quatre grands ports, d'un jury pour examiner et juger, dans certains cas, les réclamations des bâtimens de l'état, au sujet de prises par eux faites: la loi du 8 floréal an 4 (27 avril 1796) déterminait le mode de procéder sur les appels des jugemens rendus par les tribunaux de commerce, en matière de prises, et investit les consuls et vice-consuls français en pays étranger, du droit de prononcer en cette matière; celle du 26 ventôse an 6 (17 octobre 1797) régla la manière de se pourvoir contre les décisions du conseil exécutif provisoire; celle du 4 prairial même année (23 juin 1798) fixa les délais et le mode d'instruction du pourvoi en cassation contre les jugemens rendus en matière de prises; et enfin celle du 26 ventose an 8 (17 mars 1800) ordonna que tous les tribunaux saisis de contestations sur la validité des prises maritimes antérieures au 4 nivose précédent, cesseraient d'en connaître.

Voyez encore le chap. II du tit. II de l'arrêté du 2 prairial an 11 (22 mai 1803), sur les armemens en course, qui prescrit les procédures relatives aux prises maritimes; celui du 7 ventose an 12 (27 février 1804), qui détermine les fonctions des avoués établis près le conseil des prises; le décret du 8 mai 1806, qui place ce conseil dans les attributions du grand-juge; celui du 25 janvier 1807, portant création d'un substitut du procureur-général près le conseil des prises; l'avis du cons. d'état du 11 janvier 1808, sur l'effet du recours en cassation contre les décisions

2. Ce conseil connaîtra des contestations relatives à la validité et à l'invalidité des prises, et à la qualité des bâtimens échoués ou naufragés (1).

3. Ce conseil sera présidé par un conseiller d'état, et composé en outre de huit membres.—Il aura de plus un commissaire du gouvernement, un secrétaire et deux huissiers.

4. Les membres qui composent le conseil des prises sont à la nomination du premier consul.

5. Les décisions du conseil des prises devront être portées par cinq membres au moins.

6. En cas d'absence, maladie ou empêchement du commissaire du gouvernement, il sera suppléé par l'un des membres au choix du président.

7. Le traitement des membres du conseil des prises sera de dix mille francs par an, pour chacun d'eux; celui du commissaire du gouvernement, de quinze mille francs; celui du secrétaire, de dix mille francs, en y comprenant tous les frais de commis et fournitures; et celui des huissiers, de quinze cents francs.

8. L'officier d'administration de la marine du port dans lequel les prises maritimes seront amenées, ou le plus voisin de la côte où un navire ennemi ou neutre aura péri ou échoué, sera chargé, 1° de l'apposition et de la vérification des scellés à bord des bâtimens capturés soit par les vaisseaux de l'état, soit par les corsaires; 2° de la réception et de l'affirmation des rapports et déclarations, de l'audition des témoins, de l'inventaire des pièces de bord, et de l'instruction; 3° de tout ce qui a rapport aux bris, naufrage et échouement des bâtimens ennemis ou neutres.—Il sera assisté, pour tous ces actes, du principal préposé des douanes, et appellera, en outre, à ceux relatifs aux prises, un fondé de pouvoir des équipages capteurs.

9. Lorsqu'il résultera de l'instruction faite en vertu de l'article précédent, que le bâtiment aura été pris sous pavillon ennemi, ou qu'il est évidemment ennemi, et que, dans le délai d'une décade après cette instruction, il n'y aura point eu de réclamation dûment notifiée à l'officier d'administration, qui sera tenu d'en donner un reçu, il sera statué sur la validité de la prise.—Pour cet effet, l'officier d'administration s'adjoindra l'officier chargé, dans le même port, des fonctions de contrôleur de la marine, et le commissaire de l'inscription maritime: leur décision sera portée à la pluralité des voix. L'officier d'administration enverra une expédition de cette décision au secrétariat du conseil des prises.

10. Si la prise est conduite dans un port où l'officier d'administration ne puisse s'adjoindre les deux autres individus, il enverra son instruction et les pièces de bord dans le port le plus voisin où se trouveront les trois personnes désignées par l'article précédent, pour prononcer sur la prise.

11. Lorsqu'il aura été porté une décision qui déclarera le bâtiment de

de ce conseil; celui du 30 mars suivant, qui fixe le costume des membres du conseil des prises; celui du 8 novembre 1810, qui leur attribue le titre de *conseiller*; l'ordonnance du 8 juin 1814, qui replace le conseil des prises dans les attributions du ministre de la marine; celle du 22 juillet suivant, qui fixe l'époque à laquelle ce conseil devra cesser ses fonctions; celle du 9—11 janvier 1815, qui transporte au comité du contentieux du conseil d'état l'instruction et le jugement des affaires qui n'étaient pas encore jugées par le conseil des prises; l'art. 13 de l'ordonnance du 23—27 août 1815, portant que ce comité exercera toutes les attributions précédemment assignées au conseil des prises; et enfin celle du 5—12 septembre 1815, qui prescrit la remise des archives du conseil des prises au secrétaire-général du conseil d'état.

(1) Les difficultés entre armateurs, au sujet de leurs droits respectifs dans le partage des prises, sont de la compétence des tribunaux ordinaires. Arr. du cons., 14 juillet 1819, *SIR.*, Jur. du cons., V, 164.

bonne prise, si cette décision ne donne lieu, pendant le délai d'une décade, à aucune réclamation dans la forme prescrite par l'article 9, il sera procédé à la vente ainsi qu'il est porté en l'article 14 ci-après.

12. S'il y a une réclamation dans l'un des cas prévus par les articles 9 et 11, ou si la prise n'a pas été faite sous pavillon ennemi, ou n'est pas trouvée évidemment ennemie, ou si enfin le jugement porté en l'article 10 ne prononce pas la validité de la prise, l'officier d'administration enverra, dans le délai d'une décade, au secrétariat du conseil des prises, tous les actes par lui faits, et toutes les pièces trouvées à bord.

13. L'instruction se fera devant le conseil des prises, sur simples mémoires respectivement communiqués, par la voie du secrétariat, aux parties ou à leurs défenseurs, qui justifieront préalablement de leurs droits et de leurs pouvoirs.—Les délais pour cette instruction ne pourront excéder trois mois pour les prises conduites dans les ports de la Méditerranée, et deux mois seulement pour les autres ports de France; le tout à compter du jour où les pièces auront été remises au secrétariat du conseil des prises.—Les conclusions du commissaire du gouvernement seront toujours données par écrit.

14. Les décisions du conseil des prises seront exécutées à la diligence des parties intéressées, mais avec le concours et la présence, 1° de l'officier de l'administration de la marine; 2° du principal préposé des douanes, 3° et d'un fondé de pouvoir des équipages capteurs.

15. Dans le cas où, conformément aux lois existantes, la vente provisoire des marchandises, en tout ou en partie, et même celle du bâtiment devra avoir lieu, elle sera ordonnée par l'officier d'administration de la marine, après avoir appelé et le principal préposé des douanes et le fondé de pouvoir des équipages capteurs.—Le produit de ces ventes sera provisoirement déposé dans la caisse des invalides de la marine.

16. Le conseil d'administration des ports sera exclusivement chargé des liquidations, tant générales que particulières, des prises faites par les bâtimens de l'état.—Les contestations sur ces liquidations seront portées au ministre de la marine.

17. Les liquidations, tant générales que particulières, des prises amenées par les corsaires seuls, ainsi que les contestations qui pourront s'élever sur ces liquidations, seront jugées dans la forme ordinaire.

18. Les liquidations des prises faites concurremment par des bâtimens de l'état et des corsaires, ainsi que les contestations qui pourront s'élever sur la part revenant à chacun, seront jugées comme celles mentionnées en l'article 16.—Les liquidations et les contestations subsidiaires entre l'armateur du corsaire et les intéressés, rentreront dans les dispositions de l'article 17.

19. Lorsque des prises seront conduites dans les ports des colonies françaises, ou lorsqu'un bâtiment ennemi ou neutre échouera ou fera naufrage sur les côtes desdites colonies, il sera procédé conformément aux articles 8, 9, 10, 11 et 15 du précédent règlement.

20. Dans tous les cas prévus par l'article 12, l'officier d'administration des colonies remettra, dans le plus bref délai, à l'ordonnateur de la marine, chaque instruction, et toutes les pièces relatives aux prises, ainsi que celles concernant les bris, naufrage et échouement: l'ordonnateur adressera le tout au ministre de la marine, pour le faire parvenir au secrétariat du conseil des prises.—Et attendu que les pièces originales pourraient être perdues, l'officier d'administration sera obligé de garder des copies collationnées desdites pièces originales.

21. Pourront néanmoins les agens particuliers et en chef du gouvernement

dans les colonies , et, à leur défaut, le commandant en chef et l'ordonnateur ou principal officier d'administration de la marine, dans le cas des réclamations indiquées dans les articles 9 et 11, et même lorsqu'il s'agira de prises faites sous pavillon neutre, ordonner, sur le vu de l'instruction, qu'il sera statué sur la validité de la prise, conformément aux articles 9 et 10, et ordonner ensuite l'exécution provisoire de la décision; mais à l'égard des prises faites sous pavillon neutre, l'exécution provisoire ne pourra avoir lieu que sur la demande expresse de l'une des parties, et à la charge par elle de donner bonne et suffisante caution, qui sera agréée par l'ordonnateur et reçue par l'officier d'administration de la marine, et, en outre, de demeurer responsable des dommages-intérêts.

22. Chacun des articles 16, 17 et 18, s'appliquera, selon le cas, aux liquidations, tant particulières que générales, qui seront faites dans les colonies.

23. Lorsque des prises seront conduites dans des ports étrangers, les commissaires des relations commerciales se conformeront exactement aux traités conclus entre la France et les puissances chez lesquelles ces commissaires seront établis, et aux instructions du gouvernement.—Et dans le cas où le présent règlement pourra y recevoir son exécution, ils rempliront toutes les fonctions dont il charge l'officier d'administration des ports de la république, en se faisant assister de deux assesseurs, choisis, s'il est possible, parmi les citoyens français immatriculés et établis dans le lieu de la résidence de ces commissaires.

24. Ils enverront, comme il est porté en l'article 20 ci-dessus pour les colonies, l'instruction de la prise, et toutes les pièces devant servir à faire prononcer sur sa validité, au ministre de la marine, pour les transmettre au conseil des prises, et en garderont des copies collationnées.

25. Si la prise est déclarée valable par le conseil des prises, le concours des commissaires des relations commerciales sera nécessaire pour les actes relatifs à l'exécution de la décision, et ils se feront assister comme il est porté en l'article 23.

26. Les commissaires des relations commerciales seront tenus de faire passer directement au ministre de la marine toutes les pièces qui devront servir à la liquidation des prises qui auront été faites par les bâtimens de l'état seuls, ou concurremment par les bâtimens de l'état et par les corsaires, pour que le ministre les envoie au conseil d'administration du port où le bâtiment de l'état aura été armé.

27. En conformité de la loi du 26 ventose dernier, le ministre de la justice, celui de la marine et des colonies, et celui des relations extérieures, donneront, dans le plus bref délai, les ordres nécessaires pour que toutes les procédures des prises actuellement pendantes dans les divers tribunaux, ou devant les commissaires aux relations commerciales, leur soient adressées : ils les feront remettre au secrétariat du conseil des prises.

28. Le gouvernement déterminera l'époque à laquelle le conseil des prises devra cesser ses fonctions.

29. Toutes dispositions contraires au présent règlement cesseront d'avoir aucun effet.

N° 365. = 6 germinal an 8 (27 mars 1800). = *Loi relative au mode de nomination des jurés* (1). (III, Bull. XVIII, n° 116 ; B., LXXIX, 275.)

Art. 1^{er}. Lorsque les listes d'éligibles seront formées, les jurés d'accusation

(1) Voyez les art. 381 et suiv. du Cod. inst. crim. — Voyez aussi les notes qui accompagnent

ne pourront être pris que dans les listes communales ; et ceux de jugement, que dans les listes départementales.

2. En attendant la formation de ces listes, et à compter du 1^{er} messidor prochain, chaque juge de paix désignera, tous les trois mois, dans son arrondissement, un nombre de citoyens triple de celui que cet arrondissement doit fournir aux termes de l'article 487 du Code des délits et des peines du 3 brumaire an 4 ; il enverra cette liste de désignation au sous-préfet, qui, après l'avoir réduite aux deux tiers, la fera passer au préfet du département.

3. Le préfet, après avoir réduit à la moitié, par la voie du sort, et en présence du conseil de préfecture, chacune des listes envoyées par les sous-préfets, en composera une liste générale qu'il divisera en autant de listes partielles qu'il y aura de tribunaux d'arrondissement dans le département, en ne plaçant dans chacune d'elles que des citoyens de l'arrondissement. Il enverra au président du tribunal criminel la liste générale, qui servira pour le jury de jugement ; et à chaque directeur du jury d'accusation, la liste partielle, dont ce directeur devra se servir dans le cours du trimestre.

4. Pour la formation des listes de jurés spéciaux, soit d'accusation, soit de jugement, chaque juge de paix désignera de même, dans son arrondissement, chaque trois mois, à compter du 1^{er} floréal prochain, les dix-huit citoyens qu'il croira les plus propres à en remplir les fonctions, et enverra cette liste de désignation au sous-préfet, qui, après l'avoir réduite aux deux tiers, la fera passer au préfet.

5. Le préfet, après avoir réduit à la moitié chacune des listes envoyées par les sous-préfets, en formera une liste générale qu'il divisera en listes partielles, qui seront envoyées, la première au président du tribunal criminel, et les secondes au directeur du jury d'accusation, le tout comme il est dit en l'article 3.

N^o 366. = 6 germinal an 8 (27 mars 1800). = *Loi relative aux récusations sur la liste des jurés* (1). (III, Bull. XVIII, n^o 117 ; B., LXXIX, 279.)

L'article 521 du Code des délits et des peines est rapporté. — Le commissaire du gouvernement, faisant les fonctions d'accusateur public, a le droit d'exercer les récusations sur la liste des jurés spéciaux, comme sur celle des jurés ordinaires.

N^o 367. = 7 germinal an 8 (28 mars 1800). = *Loi portant diminution de la taxe d'entretien des routes, et fixation du droit d'enregistrement des marchés relatifs aux ponts et chaussées* (2). (III, Bull. XVIII, n^o 120 ; B., LXXIX, 283.)

N^o 368. = 8 germinal an 8 (29 mars 1800). = *ARRÊTÉ qui crée un inspecteur général de la gendarmerie nationale* (3). (III, Bull. XVIII, n^o 121.)

le décret du 16—29 septembre 1791, sur la procédure criminelle ; et spécialement l'arrêté du 18 messidor an 8 (6 juillet 1800), rendu pour l'exécution de la présente loi.

(1) Voyez, sur le même sujet, le décret du 29 mai—6 juin 1792 ; les art. 504 et suiv. du Code du 3 brumaire an 4 (25 octobre 1795) ; et les art. 399 et suiv. du Cod. inst. crim.

(2) Cette taxe a été supprimée par l'art. 60 de la loi de finances du 24 avril—4 mai 1806.

(3) Cet inspecteur général fut supprimé par l'ordonnance du 21 juillet—8 août 1815 : l'inspection générale de la gendarmerie fut rétablie par l'ordonnance du 31 mars—8 mai 1820, art. 1^{er} et 2, et composée de six inspecteurs dont l'organisation et les attributions furent déterminées par les art. 5 et 6 ; une autre ordonnance du même jour fixa le nombre des officiers généraux qui devaient être employés à l'inspection de la gendarmerie ; et celle du 29 octobre—29 no-

N° 369. = 13 germinal an 8 (3 avril 1800). = *ACTE du sénat conservateur qui nomme les juges du tribunal de cassation.* (III, Bull. XVIII, n° 123.)

N° 370. = 14 germinal an 8 (4 avril 1800). = *AVIS du conseil d'état sur la manière dont un conseiller d'état peut être entendu en témoignage* (1). (III, Bull. XLIV, n° 314.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi des consuls, et sur le rapport de la section de législation, a discuté la question de savoir si un conseiller d'état peut être déplacé pour servir de témoin devant un tribunal séant dans une commune autre que celle où il exerce ses fonctions, — Est d'avis que, dans ce cas, il ne doit pas être déplacé. La loi du 20 thermidor an 4 est d'accord sur ce point avec l'intérêt public. Cette loi ayant été faite pour les membres du pouvoir législatif et ceux du gouvernement, est applicable sous ce double rapport aux conseillers d'état. En effet, le conseil d'état est placé par la constitution à côté du gouvernement, considéré comme pouvoir exécutif : il en est l'instrument nécessaire, en considérant le gouvernement comme ayant l'initiative et la proposition des lois, et comme faisant, à cet égard, partie intégrante du pouvoir législatif. Les conseillers d'état ne doivent donc pas être déplacés du lieu de leurs fonctions pour servir comme témoins devant les tribunaux : leur témoignage ne peut être pris que dans la forme déterminée par la loi du 20 thermidor.

N° 371. = 19 germinal an 8 (9 avril 1800). = *FORMULE d'arrêté autorisant la poursuite d'agens du gouvernement, aux termes de l'article 75 de la constitution* (2). (III, Bull. XLIV, n° 315.)

N° 372. = 22 germinal an 8 (12 avril 1800). = *ARRÊTÉ relatif à l'emploi des bons de réquisition en paiement des contributions.* (III, Bull. XXI, n° 142.)

N° 373. = 24 germinal an 8 (14 avril 1800). = *ARRÊTÉ relatif au versement du cautionnement des receveurs particuliers des contributions, des payeurs et caissiers du trésor public, et au mode de paiement des intérêts de l'universalité des cautionnemens.* (III, Bull. XXI, n° 143.)

Art. 1^{er}. Les dispositions de l'arrêté du 18 ventose dernier (3), qui règlent la forme du recouvrement des cautionnemens établis par la loi du 7 du même mois, sont applicables aux cautionnemens établis par les lois des 27 ventose dernier et 4 germinal présent mois : en conséquence, et conformément à l'article 2 dudit arrêté, le versement desdits cautionnemens, tant en numéraire qu'en obligations, sera fait, pour Paris, au trésor public ; et pour les départemens, dans la caisse du receveur général.

Le 18 ventose 1800 a déterminé de nouveau et avec beaucoup de détails les fonctions des inspecteurs généraux. Les dispositions de ces trois dernières ordonnances rendent le présent arrêté sans intérêt.

(1) Voyez la loi du 20 thermidor an 4 (7 août 1796), et l'arrêté du 7 thermidor an 9 (26 juillet 1801), qui déterminent le mode de réception du témoignage des membres du corps législatif ; et les art. 510 et suiv. du Cod. inst. crim. de 1808, sur la réception du témoignage de certains dignitaires et fonctionnaires ; et spécialement l'art. 514, relatif au témoignage des conseillers d'état : cet article a abrogé le présent arrêté.

(2) Voyez l'art. 75 de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), et les notes étendues qui l'accompagnent.

(3) Voyez cet arrêté, et les notes.

2. Chaque receveur particulier des contributions, et chaque payeur et caissier du trésor public, justifiera au ministre des finances du paiement de son cautionnement, dans la forme et dans les délais prescrits, ainsi qu'il est réglé par les articles 4 et 5 de l'arrêté du 18 ventose.

3. Les receveurs généraux des départemens adresseront aux administrateurs de la caisse d'amortissement, le *duplicata*, signé par eux, des bordereaux indicatifs des versements qui leur auront été faits sur les cautionnements, et qu'ils doivent adresser au trésor public, conformément à l'article 3 du même arrêté : il en sera de même pour les cautionnements qui seront réalisés à la caisse des recettes journalières à Paris.

4. D'après ces bordereaux, les administrateurs de la caisse d'amortissement ouvriront un compte, tant en capital qu'en intérêts, à chacun des fonctionnaires et employés qui se seront mis en devoir d'acquitter leurs cautionnements.

5. A cet effet, lesdits fonctionnaires et employés seront tenus d'adresser auxdits administrateurs de la caisse d'amortissement, tant les quittances provisoires qui leur auront été fournies par les receveurs généraux de département, ou par le caissier des recettes journalières à Paris, que leurs obligations soldées.

6. En échange desdites quittances et obligations soldées, il sera remis successivement auxdits fonctionnaires et employés, par la caisse d'amortissement, des récépissés provisoires, pour être convertis en quittances définitives après l'acquittement total du cautionnement.

7. Les intérêts de l'universalité des cautionnements seront acquittés par la caisse d'amortissement, aux époques et dans les proportions fixées par les lois des 6 frimaire, 7 et 27 ventose derniers, et 4 germinal présent mois. Le remboursement desdits cautionnements s'effectuera à la même caisse, dans les cas prévus par les mêmes lois.

8. Aucun paiement d'intérêts ne pourra être fait que sur la représentation de la quittance définitive à délivrer par les administrateurs de la caisse d'amortissement. Lesdits intérêts courront à compter de la date soit des versements en numéraire, soit de l'acquittement des obligations.

N° 374.—24 germinal an 8 (14 avril 1800).—ARRÊTÉ qui détermine le costume des fonctionnaires publics de l'ordre judiciaire (1). (III, Bull. XXIV, n° 160.)

N° 375.—24 germinal an 8 (14 avril 1800).—ARRÊTÉ relatif à l'installation des tribunaux. (III, Bull. XLIV, n° 318.)

Art. 1^{er}. Le tribunal de cassation continuera à tenir ses séances dans le local qu'il occupe.

2. Le 1^{er} floréal prochain, le ministre de la justice installera le tribunal de cassation, et recevra de chacun de ses membres la promesse de fidélité à la constitution.

3. Les tribunaux d'appel, les tribunaux criminels et les tribunaux de première instance, dans les chefs-lieux de département, seront installés par le préfet, qui recevra cette promesse des membres qui les composent. — Dans

(1) Ce costume a plusieurs fois changé. Voyez l'art. 10 du décret du 2 septembre (25 août et) — 11 septembre 1790 (juges en général); celui du 11—18 février 1791, et l'arrêté du 20 vendémiaire an 11 (12 octobre 1802) (cour de cassation); l'arrêté du 2 nivose an 11 (23 décembre 1802), et les décrets des 29 messidor an 12 (18 juillet 1804), et 6 janvier 1811 (tribunaux en général). Les dispositions des trois derniers réglemens rendent sans intérêt celles du présent arrêté.

les autres lieux, l'installation des tribunaux sera faite par les sous-préfets, qui recevront la promesse.

4. L'époque de l'installation de ces tribunaux sera déterminée par les préfets, d'après les instructions qui leur seront données par le ministre de la justice.

5. Les membres non présents à l'installation feront cette promesse dans les mains du président, à l'audience publique.

N° 376. = 24 germinal an 8 (14 avril 1800). = **ARRÊTÉ relatif au traitement de réforme des officiers de gendarmerie** (1). (III, Bull. XLIV, n° 319.)

N° 377. = 26 germinal an 8 (16 avril 1800). = **ARRÊTÉ relatif à l'établissement de commandans d'armes dans les places de guerre** (2). (Moniteur, n° 209.)

N° 378. = 28 germinal an 8 (18 avril 1800). = **ARRÊTÉ relatif au paiement des arrérages des rentes et pensions du premier semestre de l'an 8.** (III, Bull. XX, n° 127.)

N° 379. = 28 germinal an 8 (18 avril 1800). = **ARRÊTÉ contenant des mesures pour empêcher l'exportation des grains et farines par la Meuse, l'Escaut et le Rhin** (3). (III, Bull. XXI, n° 147.)

N° 380. = 1^{er} floréal an 8 (21 avril 1800). = **ARRÊTÉ relatif à la taxe d'entretien des routes, et à l'établissement des ponts à bascule** (4). (III, Bull. XXII, n° 148.)

N° 381. = 1^{er} floréal an 8 (21 avril 1800). = **ARRÊTÉ qui règle le taux auquel seront estimés, dans la liquidation des remises des employés de la régie de l'enregistrement, les bons des trois quarts, du quart et du tiers des arrérages de rentes et pensions sur l'état.** (III, Bull. XLIV, n° 320.)

Art. 1^{er}. Les bons trois-quarts d'arrérages de rentes et pensions sur l'état, seront assimilés, pour la liquidation de la remise générale des régisseurs et employés de la régie de l'enregistrement, ainsi que pour celle des remises particulières des receveurs, aux bons des deux tiers mobilisés; en conséquence, lesdits bons ne seront estimés, pour régler lesdites remises en numéraire, qu'à raison d'un et demi pour cent de leur valeur nominale.

2. Les bons d'arrérages du quart et du tiers desdites rentes et pensions, ne seront estimés en numéraire, pour la liquidation des mêmes remises, qu'à raison de dix pour cent de leur valeur nominale, ainsi qu'il est réglé pour le tiers consolidé.

N° 382. = 3 floréal an 8 (23 avril 1800). = **ARRÊTÉ relatif à la location et**

(1) Voyez, sur les pensions de retraite de l'armée de terre, la loi générale du 11—14 avril 1831, qui abroge toutes les précédentes, et qui constitue le dernier état de la législation.

(2) Les dispositions du présent arrêté ont été remplacées par celles bien plus complètes du décret du 24 décembre 1811, relatif à l'organisation et au service des états-majors des places de guerre: voyez notamment les art. 2 et suiv., qui traitent de l'organisation, du costume, du traitement, etc.; et le chap. II, qui détermine les attributions des commandans d'armes.

(3) Voyez, sur l'exportation des grains et farines, la loi du 26 ventose an 5 (16 mars 1797), et les notes.

(4) La taxe d'entretien des routes a été supprimée par l'art. 60 de la loi de finances du 24 avril—4 mai 1806.

à l'administration des établissemens d'eaux minérales (1). (III, Bull XXII, n° 149.)

Art. 1^{er}. Les préfets feront mettre en adjudication à l'enchère le produit des eaux minérales, dans les lieux où se trouvent des sources appartenant à la république. Le cahier des charges contiendra le prix des eaux, bains et douches.

2. La durée du bail sera de trois années. A défaut de paiement du prix du bail, ou de l'exécution des clauses y contenues, il pourra être résilié par le conseil de préfecture, et réadjudgé à la folle-enchère du fermier.

3. Le prix des baux sera payable par trimestre et d'avance ; il sera versé, à titre de dépôt, dans la caisse des hospices du chef-lieu de préfecture, pour être uniquement employé à l'entretien et à la réparation des sources, ainsi qu'au traitement des officiers de santé chargés de l'inspection des eaux : en cas d'excédant, il en sera disposé par le ministre de l'intérieur pour les travaux et recherches nécessaires au perfectionnement de la science des eaux minérales.

4. Aucun officier de santé inspecteur des eaux minérales ou son adjoint, aucun propriétaire d'eaux minérales dans le lieu où se trouvent des eaux minérales appartenant à la république, ne pourra se rendre adjudicataire de ces eaux.

5. Conformément à l'article 7 du règlement du 29 floréal an 7, les préfets soumettront avant toute adjudication, et dans le plus bref délai, à la confirmation du ministre, la fixation du prix des eaux bues à la source, de celles qui seront puisées pour être envoyées dans les dépôts ou aux particuliers, ainsi que le prix des bains et des douches.

6. L'officier de santé inspecteur indiquera les travaux nécessaires à l'entretien et à la réparation des sources, au préfet, qui, après avoir consulté l'ingénieur du département, en ordonnera l'exécution.

7. Dans le cas où les sources exigeraient des constructions nouvelles, il en sera fait un devis estimatif, que le préfet adressera au ministre de l'intérieur, lequel en ordonnera l'exécution, s'il y a lieu.

8. Les officiers de santé chargés de l'inspection des eaux minérales proposeront au préfet les réglemens nécessaires pour le maintien de l'ordre et de la discipline dans l'administration des eaux. — Ils proposeront de même les articles à insérer dans le cahier des charges, pour fixer les conditions auxquelles seront tenus les fermiers, soit pour le nombre des agens qui seront employés, soit pour les diverses fournitures de combustibles, baignoires, et autres objets nécessaires au service des eaux.

9. Les sources d'eaux minérales sont, quant à leur produit, divisées en trois classes : — Première classe, celles dont le produit de la location excédera trois mille francs ; — Seconde classe, celles dont la location excédera deux mille francs ; — Celles dont l'adjudication sera au dessous de deux mille francs seront comprises dans la troisième classe.

10. Les officiers de santé chargés de l'inspection des eaux de première classe auront pour appointemens mille francs ; ceux de la seconde classe, huit cents francs : quant aux inspecteurs des eaux de troisième classe, ils auront la moitié du prix du bail, sans que, dans aucun cas, leur traitement puisse

(1) Voyez l'arrêté du 29 floréal an 7 (18 mai 1799), concernant l'administration des eaux minérales, et la note.

Voyez aussi l'arrêté du 6 nivose an 11 (27 décembre 1802), concernant la location des eaux minérales appartenant à l'état ; et l'ordonnance du 18 juin—7 juillet 1823, tit. III, sur le même objet.

excéder la somme de six cents francs. Ils seront tenus de donner leurs conseils et leurs soins aux indigens admis aux eaux.

11. Les articles de l'arrêté du directoire exécutif du 29 floréal an 7, concernant l'administration des eaux minérales, seront exécutés dans tout ce qui n'est pas contraire au présent.

N° 383. = 3 floréal an 8 (23 avril 1800). = *ARRÊTÉ qui divise en grades le service du département des relations extérieures pour la partie des agences politiques.* (III, Bull. XLIV, n° 321.)

Art. 1^{er}. Le service du département des relations extérieures, pour la partie des agences politiques, est divisé en grades, qui seront classés comme il suit : — 1° Secrétaire de légation de deuxième classe; 2° secrétaire de légation de première classe; 3° ministre plénipotentiaire; 4° ambassadeur. — Il sera fait un règlement particulier pour la partie du service des relations commerciales.

2. Il sera établi dans le département une classe d'aspirans, qui, dans le cours de leur instruction, pourront être alternativement placés dans les bureaux et à la suite des légations. Leurs progrès seront constatés par un ou plusieurs examens, dont un règlement particulier, qui sera arrêté par le ministre, déterminera le temps et le mode, ainsi que le plan de leur enseignement. — Il sera établi pour la classe un grade spécial d'élèves, qui deviendra le premier degré de promotion du service du département.

3. Les promotions aux grades et les nominations aux emplois seront décidées sur des rapports distincts et par des arrêtés séparés. Les agens promus en grade recevront, à chaque promotion, un brevet du premier consul.

4. Il y aura un traitement distinct et affecté à chaque grade : ce traitement sera pris sur la quotité actuelle des appointemens de chaque agent; et ainsi, tous les appointemens des agens brevetés seront désormais composés de deux parties, du traitement de leur emploi, et de celui de leur grade.

5. Les grades ne suivront pas indispensablement l'ordre des emplois. Le premier consul pourra, pour des considérations de service, conférer à un agent un grade supérieur à son emploi, ou le nommer à un emploi supérieur à son grade. Dans l'un ou l'autre cas, les appointemens de l'agent ne seront augmentés que dans la partie du traitement de son nouvel emploi ou de son nouveau grade.

6. Tous les agens actuellement en activité recevront des brevets de grade. S'ils sont dans la quatrième année de leur service, ils seront brevetés du grade de leur emploi : avant ce terme, ils ne pourront être pourvus que des brevets du grade immédiatement inférieur, à moins qu'ils ne soient dans le cas prévu par l'article 5. Il en sera de même à l'égard de toutes les nominations qui seront faites à l'avenir par le premier consul.

7. A dater du 1^{er} germinal an 8, tout agent qui sera rappelé ne perdra, par le fait de son rappel, que le traitement de son emploi. Il jouira de son traitement de grade jusqu'au moment où il sera remis en activité.

8. A dater de la même époque, tout agent rappelé par arrêté portant injonction de rendre compte de sa conduite sera tenu de produire sa justification devant une commission composée de cinq membres choisis par le premier consul. Cette commission fera, sur cette justification, un rapport qui sera présenté par le ministre au premier consul; et ce n'est qu'à la suite d'un tel rapport qu'un agent pourra être destitué et privé de ses grades.

9. Néanmoins le premier consul, par un arrêté spécial et sans examen de commission, pourra retirer un grade à un agent rappelé; et alors cet

agent ne jouira que du traitement du grade immédiatement inférieur à celui qu'il aura perdu.

10. Les grades du département seront communs aux agens extérieurs et à ceux de l'intérieur du département. Les règles de cette assimilation seront comme il suit : — Les chefs de bureau politique seront promus au grade de secrétaire de légation de seconde classe ; — Les sous-chefs de division politique seront promus au grade de secrétaire de légation de première classe ; — Les chefs de division politique seront promus au grade de ministre plénipotentiaire ; — Le ministre des relations extérieures sera promu au grade d'ambassadeur. — Néanmoins, les chefs et sous-chefs ne pourront être promus au grade de leur emploi, s'ils ne justifient pas de quatre ans de service ; et le grade d'ambassadeur ne sera conféré au ministre, qu'autant qu'il aura été précédemment pourvu du grade de ministre plénipotentiaire, ou qu'il aura deux ans d'exercice de fonctions de son ministère.

11. Les agens qui ont été rappelés antérieurement au 1^{er} germinal an 8 seront susceptibles d'être pourvus de brevets de grade, à raison des emplois qu'ils ont remplis et du temps de leur service : la durée du temps nécessaire pour qu'ils puissent être brevetés, est de quatre années au moins, dont deux depuis la révolution.

12. Le traitement de grade sera la base de la retraite des agens du département. Le temps indispensable pour obtenir un traitement de retraite, sera au moins de vingt ans de service. Après cette période, un agent pourra, avec l'autorisation du premier consul, se retirer et jouir de la moitié de son traitement de grade. Après vingt-cinq ans, il pourra jouir de la totalité de ce traitement : dans l'un et l'autre cas, il pourra lui être accordé un surcroît de traitement proportionné à ses talens et à ses services.

13. Les agens qui, en 1789, étaient retirés et jouissaient d'une pension de retraite, pourront être dispensés de justifier de leurs services pendant le cours de la révolution. — Le traitement de grade du dernier emploi qu'ils ont rempli leur servira de traitement de retraite. — A dater du 1^{er} germinal an 8, ce traitement leur sera payé un quartier d'avance.

14. La nomination des agens ou employés du département, à des fonctions ou places étrangères au service du département, ne privera pas ces agens ou employés de leur grade, si ces fonctions ou places leur sont conférées par le sénat conservateur ou par le premier consul : les agens ne pourront en accepter d'autres sans l'agrément du ministre.

15. Les traitemens de grade seront fixés comme il suit : — Traitement de grade d'ambassadeur, dix mille francs ; de ministre plénipotentiaire, six mille francs ; de secrétaire de légation de première classe, deux mille quatre cents francs ; de secrétaire de légation de deuxième classe, mille francs ; d'élève breveté, six cents francs.

16. Le ministre des relations extérieures organisera le service intérieur de son département, de manière à établir une règle spéciale de promotion de bureau pour les employés qui ne sont pas en grade. Cette promotion doit donner à chaque employé un titre de stabilité, quand il sera reconnu qu'il l'a mérité par son âge et par ses services : elle doit, aux mêmes titres, leur donner encore la perspective d'être promus aux grades du département, sans qu'il soit besoin qu'ils passent par celui d'élève. — Il sera, à cet effet, formé un tableau et un règlement qui seront rédigés par le ministre, et arrêtés par le premier consul.

17. Il sera fait une retenue proportionnelle sur tous les appointemens des agens politiques du département : cette retenue, ainsi que les bonifications

accidentelles des fonds affectés à cet usage, sera destinée à pourvoir au surcroît de dépense qui doit résulter de l'exécution du présent règlement.

N° 384. = 6 floréal an 8 (26 avril 1800). = *ARRÊTÉ relatif aux conscrits mariés ou veufs, et à ceux des neuf départemens réunis.* (III, Bull. XLIV, n° 322.)

N° 385. = 7 floréal an 8 (27 avril 1800). = *ARRÊTÉ relatif au service des argues nationales* (1). (III, Bull. XXII, n° 154.)

Art. 1^{er}. Les argues nationales continueront, comme avant la loi du 19 brumaire an 6, de servir à dégrossir et tirer les bâtons de cuivre doré et argenté.

2. Le salaire de ce travail sera le même que celui fixé avant cette loi, savoir : — Pour les bâtons de cuivre doré, de douze centimes par hectogramme (six sous par marc); — Pour les bâtons de cuivre argenté, huit centimes par hectogramme (quatre sous par marc).

3. Les propriétaires desdites matières fourniront les filières, et paieront les frais de forge et de tirage.

4. Les tireurs d'or et d'argent paieront, aux prix fixés par l'article 2, et suivant les soumissions qu'ils en ont faites à l'administration des monnaies, le travail sur les bâtons de cuivre doré et argenté qu'ils ont fait tirer aux argues nationales depuis leur rétablissement.

N° 386. = 7 floréal an 8 (27 avril 1800). = *RÈGLEMENT sur l'organisation de la marine* (2). (III, Bull. XXIII, n° 158.)

TITRE 1^{er}. — *Division du territoire maritime.*

Art. 1^{er}. Le territoire maritime de la France sera divisé en six arrondissemens.

2. Le premier arrondissement comprendra les ports et côtes de la Manche, depuis la frontière de la république batave jusqu'à Dunkerque inclusivement : le chef-lieu en sera déterminé par une disposition particulière. — Le second arrondissement comprendra les ports et côtes de la Manche, depuis Dunkerque exclusivement jusqu'à Cherbourg inclusivement : il aura le port du Havre pour chef-lieu. — Le troisième arrondissement comprendra les ports et côtes de l'Océan, depuis Cherbourg exclusivement jusqu'à Quimper inclusivement, et les îles adjacentes : il aura le port de Brest pour chef-lieu. — Le quatrième arrondissement comprendra les ports et côtes de l'Océan, depuis Quimper exclusivement jusqu'à la rive gauche de la Loire : il aura le port de Lorient pour chef-lieu. — Le cinquième arrondissement comprendra les ports et côtes de l'Océan, depuis la rive gauche de la Loire jusqu'à la frontière d'Espagne, et les îles adjacentes : il aura le port de Rochefort pour chef-lieu. — Le sixième arrondissement comprendra les ports et côtes de France sur la Méditerranée, les îles adjacentes et l'île de Corse : il aura le port de Toulon pour chef-lieu.

TITRE II. — *Service des ports et arsenaux.*

SECTION 1^{re}. — Des préfets maritimes et de leurs fonctions.

3. Il y aura dans chacun des arrondissemens un préfet maritime (3).

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), tit. X; et l'ordonnance du 5—18 mai 1824.

(2) Voyez, sur l'organisation de la marine, le décret du 29 avril (28 et)—15 mai 1791, et les notes qui résument la législation de la matière.

(3) Les préfets maritimes avaient cessé d'exister lors de l'organisation de la marine, introduite par

4. Le préfet maritime résidera dans le chef-lieu de son arrondissement.'

5. Les préfets maritimes, dans leurs ports respectifs, recevront immédiatement les ordres du ministre de la marine, et les feront exécuter; ils auront seuls la correspondance habituelle avec lui.

6. Ils auront sous leurs ordres les individus employés dans tous les genres de service de la marine; ils seront à la tête de l'administration, et auront la direction générale des travaux.

7. Ils seront chargés de la sûreté des ports, de la protection de la côte, de l'inspection de la rade et des bâtimens qui y sont mouillés, et enfin de la direction de tous les bâtimens armés qui, par la nature de leur mission ou de leurs instructions, n'auront pas été mis hors de leur dépendance.

8. Il sera statué, par un règlement particulier, sur le traitement et les frais de bureau de chacun des préfets maritimes.

SECTION II. — Répartition du service des ports et arsenaux.

9. Le service des ports et arsenaux de Brest, Lorient, Rochefort et Toulon, sera divisé ainsi qu'il suit : — 1° État-major, officiers, troupes d'artillerie de la marine; — 2° Constructions navales; — 3° Mouvements du port; — 4° Parc d'artillerie; — 5° Administration et comptabilité. — Ces détails seront confiés à des chefs, sous l'autorité du préfet maritime.

SECTION III. — État-major, officiers, troupes d'artillerie de la marine.

10. Il sera nommé, dans chacun des ports de Brest, Lorient, Rochefort et Toulon, un chef militaire, qui commandera les officiers de vaisseau de tous les grades, et les troupes d'artillerie de la marine. — Il sera de même spécialement chargé de la garde militaire et sûreté du port, des forts et postes qui en dépendent.

11. Le chef militaire proposera au préfet maritime les officiers qui devront composer l'état-major des vaisseaux en armement. Les ordres donnés à cet effet par le préfet seront exécutés sur-le-champ : ils ne pourront être changés que par ceux du ministre. — Le chef militaire proposera aussi les officiers chargés de faire provisoirement l'armement d'un vaisseau dont l'état-major n'aura pas été nommé ou ne sera pas encore en fonctions.

12. Il destinaera des officiers de vaisseau en nombre suffisant, pour, sous les ordres du chef des mouvemens, suivre les opérations de ce service. — Il destinaera les officiers qui devront être de garde, de ronde, faire les visites d'hôpitaux, de casernes et autres, et assister aux recettes de matières et de vivres. — Enfin, il destinaera les troupes d'artillerie de la marine qui devront être embarquées sur les bâtimens en armement.

13. Il surveillera l'instruction théorique et pratique des officiers de vaisseau, des troupes d'artillerie de la marine.

14. Des adjudans et sous-adjudans seront chargés de la surveillance du service, et de l'exécution des ordres qu'il donnera. — Ils seront nommés par le préfet maritime, sur la présentation du chef militaire.

l'ordonnance du 29 novembre—16 décembre 1815 : ils ont été rétablis par celle du 27 décembre 1826—15 janvier 1827. — Voyez l'arrêté du 7 thermidor an 8 (26 juillet 1800), qui détermine leurs appointemens (sect. 1^{re}), leurs indemnités pour frais de route (art. 54 et 55), leurs honneurs et leur uniforme (art. 56 et 61); celui du 7 fructidor an 8 (25 août 1800), qui détermine de nouveau leur uniforme; le décret du 6 frimaire an 13 (27 novembre 1804), art. 2 et 49, qui déterminent les honneurs qui doivent leur être rendus dans les ports et les arsenaux; l'avis du cons. d'état du 12 août 1807, qui fixe leur rang dans les cérémonies publiques; et l'ordonnance précitée du 27 décembre 1826—15 janvier 1827, portant création d'un préfet maritime dans chacun des cinq grands ports du royaume.

15. Le chef militaire, les adjudans et sous-adjudans, seront pris parmi les officiers de vaisseau.

16. Il sera statué par un règlement particulier, sur le nombre de ces fonctionnaires à employer dans les différens ports, et sur les frais de commis et de bureau.

SECTION IV. — Constructions navales.

17. Il y aura un inspecteur général des constructions navales de la république. Il exercera ses fonctions conformément aux instructions qui lui seront données, chaque année, par le ministre.

18. Il y aura, dans chacun des ports de Brest, Lorient, Rochefort et Toulon, un chef des constructions navales.

19. Il aura sous ses ordres les officiers du génie maritime de tout grade employés dans son arrondissement.

20. Les officiers du génie maritime seront militaires; et leurs grades seront déterminés par un règlement particulier, conformément aux lois qui ont jusqu'à présent fixé l'assimilation de ces grades entre les différens services.

21. Il sera chargé de la construction et refonte, radoub, entretien de tous bâtimens flottans; de tous les travaux à exécuter dans les divers chantiers et ateliers de la construction; des ateliers de la voilure, corderie, poulisserie, tonnellerie; du transport des matières qui sont de son ressort; enfin, de la recherche et du martelage des bois de construction.

22. Il destinera les ouvriers sur les chantiers et aux ateliers, selon qu'il le jugera nécessaire: il proposera au préfet maritime les avancemens, en grade et en solde, de tous les individus qui sont sous ses ordres.

SECTION V. — Mouvement du port.

23. Il y aura, dans chacun des ports de Brest, Lorient, Rochefort et Toulon, un chef des mouvemens du port.

24. Le chef des mouvemens aura sous ses ordres, pour l'exécution des travaux, des sous-chefs, des lieutenans et des enseignes de vaisseau.

25. Les chefs et sous-chefs des mouvemens seront pris parmi les directeurs et autres officiers qui servent actuellement dans les mouvemens des ports. Le nombre en sera déterminé par un règlement particulier. — Ces officiers feront partie de la liste des officiers de vaisseau en activité de service; ils y prendront leur rang selon leur grade et leur ancienneté, et rouleront avec eux pour leur avancement.

26. Les lieutenans et enseignes destinés à suivre temporairement les mouvemens du port seront, sur la présentation du chef des mouvemens, nommés par le chef militaire, qui n'en pourra changer qu'un tiers au plus dans l'espace de trois mois.

27. Le chef des mouvemens sera chargé du mouvement, amarrage, lestage, délestage des bâtimens flottans, de leur garde et conservation dans le port; — Du mâtement et démâtéement, de l'abattage en carène, de l'entrée des bâtimens et de leur sortie des bassins et ports, du halage à terre et de toutes manœuvres à faire dans le port, de l'arrangement et entretien des grémens des bâtimens dans les magasins destinés à cet effet; — Des travaux de la garniture; — Du curage ordinaire des ports, et du placement des tonnes ou balises; — Des secours à donner aux bâtimens en armement et désarmement, et à ceux qui courent des dangers; — De la surveillance des pilotes-côtiers, des pompes à incendie et pompiers; — Des signaux, phares, vigies, et des préposés à ces différens services.

28. Le chef des mouvemens destina les ouvriers, marins ou journaliers,

selon les travaux et les opérations dont il est chargé : il proposera au préfet les avancements de grade ou de paie dont il jugera les individus susceptibles.

SECTION VI. — Parc d'artillerie.

29. Il y aura un inspecteur général de l'artillerie, qui aura l'inspection générale des parcs d'artillerie, forges, fonderies et manufactures d'armes de la marine de la république.

30. Il y aura, dans chacun des ports de Brest, Lorient, Rochefort et Toulon, un officier d'artillerie chargé du parc.

31. Il aura sous ses ordres des officiers de la même arme particulièrement attachés à ce service.

32. Il sera chargé de l'inspection des bouches à feu, poudres, bombes, boulets, armes et munitions servant à l'armement des vaisseaux ; — De l'entretien et arrangement de ces objets dans les magasins et le parc, et des travaux des ateliers de l'artillerie.

33. Il y aura, dans les arsenaux, un sous-garde-magasin d'artillerie, subordonné au garde-magasin général du port.

34. Le chef du parc d'artillerie inspectera les ouvriers, assistera aux revues qui seront ordonnées, et proposera les avancements de paie ou de grade dont il jugera les individus susceptibles.

SECTION VII. — Administration et comptabilité.

35. Il y aura, dans chacun des ports de Brest, Lorient, Rochefort et Toulon, un chef d'administration, ayant sous lui des commissaires, des sous-commissaires et des commis.

36. L'administration et comptabilité se divise ainsi qu'il suit : — Le magasin général, où se fait la recette et dépense des matières, — Les fonds et revues, — Les armemens et prises, — Les chantiers et ateliers, — Les hôpitaux et bagnes, — Les vivres.

37. Il n'est rien changé, quant à présent, aux attributions de ces différens détails et aux formes du service.

38. Le chef de l'administration n'ordonnancera les dépenses que d'après les ordres du ministre pour la répartition des fonds. — Il rendra, tous les trois mois, le compte de sa gestion au conseil d'administration.

39. Le préfet ne pourra changer la répartition des fonds que dans les cas urgens et extraordinaires, après avoir consulté le conseil d'administration, et à la charge d'en rendre compte au ministre dans les vingt-quatre heures.

40. Il sera statué, par un réglemeut, sur le nombre, les appointemens et le mode d'admission des préposés à l'administration des ports.

TITRE III. — De l'inscription maritime.

41. L'inscription maritime fera partie des attributions du chef de l'administration : elle restera réglée telle qu'elle est maintenant, sauf l'exception suivante.

42. Le premier consul désignera, chaque année, un ou plusieurs officiers de vaisseau par arrondissement, pour faire le recensement des hommes de mer, pour connaître de leur destination sur les bâtimens de la république et du commerce ou dans les ports, pour connaître enfin de leur congé et de leur invalidité.

TITRE IV. — Service à la mer.

43. Tout bâtiment en armement sera sous la garde et conservation du

chef des mouvemens, jusqu'au moment où il sera mouillé dans la rade. — Dès-lors il passera sous l'autorité de celui qui le commande.

44. Il y aura, sur chacun des bâtimens de la république, un agent de comptabilité sous les ordres du commandant. — Il sera nommé par le préfet maritime, sur la présentation du chef de l'administration.

45. Tous les ordres de consommation donnés par le commandant seront communiqués, par celui qui les aura reçus, à l'agent comptable, qui les inscrira sur un registre particulier. — Tous les achats et remplacements seront exécutés par lui, d'après les ordres du commandant; et il en tiendra registre.

46. Les registres de rations, de munitions, de tous les objets quelconques, seront vérifiés et arrêtés, chaque décade, par le lieutenant chargé du détail, et visés par le commandant.

47. Les rôles d'équipage seront vérifiés, chaque décade, par le lieutenant chargé du détail et le commandant du bâtiment: ils signeront l'état de situation fait chaque décade en conséquence de ce rôle.

48. Dans toute escadre, il y aura, sur le vaisseau commandant, et sous les ordres de l'officier général, un commissaire chargé de la comptabilité générale de l'escadre, et auquel les agens des vaisseaux seront subordonnés. — Il sera nommé par le préfet maritime.

49. Au retour de campagne, l'agent comptable rendra compte du mouvement de l'équipage, et de l'emploi des vivres et matières: ce compte sera examiné par une commission nommée par le conseil d'administration du port, laquelle vérifiera, — Si le rôle de rations est conforme au rôle d'équipage;—Si la quantité de vivres consommés, dont l'état aura été arrêté par le commissaire des vivres dans le port, est en raison du montant du rôle des rations. — Enfin, la commission donnera son opinion sur la consommation des matières, et sur la balance des recettes et dépenses.

50. Cette commission fera son rapport au conseil d'administration, qui prononcera sur le compte rendu. — Les irrégularités et inexactitudes du compte sont à la charge de l'agent comptable. — Le commandant demeure responsable des consommations extraordinaires qui n'ont dû avoir lieu que par ses ordres.

51. L'extrait de la délibération du conseil, signé du président et du secrétaire, sera donné à l'agent du vaisseau, qui ne sera payé de ses appointemens que dans le cas où il sera à sa décharge.

52. Il sera embarqué à bord de chaque division de vaisseaux un officier du génie maritime, chargé, sous les ordres du commandant de la division, des travaux relatifs au radoub et entretien des bâtimens.

53. Dans chaque escadre de quinze vaisseaux, il sera embarqué un officier du génie maritime d'un grade supérieur.

54. Il pourra être embarqué un officier du génie maritime sur chaque vaisseau destiné à un voyage de long cours.

55. Dans le cas où des travaux extraordinaires exigeraient l'établissement d'un atelier à terre, les ouvriers nécessaires seront mis, par le commandant de la division ou escadre, sous les ordres de l'officier du génie maritime.

TITRE V. — *Inspection du service de la marine.*

56. Il sera nommé par le premier consul, et pour chacun des arrondissemens maritimes, un inspecteur qui remplira les fonctions suivantes:—1° Il vérifiera si l'emploi des hommes de mer de tout état, et des ouvriers des ports, est conforme à la demande qui en a été faite, et à la destination qui leur a été assignée;—2° Il comparera le nombre d'hommes employés, avec la quotité de

solde qui a été payée, et le nombre des rations qui ont été fournies, et il examinera s'il n'y a point en erreur ou double emploi; — 3° Il vérifiera également l'emploi des matières demandées, examinera si elles ont suivi leur destination, et s'il n'y a point en excès ou abus dans les consommations; — 4° Il fera observer les formes établies par les lois, dans tous les actes, baux, adjudications, marchés, recette et comptabilité; — 5° Il remplira aussi les fonctions ci-devant attribuées aux contrôleurs.

57. Ces inspecteurs ne pourront diriger ni arrêter aucune espèce de travaux ni d'opérations.

58. Ils exerceront leurs fonctions dans une entière indépendance de toute autorité, même de celle du préfet, qui ne pourra arrêter ni suspendre leur inspection.

59. Tous les bureaux et ateliers leur seront ouverts : il leur sera donné communication de tous états, registres ou pièces publiques dont ils désireront prendre connaissance.

60. Ils ne rendront compte qu'au ministre de la marine.

61. Les inspecteurs auront sous leurs ordres des sous-inspecteurs et des commis, dont le nombre et le traitement seront fixés par un règlement, ainsi que leurs frais de bureau.

TITRE VI. — *Travaux maritimes* (1).

62. Les travaux maritimes et ceux des bâtimens civils seront dirigés par les ingénieurs des ponts et chaussées, sous les ordres du ministre de la marine.

63. Sur la demande du ministre de la marine, le ministre de l'intérieur fournira le nombre d'ingénieurs de chaque grade, nécessaire tant pour les reconnaissances extraordinaires d'ouvrages à faire, que pour l'exécution des ouvrages projetés. Ces ingénieurs seront payés sur les fonds de la marine, tout le temps qu'ils y seront employés.

64. Les projets de ces travaux seront arrêtés par le ministre de la marine, après avoir consulté le conseil des ponts et chaussées, auquel il adjoindra les marins dont il jugera le concours utile.

65. Lorsque le ministre de la marine voudra faire exécuter des ouvrages de fortification dépendant des ports et rades, il en adressera le projet au ministre de la guerre, pour avoir son avis.—Ces ouvrages seront dirigés par des officiers du génie militaire.

66. Les travaux de simple entretien seront également dirigés par des ingénieurs des ponts et chaussées, qui resteront attachés au service des ports tant que le ministre de la marine le jugera utile.

67. Les ingénieurs des travaux maritimes, établis par les réglemens des 28 nivose, 18 pluviôse et 17 ventose an 8, seront réunis au corps des ingénieurs des ponts et chaussées : ceux qui en sont dernièrement sortis y reprendront leur rang et leur grade.

68. Ceux des ingénieurs des travaux maritimes qui étaient ci-devant ingénieurs des bâtimens civils seront aussi réunis au corps des ingénieurs des ponts et chaussées : il leur sera donné un grade analogue à celui qu'ils avaient dans les bâtimens civils.

69. Les dispositions des réglemens des 28 nivose, 18 pluviôse et 17 ventose an 8, et toutes celles subséquentes prises en conséquence des susdits réglemens, sont annulées en ce qu'elles ont de contraire aux présentes dispositions.

(1) Voyez, sur cet objet, l'arrêté du 17 ventose an 8 (8 mars 1800), et la note.

70. Les ingénieurs des ponts et chaussées employés aux travaux maritimes seront sous les ordres du préfet de l'arrondissement où s'exécuteront ces travaux.

TITRE VII. — *Conseil d'administration.*

71. Il y aura, dans les chefs-lieux des arrondissemens maritimes, un conseil d'administration composé du préfet maritime et des chefs des différens détails du service du port. — L'inspecteur sera tenu d'y assister ; il y aura voix représentative.

72. Il sera nommé un secrétaire du conseil, dont les fonctions seront de tenir un registre des délibérations, de garder les mémoires et plans qui ne devront pas être déposés aux archives. — Il aura le grade de sous-commissaire de la marine.

73. Le conseil s'assemblera, sous la présidence du préfet maritime, une fois tous les dix jours, et plus souvent si le préfet le juge convenable.

74. Le préfet maritime présentera au conseil les objets sur lesquels il devra délibérer. Il pourra y appeler les personnes qu'il jugera capables de l'éclairer sur les affaires contentieuses, les plans, mémoires, devis et autres matières.

75. Le conseil prendra connaissance des marchés, adjudications, entreprises et baux faits dans les ports. Ils seront envoyés, avec l'avis du conseil, au ministre, pour être soumis à son approbation.

76. Sur le rapport des commissions qu'il aura nommées, le conseil prononcera sur les comptes de consommation de fonds et de matières du port, ainsi que sur les comptes rendus au retour de campagne.

77. Il vérifiera, d'après les états qui lui auront été soumis, la quantité de matières de toute espèce employées dans la construction de chaque vaisseau, et la dépense de la main d'œuvre.

78. Les délibérations du conseil, signées du président et du secrétaire, seront expédiées en double au ministre de la marine, qui renverra l'une de ces expéditions, revêtue de son approbation, s'il y a lieu.

TITRE VIII. — *Dispositions générales.*

79. Le service des différens détails du port et de l'administration se fera selon les formes établies par les lois ou réglemens antérieurs, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

80. Les différens services pourront être attribués à la même personne, sur la proposition qu'en fera le préfet au ministre. — Il ne sera point alloué pour cela de supplément d'appointemens à l'individu désigné.

81. Dans le port où ne réside pas le préfet, et où il y a des chefs de différens services, le ministre déterminera celui de ces chefs qui exercera l'autorité principale.

82. Lorsque des travaux extraordinaires exigeront dans un port un plus grand nombre d'agens, les individus jugés absolument nécessaires à l'exécution de ces travaux y seront envoyés par le préfet de l'arrondissement, d'après les ordres du ministre.

83. Dans tous les ports de la république, chaque chef de détail fera au préfet la demande du nombre et de l'espèce d'ouvriers ainsi que des matières qui lui seront nécessaires. — Il s'assurera journellement si le nombre d'ouvriers employés est le même que celui qu'il a demandé ; il en dressera chaque mois un état certifié par lui. — Il en fera autant pour les matières qu'il mettra en œuvre.

84. Le ministre déterminera d'avance, et pour chaque port, le chef du

service qui remplacera le préfet maritime, en cas de mort, ou de maladie, ou d'absence.

85. La police des ateliers ou chantiers appartiendra aux individus auxquels ils ressortissent; celle des magasins, bagnes et hôpitaux, aux administrateurs préposés. Néanmoins, tout officier militaire ou d'administration pourra faire arrêter tout individu surpris en fraude.

86. Les projets d'adjudications, marchés, pour fournitures et travaux à faire dans les ports, seront, sur les propositions du chef du détail auquel ces objets ressortissent, et du commissaire du magasin général, rédigés par le chef d'administration.

87. La recette des matières de tout genre, et des ouvrages faits à l'entreprise ou confectionnés dans les ports, sera faite par le commissaire du magasin général ou son suppléant.—Elle sera précédée d'une visite ou épreuve qui sera faite, suivant la forme usitée, par le chef ou un officier du détail auquel ces objets ressortiront, un officier de vaisseau et un commissaire, en présence du garde-magasin et de l'inspecteur, ou d'un de leurs subordonnés.

88. Toutes dispositions contraires au présent règlement sont abrogées.

N° 387. = 7 floréal an 8 (27 avril 1800). = **ARRÊTÉ relatif à la forme des poids** (1). (III, Bull. XLIV, n° 323.)

Il est permis aux balanciers de donner aux poids telle forme que ceux qui en font usage voudront adopter; en conséquence, le bureau de vérification des poids et mesures sera tenu de les faire poinçonner aussitôt qu'ils lui auront été présentés, pourvu que ces poids soient exacts, que les subdivisions de l'unité principale soient des multiples du gramme ou de ses subdivisions décimales, et que chaque subdivision porte la valeur de son poids.

N° 388. = 9 floréal an 8 (29 avril 1800). = **ARRÊTÉ qui détermine l'emploi des mandats, ordonnances ou bons de réquisition délivrés pour l'habillement, l'équipement et l'armement des conscrits.** (III, Bull. XXII, n° 157.)

Les consuls de la république, — Arrêtent ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les porteurs des mandats, ordonnances ou bons de réquisition délivrés par les administrations centrales, en exécution des articles 19 et 20 de la loi du 14 messidor an 7, pour l'habillement, équipement et armement des conscrits, pourront les employer en paiement des domaines nationaux qui restent à vendre en exécution de la loi du 26 vendémiaire an 7; et ce, pour la totalité du prix desdits domaines, payable tant en numéraire qu'en obligations.

2. Lesdits bons ne pourront être admis qu'après avoir été vérifiés et visés par le préfet du département où ils auront été délivrés.

3. L'admission desdits bons, ainsi qu'il est dit ci-dessus, sera définitivement régularisée par les ordonnances qu'en délivrera le ministre de la guerre, sur les bordereaux qui lui seront adressés en conséquence par le préfet du département.

N° 389. = 17 floréal an 8 (7 mai 1800). = **ARRÊTÉ qui règle le costume des**

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 1^{er}—2 août 1793, le résumé de la législation concernant les poids et mesures.

sous-préfets, des maires, des commissaires de police, etc. (1). (III, Bull. XXIV, n° 163.)

Art. 1^{er}. Les sous-préfets auront pour costume l'habit bleu ; la veste, la culotte ou le pantalon blancs ; collet et paremens de l'habit seulement, brodés en argent, même dessin que les préfets. — Les secrétaires généraux des préfectures de département auront le même costume que les sous-préfets, avec ceinture bleu-de-ciel à franges d'argent.

2. Les maires auront un habit bleu, et une ceinture rouge à franges tricolores.

3. Les adjoints à la mairie auront le même habit que les maires, et une ceinture rouge à franges blanches.

4. Les commissaires de police porteront l'habit noir complet, et une ceinture tricolore à franges noires.

5. Tous les fonctionnaires ci-dessus désignés porteront un chapeau français, uni.

N° 390. = 17 floréal an 8 (7 mai 1800). = **ARRÊTÉ** qui répartit entre les départemens la somme de cinq millions en dégrèvements provisoires sur la contribution foncière. (III, Bull. XXIV, n° 164.)

N° 391. = 19 floréal an 8 (9 mai 1800). = **ARRÊTÉ** relatif à la réunion des conseils d'arrondissement, et des conseils généraux de département pour l'an 8 (2). (III, Bull. XXV, n° 167.)

Art. 1^{er}. Les conseils d'arrondissement s'assembleront le 15 prairial prochain, pour exprimer leur opinion sur l'état et les besoins de l'arrondissement ; donner leur avis motivé sur les demandes en décharge qui seront formées par les villes, bourgs et villages ; recevoir du sous-préfet et du préfet dans son arrondissement, quand il y aura lieu, le compte de l'emploi des centimes additionnels destinés aux dépenses de l'arrondissement. Après avoir terminé ce premier travail, ils s'ajourneront à cinq jours après la session du conseil général du département, pour faire la répartition des contributions directes entre les villes, bourgs et villages. La durée des deux assemblées ne pourra pas excéder quinze jours, conformément à la loi ; la première ne pourra pas durer plus de dix jours, et la seconde plus de cinq.

2. Les conseils généraux de département s'assembleront le 1^{er} messidor.

3. Les actes de ces assemblées ne seront pas imprimés ; les préfets en feront passer, sans délai, une copie au ministre de l'intérieur.

4. Les sous-préfets procéderont, sans délai, à la nomination des répartiteurs en chaque ville, bourg ou village, au nombre déterminé par les lois ; et les répartiteurs termineront leur travail dans les dix jours qui suivront la réception du mandement.

5. Les préfets et sous-préfets seront tenus de préparer à l'avance les documens et instructions sur les objets sur lesquels les conseils généraux de département et ceux des arrondissemens doivent délibérer. — Ils leur feront la remise de ces pièces le premier jour de leur session.

(1) Ce costume a varié. Voyez l'arrêté du 17 ventose an 8 (8 mars 1800) (préfets, préfet de police de Paris, commissaires généraux de police) ; celui du 8 messidor an 8 (27 juin 1800) (conseillers de préfecture, maires et adjoints).

(2) Voyez, sur l'organisation et la réunion des conseils généraux de département et des conseils d'arrondissement, les art. 2 et 8 de la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), et les notes, et la loi générale du 22—25 juin 1833, qui constitue le dernier état des choses.

N° 392. = 19 floréal an 8 (9 mai 1800). = *ARRÊTÉ contenant répartition, entre les départemens, des contributions personnelle, mobilière et somptuaire de l'an 9.* (III, Bull. xxv, n° 168.)

N° 393. = 19 floréal an 8 (9 mai 1800). = *ARRÊTÉ relatif à la nomination des maires et adjoints des communes au dessous de cinq mille habitants* (1). (III, Bull. xxvi, n° 173.)

Art. 1^{er}. Dans les départemens où les sous-préfets sont installés, et où les administrations municipales de canton ont cessé leurs fonctions en exécution de l'arrêté du 17 ventose, les préfets procéderont sur-le-champ à la nomination des maires et adjoints des communes au dessous de cinq mille habitants ; ils indiqueront le jour de leur installation dans chaque arrondissement.

2. Ce jour sera un décadi.

3. Les préfets adresseront à l'avance, à chaque sous-préfet, l'arrêté de nomination qu'ils auront pris pour leurs arrondissemens respectifs.

4. Les sous-préfets en feront passer des extraits aux agens et adjoints actuels, et aux nouveaux maires et adjoints désignés pour chaque ville, bourg ou village, avec convocation en la maison commune pour le jour indiqué par l'arrêté de nomination.

5. Les agens et adjoints actuels de chaque commune recevront du maire le serment de fidélité à la constitution ; celui-ci recevra de suite celui des adjoints à la mairie : il en sera dressé procès-verbal, que signeront tous les fonctionnaires municipaux présens, et qui sera envoyé au sous-préfet par le maire.

6. Les sous-préfets enverront au préfet le tableau nominatif des maires et adjoints qui auront prêté le serment.

7. Le préfet adressera au ministre de l'intérieur le tableau général de ces maires et adjoints, aussitôt qu'ils seront entrés en exercice de leurs fonctions.

8. Les agens et adjoints municipaux remettront au maire de leur commune, le jour de son installation, tous les papiers et registres relatifs à leur administration, ainsi que ceux concernant l'état civil, et ceux qu'ils auront reçus du sous-préfet, après la levée des scellés apposés en vertu de l'article 7 de l'arrêté du 17 ventose, sur les papiers des municipalités de canton : il sera dressé, de cette remise, un procès-verbal, dont le double sera remis à l'agent pour lui servir de décharge.

9. On fera en même temps un état du mobilier appartenant aux communes et remis à la disposition des maires et adjoints ; un double sera également laissé à l'agent pour lui servir de décharge ainsi qu'à l'adjoint.

10. Le ministre de l'intérieur enverra aux préfets, qui les adresseront aux sous-préfets pour les faire passer aux maires et adjoints, des modèles des actes de naissances, décès, mariages, divorces et adoptions, pour assurer l'uniformité des actes de l'état civil dans toute la république. Ces modèles seront conformes à ceux annexés au présent arrêté.

11. Jusqu'au 1^{er} vendémiaire de l'an 9, les registres de mariages pourront continuer d'être tenus dans le chef-lieu des cantons, et par le maire de ce chef-lieu, ou un de ses adjoints.

(1) Voyez, sur le mode de nomination des maires et adjoints, les art. 3 et 4 de la loi générale du 21—23 mars 1831, qui constitue le dernier état de la législation, et les notes.

12. Les préfets nommeront en même temps les membres des conseils municipaux, conformément à l'article 20 de la loi du 28 pluviôse.

13. Les citoyens nommés prêteront serment, lors de leur première assemblée, entre les mains du maire, qui en enverra le procès-verbal au sous-préfet, pour être transmis ensuite, par extrait, au préfet du département.

14. Ces conseils ne s'assembleront, d'ici au 15 pluviôse prochain, qu'autant qu'ils en obtiendraient l'autorisation du préfet pour quelque affaire extraordinaire, ou qu'ils y seraient invités par lui.

N° 394. = 19 floréal an 8 (9 mai 1800). = *MODÈLES des actes de naissance, décès, mariage, divorce et adoption, relatés dans l'article 10 de l'arrêté précédent* (1). (III, Bull. **XXVIII**, n° 183.)

N° 395. = 24 floréal an 8 (14 mai 1800). = *ARRÊTÉ relatif aux réclamations en matière de contributions* (2). (III, Bull. **XXV**, n° 170.)

Les consuls de la république, sur le rapport du ministre des finances; le conseil d'état entendu; — Vu la loi du 2 messidor an 7, relative aux réclamations en matière de contribution foncière; — La loi du 3 nivôse an 7, relative aux réclamations sur la contribution personnelle, mobilière et somptuaire; — La loi du 28 pluviôse an 8, concernant la nouvelle organisation administrative; — La loi du 3 frimaire an 8, qui a établi les directions des contributions directes; — Considérant que tous les rôles de l'an 8 étant en recouvrement, il est urgent de donner aux contribuables surtaxés, ou taxés mal à propos, les moyens d'obtenir une justice prompte et facile, et qu'il suffit, à cet effet, d'adapter les principes posés dans les lois des 2 messidor et 3 nivôse an 7, aux formes nécessitées par l'établissement des préfectures et des directions, — Arrêtent les dispositions suivantes.

TITRE 1^{er}. — *Décharges et réductions.*

[Contribution foncière.]

Art. 1^{er}. Tout citoyen imposé dans une commune, pour un bien situé dans une autre, remettra sa pétition au sous-préfet, qui la renverra au contrôleur de l'arrondissement, lequel vérifiera le fait et donnera son avis. — Le sous-préfet, après avoir donné aussi son avis, fera passer les pièces au préfet, qui les communiquera au directeur des contributions. Celui-ci remettra son avis au préfet, et le conseil de préfecture prononcera, s'il y a lieu, la décharge, dont le montant sera réimposé sur toutes les autres propriétés de la commune où le réclamant aura été mal-à-propos imposé.

2. Lorsqu'une propriété aura été cotisée sous un autre nom que celui du véritable propriétaire, les mêmes formes seront observées, et le conseil de préfecture statuera sur la mutation de cote.

3. Lorsqu'un contribuable se croira taxé dans une proportion plus forte qu'un ou plusieurs autres propriétaires de la commune où sont situés ses biens, il se pourvoira devant le sous-préfet de l'arrondissement; il joindra à sa réclamation une déclaration de ses propriétés et de leurs revenus.

4. Le sous-préfet enverra la réclamation au contrôleur: ce dernier prendra

(1) Voyez, sur le mode de constater l'état civil des citoyens, le décret du 20—25 septembre 1792, et les notes étendues qui l'accompagnent: elles résument la législation.

(2) Voyez, sur le même objet, la loi générale du 2 messidor an 7 (20 juin 1799), et les notes. Aujourd'hui, le présent arrêté, qui a considérablement simplifié les formalités des réclamations, est seul suivi par l'administration.

l'avis des répartiteurs de la commune, lesquels le donneront dans la décade. S'ils conviennent de la justice de la réclamation, il en dressera un procès-verbal, qu'il fera passer au sous-préfet : celui-ci, après avoir donné son avis, enverra le tout au préfet, qui prendra l'avis du directeur, et le conseil de préfecture prononcera la réduction de la cote. Le montant de la réduction sera réimposé sur les autres propriétaires.

5. Si les répartiteurs ne conviennent pas de la surtaxe, deux experts seront nommés, l'un par le sous-préfet, et l'autre par le réclamant. Les experts se rendront sur les lieux avec le contrôleur; et, en présence de deux répartiteurs et du réclamant ou de son fondé de pouvoir, ils vérifieront les revenus, objets de la cote du réclamant, et des autres cotes prises ou indiquées par le réclamant pour comparaison dans le rôle de la contribution foncière de la même commune (1).

6. Le contrôleur rédigera un procès-verbal des dires des experts, et y joindra son avis. — Le sous-préfet, après avoir donné lui-même son avis, enverra le tout au préfet. — S'il en résulte que les cotes prises pour comparaison sont dans une proportion plus faible que celle du réclamant, le conseil de préfecture, toujours sur l'avis du directeur des contributions, prononcera la réduction, à raison du taux commun des autres cotes. — Le montant de cette réduction sera réimposé sur les autres contribuables de la commune.

Contribution personnelle.

7. Tout citoyen qui aura été taxé à la contribution personnelle dans une commune où il n'a point de domicile, se pourvoira devant le sous-préfet. La marche réglée par l'article 1^{er} sera suivie; et, sur l'avis du directeur des contributions, le conseil de préfecture prononcera la décharge dont le montant sera réimposé sur tous les autres habitants (2).

8. Lorsqu'un citoyen se croira surtaxé à raison de ses facultés, il se pourvoira devant le sous-préfet; il joindra à sa réclamation une déclaration de ses facultés.

9. La marche tracée ci-dessus pour la contribution foncière, sera également suivie dans l'instruction de l'affaire; et si les répartiteurs de la commune conviennent de la justice de la réclamation, le conseil de préfecture prononcera la réduction de la cote, dont le montant sera réimposé sur les autres contribuables de la commune.

10. Si les répartiteurs ne conviennent pas de la surtaxe, le sous-préfet nommera deux commissaires qui se rendront sur les lieux avec le contrôleur de l'arrondissement; et, en présence de deux répartiteurs et du réclamant ou de son fondé de pouvoir, ils vérifieront les faits, s'il s'agit d'objets compris mal-à-propos dans les facultés du réclamant.

11. Si le contribuable ne conteste pas les objets compris dans l'évaluation de ses facultés, mais qu'il croie cette évaluation trop forte comparativement à celles des autres contribuables, le contrôleur et les deux commissaires vérifieront les évaluations servant de base à la cote du réclamant, et celles des autres cotes prises ou indiquées par celui-ci pour comparaison dans le rôle de la contribution personnelle de la même année.

(1) Lorsque, sur une demande en réduction, les répartiteurs ont émis un avis contraire à la réclamation, le conseil de préfecture ne peut statuer sur le litige sans que les réclamans aient été mis en demeure d'user, si bon leur semble, de la faculté de l'expertise. Arr. du cons., 18 octobre 1832, MAC., 2^e série, II, 572.

(2) Les conseils de préfecture ne peuvent prononcer sur la réduction de la valeur locative, sans avoir pris l'avis du directeur des contributions. Arr. du cons., 17 mars 1825, MAC., VII, 134.

12. Le contrôleur rédigera son procès-verbal, et le remettra au sous-préfet, qui le fera passer, avec son avis, au préfet. S'il en résulte qu'il y a surtaxe, le conseil de préfecture, sur l'avis du directeur des contributions, prononcera la réduction, dont le montant sera réimposé sur les autres habitans de la commune.

Dispositions générales.

13. La réduction d'une cote en principal entraînera toujours la réduction proportionnelle des centimes additionnels.

14. Le montant de toutes les ordonnances de décharge ou de réduction sera réimposé au profit de ceux qui les auront obtenues, par addition au rôle de l'année suivante.

15. A cet effet, le directeur des contributions tiendra registre de toutes les décharges ou réductions prononcées, pour que, chaque année, le préfet du département indique aux communes la somme que chacune d'elles aura à réimposer.

16. Le percepteur remboursera, sur les deniers de la recette, les contribuables au profit de qui ces réimpositions auront été faites, en commençant par les ordonnances les plus anciennes en date.

17. Les frais de vérification et d'experts seront réglés par le préfet, sur l'avis du sous-préfet.

18. Ils seront supportés, savoir : — Par la commune, lorsque la réclamation aura été reconnue juste ; — Par le réclamant, lorsque la réclamation aura été rejetée.

19. Les frais à la charge de la commune seront imposés sur le rôle de l'année suivante, avec les centimes additionnels, et comme charge locale.

20. Ceux à la charge des contribuables seront acquittés par eux, en vertu de l'ordonnance du préfet, entre les mains du percepteur.

21. Le percepteur fera néanmoins, dans tous les cas, l'avance de ces frais aux experts, sur le produit des centimes additionnels de la commune.

22. Les ordonnances de décharge ou réduction seront rendues par le préfet : elles énonceront les motifs de la pétition, l'avis du directeur, et le prononcé du conseil de préfecture.

23. Les ordonnances seront remises au directeur, et par celui-ci au receveur particulier, qui les transmettra au percepteur. Le directeur en prévendra, par une lettre d'avis, la partie intéressée, qui se rendra chez le percepteur pour quittance l'ordonnance, après en avoir reçu le montant.

TITRE II. — *Remises et modérations.*

24. Lorsque, par des événemens extraordinaires, un contribuable aura éprouvé des pertes, il remettra sa pétition au sous-préfet, qui la renverra au contrôleur de l'arrondissement.

25. Le contrôleur se transportera sur les lieux, vérifiera, en présence du maire, les faits, et constatera la quotité de la perte, des revenus fonciers ou des facultés mobilières du réclamant, et en dressera un procès-verbal qu'il enverra au sous-préfet : celui-ci le fera parvenir, avec son avis, au préfet, qui prendra l'avis du directeur des contributions.

26. Lorsqu'une commune aura éprouvé des pertes de revenus par des événemens extraordinaires, elle remettra aussi sa pétition au sous-préfet, lequel nommera deux commissaires pour vérifier, en présence du maire, conjointement avec le contrôleur de l'arrondissement, les faits et la quotité des pertes.

27. Le contrôleur dressera un procès-verbal de la vérification, l'enverra

au sous-préfet, qui le fera passer, avec son avis, au préfet, lequel prendra l'avis du directeur des contributions.

28. Le préfet réunira les différentes demandes qui lui auront été faites, dans le cours de l'année, en remises ou modérations; et, l'année expirée, il fera, entre les contribuables ou les communes dont les réclamations auront été reconnues justes et fondées, la distribution des sommes qu'il pourra accorder, d'après la portion des fonds de non-valeur mise à sa disposition pour cet objet (1).—Cet état de distribution sera communiqué par le préfet au conseil général du département.

29. Sur les cinq centimes imposés additionnellement aux deux contributions foncière et personnelle, moitié est à la disposition du préfet de chaque département, pour être employée aux remises et modérations conformément à l'article précédent. — L'autre moitié restera à la disposition du gouvernement, et est destinée, 1^o à accorder des supplémens de fonds à ceux des départemens auxquels le *maximum* des centimes additionnels ne suffirait pas pour faire face à leur dépense; 2^o à accorder des remises et modérations aux arrondissemens et aux départemens qui éprouveraient des accidens majeurs.

N^o 396.—24 floréal an 8 (14 mai 1800).—*AVIS du conseil d'état portant que les propriétaires des marais salans ne sont pas assujétis à la patente* (2). (Moniteur du 28 floréal an 8.)

Le conseil d'état qui, d'après le renvoi des consuls, a discuté un rapport du ministre des finances, qui présente la question de savoir si les propriétaires ou fermiers des marais salans doivent être assujétis au droit de patente, — Est d'avis que l'article 29 de la loi du 1^{er} brumaire an 7, qui porte que les laboureurs et cultivateurs ne sont pas assujétis à la patente pour la vente des récoltes et fruits provenant de terrains qui leur appartiennent, ou par eux exploités, et pour le bétail qu'ils y élèvent, est nécessairement applicable aux propriétaires, fermiers et cultivateurs des marais salans.

N^o 397.—25 floréal an 8 (15 mai 1800). — *ARRÊTÉ qui affecte au paiement des mois de nourrice des enfans abandonnés les portions d'amendes et de confiscations destinées au soulagement des pauvres et aux hôpitaux.* (III, Bull. xxv, n^o 172.)

N^o 398.—27 floréal an 8 (17 mai 1800).—*ARRÊTÉ qui prescrit la destination des collections de lois existant dans les secrétariats et greffes des administrations et tribunaux supprimés.* (III, Bull. xxvi, n^o 174.)

Art. 1^{er}. Les collections des administrations centrales et des commissaires près de ces administrations resteront à la disposition des préfets.

2. Dans les communes actuellement chefs-lieux de sous-préfecture, sur les trois collections recueillies par l'administration municipale, le commissaire et le secrétaire, deux seront remises au sous-préfet; le maire conservera la troisième pour son usage.

3. Dans les chefs-lieux de canton autres que ceux qui sont à présent chefs-lieux de sous-préfecture, une collection restera à la disposition du maire; le sous-préfet disposera des deux autres collections en faveur des maires

(1) Les préfets sont seuls compétens pour prononcer sur les demandes en remise de la contribution foncière. Arr. précité du cons., 18 octobre 1832, MAC., 2^e série, II, 572.

(2) Voyez la loi du 1^{er} brumaire an 7 (22 octobre 1798), et les notes.

des deux communes les plus peuplées, dont il enverra la liste au ministre de la justice.

4. Les collections des tribunaux civils, dans les villes où sont établis des tribunaux d'appel, seront remises à ces derniers tribunaux.

5. Celles des autres tribunaux civils seront déposées aux archives des préfectures, pour y rester à la disposition du ministre de la justice.

6. Les collections des tribunaux correctionnels seront remises aux tribunaux de première instance.

N° 399. = 27 floréal an 8 (17 mai 1800). = **ARRÊTÉ** *relatif au paiement des intérêts du cautionnement des receveurs généraux de département* (1). (III, Bull. XXVII, n° 176.)

Art. 1^{er}. Les intérêts des cautionnements établis par la loi du 6 frimaire an 8, seront ordonnancés, à la fin de chaque année, par le ministre des finances, en vertu d'une décision spéciale des consuls prise dans la forme décadaire.

2. Les ordonnances expédiées par le ministre des finances seront acquittées par la trésorerie, en rescriptions sur la caisse d'amortissement, qui en effectuera le paiement sur les fonds à ce destinés par la loi du 6 frimaire.

N° 400. = 27 floréal an 8 (17 mai 1800). = **ARRÊTÉ** *relatif à la répartition et au mode de paiement des dépenses judiciaires à la charge des départemens pour l'an 8.* (III, Bull. XXVII, n° 177.)

N° 401. = 27 floréal an 8 (17 mai 1800). = **ARRÊTÉ** *relatif au timbre dont seront frappés les bons du premier semestre de l'an 8.* (III, Bull. XXVII, n° 178.)

N° 402. = 1^{er} prairial an 8 (21 mai 1800). = **ARRÊTÉ** *relatif au paiement de la solde arriérée de l'an 8.* (III, Bull. XXVII, n° 179.)

N° 403. = 3 prairial an 8 (23 mai 1800). = **ARRÊTÉ** *qui casse celui par lequel l'administration centrale de Maine-et-Loire avait autorisé un abattis de bois pour chauffage de corps-de-garde.* (III, Bull. XXVII, n° 180.)

N° 404. = 4 prairial an 8 (24 mai 1800). = **RÈGLEMENT** *sur le service du tribunal de cassation* (2). (III, Bull. XLV, n° 325.)

Le tribunal de cassation, réuni dans la chambre du conseil sous la présidence du citoyen *Tronchet*, après avoir entendu, dans la séance d'hier et dans celle de ce jour, le rapporteur de la commission nommée en exécution de son arrêté du 2 de ce mois, a adopté le projet de règlement suivant, et ordonné qu'une expédition en serait envoyée au ministre de la justice.

Art. 1^{er}. Toutes les affaires seront enregistrées au greffe, par ordre de dates et de numéros, du jour qu'elles seront présentées.

(1) Voyez, sur le taux et le mode de paiement de ces intérêts, l'arrêté du 9 frimaire an 9 (30 novembre 1800); la loi du 20 floréal an 10 (10 mai 1802); l'art. 21 de la loi de finances du 15—25 septembre 1807; et l'art. 94 de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816.

(2) Voyez le décret du 27 novembre—1^{er} décembre 1790, et les notes qui contiennent le résumé de la législation sur l'organisation de la cour de cassation; voyez surtout l'ordonnance du 15—19 janvier 1826.

2. Les affaires attribuées à chacune des sections, à mesure qu'elles seront en état, seront portées sur deux rôles de distribution, et numérotées suivant l'ordre des dates de la mise en état.

3. L'un de ces rôles comprendra les affaires urgentes; savoir : les réquisitions du commissaire du gouvernement ou de ses substituts; les affaires criminelles où il s'agit de condamnation à la peine de mort; celles, tant au civil qu'au criminel, où la nation est intéressée; et généralement toutes celles pour lesquelles la préférence d'expédition est établie par la loi. — L'autre comprendra, dans le même ordre, toutes les autres affaires.

4. Les affaires en état seront distribuées, par la voie du sort, entre tous les membres présens de chaque section : le président fera cette distribution tous les quinze jours pour les affaires urgentes, et tous les mois pour les autres.

5. Les rapporteurs feront l'examen des affaires urgentes d'abord, et des autres ensuite : ils les rétabliront au greffe avec leurs notes ou extraits; savoir : les premières dans les quinze jours, et les autres dans le mois, au plus tard, du jour de la distribution.

6. Sera présenté par le greffier, le premier jour d'audience de chaque mois, à la chambre du conseil de la section, le relevé des affaires distribuées qui n'auraient pas été rétablies à temps par les rapporteurs : ceux-ci s'expliqueront sur les motifs du retard. La section accordera un délai tel qu'elle le jugera convenable : ce délai expiré sans que l'affaire ait été rétablie, il sera, sur-le-champ, procédé par le président à une autre distribution de l'affaire, toujours par la voie du sort.

7. Au jour où les affaires seront remises au greffe avec les notes ou extraits des rapporteurs, elles seront portées par ordre de numéros sur deux rôles d'audience; le premier pour les affaires urgentes, le deuxième pour les autres.

8. Ces deux rôles seront signés du greffier, arrêtés par le président, et affichés dans les salles d'audience et au greffe, l'un tous les premiers et quinzièmes, l'autre tous les premiers de chaque mois.

9. Si une affaire en état d'être jugée par défaut devient contradictoire par la production du défendeur, elle sera retirée du rôle, et n'y sera rétablie qu'au jour où elle sera remise en état.

10. Au jour même où les rapporteurs remettront au greffe les affaires avec leurs notes et extraits, le greffier les transmettra de suite au commis du parquet, des mains duquel elles seront prises en communication par le commissaire ou l'un des substituts de service de la section.

11. Le commissaire ou le substitut fera l'examen des affaires, et préparera ses conclusions dans le délai le plus bref qu'il lui sera possible, et suivant l'ordre des affaires urgentes d'abord, et des autres ensuite.

12. Le commissaire ou le substitut fera en sorte que les affaires soient remises par lui au greffe deux jours au moins avant celui où elles doivent venir à l'audience : les dossiers seront remis sur-le-champ aux rapporteurs.

13. Les affaires seront jugées suivant le tour du rôle : il sera néanmoins au pouvoir du président, sur la réquisition du commissaire ou substitut, d'accorder, sur le rôle des affaires urgentes, la préférence à celles qui le sont le plus. — Les réquisitoires du commissaire ou substitut qui ne peuvent souffrir de délai peuvent être proposés à chaque audience, et jugés sans qu'il soit besoin qu'ils aient été inscrits sur les rôles.

14. Chaque affaire inscrite sur les rôles pourra être continuée une fois à jour fixe par les juges : il ne sera accordé aucun nouveau délai; et l'ordre, soit du rôle, soit de la remise, sera invariablement suivi pour le rapport et le jugement.

15. Les parties ou leurs défenseurs seront entendus, s'ils le requièrent, après le rapport.—Le président est chargé de les avertir, s'il y a lieu, qu'ils doivent se borner à proposer des observations.

16. Les parties ni leurs défenseurs ne peuvent avoir la parole après le commissaire ou le substitut, si ce n'est lorsque ceux-ci sont chargés de la défense des intérêts propres de la nation.

17. Les rapporteurs remettront au greffe, le cinq de chaque décade au plus tard, la rédaction des motifs et du dispositif des jugemens rendus à leur rapport dans la décade précédente. Ces motifs et ce dispositif seront écrits de leur main dans la minute des jugemens.

18. Le plumeitif de chaque section est visé et arrêté tous les dix jours par le président.

19. Les rapports se font à un bureau particulier destiné à cet usage : dans les affaires dont le président est le rapporteur, il passe à ce bureau ; et la place est occupée par le doyen d'âge, lequel préside jusqu'après le jugement.

20. Les audiences de la section civile de cassation, et celles de la section des mémoires, tiennent les premier, deuxième, troisième et quatrième jours de chaque décade.

21. Les audiences de la section criminelle tiennent les sixième, septième, huitième et neuvième jours.

22. Les sections pourront indiquer des audiences extraordinaires, lorsqu'elles le jugeront nécessaire, eu égard au nombre, à la nature et à l'urgence des affaires.

23. Le quintidi de chaque décade est destiné aux assemblées ou audiences du tribunal entier, pour l'expédition des affaires qui l'intéressent ou qui lui sont attribuées, et subsidiairement aux audiences particulières de chaque section, pour vider les partages, ou aux audiences extraordinaires.

24. Les audiences ordinaires des sections s'ouvrent à onze heures précises du matin, et tiennent jusqu'à trois heures.

25. Sera soumis à la pointe tout juge qui ne sera rendu, aux jours d'audience de chaque section, qu'après onze heures sonnées.

26. A chaque jour d'audience, le greffier tiendra note des juges absens ou soumis à la pointe aux termes du précédent article. Le registre de pointe sera arrêté par le président, à l'heure fixée pour l'ouverture de l'audience.

27. La moitié du traitement des juges inscrits sur le registre de pointe, soit qu'ils aient ou non un congé, leur sera retranchée pour chaque jour d'absence ou de retard, et distribuée aux autres juges présens à l'audience dès l'heure marquée.

28. N'éprouveront aucun retranchement les absens pour cause de maladie qu'ils auront déclarée ou fait déclarer à la section ; mais ils ne participeront à aucun accroissement provenant de la moitié du traitement des absens.

29. Il ne sera, pour toute autre cause que celle de maladie, accordé aucun congé par les sections ou le tribunal, qu'après s'être assuré que l'absence de celui qui le demande ne fera pas manquer le service.

30. Lorsque des assemblées générales auront été convoquées par une circulaire du président, ceux qui ne seront pas rendus à l'heure indiquée seront soumis à la pointe.

31. Les règles ci-dessus établies seront observées à l'égard du commissaire et des substituts, lorsqu'ils manqueront aux assemblées générales convoquées selon l'article précédent, et pareillement lorsque l'un d'eux ne se présenterait pas au jour et à l'heure pour le service de chaque audience : la pointe, dans ce dernier cas, portera sur celui qui serait en tour de service.

32. Les substitués seront répartis également dans les trois sections. Ils feront auprès de chacune d'elles, successivement, le service pendant six mois de suite, de manière cependant que le passage d'une section à une autre n'ait pas lieu en même temps pour les deux substitués.

33. Nul membre du tribunal ne peut paraître à l'audience sans être revêtu du costume prescrit pour ses fonctions.

34. Dans les discussions et délibérations, nul ne prendra la parole sans l'avoir obtenue du président : les opinions seront recueillies suivant l'ordre dans lequel chacun se trouvera placé.

35. Les noms du président du tribunal et des deux présidents de section ne seront compris dans le tirage annuel au sort, pour les mutations des sections, qu'à l'expiration de la troisième année de leur présidence.

36. Aux assemblées générales du tribunal, ainsi qu'aux audiences des sections réunies, si le président du tribunal est absent, la présidence appartiendra au plus âgé des deux présidents de section, ou, à leur défaut seulement, au doyen d'âge du tribunal.

37. La direction de la bibliothèque sera confiée, sous la surveillance du président du tribunal, à l'un des membres qui sera choisi à cet effet. — Le commis du parquet sera employé, sous les ordres du directeur, au service de la bibliothèque ; et il lui sera accordé, pour ce service, un supplément de traitement, qui sera pris sur les dépenses du tribunal.

38. Jusqu'à ce qu'il ait été fait un règlement pour la police et discipline des greffiers, avoués et huissiers, les plaintes qui pourraient s'élever contre eux seront présentées au président du tribunal et au commissaire du gouvernement, lesquels les régleront de concert, selon leur justice et leur prudence. — Les consuls de la république, vu le projet de règlement ci-dessus, présenté le 12 du présent mois par le tribunal de cassation, — Ensemble le rapport du ministre de la justice, — Le conseil d'état entendu, — Approuvent ledit règlement, pour être exécuté suivant sa forme et teneur ; — Ordonnent qu'il sera imprimé et affiché dans les lieux des séances du tribunal, et inséré au Bulletin des lois.

N° 405. = 5 prairial an 8 (25 mai 1800). = **ARRÊTÉ** *relatif aux frais des conseils généraux d'arrondissemens communaux pour leur réunion de l'an 8.* (III, Bull. XLV, n° 326.)

N° 406. = 7 prairial an 8 (27 mai 1800). = **ARRÊTÉ** *relatif aux appartemens qui devront être affectés au service des tribunaux militaires.* (III, Bull. XXVII, n° 181.)

Art. 1^{er}. Il sera affecté à chaque tribunal militaire, dans les quartiers, casernes ou pavillons militaires, ou dans les édifices destinés au logement des commandans d'armes, un appartement composé de deux pièces : — Une pour les séances du tribunal, et une pour son secrétariat et ses archives réunis. — Nul individu attaché à un tribunal militaire ne pourra loger dans l'une ou l'autre desdites pièces, ni obtenir ailleurs de logement en sadite qualité.

2. Dans les villes où il n'y aura point de quartier, de casernes ou de pavillons militaires, et où il sera impossible de placer les conseils de guerre et de révision dans l'édifice destiné au logement du commandant d'armes, il sera, par les soins du commissaire ordonnateur des guerres, loué, pour

chaque tribunal militaire, un appartement conforme à ce qui est prescrit par l'article 1^{er}.

3. Les tribunaux militaires conserveront les appartemens qu'ils occupent actuellement, si lesdits appartemens n'ont que l'étendue fixée par l'article ci-dessus, et s'ils ne font pas partie d'une maison nationale susceptible d'être louée ou vendue. Dans tout autre cas, lesdits appartemens seront, de suite, ou réduits à l'étendue ci-dessus prescrite, ou remis à la disposition du ministre des finances.

4. Les commissaires des guerres et les officiers du corps du génie employés en chef dans les divisions militaires, seront responsables de la prompte et stricte exécution du présent arrêté.

N° 407. = 8 prairial an-8 (28 mai 1800). = *ARRÊTÉ relatif au placement et à l'organisation des archives nationales* (1). (III, Bull. XLV, n° 327.)

Art. 1^{er}. Les archives nationales, ainsi que les deux sections qui en dépendent, connues sous le nom d'archives judiciaires et d'archives domaniales, seront établies dans les lieux qui seront désignés par les consuls.

2. Les archives nationales resteront, quant à présent, dans la partie des bâtimens du palais du corps législatif qu'elles occupent; la section judiciaire restera au palais de justice; la section domaniale sera transportée du palais national des sciences et des arts, dans le local qui sera incessamment désigné.

3. Toutes les pièces, actes et autres objets déposés aux archives jusqu'au 4 nivose dernier, y demeureront sans qu'il en soit rien distrait. L'archiviste y fera apporter, sans délai, les actes des deux conseils et des commissions législatives qui n'y ont pas encore été déposés.

4. Il sera proposé au corps législatif une loi pour déterminer la nature, la forme et les époques des dépôts qui doivent être faits aux archives nationales par divers corps constitués de la république. — Les actes ou pièces qui ont été déposés aux archives depuis le 4 nivose dernier, y seront conservés, ainsi que les dépôts qui pourront y être faits ultérieurement en vertu des réglemens ou arrêtés du sénat conservateur, du corps législatif ou du tribunal.

5. Les travaux ordonnés et commencés aux archives pour la rédaction et impression des tables analytiques, des procès-verbaux des assemblées nationales et autres objets, seront continués.

6. Il sera rendu compte aux consuls, dans le délai d'un mois, de l'état des travaux faits par le bureau du triage des titres, de ceux qui pourraient rester à faire d'après les titres qui sont encore dans ce dépôt.

7. La bibliothèque établie auprès du corps législatif demeurera provisoirement sous la direction de l'archiviste dans le local où elle est actuellement placée. — Le salon de lecture ou conférence passera à la disposition du corps législatif, et la dépense sera prise sur les fonds qui lui sont assignés. — La bibliothèque sera ouverte aux membres du sénat conservateur, du tribunal, du corps législatif, et du conseil d'état.

8. L'archiviste sera nommé et révocable par le premier consul; il sera sous son autorité immédiate. Il lui proposera les mesures nécessaires pour la sûreté du dépôt des archives.

9. Le traitement de l'archiviste est, à compter du 1^{er} nivose dernier, de la

(1) Voyez, sur l'organisation des archives nationales, le décret du 7 (4 ct)—12 septembre 1790, et les notes.

somme de dix mille francs. Il sera tenu d'habiter au lieu où les archives nationales sont ou seront établies ; il ne pourra s'absenter sans la permission du gouvernement.

10. L'archiviste nommera les employés de ses bureaux, les gardiens et employés des dépôts sous ses ordres. Il en présentera chaque année l'état, avec la fixation de leur traitement, à l'approbation du premier consul. Il présentera en même temps l'état des dépenses nécessaires aux archives et à la bibliothèque.

11. Chaque année, d'après ces états, il sera demandé au corps législatif un fonds pour les archives nationales. L'archiviste, après avoir arrêté l'état de dépenses de chaque mois, l'adressera au ministre de l'intérieur, qui l'ordonnera. — Les fonds pour les neuf derniers mois de l'an 8 et pour les premiers mois de l'an 9, seront tels qu'ils ont été réglés par les lois des 3 nivose et 25 ventose derniers.

12. L'archiviste rendra compte, chaque année, des fonds mis à sa disposition, en la manière qui a été ou qui sera réglée par les divers administrateurs des dépenses publiques.

N° 408. = 13 prairial an 8 (2 juin 1800). = *AVIS du conseil d'état sur l'application de la loi du 10 vendémiaire an 4, relative à la police des communes* (1). (III, Bull. XLV, n° 328.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi des consuls et sur le rapport de la section de législation, a discuté un rapport du ministre de la justice relatif à un référé du tribunal civil du département du Rhône, — Est d'avis que la loi du 10 vendémiaire an 4, s'appliquant aux communes considérées dans leur totalité, et non aux arrondissemens dans lesquels elles sont divisées, le tribunal civil du département du Rhône a élevé un doute mal fondé sur une distinction que la loi n'admet pas, et qu'il a mal à propos suspendu le jugement du procès dont il était saisi. — Il est également d'avis que la même loi est applicable à toutes les communes, sans distinction des grandes et des petites, attendu que la loi n'établit pas cette distinction, et que les motifs qui l'ont fait rendre ne s'appliquent pas moins aux grandes qu'aux petites communes. — Le conseil pense donc qu'il n'y avait pas lieu à un référé de la part du tribunal civil du département du Rhône, et que le gouvernement doit donner les ordres nécessaires pour la continuation du procès dont il s'agit.

N° 409. = 16 prairial an 8 (5 juin 1800). = *ARRÊTÉ qui prescrit un nouveau mode pour l'exécution de celui du 12 prairial an 4* (2), *relatif à la notification de l'époque à laquelle les lois deviennent obligatoires dans chaque département*. (III, Bull. XXVIII, n° 188.)

Les tableaux des Bulletins des lois seront envoyés par les préfets aux sous-préfets des autres arrondissemens, et par ceux-ci aux maires de l'arrondissement dans lequel ils résident.

N° 410. = 18 prairial an 8 (7 juin 1800). = *ARRÊTÉ relatif au recouvrement des cautionnemens à fournir par les greffiers, avoués et huissiers* (3). (III, Bull. XXVIII, n° 189.)

Art. 1^{er}. Les dispositions des arrêtés des 18 ventose et 24 germinal der-

(1) Voyez la loi du 10 vendémiaire an 4 (2 octobre 1795), et les notes étendues qui l'accompagnent.

(2) Voyez cet arrêté, et la note.

(3) Voyez, sur le même objet, l'avis du cons. d'état du 28 prairial an 8 (17 juin 1800), 3^e ques-

niers, sont déclarées communes au recouvrement des cautionnements à fournir par les greffiers, avoués et huissiers, conformément à la loi du 27 ventose.

2. En conséquence, le commissaire du gouvernement près chaque tribunal fera connaître sans retard, au préposé de la régie du domaine national dans l'arrondissement du tribunal, la nomination desdits greffiers, avoués et huissiers.

3. Dans la décade qui suivra le mois de leur nomination, lesdits greffiers, avoués et huissiers seront tenus de justifier audit commissaire, du versement de leur cautionnement, tant pour le premier quart payable en numéraire, que pour les obligations à fournir quant aux trois autres quarts.

4. Faute par eux de se conformer aux dispositions de l'article 3 ci-dessus, le commissaire du gouvernement requerra l'exécution de l'article 8 de la loi du 7 ventose dernier.

N° 411. = 24 prairial an 8 (13 juin 1800). = *ARRÊTÉ qui détermine un mode pour accélérer la fixation définitive des soldes de retraite, et ordonne des paiemens provisoires à titre de subsistance.* (III, Bull. **XXIX**, n° 191.)

N° 412. = 27 prairial an 8 (16 juin 1800). = *ARRÊTÉ portant règlement sur les franchises et contre-seings* (1). (III, Bull. **XXX**, n° 195.)

N° 413. = 27 prairial an 8 (16 juin 1800). = *ARRÊTÉ relatif aux congés et feuilles de route à délivrer aux militaires invalides.* (III, Bull. **XXX**, n° 196.)

N° 414. = 27 prairial an 8 (16 juin 1800). = *ARRÊTÉ relatif au traitement des officiers réformés pour cause d'infirmités, et jugés en état de reprendre du service.* (III, Bull. **XXX**, n° 197.)

N° 415. = 27 prairial an 8 (16 juin 1800). = *ARRÊTÉ relatif à l'emploi des capitaux de rentes dont le rachat et l'aliénation ont été autorisés par la loi du 21 nivose an 8* (2). (III, Bull. **XXXI**, n° 200.)

Art. 1^{er}. Les capitaux de rentes dont le rachat et l'aliénation ont été autorisés par la loi du 21 nivose an 8, pourront être donnés en paiement des ordonnances des ministres.

2. Lesdites ordonnances seront acquittées par la trésorerie en rescriptions au nom et au profit de la partie prenante: elles ne pourront excéder quarante-cinq millions, suivant l'état de la régie annexé au présent; elles seront tirées sur le directeur de chaque département, dans la proportion établie dans cet état.

tion; l'arrêté du 9 frimaire an 9 (30 novembre 1800); celui du 27 prairial an 10 (16 juin 1802); la loi de finances du 2 ventose an 13 (21 février 1805), art. 13 à 26; le décret du 10 février 1806; la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, art. 88, 95 et 96; l'ordonnance du 1^{er}—8 mai suivant, rendue pour l'exécution de cette loi, art. 3 et suiv.; celles des 9—14 octobre même année, 19—25 février 1817, 12—17 janvier 1820, et 28 juillet—14 août suivant.

(1) Voyez le décret du 6—8 juin 1792, relatif au contre-seing et à la franchise des lettres, et les notes qui résument la législation.

L'ordonnance du 14 décembre 1825—1^{er} janvier 1826, qui a fixé d'une manière générale et définitive l'exercice de ce droit, rend le présent arrêté sans intérêt.

(2) Voyez la loi du 21 nivose an 8 (11 janvier 1800), et les notes.

3. Ce directeur tiendra registre des rescriptions au fur et à mesure de leur présentation.

4. Il fera , au profit de chaque partie , et successivement dans l'ordre de l'enregistrement des rescriptions , les transferts en capitaux de rentes , du montant de chaque rescription.

5. Ce transfert sera inscrit au bas d'un état nominatif des débiteurs des rentes employées au paiement de chaque rescription , avec indication de leur consistance et de leur nature : il sera visé par le préfet du département. — Le transfert ci-dessus ne sera assujéti qu'au droit fixe d'enregistrement d'un franc.

6. Si le capital des rentes excède le montant de la rescription , l'excédant sera payé au receveur du domaine au taux fixé par la loi.

7. Tous les titres , pièces , extraits de registres et autres renseignemens constatant la propriété et la perception des rentes ainsi transférées , seront remis par les préposés de la régie ou autres dépositaires , à la partie prenante , qui en donnera décharge au pied d'un double du transfert.

8. Les arrérages courront au profit de la partie prenante , à compter de la date du transfert.

(Suit l'état des arrérages et capitaux de rentes nationales susceptibles d'être rachetées ou aliénées , en exécution de la loi du 21 nivose an 8.)

N° 416. = 28 prairial an 8 (17 juin 1800). = *AVIS du conseil d'état sur des questions relatives aux juges des tribunaux de commerce , et aux greffiers de ces tribunaux et des justices de paix.* (III, Bull. XXXI, n° 201.)

Le conseil d'état , qui , d'après le renvoi des consuls , a entendu le rapport de la section de législation sur celui du ministre de la justice présentant les trois questions suivantes : — 1° Si les tribunaux de commerce peuvent se renouveler cette année par moitié , conformément aux lois de leur établissement , ou si les juges actuels doivent rester en exercice , et de quelle manière il sera pourvu , dans ce cas , aux remplacements qui deviendraient nécessaires ; — 2° Si les greffiers des tribunaux de commerce , et ceux des justices de paix , actuellement en exercice , qui n'ont pas trente ans accomplis , peuvent continuer leurs fonctions provisoirement ; — 3° Si les greffiers des tribunaux de commerce sont obligés à fournir le cautionnement dans les délais prescrits par la loi du 27 ventose ; — Estime , sur la première question , que les tribunaux de commerce restent assujétis aux lois de leur établissement , et ne sont point compris dans les articles 41 et 68 de la constitution. — Les juges de commerce ne sont point des juges ordinaires , mais simplement des arbitres , des espèces de jurés choisis librement par leurs pairs pour exercer des fonctions particulières. Leur attribution est purement personnelle ; ils n'ont pas de territoire ni de véritable juridiction : il faut considérer d'ailleurs qu'ils ne sont pas rétribués , et que , sous aucun rapport , ils ne peuvent être à vie. On ne peut donc les assimiler aux juges dont parle la constitution : leur existence est simplement légale , et ils doivent rester sous l'empire des lois qui les ont établis , jusqu'à ce que le législateur ait jugé convenable de modifier ou de supprimer ces lois ; seulement il faut observer que les juges ou arbitres de commerce nommés par les négocians , ne peuvent entrer en fonctions sans être institués par le premier consul. — Cette institution dérive du texte des lois existantes ; elle est dans la nature des choses et de nos principes constitutionnels ; elle doit donc avoir lieu pour autoriser l'exercice des fonctions des arbitres de commerce. — Sur la seconde question , le conseil d'état pense que le gouvernement peut

laisser en place les greffiers des tribunaux de commerce et de paix qui sont actuellement en exercice. C'est la loi seule, et non la constitution, qui exige trente ans pour ces sortes de places; et cette loi porte que les citoyens actuellement en exercice y resteront jusqu'à leur remplacement. Le gouvernement peut profiter de cette disposition pour laisser en possession ceux des greffiers qu'il jugera dignes de sa confiance. — Sur la troisième question, le conseil d'état est d'avis, avec le ministre, que les greffiers des tribunaux de commerce doivent payer leurs cautionnements dans les délais prescrits par la loi, cette obligation leur étant imposée sans restriction ni délais, comme à tous les autres greffiers.

N° 417. = 29 prairial an 8 (18 juin 1800). = *ARRÊTÉ relatif à l'envoi du Bulletin des lois aux maires et aux fonctionnaires publics, au moyen d'un abonnement annuel* (1). (III, Bull. xxx, n° 199.)

Art. 1^{er}. Le Bulletin des lois sera envoyé aux maires de toutes les communes de la république, au moyen d'un abonnement.

2. La première année comprendra la constitution de l'an 8, et les numéros publiés et à publier de la troisième série du Bulletin, jusqu'an 1^{er} vendémiaire an 9. Le prix en sera de quatre francs cinquante centimes; celui des années suivantes sera de six francs: il sera double pour le texte accompagné de la version allemande ou flamandé.

3. Ces abonnemens feront partie des dépenses communales; et le paiement en sera effectué par les percepteurs entre les mains du receveur particulier d'arrondissement, sur le recouvrement des centimes additionnels.

4. Tous les fonctionnaires publics qui ne reçoivent pas officiellement le Bulletin des lois, pourront s'y abonner au même prix, dont le versement sera fait entre les mains du receveur particulier de leur arrondissement.

5. Le produit de ces abonnemens est spécialement affecté aux frais de l'impression et de l'envoi du Bulletin. Le conseiller d'état directeur général du trésor public donnera en conséquence les ordres nécessaires pour qu'il soit versé à la trésorerie nationale, et soit tenu à la disposition du ministre de la justice.

N° 418. = 29 prairial an 8 (18 juin 1800). = *AVIS du conseil d'état sur la peine à infliger pour les délits prévus par la loi du 29 nivose an 6* (2), et non encore jugés. (III, Bull. xxxiv, n° 219.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi des consuls, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du ministre de la justice, présentant la question suivante: — « Les délits prévus par la loi du 29 nivose an 6, non encore jugés, mais commis pendant l'existence de cette loi, doivent-ils, sans aucune distinction si les procédures ont été commencées ou non avant qu'elle se trouvât abrogée, être punis des peines qu'elle prononce, ou de celles portées par le Code pénal; » — Est d'avis que, dans tous les cas, le Code pénal est seul applicable aux délits prévus par la loi du 29 nivose an 6, et non jugés avant l'abrogation de cette loi. — Il est de principe, en matière criminelle, qu'il faut toujours adopter l'opinion la plus favorable à l'humanité comme à l'innocence. Les délits énoncés dans la

(1) Voyez, dans les notes sur l'art. 1^{er} du décret du 14—16 frimaire an 2 (4—6 décembre 1793), le résumé des mesures dont le Bulletin des lois a été l'objet.

(2) Voyez la loi du 29 nivose an 6 (18 janvier 1798), concernant la répression des vols et des attentats sur les grandes routes, et les notes.

loi du 29 nivose, et punis par elle d'une peine extraordinaire, étaient déjà prévus par le Code pénal : l'exécution de ce code n'a été que suspendue dans cette partie par la loi du 29 nivose. Dès que celle-ci a cessé d'exister, elle a fait place à l'application du Code pénal, qui est la loi générale, et le droit commun des Français : c'est d'après ce code que doivent être jugés les individus coupables des délits dont il s'agit. L'article 22 de la loi du 29 nivose n'est applicable qu'au mode de procéder, et non à la peine à infliger. Cette opinion, conforme au principe éternel que nous venons d'énoncer, se trouve consacrée par le dernier article du Code pénal, ouvrage de l'assemblée constituante.

N° 419. = 5 messidor an 8 (24 juin 1800). = *ARRÊTÉ relatif au mode à observer pour le choix des gendarmes et l'avancement dans la gendarmerie des 12^e, 13^e, 14^e, 22^e et 23^e divisions militaires.* (III, Bull. XXXI, n° 202.)

N° 420. = 8 messidor an 8 (27 juin 1800). = *ARRÊTÉ relatif au costume des conseillers de préfecture et des maires et adjoints à la nomination du premier consul* (1). (III, Bull. XXXI, n° 204.)

Art. 1^{er}. Les maires et adjoints qui sont à la nomination du premier consul, auront un costume particulier.

2. Celui des maires sera composé, ainsi qu'il est porté en l'arrêté des consuls du 17 floréal dernier, de l'habit bleu complet, auquel ils ajouteront des boutons d'argent et un triple liséré uni, brodé en argent, au collet, aux poches et aux paremens ; le chapeau à la française, avec une ganse et un bouton d'argent, et une arme : la ceinture sera telle qu'elle a été précédemment réglée.

3. Le costume des adjoints sera le même, excepté qu'ils n'auront que deux rangs de liséré brodé.

4. Le secrétaire de la municipalité n'aura qu'un rang de liséré.

5. Les conseillers de préfecture auront pour costume un habit complet bleu ; le collet et les paremens brodés en soie bleue unie, du même dessin que les préfets, mais de largeur moindre de moitié ; chapeau à la française, avec bouton et ganse noirs ; ceinture rouge, franges blanches.

N° 421. = 8 messidor an 8 (27 juin 1800). = *ARRÊTÉ qui règle le costume des ingénieurs et élèves des ponts et chaussées.* (III, Bull. XXXI, n° 205.)

Art. 1^{er}. Les ingénieurs et élèves des ponts et chaussées porteront un habit uniforme. — Cet habit sera de drap bleu national, doublé de même, croisé sur la poitrine et dégagé sur les cuisses ; le derrière de l'habit sera aussi croisé ; — Huit gros boutons placés sur chaque revers ; poches en travers et à trois pointes ; trois gros boutons sur chaque poche ; — Un gros bouton à la naissance des plis, et deux dans leur longueur ; — Collet renversé, de drap cramoisi, monté sur un collet droit de huit centimètres de hauteur ; — La manche de l'habit coupée en dessous, avec paremens et pattes de drap cramoisi, garnis de trois petits boutons ; — Gilet croisé, chamois ou blanc, garni de douze petits boutons de chaque côté ; — Culotte ou pantalon bleu ; — Bouton surdoré, avec un fond uni ; autour du bouton, les mots, *ingénieurs des ponts et chaussées*, suivant la figure ci-jointe ; — Chapeau uni, à la fran-

(1) Voyez l'arrêté du 17 floréal an 8 (7 mai 1800), et la note.

çaise, avec ganse en or, pareille à la baguette de la broderie; la ganse arrêtée par un petit bouton;—La cocarde nationale et une arme.

2. Les grades seront distingués par une broderie en or, formée d'une branche d'olivier enroulée d'un ruban et portée par une baguette de fleurons, ayant ensemble une largeur de trente-cinq millimètres, suivant le modèle ci-joint. — *Inspecteurs généraux*. Ils auront la broderie sur le collet, et la baguette à fleurons autour de l'habit. — *Ingénieurs en chef*. Ils auront sur le collet, les paremens et les poches, la baguette à fleurons. — *Ingénieurs ordinaires*. Ils auront sur le collet et les paremens, la baguette à fleurons.—*Elèves des ponts et chaussées*. Ils auront une simple baguette sur le collet.

N° 422. = 8 messidor an 8 (27 juin 1800). = ARRÊTÉ relatif au traitement des greffiers des tribunaux (1). (III, Bull. XXXII, n° 210.)

Art. 1^{er}. En exécution de l'article 92 de la loi du 27 ventose sur la nouvelle organisation judiciaire, et jusqu'à ce qu'il ait été fourni les renseignemens propres à déterminer une fixation définitive, le traitement des greffiers, commis-greffiers et commis expéditionnaires des tribunaux d'appel, criminels, de première instance et de commerce, est provisoirement réglé, par an, et pour chaque département, aux sommes portées dans le tableau annexé au présent règlement.

2. Le paiement en sera fait sur les mêmes fonds et suivant les formes indiquées aux articles 4, 5 et 6 de l'arrêté du 27 floréal dernier concernant les autres dépenses judiciaires.

3. Les greffiers jouiront, en outre, des remises et autres droits qui leur sont attribués, savoir, par la loi du 21 ventose an 7, pour les affaires d'appel, de commerce, et de première instance en matière civile; et par celle du 30 nivose an 5, pour les procédures criminelles et de police correctionnelle.

4. Ils tiendront un état détaillé par jour et par article, tant du produit de ces émolumens, que des diverses dépenses du greffe; et ils en feront un relevé, ainsi que du registre établi par l'article 13 de la loi du 21 ventose an 7. Le tribunal, après avoir examiné ces pièces en présence du commissaire du gouvernement, donnera son avis sur leur contenu, et transmettra le tout au préfet, pour être vérifié, soit par lui, soit par les sous-préfets, et envoyé chaque mois au ministre de la justice avec des observations qui mettent à portée de procéder au règlement définitif.

(1) Voyez la loi du 27 ventose an 8 (18 mars 1800), sur l'organisation des tribunaux, art. 92, et la note.

Voyez aussi le décret du 30 janvier 1811, art. 6 et suiv., 12 et suiv.

Tableau général des traitemens provisoires des greffiers et commis-greffiers des tribunaux de première instance, d'appel et criminels, ainsi que des greffiers des tribunaux de commerce, pour l'an 8.

DÉPARTEMENS.	TRAITEMENS des greffiers et commis greffiers des tribunaux			Contingent de chaque département dans les dépenses du greffe du trib. d'appel auquel il ressortit.	TOTAUX.
	de première instance.	criminels.	de commerce.		
1. Ain.....	6,800	3,000	»	1,514	11,314
2. Aisne.....	9,200	3,000	2,400	1,920	16,520
3. Allier.....	7,200	3,000	800	907	11,907
4. Alpes (Basses-)....	8,000	3,000	»	537	11,537
5. Alpes (Hautes-)....	5,200	3,000	»	492	8,692
6. Alpes-Maritimes...	5,600	3,600	»	352	9,552
7. Ardèche.....	5,200	3,000	1,600	984	10,784
8. Ardennes.....	8,800	3,000	800	1,713	14,313
9. Ariège.....	4,800	3,000	»	594	8,394
10. Aube.....	8,800	3,600	800	697	13,897
11. Aude.....	7,600	3,000	3,200	1,160	14,960
12. Aveyron.....	9,200	3,000	800	1,332	14,332
13. Bouches-du-Rhône..	12,200	3,600	5,200	1,555	22,555
14. Calvados.....	13,900	4,500	6,400	2,451	27,251
15. Cantal.....	7,200	3,000	2,400	893	13,493
16. Charente.....	8,400	3,000	1,600	2,185	15,185
17. Charente-Inférieure.	12,400	3,000	5,600	1,719	22,719
18. Cher.....	6,000	3,600	800	1,109	11,509
19. Corrèze.....	5,600	3,000	800	1,286	10,686
20. Côte-d'Or.....	7,600	3,600	4,000	1,318	16,518
21. Côtes-du-Nord....	9,200	3,000	1,600	1,473	15,273
22. Creuse.....	6,400	3,000	»	1,005	10,405
23. Dordogne.....	9,200	3,000	2,400	2,426	17,026
24. Doubs.....	7,200	3,600	800	1,085	12,685
25. Drôme.....	7,200	3,000	800	1,218	12,218
26. Dyle.....	9,100	5,400	1,700	1,679	17,879
27. Escaut.....	9,900	5,400	900	2,644	18,844
28. Eure.....	9,200	3,000	1,600	2,725	16,525
29. Eure-et-Loir.....	7,600	3,000	1,600	1,137	13,337
30. Finistère.....	9,600	3,000	2,400	1,342	16,342
31. Forêts.....	6,800	3,000	800	895	11,495
32. Gard.....	9,500	4,500	1,600	1,928	17,528
33. Garonne (Haute-)..	11,500	5,400	900	2,997	20,797
34. Gers.....	9,200	3,000	800	1,102	14,102
35. Gironde.....	16,200	6,300	2,800	3,789	29,089
36. Golo.....	5,200	3,000	800	1,903	10,903
37. Hérault.....	9,500	4,500	4,800	1,608	20,408
38. Ille-et-Vilaine....	13,100	4,500	1,600	1,745	20,945
39. Indre.....	7,200	3,000	1,600	1,070	12,870
40. Indre-et-Loire....	6,000	3,600	800	1,410	11,810
41. Isère.....	7,600	3,600	800	2,280	14,280
42. Jemmape.....	6,400	3,600	1,600	1,321	12,921
43. Jura.....	7,600	3,000	»	1,227	11,827
44. Landes.....	4,800	3,000	»	1,026	8,826
45. Léman.....	5,600	3,600	800	639	10,639
46. Liamone.....	4,800	3,000	1,600	1,097	10,497
47. Loir-et-Cher.....	6,000	3,000	1,600	7230	11,830
A REPORTER...	381,300	163,500	73,900	68,724	687,424

DÉPARTEMENTS.	TRAITEMENS des greffiers et commis-greffiers des tribunaux			Contingent de chaque département dans les dépenses du greffe du trib. d'appel auquel il ressortit.	TOTAUX.
	de première instance.	criminels.	de commerce.		
REPORT.....	381,300	163,500	73,900	68,724	687,424
48. Loire.....	6,000	3,000	800	2,675	12,475
49. Loire (Haute-)....	5,600	3,000	1,600	627	10,827
50. Loire-Inférieure..	11,100	5,400	900	1,606	19,006
51. Loiret.....	9,100	4,500	1,600	1,860	17,060
52. Lot.....	8,000	3,000	2,400	1,349	14,749
53. Lot-et-Garonne....	6,800	3,000	800	1,549	12,149
54. Lozère.....	4,800	3,000	"	624	8,424
55. Lys.....	10,300	4,500	800	2,320	17,920
56. Maine-et-Loire....	10,700	4,500	1,600	2,223	19,023
57. Manche.....	8,800	3,000	2,400	2,093	16,293
58. Marne.....	11,100	4,500	1,600	1,105	18,305
59. Marne (Haute-)....	5,600	3,000	1,600	817	11,017
60. Mayenne.....	5,600	3,000	800	1,670	11,070
61. Meurthe.....	11,100	4,500	800	1,745	18,145
62. Meuse.....	7,200	3,000	1,600	1,593	13,393
63. Meuse-Inférieure..	6,000	3,600	"	1,542	11,142
64. Mont-Blanc.....	6,800	3,000	"	810	10,610
65. Morbihan.....	8,000	3,000	1,600	1,334	13,934
66. Moselle.....	9,100	4,500	800	1,892	16,292
67. Nèthes (Deux-)...	9,100	5,400	900	1,036	16,436
68. Nièvre.....	6,800	3,000	800	1,421	12,021
69. Nord.....	15,100	3,600	3,300	2,837	24,837
70. Oise.....	7,200	3,000	1,600	1,930	13,730
71. Orne.....	7,200	3,000	2,400	1,456	14,056
72. Ourthe.....	8,300	5,400	900	2,327	16,927
73. Pas-de-Calais....	12,000	3,600	3,200	1,963	20,763
74. Puy-dé-Dôme....	10,000	3,000	4,800	1,568	19,368
75. Pyrénées (Basses-)	8,800	3,000	1,600	1,204	14,604
76. Pyrénées (Hautes-)	5,200	3,000	800	770	9,770
77. Pyrénées-Orientales.	5,200	3,000	800	400	9,400
78. Rhin (Bas-).....	8,700	4,500	800	1,634	15,634
79. Rhin (Haut-).....	8,400	3,000	1,600	1,366	14,366
80. Rhône.....	9,400	6,300	2,000	3,572	21,272
81. Sambre-et-Meuse...	7,200	3,600	800	1,531	13,131
82. Saône (Haute-)....	5,200	3,000	800	1,288	10,288
83. Saône-et-Loire....	9,200	3,000	4,800	1,465	18,465
84. Sarthe.....	7,600	3,600	800	2,107	14,107
85. Seine.....	25,200	7,500	1,800	5,079	39,579
86. Seine-Inférieure...	13,100	5,400	5,700	4,475	28,675
87. Seine-et-Marne....	9,600	3,000	2,400	1,514	16,514
88. Seine-et-Oise.....	11,100	4,500	1,600	2,104	19,304
89. Sèvres (Deux-)....	6,800	3,000	800	1,141	11,741
90. Somme.....	11,100	4,500	3,200	2,150	20,950
91. Tarn.....	7,600	3,000	1,600	1,809	14,009
92. Var.....	8,400	3,600	4,000	1,156	17,156
93. Vaucluse.....	8,400	3,000	1,600	964	13,964
94. Vendée.....	5,200	3,000	800	1,135	10,135
95. Vienne.....	9,200	3,600	1,600	805	15,205
96. Vienne (Haute-)...	7,600	3,600	800	1,309	13,309
97. Vosges.....	9,200	3,000	800	1,162	14,162
98. Yonne.....	8,800	3,000	3,200	864	15,864
TOTAUX.....	824,900	352,200	158,200	153,700	1,489,000

N° 423. = 9 messidor an 8 (28 juin 1800). = *ARRÊTÉ relatif aux conseils municipaux des communes dont la population est de cent mille habitans et au dessus* (1). (III, Bull. **XXXI**, n° 207.)

Art. 1^{er}. L'institution d'un conseil municipal, établie par l'article 15 de la loi du 28 pluviôse an 8, devant s'étendre, suivant la loi même, aux villes dont la population est de cent mille habitans et au dessus; dans ces villes, les conseils municipaux seront nommés par le préfet de département, conformément au paragraphe 2 de l'article 15 et au paragraphe 1^{er} de l'article 20 de la loi du 28 pluviôse an 8. Ils seront composés de trente membres, y compris les maires et adjoints.

2. Ils seront présidés par le plus âgé des maires.

3. Un des membres du conseil, désigné par le président, fera les fonctions de secrétaire.

N° 424. = 9 messidor an 8 (28 juin 1800). = *ARRÊTÉ qui fixe à Mézières le chef-lieu de préfecture du département des Ardennes*. (III, Bull. **XXXI**, n° 208.)

N° 425. = 12 messidor an 8 (1^{er} juillet 1800). = *ARRÊTÉ qui détermine les fonctions du préfet de police de Paris* (2). (III, Bull. **XXXIII**, n° 214.)

Les consuls de la république, sur le rapport du ministre de la police, le conseil d'état entendu, — Arrêtent :

SECTION I^{re}. — *Dispositions générales.*

Art. 1^{er}. Le préfet de police exercera ses fonctions, ainsi qu'elles sont déterminées ci-après, sous l'autorité immédiate des ministres; il correspondra directement avec eux pour les objets qui dépendent de leurs départemens respectifs.

2. Le préfet de police pourra publier de nouveau les lois et réglemens de police, et rendra les ordonnances tendant à en assurer l'exécution.

SECTION II. — *Police générale.*

Passeports.

3. Il délivrera les passeports pour voyager de Paris dans l'intérieur de la république. — Il visera les passeports des voyageurs. — Les militaires ou marins qui auront obtenu des congés limités ou absolus, et qui voudront résider ou séjourner à Paris, seront tenus, indépendamment des formalités

(1) Voyez, sur l'organisation des conseils municipaux, la loi générale du 21—23 mars 1831, et les notes.

(2) La préfecture de police de Paris a été établie par l'art. 16 de la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800); elle a hérité des attributions qui appartenaient aux anciens lieutenans-généraux de police, et le présent arrêté qui énumère ces attributions est resté en pleine vigueur.

Voyez l'arrêté du 17 ventôse an 8 (8 mars 1800), art. 12, qui détermine le traitement du préfet de police de Paris; celui du 3 brumaire an 9 (25 octobre 1800), portant que l'autorité du préfet de police de Paris s'étend dans tout le département de la Seine, et dans les communes de Saint-Cloud, Meudon et Sèvres; celui du 29 germinal an 9 (19 avril 1801), art. 14, 17 et 19, et celui du 27 prairial an 10 (16 juin 1802), art. 2, qui lui attribuent la police de la Bourse de Paris; le Cod. inst. crim. de 1808, art. 10, 612 et 613, qui déterminent ses attributions comme officier de police judiciaire; et l'ordonnance du 8—13 avril 1814, qui maintient le préfet de police de Paris dans toutes ses attributions.

La préfecture de police de Paris avait été réunie au ministère de la police générale par l'ordonnance du 16—21 mai 1814; mais ce ministère ayant été supprimé par ordonnance du 29—31 décembre 1818, art. 2, la préfecture de police a été rétablie.

prescrites par les réglemens militaires, de faire viser leurs permissions ou congés par le préfet de police.

Cartes de sûreté.

4. Il délivrera les cartes de sûreté et d'hospitalité. — S'il a besoin, à cet effet, de renseignemens, il pourra faire prendre communication par les commissaires de police, ou demander des extraits des registres civiques, des tableaux de population que tiennent les municipalités, et des états d'indigens: les bureaux de bienfaisance lui donneront copie de leurs états de distribution.

Permission de séjourner à Paris.

5. Il accordera les permissions de séjour aux voyageurs qui veulent résider à Paris plus de trois jours.

Mendicité, vagabondage.

Il fera exécuter les lois sur la mendicité et le vagabondage. — En conséquence, il pourra envoyer les mendiants, vagabonds et gens sans aveu, aux maisons de détention, même à celles qui sont hors de Paris, dans l'enceinte du département de la Seine. — Dans ce dernier cas, les individus détenus par ordre du préfet de police ne pourront être mis en liberté que d'après son autorisation. — Il fera délivrer, s'il y a lieu, aux indigens sans travail qui veulent retourner dans leur domicile, les secours autorisés par la loi du 30 mai—13 juin 1790.

Police des prisons.

6. Le préfet de police aura la police des prisons, maisons d'arrêt, de justice, de force et de correction de la ville de Paris. — Il continuera de l'exercer dans la maison de Bicêtre. — Il aura la nomination des concierges, gardiens et guichetiers de ces maisons. — Il délivrera les permissions de communiquer avec les détenus pour fait de police. — Il fera délivrer aux détenus indigens, à l'expiration du temps de détention porté en leurs jugemens, les secours pour se rendre à leur domicile, suivant l'arrêté du 23 vendémiaire an 5.

Maisons publiques.

7. Il fera exécuter les lois et réglemens de police concernant les hôtels garnis et les logeurs.

8. Il se conformera, pour ce qui regarde la police des maisons de jeu, à ce qui est prescrit par la loi du 19—22 juillet 1791.

9. En conformité de la même loi du 19—22 juillet 1791, il fera surveiller les maisons de débauche, ceux qui y résideront ou s'y trouveront.

Attroupemens.

10. Il prendra les mesures propres à prévenir ou dissiper les attroupemens, les coalitions d'ouvriers pour cesser leur travail ou enchérir le prix des journées, les réunions tumultueuses ou menaçant la tranquillité publique.

Police de la librairie et imprimerie.

11. Il fera exécuter les lois de police sur l'imprimerie et la librairie, en tout ce qui concerne les offenses faites aux mœurs et à l'honnêteté publique.

Police des théâtres.

12. Il aura la police des théâtres en ce qui touche la sûreté des personnes, les précautions à prendre pour prévenir les accidens, et assurer le maintien de la tranquillité et du bon ordre tant au dedans qu'au dehors.

Vente de poudres et salpêtres.

13. Il surveillera la distribution et la vente des poudres et salpêtres.

Emigrés.

14. Il fera exécuter, en ce qui concerne la police, les lois relatives aux émigrés.

15. Il délivrera les certificats de résidence.

16. Il délivrera les actes de notoriété aux citoyens qui ont voyagé ou séjourné en pays étranger, et qui réclament les exceptions portées par l'article 2 de la loi du 25 brumaire an 3.

Cultes.

17. Il recevra les déclarations des ministres des cultes et leur promesse de fidélité à la constitution de l'an 8, ordonnées par la loi, même lorsqu'ils n'auraient pas prêté les sermens prescrits par les lois antérieures. — Il surveillera les lieux où on se réunit pour l'exercice des cultes.

Port d'armes.

18. Il recevra les déclarations et délivrera les permissions pour port d'armes à feu, pour l'entrée et sortie de Paris avec fusils de chasse.

Recherche des déserteurs.

19. Il fera faire la recherche des militaires ou marins déserteurs, et des prisonniers de guerre évadés.

Fêtes républicaines.

20. Il fera observer les lois et arrêtés sur les fêtes républicaines.

SECTION III. — *Police municipale.*

Petite voirie.

21. Le préfet de police sera chargé de tout ce qui a rapport à la petite voirie, sauf le recours au ministre de l'intérieur contre ses décisions. — Il aura, à cet effet, sous ses ordres, un commissaire chargé de surveiller, permettre ou défendre l'ouverture des boutiques, étaux de boucherie et de charcuterie, l'établissement des auvens ou constructions du même genre qui prennent sur la voie publique, l'établissement des échoppes ou étalages mobiles; — D'ordonner la démolition ou réparation des bâtimens menaçant ruine.

Liberté et sûreté de la voie publique.

22. Le préfet de police procurera la liberté et la sûreté de la voie publique, et sera chargé à cet effet, — D'empêcher que personne n'y commette de dégradation; de la faire éclairer; de faire surveiller le balayage auquel les habitans sont tenus devant leurs maisons, et de le faire faire aux frais de la ville dans les places et la circonférence des jardins et édifices publics; de faire sabler, s'il survient du verglas, et de déblayer au dégel, les ponts et lieux glissans des rues; d'empêcher qu'on n'expose rien sur les toits ou fenêtres qui puisse blesser les passans, en tombant. — Il fera observer les réglemens sur l'établissement des conduits pour les eaux de pluie et les gouttières. — Il empêchera qu'on n'y laisse vaguer des furieux, des insensés, des animaux malfaisans ou dangereux; qu'on ne blesse les citoyens par la marche trop rapide des chevaux ou des voitures; qu'on n'obstrue la libre circulation, en arrêtant ou déchargeant des voitures et marchandises devant les maisons, dans les rues étroites ou de toute autre manière. — Le préfet de

police fera effectuer l'enlèvement des boues, matières malsaines, neiges, glaces, décombres, vase sur les bords de la rivière après les crues des eaux. — Il fera faire les arrosemens dans la ville, dans les lieux et dans la saison convenables.

Salubrité de la cité.

23. Il assurera la salubrité de la ville, — En prenant des mesures pour prévenir et arrêter les épidémies, les épizooties, les maladies contagieuses; en faisant observer les réglemens de police sur les inhumations; en faisant enfouir les cadavres d'animaux morts, surveiller les fosses vétérinaires, la construction, entretien et vidange des fosses d'aisance; en faisant arrêter, visiter les animaux suspects de mal contagieux, et mettre à mort ceux qui en seront atteints; en surveillant les échaudoirs, fondoirs, salles de dissection, et la basse geole; en empêchant d'établir dans l'intérieur de Paris, des ateliers, manufactures, laboratoires ou maisons de santé, qui doivent être hors de l'enceinte des villes, selon les lois et réglemens; en empêchant qu'on ne jette ou dépose dans les rues aucune substance malsaine; en faisant saisir ou détruire dans les halles, marchés et boutiques, chez les bouchers, boulangers, marchands de vin, brasseurs, limonadiers, épiciers-droguistes, apothicaires, ou tous autres, les comestibles ou médicamens gâtés, corrompus ou nuisibles.

Incendies, débordemens, accidens sur la rivière.

24. Il sera chargé de prendre les mesures propres à prévenir ou arrêter les incendies. — Il donnera des ordres aux pompiers, requerra les ouvriers charpentiers, couvreurs, requerra la force publique et en déterminera l'emploi. — Il aura la surveillance du corps des pompiers; le placement et la distribution des corps-de-garde et magasins des pompes, réservoirs, tonneaux, seaux à incendies, machines et ustensiles de tout genre destinés à les arrêter. — En cas de débordemens et débâcles, il ordonnera les mesures de précaution, telles que déménagement des maisons menacées, rupture de glaces, garage de bateaux. — Il sera chargé de faire administrer les secours aux noyés. Il déterminera à cet effet le placement des boîtes fumigatoires et autres moyens de secours. — Il accordera et fera payer les gratifications et récompenses promises par les lois et réglemens à ceux qui retirent les noyés de l'eau.

Police de la Bourse et du change.

25. Il aura la police de la bourse et des lieux publics où se réunissent les agens-de-change, courtiers, échangeurs, et ceux qui négocient et trafiquent sur les effets publics.

Sûreté du commerce.

26. Il procurera la sûreté du commerce, en faisant faire des visites chez les fabricans et les marchands, pour vérifier les balances, poids et mesures, et faire saisir ceux qui ne seront pas exacts ou étalonnés; — En faisant inspecter les magasins, boutiques et ateliers des orfèvres et bijoutiers, pour assurer la marque des matières d'or et d'argent, et l'exécution des lois sur la garantie. — Indépendamment de ses fonctions ordinaires sur les poids et mesures, le préfet de police fera exécuter les lois qui prescrivent l'emploi de nouveaux poids et mesures.

Taxes et mercuriales.

27. Il fera observer les taxes légalement faites et publiées.

28. Il fera tenir les registres des mercuriales et constater le cours des denrées de première nécessité.

Libre circulation des subsistances.

29. Il assurera la libre circulation des subsistances, suivant les lois.

Patentes.

30. Il exigera la représentation des patentes des marchands forains. — Il pourra se faire représenter les patentes des marchands domiciliés.

Marchandises prohibées.

31. Il fera saisir les marchandises prohibées par les lois.

Surveillance des places et lieux publics.

32. Il fera surveiller spécialement les foires, marchés, halles, places publiques, et les marchands forains, colporteurs, revendeurs, porte-faix, commissionnaires; la rivière, les chemins de halage, les ports, chantiers, quais, berges, gares, estacades, les coches, galiotes, les établissemens qui sont sur la rivière, pour les blanchisseries, le laminage ou autres travaux, les magasins de charbons, les passages d'eau, bacs, batelets, les bains publics, les écoles de natation, et les mariniers, ouvriers, arrimeurs, chargeurs, déchargeurs, tireurs de bois, pêcheurs et blanchisseurs; les abreuvoirs, puits, fontaines, pompes, et les porteurs d'eau; les places où se tiennent les voitures publiques pour la ville et pour la campagne, et les cochers, postillons, charretiers, brouetteurs, porteurs de chaise, portefallots; les encans et maisons de prêt ou monts-de-piété, et les fripiers, brocanteurs, prêteurs sur gages; le bureau des nourrices, les nourrices et les meneurs.

Approvisionnement.

33. Il fera inspecter les marchés, ports et lieux d'arrivage des comestibles, boissons et denrées, dans l'intérieur de la ville. — Il continuera de faire inspecter, comme par le passé, les marchés où se vendent les bestiaux pour l'approvisionnement de Paris, à Sceaux, Poissy, La Chapelle et Saint-Denis. — Il rendra compte au ministre de l'intérieur des connaissances qu'il aura recueillies, par ces inspections, sur l'état des approvisionnemens de la ville de Paris.

Protection et préservation des monumens et édifices publics.

34. Il fera veiller à ce que personne n'altère ou dégrade les monumens et édifices publics appartenant à la nation ou à la cité. — Il indiquera au préfet du département et requerra les réparations, changemens ou constructions qu'il croira nécessaires à la sûreté ou salubrité des prisons et maisons de détention qui seront sous sa surveillance. — Il requerra aussi, quand il y aura lieu, les réparations et l'entretien des corps-de-garde de la force armée sédentaire; des corps-de-garde des pompiers, des pompes, machines et ustensiles; des halles et marchés; des voiries et égouts; des fontaines, regards, aqueducs, conduits, pompes à feu et autres; des murs de clôture; des carrières sous la ville et hors les murs; des ports, quais, abreuvoirs, bords, francs-bords, puits, gares, estacades, et des établissemens et machines placés près de la rivière pour porter secours aux noyés; de la bourse; des temples ou églises destinés aux cultes.

SECTION IV. — *Des agens qui sont subordonnés au préfet de police; de ceux qu'il peut requérir ou employer.*

35. Le préfet de police aura sous ses ordres les commissaires de police, les officiers de paix, le commissaire de police de la bourse, le commissaire chargé de la petite voirie, les commissaires et inspecteurs des halles et marchés, les inspecteurs des ports.

36. Il aura à sa disposition, pour l'exercice de la police, la garde nationale et la gendarmerie. — Il pourra requérir la force armée en activité. — Il correspondra, pour le service de la garde nationale, pour la distribution des corps-de-garde de la ville de Paris, avec le commandant militaire de Paris, et le commandant de la dix-septième division militaire.

37. Les commissaires de police exerceront, aux termes de la loi, le droit de décerner des mandats d'amener, et auront, au surplus, tous les droits qui leur sont attribués par la loi du 3 brumaire an 4, et par les dispositions de celle du 22 juillet 1791 qui ne sont pas abrogées. — Ils exerceront la police judiciaire pour tous les délits dont la peine n'excède pas trois jours de prison et une amende de trois journées de travail. — Ils seront chargés de rechercher les délits de cette nature, d'en recevoir la dénonciation ou la plainte, d'en dresser procès verbal, d'en recueillir les preuves, de poursuivre les prévenus au tribunal de police municipale. — Ils rempliront, à cet égard, les fonctions précédemment attribuées aux commissaires du gouvernement. — Le commissaire qui aura dressé le procès-verbal, reçu la dénonciation ou la plainte, sera chargé, selon la loi du 27 ventose, des fonctions de la partie publique. — En cas d'empêchement, il sera remplacé par l'un de ses trois collègues, du même arrondissement, et, au besoin, par un commissaire d'un autre arrondissement, désigné par le préfet de police.

38. Le préfet de police et ses agens pourront faire saisir et traduire aux tribunaux de police correctionnelle, les personnes prévenues de délits du ressort de ces tribunaux.

39. Ils pourront faire saisir et remettre aux officiers chargés de l'administration de la justice criminelle, les individus surpris en flagrant délit, arrêtés à la clameur publique, ou prévenus de délits qui sont du ressort de la justice criminelle.

SECTION V. — *Recette, dépense, comptabilité.*

40. Le préfet de police ordonnera, sous l'autorité du ministre de l'intérieur, les dépenses de réparation et entretien à faire à l'hôtel de la préfecture de police.

41. Il sera chargé, sous les ordres du ministre de l'intérieur, de faire les marchés, baux, adjudications et dépenses nécessaires pour le balayage, l'enlèvement des boues, l'arrosage et l'illumination de la ville.

42. Il sera chargé de même de régler et arrêter les dépenses pour les visites d'officiers de santé et artistes vétérinaires, transport de malades et blessés, transport de cadavres, retrait des noyés, et frais de fourrière.

43. Il ordonnera les dépenses extraordinaires en cas d'incendies, débordemens et débâcles.

44. Il réglera, sous l'autorité du ministre de la police, le nombre et le traitement des employés de ses bureaux, et de ceux des agens sous ses ordres qui ne sont pas institués et dont le nombre n'est pas déterminé par les lois.

45. Les dépenses générales de la préfecture de police, ainsi fixées par les ministres de l'intérieur et de la police, seront acquittées sur les centimes

additionnels aux contributions et sur les autres revenus de la commune de Paris, et ordonnancées par le préfet de police. — Le conseil général de département en emploiera, à cet effet, le montant dans l'état des dépenses générales de la commune de Paris.

46. Il sera ouvert, en conséquence, au préfet de police, un crédit annuel du montant de ses dépenses, sur la caisse du receveur général du département de la Seine, faisant les fonctions de receveur de la ville de Paris.

47. Le ministre de l'intérieur mettra, chaque mois, à la disposition du préfet de police, sur ce crédit, les fonds nécessaires pour l'acquit de ses ordonnances.

48. Le préfet de police aura entrée au conseil général de département, pour y présenter ses états de dépense de l'année, tels qu'ils auront été réglés par les ministres de l'intérieur et de la police.

49. Il y présentera aussi le compte des dépenses de l'année précédente, conformément aux dispositions de la loi du 28 pluviôse, sur les dépenses communales et départementales.

SECTION VI. — *Costume du préfet de police et de ses agents.*

50. Le préfet et les commissaires de police porteront le costume qui a été réglé par les arrêtés des consuls (1).

N° 426. = 16 messidor an 8 (5 juillet 1800), = *ARRÊTÉ qui fixe le droit à percevoir sur les farines transportées par le canal du Centre.* (III, Bull. XXXII, n° 211.)

N° 427. = 16 messidor an 8 (5 juillet 1800). = *AVIS du conseil d'état sur le mode de rectification des erreurs de noms et prénoms dans les titres de propriété des rentes perpétuelles et viagères.* (III, Bull. XLV, n° 329.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi des consuls, et sur le rapport de la section des finances, a discuté un projet d'arrêté présenté par le ministre des finances, tendant à substituer le directeur général du trésor public et le liquidateur général de la dette publique, aux commissaires de la trésorerie, pour la rectification des erreurs de noms et prénoms dans les titres de propriété des rentes perpétuelles et viagères, — Est d'avis qu'un nouvel arrêté n'est pas nécessaire, attendu que, quant au directeur général du trésor public, il ne s'agit que de se conformer au paragraphe 4 de l'article 1^{er} du chapitre X de l'arrêté concernant l'organisation de la trésorerie. Cet article porte que le directeur de la dette publique demeure substitué aux commissaires de la trésorerie nationale, pour opérer toutes rectifications, en se conformant aux huit premiers articles de la loi du 8 fructidor an 5. — A l'égard du liquidateur général de la dette publique, il peut se servir du même agent pour les erreurs et rectifications relatives aux créances qu'il liquide.

N° 428. = 17 messidor an 8 (6 juillet 1800). = *ARRÊTÉ qui accorde des pensions à des veuves d'invalides.* (III, Bull. XXXIV, n° 220.)

N° 429. = 18 messidor an 8 (7 juillet 1800). = *ARRÊTÉ relatif aux minutes existant dans les greffes des tribunaux supprimés.* (III, Bull. XXXII, n° 213.)

Art. 1^{er}. Les minutes existant dans les greffes des ci-devant tribunaux

(1) Voyez l'arrêté du 17 ventose an 8 (8 mars 1800), art. 13.

civils de département, resteront dans ces greffes, et seront confiées à la garde des greffiers des tribunaux d'appel, dans les lieux où il y a de tels tribunaux; et aux greffiers des tribunaux de première instance, dans ceux où il n'y a pas de tribunaux d'appel.

2. Les minutes existant dans les greffes des ci-devant tribunaux de police correctionnelle, seront déposées dans le greffe du tribunal de première instance dans le ressort duquel se trouvaient les chefs-lieux de ces ci-devant tribunaux, et confiées à la garde du greffier de ce tribunal de première instance.

3. Il n'est rien innové en ce qui concerne le dépôt établi à Paris en exécution de l'arrêté des consuls qui en a ordonné et maintenu la formation.

N° 430.=18 messidor an 8 (7 juillet 1800).=**ARRÊTÉ relatif à la confection des listes de jurés** (1). (III, Bull. XLV, n° 330.)

Art. 1^{er}. Les listes des jurés qui devaient être formées en exécution de la loi du 6 germinal dernier, et qui ne l'ont pas encore été, le seront, sans délai, dans le courant du mois.

2. Les tribunaux criminels qui, faute de ces listes, sont restés dans l'inaction, formeront leur tirage sur ces nouvelles listes, qui auront effet pour le reste du trimestre.

N° 431.=27 messidor an 8 (16 juillet 1800).=**ARRÊTÉ relatif à la dénomination de général** (2), *et à l'uniforme des officiers et employés de l'armée* (3). (III, Bull. XLV, n° 331.)

N° 432.=29 messidor an 8 (18 juillet 1800).=**ARRÊTÉ qui maintient sur la liste des émigrés les individus inscrits et dont les réclamations n'étaient pas enregistrées le 25 messidor an 8** (4). (III, Bull. XXXIII, n° 217.)

Art. 1^{er}. Tous les individus inscrits sur la liste des émigrés, qui n'ont pas réclamé avant le 4 nivose an 8, et tous ceux dont les réclamations n'étaient pas arrivées et enregistrées au ministère de la police générale au 25 messidor an 8, sont définitivement maintenus.

2. La liste de ceux qui ont réclamé, et dont les réclamations ont été enregistrées aux termes de l'article 1^{er}, sera faite, par ordre alphabétique, par le ministre de la police générale, et remise aux consuls le 1^{er} thermidor prochain.

3. Le double de cette liste sera envoyé par le ministre de la police à celui de la justice. La commission établie par arrêté du 7 ventose dernier, ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, procéder à l'examen des réclamations, sans s'être préalablement assurée que les individus réclamans sont compris sur ladite liste.

4. Les projets d'arrêté de radiation énonceront que cette formalité a été remplie.

(1) Voyez la loi du 6 germinal an 8 (27 mars 1800), et la note.

(2) Voyez l'ordonnance du 16 mai—4 juin 1814, qui a donné aux généraux de brigade la dénomination de *maréchaux de camp*, et aux généraux de division, celle de *lieutenans-généraux*.

(3) Les changemens fréquens qui ont eu lieu dans l'uniforme des différens corps de l'armée rendent le présent arrêté sans intérêt.

(4) Voyez, sur les caractères de l'émigration et la formation des listes, les lois citées dans le § 1^{er} des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792 : elles résument la matière.

Voyez notamment l'arrêté du 28 vendémiaire an 9 (20 octobre 1800), relatif aux radiations des émigrés, et les notes.

N° 433. = 29 messidor an 8 (18 juillet 1800). = *ARRÊTÉ relatif aux demandes en restitution des fruits et revenus ou du prix de la vente des biens séquestrés, et aux reventes à la folle-enchère pour cause de déchéance* (1). (III, Bull. XXXIII, n° 218.)

Art. 1^{er}. Toutes demandes en restitution ou indemnité, soit des fruits ou revenus échus des biens séquestrés jusqu'au jour de la radiation définitive des inscrits, soit du prix de la vente des biens séquestrés à raison de l'inscription des propriétaires sur la liste des émigrés, ne peuvent être admises (2).

2. Les biens vendus antérieurement à la radiation définitive des inscrits, et qui, par défaut de paiement des adjudicataires, auraient donné ou donneront lieu de prononcer leur déchéance, seront revendus à la folle-enchère comme domaines nationaux (3).

N° 434. = 4 thermidor an 8 (23 juillet 1800). = *ARRÊTÉ relatif au mode de liquidation des effets émis par l'état* (4). (III, Bull. XXXIV, n° 222.)

Les consuls de la république...—Vu les lois des 9 vendémiaire et 24 frimaire an 6, et 9 frimaire an 7, sur la liquidation de la dette publique ; — Vu aussi celle du 22 frimaire an 7, qui exempte de la formalité de l'enregistrement tous effets de la dette publique inscrits ou à inscrire ; — Considérant que les lois des 27 août, 17 septembre et 28 novembre 1792, et 18 juillet 1793, qui avaient assujéti les effets au porteur émis par l'état à la formalité du *visa* et de l'enregistrement à peine de nullité, sont abrogées par les lois postérieures ci-dessus citées sur la liquidation de la dette publique, lesquelles ont relevé de la déchéance les porteurs qui l'avaient encourue, et que la loi du 22 frimaire an 7 a exempté de l'enregistrement les effets de la dette ; — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent : — Tous effets émis par l'état, et soumis à la liquidation dans les délais prescrits par les lois sur la liquidation générale de la dette publique, seront liquidés en conformité desdites lois ; les dispositions de celles des 27 août, 17 septembre et 28 novembre 1792, et 18 juillet 1793, se trouvant abrogées par les lois des 9 vendémiaire et 24 frimaire an 6, et 9 et 22 frimaire an 7.

N° 435. = 4 thermidor an 8 (23 juillet 1800). = *AVIS du conseil d'état sur les baux à complant* (5). (III, Bull. XLIII, n° 278.)

Le conseil d'état, qui, sur le renvoi des consuls, et sur le rapport de la

(1) Voyez l'arrêté du 16 pluviôse an 9 (5 février 1801), additionnel au présent.

(2) Cette disposition doit être entendue en ce sens que les fruits et revenus dont elle parle appartiennent à l'état, et que les personnes rayées, sans distinction des prévenus d'émigration, de leurs ascendants ou descendants, n'ont droit qu'aux revenus échus postérieurement à leur radiation. Arr. des consuls, 29 messidor an 9, *SIR.*, I, 2, 585. — L'arrêté du 29 messidor an 8 n'empêche pas l'émigré amnistié de réclamer les revenus de ses biens, échus pendant le séquestre, si l'état ne les réclame pas lui-même. *Cass.*, 2 août 1810, *SIR.*, X, 1, 379.

Voyez, sur les droits de l'émigré amnistié, les notes qui accompagnent le sén.-cons. du 6 floréal an 10 (26 avril 1802).

(3) Voyez la décision du ministre des finances du 25 octobre 1807, qui établit qu'on ne peut résoudre que par les circonstances de chaque espèce, la question de savoir si les biens d'émigrés, soumissionnés ou vendus en vertu de la loi du 28 ventôse an 4, mais dont la soumission a été retirée ou annulée, sont dans le cas du présent arrêté. *SIR.*, VII, 2, 335.

(4) Voyez, sur la liquidation de la dette publique, les notes qui accompagnent le décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793.

(5) Voyez l'avis du cons. d'état du 21 ventôse — 23 messidor an 11 (12 mars — 13 juillet 1803), portant la même décision que le présent pour les baux à complant dans les départemens de la Vendée et de Maine-et-Loire. *SIR.*, III, 2, 152.

section des finances, a discuté un rapport du ministre des finances sur la question de savoir s'il est nécessaire de proposer au corps législatif une loi dont l'objet serait de déclarer que la loi du 18—29 décembre 1790, qui autorise le rachat des rentes foncières, et celle du 17 juillet 1793, portant suppression, sans indemnité, des redevances seigneuriales et féodales, ne sont pas applicables aux baux *à complant* ou baux de vignes à portion de fruits, usités dans le département de la Loire-Inférieure; — Après avoir vu quinze baux de vignes *à complant*, des années 1638 et suivantes, jusques et compris l'an 6, ensemble un acte de notoriété du tribunal civil du département de la Loire-Inférieure, du 4 nivose an 8; — Considérant que, d'après ces actes, il est évident que le bail *à complant* ne transfère au preneur aucun droit sur la propriété des biens qui en sont l'objet (1); que celui-ci, ses héritiers ou représentans, ne possèdent qu'au même titre et de la même manière que les fermiers ordinaires, sauf la durée de la jouissance; que la contribution foncière est due et payée par le bailleur, circonstance qui détermine avec encore plus de précision le caractère de cette tenure; et qu'on ne pourrait considérer les colons ou fermiers comme propriétaires des biens qu'ils tiennent *à complant*, sans rendre inutiles et sans valeur les bâtimens, celliers et pressoirs répandus sur la surface du territoire appartenant aux bailleurs, et destinés par eux à l'exploitation des fruits dont leurs fermiers ou colons sont redevables envers eux; — Considérant aussi que la tenure dont il s'agit, rentre dans l'espèce de celle connue sous le nom de *tenure convenancière* ou *à domaine congéable*, usitée dans plusieurs des départemens formés de la ci-devant Bretagne, et que les bailleurs des biens concédés à ce titre ont été maintenus dans la propriété de ces biens par décret de l'assemblée constituante des 30 mai, 1^{er}, 6 et 7 juin—6 août 1791, confirmés par la loi du 9 brumaire an 6, — Est d'avis qu'il n'est pas nécessaire de recourir au législateur pour maintenir ou conserver dans la main des bailleurs ou de leurs héritiers ou représentans, la propriété des biens concédés sous le titre de bail *à complant* dans le département de la Loire-Inférieure; que la portion de fruits que s'y sont réservée les bailleurs, doit leur être payée, sans difficulté, par les preneurs, lesquels ne peuvent forcer les bailleurs d'en recevoir le rachat; et qu'enfin le ministre des finances doit prescrire à la régie de l'enregistrement de se conformer à ces principes relativement aux redevances de cette nature qui appartiennent à la nation.

N° 436. = 7 thermidor an 8 (26 juillet 1800). = ARRÊTÉ qui ordonne le versement au trésor public de la portion du demi pour cent des mises à prix de domaines nationaux qui était attribuée aux membres et employés des administrations centrales. (III, Bull. XXXIV, n° 224.)

N° 437. = 7 thermidor an 8 (26 juillet 1800). = ARRÊTÉ relatif à l'exécution des lois des 15 germinal et 4 floréal an 6 à l'égard des conscrits (2). (III, Bull. XXXIV, n° 225.)

N° 438. = 7 thermidor an 8 (26 juillet 1800). = ARRÊTÉ relatif aux enfans

(1) Il est des baux à complant qui ont dessaisi le bailleur de la propriété des vignes baillées, notamment dans le pays réglé par la coutume de La Rochelle: en ce cas, la loi du 17 juillet 1793 est applicable aux redevances féodales ou mêlées de féodalité établies par les baux à complant. Cass., 10 octobre 1808, Sir., IX, 1, 119.

(2) La conscription étant abolie par la charte, cette loi et celles dont elle prescrit l'exécution n'ont plus d'intérêt.

de troupe et aux femmes à la suite de l'armée (1). (III, Bull. XXXIV, n° 226.)

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} vendémiaire prochain, il pourra être admis, dans chaque compagnie de l'armée, deux enfans de troupe, à la solde militaire.

2. Il y aura deux classes dans la solde des enfans de troupe : — 1° Demi-solde, vêtement et logement ; — 2° Deux tiers de solde, vêtement, logement, pain et chauffage. — Il ne pourra jamais y avoir plus de la moitié des enfans de troupe qui jouissent de la solde de la seconde classe.

3. Nul enfant de troupe ne sera, dans aucun cas, admis à la solde de première classe, et de celle-ci ne passera à la solde de seconde classe, que sur la présentation du chef du corps et la décision écrite de l'inspecteur aux revues.

4. Nul enfant de troupe ne sera admis à la solde de première classe, ou à une augmentation de solde, qu'à dater du premier jour du premier mois de chaque trimestre.

5. Ne seront admis parmi les enfans de troupe, que les enfans mâles qui auront atteint leur deuxième année, et qui seront issus de légitime mariage d'une femme attachée à un corps militaire en qualité de blanchisseuse ou vivandière, avec un défenseur de la patrie actuellement en activité de service, ou mort à la guerre, de ses blessures.

6. Toutes les fois qu'il y aura concurrence pour une place d'enfant de troupe, vacante dans la première classe, la préférence sera donnée dans l'ordre suivant : — Il ne sera présenté d'enfant de sous-officier que lorsqu'il n'y aura point d'enfant de soldat, de caporal ou brigadier, admissible ; d'enfant d'officier, que lorsqu'il n'y aura point d'enfant de sous-officier, admissible. — Dans chaque classe, on donnera la préférence, — 1° Aux enfans orphelins de père et de mère ; — 2° Aux enfans orphelins de père ou de mère seulement. — Si deux ou plusieurs enfans réunissent des conditions semblables, on donnera la préférence à ceux qui auront le plus de frères ou de sœurs ; et enfin, en cas d'égalité, à ceux dont les pères et les mères auront le plus de droit à la reconnaissance nationale par leurs services.

7. Les places d'enfans de troupe de la seconde classe seront données par les chefs des corps aux enfans de la première classe qui auront fait le plus de progrès dans la lecture, l'écriture, l'arithmétique, la natation, la course, les exercices militaires et gymnastiques, et dans un métier utile aux armées.

8. Les enfans de troupe seront sous la surveillance directe d'un des officiers du corps, nommé à cet effet par le chef de brigade ; cet officier sera secondé par deux sous-officiers, et quatre caporaux ou brigadiers. — L'officier, les sous-officiers et les caporaux ou brigadiers chargés des enfans de troupe, seront toujours choisis parmi les plus instruits, les plus distingués par leur conduite et leurs mœurs. Ils seront spécialement chargés de leur enseigner à lire, à écrire, à calculer, nager, courir, etc. ; ils seront aussi chargés de leur instruction militaire, et de la surveillance de leur institution morale ; ils seront enfin chargés de veiller à ce qu'ils profitent des leçons qu'on leur donnera pour apprendre un art ou métier utile aux armées. Ceux desdits officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers qui se feront remarquer par un zèle éclairé et soutenu, seront désignés pour obtenir un prompt avancement.

(1) Voyez, en ce qui concerne le nombre des enfans de troupe, les ordonnances des 12 mai—8 juin 1814, art. 9, et 23 octobre—6 novembre 1820, art. 7 (infanterie) ; 12 mai—8 juin 1814, art. 14, et 30 août—11 septembre 1815, art. 24 (cavalerie) ; 12 mai—8 juin 1814, art. 13 (artillerie) ; 12 mai—8 juin 1814, art. 13 (génie) ; 18 mai—10 juillet 1814, art. 4 (vétérans). — Voyez encore l'instruction du 20—31 mai 1818, qui détermine le mode d'engagement des enfans de troupe dans l'armée, art. 4.

9. Dès que les enfans de troupe auront atteint leur seizième année, ils seront admis à contracter un enrôlement volontaire ; et dès lors ils jouiront de la solde entière, et cesseront de compter parmi les enfans de troupe.

10. Les enfans de troupe qui auront fait des progrès dans la musique, pourront, dès l'âge de quatorze ans, être admis dans la musique du corps ; et dès lors ils cesseront d'être employés comme enfans de troupe, et jouiront de la solde entière (1). — Nul enfant de troupe ne pourra, avant seize ans, être employé comme tambour.

11. Les maîtres-ouvriers attachés au corps seront obligés d'avoir toujours, comme apprentis, chacun au moins deux enfans de troupe.

12. Si, en exécution des réglemens militaires antérieurs, il existait dans les corps des enfans de troupe précédemment admis à la solde entière, ils continueront à la toucher ; mais il en sera fait mention expresse dans les livrets de revue.

13. Les dispositions de la loi du 30 avril 1793, concernant les femmes à congédier des armées, seront exécutées suivant leur forme et teneur ; en conséquence, il ne pourra y avoir à la suite des corps que celles qui seront réellement employées au blanchissage, et à la vente des vivres et boissons. — Le nombre des femmes à la suite de chaque bataillon ne pourra, sous aucun prétexte, être porté au-delà de quatre, et de deux par escadron. — Le nombre des vivandières et blanchisseuses à la suite du quartier-général de l'armée et des quartiers-généraux de division, ne pourra, dans aucun cas, excéder celui des corps qui composeront ladite armée.

14. S'il existe, à la suite des corps ou des quartiers-généraux, un plus grand nombre de femmes que celui qui vient d'être déterminé, le chef de brigade choisira celles qui devront être attachées aux bataillons ou escadrons ; le chef de l'état-major général choisira celles qui devront être attachées aux quartiers-généraux. — Ils donneront la préférence à celles qui, mariées à des soldats ou à des sous-officiers actuellement en activité de service, seront reconnues pour être en même temps les plus actives, les plus utiles aux troupes, et celles dont la conduite et les mœurs sont les plus régulières.

15. Toute femme qui, actuellement à la suite d'un corps ou d'une armée, n'aura pas été admise, ainsi qu'il vient d'être dit, en qualité de blanchisseuse ou vivandière, sera congédiée ; et il lui sera donné vingt centimes par lieue pour se rendre dans son domicile, et fait défense de s'approcher de l'armée de plus de quatre lieues. Celles qui, ayant été ainsi congédiées, se trouveront, après une décade, dans un rayon de quatre lieues de l'armée, seront considérées et traitées ainsi qu'il est prescrit par l'article 52 du titre III de la loi du 8—10 juillet 1791.

16. Les veuves des officiers, sous-officiers et soldats, qui, ayant perdu leurs maris par suite des événemens de la guerre, seront actuellement à la suite des corps ou des états-majors, et qui ne seront pas conservées comme blanchisseuses ou vivandières, se retireront aussi dans leurs foyers, pour y jouir des secours qui leur sont accordés par la loi du 14 fructidor an 6. Il leur sera délivré des feuilles de route, sur lesquelles elles recevront, dans les lieux de logement militaire, le logement et la ration d'étape en nature, pour elles et pour chacun de leurs enfans qui n'auront pas été compris parmi les enfans de troupe. — Les enfans orphelins de père et de mère desdits officiers, sous-officiers et soldats, qui ne seront pas placés parmi les enfans de troupe, seront aussi, à la diligence des chefs de corps, renvoyés dans

(1) Voyez l'ordonnance du 18—25 décembre 1816, qui porte une disposition semblable.

leurs domiciles respectifs, pour y jouir des secours qui leur sont accordés par la susdite loi. Il leur sera délivré une feuille de route, sur laquelle ils recevront le logement et la ration d'étape.

17. Quoique les femmes qui seront autorisées à rester à la suite des corps et des états-majors, n'aient droit à aucune solde ni distribution, les inspecteurs aux revues ne s'en feront pas moins fournir un état désignatif de leur âge, de leur profession et de leur signalement. Ils délivreront à chacune d'elles un extrait certifié de cet état; cet extrait leur servira de carte de sûreté dans l'étendue de l'armée. Celles qui ne seront point pourvues de cette carte, seront congédiées; et si elles sont, après une décade, trouvées dans un rayon de quatre lieues de l'armée, elles seront considérées et traitées ainsi qu'il est prescrit par l'article 52 du titre III de la loi du 8—10 juillet 1791.

N° 439. = 7 thermidor an 8 (26 juillet 1800). = *ARRÊTÉ relatif à l'observation des jours fériés* (1). (III, Bull. XXXIV, n° 227.)

Art. 1^{er}. Les jours de décadi sont les seuls jours fériés reconnus par l'autorité nationale.

2. L'observation des jours fériés n'est d'obligation que pour les autorités constituées, les fonctionnaires publics et les salariés du gouvernement.

3. Les simples citoyens ont le droit de pourvoir à leurs besoins et de vaquer à leurs affaires tous les jours, en prenant du repos suivant leur volonté, la nature et l'objet de leur travail (2).

4. Les jours de foire et marché restent fixés conformément à l'annuaire républicain et aux arrêtés des administrations centrales et municipales. — En cas de réclamation pour un changement, les jours de foire se règlent par les consuls, sur le rapport du ministre de l'intérieur et sur l'avis du préfet. Les jours de marché se règlent par le ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet, selon les intérêts du commerce, la commodité des habitants, et les jours et dates portés au calendrier républicain.

N° 440. = 7 thermidor an 8 (26 juillet 1800). = *ARRÊTÉ qui fixe le jour des publications de mariage*. (III, Bull. XXXIV, n° 228.)

Art. 1^{er}. Les publications prescrites par la loi du 20 septembre 1792 pour parvenir à la célébration des mariages, ne pourront avoir lieu que les jours de décadi, dans le lieu et à l'heure des séances municipales (3).

2. La déclaration de mariage ne pourra être reçue que huit jours après la publication, en conformité de la même loi du 20 septembre 1792.

N° 441. = 7 thermidor an 8 (26 juillet 1800). = *ARRÊTÉ portant règlement*

(1) Voyez la loi organique du concordat du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), art. 41, portant qu'aucune fête, à l'exception du dimanche, ne peut être établie sans l'autorisation du gouvernement, et art. 57, qui fixe au dimanche le repos des fonctionnaires publics; et l'arrêté du 29 du même mois (19 avril 1802), qui ordonne la publication d'une bulle portant désignation des jours de fêtes.

(2) Il avait été dérogé à cette disposition par la loi du 18—22 novembre 1814, qui enjoignait d'interrompre les travaux ordinaires les jours de fêtes et dimanches, sous des peines de simple police: mais cette loi, quoique non expressément abrogée, n'est plus observée depuis la révolution de 1830.

(3) Cet article a été rapporté par l'arrêté du 13 floréal an 10 (3 mai 1802), qui fixe ces publications au dimanche. Voyez l'art. 64 du Cod. civ., conforme.

Voyez aussi les notes qui accompagnent le tit. IV du décret du 20—25 septembre 1792, sur l'état civil: elles résument toute la législation sur les formalités des actes de mariage.

sur l'organisation et le service général de la marine (1). (III, Bull. xxxv, n° 231.)

SECTION 1^{re}. — Des préfets maritimes.

Art. 1^{er}. Les préfets maritimes auront des appointemens ainsi qu'il suit : —Celui de Brest, par an, trente mille francs, et pour frais de bureau, six mille ; —Celui de Rochefort, par an, vingt mille francs, et pour frais de bureau, cinq mille ; —Celui de Toulon, par an, vingt-quatre mille francs, et pour frais de bureau, cinq mille ; —Celui de Lorient, par an, quinze mille francs, et pour frais de bureau, quatre mille ; —Celui du Havre, par an, douze mille francs, et pour frais de bureau, trois mille ; —Celui du premier arrondissement, par an, douze mille francs, et pour frais de bureau, trois mille. — Total cent trente-neuf mille francs. — Ainsi, la dépense totale des six préfets et de leurs bureaux monte à cent trente-neuf mille francs par an.

2. Ils seront tenus, au moyen de leurs appointemens et indemnités, de payer leurs secrétaires, et de fournir leurs bureaux de bois et lumières, et de papier, même imprimé.

3. Si la place de préfet est occupée par un individu qui jouisse d'appointemens attribués à une fonction quelconque, ces appointemens cesseront de lui être payés, à moins qu'ils ne soient supérieurs à ceux de sa place de préfet ; auquel cas il conserve la totalité des appointemens dont il jouissait avant sa nomination à la préfecture.

SECTION II. — Etat-major des ports.

4. L'état-major de chacun des ports ci-après nommés sera composé ainsi qu'il suit :

A Brest. Un chef militaire contre-amiral ou chef de division, un adjudant capitaine de vaisseau, deux adjudans capitaines de frégate ou lieutenans de vaisseau, trois adjudans enseignes de vaisseau.

A Rochefort. Un chef militaire contre-amiral ou chef de division, un adjudant capitaine de vaisseau, un adjudant capitaine de frégate ou lieutenant de vaisseau, deux sous-adjudans enseignes de vaisseau.

A Toulon. Un chef militaire contre-amiral ou chef de division, un adjudant capitaine de vaisseau, un adjudant capitaine de frégate ou lieutenant de vaisseau, deux sous-adjudans enseignes de vaisseau.

A Lorient. Un chef militaire capitaine de vaisseau, un adjudant capitaine de frégate ou lieutenant de vaisseau, un sous-adjudant enseigne de vaisseau.

Au Havre. Les fonctions de chef militaire seront remplies par le chef des mouvemens : il aura sous ses ordres un adjudant lieutenant de vaisseau, un sous-adjudant enseigne de vaisseau. Quant au premier arrondissement, lorsque les besoins du service exigeront qu'il y soit établi un état-major, il sera composé comme celui du Havre.

5. Les officiers attachés à l'état-major étant officiers de vaisseau, jouiront de la totalité des appointemens de leur grade, dans l'exercice de leurs fonctions, sans aucun traitement particulier.

6. Les frais de bureau seront fixés ainsi qu'il suit : — A Brest, au chef militaire, trois mille francs ; à Rochefort, au chef militaire, deux mille quatre cents francs ; à Toulon, au chef militaire, deux mille quatre cents francs ;

(1) Voyez, sur l'organisation de la marine, le décret du 29 avril (28 et) — 15 mai 1791, et les notes qui résument la législation. Voyez spécialement le décret du 7 floréal an 8 (27 avril 1800), portant établissement des préfectures maritimes, et les notes.

à Lorient, au chef militaire, dix-huit cents francs ; au Havre, au chef militaire, mille francs.— Dépense totale des bureaux, dix mille six cents francs.

SECTION III. — Officiers du génie maritime.

7. Le génie maritime sera composé, à l'avenir, ainsi qu'il suit : — Un inspecteur du génie maritime ; six chefs de construction ; sept ingénieurs de première classe ; sept ingénieurs de deuxième classe ; dix-huit sous-ingénieurs de première classe ; dix-huit sous-ingénieurs de deuxième classe ; quatre élèves.

8. Le ministre de la marine les répartira dans les arrondissemens, ainsi qu'il le jugera convenable pour le service des ports, pour la conservation et l'exploitation des bois destinés à la marine, et pour l'école d'application à Paris.

9. Les officiers du génie maritime obtiendront des grades dans la marine militaire, lorsqu'ils auront rempli les conditions suivantes : — Le grade d'enseigne de vaisseau sera donné au sous-ingénieur qui aura fait, sur un vaisseau ou une frégate une campagne de six mois de navigation effective ; — Celui de lieutenant, au sous-ingénieur qui aura fait, sur un vaisseau ou une frégate, une ou plusieurs campagnes formant au moins un an de navigation effective ; — Celui de capitaine de frégate, à l'ingénieur qui aura fait dix-huit mois de navigation effective, dont six mois au moins sur un vaisseau de ligne ; — Celui de capitaine de vaisseau, à l'ingénieur qui aura fait deux ans de navigation, dont huit mois au moins sur un vaisseau ; — Celui de chef de division, au chef de construction qui aura fait trois ans de navigation effective, dont un an au moins sur un vaisseau ; — Enfin, le grade de contre-amiral, à l'inspecteur qui aura fait quatre ans de navigation, dont dix-huit mois au moins sur un vaisseau.

10. Les officiers du génie maritime qui seront embarqués, feront le service du grade militaire qu'ils auront précédemment acquis.—Celui qui commencera à naviguer, se bornera à remplir ses fonctions d'ingénieur, et fera, en outre, le service militaire qui lui sera attribué par le commandant du vaisseau.

11. Les officiers du génie maritime resteront sans grades militaires jusqu'à ce qu'ils aient satisfait aux conditions de l'article 10.

12. Les appointemens des officiers du génie maritime seront réglés ainsi qu'il suit : — A l'inspecteur général, douze mille francs ; six chefs de construction, à sept mille francs ; sept ingénieurs de première classe, trois à six mille francs, quatre à cinq mille quatre cents francs ; sept ingénieurs de deuxième classe, à quatre mille deux cents francs ; dix-huit sous-ingénieurs de première classe, à trois mille trois cents francs ; dix-huit sous-ingénieurs de deuxième classe, à deux mille quatre cents francs ; quatre élèves, à dix-huit cents francs. — Ainsi, la totalité des appointemens s'élève à la somme de deux cent trente-deux mille huit cents francs.

13. Les chefs de construction du génie maritime seront pris parmi ceux qui sont ou qui ont été directeurs de construction ; — Les ingénieurs de première classe, parmi les directeurs restans et les ingénieurs ; — Les ingénieurs de deuxième classe, parmi les ingénieurs restans ; — Les sous-ingénieurs, parmi les sous-ingénieurs actuels.

14. Il n'est rien changé au mode d'admission déterminé par les lois et réglemens antérieurs, pour entrer dans le génie maritime.

15. Ceux des ingénieurs qui ne seraient pas compris dans le tableau d'organisation ci-dessus, conserveront leurs appointemens, seront employés selon le rang qu'ils occupent, et seront admissibles aux emplois de ce rang, lorsqu'il y aura des places vacantes.

16. Ceux d'entre les ingénieurs qui, compris dans le tableau, ont des ap-

pointemens plus forts que ceux de leur grade, les conserveront jusqu'à ce qu'ils soient élevés à un grade supérieur.

17. Les frais de bureau des chefs de construction dans les ports seront fixés ainsi qu'il suit : — A Brest, trois mille francs ; à Rochefort, deux mille quatre cents francs ; à Toulon, deux mille quatre cents francs ; à Lorient, deux mille francs. — Ainsi la dépense des bureaux de ces ports monte à neuf mille huit cents francs.

18. Si l'on fait des travaux au Havre ou à Bayonne, ou à tel autre port, il sera alloué à l'officier du génie chargé en chef des travaux, pour frais de bureau, huit cents francs.

SECTION IV. — Mouvemens des ports (1).

19. Les mouvemens des ports seront dirigés par des officiers de vaisseau dont le nombre est déterminé ainsi qu'il suit :

Brest. Un chef des mouvemens chef de division ou capitaine de vaisseau ; trois sous-chefs capitaines de vaisseau ou frégate ; six lieutenans ; six enseignes.

Rochefort. Un chef des mouvemens chef de division ou capitaine de vaisseau ; deux sous-chefs capitaines de vaisseau ou frégate ; quatre lieutenans ; quatre enseignes.

Toulon. Un chef des mouvemens chef de division ou capitaine de vaisseau ; deux sous-chefs capitaines de vaisseau ou frégate ; quatre lieutenans ; quatre enseignes.

Lorient. Un chef des mouvemens capitaine de vaisseau ; un lieutenant ; deux enseignes.

Le Havre. Un chef des mouvemens capitaine de vaisseau ; un lieutenant ; deux enseignes.

20. Dans les autres ports de la république où il y a des chefs des mouvemens, ceux-ci seront ou des capitaines de frégate ou des lieutenans de vaisseau.

21. Le préfet maritime destinera, pour suivre les mouvemens du port, un nombre d'aspirans fixé sur les besoins du service.

22. Les officiers de vaisseau employés aux mouvemens des ports jouiront de la totalité des appointemens fixés pour leur grade en temps de guerre.

23. Les frais de bureau relatifs au service des mouvemens seront fixés ainsi qu'il suit : — A Brest, dix-huit cents francs ; à Rochefort, dix-huit cents francs ; à Toulon, dix-huit cents francs ; à Lorient, dix-huit cents francs ; au Havre, huit cents francs. — Total huit mille francs. — Sur la demande du ministre, il sera assigné une somme de huit cents francs, pour frais de bureau, au chef des mouvemens d'un des ports autres que ceux mentionnés ci-dessus, où le service sera assez étendu pour l'exiger.

24. Il n'est rien alloué pour les autres ports de la république.

SECTION V. — Administration.

25. Les chefs d'administration, les commissaires, sous-commissaires et commis, seront répartis dans les ports ainsi qu'il suit :

Brest. Un chef d'administration ; dix commissaires, quatre de première classe, trois de deuxième et trois de troisième ; dix sous-commissaires, quatre de première classe, trois de deuxième et trois de troisième ; vingt commis principaux ; cent commis, dont trente de première classe, trente

(1) Voyez, sur l'administration des ports militaires, le décret du 21 septembre—12 octobre 1791, et les notes qui résument toute la législation.

de deuxième et quarante de troisième; un garde-magasin de première classe; un sous-garde-magasin.—Total cent quarante-trois.

Rochefort. Un chef d'administration; sept commissaires, trois de première classe, deux de deuxième et deux de troisième; sept sous-commissaires, trois de première classe, deux de deuxième et deux de troisième; dix commis principaux; soixante commis, vingt de première classe, vingt de deuxième et vingt de troisième; un garde-magasin; un sous-garde-magasin.—Total quatre-vingt-sept.

Toulon. Un chef d'administration; neuf commissaires, trois de première classe, trois de deuxième, trois de troisième; huit sous-commissaires, trois de première classe, trois de deuxième et deux de troisième; quinze commis principaux; soixante-quinze commis, vingt de première classe, vingt de deuxième et vingt-cinq de troisième; un garde-magasin de première classe; un sous-garde-magasin.—Total cent dix.

Lorient. Un chef d'administration; cinq commissaires, dont deux de première classe, deux de deuxième et un de troisième; quatre sous-commissaires, deux de première classe, un de deuxième et un de troisième; cinq commis principaux; vingt-cinq commis, dont six de première classe, six de deuxième et treize de troisième; un garde-magasin.—Total quarante-un.

Le Havre. Un commissaire principal de première classe; un commissaire de première classe; quatre sous-commissaires, dont deux de première classe, deux de deuxième; quatre commis principaux; seize commis, dont quatre de première classe, quatre de deuxième et huit de troisième; un sous-garde-magasin.—Total vingt-sept.

Anvers. Un commissaire principal de deuxième classe; un sous-commissaire de première classe; un commis principal; trois commis, dont un de première classe, un de deuxième et un de troisième.—Total six.

Dunkerque. Un commissaire principal de deuxième classe; deux sous-commissaires, dont un de première classe et un de deuxième; deux commis principaux; trois commis, dont un de première classe et deux de deuxième; un sous-garde-magasin.—Total neuf.

Flessingue. Un commissaire de première classe; un sous-commissaire de première classe; un commis principal; trois commis, dont un de première classe et deux de deuxième.—Total six.

Ostende. Un commissaire de deuxième classe; un commis de première classe.—Total deux.

Cherbourg. Un commissaire principal de deuxième classe; un sous-commissaire de première; un commis principal; deux commis, dont un de première classe et un de deuxième.—Total cinq.

Saint-Malo. Un commissaire principal de deuxième classe; un sous-commissaire de première; deux commis principaux; trois commis, dont un de première classe et deux de deuxième.—Total sept.

Nantes. Un commissaire principal de deuxième classe; deux sous-commissaires, dont un de première classe, et un de deuxième; deux commis principaux; sept commis, dont deux de première classe, deux de deuxième et trois de troisième.—Total douze.

Bordeaux. Un commissaire principal de première classe; deux sous-commissaires, dont un de première classe et un de deuxième; deux commis principaux; huit commis, dont deux de première classe, deux de deuxième, et quatre de troisième; un sous-garde-magasin.—Total quatorze.

Bayonne. Un commissaire principal de deuxième classe; un sous-commissaire de première; un commis principal; quatre commis, dont un de première classe; un de deuxième et deux de troisième.—Total sept.

Marseille. Un commissaire de première classe ; un sous-commissaire de première ; deux commis de première.—Total quatre.

26. Le ministre pourra, lorsque les circonstances l'exigeront, déplacer les membres de l'administration d'un port à un autre, sans cependant en augmenter le nombre : ce déplacement ne sera que temporaire.

27. Les appointemens seront réglés ainsi qu'il suit : — Le chef d'administration aura, à Brest, douze mille francs ; à Rochefort, douze mille francs ; à Toulon, douze mille francs ; à Lorient, dix mille francs. — Les commissaires principaux de première classe, neuf mille francs ; de deuxième, huit mille francs. Les commissaires de première classe, six mille francs ; de deuxième, cinq mille quatre cents francs ; de troisième, quatre mille huit cents francs. Les sous-commissaires de première classe, trois mille francs ; de deuxième, deux mille sept cents francs ; de troisième, deux mille quatre cents francs. Les commis principaux, deux mille cent francs. Les commis de première classe, dix-huit cents francs ; de deuxième, quinze cents francs ; de troisième, douze cents francs. Les gardes-magasins de première classe, quatre mille deux cents francs ; de deuxième, trois mille six cents francs. Les sous-gardes-magasins, deux mille cent francs.

Ainsi, l'administration des ports sera composée et soldée ainsi qu'il suit : —Quatre chefs d'administration : trois à douze mille francs ; un à dix mille francs.—Total quarante-six mille francs. — Huit commissaires principaux : deux à neuf mille francs ; six à huit mille francs.—Total soixante-six mille francs.—Trente-cinq commissaires : quinze à six mille francs ; onze à cinq mille quatre cents francs ; neuf à quatre mille huit cents francs.—Total cent quatre-vingt douze mille six cents francs. — Quarante-cinq sous-commissaires : vingt-trois à trois mille francs ; quatorze à deux mille sept cents francs ; huit à deux mille quatre cents francs. — Total cent vingt-six mille francs.—Soixante-six commis principaux, à deux mille cent francs.—Total cent trente-huit mille six cents francs. — Trois cent onze commis : quatre-vingt-treize à dix-huit cents francs ; quatre-vingt-douze à quinze cents francs ; cent vingt-six à douze cents francs.—Total quatre cent cinquante-six mille six cents francs.—Quatre gardes-magasins : trois à quatre mille deux cents francs ; un à trois mille six cents francs.—Total seize mille deux cents francs.—Six sous-gardes-magasins à deux mille cent francs.—Total douze mille six cents francs.—Ainsi, la dépense totale des administrations se monte à la somme de un million cinquante quatre mille six cents francs.

28. Les frais de bureau seront payés ainsi qu'il suit : —A Brest, quinze mille francs ; Rochefort, dix mille cinq cents francs ; Toulon, treize mille cinq cents francs ; Lorient, six mille francs ; Le Havre, quatre mille cinq cents francs ; Anvers, quinze cents francs ; Dunkerque, trois mille francs ; Flessingue, mille francs ; Ostende, cinq cents francs ; Cherbourg, mille francs ; Saint-Malo, quinze cents francs ; Nantes, deux mille francs ; Bordeaux, deux mille cinq cents francs ; Bayonne, sept cent cinquante francs ; Marseille, sept cent cinquante francs.—Total soixante-quatre mille francs.

29. Les chefs d'administration des ports, ou commissaires principaux, chacun dans le port de sa résidence, feront la répartition de ces sommes entre les différens bureaux de leur ressort.

30. Le magasin général fournira les registres imprimés nécessaires à la comptabilité, les acquits et les casernets du port.

31. Il ne pourra être fait, au compte de la république, aucune impression que celles ci-dessus désignées, ni aucune fourniture de bois, lumières, papier, plume, encre, etc.

32. Ceux des ordonnateurs qui seront nommés aux places de chefs d'ad-

ministration, conserveront , tant qu'ils seront employés en cette qualité, les appointemens dont ils jouissent à présent.

33. Tous les employés dans l'administration des ports , qui ne seront pas conservés dans la présente organisation , jouiront du tiers de leurs appointemens , avec la faculté d'être appelés à remplir les places vacantes. Mais , si , après deux ans , ils ne sont pas remis en activité de service , ils seront censés réformés , et jouiront du traitement de réforme alloué par la loi.

34. Nul ne peut être admis en qualité de commis d'administration dans les ports , s'il n'est âgé de dix-huit ans , s'il n'a six mois de navigation , s'il ne répond à un examen sur l'arithmétique et les élémens de géométrie , et s'il n'est constaté qu'il a une bonne écriture.

35. Les commis d'administration feront le service des bureaux des ports et de l'inscription maritime , et pourront faire celui de la comptabilité à bord des vaisseaux de la république.—Nul commis ne sera promu à un grade supérieur , sans avoir satisfait à un examen sur les diverses parties du service de l'administration , soit en présence du chef , ou des deux plus anciens commissaires de l'administration.

SECTION VI. — Agens de la comptabilité à bord des vaisseaux.

36. Les chefs de l'administration , dans les ports , proposeront les agens de comptabilité à embarquer sur les vaisseaux et bâtimens de la république , au préfet maritime qui les choisira.

37. Les appointemens des agens de comptabilité seront fixés ainsi qu'il suit : sur les vaisseaux de quatre-vingts canons et au dessus , deux mille cent francs ; sur les vaisseaux de soixante-quatorze canons et au dessous , dix-huit cents francs ; sur les frégates , quinze cents francs ; sur les corvettes et autres bâtimens inférieurs , douze cents francs.

38. S'il est embarqué sur les bâtimens de la république des commis du port comme agens comptables , ils ne pourront avoir des appointemens inférieurs à ceux dont ils jouissent.

39. Il ne sera embarqué d'agens comptables en titre , que sur les bâtimens portant des canons et au moins soixante hommes d'équipage. Sur les plus petits bâtimens , ces fonctions seront remplies par un aspirant ou un novice timonnier , qui tiendra les comptes sous l'inspection du lieutenant et les ordres du capitaine.

40. A défaut de commis d'administration des ports , il ne pourra être embarqué , en qualité d'agens comptables , sur les vaisseaux , que des citoyens âgés de plus de vingt ans , ayant fait au moins une année de navigation sur les vaisseaux de la république ou du commerce , ayant eu de bons certificats de leur conduite , et étant en état de répondre à un examen sur l'arithmétique et sur la tenue des comptes des vaisseaux.

41. Leur première campagne devra être sur les corvettes de seize canons et au dessous , avec appointemens de commis de troisième classe.

42. A une seconde campagne , ils pourront être embarqués en la même qualité sur les frégates , avec les appointemens de commis de deuxième classe.

43. A une troisième campagne , ils pourront être embarqués en la même qualité sur les vaisseaux de soixante-quatorze canons et au dessous , concurremment avec les commis ordinaires de première classe , dont ils auront les appointemens et le titre pendant la campagne.

44. A une quatrième campagne , ils pourront être embarqués en la même qualité sur les vaisseaux de quatre-vingts canons et au dessus , concurremment avec les commis principaux des ports , dont ils auront les appointemens et le titre pendant la campagne.

45. Après quatre campagnes, ils pourront prétendre, avec les commis principaux de l'administration, au grade de sous-commissaire, soit dans la marine, soit dans les colonies.

46. Les appointemens des agens comptables qui ne sont pas employés comme commis de l'administration, cesseront de leur être payés le quinzième jour après le désarmement du vaisseau.

SECTION VII. — Inscription maritime (1).

47. Les commissaires, sous-commissaires, commis, préposés et syndics de l'inscription maritime, sont maintenus provisoirement sur le pied où ils se trouvent actuellement.

48. Les officiers de vaisseau nommés pour inspecter les hommes de mer, recevront, en indemnité de frais de voyage, une somme qui sera déterminée par le préfet maritime, et qui ne pourra excéder deux mille quatre cents francs pour chacun et par an.

SECTION VIII. — Des inspecteurs de marine.

49. Il y aura pour l'inspection de marine,

A Brest. Un inspecteur; cinq sous-inspecteurs, dont trois de première classe et deux de deuxième; seize commis, dont six de première classe, cinq de deuxième et cinq de troisième. — Total vingt-deux.

A Rochefort. Un inspecteur; trois sous-inspecteurs, dont deux de première classe et un de deuxième; dix commis, dont quatre de première classe, trois de deuxième et trois de troisième. — Total quatorze.

A Toulon. Un inspecteur; quatre sous-inspecteurs, dont deux de première classe, et deux de deuxième; douze commis, dont quatre de chaque classe. — Total dix-sept.

A Lorient. Un inspecteur; deux sous-inspecteurs, dont un de première classe et un de deuxième; six commis, dont deux de chaque classe. — Total neuf.

Au Havre. Un inspecteur; un sous-inspecteur de deuxième classe; deux commis, dont un de première classe et un de deuxième. — Total quatre.

A Anvers. Un sous-inspecteur de première classe; un commis de première. — Total deux.

A Dunkerque. Un sous-inspecteur de deuxième classe; un commis de première. — Total deux.

A Cherbourg. Un sous-inspecteur de deuxième classe.

A Saint-Malo. Un sous-inspecteur de deuxième classe; deux commis, dont un de première classe et un de deuxième. — Total trois.

A Nantes. Un sous-inspecteur de première classe; deux commis, dont un de première classe et un de deuxième. — Total trois.

A Bordeaux. Un sous-inspecteur de première classe; deux commis, dont un de première classe et un de deuxième. — Total trois.

A Bayonne. Un sous-inspecteur de première classe; un commis de première. — Total deux.

50. Les inspecteurs seront pris parmi ceux qui ont été ou qui sont encore contrôleurs, administrateurs, officiers de vaisseau, ou ingénieurs-constructeurs.

51. Les appointemens des inspecteurs seront de douze mille francs dans les ports de Brest, Toulon, Rochefort; de dix mille francs dans les ports

(1) Voyez, sur l'inscription maritime, la loi du 3 brumaire an 4 (25 octobre 1795), et la note.

de Lorient et du Havre.—Ceux des sous-inspecteurs seront, pour la première classe, de cinq mille francs; pour la deuxième, de quatre mille francs; ceux des commis seront, pour la première classe, de dix-huit cents francs; pour la deuxième, de quinze cents francs; pour la troisième, de douze cents francs.

52. Pour frais de bureau, il sera alloué aux inspecteurs dans les ports de Brest, Toulon et Rochefort, quinze cents francs;—Dans ceux de Lorient et du Havre, douze cents francs;—Aux sous-inspecteurs dans les autres ports, à chacun, huit cents francs. — Ainsi le tableau de la dépense de l'inspection sera comme il suit : — Cinq inspecteurs, dont trois à douze mille francs; deux à dix mille francs. — Total cinquante-six mille francs. — Vingt-deux sous-inspecteurs, dont douze à cinq mille francs; dix à quatre mille francs. — Total cent mille francs — Cinquante-cinq commis, dont vingt-trois à dix-huit cents francs; dix-huit à quinze cents francs; quatorze à douze cents francs. — Total quatre-vingt-cinq mille deux cents francs. — Total général deux cent quarante-un mille deux cents francs. — Et celle des bureaux, trois bureaux à quinze cents francs; deux bureaux à douze cents francs; six bureaux à huit cents francs. — Total onze mille sept cents francs.

SECTION IX. — Du conseil.

53. Il y aura pour chacun des ports de Brest, Rochefort, Toulon et Lorient, un secrétaire du conseil. — Les appointemens des secrétaires seront fixés ainsi qu'il suit : — A ceux de Brest, Toulon, Rochefort, chacun trois mille francs; à celui de Lorient, deux mille quatre cents francs. — Total onze mille quatre cents francs. — Dans les autres arrondissemens, un des sous-commissaires fera les fonctions de secrétaire.

SECTION X. — Dispositions générales.

54. Il sera accordé une indemnité pour frais de route, — Au préfet, dans l'étendue de son arrondissement; — Au chef de l'état major des ports, lorsqu'il aura reçu des ordres qui exigeront un déplacement de deux jours et plus; — Aux officiers qui auront reçu des ordres pour se rendre d'un port dans un autre; — A l'inspecteur des constructions navales; — Au chef de construction qui sera dans le cas de se déplacer pendant deux jours et plus; — Au chef de l'administration et aux commissaires envoyés dans l'arrondissement pour le service, ou pour les prises ou bâtimens naufragés, lorsque le déplacement durera deux jours et plus; — Aux inspecteurs et sous-inspecteurs dans le même cas; — Aux commis de la marine qui recevront des ordres de déplacement.

55. L'indemnité sera réglée selon un tarif particulier.

56. Les préfets maritimes jouiront des honneurs accordés au vice-amiral.

57. Lorsqu'un officier général aura reçu du gouvernement le titre d'amiral, il exercera, dans l'arrondissement où il sera envoyé, l'autorité ministérielle; le préfet maritime se conformera à ses ordres.

58. Le rang au conseil, dans les cérémonies publiques et partout où il y a concours d'autorités différentes, est déterminé par l'article suivant, qui n'établit d'ailleurs aucune identité de grade.

59. L'inspecteur du génie maritime prendra place avec les contre-amiraux suivant la date de son brevet; — Les inspecteurs de marine, les chefs d'administration et les chefs de construction, avec les chefs de division; — Les commissaires principaux, après les chefs de division et avant les capitaines de vaisseau; — Les ingénieurs de première classe, les commissaires et le premier des sous-inspecteurs de marine, avec les capitaines de vaisseau; — Les ingénieurs de deuxième classe, avec les capitaines de frégate; — Les

sous-ingénieurs de première classe, les sous-inspecteurs de marine et les sous-commissaires, avec les lieutenans de vaisseau ; — Les sous-ingénieurs de deuxième classe, avec les enseignes de vaisseau ; — Les commis de l'administration, après les enseignes de vaisseau ; — Les élèves du génie maritime, avec les aspirans de la marine.

60. Dans aucun cas ni sous aucun prétexte, le ministre ne pourra excéder le nombre d'employés déterminé par les lois ou réglemens ; mais il lui est toujours permis de ne pas aller jusqu'à ce nombre, et de laisser vacantes, dans chaque grade, les places qui peuvent l'être sans nuire au service.

61. Les uniformes des préfets, ceux des officiers de vaisseau, des officiers du génie maritime, des officiers d'administration et des inspecteurs de marine, seront fixés par un règlement particulier.

N° 442. = 7 thermidor an 8 (26 juillet 1800). = **ARRÊTÉ relatif aux cautionnemens des payeurs et cuissiers du trésor public** (1). (III, Bull. XLV, n° 332.)

N° 443. = 9 thermidor an 8 (28 juillet 1800). = **ARRÊTÉ qui proroge jusqu'au 1^{er} vendémiaire an 9 la commission établie pour le travail relatif à la radiation des individus inscrits sur la liste des émigrés** (2). (III, Bull. XXXIV, n° 230.)

Art. 1^{er}. La commission établie, en vertu de l'arrêté du 7 ventose dernier, pour le travail relatif à la radiation des individus inscrits sur la liste des émigrés, est prorogée jusqu'au 1^{er} vendémiaire de l'an 9 : les membres en seront nommés par le ministre de la justice.

2. Elle sera divisée en cinq bureaux, composés de six membres chacun, par la voie du sort, et renouvelés tous les quinze jours.

3. Il sera formé, aux mêmes époques, un bureau de révision, composé de cinq commissaires désignés par le sort dans chaque bureau.

4. Les membres de la commission et de la révision seront tenus, sous leur responsabilité, de n'exprimer leur avis que sur les réclamations antérieures au 4 nivose dernier : ils feront mention, dans leur avis, que les réclamans se trouvent sur la liste envoyée par le ministre de la police.

5. Lorsque le bureau de révision se trouvera d'un avis différent d'avec le bureau révisé, l'affaire sera rapportée au ministre de la justice par un des commissaires du bureau de révision.

6. Les affaires distribuées à chaque bureau seront examinées suivant l'ordre numérique des cartons.

7. Le travail qui sera présenté chaque décade à la signature des consuls, le sera dans le même ordre.

8. Les fonds nécessaires aux dépenses ultérieures de cet établissement, continueront d'être distraits du crédit du ministre de la police générale, jusqu'à concurrence de la somme de soixante-dix-neuf mille huit cent cinquante francs.

(1) Voyez l'arrêté du 4 germinal an 8 (25 mars 1800), et la note.

Le présent arrêté a été remplacé par celui du 13 frimaire an 9 (4 décembre 1800), et par celui du 26 germinal an 12 (16 avril 1804), auxquels ont succédé les dispositions de la loi du 28 avril—4 mai 1816 : il n'offre donc plus aucun intérêt.

(2) Voyez, sur le mode de radiation des émigrés inscrits sur les listes, les lois citées dans le § 1^{er} des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792 : elles résument la matière. Voyez notamment l'arrêté du 28 vendémiaire an 9 (20 octobre 1800), concernant la radiation des émigrés, et les notes.

N° 444. = 9 thermidor an 8 (28 juillet 1800). = *ARRÊTÉ portant création d'un directoire de l'habillement et de l'équipement des troupes* (1). (III, Bull. xxxvi, n° 235.)

N° 445. = 13 thermidor an 8 (1^{er} août 1800). = *ARRÊTÉ relatif au mode d'approbation des tarifs et réglemens pour la perception des octrois municipaux* (2). (III, Bull. xxxv, n° 232.)

Art. 1^{er}. Le ministre de l'intérieur approuvera les tarifs et les réglemens présentés par les conseils municipaux, avec les modifications qu'il jugera convenables, conformément aux principes déterminés par les lois (3).

2. Tous les mois, le ministre présentera aux consuls, qui prononceront définitivement, les tarifs et les réglemens qu'il aura approuvés.

3. En attendant, et provisoirement, l'autorisation du ministre sera considérée comme décision du gouvernement, en tout ce qui concerne tant les octrois précédemment établis que ceux qui le seront par la suite.

N° 446. = 14 thermidor an 8 (2 août 1800). = *ARRÊTÉ relatif à la perception du droit de transit dans les nouveaux départemens situés sur la rive gauche du Rhin*. (III, Bull. xxxv, n° 233.)

N° 447. = 16 thermidor an 8 (4 août 1800). = *ARRÊTÉ qui détermine les cas où les tabacs en feuilles importés par bâtimens français sont admis à la réduction du droit d'entrée* (4). (III, Bull. xxxv, n° 234.)

N° 448. = 16 thermidor an 8 (4 août 1800). = *ARRÊTÉ contenant règlement sur le recouvrement des contributions directes et l'exercice des contraintes* (5). (III, Bull. xxxviii, n° 244.)

Les consuls. . . — Vu les lois des 23 novembre—1^{er} décembre 1790, 26 septembre—2 octobre 1791, 17 brumaire an 5 et 3 frimaire an 7, relatives aux contributions directes;—Considérant que ces lois, en autorisant l'envoi et le séjour des porteurs de contraintes chez les contribuables en retard de payer leurs contributions, ne règlent pas l'emploi de cette mesure; que le gouvernement doit aux contribuables, autant qu'au trésor public, de la régulariser, pour assurer non seulement le recouvrement des contributions, mais pour prévenir en même temps les rigueurs qui en résulteraient, si elle était employée sans nécessité ou d'une manière arbitraire;—Considérant aussi qu'il est important de coordonner, avec le système actuel de l'administration, les

(1) Ce directoire n'existe plus depuis long-temps.—L'ordonnance du 19 décembre 1814—11 janvier 1815 l'a supprimé par ses art. 1^{er} et 6, et a établi un nouveau mode d'administration de l'habillement des troupes; et cette ordonnance a été maintenue par celle du 14—18 avril 1815, qui a confirmé de nouveau la suppression du directoire.

(2) Voyez, sur les octrois, la loi du 5 ventose an 8 (24 février 1800), et les notes; et surtout l'ordonnance du 9—27 décembre 1814, et les notes.

(3) Ce sont les lois des 11 frimaire an 7 (1^{er} décembre 1798), 19 frimaire an 8 (10 décembre 1799), 27 du même mois de frimaire (18 décembre 1799), et 5 ventose an 8 (24 février 1800).

(4) Voyez le décret du 20—27 mars 1791, et les notes qui résument la législation sur les tabacs: les motifs qui nous portent à ne pas insérer le présent arrêté y sont exprimés.

(5) Voyez, sur cet objet, la loi du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798), tit. VIII, et les notes.

Voyez spécialement la loi du 2 messidor an 7 (20 juin 1799), concernant les réclamations en matière de contributions foncières; l'arrêté du 24 floreal an 8 (14 mai 1800), sur le même objet, et les notes; et la loi du 12—22 novembre 1808, relative au privilège du trésor public pour le recouvrement des contributions directes.

principes consacrés par les lois en matière de contributions; — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent :

§ 1^{er}. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. Les contributions directes sont payables à raison d'un douzième par mois.

2. Il y aura pour leur recouvrement un percepteur par chaque ville, bourg et village ayant son rôle particulier.

3. L'adjudication de la levée des contributions directes sera faite par les maires, ou, à leur défaut, par les adjoints, avant le 1^{er} fructidor de chaque année.

4. L'adjudication sera faite au rabais, et ne pourra pas excéder cinq centimes par franc.

5. L'adjudicataire fournira un cautionnement en immeubles, dont la valeur libre sera du quart, au moins, du montant du rôle de la contribution foncière.

6. Le receveur particulier de l'arrondissement fera fournir, sous sa responsabilité personnelle, dans la décade qui suivra l'adjudication, le cautionnement exigé par l'article précédent; à l'effet de quoi les maires ou adjoints adresseront, sans délai, au receveur particulier, le procès-verbal d'adjudication.

7. Dans les dix jours de la réception de leur cautionnement, les percepteurs seront tenus, à leurs frais, — 1^o De le faire inscrire au bureau de la conservation des hypothèques de la situation des biens, et d'en rapporter certificat au receveur particulier; — 2^o De lui rapporter, dans le même délai, l'état certifié par le conservateur, des charges et hypothèques inscrites sur lesdits biens, ou le certificat qu'il n'en existe aucune.

8. Aucun percepteur en exercice ne pourra se rendre adjudicataire qu'après avoir justifié de l'entier versement du produit des contributions dont les termes seront échus.

9. A défaut d'adjudicataire, le conseil municipal, convoqué extraordinairement par le maire ou son adjoint, nommera d'office, dans la première décade de fructidor, un percepteur dont la solvabilité soit connue.

10. Le percepteur nommé d'office qui n'aura pas fourni de cautionnement, ne jouira que d'une remise de trois centimes par franc; la remise sera de cinq centimes s'il fournit le cautionnement déterminé par l'article 5.

11. S'il se trouve un déficit dans la caisse d'un percepteur dont l'insolvabilité soit constatée par la discussion de ses biens et de ceux de son cautionnement, et que le receveur particulier, le maire et les membres du conseil municipal aient satisfait, chacun en ce qui le concerne, aux dispositions ci-dessus, la somme manquante restera à la charge de la communauté, et sera réimposée sur les rôles de la même année. — Le sous-préfet est chargé de l'exécution du présent article.

12. Le procès-verbal d'adjudication, ou, à défaut d'adjudication, l'acte de nomination d'office du percepteur, sera envoyé, avant le 15 fructidor, par les maires ou adjoints, au sous-préfet, qui en donnera récépissé.

13. Les rôles des contributions directes seront rendus exécutoires par le préfet, dans la décade, à compter de leur réception; il les remettra ensuite au directeur des contributions, qui les fera passer, par les contrôleurs, aux maires ou adjoints, avant le 1^{er} vendémiaire de chaque année.

14. Dans les cinq jours qui suivront la réception des rôles, les maires ou adjoints les feront publier, et les remettront au percepteur, qui en donnera sa reconnaissance au bas du procès-verbal.

15. Le percepteur ne pourra rien exiger des contribuables, qu'il ne soit porteur d'un rôle rendu exécutoire et publié.

16. Il émargera sur le rôle, en présence du contribuable, la somme qu'il recevra : il croisera les articles entièrement soldés ; et s'il en est requis par le contribuable, il lui en donnera quittance sur papier libre, pour laquelle il ne pourra rien exiger.

17. Les percepteurs qui n'auront fait aucune poursuite contre les contribuables en retard, pendant trois années consécutives, perdront leur recours et toute action contre eux. — Après ce délai, les maires ou adjoints retireront les rôles, et les déposeront aux archives de l'arrondissement communal.

§ II. — Organisation des porteurs de contraintes.

18. A compter de la publication du présent règlement, il sera choisi, dans chacun des arrondissemens communaux, des porteurs de contraintes, chargés exclusivement d'exécuter celles qui seront décernées par le receveur particulier pour le paiement des contributions directes. — Les porteurs de contraintes feront seuls les fonctions d'huissiers pour les contributions directes. — Ils ne sont pas assujétis au droit de patente.

19. Les porteurs de contraintes seront choisis parmi les citoyens de l'arrondissement, sachant lire, écrire, calculer, et ayant une instruction suffisante pour exécuter toutes les opérations relatives à leurs fonctions. — Les invalides et les anciens militaires réunissant ces conditions, et munis de certificats de bonne conduite, seront choisis de préférence. — Aucun des individus attachés au service du préfet, des sous-préfets et des receveurs, ne pourra remplir les fonctions de porteur de contraintes.

20. Les porteurs de contraintes seront nommés par le sous-préfet, sur la présentation du receveur particulier. — Les choix du sous-préfet seront soumis à l'approbation du préfet. — Il sera fait un état triple de cette nomination : le premier, pour être déposé aux archives de la préfecture ; le second, à celles de la sous-préfecture ; et le troisième, pour être remis au receveur, le tout sans frais.

21. Le sous-préfet recevra des porteurs de contraintes la promesse de fidélité à la constitution, prescrite par la loi ; il en sera fait mention sur la commission, laquelle ne sera délivrée qu'après avoir été visée par le préfet.

22. Les porteurs de contraintes devront être munis de leur commission dans l'exercice de leurs fonctions ; ils en feront mention dans leur actes, et la représenteront lorsqu'ils en seront requis.

23. Le nombre des porteurs de contraintes sera calculé sur la population des communes composant l'arrondissement communal, et il ne pourra pas excéder celui de deux par quinze communes rurales. — Dans les villes et gros bourgs, le nombre des porteurs de contraintes sera calculé proportionnellement à la population de vingt communes rurales.

24. Dans le cas où les porteurs de contraintes seront injuriés, ou s'il leur est fait rébellion, ils se retireront chez le maire ou l'adjoint du lieu, pour en dresser procès-verbal et l'affirmer.

25. Les receveurs particuliers seront chargés de surveiller et de faire surveiller la conduite des porteurs de contraintes, de prendre à leur égard tous les renseignemens qui pourront leur être fournis soit par les percepteurs, soit par les contribuables, et de les adresser, sans délai, au sous-préfet de l'arrondissement. — Celui-ci surveillera lui-même et fera surveiller les porteurs de contraintes par les maires ou adjoints. — Le directeur des contributions directes fera aussi surveiller par les contrôleurs les porteurs de contraintes ; et il transmettra au sous-préfet les renseignemens qu'il aura recueillis sur la conduite de ceux-ci. — Les contribuables pourront porter

directement leurs plaintes au sous-préfet, qui statuera sommairement sur toutes celles qui lui parviendront contre les porteurs de contraintes; il pourra même les révoquer, sauf, dans tous les cas, le recours au préfet.

26. Si les délits donnent lieu, par leur nature, à des poursuites extraordinaires, le préfet adressera les pièces aux juges compétens.

27. Les porteurs de contraintes ne jouiront d'aucun traitement fixe, et ne seront payés qu'autant qu'ils seront employés. — Le prix de leurs journées sera réglé chaque année par le préfet, sur l'avis des sous-préfets, et ne pourra pas excéder deux francs, ni être au dessous d'un franc. — L'arrêté du préfet, portant cette fixation, sera imprimé et affiché.

28. Les porteurs de contraintes ne pourront rien prétendre pour les jours qu'ils auront été en route en se rendant dans les lieux où ils doivent être employés, non plus que pour le temps qu'ils y auront passé sans travailler; ils ne pourront, étant en activité de service, exiger du percepteur ni des redevables que le logement, la nourriture et une place au feu commun. — Il leur est expressément défendu de se loger à l'auberge aux frais des redevables, même sur la demande de ceux-ci. — Il leur est également défendu de recevoir, ni des percepteurs, ni des redevables, le prix de leur travail, qui ne devra leur être payé que par le receveur particulier, d'après la taxe qui en aura été faite.

29. Les procès-verbaux et actes des porteurs de contraintes, relatifs à leur séjour chez les percepteurs et chez les redevables, ne seront soumis ni au timbre, ni à l'enregistrement; mais le commandement qui précédera les saisies et ventes, sera assujéti à ces droits.

30. Les receveurs particuliers décerneront, dans leurs arrondissemens respectifs, les contraintes contre les percepteurs et les contribuables en retard de se libérer. — Les contraintes seront signées par le receveur particulier, et ne pourront être mises à exécution qu'après avoir été visées par le sous-préfet de l'arrondissement. — Elles seront conformes au modèle annexé au présent règlement sous le numéro 1^{er}.

§ III. — Contraintes et poursuites à exercer contre les percepteurs.

31. Les porteurs de contraintes vérifieront, à leur arrivée, en présence du maire ou de son adjoint, la situation du percepteur, d'après les sommes qu'il aura reçues, et les quittances que le receveur lui aura délivrées.

32. Les porteurs de contraintes s'établiront à domicile réel chez le percepteur, et à ses frais, sans répétition contre les redevables, et avant de pouvoir exercer contre eux aucune contrainte ni poursuite, dans les cas suivans : — 1^o Si, sur les informations que prendront d'abord les porteurs de contraintes, les maires ou adjoints leur attestent, par écrit, que le percepteur n'a pas fait toutes les diligences auxquelles il est obligé pour dispenser le receveur de poursuivre les redevables; — 2^o Si le percepteur a recouvré et conservé entre ses mains le tiers de la somme exigée par la dernière contrainte; — 3^o Si le percepteur a commis un divertissement de deniers, constaté par un procès-verbal des porteurs de contraintes, affirmé devant le maire ou son adjoint.

33. Aussitôt que le receveur particulier aura été informé d'un divertissement de deniers, il fera faire à l'instant toutes les saisies et actes conservatoires. — Il pourra, en outre, décerner une contrainte par corps contre le percepteur, laquelle ne pourra néanmoins être mise à exécution qu'avec le *visa* du juge de paix.

34. Le receveur particulier enverra aussi le procès-verbal et les pièces à l'appui au sous-préfet, qui ordonnera au maire ou à son adjoint de procé-

der sans retard, sous peine de responsabilité, à une nouvelle adjudication de ce qui restera à recouvrer sur les rôles; en conséquence, le receveur particulier fera remettre, dans le jour, s'il est possible, au maire ou à son adjoint, les rôles avec l'état des sommes à recouvrer. — A défaut d'adjudicataire, le conseil municipal nommera d'office un percepteur.

35. Si, dans les cinq jours suivants, la somme divertie n'est pas remplacée, le receveur particulier fera procéder à la vente des meubles et effets du percepteur, même à l'expropriation forcée de ses immeubles, par-devant les juges compétens, jusqu'à concurrence de ladite somme; et, en cas d'insuffisance, il sera procédé par les mêmes voies sur le cautionnement.

36. Les mesures prescrites par les articles qui précèdent, n'empêcheront pas les poursuites extraordinaires auxquelles le divertissement de deniers pourrait donner lieu.

37. Tous les frais faits à l'occasion d'un divertissement de deniers, seront à la charge des percepteurs, et seront réglés par les sous-préfets, sauf le recours au préfet, à l'exception des frais faits devant les tribunaux, lesquels seront réglés en la forme ordinaire.

38. Les maires ou adjoints vérifieront, toutes les décades, les rôles du percepteur. — Ils dresseront, chaque mois, un procès-verbal de leurs vérifications, conformément au modèle annexé au présent sous le numéro 2, et l'enverront au sous-préfet.

39. Les porteurs de contraintes ne pourront rester plus de cinq jours consécutifs chez le même percepteur.

§ IV. — Contraintes et poursuites à exercer contre les redevables.

40. Les porteurs d'une contrainte la présenteront, à leur arrivée, au maire ou à son adjoint, et en demanderont la publication.

41. Après que les porteurs de contraintes auront vérifié que le percepteur ne se trouve pas dans le cas prévu par l'article 32, ils feront sur le rôle le relevé des contribuables en retard, les porteront sur un bulletin, et distribueront à chacun des redevables un avertissement sur papier non timbré, conforme au modèle annexé au présent règlement sous le numéro 3. — Il ne sera payé que cinq centimes pour chaque avertissement, par le redevable qui l'aura reçu. — Les porteurs de contraintes passeront successivement dans les autres communes comprises dans la contrainte, pour y faire la même opération.

42. Le percepteur, à la première réquisition faite en présence du maire ou de son adjoint, indiquera aux porteurs de contraintes la demeure et les facultés connues des redevables. En cas de refus de la part du percepteur, les porteurs de contraintes s'établiront à domicile réel chez celui-ci, à ses frais, et sans répétition contre les redevables.

43. Quand les porteurs de contraintes auront distribué leurs avertissements dans toutes les communes qui y sont désignées, ils viendront en rendre compte au receveur particulier, lui présenteront de nouveau la contrainte à viser, et partiront ensuite pour séjourner chez les redevables qui n'auront pas satisfait à l'avertissement.

44. Les porteurs d'une contrainte ne pourront séjourner plus de dix jours dans la même commune, et plus de deux jours chez un redevable. — Ils s'établiront d'abord à domicile chez le plus fort contribuable en retard, et successivement chez les autres, toujours en continuant par le plus fort. — Les porteurs de contraintes ne pourront pas s'établir à domicile chez les redevables qui paieront moins de quarante francs de contributions directes.

— Les frais de séjour des porteurs de contraintes seront répartis sur tous les redevables de la commune, en proportion de leurs débets.

45. Après les dix jours fixés par l'article précédent, le bulletin conforme au modèle annexé au présent règlement sous le numéro 4, sera rempli et fait double; il sera signé par les porteurs de contraintes, et certifié par les maires ou adjoints; il sera ensuite remis cacheté au percepteur, qui le portera au receveur particulier, avec les sommes que le séjour des porteurs des contraintes lui aura procurées.

46. A mesure que les bulletins parviendront au receveur particulier, il les adressera au sous-préfet pour en régler la taxe, qui se fera sans frais, et ne pourra jamais excéder le huitième de la somme due.

47. Le sous-préfet renverra, sans retard, les bulletins taxés, au receveur particulier, qui en gardera un double, et remettra l'autre, quittancé de lui, au percepteur, après lui en avoir retenu le montant, dont celui-ci se remboursera sur les redevables, en leur donnant quittance.

48. Le receveur particulier paiera sur le bulletin taxé, resté entre ses mains, les salaires des porteurs de contraintes, qui lui en donneront quittance.

49. A la fin de chaque année, le receveur particulier rendra au sous-préfet un compte général des frais établis en recette et dépense par les quittances des porteurs de contraintes.

50. Les porteurs de contraintes ne pourront, dans aucun cas ni sous aucun prétexte, recevoir aucune somme des percepteurs ni des contribuables pour les porter au receveur particulier, à peine de destitution, et de restitution des sommes reçues. — Il est défendu aux percepteurs et aux redevables de leur en confier, à peine de payer deux fois.

51. Après les dix jours fixés par l'article 44, le percepteur pourra faire procéder par voie de saisie et vente des meubles et effets, même des fruits pendant par racines, contre les contribuables qui n'auront pas acquitté leurs contributions échues.

52. Ne pourront être saisis pour contributions arriérées et pour frais faits à ce sujet, les lits, vêtemens nécessaires au contribuable et à sa famille, les chevaux, mulets et bêtes de trait servant au labour, les harnais et instrumens aratoires, ni les outils et métiers à travailler. — Il sera laissé au contribuable en retard, une vache à lait, à défaut de vache une chèvre, ainsi que la quantité de grains ou graines nécessaire à l'ensemencement ordinaire des terres qu'il exploite. — Les abeilles, les vers à soie, les feuilles de mûrier, ne seront saisissables que dans les temps déterminés par les lois sur les biens et usages ruraux. — Les porteurs de contraintes qui contreviendront à ces dispositions, seront condamnés à cent francs d'amende.

53. Les fonctions attribuées aux sous-préfets et aux receveurs particuliers par le présent règlement, seront respectivement exercées par les préfets et receveurs généraux dans l'arrondissement communal du chef-lieu du département.

(*Suivent les modèles de contraintes.*)

N° 449. = 17 thermidor an 8 (5 août 1800). = *ARRÊTÉ relatif à l'exemption de droit pour la bière fabriquée à Dunkerque.* (III, Bull. XXXVI, n° 237.)

N° 450. = 17 thermidor an 8 (5 août 1800). = *ARRÊTÉ relatif au remboursement des sommes payées par les salpêtriers pour le transport du salpêtre et des terres et démolitions salpêtrées.* (III, Bull. XXXVI, n° 238.)

N° 451. = 22 thermidor an 8 (10 août 1800). = **ARRÊTÉ** *relatif à la nomination, à l'installation et au service des huissiers* (1). (III, Bull. **xxxix**, n° 246.)

Art. 1^{er}. Dans la décade qui suivra la publication du présent arrêté, chaque tribunal de première instance, tribunal d'appel et tribunal criminel, indiquera, si fait n'a été, par un avis en forme d'arrêté, le nombre d'huissiers dont il croira la création nécessaire.

2. Cet avis, ainsi que la liste contenant les noms, prénoms, âge et demeure des candidats que le tribunal présentera à la nomination du premier consul, seront, si fait n'a été, adressés de suite au ministre de la justice.

3. Le lendemain du jour d'audience qui aura suivi immédiatement celui où le tribunal aura connu officiellement et porté sur ses registres l'arrêté du premier consul portant création de nouveaux huissiers, tous les anciens huissiers, autres que ceux compris dans cet arrêté, soit qu'ils fussent immédiatement attachés aux tribunaux supprimés par la loi du 27 ventose, soit qu'ils exerçassent dans leur ressort, en vertu de pouvoirs antérieurs, n'auront plus aucun caractère public, et cesseront leurs fonctions.

4. La liste contenant les noms, prénoms, âge et demeure desdits huissiers, ensemble l'article 3 du présent règlement, seront, à la diligence du commissaire du gouvernement près chaque tribunal, imprimés et affichés, dans le plus bref délai, partout où besoin sera.

5. Les huissiers nouvellement créés ne pourront exercer qu'après avoir prêté serment devant le tribunal auprès duquel ils sont établis.

6. Aucun huissier ne sera admis à cette prestation de serment, qu'au préalable il n'ait justifié de la quittance du cautionnement exigé par la loi du 27 ventose an 8.

7. Les huissiers seront chargés exclusivement, 1° du service personnel près leurs tribunaux respectifs ; 2° des significations d'avoué à avoué, aussi près leurs tribunaux respectifs : ils feront concurremment tous autres exploits, mais dans le ressort seulement du tribunal de première instance (2).

N° 452. = 23 thermidor an 8 (11 août 1800). = **ARRÊTÉ** *portant qu'à compter du second semestre de l'an 8, les rentes et pensions sur l'état seront acquittées en numéraire, et par l'intermédiaire de la banque de France.* (III, Bull. **xxxvii**, n° 239.)

N° 453. = 25 thermidor an 8 (13 août 1800). = **ARRÊTÉ** *relatif aux passeports ou sauf-conduits accordés par les ministres ou autres agents diplomatiques des puissances alliées ou neutres.* (III, Bull. **xxxvii**, n° 241.)

N° 454. = 25 thermidor an 8 (13 août 1800). = **ARRÊTÉ** *qui accorde amnistie*

(1) Voyez l'art. 96 de la loi du 27 ventose an 8 (18 mars 1800), qui ordonne leur établissement ; et, sur leur organisation et leur service, le règlement général du 14 juin 1813, et les notes qui résument la législation et la jurisprudence.

(2) L'huissier d'une cour royale peut suivre l'exécution des arrêts de cette cour dans toute l'étendue de son ressort, et instrumenter en conséquence. Cass., 22 juillet 1806, **SIR.**, VIII, 1, 243. — Jugé, au contraire, que l'huissier attaché à une cour royale n'a pas le droit d'exploiter dans toute l'étendue du ressort de cette cour, mais seulement dans le ressort du tribunal civil du lieu où siège la cour. Cass., 12 avril 1808, **SIR.**, VIII, 1, 244 ; et 17 juillet 1811, **SIR.**, XII, 1, 29.

aux habitans des départemens mis hors de la constitution par la loi du 23 nivose an 8. (III, Bull. xxxvii, n° 242.)

N° 455. = 25 thermidor an 8 (13 août 1800). = *AVIS du conseil d'état portant qu'il n'y a pas lieu à proroger les dispositions de la loi du 26 frimaire an 3, sur l'emploi des détenus âgés de seize ans. (III, Bull. xxxvii, n° 243.)*

N° 456. = 25 thermidor an 8 (13 août 1800). = *ARRÊTÉ relatif à la construction d'un canal pour détourner le cours de la rivière du Coesnon. (III, Bull. xxxix, n° 247.)*

N° 457. = 27 thermidor an 8 (15 août 1800). = *ARRÊTÉ portant fixation des dépenses du bureau des colonies établi à Paris. (III, Bull. xxxix, n° 248.)*

N° 458. = 27 thermidor an 8 (15 août 1800). = *ARRÊTÉ portant que les noms des militaires qui auront obtenu des sabres, des fusils d'honneur, etc., seront inscrits au temple de Mars. (III, Bull. xxxix, n° 249.)*

N° 459. = 29 thermidor an 8 (17 août 1800). = *ARRÊTÉ relatif à la composition et à l'organisation du corps des officiers de la marine (1). (III, Bull. xxxix, n° 250.)*

N° 460. = 1^{er} fructidor an 8 (19 août 1800). = *ARRÊTÉ relatif aux étapes (2). (III, Bull. xl, n° 254.)*

N° 461. = 3 fructidor an 8 (21 août 1800). = *ARRÊTÉ qui prononce des peines contre les militaires invalides convaincus d'avoir vendu ou donné des effets distribués à leur usage. (III, Bull. xxxix, n° 252.)*

Art. 1^{er}. Tout militaire invalide qui sera convaincu d'avoir vendu ou donné en totalité ou en partie les effets qui lui auront été distribués pour son usage, sera puni, s'il est officier, d'un mois de prison; de vingt jours de prison, s'il est sous-officier; de quinze jours, s'il est soldat.—Les uns et les autres seront, en sortant de prison, consignés à l'hôtel, privés de l'honneur de porter l'habit d'invalides, de la moitié de leur ration de vin, et de la moitié de leur pension pour menus besoins, jusqu'au moment où, par l'effet de ces deux retenues réunies, ils auront soldé le prix entier des effets qu'on leur aura fournis en remplacement de ceux qu'ils auront donnés ou vendus.

2. Le militaire invalide qui aura commis deux fois cette même faute, sera

(1) Voyez, sur l'organisation de la marine militaire, le décret du 29 avril (28 et) — 15 mai 1791, et les notes qui résument la législation. — Les dispositions du présent arrêté ont été rem placées successivement par celles des ordonnances des 1^{er} juillet — 6 août 1814, 1^{er} juillet — 21 septembre 1814, 29 novembre — 16 décembre 1815, 31 octobre — 22 novembre 1819, 23 juin — 30 juillet 1824, et 31 octobre — 11 décembre 1827, qui ont réorganisé complètement le corps des officiers de la marine, et statué sur la composition, le service, l'avancement et les appointemens de ce corps. Le présent arrêté ne présente donc plus aucun intérêt.

(2) Voyez, sur cet objet, le règlement du 25 germinal an 13 (15 avril 1805), sect. 8 et 9 du titre II, qui remplacent les dispositions du présent arrêté.—Voyez encore l'arrêté du 19 frimaire an 9 (10 décembre 1800), additionnel au présent; et le décret du 30 juin 1810, concernant le tarif des rations de vivres et de fourrages à distribuer sur le pied de paix, de guerre et de rassemblement.

renvoyé avec la pension représentative de l'hôtel ; dans aucun temps , il ne pourra être de nouveau admis audit hôtel.

3. Tout invalide consigné à l'hôtel pour les cas prévus au présent arrêté, ou qui l'aura été pour toute autre faute, portera pendant la durée de sa punition, un bonnet de police, et une longue redingote d'une grosse étoffe de laine grise. Celui qui, consigné à l'hôtel, en sortira, subira un mois de prison ; et, après ce temps, il recommencera le temps pour lequel il avait été consigné.

N° 462. = 3 fructidor an 8 (21^e août 1800). = **ARRÊTÉ relatif aux états-majors des divisions et des places** (1). (III, Bull. XL, n° 255.)

N° 463. = 5 fructidor an 8 (23 août 1800). = **ARRÊTÉ relatif aux vacances des tribunaux** (2). (III, Bull. XXXIX, n° 233.)

Art. 1^{er}. Dans l'intervalle du 13 fructidor au 15 brumaire, il sera donné, par chaque section des tribunaux, soit d'arrondissement, soit d'appel, une audience au moins par décade pour le service des vacances.

2. Les sections auxquelles les matières de police correctionnelle sont exclusivement dévolues dans quelques tribunaux d'arrondissement, tels que celui de Paris, n'ont point de vacances.

3. Le tribunal de cassation, les tribunaux criminels, les tribunaux de commerce, n'ont point de vacances, non plus que les directeurs du jury qui sont en exercice depuis le 15 fructidor jusqu'au 15 brumaire (3).

N° 464. = 7 fructidor an 8 (25 août 1800). = **ARRÊTÉ relatif à l'uniforme des préfets maritimes, vice-amiraux et autres officiers de la marine** (4). (III, Bull. XL, n° 257.)

N° 465. = 7 fructidor an 8 (25 août 1800). = **ARRÊTÉ relatif à la nomination des officiers de la marine** (5). (III, Bull. XL, n° 258.)

N° 466. = 7 fructidor an 8 (25 août 1800). = **ARRÊTÉ qui proroge pour l'an 9 les droits établis sur les spectacles, etc.** (6). (III, Bull. XL, n° 259.)

Art. 1^{er}. Les droits établis sur les spectacles, bals, feux d'artifice, concerts, courses et exercices de chevaux et autres fêtes où l'on est admis en payant, continueront à être perçus pendant l'an 9, suivant le mode établi par les lois.

(1) Cet arrêté a été remplacé, savoir: en ce qui concerne l'organisation des états-majors des divisions militaires, par l'ordonnance du 6—18 novembre 1817, tit. I^{er}, art. 6 et suiv.; et, en ce qui concerne les états-majors des places de guerre, par le décret du 24 décembre 1811, chap. 1^{er}.

(2) Voyez, sur le même objet, le décret du 17—23 septembre 1791, et les notes.

(3) Aujourd'hui la section des requêtes et la section civile de la cour de cassation prennent des vacances; la section criminelle seule n'en a pas. Voyez l'ordonnance du 24—27 août 1815, et celle du 15—19 janvier 1826, § VI.

(4) L'uniforme des officiers de marine a été de nouveau déterminé par l'ordonnance du 31 octobre—22 novembre 1819, tit. VI, qui rend les dispositions du présent arrêté sans intérêt.

(5) Ce mode de nomination a été de nouveau déterminé par les ordonnances qui ont réorganisé successivement le corps des officiers de la marine, dont la date est rapportée dans la note qui accompagne le titre de l'arrêté du 29 thermidor an 8 (17 août 1800); et en dernier lieu, par la loi du 20—28 avril 1832, sur l'avancement dans l'armée navale: cette loi abroge toutes les précédentes.

(6) Voyez la loi du 7 frimaire an 5 (27 novembre 1796), qui établit cette perception, et la note.

2. Le produit de ces droits continuera d'être affecté aux besoins des hôpitaux et aux secours à domicile de chaque commune, d'après la répartition qui en sera faite par le préfet, sur l'avis du sous-préfet.

N^o 467. = 7 fructidor an 8 (25 août 1800). = **ARRÊTÉ** portant qu'il sera établi des succursales à la maison nationale des militaires invalides de Paris (1). (III, Bull. XLI, n^o 260.)

Art. 1^{er}. Il sera successivement, et à mesure du besoin, donné quatre succursales à la maison nationale des militaires invalides située à Paris. — La première sera placée dans la vingt-quatrième division militaire, la seconde dans la vingt-sixième, la troisième dans la douzième, la quatrième dans la huitième.

2. Chacune de ces maisons sera destinée à recevoir deux mille invalides au moins.

3. Les invalides qui résideront dans les succursales seront logés, vêtus, nourris et traités sous tous les rapports, comme le sont ceux qui résident à l'hôtel.

4. L'état-major de la seconde de ces succursales ne sera formé qu'au moment où la première sera complète.

5. L'état-major de chaque succursale sera composé d'un général de brigade commandant en chef, d'un chef de brigade commandant en second, et d'un commissaire des guerres de première classe.

6. On n'admettra, à l'avenir, dans l'hôtel de Mars, situé à Paris, que les militaires qui auront été très grièvement blessés : les rations distribuées hors l'hôtel seront d'abord éteintes.

7. Les militaires invalides qui aimeront mieux se retirer dans leurs familles, ou dans quelque autre partie de la république, que de résider à l'hôtel ou dans ses succursales, jouiront de la pension destinée à représenter l'hôtel. — Cette pension sera déterminée d'après les bases fixées par la loi du 28 fructidor an 7.

N^o 468. = 7 fructidor an 8 (25 août 1800). = **ARRÊTÉ** portant que l'on continuera de verser dans la caisse des invalides de la marine un décime par franc du produit des prises (2). (III, Bull. XLI, n^o 261.)

L'arrêté du directoire exécutif du 14 brumaire an 8, qui ordonne qu'indépendamment des retenues précédemment établies au profit de la caisse des invalides de la marine, il sera prélevé un décime par franc sur le produit net de toutes les prises faites soit par les bâtimens de la république, soit par les bâtimens du commerce, est maintenu ; en conséquence, ladite retenue sera exercée ainsi qu'il est prescrit par les articles 1^{er} et 4 dudit arrêté, pour en être le produit versé dans la caisse des invalides de la marine, et employé au soulagement et à l'entretien des prisonniers de guerre français provenant des bâtimens de la république et du commerce, conformément à l'article 2 du même arrêté.

N^o 469. = 14 fructidor an 8 (1^{er} septembre 1800). = **ARRÊTÉ** qui assujétit à l'inscription maritime les marins étrangers résidant sur le territoire français et qui ont épousé des femmes françaises. (III, Bull. XLI, n^o 262.)

(1) Voyez, sur l'organisation de l'hôtel des invalides, le décret du 30 avril—16 mai 1792, et les notes qui résument la législation.

(2) Voyez le décret du 30 avril (28 et)—13 mai 1791, portant organisation de la caisse des invalides de la marine, et les notes.

N° 470. = 14 fructidor an 8 (1^{er} septembre 1800). = **ARRÊTÉ** qui détermine le mode de liquidation des rentes stipulées en nature. (III, Bull. **XLI**, n° 263.)

L'article 2 de l'arrêté des consuls, du 18 ventose dernier, portant que les rentes stipulées en nature seront liquidées d'après le mode établi par la loi du 18—29 décembre 1790, sera exécuté de la manière suivante : — Pour former l'année commune du prix des grains et autres objets en nature, on prendra les dix-huit dernières années, desquelles on retranchera, 1^o les années 1793, 1794, 1795 et 1796, pendant lesquelles le papier-monnaie a eu cours ; 2^o les deux plus fortes et les deux plus faibles des autres quatorze années ; et le prix commun sera établi sur les dix années restantes.

N° 471. = 14 fructidor an 8 (1^{er} septembre 1800). = **ARRÊTÉ** qui règle l'ordre du travail des bureaux chargés des comptabilités arriérées et de la liquidation de la dette publique (1). (III, Bull. **LIII**, n° 385.)

Art. 1^{er}. Les différentes comptabilités dont étaient chargés, à la trésorerie nationale, les bureaux mentionnés en l'article 18 de l'arrêté du 1^{er} pluviôse, seront continuées de la manière suivante.

2. Le troisième administrateur du trésor public, nommé par arrêté du 4 de ce mois, surveillera le bureau qui sera formé pour les comptabilités arriérées et l'agence judiciaire.

3. Il sera, de plus, chargé de surveiller la caisse générale, la confection du grand-livre de la dette publique, le contentieux qui en dérive, la comptabilité centrale, la conservation des oppositions, dépôts et consignations, même les parties qui n'appartiennent ni à la recette ni à la dépense.

4. Les comptes non encore rendus des anciens gardes du trésor ci-devant royal, et des anciens administrateurs ; le compte des restes de l'exercice de 1790, ordonné par l'article 26 de la loi du 23 août 1793, et généralement tous les comptes des anciens comptables faillis, émigrés ou condamnés, qui se formaient ci-devant à la trésorerie nationale, seront achevés, dans le plus bref délai, par le bureau des comptabilités arriérées.

5. Ce bureau dressera, dans trois mois au plus tard, un état de situation desdits comptes, avec indication du temps présumé nécessaire pour l'achèvement de chacun d'eux ; il remettra, dans le courant de nivôse prochain, un double de cet état au ministre des finances et aux commissaires de la comptabilité nationale.

6. Ces comptes seront certifiés par le directeur des comptabilités arriérées qui les aura formés, et visés par le troisième administrateur du trésor public.

7. Tous les comptes à rendre depuis le 1^{er} juillet 1791 au 1^{er} germinal an 8, par les comptables directs de la trésorerie nationale, ainsi que ceux des dépenses d'administration faites par la trésorerie, seront formés par le bureau des comptabilités arriérées, désigné en l'article 1^{er} ci-dessus.

8. Le bureau des comptabilités arriérées se bornera à une vérification sommaire des acquits, mais de manière à reconnaître les parties prenantes qui auront touché par avances ou par à-comptes sur les fournitures qu'elles devaient faire, sans justification préalable de la livraison desdites fournitures ; et il sera formé un état nominatif desdites parties prenantes qui paraîtraient redevables au trésor public.

(1) Voyez, sur le mode de liquidation de la dette publique et de l'arriéré, les notes qui accompagnent le décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793 : elles résument la législation.

9. Cet état sera adressé au ministre des finances et à la commission de comptabilité intermédiaire, pour être par elle, de concert avec les ministères qui auraient ordonné les paiemens, procédé à la confection des comptes desdites parties prenantes.

10. Les régies et administrations nationales qui n'auraient pas déposé leurs comptes à la trésorerie, les formeront elles-mêmes, et les remettront, avec les pièces justificatives, directement à la commission de la comptabilité nationale, dans le délai que celle-ci déterminera, d'après l'état que chaque administration lui fournira, dans le mois, de la situation de ses comptes.

11. Le bureau des comptabilités arriérées du trésor public, dans le premier mois de sa mise en activité, remettra à la commission de comptabilité nationale un double de l'état nominatif des comptables directs de la trésorerie nationale.

12. Les comptables qui n'auraient pas remis à la trésorerie nationale les acquits et pièces justificatives de leurs divers exercices, seront tenus de les adresser, avec leurs comptes ou bordereaux, au bureau des comptabilités arriérées du trésor public, dans les deux mois de la demande qui leur en sera faite par lettre chargée, et sous les peines portées par les lois des 28 pluviôse an 3 et 2 messidor an 6.

13. Les receveurs des impositions entre les mains desquels il serait resté des ordonnances de dégrèvement, décharges ou modérations, seront tenus seulement d'en dresser un bordereau par chaque année.

14. Ils remettront ce bordereau, avec ces ordonnances, au préfet ou sous-préfet de leur département, pour être soumis à l'examen du conseil de préfecture, qui, d'après vérification, arrêtera le bordereau, y joindra ses observations, et en fera passer une expédition au troisième administrateur du trésor public, qui fera créditer chaque receveur, du montant des sommes reconnues employées en décharge, et en fera expédier récépissé provisoire au receveur.

15. Les conseils de préfecture garderont dans leurs archives lesdites pièces.

16. Les comptes ou bordereaux à former seront, conformément au décret du 9 fructidor an 3, et aux écritures de la trésorerie nationale, divisés en divers exercices : — Le premier exercice, du 1^{er} juillet 1791 au 1^{er} vendémiaire an 3 ; — Le second, du 1^{er} vendémiaire an 3 au 1^{er} vendémiaire an 4 ; — Et pour le surplus, d'année en année, jusqu'au 1^{er} germinal an 8.

17. Il sera fourni aux comptables qui auront adressé leurs acquits, des récépissés provisoires du montant des envois reconnus.

18. Chaque récépissé provisoire délivré à un comptable, opérera un crédit à son compte, du montant de la somme y exprimée.

19. Les pièces de chaque gestion, après avoir été vérifiées, demeureront classées par comptables, de manière à présenter une masse égale au montant des récépissés provisoires délivrés à chacun.

20. La recette de chaque comptable sera provisoirement fixée par une attestation signée par le chef de la comptabilité centrale, et visée par le troisième administrateur.

21. En conséquence des dispositions de la loi du 2 messidor an 6 sur les comptabilités et liquidations du temps intermédiaire, le bureau établi par cette loi suivra et activera par tous les moyens mis à sa disposition : — 1^o La reddition, formation, vérification et arrêté provisoire des comptes en deniers et en matière, dépendant des diverses parties de comptabilité qui lui ont été attribuées ; — 2^o La liquidation de tout l'arriéré des ministères,

commissions exécutives, agences, administrations et parties non comptables du même temps intermédiaire, et de toutes les parties prenantes dont les états lui seront adressés par le bureau des comptabilités arriérées de la trésorerie.

22. Tous les comptes, soit particuliers, soit généraux, déjà formés et adressés à la trésorerie par ses préposés et comptables directs, pour tout ou partie de leurs exercices, seront remis, avec les pièces justificatives, à la commission de la comptabilité nationale.

Dispositions générales.

23. A mesure que les comptes seront formés par le bureau des comptabilités arriérées, ils seront certifiés par le directeur des comptabilités arriérées qui les aura formés, et visés par le troisième administrateur, pour être ensuite adressés par lui, avec les pièces justificatives, à la commission de comptabilité nationale, pour y être vérifiés et réglés définitivement. — En même temps, il donnera aux comptables avis de cette remise et du résultat de leurs comptes, avec indication des pièces et renseignemens qui resteraient à fournir à la comptabilité nationale.

24. La formation des comptes, et leur transmission à la comptabilité nationale, soit de la part des comptables, soit de la part du bureau des comptabilités arriérées, ne pourront être empêchées ni retardées, sous prétexte qu'il y manquerait quelques pièces, qu'elles ne seraient pas régulières, ou que les acquits ne seraient que provisoires, à compte ou par urgence.

25. Il pourra être suppléé aux pièces et acquits manquans ou irréguliers, soit par les livres-journaux et registres des comptables, soit par des *duplicata*, bordereaux, certificats de paiement et d'emploi, extraits de pièces probantes, certifiés par des autorités constituées ou fonctionnaires publics, soit par des motifs valables, conformément aux lois des 23 août 1793. et 2 thermidor an 6.

26. En cas d'incendie, vol, pillage et autres événemens de force majeure, qui auraient privé les comptables de tout ou partie des pièces justificatives de leurs recettes et dépenses, la comptabilité nationale, avant de les allouer ou rejeter, en référera et donnera son avis motivé au gouvernement, qui statuera s'il y a lieu, ou proposera une loi d'exception ou de dispense.

27. Si, de la balance des comptes formés par les comptables, il résulte des débits, la commission de comptabilité nationale en dressera l'état déclaratif à l'agent du trésor public, pour en poursuivre le recouvrement, sans préjudice de la vérification définitive. — A l'égard des comptes formés par le bureau des comptabilités arriérées, et dont la balance présenterait également des débits, la commission de comptabilité nationale, aussitôt la réception desdits comptes, en donnera avis à l'agent du trésor public, qui fera tous actes conservatoires sur les biens des comptables.

28. Si les débits sont contractés en papier-monnaie, la réduction en espèces métalliques en sera faite dans les états déclaratifs de la comptabilité nationale, suivant le tableau de dépréciation annexé à la loi du 5 messidor an 5, et au cours du temps où le versement desdits débits aurait dû être effectué.

29. Les formes prescrites par les lois des 28 pluviôse an 3, 18 frimaire an 4 et 2 messidor an 6, pour les arrêtés de comptes, ainsi que pour les poursuites et recouvremens des débits, seront observées à l'égard des comptes de la comptabilité arriérée.

30. La consistance du nouveau bureau de comptabilité et de celui de l'agence, sera de cent quatre employés et six gardiens de bureau; et la dé-

pense, tant pour traitemens que pour frais de bureau, chauffage, fourniture de papier, d'impression, et autres frais, sera imputée sur le crédit législatif de l'an 8, accordé à la trésorerie nationale, et ne pourra excéder trois cent mille francs : la répartition en sera faite de manière que le traitement des directeurs ne pourra excéder huit mille francs, celui des premiers commis quatre mille francs, celui des commis principaux trois mille francs, celui des commis ordinaires deux mille francs, celui des commis expéditionnaires quinze cents francs, et celui des garçons de bureau neuf cents francs.

31. Le dépôt général des bordereaux et acquits restera dans la ci-devant église de Panthemont. On en extraira successivement les pièces nécessaires pour la formation des comptes ou bordereaux généraux. Une partie des bureaux qui devront les faire sera établie dans les bâtimens de la ci-devant caisse de l'extraordinaire, et le surplus dans ceux qui restent libres dans la maison des ci-devant Petits-Pères. Les frais de cet établissement ne pourront pas excéder la somme de vingt-cinq mille francs, une fois payée.

32. Le troisième administrateur remettra au ministre des finances et au directeur général du trésor public, au commencement de chaque mois, l'état des rentrées de deniers opérées, ainsi que l'état de situation des travaux faits pendant le mois précédent, sur les acquits des comptables, en exécution des dispositions des articles qui précèdent. Il leur soumettra les difficultés d'exécution qui ralentiraient l'activité de ces travaux.

N° 472. = 15 fructidor an 8 (2 septembre 1800). = *ARRÊTÉ relatif aux patentes* (1). (III, Bull. XLI, n° 264.)

Art. 1^{er}. A compter de l'an 9, les contrôleurs des contributions directes sont chargés de former pour le 1^{er} frimaire au plus tard, chacun dans son arrondissement, les tableaux des citoyens assujétis à la patente; d'établir la nature de leur commerce, industrie et professions les plus imposables, la valeur locative de leurs maisons d'habitation, usines, ateliers, magasins et boutiques, d'après les règles prescrites par les articles 5 et 9 de la loi du 1^{er} brumaire an 7. Lesdits tableaux seront arrêtés par les maires, qui pourront y joindre leurs observations, et qui en conserveront un double, dont les citoyens pourront aussi prendre communication.

2. Les contrôleurs enverront, sans délai, les tableaux qu'ils auront formés en exécution de l'article 1^{er}, au sous-préfet, qui, dans la décade suivante, les fera passer, avec ses observations, au préfet, lequel remettra le tout aux directeurs des contributions directes.

3. Dans la décade qui suivra la réception des tableaux, le directeur fixera, d'après les lois, le montant de chaque patente; il remettra au préfet les rôles ainsi formés, et il y joindra les observations qui auront été adressées par les sous-préfets et par les maires.

4. Dans la décade suivante, le préfet, après avoir vérifié les rôles et les avoir rendus exécutoires, les adressera au directeur de l'enregistrement, qui les fera parvenir aux receveurs chargés d'en suivre le recouvrement.

5. Le receveur de l'enregistrement délivrera aux parties intéressées quittance du droit de patente; il leur remettra en même temps la formule de patente, après l'avoir rédigée au nom du maire du domicile du requérant patenté : cette formule de patente sera signée par le maire, sur la remise

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le titre du décret du 2—17 mars 1791, le résumé des lois sur les patentes; et surtout la loi fondamentale du 1^{er} brumaire an 7 (22 octobre 1798), et les notes.

de la quittance, et revêtue du sceau de la commune. La quittance restera déposée au secrétariat de la mairie, et il y sera aussi tenu un registre conforme à l'article 22 de la loi du 1^{er} brumaire an 7.

6. Il sera statué sur les réclamations formées par les citoyens compris aux rôles des patentes, contre leur taxe, de la manière prescrite par l'arrêté du 24 floréal dernier, concernant les décharges et réductions en matière de contributions directes.

7. Il est alloué, pour l'an 9, aux agens de la direction des contributions directes, pour leur travail relatif à la contribution des patentes, y compris les frais des registres, impressions, et tous autres, deux décimes par franc du dixième affecté par les lois aux dépenses locales des communes, sur le produit net des patentes.—La distribution de cette somme sera réglée, pour chaque département, par le ministre des finances, sur les états qui lui seront fournis par les directeurs des contributions.

8. Le montant des sommes qui sont accordées pour ces différens frais sera acquitté, sur les états du ministre, par les receveurs de l'enregistrement des chefs-lieux des préfectures et sous-préfectures.

9. Le dixième du produit net des droits de patente, déduction faite de deux décimes par franc, continuera à être affecté et employé aux dépenses locales de chaque commune, pour les dépenses de l'an 8 et pour celles de l'an 9; et la délivrance en sera faite par les receveurs de l'enregistrement, sur les mandats des préfets.

N^o 473. = 15 fructidor an 8 (2 septembre 1800). = *ARRÊTÉ qui astreint les pétitions à la formalité du timbre* (1). (III, Bull. **XLI**, n^o 265.)

N^o 474. = 16 fructidor an 8 (3 septembre 1800). = *ARRÊTÉ relatif à la gestion et administration des biens et revenus des béguinages dans les départemens de la Lys, de la Dyle, des Deux-Nèthes, de l'Ourthe et de l'Escaut.* (III, Bull. **XLI**, n^o 266.)

N^o 475. = 18 fructidor an 8 (5 septembre 1800). = *ARRÊTÉ qui ordonne l'exécution provisoire des décrets des 29 janvier—20 mars et 6—27 mars 1791, relativement aux avoués, greffiers et huissiers* (2). (III, Bull. **XLI**, n^o 268.)

Les consuls de la république, sur le rapport présenté par le ministre de la justice, — Vu la pétition des avoués établis près le tribunal d'appel de Paris; — La loi du 29 janvier—20 mars 1791, portant: — Art. 3. « Il « y aura auprès des tribunaux de district des officiers ministériels ou « avoués, dont la fonction sera exclusivement de représenter les parties, d'être chargés et responsables des pièces et titres des parties; de « faire les actes de forme nécessaires pour la régularité de la procédure et « mettre l'affaire en état: les avoués pourront même défendre les parties, « soit verbalement, soit par écrit »; — La loi du 6—27 mars 1791, portant: — Art. 32. « Par provision, et en attendant qu'il ait été fait un nouveau « tarif, les émolumens personnels des greffiers sur chaque expédition des « avoués, sur chaque acte de procédure des huissiers-audienciers, sur « chaque exploit ou signification, seront des trois quarts des anciens. —

(1) Voyez, sur le timbre, la loi générale du 13 brumaire an 7 (3 novembre 1798), et les notes qui résument la législation.

(2) Voyez la loi du 29 janvier (15, 16, 17, 18 décembre 1790 et) — 20 mars 1791, qui établit les avoués, et les notes.

« Tous ces droits ne seront perçus sur ce pied, même dans les affaires d'appel, qu'en égard aux tarifs établis dans chaque lieu pour les affaires de première instance.—A Paris, le tarif de 1778, qui avait lieu aux requêtes du palais, servira de base aux proportions ci-dessus déterminées, en ce qui concerne les droits des greffiers et des avoués, sans qu'il puisse être alloué aux avoués aucun droit de conseil ni de consultation, attribué par ce tarif aux ci-devant procureurs ; » — Et art. 34. « Jusqu'à ce que l'assemblée nationale ait statué sur la simplification de la procédure, les avoués suivront exactement celle qui est établie par l'ordonnance de 1667 et réglemens postérieurs ; » — Vu la loi du 3 brumaire an 2, qui supprime les avoués et la procédure ; — Vu la loi du 27 ventose dernier, qui rétablit les avoués et leur donne le droit de postuler et de conclure ; — Considérant que de la loi du 27 ventose dernier, qui rétablit les avoués et leur donne le droit de postuler et de conclure, il résulte que la loi qui avait supprimé les avoués et la procédure est implicitement rapportée ; — Que le droit de postuler est celui d'instruire les affaires et de les présenter aux tribunaux pour être jugées suivant les formes établies par les lois et réglemens ; — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent ce qui suit : — Jusqu'à ce qu'il ait été statué, par une loi, sur la simplification de la procédure, la loi du 20 mars 1791, relative aux attributions des avoués, celle du 6 mars 1791, qui fixe les émolumens des greffiers, avoués et huissiers, et qui ordonne que par provision les avoués suivront exactement la procédure établie par l'ordonnance de 1667 et réglemens postérieurs, seront exécutées.

N° 476. = 18 fructidor an 8 (5 septembre 1800). = *ARRÊTÉ qui fixe la solde des chefs d'escadron ou de bataillon adjoints aux états-majors généraux.* (III, Bull. XLI, n° 269.)

N° 477. = 18 fructidor an 8 (5 septembre 1800). = *ARRÊTÉ qui autorise les préfets maritimes et les commissaires de marine à proroger le terme des passeports accordés aux colons.* (III, Bull. XLI, n° 270.)

N° 478. = 18 fructidor an 8 (5 septembre 1800). = *ARRÊTÉ relatif au service des tribunaux divisés par sections, pendant la durée des vacances (1).* (III, Bull. XLI, n° 271.)

Les tribunaux d'arrondissement et d'appel auxquels il est accordé des vacances, et qui sont divisés en sections, remplissent le devoir qui leur est imposé par l'article 1^{er} de l'arrêté du 5 de ce mois, soit que chacune des sections en particulier donne au moins une audience par décade pendant le temps des vacances, soit qu'une des sections, ou même une réunion suffisante de juges pris sur tout le tribunal, satisfasse à l'obligation commune, en donnant par décade au moins autant d'audiences qu'il y a de sections dans le tribunal.

N° 479. = 18 fructidor an 8 (5 septembre 1800). = *ARRÊTÉ qui détermine la manière de régler les dépenses imprévues faites dans les départemens pour le service militaire.* (III, Bull. XLI, n° 272.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire an 9, les préfets feront régler par

(1) Voyez le décret du 17—23 septembre 1791, et la note.

le commissaire ordonnateur de la division militaire, les dépenses en fournitures de denrées, manutention et transports, que des circonstances imprévues pourraient exiger pour le service militaire, dans les départemens.

2. Ce règlement devra être fait dans la décade qui suivra la fourniture effectuée.

3. Dans la décade suivante, le commissaire ordonnateur adressera au ministre de la guerre les pièces de services par lui réglées. Le montant en sera ordonné par ce ministre dans la forme ordinaire, et payé en numéraire sur les fonds mis à sa disposition.

4. Il sera fait déduction par le ministre de la guerre, du montant de ces dépenses, sur les premiers paiemens à faire aux compagnies chargées du service.

5. Au moyen de ces dispositions, il est de nouveau expressément défendu à toute autorité civile ou militaire, à peine d'en répondre personnellement, de disposer d'aucune somme dans les caisses publiques. Les payeurs et receveurs seront également responsables de tout ce qu'ils auraient payé sans une ordonnance régulière.

N° 480. = 22 fructidor an 8 (9 septembre 1800). = *ARRÊTÉ portant qu'à compter du 1^{er} vendémiaire an 9, les départemens de la Roer, de la Sarre, du Mont-Tonnerre et de Rhin-et-Moselle, seront assimilés aux autres départemens de la France.* (III, Bull. XLIII, n° 290.)

N° 481. = 23 fructidor an 8 (10 septembre 1800). = *ARRÊTÉ concernant les masses* (1). (III, Bull. XLII, n° 275.)

TITRE 1^{er}. — Du nombre des masses.

Art. 1^{er}. Il sera accordé pour l'an 9, ainsi qu'il l'a été pour l'an 8, des fonds fixes pour pourvoir à chacun des objets que l'état fournit aux troupes. Ces fonds continueront à être désignés sous le nom de *masses*.

2. Les masses seront au nombre de neuf pour les troupes à pied, et de douze pour les troupes à cheval, savoir : — Pour les troupes à pied, — Boulangerie, — Étapes, — Chauffage et ustensiles de campement, — Logement et casernement, — Campement, — Hôpitaux, — Habillement et équipement militaire, — Entretien et confection, et première fourniture de petit équipement, — Linge et chaussure. — De plus, pour les troupes à cheval, — Fourrages, — Remontes, — Ferrage.

3. Les masses seront divisées en trois classes : — 1° Celles qui seront remises aux corps, et dont ils auront l'administration sous la surveillance du ministre de la guerre; 2° celles qui seront administrées par le ministre avec le concours des conseils d'administration; 3° celles qui resteront entre les mains du ministre, et qu'il administrera seul.

4. Dans la première classe seront rangées les masses — De chauffage et d'ustensiles de campement, — D'entretien, de confection, et de première fourniture de petit équipement, — De linge et chaussure, — De remontes, — Et de ferrage. — Dans la deuxième classe seront les masses — De boulangerie, — Des hôpitaux, — D'habillement et d'équipement militaire, — De fourrages.

(1) Voyez, sur l'établissement des masses, la loi du 26 fructidor an 7 (12 septembre 1799), et les notes. — La composition et la fixation des diverses masses de fourrage, de chauffage, d'habillement, etc., ont donné lieu à des réglemens spéciaux.

— Dans la troisième classe seront les masses — D'étape, — De logement et casernement, — De campement.

5. Les masses seront faites et payées en totalité pour les corps dont l'effectif s'élèvera aux deux tiers de leur complet. — Il n'en sera payé que les trois quarts aux corps dont l'effectif ne s'élèvera pas au dessus des deux tiers du complet.

6. Le ministre de la guerre déterminera, dans la première décade de chaque trimestre, d'après les états de situation des corps, la quotité des masses dont chaque corps jouira. — Il fera connaître à chaque conseil d'administration la décision qu'il aura prise sur cet objet à son égard. — La décision prise par le ministre ne variera point pendant le cours du trimestre, quelque perte que le corps éprouve; mais elle variera au commencement de chaque mois, si le corps a reçu, pendant le mois précédent, un accroissement qui le porte d'une classe dans l'autre. — Le ministre de la guerre fournira, à la même époque, au ministre des finances, un bordereau général des dépenses relatives aux masses. — Le ministre de la guerre distinguera dans ce bordereau les sommes qui doivent être payées aux corps en numéraire et comme la solde, d'avec celles qui doivent être soldées directement par le trésor public. — Il lui indiquera aussi les lieux et les époques où ces différentes sommes devront être payées.

TITRE II. — De la destination, de la force et de l'administration des masses de la première classe.

7. La masse de chauffage et d'ustensiles de campement est destinée à la fourniture, 1° du bois et autres combustibles nécessaires au chauffage des troupes dans leurs cantonnemens, logemens, quartiers ou casernes, ainsi que sous la tente; 2° à celle des combustibles nécessaires à la préparation de leurs alimens; 3° du bois et lumière des corps-de-garde; 4° et pendant la guerre, des marmites et gamelles, des grands et petits bidons, des barils à eau, des sacs à marmite, des faux, des outils, sacs à outils, et des couvertures.

8. La masse de chauffage sera, pour l'an 9, portée à neuf francs cinquante centimes par homme. Elle sera payée en numéraire, en douze mois, un douzième par mois, au complet déterminé par l'article 5, de la même manière et aux mêmes époques que la solde: elle ne sera payée que pour les sous-officiers et soldats. La masse de chauffage n'est payée en totalité qu'aux troupes qui sont sur le territoire de la république: hors du territoire, les troupes réunies en corps d'armée ne reçoivent que quatre francs par homme et par an pour ladite masse.

9. Les officiers, excepté lorsqu'ils sont au corps-de-garde, ne peuvent rien demander ni obtenir sur la masse de chauffage. Cette masse ne doit rien fournir pour le chauffage des bureaux de l'état-major ou autres. Les sous-officiers et soldats recevront sur cette masse un petit bidon au moment où ils seront admis dans un corps; ils devront ensuite s'en entretenir eux-mêmes.

10. Il n'est rien innové aux dispositions des lois et des réglemens qui fixent la quotité des distributions en bois et lumière qui doivent être faites dans les divers lieux et les diverses saisons.

11. Le conseil d'administration de chaque corps chargera un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant et quatre sous-officiers, des détails relatifs à l'achat, conservation et distribution du bois et lumière. — Le conseil d'administration tracera au capitaine chargé du bois et lumière, les règles qu'il devra suivre dans sa comptabilité, tant en argent qu'en matières. Il pren-

dra pour base les dispositions des réglemens des 26 ventose et 8 floréal an 8.

12. Nul ne pourra, sous aucun prétexte, réclamer de décompte sur le résidu de la masse de chauffage. — Ce résidu sera conservé dans la caisse du corps, et porté d'une année sur l'autre, ou employé à la confection ou à l'achat des bidons, marmites, couvertures et autres effets qui doivent être fournis aux soldats pendant la guerre.

13. La masse d'entretien et de première fourniture des effets de petit équipement est chargée de la dépense de tous les objets désignés dans l'article 4 du titre IV de l'arrêté du 8 floréal an 8.

14. Cette masse est réglée, pour l'an 9, ainsi qu'il suit : — Pour l'infanterie de bataille, pour l'artillerie à pied et pour l'infanterie légère, neuf francs; pour la cavalerie et dragons, douze francs; pour les chasseurs, hussards et artillerie légère, treize francs.

15. Cette masse est payée au complet déterminé par l'article 5, et ainsi qu'il est dit article 8 de la masse de chauffage. — Les officiers n'ont aucun droit à cette masse, et ne font pas nombre pour son paiement.

16. Cette masse est administrée ainsi qu'il est prescrit par l'arrêté du 8 floréal an 8.

17. La masse de linge et chaussure est formée, soldée et administrée ainsi qu'il est dit par l'arrêté du 8 floréal an 8.

18. La masse de remonte doit fournir à l'achat des chevaux de remonte, à leur nourriture jusqu'à ce qu'ils soient arrivés au dépôt du corps, à tous les frais accessoires audit achat, et à la gratification journalière dont il va être parlé, et qui sera accordée aux cavaliers qui conserveront leurs chevaux au-delà du terme fixé pour la durée commune.

19. Cette masse est réglée, pour l'an 9, ainsi qu'il suit : — Pour la garde des consuls, quatre-vingt dix francs; pour les carabiniers-cuirassiers, quatre-vingts francs; pour la cavalerie, soixante-dix francs; pour les dragons, soixante-cinq francs; pour les chasseurs, hussards et canonniers à cheval, soixante francs.

20. Cette masse est payée au complet prescrit par l'article 5, ainsi qu'il est dit à l'article 8 : les officiers n'y ont aucun droit, et leurs chevaux ne font pas nombre pour son paiement.

21. Cette masse est administrée par le conseil d'administration. Ce conseil ne peut traiter de la remonte du corps, avec des fournisseurs ou entrepreneurs généraux, qu'avec l'autorisation du ministre : le ministre n'accorde cette autorisation que lorsqu'il y a lieu de craindre que des officiers envoyés en remonte dans les différentes parties de la république, ne puissent suffire aux achats, ou ne se nuisent par la concurrence.

22. Tout sous-officier et soldat de troupes à cheval qui, pendant la paix, aura conservé le même cheval pendant six ans, jouira, à titre de gratification, pendant tout le temps qu'il le conservera au-delà de ce terme, d'une somme de deux francs par mois. Cette somme lui sera payée chaque mois sur la masse de remonte.

23. Nul ne pourra, sous aucun prétexte, réclamer de décompte sur le résidu de la masse de remonte. — Ce résidu sera conservé dans la caisse du corps, et porté d'une année sur l'autre.

24. Le ministre de la guerre déterminera, par des instructions, les formes de la comptabilité de la masse des remontes, ainsi que tous les objets relatifs à l'achat des chevaux, à leur réception et à leur réforme.

25. La masse de ferrage est destinée à fournir aux dépenses prévues par l'article 67 du titre IV de l'arrêté du 8 floréal an 8. — Cette masse sera, pendant l'an 9, de douze francs par cheval en garnison, et quinze francs

pour les chevaux en campagne ; elle sera payée au complet déterminé par l'article 5, et ainsi qu'il est dit article 8.—Les officiers n'ont aucun droit à la masse de ferrage, et leurs chevaux ne comptent point. — Cette masse est administrée ainsi qu'il est prescrit par l'article 65 et les suivans du titre IV de l'arrêté du 8 floréal an 8.

TITRE III. — De la destination, de la force et de l'administration des masses de la deuxième classe.

26. Les masses de boulangerie, des hôpitaux, d'habillement, d'équipement et de fourrages, sont administrées par le ministre de la guerre ; elles sont payées par l'état, au complet, en dix-huit mois, un dix-huitième chaque mois : les fonds qu'elles produisent sont versés dans la caisse du payeur de la guerre, et ne peuvent en sortir qu'en vertu des mandats des corps, ordonnancés par le ministre de la guerre. — Chacune de ces masses est administrée d'après les formes qui lui sont propres, et qui seront détaillées ci-après.

27. La masse de boulangerie doit fournir, — 1° A chacun des sous-officiers et soldats présens au corps ou détachés pour le service, une ration de pain conforme à ce qui est fixé par les lois et les réglemens ; — 2° A tous les hommes qui voyagent avec leurs drapeaux, une ration semblable : cette ration, qui est fournie en nature par la masse des étapes, est remboursée par la masse de boulangerie, sur le pied de quatorze centimes ; — 3° A tous les frais d'administration générale pour le service du pain militaire.

28. La masse de boulangerie est fixée à cinquante-un francs pour l'an 9 : elle est payée au complet déterminé par l'article 5, des sous-officiers et soldats de chaque corps. — Les officiers n'ont aucun droit à la masse de boulangerie, et ne font point nombre pour son paiement. La gendarmerie nationale n'a point de masse de boulangerie.

29. Le ministre traite avec une association de citoyens de la fourniture aux troupes du pain militaire dans toute l'étendue de la république. — Ce traité est fait par ration fournie, c'est-à-dire que tous les frais d'administration sont compris dans le prix de la ration fournie. — Le prix que le ministre accorde pour chaque ration fournie, est rendu public par la voie de l'impression, et communiqué aux corps par le ministre de la guerre. — Ce prix est divisé en trois parties : 1° frais de l'approvisionnement d'avance ; 2° frais d'administration générale ; 3° prix de la ration proprement dite.

30. Dans la première décade de chaque mois, le conseil d'administration de chaque corps forme le bordereau des rations de pain qu'il a reçues pendant le mois précédent. — Ce bordereau est formé par compagnie et par distribution ; il est appuyé des bons des capitaines, et des récépissés des lieutenans. — Au bas dudit bordereau, le conseil d'administration tire, sur le payeur-général de la guerre, un mandat en faveur des entrepreneurs des subsistances militaires : la somme portée par ce mandat est égale à celle qui est due à l'entrepreneur pour les rations qu'il a fournies pendant le mois. Ce bordereau est envoyé au ministre de la guerre.

31. L'entrepreneur des subsistances militaires adresse aussi, aux mêmes époques, au ministre, un bordereau de ce qu'il a fourni pour chaque corps militaire ; il joint, à l'appui de son bordereau, les récépissés des quartiers-maîtres.

32. Dès que le ministre a reçu les pièces exigées par les articles 30 et 31 ci-dessus, il ordonnance le mandat de chaque corps, le fait parvenir à la trésorerie nationale, et en donne avis à l'entrepreneur général. Les paiemens des deux premiers mois ne sont considérés que comme des à-comptes.

33. Dans la première décade de chaque trimestre, le conseil d'administration forme le bordereau général du trimestre précédent, toujours par distribution et par compagnie : ce bordereau est signé par chaque capitaine, au bas de l'état des fournitures faites à sa compagnie. — Le conseil d'administration donne, au bas de ce bordereau, un mandat sur le payeur général de la guerre, et l'adresse au ministre. — L'entrepreneur général adresse aussi au ministre le bordereau du trimestre. — Ces pièces sont renvoyées par le ministre au comité des inspecteurs en chef aux revues. Le comité, après avoir comparé les deux bordereaux ensemble et avec la revue et les mouvemens du corps, ainsi qu'avec les bons et les récépissés des capitaines, lieutenans et quartiers-maîtres, détermine les sommes qui doivent être définitivement payées à l'entrepreneur pour ledit corps, et rend, par écrit, compte au ministre, de tous les abus qu'il a pu remarquer. — Le ministre ordonnance les mandats définitifs.

34. Le compte général de la masse de boulangerie de chaque corps lui est adressé par le ministre à la fin de chaque année. Le résidu de ladite masse est porté d'une année sur l'autre ; et il ne peut en être disposé que d'après l'autorisation des consuls, et pour l'avantage du corps auquel il appartient.

35. Le ministre de la guerre est de même chargé d'assurer, par des traités ou par toute autre voie, la fourniture du pain pour les troupes qui se trouvent réunies en corps d'armée hors du territoire de la république : mais, dès ce moment, le compte de la masse de chaque corps qui fait partie de l'armée, est arrêté, et sa masse passe en totalité à la disposition du ministre, sans que néanmoins les conseils d'administration et les entrepreneurs des vivres-pain puissent se dispenser d'exécuter les dispositions des articles 30 et suivans. Le ministre de la guerre solde, sur les fonds extraordinaires, l'excédant, s'il y en a, entre le produit de la masse et le montant du pain fourni à chaque corps. — Les officiers de tous les grades reçoivent, pendant la guerre, s'ils les demandent, les rations de pain accordées à leurs grades par les réglemens antérieurs. — Ils les reçoivent sur des bons individuels, signés d'eux. — Ils éprouvent, pour chaque ration de pain, une retenue sur leurs appointemens égale au prix fixé par le ministre de la guerre pour la ration distribuée. — A la fin de chaque mois, l'entrepreneur adresse au conseil d'administration du corps, le bordereau du pain fourni à chaque officier, accompagné des bons qu'ils ont donnés. — Le quartier-maître donne de suite au fournisseur un récépissé général. — Le conseil d'administration ordonne le paiement desdits bons, et la retenue de leur montant sur les appointemens de chacun des officiers qui les ont signés. — Les bons donnés par les officiers qui ne sont attachés à aucune troupe sont présentés avec un bordereau par le fournisseur, à l'ordonnateur, ou au commissaire des guerres qui en fait les fonctions près de chaque division de l'armée. Le commissaire garde lesdits bons, en vise le bordereau, ordonne qu'ils soient payés par le payeur de l'armée, et donnés pour comptant aux officiers qui les ont signés.

36. La masse des fourrages est destinée à fournir, — 1° A la nourriture des chevaux de troupe ; — 2° A la nourriture ou à l'indemnité de nourriture des chevaux des officiers de tous les grades, qui sont obligés ou autorisés à en avoir ; — 3° A tous les frais quelconques de manutention et distribution, tant au vert qu'au sec, loyer de magasins, frais de transport et d'administration.

37. Les rations de fourrages resteront fixées ainsi qu'il est prescrit par l'article 6 de la loi du 26 fructidor an 7.

38. Les officiers de tous les grades, qui ne font pas partie constituante d'un corps de cavalerie, lorsqu'ils ne seront pas réunis en corps d'armée, n'auront point droit, dans l'intérieur de la république, à la distribution des

fourrages en nature ; il leur sera accordé en remplacement , pour chaque cheval effectif , une indemnité de quatre-vingt-cinq centimes par ration.

39. La masse de fourrages est fixée, pour l'an 9 , à trois cents francs par cheval au complet déterminé par l'article 5. Les chevaux des officiers sont nourris par ladite masse, et font nombre pour fixer le complet. — Outre la masse pour les corps, il est mis à la disposition du ministre une somme de trois cents francs pour chacun des chevaux que sont autorisés à avoir les officiers-généraux ou autres qui ne font point partie des corps.

40. Le ministre traite avec une association de citoyens pour la fourniture des fourrages à distribuer aux troupes qui sont dans l'intérieur de la république. — Ce traité est fait par ration fournie. — Le prix que le ministre accorde pour chaque ration fournie, est rendu public par la voie de l'impression, et communiqué aux corps par le ministre de la guerre. — Ce prix est divisé en deux parties :—1^o Frais d'administration générale ; —2^o Prix de la ration proprement dite.

41. Les articles 30 et suivans, relatifs à l'administration et à la comptabilité de la masse de boulangerie, sont rendus communs à l'administration et à la comptabilité de la masse des fourrages.

42. Quant aux indemnités dues aux officiers qui ne font point partie des corps, elles sont payées de trois mois en trois mois, à la fin de chaque trimestre, sur une déclaration donnée par les parties prenantes, qu'ils ont eu et qu'ils ont encore le nombre de chevaux pour lesquels ils demandent ladite indemnité. — Cette déclaration sera remise à l'inspecteur aux revues, qui, après s'être fait représenter lesdits chevaux, les portera sur la revue particulière qu'il aura passée auxdits officiers.

43. La masse d'habillement restera fixée, pour l'an 9, ainsi qu'elle l'a été pour l'an 8 par l'article 23 et les suivans de la loi du 26 fructidor an 7 ; elle est payée au complet déterminé par l'article 5. Les officiers n'y ayant point de droit, leur nombre n'influe pas sur la détermination du complet. — La comptabilité et l'administration de la masse d'habillement restent fixées ainsi qu'il est réglé par l'arrêté des consuls du 9 thermidor an 8.

44. La masse des hôpitaux est destinée à fournir, — 1^o Aux militaires qui seront reçus dans les hôpitaux militaires et civils, ainsi que dans les ambulances des armées, tous les secours nécessaires au rétablissement de leur santé ; — 2^o A toutes les dépenses relatives à ce service.

45. La masse des hôpitaux est fixée, pour l'an 9, à vingt francs par officier, sous-officier et soldat, au complet déterminé par l'article 5. — Cette masse est augmentée par la retenue qui sera faite à chaque sous-officier et soldat, des deux tiers de sa solde pendant le temps qu'il sera resté à l'hôpital. — Cette retenue sera exercée ainsi qu'il est prescrit par la loi du 26 fructidor an 7, et par le règlement du 8 floréal an 8.

46. La masse des hôpitaux est divisée en deux parties : 1^o les frais d'administration générale, achat, entretien et renouvellement des bâtimens et ustensiles ; 2^o journées de malades proprement dites.

47. Pour subvenir à la première partie, il est mis à la disposition du ministre de la guerre une somme de douze francs par an et par homme ; et, pour la solde des journées de malades, une somme de huit francs par an et par homme, non compris la retenue à exercer sur la solde des hommes qui seront entrés dans les hôpitaux.

48. Le ministre de la guerre administre, par l'intermédiaire du directoire des hôpitaux, la portion de la masse consacrée à l'administration générale. — L'administration et la comptabilité de la portion de la masse consacrée aux journées seront réglées ainsi qu'il suit.

49. Le ministre de la guerre fera, sans nul délai, avec chaque hôpital civil, un traité pour la journée des militaires malades pendant l'an 9. — Le ministre de la guerre déterminera, d'après le prix commun des journées dans les hôpitaux civils, la journée des hôpitaux militaires sédentaires. — Le ministre fixera de même, d'après les traités anciennement faits, ou d'après les bases qui lui seront soumises par le directoire central, le prix commun des journées des hôpitaux temporaires et des ambulances. — Ces différens traités et ces fixations seront rendus publics par la voie de l'impression, et adressés aux différens corps militaires.

50. Indépendamment des feuilles de retenue, qui continueront à être envoyées et acquittées ainsi qu'il est prescrit par l'article 6 et suivans de l'arrêté du 8 floréal an 8, l'administration de chaque hôpital civil, sédentaire, temporaire ou d'ambulance, adressera, à la fin de chaque trimestre, au conseil d'administration de chaque corps dont elle aura reçu des malades, un bordereau désignatif du nom et du signalement de chaque individu appartenant audit corps. — Ce bordereau sera visé par le commissaire des guerres chargé de la police dudit hôpital. A défaut de commissaire des guerres, le bordereau sera visé par le préfet, si c'est un chef-lieu de département; par le sous-préfet, dans les sous-préfectures; et dans les autres villes, par le maire.

51. Dès que le conseil d'administration du corps aura reçu lesdits bordereaux, et qu'il les aura vérifiés, il tirera au bas desdits bordereaux un mandat égal à la somme qu'il redevra à chaque hôpital, après en avoir défalqué le montant des feuilles de retenue. — Ce mandat sera adressé au ministre de la guerre, qui l'ordonnancera et l'adressera au directoire des hôpitaux pour en toucher le montant, s'il s'agit d'un hôpital militaire, ou à l'administration de l'hôpital, s'il s'agit d'un hôpital civil.

52. Le ministre de la guerre jugera définitivement les difficultés qui auront pu s'élever entre les corps et les administrateurs des hôpitaux, relativement aux feuilles de retenue que les corps n'auront pas voulu admettre.

53. Le ministre de la guerre arrêtera, chaque année, l'état de situation de la masse des hôpitaux de chaque corps, et lui en adressera le résultat. — Les dispositions des articles relatifs au résidu de la masse de boulangerie, sont communes au résidu de la masse des hôpitaux.

54. Le directoire des hôpitaux militaires administrera, sous la surveillance et la direction du ministre de la guerre, et d'après les formes prescrites par l'arrêté des consuls du 4 germinal an 8, la portion de la masse des hôpitaux mise à la disposition du ministre. — Il rendra compte tant des sommes que le ministre aura mises à sa disposition sur ladite portion, que du produit des feuilles de retenue et de celui des mandats tirés par les corps sur la portion de leurs masses.

55. Lorsque les troupes sont réunies en corps d'armée ou hors du territoire de la république, le compte de la masse des hôpitaux est arrêté pour chaque corps qui fait partie de l'armée, et sa masse passe en totalité à la disposition du ministre; et néanmoins les conseils d'administration des corps, les directoires des hôpitaux des armées, les conseils d'administration des hôpitaux militaires et les économes des hôpitaux civils, n'en sont pas moins tenus à exécuter les dispositions des articles 50 et suivans. Le ministre de la guerre solde, sur les fonds à lui réservés par les hôpitaux, l'excédant, s'il y en a, entre le produit de la masse des corps et le montant des dépenses des hôpitaux.

56. L'administrateur du trésor public ne pourra, sous aucun prétexte, soit pendant la guerre, soit pendant la paix, mettre son *visa* au bas des or-

ordonnances délivrées par le ministre de la guerre, sur les masses de boulangerie et de fourrages, ainsi que sur la portion de la masse des hôpitaux laissée à la disposition des corps, non plus que sur la masse d'habillement, ainsi qu'il a été prescrit par l'arrêté du 9 thermidor an 8, que lorsque lesdites ordonnances seront elles-mêmes mises au bas des mandats des conseils d'administration; lesquels mandats doivent eux-mêmes être placés au bas des bordereaux des fournitures ou des journées d'hôpital.

TITRE IV. — De la destination, de la force et de l'administration des masses de la troisième classe.

57. Les masses de la troisième classe sont administrées par le ministre de la guerre.—Le montant desdites masses est versé dans la caisse du payeur de la guerre, dans l'espace de dix-huit mois, un dix-huitième par mois. — Les ordonnances du ministre sont spéciales pour chacune desdites masses. —Le ministre rend, chaque année, un compte particulier de l'emploi des fonds affectés à chacune desdites masses.—Lorsqu'un exercice est terminé, le ministre ne peut délivrer d'ordonnances sur lesdits fonds pour service courant, qu'en vertu d'une autorisation spéciale des consuls.—Le ministre ne peut de même, sans une semblable autorisation, employer les fonds d'une masse à un objet qui lui est étranger.

58. La masse des étapes doit pourvoir, 1^o à la fourniture du pain et des fourrages des troupes en route; 2^o au paiement de l'indemnité de route fixée par l'arrêté des consuls du 1^{er} fructidor an 8; 3^o à celui de quinze centimes par lieue pour les hommes qui voyagent isolément; 4^o aux frais de transport des bagages des troupes; 5^o à la fourniture des chevaux et voitures pour les militaires malades ou blessés.

59. Cette masse sera de huit francs par an et par homme au complet déterminé par l'article 5, y compris les officiers et la gendarmerie tant à pied qu'à cheval.—Cette masse sera accrue par les versements que feront dans sa caisse les masses de boulangerie et de fourrages, de la somme de quatorze centimes par jour pour chaque homme en marche par étape, et de quatre-vingt-cinq centimes aussi par jour et par homme pour chaque cheval d'officier, de sous-officier et de soldat aussi en marche par étape.

60. Le ministre de la guerre déterminera, par une instruction, la quantité de bagages dont le transport sera fait par l'état pour chaque corps militaire, et les moyens de prévenir les abus qui ont lieu dans la fourniture des chevaux et des voitures aux militaires malades ou blessés qui voyagent isolément.

61. La masse de logement et de casernement doit pourvoir à l'acquittement des dépenses prévues par l'article 20 de la loi du 26 fructidor an 7, en exceptant toutefois le numéro 5 dudit article, auquel il sera pourvu par la masse du campement.

62. Cette masse sera de dix-sept francs par homme au complet déterminé par l'article 5: elle est payée pour les officiers, sous-officiers et soldats, et pour la gendarmerie nationale.

63. La masse de campement doit pourvoir à la fourniture et entretien de tous les effets de campement non compris dans la masse de chauffage. — Cette masse sera d'un franc cinquante centimes par homme au complet déterminé par l'article 5: pour les officiers, sous-officiers et soldats de tous les grades, excepté la gendarmerie et les vétérans.

N^o 482.—23 fructidor an 8 (10 septembre 1800).—ARRÊTÉ qui annule un jugement rendu en faveur du sieur Desandrouin, par le tribunal civil du

département de Sambre-et-Meuse, en conflit d'attribution avec l'administration centrale(1). (III, Bull. XLIII, n° 291.)

Les consuls de la république ; — Vu, 1° la pétition présentée le 6 germinal à l'administration centrale du département de Sambre-et-Meuse, par *Charles-Joseph Dupuis*, fondé des pouvoirs de *Jean-Marie-Stanislas Desandrouin*, se prétendant propriétaire de biens dépendant de la constrie de Namur et de l'église collégiale de Walcourt ; — 2° L'arrêté pris par l'administration centrale le 23 pluviôse an 8 ; — 3° L'acte extrajudiciaire signifié à la requête dudit *Desandrouin*, le 25 ventôse an 8, aux membres composant l'administration centrale ; — 4° Le nouvel arrêté pris par ladite administration centrale, le 28 ventôse an 8, qui établit le conflit d'attribution ; — 5° Le jugement rendu le 25 floréal an 8, par lequel le tribunal civil du département de Sambre-et-Meuse s'est déclaré compétent ; — 6° L'appel interjeté de ce jugement par le préfet du département de Sambre-et-Meuse ; — 7° Les lettres-patentes du 3 mai 1758 ; — 8° L'article 27 de la loi du 21 fructidor an 3, ainsi conçu : « En cas de conflit d'attribution entre les autorités judiciaires et administratives, il sera sursis jusqu'à la décision du ministre, confirmée par le directoire exécutif ; » — 9° La loi du 28 octobre (23 et) — 5 novembre 1790 ; — Considérant, 1° que lorsque le conflit d'attribution est établi, au gouvernement seul appartient le droit de régler la compétence ; que ce droit lui est solennellement attribué par l'article 27 de la loi du 21 fructidor an 3 ; — 2° Que, dans l'espèce particulière, l'administration centrale du département de Sambre-et-Meuse a pu prononcer, ayant été volontairement saisie par le *citoyen Desandrouin*, qui, par ses conclusions et par ses déclarations, a annoncé vouloir être jugé administrativement, et la question étant moins, d'ailleurs, de prononcer sur la propriété que sur la nature des biens dont il s'agit ; — 3° Que des pièces remises par ledit *Desandrouin* lui-même, il résulte, 1° que l'office de la constrie de Namur et trésorier de l'église collégiale de Walcourt est un office laïque supprimé par la loi du 5 frimaire an 6 ; — 2° Qu'il ne lui est point fait concession de biens fonds, mais de l'office, et des droits, profits, émolumens attachés à l'office, tels et semblables que ses prédécesseurs ont eu et sont accoutumés d'avoir ; — 4° Que la jouissance des émolumens de l'office assujétissait celui qui en était pourvu à des fonctions et des devoirs ; que ces devoirs et ces fonctions ont cessé par la suppression de cet office, et qu'il ne peut plus réclamer cette jouissance ; — 5° Que le *citoyen Desandrouin*, pour obtenir le remboursement du prix de son office, doit se pourvoir en liquidation dans les formes voulues par les lois ; — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le jugement rendu par le tribunal de Sambre-et-Meuse, le 25 floréal dernier, et tout ce qui a pu s'ensuivre, est déclaré non avenu.

2. Sans s'arrêter à l'opposition formée par *Jean-Marie-Stanislas Desandrouin*, l'arrêté du 23 pluviôse an 8 est confirmé, pour être exécuté suivant sa forme et teneur.

(1) Le droit de statuer sur les conflits d'attribution avait été conféré à la cour de cassation par l'art. 2 du décret du 27 novembre — 1^{er} décembre 1790, portant organisation de cette cour ; la loi du 21 fructidor an 3 (7 septembre 1795), art. 27, donna ce droit au gouvernement ; puis le conseil d'état en fut investi par le règlement du 5 nivôse an 8 (26 décembre 1799), art. 11 ; et cet état de choses fut consacré par l'avis du cons. d'état du 22 janvier 1813, et par tous les réglemens d'organisation de ce conseil. C'est le comité du contentieux qui prononce sur les conflits d'attribution.

Voyez, au surplus, l'ordonnance du 2 — 5 août 1823, qui détermine les cas dans lesquels le conflit d'attribution peut être élevé, les délais et le mode de procéder.

N° 483. = 28 fructidor an 8 (15 septembre 1800). = *AVIS du conseil d'état sur la manière d'acquitter les frais de perception des contributions directes.* (III, Bull. XLIII, n° 294.)

Le conseil d'état, qui, sur le renvoi des consuls, a entendu le rapport de la section des finances sur celui du ministre de l'intérieur présentant la question de savoir si les frais de perception des contributions directes, qui sont à la charge des communes, doivent être acquittés sur le produit des cinq centimes additionnels au principal desdites contributions, affecté par la loi du 25 ventose dernier aux dépenses municipales, — Est d'avis que les frais de perception des contributions directes doivent moins être considérés comme dépenses municipales que comme dépenses générales dont la loi a voulu que les communes fussent chargées, et qu'ils doivent être compris dans les rôles, indépendamment des centimes additionnels spécialement destinés aux dépenses municipales, et dont le *maximum* est limité pour l'an 9 à cinq centimes. — Le modèle de procès-verbal d'adjudication de la perception des contributions directes, annexé à la loi du 26 septembre—2 octobre 1791, porte en dehors des sous additionnels les taxations du percepteur ; et cette disposition des lois de l'assemblée constituante devient surtout nécessaire pour l'an 9. — En effet, l'arrêté des consuls, du 16 thermidor an 8, sur l'exercice des contraintes en matière de contributions directes, étend jusqu'à cinq centimes par franc les taxations des percepteurs ; la loi du 25 ventose dernier fixe à pareille somme le *maximum* des centimes additionnels affectés aux dépenses municipales. Si donc les frais de perception devaient être pris sur lesdits centimes additionnels, ils pourraient, dans beaucoup de communes, en absorber le montant, et il ne resterait aucune ressource pour faire face aux dépenses municipales. Ce serait rendre illusoire la loi du 25 ventose dont l'objet a été de pourvoir aux dépenses municipales par une perception de cinq centimes additionnels, indépendamment des frais de perception. — Le conseil est en outre d'avis que, pour établir une règle uniforme, il est intéressant de transmettre une copie du présent au ministre des finances.

TABLE DES MATIÈRES.

AN 7 (1798).

N° 1 ^{er} . — 3 frimaire (25 novembre). — Arrêté concernant les états nominatifs des individus condamnés à la déportation par les lois des 19 et 22 fructidor an 5.	1	N° 14. — 11 frimaire (1 ^{er} décembre). — Loi relative à l'acquit des dépenses à la charge des communes, cantons et départemens, pour l'an 7 et années antérieures.	49
N° 2. — 3 frimaire (25 novembre). — Loi relative à la contribution foncière.	1	N° 15. — 11 frimaire (1 ^{er} décembre). — Arrêté concernant la liquidation des créanciers d'individus portés sur la liste des émigrés et non rayés définitivement.	52
N° 3. — 4 frimaire (24 novembre). — Loi portant établissement d'une contribution sur les portes et fenêtres.	22	N° 16. — 19 frimaire (9 décembre). — Loi sur la poste aux chevaux.	53
N° 4. — 3 frimaire (25 novembre). — Arrêté concernant l'exécution de la loi du 28 vendémiaire an 7, relative au paiement des rentes et pensions.	23	N° 17. — 22 frimaire (12 décembre). — Loi sur l'enregistrement.	56
N° 5. — 3 frimaire (25 novembre). — Arrêté concernant la perception des droits d'enregistrement, et le régime hypothécaire.	25	N° 18. — 27 frimaire (17 décembre). — Proclamation contenant désignation de neuf départemens dans lesquels sont établis les poinçons pour la garantie de l'or et de l'argent.	152
N° 6. — 3 frimaire (25 novembre). — Arrêté qui désigne les lieux par où pourront sortir les ouvrages d'or et d'argent destinés pour l'étranger.	26	N° 19. — 27 frimaire (17 décembre). — Arrêté concernant le poinçon à apposer sur les ouvrages d'orfèvrerie fabriqués dans les ci-devant provinces où le droit de contrôle n'avait pas lieu, et dans les pays conquis et réunis.	152
N° 7. — 6 frimaire (26 novembre). — Loi relative aux bacs et bateaux sur les fleuves, rivières et canaux navigables.	26	N° 20. — 29 frimaire (19 décembre). — Arrêté concernant l'organisation de la régie de l'octroi de Paris.	152
N° 8. — 7 frimaire (27 novembre). — Loi qui ordonne l'impression de celle du 3 floréal an 4, sur la trésorerie nationale.	35	N° 21. — 2 nivose (22 décembre). — Loi qui rapporte celles prohibitives de l'exportation du poisson.	152
N° 9. — 9 frimaire (29 novembre). — Arrêté concernant le port des lettres adressées aux juges de paix, aux accusateurs publics, etc.	35	N° 22. — 3 nivose (25 décembre). — Loi relative à l'emprunt contre l'Angleterre.	152
N° 10. — 9 frimaire (29 novembre). — Loi relative à la production des titres de créances pour la liquidation de la dette publique.	36	N° 23. — 3 nivose (25 décembre). — Loi sur la répartition des contributions personnelle, mobilière et somptuaire pour l'an 7.	152
N° 11. — 9 frimaire (29 novembre). — Loi relative au partage des biens indivis avec la république.	36	N° 24. — 3 nivose (25 décembre). — Loi sur le mode d'assiette, de perception et de dégrèvement dans l'intérieur des départemens, de la contribution personnelle, mobilière et somptuaire de l'an 7.	155
N° 12. — 9 frimaire (29 novembre). — Arrêté relatif au paiement des pensions représentatives de la maison des invalides.	38	N° 25. — 4 nivose (24 décembre). — Loi sur les adjudications de domaines nationaux faites avant la promulgation du décret du 24 avril 1793.	141
N° 13. — 11 frimaire (1 ^{er} décembre). — Loi concernant les recettes et dépenses départementales, municipales et communales.	39	N° 26. — 5 nivose (25 décembre). — Arrêté	

- concernant le mode de liquidation des dépôts faits dans les caisses publiques. 141
- N° 27. — 7 nivose (27 décembre). — Loi relative aux énonciations à faire dans les actes par les anciens huissiers. 142
- N° 28. — 11 nivose (31 décembre). — Arrêté qui détermine les bureaux de douanes pour la sortie des tabacs fabriqués, etc. 142

AN 7 (1799).

- N° 29. — 13 nivose (4 janvier). — Proclamation qui désigne des départemens dans lesquels sont établis des poinçons de recense. 142
- N° 30. — 17 nivose (6 janvier). — Arrêté sur l'établissement de bureaux de garantie dans le département du Mont-Terrible. 143
- N° 31. — 19 nivose (8 janvier). — Loi relative au bureau de liquidation du passif des émigrés du département de la Seine. 143
- N° 32. — 24 nivose (13 janvier). — Loi qui déclare l'article 11 de celle du 13 germinal an 4, et la loi du 7 nivose an 5, applicables aux syndics ou directeurs de créanciers unis. 143
- N° 33. — 27 nivose (16 janvier). — Arrêté sur l'ordre des rangs dans la gendarmerie. 143
- N° 34. — 27 nivose (16 janvier). — Arrêté sur le mode d'acquittement des contributions de l'an 7 par les rentiers de l'état. 144
- N° 35. — 28 nivose (17 janvier). — Arrêté qui désigne l'île d'Oléron comme lieu de détention provisoire pour les déportés. 144
- N° 36. — 28 nivose (17 janvier). — Loi relative aux dispenses du service militaire. 144
- N° 37. — 29 nivose (18 janvier). — Arrêté concernant l'exemption du droit d'octroi pour les marchandises déclarées en transit ou passe-debout par Paris. 144
- N° 38. — 29 nivose (18 janvier). — Arrêté sur l'assiette des contributions directes pour les communes dont le département ou la situation relative sont contestés. 145
- N° 39. — 1^{re} pluviôse (20 janvier). — Arrêté concernant les douanes sur la frontière bornée par l'Escaut. 145
- N° 40. — 5 pluviôse (24 janvier). — Proclamation qui établit des poinçons de recense dans dix départemens. 145
- N° 41. — 16 pluviôse (4 février). — Loi qui proroge le délai fixé pour l'inscription des droits d'hypothèque, etc. 146
- N° 42. — 22 pluviôse (10 février). — Arrêté des fonctions dans les gouvernemens étrangers. 146
- N° 43. — 22 pluviôse (10 février). — Loi sur le mode de vente des objets mobiliers. 146
- N° 44. — 23 pluviôse (11 février). — Arrêté qui ajoute le port de Boulogne à ceux désignés pour la sortie des tabacs fabriqués, etc. 148
- N° 45. — 27 pluviôse (13 février). — Arrêté qui autorise la capture des bâtimens des puissances barbaresques. 149
- N° 46. — 27 pluviôse (13 février). — Proclamation qui désigne des lieux où sont établis des poinçons de garantie. 149
- N° 47. — 27 pluviôse (13 février). — Arrêté qui désigne les bureaux de garantie où devront être marqués les ouvrages d'or et d'argent, venant de l'étranger. 149
- N° 48. — 28 pluviôse (16 février). — Arrêté relatif aux individus soumis à la conscription, qui sont employés près d'une armée, etc. 149
- N° 49. — 28 pluviôse (16 février). — Loi concernant les sous-officiers ou soldats nommés dans la gendarmerie à des places qu'ils n'ont point acceptées. 149
- N° 50. — 29 pluviôse (17 février). — Loi qui ordonne la fabrication d'une monnaie de cuivre. 149
- N° 51. — 7 ventose (23 février). — Arrêté modificatif de celui du 5 fructidor an 6 sur la loterie. 149
- N° 52. — 8 ventose (26 février). — Loi relative aux dépenses de l'ordre judiciaire à la charge des départemens. 150
- N° 53. — 8 ventose (26 février). — Loi contenant fixation du traitement des juges de paix 151
- N° 54. — 9 ventose (27 février). — Loi relative à la perception des droits d'hypothèque. 152
- N° 55. — 9 ventose (27 février). — Loi qui fixe le traitement des commissaires du directoire exécutif près les tribunaux. 153
- N° 56. — 14 ventose (4 mars). — Loi relative aux domaines engagés par l'ancien gouvernement. 153
- N° 57. — 18 ventose (8 mars). — Loi qui ordonne la perception d'un supplément à la taxe sur les portes et fenê-

- tres. 163
- N° 58. — 21 ventose (11 mars). — Loi relative à l'organisation de la conservation des hypothèques. 163
- N° 59. — 21 ventose (11 mars). — Loi portant établissement du droit de greffe au profit de la république, dans les tribunaux civils et de commerce. 171
- N° 60. — 22 ventose (12 mars). — Loi portant que la France est en guerre avec l'empereur d'Autriche et le grand-duc de Toscane. 174
- N° 61. — 23 ventose (13 mars). — Arrêté sur le paiement des pensionnaires dits ecclésiastiques, dans les départemens dont les tableaux n'ont pas encore été déposés à la trésorerie. 174
- N° 62. — 26 ventose (16 mars). — Arrêté additionnel à celui du 22 pluviôse an 7, sur les fonctions à l'étranger. 175
- N° 63. — 26 ventose (16 mars). — Arrêté rectificatif de ceux des 2 nivose et 7 fructidor an 6, sur le transport des lettres. 175
- N° 64. — 28 ventose (18 mars). — Arrêté interprétatif de celui du 12 ventose an 5, concernant la navigation des bâtimens neutres. 177
- N° 65. — 1^{er} germinal (21 mars). — Arrêté qui prescrit des mesures pour prévenir l'incendie des salles de spectacle. 177
- N° 66. — 2 germinal (22 mars). — Loi qui maintient l'exécution dans trois départemens des réglemens établis, relatifs au titre et à la surveillance des ouvrages et matières d'or et d'argent, sur les ateliers et fabriques d'horlogerie. 177
- N° 67. — 15 germinal (2 avril). — Arrêté concernant les domaines congéables de trois départemens. 178
- N° 68. — 15 germinal (2 avril). — Arrêté concernant la sûreté de la bibliothèque nationale. 178
- N° 69. — 17 germinal (6 avril). — Proclamation qui désigne seize départemens où sont établis des poinçons de recense. 178
- N° 70. — 17 germinal (6 avril). — Loi qui proroge le délai accordé pour l'inscription des titres de créance, et la transcription des actes translatifs de propriété. 178
- N° 71. — 18 germinal (7 avril). — Loi relative au remboursement des frais de justice en matière criminelle. 179
- N° 72. — 18 germinal (7 avril). — Arrêté sur la délivrance des lettres de marque. 180
- N° 73. — 19 germinal (8 avril). — Proclamation sur les poids et mesures. 181
- N° 74. — 27 germinal (16 avril). — Loi relative à la nomination des greffiers des tribunaux et des justices de paix. 182
- N° 75. — 28 germinal (17 avril). — Loi relative aux secours accordés aux réfugiés et déportés des colonies. 182
- N° 76. — 3 floréal (22 avril). — Loi qui rapporte les dispositions pénales de celles relatives à la confiscation des effets de compagnies et sociétés, non visés dans les délais prescrits. 182
- N° 77. — 6 floréal (23 avril). — Loi relative à la remise au corps législatif des états de dépenses annuelles à la charge du trésor. 183
- N° 78. — 9 floréal (28 avril). — Loi sur le tarif des douanes. 183
- N° 79. — 15 floréal (2 mai). — Arrêté sur la garde nationale sédentaire, et les rapports de l'autorité civile avec la force publique. 190
- N° 80. — 16 floréal (3 mai). — Loi relative aux acquéreurs de domaines nationaux qui n'ont point payé la seconde moitié et les enchères. 190
- N° 81. — 17 floréal (6 mai). — Proclamation sur l'assassinat des plénipotentiaires au congrès de Rastadt. 191
- N° 82. — 17 floréal (6 mai). — Loi qui fixe les règles de comptabilité conformément au nouveau système des poids et mesures. 191
- N° 83. — 18 floréal (7 mai). — Manifeste sur l'assassinat des plénipotentiaires au congrès de Rastadt. 192
- N° 84. — 22 floréal (11 mai). — Loi relative au paiement des rentes et pensions. 192
- N° 85. — 22 floréal (11 mai). — Loi relative à l'assassinat des plénipotentiaires à Rastadt. 194
- N° 86. — 23 floréal (12 mai). — Arrêté concernant le traitement militaire des gardes nationales mises en réquisition. 194
- N° 87. — 23 floréal (12 mai). — Loi qui établit un octroi municipal de bienfaisance à Bordeaux. 194
- N° 88. — 25 floréal (14 mai). — Arrêté sur l'exécution de la loi du 22 floréal an 7, relative au paiement des rentes et pensions. 194
- N° 89. — 27 floréal (16 mai). — Loi qui ordonne une retenue sur le traitement des fonctionnaires publics. 194
- N° 90. — 28 floréal (17 mai). — Loi qui détermine les formalités des transferts de la dette publique. 194
- N° 91. — 29 floréal (18 mai). — Arrêté

- concernant les sources et fontaines d'eaux minérales. 193
- N° 92. — 1^{er} prairial (20 mai). — Arrêté contenant règlement sur le service de la poste aux chevaux. 198
- N° 93. — 2 prairial (21 mai). — Loi relative à la lésion dans les actes de partage. 203
- N° 94. — 3 prairial (22 mai). — Arrêté concernant la conscription militaire relativement aux habitans des colonies. 203
- N° 95. — 5 prairial (22 mai). — Loi interprétative de celle du 27 nivose an 5, concernant les droits sur les bateaux de charbon de bois. 203
- N° 96. — 5 prairial (22 mai). — Arrêté sur le paiement des pensions. 203
- N° 97. — 6 prairial (23 mai). — Loi qui ordonne la perception d'une subvention de guerre sur les droits d'enregistrement, etc. 203
- N° 98. — 6 prairial (23 mai). — Loi portant établissement d'une subvention extraordinaire de guerre sur la contribution foncière de l'an 7. 203
- N° 99. — 6 prairial (23 mai). — Loi portant établissement d'une subvention extraordinaire de guerre sur la contribution personnelle, etc. 203
- N° 100. — 6 prairial (25 mai). — Loi qui établit une subvention de guerre sur les portes et fenêtres. 206
- N° 101. — 6 prairial (23 mai). — Loi qui assujétit les avis imprimés au droit de timbre. 206
- N° 102. — 9 prairial (28 mai). — Loi additionnelle à celle du 22 brumaire an 7, sur la taxe du tabac. 207
- N° 103. — 9 prairial (28 mai). — Arrêté qui modère la taxe d'entretien des routes sur les objets destinés à la fabrication des sels, etc. 207
- N° 104. — 9 prairial (28 mai). — Arrêté qui diminue la taxe d'entretien des routes pour les matières destinées à l'approvisionnement des mines de plomb de Poullaouen. 207
- N° 105. — 11 prairial (30 mai). — Loi relative au jugement des prévenus de contravention à celle du 10 brumaire an 5, concernant les marchandises anglaises. 207
- N° 106. — 13 prairial (1^{er} juin). — Arrêté qui supprime plusieurs bureaux de garantie. 208
- N° 107. — 14 prairial (2 juin). — Arrêté relatif à la composition des demi-brigades. 208
- N° 108. — 16 prairial (4 juin). — Arrêté concernant l'inscription des ouvrages déposés chez les herfèvres. 208
- N° 109. — 17 prairial (5 juin). — Arrêté concernant les dépôts de grains et farines établis près des frontières. 209
- N° 110. — 17 prairial (5 juin). — Arrêté qui dispense les préposés des douanes du service de la garde nationale. 209
- N° 111. — 21 prairial (9 juin). — Loi relative aux habitans de la ci-devant Savoie, pensionnés ou ayant droit à des pensions. 209
- N° 112. — 21 prairial (9 juin). — Loi relative au traitement des secrétaires-greffiers des juges de paix. 209
- N° 113. — 22 prairial (10 juin). — Loi additionnelle à celle du 21 ventose an 7, relative aux droits de greffe. 209
- N° 114. — 23 prairial (11 juin). — Loi qui fixe le traitement des greffiers des tribunaux criminels et correctionnels. 210
- N° 115. — 24 prairial (12 juin). — Loi interprétative de celle du 19 floréal an 6, sur l'action en rescision contre les ventes d'immeubles faites pendant le cours du papier-monnaie. 211
- N° 116. — 26 prairial (14 juin). — Loi relative à la célébration des fêtes décadaires et des mariages dans les îles maritimes. 211
- N° 117. — 27 prairial (15 juin). — Arrêté contenant des mesures pour assurer le paiement des fonctionnaires et salariés publics. 212
- N° 118. — 30 prairial (18 juin). — Loi concernant ceux qui attenteraient à la liberté du corps législatif. 212
- N° 119. — 1^{er} messidor (19 juin). — Loi qui fixe l'époque du renouvellement annuel des élections de la garde nationale. 212
- N° 120. — 2 messidor (20 juin). — Loi sur les réclamations en matière de contribution foncière. 213
- N° 121. — 4 messidor (22 juin). — Loi relative aux réclamations pour la contribution foncière des années 5, 6 et 7. 247
- N° 122. — 4 messidor (22 juin). — Loi qui fixe la proportion de la contribution foncière avec les revenus territoriaux. 247
- N° 123. — 4 messidor (22 juin). — Loi relative aux publications et affiches en matière de contribution foncière. 248
- N° 124. — 6 messidor (24 juin). — Loi relative aux inscriptions hypothécaires sur les comptables publics, etc. 249
- N° 125. — 8 messidor (26 juin). — Loi relative à la disposition des successions

- échues aux familles d'émigrés. 249
- N° 126. — 10 messidor (28 juin). — Loi qui met les conscrits de toutes les classes en activité de service, et ordonne un emprunt de cent millions sur la classe aisée des citoyens. 251
- N° 127. — 11 messidor (29 juin). — Loi relative à la vente des effets d'armement, etc., qui existaient dans les arsenaux, magasins, etc. 251
- N° 128. — 11 messidor (29 juin). — Arrêté qui abroge celui du 9 brumaire an 7, sur l'acquit des dépenses de la solde des troupes. 251
- N° 129. — 11 messidor (29 juin). — Arrêté sur l'emploi des créances qui se trouvent dans les partages de présuccession. 251
- N° 150. — 15 messidor (1^{er} juillet). — Loi additionnelle à celle du 11 messidor, relative aux déclarations des effets d'armement, etc., sortis des arsenaux. 252
- N° 151. — 14 messidor (2 juillet). — Loi relative à l'organisation des bataillons et des compagnies dont la formation est ordonnée par la loi du 10 messidor an 7. 252
- N° 152. — 14 messidor (2 juillet). — Loi qui accorde une amnistie aux militaires qui ont déserté à l'intérieur, etc. 252
- N° 153. — 16 messidor (4 juillet). — Loi relative à l'administration des hospices civils. 252
- N° 154. — 16 messidor (4 juillet). — Arrêté concernant la défense des places fortes. 253
- N° 155. — 17 messidor (5 juillet). — Loi qui règle l'ordre de radiation des individus inscrits sur la liste des émigrés. 254
- N° 156. — 17 messidor (5 juillet). — Arrêté qui ordonne le remplacement d'un juge de paix pour absence de son poste. 254
- N° 157. — 18 messidor (6 juillet). — Loi qui accorde une amnistie aux déserteurs de l'armée de mer. 254
- N° 158. — 18 messidor (6 juillet). — Loi relative à l'aliénation des domaines nationaux tenus par baux à vie ou emphytéotiques. 255
- N° 159. — 22 messidor (10 juillet). — Arrêté relatif aux affaires dont sont chargés les officiers consulaires des nations étrangères en France. 255
- N° 140. — 22 messidor (10 juillet). — Arrêté qui détermine le mode des rapports existans entre les étrangers accrédités et les autorités de la république. 256
- N° 141. — 22 messidor (10 juillet). — Arrêté concernant la surveillance des étrangers non accrédités. 256
- N° 142. — 25 messidor (11 juillet). — Loi relative aux bons admissibles en paiement des contributions et patentes. 256
- N° 145. — 24 messidor (12 juillet). — Loi sur la répression du brigandage et des assassinats. 256
- N° 144. — 25 messidor (13 juillet). — Arrêté concernant la circulation des poudres dans l'intérieur. 256
- N° 145. — 27 messidor (15 juillet). — Loi sur les congés absolus et les dispenses et exemptions de service militaire. 256
- N° 146. — 1^{er} thermidor (19 juillet). — Loi portant réduction des traitemens, indemnités, etc., payés par le trésor public. 257
- N° 147. — 7 thermidor (25 juillet). — Arrêté qui accorde la main-levée du séquestre établi sur les biens des individus frappés de déportation par la loi du 19 fructidor an 5, qui ont subi cette peine. 257
- N° 148. — 7 thermidor (25 juillet). — Arrêté concernant les individus qui se sont soustraits à la déportation prononcée contre eux par la loi du 19 fructidor an 5. 257
- N° 149. — 11 thermidor (29 juillet). — Proclamation aux citoyens du département de la Seine sur l'établissement des nouvelles mesures de capacité pour les liquides. 257
- N° 150. — 12 thermidor (30 juillet). — Arrêté qui désigne les bagnes où seront envoyés les soldats et marins condamnés aux fers. 259
- N° 151. — 12 thermidor (30 juillet). — Loi relative à la formule du serment civique. 259
- N° 152. — 13 thermidor (31 juillet). — Loi relative au recours en cassation et en révision contre les jugemens émanés des cours martiales, etc. 259
- N° 153. — 14 thermidor (1^{er} août). — Arrêté concernant les fourrages de la gendarmerie. 260
- N° 154. — 16 thermidor (5 août). — Loi qui autorise l'exportation de planches de cuivre pour le service de la marine espagnole. 261
- N° 155. — 16 thermidor (5 août). — Loi qui détermine le mode de paiement des créanciers des successions échues à la république, comme représentant les émigrés, depuis le 9 floréal an 5. 261
- N° 156. — 18 thermidor (5 août). — Loi qui exempte de l'enregistrement les cédules délivrées pour citer devant la

- justice de paix, etc. 264
- N° 157. — 19 thermidor (6 août). — Loi qui prescrit le mode d'exécution de celle du 10 messidor an 7, sur un emprunt de cent millions. 264
- N° 158. — 25 thermidor (12 août). — Arrêté qui prescrit des mesures pour le paiement de secours provisoires aux veuves et enfans des défenseurs de la république. 264
- N° 159. — 27 thermidor (14 août). — Arrêté qui prescrit des mesures pour le sauvetage des bâtimens naufragés. 264
- N° 160. — 27 thermidor (14 août). — Arrêté sur les officiers civils, militaires, etc., repassant des colonies en France. 265
- N° 161. — 1^{er} fructidor (18 août). — Arrêté concernant le transport des poudres dans l'intérieur de la république. 266
- N° 162. — 1^{er} fructidor (18 août). — Arrêté sur le mode de paiement du prix principal des adjudications de coupes de bois nationaux. 266
- N° 165. — 4 fructidor (21 août). — Loi qui détermine un mode pour constater le décès des prisonniers d'Orléans homicidés à Versailles le 9 septembre 1792. 267
- N° 164. — 6 fructidor (23 août). — Loi additionnelle à celles des 10 messidor et 19 thermidor an 7, relatives à l'emprunt de cent millions. 267
- N° 165. — 9 fructidor (26 août). — Loi additionnelle à celle du 17 messidor an 7, sur la radiation de la liste des émigrés. 267
- N° 166. — 9 fructidor (26 août). — Loi sur la fabrication de monnaie de cuivre. 268
- N° 167. — 12 fructidor (29 août). — Arrêté qui fixe un terme pour l'organisation, etc., des conscrits. 268
- N° 168. — 14 fructidor (31 août). — Loi relative à l'établissement de conseils de guerre particuliers dans les départemens déclarés en état de troubles. 268
- N° 169. — 14 fructidor (31 août). — Loi relative aux bataillons auxiliaires. 268
- N° 170. — 17 fructidor (3 septembre). — Loi qui fixe le montant des contributions de l'an 8. 268
- N° 171. — 21 fructidor (7 septembre). — Loi sur les citations en témoignage des caissiers, etc., de la trésorerie. 268
- N° 172. — 25 fructidor (9 septembre). — Arrêté concernant le paiement des pensions et secours accordés aux veuves et orphelins des militaires. 269
- N° 175. — 25 fructidor (9 septembre). — Arrêté contenant des mesures pour accélérer le recouvrement de l'emprunt forcé. 269
- N° 174. — 25 fructidor (9 septembre). — Loi relative au personnel de la guerre pendant l'an 8. 269
- N° 175. — 24 fructidor (10 septembre). — Loi qui autorise la délivrance de congés temporaires à des défenseurs de la patrie, pour les employer à la confection des armes nécessaires à la marine. 269
- N° 176. — 26 fructidor (12 septembre). — Loi sur le rétablissement des masses. 269
- N° 177. — 26 fructidor (12 septembre). — Loi qui fixe les dépenses du matériel de la guerre pendant l'an 8. 275
- N° 178. — 26 fructidor (12 septembre). — Loi relative aux citoyens égarés qui livreraient un chef de rebelles. 275
- N° 179. — 27 fructidor (13 septembre). — Loi relative aux fonds que la trésorerie fera payer pour les armées de terre et de mer, en exécution de la loi du 25 fructidor. 275
- N° 180. — 28 fructidor (14 septembre). — Loi sur la solde de retraite pour l'armée de terre. 275
- N° 181. — 1^{er} jour complémentaire (17 septembre). — Loi qui autorise les conscrits à résilier les engagements par eux contractés à raison des loyers, fermes, etc., avant d'être appelés à l'activité de service. 285
- N° 182. — 5^e jour complémentaire (19 septembre). — Loi qui ordonne la création de légions françaises dans sept départemens. 285
- N° 185. — 4^e jour complémentaire (20 septembre). — Loi qui ordonne une augmentation dans l'arme de l'artillerie à pied. 285
- N° 184. — 4^e jour complémentaire (20 septembre). — Loi contre les maîtres de postes qui auraient fait de fausses déclarations sur le nombre de leurs chevaux. 285
- N° 185. — 6^e jour complémentaire (22 septembre). — Loi qui proroge pour l'an 8 la perception des droits établis sur les spectacles. 284

AN 8 (1799).

- N° 186. — 2 vendémiaire (24 septembre). — Loi sur la manière de juger les contestations relatives au paiement d'octrois municipaux. 284

- N° 187. — 5 vendémiaire (25 septembre). — Arrêté concernant le titre et la marque des matières d'or et d'argent employées dans les manufactures d'horlogerie des départemens du Doubs et du Mont-Terrible. 285
- N° 188. — 4 vendémiaire (26 septembre). — Loi qui ordonne une levée extraordinaire de chevaux pour le service des armées. 286
- N° 189. — 6 vendémiaire (28 septembre). — Loi qui ordonne un prélèvement sur les contributions directes, pour le service courant et arriéré des hospices civils et des enfans de la patrie, jusques et y compris l'an 7. 286
- N° 190. — 7 vendémiaire (29 septembre). — Arrêté sur le service de santé de la marine. 286
- N° 191. — 11 vendémiaire (3 octobre). — Loi relative aux honneurs et aux récompenses nationales à décerner aux armées. 307
- N° 192. — 11 vendémiaire (5 octobre). — Loi relative aux honneurs à décerner aux fonctionnaires et citoyens qui auront rendu de grands services. 307
- N° 195. — 12 vendémiaire (4 octobre). — Loi relative aux comptes à fournir par les entrepreneurs, fournisseurs, etc. 307
- N° 194. — 12 vendémiaire (4 octobre). — Loi relative aux états de recette et dépense ordonnés par la constitution. 308
- N° 195. — 19 vendémiaire (11 octobre). — Arrêté sur les passeports pour les colonies françaises. 309
- N° 196. — 21 vendémiaire (15 octobre). — Loi additionnelle à celle du 14 messidor an 7, sur les bataillons et compagnies auxiliaires. 309
- N° 197. — 21 vendémiaire (15 octobre). — Loi rectificative de celle du 4^e jour complémentaire an 7, sur l'artillerie à pied. 309
- N° 198. — 26 vendémiaire (18 octobre). — Arrêté concernant l'application du calcul par francs à la comptabilité publique. 309
- N° 199. — 26 vendémiaire (18 octobre). — Loi relative à l'examen pour les divers grades de la marine militaire, des navigateurs détenus chez l'ennemi, etc., pendant la guerre. 312
- N° 200. — 27 vendémiaire (19 octobre). — Loi relative à l'emploi des bons de réquisition pour fournitures faites aux armées. 312
- N° 201. — 2 brumaire (24 octobre). — Loi qui autorise à arracher un bois planté sur une grande route. 312
- N° 202. — 8 brumaire (30 octobre). — Loi relative à celle du 5 brumaire an 4, sur les émigrés. 312
- N° 205. — 9 brumaire (31 octobre). — Loi qui dispense de la patente les officiers de santé attachés aux armées, etc. 312
- N° 204. — 11 brumaire (2 novembre). — Arrêté sur l'acquit des dépenses des bureaux des domaines nationaux et de liquidation dans les départemens. 315
- N° 205. — 12 brumaire (5 novembre). — Loi relative à l'emploi du prix des domaines nationaux vendus en exécution de la loi du 26 vendémiaire an 7. 315
- N° 206. — 14 brumaire (5 novembre). — Arrêté qui ordonne une retenue sur le produit des prises en faveur des marins prisonniers de guerre. 315
- N° 207. — 18 brumaire (9 novembre). — Décret qui transfère le corps législatif à Saint-Cloud. 315
- N° 208. — 19 brumaire (10 novembre). — Loi qui prohibe l'exportation des pierres à feu à l'étranger. 315
- N° 209. — 19 brumaire (10 novembre). — Loi qui remplace le directoire exécutif par une commission consulaire exécutive, et les conseils des cinq cents et des anciens par deux commissions. 315
- N° 210. — 19 brumaire (10 novembre). — Loi contenant une proclamation au peuple français. 316
- N° 211. — 19 brumaire (10 novembre). — Acte du corps législatif pour la formation d'une commission chargée de statuer sur tous les objets urgens de police, de législation et de finances. 316
- N° 212. — 19 brumaire (10 novembre). — Acte du corps législatif, sur le même objet. 317
- N° 215. — 20 brumaire (11 novembre). — Arrêté qui détermine des mesures de sûreté contre plusieurs individus. 317
- N° 214. — 22 brumaire (15 novembre). — Loi qui abroge celle du 24 messidor an 7, sur les otages. 317
- N° 215. — 23 brumaire (16 novembre). — Loi qui autorise une adjonction de jurés et de juges pour suivre les débats dans certains procès criminels. 317
- N° 216. — 23 brumaire (16 novembre). — Loi sur la formule du serment à prêter par les fonctionnaires publics. 318
- N° 217. — 26 brumaire (17 novembre). — Arrêté relatif au président du tribunal criminel du département de l'Yonne, et au mode de promulgation des lois. 318
- N° 218. — 26 brumaire (17 novembre). — Loi qui suspend l'exécution de celle du

- 25 fructidor an 7, sur le personnel de la guerre. 518
- N° 219.—27 brumaire (18 novembre).—
Loi qui substitue à l'emprunt forcé de cent millions une subvention extraordinaire de guerre sur les contributions directes. 518
- N° 220.—27 brumaire (18 novembre). —
Loi sur le paiement des rentes et pensions du second semestre de l'an 7. 520
- N° 221.—3 frimaire (24 novembre).—Loi qui supprime les agences des contributions directes, établit des directions, et prescrit un mode de recouvrement. 520
- N° 222. — 4 frimaire (25 novembre). —
Arrêté relatif à la surveillance des individus dénommés dans l'arrêté du 20 brumaire an 8. 521
- N° 223.—6 frimaire (27 novembre). —
Loi sur les obligations et cautionnements à fournir par les receveurs généraux. 521
- N° 224. — 8 frimaire (29 novembre). —
Arrêté relatif aux prêtres assermentés, mariés, etc., dont la déportation aurait été ordonnée par application de la loi du 19 fructidor an 5. 522
- N° 225.—11 frimaire (2 décembre).—Loi qui proroge les délais accordés pour le paiement des domaines nationaux. 522
- N° 226. — 11 frimaire (2 décembre). —
Loi qui règle définitivement les contributions directes de l'an 8. 523
- N° 227.—15 frimaire (4 décembre).—Loi qui règle un mode de poursuite pour le recouvrement du débit des comptables. 523
- N° 228. —16 frimaire (7 décembre). —
Loi qui rapporte l'article 4 de celle du 11 frimaire an 8, sur la libération des acquéreurs de domaines nationaux en mandats. 526
- N° 229.—16 frimaire (7 décembre)—Loi relative aux actes reçus par les commissaires du gouvernement, pendant la suspension des municipalités de Paris. 527
- N° 230. — 18 frimaire (9 décembre). —
Arrêté qui ordonne la déportation des émigrés naufragés à Calais. 527
- N° 231. — 18 frimaire (9 décembre). —
Arrêté pour accélérer le paiement des rentes et pensions du deuxième semestre de l'an 7. 527
- N° 232.—19 frimaire (10 décembre).—
Loi concernant les tribunaux des pays infestés par les rebelles. 527
- N° 233. — 19 frimaire (10 décembre).—
Loi qui proroge, pour le département du Liamone, les délais établis pour l'inscription des droits d'hypothèque. 527
- N° 234. — 19 frimaire (10 décembre).—
Loi qui augmente les droits d'octroi établis dans la commune de Paris. 528
- N° 235. — 19 frimaire (10 décembre). —
Loi qui fixe la valeur du mètre et du kilogramme. 529
- N° 236. — 19 frimaire (10 décembre).—
Arrêté sur la police et la discipline à bord des vaisseaux de l'état. 529
- N° 237.—22 frimaire (15 décembre).—
Loi sur la reconnaissance d'un individu condamné, évadé et repris. 529
- N° 238.—22 frimaire (15 décembre). —
Constitution de la république française. 530
- N° 239.—23 frimaire (14 décembre). —
Loi concernant les comptables qui se sont acquittés de leur débit envers la république durant le cours forcé du papier-monnaie. 544
- N° 240.—25 frimaire (14 décembre). —
Loi qui modifie celle du 29 nivose an 6, relative à la course maritime. 545
- N° 241. — 25 frimaire (14 décembre). —
Loi qui ratifie une disposition du traité conclu entre le général Bonaparte et les chevaliers de Malte. 545
- N° 242.—25 frimaire (14 décembre). —
Loi sur la manière dont la constitution sera présentée au peuple français. 545
- N° 243.—25 frimaire (14 décembre). —
Loi qui augmente le tarif de la poste aux chevaux. 546
- N° 244.—24 frimaire (15 décembre). —
Arrêté concernant l'ouverture des registres pour l'émission des votes sur la constitution. 546
- N° 245.—24 frimaire (15 décembre). —
Arrêté qui approuve un plan de remboursement, par voie de loterie, du prêt de douze millions offerts au trésor public. 547
- N° 246.—25 frimaire (16 décembre). —
Loi qui étend les attributions des tribunaux de police correctionnelle. 547
- N° 247.—25 frimaire (16 décembre). —
Loi sur l'administration de la poste aux lettres. 549
- N° 248.—25 frimaire (16 décembre). —
Loi sur l'organisation de l'école polytechnique. 550
- N° 249.—25 frimaire (16 décembre). —
Loi qui abroge celle du 1^{er} thermidor an 7, qui établit une retenue progressive sur le traitement des fonctionnaires publics, etc. 555

- N° 250.—26 frimaire (17 décembre). — Loi qui dispense des formalités du timbre et de l'enregistrement les actes concernant la liquidation de la dette publique. 555
- N° 251.—27 frimaire (18 décembre). — Loi qui fixe un nouveau tarif pour la poste aux lettres. 555
- N° 252.—27 frimaire (18 décembre). — Loi qui établit des octrois municipaux dans plusieurs communes. 557
- N° 253.—27 frimaire (18 décembre). — Arrêté portant que les militaires domiciliés dans les pays nouvellement réunis à la république seront admissibles dans la maison des invalides. 559
- N° 254.—28 frimaire (19 décembre). — Loi sur les actes passés et les jugemens rendus à Valenciennes et dans quelques places voisines pendant l'invasion. 559
- N° 255.—29 frimaire (20 décembre). — Loi sur la manière dont les copies des pièces de procédure seront délivrées aux accusés. 560
- N° 256.—29 frimaire (20 décembre). — Arrêté sur les secours à accorder aux femmes des militaires et employés à l'armée d'Orient. 561
- N° 257.—29 frimaire (20 décembre). — Arrêté qui suspend l'admission des bons de réquisition en paiement des contributions directes. 561
- N° 258.—29 frimaire (20 décembre). — Arrêté qui remet en vigueur le règlement du 26 juillet 1778, concernant la navigation des bâtimens neutres. 561
- N° 259.—5 nivose (24 décembre). — Loi sur la mise en activité de la constitution. 564
- N° 260.—5 nivose (24 décembre). — Loi sur les déportés sans jugement préalable, par des actes législatifs. 565
- N° 261.—5 nivose (24 décembre). — Loi qui autorise la vente de plusieurs bâtimens situés dans Paris. 566
- N° 262.—4 nivose (25 décembre). — Arrêté sur les récompenses nationales à décerner aux militaires. 566
- N° 263.—4 nivose (25 décembre). — Avis du conseil d'état sur les droits politiques des parens d'émigrés et des ci-devant nobles. 566
- N° 264.—5 nivose (26 décembre). — Règlement pour l'organisation du conseil d'état. 567
- N° 265.—5 nivose (26 décembre). — Loi sur la convocation et l'ouverture des séances du corps législatif et du tribunal. 569
- N° 266.—5 nivose (26 décembre). — Arrêté qui permet à divers individus déportés de rentrer en France. 570
- N° 267.—6 nivose (27 décembre). — Arrêté relatif à la solde des militaires de l'armée de terre qui passeront aux colonies, ou qui serviront dans la marine. 570
- N° 268.—7 nivose (28 décembre). — Arrêté relatif aux édifices destinés au culte. 570
- N° 269.—7 nivose (28 décembre). — Arrêté sur la formule du serment à prêter par les fonctionnaires publics, etc. 570
- N° 270.—7 nivose (28 décembre). — Arrêté relatif à l'exercice des cultes. 570
- N° 271.—7 nivose (28 décembre). — Arrêté contenant des mesures relatives aux départemens de l'Ouest. 571
- N° 272.—8 nivose (29 décembre). — Arrêté qui rapporte ceux par lesquels des pensions de retraite ont été converties en traitemens de réforme. 571
- N° 273.—8 nivose (29 décembre). — Arrêté sur le traitement de réforme. 571
- N° 274.—9 nivose (30 décembre). — Arrêté relatif à l'enterrement du corps de Pie VI déposé à Valence. 571

AN 8 (1800).

- N° 275.—15 nivose (5 janvier). — Arrêté relatif au service des vivres dans les divisions militaires qui ne font pas partie des arrondissemens des armées. 571
- N° 276.—15 nivose (5 janvier). — Arrêté sur le train d'artillerie. 571
- N° 277.—14 nivose (4 janvier). — Arrêté sur l'organisation administrative de la poste aux lettres. 571
- N° 278.—15 nivose (5 janvier). — Arrêté concernant le paiement des délégations sur les contributions arriérées des années 5, 6 et 7. 572
- N° 279.—15 nivose (5 janvier). — Arrêté portant création d'un premier inspecteur-général de l'artillerie. 575
- N° 280.—15 nivose (5 janvier). — Arrêté portant création d'un premier inspecteur général et de six inspecteurs généraux du génie. 575
- N° 281.—15 nivose (5 janvier). — Arrêté portant suppression du syndicat du commerce. 574
- N° 282.—18 nivose (8 janvier). — Arrêté sur le service de la garde d'honneur du corps législatif et du tribunal. 574

- N° 285. — 19 nivose (9 janvier). — Arrêté sur la nomination des membres des bureaux centraux, des commissaires de police, etc. 574
- N° 284. — 19 nivose (9 janvier). — Loi relative aux opérations et communications des autorités chargées de concourir à la formation de la loi. 574
- N° 285. — 21 nivose (11 janvier). — Arrêté relatif aux rebelles des départemens de l'Ouest. 575
- N° 286. — 21 nivose (11 janvier). — Arrêté qui supprime la place de commissaire du gouvernement près les bureaux centraux. 575
- N° 287. — 21 nivose (11 janvier). — Loi qui exige de tous les fonctionnaires publics une promesse de fidélité à la constitution. 575
- N° 288. — 21 nivose (11 janvier). — Loi concernant le rachat et l'aliénation des rentes dues à l'état. 576
- N° 289. — 25 nivose (15 janvier). — Loi qui suspend l'empire de la constitution dans quatre divisions militaires. 576
- N° 290. — 25 nivose (15 janvier). — Arrêté qui annule les décisions du directoire exécutif concernant les prises du corsaire *l'Aventurier*. 576
- N° 291. — 26 nivose (16 janvier). — Arrêté relatif aux lieux où la constitution est suspendue. 576
- N° 292. — 26 nivose (16 janvier). — Loi sur l'aliénation des marais salans appartenant à l'état. 578
- N° 293. — 27 nivose (17 janvier). — Arrêté sur les journaux. 578
- N° 294. — 27 nivose (17 janvier). — Règlement intérieur du tribunal. 579
- N° 295. — 28 nivose (18 janvier). — Arrêté qui destine un local à l'établissement de la banque de France. 585
- N° 296. — 28 nivose (18 janvier). — Arrêté qui prescrit la destination des fonds que recevra la caisse d'amortissement. 585
- N° 297. — 28 nivose (18 janvier). — Arrêté sur le mode de promulgation des lois. 584
- N° 298. — 28 nivose (18 janvier). — Arrêté qui ordonne la reprise des travaux maritimes. 584
- N° 299. — 29 nivose (19 janvier). — Projet de formule pour la promulgation des lois. 584
- N° 300. — 1^{er} pluviôse (21 janvier). — Arrêté sur l'administration du trésor public. 585
- N° 301. — 2 pluviôse (22 janvier). — Arrêté sur les édifices destinés à l'exercice du culte, etc. 588
- N° 302. — 2 pluviôse (22 janvier). — Arrêté sur la solde des troupes. 588
- N° 303. — 2 pluviôse (22 janvier). — Arrêté concernant les officiers suspendus ou destitués. 588
- N° 304. — 4 pluviôse (24 janvier). — Arrêté sur le mode d'admission des bons de réquisition en paiement des contributions directes. 588
- N° 305. — 4 pluviôse (24 janvier). — Arrêté relatif au départ des conscrits. 588
- N° 306. — 4 pluviôse (24 janvier). — Arrêté qui règle les opérations relatives à l'armement, l'habillement, etc., des conscrits. 588
- N° 307. — 4 pluviôse (24 janvier). — Arrêté qui ordonne l'incorporation des bataillons de conscrits. 588
- N° 308. — 5 pluviôse (25 janvier). — Délivération sur la manière de procéder contre les émigrés rentrés. 588
- N° 309. — 5 pluviôse (25 janvier). — Délivération sur la date des lois. 589
- N° 310. — 9 pluviôse (29 janvier). — Arrêté qui règle les fonctions des commissaires des guerres, etc. 590
- N° 311. — 9 pluviôse (29 janvier). — Arrêté sur la liquidation des débits des comptables du département de la Seine. 594
- N° 312. — 14 pluviôse (5 février). — Arrêté sur les équipages d'artillerie. 594
- N° 313. — 16 pluviôse (5 février). — Loi qui proroge le délai accordé aux engagistes et échangistes non maintenus, pour faire la déclaration prescrite par la loi du 14 ventose an 7. 594
- N° 314. — 17 pluviôse (6 février). — Arrêté sur le mode de jugement des prisonniers de guerre. 594
- N° 315. — 17 pluviôse (6 février). — Arrêté sur l'admission et l'avancement dans la gendarmerie. 594
- N° 316. — 18 pluviôse (7 février). — Loi qui proroge le délai accordé aux acquéreurs des domaines nationaux pour fournir des obligations. 594
- N° 317. — 25 pluviôse (14 février). — Arrêté sur l'uniforme des préposés à la régie des douanes. 595
- N° 318. — 27 pluviôse (16 février). — Arrêté contenant règlement sur la régie des poudres et salpêtres. 595
- N° 319. — 28 pluviôse (17 février). — Loi concernant la division du territoire français, et l'administration. 595
- N° 320. — 29 pluviôse (18 février). — Arrêté qui ordonne la confection de nouveaux timbres pour les journaux et af-

- liches. 441
- N° 521. — 29 pluviôse (18 février). — Arrêté relatif à la solde des militaires qui, depuis le 18 brumaire an 8, ont cessé de remplir les fonctions législatives. 441
- N° 522. — 29 pluviôse (18 février). — Arrêté qui augmente le nombre des brigades de gendarmerie dans l'Ouest. 442
- N° 523. — 2 ventose (21 février). — Arrêté concernant la levée de chevaux ordonnée par la loi du 4 vendémiaire an 8. 442
- N° 524. — 3 ventose (24 février). — Loi sur l'établissement d'octrois municipaux. 442
- N° 525. — 7 ventose (26 février). — Arrêté qui détermine la manière dont il sera procédé sur les demandes en radiation de la liste des émigrés. 442
- N° 526. — 7 ventose (26 février). — Loi sur le cautionnement de certains régisseurs, employés, et des notaires. 443
- N° 527. — 11 ventose (2 mars). — Arrêté relatif aux membres de l'assemblée constituante inscrits sur la liste des émigrés. 443
- N° 528. — 11 ventose (2 mars). — Loi qui remplace par des pensions les capitaux accordés aux membres du clergé, etc., supprimés dans les neuf départements réunis. 443
- N° 529. — 12 ventose (3 mars). — Arrêté qui réunit à la liquidation générale de la dette publique le bureau central de la trésorerie chargé des opérations relatives au grand-livre. 443
- N° 530. — 12 ventose (3 mars). — Loi sur le mode d'application des lois relatives à l'émigration. 446
- N° 531. — 15 ventose (4 mars). — Arrêté qui autorise à doubler la retenue sur le traitement des régisseurs et employés de la régie de l'enregistrement. 447
- N° 532. — 14 ventose (5 mars). — Arrêté sur le mode d'acquittement de rescissions à délivrer sur le produit des quatre derniers cinquièmes des coupes de bois ordinaires de l'an 8. 451
- N° 533. — 17 ventose (8 mars). — Arrêté qui crée une armée de réserve. 452
- N° 534. — 17 ventose (8 mars). — Règlement relatif au complément de l'armée de terre. 452
- N° 535. — 17 ventose (8 mars). — Arrêté sur l'établissement des préfectures. 452
- N° 536. — 17 ventose (8 mars). — Loi qui met à la disposition du gouvernement tous les Français dont la vingtième année a été terminée le 1^{er} vendémiaire an 8. 452
- N° 537. — 17 ventose (8 mars). — Arrêté relatif aux préfets, secrétaires de préfecture, au préfet de police de Paris, et aux commissaires généraux de police. 455
- N° 538. — 17 ventose (8 mars). — Arrêté sur le service des travaux maritimes. 465
- N° 539. — 18 ventose (9 mars). — Arrêté sur le versement des cautionnements à fournir par plusieurs fonctionnaires et employés. 464
- N° 540. — 18 ventose (9 mars). — Arrêté relatif au recouvrement des débits des comptables. 463
- N° 541. — 18 ventose (9 mars). — Arrêté relatif à la liquidation des rentes dont on demande le rachat ou l'aliénation. 466
- N° 542. — 22 ventose (13 mars). — Arrêté qui fixe le délai pendant lequel les billets du syndicat pourront être employés en paiement de domaines ruraux. 466
- N° 543. — 22 ventose (13 mars). — Loi qui ouvre à divers ministres des crédits supplémentaires pour l'an 8. 466
- N° 544. — 25 ventose (14 mars). — Arrêté sur les comptes à rendre par les receveurs-caissiers des commissions civiles établies près des armées. 466
- N° 545. — 25 ventose (14 mars). — Arrêté sur le cautionnement des receveurs de la loterie. 466
- N° 546. — 25 ventose (14 mars). — Arrêté sur le remboursement des cautionnements en numéraire fournis par les receveurs généraux. 467
- N° 547. — 25 ventose (16 mars). — Arrêté sur l'établissement de bureaux de douanes pour la visite et le plonibage des marchandises expédiées à l'étranger. 467
- N° 548. — 25 ventose (16 mars). — Loi sur l'établissement des contributions directes et indirectes de l'an 9. 467
- N° 549. — 26 ventose (17 mars). — Arrêté contenant règlement sur les dépenses des préfectures et sous-préfectures. 467
- N° 550. — 26 ventose (17 mars). — Loi relative aux contestations sur la validité des prises maritimes. 469
- N° 551. — 26 ventose (17 mars). — Arrêté contenant règlement sur les revues des troupes. 469
- N° 552. — 27 ventose (18 mars). — Loi sur l'organisation des tribunaux. 469

- N° 553. — 27 ventose (18 mars). — Loi relative aux fonctions du ministère public près les tribunaux de police. 482
- N° 554. — 27 ventose (18 mars). — Loi portant établissement de receveurs particuliers des contributions. 482
- N° 555. — 29 ventose (20 mars). — Arrêté portant qu'il sera élevé des colonnes à la mémoire des braves morts pour la patrie. 485
- N° 556. — 1^{er} germinal (22 mars). — Arrêté qui charge les préfets et sous-préfets de la suite des opérations relatives à la répartition des contributions de l'an 8. 485
- N° 557. — 1^{er} germinal (22 mars). — Rapport sur le Prytanée français. 485
- N° 558. — 4 germinal (25 mars). — Arrêté concernant la liquidation des créances sur les ci-devant fermes et régies générales. 484
- N° 559. — 4 germinal (25 mars). — Arrêté sur l'établissement d'un conseil de santé près le ministre de la guerre. 484
- N° 560. — 4 germinal (25 mars). — Arrêté sur l'établissement près le ministre de la guerre d'un directoire central des hôpitaux militaires. 485
- N° 561. — 4 germinal (25 mars). — Loi sur les libéralités par actes entre-vifs. 485
- N° 562. — 4 germinal (25 mars). — Loi sur les cautionnemens des payeurs, etc., du trésor. 486
- N° 563. — 4 germinal (25 mars). — Arrêté qui organise le corps des vétérans nationaux. 486
- N° 564. — 6 germinal (27 mars). — Arrêté qui crée un conseil des prises. 486
- N° 565. — 6 germinal (27 mars). — Loi relative à la nomination des jurés. 489
- N° 566. — 6 germinal (27 mars). — Loi relative aux récusations sur la liste des jurés. 490
- N° 567. — 7 germinal (28 mars). — Loi qui diminue la taxe d'entretien des routes, et fixe le droit d'enregistrement de marchés relatifs aux ponts-et-chaussées. 490
- N° 568. — 8 germinal (29 mars). — Arrêté qui crée un inspecteur-général de la gendarmerie. 490
- N° 569. — 15 germinal (5 avril). — Acte qui nomme les juges du tribunal de cassation. 491
- N° 570. — 14 germinal (4 avril). — Avis du conseil d'état sur la manière dont un conseiller-d'état peut être entendu en témoignage. 491
- N° 571. — 19 germinal (9 avril). — Formule d'arrêté autorisant la poursuite d'agens du gouvernement, aux termes de l'article 75 de la constitution. 491
- N° 572. — 22 germinal (12 avril). — Arrêté sur l'emploi des bons de réquisition en paiement des contributions. 491
- N° 573. — 24 germinal (14 avril). — Arrêté sur le versement du cautionnement des receveurs particuliers, etc., et le paiement des intérêts. 491
- N° 574. — 24 germinal (14 avril). — Arrêté sur le costume des fonctionnaires de l'ordre judiciaire. 492
- N° 575. — 24 germinal (14 avril). — Arrêté sur l'installation des tribunaux. 492
- N° 576. — 24 germinal (14 avril). — Arrêté sur le traitement de réforme des officiers de gendarmerie. 495
- N° 577. — 26 germinal 16 avril). — Arrêté relatif à l'établissement de commandans d'armes dans les places de guerre. 495
- N° 578. — 28 germinal (18 avril). — Arrêté relatif au paiement des arrérages des rentes et pensions du premier semestre de l'an 8. 495
- N° 579. — 28 germinal (18 avril). — Arrêté pour empêcher l'exportation des grains par la Meuse, l'Escaut et le Rhin. 495
- N° 580. — 1^{er} floréal (21 avril). — Arrêté relatif à la taxe d'entretien des routes et à l'établissement des ponts à bascule. 495
- N° 581. — 1^{er} floréal (21 avril). — Arrêté qui fixe le taux auquel seront estimés, dans la liquidation des remises des employés de la régie de l'enregistrement, les bons des trois quarts, etc. 495
- N° 582. — 5 floréal (25 avril). — Arrêté sur la location et l'administration des établissemens d'eaux minérales. 495
- N° 583. — 5 floréal (25 avril). — Arrêté sur la division en grades du service du département des relations extérieures pour la partie des agences politiques. 495
- N° 584. — 6 floréal (26 avril). — Arrêté relatif aux conscrits mariés ou veufs, et à ceux des départemens réunis. 497
- N° 585. — 7 floréal (27 avril). — Arrêté relatif au service des argus nationales. 497
- N° 586. — 7 floréal (27 avril). — Règlement sur l'organisation de la marine. 497
- N° 587. — 7 floréal (27 avril). — Arrêté sur la forme des poids. 504
- N° 588. — 9 floréal (29 avril). — Arrêté sur l'emploi des mandats, ordonnances ou bons de réquisition délivrés pour l'habillement, l'équipement et l'armement des conscrits. 504
- N° 589. — 17 floréal (7 mai). — Arrêté sur le costume des sous-préfets, des maires, des commissaires de police, etc. 504
- N° 590. — 17 floréal (7 mai). — Arrêté qui

- répartit la somme de cinq millions en dégrèvemens provisoires sur la contribution foncière. 505
- N° 591. — 19 floréal (9 mai). — Arrêté sur la réunion des conseils d'arrondissement et des conseils généraux. 505
- N° 592. — 19 floréal (9 mai). — Arrêté qui répartit les contributions personnelle, mobilière et somptuaire de l'an 9. 506
- N° 593. — 19 floréal (9 mai). — Arrêté sur la nomination des maires et adjoints dans les communes de moins de 5,000 habitans. 506
- N° 594. — 19 floréal (9 mai). — Modèles des actes de l'état civil. 507
- N° 595. — 24 floréal (14 mai). — Arrêté sur les réclamations en matière de contributions. 507
- N° 596. — 24 floréal (14 mai). — Avis du conseil d'état portant que les propriétaires des marais salans ne sont pas assujétis à la patente. 510
- N° 597. — 25 floréal (15 mai). — Arrêté qui affecte au paiement des mois de nourrice des enfans abandonnés les portions d'amendes et de confiscations destinées au soulagement des pauvres et aux hôpitaux. 510
- N° 598. — 27 floréal (17 mai). — Arrêté sur les collections de lois existant dans les secrétariats et greffes des administrations et tribunaux supprimés. 510
- N° 599. — 27 floréal (17 mai). — Arrêté relatif au paiement des intérêts du cautionnement des receveurs-généraux. 511
- N° 400. — 27 floréal (17 mai). — Arrêté sur la répartition et le paiement des dépenses judiciaires à la charge des départemens. 511
- N° 401. — 27 floréal (17 mai). — Arrêté relatif au timbre des bons du premier semestre de l'an 8. 511
- N° 402. — 1^{er} prairial (21 mai). — Arrêté relatif au paiement de la solde arriérée de l'an 8. 511
- N° 403. — 5 prairial (25 mai). — Arrêté qui casse celui par lequel l'administration centrale de Maine-et-Loire avait autorisé un abattis de bois pour chauffage de corps-de-garde. 511
- N° 404. — 4 prairial (24 mai). — Règlement sur le service du tribunal de cassation. 511
- N° 405. — 5 prairial (25 mai). — Arrêté sur les frais des conseils généraux d'arrondissemens communaux pour leur réunion de l'an 8. 514
- N° 406. — 7 prairial (27 mai). — Arrêté relatif aux appartemens qui devront être affectés au service des tribunaux militaires. 514
- N° 407. — 8 prairial (28 mai). — Arrêté relatif aux archives nationales. 515
- N° 408. — 15 prairial (2 juin). — Avis du conseil d'état sur l'application de la loi du 10 vendémiaire an 4, relative à la police des communes. 516
- N° 409. — 16 prairial (3 juin). — Arrêté pour l'exécution de celui du 12 prairial an 4, relatif à la notification de l'époque à laquelle les lois deviennent obligatoires. 516
- N° 410. — 18 prairial (7 juin). — Arrêté relatif au recouvrement des cautionnemens à fournir par les greffiers, avoués et huissiers. 516
- N° 411. — 24 prairial (15 juin). — Arrêté pour accélérer la fixation définitive des soldes de retraite, et pour faire opérer des paiemens provisoires à titre de subsistance. 517
- N° 412. — 27 prairial (16 juin). — Arrêté qui règle les franchises et contre-seings. 517
- N° 413. — 27 prairial (16 juin). — Arrêté relatif aux congés et feuilles de route à délivrer aux militaires invalides. 517
- N° 414. — 27 prairial (16 juin). — Arrêté relatif au traitement des officiers réformés pour cause d'infirmités, et jugés en état de reprendre du service. 517
- N° 415. — 27 prairial (16 juin). — Arrêté sur l'emploi des capitaux de rentes dont le rachat et l'aliénation ont été autorisés par la loi du 21 nivose an 8. 517
- N° 416. — 28 prairial (17 juin). — Avis du conseil d'état sur des questions relatives aux juges des tribunaux de commerce, et aux greffiers de ces tribunaux et des justices de paix. 518
- N° 417. — 29 prairial (18 juin). — Arrêté relatif à l'envoi du Bulletin des lois aux fonctionnaires publics. 519
- N° 418. — 29 prairial (18 juin). — Avis du conseil d'état sur la peine à infliger pour les délits prévus par la loi du 29 nivose an 6. 519
- N° 419. — 5 messidor (24 juin). — Arrêté sur le choix des gendarmes et l'avancement dans la gendarmerie de cinq divisions militaires. 520
- N° 420. — 8 messidor (27 juin). — Arrêté sur le costume des conseillers de préfecture, et des maires et adjoints à la nomination du premier consul. 520
- N° 421. — 8 messidor (27 juin). — Arrêté sur le costume des ingénieurs et élèves des ponts et chaussées. 520
- N° 422. — 8 messidor (27 juin). — Arrêté relatif au traitement des greffiers des tribunaux. 521

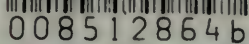
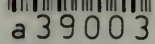
- N° 425. — 9 messidor (28 juin). — Arrêté relatif aux conseils municipaux des communes de 100,000 âmes et au dessus. 524
- N° 424. — 9 messidor (28 juin). — Arrêté qui fixe le chef-lieu des Ardennes. 524
- N° 425. — 12 messidor (1^{er} juillet). — Arrêté qui détermine les fonctions du préfet de police de Paris. 524
- N° 426. — 16 messidor (5 juillet). — Arrêté qui fixe le droit à percevoir sur les farines transportées par le canal du Centre. 550
- N° 427. — 16 messidor (5 juillet). — Avis du conseil d'état sur le mode de rectification des erreurs de noms et prénoms dans les titres de propriété des rentes perpétuelles et viagères. 550
- N° 428. — 17 messidor (6 juillet). — Arrêté qui accorde des pensions à des veuves d'invalides. 550
- N° 429. — 18 messidor (7 juillet). — Arrêté relatif aux minutes existant dans les greffes des tribunaux supprimés. 550
- N° 450. — 18 messidor (7 juillet). — Arrêté relatif à la confection des listes de jurés. 551
- N° 451. — 27 messidor (16 juillet). — Arrêté relatif à la dénomination de général, et à l'uniforme des officiers et employés de l'armée. 551
- N° 452. — 29 messidor (18 juillet). — Arrêté qui maintient sur la liste des émigrés les individus inscrits et dont les réclamations n'étaient pas enregistrées le 25 messidor an 8. 551
- N° 453. — 29 messidor (18 juillet). — Arrêté relatif aux demandes en restitution des fruits et revenus ou du prix de la vente des biens séquestrés, et aux reventes à la folle-enchère pour cause de déchéance. 552
- N° 454. — 4 thermidor (25 juillet). — Arrêté sur la liquidation des effets émis par l'état. 552
- N° 455. — 4 thermidor (25 juillet). — Avis du conseil d'état sur les baux à complant. 552
- N° 456. — 7 thermidor (26 juillet). — Arrêté qui ordonne le versement au trésor de la portion du 1/2 p. 0/0 des mises à prix de domaines nationaux, attribuée aux membres et employés des administrations centrales. 553
- N° 457. — 7 thermidor (26 juillet). — Arrêté sur l'exécution des lois des 15 germinal et 4 floréal an 6 à l'égard des conscrits. 553
- N° 458. — 7 thermidor (26 juillet). — Arrêté relatif aux enfans de troupe et aux femmes à la suite de l'armée. 553
- N° 459. — 7 thermidor (26 juillet). — Arrêté relatif à l'observation des jours fériés. 556
- N° 440. — 7 thermidor (26 juillet). — Arrêté qui fixe le jour des publications de mariage. 556
- N° 441. — 7 thermidor (26 juillet). — Arrêté sur l'organisation et le service général de la marine. 556
- N° 442. — 7 thermidor (26 juillet). — Arrêté sur le cautionnement des payeurs et caissiers du trésor. 545
- N° 445. — 9 thermidor (28 juillet). — Arrêté qui proroge la commission établie pour la radiation des individus inscrits sur la liste des émigrés. 545
- N° 444. — 9 thermidor (28 juillet). — Arrêté portant création d'un directoire de l'habillement et de l'équipement des troupes. 546
- N° 445. — 15 thermidor (1^{er} août). — Arrêté sur le mode d'approbation des tarifs et réglemens pour la perception des octrois municipaux. 546
- N° 446. — 14 thermidor (2 août). — Arrêté sur la perception du droit de transit dans les nouveaux départemens situés sur la rive gauche du Rhin. 546
- N° 447. — 16 thermidor (4 août). — Arrêté qui détermine les cas où les tabacs en feuilles importés par bâtimens français sont admis à la réduction du droit d'entrée. 546
- N° 448. — 16 thermidor (4 août). — Arrêté qui règle le recouvrement des contributions directes et l'exercice des contraintes. 546
- N° 449. — 17 thermidor (5 août). — Arrêté pour l'exemption du droit pour la bière fabriquée à Dunkerque. 551
- N° 450. — 17 thermidor (5 août). — Arrêté sur le remboursement des sommes payées par les salpêtriers pour le transport du salpêtre, etc. 551
- N° 451. — 22 thermidor (10 août). — Arrêté sur la nomination, l'installation et le service des huissiers. 552
- N° 452. — 25 thermidor (14 août). — Arrêté portant qu'à compter du second semestre de l'an 8, les rentes et pensions sur l'état seront acquittées en numéraire. 552
- N° 453. — 25 thermidor (15 août). — Arrêté sur les passeports ou sauf-conduits accordés par les ministres, etc., des puissances alliées ou neutres. 552
- N° 454. — 25 thermidor (15 août). — Arrêté qui accorde amnistie aux habitans des départemens mis hors de la constitution par la loi du 25 nivôse an 8. 552
- N° 455. — 25 thermidor (15 août). — Avis

- du conseil d'état relatif aux détenus âgés de 16 ans. 555
- N° 456. — 25 thermidor (15 août). — Arrêté sur la construction d'un canal pour détourner le cours de la rivière de Coesnon. 555
- N° 457. — 27 thermidor (15 août). — Arrêté qui fixe les dépenses du bureau des colonies établi à Paris. 555
- N° 458. — 27 thermidor (15 août). — Arrêté relatif aux militaires qui auront obtenu des sabres, des fusils d'honneur, etc. 555
- N° 459. — 29 thermidor (17 août). — Arrêté relatif à la composition et à l'organisation du corps des officiers de la marine. 555
- N° 460. — 1^{er} fructidor (19 août). — Arrêté sur les étapes. 555
- N° 461. — 5 fructidor (21 août). — Arrêté contre les militaires invalides qui ont vendu ou donné des effets à leur usage. 555
- N° 462. — 5 fructidor (21 août). — Arrêté relatif aux états-majors des divisions et des places. 554
- N° 463. — 5 fructidor (25 août). — Arrêté relatif aux vacances des tribunaux. 554
- N° 464. — 7 fructidor (25 août). — Arrêté sur l'uniforme des préfets maritimes, vice-amiraux, etc. 554
- N° 465. — 7 fructidor (25 août). — Arrêté sur la nomination des officiers de la marine. 554
- N° 466. — 7 fructidor (25 août). — Arrêté qui proroge les droits établis sur les spectacles. 554
- N° 467. — 7 fructidor (25 août). — Arrêté portant qu'il sera établi des succursales à l'hôtel des invalides. 555
- N° 468. — 7 fructidor (25 août). — Arrêté relatif au versement dans la caisse des invalides de la marine, d'un décime par franc du produit des prises. 555
- N° 469. — 14 fructidor (1^{er} septembre). — Arrêté qui assujétit à l'inscription maritime les marins étrangers résidant en France. 555
- N° 470. — 14 fructidor (1^{er} septembre). — Arrêté sur le mode de liquidation des rentes stipulées en nature. 556
- N° 471. — 14 fructidor (1^{er} septembre). — Arrêté qui règle l'ordre du travail des bureaux chargés des comptabilités arriérées, et de la liquidation de la dette publique. 556
- N° 472. — 15 fructidor (2 septembre). — Arrêté sur les patentes. 559
- N° 473. — 15 fructidor (2 septembre). — Arrêté qui assujétit les pétitions à la formalité du timbre. 560
- N° 474. — 16 fructidor (3 septembre). — Arrêté relatif à la gestion et à l'administration des biens et revenus des béguinages dans plusieurs départemens. 560
- N° 475. — 18 fructidor (5 septembre). — Arrêté qui ordonne l'exécution provisoire des décrets des 29 janvier—20 mars et 6—27 mars 1791, sur les avoués, huissiers et greffiers. 560
- N° 476. — 18 fructidor (5 septembre). — Arrêté qui fixe la solde des chefs d'escadron ou de bataillon adjoints aux états-majors généraux. 561
- N° 477. — 18 fructidor (5 septembre). — Arrêté qui autorise les préfets maritimes, etc., à proroger le terme des passeports accordés aux colons. 561
- N° 478. — 18 fructidor (5 septembre). — Arrêté sur le service des tribunaux divisés par sections, pendant la durée des vacances. 561
- N° 479. — 18 fructidor (5 septembre). — Arrêté sur la manière de régler les dépenses imprévues faites dans les départemens pour le service militaire. 561
- N° 480. — 22 fructidor (9 septembre). — Arrêté qui assimile aux autres départemens ceux de la Roër, de la Sarre, du Mont-Tonnerre et de Rhin-et-Moselle. 562
- N° 481. — 25 fructidor (10 septembre). — Arrêté sur les masses. 562
- N° 482. — 25 fructidor (10 septembre). — Arrêté qui annule un jugement rendu par un tribunal civil, en conflit d'attribution avec l'administration centrale. 569
- N° 483. — 28 fructidor (15 septembre). — Avis du conseil d'état sur la manière d'acquitter les frais de perception des contributions directes. 571

La Bibliothèque

de la ville de Paris





a 39003 008512864 b

CAT. NO. 1137			

CAT. NO. 1137

